Le Maire

REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE STRASBOURG du lundi 10 février 2020 à 15h00 en salle des Conseils du centre administratif

Ordre du Jour

Affaires Générales

1	Passation d'avenants et attribution de marchés.	1
2	Communication concernant la conclusion de marchés de travaux, fournitures et services.	10
3	Port autonome de Strasbourg : nomination au Conseil d'administration d'un représentant de la ville de Strasbourg en remplacement de M. Jean-Pierre GROS, démissionnaire.	15
4	Avis sur les emplois Ville.	17
5	Soutien de la ville de Strasbourg aux actions concourant à la stratégie territoriale de prévention de la délinquance, inscrites au Contrat Intercommunal de Sécurité, de Prévention de la délinquance et de la Radicalisation de l'Eurométropole de Strasbourg (CISPD-R).	29
6	Conclusion d'accords-cadres relatifs à des prestations de fournitures et services, sous convention de groupement de commandes, pour la réalisation et la diffusion des magazines municipaux.	35
7	Conclusion d'accords-cadres relatifs à des prestations de fournitures et services, pour la conception, la réalisation et la diffusion d'outils de communication. Passation d'une convention de groupement de commandes.	47
8	Soutien de la ville de Strasbourg aux établissements et associations cultuels.	59
9	Projet de fusion des consistoires de Saint Thomas et du Temple Neuf - Eglise de la Confession d'Augsbourg d'Alsace et de Lorraine.	63
10	Signature d'une convention transactionnelle avec l'agence FREAKS Architecture dans le cadre du projet de restructuration de la mini-ferme de l'orangerie à Strasbourg.	65
11	Attribution d'une subvention à l'association Emmaüs Connect.	83

Urbanisme, Aménagement, Logement, Transports

12	Plan Climat de la Ville de Strasbourg.	89
13	Subvention à "Apollonia" pour l'installation d'une œuvre d'art sur l'espace public à l'entrée de la Robertsau dans le cadre du Parc naturel urbain Ill Rhin.	220
14	Déclassement du domaine public d'emprises sportives sises rue des Vanneaux à Strasbourg-Neudorf servant de support au centre de formation du Racing club de Strasbourg.	235
15	Déclassement par anticipation du domaine public municipal de l'ensemble immobilier situé 6 et 6A rue Prechter à Strasbourg.	241
16	Avis relatif au classement dans le domaine public métropolitain de voirie. Avis du Conseil Municipal - article L. 5211-57 du CGCT.	250
17	Transfert d'équipement par la ville de Strasbourg à l'Eurométropole et inversement. Mise en œuvre des principes approuvés par les délibérations cadres du Conseil Municipal du 19 février 2018 et du Conseil de l'Eurométropole du 23 mars 2018.	258
18	Régularisations foncières - Acquisition par l'Eurométropole de parcelles de voirie restées inscrites au Livre Foncier comme étant propriété de personnes physiques ou morales. Avis préalable de la ville de Strasbourg (article L 5211-57 du Code général des collectivités territoriales).	270
19	Transactions amiables sur le territoire de la ville de Strasbourg.	273
20	Acquisitions foncières en vue de la création d'un nouveau groupe scolaire rue Jean Mentelin à Strasbourg Koenigshoffen.	317
21	Acquisitions en vue de l'extension du Musée alsacien sis quai Saint Nicolas.	340
22	Secteur Strasbourg-Neuhof : avis préalable Chevènement donné par la Ville à la souscription par l'Eurométropole de Strasbourg d'une convention de portage avec l'Etablissement Public Foncier d'Alsace (EPF) en vue de l'acquisition de l'emprise foncière de l'ancien hôpital militaire Lyautey de 231,79 ares.	354
23	Vente par la ville de Strasbourg au profit de la Société Pierres et Territoires de France Alsace d'une emprise foncière de 34 ares environ située à Strasbourg-Neuhof (67100) à l'angle de la rue Lisa Krugell et de la rue Richshoffer en vue de la réalisation d'une opération de construction.	376
24	Vente par la ville de Strasbourg à la Société d'aménagement et d'équipement de la région de Strasbourg (SERS) d'une emprise foncière rue Lauth à proximité de site ARTE et avis préalable de la ville de Strasbourg à la vente par l'Eurométropole de Strasbourg (avis du Conseil municipal Art 5211-57 du CGCT).	388
25	Avis préalable Chevènement à la vente par l'Eurométropole de Strasbourg et vente par la Ville au profit de la Société TRIANON RESIDENCES d'une emprise foncière de 68,06 ares située à Strasbourg-Neuhof rue Paul Bourson en vue de la réalisation de deux programmes immobiliers, l'un en accession et l'autre en accession participative.	389

26	Avis préalable (article L 5211-57 du Code Général des Collectivités Territoriales) à la conclusion d'un bail emphytéotique administratif entre l'Eurométropole de Strasbourg et la SAS Racing Club de Strasbourg Alsace pour la mise à disposition d'une emprise foncière affectée à la réalisation du centre d'entraînement professionnel du Racing Club de Strasbourg Alsace.	404
27	Secteur Kibitzenau : vente au profit de la SAS Racing Club de Strasbourg Alsace d'une emprise foncière en vue de la réalisation du projet de rénovation et d'extension du centre de formation dénommé « Racing Mutest Académie ».	420
28	Prorogation de 25 années de l'échéance du bail emphytéotique consenti à la Société NEOLIA pour la gestion d'un ensemble immobilier de la Cité Spach à Strasbourg.	468
29	Acquisition auprès de l'Eurométropole de Strasbourg d'un lot de copropriété sis 10 place de la Cathédrale/11 rue Mercière à Strasbourg.	482
30	Plan patrimoine de la ville de Strasbourg - Vente de locaux sis 4 quai Ernest Bevin à Strasbourg à la suite d'un appel à projets visant la réouverture d'un lieu de restauration.	489
31	Plan patrimoine de l'Eurométropole de Strasbourg - Avis préalable (article L 5211-57 du Code Général des Collectivités Territoriales) à la vente par l'Eurométropole d'un bien immobilier sis 5 chemin du Cuivre à Strasbourg Koenigshoffen.	490
32	Plan patrimoine de la ville de Strasbourg - Vente d'un ensemble immobilier sis 6 et 6A rue Prechter à Strasbourg.	498
33	Plan patrimoine de la ville de Strasbourg - Vente d'un ensemble immobilier sis 86 et 88 rue Mélanie à Strasbourg.	503
34	Plan patrimoine de la ville de Strasbourg - Vente d'un bien immobilier sis 21 rue de Berne à Strasbourg.	514
35	Communication relative au porter à connaissance par Monsieur le Préfet du Bas-Rhin de deux arrêtés préfectoraux d'autorisation environnementale.	536
36	Attribution de subventions au titre des espaces verts et de nature.	586
37	Gestion des forêts de la ville de Strasbourg et de l'Œuvre Notre Dame - Travaux d'exploitation forestière et patrimoniaux 2020.	589
38	Programmation des actions soutenues au titre du Contrat de Ville deuxième étape de soutien aux projets pour l'année 2020.	611

Economie Attractivité et Rayonnement

39	Soutien aux acteurs de l'emploi et de l'économie sociale et solidaire.	632
40	SCIC Manufacture LAB - apport en capital.	636

41	LOCUSEM : autorisation de créer avec la Caisse des dépôts une filiale spécialisée dans la détention, dans le cadre de bail emphytéotique, d'un volume à usage bureaux dit "Wagenhaus 11" sis 32 rue du Rempart 67000 STRASBOURG, en vue de la location à l'association Foyer Notre Dame.	682
42	Attribution de subventions pour le commerce, l'artisanat et le tourisme urbain.	730
43	Attribution de la subvention annuelle de fonctionnement à l'Office de Tourisme de Strasbourg et sa Région pour l'année 2020.	733
44	Attribution d'une subvention à l'Office de Tourisme de Strasbourg et sa Région pour l'organisation de la 8ème édition de "Strasbourg mon Amour".	745
45	Soutien au tourisme d'affaires : subvention annuelle au Strasbourg convention bureau (SCB).	754
46	Contrat triennal Strasbourg, capitale européenne 2018-2020 - Fondation René Cassin / Institut international des droits de l'Homme/IIDH : participation de la Ville de Strasbourg aux travaux de rénovation du siège.	767
47	Reconduction du dispositif de bourses de recherche Strasbourg-Dresde au titre de l'année 2020.	771
48	Attribution de subventions au titre des relations européennes et internationales.	777
49	Adhésion de la ville de Strasbourg au réseau ICORN ("International Cities Of Refuge Network", Réseau international des villes-refuges).	790
50	Attribution de bourses municipales d'études supérieures dans le cadre des jumelages.	807
51	Projet AUTREMENT (Aménagement Urbain du Territoire pour REinventer les Mobilités et ENgager les Tunisiens) dans le cadre du partenariat Strasbourg / Kairouan, Tunisie - Signature des conventions partenariales suite à la signature du contrat de subvention avec la Commission Européenne.	814
52	Attribution de subventions à divers organisateurs de manifestations à Strasbourg.	1003

Solidarité Education Enfance Santé

53	Conventions de mise à disposition de patrimoine immobilier pour l'association d'Education Populaire Saint-Ignace et l'Association Sp3ak3r.	1007
54	Attribution de bourses d'aide aux projets à de jeunes talents Strasbourgeois dans le cadre du dispositif « Bourse aux projets jeunes talents ».	1044
55	Signature d'une convention d'objectifs pluriannuelle 2020-2021-2022 avec l'association CASAS.	1046
56	Subvention au Conseil Départemental des Associations Familiales Laïques au titre de l'organisation d'accueils de loisir sans hébergement dans 6 écoles de la ville de Strasbourg dans le cadre du plan mercredi.	1057

57	Attribution de subventions au titre de la lutte contre les discriminations.	1060
58	Attribution de subventions au titre des solidarités.	1064
59	Attribution de subventions au titre de la santé.	1078
60	Attribution de subventions aux associations socioéducatives.	1084
61	Financement des postes d'animateurs jeunes au bénéfice des centres socioculturels du territoire strasbourgeois.	1090
62	Convention cadre en faveur du développement des Maisons urbaines de santé à Strasbourg : renouvellement des engagements et nouveaux partenariats avec la Région Grand Est et le Département du Bas-Rhin.	1093

Culture et Sport

63	Attribution de subventions aux écoles de musique pour des projets spécifiques.	1115
64	Attribution de subventions pour la pratique en amateur et projets en direction du développement des publics.	1121
65	Dénomination des rues.	1125
66	Don à la ville de Strasbourg de la statue de Reimbold Liebenzeller par la Fondation pour Strasbourg.	1154
67	Indemnisation de la société TA-DAH MUSIC suite à l'annulation d'un concert programmé pour l'évènement 2019 "la symphonie des arts".	1167
68	Attribution de subventions à des associations culturelles.	1175
69	Attribution de subventions dans le cadre du dispositif de soutien pour les aides à la création 2020 du spectacle vivant.	1182
70	Signature de conventions pluriannuelles d'accompagnement avec des associations du champ du spectacle vivant.	1187
71	Donation du fonds d'atelier de François-Rupert Carabin à la ville de Strasbourg.	1190
72	Règlement de visites des musées, modifications.	1192
73	Convention de partenariat avec la Société pour la Conservation des Monuments Historiques d'Alsace.	1203
74	Convention de mécénat avec Lubin, parfumeur, dans le cadre de l'exposition "l'Œil de Huysmans : Manet, Degas, Moreau ..." organisée du 3 avril au 19 juillet 2020.	1209
75	Versement d’une subvention exceptionnelle à l’association AS Pierrots Vauban.	1215
76	Adoption du règlement d'utilisation de la Plaine des sports - rue Baden-Powell à Strasbourg.	1221
77	Création d'un terrain multisports dans le cadre du réaménagement du secteur de La Laiterie.	1224

78	Versement de subventions à diverses manifestations et associations sportives strasbourgeoises.	1226
79	Versement de subventions dans le cadre du dispositif des bourses d'aide à la pratique sportive.	1230
80	Versement de subventions au titre du haut niveau individuel.	1237
81	Réfection de terrains de football synthétiques des stades de la Ganzau et de la Rotonde.	1242
82	Conclusion de marchés relatifs aux prestations de nettoyage et d'entretien des locaux sportifs.	1246
83	Conclusion de marchés de fourniture, d'installation, de réparation d'agrès, d'accessoires, de mobiliers et de matériels sportifs pour les équipements de la ville de Strasbourg.	1249

Interpellation

84	Interpellation de Monsieur Jean-Philippe VETTER : « quelle gouvernance pour le mandat municipal écoulé ? »	

Motion

85	Motion du Conseil municipal de la ville de Strasbourg en soutien aux sapeurs-pompiers.	1258

1

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Passation d'avenants et attribution de marchés.

Passation d'avenants

Les détails relatifs aux avenants proposés à l'approbation du Conseil sont retracés dans l'annexe ci-jointe.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

Passation d'avenants

approuve la passation des avenants énumérés dans l'annexe jointe à la présente délibération ;

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer et à exécuter les avenants et les documents y relatifs.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral

et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

Annexe : avenants nécessitant un avis favorable de la Commission d'appel d'offres ou du Comité interne avant inscription en délibération (avenants de plus de 5% passés sur des marchés dont le montant est supérieur à 214 000 € HT)

Abréviations utilisées *:*
CAO= Commission d'appels d'offres ; PF= Procédure formalisée ; MAPA= Marché à procédure adaptée.
DCPB= Direction de la Construction et du Patrimoine bâti ; DMEPN= Direction Mobilité Espace Publics et Naturels ; DRL= Direction des Ressources Logistiques ; etc.

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
MAPA	DCPB	V2017/287	Travaux de construction du nouveau théâtre du Maillon à Strasbourg. Relance des lots 4, 7, 10 et 12, Lot N° 12, PLOMBERIE	227 000	SANICHAUF SAS	5	1 275 (le montant du ou des avenants précédents s'élève à 31 508,96 € HT)	14,44	259 783,96	21/11/2019
Objet de l'avenant au marché V2017/287: le présent avenant porte sur la mise en place d'une vanne de mitigeage afin que l'eau des équipements de la cuisine soit davantage adoucie que dans le reste du bâtiment. L'avenant 1 portait sur la pose de plomberie lié à l'infiltration des eaux pluviales (6,24%). L'avenant 4 portait sur la modification des barres de relèvement des WC et douches PMR ; l'ajout d'un robinet de puisage et d'un siphon en local sous-station ; l'ajout d'une douche dans une loge de rez-de-chaussée ; de siphons de sols et enfin sur le traitement acoustique d'une canalisation d'eau usée (5.36%).										

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
PF	DCPB	V2017/297	Travaux de construction du nouveau théâtre du Maillon à Strasbourg, Lot N° 18, RESEAUX et MATERIELS SCENIQUES	1 062 632,60	LAGOONA STRASBOURG SAS	6	0,00 (le montant du ou des avenants précédents s'élève à 138 069,86 € HT)	12,99	1 200 702,46	21/11/2019

Objet de l'avenant au marché V2017/297: Le présent avenant porte sur l'adaptation des appareils audiovisuels faisant suite à la mise à jour des catalogues et des technologies entre la publication de l'appel d'offre (2016) et son exécution (2019). Les références des appareils audiovisuels sont actualisées.

L'avenant 5 portait sur la fourniture et la pose d'écrans de retour vidéo pour l'accueil et le bureau de billeterie ainsi que sur la location de matériel pour des tests acoustiques de réception (11.44%).

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
PF	DCPB	V2017/286	Travaux de construction du nouveau théâtre du Maillon à Strasbourg, relance des lots 1,3 et 11, Lot N° 11, Chauffage-ventilation-désenfumage	1 151 849,59	SANICHAUF SAS	6	675 (le montant du ou des avenants précédents s'élève à 143 659,39 € HT)	12,53	1 296 183,98	12/12/2019

Objet de l'avenant au marché V2017/286: Le présent avenant porte sur le rebouchage de réservation. Conformément à la notice acoustique, sept réservations doivent être rebouchées à la mousse coupe-feu (et non au béton).

L'avenant 1 portait sur des travaux d'adaptation de la zone office/bar du RDC : installation d'une hotte, modification du système de ventilation et réalisation de compensation d'air (4%)

L'avenant 2 portait sur la transformation de l'amenée d'air manuelle en mécanique pour le désenfumage l'atelier serrurerie et en manuelle pour l'atelier bois ainsi que sur des travaux d'adaptation de la cuisine et de la laverie suite à une étude corrigée de la MOE (6.60%).

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
PF	DCPB	V2017/296	Travaux de construction du nouveau théâtre du Maillon à Strasbourg, Lot N° 17, PARQUET DE SCENE	361 276,30	SOCIETE NOUVELLE LA PARQUETERIE	3	3 332 (le montant du ou des avenants précédents s'élève à 41 370,63 € HT)	12,37	405 978,93	19/12/2019

Objet de l'avenant au marché V2017/296: Le présent avenant porte sur la fourniture de 16 trappes de scène amovibles. Dans la configuration de spectacle fosse fermée, il est nécessaire de passer des câbles dans les panneaux de parquet amovibles ce qui explique la fourniture de jeux de panneaux équipés d'orifices.

L'avenant 1 portait sur le traitement des platelages des grills pour réaction au feu M1 au lieu de M2 (insuffisant) ainsi que l'application d'une peinture antidéclassante (5.23%).

L'avenant 2 portait sur le comblement d'espaces vides situés entre les caillebotis du gril de la petite et de la grande salle par la pose de panneaux en bois (6.22%).

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
PF	DCPB	2018/796	Travaux de restructuration et mise en sécurité du Palais des Fêtes - Tranche II à Strasbourg, Lot N° 13, FLUIDES	490 935,12	SANICHAUF SAS	3	9 809,68 (le montant du ou des avenants précédents s'élève à 33 729,77 € HT)	8,87	534 474,57	21/11/2019

Objet de l'avenant au marché 2018/796: Le présent avenant porte sur des travaux d'adaptation de désenfumage suite à des modifications dimensionnelles repérées suit à la reprise du plafond à l'aval du local et couloir technique, entraînant par ailleurs à la mise à jour du calcul adapté au caisson existant pour permettre l'atteinte du débit recherché.

.

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
PF	DCPB	2018/796	Travaux de restructuration et mise en sécurité du Palais des Fêtes - Tranche II à Strasbourg, Lot N° 13, FLUIDES	490 935,12	SANICHAUF SAS	4	1 834,80 (le montant du ou des avenants précédents s'élève à 43 539,45 € HT)	9,24	536 309,37	21/11/2019
Objet de l'avenant au marché 2018/796: Le présent avenant porte sur la mise en place de robinets d'incendie armés supplémentaires comme mesure compensatoire liée à la demande de dérogation pour la conservation des panneaux existants dans la grande salle.										

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
MAPA	DCPB	V2019/291	Travaux de désamiantage, dépollution et déconstruction de bâtiments, Lot N° 01, Travaux de désamiantage, dépollution et déconstruction de bâtiments	287 070	LINGENHELD TRAVAUX SPECIAUX	4	24 553,10 (le montant du ou des avenants précédents s'élève à 152 166,50 € HT)	61,56	463 789,60	16/01/2020

Objet de l'avenant au marché V2019/291: Le présent avenant porte sur le désamiantage et la dépose d'un troisième faux plafond, indétectable avant les travaux effectués sur le deuxième faux plafond. L'avenant représente une augmentation de 8,55% du montant du marché initial, et est rendu nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir.

2

Communication au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Communication concernant la conclusion de marchés de travaux, fournitures et services.

Conformément à l'article L 2122-23 du Code général des collectivités territoriales, la présente communication vise à informer le Conseil des marchés attribués et notifiés en application de la délégation donnée à l'exécutif en matière de marchés publics par la délibération du 28 avril 2014.

Par ailleurs, au-delà des seuls marchés entrant dans le champ d'application de ladite délégation, la présente information englobe l'ensemble des marchés dont le montant est supérieur ou égal à 4 000 € HT passés par la ville de Strasbourg, qu'ils résultent d'une procédure adaptée ou formalisée.

Pour mémoire, les marchés passés selon une procédure adaptée sont ceux dont le montant est inférieur à 221 000 € HT (fournitures et services) et à 5 548 000 € HT (travaux).

La présente communication porte, en l'espèce, sur les marchés dont la notification est intervenue entre le 1er et le 30 novembre 2019.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

Procédures formalisées, marchés passés selon une procédure adaptée de niveaux 3 et 4

(Le montant en euro HT prend en compte la durée totale du marché, périodes de reconductions comprises)

Accords-cadres (AC) à bons de commande

N° marché	Objet du marché	Dénomination	Code postal	Ville	Montant € HT maximum notifié
20190925	Fourniture, pose et dépose des illuminations de Noël de la ville de Strasbourg/ Lot n° 01 : Fourniture, pose et dépose des illuminations de Noël sur la ville de Strasbourg	SIGMATECH/S2EI	67610	LA WANTZENAU	3 200 000,00
20190934	Fourniture, pose et dépose des illuminations de Noël de la ville de Strasbourg/ Lot n° 02 : Mise en oeuvre de nouveaux concepts d'illuminations de Noël sur Strasbourg	SIGMATECH	67610	LA WANTZENAU	1 200 000,00
20190966	Acquisition de chaises y compris accessoires associés	BRUNNER SAS	67720	WEYERSHEIM	125 000,00
20191024	Acquisition d'instruments de musique d'études et de concert, et d'accessoires d'instruments de musique d'études pour la Direction de la Culture de la Ville de Strasbourg / Lot n° 1 Bois / Cuivres	ARPEGES ARMAND MEYER	67000	STRASBOURG	70 000,00

Marchés ordinaires ou à tranches optionnelles

N° marché	Objet du marché	Dénomination	Code postal	Ville	Montant € HT notifié
20190908	Restructuration et extension du Groupe scolaire du Hohberg/ Lot n° 11 : MENUISERIES INTÉRIEURES BOIS	MENUISERIE HUNSINGER SA	67290	WEISLINGEN	410 000
20190917	Lot LR27 - Acquisition de 2 tondeuses rotatives, largeur de travail 3,00m minimum, pour les services de la Ville de Strasbourg	JOST JEAN PAUL	67120	MOLSHEIM	221 400
20190922	Réalisation d'un site Futsal au gymnase Karine C à Strasbourg-Hautepierre/ Lot n° LOT04 : Aménagements extérieurs préau	EST PAYSAGES D ALSACE	67118	GEISPOLSHEIM	52 084
20190924	Réalisation d'un site Futsal au gymnase Karine C à Strasbourg-Hautepierre/ Lot n° LOT06 : Revêtements de sol préau	SOCIETE DE TRAVAUX TENNIS ET SOLS	51350	CORMONTREUIL	46 000
20190937	Restructuration et extension du Groupe scolaire du Hohberg/ Lot n° 12 : MENUISERIE D'AGENCEMENT / EXTINCTEURS	STUTZMANN AGENCEMENT	67320	DURSTEL	437 737
20190956	Travaux de création d'une salle de gymnastique et mise en sécurité, améliorations thermiques et accessibilité handicapée du gymnase de la Canardière à Strasbourg/ Lot n° 18 : CHAUFFAGE VENTILATION	EJ ENERGIES	67118	GEISPOLSHEIM	158 636
20190971	Travaux de création d'une salle de gymnastique et mise en sécurité, améliorations thermiques et accessibilité handicapée du gymnase de la Canardière à Strasbourg/ Lot n° 03 : GROS OEUVRE	L SCHERBERICH	68000	COLMAR	562 500
20190975	Travaux de création d'une salle de gymnastique et mise en sécurité, améliorations thermiques et accessibilité handicapée du gymnase de la Canardière à Strasbourg/ Lot n° 16 : ASSAINISSEMENT - RESEAUX ENTERRES	BEYER ASSAINISSEMENT	67170	BRUMATH	60 000
20191002	Travaux de création d'un vestiaire et club house au Stade EXES/ Lot n° 01 : GROS-OEUVRE	ZWICKERT	68000	COLMAR	265 258
20191003	Travaux de création d'un vestiaire et club house au Stade EXES/ Lot n° 03 : CHAUFFAGE - VENTILATION	LOHNER	67120	DUPPIGHEIM	91 215
20191004	Travaux de création d'un vestiaire et club house au Stade EXES/ Lot n° 05 : COUVERTURE-ETANCHEITE	SOPREMA ENTREPRISES	67026	STRASBOURG	47 927
20191010	Travaux de création d'un vestiaire et club house au Stade EXES/ Lot n° 02 : ELECTRICITE	S2EI SOC ELECTRICITE ECLAIRAGE ILLUMINATION	67207	NIEDERHAUSBERGEN	64 930

Marchés passés selon une procédure adaptée de niveaux 1 et 2

(Le montant en euro HT prend en compte la durée initiale du marché, périodes de reconductions non comprises)

Marchés ordinaires

N° marché	Objet	Titulaire	CP et Ville	Montant maximum € HT
2019/1001	CHAISES POUR CONFERENCES ET SPECTACLES	BRUNNER ZONE ARTISANALE LD NEUFELD	67720 WEYERSHEIM	6 416,68
2019/1006	AMO VALORISATION DES VELOS ABANDONNES AU SEIN DE LA VDS	ECOTA CONSEIL	57190 FLORANGE	24 800
2019/1007	FOURN. PODIUM	ROADSKINZ	71380 SAINT MARCEL	11 853,65
2019/1008	FOURN. INSTRUMENTS DE MUSIQUE LOT 6	L INSTRUMENTARIUM	75015 PARIS 15	700
2019/1009	MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE POUR LES TRAVAUX DE REMPLACEMENT D'UNE CTA AU 38 RH	MICHEL SPITZ ARCHITECTE	68000 COLMAR	8 000
2019/1011	FOURN. ANTI-INTRUSION	BMCA SECURITE	67800 BISCHHEIM	19 954
2019/1015	FOURN. MATERIEL D'ENTRAINEMENT	G K PROFESSIONAL GK PRO UNIFORM	60740 SAINT MAXIMIN	7 300
2019/1030	ATELIER DE PRATIQUE THEATRALE ANIME PAR YORDAN GOLDWASER	LA NUIT AMERICAINE	67000 STRASBOURG	6 100
2019/1032	SPECTACLE VIVANT INTITULE "LA LEGENDE DE SAINT JULIEN" DU 05 /05 AU 07/05/2020	ECOUTER VOIR	67000 STRASBOURG	6 650
2019/1043	ACQUISITION DE DEUX REMORQUES	JOST JEAN PAUL	67120 MOLSHEIM	17 476
2019/1044	FOURN. DE BREDLE	HANSS BOULANGERIE PATISSERIE	67000 STRASBOURG	9 917
2019/1045	FOURN. BALLOTINS DE CHOCOLAT	PEREGO MARIE	67300 SCHILTIGHEIM	12 714
2019/1046	SPECTACLE VIVANT "LA PETITE FILLE QUI DISAIT NON " DU 13/05 AU 15/05/2020	THEATRE DES ILETS	03100 MONTLUCON	13 988
2019/1047	COPRODUCTION SPECTACLE VIVANT "LES MOMES PORTEURS" DU 21/01 AU 25/01/2020	TOUTES NOS HISTOIRES	67000 STRASBOURG	5 000
2019/1048	CONCEPTION ET ANIMATION DE DEUX SOIREES DE VISITES SPECTACLE AU MUSEE ALSACIEN LES 30/11 ET 06/12	ASSOCIATION LA CARPE HAUTE	67100 STRASBOURG	6 180

N° marché	Objet	Titulaire	CP et Ville	Montant maximum € HT
2019/1051	SPECTACLE VIVANT INTITULE "DIMANCHE NAPALM" DU 07/04/2020 AU 09/04/2020	ASSOCIATION CES MESSIEURS SERIEUX	21000 DIJON	19 064
2019/1053	SPECTACLE VIVANT INTITULE " ON VOUDRA REVIVRE" DU 03/06/2020 AU 06/06/2020	COMPAGNIE CLAIRE SERGENT	51100 REIMS	10 210
2019/1054	MISSION D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE RELATIVE AU TRAITEMENT ACOUSTIQUE DES SALLES DE HALTE GARDERIE INDRE	EURO SOUND PROJECT ESP	67200 STRASBOURG	4 801,5
2019/848	FOURN. INSTRUMENTS DE MUSIQUE D'ETUDES ET DE CONCERT ACCESSOIRES D'INSTRUMENTS D'ETUDE DIRECTION DE LA CULTURE	ARPEGES ARMAND MEYER SCENIA ARPEGES ARMAND MEYER PIANOS	67000 STRASBOURG	1 000
2019/848	FOURN. INSTRUMENTS DE MUSIQUE D'ETUDES ET DE CONCERT ACCESSOIRES D'INSTRUMENTS D'ETUDE DIRECTION DE LA CULTURE	LA BAGUETTERIE	75009 PARIS	1 000
2019/938	CONFECTION DE BADGES ET MACARONS D'ACCES GRANDE-ILE POUR LES COMMERCANTS ET RESIDANTS DU CENTRE-VILLE	IMPACT MEDIA PUB	67100 STRASBOURG	15 550
2019/939	PRESTATION D'ACCUEIL, RENSEIGNEMENT DU PUBLIC ET DES MACARONS D'ACCES GRANDE ILE 2019	IMPACT MEDIA PUB	67100 STRASBOURG	20 690
2019/941	MOE POUR LES TRAVAUX DE REMPLACEMENT D'UNE CTA AU 38 RH	MICHEL SPITZ ARCHITECTE	68000 COLMAR	8 000
2019/944	DEMENAGEMENT INTRA-MUROS A LA CITE DE LA MUSIQUE ET DE LA DANSE-LOT 1	RHENUS LOGISTICS ALSACE MONDIA LES COMMISSIONNAIRES VERTS	67100 STRASBOURG	5 980
2019/945	SPECTACLE VIVANT "MAYBE - PEUT-ÊTRE" DU 17/12 AU 20/12/2019	LES MERIDIENS	67000 STRASBOURG	9 120
2019/946	SPECTACLE VIVANT "PULVERISES" DU 4 DEC. AU 6 DEC. 2019	COMPAGNIE DE L ARCADE	02200 SOISSONS	12 206
2019/948	SPECTACLE "OTHELLO" DU 11/02 AU 14/02/2020	O BROTHER COMPANY	51100 REIMS	29 906
2019/950	SPECTACLE VIVANT INTITULE "LE CREPUSCULE" DU 28/01 AU 01/02/2020	L ATELIER DU PREMIER ACTE	67000 STRASBOURG	10 278,6

N° marché	Objet	Titulaire	CP et Ville	Montant maximum € HT
2019/951	PARC DES ROMAINS A STRASBOURG KOENIGSHOFFEN - ETUDES ACOUSTIQUES- REALISATION D'UN PARC PUBLIC	OTE INGENIERIE GROUPE	67403 ILLKIRCH CEDEX	9 800
2019/953	CONCEPTION ET DVP D'UNE APPLICATION MOBILE SUR LES CHEF-D'OEUVRES DU MAMCS	ANAMNESIA	67300 SCHILTIGHEIM	10 000
2019/963	DISPOSITIF PREVISIONNEL DE SECOURS MARCHE DE NOËL 2019	ADPC 67 CROIX BLANCHE FFSS TERRE NEUVE	67100 STRASBOURG	19 506,91
2019/977	EXPLOITATION FORESTIERE MECANISEE	CONRAD TRAVAUX FORESTIERS	67170 GEUDERTHEIM	24 810
2019/978	EXPLOITATION FORESTIERE MECANISEE	CONRAD TRAVAUX FORESTIERS	67170 GEUDERTHEIM	8 476
2019/979	FOURN. INSTRUMENTS DE MUSIQUE D'ETUDES ET DE CONCERT ACCESSOIRES D'INSTRUMENTS D'ETUDE DIRECTION DE LA CULTURE	LA BAGUETTERIE	75009 PARIS	1 048,34
2019/980	SPECTACLE VIVANT "CE SAMEDI IL PLEUVAIT" DU 26/05 AU 29/05/2020	LE CRI DES POISSONS	67000 STRASBOURG	13 680
2019/981	TRAVAUX DE DESAMIANTAGE DU RESTAURANT DE LA BOURSE 1 PLACE DU MARECHAL DE LATTRE DE TASSIGNY A STRASBOURG	CARDEM DEMOLITION	67800 BISCHHEIM	11 494
2019/982	GRAPHISME DU CATALOGUE GOETHE	BARLUET CATHERINE	75020 PARIS 20	6 598,6
2019/986	LOCATION DE CLOISON ET MOQUETTE POUR EXPOSITION DANS LE CADRE DU FORUM MONDIAL DE LA DEMOCRATIE 2019	KERN JEAN JK DECO	67100 STRASBOURG	11 500
2019/996	REHAUSSE DU PORTAIL AU GROUPE SCOLAIRE DU NEUFELD	SOCIETE DE TRAVAUX D ALSACE STRADA	67920 SUNDHOUSE	8 868,5
2019/999	COPRODUCTION SPECTACLE VIVANT INTITULE " CE SAMEDI IL PLEUVAIT" DU 26/05/2020 AU 29/05/2020	LE CRI DES POISSONS	67000 STRASBOURG	5 000

3

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Port autonome de Strasbourg : nomination au Conseil d'administration d'un représentant de la ville de Strasbourg en remplacement de M. Jean-Pierre GROS, démissionnaire.

Les textes organiques du Port autonome de Strasbourg (article 5 du titre II de la convention du 20 mai 1923 annexée à la loi du 26 avril 1924 relative à la constitution du Port Rhénan en Port autonome) disposent que six administrateurs sont désignés par la ville de Strasbourg parmi les vingt et un membres composant le conseil d'administration. Ces textes (article 6 de la convention du 20 mai 1923) prévoient également que les administrateurs sont nommés pour une durée de six ans et que leur renouvellement a lieu par tiers tous les deux ans au cours du mois de décembre.

Par délibération du conseil municipal du 14 décembre 2015, M. Jean-Pierre GROS, Personnalité qualifiée, a été nommé pour représenter la Ville au sein du Conseil d'administration du Port autonome de Strasbourg jusqu'au 31 décembre 2021.

M. Jean Pierre GROS ayant souhaité démissionner et mettre un terme à son mandat au 31 décembre 2019, il est proposé au Conseil de le remplacer et de nommer Mme Marie-José NAVARRE, Directrice générale déléguée de LOHR SA, pour représenter la Ville de Strasbourg en tant que Personnalité qualifiée au sein du Conseil d'administration du Port autonome de Strasbourg, pour la durée du mandat restant à courir, soit jusqu'au 31 décembre 2021.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil

sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

le remplacement de M. Jean-Pierre GROS démissionnaire, par Mme Marie-José NAVARRE en qualité de Personnalité qualifiée représentant de la ville de Strasbourg au sein du Conseil d'administration du Port autonome de Strasbourg jusqu'au 31 décembre 2021.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

4

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Avis sur les emplois Ville.

Les emplois relevant des compétences de la ville de Strasbourg sont créés par la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole et la charge est répartie entre les deux collectivités selon la convention du 3 mars 1972.

La délibération qui vous est soumise porte sur des suppressions, des créations et des transformations d'emplois.

1) des suppressions d'emplois présentées en annexe 1 préalablement soumises pour avis au CT :

- 1 emploi au sein de la Direction de l'Enfance et de l'éducation permettant la création concomitante d'un autre emploi au sein de cette même direction ;
- 135 emplois au sein de la Direction de la Culture, et plus précisément au sein de l'Orchestre philharmonique de Strasbourg dans le cadre de son changement de statut depuis le 1er janvier 2020 *(NB : seuls les emplois des agents mis à disposition sont conservés dans l'effectif de la collectivité)*.

2) des créations d'emplois présentées en annexe 2 :

- 1 emploi au sein de la Direction Solidarités santé jeunesse dans le cadre de la délégation avec le Conseil départemental ;
- 16 emplois au sein de la Direction de l'Enfance et de l'éducation, l'un compensé par la suppression concomitante d'un autre emploi au sein de la direction, les 15 autres dans le cadre du renforcement des effectifs dans les écoles ;
- 1 emploi au sein de la Direction de la Culture.

3) des créations d'emplois saisonniers présentées en annexe 3.

Comme chaque année, un certain nombre de créations temporaires est proposé pour répondre aux besoins saisonniers de certains services dont l'activité est en augmentation en été ou pour pallier les absences pour congé annuel afin d'assurer la continuité du service public.

4) des transformations d'emplois présentées en annexe 4.

Les transformations d'emplois créés précédemment peuvent être rendues nécessaires lorsque les missions et/ou la configuration de l'emploi sont modifiées *(changement d'intitulé, de la nature des fonctions, et/ou de la fourchette de grades)*.
Certaines transformations sont induites notamment par la réorganisation partielle de la Direction de l'Education et de l'enfance.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
vu l'article L5211-57 du Code général des collectivités territoriales,
vu la Convention du 3 mars 1972 entre la CUS et la Ville de Strasbourg,
sur proposition de la Commission Plénière,
après en avoir délibéré,
approuve

après avis du CT, les suppressions, créations et transformations d'emplois présentées en annexe.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

Annexe 1 à la délibération du Conseil municipal du 10 février 2020 relative à la suppression d'emplois

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Patrimoine pour l'enfance et l'éducation	1 agent d'entretien des écoles	Assurer l'entretien et le nettoyage des locaux scolaires.	Temps complet	Adjoint technique	Adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe	Suppression soumise au CT du 06/02/20.
Direction de la Culture	Ecole supérieure des arts décoratifs	1 secrétaire - agent d'accueil	Assurer l'accueil des interlocuteurs, les renseigner et les orienter. Réaliser des travaux de secrétariat.	Temps complet	Adjoint administratif	Adjoint administratif à adjoint administratif principal de 1ère classe	Suppression soumise au CT du 23/06/11.
Direction de la Culture	Ecole supérieure des arts décoratifs	1 professeur de peinture - dessin	Assurer l'enseignement dans son champ artistique dans le cadre du projet pédagogique de l'école.	Temps complet	Professeur d'enseignement artistique	Professeur d'enseignement artistique de classe normale à hors classe	Suppression soumise au CT du 23/06/11.
Direction de la Culture	Ecole supérieure des arts décoratifs	1 assistant du responsable de la médiathèque	Suivre et gérer la salle de lecture. Accueillir, conseiller et orienter le public. Gérer et suivre le catalogue informatisé des ouvrages. Constituer les documentations et dépouiller la presse quotidienne.	Temps complet	Assistant de conservation du patrimoine	Assistant de conservation à assistant de conservation principal de 1ère classe	Suppression soumise au CT du 23/06/11.
Direction de la Culture	Ecole supérieure des arts décoratifs	1 technicien volume	Réaliser des équipements et aménagements techniques. Veiller à la sécurité des ateliers et au respect des bons usages. Assurer la gestion, la maintenance et l'entretien des matériels, matériaux et consommables.	Temps complet	Technicien	Technicien principal de 2ème classe à 1ère classe	Suppression soumise au CT du 23/06/11.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1 1er soliste au pupitre des altos	Interpréter les œuvres de la programmation symphonique et lyrique de l'orchestre. Assurer un enseignement au Conservatoire.	Temps complet	Article 3-3 1° "absence de cadre d'emplois" de la loi du 26/01/84	Musicien 1ère catégorie soliste	Suppression soumise au CT du 16/04/19.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	2 1ers solistes au pupitre des bassons	Interpréter les œuvres de la programmation symphonique et lyrique de l'orchestre. Assurer un enseignement au Conservatoire.	Temps complet	Article 3-3 1° "absence de cadre d'emplois" de la loi du 26/01/84	Musicien 1ère catégorie soliste	Suppressions soumises au CT du 16/04/19.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	2 1ers solistes au pupitre des clarinettes	Interpréter les œuvres de la programmation symphonique et lyrique de l'orchestre. Assurer un enseignement au Conservatoire.	Temps complet	Article 3-3 1° "absence de cadre d'emplois" de la loi du 26/01/84	Musicien 1ère catégorie soliste	Suppressions soumises au CT du 16/04/19.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1 1er soliste au pupitre des contrebasses	Interpréter les œuvres de la programmation symphonique et lyrique de l'orchestre. Assurer un enseignement au Conservatoire.	Temps complet	Article 3-3 1° "absence de cadre d'emplois" de la loi du 26/01/84	Musicien 1ère catégorie soliste	Suppression soumise au CT du 16/04/19.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	2 1ers solistes au pupitre des cors	Interpréter les œuvres de la programmation symphonique et lyrique de l'orchestre. Assurer un enseignement au Conservatoire.	Temps complet	Article 3-3 1° "absence de cadre d'emplois" de la loi du 26/01/84	Musicien 1ère catégorie soliste	Suppressions soumises au CT du 16/04/19.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	2 1ers solistes au pupitre des flûtes	Interpréter les œuvres de la programmation symphonique et lyrique de l'orchestre. Assurer un enseignement au Conservatoire.	Temps complet	Article 3-3 1° "absence de cadre d'emplois" de la loi du 26/01/84	Musicien 1ère catégorie soliste	Suppressions soumises au CT du 16/04/19.

Annexe 1 à la délibération du Conseil municipal du 10 février 2020 relative à la suppression d'emplois

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	Service	Intitulé du poste	Nature des fonctions	Durée hebdo de travail	Cadre d'emplois	Fourchette de grades	
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1 1er soliste au pupitre des harpes	Interpréter les œuvres de la programmation symphonique et lyrique de l'orchestre. Assurer un enseignement au Conservatoire.	Temps complet	Article 3-3 1° "absence de cadre d'emplois" de la loi du 26/01/84	Musicien 1ère catégorie soliste	Suppression soumise au CT du 16/04/19.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	2 1ers solistes au pupitre des hautbois	Interpréter les œuvres de la programmation symphonique et lyrique de l'orchestre. Assurer un enseignement au Conservatoire.	Temps complet	Article 3-3 1° "absence de cadre d'emplois" de la loi du 26/01/84	Musicien 1ère catégorie soliste	Suppressions soumises au CT du 16/04/19.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1 1er soliste au pupitre des timbales	Interpréter les œuvres de la programmation symphonique et lyrique de l'orchestre. Assurer un enseignement au Conservatoire.	Temps complet	Article 3-3 1° "absence de cadre d'emplois" de la loi du 26/01/84	Musicien 1ère catégorie soliste	Suppression soumise au CT du 16/04/19.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1 1er soliste au pupitre des trombones	Interpréter les œuvres de la programmation symphonique et lyrique de l'orchestre. Assurer un enseignement au Conservatoire.	Temps complet	Article 3-3 1° "absence de cadre d'emplois" de la loi du 26/01/84	Musicien 1ère catégorie soliste	Suppression soumise au CT du 16/04/19.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	2 1ers solistes au pupitre des trompettes	Interpréter les œuvres de la programmation symphonique et lyrique de l'orchestre. Assurer un enseignement au Conservatoire.	Temps complet	Article 3-3 1° "absence de cadre d'emplois" de la loi du 26/01/84	Musicien 1ère catégorie soliste	Suppressions soumises au CT du 16/04/19.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1 1er soliste au pupitre des tubas	Interpréter les œuvres de la programmation symphonique et lyrique de l'orchestre. Assurer un enseignement au Conservatoire.	Temps complet	Article 3-3 1° "absence de cadre d'emplois" de la loi du 26/01/84	Musicien 1ère catégorie soliste	Suppression soumise au CT du 16/04/19.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1 1er soliste au pupitre des violoncelles	Interpréter les œuvres de la programmation symphonique et lyrique de l'orchestre. Assurer un enseignement au Conservatoire.	Temps complet	Article 3-3 1° "absence de cadre d'emplois" de la loi du 26/01/84	Musicien 1ère catégorie soliste	Suppression soumise au CT du 16/04/19.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	2 1ers solistes au pupitre des violons	Interpréter les œuvres de la programmation symphonique et lyrique de l'orchestre. Assurer un enseignement au Conservatoire.	Temps complet	Article 3-3 1° "absence de cadre d'emplois" de la loi du 26/01/84	Musicien 1ère catégorie soliste	Suppressions soumises au CT du 16/04/19.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1er soliste sur 2e instrument au pupitre des bassons	Interpréter les œuvres de la programmation symphonique et lyrique de l'orchestre.	Temps complet	Article 3-3 1° "absence de cadre d'emplois" de la loi du 26/01/84	Musicien 2ème catégorie soliste	Suppression soumise au CT du 16/04/19.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1er soliste sur 2e instrument au pupitre des clarinettes	Interpréter les œuvres de la programmation symphonique et lyrique de l'orchestre.	Temps complet	Article 3-3 1° "absence de cadre d'emplois" de la loi du 26/01/84	Musicien 2ème catégorie soliste	Suppression soumise au CT du 16/04/19.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1er soliste sur 2e instrument au pupitre des flûtes	Interpréter les œuvres de la programmation symphonique et lyrique de l'orchestre.	Temps complet	Article 3-3 1° "absence de cadre d'emplois" de la loi du 26/01/84	Musicien 2ème catégorie soliste	Suppression soumise au CT du 16/04/19.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1er soliste sur 2e instrument au pupitre des hautbois	Interpréter les œuvres de la programmation symphonique et lyrique de l'orchestre.	Temps complet	Article 3-3 1° "absence de cadre d'emplois" de la loi du 26/01/84	Musicien 2ème catégorie soliste	Suppression soumise au CT du 16/04/19.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1 chef d'attaque 2e violon	Interpréter les œuvres de la programmation symphonique et lyrique de l'orchestre.	Temps complet	Article 3-3 1° "absence de cadre d'emplois" de la loi du 26/01/84	Musicien 1ère catégorie soliste	Suppression soumise au CT du 16/04/19.

Annexe 1 à la délibération du Conseil municipal du 10 février 2020 relative à la suppression d'emplois

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	Service	Intitulé du poste	Nature des fonctions	Durée hebdo de travail	Cadre d'emplois	Fourchette de grades	
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	10 musiciens du rang - pupitre des altos	Interpréter les œuvres de la programmation symphonique et lyrique de l'orchestre.	Temps complet	Article 3-3 1° "absence de cadre d'emplois" de la loi du 26/01/84	Musicien 3ème catégorie	Suppressions soumises au CT du 16/04/19.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1 musicien du rang - pupitre des contrebasses	Interpréter les œuvres de la programmation symphonique et lyrique de l'orchestre.	Temps complet	Article 3-3 1° "absence de cadre d'emplois" de la loi du 26/01/84	Musicien 3ème catégorie	Suppression soumise au CT du 16/04/19.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	8 musiciens du rang - pupitre des violoncelles	Interpréter les œuvres de la programmation symphonique et lyrique de l'orchestre.	Temps complet	Article 3-3 1° "absence de cadre d'emplois" de la loi du 26/01/84	Musicien 3ème catégorie	Suppressions soumises au CT du 16/04/19.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	27 musiciens du rang - pupitre des violons	Interpréter les œuvres de la programmation symphonique et lyrique de l'orchestre.	Temps complet	Article 3-3 1° "absence de cadre d'emplois" de la loi du 26/01/84	Musicien 3ème catégorie	Suppressions soumises au CT du 16/04/19.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1 petite clarinette solo jouant également la 2è et 3è clarinette	Interpréter les œuvres de la programmation symphonique et lyrique de l'orchestre.	Temps complet	Article 3-3 1° "absence de cadre d'emplois" de la loi du 26/01/84	Musicien 2ème catégorie soliste	Suppression soumise au CT du 16/04/19.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1 premier violon super soliste	Interpréter les œuvres de la programmation symphonique et lyrique de l'orchestre.	Temps complet	Article 3-3 1° "absence de cadre d'emplois" de la loi du 26/01/84	Violon solo	Suppression soumise au CT du 16/04/19.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	2 remplaçants solistes au pupitre des altos	Interpréter les œuvres de la programmation symphonique et lyrique de l'orchestre.	Temps complet	Article 3-3 1° "absence de cadre d'emplois" de la loi du 26/01/84	Musicien 2ème catégorie soliste	Suppressions soumises au CT du 16/04/19.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1 remplaçant soliste au pupitre des bassons	Interpréter les œuvres de la programmation symphonique et lyrique de l'orchestre.	Temps complet	Article 3-3 1° "absence de cadre d'emplois" de la loi du 26/01/84	Musicien 2ème catégorie soliste	Suppression soumise au CT du 16/04/19.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1 remplaçant soliste au pupitre des clarinettes	Interpréter les œuvres de la programmation symphonique et lyrique de l'orchestre.	Temps complet	Article 3-3 1° "absence de cadre d'emplois" de la loi du 26/01/84	Musicien 2ème catégorie soliste	Suppression soumise au CT du 16/04/19.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	2 remplaçants soliste au pupitre des contrebasses	Interpréter les œuvres de la programmation symphonique et lyrique de l'orchestre.	Temps complet	Article 3-3 1° "absence de cadre d'emplois" de la loi du 26/01/84	Musicien 2ème catégorie soliste	Suppressions soumises au CT du 16/04/19.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1 remplaçant soliste au pupitre des cors	Interpréter les œuvres de la programmation symphonique et lyrique de l'orchestre.	Temps complet	Article 3-3 1° "absence de cadre d'emplois" de la loi du 26/01/84	Musicien 2ème catégorie soliste	Suppression soumise au CT du 16/04/19.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1 remplaçant soliste au pupitre des cors graves	Interpréter les œuvres de la programmation symphonique et lyrique de l'orchestre.	Temps complet	Article 3-3 1° "absence de cadre d'emplois" de la loi du 26/01/84	Musicien 2ème catégorie soliste	Suppression soumise au CT du 16/04/19.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1 remplaçant soliste au pupitre des cors graves et aigus	Interpréter les œuvres de la programmation symphonique et lyrique de l'orchestre.	Temps complet	Article 3-3 1° "absence de cadre d'emplois" de la loi du 26/01/84	Musicien 2ème catégorie soliste	Suppression soumise au CT du 16/04/19.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1 remplaçant soliste au pupitre des flûtes	Interpréter les œuvres de la programmation symphonique et lyrique de l'orchestre.	Temps complet	Article 3-3 1° "absence de cadre d'emplois" de la loi du 26/01/84	Musicien 2ème catégorie soliste	Suppression soumise au CT du 16/04/19.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1 remplaçant soliste au pupitre des hautbois	Interpréter les œuvres de la programmation symphonique et lyrique de l'orchestre.	Temps complet	Article 3-3 1° "absence de cadre d'emplois" de la loi du 26/01/84	Musicien 2ème catégorie soliste	Suppression soumise au CT du 16/04/19.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1 remplaçant soliste au pupitre des trombones	Interpréter les œuvres de la programmation symphonique et lyrique de l'orchestre.	Temps complet	Article 3-3 1° "absence de cadre d'emplois" de la loi du 26/01/84	Musicien 2ème catégorie soliste	Suppression soumise au CT du 16/04/19.

Annexe 1 à la délibération du Conseil municipal du 10 février 2020 relative à la suppression d'emplois

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	2 remplaçants solistes au pupitre des trompettes	Interpréter les œuvres de la programmation symphonique et lyrique de l'orchestre.	Temps complet	Article 3-3 1° "absence de cadre d'emplois" de la loi du 26/01/84	Musicien 2ème catégorie soliste	Suppressions soumises au CT du 16/04/19.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1 remplaçant soliste au pupitre des violoncelles	Interpréter les œuvres de la programmation symphonique et lyrique de l'orchestre.	Temps complet	Article 3-3 1° "absence de cadre d'emplois" de la loi du 26/01/84	Musicien 2ème catégorie soliste	Suppression soumise au CT du 16/04/19.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	3 remplaçants solistes au pupitre des violons	Interpréter les œuvres de la programmation symphonique et lyrique de l'orchestre.	Temps complet	Article 3-3 1° "absence de cadre d'emplois" de la loi du 26/01/84	Musicien 2ème catégorie soliste	Suppressions soumises au CT du 16/04/19.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	4 remplaçants solistes et 1ers solistes au pupitre des percussions	Interpréter les œuvres de la programmation symphonique et lyrique de l'orchestre.	Temps complet	Article 3-3 1° "absence de cadre d'emplois" de la loi du 26/01/84	Musicien 2ème catégorie soliste	Suppressions soumises au CT du 16/04/19.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1 remplaçant soliste et 1er soliste au pupitre des trompettes	Interpréter les œuvres de la programmation symphonique et lyrique de l'orchestre.	Temps complet	Article 3-3 1° "absence de cadre d'emplois" de la loi du 26/01/84	Musicien 2ème catégorie soliste	Suppression soumise au CT du 16/04/19.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	4 tutti cordes et/ou remplaçants solistes sur contrebasse à 5 cordes	Interpréter les œuvres de la programmation symphonique et lyrique de l'orchestre.	Temps complet	Article 3-3 1° "absence de cadre d'emplois" de la loi du 26/01/84	Musicien 2ème catégorie tutti d'harmonie	Suppression soumise au CT du 16/04/19.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	2 tutti harmonie au pupitre des cors	Interpréter les œuvres de la programmation symphonique et lyrique de l'orchestre.	Temps complet	Article 3-3 1° "absence de cadre d'emplois" de la loi du 26/01/84	Musicien 2ème catégorie tutti d'harmonie	Suppression soumise au CT du 16/04/19.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1 tutti harmonie et/ou remplaçant soliste sur 2e instrument spécial au pupitre des bassons	Interpréter les œuvres de la programmation symphonique et lyrique de l'orchestre.	Temps complet	Article 3-3 1° "absence de cadre d'emplois" de la loi du 26/01/84	Musicien 2ème catégorie tutti d'harmonie	Suppression soumise au CT du 16/04/19.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1 tutti harmonie et/ou remplaçant soliste sur 2e instrument spécial au pupitre des flûtes	Interpréter les œuvres de la programmation symphonique et lyrique de l'orchestre.	Temps complet	Article 3-3 1° "absence de cadre d'emplois" de la loi du 26/01/84	Musicien 2ème catégorie tutti d'harmonie	Suppression soumise au CT du 16/04/19.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1 tutti harmonie et/ou remplaçant soliste sur 2e instrument spécial au pupitre des hautbois	Interpréter les œuvres de la programmation symphonique et lyrique de l'orchestre.	Temps complet	Article 3-3 1° "absence de cadre d'emplois" de la loi du 26/01/84	Musicien 2ème catégorie tutti d'harmonie	Suppression soumise au CT du 16/04/19.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	2 tutti harmonie et/ou remplaçants solistes sur 2e instrument spécial au pupitre des trombones	Interpréter les œuvres de la programmation symphonique et lyrique de l'orchestre.	Temps complet	Article 3-3 1° "absence de cadre d'emplois" de la loi du 26/01/84	Musicien 2ème catégorie tutti d'harmonie	Suppressions soumises au CT du 16/04/19.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1 violoncelle super soliste	Interpréter les œuvres de la programmation symphonique et lyrique de l'orchestre . Assurer un enseignement au Conservatoire.	Temps complet	Article 3-3 1° "absence de cadre d'emplois" de la loi du 26/01/84	Violon solo	Suppression soumise au CT du 16/04/19.

Annexe 1 à la délibération du Conseil municipal du 10 février 2020 relative à la suppression d'emplois

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1 directeur musical et artistique, chef d'orchestre	Assurer la direction de la programmation des concerts et de l'invitation des chefs et solistes. Participer aux jurys de concours de recrutement des musiciens. Etablir la programmation de tous les concerts. Diriger les représentations, les concerts et leurs éventuelles reprises, programmés à Strasbourg ou à l'extérieur.	Temps complet	Article 3-3 1° "absence de cadre d'emplois" de la loi du 26/01/84	Fourchette indiciaire de rémunération : IM 1270 à IM 5302	Suppression soumise au CT du 16/04/19.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1 assistant de direction et de production	Assister le directeur général et le directeur musical et artistique dans leur gestion quotidienne dans différents domaines (secrétariat, communication, information, accueil). Préparer et suivre certains dossiers spécifiques.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Suppression soumise au CT du 16/04/19.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1 assistant RH	Assurer la gestion du personnel en lien avec la DRH et établir des tableaux de bord. Informer et conseiller les agents. Assurer le suivi de dossiers. Assister le responsable ressources humaines dans ses missions.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Suppression soumise au CT du 16/04/19.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1 bibliothécaire musical	Définir, avec le directeur musical, la nature des partitions à utiliser en fonction de la programmation symphonique. Gérer les partitions et assurer leur saisie sur le logiciel de gravure musicale. Gérer et informatiser les fonds de la bibliothèque.	Temps complet	Bibliothécaire	Bibliothécaire à bibliothécaire principal	Suppression soumise au CT du 16/04/19.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	2 caissiers	Accueillir et renseigner le public. Assurer la vente des billets et des cartes d'abonnement. Etablir des statistiques et des rapports de vente par catégorie.	Temps complet	Adjoint administratif	Adjoint administratif à adjoint administratif principal de 1ère classe	Suppressions soumises au CT du 16/04/19.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1 chargé de la communication et des actions culturelles	Concevoir des supports de communication et assurer le suivi des actions culturelles participant à la promotion de l'orchestre.	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	Suppression soumise au CT du 16/04/19.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1 chargé de la communication numérique et des relations médias	Assurer le développement et la gestion de la communication numérique et des relations avec les médias.	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	Suppression soumise au CT du 16/04/19.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1 délégué artistique	Planifier la programmation musicale. Assurer un rôle de conseil et d'expertise musicologique. Contribuer à la promotion de l'orchestre et à l'animation du réseau des partenaires. Piloter et suivre des projets.	Temps complet	Attaché ou administrateur	Attaché principal à administrateur hors classe	Suppression soumise au CT du 16/04/19.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1 directeur général	Piloter et mettre en œuvre un projet stratégique pour l'orchestre. Mettre en œuvre la programmation. Superviser la gestion administrative, financière et technique. Assurer la représentation et la promotion de l'orchestre.	Temps complet	Attaché ou administrateur	Attaché principal à administrateur hors classe	Suppression soumise au CT du 16/04/19.

Annexe 1 à la délibération du Conseil municipal du 10 février 2020 relative à la suppression d'emplois

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1 musicien intervenant en milieu scolaire	Favoriser et dispenser un éveil musical en relation avec les activités de l'orchestre. Assurer la préparation et la diffusion de l'action éducative de l'orchestre. Proposer des dispositifs nouveaux.	Temps complet	Assistant d'enseignement artistique	Assistant d'enseignement artistique à assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe	Suppression soumise au CT du 16/04/19.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	2 régisseurs d'orchestre	Participer aux aménagements et implantations techniques nécessaires à l'exécution des activités de l'orchestre. Effectuer la manutention des instruments. Conduire les véhicules de service.	Temps complet	Adjoint technique ou agent de maîtrise	Adjoint technique à agent de maîtrise principal	Suppressions soumises au CT du 16/04/19.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1 régisseur général	Coordonner et mettre en œuvre les moyens logistiques et techniques liés aux manifestations et activités de l'orchestre. Encadrer une équipe.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	Suppression soumise au CT du 16/04/19.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1 responsable de la communication, du marketing et des relations publiques	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de communication, de marketing et de relations publiques. Développer des partenariats. Encadrer et animer l'équipe.	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	Suppression soumise au CT du 16/04/19.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1 responsable de la coordination artistique	Organiser et coordonner la production des concerts. Encadrer les équipes. Elaborer et suivre le budget de production. Rédiger les contrats.	Temps complet	Attaché	Attaché à directeur	Suppression soumise au CT du 16/04/19.

Annexe 2 à la délibération du Conseil municipal du 10 février 2020 relative à la création d'emplois permanents

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction Solidarités santé jeunesse	Santé autonomie	1 puéricultrice de PMI	Assurer la protection, le maintien, la restauration et la promotion de la santé de l'enfant de 0 à 6 ans dans son milieu . Participer à la prise en charge globale de l'enfant et intervenir dans les projets d'accompagnement personnalisé et sociaux.	Temps non complet 17h30	Puéricultrice	Puéricultrice de classe normale à hors classe	Création dans le cadre de la convention avec le Conseil départemental.
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Direction de l'Enfance et de l'éducation	1 chargé de mission	Piloter et/ou suivre des projets spécifiques ou transversaux. Mener des études et établir des bilans. Créer et suivre des outils de contrôle de gestion.	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Périscolaire et éducatif	15 ASEM	Assister le personnel enseignant pour la réception, l'animation et l'hygiène des jeunes enfants. Préparer et mettre en état de propreté les locaux et le matériel servant directement aux enfants.	Temps complet	ASEM	ASEM principal de 2ème classe à 1ère classe	
Direction de la Culture	Conservatoire	1 professeur de musique	Dispenser un enseignement artistique dans sa discipline, partager son expérience et sa connaissance professionnelles de la discipline, dans le respect du schéma d'orientation pédagogique, en relation avec l'équipe pédagogique.	Temps complet	Professeur d'enseignement artistique	Professeur d'enseignement artistique de classe normale à hors classe	

Annexe 3 à la délibération du Conseil municipal du 10 février 2020 relative à la création d'emplois correspondant à un besoin saisonnier

Descriptif de l'emploi				Niveau du recrutement		
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Cadre d'emplois**	**Grade**	**Traitement de base**
Direction Solidarités santé jeunesse	Santé autonomie	Agent canicule	Réaliser la campagne d'appel et de visites à domicile des personnes âgées.	Adjoint administratif	Adjoint administratif	IB 350
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Périscolaire et éducatif	Animateur *(BAFA)*	Participer à la mise en place d'ateliers artistiques et de visites de musées de la Ville. Animer ces ateliers et visites auprès de groupes d'enfants des accueils de loisirs municipaux.	Adjoint d'animation	Adjoint d'animation principal de 2ème classe	IB 353
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Patrimoine pour l'enfance et l'éducation	Aide au responsable technique de site	Assurer diverses tâches d'entretien, de petite manutention et de déplacement de mobilier. Assurer l'ouverture/fermeture d'établissement.	Adjoint technique	Adjoint technique	IB 350
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Famille et petite enfance	Agent d'entretien	Assurer le nettoyage des locaux.	Adjoint technique	Adjoint technique	IB 350
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Inscriptions et scolarité	Agent administratif	Instruire et saisir les inscriptions scolaires et les renouvellements d'inscriptions périscolaires. Réaliser des tâches de tri, de contrôle et de classement.	Adjoint administratif	Adjoint administratif	IB 350
Direction de la Culture	Musées	Agent d'accueil et de surveillance	Assurer la surveillance dans les musées.	Adjoint du patrimoine	Adjoint du patrimoine	IB 350
Direction des Sports	Vie sportive	Animateur *(sans ou avec BAFA)*	Animer des activités dans les piscines et plans d'eau.	Adjoint d'animation	Adjoint d'animation ou adjoint d'animation principal de 2ème classe	IB 350 ou 353
Direction des Sports	Vie sportive	Educateur sportif	Encadrer et animer des activités dans les piscines et plans d'eau.	Educateur des APS	Educateur des APS	IB 388 à 452
Délégation Relations internationales et communication	Evènements	Agent logistique et technique	Veiller au respect des conditions de sécurité des opérations sur l'espace public. Assurer le fonctionnement logistique et technique des opérations.	Adjoint technique	Adjoint technique principal de 2ème classe	IB 353
Délégation Relations internationales et communication	Evènements	Educateur sportif	Assurer la mise en place et l'animation d'ateliers sportifs à destination du grand public.	Educateur des APS	Educateur des APS	IB 372
Délégation Relations internationales et communication	Evènements	Animateur *(BAFA)*	Assurer des activités d'animation à destination du grand public.	Adjoint d'animation	Adjoint d'animation principal de 2ème classe	IB 353

Annexe 4 à la délibération du Conseil municipal du 10 février 2020 relative à la transformation d'emplois permanents créés précédemment

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Transformations suite à réorganisations présentées en CT							
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Direction de l'Enfance et de l'éducation	1 coordinateur des conseils d'école	Coordonner, renseigner et suivre les outils de suivi des conseils d'école. Gérer les relations avec les directions d'école.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant assistant de communication) suite au CT du 28/01/20.
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Administration générale et ressources de la Direction de l'Enfance et de l'éducation	1 gestionnaire financier	Assurer la gestion et le suivi financier des dossiers transversaux. Assurer l'exécution et le suivi de budgets. Participer aux activités comptables.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant gestionnaire régie) suite au CT du 28/01/20.
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Inscription et scolarité	2 agents d'accueil et d'inscriptions	Assurer l'accueil physique et téléphonique du public. Procéder aux inscriptions scolaires et périscolaires.	Temps complet	Adjoint administratif	Adjoint administratif à adjoint administratif principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant agent d'accueil) suite au CT du 28/01/20.
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Famille et petite enfance	1 expert technique des équipements municipaux petite enfance	Expertiser les problèmes techniques, identifier et prioriser les interventions nécessaires. Suivre les travaux et la mise en place d'équipements. Assurer la gestion du stock. Participer aux réparations.	Temps complet	Technicien	Technicien à technicien principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant chargé de la maintenance des équipements municipaux calibré adjoin technique à agent de maîtrise principal) suite au CT du 28/01/20.
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Famille et petite enfance	3 agents d'entretien et de restauration	Effectuer le nettoyage des structures petite enfance. Participer aux services des repas	Temps complet	Adjoint technique	Adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant agent d'entretien) suite au CT du 28/01/20.
Transformations avec incidence financière à la hausse							
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Patrimoine pour l'enfance et l'éducation	1 chef de service	Encadrer et animer le service. Contribuer à stratégie de développement des équipements au regard des besoins et usages. Superviser la maintenance, l'entretien et l'équipement des bâtiments. Superviser la production des prestations de restauration.	Temps complet	Ingénieur ou ingénieur en chef ou attaché ou administrateur	Ingénieur principal à ingénieur en chef hors classe Attaché principal à administrateur hors classe	Modification de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant calibré ingénieur à ingénieur principal).
Direction Solidarités santé jeunesse	Action sociale de proximité	3 travailleurs sociaux équipe mobile d'intervention médico-sociale	Participer à la mise en œuvre de la politique sociale de la collectivité. Intervenir dans sa spécialité, au sein d'une équipe mobile pluridisciplinaire, auprès des publics en difficulté.	Temps complet	Assistant socio-éducatif	Assistant socio-éducatif de 2ème classe à classe exceptionnelle	Modification de la fourchette de grades (avant calibré assistant socio-éducatif de 2ème à 1ère classe).
Direction Solidarités santé jeunesse	Action sociale de proximité	2 conseillers en économie sociale et familiale	Informer et conseiller toute personne connaissant ou non des difficultés sociales en vue d'améliorer ses conditions d'existence et de favoriser son insertion sociale. Participer à la mise en œuvre globale de la politique sociale de la collectivité.	Temps complet	Assistant socio-éducatif	Assistant socio-éducatif de 2ème classe à classe exceptionnelle	Modification de la fourchette de grades (avant calibré assistant socio-éducatif de 2ème à 1ère classe).
Direction Solidarités santé jeunesse	Action sociale de proximité	4 assistants sociaux de secteur	Participer à la mise en œuvre de la politique sociale de la collectivité. Assurer les missions de polyvalence sociale de secteur.	Temps complet	Assistant socio-éducatif	Assistant socio-éducatif de 2ème classe à classe exceptionnelle	Modification de la fourchette de grades (avant calibré assistant socio-éducatif de 2ème à 1ère classe).
Direction Solidarités santé jeunesse	Action sociale de proximité	1 assistant social - Equipe de renfort	Participer à la mise en œuvre de la politique sociale de la collectivité. Assurer les missions de polyvalence sociale de secteur.	Temps complet	Assistant socio-éducatif	Assistant socio-éducatif de 2ème classe à classe exceptionnelle	Modification de la fourchette de grades (avant calibré assistant socio-éducatif de 2ème à 1ère classe).

Annexe 4 à la délibération du Conseil municipal du 10 février 2020 relative à la transformation d'emplois permanents créés précédemment

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction Solidarités santé jeunesse	Action sociale de proximité	1 travailleur référent logement	Mettre en œuvre les orientations en matière d'insertion par le logement. Effectuer un accompagnement social. Apporter une aide technique. Participer aux CLI.	Temps complet	Assistant socio-éducatif	Assistant socio-éducatif de 2ème classe à classe exceptionnelle	Modification de la fourchette de grades (avant calibré assistant socio-éducatif de 2ème à 1ère classe).
Direction Solidarités santé jeunesse	Lutte contre l'exclusion - CCAS	4 travailleurs sociaux	Assurer l'accueil et l'accompagnement des sans abri. Participer à la mise en œuvre de la politique sociale de la collectivité.	Temps complet	Assistant socio-éducatif	Assistant socio-éducatif de 2ème classe à classe exceptionnelle	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant intervenant social calibré moniteur-éducateur et intervenant familial à moniteur-éducateur et intervenant familial principal).
Direction de la Culture	Musées	1 secrétaire	Assurer le secrétariat (accueil physique et téléphonique, frappe, classement). Suivre certains dossiers.	Temps complet	Adjoint administratif	Adjoint administratif à adjoint administratif principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant secrétaire-assistant).
Transformations sans incidence financière							
Direction Solidarités santé jeunesse	Gens du voyage	1 référent administratif et financier	Assurer la gestion administrative, financière, logistique et des ressources humaines du service. Centraliser et suivre les demandes d'interventions techniques et d'entrées/sorties. Suivre le stationnement sur les aires d'accueil.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé (avant assistant administratif).
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Famille et petite enfance	1 agent d'entretien et de restauration	Effectuer le nettoyage des structures petite enfance. Participer aux services des repas.	Temps complet	Adjoint technique	Adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant agent d'entretien).
Direction de la Culture	Conservatoire	1 chargé des activités éducatives et artistiques	Coordonner, mettre en œuvre et promouvoir les manifestations et les actions éducatives et culturelles. Réaliser des actions éducatives. Encadrer une équipe.	Temps complet	Rédacteur ou assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe Assistant de conservation à assistant de conservation principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant assistant du département danse).

5

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Soutien de la ville de Strasbourg aux actions concourant à la stratégie territoriale de prévention de la délinquance, inscrites au Contrat Intercommunal de Sécurité, de Prévention de la délinquance et de la Radicalisation de l'Eurométropole de Strasbourg (CISPD-R).

1- Attribution de subventions dans le cadre de conventions pluri annuelles d'objectifs pour 3 associations œuvrant dans l'aide aux victimes, l'accès aux droits et la prévention de la récidive.

La ville de Strasbourg a la volonté d'inscrire ses relations avec les associations dans un partenariat durable et de proposer des conventions pluriannuelles d'objectifs précisant leurs capacités à participer au développement d' actions soutenues par la ville de Strasbourg et relevant de la Stratégie nationale de prévention de la délinquance et de la radicalisation inscrite au CISPD-R.

Signées en 2019, ces conventions actent une subvention annuelle reconductible 3 ans. Elles sont donc accompagnées d'une convention financière annuelle déterminant le montant et les modalités d'attribution de la subvention ainsi que d'outils d'évaluation des actions financées.
Il est proposé de reconduire, en 2020, les actions portées par les 3 associations suivantes :
- ARSEA ;
- VIADUQ France Victimes 67 ;
- SOS AIDE AUX HABITANTS- France Victimes 67.

De par leurs compétences et leurs engagements sur les thématiques de l'aide aux victimes, l'accès au droit et la prévention de la récidive, ces trois associations contribuent depuis de nombreuses années à la réalisation des objectifs du CISPD-R.

ARSEA - Association Régionale Spécialisée d'Action Sociale d'Education et d'Animation 4 000 €/an

« Contrôle judiciaire socio-éducatif »

Le contrôle judiciaire socio-éducatif concourt à la prévention de la récidive. Il vise, au moyen d'un accompagnement individualisé, à la mise en place d'un projet adapté

aux difficultés comme aux capacités d'insertion d'une personne mise en examen en vue d'éviter la détention provisoire, souvent facteur de désinsertion sociale et de récidive.

VIADUQ France Victimes 67 pour 2 actions soutenues à hauteur de 55 945 € /an
« L'accès au Droit et l'accès aux droits » 17 395 €
L'association VIADUQ 67 développe auprès du grand public une activité d'information et d'accompagnement qui favorise l'exercice et la jouissance des droits et des obligations pour chaque citoyen rapprochant le justiciable de l'institution judiciaire. Cette mission permet la résolution amiable de procédures en précontentieux. L'association dotée de juristes et d'écrivains publics et accueille quotidiennement le public à son siège à cronenbourg et assure également des permanences sur les territoires de la ville en risque de décrochement.

« Aide aux victimes » 38 550 €
Régie par la charte des services d'aides aux victimes « France victime », VIADUQ 67 accueille, informe, oriente et accompagne toute personne victime sur plusieurs sites de la ville dont la Maison de la Justice et du droit, au TGI et dans les quartiers de la politique de la ville. Afin de prévenir l'aggravation de la situation traumatique des victimes et leur désocialisation, l'aide aux victimes d'infractions pénales mobilise des juristes pour que la victime puisse exercer pleinement ses droits et des psychologues pour prendre en charge le traumatisme vécu par les victimes, les accompagner tout au long de leurs démarches et de leur reconstruction.

SOS AIDE AUX HABITANTS- France Victimes 67 pour deux actions à soutenues à hauteur de 34 350 €/an
« Accès au droit et aide aux victimes.» 28 000 €
Dans le cadre de ce projet sont inscrites deux missions réalisées par l'association : l'accès aux droits et l'aide aux victimes et concernent les activités menées à son siège, lors de permanences au Tribunal de Grande Instance, à la Maison de Justice et du Droit ainsi qu'au sein de centres médico-sociaux de la Ville de Strasbourg.
L'association accueille, informe, oriente et accompagne dans un cadre déontologique, les personnes en demande d'informations juridiques et assure une prise en charge des victimes concernant les problématiques administratives, juridiques et psycho-sociales.

« Sensibilisation des adultes et des jeunes à leur droits et obligations : éducation à la citoyenneté réappropriation des espaces tiers et tranquillité publique » 6 350 €
Le projet vise à l'amélioration du cadre de vie et à favoriser le « mieux vivre ensemble » notamment la réduction des incivilités, le renforcement du respect porté aux personnes et aux biens publics. Elle se décline en deux actions :
- l'action de sensibilisation auprès des enfants et des jeunes pour les amener par le biais d'une pédagogie active, à réfléchir sur les notions telles que la différence, l'acception et les obligations.
- l'action Habitat-vie : parallèlement au travail mené avec les élèves, des rencontres avec les locataires dans les halls d'entrée sont organisées, pour sensibiliser les adultes aux droits et obligations locatifs.

2- Soutien à d'autres actions concourant à la Stratégie territoriale de prévention de la délinquance et de la radicalisation ne relevant pas de conventions pluriannuelles.

Association VIL.A.JE
« Prévention en centre-ville » 64 410 €
L'association exerce une mission de prévention en direction des jeunes en rupture, sous forme de travail de rue, sur les secteurs Gare, Halles, Centre-ville et Est. Son fonctionnement est à ce jour essentiellement pris en charge au titre de la prévention spécialisée, compétence transférée à l'Eurométropole de Strasbourg depuis le 1er janvier 2017. L'association contribue à la prévention de la délinquance par l'accompagnement et la connaissance des publics jeunes en grandes difficultés. Par ses compétences en diagnostic local et territorial, elle contribue également à la tranquillité publique et la prévention de la délinquance en engageant du travail multi partenarial sur ses différents territoires d'intervention.

CLJ - Centre de Loisirs et de la Jeunesse
« La Police à l'écoute des jeunes » 36 000 €
En vue d'améliorer les relations police/jeunes, le CLJ de la Police nationale propose tout au long de l'année des activités à caractère éducatifs, sportifs et culturels en faveur des jeunes de 10 à 17 ans issus des territoires de la Ville de Strasbourg. L'association contribue à la prévention des risques, à l'éducation à la citoyenneté et à la tranquillité publique. Elle intervient notamment sur les thématiques du décrochage et de l'exclusion scolaire, des violences scolaires et de harcèlement, de la prévention routière, des conduites addictives et des risques liés à l'usage des pétards. Enfin le CLJ, à la demande des établissements scolaires, intervient au sein des classes sur des actions spécifiques et conjoncturelles.

ITHAQUE
« Expérimentation du dispositif TAPAJ » 14 100 €
Initié fin 2019, l'expérimentation du dispositif TAPAJ se poursuivra en 2020 pour les missions spécifiques suivantes :
- dépollution de seringues sur des espaces publics ;
- information /prévention auprès des publics consommateurs et riverains ;
- contribution au diagnostic territorial.

Les effets attendus de cette expérimentation touchent à de nombreux aspects : propreté et sécurité, tranquillité publique, santé publique, participation citoyenne, dialogue avec les riverains, entreprises et bailleurs, image rénovée, insertion de publics jeunes. L'objectif de cette démarche doit nous permettre d'évaluer la pertinence de pérenniser cette réponse sur l'ensemble de la ville.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

dans le cadre du CISPD-R l'attribution des subventions suivantes :

Associations et actions	***Subventions proposées***
Actions relevant d'une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens 2019-2021	
ARSEA - Association Régionale Spécialisée d'Action Sociale d'Education et d'Animation	***4 000 €***
"Contrôle judiciaire socio-éducatif" "	*4 000 €*
SOS AIDE AUX HABITANTS- France Victimes 67	***34 350 €***
« Accès au droit et aide aux victimes »	*28 000 €*
« Sensibilisation des adultes et des jeunes à leurs droits et obligations : éducation à la citoyenneté, réappropriation des espaces tiers et tranquillité publique »	*6 350 €*
VIADUQ 67 - Association bas-rhinoise pour les victimes d'infraction, l'accès au droit et les usagers de tous quartiers	***55 945 €***
« Accès au Droit et Accès aux droits »	*17 395 €*
« Aide aux victimes »	*38 550 €*

Actions ne relevant pas d'une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens	
VILAJE – Ville Action Jeunesse	***64 410 €***
« Prévention en centre-ville »	*64 410 €*
CLJ – Centre de loisirs et de la jeunesse	***36 000 €***
« La Police à l'écoute des jeunes »	*36 000 €*
ITHAQUE	***14 100 €***
« Dispositif TAPAJ dans un quartier de la politique de la ville »	*14 100 €*
Total des subventions proposées	***208 805 €***

la dépense correspondante, soit 208 805 €, est à imputer sur l'activité AT02A, nature 6574 – fonction 110, dont le montant disponible est de 218 805 €.

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions et arrêtés relatifs à ces subventions.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL 10 FEVRIER 2020

POINT 5 Soutien de la ville de Strasbourg aux actions concourant à la stratégie territoriale de prévention de la délinquance, inscrites au Contrat Intercommunal de Sécurité, de Prévention de la délinquance et de la Radicalisation de l'Eurométropole de Strasbourg (CISPD-R).

Pour	**52**
Contre	**0**
Abstention	**0**

ABRAHAM-Julia, BARSEGHIAN-Jeanne, BEY-Françoise, BEZZARI-Mina, BUFFET-Françoise, CAHN-Mathieu, CALDEROLI-LOTZ-Martine, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, FELTZ-Alexandre, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GERNET-Jean-Baptiste, GILLMANN-Luc, GSELL-Jean-Jacques, HERRMANN-Robert, JUND-Alain, JUNG-Martine, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KEMPF-Suzanne, KOHLER-Christel, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste , MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, REICHHART-Ada, REMOND-Thomas, RICHARDOT-Anne Pernelle, RIES-Roland, ROBERT-Jean-Emmanuel, ROGER-Patrick, ROOS-Thierry, SCHAETZEL-Françoise, DIDELOT-Andréa, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, SENET-Eric, TETSI-Liliane, MENAD-Zaza, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER-Philippe, ZUBER-Catherine, LOOS-François, SCHMITT-Michael

6

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Conclusion d'accords-cadres relatifs à des prestations de fournitures et services, sous convention de groupement de commandes, pour la réalisation et la diffusion des magazines municipaux.

1er point : Conclusion d'accords-cadres relatifs à des prestations de fournitures et services pour la réalisation et la diffusion des magazines municipaux

La direction de la communication a recours à des accords-cadres dont l'exécution s'étend sur plusieurs années pour mener à bien ses missions.

En 2020, ce sont les marchés publics de fournitures et services pour la réalisation et la diffusion des magazines de la collectivité, qui doivent être remis en concurrence pour en permettre l'exécution à partir de janvier 2021.

Les modalités sont précisées ci-dessous :

Objet des lots (la liste est donnée à titre indicatif)	Minimum annuel	Maximum annuel	Estimation annuelle
Impression des magazines municipaux de la Ville de Strasbourg	100 000 € HT	350 000 € HT	250 000 € HT
Gestion des espaces publicitaires des magazines municipaux de la Ville de Strasbourg	5 000 € HT	65 000 € HT	40 000 € HT
Diffusion des magazines municipaux de la Ville de Strasbourg	20 000 € HT	120 000 € HT	85 000 € HT

En application des articles R 2124-2 et R 2162-2 du décret du 3 décembre 2018, ces accords-cadres seront passés selon la procédure de l'appel d'offres.

Les accords-cadres envisagés fixeront toutes les stipulations contractuelles et seront exécutés au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées à l'article R 2162-13 du décret du 3 décembre 2018 relatif aux marchés publics.

Ils s'étendront sur une période qui ne pourra excéder quatre années et seront passés pour une durée d'un an, reconductible trois fois.

La conclusion et la signature des marchés publics sont conditionnées par le vote des crédits correspondants.

Ces prestations feront l'objet de lots conformément à l'article L 2113-10 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et à l'article R 2113-1 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018.

2ème point : Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg pour la réalisation et la diffusion des magazines

Les accords-cadres prévus portent sur des prestations susceptibles d'être commandées par la ville de Strasbourg et par l'Eurométropole de Strasbourg. Aussi, il est proposé, afin de mutualiser ces achats, de constituer un groupement de commandes pour leur passation.

L'objectif est d'obtenir un allègement des formalités et des frais de gestion administrative liés au lancement et au traitement d'une seule procédure, ainsi que des économies d'échelle.

La ville de Strasbourg sera coordonnatrice du groupement de commandes pour les accords-cadres ci-après :

Objet des lots (la liste est donnée à titre indicatif)	Minimum annuel	Maximum annuel	Estimation annuelle
Impression des magazines municipaux de la Ville de Strasbourg	100 000 € HT	350 000 € HT	250 000 € HT
Impression des magazines métropolitains de l'Eurométropole de Strasbourg	40 000 € HT	190 000 € HT	140 000 € HT
Gestion des espaces publicitaires des magazines municipaux de la Ville de Strasbourg	5 000 € HT	65 000 € HT	40 000 € HT
Gestion des espaces publicitaires des magazines métropolitains de l'Eurométropole de Strasbourg	5 000 € HT	70 000 € HT	40 000 € HT
Diffusion des magazines municipaux de la Ville de Strasbourg	20 000 € HT	120 000 € HT	85 000 € HT
Diffusion des magazines métropolitains de l'Eurométropole de Strasbourg	20 000 € HT	140 000 € HT	90 000 € HT

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

1er point : Conclusion d'accords-cadres relatifs à des prestations de fournitures et services pour la réalisation et la diffusion des magazines municipaux

approuve

Sous réserve de l'inscription des crédits au budget, la passation, après mise en concurrence, d'accords-cadres d'une durée d'un an, renouvelable trois fois pour la réalisation et la diffusion des magazines de la collectivité

Objet des lots (la liste est donnée à titre indicatif)	***Minimum annuel***	***Maximum annuel***	***Estimation annuelle***
Impression des magazines municipaux de la Ville de Strasbourg	*100 000 € HT*	*350 000 € HT*	*250 000 € HT*
Gestion des espaces publicitaires des magazines municipaux de la Ville de Strasbourg	*5 000 € HT*	*65 000 € HT*	*40 000 € HT*
Diffusion des magazines municipaux de la Ville de Strasbourg	*20 000 € HT*	*120 000 € HT*	*85 000 € HT*

décide

L'imputation des dépenses en résultant sur les lignes
PC01F fonction 023 nature 6226 Honoraires
PC01F fonction 023 nature 6237 Publications
PC01F fonction 023 nature 6288 Autres services extérieurs

autorise

le Maire ou son représentant à lancer les consultations, à prendre toutes les décisions y relatives et à signer et exécuter les accords-cadres en résultant

2ème point : Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg pour la réalisation et la diffusion des magazines

approuve

Sous réserve de disponibilité des crédits, la convention constitutive de groupement de commandes entre l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg, dont la Ville de Strasbourg assurera la mission de coordonnateur.

Objet des lots (la liste est donnée à titre indicatif)	***Minimum annuel***	***Maximum annuel***	***Estimation annuelle***
Impression des magazines municipaux de la Ville de Strasbourg	*100 000 € HT*	*350 000 € HT*	*250 000 € HT*

Impression des magazines métropolitains de l'Eurométropole de Strasbourg	*40 000 € HT*	*190 000 € HT*	*140 000 € HT*
Gestion des espaces publicitaires des magazines municipaux de la Ville de Strasbourg	*5 000 € HT*	*65 000 € HT*	*40 000 € HT*
Gestion des espaces publicitaires des magazines métropolitains de l'Eurométropole de Strasbourg	*5 000 € HT*	*70 000 € HT*	*40 000 € HT*
Diffusion des magazines municipaux de la Ville de Strasbourg	*20 000 € HT*	*120 000 € HT*	*85 000 € HT*
Diffusion des magazines métropolitains de l'Eurométropole de Strasbourg	*20 000 € HT*	*140 000 € HT*	*90 000 € HT*

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e :

- *à signer la convention ci-jointe en annexe avec l'Eurométropole de Strasbourg,*
- *à lancer les consultations, à prendre toutes les décisions y relatives selon les termes de la convention constitutive, à signer les marchés en résultant et à exécuter les marchés concernant la Ville de Strasbourg.*

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

Eurométropole
de Strasbourg

Ville
de Strasbourg

Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

Art. L 2113-6 et L 2113-7 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 relative à la commande publique

Conclusion d'accords-cadres relatifs à des prestations de fournitures et services pour la réalisation et la diffusion des magazines de la collectivité

Vu l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 relative à la commande publique, en particulier ses articles L 2113-6 et L 2113-7 relatifs à la coordination et aux groupements de commandes,

Vu le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif à la commande publique, il est constitué :

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Monsieur Robert HERRMANN, Président agissant en application d'une délibération du Conseil de Communauté du 5 mai 2014, et du 14 février 2020.

Et

La Ville de Strasbourg, représentée par Monsieur Roland RIES, Maire, agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal du 28 avril 2014, et du 10 février 2020.

un groupement de commandes pour le lancement d'accords-cadres pour la réalisation et la diffusion des magazines de la collectivité.

SOMMAIRE

Préambule **4**

Article 1 : Constitution du groupement **5**

Article 2 : Objet du groupement **5**

Article 3 : Organes du groupement **5**

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur **6**

Article 5 : Responsabilité **6**

Article 6 : Fin du groupement **6**

Article 7 : Règlement des différends entre les parties **6**

Préambule

Dans le cadre des actions de communication qu'elles conduisent, la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg sont amenées à passer des marchés de fournitures et de prestations de service dont l'exécution s'étend sur plusieurs années.

En 2020, ce sont les marchés publics de fournitures et services pour la réalisation et la diffusion des magazines de la collectivité qui doivent être remis en concurrence pour en permettre l'exécution à partir de janvier 2021.

En application des articles R 2124-2 et R 2162-2 du décret du 3 décembre 2018, ces accords-cadres seront passés selon la procédure de l'appel d'offres.

Le groupement de commandes couvrira les prestations du ressort à la fois de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg. Il s'inscrit donc dans la logique du groupement de commandes associant les deux collectivités sous la coordination de la Ville de Strasbourg qui a pour double objectif :

- un allègement des formalités et des frais de gestion administrative liés au lancement et au traitement d'une seule procédure ;
- des économies d'échelle.

L'ordonnance n° 2018-1075, et plus particulièrement ses articles L 2113-6 et L 2113-7, encadre les dispositions réglementaires du groupement de commandes.

Les deux partenaires ont décidé de choisir la formule du groupement de commandes prévoyant que le coordonnateur signe et notifie l'accord-cadre au nom de l'ensemble des adhérents des membres du groupement.
Ainsi, en vertu de ce dispositif, le coordonnateur met en œuvre la procédure de passation, signe et notifie les accords-cadres. Par la suite chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne s'assure de sa bonne exécution**.**

Il est ainsi apparu opportun, d'un point de vue économique et fonctionnel de se référer à cette formule.

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg un groupement de commandes régi par l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 relative à la commande publique, en particulier ses articles L 2113-6 et L 2113-7, et la présente convention.

Article 2 : Objet du groupement

Le groupement de commandes constitué sur le fondement de l'article L 2113-7 de l'ordonnance précitée, ci-après désigné *« le groupement »* a pour objet la passation d'accords-cadres relatifs à des prestations de fournitures et services pour la réalisation et la diffusion des magazines des deux collectivités.

En application des articles R 2124-2 et R 2162-2 du décret du 3 décembre 2018, ces accords-cadres seront passés selon la procédure de l'appel d'offres.

Les accords-cadres envisagés fixeront toutes les stipulations contractuelles et seront exécutés au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées à l'article R 2162-3 du décret du 3 décembre 2018 relatif à la commande publique.

Ils s'étendront sur une période qui ne pourra excéder quatre années et seront passés pour une durée d'un an reconductible trois fois.

Les prestations concernées sont les suivantes et les accords-cadres feront l'objet de lots conformément à l'article L 2113-10 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et à l'article R 2113-1 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018.

Objet des accords-cadres et des lots (la liste est donnée à titre indicatif)	Minimum annuel	Maximum annuel	Estimation annuelle en € HT
Impression des magazines municipaux de la Ville de Strasbourg	100 000 € HT	350 000 € HT	250 000 € HT
Impression des magazines métropolitains de l'Eurométropole de Strasbourg	40 000 € HT	190 000 € HT	140 000 € HT
Gestion des espaces publicitaires des magazines municipaux de la Ville de Strasbourg	5 000 € HT	65 000 € HT	40 000 € HT

Gestion des espaces publicitaires des magazines métropolitains de l'Eurométropole de Strasbourg	5 000 € HT	70 000 € HT	40 000 € HT
Diffusion des magazines municipaux de la Ville de Strasbourg	20 000 € HT	120 000 € HT	85 000 € HT
Diffusion des magazines métropolitains de l'Eurométropole de Strasbourg	20 000 € HT	140 000 € HT	90 000 € HT

Une modification dans la constitution des lots pourra être opérée par le coordinateur du groupement dans la mesure où elle ne constitue pas une modification substantielle.

Article 3 : Organes du groupement

Les membres du groupement, l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg, ont convenu de désigner la Ville de Strasbourg en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier les accords-cadres considérés, conformément aux termes de l'article L 2113-7 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 relative à la commande publique.
En application de l'article L 1414-3 du code général des collectivités territoriales, la commission d'appels d'offres de la ville de Strasbourg, agissant en qualité de coordonnateur du groupement, est désignée pour choisir les titulaires des accords-cadres.

La représentante du coordonnateur et Présidente de la Commission d'appel d'offres est Madame Chantal CUTAJAR, Adjointe au Maire, ou son représentant.

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation des marchés ou des accords-cadres au nom des membres du groupement. Il transmet les marchés ou les accords-cadres aux autorités de contrôle. Il tient à la disposition de l'Eurométropole de Strasbourg les informations relatives au déroulement des marchés ou des accords-cadres. Le coordonnateur se charge notamment :

- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée ;
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;

- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants (publication de l'avis d'appel public à la concurrence et d'attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultation des entreprises, réception des offres, analyse des offres, rapport de présentation, convocation et réunion de la commission d'appels d'offres...) ;
- de communiquer, le cas échéant, à l'Eurométropole de Strasbourg les documents nécessaires des marchés ou des accords-cadres pour ce qui la concerne ;
- de signer et de notifier les marchés ;
- de gérer tout incident de procédure, et notamment d'informer les candidats du rejet et des motifs afférents de leur candidature ou de leur offre en application des textes relatifs aux marchés publics ;
- de transmettre et de s'assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle.

Le coordonnateur s'engage à tenir étroitement informé l'Eurométropole de Strasbourg sur les conditions de déroulement de la procédure de dévolution des marchés ou des accords-cadres, et en particulier à l'informer de tout dysfonctionnement constaté.

Article 5 : Responsabilité

En cas de faute grave commise par le coordonnateur ou de mauvaise exécution de sa mission de son fait exclusif, l'Eurométropole de Strasbourg pourra demander réparation de son préjudice au juge administratif.
Inversement, le coordonnateur, la Ville de Strasbourg, pourra demander réparation dans les mêmes conditions en cas de faute grave commise par l'Eurométropole de Strasbourg au regard des obligations qui incombent à cette dernière.

Article 6 : Fin du groupement

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur prennent fin suite à la notification des marchés ou de ses accords-cadres, chaque membre du groupement gérant l'exécution de ses marchés ou de ses accords-cadres respectifs.

La présente convention peut être résiliée en cas de problème d'exécution, de dépassements excessifs du montant des marchés ou des accords-cadres par rapport aux budgets prévisionnels, ou de retard important dans la réalisation de la dévolution des marchés ou des accords-cadres.

Article 7 : Règlement des différends entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention a été établie en 3 exemplaires originaux.

Strasbourg, le

Le Président de l'Eurométropole de Strasbourg

Robert HERRMANN

Le Maire de Strasbourg

Roland RIES

7

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Conclusion d'accords-cadres relatifs à des prestations de fournitures et services, pour la conception, la réalisation et la diffusion d'outils de communication. Passation d'une convention de groupement de commandes.

1er point : Conclusion d'accords-cadres, relatifs à des prestations de fournitures et services, pour la conception, la réalisation et la diffusion d'outils de communication.

La direction de la communication a recours à des accords-cadres dont l'exécution s'étend sur plusieurs années pour mener à bien ses missions.

Les accords-cadres récurrents et transversaux, concernant la conception et la réalisation de diverses signalétiques, et la diffusion de supports de communication, doivent être remis en concurrence en 2020 suivant les modalités ci-dessous :

Objet des lots (la liste est donnée à titre indicatif)	Minimum annuel	Maximum annuel	Estimation annuelle
Conception, réalisation et pose et dépose de diverses signalétiques pour la Ville de Strasbourg : panneaux et autocollants, bâches, structures d'expositions légères autoportées	20 000 € HT	300 000 € HT	170 000 € HT
Réalisation de prestations de diffusion de supports de communication pour la Ville de Strasbourg	20 000 € HT	170 000 € HT	150 000 € HT

En application des articles R 2124-2 et R 2162-2 du décret du 3 décembre 2018, ces accords-cadres seront passés selon la procédure de l'appel d'offres.

Les accords-cadres envisagés fixeront toutes les stipulations contractuelles et seront exécutés au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées à l'article R 2162-13 du décret du 3 décembre 2018 relatif aux marchés publics.

Ils s'étendront sur une période qui ne pourra excéder quatre années et seront passés pour une durée d'un an reconductible trois fois.

La conclusion et la signature de ces accords-cadres est conditionnée par le vote des crédits correspondants.

Ces prestations feront l'objet de lots, conformément à l'article L 2113-10 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et à l'article R 2113-1 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018.

2ème point : Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg, pour la conception, la réalisation et la diffusion d'outils de communication

Les accords-cadres prévus portent sur des prestations susceptibles d'être commandées par la Ville de Strasbourg et par l'Eurométropole de Strasbourg. Aussi, il est proposé, afin de mutualiser ces achats, de constituer un groupement de commande pour leur passation.

L'objectif est d'obtenir un allègement des formalités et des frais de gestion administrative liés au lancement et au traitement d'une seule procédure, ainsi que des économies d'échelle.

L'Eurométropole de Strasbourg sera coordonnatrice du groupement de commandes pour les accords-cadres ci-après :

Objet des lots (la liste est donnée à titre indicatif)	**Minimum annuel**	**Maximum annuel**	**Estimation annuelle**
Conception, réalisation et pose et dépose de diverses signalétiques pour la Ville de Strasbourg : panneaux et autocollants, bâches, structures d'expositions légères autoportées	20 000 € HT	300 000 € HT	170 000 € HT
Conception, réalisation et pose et dépose de diverses signalétiques pour l'Eurométropole de Strasbourg : panneaux et autocollants, bâches, structures d'exposition légères autoportées	20 000 € HT	330 000 € HT	190 000 € HT
Réalisation de prestations de diffusion de supports de communication pour la Ville de Strasbourg	20 000 € HT	170 000 € HT	150 000 € HT
Réalisation de prestations de diffusion de supports de communication pour l'Eurométropole de Strasbourg	20 000 € HT	190 000 € HT	170 000 € HT

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière

après en avoir délibéré

1er point : Conclusion d'accords-cadres relatifs à des prestations de fournitures et services pour la conception, la réalisation et la diffusion d'outils de communication

approuve

Sous réserve de l'inscription des crédits au budget, la passation, après mise en concurrence, d'accords-cadres d'une durée d'un an reconductible trois fois, pour la conception, la réalisation et la diffusion d'outils de communication.

Objet des lots (la liste est donnée à titre indicatif)	*Minimum annuel*	*Maximum annuel*	*Estimation annuelle*
Conception, réalisation et pose et dépose de diverses signalétiques pour la Ville de Strasbourg : panneaux et autocollants, bâches, structures d'exposition légères autoportées	*20 000 € HT*	*300 000 € HT*	*170 000 € HT*
Réalisation de prestations de diffusion de supports de communication pour la Ville de Strasbourg	*20 000 € HT*	*170 000 € HT*	*150 000 € HT*

décide

l'imputation des dépenses en résultant sur les lignes - PC01D fonction 023 nature 6226 Honoraires - PC01D fonction 023 nature 6288 Autres services extérieurs,

autorise

le Maire ou son représentant à exécuter les accords-cadres en résultant

2ème point : Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg pour la conception, la réalisation et la diffusion d'outils de communication

approuve

Sous réserve de disponibilité des crédits, la convention constitutive du groupement de commandes entre la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg, dont l'Eurométropole assurera la mission de coordonnateur.

Objet des lots (la liste est donnée à titre indicatif)	*Minimum annuel*	*Maximum annuel*	*Estimation annuelle*
Conception, réalisation et pose et dépose de diverses signalétiques pour	*20 000 € HT*	*300 000 € HT*	*170 000 € HT*

la Ville de Strasbourg : panneaux et autocollants, bâches, structures d'exposition légères autoportées			
Conception, réalisation et pose et dépose de diverses signalétiques pour l'Eurométropole de Strasbourg : panneaux et autocollants, bâches, structures d'exposition légères autoportées	*20 000 € HT*	*330 000 € HT*	*190 000 € HT*
Réalisation de prestations de diffusion de supports de communication pour la Ville de Strasbourg	*20 000 € HT*	*170 000 € HT*	*150 000 € HT*
Réalisation de prestations de diffusion de supports de communication pour l'Eurométropole de Strasbourg	*20 000 € HT*	*190 000 € HT*	*170 000 € HT*

autorise

le Maire ou son représentant à signer la convention ci-jointe en annexe avec l'Eurométropole de Strasbourg.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

Eurométropole
de Strasbourg

Ville
de Strasbourg

Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

Art. L 2113-6 et L 2113-7 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 relative à la commande publique

Conclusion d'accords-cadres relatifs à des prestations de fournitures et services pour la réalisation et la diffusion des magazines de la collectivité

Vu l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 relative à la commande publique, en particulier ses articles L 2113-6 et L 2113-7 relatifs à la coordination et aux groupements de commandes,

Vu le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif à la commande publique, il est constitué :

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Monsieur Robert HERRMANN, Président agissant en application d'une délibération du Conseil de Communauté du 5 mai 2014, et du 14 février 2020.

Et

La Ville de Strasbourg, représentée par Monsieur Roland RIES, Maire, agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal du 28 avril 2014, et du 10 février 2020.

un groupement de commandes pour le lancement d'accords-cadres pour la réalisation et la diffusion des magazines de la collectivité.

SOMMAIRE

Préambule **4**

Article 1 : Constitution du groupement **5**

Article 2 : Objet du groupement **5**

Article 3 : Organes du groupement **5**

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur **6**

Article 5 : Responsabilité **6**

Article 6 : Fin du groupement **6**

Article 7 : Règlement des différends entre les parties **6**

Préambule

Dans le cadre des actions de communication qu'elles conduisent, la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg sont amenées à passer des marchés de fournitures et de prestations de service dont l'exécution s'étend sur plusieurs années.

En 2020, ce sont les marchés publics de fournitures et services pour la réalisation et la diffusion des magazines de la collectivité qui doivent être remis en concurrence pour en permettre l'exécution à partir de janvier 2021.

En application des articles R 2124-2 et R 2162-2 du décret du 3 décembre 2018, ces accords-cadres seront passés selon la procédure de l'appel d'offres.

Le groupement de commandes couvrira les prestations du ressort à la fois de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg. Il s'inscrit donc dans la logique du groupement de commandes associant les deux collectivités sous la coordination de la Ville de Strasbourg qui a pour double objectif :

- un allègement des formalités et des frais de gestion administrative liés au lancement et au traitement d'une seule procédure ;
- des économies d'échelle.

L'ordonnance n° 2018-1075, et plus particulièrement ses articles L 2113-6 et L 2113-7, encadre les dispositions réglementaires du groupement de commandes.

Les deux partenaires ont décidé de choisir la formule du groupement de commandes prévoyant que le coordonnateur signe et notifie l'accord-cadre au nom de l'ensemble des adhérents des membres du groupement.
Ainsi, en vertu de ce dispositif, le coordonnateur met en œuvre la procédure de passation, signe et notifie les accords-cadres. Par la suite chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne s'assure de sa bonne exécution.

Il est ainsi apparu opportun, d'un point de vue économique et fonctionnel de se référer à cette formule.

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg un groupement de commandes régi par l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 relative à la commande publique, en particulier ses articles L 2113-6 et L 2113-7, et la présente convention.

Article 2 : Objet du groupement

Le groupement de commandes constitué sur le fondement de l'article L 2113-7 de l'ordonnance précitée, ci-après désigné *« le groupement »* a pour objet la passation d'accords-cadres relatifs à des prestations de fournitures et services pour la réalisation et la diffusion des magazines des deux collectivités.

En application des articles R 2124-2 et R 2162-2 du décret du 3 décembre 2018, ces accords-cadres seront passés selon la procédure de l'appel d'offres.

Les accords-cadres envisagés fixeront toutes les stipulations contractuelles et seront exécutés au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées à l'article R 2162-3 du décret du 3 décembre 2018 relatif à la commande publique.

Ils s'étendront sur une période qui ne pourra excéder quatre années et seront passés pour une durée d'un an reconductible trois fois.

Les prestations concernées sont les suivantes et les accords-cadres feront l'objet de lots conformément à l'article L 2113-10 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et à l'article R 2113-1 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018.

Objet des accords-cadres et des lots (la liste est donnée à titre indicatif)	Minimum annuel	Maximum annuel	Estimation annuelle en € HT
Impression des magazines municipaux de la Ville de Strasbourg	100 000 € HT	350 000 € HT	250 000 € HT
Impression des magazines métropolitains de l'Eurométropole de Strasbourg	40 000 € HT	190 000 € HT	140 000 € HT
Gestion des espaces publicitaires des magazines municipaux de la Ville de Strasbourg	5 000 € HT	65 000 € HT	40 000 € HT

Gestion des espaces publicitaires des magazines métropolitains de l'Eurométropole de Strasbourg	5 000 € HT	70 000 € HT	40 000 € HT
Diffusion des magazines municipaux de la Ville de Strasbourg	20 000 € HT	120 000 € HT	85 000 € HT
Diffusion des magazines métropolitains de l'Eurométropole de Strasbourg	20 000 € HT	140 000 € HT	90 000 € HT

Une modification dans la constitution des lots pourra être opérée par le coordinateur du groupement dans la mesure où elle ne constitue pas une modification substantielle.

Article 3 : Organes du groupement

Les membres du groupement, l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg, ont convenu de désigner la Ville de Strasbourg en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier les accords-cadres considérés, conformément aux termes de l'article L 2113-7 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 relative à la commande publique.
En application de l'article L 1414-3 du code général des collectivités territoriales, la commission d'appels d'offres de la ville de Strasbourg, agissant en qualité de coordonnateur du groupement, est désignée pour choisir les titulaires des accords-cadres.

La représentante du coordonnateur et Présidente de la Commission d'appel d'offres est Madame Chantal CUTAJAR, Adjointe au Maire, ou son représentant.

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation des marchés ou des accords-cadres au nom des membres du groupement. Il transmet les marchés ou les accords-cadres aux autorités de contrôle. Il tient à la disposition de l'Eurométropole de Strasbourg les informations relatives au déroulement des marchés ou des accords-cadres. Le coordonnateur se charge notamment :

- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée ;
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;

- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants (publication de l'avis d'appel public à la concurrence et d'attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultation des entreprises, réception des offres, analyse des offres, rapport de présentation, convocation et réunion de la commission d'appels d'offres...) ;
- de communiquer, le cas échéant, à l'Eurométropole de Strasbourg les documents nécessaires des marchés ou des accords-cadres pour ce qui la concerne ;
- de signer et de notifier les marchés ;
- de gérer tout incident de procédure, et notamment d'informer les candidats du rejet et des motifs afférents de leur candidature ou de leur offre en application des textes relatifs aux marchés publics ;
- de transmettre et de s'assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle.

Le coordonnateur s'engage à tenir étroitement informé l'Eurométropole de Strasbourg sur les conditions de déroulement de la procédure de dévolution des marchés ou des accords-cadres, et en particulier à l'informer de tout dysfonctionnement constaté.

Article 5 : Responsabilité

En cas de faute grave commise par le coordonnateur ou de mauvaise exécution de sa mission de son fait exclusif, l'Eurométropole de Strasbourg pourra demander réparation de son préjudice au juge administratif.
Inversement, le coordonnateur, la Ville de Strasbourg, pourra demander réparation dans les mêmes conditions en cas de faute grave commise par l'Eurométropole de Strasbourg au regard des obligations qui incombent à cette dernière.

Article 6 : Fin du groupement

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur prennent fin suite à la notification des marchés ou de ses accords-cadres, chaque membre du groupement gérant l'exécution de ses marchés ou de ses accords-cadres respectifs.

La présente convention peut être résiliée en cas de problème d'exécution, de dépassements excessifs du montant des marchés ou des accords-cadres par rapport aux budgets prévisionnels, ou de retard important dans la réalisation de la dévolution des marchés ou des accords-cadres.

Article 7 : Règlement des différends entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention a été établie en 3 exemplaires originaux.

Strasbourg, le

Le Président de l'Eurométropole de Strasbourg

Robert HERRMANN

Le Maire de Strasbourg

Roland RIES

8

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Soutien de la ville de Strasbourg aux établissements et associations cultuels.

La présente délibération porte sur l'attribution de subventions aux associations et établissements cultuels pour la réalisation de divers travaux et projets.

Pour mémoire, les subventions aux associations et établissements cultuels strasbourgeois sont allouées selon le barème ci-dessous :

Subventions d'équipement :

Lorsque la paroisse est propriétaire des bâtiments :

- intervention d'urgence pour mise hors d'eau (gros œuvre, couverture, huisseries, vitrerie) 50 % ;
- accessibilité handicapés (rampes, dégagements) 50 % ;
- horloges extérieures présentant un intérêt pour la population 50 % ;
- conformités : électrique, gaz, fuel et autres mesures d'hygiène et de sécurité exigées par la commission de sécurité (balisage, issues de secours) 40 % ;
- remplacement chauffage 30 % ;
- transformations pour économie d'énergie 20 % ;
- constructions neuves, agrandissements, cloches et accessoires, abords, orgues, sonorisation, mobilier 10 %.

Lorsque la Ville de Strasbourg est propriétaire des bâtiments :
Elle prend en charge une partie des travaux incombant au propriétaire, dans la limite des crédits disponibles. Dans ce cas, la Ville assure la maîtrise d'ouvrage et la décision de lancer les travaux lui appartient.

Cas des édifices classés « Monuments Historiques » :
Le plan de financement des travaux portant sur les Monuments Historiques, qu'ils appartiennent à la Ville ou à une paroisse, est le suivant :
- Etat 40 %.
- Ville 25 %.
- Propriétaire 35 %.

Conformément aux principes énoncés ci-dessus, il est proposé d'allouer une subvention aux communautés suivantes :

<u>Subventions d'équipement aux bâtiments propriété de la paroisse</u> :

<u>Paroisses catholiques</u> :

Saint Bernard	***3 500 €***

Pour des travaux d'éclairage (de la voute et du chœur), de mise en sécurité de l'accès au presbytère et des travaux d'entretien du système électrique des cloches, il est proposé d'allouer à la paroisse une subvention à hauteur de 3 500 €.

Saint Benoit	***1 278 €***

Pour des travaux sur l'installation de chauffage (adaptation de l'installation), il est proposé d'allouer à la paroisse une subvention à hauteur de 1 278 €.

Saint Vincent de Paul	***848 €***

Pour des travaux d'économie d'énergie (changement de la porte principale), il est proposé d'allouer une subvention à hauteur de 848 €.

Saint Maurice	***12 533 €***

Pour des travaux de toiture et de pierres, il est proposé d'allouer une subvention à hauteur de 12 533 €.

<u>Paroisses protestantes</u> :

Saint Guillaume	***168 102 €***

Pour la restauration de tableaux et de l'orgue et pour divers travaux afférant au traitement de l'humidité des murs, à la reprise des crépis, à la mise en peinture intérieure et extérieure, à la réhabilitation du clocher, à la reprise des sols, à de la ferronnerie ainsi qu'à des mises en conformité (électricité, sonorisation, plomberie, paratonnerre), il est proposé d'allouer une subvention à hauteur de 168 102 €.

Temple Neuf	***60 992 €***

Pour des travaux de restauration des façades extérieures, il est proposé d'allouer une subvention à hauteur de 60 992 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le versement des subventions aux organismes suivants :

Subventions d'équipement :		
N°1	*Saint Bernard*	*3 500 €*
N°2	*Saint Benoit*	*1 278 €*
N°3	*Saint Vincent de Paul*	*848 €*
N°4	*Saint Maurice*	*12 533 €*
N°5	*Saint Guillaume*	*168 102 €*
N°6	*Temple Neuf*	*60 992 €*

décide

l'imputation de la dépense de 247 253 € (subventions N°1 à N°6) sur le budget 2020 de la ville de Strasbourg, activité AT03, fonction 025, nature 20422 programme 7007 pour un montant de 247 253 € dont le disponible avant le présent Conseil, est de 641 750 €,

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions relatives à ces subventions.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

Subventions d'équipement proposées au Conseil municipal du 10 Février 2020							
	Bénéficiaire	**Subvention Ville de Strasbourg allouée : N-1 : en cas de renouvellement d'action NP : nouveau projet**	**Objet**	**Montant de la subvention sollicitée / ou coût global des travaux**	**Objet et poucentage de la subvention (selon barème des subventions aux cultes)**		**Subventions proposées au Conseil municipal du 10 février 2020**
1	**Saint Bernard**	NP	Travaux sur les cloches	5 472,78 €	Cloches	10%	548 €
			Travaux d'éclairage	3 110,40 €	Transformations pour économie d'énergie	20%	622 €
			Mise en sécurité de l'accès au presbytère	4 658,50 €	Intervention d'urgence / gros œuvre	50%	2 330 €
	Total subvention Saint Bernard						**3 500 €**
2	**Saint Benoit**	NP	Travaux de chauffage	4 259,75 €	Remplacement chauffage	30%	**1 278 €**
3	**Paroisse Saint Vincent de Paul**	NP	Changement de la porte principale	4 242,00 €	Transformations pour économie d'énergie	20%	**848 €**
4	**Saint Maurice**	NP	Travaux de toiture et de pierres	25 066,42 €	Intervention d'urgence / gros œuvre	50%	**12 533 €**
5	**Saint Guillaume**	200 000 €	Ensemble de travaux engagés en 2017 dont le versment de la subvention pour des raisons de disponibilté budgétaire est lissé sur deux exercices budgétaires : une subvention de 200 000 € en 2019 et le solde soit 168 102 € en 2020. Les travaux concernent : la restauration de tableaux et de l'orgue, le traitement de l'humidité des murs, la reprise des crépis,la mise en peinture intérieure et extérieure, la réhabilitation du clocher, la reprise des sols et de la ferronnerie et des mises en conformité (électricité, sonorisation, plomberie, paratonnerre).	368 102,00 €			**168 102 €**
6	**Temple Neuf**	278 679 €	Ensemble de travaux engagés en 2018, dont le solde de la subvention pour des raisons de disponibilté budgétaire est versé en 2020 à savoir 60 992 €.	887 000,00 €			**60 992 €**
Total subventions d'équipement sur BP 2020							**247 253 €**

9

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Projet de fusion des consistoires de Saint Thomas et du Temple Neuf - Eglise de la Confession d'Augsbourg d'Alsace et de Lorraine.

Par courrier du 18 septembre 2019, adressé au bureau des cultes du Bas-Rhin, le président du directoire de l'Eglise de la Confession d'Augsbourg d'Alsace et de Lorraine a sollicité la fusion des consistoires de Saint Thomas et du Temple Neuf.

Ce nouveau Consistoire issu de la fusion, sera composé des paroisses suivantes :
- Saint Thomas,
- Saint Nicolas,
- Saint Pierre le Vieux,
- Sainte Aurélie,
- Temple Neuf,
- Saint Guillaume,
- Saint Pierre le Jeune.

Il sera dénommé « Consistoire de Strasbourg Centre », et aura son siège au 11 rue Martin Luther, 67000 Strasbourg.

Cette réorganisation institutionnelle s'inscrit dans le cadre d'une simplification de l'organisation administrative de ces églises. Les assemblées consistoriales concernées ainsi que l'inspection ecclésiastique de Strasbourg ont approuvé ce projet.

En application de l'article L 2541-14 du Code Général des Collectivités territoriales, le Conseil municipal est obligatoirement appelé à donner son avis sur la délimitation des circonscriptions des cultes reconnus, du fait que ces circonscriptions intéressent le territoire de la commune ou une partie de ce territoire.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

autorise

le projet de fusion des consistoires de Saint Thomas et du Temple Neuf au sein de l'Eglise de la Confession d'Augsbourg d'Alsace et de Lorraine.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

10

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Signature d'une convention transactionnelle avec l'agence FREAKS Architecture dans le cadre du projet de restructuration de la mini-ferme de l'orangerie à Strasbourg.

La présente délibération vise à autoriser la conclusion de trois protocoles transactionnels dans le cadre de l'opération de restructuration de la mini-ferme de l'Orangerie à Strasbourg.

Protocole transactionnel entre la ville de Strasbourg et la société FREAKS Architectes

La ville de Strasbourg a conclu avec le groupement de maitrise d'œuvre FREAKS Architecture /MH Ingénierie/RB Economie un marché référencé n° 2013/0912, notifié le 14 août 2013, ayant pour objet la mission de maîtrise d'œuvre pour le réaménagement de la Mini-Ferme de l'Orangerie à Strasbourg.

Le montant du marché est de 115 000 € HT, répartis à hauteur de 48 864,50 € HT pour l'agence FREAKS Architecture (mandataire), de 35 237,50 € HT pour la société MH INGENIERIE, de 13 248 € HT pour la société RB ECONOMIE.

Après livraison des ouvrages, en décembre 2018, la maitrise d'œuvre a transmis à la maitrise d'ouvrage une réclamation d'un montant total de 25 000 € HT, dont 18 268 € HT pour FREAKS Architecture.

L'équipe de maitrise d'œuvre a fait valoir que le projet a connu de nombreux aléas et des interruptions qui ont bouleversé l'économie générale de son marché.

A l'été 2019, les services de la ville de Strasbourg ont rencontré l'ensemble de l'équipe de maîtrise d'œuvre en vue de clarifier la situation, de discuter du bien-fondé de la réclamation et le cas d'échéant de redéfinir ses termes.

Le projet a effectivement été interrompu pendant plus d'une année à la demande du maitre d'ouvrage. Suite à cette longue interruption d'études, et du fait de changement

des interlocuteurs au sein de l'association gestionnaire du site, des changements de programme demandés par la maitrise d'ouvrage ont obligé l'équipe de maitrise d'œuvre à reprendre ses études, pour notamment intégrer des nouvelles pratiques vétérinaires et des aspects en lien avec le bien-être animal non prévus dans le programme d'origine. Si l'enveloppe financière initiale du projet a été respectée, l'équipe de maitrise d'œuvre a effectivement dû reprendre de manière importante les études APS et APD.

Eu égard à l'application de la notion juridique «d'enrichissement sans cause» par laquelle le titulaire du marché peut prétendre à une indemnité pour les études nécessaires à l'aboutissement de la mission, donc utiles à la collectivité, la ville de Strasbourg et FREAKS Architecture ont convenu que le montant des prestations pouvant donner lieu à une rémunération s'élève à 10 268 € HT soit 12 321,60 € TTC.

Dans le souci de ne pas pénaliser FREAKS en raison du caractère dûment justifié de sa réclamation, et également pour éviter une procédure contentieuse, il est expressément convenu et accepté que le maître d'ouvrage versera à FREAKS Architecture une somme forfaitaire, non révisable et définitive de 10 268 € HT.

Il est prévu de régler ces prestations à la société dans le cadre d'un processus transactionnel régi par les articles 2044 et suivants du Code Civil.

A ce titre, elle règle définitivement, entre les parties, tout litige passé, présent et futur relatif à son objet, et emporte entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, et leur renonciation à tous droits, actions et prétentions y afférents.

Protocole transactionnel entre la ville de Strasbourg et la société MH Ingénierie

La ville de Strasbourg a conclu avec le groupement de maitrise d'œuvre FREAKS/MH Ingénierie/RB Economie un marché référencé n° 2013/0912, notifié le 14 août 2013, ayant pour objet la mission de maîtrise d'œuvre pour le réaménagement de la Mini-Ferme de l'Orangerie à Strasbourg.

Le montant du marché est de 115 000 € HT, répartis à hauteur de 48 864,50 € HT pour l'agence FREAKS (mandataire), de 35 237,50 € HT pour la société MH INGENIERIE, de 13 248 € HT pour la société RB ECONOMIE.

Après livraison des ouvrages, en décembre 2018, la maitrise d'œuvre a transmis à la maitrise d'ouvrage une réclamation d'un montant total de 25 000 € HT, dont 3 366 € HT pour MH Ingénierie.

L'équipe de maitrise d'œuvre a fait valoir que le projet a connu de nombreux aléas et des interruptions qui ont bouleversé l'économie générale de son marché.

A l'été 2019, les services de la ville de Strasbourg ont rencontré l'ensemble de l'équipe de maîtrise d'œuvre en vue de clarifier la situation, de discuter du bien-fondé de la réclamation et le cas d'échéant de redéfinir ses termes.

Le projet a effectivement été interrompu pendant plus d'une année à la demande du maitre d'ouvrage. Suite à cette longue interruption d'études, et du fait de changement des interlocuteurs au sein de l'association gestionnaire du site, des changements de programme demandés par la maitrise d'ouvrage ont obligé l'équipe de maitrise d'œuvre à reprendre ses études, pour notamment intégrer des nouvelles pratiques vétérinaires et des aspects en lien avec le bien-être animal non prévus dans le programme d'origine. Si l'enveloppe financière initiale du projet a été respectée, l'équipe de maitrise d'œuvre a effectivement dû reprendre de manière importante les études APS et APD.

Eu égard à l'application de la notion juridique «d'enrichissement sans cause» par laquelle le titulaire du marché peut prétendre à une indemnité pour les études nécessaires à l'aboutissement de la mission, donc utiles à la collectivité, la ville de Strasbourg et MH Ingénierie ont convenu que le montant des prestations pouvant donner lieu à une rémunération s'élève à 3 366 € HT soit 4 039,20 € TTC.

Dans le souci de ne pas pénaliser l'agence MH Ingénierie en raison du caractère dûment justifié de sa réclamation, et également pour éviter une procédure contentieuse, il est expressément convenu et accepté que le maître d'ouvrage versera à MH Ingénierie une somme forfaitaire, non révisable et définitive de 3 366 € HT.

Il est prévu de régler ces prestations à la société dans le cadre d'un processus transactionnel régi par les articles 2044 et suivants du Code Civil.

A ce titre, elle règle définitivement, entre les parties, tout litige passé, présent et futur relatif à son objet, et emporte entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, et leur renonciation à tous droits, actions et prétentions y afférents.

Protocole transactionnel entre la ville de Strasbourg et la société RB Economie

La ville de Strasbourg a conclu avec le groupement de maitrise d'œuvre FREAKS/MH Ingénierie/RB Economie un marché référencé n° 2013/0912, notifié le 14 août 2013, ayant pour objet la mission de maîtrise d'œuvre pour le réaménagement de la Mini-Ferme de l'Orangerie à Strasbourg.

Le montant du marché est de 115 000 € HT, répartis à hauteur de 48 864,50 € HT pour l'agence FREAKS (mandataire), de 35 237,50 € HT pour la société MH INGENIERIE, de 13 248 € HT pour la société RB ECONOMIE.

Après livraison des ouvrages, en décembre 2018, la maitrise d'œuvre a transmis à la maitrise d'ouvrage une réclamation d'un montant total de 25 000 € HT, dont 3 366 € HT pour RB Economie.

L'équipe de maitrise d'œuvre a fait valoir que le projet a connu de nombreux aléas et des interruptions qui ont bouleversé l'économie générale de son marché.

A l'été 2019, les services de la ville de Strasbourg ont rencontré l'ensemble de l'équipe de maîtrise d'œuvre en vue de clarifier la situation, de discuter du bien-fondé de la réclamation et le cas d'échéant de redéfinir ses termes.

Le projet a effectivement été interrompu pendant plus d'une année à la demande du maitre d'ouvrage. Suite à cette longue interruption d'études, et du fait de changement des interlocuteurs au sein de l'association gestionnaire du site, des changements de programme demandés par la maitrise d'ouvrage ont obligé l'équipe de maitrise d'œuvre à reprendre ses études, pour notamment intégrer des nouvelles pratiques vétérinaires et des aspects en lien avec le bien-être animal non prévus dans le programme d'origine. Si l'enveloppe financière initiale du projet a été respectée, l'équipe de maitrise d'œuvre a effectivement dû reprendre de manière importante les études APS et APD.

Eu égard à l'application de la notion juridique «d'enrichissement sans cause» par laquelle le titulaire du marché peut prétendre à une indemnité pour les études nécessaires à l'aboutissement de la mission, donc utiles à la collectivité, la ville de Strasbourg et RB ECONOMIE ont convenu que le montant des prestations pouvant donner lieu à une rémunération s'élève à 3 366 € HT soit 4 039,20 € TTC.

Dans le souci de ne pas pénaliser l'agence MH Ingénierie en raison du caractère dûment justifié de sa réclamation, et également pour éviter une procédure contentieuse, il est expressément convenu et accepté que le maître d'ouvrage versera à RB ECONOMIE une somme forfaitaire, non révisable et définitive de 3 366 € HT.

Il est prévu de régler ces prestations à la société dans le cadre d'un processus transactionnel régi par les articles 2044 et suivants du Code Civil.

A ce titre, elle règle définitivement, entre les parties, tout litige passé, présent et futur relatif à son objet, et emporte entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, et leur renonciation à tous droits, actions et prétentions y afférents.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *le principe de règlement amiable du différend entre la ville de Strasbourg et l'entreprise FREAKS Architecture au moyen d'une convention transactionnelle portant règlement des prestations réalisées et utiles à la collectivité ;*

- *la conclusion d'une convention transactionnelle entre la ville de Strasbourg et l'entreprise FREAKS Architecture selon le projet joint en annexe de la présente délibération, dont les stipulations essentielles portent sur l'engagement de la ville de*

Strasbourg à verser à l'entreprise FREAKS Architecture une indemnité de 10 268 € HT soit 12 321,60 € TTC ;

- *le principe de règlement amiable du différend entre la ville de Strasbourg et l'entreprise MH Ingénierie au moyen d'une convention transactionnelle portant règlement des prestations réalisées et utiles à la collectivité ;*

- *la conclusion d'une convention transactionnelle entre la ville de Strasbourg et l'entreprise MH Ingénierie, selon le projet joint en annexe de la présente délibération, dont les stipulations essentielles portent sur l'engagement de la ville de Strasbourg à verser à l'entreprise MH Ingénierie une indemnité de 3366 € HT soit 4 039,20 € TTC;*

- *le principe de règlement amiable du différend entre la ville de Strasbourg et l'entreprise RB Economie au moyen d'une convention transactionnelle portant règlement des prestations réalisées et utiles à la collectivité ;*

- *la conclusion d'une convention transactionnelle entre la ville de Strasbourg et l'entreprise RB Economie, selon le projet joint en annexe de la présente délibération, dont les stipulations essentielles portent sur l'engagement de la ville de Strasbourg à verser à l'entreprise RB Economie une indemnité de 3366 € HT soit 4 039,20 € TTC ;*

- *l'engagement des parties à renoncer à tout recours l'une envers l'autre, à toute instance et/ou action portant sur les faits entrant dans le champ de la transaction objet de la présente délibération et tendant à obtenir une somme d'argent supplémentaire, sous réserve du respect de l'article L 2131-10 du Code Général des Collectivités Territoriales. Ainsi, la ville de Strasbourg n'entend pas renoncer à exercer notamment les garanties contractuelles et post-contractuelles se rattachant à la qualité de constructeur. Les entreprises renoncent au surplus de leurs réclamations ;*

décide

d'imputer les dépenses relatives à ces transactions sur les crédits prévus au budget sur le Programme 947;

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e :
- *à signer une convention transactionnelle entre la ville de Strasbourg et l'entreprise FREAKS Architecture ;*
- *à signer une convention transactionnelle entre la ville de Strasbourg et l'entreprise MH Ingénierie ;*
- *à signer une convention transactionnelle entre la ville de Strasbourg et l'entreprise RB Economie ;*
- *à mettre en paiement par mandatement administratif pour solde de tout compte les sommes mentionnées ci-dessus.*

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

PROJET Convention transactionnelle

Entre :

- La VILLE DE STRASBOURG, sise 1, parc de l'Etoile, 67076 STRASBOURG CEDEX, représentée par son Maire, Monsieur Roland RIES, agissant en exécution d'une délibération du Conseil Municipal du 22 février 2016, rendue exécutoire en vertu de sa transmission au contrôle de légalité.

Ci-après dénommée « VILLE DE STRASBOURG », d'une part,

Et :

- La société FREAKS Freearchitects, sise 25 rue des Cascades - 75020 PARIS, représentée par Monsieur Cyril GAUTHIER, et pour transiger au nom et pour son compte dans le cadre de la présente convention.

Ci-après dénommée « FREAKS», d'autre part,

Vu le Code Civil (art. 2044 et suivants),

Vu l'Avis du Conseil d'Etat du 06/12/2002, Syndicat Intercommunal des Etablissements du Second Degré du District d'Hay-Les-Roses (n° 249153) qui dispose que « *le contrat de transaction, par lequel les parties terminent une contestation née ou préviennent une contestation à naître, a entre ces parties l'autorité de la chose jugée en dernier ressort. Il est exécutoire de plein droit, sans qu'y fasse obstacle, notamment, les règles de la comptabilité publique* ».

Exposé des faits faisant l'objet de la transaction

La Ville de Strasbourg a conclu avec le groupement de maitrise d'œuvre FREAKS/MH Ingénierie/RB Economie un marché référencé n° 2013/0912, notifié le 14 août 2013, ayant pour objet la mission de maîtrise d'œuvre pour le réaménagement de la Mini-Ferme de l'Orangerie à Strasbourg.

Le montant du marché est de 115 000 € HT, répartis à hauteur de 48 864,50 € HT pour l'agence FREAKS (mandataire), de 35 237,50 € HT pour la société MH INGENIERIE, de 13 248,00 € HT pour la société RB ECONOMIE.

Après livraison des ouvrages, en décembre 2018, la maitrise d'œuvre a transmis à la maitrise d'ouvrage une réclamation d'un montant total de 25 000 € HT, dont 18 268,00 €HT pour FREAKS.

L'équipe de maitrise d'œuvre a fait valoir que le projet a connu de nombreux aléas et des interruptions qui ont bouleversé l'économie générale de son marché.

A l'été 2019, les services de la Ville de Strasbourg ont rencontré l'ensemble de l'équipe de maîtrise d'œuvre en vue de clarifier la situation, de discuter du bien-fondé de la réclamation et le cas d'échéant de redéfinir ses termes.

Le projet a effectivement été interrompu pendant plus d'une année à la demande du maitre d'ouvrage. Suite à cette longue interruption d'études, et du fait de changement des interlocuteurs au sein de l'association gestionnaire du site, des changements de programme demandés par la maitrise d'ouvrage ont obligé l'équipe de maitrise d'œuvre à reprendre ses études, pour notamment intégrer des nouvelles pratiques vétérinaires et des aspects en lien avec le bien-être animal non prévus dans le programme d'origine. Si l'enveloppe financière initiale du projet a été respectée, l'équipe de maitrise d'œuvre a effectivement dû reprendre de manière importante les études APS et APD.

Eu égard à l'application de la notion juridique «d'enrichissement sans cause» par laquelle le titulaire du marché peut prétendre à une indemnité pour les études nécessaires à l'aboutissement de la mission, donc utiles à la collectivité, la VILLE DE STRASBOURG et FREAKS ont convenu que le montant des prestations pouvant donner lieu à une rémunération s'élève à 10 268,00 € HT soit 12 321,60 € TTC.

Dans le souci de ne pas pénaliser FREAKS en raison du caractère dûment justifié de sa réclamation, et également pour éviter une procédure contentieuse, il est expressément convenu et accepté que le maître d'ouvrage versera à FREAKS une somme forfaitaire, non révisable et définitive de 10 268,00 € HT.

Il est prévu de régler ces prestations à la société dans le cadre d'un processus transactionnel régi par les articles 2044 et suivants du Code Civil.

***

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er - Objet de la présente convention :

La présente convention a pour objet de prévenir un différend entre les parties et de déterminer les modalités du droit au règlement financier de la société FREAKS suite aux prestations effectuées et utiles à la Collectivité.

Article 2 - Montant de l'indemnité à verser par La VILLE DE STRASBOURG à la société FREAKS et concessions réciproques :

La VILLE DE STRASBOURG s'engage à verser à la société FREAKS, sur le fondement de l'enrichissement sans cause, la somme de 10 268,00 € HT soit 12 321,60 € TTC, au titre des prestations réalisées et utiles à la Collectivité.

La société FREAKS renonce au surplus de sa réclamation soit la somme de 8000,00 € HT.

Article 3 - Modalités de paiement de l'indemnité :

Le paiement de l'indemnité définie à l'article 2 de la présente convention se fera selon les règles de la comptabilité publique, par mandatement administratif dans un délai de 30 (trente) jours maximum à compter de sa transmission au contrôle de la légalité, en application de l'article L.441-6 du Code du Commerce.

Le paiement se fera, par tous moyens, sur le compte bancaire de la société FREAKS Architecture :
xxxxxxxxxxxxxxxxxx

Article 4 - Engagement de non recours :

La VILLE DE STRASBOURG et la société FREAKS renoncent à tout recours, instance, et/ou action portant sur les faits dans le champ de la présente transaction, et tendant à obtenir, à quelque titre que ce soit, le versement d'une somme d'argent.

La VILLE DE STRASBOURG renonce à toute action entrant strictement dans le champ de la présente transaction, sous réserve du respect de l'article L.2131-10 du CGCT.

Ainsi, La VILLE DE STRASBOURG n'entend pas renoncer à exercer notamment les garanties contractuelles et post-contractuelles se rattachant notamment à la qualité de constructeur.

Article 5 - Portée et entrée en vigueur de la présente convention :

La présente convention vaut transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code Civil, avec toutes les conséquences que de droit.

A ce titre, elle règle définitivement, entre les parties, tout litige passé, présent et futur relatif à son objet, tel que défini au préambule ci-dessus, et emporte, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, et leur renonciation à tous droits, actions et prétentions y afférents.

La présente convention ne sera exécutoire qu'à compter de sa transmission au Préfet au titre du contrôle de légalité conformément aux articles L.2131-1 à L.2131-13, L.2541-1 et L.5211-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 6 - Compétence d'attribution :

Tout litige relatif à l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait en deux exemplaires originaux.

Paris, le	Strasbourg, le
Pour FREAKS,	Pour la VILLE DE STRASBOURG,
Le Co-gérant, Cyril GAUTHIER	Le Maire, Roland RIES

<u>TRANSMIS AU CONTRÔLE DE LEGALITE LE :</u>

Annexes :

- Délibération de la Commission permanente de la Ville de Strasbourg autorisant la signature de la présente convention

PROJET Convention transactionnelle

Entre :

- La VILLE DE STRASBOURG, sise 1, parc de l'Etoile, 67076 STRASBOURG CEDEX, représentée par son Maire, Monsieur Roland RIES, agissant en exécution d'une délibération du Conseil Municipal du 22 février 2016, rendue exécutoire en vertu de sa transmission au contrôle de légalité.

Ci-après dénommée « VILLE DE STRASBOURG », d'une part,

Et :

La société MH Ingénierie, sise 10 Place Kléber – 67000 - STRASBOURG

- , représentée par Monsieur Marc Hubert, et pour transiger au nom et pour son compte dans le cadre de la présente convention.

Ci-après dénommée « MH Ingénierie», d'autre part,

Vu le Code Civil (art. 2044 et suivants),

Vu l'Avis du Conseil d'Etat du 06/12/2002, Syndicat Intercommunal des Etablissements du Second Degré du District d'Hay-Les-Roses (n° 249153) qui dispose que « *le contrat de transaction, par lequel les parties terminent une contestation née ou préviennent une contestation à naître, a entre ces parties l'autorité de la chose jugée en dernier ressort. Il est exécutoire de plein droit, sans qu'y fasse obstacle, notamment, les règles de la comptabilité publique* ».

Exposé des faits faisant l'objet de la transaction

La Ville de Strasbourg a conclu avec le groupement de maitrise d'œuvre FREAKS/MH Ingénierie/RB Economie un marché référencé n° 2013/0912, notifié le 14 août 2013, ayant pour objet la mission de maîtrise d'œuvre pour le réaménagement de la Mini-Ferme de l'Orangerie à Strasbourg.

Le montant du marché est de 115 000 € HT, répartis à hauteur de 48 864,50 € HT pour l'agence FREAKS (mandataire), de 35 237,50 € HT pour la société MH INGENIERIE, de 13 248,00 € HT pour la société RB ECONOMIE.

Après livraison des ouvrages, en décembre 2018, la maitrise d'œuvre a transmis à la maitrise d'ouvrage une réclamation d'un montant total de 25 000 € HT, dont 3366,00 €HT pour MH Ingénierie.

L'équipe de maitrise d'œuvre a fait valoir que le projet a connu de nombreux aléas et des interruptions qui ont bouleversé l'économie générale de son marché.

A l'été 2019, les services de la Ville de Strasbourg ont rencontré l'ensemble de l'équipe de maîtrise d'œuvre en vue de clarifier la situation, de discuter du bien-fondé de la réclamation et le cas d'échéant de redéfinir ses termes.

Le projet a effectivement été interrompu pendant plus d'une année à la demande du maitre d'ouvrage. Suite à cette longue interruption d'études, et du fait de changement des interlocuteurs au sein de l'association gestionnaire du site, des changements de programme demandés par la maitrise d'ouvrage ont obligé l'équipe de maitrise d'œuvre à reprendre ses études, pour notamment intégrer des nouvelles pratiques vétérinaires et des aspects en lien avec le bien-être animal non prévus dans le programme d'origine. Si l'enveloppe financière initiale du projet a été respectée, l'équipe de maitrise d'œuvre a effectivement dû reprendre de manière importante les études APS et APD.

Eu égard à l'application de la notion juridique «d'enrichissement sans cause» par laquelle le titulaire du marché peut prétendre à une indemnité pour les études nécessaires à l'aboutissement de la mission, donc utiles à la collectivité, la VILLE DE STRASBOURG et MH Ingénierie ont convenu que le montant des prestations pouvant donner lieu à une rémunération s'élève à 3366,00 € HT soit 4 039,20 € TTC.

Dans le souci de ne pas pénaliser l'agence MH Ingénierie en raison du caractère dûment justifié de sa réclamation, et également pour éviter une procédure contentieuse, il est expressément convenu et accepté que le maître d'ouvrage versera à MH Ingénierie une somme forfaitaire, non révisable et définitive de 3366,00 € HT.

Il est prévu de régler ces prestations à la société dans le cadre d'un processus transactionnel régi par les articles 2044 et suivants du Code Civil.

***

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er - Objet de la présente convention :

La présente convention a pour objet de prévenir un différend entre les parties et de déterminer les modalités du droit au règlement financier de la société MH Ingénierie suite aux prestations effectuées et utiles à la Collectivité.

Article 2 - Montant de l'indemnité à verser par La VILLE DE STRASBOURG à la société MH Ingénierie :

La VILLE DE STRASBOURG s'engage à verser à la société MH INGENIERIE, sur le fondement de l'enrichissement sans cause, la somme de 3 366,00 € HT soit 4039,20 € TTC, au titre des prestations réalisées et utiles à la Collectivité.

Article 3 - Modalités de paiement de l'indemnité :

Le paiement de l'indemnité définie à l'article 2 de la présente convention se fera selon les règles de la comptabilité publique, par mandatement administratif dans un délai de 30 (trente) jours maximum à compter de sa transmission au contrôle de la légalité, en application de l'article L.441-6 du Code du Commerce.

Le paiement se fera, par tous moyens, sur le compte bancaire de la société MH Ingénierie :
xxxxxxxxx

Article 4 - Engagement de non recours :

La VILLE DE STRASBOURG et la société MH Ingénierie ainsi que ses cotraitants renoncent à tout recours, instance, et/ou action portant sur les faits dans le champ de la présente transaction, et tendant à obtenir, à quelque titre que ce soit, le versement d'une somme d'argent.

La VILLE DE STRASBOURG renonce à toute action entrant strictement dans le champ de la présente transaction, sous réserve du respect de l'article L.2131-10 du CGCT.

Ainsi, La VILLE DE STRASBOURG n'entend pas renoncer à exercer notamment les garanties contractuelles et post-contractuelles se rattachant notamment à la qualité de constructeur.

Article 5 - Portée et entrée en vigueur de la présente convention :

La présente convention vaut transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code Civil, avec toutes les conséquences que de droit.

A ce titre, elle règle définitivement, entre les parties, tout litige passé, présent et futur relatif à son objet, tel que défini au préambule ci-dessus, et emporte, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, et leur renonciation à tous droits, actions et prétentions y afférents.

La présente convention ne sera exécutoire qu'à compter de sa transmission au Préfet au titre du contrôle de légalité conformément aux articles L.2131-1 à L.2131-13, L.2541-1 et L.5211-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 6 - Compétence d'attribution :

Tout litige relatif à l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait en deux exemplaires originaux.

Paris, le

Pour la Société MH Ingénierie,

Le gérant,
Marc HUBERT

Strasbourg, le

Pour la VILLE DE STRASBOURG,

Le Maire,
Roland RIES

TRANSMIS AU CONTRÔLE DE LEGALITE LE :

Annexes :

- Délibération de la Commission permanente de la Ville de Strasbourg autorisant la signature de la présente convention

PROJET Convention transactionnelle

Entre :

- La VILLE DE STRASBOURG, sise 1, parc de l'Etoile, 67076 STRASBOURG CEDEX, représentée par son Maire, Monsieur Roland RIES, agissant en exécution d'une délibération du Conseil Municipal du 22 février 2016, rendue exécutoire en vertu de sa transmission au contrôle de légalité.

Ci-après dénommée « VILLE DE STRASBOURG », d'une part,

Et :

La société RB Economie, sise 7 rue de Colmar – 67300 - SCHILTIGHEIM, représentée par M. René BREITFELDER, et pour transiger au nom et pour son compte dans le cadre de la présente convention.

Ci-après dénommée « RB Economie», d'autre part,

Vu le Code Civil (art. 2044 et suivants),

Vu l'Avis du Conseil d'Etat du 06/12/2002, Syndicat Intercommunal des Etablissements du Second Degré du District d'Hay-Les-Roses (n° 249153) qui dispose que « *le contrat de transaction, par lequel les parties terminent une contestation née ou préviennent une contestation à naître, a entre ces parties l'autorité de la chose jugée en dernier ressort. Il est exécutoire de plein droit, sans qu'y fasse obstacle, notamment, les règles de la comptabilité publique* ».

Exposé des faits faisant l'objet de la transaction

La Ville de Strasbourg a conclu avec le groupement de maitrise d'œuvre FREAKS/MH Ingénierie/RB Economie un marché référencé n° 2013/0912, notifié le 14 août 2013, ayant pour objet la mission de maîtrise d'œuvre pour le réaménagement de la Mini-Ferme de l'Orangerie à Strasbourg.

Le montant du marché est de 115 000 € HT, répartis à hauteur de 48 864,50 € HT pour l'agence FREAKS (mandataire), de 35 237,50 € HT pour la société MH INGENIERIE, de 13 248,00 € HT pour la société RB ECONOMIE.

Après livraison des ouvrages, en décembre 2018, la maitrise d'œuvre a transmis à la maitrise d'ouvrage une réclamation d'un montant total de 25 000 € HT, dont 3366,00 €HT pour RB Economie.

L'équipe de maitrise d'œuvre a fait valoir que le projet a connu de nombreux aléas et des interruptions qui ont bouleversé l'économie générale de son marché.

A l'été 2019, les services de la Ville de Strasbourg ont rencontré l'ensemble de l'équipe de maîtrise d'œuvre en vue de clarifier la situation, de discuter du bien-fondé de la réclamation et le cas d'échéant de redéfinir ses termes.

Le projet a effectivement été interrompu pendant plus d'une année à la demande du maitre d'ouvrage. Suite à cette longue interruption d'études, et du fait de changement des interlocuteurs au sein de l'association gestionnaire du site, des changements de programme demandés par la maitrise d'ouvrage ont obligé l'équipe de maitrise d'œuvre à reprendre ses études, pour notamment intégrer des nouvelles pratiques vétérinaires et des aspects en lien avec le bien-être animal non prévus dans le programme d'origine. Si l'enveloppe financière initiale du projet a été respectée, l'équipe de maitrise d'œuvre a effectivement dû reprendre de manière importante les études APS et APD.

Eu égard à l'application de la notion juridique «d'enrichissement sans cause» par laquelle le titulaire du marché peut prétendre à une indemnité pour les études nécessaires à l'aboutissement de la mission, donc utiles à la collectivité, la VILLE DE STRASBOURG et RB ECONOMIE ont convenu que le montant des prestations pouvant donner lieu à une rémunération s'élève à 3366,00 € HT soit 4 039,20 € TTC.

Dans le souci de ne pas pénaliser l'agence MH Ingénierie en raison du caractère dûment justifié de sa réclamation, et également pour éviter une procédure contentieuse, il est expressément convenu et accepté que le maître d'ouvrage versera à RB ECONOMIE une somme forfaitaire, non révisable et définitive de 3366,00 € HT.

Il est prévu de régler ces prestations à la société dans le cadre d'un processus transactionnel régi par les articles 2044 et suivants du Code Civil.

***

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er - Objet de la présente convention :

La présente convention a pour objet de prévenir un différend entre les parties et de déterminer les modalités du droit au règlement financier de la société RB ECONOMIE suite aux prestations effectuées et utiles à la Collectivité.

Article 2 - Montant de l'indemnité à verser par La VILLE DE STRASBOURG à la RB ECONOMIE :

La VILLE DE STRASBOURG s'engage à verser à la société RB ECONOMIE, sur le fondement de l'enrichissement sans cause, la somme de 3 366,00 € HT soit 4039,20 € TTC, au titre des prestations réalisées et utiles à la Collectivité.

Article 3 - Modalités de paiement de l'indemnité :

Le paiement de l'indemnité définie à l'article 2 de la présente convention se fera selon les règles de la comptabilité publique, par mandatement administratif dans un délai de 30 (trente) jours maximum à compter de sa transmission au contrôle de la légalité, en application de l'article L.441-6 du Code du Commerce.

Le paiement se fera, par tous moyens, sur le compte bancaire de la société RB ECONOMIE : xxxxxxxxxxxxxxx

Article 4 - Engagement de non recours :

La VILLE DE STRASBOURG et la société RB ECONOMIE renoncent à tout recours, instance, et/ou action portant sur les faits dans le champ de la présente transaction, et tendant à obtenir, à quelque titre que ce soit, le versement d'une somme d'argent.

La VILLE DE STRASBOURG renonce à toute action entrant strictement dans le champ de la présente transaction, sous réserve du respect de l'article L.2131-10 du CGCT.

Ainsi, La VILLE DE STRASBOURG n'entend pas renoncer à exercer notamment les garanties contractuelles et post-contractuelles se rattachant notamment à la qualité de constructeur.

Article 5 - Portée et entrée en vigueur de la présente convention :

La présente convention vaut transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code Civil, avec toutes les conséquences que de droit.

A ce titre, elle règle définitivement, entre les parties, tout litige passé, présent et futur relatif à son objet, tel que défini au préambule ci-dessus, et emporte, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, et leur renonciation à tous droits, actions et prétentions y afférents.

La présente convention ne sera exécutoire qu'à compter de sa transmission au Préfet au titre du contrôle de légalité conformément aux articles L.2131-1 à L.2131-13, L.2541-1 et L.5211-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 6 - Compétence d'attribution :

Tout litige relatif à l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait en deux exemplaires originaux.

Paris, le

Pour la Société RB Economie,

Le gérant,
René BREITFELDER

Strasbourg, le

Pour la VILLE DE STRASBOURG,

Le Maire,
Roland RIES

TRANSMIS AU CONTRÔLE DE LEGALITE LE :

Annexes :

- Délibération de la Commission permanente de la Ville de Strasbourg autorisant la signature de la présente convention

11

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Attribution d'une subvention à l'association Emmaüs Connect.

Contexte et enjeux

L'inclusion numérique est un enjeu sociétal majeur et conditionne l'accès aux droits et l'insertion professionnelle. La ville de Strasbourg souhaite contribuer à la structuration d'un réseau local d'acteurs en vue d'accompagner les publics les plus fragiles dans l'acquisition de compétences numériques de base. Cette démarche engagée en faveur de l'inclusion numérique est complémentaire du déploiement de services numériques par la collectivité, et notamment du portail Mon Strasbourg.

L'association Emmaüs Connect, implantée à Strasbourg depuis début 2019, participe de cette dynamique et souhaite poursuivre le développement local de ses activités.

Bilan et perspectives des actions menées par Emmaüs Connect

L'association Emmaüs Connect agit pour que le numérique profite à ceux qui en ont le plus besoin. Elle assure notamment les services suivants :
- vente solidaire de matériel et de recharge pour téléphones mobiles ;
- aide et conseil sur les offres numériques ;
- médiation avec les opérateurs de téléphonie ;
- formation sur les compétences numériques de base et services essentiels.

En 2019, elle a accompagné plus de 500 bénéficiaires, et notamment des demandeurs d'emploi dans le cadre d'un partenariat avec Pôle Emploi. Plus de 200 travailleurs sociaux ont également été sensibilisés aux enjeux de l'inclusion numérique et peuvent ainsi orienter les publics qu'ils reçoivent vers le point d'accueil Emmaüs Connect. Pour réaliser l'ensemble de ces actions, l'association s'appuie sur 3 salariés, 2 volontaires en service civique, 1 stagiaire et 40 bénévoles. L'association a bénéficié d'une aide de la ville de Strasbourg de 10 000 € en 2019.

Pour l'année 2020, l'association souhaite développer ses activités autour de 4 axes :
- développer et diversifier l'accompagnement aux usages dans le point d'accueil de Strasbourg pour porter le nombre de bénéficiaires à 1 000 personnes ;

- toucher un plus grand nombre de personnes en situation d'exclusion numérique, avec une présence renforcée dans les quartiers de la Ville ;
- améliorer l'offre en équipement de smartphones à prix solidaire ;
- développer, outiller et responsabiliser le réseau de bénévoles et l'ouvrir à de nouvelles missions.

Attribution d'une subvention à l'association

Le budget prévisionnel de l'association pour le projet développé à Strasbourg s'élève à 235 192 € pour l'année 2020.

Dans la mesure où les actions d'Emmaüs Connect contribuent à l'intérêt général et aux priorités de la ville de Strasbourg en matière d'inclusion numérique, notamment en direction des publics les plus fragiles, il est proposé d'attribuer à l'association une subvention de 10 000 euros pour l'exercice 2020.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

d'attribuer à l'association Emmaüs Connect une subvention de 10 000 € ;

décide

d'imputer la dépense en résultant sur la ligne budgétaire DU06A 90 6574 65 pour le montant proposé de 10 000 € sous réserve du vote du Budget Primitif 2020,

autorise

à signer la convention financière entre la ville de Strasbourg et Emmaüs Connect.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

Attribution de subvention

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
Association Emmaüs Connect	Subvention de fonctionnement	20 000 €	10 000 €	10 000 €

CONVENTION FINANCIERE
exercice 2020

Entre :

- la ville de Strasbourg, représentée par Monsieur Roland RIES, Maire de Strasbourg,

et

- l'association « EMMAUS CONNECT », ci-après dénommée l'association,

inscrite au registre du Tribunal d'instance de Paris sous le numéro 792 272 916 et dont le siège est situé au 69-71 rue Archereau – 75019 Paris, représentée par son Président en exercice, Monsieur Guillaume-Alexandre COLLIN, et par son Directeur en exercice, Monsieur Jean DEYDIER.

Vu,
- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil municipal du 10 février 2020,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1er : Objet de la convention

Convaincue que le numérique offre une opportunité unique de démultiplier les capacités d'insertion des personnes en situation de précarité, l'association EMMAUS CONNECT agit pour que le numérique profite à ceux qui en ont le plus besoin : implanté depuis janvier 2019 à Strasbourg, l'association a accompagné plus de 500 bénéficiaires.

Convaincue que l'inclusion numérique est un enjeu sociétal majeur, la Ville de Strasbourg souhaite soutenir financièrement les activités que l'association s'engage à réaliser localement :

- L'accompagnement des publics en difficulté numérique, grâce à l'organisation d'ateliers et la vente de matériel, notamment des recharges de téléphonie mobile à des tarifs solidaires ;
- La sensibilisation et la formation de professionnels et de bénévoles ;
- La participation réseau d'inclusion numérique local et à la mise en œuvre de son plan d'actions.

Article 2 : Budget prévisionnel

Le budget nécessaire à la réalisation des actions retenues s'élève à 235 192 €. Le cas échéant, l'association s'engage à informer immédiatement la collectivité, par lettre recommandée avec accusé de réception, des modifications apportées au budget prévisionnel présenté par l'association à l'appui de sa demande de subvention, et des solutions de remplacement proposées pour assurer la viabilité financière du projet.

Le non respect de cet engagement est susceptible d'entraîner les sanctions prévues à l'article 5 de la présente convention.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande Île inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988
Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France
Téléphone : +33 (0)3 68 98 50 00
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

Article 3 : Versement de la subvention

Pour 2020, l'aide de la ville de Strasbourg à la réalisation des actions retenues s'élève au total à la somme de 10 000 €.

La subvention sera créditée en 1 versement à la signature de la convention financière.

sur le compte bancaire suivant :
Code banque : **30066**
Code guichet : **10671**
N° de compte : **00020204401**
Clé RIB : **13**
IBAN : **FR7630066106710002020440 13**
BIC : **CMCIFRPP**

au nom de EMMAUS CONNECT auprès de la banque CIC PARIS LOUIS BLANC 230 RUE DU FAUBOURG SAINT MARTIN 75010 PARIS

Article 4 : Engagements de l'association

En signant la présente convention, l'association s'engage à :

- ✓ Utiliser les fonds octroyés conformément à son objet associatif ;
- ✓ Transmettre à la ville de Strasbourg un compte rendu d'exécution (d'activité et financier) dans les quatre mois suivants la fin de l'opération ;
- ✓ Ne pas solliciter de subvention de fonctionnement destinée à couvrir l'amortissement de biens acquis par des subventions publiques ;
- ✓ Fournir à la ville de Strasbourg, avant le 1er mai de l'année suivant l'exercice de la présente subvention (ou, lorsque l'exercice comptable est clos en cours d'année civile, dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice), le rapport annuel approuvé en assemblée générale, comprenant notamment un bilan, un compte de résultat et l'annexe conformes au plan comptable associatif[1], certifiés conformes par le-la Président-e ou, le cas échéant, par le-la commissaire aux comptes[2] (en ce cas, joindre également le rapport du-de la commissaire aux comptes) ; un modèle simplifié de présentation des comptes conforme au plan comptable est disponible sous l'adresse internet : https://www.strasbourg.eu/associations ;
- ✓ Le cas échéant, informer la collectivité du nom du-de la commissaire aux comptes dans les trois mois suivant sa désignation ;
- ✓ De manière générale, faciliter le contrôle par les services de la collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables ;
- ✓ Informer la ville de Strasbourg sous un mois à compter de la survenance de tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et lui transmettre ses statuts actualisés ;
- ✓ Faire état du soutien de la collectivité dans sa communication.

[1] règlement du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des associations et fondations.

[2] la nomination d'un-e commissaire aux comptes est obligatoire pour les associations ayant perçu des subventions publiques dont le montant total, toutes subventions confondues, est supérieur à 153 000 €.

Article 5 : Non-respect des engagements de l'association

Le non respect total ou partiel par l'association de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner :
- ✓ l'interruption de l'aide financière de la Ville,
- ✓ la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
- ✓ la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'association.

En cas de survenance d'événements mettant en péril la poursuite de l'activité de l'association, / et en cas de non-réalisation ou de report du projet subventionné (si la subvention est affectée au financement d'une opération spécifique)/, la collectivité se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 6 : Durée

La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire 2020. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la Ville d'un exemplaire signé par le-la Président-e.

Pour être susceptible de bénéficier à nouveau d'une subvention, l'association devra adresser une demande en bonne et due forme au Maire de Strasbourg.

Article 7 : Exécution

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des finances de Strasbourg et de l'Eurométropole – CS 71022 – 67076 Strasbourg cedex.

Fait à Strasbourg, le

Pour la ville de Strasbourg	**Pour l'association**
Le Maire	Le Directeur
Roland RIES	Jean DEYDIER

12

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Plan Climat de la Ville de Strasbourg.

Contexte

La Ville de Strasbourg a adopté dès 2009 un 1er plan climat énergie territorial volontaire en se fixant des objectifs à l'horizon 2020 anticipant l'obligation instituée par la loi relative au Grenelle de l'Environnement (loi Grenelle 2, 12 juillet 2010) d'établir pour les collectivités de plus de 50 000 habitants un Plan Climat Energie Territorial. La loi sur la transition énergétique pour la croissance verte (loi TECV du 17 août 2015) a apporté une modification réglementaire en fléchant l'adoption obligatoire d'un Plan Climat Air Energie Territorial pour l'ensemble des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale de plus de 20 000 habitants.

Indépendamment de cette évolution, par la délibération du 27 février 2017, la ville a renouvelé son engagement à la transition énergétique et écologique du territoire en initiant la révision de sa stratégie adossée à un engagement dans la démarche de labellisation Cit'ergie. Menée avec le soutien de l'ADEME, celle-ci permet de placer la collectivité dans un processus d'amélioration continue, où l'évaluation initiale est effectuée par un audit indépendant et où les progrès sont suivis annuellement.

Le Plan Climat proposé est une vision à 360° afin de garantir une intégration des **enjeux climat et biodiversité** dans l'ensemble des politiques sectorielles pour une cohérence de l'action publique. Il décline des objectifs à l'échelle du patrimoine et des services, des compétences et des politiques publiques de la collectivité et à l'échelle du territoire et de ses acteurs afin d'en réduire globalement l'empreinte écologique. En cohérence avec les objectifs fixés dans le Plan Climat 2030 de l'Eurométropole de Strasbourg (PCAET adopté le 18 décembre 2019), la Ville adopte son propre cadre d'engagement en déclinant l'Accord de Paris. Il vise à placer Strasbourg sur la voie de la **neutralité carbone** pour 2050 et de **l'adapter aux changements climatiques.**

Diagnostic et enjeux

La Ville de Strasbourg s'était fixé dans le cadre du 1er Plan Climat **un triple objectif à l'horizon 2020** relatif à la baisse des émissions de gaz à effet de serre, à la réduction de la consommation énergétique et à l'augmentation de la part des énergies renouvelables. Lors du sommet mondial du climat à Paris (COP21), la Ville s'était fixé un objectif à plus long terme : diminuer ses émissions de gaz à effet de serre de 75 % d'ici 2050.

Le bilan chiffré réalisé par ATMO Grand Est dans le cadre de l'Observatoire Climat-Air-Energie permet de suivre l'évolution des indicateurs retenus. Ce bilan prend en compte les activités de tous les secteurs (industries, commerces, artisans, transport, résidentiel, tertiaire, activités agricoles, etc.) situées sur la commune de Strasbourg.
Concernant les 3 objectifs fixés à l'horizon 2020 :

- **consommation énergétique finale** : répartie entre 4 secteurs principaux (tertiaire, résidentiel, transport routier et industrie), elle affiche une baisse de **3%** entre 1990 et 2017 (pour un objectif fixé à -30%). Après une baisse régulière entre 2005 et 2014, un rebond est observé depuis, tendance confirmée en intégrant la prise en compte des variations climatiques. Le secteur industriel contribue à hauteur de 41% de la hausse observée entre 2012 et 2017 (+3,6%) suivi par le secteur du transport +4%. Les secteurs résidentiel et tertiaire affichent quant à eux une baisse encourageante de 4% ;
- **émissions de gaz à effet de serre** (GES) : elles ont **baissé de 20%** entre 1990 et 2017 (pour un objectif de -30%). Les émissions de gaz à effet de serre étant liées à 90% à l'usage de l'énergie, le rebond observé pour la consommation énergétique à partir de 2015 l'est également sur les émissions de GES.
- **énergies renouvelables** (EnR) : la couverture en EnR s'élève à **20,3%** en 2017 (intégrant l'ensemble de la production d'énergie liée à l'hydraulique renouvelable représentant 90% de la production d'EnR), atteignant le 1er seuil de l'objectif (fixé entre 20 et 30%).

Thème	Objectifs fixés pour 2020	Situation 2017 *
Consommation d'énergie finale (réf 1990)	-30%	-3%
Emissions de gaz à effet de serre (réf 1990)	-30%	-20%
Couverture en énergies renouvelables	20 à 30%	20%

** les chiffres 2017 V2019 de l'Observatoire Air Energie Climat Grand Est sont les derniers disponibles au moment de la rédaction de cette délibération – Emissions de GES estimées selon le format de rapportage SECTEN.*

Les enjeux de qualité de l'air, non ciblés au sein du 1er plan Climat mais pris en compte depuis les vingt dernières années dans le cadre d'une stratégie portée par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg en lien avec le programme « Strasbourg Ville et Métropole respirables », le plan de protection de l'Atmosphère et la feuille route Air, font partie intégrante de cette stratégie Climat-Air-Energie :

- **Air** : une baisse notable des émissions NO_x, PM_{10} et $PM_{2,5}$ est observée sur le territoire depuis 2005 avec une stagnation dans la tendance ces dernières années. Une diminution sensible des concentrations de NO_2, PM_{10} et $PM_{2,5}$ est mesurée sur le territoire mais des dépassements des valeurs limites européennes de NO_2 (polluant issu majoritairement du trafic routier) restent observés, qui placent Strasbourg parmi les grandes agglomérations françaises condamnées par la justice européenne.

Si des indicateurs ciblés témoignent de l'impact positif des politiques publiques locales menées (ex : part modale des transports doux en augmentation avec une baisse de 9% pour l'usage de la voiture les 10 dernières années, réduction des populations exposées à la

pollution de l'air…), le suivi des indicateurs relatifs à la consommation énergétique ou aux émissions de gaz à effet de serre met en évidence que l'atteinte des ambitions territoriales fixées reste encore un défi pour le territoire.

Les enjeux d'adaptation au changement climatique

L'adaptation au changement climatique fait référence aux impacts de ce changement et aux actions permettant de diminuer la vulnérabilité du territoire :

- Strasbourg met en place des actions pour informer, anticiper et limiter les risques des populations aux évènements extrêmes afin d'augmenter la résilience du territoire notamment **aux aléas climatiques** (canicule, pic de pollution, inondation, tempête, …). ;
- **l'évolution du climat** (notamment l'augmentation de la température annuelle) est déjà observable sur le territoire et n'est pas sans conséquence sur les écosystèmes (risques sanitaires renforcés, modification des milieux et des espèces, perte de biodiversité, impacts sur des activités économiques…).

Face aux aléas mais également à l'évolution du climat, les enjeux d'adaptation sont aujourd'hui une priorité à décliner dans l'ensemble des politiques publiques en favorisant les mesures fondées sur les éco-systèmes dites « sans regret », qui gardent leur avantages quelles que soient les évolutions climatiques.

Une stratégie structurée autour de trois piliers

Sur la base d'un diagnostic des enjeux air-climat-énergie, l'ambition climatique de la ville de Strasbourg se structure autour de trois piliers, conjuguant des temporalités et des spatialités différentes à court terme, moyen et long terme, du local au global.

A travers ces piliers, sont déclinés les différents objectifs qui visent à placer le territoire en transition écologique et qui intègrent dans leur déclinaison opérationnelle, une attention à la réduction des inégalités (accès à la nature, exposition à la pollution…) et la mise en place des solidarités nécessaires pour soutenir les citoyens les plus fragiles (lutte contre la précarité énergétique, développement d'une ville nourricière …).

PILIER I Moyens et interventions à toutes les échelles. STRASBOURG se dote d'une gouvernance et de moyens associés pour atteindre les objectifs et mobilise les acteurs à toutes les échelles du territoire :

- Objectif 1 : une gouvernance et des moyens à la hauteur des enjeux climatiques ;
- Objectif 2 : la mobilisation citoyenne en faveur de l'environnement ;
- Objectif 3 : vers un urbanisme durable ;
- Objectif 4 : pour une transition écologique solidaire.

PILIER II La nature au cœur de la politique climatique. La fabrique d'un territoire qui mise sur les écosystèmes naturels afin de renforcer ses capacités d'adaptation et sa résilience tout en menant une politique intégrée de protection de la biodiversité :

- Objectif 5: une adaptation à la surchauffe urbaine ;
- Objectif 6: la nature, capital à protéger et à enrichir ;
- Objectif 7 : les arbres, patrimoine historique urbain de Strasbourg, des piliers pour l'avenir ;
- Objectif 8 : des aménagements en faveur de plus de nature et de bien-être.

PILIER III Strasbourg, Ville sobre et durable. La Ville, à travers ses compétences et ses sphères d'influence atténue les émissions de gaz à effet de serre et réduit l'empreinte écologique pour un territoire sobre en carbone :

- Objectif 9 : réduction de l'impact environnemental du parc bâti et de l'éclairage public de Strasbourg ;
- Objectif 10 : un potentiel de production d'énergies renouvelables valorisé ;
- Objectif 11 : une mobilité durable et favorable à la santé ;
- Objectif 12 : vers une consommation responsable.

Objectifs

Les objectifs cadres que Strasbourg ambitionne pour le territoire avec une déclinaison opérationnelle sur les champs relevant de sa sphère de compétences sont indiqués dans le tableau ci-dessous avec une vision à 2030 et 2050, permettant de définir une trajectoire pour le territoire et amorcer des changements profonds.

Air	Objectif **territorial**	**2025** : interdire les véhicules possédant une pastille Crit'air 2 ou plus (sortie des véhicules diesel) au 1er janvier 2025 sur l'ensemble du territoire de Strasbourg (Zone à Faibles Emissions) **2030** : respecter les lignes directrices de l'OMS pour la qualité de l'air
Air	Objectif **compétences ville**	**2025** : viser un parc de véhicule Crit'air 0 et 1 **2025** : réduire de 20% le parc de véhicules de la ville de Strasbourg **2030 :** remplacer toutes les chaudières fioul des bâtiments de la collectivité (50% à 2025)
Climat	Objectif **territorial**	**2030** : réduire de 40% les gaz à effet de serre (réf 1990) et baisser l'empreinte carbone du territoire **2050** : atteindre la neutralité carbone
Climat	Objectif **compétences ville**	**2030** : réduire en dix ans de 40% le bilan des émissions de gaz à effet de serre de la collectivité
Energie	Objectif territorial	**2030 :** réduire de 30% les consommations énergétiques finales (réf 2012) **2050 :** réduire de 55% les consommations énergétiques finales (réf 2012)
Energie	Objectif **compétences ville**	**2020** : établir une feuille de route pour réduire la précarité énergétique des ménages **2030** : réduire d'a minima 40% la consommation énergétique finale du parc bâti (réf 2010) et réduire de 20% à 25% la consommation de l'éclairage public (réf 2020) **2050 :** réduire d'a minima 60% les consommations énergétiques finales sur le parc bâti de la collectivité (réf 2010)

Energies renouvelables	Objectif **territorial** & Objectif **compétences ville**	**2030 :** atteindre 40% d'EnR&R dans la consommation finale d'énergie **2030 :** disposer d'une puissance de 26MWc de panneaux photovoltaïques (soit l'équivalent de la consommation annuelle de 9 000 logements en électricité spécifique) **2050 :** atteindre 100% d'EnR&R dans la consommation finale d'énergie
Biodiversité	Objectif **territorial**	**2030** : atteindre zéro perte nette de biodiversité
Biodiversité	Objectif **compétences ville**	**2025** : identifier une trame nocturne **2030** : multiplier par 5 le nombre de projets réalisés dans le cadre de Strasbourg ça pousse **2030** : labelliser Eco-jardins 100% des parcs et 1/3 des cimetières
Adaptation au changement climatique	Objectif **compétences ville**	**2030 :** mettre en place un plan « arbres » (+ 1000 arbres/an et forme libre privilégiée) **2030** : garantir à chaque citoyen-ne un accès à un espace de nature à moins de 300m **2030 :** déminéraliser l'espace public avec une feuille de route dédiée aux cours d'écoles **2050 :** passage de 22% à 30% d'indice de canopée

Une déclinaison opérationnelle

Le plan climat de la ville de Strasbourg intègre l'ensemble des thématiques relatives aux enjeux climat, air énergie, adaptation. Il vise à donner un cadre avec une vision à l'horizon 2030 et des objectifs intermédiaires. Il sera accompagné d'un plan d'actions opérationnel pour la période 2020-2025 assorti d'indicateurs qui permettront d'évaluer l'impact attendu des actions et de suivre leur réalisation.

La gouvernance adossée à cette démarche vise à garantir la mise en œuvre des actions avec, comme fil rouge,une cohérence en interne de la collectivité dans la mise en œuvre de la démarche qui se voudra participative et transparente avec des budgets mobilisés à la hauteur des enjeux.

Une gouvernance et des moyens adaptés aux enjeux

Une nécessaire transversalité

Le Plan Climat de la Ville s'appuie, s'intègre et s'articule avec les différentes feuilles de route, démarches et actions structurantes portées par la Ville et ou l'Eurométropole de Strasbourg, nécessitant une organisation interne garante d'une tranversalité effective pour le déploiement d'une politique climatique ambitieuse. :

- **une stratégie intégrée pour la qualité de l'Air :** la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg ont défini pour leur territoire une stratégie intégrée en vue d'améliorer la qualité de l'air en réduisant de manière drastique et pérenne la pollution de fond et à très court terme de sortir du contentieux quant aux teneurs annuelle en NO_2. La mise en

place d'une zone à faibles émissions avec une sortie du diesel en 2025 sur Strasbourg est une des actions ;

- **une démarche pour la mobilité active :** le Plan d'action des mobilités actives (PAMA) a été voté le 1er mars 2019 et comporte 20 fiches actions. Il constitue la feuille de route pour les modes actifs sur l'Eurométropole de Strasbourg mais intègre les démarches initiées par la Ville comme le plan piéton, le schéma directeur vélo ou la démarche Strasbourg 100% cyclable, lancée en 2017. Ce plan contribue à l'atteinte des objectifs de limiter la part modale de la voiture à 30%, d'atteindre 16% pour le vélo, 37% pour la marche à pied et 17% pour les transports en commun ;
- **la démarche Strasbourg Grandeur Nature :** La Ville de Strasbourg s'est dotée d'un plan intitulé "Strasbourg Grandeur Nature" pour la période 2016-2020. Il fait référence et intègre les démarches structurantes initiées en amont telle la démarche Zéro pesticide (2008), Strasbourg ça pousse, le partenariat pour une agriculture durable, le Parc Naturel urbain (2011). La stratégie climatique intègre les objectifs du Plan Strasbourg Grandeur Nature et les dessine à l'horizon 2030. Le futur plan d'actions vise à compléter celles initiées pour 2016-2020 en renforçant certaines thématiques comme la **capacité de stockage carbone et l'adaptation au changement climatique ;**
- **le Schéma Directeur des énergies :** finalisé en 2019, dote le territoire métropolitain d'un outil prospectif, de planification stratégique et opérationnelle, évaluant la demande énergétique actuelle et future, les potentiels de production renouvelable et les moyens de distribution à mettre en œuvre aux différentes échelles du territoire. Il s'inscrit en complément des schémas directeurs des réseaux de chaleur et a pour objet de fixer les étapes de la transition énergétique et de mobiliser les acteurs majeurs du territoire (industriels, énergéticiens, bailleurs, etc.) sur des objectifs de long terme visant l'objectif des 100% ENR&R en 2050. La consommation énergétique du territoire de Strasbourg représentant 53% de celle de l'Eurométropole, l'ensemble des réseaux de chaleur publics étant localisés sur Strasbourg, la déclinaison du Plan climat-air-énergie de Strasbourg sera articulée avec celle du SDE.

Une gouvernance partagée

La mise en œuvre sera assurée via :

- **un comité de pilotage rassemblant les** principaux élus concernés, les services et les partenaires extérieurs (sociétés d'économie mixte, sociétés et établissements publiques locaux, délégations de service public, etc.) ;
- **un comité de suivi** associant les acteurs du territoire dont un **comité citoyen.** Dans l'esprit de la démarche de démocratie locale, un comité de suivi citoyen permettrait dès sa mise en place en 2020 d'avoir un regard sur la mise en œuvre opérationnelle de la stratégie permettant de répondre aux ambitions climatiques de la ville et sur la priorisation et la réalisation des actions.

Evaluation et suivi

Pour pouvoir suivre les avancées, un reporting régulier alimenté notamment par des indicateurs sera mis en place associé au comité de suivi. Le Plan Climat de Strasbourg s'inscrit également dans deux démarches permettant d'apprécier l'atteinte des objectifs par des évaluations externes.

- **La démarche de la collectivité vers le label Cit'ergie**

La Ville de Strasbourg a, par délibération du Conseil Municipal du 27 février 2017, souhaité coupler la révision de sa stratégie Climat-Air-Energie à l'engagement dans la démarche Cit'ergie. Celle-ci est centrée sur les compétences propres et la sphère d'influence de la collectivité abordées à travers six domaines stratégiques du référentiel.

Elle s'appuie sur 4 étapes :
1. un état des lieux détaillé des actions de sa politique climat-air-énergie mise en œuvre (finalisé en 2019 et qui sera réactualisé lors de l'audit en 2020)
2. une identification du potentiel d'action, des forces et faiblesses de la collectivité,
3. la formalisation d'une stratégie et d'un programme d'actions climat-air-énergie approuvés par l'organe décisionnel
4. un établissement et un suivi annuel des indicateurs opérationnels de performance.

La stratégie, alimentée par l'état des lieux finalisé en 2019, répond à la 1ère partie de l'étape 3 du processus de labellisation Cit'ergie qui sera complétée par le plan d'actions à venir. Les progrès et les actions déployées feront l'objet d'un suivi et d'une évaluation annuelle. Une **demande commune de labellisation** Ville et Eurométropole sera déposée **mi 2020** intégrant une stratégie et un plan d'action spécifique à chacune des collectivités avec en objectif, la labellisation Cit'ergie en 2020 (niveau II/III) et Cit'ergie Gold en 2030 (niveau III/III).

- **La convention des Maires**

La Ville de Strasbourg a délibéré son adhésion à la Convention des Maires au printemps 2019 suivie de la signature de la convention. Celle-ci se traduira par un rapport de mise en œuvre élaboré tous les deux ans après l'adoption de la feuille de route relatif à l'avancement des objectifs d'atténuation et d'adaptation identifiés dans la stratégie, déclinaison des objectifs de l'Union européenne en matière de climat et d'énergie.

Le financement du Plan Climat de la ville de Strasbourg

Un budget adapté doit être dégagé pour garantir la mise en œuvre des actions

- **Un budget et des arbitrages climato-compatibles**

En septembre 2015, les 193 États membres de l'ONU ont adopté le programme de développement durable à l'horizon 2030, intitulé Agenda 2030. Dans ce cadre, ont été rattachés les 17 **Objectifs de Développement Durable** (ODD). Une territorialisation des ODD a été engagée par la Ville de Strasbourg dès 2018. Un levier d'action majeur étant constitué par le budget, une répartition du budget d'investissement 2020 de la ville a été établie selon les cibles des ODD.

En complément, une **évaluation ciblée « climat » des budgets d'investissement et de fonctionnement de la collectivité,** est programmée. Les modalités de réalisation de cette évaluation sont en cours d'élaboration dans le cadre d'une étude menée en partenariat avec l'Institut de l'Économie pour le Climat (I4CE) avec un rendu prévu mi-2020. Une codification des dépenses et des recettes dans le logiciel de comptabilité élargi au prisme 'climat air énergie' permettra de suivre l'ensemble des mouvements financiers liés à transition écologique.

Par ailleurs, un outil d**'évaluation de chaque étude ou projet** sera déployé. Il sera transcrit pour évaluer l'impact des différentes options envisagées, permettant ainsi de mobiliser les budgets dédiés aux politiques sectorielles en cohérence avec les enjeux d'atténuation et d'adaptation au changement climatique.

- **De nouveaux modes de financement au service de la transition écologique**

L'enjeu réside dans la capacité à trouver de nouveaux modes de financement de la transition écologique. Plusieurs pistes sont explorées dont le financement participatif dans le cadre de projet citoyen (notamment pour le développement des énergies renouvelables dont le photovoltaïque), le budget participatif permettant de contribuer à la réalisation d'actions citoyennes, l'intracting (alimentation d'un fonds via la récupération des certificats d'économie d'énergie pour des investissements d'efficacité énergétique en partenariat avec la Banque des Territoires), le Tiers financement, la mobilisation accrue des fonds européens pour dynamiser les projets.

** La stratégie détaillée incluant un diagnostic figure en annexe 1 de la présente délibération **

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
vu la délibération relative à la stratégie air énergie climat
(incluant le lancement de Cit'ergie) du 27 février 2017,
vu l'avis de la commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *les orientations du Plan Climat de la ville de Strasbourg ;*
- *les objectifs fixés pour le territoire aux horizons 2030 et 2050 ;*
- *la stratégie telle que présentée en annexe de la présente délibération et les modalités de mise en œuvre et de gouvernance.*

décide

l'élaboration courant 2020 d'un plan d'actions détaillé relatif au Plan Climat de la ville de Strasbourg pour la période 2020-2025 ;

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e :

- *à déposer le dossier de candidature, au nom de ville de Strasbourg avec l'Eurométropole de Strasbourg en vue de la labellisation Cit'ergie unique auprès de la Commission Nationale du Label ;*
- *à accomplir et signer tous actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.*

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

STRATEGIE CLIMAT-AIR-ENERGIE
VILLE DE STRASBOURG



SOMMAIRE

PRÉAMBULE 5
DIAGNOSTIC Climat-Air-Energie et enjeux d'adaptation 8
Démographie et profil 9
Qualité de l'air sur STRASBOURG 10
Situation énergétique du territoire 12
Émissions de gaz à effet de serre - GES 14
Le changement climatique : des effets tangibles et des enjeux d'adaptation 16
PILIER I : MOYENS ET INTERVENTIONS AUX DIFFERENTES ECHELLES 23
Objectif 1 : une gouvernance et des moyens à la hauteur des enjeux climatiques 24
Une gouvernance adaptée aux enjeux 24
Le financement de la stratégie 29
Objectif 2 : la mobilisation citoyenne en faveur de l'environnement 30
STRASBOURG communique, sensibilise, informe et facilite les projets 30
STRASBOURG renforce la nature citoyenne 32
Une sensibilisation du public scolaire dès le plus jeune âge 37
Objectif 3 : vers un urbanisme durable 40
Une prise en compte intégrée des enjeux air et bruit 40
Les leviers pour un urbanisme plus durable 46
Les grands projets et programmes 49
De l'expérimentation à des modèles approuvés 52
Objectif 4 : pour une transition écologique solidaire 55
A l'échelle locale 55
A l'échelle transfrontalière 58
A l'échelle internationale 58

PILIER II : LA NATURE AU CŒUR DE LA POLITIQUE CLIMATIQUE 62

Objectif 5: une adaptation à la surchauffe urbaine 64

Localiser, comprendre pour apporter les réponses adaptées à la surchauffe urbaine 64

Une répartition équitable des espaces de nature 66

Objectif 6: la nature, capital à protéger et à enrichir 68

Une faune et une flore protégées 68

STRASBOURG entérine la gestion écologique de ses espaces verts 73

Étendre la gestion écologique à tous les acteurs du territoire 76

Objectif 7 : les arbres, patrimoine historique urbain de Strasbourg, des piliers pour l'avenir 77

Arbre : patrimoine historique urbain sous surveillance 77

Arbre et services éco-systémiques : territoire d'expérimentation 79

Le développement de la canopée pour répondre aux enjeux climatiques 81

Augmentation de la résilience du patrimoine arboré dans les zones urbaines 82

Une gestion durable des forêts 83

Objectif 8 : des aménagements en faveur de plus de nature et de bien-être 84

Déminéralisation des espaces de la collectivité 84

Renforcer la place et les usages de l'eau 88

Les espaces de nature au plus proche des attentes des habitants 90

PILIER III : STRASBOURG VILLE SOBRE ET DURABLE 91

Objectif 9 : réduction de l'impact environnemental du parc bâti et de l'éclairage public de Strasbourg 93

Un parc bâti en mutation 94

Un patrimoine bâti tourné vers les énergies renouvelables 96

La réduction de l'impact environnemental de l'éclairage public 97

Objectif 10 : un potentiel de production d'énergies renouvelables valorisé 98

Une production photovoltaïque développée 98

Une production hydroélectrique renforcée 100

Objectif 11 : une mobilité durable et favorable à la santé 101

Des dispositions pour limiter l'impact des émissions liées au transport et protéger la santé des citoyens 102

Favoriser les mobilités actives 107

Objectif 12 : vers une consommation responsable 109

L'exemplarité dans la commande publique 109

Réduire l'impact environnemental des activités de la ville 113

STRASBOURG, ville nourricière tournée vers une agriculture durable 114

Le développement des circuits courts alimentaires de proximité 117

L'accompagnement des acteurs économiques 118

PRÉAMBULE

À quoi ressemblera Strasbourg en 2030?

Question décisive à l'heure de l'urbanisation généralisée qui prévoit que dans un peu plus d'une génération, les deux tiers de la population mondiale vivra en milieu urbain. Ces espaces concentrent déjà deux tiers des émissions de gaz à effet de serre, et sont devenus des sujets de santé publique, via notamment les répercussions sociales et sanitaires de la pollution atmosphérique urbaine.

Les villes abritent aujourd'hui plus de près de 80% des Français et c'est au niveau des grandes aires urbaines que se concentre l'essentiel de la croissance démographique française[1].

L'Eurométropole de Strasbourg ainsi que la Ville de Strasbourg s'inscrivent dans ce mouvement d'urbanisation et sont confrontées aux enjeux environnementaux, culturels et sociaux qui y sont rattachés.

Elles affichent une croissance de leur population de 0,5% par an entre 2011 et 2016[2] et devraient accueillir une part importante de développement régional: 50 000 nouveaux habitants sont attendus d'ici 2030 (planification réalisée au sein du Plan Local d'Urbanisme intercommunal approuvé en décembre 2016).

Parmi les défis à relever figurent les conséquences du changement climatique (telles que les vagues de chaleur, les inondations…), l'impact de la pollution et de la dégradation de l'environnement sur la santé, la rareté des ressources, l'élargissement des inégalités, qui constituent des risques pour l'ordre social et démocratique, ainsi que pour la sécurité et la stabilité de la ville à la fois à long terme et à court terme.

Riche d'un patrimoine naturel, historique et culturel exceptionnel, Strasbourg entend préserver son passé, son présent et son avenir en promouvant la qualité de l'environnement, le développement économique au service d'une croissance verte, l'esprit public et le bien-être dans une approche solidaire et inclusive.

La transition écologique et énergétique

Strasbourg est entrée en transition écologique il y a 30 ans avec le choix de réimplanter le tram acté en 1989. La politique d'aménagement engagée depuis vise à renouveler la ville sur elle-même, mettant fin à l'étalement urbain en privilégiant la densité pour conserver la capacité de Strasbourg à offrir une ville attractive, compacte et durable. Strasbourg, par des choix politiques opérés dans le domaine de la mobilité, a une tradition cycliste. C'est la 1ère ville française dans le baromètre des Villes Cyclables publié par la FUBicy en mars 2018.

Strasbourg est également une ville précurseur en termes de Ville Nourricière et Ville Nature ce pourquoi elle a été désignée « Capitale de la Biodiversité » en 2014. Son approche globale de Ville Nature est largement reconnue au niveau national comme en témoigne sa valorisation en tant que ville modèle dans le cadre d'un rapport sur la Nature en Ville du Conseil économique, social et environnemental en 2018.

Pour renforcer ce lien à la nature, Strasbourg s'est dotée d'un plan d'actions pour la période 2016-2020, intitulé Plan Strasbourg Grandeur Nature. Celui-ci contient les principales mesures d'adaptation au changement climatique grâce aux solutions basées sur la nature et constitue ainsi un document de référence essentiel pour la stratégie climat-air-énergie de Strasbourg. Le plan d'actions qui sera adossé à cette stratégie permettra de prolonger ce plan pour la période 2021-2026, avec une approche globale et ambitieuse.

La Ville de Strasbourg a adopté un premier Plan Climat en 2009 et a pris des engagements avec un triple objectif à l'horizon 2020 relatif à la baisse des émissions de gaz à effet de serre, à la réduction de la consommation énergétique et à l'augmentation de la part des énergies renouvelables. Lors du sommet mondial du climat à Paris (COP21), la Ville s'était fixé un objectif à plus long terme : diminuer ses émissions de gaz à effet de serre de 75 % d'ici 2050.

[1] Sources : Insee, RP2016 (géographie au 01/01/2018), RP2011 (géographie au 01/01/2013) et RP2006 (géographie au 01/01/2008).

[2] INSEE Focus déc2018, chiffres officiels de population à partir du recensement 2016- 0,1% entre 2006 et 2011

En 2017, la Ville a souhaité s'engager dans une révision de sa stratégie Climat-Air-Energie en intégrant les résultats des différentes démarches initiées sur le territoire (tant sur la qualité de l'air, les mobilités, l'efficacité énergétique de l'éclairage public, la déminéralisation avec le dispositif « Strasbourg ça pousse ») et en fixant les ambitions en cohérence avec les différentes orientations internationales, nationales et locales.

Le contexte réglementaire a conduit l'Eurométropole de Strasbourg à repenser son plan climat, adopté de façon volontaire en 2009. Le nouveau **Plan Climat-Air Energie Territorial** (Plan Climat 2030) apporte une réponse opérationnelle locale aux objectifs et orientations fixés aux niveaux international et national (Plan Climat, SNBC, PPE, Loi TECV, Loi relative à l'énergie et au climat) ainsi que de la Région Grand Est (Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) Grand Est. Il vise à s'appuyer sur les forces vives du territoire de la métropole (collectivités, entreprises, associations, habitants, bailleurs...) pour construire et mettre en œuvre une démarche concertée visant à atteindre les objectifs ambitieux fixés en terme d'adaptation au changement climatique, de réduction des émissions de gaz à effet de serre et plus largement de territoire durable. Afin de concrétiser les étapes de la transition énergétique et d'alimenter le Plan Climat 2030, l'Eurométropole a adopté également en fin d'année 2019 le Schéma directeur des énergies permettant de répondre à l'objectif de 100 % d'énergies renouvelables en 2050 ainsi qu'une feuille de route Economie Circulaire.

Dans le cadre de sa stratégie Climat-Air-Energie, la ville de Strasbourg entend prendre pleinement sa part et illustre ainsi comment elle va contribuer aux objectifs territoriaux en déployant les politiques et ambitions qui lui sont propres.

A toutes les échelles de la collectivité

En interne, cette stratégie a pour objet de garantir une cohérence dans la mise en œuvre de la démarche climat. Cela relève à la fois d'une responsabilité éclairée et partagée entre élus, agents des services de la ville et citoyens, tous engagés pour leur ville comme un bien commun.

Ainsi, l'engagement de la Ville conjointement avec l'Eurométropole de Strasbourg dans la **démarche Cit'ergie** a été voté en février 2017. Processus d'amélioration continue et de labellisation issu du référentiel European Energy Award, Cit'ergie est une démarche opérationnelle d'exemplarité ayant la volonté d'amplifier la politique énergie-climat et de doter la Ville d'un outil de pilotage et de management interne. La prise en compte des enjeux liés à l'eau, à la végétation, au climat, à l'énergie, aux risques environnementaux et à l'urbanisme durable doit être généralisée à tous les stades, de la planification territoriale jusqu'aux projets d'aménagement opérationnels.

La vocation européenne de Strasbourg l'amène à participer naturellement à **plusieurs réseaux nationaux, européens et internationaux,** dont la Convention des Maires, Climat Alliance, le Conseil des Communes et Régions d'Europe, l'Alliance pour la Ville durable, Eurocities et ICLEI. La collectivité anime les réseaux nationaux Villes cyclables et Habitat participatif et le Maire de Strasbourg préside Cités Unies France et Co-Préside Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) qui représentent et défend les intérêts des gouvernements locaux et régionaux sur la scène mondiale.

En avril 2019, la Ville de Strasbourg a renouvelé son **engagement à la Convention des Maires** initié en 2009. En adhérant officiellement à celle-ci, la Ville s'engage ainsi à transmettre son plan d'actions en faveur de l'énergie durable et du climat dans un délai de deux ans et de rapporter sa mise en œuvre.

La participation de la collectivité à ses réseaux permet d'objectiver les résultats obtenus et de partager les retours d'expérience afin d'accélérer la transition énergétique et écologique du territoire.

Les 17 objectifs de Développement Durable adoptés par l'ONU en 2015 fondé sur un langage universel et multi-échelle constituent un nouveau cadre international de gouvernance, de discussion et de mises en œuvre des politiques de durabilité.

Une étude exploratoire de territorialisation a été engagée depuis 2018 de manière volontariste dans l'ambition de sensibiliser les citoyens et permettre aux élus et aux services de l'administration de s'approprier ce nouveau cadre de compréhension de la durabilité avec la définition d'un agenda 2030 local.



Le projet climatique et solidaire de la ville de Strasbourg structuré autour de trois piliers

La stratégie climatique proposée vise à fixer des objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre et d'en décliner les modalités associés permettant de placer Strasbourg sur la voie de la **neutralité carbone**, à l'image de Copenhague, de Vancouver, d'Oslo, de Paris, de San Francisco ou de Bristol. Le dernier rapport du groupe d'experts internationaux sur le climat (GIEC) est en effet clair: pour limiter la hausse des températures à +1,5°C d'ici la fin du siècle, il faut réduire d'ici 2030 les émissions de CO_2 d'au moins 45 % par rapport à leur niveau de 2010 et atteindre la neutralité carbone vers 2050.

La **préservation du socle naturel** fait partie intégrante de la politique de développement du territoire avec des travaux sur la trame verte et bleue engagés dès 1996 et inscrits aujourd'hui au plan local d'urbanisme. Le développement de la présence de la nature dans la ville, des espaces de nature favorables à la fois aux usages des citadins et à la diversité de la faune et de la flore reste toutefois un enjeu majeur pour renforcer la capacité d'adaptation et de résilience de l'agglomération.

La stratégie vise ainsi à garantir une intégration des **enjeux climat et biodiversité** dans l'ensemble des politiques sectorielles pour une cohérence de l'action publique.

La stratégie Climat-Air-Energie de la Ville de Strasbourg doit permettre d'une part, d'agir au niveau des politiques publiques relevant de ses domaines de compétences propres; d'autre part, de mobiliser et accompagner les habitants et acteurs de son territoire, contribuant ainsi à la dynamique portée par le Plan Climat Air Energie Territorial de l'Eurométropole de Strasbourg.

La transition écologique d'un territoire est un défi collectif, pour le réussir, il est essentiel que l'ensemble de la population puisse y prendre part équitablement, en termes d'implication et d'effort mais également de bénéfices apportés.

Les différents objectifs incluent d'une part **l'exigence d'exemplarité** pour la collectivité et d'autre part intègrent dans leur déclinaison opérationnelle, une attention à la réduction des inégalités (accès à la nature, exposition à la pollution…) et la **mise en place des solidarités** nécessaires pour soutenir les citoyens les plus fragiles (lutte contre la précarité énergétique, développement d'une ville nourricière …).

Sur la base d'un diagnostic des enjeux air-climat-énergie, l'ambition climatique et solidaire de la Ville de Strasbourg se structure autour de trois piliers, conjuguant des temporalités et des spatialités différentes à court terme, moyen et long terme, du local au global.

- **PILIER I Moyens et interventions à toutes les échelles**. STRASBOURG se dote d'une gouvernance et de moyens associés pour atteindre les objectifs et mobilise les acteurs à toutes les échelles du territoire.

- **PILIER II La nature au cœur de la politique climatique.** La fabrique d'un territoire qui place **la nature au cœur de sa politique d'adaptation au changement climatique** : la Ville augmente sa capacité d'adaptation et sa résilience, en menant une politique de protection de la biodiversité.

- **PILIER III Strasbourg, Ville sobre et durable** La Ville, à travers ses compétences et ses sphères d'influence atténue les émissions de gaz à effet de serre et réduit l'empreinte écologique pour un territoire sobre et durable.

DIAGNOSTIC Climat-Air-Energie et enjeux d’adaptation

Démographie et profil

Évolution et situation actuelle

Population

Strasbourg est une commune dynamique sur le plan démographique[3]. Entre 1999 et 2016, la population de la ville a augmenté de 5,7%, soit près de 15 200 habitants supplémentaires[4]. Cette croissance est la résultante d'un solde naturel positif qui compense un solde migratoire négatif. Les mouvements de population sont importants. Une diminution tendancielle de la taille moyenne des ménages est constatée (passage de 2,2 en 1999 à 2,0 en 2011 avec un taux qui est resté stable en 2016) avec une progression du nombre de personnes seules dans les logements, Sur l'ensemble de la commune de Strasbourg, en 2016 47% des ménages sont constitués d'une seule personne avec un isolement résidentiel qui a nettement progressé à l'échelle de la commune. La part des familles monoparentales qui s'élève à 1/3 en 2016.

Parc de logements

Sur Strasbourg, le parc est composé en 2016 de 149 940 logements avec une progression entre 2011 et 2016 de 8290 logements soit en moyenne près de 1660 logements/an. Le profil des logements est très majoritairement composé d'appartements à hauteur de 92% (7% de maisons individuelles).

En 2016, à Strasbourg, près d'une résidence principale sur deux est occupée par un locataire du parc privé, 27% par un propriétaire et 23% par un locataire du parc social avec une variabilité forte infra-communale.

Une ville marquée par le renforcement des inégalités de revenus

Les inégalités de revenus diffèrent profondément suivant les caractéristiques de la population et s'accroissent. Sur l'ensemble de la commune, 25% des foyers fiscaux[5] disposent d'un revenu qui reste inférieur au seuil de pauvreté avec 33% pour les locataires et 8% au niveau des propriétaires.

Perspectives

Dans le cadre du PLUi[6], il a été planifié sur l'Eurométropole de Strasbourg, une augmentation de 45 000 logements de logements entre 2017 et 2030 pour 50 000 habitants supplémentaires. Déclinée pour Strasbourg, cette perspective de développement conduit à la construction de 18 000 logements d'ici 2030 et une population associée de 20 000 habitants.

Les agglomérations représentent des pôles d'attractivité des populations et des activités, qui sont des sources potentielles de consommation énergétique et d'émission de gaz à effet de serre. Les défis à relever pour les agglomérations sont bien de s'appuyer sur leurs atouts pour s'inscrire dans la réduction drastique de la consommation énergétique et d'émission de gaz à effet de serre tout en garantissant une transition juste.

L'histoire a conféré à Strasbourg un statut de ville solidaire, et explique le large panel de compétences qui ont été déléguées à la Ville par le département et l'État. Les objectifs de lutte contre les inégalités sociales et territoriales tout comme la promotion des solidarités et la santé chez les habitants sont déclinés au sein de l'ensemble des politiques publiques municipales.

La stratégique climatique de la Ville vise ainsi à garantir la mise en œuvre d'une transition écologique pour tous, en visant à estomper les inégalités territoriales.

[3] Diagnostic paysage social de Strasbourg territorial https://www.strasbourg.eu/documents/976405/1555899/0/accedd64-7185-a256-89c9-df391e7b7dab

4 Sources : Insee, RP2011 et RP2016, exploitations complémentaires, géographie au 01/01/2019

5 Source : Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-Ccmsa, Fichier localisé social et fiscal (FiLoSoFi) en géographie au 01/01/2019.

6 PLUi RAPPORT DE PRÉSENTATION TOME 4 DOSSIER APPROUVÉ 27 SEPTEMBRE 2019

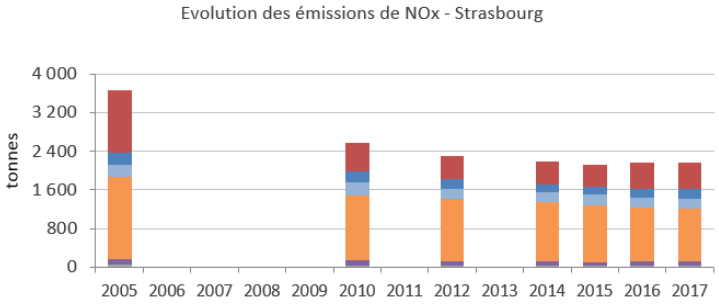
Qualité de l'air sur STRASBOURG

La situation géographique de la ville située au cœur du fossé rhénan, entre le massif des Vosges et la Forêt-Noire, participe à piéger les polluants et à atténuer le vent qui pourrait les disperser. Concerné par des phénomènes de pollution aux particules fines, au dioxyde d'azote et à l'ozone, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg mènent depuis près de 25 ans, des actions visant à améliorer la qualité de l'air.

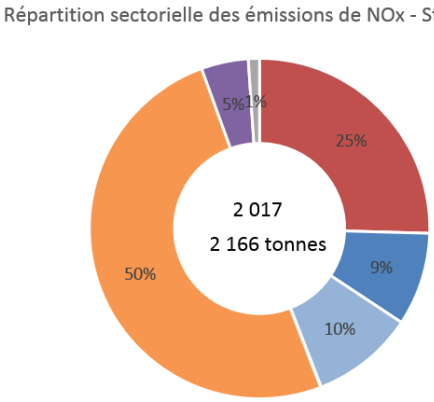
Situation du territoire

Des émissions de polluants en baisse depuis 2005 pour la plupart des indicateurs

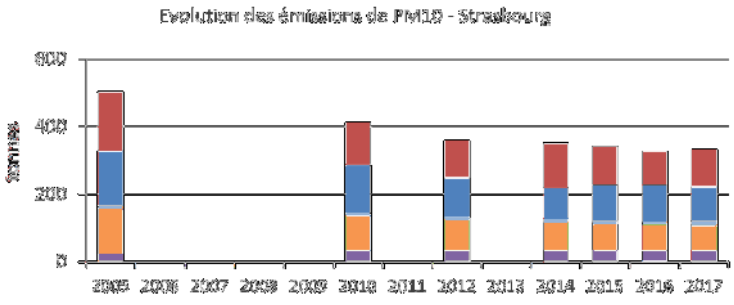
Dans le cadre de l'Observatoire régional climat-air-énergie Grand Est[7], ATMO Grand Est réalise annuellement un inventaire de l'ensemble des consommations et productions d'énergie ainsi que des émissions de polluants et de gaz à effet de serre, sur la région à l'échelle intercommunale. Les séries historiques (2005, 2010, 2012, et depuis 2014 chaque année) sont recalculées annuellement avec la même méthodologie. L'année 2005 sert ainsi de point de référence historique pour suivre l'évolution.



Evolution des émissions de NOx
- source ATMO Grand Est Invent'Air V2019



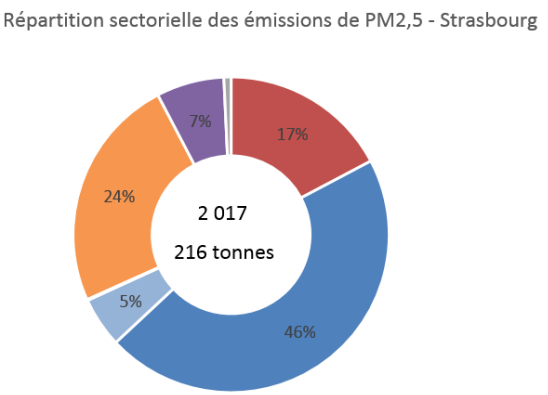
Depuis les années 2000, des diminutions importantes des émissions de différents polluants ont été observées sur le territoire avec une tendance à la stagnation depuis ces dernières années. Entre 2005 et 2017, les baisses sont évaluées à 41% pour les oxydes d'azote, 34% et 42% respectivement pour les particules fines PM10 et PM2,5, 59% pour les composés organiques volatils et 90% pour le dioxyde de soufre.



Evolution des émissions de PM10
- source ATMO Grand Est Invent'Air V2019

Les émissions d'ammoniac NH_3 sont issues, sur Strasbourg, majoritairement en 2017 des secteurs industriel (54% en 2017) et résidentiel (22%) liées à la combustion du bois notamment et très peu de l'agriculture (4% en 2017). Après une tendance à la baisse jusqu'en 2014, elles augmentent depuis 2015.





[7] https://observatoire.atmo-grandest.eu/donnees/

Une qualité de l'air qui s'améliore malgré des dépassements

Une diminution sensible des concentrations des polluants NO_2, PM_{10} et $PM_{2,5}$ est observée sur le territoire. De ce fait, les populations exposées à des dépassements de valeurs limites pour ces polluants sont moins nombreuses.

Oxydes d'azote (NO_X) : Les rejets d'oxydes d'azote (NO et NO_2) proviennent essentiellement de la combustion de combustibles de tous types (gazole, essence, charbons, fiouls, gaz naturel, ...).

Particules fines (PM) : Les émissions de particules fines proviennent de nombreuses sources, en particulier de la combustion de biomasse et de combustibles fossiles, de certains procédés industriels, de l'agriculture et du transport routier...

Ozone (O_3) : Polluant secondaire formé par l'action du rayonnement solaire à partir de précurseurs (NOx et COV - composés organiques volatils)

Pour le dioxyde d'azote (NO_2), indicateur de la pollution routière, la valeur limite annuelle pour la protection de la santé humaine est respectée en situation de fond mais continue d'être dépassée sur les stations de proximité trafic sur l'agglomération strasbourgeoise. Ces dépassements placent le territoire dans le cadre d'un contentieux européen.

Pour les particules (PM_{10} et $PM_{2,5}$), indicateur de pollution multi-source, les valeurs limites pour la protection de la santé humaine sont respectées en situation de fond mais également de proximité trafic en 2018 (et depuis 2014). Les lignes directrices de l'OMS (annuelle et journalière) sont dépassées sur une large partie du territoire.

Selon Santé Publique France, 70 à 90% des impacts de la pollution de l'air sur la santé résultent d'une exposition prolongée et cela même à des niveaux de pollution inférieurs aux seuils d'alerte et aux valeurs limites fixées par la réglementation.

Rapport du Haut Conseil de la Santé Publique : Dépasser les valeurs guides de l'OMS pour les $PM_{2,5}$ au sein de l'agglomération de Strasbourg se traduit par : 148 décès anticipés chaque année, et près de 8 mois de vie perdus.

Des épisodes de pollution restent observés en période hivernale et printanière pour les particules avec déclenchement des procédures d'information et d'alerte (en 2018, 4 dépassements du seuil d'information et de recommandation sur les stations de fond urbain et 13 sur les stations trafic).

Pour l'ozone (O_3), indicateur de pollution photochimique, des dépassements du seuil d'information et de recommandations sont constatés en période estivale sur l'agglomération strasbourgeoise (5 dépassements observés en 2018).

Un **plan d'action renforcé contre la pollution de l'air** est déclenché en cas de prévision d'épisodes de dépassement du seuil d'information. En complément des mesures de tarif préférentiel (CTS et Vél'hop), d'information de la population, la circulation différenciée peut être activée lors des épisodes long et intense (circulation autorisée aux véhicules équipés de vignette Crit'air 1 et 2 à partir du 1er octobre 2019 entre 6h et 22h).

Objectifs

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg ont défini pour le territoire une stratégie intégrée en vue d'améliorer la qualité de l'air, en cohérence avec les actions déjà engagées comme, le programme « Strasbourg Ville et métropole Respirables », le plan de Protection de l'Atmosphère de l'Agglomération de Strasbourg (adopté en 2014 et en cours de révision) et renforcé par une feuille de route établie en 2018.

L'objectif des actions menées est d'apporter des solutions d'amélioration immédiate pour lutter contre les épisodes de pollution ponctuels mais également contre la pollution de fond à travers des mesures structurelles visant :

- à passer **le plus rapidement possible sous la valeur limite européenne** annuelle fixée pour le dioxyde d'azote- NO_2 (40 µg/m^3)
- à **respecte**r d'ici 2030, sur l'ensemble du territoire, **les lignes directrices fixées par l'organisation mondiale de la santé** pour les particules fines (PM_{10} et $PM_{2,5}$).

Situation énergétique du territoire

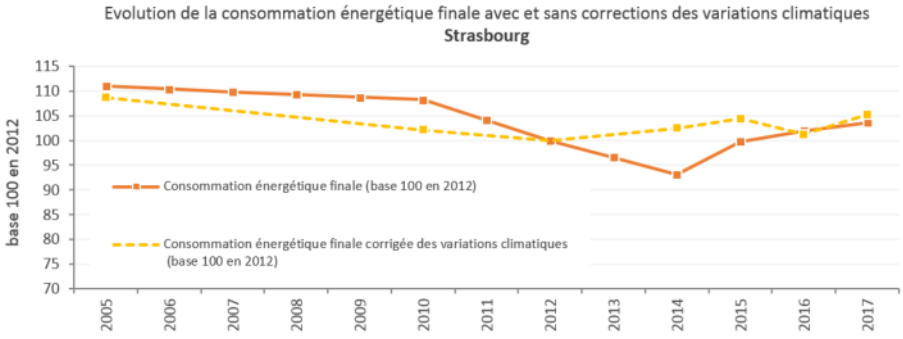
Situation du territoire

Consommation énergétique

La consommation énergétique finale du territoire de la ville de Strasbourg[8] a baissé de 3% entre 2017 et 1990, assez loin de l'objectif fixé dans le 1er plan climat de -30% en 2020 par rapport à 1990.

Par rapport à 2005, année de la série historique, celle-ci présente une diminution globale avec une baisse de 7% entre 2005 et 2017 mais avec une tendance à la reprise observée depuis 2014. Par rapport à 2012, année de référence de l'objectif national, une augmentation de 3,6% est observée (légère baisse des secteurs résidentiel et tertiaire compensée par l'augmentation du secteur industriel).

La consommation est répartie entre 4 secteurs principaux avec pour 2017 : le tertiaire (32%), le résidentiel (30%), le transport routier (19%) et l'industrie (19%). Cette répartition est assez stable depuis 2012.



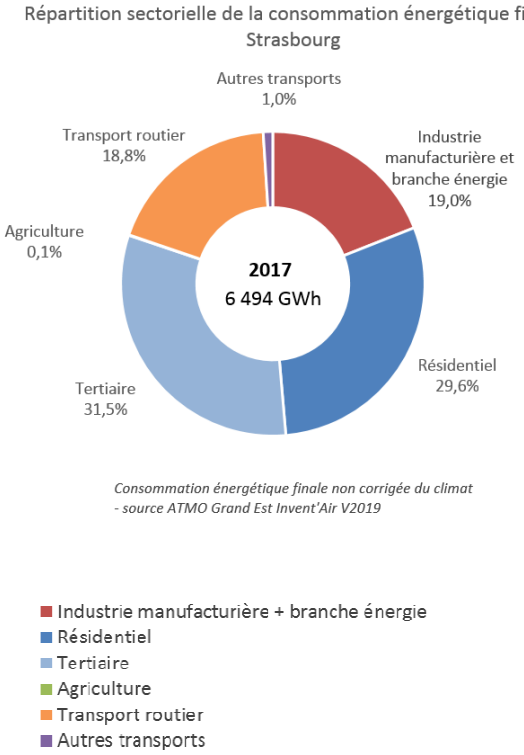
Consommation énergétique finale en base 100 (2012) - source ATMO Grand Est Invent'Air V2019

La consommation corrrigée du climat permet de comparer l'évolution, sans influence de la rigueur climatique. Celle-ci présente une également une baisse entre 2005 et 2012 avec une reprise de 5% entre 2017 et 2012, confirmant ainsi la tendance à l'augmentation de la consommation énergétique ces dernières années.

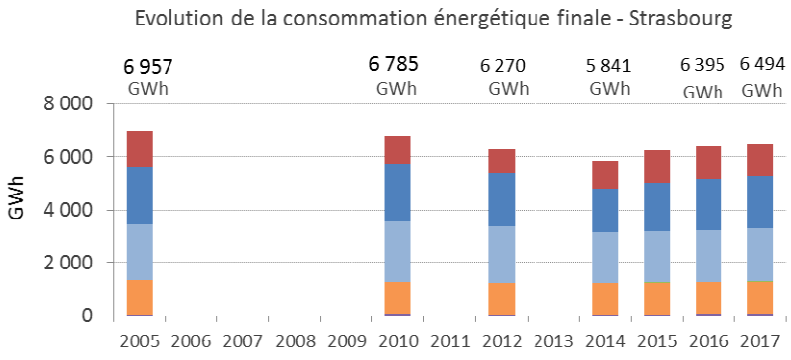
A noter toutefois, deux secteurs qui présentent une baisse encourageante entre 2012 et 2017, celui du résidentiel et du tertiaire de -2 et -3% respectivement.

La **facture énergétique** du territoire de Strasbourg s'élève à environ 490 millions d'€ en 2017.

Au niveau national, la facture s'élève à 2900€ par ménage dont 1500€ pour le logement et 1400€ pour les déplacements. Sur le territoire de l'Eurométropole, environ 20% des ménages sont en situation de précarité énergétique.



Consommation énergétique finale non corrigée du climat - source ATMO Grand Est Invent'Air V2019



Evolution de la consommation énergétique finale non corrigée du climat - source ATMO Grand Est Invent'Air V2019

[8] Données ATMO Grand Est Invent'Air V2019

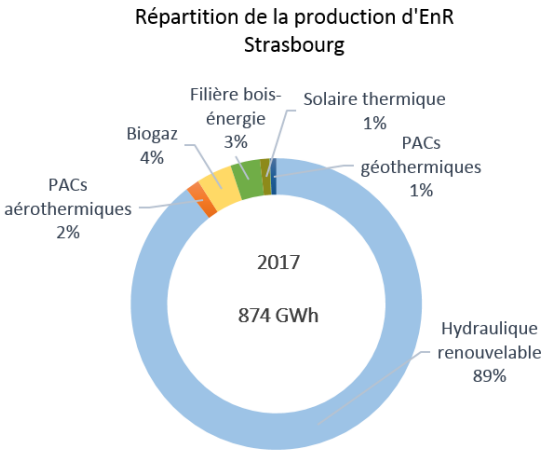
Energies renouvelables

Le territoire de Strasbourg produit 874 GWh d'énergie primaire renouvelable en 2017 dont 89% d'électricité lié à la **production d'électricité hydraulique** (les barrages hydrauliques étant sur le ban de Strasbourg).

La production totale d'EnR évolue peu entre 2005 et 2017, impactée par la mise à l'arrêt de l'usine d'incinération en 2015 (la valorisation d'énergie lors de l'incinération de la part organiques des déchets est affectée à une production renouvelable) et la fluctuation de la production hydraulique. Le redémarrage de l'unité de valorisation énergétique permettra de retrouver un potentiel de production dès 2019.

Le **taux d'EnR** calculé sur le territoire de Strasbourg (avec une prise en compte intégrale de l'hydraulique renouvelable) atteint **20,3%** en 2017 (avec une variation entre 16,7% en 2005 et 22% en 2014). Le 1er plan climat fixait un objectif de 20 à 30% d'EnR.

La filière bois-énergie (production de bois énergie de la filière forêt bois de la région), représente 3% des productions d'énergies primaires renouvelables en 2017 alors que les filières solaires (thermiques et photovoltaïques) contribuent à moins de 1% de la production d'énergie renouvelables. Les nouvelles énergies concernent principalement les pompes à chaleur aérothermiques et géothermiques et le biogaz.

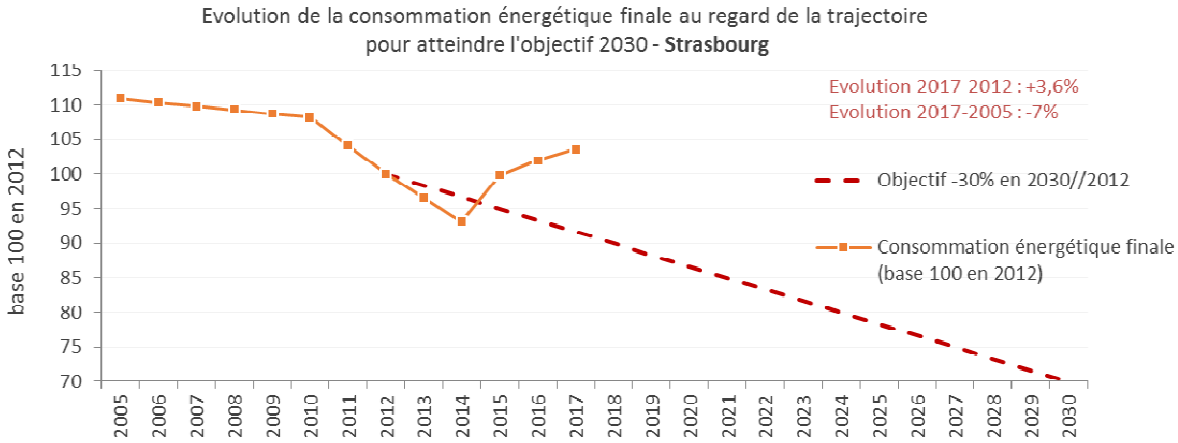


Source ATMO Grand Est Invent'Air V2019

Objectifs

La Ville se fixe l'objectif de réduction de la consommation énergétique **de 30% en 2030 par rapport à 2012 et -55% en 2050** en cohérence avec ceux du Plan climat 2030 de l'Eurométropole. Les leviers d'efficacité et de sobriété vont être à activer massivement et rapidement pour inverser la tendance à la hausse observée ces dernières années et la compenser.

La stratégie de développement des énergies renouvelables est portée par l'Eurométropole et affiche l'objectif de parvenir à **100% d'énergie renouvelables en 2050 avec un objectif de 40% en 2030**. La Ville de Strasbourg s'engage vers ces mêmes objectifs et entend contribuer à la massification du développement et de l'usage des EnR&R.



Consommation énergétique finale non corrigée du climat en base 100 (2012) et objectif de réduction - source ATMO Grand Est Invent'Air V2019

Émissions de gaz à effet de serre - GES

Situation du territoire

Les émissions de GES

Les émissions de gaz à effet de serre ont baissé de 20% entre 2017 et 1990 (selon le format de rapportage Secten), en deçà de l'objectif fixé dans le cadre du 1er plan Climat de 2009 (-30% entre 2020 et 1990).

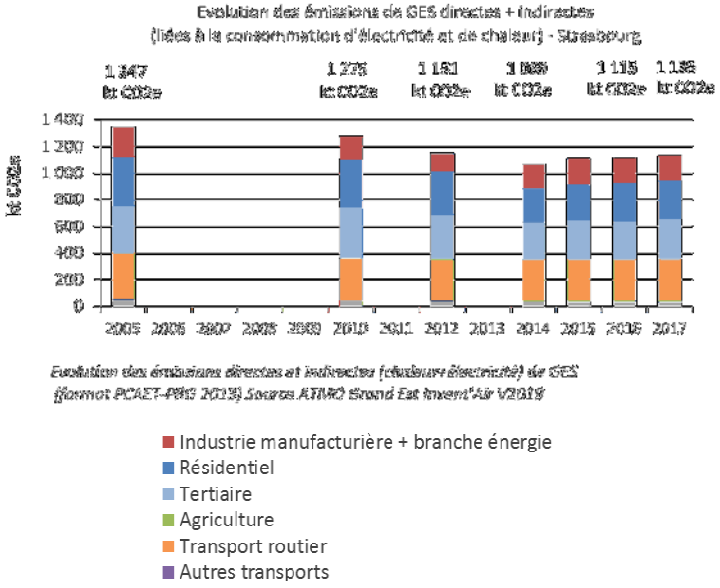
Pour alimenter les politiques régionales et locales de planification énergétique des territoires, un format PCAET de reporting des émissions de GES a été élaboré pour les diagnostics[9].
Le format de rapportage PCAET :

- intègre les émissions directes (hors production chaleur et électricité) et indirectes liées à la consommation d'électricité et de chaleur ;
- n'intègre pas les émissions indirectes situées hors du territoire.

En parallèle à l'objectif fixé selon l'année de référence 1990, l'année 2005 est utilisée pour suivre l'évolution des objectifs de réduction des émissions de GES selon le format PCAET, en effet :

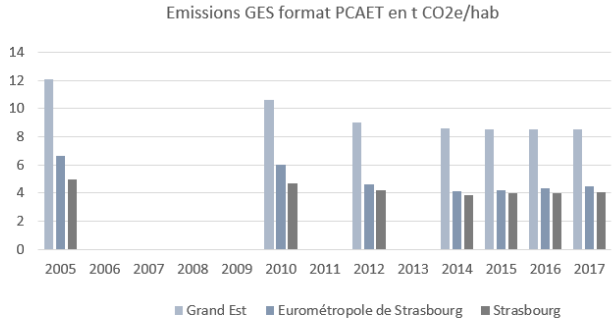
- les émissions de GES de 1990 sont semblables à 2% près à celles de 2005 (ces dernières étant légèrement inférieures) ;
- les incertitudes sur 1990 sont plus importantes en lien avec la disponibilité des données (les données 1990 selon le format PCAET ne seront disponibles que courant 2020).

Les émissions de gaz à effet de serre **ont baissé de 16 % par rapport à 2005**. L'ensemble des secteurs ont affiché une baisse entre 2005 et 2017 avec une contribution majeure du secteur résidentiel (-38%) et tertiaire (-26%). Les émissions de gaz à effet de serre étant liées à 90% à l'usage de l'énergie, le **rebond observé pour la consommation énergétique à partir de 2015 l'est également sur les émissions de GES.**



Evolution des émissions directes et indirectes (chaleur+électricité) de GES (format PCAET-PRG 2013) Source ATMO Grand Est Invent'Air V2019

Les émissions moyennes de GES par habitant-e de Strasbourg (format PCAET) s'élèvent en 2017 à **4,1 tCO_{2e}./hab/an**, soit plus de deux fois inférieures à la moyenne régionale Grand Est (8,5t CO_{2e} /hab en Grand Est). Elles témoignent de l'impact positif des politiques publiques locales de mobilité



Evolution des émissions directes et indirectes (chaleur+électricité) de GES (format PCAET-PRG 2013) - source ATMO Grand Est Invent'Air V2019

Au niveau national, une estimation réalisée par le CITEPA indique que l'approche inventaire des représente 60% de l'approche empreinte carbone avec 6,6 tCO_2/habitant contre 11,0 t CO_2/hab[10].
La notion d'empreinte carbone globale ne fait pas pour l'instant l'objet d'un rapportage (quantification non disponible à l'échelle locale pour l'instant). Celle-ci est toutefois pleinement intégrée dans la stratégie de la collectivité (circuit court, économie circulaire …).

[9] Données sources ATMO Grand Est Inventair V2019

[10] https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/sites/default/files/2019-05/datalab-46-chiffres-cles-du-climat-edition-2019-novembre2018.pdf

La séquestration carbone

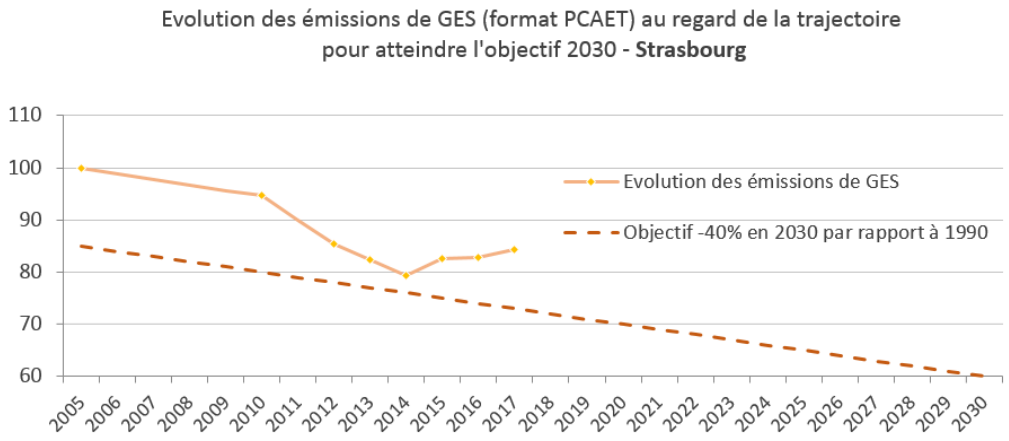
La séquestration (ensemble des processus extrayant le CO_2 de l'atmosphère et le stockant dans un réservoir) est essentiellement assurée sur le territoire par l'utilisation des terres et la foresterie, les sols, la biomasse végétale (en particulier le bois en forêt ou utilisé dans la construction et l'ameublement).

Actuellement **les sols et les forêts situés sur la commune de Strasbourg séquestrent 1%[11] des émissions directes de GES** (à noter que cette estimation est une approche territoriale, les forêts non situées sur la commune de Strasbourg ne sont pas prises en compte dans ce cadre mais intégrées, pour celles propriétés de la Ville, dans sa stratégie de gestion durable des forêts). La méthodologie ATMO Grand Est permet d'estimer les chiffres de séquestration carbone pour les sols, la végétation et les forêts. Les variations de stock de carbone dans les produits bois, les haies, la biomasse morte devront compléter ces données afin d'alimenter une stratégie globale de stockage du carbone.

La **neutralité carbone** implique que les émissions résiduelles de GES (sur la base d'une énergie 100% Energies renouvelables et de récupération – EnrR&R) soient séquestrées. La notion de stockage carbone doit ainsi être intégrée dans les différentes politiques afin de la renforcer tant concernant la gestion des sols, des forêts, les pratiques agricoles et l'utilisation de bois d'œuvre.

Objectifs

Le territoire de la Ville de Strasbourg se fixe également l'objectif de **réduction des émissions de GES (format PCAET) de 40% d'ici 2030** (par rapport à 1990) et avec un **objectif de neutralité carbone en 2050**. La réduction de la consommation énergétique, couplée à un développement des énergies renouvelables et un renforcement du stockage carbone sont les leviers qui permettront d'atteindre l'objectif de réduction des émissions de GES.



Evolution des émissions directes et indirectes (chaleur+électricité) de GES (format PCAET-PRG 2013)
Source ATMO Grand Est Invent'Air V2019

[11] Poids de la séquestration (évolution des flux de carbone entre l'atmosphère et le secteur UTCATF- Données ATMO GE – Inventaire V2019)

Le changement climatique : des effets tangibles et des enjeux d'adaptation

Selon les projections du Groupe Intergouvernemental sur l'évolution du Climat (GIEC), les impacts du changement climatique sont de deux natures :

- **La multiplication des aléas climatiques** ou évènements météorologiques violents : orages, tempête, canicules plus fréquentes, plus sévères et plus longues, grands froids, inondations, pluies intenses, orages, tempête.
- **L'évolution du climat** (notamment l'augmentation de la température moyenne annuelle et corrélativement des valeurs des températures de canicule). Elle provoquera un changement des écosystèmes, des rythmes écologiques (pollinisation, floraisons…), des migrations (risques sanitaires renforcés, des modifications des milieux et des espèces, des impacts sur l'agriculture et les activités économiques…).

L'adaptation au changement climatique fait référence aux impacts du changement climatique sur le territoire et aux actions permettant de diminuer sa vulnérabilité.

La stratégie d'adaptation vise ainsi à définir l'évolution des modes d'organisation, de réalisation à opérer pour limiter les impacts négatifs du changement climatique ou pour en maximiser les effets bénéfiques et ce, sur tous les secteurs d'activité.

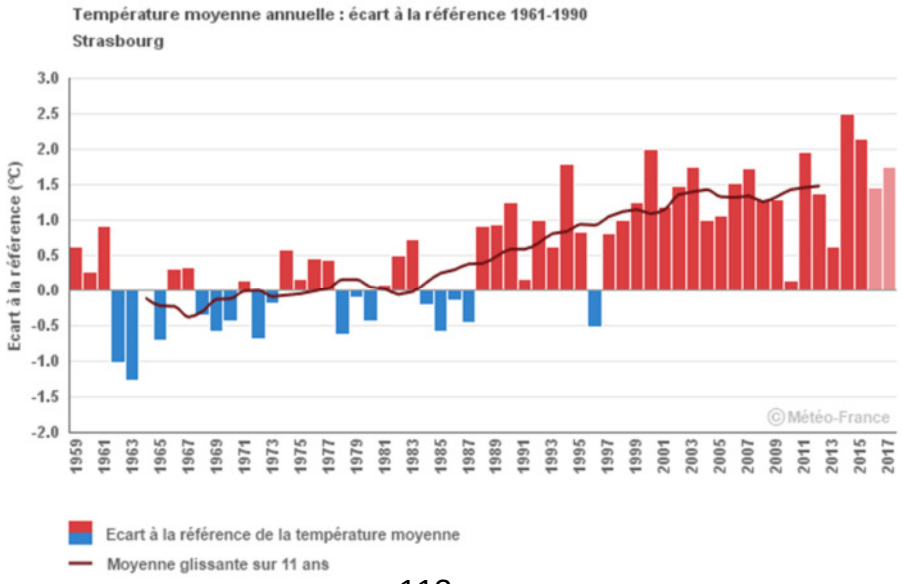
Le suivi des indicateurs des évolutions climatiques

Les températures

Sur le territoire alsacien, les conséquences du changement climatique se font d'ores et déjà ressentir avec:

- Des relevés météorologiques qui enregistrent une élévation de température moyenne d'environ 1,4°C depuis les années 1900 et une accélération du processus ces dernières années avec en moyenne +0,3°C par décennies. Les projections climatiques montrent une poursuite du réchauffement jusqu'en 2050, quel que soit le scénario.
- Des phénomènes météorologiques extrêmes comme les périodes de sècheresse qui gagnent et gagneront en importance ; la canicule de 2003 mais aussi les étés 2015, 2018 et 2019 en furent révélateurs. Le record absolu de chaleur à Strasbourg a été battu le 30 juin 2019 avec 38,8°C (précédent de 2015 avec 38,7°C).
- Une réduction du nombre de jours de gel (observé de -2 à -4 jours tous les dix ans)

La température moyenne strasbourgeoise à la fin du siècle devrait être comparable à celle de Marseille au milieu du 20ème siècle.



Aujourd'hui, le territoire strasbourgeois reçoit en moyenne 600 à 800 mm de précipitations par an. La tendance des précipitations annuelles montre une légère augmentation des cumuls mais avec de grandes variabilités entre les années.

Néanmoins, durant la période estivale, la tendance semble aux sécheresses (+25% depuis 1950), en raison d'une atmosphère plus chaude augmentant les phénomènes d'**évaporation pour tous les milieux.**

Les modélisations (Météo-France scénario d'évolution SRES A2) prévoient que l'humidité moyenne du sol en fin de siècle en Alsace pourrait correspondre aux situations sèches extrêmes d'aujourd'hui.

En fin de siècle, un renforcement du taux de précipitations extrêmes responsables de crues est probable.

Les plantes et espèces

L'évolution des observations de certaines plantes et espèces animales permettent de visualiser l'impact local des changements climatiques.

- **Arbres fruitiers** : les dates de floraison sont plus précoces, notamment le raisin (15 jours plus tôt depuis les années 1980 – source INRA Colmar).
- **Ambroisie** : plante allergène originaire d'Amérique du Nord, elle se propage fortement en France (Plan Régional de lutte mise en place par l'ARS Grand Est). D'ici 2050, les concentrations atmosphériques en pollen d'ambroisie seront environ 4 à 4,5 fois plus élevés, augmentant l'incidence et la prévalence de l'asthme[12].
- **Mortalité précoce des arbres :** la sécheresse prolongée cause des dégâts au patrimoine arboré et de la mortalité commence à être observée. Les plantations dans le cadre de projets d'aménagement rencontrent aussi des difficultés de reprise.
- **Les pollens (ex bouleau)** : les quantités libérées vont être renforcées par la hausse des températures et les changements climatiques.
- **Frelon asiatique** : implanté à Strasbourg depuis 2017, sa propagation pourrait être facilitée par le réchauffement climatique et l'abondance de nourriture (abeilles domestiques), qui serait très préjudiciable à long terme pour celles-ci.
- **Moustique tigre** : vecteur de maladies historiquement cantonnées aux pays tropicaux, il s'est parfaitement adapté à l'environnement urbain, Strasbourg est d'ores et déjà une commune colonisée par ce moustique. Le froid protège encore pour l'instant le Nord de la France de son invasion en tuant les œufs hivernant.

[12] Effects of climate change and seed dispersal in airborne ragweed pollen load un Europe , Nature Climate change 25 mai 2015 – Chiffres clés ATMO Grand Est Edition 2019

Prévenir les phénomènes extrêmes

Parmi les pays européens, c'est la France qui a enregistré depuis 20 ans, le plus de dégâts liés au dérèglement climatique[13]. Elle se place au 18ème rang mondial avec 1120 décès/an et 2,2 milliards de dollars de pertes.

Les risques majeurs se définissent comme la « possibilité que survienne un événement d'origine naturelle ou anthropique, dont les effets peuvent mettre en jeu un grand nombre de personnes, occasionner des dommages importants et dépasser les capacités de réaction de la société. »

Strasbourg a mis en place des actions pour informer, anticiper et limiter les risques liés aux évènements extrêmes. Elles visent à assurer la protection et la mise en sécurité de la population et à augmenter la **résilience du territoire aux aléas climatiques**.

Chaque citoyen a droit à une information sur les risques naturels et technologiques majeurs auxquels il est exposé et sur les mesures de sauvegarde mises en œuvre ou susceptibles de l'être[14]. Le document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) recense l'ensemble de ces données dont celles liées au changement climatique. Il a été publié et diffusé en octobre 2019 (synthèse diffusée via le Strasbourg Magazine de novembre 2019).

Un Plan Communal de Sauvegarde (PCS) est adossé à ce document, c'est un instrument de planification et d'organisation communale qui a pour objet d'anticiper les situations dangereuses afin d'assurer la protection et la mise en sécurité de la population. Dans le cadre d'une stratégie d'alerte anticipée, l'accent est mis depuis 2016 sur l'alerte et l'information préventive et le suivi et l'analyse des données météorologiques pour prévenir la population en cas de coup de vent violent, de risque d'inondation, de pollution de l'air, de tempêtes, de canicules, etc.

Des plans régulièrement mis à jour sont ainsi opérationnels pour le territoire pour les vents forts (2001), la canicule (depuis 2003) et avec une compétence métropolitaine les pics de pollution (depuis 1996) tout comme le risque inondation (depuis 1998).



[13] Source Germanwatch - COP24

[14] articles L.125-2, L.125-5 et L.563-3 et R.125-9 du code de l'environnement)

La vulnérabilité du territoire face aux événements pluvieux

Les évènements pluvieux intenses exposent la Ville de Strasbourg à des risques :

- **de débordements de cours d'eau** en cas de pluies intenses et prolongées, principalement hivernales, notamment aggravés par du dégel, et affectant les bassins versants amonts de l'Ill, de l'Ehn, de l'Andlau et surtout de la Bruche, mais aussi du Rhin exposant la métropole strasbourgeoise qui pourrait être significativement impactée par des inondations.
- de remontée de la nappe phréatique rhénane alimentée par l'Ill
- d'inondations générées par « **débordements de réseaux** » : les pluies diluviennes, intenses et brèves (pluies au printemps et orages d'été) provoquent l'accumulation des eaux dans les points bas.
- d'effondrement des cavités souterraines.

Depuis la mise en place du système français d'indemnisation des catastrophes naturelles en 1983, la Ville de Strasbourg a été concernée par 15 arrêtés de reconnaissance de catastrophe naturelle par l'État qui concernaient des phénomènes d'inondation au sens large.

En fin de siècle, un renforcement du taux de précipitations extrêmes responsables de crues est probable. L'année 2008, par exemple, a été une année de référence sur ce que peut connaître Strasbourg comme pluies diluviennes en été, provoquant des inondations.

La modélisation de la crue centennale du Rhin projette une augmentation du débit de 10 à 25 % d'ici 2080. Pour une crue centennale, la métropole strasbourgeoise serait significativement impactée.

Le zonage réglementaire établi dans le cadre du PPRI (Plan de Protection des risques inondation) est intégré dans le PLUi afin de limiter l'implantation de nouveaux bâtis en zone inondable pour la Ville de Strasbourg.

Suite à la prise de **compétence GEMAPI** (gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations) par l'Eurométropole de Strasbourg, la ville se concentre sur la gestion de crise, la sauvegarde des populations et l'information des citoyens concernant les risques majeurs.

La stratégie de la Ville est donc axée sur le développement de la culture du risque inondation auprès des citoyens et la préparation à la gestion d'une crise majeure :

- Valorisation des repères des crues historiques existants et des pierres de famine (pierres gravées lors d'épisode de crues sévères qui ont entraîné des famines) et pose de nouveaux repères de crues pour améliorer la culture du risque ;
- Pose de panneaux interdisant la circulation piétonne en cas d'intempéries sur les quais fréquemment inondables ;
- Consolidation du Plan communal de Sauvegarde pour la partie inondation ;
- Etude de la vulnérabilité aux inondations des bâtiments de la ville nécessaires à la gestion de crise.

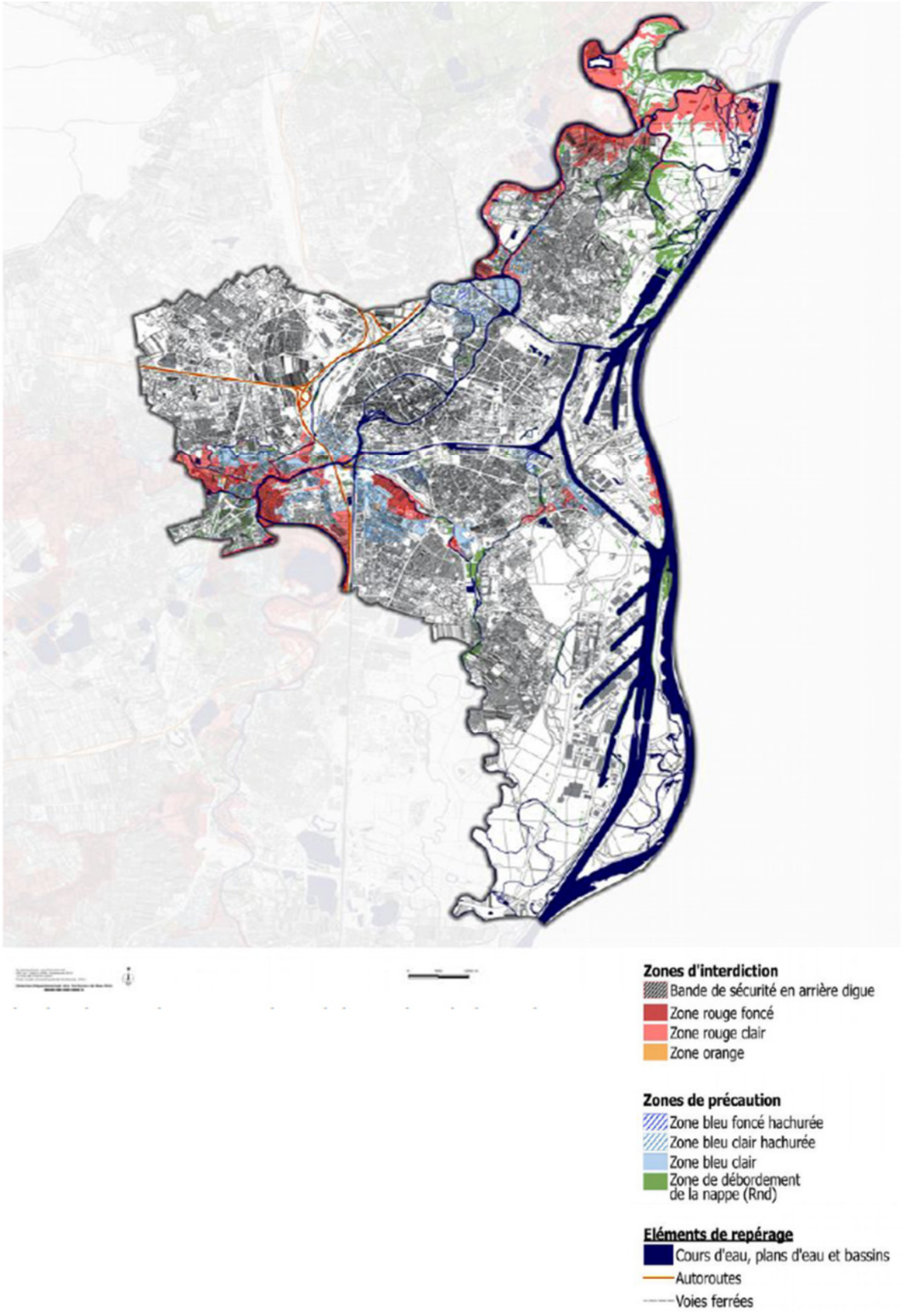
La vulnérabilité du territoire face aux tempêtes

Si l'impact du changement climatique sur une augmentation de l'occurrence des tempêtes n'est pas établi localement, les tempêtes de 1999 puis 2008, sont les témoins des dégâts dramatiques de cet aléa climatique. Elles représentent un risque sécuritaire pour la population et sont en mesure de détruire une part significative de la production forestière de dizaines d'années.

La Ville de Strasbourg veille à la sécurité des usagers de ses parcs et cimetières. En lien avec les Services Espaces verts et de Nature et Funéraire, la Mission sécurité civile a élaboré et mis en œuvre un processus permettant d'aboutir à la fermeture rapide des cinq parcs et des neuf cimetières de la Ville en cas de très fortes rafales de vent.

Suite à des fortes pluies orageuses, certains cimetières comme celui de Saint Gall ou Saint Urbain sont également fermés au public en raison de risques d'affaissement des sols.

Zonage réglementaire établi dans le cadre du PPRI (Plan de Protection des risques inondation)



Vulnérabilité du territoire face aux vagues de chaleur et à la pollution de l'air

Le plan canicule

Un épisode de forte chaleur peut créer une situation de stress thermique pour les individus, augmentant leur vulnérabilité et de ce fait, les conséquences sanitaires associées. De plus, une partie de la population apparaît comme étant plus sensible (personnes âgées, nourrissons, jeunes enfants ou encore les personnes travaillant en extérieur). En cas de canicule, le manque de rafraîchissement nocturne en ville (phénomène d'îlot de chaleur urbain) est un réel enjeu de santé pour les populations sensibles.

À l'échelle de la ville, la surchauffe urbaine est un phénomène qualifié « **d'îlot de chaleur urbain** ». Sa caractéristique la plus marquée en période estivale est la limitation de la fraîcheur nocturne par rapport aux zones rurales [15] En termes d'aménagement et d'urbanisme, plus un espace est composé de surface minérale et dépourvu de végétation, plus la probabilité que celle-ci soit soumise à un inconfort thermique est élevée.

Pour réduire les risques liés à la chaleur, Strasbourg se mobilise depuis 2003 pour informer les concitoyens et veiller sur les plus vulnérables lors de périodes caniculaires. Un dispositif de prévention des risques est déployé tous les ans entre le 1er juin et le 15 septembre comprenant quatre niveaux de vigilance : veille saisonnière, avertissement chaleur, alerte canicule et mobilisation maximale. De nombreux acteurs (aides à domicile, soins infirmiers à domicile, etc.) jouent un rôle de veille sociale en lien avec tous les réseaux de partenaires. Les professionnels proches des seniors peuvent aussi les orienter vers des lieux rafraîchis.

Une campagne d'information permet de sensibiliser davantage les personnes âgées mais aussi leur entourage afin de susciter les bons réflexes à adopter en cas de forte chaleur, de façon simple, accessible et attractive : hydrater son visage ou son corps avec de l'eau, boire régulièrement, éviter de sortir en pleine journée, etc.

Depuis 2009, La Ville de Strasbourg a décidé de compléter son dispositif en proposant une veille sociale active. Pour rompre leur isolement, les personnes inscrites peuvent recevoir à domicile durant la période estivale la visite d'agents "Canicule" - encadrés par le Service Soutien à l'autonomie de la Ville de Strasbourg - dès lors qu'elles en ont exprimé le souhait. L'an passé, ce sont 161 visites qui ont été réalisées.

À ce dispositif de prévention sont associées des actions spécifiques complémentaires en direction de la petite enfance, du public en situation de handicap et des sans-abris.

La prise en compte croisée des enjeux canicule et pollution de l'air

Le mécanisme de formation de l'ozone nécessite un rayonnement solaire intense et des polluants primaires précurseurs (NO_X et COV). La formation d'un îlot de chaleur urbain a tendance à piéger les polluants, qui limitent la restitution de chaleur à l'atmosphère pendant les périodes nocturnes, accentuant le phénomène d'îlot de chaleur urbain et l'exposition à la pollution.

La canicule exceptionnelle de 2003 en est un exemple, entraînant à Strasbourg une surmortalité de 273 décès (+50 %) en particulier en lien avec la forte concentration d'ozone.

D'après une étude pilotée par l'Institut de veille sanitaire (Invs) dans neuf villes de France (PSAS9), si à Paris ou à Lyon, la chaleur a été la cause majeure de surmortalité, loin devant l'ozone, en revanche à Strasbourg et Toulouse ce gaz formé est responsable de 75% des décès dus à la canicule.



[15] Source ADEME Diagnostic de la surchauffe urbaine.

Anticiper pour s'adapter aux évolutions du climat

L'évolution du climat (notamment l'augmentation de la température annuelle) est déjà observable sur le territoire et n'est pas sans conséquence sur les écosystèmes (risques sanitaires renforcés, modification des milieux et des espèces, impacts sur des activités économiques…). La stratégie d'adaptation sera déclinée au sein des 3 piliers selon les thématiques abordées.

Vulnérabilité des personnes exposées et risque sanitaire accru

La vulnérabilité des populations est accrue pour les personnes sensibles (personnes âgées, isolées, etc.), et va s'accroître par le vieillissement de la population. De plus, les quartiers fortement minéralisés de Strasbourg disposent d'un environnement surexposé à la chaleur et à la pollution de l'air.

Par ailleurs, les changements climatiques favoriseront l'émergence de maladies infectieuses transmises par des virus et des parasites mal connus en Europe et la prolifération d'espèces invasives. Les hivers doux seraient notamment favorables à la longévité des tiques ainsi qu'à une augmentation de la durée de leur activité.

Impact sur l'environnement

Les changements climatiques attendus pourront être à l'origine de modifications des cycles biologiques. Ainsi, une nouvelle synchronisation climatique pourra être observée tant concernant le développement que la reproduction des espèces.

La sensibilité des milieux naturels, sols, air, eau, biodiversité, aux pollutions est également accrue par l'augmentation des pressions sur ces milieux, dues aux modifications des conditions climatiques. Par exemple, les débordements du réseau d'assainissement sont rejetés sans traitement dans l'environnement et dégradent la qualité des eaux des cours d'eau, des eaux souterraines et la biodiversité.

Impact sur le secteur économique

Le changement climatique va également avoir des impacts sur les milieux agricoles et naturels. L'augmentation des durées de sècheresse ainsi que l'augmentation des températures pourraient provoquer un stress hydrique par un manque d'eau en période de croissance des végétaux. Cela contribuera à la diminution des rendements des cultures, des forêts impactant les secteurs associés.

Le changement climatique va avoir des impacts sur le secteur économique, en particulier le tourisme, l'hydroélectricité et l'agriculture. Différentes études montrent que le coût de l'inaction pourrait être 5 à 20 fois supérieur au coût des mesures prises pour prendre en compte dès maintenant les problèmes.

Une étude du CREDOC[16] a montré que le climat intervenait comme un élément important pour 43 % des touristes quand ils ont la possibilité de choisir entre plusieurs destinations en France.

Ce dérèglement pourrait également avoir de nombreux impacts sur la gestion et l'organisation des entreprises. Les risques liés aux impacts du changement climatique sont présents au sein de l'entreprise (conditions de travail, rareté de l'eau, impacts sur les actifs physiques, l'augmentation du coût des assurances, etc.) et derrière la ligne d'horizon (marchés de consommation mondialement affaiblis, réputation entachée, etc.).

L'enjeu est d'adapter les stratégies d'entreprises aux conditions climatiques et socio-économiques à venir. Appréhendé dans le cadre du projet **Clim'ability,** INTERREG V A mené de 2016 à 2018, celui-ci avait pour objectif d'identifier les vulnérabilités des entreprises du Rhin Supérieur dans la perspective du changement climatique.

Impact sur le secteur énergétique

La vulnérabilité est double sur le secteur énergétique. En effet, en temps de canicule, la demande a tendance à augmenter les besoins en climatisation, alors même que la capacité de production a tendance à baisser. L'augmentation des sécheresses et la baisse prévisible du débit des fleuves (6 à 19 % pour les fleuves européens) impactera la production d'hydro-électricité et les secteurs qui en dépendent, tout comme la navigabilité du Rhin en période d'étiage.

[16] CREDOC, « Météorologie, climat et déplacements touristiques : comportements et stratégies », octobre 2009

PILIER I : MOYENS ET INTERVENTIONS AUX DIFFERENTES ECHELLES

Cette stratégie vise à réduire l'empreinte écologique de la collectivité mais également d'engager celle de chaque individu et de chaque structure du territoire

Le pilier I qui présente les moyens et les mobilisations associés, se décline en quatre objectifs :

- Objectif 1 : une gouvernance à la hauteur des enjeux climatiques
- Objectif 2 : la mobilisation citoyenne en faveur de l'environnement,
- Objectif 3: vers un urbanisme durable
- Objectif 4 : pour une transition écologique solidaire

Objectif 1 : une gouvernance et des moyens à la hauteur des enjeux climatiques

La Ville de Strasbourg s'engage dans l'adoption d'une stratégie, articulée avec l'ensemble des politiques publiques. Cette stratégie intègre les objectifs que Strasbourg ambitionne pour le territoire avec une déclinaison opérationnelle sur les champs relevant de sa sphère de compétences. La gouvernance adossée à cette démarche vise à garantir la mise en œuvre des actions avec, comme fil rouge, l'exemplarité de la collectivité, une démarche participative et transparente avec des budgets mobilisés à la hauteur des enjeux.

Une gouvernance adaptée aux enjeux

Cette stratégie intègre l'ensemble des thématiques relatives aux enjeux climat, air et énergie. Elle vise à donner un cadre avec une vision à l'horizon 2030 et des objectifs intermédiaires. La stratégie sera accompagnée d'un plan d'actions opérationnel assorti d'indicateurs qui permettront d'évaluer l'impact attendu des actions et de suivre leur réalisation.

L'intégration des différents plans et feuille de route, projets structurants

La stratégie s'appuie et s'articule sur différentes stratégies, démarches et actions portées par la collectivité.

Une stratégie intégrée pour la qualité de l'Air

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg ont défini pour leur territoire une stratégie intégrée en vue d'améliorer la qualité de l'air, en cohérence avec les actions déjà engagées tel le programme « Strasbourg Ville et métropole respirables » et le Plan de Protection de l'Atmosphère de l'agglomération strasbourgeoise porté par le Préfet pour l'Etat français (en cours de révision) renforcé par une feuille de route établie début 2018.
L'objectif principal des actions prévues est de contribuer à réduire de manière drastique et pérenne la pollution de fond. Il s'agit à très court terme de sortir du contentieux quant aux teneurs annuelle en NO_2 (pour lequel la France a été condamnée le 24 octobre 2019 par la Cour de Justice de l'Union européenne pour non-respect de la directive de 2008) et en ligne de mire, de respecter d'ici 2030, des lignes directrices de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), particulièrement pour les particules.

Une démarche pour la mobilité active

Le Plan d'action des mobilités actives (PAMA) a été voté le 1er mars 2019 et comporte 20 fiches actions. S'il constitue la feuille de route pour les modes actifs sur l'Eurométropole de Strasbourg ; il fusionne le plan piéton d'initiative Ville de Strasbourg lancé en 2011 (avec pour objectif de développer l'usage de la marche à pied en encourageant les aménagements pacifiant la vitesse et ceux au profit des modes actifs) et le schéma directeur vélo (2011).

La démarche Strasbourg 100% cyclable, lancée en 2017, qui visait à créer des aménagements pour améliorer la sécurité des cyclistes sur les axes non pourvus d'aménagement, a également été intégrée au PAMA.

En facilitant le déplacement des cyclistes, Strasbourg porte une vision globale de la mobilité urbaine, visant à encourager l'abandon de la voiture au cœur de la ville et dans les quartiers, au profit d'un ensemble d'autres modes de déplacement actifs.

La démarche Strasbourg Grandeur Nature :

La Ville de Strasbourg s'est dotée d'un plan intitulé "Strasbourg Grandeur Nature" pour la période 2016-2020.

Ce plan d'actions en faveur du maintien et du renforcement de la nature obéit à une double ambition:

- Répondre aux "incontournables", tels que les travaux d'inventaire, la protection du patrimoine naturel, l'éducation à l'environnement, la gestion durable du territoire et des nouveaux projets, ...
- Mettre en avant les forces et spécificités strasbourgeoises que sont la volonté d'associer les thématiques de la "ville nature" et de la "ville nourricière", la volonté d'une large participation et appropriation citoyenne dès le plus jeune âge, celle d'allier biodiversité et solidarité et enfin de valoriser la place importante qu'occupent l'eau et l'arbre dans la ville.

Le Plan Strasbourg Grandeur Nature, fruit d'un travail participatif a été établi autour de quatre axes majeurs : "un patrimoine naturel à transmettre", "une culture partagée de la nature", « une gestion durable du territoire » et « une ville exemplaire et attractive" qui se déclinent en objectifs stratégiques et chiffrés.

Il fait référence et intègre les démarches structurantes initiées en amont tel la démarche zéro pesticides (2008), Strasbourg ça pousse, le partenariat pour une agriculture durable, le Parc Naturel urbain (2011).

La stratégie climatique intègre les objectifs du Plan Strasbourg Grandeur Nature et les dessine à l'horizon 2030. Le futur plan d'actions vise à compléter celles initiées pour 2016-2020.



Une organisation interne garante de la transversalité

La mise en œuvre d'une politique climatique ambitieuse nécessite un fonctionnement en mode projet avec une transversalité opérationnelle à tous les niveaux.

Une réorganisation a été initiée courant 2017 avec un organigramme des services qui a évolué pour plus de transversalité avec des missions rattachées directement à la Direction Générale, comme la mission Climat en charge de l'élaboration et le suivi de cette stratégie, des comités de directions thématiques dont l'un dédié à l'Aménagement, développement, mobilités et territoires durables.

Une structuration du suivi et de la mise en œuvre de la démarche sera finalisée courant 2020 afin de garantir :

- Le fonctionnement en mode projet avec la mise en œuvre d'un groupe de travail transversal incluant les dix directions de territoires des quartiers de Strasbourg ;
- Un portage politique partagé qui permet une prise en compte des enjeux climatiques dans l'ensemble des politiques publiques de la collectivité avec des comités de pilotage et des instances adaptés.

Des démarches garantes de crédibilité et de reconnaissance

La démarche de la collectivité vers le label Cit'ergie

La Ville de Strasbourg a souhaité coupler la révision de sa stratégie Climat-Air-Energie à l'engagement dans la démarche Cit'ergie (délibération en 2017). Menée avec le soutien de l'ADEME, celle-ci permet de s'inscrire dans une démarche d'amélioration continue, où l'évaluation initiale est effectuée par un audit indépendant et où les progrès sont suivis annuellement, garantie d'un suivi régulier des actions déployées et d'une évaluation rigoureuse.

La démarche Cit'ergie est centrée sur les compétences propres et la sphère d'influence de la collectivité abordées à travers six domaines stratégiques du référentiel. Elle s'appuie sur 4 étapes :

1. un état des lieux détaillé des actions de sa politique climat-air-énergie mise en œuvre (finalisé en 2019 et réactualisé lors de l'audit en 2020)
2. une identification du potentiel d'action, des forces et faiblesses de la collectivité,
3. la formalisation d'une stratégie et d'un programme d'actions climat-air-énergie approuvés par l'organe décisionnel
4. un établissement et un suivi annuel des indicateurs opérationnels de performance.

La stratégie, alimentée par l'état des lieux finalisé en 2019, répond à la 1ère partie de l'étape 3 du processus de labellisation Cit'ergie. Le plan d'action Cit'ergie vise à déterminer un programme d'actions sur les 4 prochaines années, il fait partie intégrante du plan d'actions associé à la stratégie pour atteindre les objectifs fixés.

La labellisation selon 3 niveaux (« Cap Cit'ergie », « Cit'ergie » et « Cit'ergie Gold ») permet de reconnaître le niveau de réalisation de la collectivité par rapport à son potentiel d'action.

L'objectif de la Ville est d'être labellisée Cit'ergie en 2020 et Cit'ergie Gold en 2030.



Objectif :

- **Obtenir la labellisation Cit'ergie en 2020 et Cit'ergie Gold en 2030**

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg étant gérées par une administration commune depuis 1972, ceci leur a permis d'avancer en parallèle sur les enjeux climatiques tant pour l'élaboration des 1ers plans climat en 2009 que sur leur révision. Une demande commune de labellisation sera ainsi déposée avec un état des lieux intégrant les actions liées aux politiques climatiques de deux collectivités mais avec une stratégie et un plan d'action spécifique à chacune des collectivités.

Engagement vis-à-vis de la convention des Maires

La Convention des Maires pour le Climat et l'Energie, fondée en 2008, rassemble des milliers de collectivités locales qui s'engagent volontairement à mettre en œuvre les objectifs de l'Union européenne en matière de climat et d'énergie.

La Ville de Strasbourg a délibéré son adhésion à la Convention des Maires au printemps 2019 suivie de la signature de la convention. Celle-ci se traduira par un rapport de mise en œuvre élaboré tous les deux ans après l'adoption de la feuille de route relative à l'avancement des objectifs d'atténuation et d'adaptation identifiés dans la stratégie. **Cette participation permet notamment**

- D'accéder à un partage de « savoir-faire d'excellence » et à des études de cas pour s'inspirer et un soutien technique ;
- De disposer des meilleures opportunités financières pour les projets locaux en matière de climat et d'énergie ;
- De garantir des engagements crédibles grâce à l'analyse et au suivi des progrès accomplis.

Des participations à des concours pour se comparer et progresser

La Ville de Strasbourg a participé au concours de la Commission européenne pour être **Capitale verte européenne 2021**. Ce concours récompense chaque année une ville de plus de 100 000 habitants pour ses politiques publiques durables et son ambition pour l'avenir. Strasbourg a figuré dans le trio final et a eu l'occasion de défendre sa candidature à Oslo (ville lauréate) en juin 2019. L'étude du dossier technique par des experts permet d'avoir une évaluation critique de la politique menée et l'oral a permis de fédérer les acteurs autour de la candidature (témoignage d'un artiste, d'une jeune, d'un entrepreneur autour des élus).

La ville a été lauréate du **Concours Capitale Française de la Biodiversité** à divers titres et reprises dont le prix majeur de la Capitale française en 2014 et l'obtention de 5 libellules sur 5 (distinction suprême détenue uniquement par Strasbourg).

Implication des satellites de la ville de Strasbourg et des associations

La Ville de Strasbourg est actionnaire de 9 sociétés d'économie mixte, dont 2 sociétés dans lesquelles elle est majoritaire, et d'une société publique locale. Elle confie également la gestion de 8 services publics à des organismes privés (associations ou sociétés commerciales) ; les services délégués par la Ville relèvent essentiellement du domaine du stationnement sur voirie et en ouvrage (parkings des Bateliers et des Halles), de l'action sociale avec 4 maisons de la petite enfance ainsi que la gestion du cinéma l'Odyssée.

Nombre d'entre elles ont déjà une implication dans la transition écologique du territoire. Un travail dédié sera réalisé afin de suivre la traduction opérationnelle des différents objectifs de cette stratégie relative à leurs activités et fera l'objet d'une présentation au sein de leur rapport d'activité annuel avec un suivi d'indicateurs associés. Ils seront inclus dans la synthèse réalisée annuellement et jointe lors de la délibération de fin d'année, complétant ainsi le contenu du tableau de bord.

Une démarche semblable sera réalisée auprès des différentes **associations** subventionnées par la Ville de Strasbourg. **Les modalités d'une éco-conditionnalité des aides seront étudiées avec les engagements environnementaux** et leurs déclinaisons opérationnelles mentionnés dans les rapports d'activités transmis.

Une gouvernance partagée

La mise en œuvre de cette stratégie sera assurée via :

- Un **comité de pilotage** rassemblant les principaux élus concernés, les services et les partenaires extérieurs (sociétés d'économie mixte, sociétés et établissements publiques locaux, délégations de service public, etc.) ;
- Un **comité de suivi** associant les acteurs du territoire dont un **comité citoyen.**

Un comité de suivi citoyen pour le climat

Dès 2008, la Ville de Strasbourg s'est lancée dans une démarche de systématisation de sa démocratie locale pour renforcer la place des habitants dans le débat public au niveau local, et construire une « démocratie réelle » en allant au-delà des enquêtes et des débats publics.

La participation citoyenne à Strasbourg, c'est à la fois des initiatives citoyennes, une dynamique associative et des instances de démocratie locale :

- Les instances rattachées au PACTE de la démocratie locale
  - Le comité d'éthique du pacte pour la démocratie
  - Le Conseil de suivi et d'évaluation de la participation citoyenne
- Les Conseils de quartiers,
- Les Conseils citoyens,
- Le Conseil des jeunes qui comprend une commission thématique dédiée à l'écologie et à l'environnement,
- Le Conseil des résident(e)s étrangers-ères,
- Le Conseil de développement de l'Eurométropole.

En 2017 à l'occasion du Sommet Citoyen, la Ville de Strasbourg a élargi son dispositif de participation citoyenne avec le Pacte pour la démocratie locale. Celui-ci engage et régule les relations entre élu(e)s, citoyen(ne)s, agent(e)s et fait évoluer les instances de démocratie locale vers de nouveaux dispositifs phares. Le Pacte se concrétise à travers différents outils dont :

- Une plateforme numérique de participation citoyenne, pour informer et interagir avec les citoyen(ne)s, opérationnelle depuis l'automne 2018,
- Un budget participatif afin de réaliser des projets d'intérêt général (1er budget doté de 1M€ d'investissement répartis de de façon équitable sur les 10 territoires de la ville de Strasbourg ; 2ème budget lancé en novembre 2019 doté d'un budget de 2 M€,
- Les pétitions citoyennes,
- Un conseil de suivi de la participation citoyenne,
- Une unité mobile pour informer les habitants sur les sites réaménagés avec le budget participatif (camping-car Pact'mobile),
- Des espaces physiques de participation citoyenne à renforcer.

En date du 15 février, la **pétition citoyenne** qui a obtenu le plus de signatures s'intitule « **il faut sauver la ceinture verte de Strasbourg »**, signe de l'engagement fort des citoyen(ne)s pour la protection du patrimoine naturel.

En date du 22 mai 2019, **une pétition pour une déclaration d'état de l'urgence climatique** à Strasbourg a été déposée par Alternatiba Strasbourg signée par 913 citoyen-ne-s.

Dans l'esprit de la démarche de démocratie locale, la ville souhaite mettre en place **un comité de suivi citoyen courant 2020** afin d'avoir un regard :

- sur la mise en œuvre opérationnelle de la stratégie permettant de répondre aux ambitions climatiques de la Ville
- sur la priorisation et la réalisation des actions

Les travaux pourront s'appuyer sur le retour de la Convention citoyenne sur le Climat (composée de 150 citoyens-nes) instaurée au niveau national début octobre 2019 et qui vise à « définir des mesures structurantes pour parvenir, dans un esprit de justice sociale, à réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 40% d'ici 2030 par rapport à 1990 » avec un retour début 2020.

Suivi et évaluation

La stratégie a été élaborée en intégrant les réflexions communes issues de toute la phase de concertation et de consultation du Plan Climat 2030, de la démarche Pour Aménager et Construire en Transition Écologique (PACTE), du Schéma Directeur des énergies, de la feuille de route économie circulaire, des échanges et travaux menés pour Cit'ergie, de la candidature Green Capital et des retours citoyens.

Elle sera complétée par un **plan d'action** qui sera finalisé en 2020 permettant de concrétiser les moyens d'atteindre les objectifs opérationnels fixés, en lien avec Cit'ergie. Chaque action devra ainsi disposer d'**indicateurs** chiffrés permettant le suivi et la progression des actions et leur impact associé à un coût de mise en œuvre.

Un **suivi annuel** de l'évolution des données du territoire ainsi que du suivi de l'avancée des actions sera réalisé à chaque fin d'année.

Il sera **partagé** avec les différentes instances de la gouvernance mises en place et présenté au moment de l'adoption du rapport de développement durable de la Ville et du débat d'orientation budgétaire garantissant ainsi l'adéquation entre les priorités environnementales et les moyens associés.

Le financement de la stratégie

Un budget adapté doit être dégagé pour garantir la mise en œuvre des actions.

Un budget et des arbitrages climato-compatibles

Un premier travail exploratoire d'évaluation du budget primitif a été réalisé en 2019 au regard des Objectifs de Développement Durable. Une répartition du budget d'investissement 2020 de la Ville selon les cibles des ODD permet de disposer de 1ers éléments qui seront affinés par une **évaluation climat des budgets d'investissement et de fonctionnement de la collectivité** programmée courant 2020. Les modalités de réalisation de cette évaluation sont en cours d'élaboration dans le cadre d'une étude menée en partenariat avec l'Institut de l'Économie pour le Climat (I4CE) avec un rendu prévu mi - 2020.

Une codification des dépenses et des recettes dans le logiciel de comptabilité sous le prisme climat air énergie permettra de suivre l'ensemble des mouvements financiers par le prisme de la transition écologique.

Par ailleurs, un outil d'**évaluation de chaque étude ou projet** sera déployé. Il sera transcrit pour être appliqué au sein des directions afin d'évaluer l'impact des différentes options envisagées, permettant ainsi de mobiliser les budgets dédiés aux politiques sectorielles en cohérence avec les enjeux d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. Les modalités de présentation lors des délibérations seront également réfléchies.

Un élargissement des modes de financement

L'enjeu réside dans la capacité à trouver de nouveaux modes de financement de la transition écologique.

Plusieurs pistes sont explorées :

- Un financement participatif dans le cadre de projet citoyen (notamment pour le développement des énergies renouvelables dont le photovoltaïque)
- Le budget participatif permettant de contribuer à la réalisation d'actions citoyennes.
- L'intracting : en juin 2018, près de 560 000€ de certificats d'économie d'énergie ont été cédés (CEE de la période 2011 à 2017). Ce fonds sera réinvesti dans des investissements d'efficacité énergétique en partenariat avec la Banque des Territoires par le biais de l'Intracting.
- Le Tiers financement (en appui de l'agence locale de travaux EnerD2).
- Une mobilisation accrue des fonds européens pour dynamiser les projets.

Objectif 2 : la mobilisation citoyenne en faveur de l'environnement

La démocratie participative est un levier pour passer de la satisfaction des intérêts particuliers à celle de l'intérêt général. Le souhait de la Ville de Strasbourg est de donner les moyens aux citoyens d'agir en faveur du climat.

Cet objectif stratégique se décline en trois volets :

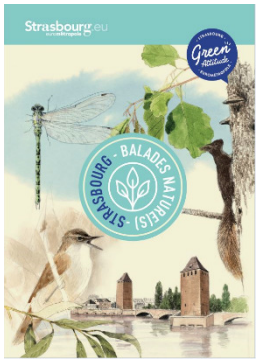
- L'éveil des consciences avec des actions d'information, de sensibilisation et de formation sur les enjeux climatiques,
- La mise à disposition des leviers pour garantir le déploiement des actions en faveur de la transition écologique,
- Le renforcement de la nature citoyenne.

STRASBOURG communique, sensibilise, informe et facilite les projets

Un important dispositif d'information de sensibilisation et de communication est déployé depuis 2008 à l'échelle de l'Eurométropole sur les thèmes du climat, des déchets, du jardinage au naturel, de la biodiversité (depuis 2014 plus de 1,6 millions d'euros ont été investis dans l'éducation à l'environnement en soutenant les associations et le Centre d'Initiation à la Nature engagés dans ce domaine au travers d'un appel à projets.).

Une communication dédiée

Dans le cadre de la stratégie Strasbourg Grandeur Nature, de nombreuses actions visaient à renforcer la sensibilisation des strasbourgeois, concernant notamment les actions spécifiques au territoire (Parc Naturel Urbain, Strasbourg ça pousse, balades nature, guide pour la végétalisation toitures, etc.).



Les dispositifs comprennent notamment la création d'outils pédagogiques et de supports de communication, l'organisation de conférences, d'expositions et l'animation de stands pédagogiques.

La campagne pour la démarche « Strasbourg ça pousse » a été lauréate du prix CAP' COM qui récompense les campagnes de communication des collectivités.

Les informations spécifiques aux actions climatiques sur le territoire strasbourgeois sont diffusées de manière régulière dans Strasbourg Magazine. Les sites internet de la collectivité dont, http://participer.strasbourg.eu/ et http://www.strasbourgcapousse.eu/, permettent à chaque citoyen-ne d'accéder à toute l'information nécessaire pour lui permettre d'être un acteur de la démocratie locale et de la transition écologique.

Un soutien aux projets initiés par les citoyens

Déminéralisation et jardinage sur l'espace public

Dès le début des années 2010, des habitants de la Krutenau, précurseurs, se sont rassemblés en association (Ahbak) pour pouvoir jardiner des espaces publics de trottoirs et places déminéralisés par la Ville. Cette initiative de « projets Nature en Ville » a été à l'origine du lancement de la démarche Strasbourg ça pousse en 2017.

Des lieux ouverts à la transition

Divers lieux de citoyenneté se développent en soutenant l'engagement des citoyens dans des projets collaboratifs (Café associatif à la tour du Schloessel, Maison citoyenne…).

Dans le cadre d'un appel à projets lancé en 2017 pour l'acquisition d'une propriété boisée (2 ha), regroupant 3 bâtiments anciens (env. 750m²), situé à quelques pas des institutions européennes, le projet Euroasis a été initié en juin 2018 afin d'en faire un lieu unique pour les transitions (écologiques, sociétales et personnelles).

Budget participatif

La multiplication des outils de démocratie participative permet de créer un cercle vertueux de la participation en contribuant à la formation et à l'information des citoyens et encourage à l'action.

Fin 2018, dans le cadre du Pacte pour la démocratie locale, la Ville de Strasbourg a souhaité renforcer la capacité du citoyen à initier ses propres projets et nombre d'entre eux trouvent leur place dans le cadre de la stratégie, avec notamment le renforcement de la place de la nature en ville.

Le budget participatif peut ainsi être un accélérateur pour les initiatives citoyennes en lien avec la transition écologique. Actuellement une mention « coup de cœur » permet de valoriser les projets déposés s'inscrivant dans les objectifs de développement durable, des réflexions sont engagées pour identifier les idées s'intégrant dans la cadre de cette stratégie.

1er budget participatif : 31 projets ont été retenus (dans le cadre d'un vote citoyen) parmi une liste de 68 idées « réalisables ». Ils seront initiés en 2019 pour un achèvement en 2020.
2ème budget participatif : dépôt des projets jusqu'en janvier 2020 et idées soumises au vote à l'automne 2020. **2** M€ de budget d'investissement pour le budget participatif 2**020-2021** (2 ans).

STRASBOURG renforce la nature citoyenne

L'armature verte de Strasbourg intègre des espaces cultivés, qu'il s'agisse d'agriculture, de maraîchage ou de jardins familiaux. La Ville souhaite promouvoir l'agriculture de proximité et multiplier l'offre de jardins pour répondre aux attentes sociétales en évolution et augmenter sa capacité de résilience et d'autosuffisance.

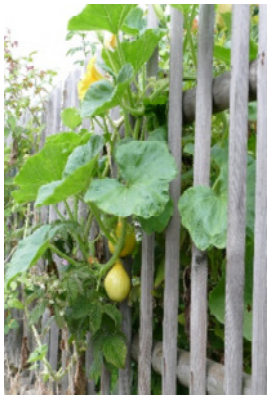
Les strasbourgeois, des jardiniers urbains actifs

Strasbourg cultive sa tradition maraîchère dans un esprit de ville nourricière.

L'idée des jardins familiaux est née à la fin du XIX^{ème} siècle, lorsque des milliers de familles viennent s'installer en ville. Durant tout le XX^{ème} siècle, les jardins vont s'adapter aux évolutions de la société française. Strasbourg, grâce à sa tradition de ville nourricière a su préserver ces surfaces malgré les années d'expansion urbaine. Elle compte aujourd'hui **4 800 jardins, pour une superficie de 170 ha**, dont 1/3 est géré par des associations.

La cité jardin du Stockfeld (12 ha) s'inscrit également parmi les réalisations marquantes des premières décennies du XX^{ème} siècle. Engagée en 1910, sa construction était destinée à reloger les familles modestes qui habitaient les immeubles démolis par la grande percée, l'actuelle rue du 22 novembre. Les habitations se répartissent selon un système d'îlots où les habitations sont alignées et regroupées en bordure d'un vaste espace central aéré, découpé en jardins particuliers. Si leur destination première est potagère, ils sont aussi devenus les lieux de sociabilité et de création paysagère d'une population fortement ancrée dans sa cité.

Si les jardins permettent un appoint alimentaire, la fonction des jardins évolue pour répondre aux nouveaux besoins d'une société en mutation : retrouver un lien et un contact physique avec la nature et encourager sa protection, reconsidérer son alimentation, se détendre, développer des relations sociales avec les autres jardiniers…



En complément, la Ville de Strasbourg a encouragé le développement de **jardins partagés et** de **potagers urbains collectifs** (32 jardins partagés pour une surface d'1,2 hectare et 77 parcelles en potagers urbains collectifs).

Un jardin partagé est un jardin qui se conçoit, se construit et se cultive à plusieurs. C'est un lieu de vie convivial, ouvert sur le quartier, qui favorise la rencontre entre les différentes générations et cultures. C'est un jardin écologique dans lequel les jardiniers renouent avec le monde vivant et créent un milieu équilibré où se conjuguent respect des ressources naturelles et maintien de la diversité animale et végétale.

A mi-chemin entre les jardins familiaux et les jardins partagés (totalement publics), **les potagers urbains collectifs** constituent une alternative pour les strasbourgeois es souhaitant se lancer dans une culture vivrière (40m²/potager environ). Les jardiniers partagent un abri où sont rangés les outils et ont vocation à composter au sein du potager ou avec le quartier, c'est-à-dire d'accès libre pour tout le voisinage.

Objectif :

- **Répondre aux demandes citoyennes en aménageant à minima 2 à 3 jardins partagés et /ou potagers urbains collectifs par an**

Par ailleurs, la Ville de Strasbourg possède à l'heure actuelle **trois vergers communaux** : Mélanie, Villa Nuss et Châtelet et d'autres vergers associatifs existent (St Gall, Emmaüs) Pour développer l'accès à d'autres vergers urbains, plusieurs pistes sont envisagées, notamment à partir de la dynamique d'acteurs du Parc naturel urbain :

- planter des vergers accessibles aux écoles et aux associations d'habitants sur demande.
- mettre en relation les particuliers qui possèdent un jardin et ceux qui pourraient venir cueillir.



Le compostage encouragé

La Ville de Strasbourg est engagée dans la déclinaison des programmes de réduction, de recyclage et de valorisation des déchets portés par l'Eurométropole.

Des bacs à compost sont installés dans de nombreux quartiers strasbourgeois, dans les jardins familiaux systématiquement mais également sur les espaces publics dans les parcs. Les bacs y sont gérés par une association et les habitants à proximité peuvent en profiter via une adhésion. Une gestion logistique rigoureuse est nécessaire pour obtenir un compost de qualité, tant sur les intrants autorisés avec un approvisionnement adapté en matière sèche.
Le développement des composteurs sur l'espace public est mené dans le cadre de la stratégie globale de gestion des déchets ménagers sur l'Eurométropole. La loi prévoit en effet que tous les particuliers disposent d'une solution pratique de tri à la source de leurs bio-déchets avant 2025. Deux expérimentations en cours permettent à des strasbourgeois du quartier de la Montagne Verte ou de la place Saint-Etienne de trier leurs bio-déchets.

Alors qu'une collecte séparée des bio-déchets sera proposée à terme à tous les habitants, ceux-ci seront toujours soutenus dans leur démarche de compostage. Les deux solutions sont complémentaires :

- le **compostage** permet de valoriser localement déchets verts et épluchures tout en produisant un engrais pour son potager et en favorisant les liens de voisinage ;
- la **collecte séparée** permet de valoriser des sous-produits animaux, comme les os, et est possible même dans les espaces denses peu propices au compostage.

La Ville poursuit ainsi son engagement pour faciliter la mise en place de bac à compost sur l'espace public avec un objectif de doubler le nombre de composteur d'ici 2025.

Chiffres clés 2019 :

- **24 sites de compostage installés sur l'espace public**
- **124 sites de compostage collectif installés sur l'espace privé depuis 2014**
- **1011 demandes de subventions pour le compostage individuel sur Strasbourg depuis 2014 dont 241 en 2019**

Strasbourg ça pousse

La démarche « Strasbourg ça pousse » lancée au printemps 2017, invite les Strasbourgeois es à jardiner leur ville, c'est-à-dire à déminéraliser les trottoirs, les pieds d'arbres et autres espaces propice à une renaturation. Un site internet dédié (www.strasbourgcapousse.fr) permet aux citoyens de proposer par géolocalisation l'implantation de ces futurs espaces verts sous réserve de faisabilité technique et de recevoir des conseils techniques (choix d'essence, technique de plantation) de la ville pour la première plantation. L'entretien de ces plantations est assuré par les habitants. Ainsi, de nombreux espaces de nature ont vu le jour à différents endroits de la ville et contribuent au bien-être des habitants et à la végétalisation des zones fortement urbanisées qui deviennent des nouveaux habitats pour la faune et la flore.

Chiffres clés :

- **204 demandes « Trottoirs » déposées, 84 projets réalisés**
- **46 demandes « Pieds d'arbre » déposées, 36 réalisés**
- **26 projets de pieds d'arbres jardinés dans le cadre du dispositif Strasbourg ça pousse**
- **Surface : 505 m²**

La Ville entend poursuivre et encourager cette démarche avec d'ici 2030 une multiplication par 5 des projets réalisés.

Objectif : multiplier par 5 le nombre de projets réalisés d'ici 2030 dans le cadre de 'Strasbourg ça pousse'

Entre jardins familiaux ou partagés, potagers urbains collectifs, trottoirs et pieds d'arbres jardinés dans le cadre de la démarche « Strasbourg ça pousse », on estime à 10 000 le nombre de jardiniers. Afin de rassembler ces citadins à la main verte, mais aussi pour susciter de nouvelles vocations jardinières, de nombreuses manifestations sont organisées dont les plus emblématiques sont la « Fête des plantes » et les « 48 heures de l'agriculture urbaine ».



Les strasbourgeois es se mobilisent dans la fabrique de la ville via le Parc naturel urbain PNU

Dans un contexte de conscience grandissante des effets bénéfiques du végétal sur le climat, **le Parc naturel urbain** sert à valoriser et préserver non seulement les richesses naturelles, mais aussi architecturales et historiques d'une partie du territoire strasbourgeois. Le premier PNU mis en œuvre depuis 2011, baptisé le PNU ILL BRUCHE concerne les quartiers de l'Elsau, de la Montagne verte et de Koenigshoffen. La deuxième charte du PNU valable pour les années 2019-2023 s'étend en deux secteurs « ILL BRUCHE et ILL RHIN » en ajoutant les quartiers du Conseil des XV et la Robertsau-Wacken.

Sur ces territoires est menée une gouvernance partagée avec les citoyens, le monde associatif et les acteurs économiques, autour de projets de territoire partagés définis en co-construction.

Ce nouveau mode de gouvernance permet de répondre aux besoins des habitants tout en valorisant un patrimoine naturel et culturel de faubourg trop longtemps oublié.



De nombreux espaces de nature s'articulent autour de la Bruche, de l'Ill, entre forêt alluviale et prairies, entre jardins, cultures et pâturages, etc. Ces espaces offrent de nombreux îlots de fraicheurs qui contribuent au bien-être en période de canicule.

Les aménagements « PNU compatibles » engagés dont notamment une nouvelle école, un camping au naturel, un square rénové, des oeuvres d'art sur l'espace public, des chantiers participatifs, sont conçus et gérés progressivement en veillant à renforcer les bienfaits rendus par la nature. Toitures végétalisées, noues, haies champêtres, écoles du dehors[17], cimetières paysagers, jardins familiaux et partagés, etc., permettent une implication citoyenne forte et une appropriation de l'espace public très importante.

Quant aux acteurs professionnels soutenus par un premier lieu ressource à la Tour du Schloessel, une maison du PNU, nombre d'entre eux ont une approche exemplaire. Parmi eux figurent ENVIE, EMMAUS, Les jardins de la Montagne Verte, Le labo des partenariats, Eco-Conseil, la Maison du Compost, les Centres socio culturels, des écoles et des clubs sportifs engagés dans des actions en faveur de l'environnement, une maison de retraite, etc., une dynamique qu'il faudra continuer à soutenir et à étendre sur tout le territoire strasbourgeois. La fabrique de la ville de demain est l'affaire de tous les quartiers, de tous les habitants, et de tous les usagers de ces territoires précieux.

Le PNU bénéficie d'un budget propre de 4 millions d'euros pour la période de 2019-2023 qui lui permet d'engager la transformation de ces quartiers selon ses propres programmes d'actions intégrés dans la Charte du PNU et compatibles avec l'adaptation au changement climatique.

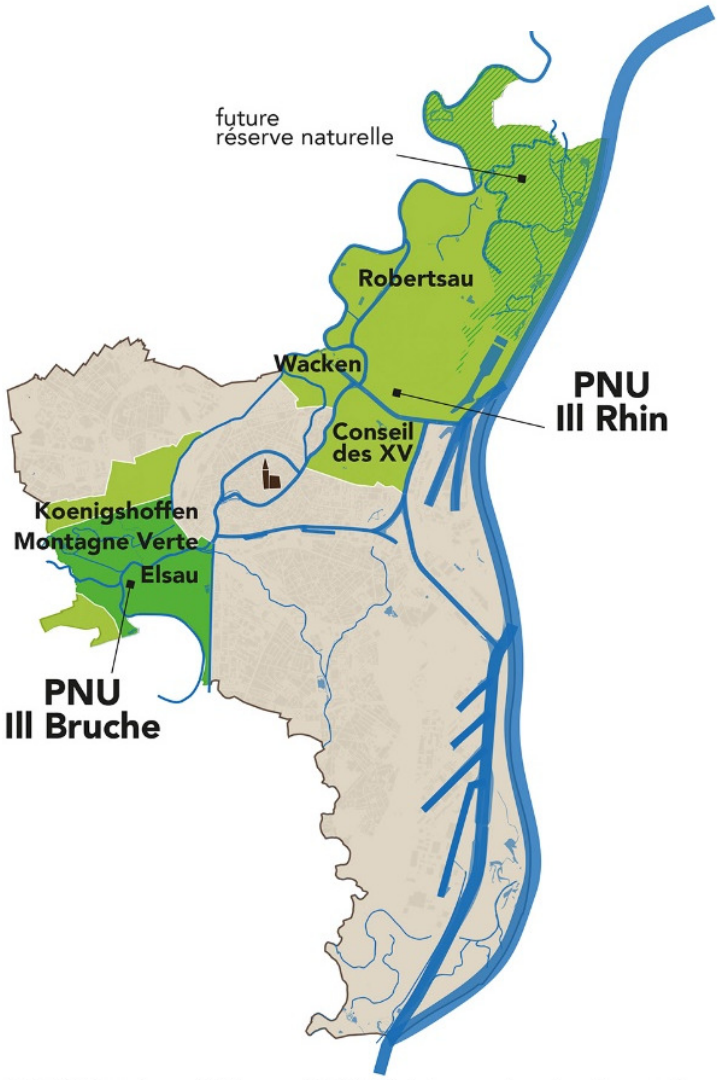
[17] 2 écoles de l'Elsau ont adhéré au concept des écoles du dehors

La nouvelle Charte reconduit les orientations générales de la précédente pour le secteur « Ill Bruche » (budget alloué de 4 M€ annuel) et fixe de nouveaux objectifs, dont celui de faire de l'Elsau, qui s'apprête à bénéficier d'un profond lifting dans le cadre du programme de renouvellement urbain, un écoquartier. Une première école « PNU compatible » doit par ailleurs voir le jour en 2022 rue Jean-Mentelin à Koenigshoffen.

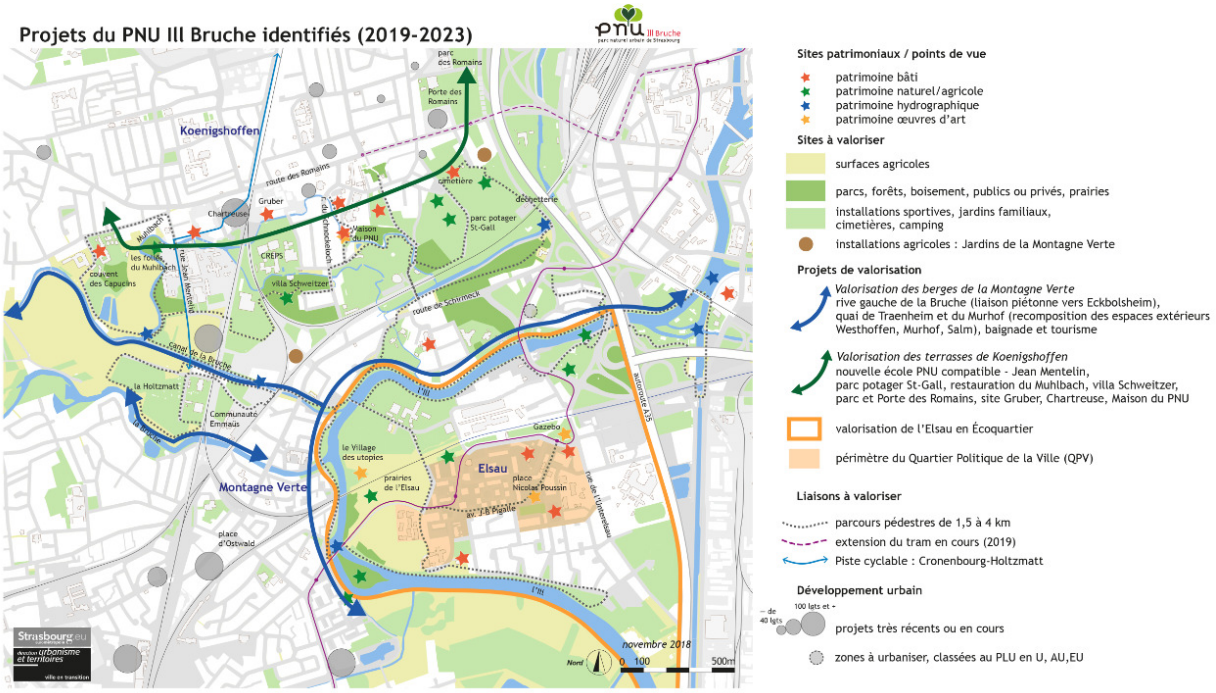
Dans le secteur « Ill Rhin », ce sont 3 M € qui seront consacrés aux premières actions de 2019 à 2023 : balisage de parcours de promenade de proximité, développement du maraîchage urbain, valorisation des sites de grand paysage dont les grands ensembles et les abords du canal des Français, des berges de l'Ill, du Canal de la Marne au Rhin ou de la rive droite du Muhlwasser.

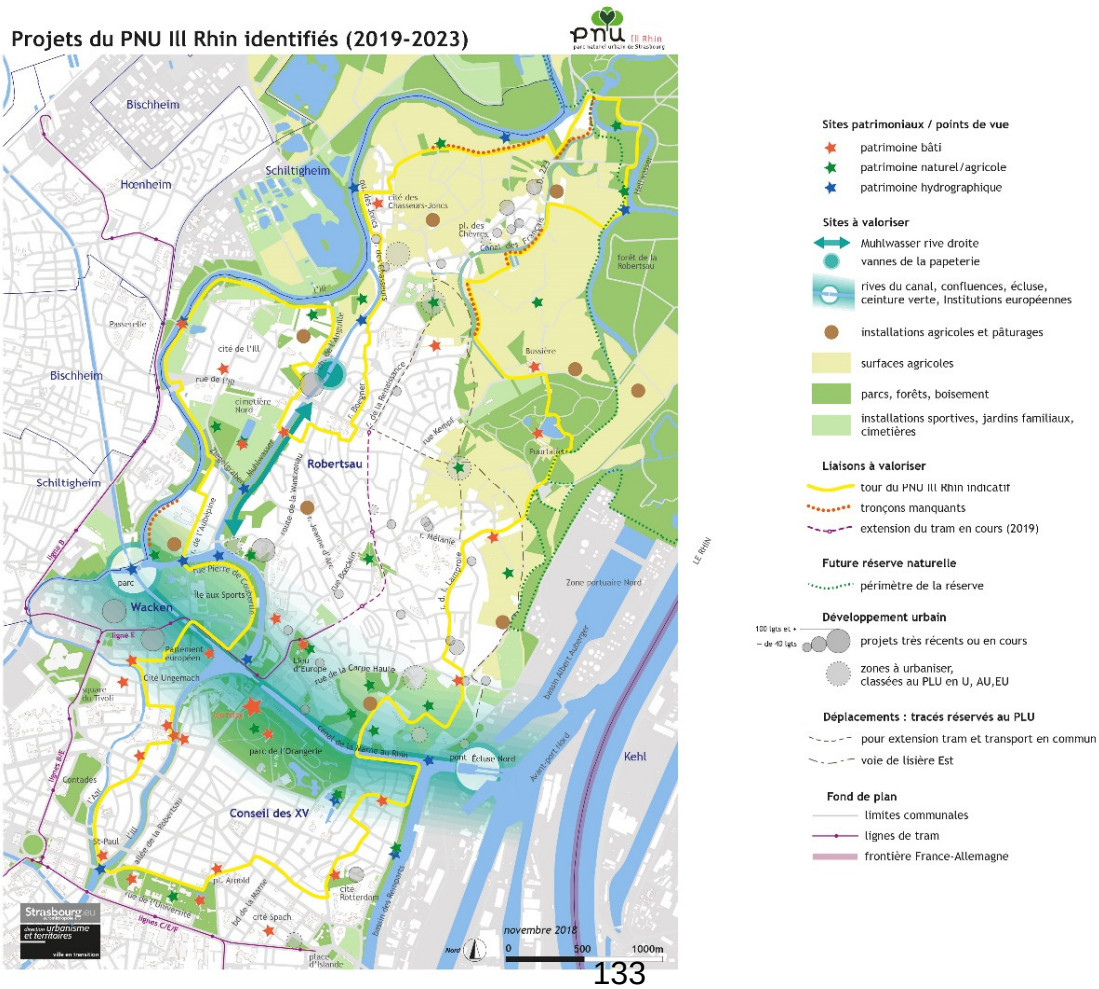
PNU Ill Bruche 2019-2023
2 M€ environ de la Ville de Strasbourg et une participation de l'Eurométropole pour ses compétences propres de près de 2 M€.
PNU Ill Rhin 2019-2023
2 M€ environ de la Ville de Strasbourg et une participation de l'Eurométropole pour ses compétences propres de 1 M€.

Situation des deux secteurs, Ill Bruche et Ill Rhin du PNU de Strasbourg



PNU Ill Bruche : 460 ha et 35 000 habitants dans les 3 quartiers
PNU Ill Rhin : 2043 ha (forêt comprise) et 45 000 habitants


Projets du PNU Ill Bruche identifiés (2019-2023)
Koenigshoffen
Elsau
Montagne Verte
Sites patrimoniaux / points de vue
patrimoine bâti
patrimoine naturel/agricole
patrimoine hydrographique
patrimoine œuvres d'art
Sites à valoriser
surfaces agricoles
parcs, forêts, boisement, publics ou privés, prairies
installations sportives, jardins familiaux, cimetières, camping
installations agricoles : Jardins de la Montagne Verte
Projets de valorisation
Valorisation des berges de la Montagne Verte
rive gauche de la Bruche (liaison piétonne vers Eckbolsheim), quai de Traenheim et du Murhof (recomposition des espaces extérieurs Westhoffen, Murhof, Salm), baignade et tourisme
Valorisation des terrasses de Koenigshoffen
nouvelle école PNU compatible - Jean Mentelin, parc potager St-Gall, restauration du Muhlbach, villa Schweitzer, parc et Porte des Romains, site Gruber, Chartreuse, Maison du PNU
valorisation de l'Elsau en Écoquartier
périmètre du Quartier Politique de la Ville (QPV)
Liaisons à valoriser
parcours pédestres de 1,5 à 4 km
extension du tram en cours (2019)
Piste cyclable : Cronenbourg-Holtzmatt
Développement urbain
projets très récents ou en cours
zones à urbaniser, classées au PLU en U, AU,EU
novembre 2018
0 100 500m


Projets du PNU Ill Rhin identifiés (2019-2023)
Bischheim
Hoenheim
Schiltigheim
Robertsau
Wacken
Conseil des XV
Kehl
Sites patrimoniaux / points de vue
patrimoine bâti
patrimoine naturel/agricole
patrimoine hydrographique
Sites à valoriser
Muhlwasser rive droite
vannes de la papeterie
rives du canal, confluences, écluse, ceinture verte, Institutions européennes
installations agricoles et pâturages
surfaces agricoles
parcs, forêts, boisement
installations sportives, jardins familiaux, cimetières
Liaisons à valoriser
tour du PNU Ill Rhin indicatif
tronçons manquants
extension du tram en cours (2019)
Future réserve naturelle
périmètre de la réserve
Développement urbain
projets très récents ou en cours
zones à urbaniser, classées au PLU en U, AU,EU
Déplacements : tracés réservés au PLU
pour extension tram et transport en commun
voie de lisière Est
Fond de plan
limites communales
lignes de tram
frontière France-Allemagne
novembre 2018
0 500 1000m

Une sensibilisation du public scolaire dès le plus jeune âge



La Ville de Strasbourg priorise, parmi les objectifs du projet éducatif local, la sensibilisation des enfants aux questions environnementales et la promotion de la biodiversité dans les sites scolaires. Ainsi, la Ville finance et accompagne dans le temps scolaire et périscolaire un grand nombre d'actions à vocation éducative, destinées à encourager des comportements citoyens positifs pour l'environnement.

L'éducation citoyenne

Des programmes et projets d'éducation à l'environnement

La Ville de Strasbourg développe, depuis 12 ans, une démarche d'accompagnement des écoles maternelles et élémentaires dans leurs projets d'éducation à l'environnement et aux sciences :

- La création de jardins pédagogiques dans les écoles dans le cadre de projets menés par les équipes pédagogiques et les équipes périscolaires figure parmi les priorités constantes de l'action éducative en matière de biodiversité.
- L'apiscope (ruche pédagogique vivante) constitue l'action la plus récente entreprise afin de sensibiliser les enfants au monde du vivant et l'enjeu que représente l'abeille pour les humains (4 de ces équipements ont été installés dans des écoles élémentaires strasbourgeoises).

Le volet éducation scientifique en lien avec les questions environnementales est développé pour donner aux enfants envie de sciences :

- Un travail sur la question du temps avec comme support la création de cadrans solaires, sur l'astronomie à partir du planétarium mobile ou encore la création d'une station météo (en lien avec le Jardin des sciences et météo-France) permet une sensibilisation des enfants aux enjeux du réchauffement climatique à partir d'une démarche scientifique.

L'Eurométropole, dans le cadre du programme d'éducation à l'environnement propose des interventions de spécialistes pour réaliser des activités ou projets à l'ensemble des communes intéressées. Les enseignants/encadrants ont accès à un catalogue offrant des activités et des outils dans de nombreuses thématiques en fonction de leurs projets pédagogiques : préservation des ressources, biodiversité, déchets, jardins et biodiversité. Certaines activités sont co-financées, comme la création d'apiscopes qui complètent la démarche entreprise par la Ville de Strasbourg.

Focus sur les jardins pédagogiques dans les écoles

La Ville de Strasbourg et la Direction Académique des services de l'Education Nationale se sont lancées depuis 2010 dans l'implantation de jardins pédagogiques dans les écoles. **46 écoles disposent d'un jardin pédagogique en 2019.** Ils sont déployés dans le cadre d'un projet pédagogique d'école avec un accompagnement proposé pour leur conception et leur animation tout au long de l'année.

En complément, une offre alternative a vu le jour depuis l'année scolaire 2017-2018 via la mise à disposition, sur simple demande, de **carrés potagers** pour les écoles volontaires. Moins contraignants en termes de mobilisation des acteurs et d'un coût limité, 150 carrés potagers ont été distribués dans les écoles depuis le lancement de cette initiative (4 à 6 par écoles).

L'animation du réseau des écoles qui jardinent est aujourd'hui un objectif prioritaire. L'enjeu est de garantir une utilisation régulière des équipements, en veillant à ce que les écoles renouvellent leur projet et associent toutes les parties prenantes. En parallèle, de nouveaux jardins pourront voir le jour, à la demande des écoles.



En 2018, un premier forum professionnel de l'éducation à l'environnement avec une dominante « jardin » a été organisé afin de mettre en contact les porteurs de projets pédagogiques (associations ou institutions) avec les enseignants. Le second en 2019 était dédié à l'alimentation durable et responsable (autre priorité de cette stratégie abordée au sein du pilier III)

L'école du dehors

L'idée consiste à ce que les enfants se rendent chaque jour dans le jardin afin d'y faire des observations, quel que soit le temps qu'il fait. L'enjeu pour la Ville : faire entrer la nature dans les cours d'écoles. Des aménagements doux (déminéralisation, plantation d'espèces locales, espaces jardinés, etc.) permettent de concilier jeux et découverte du vivant. Ce projet exige un accompagnement régulier des équipes éducatives et une sensibilisation des parents d'élèves. En partenariat avec l'Education Nationale et l'association Eco-Conseil à l'initiative du projet à Strasbourg, la Ville pourra poursuivre les expérimentations engagées dans des écoles volontaires.

La promotion des sciences participatives via le processus Vigie Nature Ecole vient compléter ces dispositifs.



Des écoles éco-responsables

Un programme international d'Éducation au Développement Durable (EDD) développé en France depuis 2005. Eco-Ecole est un label décerné aux écoles et établissements scolaires qui s'engagent vers un fonctionnement éco responsable et intègrent l'EDD dans les enseignements. L'académie de Strasbourg compte 20 écoles et établissements scolaires labellisés "Eco-Ecole" (en 2018) dont neuf localisées à Strasbourg.

« Un repas bon pour ta planète »

La Ville de Strasbourg intègre dans ses cahiers des charges pour la restauration scolaire différentes clauses environnementales (détaillées dans le pilier III).

Une communication à l'intention des enfants est établie pour présenter les menus (composante bio/ locale) et également être vecteur d'une sensibilisation à l'impact de l'alimentation sur l'environnement.

« Un repas bon pour ta planète » est proposé quatre fois par année scolaire à base des menus à coût carbone réduit (protéines animales sont pour la plupart remplacées par des protéines végétales / menu à base de légumineuses, de céréales, de légumes, de laitages et de fruits). Ils permettent ainsi de couvrir l'ensemble des besoins nutritionnels des enfants, tout en diminuant les émissions de gaz à effet de serre.

Une feuille de route pour la déclinaison des objectifs climat-air-énergie

La Ville entend poursuivre les actions engagées auprès du public scolaire afin de sensibiliser les équipes éducatives et les enfants à la fonctionnalité d'éléments fondamentaux de la biodiversité et des éco systèmes. Ces actions seront inscrites dans le cadre d'une feuille de route dédiée établie courant 2020 sur la déclinaison de la stratégie Climat-Air-Energie au sein des écoles et lieux accueil petite enfance de la Ville de Strasbourg.

Objectif :

- **Etablir en 2020 une feuille de route « écoles » pour la déclinaison des objectifs climat-air-énergie-biodiversité**

Celle-ci intégrera notamment :

- La prise en compte du climat urbain avec les démarches de déminéralisation des cours d'école avec des projets environnementaux construits pour créer des oasis de fraicheurs (cf. pilier II) ;

  Elle sera associée à une nécessaire requalification des espaces extérieurs des enceintes scolaires avec le développement des jardins en activité éducative avec pour objectif un jardin pour chaque école mais aussi d'espaces ombragés propices au maintien d'activités en extérieur.

- La plantation massive d'arbres permettra d'accentuer le rafraichissement des espaces extérieurs des écoles. Une 1ère action a démarré en décembre 2019 et se poursuivra au cours des années à venir.
- Les enjeux liés à la qualité de l'air extérieur aux abords des écoles (cf. pilier I et III) et la sensibilisation aux déplacements doux, tout comme ceux liés à la qualité de l'air intérieur ;
- Le renfort de la sensibilisation à une alimentation durable et responsable via la démarche menée pour la restauration scolaire (cf. pilier III) ;
- Les actions relatives à l'éducation à l'environnement seront soutenues et encouragées, comme la démarche scientifique en lien avec l'environnement, le forum éducation à l'environnement, l'organisation de journées dédiées à l'entretien des espaces verts dans l'école avec l'ensemble des acteurs, la mise en place d'une démarche pour des manifestations éco-responsables (telles les fêtes d'école).

Objectif 3 : vers un urbanisme durable

Strasbourg, aux côtés de l'Eurométropole s'est engagée depuis 10 ans dans un urbanisme dense et une politique de l'habitat plus durable qui limite l'étalement urbain au profit de la reconquête de friches situées à proximité des transports en commun et des services. L'urbanisme et l'aménagement du territoire doivent répondre à un développement du territoire en accord avec les attentes des concitoyens en matière d'environnement, de santé, de bien-être, en contribuant à la préservation des ressources naturelles, la maîtrise des dépenses énergétiques et lutte contre le dérèglement climatique.

Différents leviers permettent de tendre vers un urbanisme plus durable et adapté à la transition écologique et solidaire en cours.

Une prise en compte intégrée des enjeux air et bruit

La politique de construction de la ville sur la ville impose une prise en compte intégrée de différents enjeux dont l'ordre des priorités va être variable selon la zone considérée. Les outils de modélisation permettent aujourd'hui d'apporter des réponses finement adaptées au contexte.

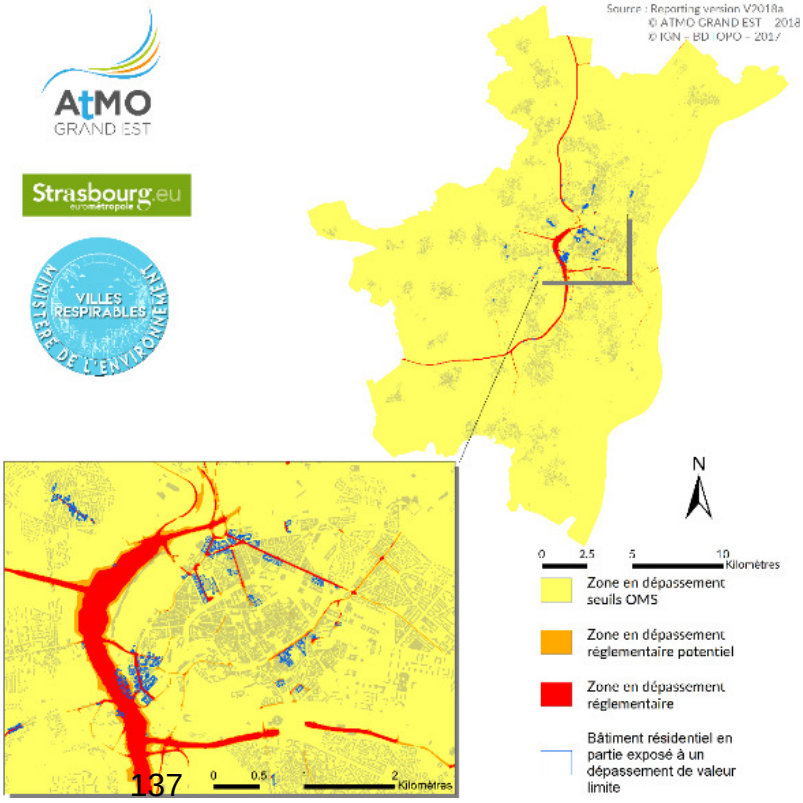
La qualité de l'air déclinée dans les projets urbains

Si l'amélioration de la qualité de l'air relève d'une compétence métropolitaine, la Ville de Strasbourg est pleinement mobilisée pour protéger la population exposée majoritairement sur son territoire. Au cours des dernières années, au côté de l'Eurométropole, la Ville a pris en considération l'enjeu de qualité de l'air de manière transversale basée sur une dynamique partenariale au sein des services et des outils d'aide à la décision pour les projets d'urbanisation et d'occupation de l'espace. La **carte stratégique air** intégrée au sein du PLUi permet ainsi d'identifier les zones à enjeux particuliers.

Les permis de construire en zone de vigilance dans le cadre du Plan de Protection de l'Atmosphère font l'objet d'un accompagnement avec un avis rendu sur les risques identifiés au niveau de la parcelle, leur prise en compte et des recommandations associées.

L'utilisation d'un **modèle de simulation de la qualité de l'air** à l'échelle du quartier Danube implanté dans une zone à enjeux a permis d'optimiser la morphologie des bâtiments afin de limiter les niveaux d'exposition aux polluants atmosphériques. Ce même modèle a été appliqué pour d'autres projets dont la future école sur Starlette.

La carte stratégique Air permet une identification des zones touchée par la pollution en synthétisant sur 5 ans les informations pour 3 polluants NO_2, PM10 et PM2,5



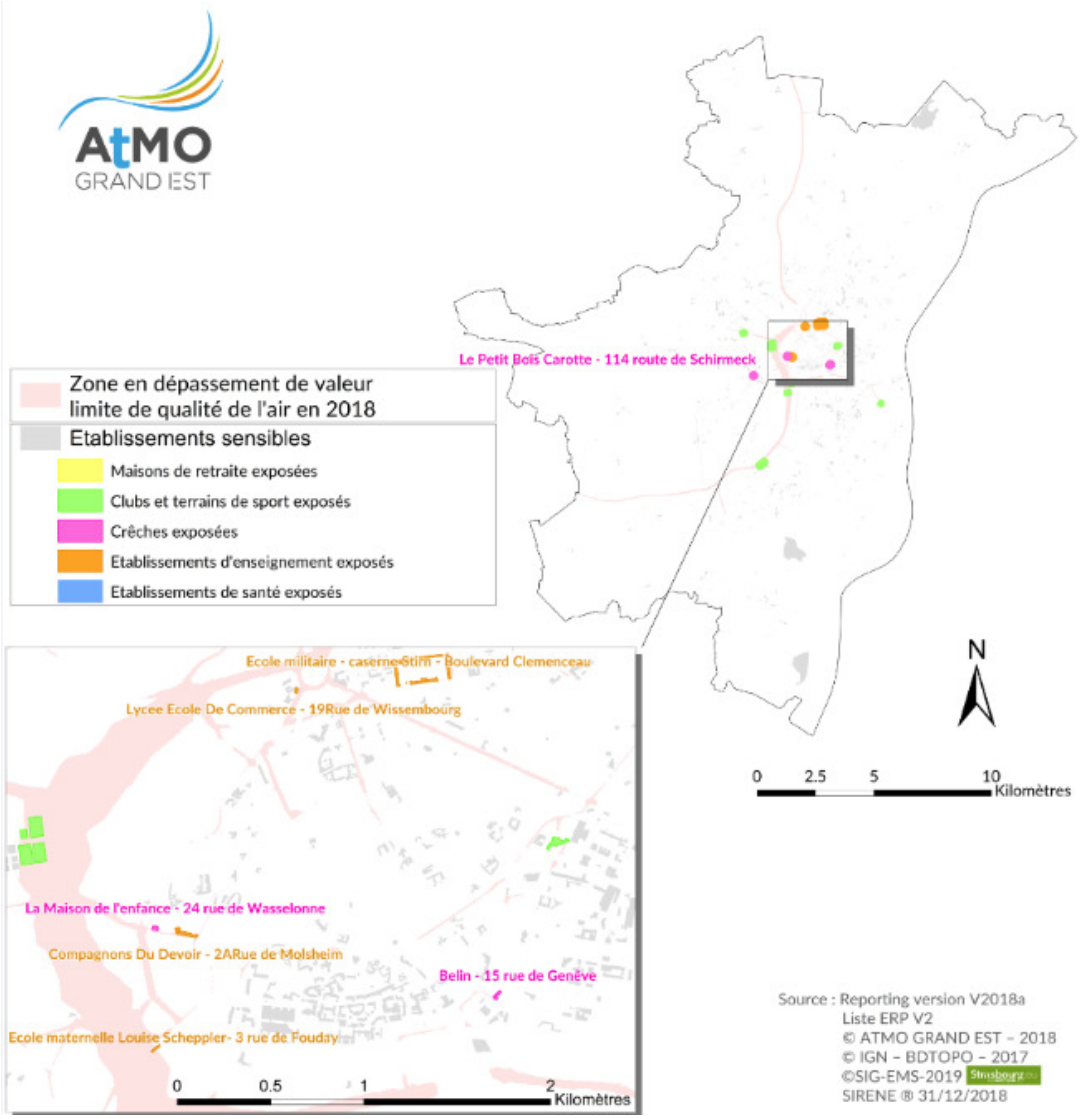
La qualité de l'air extérieur et les établissements sensibles



Dans le Plan de Protection de l'Atmosphère, en complément des zones de vigilance, une première cartographie des établissements sensibles, impactés par des dépassements de valeurs limite a été introduite en 2014 avec un suivi régulier. Celle-ci a été revue en 2019 en croisant la carte stratégique air et l'implantation des établissements sur le territoire de l'Eurométropole.

Les établissements concernés concernant 4 établissements d'enseignement (dont une école maternelle) et 3 crèches.

Un travail au cas par cas sur les différents établissements concernés est la prochaine étape à déployer.



La qualité de l'air intérieur dans les écoles et structure d'accueil petite enfance



Dès 2004, la Ville de Strasbourg a fait réaliser de façon volontariste une importante campagne de mesures de formaldéhyde dans l'ensemble de ses écoles et structures d'accueil petite enfance.

Ce premier diagnostic, dont les résultats étaient en adéquation avec d'autres campagnes de mesurages dans les établissements français similaires (23 µg/m^3 de formaldéhyde en concentration moyenne) a permis de lancer une réflexion au sein de la collectivité et la mise en œuvre de mesures de prévention en matière de qualité de l'air intérieur dans ces structures.

En 2010, un travail de collaboration entre la Ville et l'Education nationale a permis d'aboutir à la définition d'un plan d'action relatif à l'aération à destination des personnels enseignants, périscolaires, associatifs et techniques des écoles. Ce plan doté de documents pédagogiques (guide répondant aux questions techniques courantes te affichettes) est diffusée à la demande aux directions d'école et au personnel municipal diffusé chaque année auprès des personnels.

Parallèlement, une attention plus particulière a été portée à l'acquisition de mobilier et produits de décoration moins émissifs. Les produits d'entretien utilisés dans ces structures ont été progressivement remplacés par des produits moins émissifs tels les produits éco-labellisés.



Depuis 2014, la **nouvelle réglementation relative à la surveillance de la qualité de l'air intérieur a été mise en application sur l'ensemble des écoles et structures d'accueil de la collectivité**. L'option retenue a consisté à réaliser des campagnes de mesures de polluants pour l'ensemble du parc «Éducation et Enfance» de la ville.

L'état des lieux a permis d'apporter les réponses adaptées : actions correctives, actions de sensibilisations.

La **limitation des sources d'émissions** via le recours à des produits peu émissifs (matériaux de constructions ou produits) est intégrée tout comme **le renouvellement d'air** (apprécié via le taux de CO_2) qui fait l'objet d'un suivi attentif qui sera poursuivi :

- En termes **de maintenance** pour les sites équipés de **systèmes de ventilation mécanique**. Par ailleurs, à l'occasion des opérations de réhabilitation des structures, des systèmes de ventilation mécanique sont mis en place.

- En termes de sensibilisation pour les sites non équipés. Dans un objectif pédagogique, la collectivité propose des capteurs de CO_2 dans les établissements présentant les niveaux de confinement les plus marqués afin de renforcer la sensibilisation sur les bonnes pratiques d'aération. Ces démarches sont menées notamment en lien avec ATMO Grand Est dans le cadre du Contrat Local de Santé II (Eurométropole).



La problématique bruit

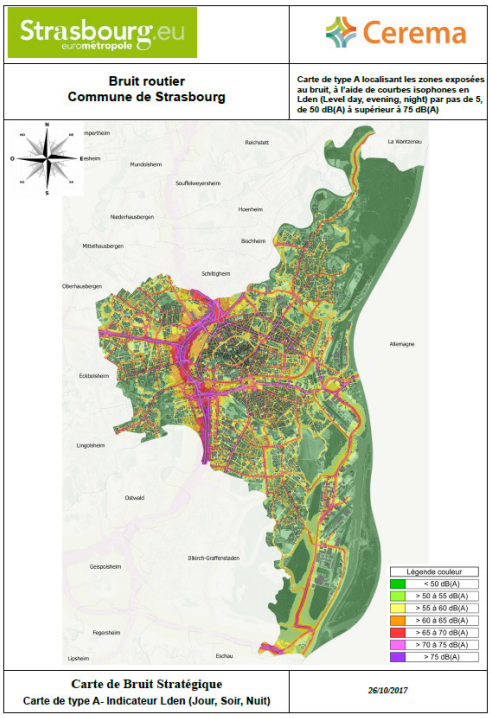
La réalisation des cartes de bruit stratégiques en 2012 puis des plans de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE - compétence métropolitaine) en 2014[18] a permis dans un premier temps d'objectiver finement l'exposition sonore de la population ainsi que des bâtiments sensibles (établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale).

Strasbourg est particulièrement exposée aux nuisances sonores induites par les infrastructures de transport (située à la croisée d'un important réseau routier structuré notamment par l'A35, l'A351 l'avenue du Rhin).

Un des axes d'intervention est l'amélioration des performances acoustiques des établissements municipaux dédiés à l'enfance et d'immeubles d'habitations du parc social identifiés comme points noirs bruit. 4 établissements scolaires (dont 2 situés à Strasbourg) sur les 7 identifiés et près de 100 logements ont bénéficié d'un traitement acoustique ou sont actuellement en travaux.

Chiffres clés 2017

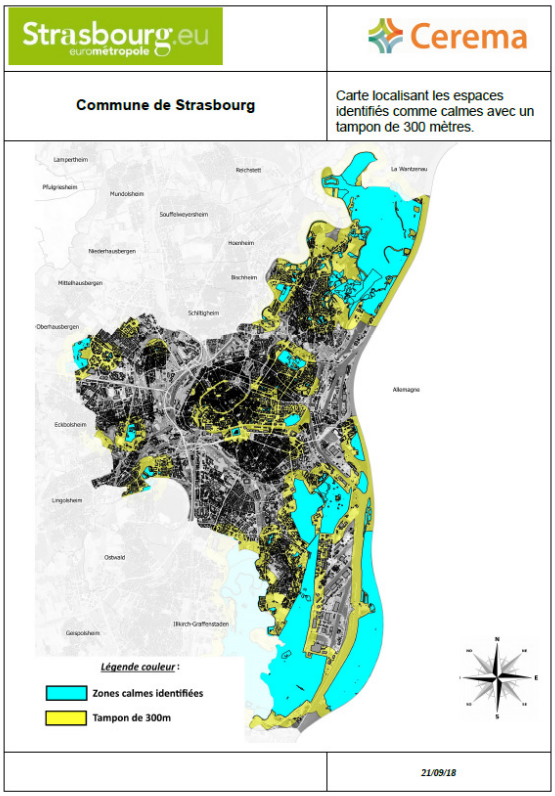
- **Environ 22 000 personnes sont potentiellement exposées au bruit routier au-delà des valeurs limites réglementaires (en diminution de 25% par rapport à 2012).**
- **Près de 177 000 hab. (64 %) exposés à des niveaux sonores > 55dB et 43 000 habitants exposés à des niveaux > 65dB.**



Les zones calmes ont été identifiées, elles sont préservées et valorisées par des actions d'urbanisme (espaces verts, espace public, piétonisation, parcs…).

Chiffres clés :

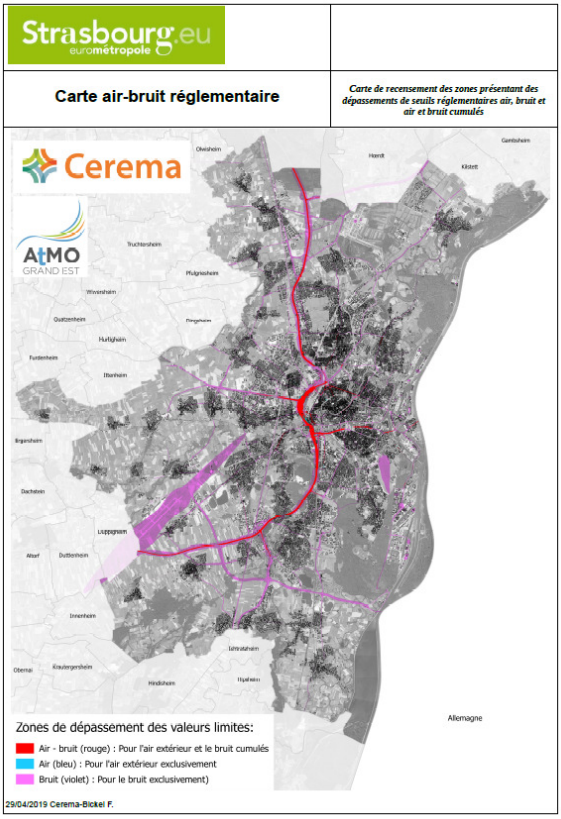
Près de134 500 habitants (49 %) vivent à moins de 300 m d'une zone calme



Dans l'aménagement d'une ville compacte, il est nécessaire d'anticiper les enjeux acoustiques dans les projets par la mise en œuvre de principes architecturaux et d'urbanisme permettant de protéger les espaces sensibles des nuisances sonores en bordure des voies bruyantes. Le développement de la ville est encadré par le PLUi. Un classement sonore des voies de transports terrestres annexé au PLUi impose aux nouvelles constructions une isolation phonique de leurs façades adaptée.

Air et bruit

Le second PPBE aura comme objectif la réalisation d'études de santé environnementale plus globales permettant d'identifier les zones de défaveurs (zone de dépassement de seuils air/bruit) liée à la pollution atmosphérique et à l'exposition au bruit. Ce travail a pour objectif de prioriser les politiques publiques sur les zones les plus exposées par ces déterminants air et bruit. Dans ces zones une attention particulière doit être apportée à la forme architecturale (espace tampon / écran, traitement des façades, prise d'air neuf…).



L'avenue du Rhin, une mission d'information et d'évaluation

Trois zones de vigilance ont été définies dans le cadre du Plan de Protection Atmosphérique de Strasbourg (piloté par le préfet en lien avec la collectivité) :

1. **la proximité autoroutière,** où les niveaux de pollution sont les plus élevés mais avec le moins de population concernée ;

2. **le centre-ville de Strasbourg** avec des niveaux de pollution qui ne dépassent presque plus les valeurs réglementaires en dioxyde d'azote mais où se trouve le plus de population ;

3. **la proximité de l'avenue du Rhin,** où se combinent des niveaux de pollution élevés favorisés par un trafic routier en hausse au cours des dernières années et d'une population en augmentation.

L'avenue du Rhin à Strasbourg relie les parties Ouest (depuis l'autoroute A35) et Est de la ville (jusqu'au Port du Rhin / Ville de Kehl). Il s'agit d'une avenue de 3,5 kilomètres, débutant à la sortie du tunnel de l'Etoile et se prolongeant jusqu'au pont de l'Europe. Elle dessert les quartiers du Neudorf, ceux en développement de Danube et des Deux Rives, et constitue l'accès principal au Port autonome de Strasbourg pour les poids lourds venant notamment du Nord et de l'Ouest de l'agglomération.

Dans le classement des artères de circulation de l'Eurométropole, **l'avenue du Rhin est la plus** chargée en matière de circulation avec ses 45 000 véhicules/jour (en-dehors de l'A35) dont 2 500 poids lourds (y compris les cars et bus) avec les nuisances sonores et la pollution atmosphérique associées.

Une mission d'information et d'évaluation (MIE) portant sur les perspectives d'évolution de l'avenue du Rhin a été créée suite à une délibération du conseil municipal de novembre 2018. Les objectifs de la mission étaient de poser un diagnostic sur la situation à ce jour et de formuler des préconisations pour permettre à terme de faire de cette avenue un axe apaisé, dans un nouveau cœur de ville.

Le rapport, présenté en conseil municipal en juin 2019 comprend trois parties :

- une première partie expose le diagnostic ;
- une deuxième partie recense les projets, ayant ou pouvant avoir un impact/servir de levier sur la zone d'étude ;
- une troisième partie présente les préconisations de la mission.

Une vingtaine de recommandations concernant des mesures à court, moyen et long terme ont été proposées afin :

- dans un 1er temps de diminuer le trafic routier en particulier celui des poids lourds pour protéger des nuisances et assurer la sécurité des habitants dans les trois prochaines années
- dans un deuxième temps : réduire d'au moins 50% les émissions routières d'ici 2025
- dans un troisième temps : faire de l'avenue du Rhin un axe apaisé d'ici 2030

Les recommandations proposées peuvent concerner spécifiquement le secteur où s'intégrer dans des démarches plus globales pour lesquelles le principe a été acté comme la mise en place progressive d'une zone à faibles émissions (cf. pilier III) sur Strasbourg ou le contrat partenarial d'aménagement visant la requalification de l'A35.

Suite à ces recommandations, **des mesures ont été mises en œuvre et d'autres sont à venir** :

- Une traversée sécurisée par des feux a été aménagée pour permettre de traverser l'avenue du Rhin vers l'école Solange Fernex dans le quartier Danube.
- Il est prévu de planifier des contrôles plus fréquents de la circulation des poids lourds pour s'assurer du respect de l'interdiction du transit.
- Un arrêté municipal est en projet et sera pris pour élargir la zone d'interdiction des poids lourds en transit jusqu'à la rue François d'Epailly.
- L'Eurométropole en association avec la société THALES va expérimenter un système vidéo permettant d'analyser la silhouette des véhicules et faire la discrimination entre les véhicules légers et les poids-lourds. L'expérimentation se fera en sortie du tunnel de l'Etoile direction A35. Ce dispositif, s'il est concluant, devra être homologué par l'État pour pouvoir automatiser les contrôles.
- Une étude pourra être menée courant 2020 pour mettre en œuvre sur l'avenue du Rhin un système qui a été expérimenté sur l'‘avenue de Colmar en 2019. Ce système permet de réduire la pollution émise par les véhicules en limitant les arrêts et les temps d'attente aux feux.

Les leviers pour un urbanisme plus durable

Le levier réglementaire via le PLUi

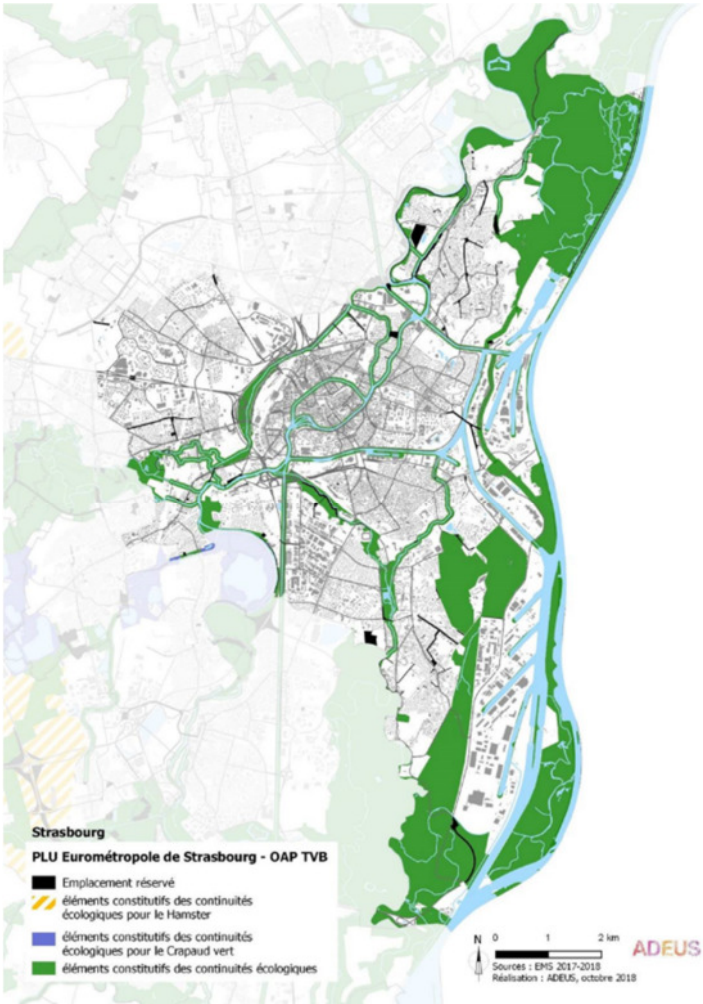
La compétence de planification est portée par l'Eurométropole et les leviers sont principalement en cadrés par le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi approuvé en décembre 2016). Le PLUi prévoit un volume de 1 000 hectares d'extensions urbaines sur la période 2017-2030 pour l'Eurométropole. Le zonage et la réglementation du droit des sols guident la modération de la consommation foncière. **50% du territoire est inscrit en zones agricoles et naturelles inconstructible** (PLUi).

Cet outil métropolitain intègre les enjeux biodiversité et climat dans son règlement écrit (article 15, zones de vigilance du Plan de Protection de l'air intégré au règlement graphique) et comprend des Orientations d'aménagement est de programmation OAP spécifiques telles que celles dédiées à la trame verte et bleu bleue, au Parc naturel urbain ou aux enjeux air climat énergie (en cours de rédaction dans le cadre de la modification n°3 du PLUi).

OAP Trame verte et bleue

L'OAP Trame verte et bleue vise à renforcer la place de la trame verte et bleue dans le projet de territoire de l'Eurométropole de Strasbourg et plus généralement la place de la nature en ville. Elle introduit la Trame verte et bleue au cœur du document d'urbanisme (avec une identification à la parcelle pour Strasbourg) en écho aux actions de protection et aux mesures opérationnelles déjà mises en œuvre sur les espaces naturels dans le cadre des politiques nationales, régionales et locales. Tout nouveau projet sur le territoire doit ainsi prendre en compte ces enjeux et les intégrer dans l'aménagement.

Le PLUi promeut la végétalisation du bâti, c'est-à-dire des toitures et des façades, dans l'orientation d'aménagement et de programmation dédiée à la trame verte et bleue et dans les zones IXX.



Renforcement de la prise en compte des enjeux « Air Climat Énergie » - modification n°3 du PLUi

Dès sa première approbation, le PLU a intégré des prescriptions en termes d'air, de climat et d'énergie avec l'article 15 inscrit dans le « règlement écrit » et qui s'impose à tout nouveau projet (construction, aménagement, extension, restructuration…), le plan vigilance du Règlement graphique qui intègre le Plan de Protection de l'Atmosphère de Strasbourg, mais aussi les mobilités alternatives et les trames verte et bleue du territoire en lien avec la nature en ville.

Dans le cadre de l'appel à projet « Ville respirable en 5 ans » du Ministère de l'Écologie, l'Eurométropole de Strasbourg a engagé des réflexions et actions pour inclure des préconisations Air-Climat-Energie dans les documents d'urbanisme avec sa modification n°3 comprenant des éléments envisagés dans le règlement mais aussi au sein d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) « Air-Climat-Energie » en cours de finalisation avec la mise en œuvre associée de nouveaux indicateurs de suivi et d'évaluation. Elle s'appuiera notamment pour sa partie énergie sur le schéma directeur des énergies et sur la stratégie développée autour des réseaux de chaleur et des projets d'énergie renouvelable. Pour la partie air, elle capitalisera les éléments ressortis lors des conférences et forum air / urbanisme menés en 2018/2019. Le volet climat s'attachera à traiter la question des îlots de chaleur urbain, le bioclimatisme, la place de l'arbre et de la végétation dans les projets.

Cette modification n°3 du PLUi se veut un levier important en faveur de la transition énergétique incluant l'adaptation du territoire au changement climatique (par un urbanisme favorisant le maintien d'ilots de fraîcheur en ville par le végétal, par la prise en compte de modalités particulières de gestion alternative des eaux de ruissellement, par la prise en compte des risques naturels pour améliorer la résilience du territoire) et la réduction de l'exposition des populations.

Révision du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV)

Sur le secteur sauvegardé de la Grande-Île et la Neustadt, le Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV) s'applique en lieu et place du PLUi. L'actuel PSMV n'intègre pas d'éléments air-climat-énergie car celui-ci est trop ancien (1985). En cours de révision, le nouveau PSMV se veut ambitieux afin d'intégrer les éléments nature-air-climat-énergie (intégration d'éléments sur la rénovation thermique, sur la nature en ville incluant un coefficient de végétalisation permet d'augmenter la part de végétal pour les zones…). En effet, un point fort de ce document est qu'il permettra d'émettre des dispositions réglementaires sur l'espace privé et public pour augmenter le taux du végétal, par exemple dans les cours intérieures et les jardins.

L'extension et la révision du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur offre ainsi l'opportunité à la ville d'appliquer des dispositions ambitieuses pour engager une mutation du secteur.

Suite aux premières orientations pour les OAP sectorielles et thématiques validées en Commission Locale du Site Patrimonial Remarquable, la rédaction du document est planifiée en 2020.

Pour assurer la transition de Strasbourg face à l'enjeu climatique, il est aujourd'hui indispensable de poursuivre et de renforcer la dynamique engagée au-delà de l'exigence réglementaire en engageant un maximum d'acteurs et de faire des grands projets des leviers opérationnels pour répondre aux différents enjeux. C'est l'objectif de la démarche volontaire du PACTE pour aménager et construire en transition écologique.

Un levier complémentaire : le PACTE, Pour Aménager et Construire en Transition Écologique

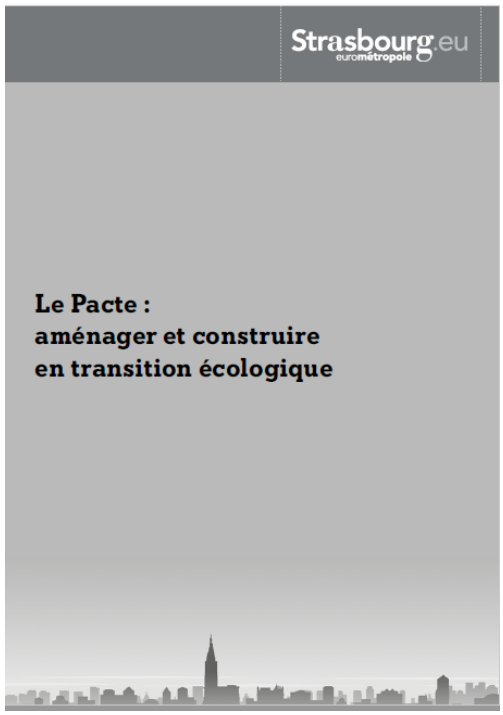
La mise en œuvre de la démarche Eco-cité sur le territoire s'est concrétisée par l'élaboration d'une charte co-construite et signée par 40 partenaires de l'aménagement en 2012. Sept ans après, la démarche a été renouvelée afin d'aller encore plus loin et de redéfinir les modalités pour fabriquer en coopération, une ville durable et adaptée.

Le PACTE pour aménager et construire en transition écologique permet d'accélérer la transition écologique des projets urbains. Il revisite, avec l'ensemble des acteurs concernés, la manière de construire la ville afin que celle-ci protège le vivant et ses habitants, soit sobre et limite son empreinte écologique, et pensée, fabriquée et vécue autrement.

Les engagements du Pacte représentent les intentions qui orientent les stratégies des acteurs de l'urbanisme et s'ils ne sont pas opposables, ils sont complémentaires à la règle et préfigurent les dispositions à suivre pour réussir la transition écologique des projets urbains.

Livré en juillet 2019, le Pacte compte déjà plus de 110 partenaires signataires fin 2019 qui se réunissent dans le « Réseau », outil d'animation de la démarche. Le Réseau vise à faire coopérer collectivement ces acteurs pour développer des actions concrètes permettant de répondre aux engagements. Ainsi, les 1ères réflexions permettront de faire entrer dans la règle (PLUi) de nouvelles exigences (sur les volets air et énergie notamment) et d'en tester d'autres avant de les transcrire dans la règle.

L'ensemble de ces outils et actions vise à construire les démarches et les outils qui permettront de concevoir et construire les projets d'aménagements et projets immobiliers visant le plus faible impact environnemental possible. Ces outils constitueront donc les socles communs d'animation, de sensibilisation et d'actions pour agir sur la qualité des opérations d'aménagement.



C'est dans cet esprit d'encouragement à une amélioration de la qualité environnementale des projets qu'un travail itératif est mené au-delà des règles imposées en amont de l'instruction des permis de construire.

Les grands projets et programmes

L'axe Deux-Rives, moteur de l'urbanisme durable

Depuis 2012, les efforts se sont concentrés à Strasbourg sur l'axe Deux-Rives avec l'aménagement de 250 ha de friches portuaires remobilisés pour 9000 nouveaux logements, 20000 habitants et 8500 emplois. Le projet a également permis la mise en valeur, la création ou la réhabilitation de 34,1 ha de parcs et la renaturation de 4060 mètres de linéaires de berge, qui conjuguent la ville compacte avec la ville nature. L'aménagement de ce secteur faisait partie intégrante du projet Eco-cités, Strasbourg Métropole des Deux-Rives initié en 2009 par l'Eurométropole, la Ville de Strasbourg et la Ville de Kehl. La mutation urbaine initiée dans le quartier deux Rives est placée sous le signe de la mixité des fonctions et de la mixité sociale (ex quartier Danube : 40% de logements locatif aidé, 10% en autopromotion 10% en accession sociale et 40% en accession privée).

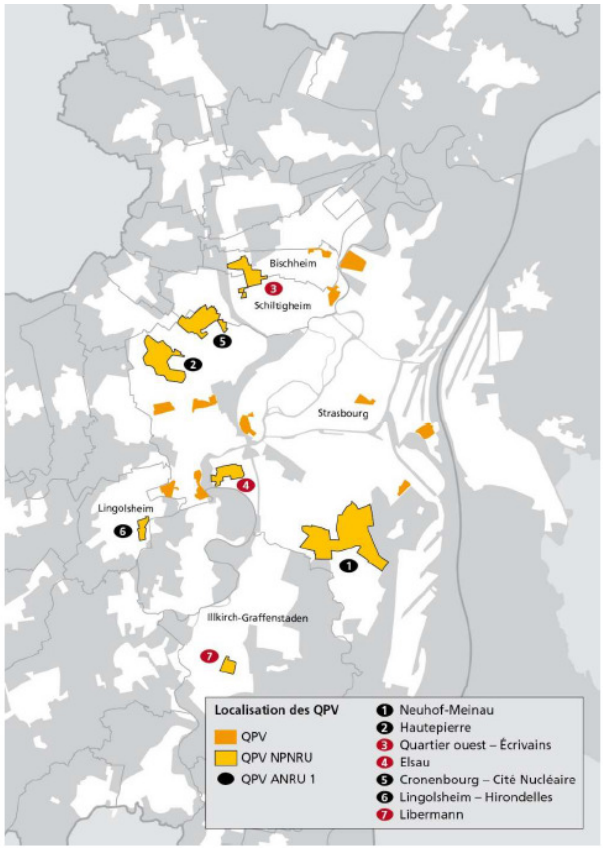
Ce projet visait à réaliser des projets démonstrateurs et exemplaires de ce que ce sera la ville de demain, grâce à une approche intégrée et innovante dans les domaines de la mobilité, des réseaux et des énergies, du bâti, et de l'environnement, L'éco-quartier Danube en est un projet pilote avec de nombreuses expérimentations (Tour à énergie positive Elithis, pass mobilité, modes spécifiques de gouvernance de projet - ateliers de coproduction du projet urbain, initiatives citoyennes menées par un collectif d'habitants…).

Le quartier d'affaire du Wacken

La Ville de Strasbourg est engagée depuis 2012 dans la réalisation du quartier d'affaire international, dénommé Archipel, destiné à renforcer les fonctions tertiaires supérieures et européennes de Strasbourg, et à offrir des espaces adaptés aux entreprises, organisations et institutions, relevant de ces fonctions.

- **Archipel 1** : Démarrée en mai 2016, sa réalisation s'échelonnera jusqu'en 2019-2020. Il s'agit d'un nouveau quartier mêlant activités tertiaires tournées vers l'international (45000m² tertiaires et 30000m² pour les institutions européennes), commerces (dont équipements hôteliers) et habitat (250 logements) sur une superficie de 4 ha.
- **Archipel 2** : la composition urbaine est structurée autour de deux équipements publics à savoir le nouveau théâtre du Maillon, et le hall Rhénus Sport et de deux éléments paysagers majeurs : un parc public inondable d'environ 2,5 ha au nord du site et un cours botanique, parc promenade d'environ 1 ha, répondant également à des exigences hydrauliques et qui propose un espace de respiration prolongeant le parc urbain jusqu'à la place Zeller. Les 70 premiers arbres -sur les 800 prévus jusqu'en 2023 - ont pris racine sur le parvis du Maillon.

Les programmes de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine ANRU



Les opérations de rénovations urbaines élaborées dans le cadre des Programmes nationaux de rénovation urbaine (PNRU et NPNRU) et subventionnées par l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU), constituent l'un des instruments majeurs de la Politique de la ville. Entre 2005 et 2015, 846 millions d'euros ont été ainsi investis dans le cadre de l'ANRU 1 sur l'Eurométropole.

Le Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU 2018-2024) s'inscrit dans le cadre du Contrat de Ville 2015-2020 avec une enveloppe de 1,3 milliards d'euros. Les quartiers les plus défavorisés de l'Eurométropole de Strasbourg bénéficieront ainsi d'un vaste programme d'actions en faveur de l'égalité sociale et urbaine.

Cinq quartiers prioritaires villes situés à Strasbourg (Cronenbourg, Elsau, Hautepierre et Neuhof - Meinau) feront l'objet d'une réhabilitation de grande ampleur.

Rénover des logements, offrir des équipements publics de qualité, réaménager des espaces publics, embellir les quartiers : le projet de renouvellement urbain vise à transformer durablement les quartiers prioritaires présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants et valoriser leurs atouts pour en faire des territoires attractifs, intégrés dans la ville.

Une large mobilisation citoyenne a été menée afin de recueillir les besoins et les attentes des habitants des secteurs concernés par la perspective du NPNRU. Celui-ci constitue un levier de mise en œuvre des ambitions portées par la collectivité dans les domaines environnementaux, sociaux économiques et urbains en réponse aux attentes citoyennes.

Objectif :

- Dans le cadre du programme NPNRU, **réhabilitation de grande ampleur de cinq quartiers de Strasbourg** afin d'aborder une transition économique, sociale, urbaine et énergétique

Le Projet Partenarial d'Aménagement

Le 3 juillet a été signé entre l'État, l'Eurométropole de Strasbourg, la Région Grand Est et le Département du Bas-Rhin, un contrat scellant un partenariat institutionnel autour du déclassement puis du réaménagement en un vaste parc métropolitain des actuelles A35/A351, autoroutes urbaines traversant Strasbourg. Ce contrat, rendu possible par la récente loi ELAN, porte l'ambition de réinventer les paysages autour des voies rapides métropolitaines strasbourgeoises. Ce projet de requalification de l'A35 et de l'A351 est articulé avec celui du contournement autoroutier (COS).

En amont, le conseil municipal de Strasbourg avait délibéré le 24 juin 2019, l'approbation du contrat de projet partenarial d'aménagement (PPA) proposé et sa signature, tout comme la participation de la Ville de Strasbourg aux réflexions menées dans le cadre de l'Atelier des territoires (financé par l'Eurométropole, avec le concours de l'État).

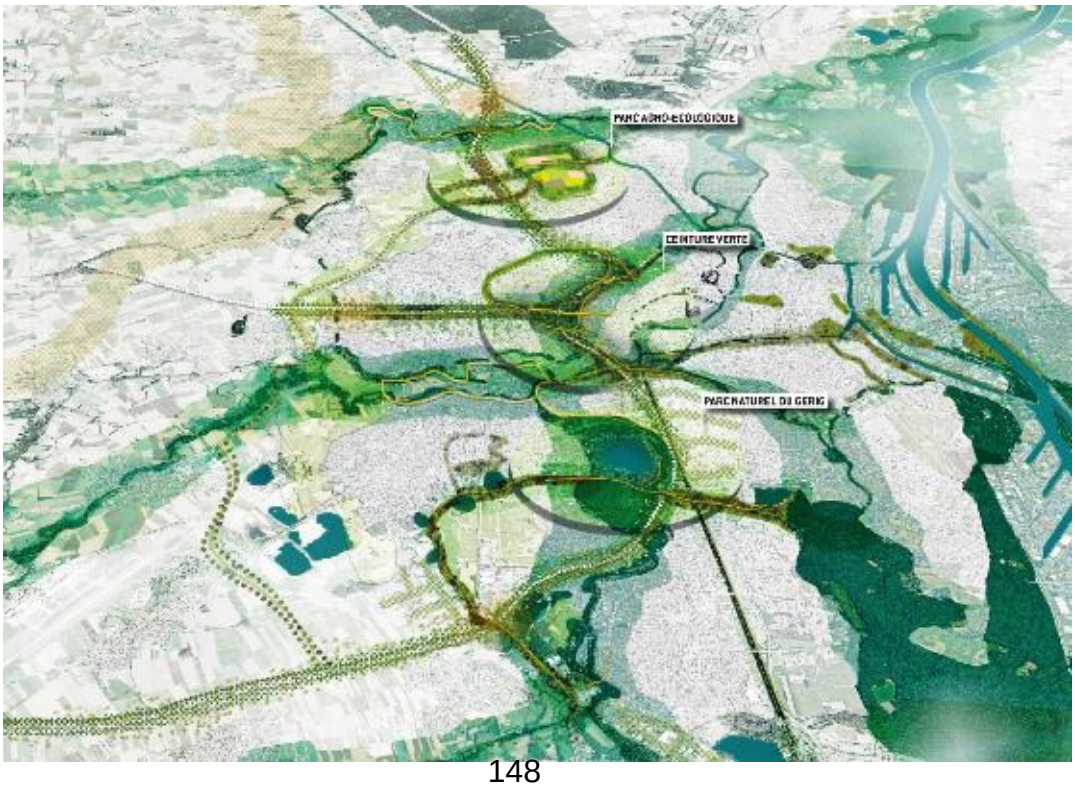
Il s'agit d'une démarche de concertation et de co-construction qu'animeront au fil des mois les paysagistes-urbanistes de l'agence TER, lauréate du marché de mission d'assistance auprès de l'Eurométropole pour la conduite de l'atelier des territoires. Le rendu de cette première phase d'étude (trois mois) a été présenté fin novembre-début décembre 2019.

Le déclassement de l'autoroute et sa transformation en boulevard métropolitain, permet d'imaginer cet axe comme support des mobilités. Cette requalification doit permettre de viser une réduction renforcée du trafic routier par rapport aux scénarios historiques, l'extension des zones de réduction de vitesses, la suppression des normes autoroutières contraignantes mais surtout à terme des espaces fonciers rendus à la nature (renforcement de la biodiversité, désimperméabilisation des sols, amélioration du confort thermique et de la qualité de l'air en regagnant 200 hectares de surfaces et en plantant près de 85 000 arbres sur les anciens terre-pleins autoroutiers - arbres qui doubleront très précisément la quantité actuelle présente dans les espaces publics de l'Eurométropole et renforceront le stockage carbone) ;

Chiffres clés du projet de réaménagement :

- **Soutien à la réalisation : Agence TER, lauréate du marché d'études de définition, aux côtés d'Arcadis et d'Inddigo pour les volets ingénierie et environnement**
- **Emprise de 560 hectares, équivalant à un linéaire de 27 km**
- **Potentiel :85 000 arbres**
- **Enveloppe 1 M€ en études (Atelier des Territoires et études pré-opérationnelles) et 20 M€ inscrits au CPER**

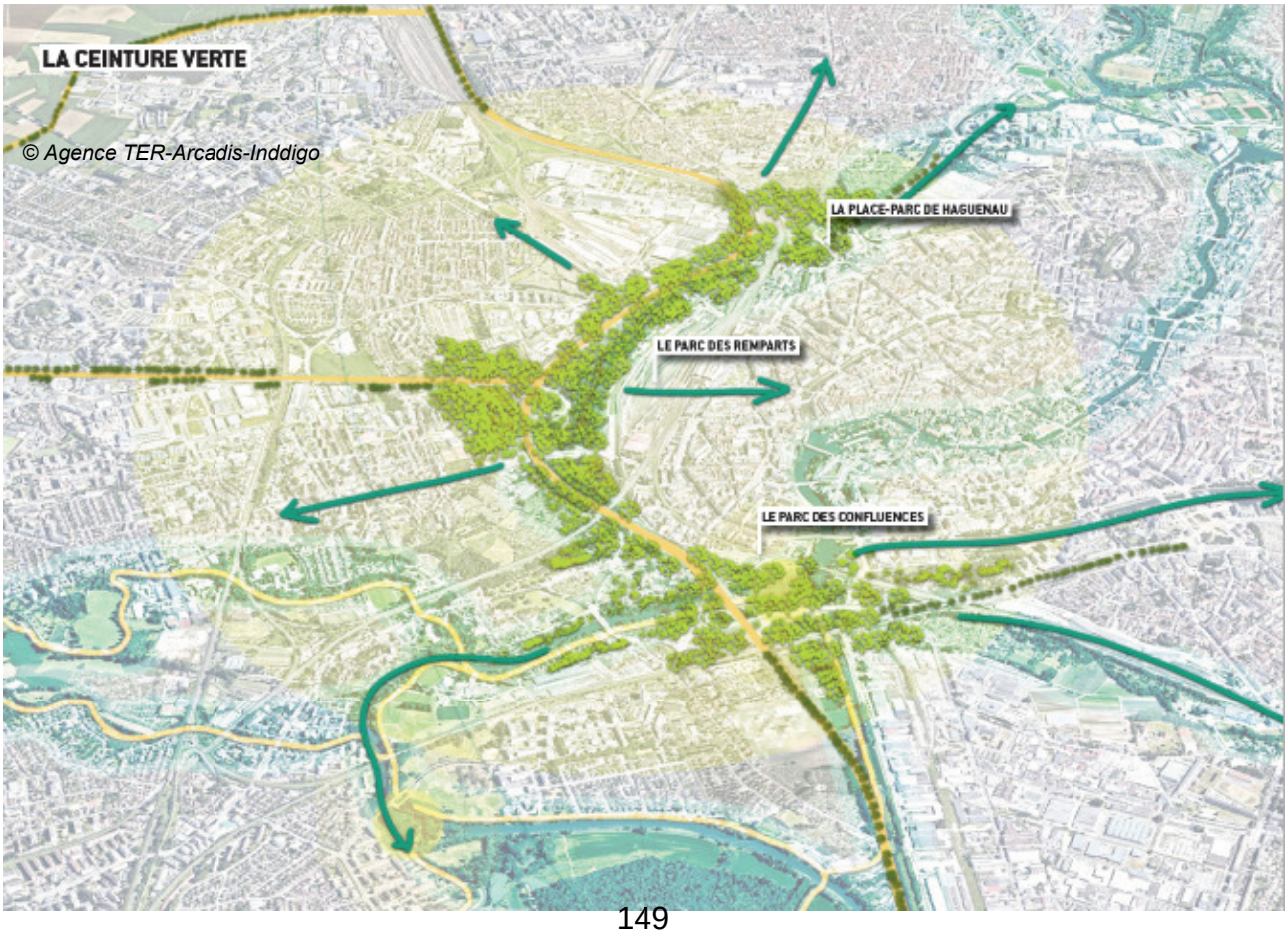
© Agence TER-Arcadis-Inddigo



Une dynamique écosystémique pour le territoire sera enclenchée autour de 3 réservoirs naturels majeurs : le parc agro-écologique au nord de l'agglomération ; la ceinture verte au centre ; et le parc du plan d'eau du Gérig d'une superficie de 85 hectares au sud.

Au niveau de Strasbourg, les évolutions envisagées autour de la ceinture verte devront permettre de repenser trois secteurs principaux

- **La place de Haguenau** en valorisant la connexion avec Schiltigheim, intégrant le marché gare à la ville, prolongeant le parc des remparts en créant le parc de l'Aar, révélant et renaturant les berges de l'Aar.
- **Le Parc des remparts** en créant des accès entre l'arc culturel et la promenade haute, mettant en place des franchissements piétons, créant une nouvelle liaison Est-Ouest, valorisant le parc des remparts et en simplifiant le nœud routier
- **Le Parc des confluences** en créant une continuité avec le parc des remparts, simplifiant le nœud routier, réaffectant les bretelles pour les cycles et les vélos, plantant des verges avec les jardins partagés, trouvant des nouveaux usages de l'eau, favorisant la multimodalité, requalifiant la rue de la Montagne verte, ouvrant la vue sur le Port, prolongeant la route des Romains en boulevard urbain et créant des liaisons douces vers le Rhin tortu.



De l'expérimentation à des modèles approuvés

La démarche ESPEX

La démarche ESPEX porte sur la transformation des espaces extérieurs des grands ensembles des années 70 en aménagement durable des espaces. Le principe appliqué repose sur une conception des aménagements basée sur la traduction des usages définis par les acteurs œuvrant sur les espaces (et non comme classiquement une conception qui dicte l'usage aux utilisateurs).

Cette démarche transversale est co-construite avec l'ensemble des acteurs (habitants, commerçants, bailleurs, agents – espace verts, propreté,….). Appliquée sur le projet du Wihrel, l'objectif serait de multiplier cette démarche sur d'autres ensembles notamment dans le cadre du NPNRU.

Projet du WIHREL :

- **Budget : 5,1M€ (Eurométropole 2,7 M€, Bailleurs 2,3M€ et la Ville d'Ostwald 0,1M€)**
- **Travaux programmés en 2020-2021**
- **Évolution : surface d'enrobée divisée par 2 (23%) / espaces verts massifiés +7% (42%) 150 arbres plantés**

Les Ecoquartiers

La construction d'une agglomération durable est une réelle préoccupation pour la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg qui s'impliquent fortement dans les projets d'Ecoquartiers. Nouvelle forme d'aménagement, l'Ecoquartier intègre les exigences du développement durable, en ce qui concerne notamment la mobilité, la gestion des déchets, l'empreinte environnementale et la mixité sociale.

Deux Ecoquartiers sont labellisés à Strasbourg.

- **L'EcoQuartier Danube** qui accueille sur près de 6 hectares, 730 logements environ (dont 50% de logement social) 11 000 m² de bureaux et de commerces, un EHPAD, une résidence étudiante et une école maternelle.
- ***L'Ecoquartier Brasserie* Strasbourg Cronenbourg**. Développé sur une friche brassicole de 3,6 hectares pour 450 logements, Brasserie est le 1er écoquartier strasbourgeois. Par son approche innovante il a permis l'émergence de nouveaux standards en matière de qualité urbaine, architecturale et environnementale (réseau de chaleur géothermique, bâtiment BBC, place de la voiture maitrisée, ouverture du quartier, etc.)

Pour le **quartier de l'Elsau, premier écoquartier de Strasbourg en rénovation urbaine (**NPNRU), le projet vise une appropriation citoyenne du projet, une transition écologique par des réhabilitations et l'utilisation de matériaux biosourcés et la valorisation de la situation paysagère à la fois proche du centre de Strasbourg et au cœur de la trame verte et bleue du Parc naturel urbain Ill BRUCHE.

L'habitat participatif

Soucieuse de s'engager dans des projets d'habitats innovants et durables, la Ville de Strasbourg a lancé, dès 2009, des consultations en autopromotion qui préfigurent de nouveaux modes de vivre ensemble. Depuis 2009, quatre consultations ont été proposées aux citoyens souhaitant s'engager sur la voie de l'autopromotion (1ère consultation 10 terrains/ 10 immeubles logements / 2ème consultation 7 terrains pour environ 40 logements/ 3ème consultation 5 terrains permettant la construction de 2 à 8 logements), la 4ème consultation est ciblée sur 1 terrain) et une 5ème est en cours de finalisation.

Courant 2012, la Ville de Strasbourg a décidé de conventionner avec l'association Eco Quartier Strasbourg, dont l'un des principaux objectifs depuis sa création en 2001, est de promouvoir la construction de logements en autopromotion. De cette convention résulte, entre autres, l'organisation d'ateliers de formation à l'usage des groupes d'auto-promoteurs, mais aussi la diffusion en 2013 d'un film sur cette nouvelle manière d'accéder au logement.

Strasbourg souhaite poursuivre son engagement en faveur de l'habitat participatif qui présente pour la collectivité une triple opportunité : sociale, en développant la participation citoyenne, urbaine, en favorisant le renouvellement des quartiers et environnementale, en encourageant l'écoconstruction.

La stratégie patrimoniale

Dans le cadre de sa stratégie patrimoniale et immobilière, la Ville de Strasbourg met régulièrement en vente ou à disposition (via des baux de longue durée ou des conventions d'occupation) des biens immobiliers.

Dans le cadre du plan de **cession des actifs immobiliers** de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole, des biens ont été identifiés comme étant susceptibles de s'y voir décliner le référentiel de réhabilitation thermique « OKTAVE » qui vise à satisfaire plusieurs objectifs à l'issue des travaux de rénovation (confort thermique, gains énergétiques) se rapprochant au maximum des performances BBC (Bâtiment Basse Consommation).

Le choix a ainsi été fait de publier des consultations identifiant les besoins en rénovation énergétique des biens et d'obliger les candidats à s'engager à satisfaire aux prescriptions du cahier des charges fixant les attendus en terme de rénovation énergétique. Les ventes sont assorties d'une condition particulière tenant compte des engagements pris par l'acquéreur de réaliser les travaux de rénovation énergétique prescrits dans l'annexe au cahier des charges et règlement de consultation.

L'expérimentation mise en place depuis 2018 a porté sur deux biens propriétés de l'Eurométropole. Le prochain plan de cession patrimonial de la collectivité Ville et Eurométropole intégrera cette volonté de la collectivité de répondre aux objectifs d'amélioration du parc bâti.)

Oktave est un service initié par la Région Grand Est et l'ADEME qui accompagne les propriétaires de maisons individuelles dans leur projet de rénovation complète.

Concernant **la vente de terrains propriété** de la collectivité, des réflexions sont en cours afin de renforcer les exigences environnementales des constructions. Dans le cadre du projet d'aménagement de l'îlot Bois, la Ville a conditionné la cession du terrain aux respects de prescriptions environnementales assortie de clauses pénales.

Selon les situations, elles pourraient prendre la forme :

- d'une **clause générale** pour tous les actes « respect de l'environnement » prévoyant que l'acquéreur s'engage à se conformer aux différentes dispositions environnementales législatives et réglementaires
- lors d'une vente de gré-à-gré ayant fait l'objet d'une consultation :
  - Le cahier des charges devra désormais prévoir toutes les conditions environnementales que la Ville souhaite imposer à l'acquéreur. Ce cahier des charges sera annexé à l'acte et les conditions et obligations imposées à l'acquéreur seront sanctionnées par une clause pénale ;
  - La grille environnementale (si elle existe) devra être annexée à l'acte et elle fera l'objet d'une clause explicative ;
  - Des prescriptions renforcées annexées sur le nombre de logements créés
- lors d'une vente de gré-à-gré n'ayant pas fait l'objet d'une consultation : la prescription est moins aisée mais à minima un rappel des obligations découlant des dispositions légales et réglementaires (PLU) devra être intégré et une réflexion sur la formulation d'une obligation d'arborer les parcelles vendues en partie est en cours.

La Ville souhaite renforcer ce levier d'action afin d'accélérer la mutation et d'inscrire dès 2020 au sein de toute transaction des exigences environnementales qui répondent aux ambitions de cette stratégie.

Concernant les terres agricoles dont la Ville est propriétaire, la politique menée est détaillée au sein du pilier III, notamment avec l'établissement de baux ruraux à clauses environnementales.

Objectif 4 : pour une transition écologique solidaire

La solidarité climatique est une réponse à l'injustice des effets du changement climatique, qui touchent les plus durement des populations déjà vulnérables.

« Les gens les plus pauvres, partout dans le monde, sont les moins responsables du réchauffement climatique mais ceux qui en souffrent le plus » (Thierry KUHN, représentant Emmaüs France).

La Ville de Strasbourg entend défendre cette cause en agissant à l'échelle locale et internationale pour un avenir commun meilleur.

A l'échelle locale

Sur le territoire de l'Eurométropole, **20%** des **ménages** sont en s**ituation de précarité énergétique**. La facture énergétique s'élève à 1400€ par habitant.

Selon la Loi BESSON « est en **précarité énergétique** une personne qui éprouve des difficultés particulières à disposer de la fourniture d'énergie nécessaire à la satisfaction de ses besoins élémentaires en raison de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'habitat. »

La précarité énergétique est liée à différents facteurs, le revenu des ménages, le prix de l'énergie, les performances énergétiques du logement et l'usage du logement. Un cumul de ces facteurs accentue la fragilité des personnes avec des répercussions sur la santé, le bien-être, l'inclusion sociale et la qualité de vie. La situation ne peut que s'aggraver avec la hausse inéluctable du coût des énergies conventionnelles.

Les besoins en mobilité peuvent accentuer la précarité énergétique, en particulier quand les lieux de vie et de travail sont éloignés avec obligation d'usage d'une voiture.

Accompagnement des ménages dans la lutte contre précarité énergétique liée au logement

La ville, de par ses compétences déléguées comme la gestion du fonds de solidarité pour le logement (FSL), qui accorde des aides financières aux personnes qui rencontrent des difficultés pour assurer les dépenses de leur logement (factures, loyers...), est pleinement impliquée dans la **lutte contre la précarité énergétique,** un enjeu majeur de la transition énergétique.

Deux principales approches sont mises en œuvre pour lutter contre la précarité énergétique

- **une approche essentiellement «curative**» visant à accorder des aides financières aux ménages rencontrant des difficultés pour s'acquitter des charges relatives à leur logement, par exemple via le Fonds de Solidarité pour le Logement, le chèque énergie pour des montants compris entre 48 € et 277 € ou les aides des CCAS aux impayés d'énergie ;
- **une approche « préventive »** visant à améliorer la performance énergétique des logements. Les principaux dispositifs au niveau national sont :
  - les **aides de l'ANAH,** sous formes de subventions ou du programme « Habiter Mieux ». En 2018, le programme a financé la rénovation de 533 logements ont été rénovés dans le cadre du programme habitez l'Eurométropole dont 260 logements traités dans le cadre d'aide aux syndicats de copropriétaires pour les copropriétés fragiles. S'y ajoutent les logements rénovés dans le cadre de l'OPAH copropriétés dégradées 2012-2017 qui avait permis de rénover 6 copropriétés situées à Strasbourg représentant 894 logements.
  - le Comité de pilotage NPNRU a sélectionné 8 copropriétés, dont 7 se situent sur le territoire de Strasbourg (soit 592 logements), pour intégrer le dispositif OPAH 2019-2024.
  - les certificats d'économies d'énergie précarité énergétique,
  - les éco-prêts à taux zéro (Eco-PtZ).

Un dispositif expérimental de réduction de la précarité énergétique

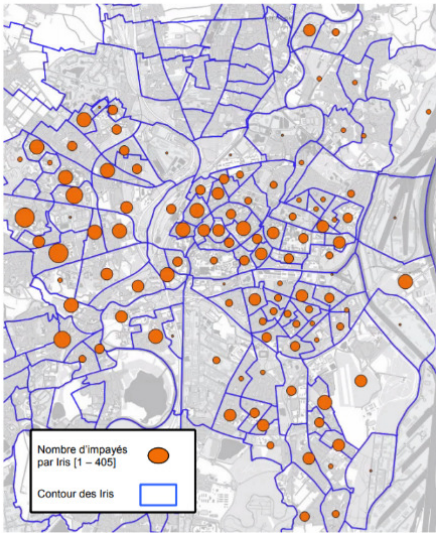
Dans le cadre du projet « Territoire à énergie positive et pour la croissance verte », la Ville de Strasbourg a souhaité porter un projet concernant le volet accompagnement des ménages en situation de précarité énergétique (budget global du projet estimé à 125 K€) via la mise en place d'un dispositif expérimental (sep. 2017) qui visait à :

- concevoir un dispositif d'accompagnement basé sur un diagnostic social et énergétique.
- créer une synergie au sein de la collectivité et développer une coopération entre les partenaires de l'accompagnement social, de l'insertion, du logement et de l'habitat, du technique

Des croisements pour faciliter le repérage des ménages en situation de précarité

Un travail de repérage a été initié à partir des remontées des travailleurs sociaux des données transmises par le fournisseur d'énergie. Elle souligne l'ampleur du phénomène de précarité énergétique sur Strasbourg.

- Une augmentation des mises en demeure pour impayés d'énergie (le nombre de ménages en dette d'électricité a doublé en deux ans entre 2016 et 2018).
- Des impayés d'énergie liés au bâti ainsi qu'à la situation sociale (la carte des époques de construction peut être superposée avec la carte des adresses où une forte dette d'énergie a été signalée entre 2016 et 2017).
- Un recours à l'aide sociale non homogène.
- Une analyse resserrée sur le parc social permettrait une action efficace.



Source ES, DSS – traitement DSS / période 2016-20017

Éléments chiffrés : 120 ménages (faisant l'objet d'un accompagnement social) ont bénéficié du dispositif, exclusivement des locataires (55 % parc privé et 45% parc public).

Origine de la précarité énergétique : 1/3 liée aux usages et 2/3 à l'état général du bâti/logement

Une mise en place d'un dispositif pérenne de lutte contre la précarité énergétique sur le territoire

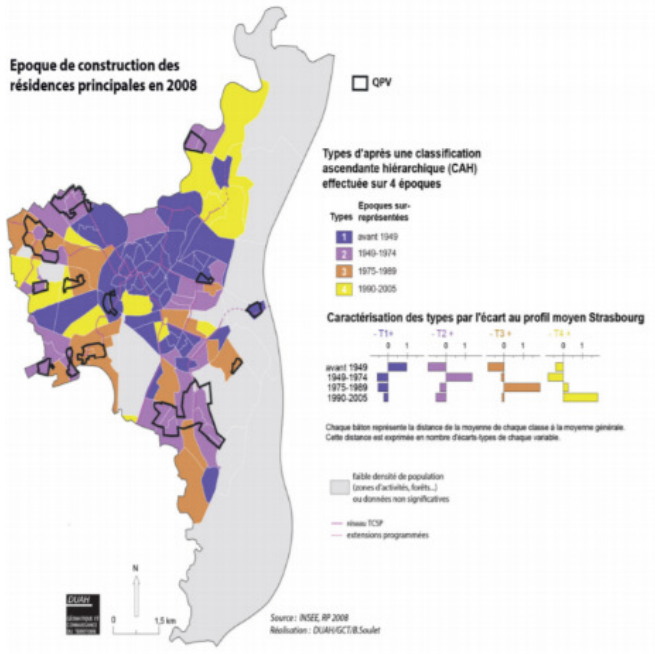
Suite aux retours d'expérience, la mise en place d'un *dispositif pérenne* à la jonction des politiques publiques du social et de l'habitat permettrait de lutter plus efficacement contre la précarité énergétique du territoire. Il nécessite :

- Un renforcement de la connaissance des dispositifs d'aide, de leur mobilisation, efficacité et évolution, en direction de public en situation de précarité énergétique ;
- Une plus grande compréhension des enjeux de la rénovation thermique et plus largement la mobilisation du secteur de l'habitat.

La **création d'un SLIME** (Service Local d'Intervention pour la Maîtrise de l'Energie) permettrait de poursuivre son engagement en matière de lutte contre la précarité énergétique en se dotant d'un outil transversal pluri partenarial, ambition qui s'inscrit dans la stratégie de la Ville et le Plan Climat 2030 de l'Eurométropole.

Objectif :

- **Soutenir la création d'un SLIME pour lutter contre la précarité énergétique**



Un parc social engagé dans la rénovation

Le **parc de logements sociaux** strasbourgeois étant très important (29 250 logements sur les 132 000 résidences principales de la Ville de Strasbourg soit plus d'1 logement sur 5 sont des logements sociaux), **les bailleurs sociaux** font ainsi partie des acteurs incontournables pour limiter la précarité énergétique et de fait l'impact climatique.

Une dynamique de rénovation des logements sociaux a été engagée dès 2009 via le prêt bonifié aux bailleurs (CDC), soutenu par l'État avec le concours de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU), l'Union Européenne (FEDER) et une implication des collectivités dont l'Eurométropole de Strasbourg. D'ici 2025, l'ensemble du parc de logements les plus énergivores devrait être rénovés.

Les programmes de rénovation urbaine (ANRU 1 et NPNRU) font parties des opérations d'envergures permettant d'apporter des réponses efficaces.

Ophéa (ex CUS Habitat) s'est engagée dans un plan massif de rénovation de son patrimoine depuis 2013 ayant pour objectif de diviser par deux les consommations énergétiques et maîtriser les charges de ses locataires.

Habitation moderne est une Société anonyme d'économie mixte locale (SAEML) qui gère notamment le patrimoine de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole. La Ville étant l'actionnaire majoritaire.

La Ville vise à ce que l'ensemble des logements énergivores de son parc bâti soient rénovés d'ici 2030 avec en priorité ceux à caractère social.

Habitation Moderne, signataire de la Charte Tous Unis pour plus de Biodiversité depuis 2019, s'est engagée à gérer aussi plus écologiquement ses espaces libres extérieurs.

Accompagnement des ménages dans la lutte contre précarité énergétique liée au déplacement

Le territoire de Strasbourg, engagé depuis longtemps dans le développement et le maillage des transports en commun est moins impacté qu'un territoire plus rural à la précarité énergétique liée aux déplacements.

Il permet ainsi de proposer des solutions alternatives notamment avec la tarification solidaire mise en place depuis 2010, basée sur le quotient familial.

L'accompagnement de la mise en place progressive d'une zone à faibles émissions est intégré dans le cadre des réflexions sur les modalités de sa mise en œuvre (cf. pilier III).

A l'échelle transfrontalière

Strasbourg incarne les valeurs fondamentales de l'Europe : la paix, la démocratie et les droits de l'Homme. Capitale européenne, elle développe de nombreux projets de coopération décentralisée pour promouvoir un développement urbain durable, valoriser la coopération transfrontalière, l'échange de pratiques innovantes et soutenir des actions de solidarité internationale.

Strasbourg est engagée de longue date dans une coopération transfrontalière pour un territoire transrhénan durable avec notamment :

- une gestion commune du Jardin des 2 Rives, équipements et sites floraux,
- un projet d'un sentier découverte nature transfrontalier au Sud du Jardin des 2 Rives.

Des coopérations sur la qualité de l'air et l'énergie sont menées avec l'Eurométropole :

- dans le cadre d'un projet AtmoVision sur la qualité de l'air avec implantation de capteurs témoins des deux côtés de la frontière et également la préfiguration d'actions concertées de part et d'autre du Rhin pour améliorer la qualité de l'air ;
- une réflexion est également en cours sur la reconnaissance mutuelle des vignettes de circulation différenciée ;
- via le projet de récupération de chaleur fatale avec les Aciéries de Kehl.

Le **Groupe de travail environnement Strasbourg-Kehl,** en place depuis de longues années, est un lieu d'échanges et de réflexions, associant également l'Eurodistrict, pour contribuer à des stratégies communes qui permettent d'élaborer conjointement des projets transfrontaliers co-construits et/ou en concertation.

L'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau : EPCI qui regroupe les communes françaises et allemandes des deux côtés du Rhin. L'Eurodistrict englobe les 61 communes de l'Eurométropole de Strasbourg et du Canton d'Erstein ainsi que les 51 communes de l'Ortenaukreis, ce qui représente 940 000 habitants.

Deux illustrations très concrètes pour les citoyen-ne-s de chaque côté du Rhin : le gobelet réutilisable « Coffee to Go noch a mol » et le « Livret pour le climat » franco-allemand.

A l'échelle internationale

L'Action européenne et internationale de la Ville de Strasbourg s'inscrit dans le cadre de l'Agenda mondial 2030 et vise particulièrement à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) à travers des actions locales et des partenariats durables et innovants. Certains partenariats visent à renforcer les processus de localisation des ODD dans les villes et ainsi faciliter la définition d'agendas/stratégies locales de développement durable.

Ces coopérations et échanges internationaux contribuent à l'atteinte des objectifs Climat-Air-Energie de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, à travers des échanges de pratiques innovantes sur les thématiques climatiques et le développement urbain durable, en valorisant l'expertise et les exemples du territoire strasbourgeois au-delà de ses frontières et en démontrant le rôle déterminant des villes pour relever les défis mondiaux liés au changement climatique.

Le projet AUTREMENT : Aménagement Urbain du Territoire pour REinventer les Mobilités et ENgager les Tunisiens

Kairouan et Strasbourg ont noué un partenariat depuis 2015 autour du thème prioritaire des déplacements urbains et des mobilités actives. La Ville de Strasbourg a souhaité répondre à l'appel à propositions « Autorités locales : partenariats pour des villes durables » de la Commission européenne lancé à l'automne 2018.

Intitulé « partenariats pour des villes durables », cet appel à propositions européen vise à promouvoir un développement urbain intégré grâce à des partenariats entre autorités locales des Etats membres de l'Union Européenne et des pays partenaires, en cohérence avec les objectifs de développement durable (ODD) de l'Agenda mondial 2030 et spécifiquement l'ODD 11 : Villes et communautés durables.

La Ville de Strasbourg comme cheffe de file, en partenariat avec les municipalités de Kairouan et Mahdia (Tunisie), l'Association européenne pour la démocratie locale (ALDA), le CEREMA (Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement) et le réseau CODATU (Coopération pour le Développement et l'Amélioration des Transport Urbains et Périurbains) ont été lauréats de cet appel, parmi plus de 260 candidatures (15 projets retenus au total, dont 2 en France : Bordeaux et Strasbourg).

Le projet retenu, s'intitule AUTREMENT (Aménagement Urbain du Territoire pour REinventer les Mobilités et ENgager les Tunisiens) et a pour objet de promouvoir un développement urbain durable à Kairouan et à Mahdia et d'améliorer ainsi la qualité de vie de leurs habitants et l'attractivité économique et touristique des deux villes.

Le développement de modes de mobilités douces et actives, principalement le vélo, par la mise en place d'aménagements urbains dédiés, et le renforcement de la participation citoyenne dans la gouvernance locale, constituent les deux pierres angulaires autour desquelles s'articulera le projet d'une durée de 30 mois. Le projet démarrera en Avril 2020.

La Commission européenne s'est engagée à co-financer 95% du montant total du projet, soit environ 2 795 000 €.

Coopération avec Kampala

Avec la Ville de Kampala, capitale de l'Ouganda, Strasbourg construit une coopération, en partenariat avec GESCOD, réseau multi-acteurs du Grand Est, et l'Agence Française de Développement, autour des questions de la ville durable suite à des échanges engagés entre les deux villes autour de **trois thématiques prioritaires** : l'agriculture urbaine, les espaces verts et l'éducation, avec pour objectifs sur trois ans (fin 2020 – fin 2023) :

- La préservation, l'augmentation et une meilleure gestion des espaces verts urbains, dans un souci d'intégration des enjeux du changement climatique et de la biodiversité,
- Le développement d'une agriculture urbaine de qualité, durable, productive, plus rentable et mieux organisée, renforçant la sécurité alimentaire des habitants
- Le renforcement de l'offre périscolaire à Kampala et des compétences éducatives à tous les niveaux pour favoriser un territoire apprenant, mieux outillé face aux enjeux d'aujourd'hui et de demain.

La coopération avec San Diego dans le cadre du programme européen International Urban Cooperation (IUC)

La Ville de Strasbourg a répondu en 2019 à l'appel à candidatures du Programme européen International Urban Cooperation (IUC) qui vise à développer des coopérations internationales sur le développement urbain durable. Cette candidature fut construite autour du thème « le sport dans le développement durable des villes » et s'inscrit dans la stratégie olympique de Strasbourg.

La candidature a été retenue par la Commission européenne qui a proposé une coopération avec la Ville de San Diego, les deux villes partageant des intérêts liant les mobilités avec un mode de vie sain et actif ainsi qu'une situation géographique frontalière. Les thématiques sur lesquelles les villes ont décidé de coopérer sont les suivantes :

- Promouvoir des modes de vie actifs et sains et la mobilité à travers l'urbanisme ;
- Promouvoir une société plus inclusive à travers le sport.

Un programme d'actions conjointes entre les villes de Strasbourg et de San Diego est en cours d'élaboration pour 2020. Celui-ci se construit grâce à de nombreux échanges techniques entre pairs depuis juin 2019 à travers des séminaires et des visites d'études.

Coopération avec Douala - Cameroun

Strasbourg est engagée depuis juin 2015 en appui au développement des compétences de la Communauté Urbaine de Douala (CUD) pour un programme de construction de 47,5 km de drains pluviaux aux côtés du GESCOD et de l'AFD (qui le finance à hauteur de 130 millions d'Euros). Les services assainissement et géomatique et connaissance du territoire sont régulièrement mobilisés dans ce cadre pour des missions d'expertise sur le terrain et un accompagnement à distance.

Cet appui stratégique et technique permet une amélioration de la qualité et la gouvernance des interventions de la CUD auprès des populations et des entreprises pour mieux lutter contre les inondations récurrentes à Douala. Cet appui se poursuit depuis peu dans le cadre du projet pilote « Douala Ville durable », de lutte contre les changements climatiques et de développement social urbain» lancé à l'automne dernier, et mobilise deux expertises complémentaires pour l'EMS, la gestion des déchets et l'aménagement urbain.

Ce projet, d'une durée de 4 ans, est financé à hauteur de 5,5 millions d'euros par l'AFD et le Fond Français pour l'Environnement Mondial (FFEM). Il a été présenté par le Cameroun et l'AFD dans les cadres de la COP21 et COP22.

Coopération avec Montréal

Les villes de Strasbourg et de Montréal ont initié en 2019 une coopération sur les sujets de la ville durable et en particulier d'écoquartiers, de participation citoyenne et de la transition. Montréal bénéficie d'une mobilisation citoyenne en amont des projets, tandis que Strasbourg structure depuis 10 ans une stratégie de développement d'une diversité de modèles d'écoquartiers basée sur le référentiel.

Des échanges politiques et techniques ont lieu avec Montréal à travers des visites d'études, des séminaires et des échanges de pratiques innovantes pour favoriser un développement urbain durable et intégré et améliorer les politiques publiques. Un programme d'actions et d'échanges autour de l'aménagement du territoire et de la participation de la communauté dans le contexte de la transition écologique est en cours de rédaction.

Le fonds de soutien aux associations locales de solidarité internationale

Depuis 2003, un dispositif permet de soutenir financièrement des initiatives de solidarité internationale portées par des associations strasbourgeoises.

Appui à la Construction d'une école au Vietnam, cantines scolaires et potagers au Burkina Faso, adduction d'eau et production d'électricité via des panneaux solaires en Guinée, etc. Autant de projets qui ont obtenu le soutien de la Ville de Strasbourg, dans les domaines de l'éducation, de la santé, du social et de l'environnement. 186 projets ont été financés depuis 2003 – 24 pays concernés en Afrique, Asie et Amérique du sud.

Plaidoyer et réseaux

La vocation européenne de Strasbourg l'amène à participer à plusieurs réseaux nationaux, européens et internationaux démontrant le rôle déterminant des villes pour faire face aux défis notamment en ce qui concerne la lutte contre le changement climatique, la gestion de la transformation numérique et la réduction des inégalités sociales.

Le Maire de Strasbourg, en tant que président de Cités Unies France (CUF) et Co-Président de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) porte régulièrement ce message à travers le monde.

Strasbourg est membre actif du Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE), du réseau mondial ICLEI pour un développement urbain durable, du réseau de villes et métropoles européennes Eurocities et des réseaux Climat Alliance et l'Alliance pour la Ville durable.

La collectivité anime également les réseaux nationaux Villes cyclables et Habitat participatif.

En avril 2019, la Ville de Strasbourg a renouvelé son engagement à la Convention des Maires, principal mouvement européen associant les autorités locales et régionales dans un engagement volontaire pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et l'augmentation de l'usage des sources d'énergie renouvelable au sein de leurs territoires. En adhérant, la Ville s'engage ainsi à transmettre son plan d'actions en faveur de l'énergie durable et du climat dans un délai de deux ans et de rapporter sa mise en œuvre.

En février 2018, dans le cadre de la campagne Eurocities « Cities4Europe », Strasbourg a lancé une consultation citoyenne sur le thème de l'adaptation au changement climatique (thème choisi parmi les thèmes ressortis suite aux consultations en ligne lancées par la Commission Européenne sur le futur de l'Europe). L'objectif de la consultation était de faire ressortir des propositions d'actions pour lutter contre le changement climatique. Les 3 propositions ressorties des échanges :

- Réduire la consommation d'eau, en passant par plus d'éducation sur les éco-gestes
- Mettre en place une plateforme de décision multi acteur à l'échelle du bassin versant
- Dresser une cartographie des risques majeurs sur la ressource afin de mieux prévenir les menaces.

La Ville de Strasbourg préside et **anime la « communauté de pratiques Mobilités »** du réseau mondial **CGLU** (Cités et Gouvernements Locaux Uni) visant à faire le lien entre les principaux agendas mondiaux (NAU, Agenda 2030, Accord de Paris) en renforçant la coopération entre villes en matière de mobilité afin de disséminer les meilleures pratiques, anticiper pour plus d'équité et de fluidité les sauts technologiques en cours dans ce domaine, soutenir l'apprentissage entre pairs et renforcer les capacités des décideurs institutionnels locaux (planification, lobbying auprès de autorités nationales, accès aux financement y compris via des partenariats public-privé ou des délégations de service public).

La Ville entend poursuivre son implication et sa participation régulièrement aux évènements de ces réseaux qui favorisent l'échanges de pratiques innovantes, le lobbying et plaidoyer auprès des autorités internationales et européennes, la valorisation de l'expertise strasbourgeoise ou encore l'identification d'opportunités de financements et de partenariats pour des projets de développement urbain durable.

PILIER II LA NATURE AU CŒUR DE LA POLITIQUE CLIMATIQUE

Strasbourg a initié depuis plus de 20 vingt ans des démarches pour protéger les espaces naturels de son territoire. Des travaux d'identification des espaces naturels et agricoles qui présentent un intérêt pour la faune et la flore ont été menés dès 1996 aboutissant à l'établissement d'une cartographie associée à un Plan Vert et Bleu.

La Trame verte et bleue constituait l'un des engagements phares du Grenelle de l'environnement. Elle contribue au maintien des services que nous rend la biodiversité : qualité des eaux, pollinisation, prévention des inondations, amélioration du cadre de vie, etc. L'OAP Trame verte et bleue vise à renforcer la place de la trame verte et bleue dans les projets du territoire.

Avec les enjeux de réchauffement climatique, c'est un regard plus large qui est porté sur le socle naturel. Si les actions pour conserver la biodiversité doivent impérativement être poursuivies et toujours renforcées, Strasbourg mise sur **les écosystèmes naturels afin de réduire la vulnérabilité du territoir**e. Ceux-ci permettent de bénéficier des services rendus par la nature puisqu'ils contribuent à la fois à l'atténuation (captage et stockage du carbone) et à l'adaptation (protection contre la surchauffe urbaine, les inondations…). La politique engagée vise à intensifier les **mesures d'adaptation dites « sans regret » fondées sur les écosystèmes**. Elle favorise **une approche conjointe « biodiversité-climat »,** répondant ainsi aux deux enjeux majeurs de la crise écologique actuelle.

La stratégie portée par Strasbourg contribue ainsi à dessiner les contours de la ville de « demain » telle qu'elle est attendue par les Français et Françaises qui placent « une ville qui remet la nature au cœur de la ville » comme le critère prioritaire (53% des personnes interrogées) suivie par « une ville qui ne pollue pas » (42 %) - Source saisine de la section de l'environnement du CESE : "La nature en ville : comment accélérer la dynamique ?" juillet 2018.

Un large champ d'interventions relatives à la préservation des éco-systèmes (ressources en eau, renaturation des milieux humides et des cours d'eau, préservation de la trame verte et bleue) et la protection de la population (amélioration de la qualité de l'air, gestion du risque inondation, coulées d'eau boueuses,...) sont menées dans le cadre de compétences métropolitaines et sont inscrites dans la Plan Climat 2030 de l'Eurométropole de Strasbourg. La stratégie opérationnelle de la Ville de Strasbourg vient en complémentarité de celle de l'Eurométropole.

Au sein du Pilier II, sont ainsi décrits les objectifs suivants :

- Objectif 5: une adaptation à la surchauffe urbaine
- Objectif 6: la nature, capital urbain à protéger et enrichir
- Objectif 7 : les arbres, patrimoine historique urbain de Strasbourg, des piliers pour l'avenir
- Objectif 8 : des aménagements en faveur de plus de nature et de bien-être.

Définitions :

- **Les stratégies « sans regret »,** permettent de réduire la vulnérabilité au changement climatique et de garder des avantages quelles que soient les évolutions climatiques.
- **Contrairement au concept de mal-adaptation** qui désigne un changement opéré dans les systèmes naturels ou humains qui font face au changement climatique et qui conduit (de manière non intentionnelle) à augmenter la vulnérabilité au lieu de la réduire.



Objectif 5: une adaptation à la surchauffe urbaine

En agissant sur de nombreux paramètres de l'environnement, les espaces de nature en ville apportent des services de régulation (qualité de l'air, îlot de chaleur urbain, qualité de l'eau et protection et lutte contre les inondations, stockage carbone...) et ont des effets bénéfiques sur la santé et le bien-être via notamment une augmentation de l'activité physique, réduction du stress, atténuation du bruit , une régulation de la chaleur et de l'humidité, une contribution à la filtration de la pollution atmosphérique et une augmentation de l'interaction sociale et de la cohésion.

Si l'enquête « modes de vie »[19] fait en effet apparaître que les critères calme (60%) et espaces verts/nature (52%) sont les principaux critères de choix de localisation des ménages, cet attrait des espaces de nature en ville a un impact non négligeable sur le prix de l'immobilier[20].

La politique de renaturation de la Ville de Strasbourg a pour objectif de faire bénéficier à chaque citoyen des nombreuses aménités offertes par la nature. Elle est basée sur un renforcement massif de la place de la nature.

Objectifs

- **Garantir une répartition équitable des espaces de nature** avec des réponses adaptées selon les vulnérabilités du territoire et les inégalités d'exposition (îlots de chaleur, pollution atmosphérique, bruit, risque inondation….)
- **Assurer la mise en place d'un continuum végétal** reliant les « grands espaces de nature » présents ou à développer sur le territoire.

Différentes données cartographiques permettent aujourd'hui de disposer d'une connaissance territorialisée des enjeux (exposition à la pollution, au bruit, répartition des espaces verts).

Concernant le confort climatique en milieu urbain, il est dépendant de différents paramètres telle que la morphologie urbaine, le type de végétation et de matériaux, la présence d'eau…

En parallèle à une stratégie de renforcement de la place du végétal, la ville renforce ses connaissances pour gagner en efficacité sur les mesures proposées.

Localiser, comprendre pour apporter les réponses adaptées à la surchauffe urbaine

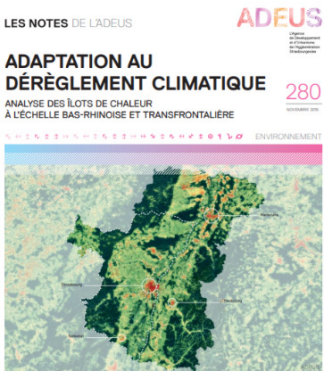
La surchauffe urbaine est une problématique multiple qui s'exprime de jour comme de nuit avec des répercutions à l'échelle de la ville comme à l'échelle du vécu d'un habitant.

Différentes approches sont menées pour appréhender ce phénomène :

- la réalisation de cartographies sur la base de traitement d'image satellite afin de représenter le phénomène et assurer une prise de conscience de son ampleur
- la mise en place de modélisation à l'échelle du territoire afin de disposer d'une connaissance fine des déterminants et d'en décliner des préconisations (en termes d'urbanisme, de végétalisation…)

Une analyse des îlots de chaleur via les images satellites

Dans la continuité des travaux menés par l'ADEUS en 2014, un travail de traitement d'image satellitaire a permis en 2019 [21]de recenser les territoires strasbourgeois présentant un potentiel d'îlot de chaleur à partir des températures de surface (impact de zone très minérale contrairement aux surfaces arborés).



19 ADEUS, 'Lifestyles' survey, online:

http://www.adeus.org/productions/les-notes-de-ladeus-ndeg70-modes-de-vie.

[20] Une valorisation des espaces verts des villes d'Angers (Choumert, 2009) et de Brest (Ahamada et al., 2008)

[21] Adaptation au dérèglement climatique – analyse des îlots de chaleur à l'échelle Bas-rhinoise et transfrontalière – ADEUS Note 280 Novembre 2019

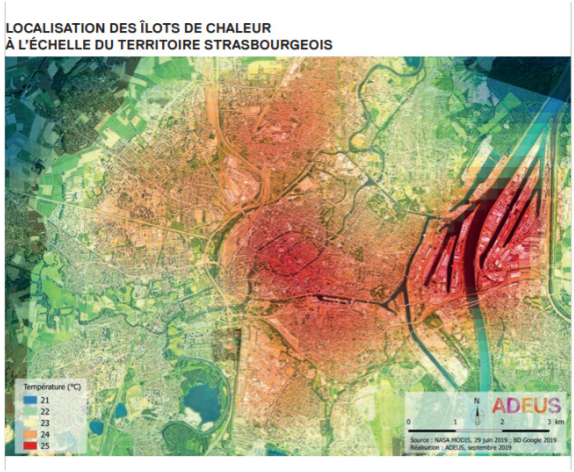
Cartographie du phénomène

L'analyse est basée sur la prise en compte du **phénomène nocturne** des îlots de chaleur urbains à plus grande échelle afin de déterminer les secteurs accentuant la vulnérabilité de la population, par le traitement d'images satellitaires. Les travaux menés soulignent qu'il existe une forte corrélation entre les températures de surface et d'air pendant la nuit, contrairement aux températures de jour étudiées en 2014, qui elles, sont très différentes.

Définitions

Îlot de chaleur urbain (ICU) : désigne l'élévation des températures de l'air en milieu urbain par rapport aux zones rurales et forestières environnantes.

Zones de fraîcheur – Note 280 Adeus-Nov 2019: Elles correspondent à des espaces dont l'ambiance thermique induit des températures plus basses que pour les zones minérales environnantes.



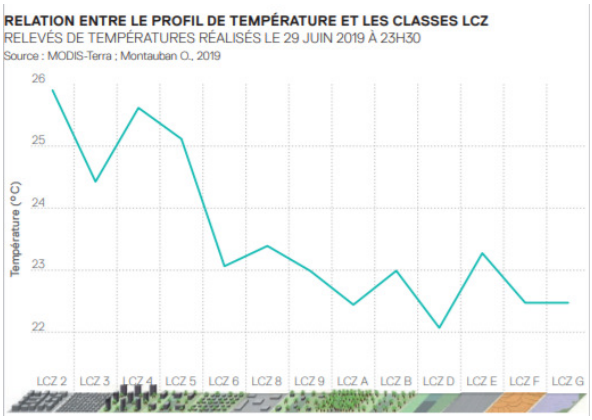
Relevés réalisés le 29 juin 2019. Sources : relevés météorologiques Météo-France 29 juin 2019 , Weather Company - images satellites : MODIS-Terra, Landsat 8

À l'échelle du territoire strasbourgeois, une intensité atteignant plus de 5°C est observée entre l'hypercentre et les zones environnantes moins denses. Des variations apparaissent également au sein même de la structure urbaine. Les valeurs maximales concernent le centre-ville, le quartier de la Krutenau et le Port autonome de Strasbourg.

Exposition de la population aux risques sanitaires liés à la surchauffe urbaine

Lors de l'épisode du 29 juin 2019, l'analyse réalisée montre que 98% de la population de Strasbourg était soumise à une température extérieure supérieure à 23°C, valeur seuil pour que le métabolisme humain puisse correctement se reposer pendant son sommeil[22]. Le phénomène n'est pas limité aux milieux urbains denses car 1 habitant sur 2 du Bas-Rhin était concerné.

Une cartographie du territoire identifiant les zones à morphologies et caractéristiques climatiques semblables **« Local Climate Zone »** (LCZ) a été finalisée en 2019 à l'INSA[23].



Selon les premiers résultats obtenus, les secteurs sensibles concernent les territoires ayant un déficit de végétation, une forte dimension verticale et une enveloppe urbaine compacte

Les résultats soulignent **l'importance des surfaces perméables.** Une différence d'environ 1,5°C apparaît entre les territoires à vocations naturelles (LCZ D) et les territoires dotés de surfaces minérales dépourvues de bâti (LCZ E). Concernant les secteurs urbanisés, la présence de végétation est bénéfique à l'ambiance climatique pour une même morphologie. La morphologie urbaine influence également l'ambiance climatique d'un territoire. Le gradient thermique entre les classes LCZ 4, 5 et 6 montre des températures plus basses lorsque l'on tend vers une faible dimension verticale du bâti, pour une composition urbaine identique.

[22] The Sleep Solution. PRH, 262 p., Winter C., 2018.

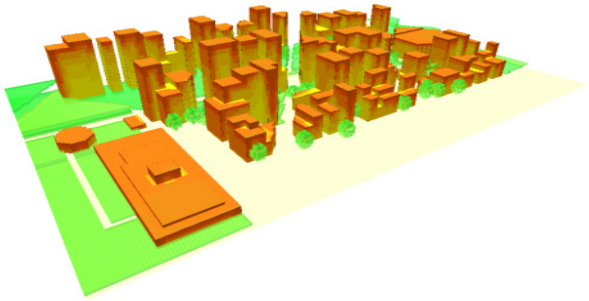
[23] Mémoire de diplôme d'ingénieur INSA, Strasbourg, 99 p., Montauban O., 2019

Des travaux de modélisation en cours

Deux projets sont en cours permettant de disposer de données modélisées tant au niveau du territoire strasbourgeois qu'au niveau très fin du projet urbain.

Une étude portée par Météo-France dans le cadre du contrat local de santé de l'Eurométropole de Strasbourg (2020) en lien avec l'Université de Strasbourg vise à l'élaboration d'un diagnostic afin de quantifier l'ampleur du phénomène d'îlot de chaleur couplant mesures des températures de l'air et modélisation.

Ces éléments permettront de sensibiliser et de communiquer sur le phénomène de surchauffe urbaine auprès des citadins (cartographies) et acteurs du territoire et les risques d'aggravation du phénomène liés au recours à la climatisation, typique d'une mal-adaptation.



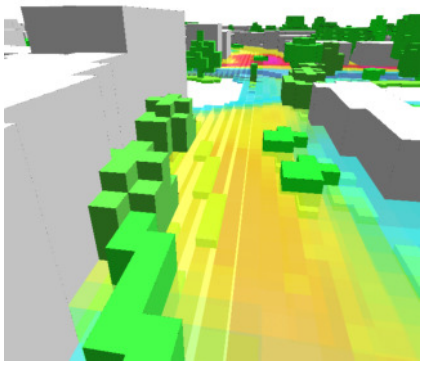
Une thèse CIFRE accueillie par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg en partenariat avec l'Université de Strasbourg (Laboratoire Icube) (2018-2021) vise à étudier la contribution de la végétation et de la géométrie urbaine pour réduire l'îlot de chaleur urbain (ICU) à Strasbourg.

Le 1er volet concerne l'étude de la variabilité temporelle et spatiale de l'îlot de chaleur urbain strasbourgeois en se basant sur des données météorologiques de ces dernières années. Les 1ers résultats révèlent une distribution temporelle et spatiale marquée de l'ICU. Une analyse de la végétation présente à l'échelle de chaque quartier permet d'apporter certaines réponses. Une modélisation utilisant le logiciel ENVI-met va permettre d'obtenir des résultats plus précis sur l'ICU à l'échelle d'opérations d'aménagement. Cette thèse permettra d'établir des prescriptions d'aménagement et de plantation pour atténuer l'effet d'îlot de chaleur urbain.

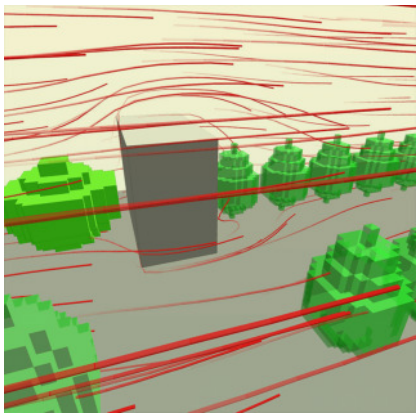
Plus le revêtement des surfaces imperméabilisées, des façades et des toitures est réalisé avec des revêtements d'une couleur claire, plus ces surfaces renvoient la lumière et moins la chaleur s'y concentre : c'est « l'albédo ».

Dans la continuité des démarches engagées à Los Angeles et Lyon, Strasbourg intègre le critère réfléchissant dans le **choix des matériaux** utilisés pour l'aménagement de l'espace public, tout comme l'orientation des bâtiments.

Il est également possible d'orienter un bâtiment et de calibrer les dimensions et l'implantation des fenêtres pour tirer un profit maximal des vents dominants et garantir une circulation efficace de l'air dans une habitation.



La caractérisation des différentes zones urbaines en fonction de leur fragilité face au phénomène d'îlot de chaleur (étude en lien l'Université de Strasbourg) permettra de formuler des préconisations concernant chaque type d'aménagement urbain.



Une répartition équitable des espaces de nature

Un des objectifs de la stratégie est de limiter les disparités et de garantir à chaque citoyen **d'ici 2030 un accès à un espace de nature à moins de 300m**.
Les travaux de modélisation permettront également d'affiner le potentiel de « rafraîchissement » afin de faire évoluer la référence utilisée qui est aujourd'hui liée à une surface d'espace vert (ex : > à 5 000m²).

Chiffre clé :

Aujourd'hui, **73,6%** des habitants de Strasbourg vivent à **moins de 300 m** d'une zone de nature supérieure à 5000m², avec des disparités géographiques.

Objectif :

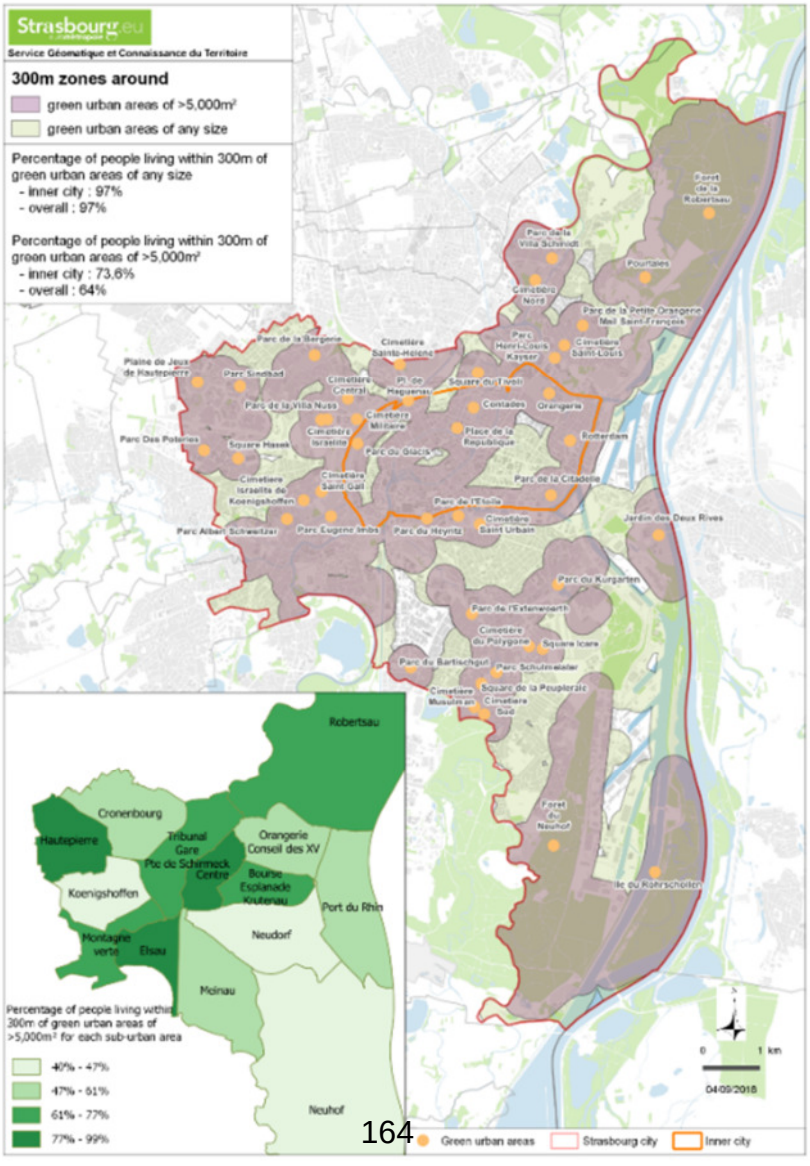
- Garantir à **chaque citoyen** d'ici 2030 un accès à un espace de nature à moins de 300m.

Au-delà de la création ou du renforcement de zones plus confortables thermiquement, il est également indispensable d'assurer un continuum végétal au sein de la ville permettant :

- des déplacements via des cheminements végétalisés au sein de la ville ;
- de renforcer le Tissu Naturel Urbain
- d'améliorer le confort climatique global de l'agglomération

La suite du pilier II illustre de façon plus opérationnelle les leviers que souhaite activer la collectivité pour décliner son ambition nature en :

- accordant une place centrale au rôle de l'arbre en ville ;
- valorisant le recours à toute forme de végétation (façade, toiture espace privé, public…) et toute forme de mobilisation.



Objectif 6: la nature, capital à protéger et à enrichir

Située au carrefour de la Bruche et du Rhin, Strasbourg bénéficie d'une situation géographique particulière, qui engendre un patrimoine naturel exceptionnel, reconnu au niveau européen. Il participe tout autant à l'identité locale qu'à l'attractivité du territoire.

La bande rhénane abrite une grande diversité de milieux avec des forêts alluviales, des pelouses sèches, des prairies, des roselières ou encore des marais. Ces milieux remarquables correspondent à l'ancien champ inondable du fleuve et sont constitués d'une mosaïque d'écosystèmes, abritant des espèces végétales et animales variées. Cette zone fait d'ailleurs l'objet de mesures de protection spécifiques, menées notamment par la Ville de Strasbourg.

Des espèces emblématiques et à forts enjeux comme le Crapaud vert ou le Hamster commun viennent s'ajouter à ce patrimoine qui fait l'objet d'actions de gestion en faveur de la biodiversité menées par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg. Celles-ci lui ont permis d'être nommée Capitale française de la biodiversité en 2014 (EPCI) et meilleure grande ville pour la biodiversité en 2017.

Le **terme biodiversité** désigne la diversité du vivant. Intégré dans le langage courant grâce au sommet planétaire de Rio de Janeiro de juin 1992, il entend l'ensemble des espèces végétales, animales, des gènes et des écosystèmes. Il implique également les relations entre les êtres vivants, mais aussi avec leur milieu

Dans le cadre de cette stratégie, la Ville de Strasbourg entend poursuivre son engagement en faveur de la protection de la biodiversité avec **un objectif de zéro perte nette de biodiversité** en reprenant notamment les priorités affichées dans Strasbourg Grandeur Nature.

Objectif :

- **Zéro perte nette de biodiversité.**

Une faune et une flore protégées

Connaître, inventorier pour mieux protéger

Grâce à un important travail de synthèse et de saisie, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, disposent aujourd'hui d'une base de plus de 100 000 données naturalistes.

Travaux partenariaux d'inventaires du patrimoine naturel

Les futures observations seront ajoutées à cette base, afin d'évaluer l'impact des mesures de préservation et de gestion du patrimoine naturel. Elles visent, dans la poursuite des actions de **Strasbourg Grandeur Nature** à inventorier et connaître le patrimoine naturel sur les différentes espaces de nature : protégés (évaluation des modes de gestion), ordinaires (indicateur de biodiversité ordinaire et suivi de leur évolution), inventaire des zones de nature urbaine sanctuarisées et/ou protégés (zone de refuge pour la faune et la flore), suivi de l'état de conservation des zones humides, inventaire des arbres remarquables (cf. objectif 6).

Ces travaux d'inventaires sont réalisés en mobilisant différentes compétences et partenaires depuis des ressources internes à la collectivité, des associations naturalistes (ODONAT) mais également des citoyens intéressés permettant d'enrichir les observations sur le terrain via des actions de sensibilisation dites sciences participatives (ex inventaires participatifs des mares proposé par Alsace Nature ou portail faune et flore de la LPO, portail d'échange à l'échelle des rues de la Ville). **L'ensemble des données** issues de ces inventaires doit faire l'objet **d'une diffusion et d'une valorisation** en encourageant la mise à disposition en opendata.



Suivi des plantes invasives et espèces invasives pour limiter la propagation

Les changements climatiques peuvent avoir des effets sur les espèces exotiques envahissantes. Etant donné la capacité d'adaptation de ces dernières à des conditions climatiques très diverses, elles sont susceptibles de s'adapter plus facilement aux modifications climatiques que les espèces natives.

Tout comme le suivi des espèces à protéger, celui des espèces nuisibles pour la biodiversité et pouvant présenter des risques pour la santé doit faire l'objet d'une démarche partenariale et coordonnée. Dans le cadre du **plan de lutte contre les espèces invasives**, un travail a été mené dans les parcs de la ville pour les inventorier et les cartographier, des actions d'information et de sensibilisation avec notamment la rédaction de guide pratique pour faciliter la reconnaissance de ces espèces à destination des professionnels (dont agents de la collectivité) et du grand public (associé à un livret de jeu[24]).

Ces démarches doivent être renforcées afin :

- **d'alimenter les travaux d'inventaires** menés collectivement en lien avec les associations naturalistes pour disposer de base de données actualisées sur le territoire, comme l'inventaire de recensement du Conservatoire Botanique d'Alsace et la Société Botanique d'Alsace
- de **disposer de prescriptions pour limiter la prolifération d'espèces** au niveau du territoire dans la lignée des travaux menés sur la ZAC des deux rives.

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg agissent en participant **au plan national anti-dissémination de la dengue, du chikungunya et du zika**. Ce plan co-porté par le Préfet et le Conseil Départemental du Bas-Rhin, avec le concours des collectivités territoriales, vise à freiner l'expansion du moustique tigre, implanté en trois lieux (Schiltigheim, Bischheim et Neudorf) dans l'Eurométropole. Dix services et 150 agents des deux collectivités ont été sensibilisés.

Concernant la problématique du moustique tigre, une démarche est initiée par la ville pour sensibiliser au sein des jardins familiaux via :

- des séances de sensibilisation organisées durant l'été 2019, dans différents lotissements de jardins familiaux, avec distribution de plaquettes d'information,
- et dans le cadre de la refonte du règlement de location de jardins familiaux, un paragraphe spécifique dédié à cette problématique sera rajouté pour responsabiliser les locataires.



[24] http://www.strasbourgcapousse.eu/app/uploads/2017/03/BD_GUIDE_PLANTE_INVASIVES.pd

Promouvoir et développer la flore locale

Le développement de la filière du Label « Végétal local » pour les arbustes et les herbacées est soutenue. Les marchés d'achat de plants de la collectivité sont retravaillés pour y intégrer le Label. Le guide « Plantons Local », cité dans le PLUi préconise la plantation d'essences locales.

Identifier le Tissu Naturel Urbain

Le Tissu Naturel Urbain (TNU) est une déclinaison fine de la Trame Verte et Bleue de l'Eurométropole à l'échelle de la Ville de Strasbourg. Il s'agit d'un outil d'identification des surfaces de végétation, supports d'une nature « ordinaire », pouvant contribuer aux continuités écologiques du territoire. Il permet notamment de relier les différents espaces verts et de nature de la Ville. L'objectif est de valoriser les espaces végétalisés jusqu'alors sous-estimés, cachés ou isolés en veillant à les maintenir et/ou à les améliorer afin de garantir et de renforcer leur fonctionnalité et à les intégrer dans les projets du territoire. L'identification du TNU existant a mis en exergue les lacunes dans le maillage végétalisé de la Ville de Strasbourg.

Une phase de renforcement de ce TNU a été entamée en 2016 via un travail en partenariat l'Ecole de la Nature et du paysage de Blois (ENSP) et l'école d'architecture de Strasbourg. La stratégie vise à le poursuivre et l'amplifier afin, entre autres, de relier les différents parcs de la Ville.

Protéger le patrimoine remarquable

Dans le cadre de leur démarche de protection du patrimoine naturel, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg activent les différents leviers permettant de garantir un maximum d'efficacité.

En complément des travaux de matérialisation et de préservation du réseau écologique via la trame Verte et Bleue et sa prise en compte au sein du PLUi, différents périmètres de protection ou d'inventaire sont en place. Les zones humides font partie du réseau de sites RAMSAR, les espèces protégées recensées en Natura 2000, RNN (Réserve Naturelle Nationale) ou ZNIEFF (Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique) et concernent les secteurs présentant une sensibilité écologique.

Gestion des réserves naturelles

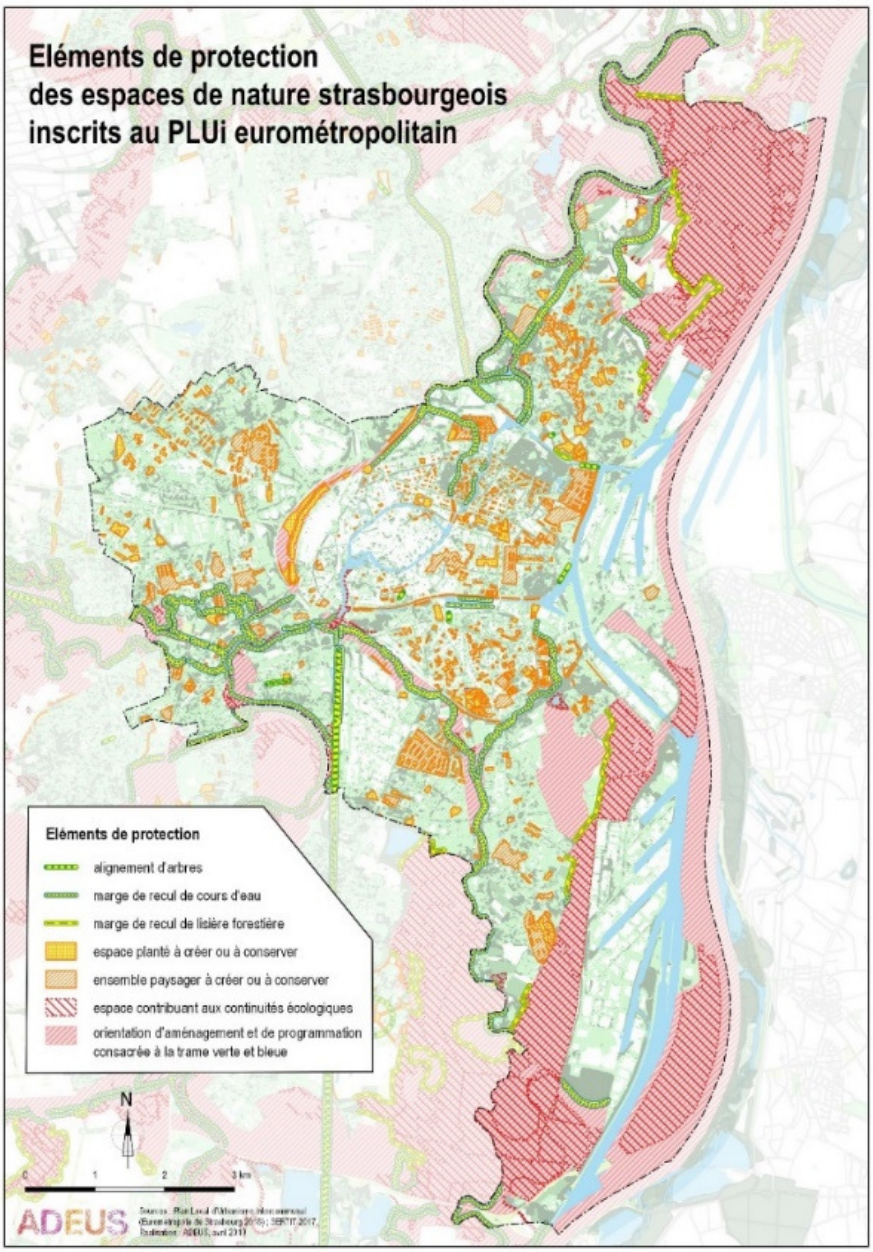
Strasbourg a le privilège de posséder un patrimoine forestier de grande richesse écologique à quelques encablures du centre-ville avec les forêts rhénanes de la Robertsau, du Neuhof-Illkirch et de l'île du Rohrschollen. Leur classement en réserves naturelles garantit leur protection et leur gestion écologique via des plans de gestion spécifiques mis en œuvre et encadrés par des comités scientifiques. D'ores et déjà impactées par l'absence des effets bénéfiques des crues à cause de la canalisation du Rhin, les forêts tendent de plus en plus à s'assécher, entraînant une transformation des habitats alluviaux.

> **Réserve Naturelle de la Robertsau :** La forêt de la Robertsau (493 ha) présente, au titre de forêt rhénane, une diversité d'essences d'arbres inégalée en Europe. L'abondance et la vitalité des lianes, principales caractéristiques de la forêt rhénane, donnent à certains secteurs des aires de forêt vierge. Son classement en réserve naturelle est à venir.

> **Réserve Naturelle Nationale du Neuhof** – Illkirch (757 ha). La Ville a élaboré un plan de gestion de la réserve naturelle défini pour une période de 5 ans (2018-2022). Parmi les principaux objectifs, il conviendra de définir un plan de circulation, ainsi que d'identifier les zones à restaurer.

> **Réserve Naturelle Nationale de l'île du Rohrschollen**. D'une superficie de 309 hectares, la réserve naturelle est composée de 157 hectares de forêt, 25 hectares de prairie, le reste étant constitué par le domaine fluvial. Le plan de gestion précédent est en cours d'évaluation. Ce dernier a conduit à l'aboutissement du projet de restauration hydraulique et écologique. Un nouveau plan de gestion sera élaboré avec pour objectif de suivre et d'évaluer les effets de la modification de la fonctionnalité du site. D'autre part, une réflexion est en cours pour la mise en place d'un plan de circulation au sein de la réserve.

Dans les massifs forestiers du **Rohrschollen et du Neuhof,** classés en réserve naturelle nationale, les interventions se limitent aux coupes sécuritaires et ne font donc pas l'objet de programme de coupe régulier. L'objectif est de garantir, sur le long terme, un fonctionnement de l'écosystème des forêts rhénanes en équilibre dynamique avec leur environnement, capable d'évoluer et de s'adapter naturellement.



L’Animal en ville

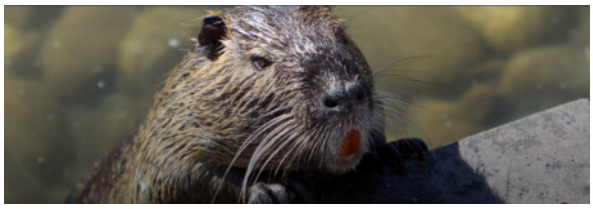
Début 2015, la collectivité a lancé la démarche "Animal en Ville", avec pour objectif de parvenir à l'élaboration d'une charte du territoire du bien-être animal à Strasbourg. Un groupe de travail, constitué d'une cinquantaine d'associations et d'organismes concernés par la protection animale, a été chargé de mettre en place cette initiative pionnière en France qui espère faire évoluer les pratiques et le regard sur l'Animal.

Souhaitant donner une dimension nouvelle à la place de la nature en ville, ce groupe de travail permet d'aborder de nombreuses thématiques allant de l'animal domestique à la cohabitation avec la faune sauvage.

Strasbourg souhaite devenir d'ici quelques années, la ville française de référence en matière de bien-être et d'intégration de l'Animal en ville.

Cohabiter avec les animaux

Strasbourg développe une nouvelle campagne de communication pour prévenir le nourrissage des animaux en ville, en collaboration avec la LPO. Cette pratique participant au développement des populations de ragondins, la campagne fera écho à l’étude lancée sur cette espèce. Elle sera accompagnée de maraudages.



Un groupe de travail sur les chats errants a été initié et sera à poursuivre.

En finir avec l’exploitation des animaux sauvages

La Ville de Strasbourg a adopté un vœu relatif à l’exploitation d’animaux sauvages dans les cirques. Elle souhaite par-là afficher son opposition à cette exploitation et développer l’accueil de spectacles respectant le bien-être animal.

De la même manière, un groupe de travail a travaillé sur l’évolution du zoo de l’Orangerie afin de développer une structure respectueuse des animaux qu’il héberge.

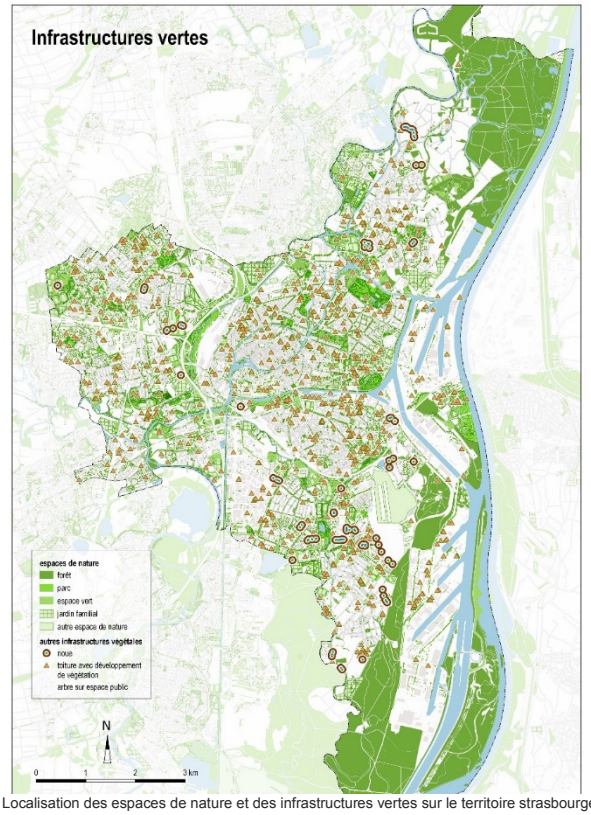
Protéger la faune sur le territoire

La Ville cherche à protéger ses pollinisateurs en optant pour une politique maitrisée d’installation de ruchers en ville et la promotion des hôtels à insectes

Les services de la collectivité se sont engagés à appliquer la charte pour la prise en compte des chiroptères et des oiseaux nicheurs dans la gestion et l’entretien du patrimoine arboré. Cette charte réalisée en concertation avec le Conseil Départemental du Bas-Rhin et la DREAL propose 3 protocoles d’abattage des arbres assurant la prise en compte et la protection de ces animaux.

STRASBOURG entérine la gestion écologique de ses espaces verts

Entre 1960 et 2018, la surface en espaces verts gérés par le service Espaces verts et de nature est passée de 102 ha à 440 ha soit en moyenne + de 7 ha/an. Strasbourg est aujourd'hui classée 3ème ville la plus verte de France avec 117 m² d'espaces verts publics par habitant (classement UNEP et HORTIS 2017(en 2017 moyenne nationale de 48 m² d'espaces verts par habitant pour les cinquante plus grandes villes de France[25]). Les nombreux espaces verts de Strasbourg sont ainsi une composante urbaine omniprésente et appréciée par les riverains et les touristes. Ils assurent également la continuité d'un territoire utile à la biodiversité, une trame verte au sein du tissu urbain.



Localisation des espaces de nature et des infrastructures vertes sur le territoire strasbourgeois.

Une gestion écologique des espaces verts

La Ville assure l'entretien des espaces verts urbains sur l'espace public strasbourgeois. Cela englobe les 17 grands parcs et espaces verts majeurs, les squares et aires de jeux (126), les pieds d'arbre, le patrimoine arboré mais également les terrains de sport et les cimetières (9) ainsi que les points de fleurissement

Depuis 2007, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg ont engagé, avec le soutien de l'Agence de l'eau Rhin Meuse, une **démarche Zéro pesticide** pour l'entretien des espaces verts urbains. Strasbourg pratique ainsi une **gestion différenciée** à des fins écologiques et sans pesticide sur la totalité de l'espace public. Il s'agit d'une part de protéger la nappe phréatique et retrouver sa biodiversité originale, et d'autre part d'agir préventivement pour la santé des 200 jardiniers et de celle de tous les habitants exposés aux risques liés à l'usage des produits phytosanitaires. Les relevés floristiques et faunistiques réguliers, ont révélé son efficacité en faveur de la biodiversité de la flore.

Cette gestion écologique permet le développement d'espaces verts conduits en prairies fleuries, source d'alimentation pour les pollinisateurs.

Maintenir la protection biologique

Les jardiniers de la Ville de Strasbourg utilisent depuis de nombreuses années maintenant la protection biologique intégrée, que ce soit dans les serres de production, les parcs ou au niveau des arbres d'alignement. Cette méthode de lutte doit être pérennisée et favorisée au maximum.

***la gestion différenciée** consiste à ne pas appliquer à tous les espaces verts la même intensité ou la même nature de soins. Les espaces sont classés en plusieurs catégories, des plus horticoles (demandant des interventions fréquentes) aux plus extensifs (les plus favorables à la biodiversité). Elle peut se résumer ainsi : « intervenir autant que nécessaire, mais aussi peu que possible ».

Chiffre clés : la démarche Zéro pesticide évite l'épandage de 850 kg/an de matières actives d'herbicide.

[25] Étude Unep, Les villes les plus vertes de France, Palmarès 2014, *février 2014.*

Poursuivre la recherche d'alternatives pour la gestion écologique des terrains de sport

L'objectif Zéro pesticide s'applique à tous les espaces, y compris les terrains de sport. La recherche d'alternatives aux traitements sélectifs est une priorité pour pouvoir conserver le zéro pesticide atteint par l'ensemble des services gestionnaires. Cet objectif sera atteint en veillant également à sensibiliser les pratiquants et clubs sportifs aux enjeux du zéro pesticide.

Les cimetières, des réserves foncières porteuses de biodiversité

Les 9 cimetières strasbourgeois sont également gérés écologiquement (55 hectares de patrimoine naturel et bâti). La démarche Zéro pesticide, a conduit le service funéraire à transformer l'aménagement des cimetières par de la végétalisation avec du gazon renforcé des allées et de sablé renforcé au niveau des entre-tombes. La création d'espaces cinéraires végétalisés avec le développement de concessions végétales (Rosiers et Conifères du Souvenir) d'une part, le développement de jardin du Souvenir (espaces engazonnés) d'autre part.

La mise en place d'une forêt cinéraire est à l'étude à la demande d'un collectif d'habitants.

Un inventaire faune et flore permettrait de mesurer l'impact de ces démarches.

Les labels

La labellisation Eco-jardin progressive des grands parcs de la ville permet de confronter les pratiques de gestion aux références et exigences nationales en matière de gestion écologique et durable des espaces verts. Le label recouvre huit domaines d'actions : préservation des sols, gestion de l'eau, préservation de la faune et de la flore, intégration du site dans son environnement, maîtrise des équipements, optimisation du parc, formation des agents et sensibilisation du public.

A l'heure actuelle, 6 parcs strasbourgeois ont déjà obtenu le label Eco-jardin Il s'agit des parcs de l'Orangerie, de la Citadelle, Schulmeister, le Jardin des 2 Rives, Pourtalès et tout récemment le parc du Heyritz (réalisé sur une friche industrielle en 2015 sur 8,7 ha, ce parc a reçu le Grand prix de l'aménagement urbain et paysager en 2015 et 2016).

L'idée est de poursuivre cette action et de l'étendre à l'ensemble de ses parcs et à d'autres éléments du patrimoine paysager strasbourgeois notamment l'arbre urbain. La labellisation des cimetières pourrait être initiée dès 2020.

Objectif : labelliser ECO JARDIN **100 % des parcs urbains et 3 cimetières**



Label Commune Nature 3 libellules *:* initié en 2011 par la Région Alsace et l'agence de l'eau Rhin-Meuse, le label Commune Nature met à l'honneur les collectivités et autres gestionnaires d'espaces engagés dans une démarche de réduction et de suppression des pesticides pour l'entretien des espaces verts et des voiries. Strasbourg maintient en 2019 le niveau 3 libellules.



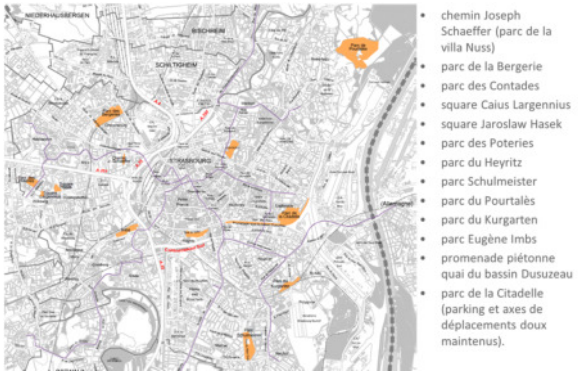
Une gestion plus écologique avec la réduction des arrosages, un choix d'essence diversifiée et adaptée au climat et à la biodiversité, la réduction de l'impact lumineux sur l'environnement a également été initié.

Label Refuge LPO : la reconnaissance et le classement de parcs, cimetières et dépendances vertes de bâtiments de la collectivité est également réalisé. Cette distinction valorise la gestion écologique et les résultats sur la biodiversité présente dans ces espaces.



Protection du ciel et de l'environnement nocturne

En 2015, STRASBOURG devient la première ville de plus de 100 000 habitants à signer la charte de **l'Association Nationale pour la Protection du Ciel de l'Environnement Nocturnes (ANPCEN)** dans le cadre de laquelle un plan d'actions a été élaboré et est revu annuellement. Fidèle à l'esprit de cette charte, STRASBOURG s'engage à éclairer au plus juste en fonction des besoins, à faire des économies d'énergie et à maîtriser l'orientation de la lumière afin de limiter l'impact lumineux sur l'environnement. Ainsi, la Ville a décidé d'éteindre les lampadaires dans une dizaine de parcs et squares entre minuit et 6h30 tout en garantissant une qualité d'usage optimale. Pour assurer l'information des usagers : mise en place de panneaux d'information à l'entrée des parcs et réalisation d'un article dans le magazine de la Ville de Strasbourg, sur le site internet ainsi que d'un dossier de presse.



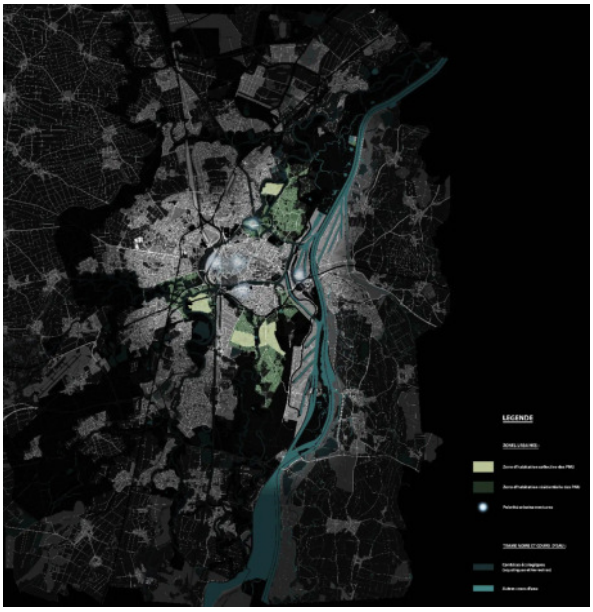
Pour aller encore plus loin dans la démarche, un projet novateur baptisé Trame nocturne est en train de prendre forme. Cette trame libérée de toute pollution lumineuse s'articulera autour de la trame verte et bleue existante avec notamment, l'extinction ou la réduction des lumières dans les réservoirs de biodiversité et certains corridors.

Ce sujet est d'actualité dans de nombreuses villes et métropoles, la méthodologie existe et peut être déployée à l'échelle de la Ville de Strasbourg.

Objectif :

- **Identifier une trame nocturne d'ici 2025.**

Le projet « nuit étoilée » a gagné fin 2019 le 1er prix du jury du 3ème concours interne de l'innovation (cf. pilier III). Ce projet propose la mise en place de démonstrateurs pour limiter et réduire les nuisances lumineuses sur les espaces de nature, avec un volet communication et un second volet sur les mesures de l'efficacité des actions prises avec un accompagnement du service écologie du territoire. La réalisation de ce projet facilitera la mise en œuvre d'une trame nocturne basée sur le paysage et l'environnement nocturne.



Trame noire corridors, continuités et perméabilités obscures, secteurs de transition et zones temporaires obscurité a Strasbourg – Thèse du Mastère spécialisé Eclairage Urbain 2015 – INSA de Lyon © Mathias Schaal

Étendre la gestion écologique à tous les acteurs du territoire

Convaincre les satellites de la collectivité et les entreprises

Après un premier cap franchi et accepté de la gestion écologique des espaces verts, l'objectif est d'étendre la démarche à l'ensemble des gestionnaires d'espace de nature du territoire.

La charte Tous unis pour plus de biodiversité, portée par l'Eurométropole de Strasbourg est un outil permettant de mobiliser les professionnels.

Charte Tous Unis pour plus de biodiversité

Primée par URBACT en 2017
100 signataires entreprises, collectivités de l'Eurométropole, partenaires institutionnels, bailleurs sociaux…).

Un partenariat innovant avec **SNCF Réseau** est enclenché. 9 sites pilotes d'expérimentation ont été désignés sur le ban communal. Ils vont faire l'objet d'expertises écologiques et de propositions de plans de gestion spécifiques répondant aux enjeux environnementaux identifiés croisés avec les contraintes d'entretien des talus par la SNCF. L'objectif étant de pouvoir généraliser des interventions plus écologiques sur l'ensemble des talus de voies ferrées du territoire afin que ces derniers jouent pleinement leur rôle dans le fonctionnement écologique du territoire.

Concernant les berges qui représentent un enjeu majeur en termes de biodiversité. Afin d'assurer une gestion des berges cohérente avec sa politique, la Ville de Strasbourg en assure, dans le cadre d'une convention avec VNF, la réalisation sur un périmètre identifié afin :

- permettre à la Trame Verte et Bleue de jouer pleinement son rôle,
- valoriser les berges et répondre à leurs diverses fonctions et usages, sensibiliser le grand public,
- embellir et « ensauvager » la ville.

Sensibiliser et accompagner les jardiniers amateurs au jardinage au naturel

Des démarches de sensibilisation et d'encouragement aux pratiques de jardinage naturel sont déployées depuis de nombreuses années avec :

- une charte d'éco-jardinage créée en 2013 remise systématiquement aux locataires des jardins,
- des signalétiques,
- la systématisation d'une formation du jardinage au naturel lors du 1er trimestre d'obtention d'un jardin en lien avec les associations gestionnaire,
- un travail en partenariat avec les jardineries avec pour sensibiliser les jardiniers amateurs au moment de « l'acte d'achat »,
- en 2019 : la Ville a organisé le premier concours Eco-jardinier pour récompenser les pratiques qui préservent la biodiversité dans les jardins de la ville. Près de 5 000 parcelles sont concernées par cette opération.

Au-delà des actions visant à en renforçant la formation et l'accompagnement des jardiniers amateurs notamment dans le cadre de l'application de la Loi Labbé, une politique de développement d'autre type de jardins et de sensibilisation à d'autre type de culture (permaculture) est mis en œuvre sur Strasbourg.

En effet les jardins familiaux, représentent un enjeu majeur en termes de biodiversité mais aussi d'un point de vue sociétal de par la production vivrière (le règlement impose un quota de 2/3 de potager et 1/3 d'agrément) et le renforcement du lien social. Une révision collaborative du règlement des jardins familiaux est prévue pour 2020.

La loi Labbé (6 février 2014) prévoit une interdiction d'usage et une restriction de vente de tous les produits phytosanitaires de synthèse dans les Jardins et Espaces Végétalisés et les Infrastructures.

Objectif 7 : les arbres, patrimoine historique urbain de Strasbourg, des piliers pour l'avenir

Strasbourg a engagé depuis des années une politique de protection de son patrimoine arboré qui compte aujourd'hui 67500 arbres « urbains », pour un total de 33 hectares de boisement.
Les 3 massifs forestiers alluviaux la forêt de la Robertsau (493 ha), la forêt du Neuhof (757 ha) et l'île du Rohrschollen (309 ha) classés en réserve naturelle, viennent compléter ce patrimoine. Ces arbres participent à la qualité du paysage urbain, offrent de nombreux services écosystémiques et concourent à améliorer la qualité de vie.

Strasbourg souhaite placer ce patrimoine arboré au cœur d'une politique forte d'adaptation au changement climatique affichant les **objectifs :**

- **+1000 arbres plantés par an en moyenne d'ici à 2030.**
- **développer la canopée urbaine en passant de 22% aujourd'hui à 30% en 2050.**

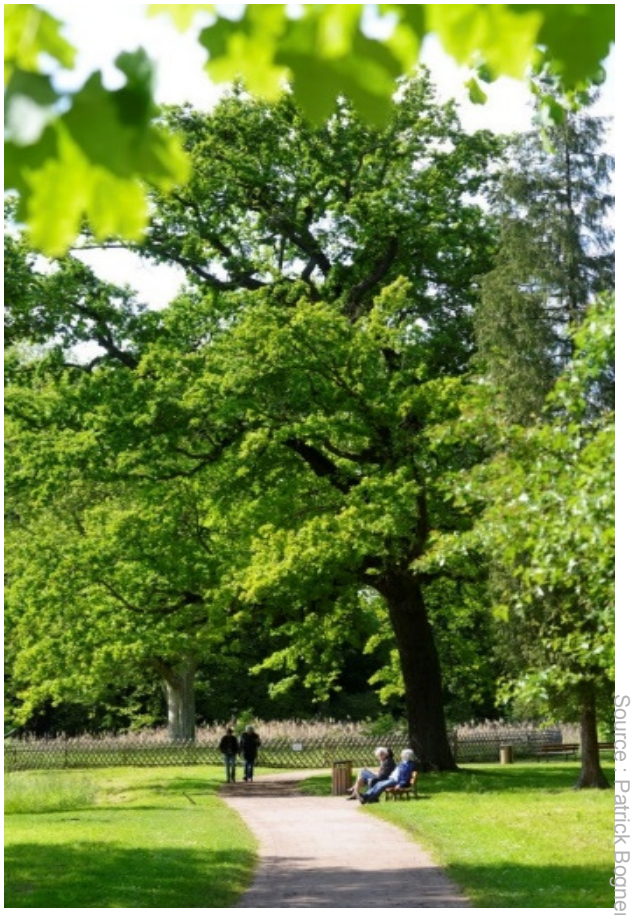
Chiffres clés :

- **67 500 arbres urbains**
- **33 ha de boisement**
- **3 massifs forestiers sur 1559 ha**

Services écosystémiques / écologiques :
Ensemble des bénéfices directs et indirects rendus à la société et issus des fonctions des éco-systèmes naturels et semi-naturels (Constanza et al. 1997)

L'arbre est devenu **un emblème pour les villes** qui **s'adaptent au changement climatique** avec comme principal atout la lutte contre les chaleurs intenses via deux apports majeurs.

- **L'ombrage, d'abord, qu'il procure au passant et au revêtement urbain (85 % des rayons du soleil sont filtrés par le feuillage et ne frappent pas directement le sol).**
- **L'humidité, ensuite, que les arbres libèrent dans l'air ambiant pour se rafraîchir (mécanisme de transpiration de la végétation).**



Source : Patrick Bogner

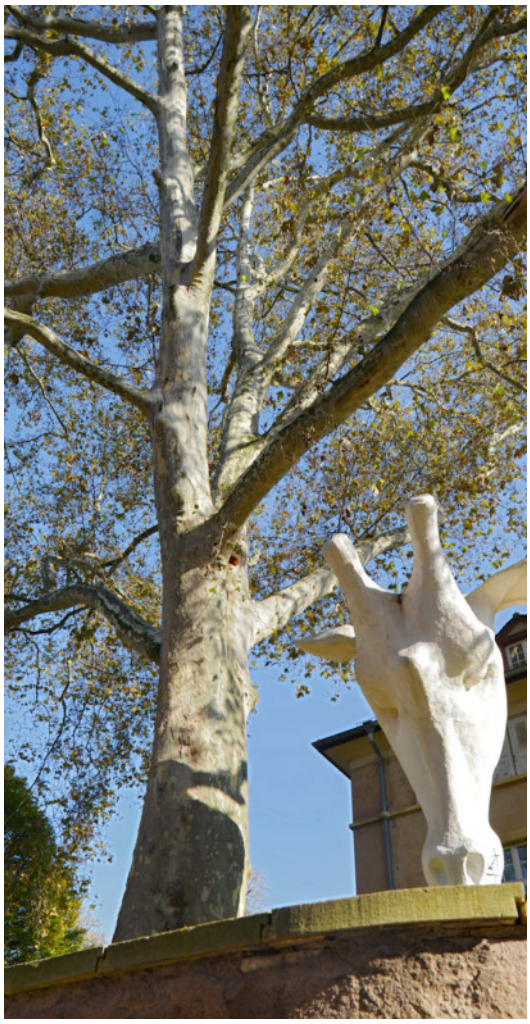
Arbre : patrimoine historique urbain sous surveillance

Depuis 2008, le service gestionnaire des espaces verts qui gère les « arbres urbains » de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg s'est vu doté d'une structure dédiée à l'arbre.

Base de données cartographiées du patrimoine arboré

Arbres centenaires au sein des parcs, ensembles homogènes sous forme d'alignements, essences diversifiées au sein de boisements ou encore en isolé en centre-ville, les arbres font l'objet d'un suivi spécifique et sont tous référencés et cartographiés avec une mise à jour régulière (mise à jour complète tous les 4/5 ans).

Ce suivi permet d'assurer la préservation des arbres et le renouvellement du patrimoine existant, de gérer le risque sécuritaire, de protéger la biodiversité abritée par les arbres, et de communiquer afin de valoriser le patrimoine. Il sera maintenu activement pour renforcer la gestion et le développement des arbres en ville.



Valorisation du patrimoine arboré

Intéressantes pour le grand public, les données issues de l'inventaire sont mises à disposition sur une cartographie.

Les arbres les plus remarquables (64 identifiés selon les critères définis localement, en l'absence de référentiel national ou international) sont particulièrement surveillés et préservés et servent également de support pédagogique pour une meilleure connaissance et un plus grand respect de l'ensemble du patrimoine (fiches descriptives disponible pour chaque arbre).



Protection du patrimoine arboré

Plusieurs dispositifs de protection cocnernent les arbres de Strasbourg : ils sont identifiés et protégés dans le centre historique et les zones patrimoniales grâce aux outils d'urbanisme : PSMV, PLUi.

Les arbres d'alignement bordant les voies de communications sont protégés par l'article L 350-3 du code de l'environnement et un processus spécifique a été mis en œuvre à Strasbourg pour instruire les autorisations d'abattage. Ils sont également protégés par le règlement de voirie qui encadre les travaux à proximité des arbres et qui intègre un barème d'indemnisation en cas de dommage.

Arbre et services éco-systémiques : territoire d'expérimentation

Les services éco-systémiques des arbres évalués à Strasbourg

Les espaces verts et le réseau d'arbres d'alignement apportent différents bénéfices à l'espace urbain : ils participent à la qualité du paysage, améliorent le cadre de vie[26] et offrent de nombreux services écosystémiques. Ils permettent notamment la captation du carbone de l'air, l'infiltration des eaux pluviales, ils sont supports de biodiversité en établissant des continuités végétales de la périphérie jusqu'en centre-ville et contribuent à la régulation climatique.

Des travaux de recherche développés depuis une vingtaine d'année ont permis de mettre en évidence les services écologiques rendus par la nature, dont le phénomène de rafraichissement des villes par la végétation. Strasbourg, par son patrimoine arboré et la présence localement d'équipes de recherche dynamique sur le sujet, est utilisé comme un territoire d'expérimentation pour différents programmes de recherche, permettant ainsi de disposer de résultats et de connaissances concrètes à disposition des acteurs du terrain.

Une thèse réalisée au LIVE[27] en 2016, a étudié l'effet des arbres sur l'environnement urbain de Strasbourg et leur potentiel des services au profit de la société de Strasbourg via l'application du modèle I-Tree Eco. Le travail a permis de quantifier les services (stockage et la séquestration carbone, l'élimination de la pollution atmosphérique) et impacts (émissions de composés organiques volatils) des espaces végétalisés publics.

L'étude des différents mécanismes permet de mieux prendre en compte, dans la gestion des espaces végétalisés publics, les pratiques influençant la séquestration et le stockage de carbone (facteurs prépondérant âge et taille des arbres. Ces résultats permettent de conforter la stratégie de gestion du patrimoine arboré de Strasbourg.

Le stockage du carbone : c'est le mécanisme d'accumulation de la biomasse durant la phase de croissance des arbres.

La séquestration du carbone : le taux annuel d'élimination du carbone pendant une seule saison de croissance (séquestration brut). Il est influencé par le taux de croissance, la mortalité, l'espèce et l'âge des arbres. Le taux de séquestration net est égal à la différence entre le taux brut et le taux de carbone émis par la décomposition (lors de la sénescence ou bien lors d'une taille sévère).

Données chiffrées :

- Les arbres gérés par la Ville de Strasbourg (incluant les forêts) stockent environ 128 000 t de carbone. Séquestration annuelle (été 2012-été 2013) : 4 060 tC/an.
- Surface foliaire estimée : 91km² dont 51,5 km² au niveau des forêts et espaces verts semi-naturels, 26 km² au niveau des espaces verts artificialisés 1 km² dans les zones résidentielles

Source W. Selmi. Évaluation des services éco-systémiques rendus par les arbres urbains. Janvier 2016

Des projets de recherche soutenus pour des préconisations opérationnelles

Strasbourg entend poursuivre sa collaboration avec les équipes de recherche pour renforcer les connaissances et l'efficacité des actions qu'elle déploie.

Le Service Espace vert et de nature est associé à l'Université de Strasbourg et l'INRA sur deux projets en lien avec les bénéfices éco-systémiques des arbres en ville. L'objectif est d'étudier l'impact de la végétation et, notamment, de l'arbre sur l'îlot de chaleur urbain.

[26] L'amélioration du cadre de vie par la nature en ville : bien-être, création de lieux sociaux, santé humaine. Clergeau P. , Blanc N. « Trames vertes urbaines, de la recherche scientifique au projet urbain ».

[27] Thèse de doctorat réalisée par Wissal SELMI Janvier 2016 Laboratoire Image, Ville Environnement à Strasbourg avec un financement de l'Institut de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur Agricoles de la Tunisie et l'Eurométropole de Strasbourg.

Projet Cooltree « Le rafraichissement des villes par les arbres » : Partenariat UNISTRA laboratoire ICUBE, INRA laboratoire PIAF et la Ville de Strasbourg dans le cadre d'une convention avec l'Agence nationale de la recherche.

Le projet vise à intégrer les arbres dans un modèle microclimatique capable de simuler le milieu urbain (intégrant l'habitat, les matériaux, la topographie et la végétation à une échelle très fine à l'échelle de la rue jusqu'à celle du quartier). Il permettra d'évaluer et de modéliser le rafraîchissement des villes par les arbres en déterminant la part de l'apport de l'ombrage et celle du processus d'évapotranspiration.

Projet Urbanmycoserve : Pour les arbres, les conditions de vie en ville sont parfois difficiles ce qui réduit leur durée de vie. Grâce à leur association avec les arbres, les mycorhizes (associations symbiotiques contractées par les racines des végétaux avec certains champignons du sol) pourraient avoir un rôle important sur la santé des arbres et par conséquent sur les services qu'ils fournissent.

L'objectif du projet est d'identifier les mycorhizes associées aux arbres et leur fonction sur différents sites d'étude : Louvain en Belgique, Porto et Strasbourg.

Plusieurs autres expériences **sont en cours sur des arbres de l'Université de Strasbourg ainsi que sur des arbres de la Ville de Strasbourg, notamment**

- réalisation de mesures sur 3 tronçons d'une même voie ayant une typologie de plantation différente : double alignement, jeunes plantations en terre-plein central, quadruple alignement.
- en projet, réalisation de mesures afin de comparer une rue plantée et une autre non plantée, les deux rues ayant la même morphologie (dimensions, bâti, etc.).
- comparaisons du potentiel rafraîchissant de trois essences sur un même site (dans le cadre d'une convention avec l'Agence nationale de la recherche).



Le développement de la canopée pour répondre aux enjeux climatiques

Compte-tenu du rôle rafraichissant et du confort procuré par l'arbre, Strasbourg s'engage à planter massivement de nouveaux arbres et à renouveler le patrimoine dépérissant.
Pour s'inscrire dans cette dynamique à l'image d'autres grandes collectivités françaises, il est proposé de créer un « **plan arbres** » qui vise à étendre la strate arborée sur le territoire de la métropole, à renouveler plus activement le patrimoine dépérissant et à faire évoluer les mode de gestion des arbres pour s'adapter aux nouvelles contraintes climatiques.

L'indice de canopée[28] est aujourd'hui d'environ 22% sur la globalité du territoire de la ville de Strasbourg mais il y a une très forte disparité selon les quartiers. Un objectif de 30%, objectif partagé par la métropole du Grand Lyon et la ville de Montréal pourrait être atteignable à l'horizon 2050 en mettant en œuvre une politique ambitieuse de plantation.

Objectifs:

Elaboration d'un « plan arbres » intégrant :

- **1000 arbres plantés par an jusqu'en 2030**
- **Une augmentation de l'indice de canopée de 22% à 30 % à horizon 2050**

L'objectif du projet est de planter 1000 arbres supplémentaires par an dans les quartiers et les équipements publics peu pourvus en végétation[29]. Ce projet vise à planter sur les sites en déficit de végétation pour un effet maximal sur l'îlot de chaleur. Cet objectif comprend notamment la plantation de 50 à 100 arbres par an, pour l'essentiel dans les cours des écoles de la collectivité.

Il s'agira de **planter sur l'espace public de la ville** : cours d'écoles, parcs et jardins, cimetières, espaces verts des bâtiments publics, d'engager des renouvellements d'alignements d'arbres et d'en créer de nouveaux pour compléter le maillage existant et restaurer les continuités écologiques.

Une première étape vise à planter 1000 arbres dans des sites prioritaires identifiés dans le cadre d'une étude. La phase opérationnelle de plantation a débuté dès 2019 avec un budget d'investissement de 1 M€ (cf. objectif 8).

En parallèle, le « plan arbres » intégrera le développement des plantations d'arbres (intégrant également un plan de renouvellement et d'extension des alignements d'arbres – compétence métropolitaine) avec un déploiement programmé sur plusieurs années.
Un projet de plantation d'une mini forêt urbaine selon la méthode Miyawaki est en cours d'étude. Cette méthode permet la croissance rapide d'un bosquet très densément peuplé, améliorant la qualité du sol et offrant un véritable refuge à la biodiversité.

Une réorientation de **certains modes de gestion** permettrait également d'étendre la couverture végétale. Certains arbres sont en effet gérés de façon à limiter leur gabarit, c'est ce qu'on appelle la « forme architecturée[30] » par opposition à la « forme libre [31]». Un arrêt ou une modification des pratiques de taille de certains de ces arbres permettrait d'obtenir rapidement une augmentation de leur volume qui peut tripler dans certains cas.

L'objectif vise donc à convertir des alignements architecturés vers une des formes libres, conversion possible sous réserve de disposer de suffisamment d'espace disponible et que les arbres soient en bon état sanitaire. À Strasbourg, sur les 85 000 arbres répertoriés dans la base de données arbres, près de 9000 arbres sont aujourd'hui conduits en forme architecturée et donc taillés régulièrement. Des centaines d'arbres pourraient être convertis en quelques années.

Objectifs :

- **Toutes les nouvelles plantations seront conduites en forme libre.**
- **Les alignements architecturés en mauvais état sanitaire seront remplacés par de jeunes arbres.**
- **80 % des alignements en bon état seront relâchés.**

[28] L'indice de canopée : rapport entre la surface de l'espace urbain couverte par la strate arborée et la surface de l'espace urbain.

[29] En complément du potentiel de plantation dans le cadre projet de réaménagement des actuelles A35 et A351

[30] Forme architecturée : forme d'arbre obtenue artificiellement pour limiter le gabarit d'un arbre, ces formes sont conservées par la mise en place d'une taille régulière.

[31] Forme libre : arbre dont la silhouette naturelle est conservée, les tailles pratiquées visent essentiellement à assurer la cohabitation avec les autres composantes de la ville.

Forme architecturée



Forme libre



Augmentation de la résilience du patrimoine arboré dans les zones urbaines

La stratégie de sélection des espèces doit tenir compte des facteurs climatiques mais également sanitaires pour assurer la résilience de la végétation. **Il s'agit de planter des essences adaptées aux contraintes actuelles et futures.**

Des souches résistantes face aux maladies

La chalarose, maladie fongique liée à un parasite, se propage dans toute l'Europe ; elle affecte le frêne, essence majoritaire des forêts périurbaines de Strasbourg, nécessitant l'abattage des arbres impactés et présentant un danger pour la sécurité des personnes. Sur des zones éloignées des cheminements, les arbres malades sont conservés afin de permettre l'émergence d'une souche résistante à la maladie.

A titre de comparaison, l'orme a presque disparu du paysage urbain suite à deux épisodes de graphiose. Strasbourg utilise aujourd'hui 4 cultivars d'orme résistants qui sont réintroduits sur l'espace public et dans les jardins.

Des essences adaptées au changement climatiques

Le patrimoine végétal doit pouvoir être résilient vis-à-vis de ces nouvelles contraintes climatiques et pouvoir survivre dans un environnement plus sec et plus chaud. En Alsace, le hêtre, le sapin pectiné et l'épicéa sont menacées par le changement climatique et les parasites.

L'enrichissement de la palette des végétaux sera poursuivi pour répondre aux enjeux de biodiversité, pour s'adapter au réchauffement climatique, éviter la propagation des maladies des arbres, diminuer les concentrations de pollens.

Une attention particulière sera portée sur les arbres les plus allergènes afin de limiter l'exposition dans les milieux urbains les plus denses et en particulier aux abords d'établissements sensibles.

Les essences locales sont privilégiées dans les trames vertes naturelles pour leur capacité à interagir avec leur environnement et leur résilience en milieu naturel.

Dans les zones plus urbaines où les contraintes sont fortes, il s'agit de rechercher des essences adaptées au milieu urbain et aux évolutions climatiques, ainsi des essences exogènes ou horticoles poussant sous des climats continentaux, voire de climat méditerranéen seront privilégiées pour leur capacité de résister à la sécheresse, aux écarts de température, à pousser dans des sols à fertilité limitée et malmenés.
Des études sont actuellement en cours afin de mesurer la résistance à la sécheresse et la capacité de rafraichissement de différentes essences.

Une gestion durable des forêts

En complément des forêts implantées sur le territoire de Strasbourg, la Ville de Strasbourg possède des forêts "de production" situées à l'extérieur de Strasbourg pour du bois d'œuvre et du bois de chauffage. Il s'agit de la forêt du Hohwald (880 hectares), du Herrenwald (188 hectares), de l'Oedenwald (1 001 hectares) et la forêt de l'Elmerforst (362 hectares).

Une adaptation renforcée

Afin d'adapter ces milieux naturels et préserver leurs écosystèmes face à un climat beaucoup plus contraignant, la Ville favorise des peuplements mélangés en cas de replantation, la conservation de toutes les strates de la forêt (arbres, arbustes, herbes, mousses, lichens etc.) ainsi que le maintien d'un couvert permanent. Des études sont menées par rapport au choix des essences. La Ville a déjà préservé plus de 50 hectares d'îlots de sénescence dans la forêt du Hohwald, la stratégie est de démultiplier ces réservoirs de biodiversité.

Une gestion qui intègre le stockage carbone

La capacité de stockage du carbone est variable selon les essences et dépend de différents paramètres. A l'avenir, il sera encore plus important que la gestion de forêt se fasse de manière douce sans coupes rases et en préservant les sols forestiers par l'encadrement de la circulation d'engins et en intégrant l'impact de facteurs sur la capacité de la forêt à rester un puits de carbone. Une estimation de la séquestration carbone de ces massifs sera réalisée afin de disposer d'un suivi quantitatif.

Ces mesures, nécessaires pour garantir la bonne santé des forêts et ainsi leur résistance et leur capacité en tant que puits de carbone, sont inscrites dans **les plans d'aménagement de chacune de ces forêts**.

Une attention est également portée à la gestion de l'équilibre sylvocynégétique de façon exigeante et innovante. Dans le cadre du renouvellement des baux de chasse, des contrats sont mis en place avec les chasseurs visant à évaluer les évolutions de l'impact du gibier sur la régénération forestière. Parallèlement, la Ville de Strasbourg travaille sur la définition des plans de chasse.

Les forêts ont une fonction économique, mais aussi écologique et sociale. L'industrie du bois quant à elle, préfère des bois de faible diamètre, dont le mode d'exploitation peut menacer l'écosystème forestier, la biodiversité et l'état des sols. Par ailleurs, les impacts des derniers épisodes de sècheresse sur la forêt montrent qu'il faut faire évoluer les modes de gestion et prendre en compte les changements climatiques attendus ces prochaines décennies afin de maintenir une économie forestière durable.

La Ville de Strasbourg souhaite promouvoir cette gestion durable, conjuguant l'intérêt économique et écologique. Aussi, il est proposé d'engager une étude sur les quatre massifs forestiers afin d'apporter une meilleure lisibilité sur la gestion actuelle, les ressources et moyens engagés par la collectivité, l'action de l'ONF et les débouchés locaux. Cette étude permettra de proposer une charte forestière engageant la collectivité dans une gestion responsable.

Objectif :

- **Etablissement d'une charte forestière engageant la collectivité dans une gestion durable et responsable des forêts**

Objectif 8 : des aménagements en faveur de plus de nature et de bien-être

La Ville de Strasbourg s'est engagée à limiter l'artificialisation et l'imperméabilisation des sols grâce aux différents outils mobilisables que ce soit à l'échelle de l'aménagement du territoire avec le PLUi ou des différents projets (valorisation des friches, désimperméabilisation de l'espace public).

Pour assurer la résilience de Strasbourg face au changement climatique, il est aujourd'hui indispensable de poursuivre et de renforcer la dynamique engagée par un plan massif de déminéralisation et de renforcement de la place de la nature en ville, en saisissant toutes les opportunités dans l'espace public et en encourageant celles sur l'espace privé auprès de l'ensemble des propriétaires fonciers en activant les leviers et dispositifs.

Au-delà de l'urbanisme réglementaire lié entre autres au PLUi, la végétalisation du territoire est permise et renforcée à travers les diverses interventions de la collectivité dans le cadre de ses politiques d'aménagement des espaces.

Déminéralisation des espaces de la collectivité

À l'échelle des quartiers de la Ville, la démarche de déminéralisation a d'ores et déjà permis la végétalisation de certaines parties des trottoirs ainsi que plus de 10 ha d'allées anciennement gravillonnées dans les cimetières.

La stratégie proposée va renforcer les mesures mises en œuvre par la Ville de Strasbourg avec notamment une intégration dans les nouveaux projets d'exigences maximales et un travail sur l'existant :

- La déminéralisation des terrains du parc bâti public, notamment les cours d'écoles repensées comme des îlots de fraîcheur,
- La déminéralisation des parkings, des allées de cimetières, des places, trottoirs, placettes…
- La végétalisation des toitures tout comme celles des façades

Objectifs :

- **Augmenter les espaces déminéralisés/multiplier par 5 les surfaces déminéralisées sur l'espace public (« Strasbourg ça pousse », etc.).**
- **Utiliser toutes les toitures plates dans le cadre des nouveaux projets.**

Vers la transformation des cours d'écoles en îlots de fraîcheur

Des projets de végétalisation de l'existant



En 2019, la direction de la construction et du patrimoine bâti de la collectivité a réalisé une étude visant à identifier un premier lot de sites prioritaires concernant la végétalisation de leurs espaces extérieurs. Les écoles, dont les enfants représentent un public sensible aux fortes chaleurs ont été considérées comme prioritaires dans cette étude : 14 sites scolaires disposant d'un potentiel de végétalisation ont ainsi été identifiés. Au-delà du confort d'été et de l'impact sur la santé, la végétalisation des cours d'écoles favorisera également la sensibilisation des enfants au développement durable.

Site	Surface disponible pour végétaliser	Observations	Présence actuelle du végétal
Groupe scolaire Branly	8 400 m²	- Quelques grands arbres sur le site - Surfaces majoritairement minérales	Faible

Localisation : Rue de l'abbé Wetterle



Sur la base de cette 1ère analyse, qui a vocation à être graduellement élargie à l'ensemble des écoles et maisons de la petite enfance (la Ville de Strasbourg est propriétaire de 114 écoles et 30 maisons de la petite enfance) et à prendre en compte également le confort d'été à l'intérieur des bâtiments, **16 projets de plantation d'arbres ont été initiés fin 2019** et seront réalisés en deux vagues (hivers 2019-2020 et 2020-2021).

Ces premiers projets de plantations ont permis d'initier une réflexion plus globale sur la création d'îlots de fraicheur dans les écoles. Celle-ci devra prendre en compte l'intégration d'objectifs ambitieux (pourcentage minimum de végétalisation des cours, utilisation de matériaux poreux et à fort pouvoir de réflexion de la chaleur,…) qui seront à co-construire avec l'ensemble des acteurs concernés (direction de l'Éducation, direction de la construction, utilisateurs,…).

Les modifications apportées viseront à intégrer au maximum les autres ambitions de la stratégie (réduction de l'impact carbone du mobilier, déchets de chantiers…..).

Le travail de végétalisation sera également l'occasion de contribuer à la sensibilisation des enfants aux questions environnementales et la promotion de la biodiversité dans les sites scolaires.

Une telle démarche a été menée au sein de l'école Schoepflin où la 1ère étape du projet de déminéralisation de la cour d'école a été élaborée en visant à créer des espaces éducatifs réfléchis. Les élus du conseil des élèves se sont ainsi mobilisés avec l'appui de l'équipe enseignante pour imaginer un projet de cour plus végétalisée.



Des projets complémentaire comme celui porté par le jardin des sciences, soutenu par la Ville, intitulé « station météo » pourraient être adossés à la démarche de végétalisation. Ceux-ci ont pu mettre en lumière, suite à un travail scientifique mené par des enfants, les écarts de températures pouvant exister entre les relevés de météo France au niveau de la Ville et la cour d'école (écoles des Romains et Guynemer).

Des bâtiments neufs exemplaires

Les opérations de construction disposent d'un volet important concernant la végétalisation des espaces extérieurs. La valorisation des toitures est également étudiée pour tout projet, dont notamment la mise en œuvre de toitures végétalisées représente une priorité.

Le nouveau restaurant scolaire du Schluthfeld

Avec une livraison prévue en 2020, ce nouveau restaurant scolaire disposera d'une surface végétalisée de près de 700 m² (toitures incluses), ce qui représente plus de 60% de la parcelle. L'évacuation des eaux pluviales est réalisée par une noue végétalisée couplée à un puit d'infiltration. Ces actions cumulées permettront notamment de réduire l'effet d'îlot de chaleur.



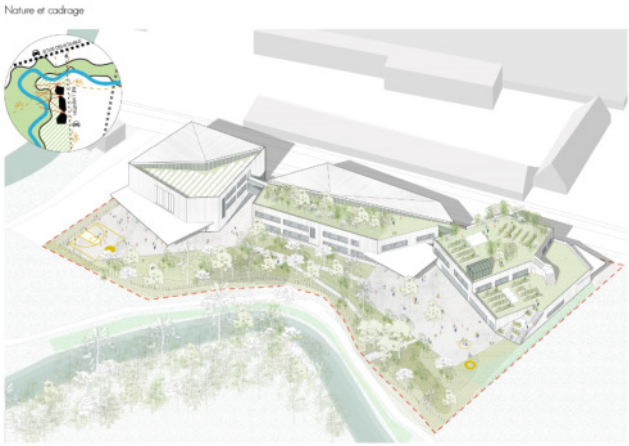
Le nouveau restaurant scolaire Erckmann Chatrian

Le nouveau restaurant du groupe scolaire Erckmann Chatrian inclut 800 m² d'espaces végétalisés, dont un patio intérieur avec des massifs arbustifs, ainsi que près de 1000 m² de toitures végétalisées. La livraison de cette opération est également prévue en 2020.

Le futur groupe scolaire de Koenigshoffen

Implanté dans le parc naturel urbain Ill Bruche, ce projet dispose d'un axe fort concernant la nature et la biodiversité. Avec une livraison prévue en 2023, cette opération intègre la végétalisation des toitures et d'environ 50% des surfaces extérieures. Une attention particulière sera portée à l'introduction d'essences locales, d'arbres fruitiers et à la réduction de la pollution lumineuse de façon à limiter l'impact sur l'environnement. Un paysagiste et un référent environnemental sont également présents dans l'équipe tout au long du projet.





La végétalisation ambitieuse de l'espace public

Au-delà des lieux d'accueil petite enfance et école, l'étude du potentiel de déminéralisation sera élargie à l'ensemble du patrimoine compatible de la Ville de Strasbourg (bâti, parking, cimetières…) intégrant la gestion des toitures et des façades afin d'engager un plan ambitieux.

Les cimetières

La démarche Zéro pesticide, a conduit le service funéraire à transformer l'aménagement des cimetières par de la végétalisation avec du gazon renforcé des allées et de sablé renforcé au niveau des entre-tombes (10 ha déjà végétalisés).

Objectifs :

- **Végétaliser 100% des surfaces végétalisables des cimetières de la Ville** (8 ha restant à traiter)**.**
- **Accompagner les cimetières privés dans la démarche Zéro Phyto et de végétalisation.**



Les façades et les toitures

Les toits végétalisés présentent des intérêts divers en fonction du type de toiture et de la technique retenue :

- Création de nouveaux habitats pour la faune et la flore.
- Rafraîchissement de l'air en ville via l'évapotranspiration.
- Gestion des eaux pluviales.
- Isolation thermique et sonore, selon le substrat et la hauteur de végétation.
- Protection des matériaux du bâti (UV, gel, intempéries,...)
- Embellissement du cadre de vie.

La végétalisation des façades et des toitures est en effet un enjeu de la ville durable pour lequel la Ville de Strasbourg souhaite renforcer son engagement avec une volonté d'exemplarité sur l'aménagement son patrimoine.

Chiffres clés : bâtiments publics végétalisées

La Ville de Strasbourg a déployée une surface totale d'environ **20 700 m²** de toitures végétalisées sur son patrimoine bâti.

La végétalisation verticale affiche de nombreux atouts comme celle des toits, en termes de biodiversité, de rafraîchissement de l'air en ville, isolation thermique des façades et protection voire valorisation de celles-ci et valorisation. Différentes solutions peuvent être mises en œuvre : mur végétal, plantes grimpantes ou mur monobloc. Celles-ci doivent être adaptées au bâti et à l'environnement.

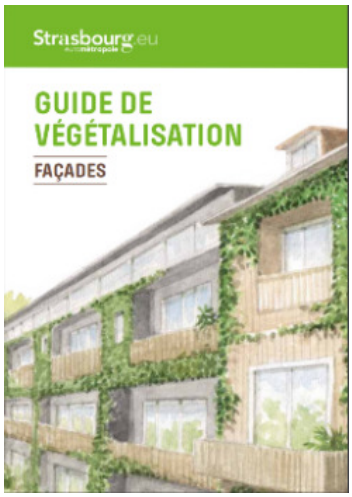
Des guides sur la végétalisation des toitures et des façades ont été rédigés par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg afin d'encourager leur déploiement et leur mise en œuvre optimale.

Toiture végétalisée et panneaux solaires

Loin de se faire concurrence, panneaux solaires et toitures végétalisées peuvent être associés pour plus d'efficacité. Le rafraichissement de la végétation par évapotranspiration prévient le phénomène de surchauffe des panneaux. Ceux-ci contribuent à ombrager et assurer une des refuges contre le vent et les intempéries, favorables à une biodiversité accrue[32].



La déminéralisation de trottoirs et placettes est favorisée dans le cadre de la démarche « Strasbourg ça pousse » qui invite les Strasbourgeois es à jardiner leur ville, c'est-à-dire à déminéraliser les trottoirs, les pieds d'arbres et autres espaces propice à une renaturation (cf. pilier I)



[32] Integration of green roof and solar photovoltaic systems Dr. Sam C. M. Hui* and Miss S. C. Chan Department of Mechanical Engineering, The University of Hong Kong Pokfulam Road, Hong Kong *E-mail: cmhui@hku.hk, Tel: **(852) 2859-2123, Fax: (852) 2858-5415**

Renforcer la place et les usages de l'eau

Afin de rétablir les relations physiques de la ville avec l'eau et inventer de nouveaux usages en accord avec les besoins liés au changement climatique, la Ville de Strasbourg est engagée dans différentes démarches.

Une charte avec Voies Navigables de France

La Ville de Strasbourg et Voies Navigable de France se sont engagées dans une charte de partenariat depuis 2017 avec comme objectifs la restitution d'usages historiques de l'eau et l'émergence de nouveaux usages.

Plusieurs projets ont déjà émergé en ce sens avec l'installation de pontons, d'embarcadères, de base de locations de bateaux électriques sans permis, etc.

Pour les années à venir, il est prévu de franchir un pas de plus pour renforcer le lien des habitants avec l'eau qui les entoure en essayant de rendre possible les baignades urbaines à la Montagne Verte au cœur du Parc Naturel Urbain Ill Bruche. Les équipements pour les randonnées nautiques seront également développés. Ces activités de loisirs autour de l'eau s'inscrivent dans la recherche d'ilots de fraicheur face aux épisodes caniculaires.

Des projets d'habitat sur l'eau pourront également voir le jour sur les canaux strasbourgeois au cours des prochaines années.

L'extension et la révision du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur de la Ville de Strasbourg permettra également de renforcer la présence de l'eau sur les places et dans les rues.

Le partenariat entre la Ville de Strasbourg et Voies Navigables de France a également pour objectif le développement du transport par voie d'eau qui permet de limiter les flux de véhicules en ville. De nouveaux modes de logistique urbaine ont été expérimentés (cf. pilier III).

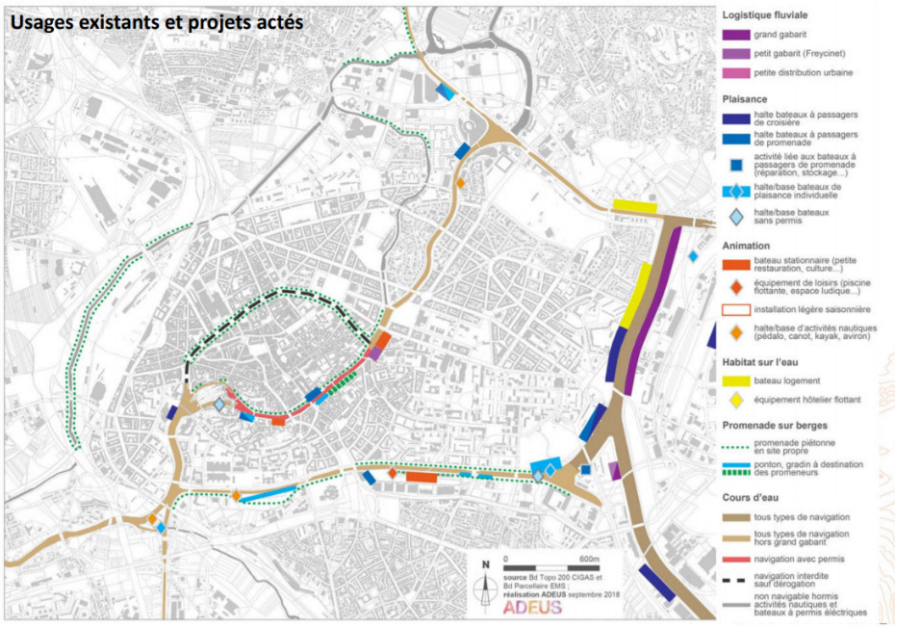
Un plan guide fluvial

Le Plan guide fluvial de l'Eurométropole de Strasbourg, réalisé par l'ADEUS vise à construire une vision et une stratégie du réseau fluvial de l'Eurométropole et de ses environs.

Huit secteurs à enjeux ont été identifiés comme prioritaires sur l'Eurométropole pour développer un schéma de répartition des usages de l'eau et ses abords. Les secteurs d'enjeux sont définis par le croisement des 3 thématiques étudiées : paysages/aménités, transport fluvial de marchandises et de personnes, environnement.

Un premier secteur prioritaire sur le centre élargi rassemblant la Grande Île, le Môle de la Citadelle et le canal de la Marne-au-Rhin du Wacken à l'écluse Nord. Un schéma des usages de l'eau et ses abords définissant des zonages et des vocations a été élaboré fin 2019





L'aménagement des quais

Les aménagements des quais sud de l'Ill n'étaient plus adaptés aux modes de vie, d'activité ou de déplacement des habitants de la ville. Le réaménagement a été finalisé en avril 2019 afin de renouer les liens entre la Grand Ile et les quartiers voisins et de proposer un lieu de rencontre de bien vivre pour tous, en incluant la préservation de la biodiversité, la valorisation du patrimoine et le renforcement des rapports à l'eau.





Des accès à l'eau pour se désaltérer, se rafraîchir

En raison des températures estivales de plus en plus élevées et des périodes de chaleur de plus en plus longues, Strasbourg entend multiplier brumisateur et points d'eau sur l'espace public et de mettre en place de nouvelles fontaines publiques, afin que tout le monde puisse se rafraîchir facilement quand il fait très chaud.

Objectif :

- **Garantir un accès à l'eau potable dans toute la ville, avec une stratégie de déploiement de fontaines sur l'espace public.**

Actuellement une dizaine de points d'eau sont répartis sur le territoire de la Ville de Strasbourg ainsi que vingt-cinq fontaines à eau. Ils complètent l'offre déjà existante depuis 2008 et permettent de mettre à la disposition de tous, citoyens et touristes, de l'eau potable dans la période entre le 1er juin et le 15 septembre (cf. éléments complémentaires du Plan canicule de la Ville décrit dans la partie Diagnostic).



Afin de garantir l'accessibilité à l'eau potable de manière équitable, la Ville prévoit d'augmenter le nombre de fontaines dans tous les quartiers de la ville, y compris à l'extérieur du centre-ville.

Un travail de recensement des points d'eau à boire a été lancé en 2019 sur l'ensemble de l'Eurométropole de Strasbourg, 1ère étape de la réflexion engagée sur le déploiement de nouveaux points d'eau.

Une analyse doit permettre de les installer prioritairement aux endroits sensibles et de caractériser le déploiement de nouveaux points en exploitant des données thématiques (sites sportifs, aires de jeux, parcs, îlot de chaleur…).

La Ville de Strasbourg formulera des prescriptions en faveur de la prise en compte des points d'eau potable et des jeux d'eau dans le cadre des bâtiments publics, rues et places.

Les espaces de nature au plus proche des attentes des habitants

Le désir citoyen de « nature » est fondé, au-delà d'un respect des écosystèmes, sur une réelle attente d'une ville renouvelée dans ses usages et la conception des espaces publics[33]. Strasbourg pense le développement de la nature en ville au regard du lien « humain nature » et de la mixité des usages.

Des parcs non-fumeurs

Initiée dans les aires de jeux dès 2015 suite à la sollicitation de l'association « Ligue contre le cancer » au travers du label « Espace sans tabac », l'interdiction de fumer s'applique désormais à tous les espaces verts de Strasbourg (depuis le 1er juillet 2018). Au-delà des risques de santé publique que le tabac engendre, cette décision vise également à protéger la qualité de l'espace public (mégots jetés au sol) et de la nappe phréatique (les toxiques contenus dans un seul mégot pouvant polluer jusqu'à 500 litres d'eau).



Des parcs qui s'animent

Lieux de sociabilité, de sport ou de culture, ce sont environ 600 animations qui sont organisées chaque année dans les parcs de la ville. En plus des concerts et pratiques sportives ou de loisir qui s'y développent, des bibliothèques en liberté et des cabanes à livre alimentés par des lecteurs et des associations, témoignent d'une volonté du bien vivre ensemble.

- L'office des sports de Strasbourg s'appuie sur la richesse des parcs de Strasbourg pour proposer un programme très varié depuis des animations nautiques, aux journées ça bouge aux parcs.
- Le parc de la Citadelle est le lieu de rencontre choisi pour la Rentrée des associations (300 associations réparties en six villages thématiques, une centaine d'animations gratuites et près de 20 000 visiteurs).
- Le jardin des deux-Rives accueille fin juin le concert devenu traditionnel de l'Orchestre philharmonique de Strasbourg, qui se renouvelle avec du cinéma en plein air et d'autres concerts, tout comme des rediffusions de match impliquant les équipes nationales.
- Depuis l'été 2018, les parcs de l'Orangerie, du Heyritz et de la Citadelle accueillent des séances de cinéma en plein air (en lien avec les associations soutenues par la ville).

Les offres santé dans les parcs de Strasbourg

Dans la lignée de la démarche sport santé sur ordonnance, Strasbourg a développé les trajets piétons sport santé VITABOUCLE en mettant en place un nouvel équipement sportif en libre accès. Il vient enrichir l'offre d'animations sportives en libre accès adaptées à tous les âges, tels les agrès de fitness qui évoluent pour prendre en compte les besoins de publics particuliers (personnes à mobilité réduite, personnes âgées, ...)

Le Parc Naturel Urbain pour encourager la découverte d'espaces de nature de proximité (cf. pilier I)

Sur les deux secteurs de PNU, l'Ill Bruche et l'Ill Rhin, des programmes d'actions pour 2019-2023 ont été co-construits avec les habitants et associations et intégrés dans une nouvelle Charte. Ces territoires offrent de nombreuses opportunités de promenades de proximité, soutenues par un balisage du Club Vosgien et grâce à la valorisation de ces sites paysagers remarquables bien qu'encore trop souvent méconnus.

Dans la lignée des initiatives développées ces dernières années, la Ville poursuivra ces démarches permettant de renforcer l'attractivité de ses parcs, garant d'expaces de bien-être au plus près de tous les habitants de Strasbourg.

[33] Prendre en compte la demande sociale en faveur de la nature en ville CESE

PILIER III STRASBOURG VILLE SOBRE ET DURABLE

Répondre à l'enjeu climatique, c'est réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre. Sur le territoire, celles-ci étant liées à plus de 90% à la consommation d'énergie, réduire les émissions de gaz à effet de serre signifie réduire la consommation énergétique et basculer vers des énergies renouvelables, bas-carbone.

Les secteurs majeurs de consommation[34] sont liés en 2017 au bâtiment dont le secteur tertiaire et résidentiel à hauteur respectivement de 32% et 30%, celui du transport (19%) et l'industrie.

Les politiques engagées à Strasbourg sur le développement des transports en commun, le choix de contenir l'étalement urbain en optant pour une ville compacte et en gardant les équipements structurants en cœur de ville (Parc des expositions, Palais de Justice…) ont contribué à infléchir les émissions de GES par habitant mais celles sont en stagnation depuis 2015. Une politique ambitieuse de réduction des émissions est donc à mettre en place notamment dans les secteurs les plus émetteurs par des actions en termes de sobriété, d'efficacité énergétique et de développement des énergies renouvelables.

La loi portant Engagement National pour l'Environnement a posé le principe d'une généralisation des **bilans d'émissions de gaz à effet de serre** pour un certain nombre d'acteurs avec une périodicité fixée à 3 ans pour les collectivités territoriales (évolution dans le cadre de la loi TECV). Les bilans d'émissions de GES ont pour objectif de réaliser un diagnostic des émissions de gaz à effet de serre des acteurs publics et privés, en vue d'identifier et de mobiliser les gisements de réduction de ces émissions dans le cadre d'un plan d'action. L'exercice doit être réalisé à l'échelle du patrimoine et des compétences de la collectivité : cela signifie la prise en compte des émissions générées par le fonctionnement des activités et services de la collectivité et la mise en œuvre des compétences via une approche organisationnelle.

Une réactualisation du BEGES de la Ville de Strasbourg sera réalisée courant 2020 avec un objectif de réduction de 40% d'ici 2030. Le plan d'action associé à la stratégie Climat-Air-Energie et à la démarche Cit'ergie permettra de répondre à l'exigence réglementaire.

Objectif :

- **Réduire en dix ans de 40% le bilan de gaz à effet de serre (BEGES) de la Ville de Strasbourg**

Par ailleurs, la méthode[35] recommande néanmoins de compléter le bilan Patrimoine et compétences par un bilan du territoire. L'indicateur territorial d'émissions de GES (format PCAET - cf. partie Diagnostic) permet de refléter les émissions directes et indirectes liées à la consommation d'électricité et de chaleur (Scope 1 et 2) mais ne caractérise pas l'empreinte carbone globale qui elle prend en compte les émissions indirectes liées à la production et à l'acheminement du produit ou du service (Scope 3).

Au niveau national[36], l'empreinte carbone est 1,7 fois plus importante en 2015 que les émissions territoriales (1,5 fois en 2010) dont plus de la moitié liée aux importations. La Ville de Strasbourg ne dispose pas aujourd'hui d'une évaluation précise de l'empreinte carbone de son territoire, mais elle intègre au cœur de sa stratégie l'ensemble de ces composantes afin de la réduire.

Le pilier III présente les **leviers mobilisés pour tendre vers une ville sobre et durable** à travers quatre objectifs abordant les compétences de la Ville d'une part et plus largement l'accompagnement des citoyens, des entreprises, … dans des pratiques favorisant la sobriété carbone :

- Objectif 9 : une réduction de l'impact environnemental du parc bâti de la collectivité et de son éclairage public.
- Objectif 10 : un potentiel de production d'énergies renouvelables valorisé
- Objectif 11 : une mobilité durable et favorable à la santé
- Objectif 12 vers une consommation responsable

[34] Consommation énergétique finale non corrigée du climat – Données ATMO Grand Est Inventair 2017 V2019

[35] Guide méthodologique pour la réalisation des bilans d'émissions de gaz à effet de serre des collectivités conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement.
Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer

[36] Evaluation des émissions de GES de la France selon l'approche empreinte et l'approche inventaire. Source CITEPA ; AIE ; FOA ; Douanes, Eurostat ; INSEE. Traitements : SDES, 2018

Objectif 9 : réduction de l'impact environnemental du parc bâti et de l'éclairage public de Strasbourg

La Ville de Strasbourg dispose d'un patrimoine bâti important : 1 164 bâtiments, qui représentent une surface de plus de 1,3 millions de m² $_{SHOB}$ (données 2017).

Depuis près de dix ans, la collectivité met en place différentes mesures afin d'améliorer la connaissance de la performance énergétique du parc bâti et d'adapter sa stratégie. Avec notamment la réalisation d'audits énergétiques et le déploiement de la télégestion : 40% de la surface du parc bâti est actuellement télégérée, ce qui représente près de 60% de la consommation totale de chauffage des bâtiments.

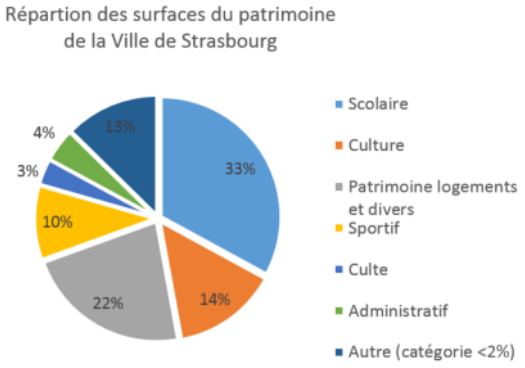
Un **bilan carbone** relatif aux consommations énergétiques est également réalisé annuellement par la collectivité et permet ainsi de suivre la performance du parc[37]. Il intègre le patrimoine dévolu aux services publics, les bâtiments mis en location par la collectivité et ceux dont la collectivité est locataire. La surface des bâtiments vacants de la Ville s'élève à 2% du parc : une attention particulière est apportée pour réduire ce taux.

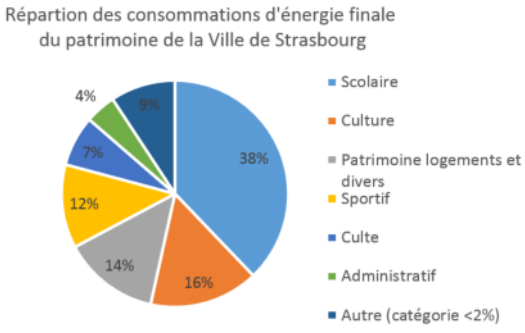
Les consommations énergétiques du patrimoine bâti de la Ville de Strasbourg représentent un impact important : **159 GWh** (en énergie finale à climat constant), ce qui correspond à environ 23,7 kt équivalent CO_2 en 2017.

La facture énergétique s'élève à **11,3 M€ TTC**, dont près des deux tiers correspondent aux besoins de chauffage. Le tiers restant est dévolu aux usages spécifiques (éclairage, bureautique, …) dont les consommations sont issues principalement d'électricité verte depuis début 2019.

A périmètre constant de compétence, la **consommation d'énergie finale a augmenté de 1,6**% depuis 2012, et les **émissions de GES** associées ont quant à elles **affichées une baisse de 18,7**% depuis les premières mesures en 2008.

Le patrimoine scolaire, culturel et sportif contribue aux deux tiers de la consommation énergétique. La rubrique 'patrimoine logements et divers' est composée principalement des logements gérés par Habitation Moderne (ils représentent 6% de la consommation d'énergie du patrimoine de la collectivité).





Source Bilan Carbone 2017 - DCPB-Ville et Eurométropole Strasbourg

[37] Les données chiffrées sont issues de ce bilan carbone réalisé par la Direction de la Construction et du Patrimoine Bâti

La Ville de Strasbourg se fixe comme ambition de prendre les objectifs par la loi portant sur l'évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN) du 24 novembre 2018 (-40% d'ici 2030 par rapport à 2010 et -60% d'ici 2050) comme objectifs de base en visant à les renforcer. En parallèle, est adossée une volonté de basculement sur des énergies renouvelables afin de limiter la dépendance aux énergies fossiles.

Objectifs :

- **réduire d'à minima 40% la consommation énergétique du parc bâti de la Ville d'ici 2030.**
- **réduire de 40% les émissions de gaz à effet de serre du patrimoine bâti d'ici 2030 (par rapport à 1990).**
- **remplacer l'ensemble des chaudières fioul des bâtiments de la collectivité d'ici 2030, dont au moins la moitié d'ici 2025.**

Pour répondre à ces enjeux, la direction de la construction et du patrimoine bâti a renforcé sa stratégie énergétique et environnementale en 2019. Celle-ci repose sur 5 volets complémentaires :

- l'amélioration des connaissances du patrimoine ;
- la mutualisation des locaux pour limiter la construction de surfaces de planchers supplémentaires ;
- la rénovation énergétique du parc bâti dans sa globalité ;
- la construction de bâtiments neufs exemplaires ;
- le développement des énergies vertueuses.

Plus globalement, une **stratégie transversale et concertée de gestion de patrimoine bâti est en cours d'élaboration et de budgétisation**. Celle-ci vise à déployer des solutions complémentaires afin d'agir de manière cohérente sur l'ensemble des leviers d'actions : rénovation énergétique des bâtiments, optimisation de l'exploitation, développement de la maîtrise des usages en impliquant fortement les gestionnaires et occupants, et le développement des énergies renouvelables.

Un parc bâti en mutation

Le programme de rénovation

Depuis 2010, ce sont plus de 30 sites (groupes scolaires, gymnases, centres sportifs, maisons de la petite enfance…) qui ont été rénovés d'un point de vue énergétique. La rénovation énergétique d'une quinzaine de sites est actuellement programmée, dont une partie est déjà en cours de réalisation.

En complément, un plan visant la sobriété énergétique des grands bâtiments culturels de la Ville (musées, théâtres, cité de la musique et de la danse…) a également été validé en 2019. Son objectif est de réaliser 15% d'économies d'énergie en travaillant sur l'optimisation des systèmes techniques (régulation, sondes, vannes, …) tout en maîtrisant le coût des interventions.

L'étendue et la diversité du patrimoine bâti de la Ville de Strasbourg induit la nécessité de réaliser un nombre conséquent d'opérations de rénovation énergétique sur une courte période pour obtenir des résultats significatifs.

Une étude visant à définir le budget nécessaire pour atteindre les objectifs de performance énergétique à l'échelle du patrimoine bâti a été réalisée en 2019. En ciblant un gain énergétique de 10% en agissant sur les comportements uniquement, il serait nécessaire de rénover un tiers de la surface totale du parc bâti, ce qui représenterait un effort financier conséquent (environ 300 M€ TTC) pour atteindre les objectifs 2030 de la loi Elan. Pour atteindre les objectifs 2050, il serait nécessaire d'intervenir sur l'intégralité du parc bâti, ce qui représenterait un investissement complémentaire d'environ 420 M€ TTC d'ici 2050.

La validation d'un plan de rénovation énergétique global à l'échelle du parc bâti public est prévue d'ici 2022. Au niveau du programme pluriannuel d'investissement 2020-2024, un budget de 65 M€ TTC y est identifié pour les rénovations énergétiques d'ores et déjà programmées.

Les objectifs en matière réhabilitation

À l'échelle d'une opération de rénovation énergétique, la performance visée correspond au niveau du label « BBC Rénovation » à minima. La priorité est donnée aux énergies renouvelables, en étudiant la potentialité d'installation de panneaux photovoltaïques en toiture. Le rafraichissement est principalement assuré par des systèmes passifs (ventilation nocturne, stores, végétalisation …). La végétalisation des espaces extérieurs, telle que décrite dans le pilier II avec une volonté forte d'agir sur la végétalisation des cours d'écoles et des maisons de la petite enfance dans une 1ère phase, fait partie des solutions vertueuses mises en œuvre.

Des objectifs complémentaires sont également fixés concernant la qualité de l'air, les chantiers verts, le confort d'été, la lutte contre les îlots de chaleur et le respect de la biodiversité.

Les bâtiments neufs

Les bâtiments patrimoniaux doivent nécessairement s'inscrire dans la perspective 2050 de neutralité carbone et de recours aux énergies renouvelables, y compris en prenant en compte les énergies grises émises au cours du cycle de vie du bâtiment. Cette démarche préfigure la prochaine réglementation environnementale amenée à se substituer à la RT 2012 en vigueur et est intégrée dans la stratégie de construction des équipements de la ville.

Le Gymnase Jacqueline, 1er bâtiment à énergie zéro sur Strasbourg, a été livré en 2013 et dispose de 330 m² de panneaux photovoltaïques :



Le déploiement d'une stratégie de mutualisation des besoins pour limiter les surfaces à construire est également en cours de réflexion, en complément de nouveaux objectifs pour les constructions neuves :

- l'atteinte des niveaux « Energie 3 » et « Carbone 1 » du label E+/C- à minima, voire tendre vers le bâtiment passif ou à énergie positive ;
- limiter l'artificialisation des sols par la végétalisation du terrain et du bâti ;
- intégrer la problématique de l'adaptation aux changements climatiques ;
- étoffer les clauses environnementales des marchés pour favoriser l'économie circulaire et les chantiers verts.

Plusieurs projets sont en cours d'études et de réalisation : le restaurant scolaire Schluthfeld, le gymnase de la Canardière, le nouveau groupe scolaire de Koenigshoffen, l'extension du gymnase Albert Le Grand, la nouvelle salle de boxe de l'Elsau ainsi que le nouveau groupe scolaire Meinau.

Du fait de l'optimisation de l'empreinte carbone des projets pour atteindre le niveau « Carbone 1 », la majorité de ces projets mettent en œuvre du bois et/ou des matériaux biosourcés.

Une stratégie construction bois pour favoriser le stockage carbone.

L'Eurométropole de Strasbourg et la Ville ont développé une stratégie de construction bois pour augmenter sa capacité de stockage du carbone et renforcer la filière forêt bois local créatrice d'emplois. En partenariat avec Fibois Alsace depuis 2017, la collectivité a co-construit une feuille de route afin de croiser les besoins et les capacités de faire dans le domaine du bois. Le démonstrateur d'îlot bio-sourcé-bois, dans le cadre du plan Ecocité (400 logements en R+5 à R+11, bâtiments passifs) en est un exemple de réalisation. La stratégie déployée doit permettre de favoriser la construction bois dans les projets publics d'aménagement mais également pour les projets de rénovation urbaine. En 2020, une évaluation et une adaptation de cette politique seront effectuées pour augmenter les objectifs d'utilisation du bois local.

Des extensions en bois pour les écoles

Dans le cadre de la démarche vers des bâtiments durables, la Ville met en œuvre des extensions tout en bois, s'inscrivant ainsi pleinement dans la stratégie de construction bois portée par le territoire.

Après l'école de la Meinau, l'école de Pourtalès a également bénéficié d'une extension bois courant 2019, l'école Camille-Hirtz à Cronenbourg bénéficiera de ce procédé. L'objectif étant de continuer à développer ce type d'extensions dans les années à venir.



Des performances suivies du parc

Un outil (SALVIA) de suivi de la consommation énergétique est opérationnel depuis 2009 et de suivi de l'eau depuis 2017. La régulation-télégestion sur les plus gros bâtiments, permet l'optimisation des consommations au regard des plages d'utilisation, qui constitue un levier d'économies direct et à faible investissement.

L'enrichissement continu des bases de données du patrimoine est une priorité; notamment par la mise en œuvre d'un plan de comptage avancé autorisant l'extraction automatique des données de consommation, aux fins d'identifier les dérives de consommation et les types d'action prioritaires.

Une communication des données relatives aux différents bâtiments sera établie annuellement.

La politique de maîtrise de la consommation de l'eau sur les sites publics de la Ville est menée via :

- la mise en place systématique de limiteurs de débit, chasses d'eau à double touche, robinets temporisés avec mitigeurs dans les bâtiments ;
- Un arrosage intelligent des terrains de sport et des espaces verts
- Une étude sera menée pour viser à décliner les modalités afin de concourir à l'objectif de réduction de 20% de la consommation d'eau de l'Agence de l'Eau Rhin Meuse, repris au sein de l'objectif du Plan Climat.

Un patrimoine bâti tourné vers les énergies renouvelables

La Ville de Strasbourg prévoit le **verdissement du mix énergétique alimentant le patrimoine bâti**, par la programmation d'extinction prioritaire des chaufferies fioul (qui représente 5% de la consommation énergétique), et à terme de toute source d'énergie fossile au profit des énergies renouvelables. Le déploiement des réseaux de chaleur constitue un levier essentiel de cette stratégie en permettant l'acheminement de chaleur issue de la biomasse dans le meilleur respect de la qualité de l'air ; puis dans un horizon proche de chaleur fatale issue de process industriels et potentiellement de chaleur géothermale.

Le raccordement aux réseaux de chaleur (alimentés à 30,3% par des énergies renouvelables) étant prioritaire dès que possible, le chauffage urbain représente actuellement 19% de la consommation énergétique totale du parc bâti de la collectivité. Par exemple, le raccordement des bâtiments publics au réseau de chaleur du Wacken a été réalisé pour un montant d'investissement de 330 000€ dans le cadre de l'appel à projets TEPCV. En complément, une dizaine de sites sont également alimentés par des pompes à chaleur performantes ou des chaudières bois.

Par ailleurs, depuis le 1er janvier 2019, dans le cadre d'un marché (groupement de commande avec 167 membres), la Ville et l'Eurométropole **bénéficient d'un contrat 100% électricité verte** (sur les sites importants en terme de consommation), ce qui représente pour la Ville près de 60% de la consommation d'électricité de son patrimoine. Pour le gaz, tous les contrats d'approvisionnement intègrent 5% de biogaz (1er groupement au niveau national avec ce taux).

Afin de répondre aux enjeux de production locale de chaleur et d'électricité, l'installation de panneaux solaires sur le patrimoine de la Ville est un des leviers d'action. Il est décliné dans l'objectif 10.

La réduction de l'impact environnemental de l'éclairage public

La Ville de Strasbourg est gestionnaire de tout l'éclairage public de son territoire, y compris les zones et axes métropolitain.

Chiffre clés :

- **L'éclairage public représente 30,4% de la consommation totale électrique de la Ville en 2017.**

La Ville est engagée dans une démarche d'économie d'énergie suivie depuis 2010 et est certifiée ISO 50001 depuis juin 2018 pour l'éclairage public (91,7% des dépenses liées à l'activité éclairage public), les illuminations permanentes et de Noël. Le mobilier urbain (3,8%), le transport (0,6%) et l'éclairage gaz sont inclus de l'activité mais hors champs de la certification.

Les illuminations de Noël représentent 0,3% de la consommation de l'éclairage public via un passage en LED et une extinction majoritaire la nuit.

Le plan lumière élaboré dès 2010 vise une baisse de 20 à 25 % des consommations énergétiques d'ici 2020 à périmètre constant. **Une baisse de 18% des consommations entre 2010 et 2018 est observée.** L'objectif d'économie d'énergie est décliné à travers un programme d'action avec un financement et un suivi annuels dédiés.

La politique énergétique repose sur l'amélioration de la performance énergétique (renouvellement du parc d'éclairage par du matériel performant), adaptation de l'éclairage au plus juste en fonction des besoins, la maîtrise de la dépense énergétique, la veille technologique et la limitation de l'impact de l'éclairage sur l'environnement.

Les économies ont été réalisées tant en termes d'**efficacité** des luminaires (remplacement des luminaires de fortes puissance) qu'**en sobriété** : coupure des illuminations en heures creuses, suppression des sources énergivores et modulation des niveaux d'éclairement.

La Ville a également défini **une politique de maintenance préventive** qui privilégie l'usage de sources d'éclairage à haute efficacité énergétique (supérieure à 100 lumens par Watt et de longue durée de vie) permettant un renouvellement des sources au maximum tous les 6 ans (hors cas particulier). Le **taux de LED est de 12%** au 1er janvier 2018

La déclinaison de la stratégie sera poursuivie d'ici 2030 afin de réduire de 20 à 25% les consommations par rapport à 2020 avec notamment une massification du parc en LED avec un objectif de 50% de luminaires LED en 2030.

Objectifs :

- **réduire de 20 % à 25 % la consommation énergétique de l'éclairage public à l'horizon 2030 (par rapport à 2020).**
- **identifier une trame nocturne d'ici 2025.**



En lien avec les acteurs du territoire, l'application de la limitation de l'éclairage nocturne des publicités, pré-enseignes et enseignes lumineuses et des bâtiments non résidentiels sera recherchée (en lien avec la Police du bâtiment dans le cadre de la réglementation).

Les émissions de lumière artificielle impactent la flore et la faune ; la majorité des êtres vivants (insectes, mammifères…) vivant la nuit. En 2015, Strasbourg est devenue la première ville de plus de 100 000 habitants à signer la charte de l'Association Nationale pour la Protection du Ciel de l'Environnement Nocturnes (ANPCEN). Strasbourg souhaite renforcer la prise en compte, dans les trames vertes et bleues, des émissions de lumières artificielles pour prévenir, limiter et réduire les nuisances lumineuses (cf. II.5).

Objectif 10 : un potentiel de production d'énergies renouvelables valorisé

Une production photovoltaïque développée

Dans le cadre de la stratégie 100% EnR&R d'ici à 2050, le territoire se doit de massifier la production de chaleur et d'électricité produite localement. Un des leviers d'action est la massification de la production l'électricité à l'aide de panneaux photovoltaïques.

En effet, la ville de Strasbourg présente un potentiel solaire considérable, largement inexploité aujourd'hui. En 2017, elle disposait sur son territoire de 6 000 m² de surface photovoltaïque installée (1,035 MWc), soit une puissance 3,7 Wc (Watt crête) par habitant, quatre fois inférieure à la puissance par habitant sur l'Eurométropole et loin de la moyenne française.

L'ambition est de porter la puissance du parc installé sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg à 57 MWc en 2030, dont la contribution de la ville de Strasbourg devrait s'élever à 26 MWc, soit près de 50% de cet objectif. Cela nécessitera un effort annuel d'installation de plus de 2,13 MWc (12 750 m²/an) aussi bien sur le patrimoine public, qu'industriel et privé.

Objectif :

- **porter en 2030 à 26 MWc la puissance du parc photovoltaïque installé sur Strasbourg** (soit l'équivalent de la consommation annuelle de 9 000 logements en électricité spécifique).

La collectivité a donc initié une stratégie de « solarisation » cohérente avec ces objectifs « 100% renouvelables en 2050 ». Les premières actions sont d'ores et déjà engagées et s'articulent autour de 4 axes de travail :

- Les grands projets
- Les nouvelles constructions et la modification du PLU
- Les projets citoyens
- La solarisation du patrimoine de la Ville

Les grands projets

Les grands projets sont un des piliers de cette stratégie de solarisation. Il est estimé que la moitié de la puissance objective (26 MWc en 2030) pourrait être atteinte à travers de grandes installations au sol sur des friches industrielles, grandes toitures commerciales et ombrières photovoltaïques sur des parkings aériens. À titre d'exemple :

- Projet photovoltaïque « Port aux Pétroles » : jusqu'à 4 MWc de potentiel au sol
- Projet photovoltaïque Nouveau Palais d'Expositions de Strasbourg : potentiel de 1 MWc sur toitures
- Stratégie photovoltaïque de la SEMENCE (Marché Gare) : potentiel de 2,5 MWc sur toitures
- CTS P+R : potentiel entre 5 et 9 MWc

Les nouvelles constructions et la modification du PLU

Le règlement écrit du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de l'Eurométropole pourra être amené à évoluer pour introduire une obligation d'équipement photovoltaïque lors de constructions neuves.

Sur la ville de Strasbourg, cette obligation pourrait ajouter entre 1,5 et 2 MWc (soit entre 9 000 et 12 000 m²) de puissance supplémentaire par an.

Les projets citoyens

Dans le cadre d'une expérimentation lancée en 2019 par l'Eurométropole, la Ville propose aux habitants-es de s'impliquer dans des projets participatifs d'énergie solaire photovoltaïque. Il s'agit d'accompagner l'émergence d'initiatives locales, impliquant de manière significative les acteurs du territoire (associations, entreprises, agriculteurs, citoyens, collectivités) dans le but de produire leur propre énergie verte et d'amplifier les retombées économiques et créations d'emplois associées à la Transition Energétique sur le territoire.

Pour cela, la Ville a mis à disposition des toitures de bâtiments publics (écoles de la Musau et Louvois, centre socioculturel de l'Esplanade Ares et celle de la halle du marché de Neudorf) pour faciliter la création de centrales photovoltaïques citoyennes. Dans un premier temps, au moins 4 installations de 36 kWc (200 m²) avec investissement à gouvernance citoyenne pourraient voir le jour à partir de 2020.

La solarisation du patrimoine de la Ville

Actuellement, les panneaux photovoltaïques installés sur les bâtiments publics de la Ville produisent environ 110 000 kWh d'électricité par an.

La généralisation de nouvelles installations photovoltaïques va se renforcer dans les prochaines années, puisque tout projet de construction neuve inclut une production minimale d'électricité.

En complément, une étude visant à identifier et prioriser le gisement disponible sur le patrimoine bâti public de la Ville de Strasbourg est prévue d'ici fin 2021. L'outil cadastre solaire pourra permettre de réaliser une première approche du potentiel.

Entre 2019 et 2024, la Ville a programmé l'installation de panneaux photovoltaïques sur 14 bâtiments. Ces opérations devraient permettre d'ajouter entre 0,5 et 1 MWc à la puissance de production actuelle.

Des innovations dans les modes de financements et montages devront être intégrées afin d'en accélérer le déploiement. On peut par exemple noter le dispositif « Intracting », qui permet de réaffecter les recettes issues de la production à de l'investissement vers de nouvelles opérations.

Une production hydroélectrique renforcée

Enjeux

L'hydroélectricité possède plusieurs avantages lorsqu'on la compare aux autres types d'énergies renouvelables :

- Rendement énergétique élevé (autour de 80% de l'énergie potentielle est convertie en électricité),
- Faible variation journalière de puissance fournie (contrairement à l'éolien ou au solaire photovoltaïque),
- Coût de production du MWh relativement bas (~10-50€/MWh de moins que le solaire photovoltaïque selon les installations),
- Durée de vies des installations extrêmement longues avec une maintenance efficace.

La petite hydroélectricité au fil de l'eau est particulièrement adaptée en tant que socle de la production électrique, pour fournir une base de puissance sur laquelle des sources d'énergie plus modulables peuvent se fixer pour répondre aux besoins des consommateurs.

Une étude de potentiel du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg a permis d'identifier **34** sites pouvant potentiellement servir à exploiter l'énergie hydroélectrique. Le potentiel total monte à **1,5 MW** de puissance, avec des installations de puissances comprises entre 2 et 200 kW réparties sur le territoire. **Les projets pouvant être développés prioritairement sont tous localisés sur le ban communal de Strasbourg.**

La production hydroélectrique supplémentaire est chiffrée à 12 GWh, ce qui correspond :

- à la consommation électrique de 4000 logements en excluant le chauffage,
- à 120 millions de kilomètres parcourus en véhicule électrique,
- à 86% de la consommation électrique annuelle liée à l'éclairage public sur la Ville en 2017 (13,9 GWh, 29 000 luminaires).

Pistes de développement

Le développement de la petite hydroélectricité sur le territoire de la ville ne s'effectuera que si la collectivité endosse un rôle actif sur son territoire en s'appuyant notamment sur :

- ses compétences théoriques permettant une estimation du potentiel hydroélectrique d'une installation,
- la gestion de 40 km de cours d'eau par l'Eurométropole (sur 300 km répartis sur le territoire),
- la présence de plusieurs sites intéressants sur le territoire,
- des besoins réduits de rentabilité financière.

Les leviers de la Ville sont en la matière : d'une part d'exploiter les spécificités des montages juridiques et financiers, et l'influence qu'une aide de la collectivité peut avoir sur la sécurité financière de l'installation ; d'autre part, de jouer un rôle d'accompagnateur tout au long d'un projet, de sa conception à son exploitation, pour faciliter sa mise en œuvre.

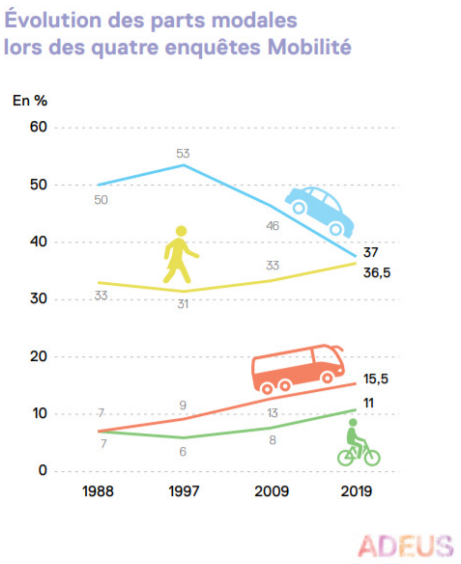
Objectif 11 : une mobilité durable et favorable à la santé

Pour réduire l'impact des déplacements sur l'environnement, l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg ont développé depuis une trentaine d'années une stratégie sur l'aire urbaine visant à réduire la pénétration automobile en cœur de ville et à proposer des alternatives en transports en commun et modes actifs avec des résultats tangibles sur l'évolution des parts modales, la performance du réseau cyclable, l'attractivité des transports en commun.

La loi MAPTAM[38] a conféré aux métropoles un nouveau statut avec des compétences confirmées concernant le transport. Le défi de la mobilité durable est ainsi relevé depuis à l'échelle de l'Eurométropole, en tant qu'autorité organisatrice de la mobilité avec des mesures spécifiques encadrées par le Plan Local d'Urbanisme intercommunal, le Plan Climat de l'Eurométropole et le PAMA (Plan d'Action des Mobilités Actives).

Dans la continuité de la baisse de l'utilisation de la voiture observée ces vingt dernières années, des objectifs ambitieux ont été fixés au sein du PLUi (plus particulièrement le Programme d'Orientation et d'Action déplacements) avec une réduction de 30% des km parcourus en voiture et une réduction de la part modale à 30% pour la voiture, 16% pour l'usage du vélo, 17% pour les TC et 37% pour la marche à pied.

Les 1ers résultats de **l'enquête mobilité menée en 2019**[39] tendent à souligner qu'en poursuivant la dynamique engagée, ces objectifs sont atteignables sur le territoire.



Les actions de la Ville et de l'Eurométropole sont complémentaires et différentes démarches initiées sur Strasbourg sont aujourd'hui déclinées à l'échelle métropolitaine. La Ville de Strasbourg est pleinement engagée dans la stratégie décidée à l'échelle métropolitaine ; dans le cadre de cette stratégie, le focus sera réalisé sur les actions de compétences communales notamment :

- les dispositions pour limiter l'impact des émissions de polluants atmosphériques liées au transport et protéger la santé des citoyens
- le devoir d'exemplarité quant à son parc de véhicules et la mobilité de ses agents
- le report modal et les mobilités actives

[38] Loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles

[39] *Réalisation ADEUS, avec l'appui méthodologique du Cerema Financement : Eurométropole de Strasbourg, Région Grand Est, État*

Des dispositions pour limiter l'impact des émissions liées au transport et protéger la santé des citoyens

Afin de contribuer à l'amélioration de la qualité de l'air, avec comme objectif de passer en-dessous des valeurs guides de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) d'ici à 2030, la politique de déplacements de l'Eurométropole vise :

- En 1er lieu à diminuer le nombre de déplacements motorisés, en favorisant chaque mode de déplacement dans sa zone de pertinence.
- En parallèle, à favoriser, pour les déplacements motorisés résiduels le changement de motorisation au profit de motorisations moins émettrices de polluants atmosphérique (circulation différenciée lors des pics de pollution, déploiement des énergies alternatives, renouvellement des flottes de véhicules, zone à faibles émissions….).

Objectif :

- **Respecter les valeurs guides de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) d'ici à 2030**.

Les zones à faibles émissions

Livraisons en centre-ville

La logistique urbaine joue un rôle clé pour l'attractivité commerciale de la Grande-Île de Strasbourg. Soumise à de nombreuses évolutions ces dernières années, et notamment à la multiplication des livraisons en raison de la filière de l'habillement, de la croissance des entreprises de restauration mais aussi de l'e-commerce. Il est nécessaire d'accompagner ces bouleversements pour minimiser l'impact environnemental des livraisons sur ce secteur en cherchant à préserver la qualité de vie, la qualité de l'air et la qualité du patrimoine historique.

Pour cela la Ville de Strasbourg a revu, avec les acteurs de la distribution, au 1er septembre 2018, les règles de distribution des marchandises en mettant également en place une zone à faibles émissions pour les véhicules de livraisons.

Une interdiction d'accès au centre-ville pour certaines catégories de véhicules a été initiée en septembre 2018, pour les véhicules les plus polluants avec au 1er septembre 2019 une interdiction d'accès et de circulation pour les vignettes Crit'air 4 et plus. **À l'horizon 2022** l'**interdiction d'accès** s'étendra aux véhicules de livraison Crit'Air 2 et donc à **l'ensemble des véhicules de livraison circulant au diesel**.

De nombreuses expérimentations sont menées pour offrir de nouveaux modes de transports des marchandises dont la livraison par bateau ou en vélo-cargo.





Déploiement de la Zone à Faibles Emissions

Lors de la délibération du 23 septembre 2019, la Ville de Strasbourg s'est engagée à entamer le déploiement d'une Zone à Faibles Emissions sur son territoire à partir du **1er janvier 2021** dans la continuité de la démarche lancée par l'Eurométropole de Strasbourg.

Si l'effet environnemental de la Zone à Faibles Emissions est significatif et correspond à une attente exprimée par la population, son impact économique pour certaines parties de la population et des acteurs économiques n'en est pas moins indéniable.

Une **forte démarche d'accompagnement** et **d'aide au changement sera mise en place**, tout comme une offre renforcée de solutions de mobilités alternatives.

Le calendrier de déploiement progressif proposé dès maintenant vise à ce que l'ensemble des personnes concernées puisse au mieux arbitrer dans ses choix de mobilité et d'investissement dans d'éventuels nouveaux véhicules ou changements de comportements.
Les modalités d'application seront définies à l'issue d'une phase de concertation du grand public.

Objectif :

- **Sortie du diesel en 2025 dans le cadre de la ZFE sur le territoire de la Ville de Strasbourg.**

Le calendrier de restriction sur le périmètre de la ville de Strasbourg proposé est d'interdire :

- les véhicules non classés au 1er janvier 2021,
- les véhicules Crit'Air 5 au 1er janvier 2022,
- les véhicules Crit'Air 4 au 1er janvier 2023,
- les véhicules Crit'Air 3 au 1er janvier 2024.
- l'objectif final est la sortie des pastilles Crit'Air 2 au 1er janvier 2025 (ce qui équivaut notamment à la sortie de la totalité des véhicules diesel).

Les mesures d'accompagnement envisagées s'articulent autour :

- De la création d'offres tarifaires adaptées aux besoins générés par la ZFE :
  - sur la base d'une étude permettant de recueillir les besoins des usagers,
  - avec une refonte du PassMobilité,
  - et la construction d'offres tarifaires adaptées incluant une réflexion sur la tarification solidaire.
- D'une stratégie de déploiement des vélos à assistance électrique avec :
  - le lancement d'une étude interne sur la stratégie de renfort du parc VAE de Vel'hop,
  - l'étude de la mise en place d'une prime à l'achat VAE.
- D'une stratégie d'offre de conseil en mobilité avec la création de postes de conseillers en mobilité
- D'une stratégie d'accompagnement des professionnels avec :
  - le lancement d'une enquête en collaboration avec les chambres consulaires (CCI et CMA)
  - la sensibilisation des entreprises au projet de ZFE et accompagner les solutions internes d'accompagnement des salariés notamment avec l'outil Optimix.
- D'une réflexion sur les vignettes allemandes et françaises afin de faciliter le quotidien des habitants frontaliers en premier lieu.

Logistique urbaine

Les voies d'eau strasbourgeoises constituent un réseau disponible pour des alternatives au trafic de poids lourds. L'intention est de promouvoir le transport fluvial pour des trafics urbains de courte distance articulés au centre-ville de Strasbourg et au Port Autonome de Strasbourg. L'objectif est d'aboutir à un modèle de la logistique du dernier kilomètre en couplant le transport par bateaux et par véhicules électriques ou vélos cargos.

Deux expérimentations sont menées depuis 2018 en partenariat avec les acteurs de la vie économique locale dans le quartier de la Krutenau et la Grande Île.

- **Une plateforme de transbordement fluvial** a été aménagée sur le quai des pêcheurs. Cette plateforme a permis de tester l'acheminement de matériau par voie fluviale pour un chantier sur les quais. Des clauses de transport fluvial seront intégrées dans tous les marchés de travaux portés situés à proximité de cours d'eau.
- La SPL Deux Rives a également signé un partenariat avec Voies navigables de France (VNF) et le PAS pour renforcer la **logistique fluviale** notamment **dans l'opération de dépollution des sols du secteur Starlette**. Elle introduit également des critères de prise en compte de la qualité de l'air dans les cahiers des charges qu'elle émet en direction des promoteurs.

Cet ensemble d'actions, formalisé dans le cadre de la charte avec VNF, contribue et contribuera à la création d'emplois non délocalisables en termes de logistique (batellerie, manutention…), de maintenance et d'exploitation des bateaux et des voies d'eau. Suite au retour d'expérience des 1ères expérimentations, un objectif de tonnage ambitieux pourra être fixé.



Le stationnement

La politique de stationnement sur l'ensemble de l'espace public ainsi qu'en dehors du centre relève de la compétence de la Ville sauf pour les stationnements en ouvrage. L'objectif de cette politique est de passer d'une approche quantitative du stationnement à une approche qualitative, basée sur les besoins et les usages. Pour cela, le stationnement est hiérarchisé. Les usages de longue durée sont favorisés dans les P+R (parking relais) pour encourager au report modal, les usages de moyenne durée dans les parkings en ouvrage (avec 48 panneaux dynamiques sur Strasbourg) proches des centralités et les usages de courte durée sur voirie.

Stationnement sur voirie

La mise en place de la réforme du stationnement au 1er janvier 2018 a permis de conforter la fonction de chacune des trois zones tarifaires avec un stationnement payant de 9h à 19h. La zone rouge correspondant à l'ellipse insulaire, ne permet qu'un stationnement de courte durée pour favoriser la rotation, limité à 3h mais avec un tarif incitant à ne pas dépasser les 2h. Les zones orange et verte, réparties selon le principe des cercles concentriques autour du centre permettent un stationnement de moyenne durée (au-delà de 3 h en zone verte, les tarifs sont plus élevés).

La recette de stationnement (forfait post-stationnement (FPS) fixé à 17 € lorsque le paiement intervient dans les 72 h, et à 35 € en cas de paiement au-delà) est versée à l'Eurométropole dans le but de favoriser des actions en faveur de la mobilité durable.

Les secteurs zone bleue ont été élargis y compris aux faubourgs (Neudorf, Cronenbourg et Robertsau) pour favoriser la rotation.

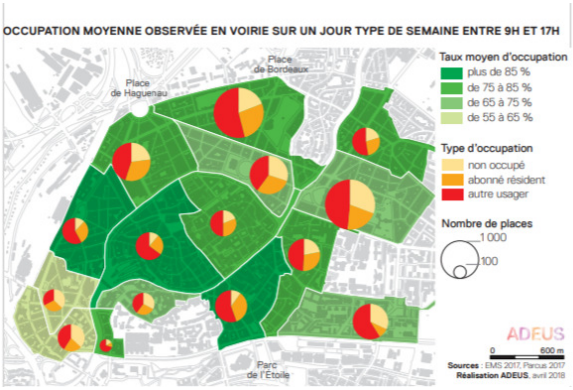
Stationnement résident

Les résidents disposent d'un tarif préférentiel 15€/mois pour se garer dans leur zone pour la voiture principale. L'usage des P+R est encouragé pour l'éventuelle voiture secondaire (depuis 2014, le Pass'mobilité permet un stationnement illimité pour les abonnés à l'exception du Parking Rotonde).

Places de stationnement

Les places de stationnement évoluent avec une création régulière de places dédiées à l'auto-partage et lors de réaménagements de voirie.

Un Observatoire du stationnement a été mis en place depuis 2017 afin de disposer de la synthèse de l'ensemble des données de stationnement pour faire un bilan annuel des chiffres clés. En 2018, un zoom complémentaire a été réalisé sur l'offre de stationnement privé.



L'Eurométropole dispose de la compétence en matière de stationnement des vélos. Elle devra répondre à la demande croissante en places de stationnements cyclistes pour favoriser ce mode de transport doux. Pour ce faire, il est prévu de développer une stratégie globale de déploiement d'arceaux vélos prévus dans le POA du PLUi. Celle-ci apparaît également dans le Plan d'Action pour les Mobilités Actives (PAMA), qui prévoit de multiplier l'offre en stationnement par 5 à 10 en installant 1000 arceaux de vélos par an. En 2019, un stationnement massifié a été mis sur la place de la gare.

Bornes de recharge pour véhicule électrique :

Afin de répondre aux attentes des usagers, d'adapter le réseau aux nouvelles technologies et poursuivre son développement, l'EMS a lancé un Appel à Initiatives privées afin de déployer les bornes de rechargement pour les véhicules électriques. Celui-ci est en cours. L'objectif est aussi de soutenir le déploiement des bornes sur l'espace privé (copropriétés, parkings d'entreprises etc.).

Le parc de véhicules de la collectivité en renouvellement

L'Eurométropole et la Ville de Strasbourg sont engagées dans une démarche de suivi et d'optimisation du parc de véhicules avec une triple certification Qualité, Environnement Sécurité reconduite en 2019. Au-delà de la politique d'acquisition de véhicules plus vertueux, la formation à l'éconduite des agents est menée (8,5%), tout comme l'encouragement au report modal (avec un parc de vélo, vélo cargo, vélo à assistance électrique).

Chiffre clé :
Baisse de 11 % du nombre de véhicules de la collectivité en 10 ans

En complément, une démarche ambitieuse de gestion du parc a été délibérée en décembre 2018, avec indentification du budget dédié. Les priorités affichées sont :

- La réduction du parc et optimisation de l'utilisation des matériels,
- L'acquisition de véhicules les plus respectueux de l'environnement et de la santé pour viser un parc Crit'Air 0 ou 1 à l'horizon 2025
- La réduction de la consommation d'énergies fossiles, utilisation de carburants décarbonés et des énergies renouvelables (électrique, hydrogène ou GNV-bioGNV).

Objectifs:

- **Réduire de 20 % le parc de véhicules de la Ville de Strasbourg d'ici 2025.**
- **Viser un parc Crit'Air 0 ou 1 à l'horizon 2025.**

D'autres actions complètent le dispositif :

- Une réflexion sur l'installation de bornes de recharges
- Une redynamisation des formations d'éco-conduite sera menée avec un objectif 2030 de 100 % des agents-es utilisateurs-trices principaux de véhicules motorisés formés à l'éco-conduite
- Une mutualisation des véhicules circulants peu avec d'autres structures et un recours à l'auto-partage incluant un contrat avec un prestataire pour les employés.

Chiffres clés :

- **Composition du parc de la Ville en 2018 :**

  310 véhicules légers dont 191 utilitaires
  34 camions et poids lourds
  (>3.5 tonnes, camions, engins divers),
  375 vélos et deux-roues
  (dont 60 scooters et motos)
  1 200 petits matériels
  (tondeuses, tronçonneuses, remorques...).
- **Consommation : 276 883 litres de carburant**
- **Emissions de CO_2 : 713 tonnes**

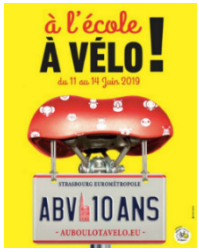
Favoriser les mobilités actives

L'exemplarité en interne

Depuis le lancement de la démarche de plan de déplacement en interne en 1998, la collectivité accompagne ses agents (données disponibles au niveau global Ville et Eurométropole) dans l'évolution de leurs pratiques de mobilité via différentes actions :

- la participation de l'employeur à l'abonnement de transport collectif (trains, bus, tram, vélo, abonnement multimodal Pass Mobilités)
- la facilitation du covoiturage dans le cadre de la plate-forme OPTIMIX et avec un accès privilégié au parking du centre administratif et réduction des places « agents » auto-soliste.
- le développement du télétravail jusqu'à 2 jours par semaine (en 2019 : 580 employés le pratiquent +100/ an depuis la mise en place) avec la mise en place d'un observatoire du télétravail.





Pour promouvoir le changement de comportement, depuis 2008, l'Eurométropole organise annuellement le défi « Au boulot à vélo » en partenariat avec le CADR 67 pour ses agents et tous les travailleurs du territoire. Grâce à une animation renouvelée chaque année, la participation des agents est renforcée pour atteindre en 2019 pour la 10ème édition : 150 000 km parcourus. Pour 2020, la période proposée va évoluer (en automne, hiver) pour encourager la pratique du vélo par tout temps.

Pour les **déplacements professionnels**, la collectivité met à disposition un pool de véhicules, vélos et vélos cargo avec assistance électrique et les déplacements longue distance s'effectuent prioritairement en train.

Dans le cadre de l'exemplarité de la collectivité, les efforts doivent être poursuivis pour les déplacements domicile-travail avec une mise à jour de l'enquête sur les parts modales.

Objectif :

- **fixer la part de déplacements professionnels réalisés à pied, à vélo, en transports en commun ou avec tout autre mode de déplacement doux à 75 %**

A l'école en mobilité active

- Des démarches d'éco-mobilité sont engagées afin d'encourager les déplacements doux sur les trajets domicile-école :
- Le challenge à l'école à vélo est proposé avec une participation en 2019 de 10 écoles strasbourgeoises.
- Des sessions vélo écoles sont assurées notamment par le CADR 67 qui permet de former près de 200 élèves chaque année avec des cycles d'apprentissages.
- Le SIRAC propose des formations permis vélo aux élèves de CM1 et CM2 (800 élèves en 2018).
- Un travail auprès d'écoles primaires pour sécuriser l'accès, améliorer la qualité de l'air aux abords en réduisant le trafic, conforter l'usage des modes actifs et penser l'espace public pour un usage au maximum autonome de l'enfant. Une expérimentation en 2018-2019 a été menée à l'école élémentaire Camille Hirtz à Cronenbourg, portée avec l'association de parents d'élèves et qui visait à restreindre l'accès aux voitures dans le périmètre situé à proximité de l'école. Un essaimage dans d'autres écoles devrait voir le jour en 2020-2021.

Un travail d'encouragement spécifique doit être mené pour favoriser les déplacements vers l'école en mode actif.

- Dans le cadre de la feuille de route pour des établissements scolaires durables, un objectif d'une mobilisation de l'ensemble des écoles à une démarche de mobilité active. Avec dès à présent
- Un axe fort sur le challenge à l'école à vélo
- Le soutien à des projets tel celui retenu dans le cadre du 1er budget participatif avec l'acquisition de trois vélos bus de type "S'Cool Bus" pour développer le ramassage scolaire décarboné et des sorties scolaires en mode actif.

Le plan d'action des mobilités actives (PAMA)

Le potentiel de développement des mobilités actives est important : 500 000 déplacements de moins de 5 km sont encore réalisés en voiture, tous les jours, dans l'Eurométropole de Strasbourg. Cette distance est pourtant la plus favorable aux modes de déplacement actifs.

Strasbourg, par des choix politiques dans le domaine de la mobilité, a désormais une tradition cycliste qui la distingue nettement des autres grandes villes françaises. En facilitant le déplacement des cyclistes, la capitale alsacienne défend une vision globale de la mobilité urbaine, visant à encourager l'abandon de la voiture au cœur de la ville et dans les quartiers, au profit d'un ensemble d'autres modes de déplacement actifs. Cette démarche s'intègre dans une politique volontariste dans les domaines des déplacements urbains, de la santé, de la pratique sportive ainsi que du développement durable.

La promotion de la marche, du vélo et des nouveaux modes actifs contribue directement à améliorer la qualité de l'air, à réduire la consommation des énergies fossiles et ainsi les émissions de gaz à effet de serre ainsi qu'à diminuer les nuisances sonores.

La Ville de Strasbourg accompagne la déclinaison de ces actions métropolitaines sur son territoire avec un attachement très fort pour le développement de la piétonnisation et de la pratique cyclable dans la ville. En effet, il s'agit de mettre en œuvre les conditions d'une « ville des proximités », tout en réalisant aussi « la ville des courtes distances », celle qui propose une mobilité durable (à pieds, à vélo, en transports collectifs) et limite la dépendance à l'automobile pour contribuer ainsi à réduire son impact. La notion de « ville des proximités » vise aussi à assurer une équité urbaine sur l'ensemble du territoire strasbourgeois, afin notamment de diminuer les différences de traitement entre le centre-ville et les quartiers.

Concernant la pratique cyclable, outre l'élaboration d'un réseau cyclable structurant à l'échelle de l'Eurométropole (Vélostras), Strasbourg veille à l'adaptation des services de Vel'Hop évoluant aux nouveaux besoins de la ville avec par exemple la promotion des vélos cargos. Ces actions lui ont permis d'être récompensée au niveau national et mondial : en 2018 Strasbourg est la ville préférée des cyclistes selon une étude publiée par la Fédération des usagers de la bicyclette et, en 2017, la 4ème ville vélo au niveau mondial, selon le cabinet danois Copenhagenize. Rien que sur la route de Vienne, le compteur dénombre plus de deux millions de passages à vélo par an, un flux classé troisième à l'échelle européenne en 2017. L'objectif de la collectivité est d'augmenter la part de vélos sur les déplacements de plus de 3 km via la facilitation du déploiement des vélos à assistance électrique.

Pour favoriser la pratique de la marche à pied, la Ville vise à déployer à 100 % son réseau de magistrale piétonne d'ici 2030. L'aménagement de ces réseaux sera accompagné d'une stratégie de modération de la vitesse.

Objectif :

- **déploiement à 100% de la magistrale piétonne d'ici 2030**

Le plan piéton de la Ville de Strasbourg, adopté en 2012, définit un réseau magistral piéton reliant les centralités de quartiers distantes de moins de 2 km. Un itinéraire test a été réalisé, reliant la gare centrale à la place du marché à Neudorf, avec des aménagements et un jalonnement spécifique. Ce plan fixe par ailleurs l'objectif de 50 % de l'espace public (hors surface dédiée aux transports en commun) dédié aux modes actifs lors de tout réaménagement de voirie ; objectif repris dans le Programme d'Orientation et d'Aménagement (POA) déplacement du PLUi.

Objectif 12 : vers une consommation responsable

L'exemplarité dans la commande publique

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg passent des marchés publics pour acheter des fournitures, des services et des travaux répondant à leurs besoins. Actes économiques, ces contrats peuvent également être utilisés pour favoriser le retour à l'emploi des personnes qui en sont éloignées et intégrer des clauses environnementales à la hauteur des enjeux climatiques.

Le SPASER

La réduction de l'empreinte carbone dans le cadre des commandes publiques est devenu un critère incontournable ; un engagement reconnu par le 2ème prix du trophée de la commande publique en 2012.

Un Schéma des achats socialement et écologiquement responsables (SPASER) a été mis en place en 2018 pour l'Eurométropole, mais aussi pour la Ville (non obligatoire) afin de garantir l'utilisation de l'achat public comme levier de mise en œuvre des politiques publiques. Le plan national d'actions pour les achats publics durables prévoit notamment qu'à partir de 2020 : 30 % des marchés publics doivent avoir une disposition environnementale et 25 % des marchés publics doivent avoir une disposition sociale.

La Ville de Strasbourg a co-construit son SPASER avec la chambre régionale de l'Economie sociale et solidaire (CRESS), le Collectif pour la Promotion du Commerce Equitable en Alsace (Colecosol) et l'ADEME.

Chiffre clés :
75 % (données Ville et Eurométropole) des commandes publiques contiennent d'ores et déjà des clauses sociales et/ou environnementales.

Les 4 axes du SPASER sont les suivants :

- Gouvernance et communication
- L'achat public socialement responsable
- L'achat public éco-responsable et protecteur de la santé
- L'achat public équitable

Gouvernance et communication

Afin de sensibiliser à l'achat responsable, le service des Achats et de la Commande Publique dispose d'un réseau de correspondants dans les directions thématiques pour relayer des informations aux acheteurs.
Dans l'objectif de mutualiser les commandes, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg ont constitué, avec de très nombreuses structures partenaires environnantes, un groupement de commandes permanent.
La mise en place du nouveau système d'information des marchés publics permettra notamment d'automatiser la production et la mise à jour d'indicateurs de suivi des marchés. Après une 1ère exploitation, les objectifs seront fixés afin de poursuivre et renforcer la dynamique engagée

L'achat public socialement responsable

Les deux outils mobilisés sont la clause d'insertion sociale et le critère de performance d'insertion sociale qui conditionne l'attribution d'un marché public. Les marchés de la Ville ont permis la réalisation en 2018 de 182 941 heures par du personnel en insertions professionnelle.

Le Relais Chantiers, facilitateur de la Ville, de l'Eurométropole et d'autres acheteurs publics, accompagne d'une part les collectivités en amont de la consultation pour adapter les clauses à l'objet du marché et d'autre part les entreprises dans la mise en œuvre du marché.

L'ensemble des marchés de la Ville et de l'Eurométropole porteurs d'une dimension sociale ont été rendu lisibles par un label "emploi +"

Les marchés d'insertion et la part des marchés publics réservés à des entreprises adaptées ou à des établissements et services d'aide par le travail (ESAT) sont encouragés dans le cadre du SPASER.





L'achat public éco-responsable et protecteur de la santé

Les marchés publics, grâce aux clauses qu'ils contiennent, contribuent au déploiement de démarches protectrices de l'environnement et de la santé. Plusieurs dispositifs emblématiques sont actuellement en cours de mise en œuvre : L'achat de mobilier en réemploi / Les marchés de restauration scolaire / Le réaménagement des quais sud de l'Ill (cf. partenariat VNF)

L'achat public équitable

L'achat équitable vise à promouvoir le développement de filières mobilisant le moins d'intermédiaires possible entre le producteur et le consommateur. Strasbourg a obtenu le label "Territoires de Commerce Equitable" décerné par le Colecosol (ou "Collectif pour la Promotion du Commerce Equitable en Alsace").

Alimentation et marchés publics de la ville

La Ville de Strasbourg souhaite promouvoir une restauration responsable et citoyenne. Elle vise ainsi à adapter ses marchés publics tant pour la restauration scolaire, les accueils de loisirs maternels et les établissements de la petite enfance, que pour la restauration collective des agents et les différents évènements organisés chaque année assortis d'un service traiteur.



Le marché public des cantines scolaires

Depuis 2009, le contenu de l'assiette fait l'objet d'une forte exigence dans un triple objectif de santé publique, de démarche éducative et de conscience environnementale. La Ville veille tout autant au respect de l'équilibre nutritionnel, qu'à la variété des menus, la qualité et l'origine des produits proposés conformément à la réglementation en vigueur.

A ce jour, plus de 18 000 enfants sont inscrits au service de cantine scolaire et ce sont en moyenne près de 12 500 repas qui sont servis chaque jour aux enfants des écoles élémentaires et maternelles de la Ville. La Ville propose un service de restauration sur 62 sites (46 cantines municipales et 16 partenariats externes).

La Ville de Strasbourg a adopté une **tarification solidaire** qui repose sur la prise en compte des ressources et de la composition familiale des ménages pour appliquer un tarif adapté à sa situation (grille composée de dix tarifs).

Le marché de la restauration scolaire a été réattribué pour la période 2017-2021. Pour cela une démarche participative a été engagée, afin de tenir compte des contributions des élus, des parents d'élèves et des services.

Les éléments cadre de ce marché concernent :

Le renforcement de la qualité des produits proposés

- La qualité des produits est renforcée par la mise en avant de produits de saison, labellisés (label rouge, AOC, AOP..), issus de filières engagées dans le bien-être animal ou provenant du commerce équitable.
- La part de composantes apparaissant dans les menus issues de l'Agriculture Biologique s'élève à 30 % toutes familles de produits confondues, essentiellement issus de circuits contribuant au développement d'une agriculture nourricière de proximité (légumes, fruits, laitages, pains, céréales, viandes, œufs, etc.). En valeur achats, la part de ces produits bio est d'ores et déjà proche des 20% requis par la nouvelle loi EGALIM, applicable en 2022.

Chiffres clés :

- **en 2018, 208 t de produits Bio dont 116 t de produits bio alsaciens (56%)**

La limitation de l'exposition aux perturbateurs endocriniens

La Ville s'est engagée dans une politique de réduction de l'exposition aux perturbateurs endocriniens (signature de la Charte Villes et Territoires sans perturbateurs endocriniens en 2018).

- Le marché indique une généralisation progressive de l'usage de contenants réutilisables inertes en inox pour le conditionnement des repas livrés, avec comme objectif à minima de couvrir 50 % des effectifs journaliers en 2019 (objectif atteint en septembre 2019), et une généralisation du dispositif en 2021 sur l'ensemble des restaurants scolaires.
- Un avenant a été mis en place en 2019, permettant de réduire, voire de supprimer progressivement certains additifs tels les Glutamates et leurs marqueurs associés (E621 à E625), les E471 (Mono-et diglycérides d'acides gras) et E150d (Caramel au sulfite d'ammonium). Ces mesures s'appliqueront pour certains produits dès le 1er mars 2020 et s'élargira à l'ensemble des produits proposés en restauration au plus tard le 1er février 2021.

La réduction, le traitement et la valorisation des déchets

Afin de réduire les déchets, plusieurs axes de travail ont été proposés :

- une réduction du nombre de composantes du repas de 5 à 4 (entrée, plat protidique, garniture et dessert ou plat protidique, garniture, fromage et dessert) ;
- l'adaptation des quantités de pain livré tenant compte de la composition des menus ;
- une simplification des recettes pour une meilleure acceptabilité des préparations par les jeunes convives ;
- l'instauration du système de réservation des repas en ligne pour les familles, permettant de mieux anticiper la production en amont et la livraison des repas (près de 300 repas jetés en moins par jour)
- la mise en place d'actions éducatives pour sensibiliser les enfants à la nutrition, au goût et à la lutte contre le gaspillage alimentaire
- le tri des déchets dans les cantines impliquant les enfants et la valorisation des bio-déchets avec la mise en place d'un marché spécifique en 2018.

La limitation de l'impact carbone :

Différentes dispositions permettent de réduire l'impact carbone des repas :

- Une formule végétarienne avec un tarif réduit de 0,30 €/repas
- Depuis septembre 2019, un repas végétarien pour tous les convives proposé au minimum une fois par semaine, en lien avec les nouvelles exigences de la loi EGALIM.
- Un « repas bon pour ta planète » (menu sans viande et sans poisson) est proposé une fois par mois, mettant à l'honneur des produits de saison, issus de l'agriculture biologique, de circuits courts et de proximité.

En complément des actions inscrites dans le marché pour les deux années à venir, un suivi sur le terrain est proposé pour quantifier l'impact des actions engagées et identifier les pistes d'amélioration notamment en ce qui concerne la lutte contre le gaspillage alimentaire et la réduction des déchets.

Chiffre clés : Le gaspillage alimentaire dans les cantines scolaires en 2017 en France 168 grammes par repas en moyennes[40]

Objectif :

- **Réduction des déchets de 20% d'ici 2025 dans le cadre de la restauration scolaire.**

Un objectif de réduction des déchets **de 20% des déchets d'ici 2025** pourrait se décliner :

- En amont sur la préparation des repas et des modes de conditionnement.
- Les non consommés par les enfants avec des enquêtes terrain pour comprendre l'origine en associant le personnel avec des pesées régulières permettant d'objectiver l'évolution.

La Ville se fixe comme objectif de s'engager dans les préconisations de la Loi Egalim :

- En **mettant** à l'honneur à minima 20% de produits issus de l'agriculture biologique (en valeur achats), en contribuant au développement d'une agriculture nourricière de proximité et de qualité.
- En garantissant la **qualité dans les assiettes** en ayant recours à des matières premières bénéficiant de signes d'indentification de la qualité et de l'origine, tels produits les labels rouge, les AOC les IGP,…
- En **privilégiant le recours à des produits frais et les produits cuisinés « maison »** pour redonner du sens au gout et à la valeur des produits.

Restauration administrative

Le marché de la restauration collective d'entreprise a été renouvelé en 2018 pour le restaurant administratif (1500 repas/jour).

De nombreux engagements environnementaux sont inclus dans le cahier des charges (à récupérer).

Un repas génère 65 g de déchets par repas *(déchets de cuisine + retour assiette+ non consommé du self*), très inférieur à la moyenne de restauration collective d'entreprise 126g (source : https://www.ademe.fr/gaspillage-alimentaire-restauration-collective)

Un objectif de **baisse de 8% est affiché** avec un engagement du prestataire.

[40] (https://cantines.org/cantines-responsables/cantines-anti-gaspi/).

Réduire l'impact environnemental des activités de la ville

Service imprimerie

Le service imprimerie de la Ville et Eurométropole de Strasbourg est engagé dans une triple démarche de certification ISO 9001- ISO 14001 et OHSAS 18001. Les certifications PEFC et FSC garantissent la provenance du papier et la bonne gestion des forêts ainsi que le label Imprim'vert.

Une évaluation du bilan carbone du service imprimerie est réalisée chaque année avec une réduction de 31% entre 2014 et 2018.

Une recherche de réduction de la quantité de papier utilisée est également menée avec un travail d'optimisation de format d'impression et par ailleurs une sensibilisation des agents pour limiter les impressions (campagne d'affichage, information du coût carbone d'une demande de reprographie).

Objectifs :

- **Un audit Sécurité - Environnement par mois avec un taux > 95 % satisfaisant.**
- **Utilisation de papiers issus d'une filière environnementale > 95%.**
- **Une analyse environnementale du service imprimerie réalisée tous les 3 ans.**

Obtention du 1er prix dans la catégorie Villes et Métropoles au baromètre PAP50 du WWF en 2018.

Les Baromètres PAP50 visent à évaluer la politique papier des grandes entreprises implantées en France ou collectivités et institutions publiques, dans le but d'améliorer leurs performances environnementales. Sont analysés :

- Les consommations de papier.
- La responsabilité environnementale du papier.
- Le tri et la collecte sélective des papiers usagés.
- Les engagements d'amélioration de la politique.

Promotion du changement de comportement par et pour les agents et usagers

Une part important de l'impact climatique étant liée aux usages du parc bâti (au-delà de l'enveloppe et des équipements structurels), une stratégie de sensibilisation à un comportement éco-responsable et de promotion de la sobriété auprès des différents usagers du patrimoine et des équipements publics doit être élaborée et déployée avec les différents acteurs associés.

Pour les agents de la Ville et de l'Eurométropole, plusieurs démarches sont engagées :

- le **concours de l'innovation,** vise à inciter chaque agent-e à faire connaître ses idées afin d'améliorer ses missions au quotidien ainsi que les services rendus aux usagers-ères. Il est centré en 2019 sur la lutte contre le changement climatique.
  21 projets ont été déposés mobilisant plus de 100 agents avec une sélection réalisée fin 2019. Les projets lauréats seront accompagnés sur les aspects "faisabilité" et "prototypage" voire "expérimentation" par le laboratoire d'innovation publique en mars 2020.

Concours interne de l'innovation 2019

Pour le vote des agents-es :

- 3e prix : "Plateforme de covoiturage"
- 2e prix : "Journée de solidarité consacrée à la nature". Le jury a décidé d'attribuer une mention particulière à ce projet.
- 1er prix :"Je cherche, je trouve, plateforme de dons ou de prêt de matériels"

Les projets primés par le jury

- 3e prix : "Le bois fait ses classes"
- 2e prix : "Jamais sans ma serviette en tissu"
- 1er prix : "Les nuits étoilées"



- **dans le cadre de la démarche Cit'ergie** :
  - Une offre de formation ciblée à l'attention des technicien-ne-s pour intégrer pleinement la dimension « énergie / climat » dans leurs pratiques professionnelles est en cours d'élaboration et sera finalisée pour le 1er trimestre 2020.
  - Des sessions de sensibilisation, d'information seront élaborées à destination des agents (1er programme en cours d'élaboration dans le cadre du projet Interreg ATMO Vision, piloté par ATMO Grand Est),
  - Au-delà, la sensibilisation auprès des usagers des équipements publics (sportifs, culturels, …) sera renforcée grâce à des actions de communication sur la maîtrise de l'énergie, en lien avec les directions thématiques. Celles-ci pourront être issues de réflexions sur l'utilisation de « nudges » comme outils de communication positive incitative.
  - En complément, un travail de sensibilisation à destination des élu-e-s devra leur permettre de s'approprier les enjeux et les objectifs énergétiques globaux et territoriaux, notamment ceux du plan climat et du schéma directeur des énergies.

- **l'adaptation des équipements informatiques,** les besoins électriques spécifiques s'accroissant considérablement, du fait du stockage de données et d'équipements de plus en plus nombreux et énergivores.

- enfin, le recours à des démarches telles que le ***concours CUBE* 2020** doit être encouragé, comme outil contribuant à répondre aux objectifs de 30% d'économies d'énergie en 2030.

STRASBOURG, ville nourricière tournée vers une agriculture durable

Prenant appui sur un capital foncier partiellement dédié à l'agriculture (37% pour l'EMS - 12554 ha de SAU sur 33 761 ha) et 305 exploitations, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg ont engagé depuis 2010, en partenariat avec la Chambre d'agriculture et l'Organisation professionnelle de l'Agriculture Biologique en Alsace (OPABA), devenue Bio Grand Est, une réflexion stratégique portant sur le **développement d'une agriculture locale, innovante et durable**. Cette démarche associe fonction écologique (protection de la nappe phréatique et préservation de la biodiversité), économique (valorisation de la production locale dans le respect des intérêts économique de la profession) et sociale (large accessibilité).

L'objectif de la collectivité est d'orienter l'agriculture périurbaine vers une production nourricière, respectueuse de l'environnement et adaptée au changement climatique et de la distribuer directement par le biais des circuits courts (marchés, paniers, points de vent collectif).

Cette stratégie a été qualifiée en 2017 par le Ministère de l'Agriculture, l'alimentation et de la forêt de projet Alimentaire Territorial.

La préservation des espaces agricoles et le maintien des entreprises agricoles

Les zones agricoles à pérenniser ont été définies dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, ce qui permet une approche plus économe du foncier et de préserver les espaces agricoles et naturels en rendant pérenne la fonction agricole. La stratégie vise également à conjuguer la problématique de transmission des entreprises avec celle de l'installation de jeunes hors cadre familial.

Le développement d'une agriculture diversifiée et respectueuse de l'environnement

Sur la base de diagnostics individuels réalisés en 2011 par la CCA et l'OBAPA (150 sur l'EMS), une détection de divers projets de diversification et de conversion à l'AB a été menée. Ce qui a permis de passer de 53 ha à 264 ha (2018) de surface agricole utile en AB sur le territoire de l'Eurométropole avec un nombre d'exploitations de 7 à 19.

Chiffre clés :

La ville de Strasbourg compte 444 ha de SAU (5,7% de la surface de la ville) dont 38 ha en AB (8,6%)

EMS : 12554 de SAU dont 264 ha en AB (2,1% - 17 exploitants AB). 83% de la SAU totale classée en A ou N inconstructible.

En matière de conversion à l'agriculture biologique, la Ville de Strasbourg affiche la volonté d'atteindre les **objectifs nationaux fixés à court terme (10% de la SAU en 2020 et 15% en 2022)** et d'accélérer la conversion pour dès **2030 avoir 30% de SAU convertie en AB ou HVE (**haute valeur environnementale).

Les installations de jeunes agriculteurs sont soutenues comme ces 3 jeunes maraîchers installés en secteur urbain représentant 17,5 ha répartis sur le secteur de la Meinau et de la Robertsau. Le soutien concerne également le développement d'autres modèles de fermes urbaines permettant de valoriser des sous-sols urbain inutilisés et produire localement.

Un appel à Manifestation d'intérêt a été lancé fin 2018 afin d'accompagner l'implantation d'une activité agricole ou agro-alimentaire hors sol sous abri chauffé par la chaleur de récupération de la centrale biomasse du Port autonome de Strasbourg avec la mise à disposition d'un terrain de 1,3ha.

Pour encourager la conversion une évaluation du potentiel de création de la filière blé, farine, pain bio permettant d'alimenter les cantines scolaires a été réalisée en 2018 dans le cadre du projet alimentaire Territorial de la ville.

La gestion des terres de la collectivité

La collectivité vise l'exemplarité sur les terres dont elle est propriétaire. L'objectif est de mettre en place des baux ruraux à clause environnementales, de façon systématique lors de l'attribution de terres libres et de transformer et pérenniser les contrats de location en baux ruraux à clauses environnementales – BRCE (diversification des productions, respect de l'environnement, conversion à l'agriculture biologique). De par le code rural, la modification des baux ne peut être réalisée majoritairement que par l'adhésion des locataires des parcelles au projet d'agriculture locale durable. Le travail d'accompagnement engagé depuis 2010, qui a permis d'arriver à 18 BRCE doit être renforcé. Un plan d'action sera établi pour identifier la situation de chaque bail et la démarche associée pour tenter de tendre au plus vite vers l'objectif recherché de 100% des baux disposant de clauses environnementales.

Chiffre clés :

123 ha de baux ruraux (18 contrats) - VDS et EMS.

Objectif :

- **Tendre au plus vite vers 100% des baux disposant de clauses environnementales.**

Eco-pâturage

Dans une approche visant la gestion extensive des espaces de nature, la Ville a étudié en 2018 le potentiel foncier et la faisabilité de développer de l'éco-pâturage sur les terrains de la Ville et de l'Eurométropole, en lien avec les services gestionnaires et des acteurs extérieurs (prestataires, agriculteurs, associations).Cette étude fait suite à des deux premières expérimentations menées sur les terrains situés en bordure de la réserve naturelle de la Robertsau (20 ha de pâture Highland Cattle depuis 2011), au Rohrschollen (11 ha de pâture ovins). Suivies par un 3ème exploitant ayant mis en place un pâturage ovin Quai des Joncs et au Pourtalès (23 ha convertis à AB).

Objectif :

- **Développer l'éco-pâturage sur 50 % des terrains compatibles environnementales**

Certains acteurs locaux ont par ailleurs également investi cette pratique avec le pâturage d'ovins sur des terrains appartenant à la maison de retraite Emmaüs Diaconesses et plus récemment pour des terrains appartenant à la SNCF au niveau de la place de Haguenau.



Évolution des pratiques agricoles pour limiter l'impact sur la QA

Une action de l'appel à projet « Villes Respirables en 5 ans » (Ville et Eurométropole lauréates de cet appel à projet national) visait à améliorer les pratiques agricoles pour réduire la part de pollution d'origine agricole, notamment liée aux émissions d'ammoniac. Après une phase de diagnostic, l'accompagnement à la modification des pratiques va être déployé les années à venir. Le travail ciblé dans un 1er temps sur l'ammoniac sera élargi dès 2020 aux produits phytosanitaires dès finalisation des outils développés dans le cadre du projet Repp'air « Réduction des Produits Phytosanitaires dans l'air ».

Agriculture, changement climatique et stockage carbone

Soumises à une forte pression anthropique, les terres agricoles sont par nature moins résistantes à des aléas climatiques extrêmes que les écosystèmes complexes.

La stratégie de la Ville de Strasbourg vise à :

- Encourager la diversification de l'agriculture vers l'agro-écologie.
- Conserver ou rétablir des zones d'expansion des crues comme les prairies inondables.

La sécheresse est particulièrement problématique pour le développement des plantes notamment si elle surgit au moment de la phase de croissance causant des effondrements dans les rendements. Les changements climatiques attendus pourront être à l'origine de modifications des cycles biologiques. Pour rendre les cultures plus résilientes à long terme, la seule solution est d'encourager la diversification de l'agriculture et de promouvoir le concept de l'agro-écologie, agriculture de conservation des sols.

Un séminaire a été organisé le 23 octobre 2019 à Strasbourg en présence de deux spécialistes français de l'agro-écologie Konrad Schreiber et Alain Canet à destination des acteurs du territoire.

Le succès de cette journée permet d'envisager des groupes de travail et d'actions opérationnelles telles que :

- Renforcer de la coopération engagée depuis 2010 avec la Chambre d'Agriculture d'Alsace, en ciblant davantage de moyens sur l'accompagnement d'agriculteurs souhaitant s'engager dans cette voie ;
- Favoriser les démarches expérimentales en mettant à disposition des parcelles en particulier à destination des jeunes agriculteurs ;
- Etudier des systèmes de soutien à l'investissement via des fonds régionaux par exemple ;
- Proposer et soutenir des sujets de recherches académiques et opérationnelles sur ces thématiques.

Le développement des circuits courts alimentaires de proximité

Favoriser l'offre

L'objectif est de rapprocher les producteurs et consommateurs, réduire les distances d'approvisionnement autant que les intermédiaires, d'améliorer les revenus des producteurs autant que le bilan carbone en dynamisant le tissu existant, visant la cohérence dans le maillage territorial et l'accès du plus grand nombre à des produits locaux de qualité et de saison.

Une soixantaine de producteurs locaux alimente la cinquantaine de marchés hebdomadaires ainsi que le réseau de sites de distribution des paniers fermiers. La collectivité propose une carte interactive pour localiser les points de vente des circuits courts.

Une charte des producteurs des marchés de la ville a été élaborée avec une signalétique pour les producteurs adhérents.



Un magasin collectif de vente directe a vu le jour en 2014 sur le site de l'Ancienne Douane à Strasbourg. Il représente une vitrine urbaine de l'agriculture locale dans 550 m² dont 250 m² de surface de vente pour des produits locaux et de saison (viandes et charcuteries, volailles et foies gras, fruits et légumes, produits laitiers, vins et alcools, miels…).

La Manufacture des Tabacs regroupera des lieux de formation, de recherche et d'expérimentation, de l'activité économique innovante et créative portée par des start-ups, de l'animation urbaine et de la vie de quartier (progressivement à partir de 2020). Une épicerie et un magasin de production portés par la coopérative LAB (Lieu de l'agriculture biologique) seront intégrés.

Encourager la demande

Des actions de communications sont menées afin de rapprocher les agriculteurs et les citadins en suscitant des habitudes de consommation favorables aux produits locaux et de saison avec l'implantation d'une ferme en ville place Kléber ou le tour des fermes.

La démarche engagée dans le cadre du marché de la restauration scolaire de la Ville de Strasbourg avec 250 t de produits bio utilisés dont à minima 50% avec une provenance locale encourage la production locale.

L'accompagnement des acteurs économiques

L'activité économique a des effets considérables sur le changement climatique. Pour réduire l'impact environnemental des entreprises et développer des bonnes pratiques, il s'agira de rendre les entreprises existantes plus durables et d'inciter à la création d'entreprises responsables face aux changements climatiques. En outre, la responsabilité sociale des entreprises doit être promue. Ces objectifs de durabilité s'inscrivent dans la stratégie « Strasbourg éco 2030 » élaborée par l'Eurométropole qui a la compétence développement économique en lien avec les enjeux de l'économie circulaire. Strasbourg s'associe à des stratégies en favorisant leur déploiement sur la ville (Strasbourg « capitale européenne de l'ESS économie sociale et solidaire en 2019, Fabrique du numérique « Shadok » sur l'axe Danube-Deux-rives, KaléidosCOOP, cluster d'innovation sociale qui s'implantera à l'horizon 2020 sur le site COOP au Port du Rhin…).

Strasbourg, territoire d'économie sociale et solidaire

Strasbourg est un territoire d'innovation environnementale dans plusieurs filières économiques portées par des acteurs de l'économie sociale et solidaire, avec un fort partenariat avec les collectivités et la plupart du temps des retombées en termes d'insertion socio professionnelle :

- Le réemploi et recyclage des déchets d'équipements électriques et électroniques : c'est à Strasbourg qu'est née l'association Envie en 1984
- L'autopartage, c'est à Strasbourg qu'est né en 1999 le premier projet viable d'autopartage devenu aujourd'hui le groupe CITIZ
- Le réemploi/recyclage du mobilier : c'est à Strasbourg que la filière a été expérimentée en 2011
- Un service d'intérêt économique général (SIEG). C'est à Strasbourg qu'a été mis sur pied en 2016 un SIEG consacré aux activités de collecte, réemploi et recyclage notamment des Textile Linge et Chaussures.

Ces dernières années de nouvelles filières sont venues compléter les filières historiques du « bric à brac », Textiles, Linge et Chaussures (TLC), de l'alimentation et des Déchets d'Equipements Electrique et Electronique (DEEE), avec par exemple la récupération du matériel informatique et des TIC, la mise en place de la banque de l'objet pour le réemploi des invendus non alimentaires et les mobiliers des entreprises ayant un potentiel de ré usage pour les remettre sur le circuit au bénéfice notamment des associations….

Ces filières doivent être plus fortement diversifiées et développées (ex secteurs des loisirs/sport…) et utilisées par l'ensemble des détenteurs d'objets réemployables. Par ailleurs, un fort encouragement doit être lancé auprès de tous les acheteurs afin qu'ils acquièrent du matériel de seconde main.

La Ville et l'Eurométropole s'engagent dans différentes filières cibles de forte consommation pour lesquelles des solutions notamment locales sont identifiées et ou pourraient faire l'objet de création :

- Les textiles Linge et chaussures : plus de 300 conteneurs ont été déployés sur l'espace public
- L'électroménager : valorisation et expérimentation d'achat en réemploi et mobilisation de la réparation
- L'alimentation notamment dans ses marchés publics : lutte contre le gaspillage et achats respectueux de la santé
- Le mobilier : encouragement du don et également expérimentation d'une démarche d'acquisition en réemploi
- Le matériel de santé : meilleure communication de l'offre sur le territoire
- La mobilité douce encourager l'accès aux cycles pour tous notamment au travers la valorisation des épaves de vélo, …

La démarche de la Ville et l'Eurométropole vise ainsi à accompagner le développement d'une offre sur le territoire ajustée à tous les budgets, favorisant le ré-usage et ainsi luttant contre la production de déchets. Le levier de la commande publique via le SPASER a permis d'enclencher cette dynamique, elle visera à être suivie (établissement d'indicateurs dédiés) et renforcée.

Strasbourg capitale européenne de l'ESS

En janvier 2019, Strasbourg s'est vue décerner le titre de « capitale européenne de l'ESS ». Ce titre vient couronner plus de 5 années de travail avec l'ensemble des partenaires au niveau local, national et européen afin de changer les pratiques, transformer le territoire et construire ensemble de nouvelles solutions économiques, sociales et environnementales avec les acteurs de l'ESS, les habitants et les institutions.

La Ville de Strasbourg organise chaque année l'évènement « Strasbourg, capitale de Noël » qui se déroule du dernier vendredi de novembre au 30 décembre. Parmi les actions déployées pour réduire l'impact environnemental figurent l'utilisation de gobelets consignés et l'organisation du « Marché Off ».



Pour un nouveau modèle économique du territoire : l'économie circulaire

En Europe, jusqu'à 2/3 de l'empreinte carbone des biens et des services sont générés en phases d'approvisionnement, de transport et de transformation des ressources (matières, eau, énergie). C'est pourquoi, la stratégie territoriale de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), voire de neutralité carbone à long terme, ne peut être envisagée sans remettre en question le modèle économique linéaire (extraire > fabriquer > consommer > jeter) aujourd'hui encore largement dominant. Il devrait progressivement laisser place à l'économie circulaire qui s'appuie sur une logique d'utilisation des ressources « en cascade » permettant de générer plusieurs boucles de valeurs à partir des mêmes matières initiales dans une perspective nouvelle où les ressources jetables n'existeraient plus. L'économie circulaire propose des trajectoires de développement économique à la fois sobres en ressources et bas carbone, tout en veillant à produire des impacts sociaux positifs.

L'écosystème de l'Economie sociale et solidaire, pionnière historique de l'économie circulaire, a beaucoup contribué à la dynamique de la démarche qui a fédéré autour d'elle les acteurs comme Emmaüs, Envie, Régie des Ecrivains, Humanis, Carijou, Banque de l'Objet, Bretz'Selle avec le projet Sikle, Zéro Déchet Strasbourg, …

Une feuille de route économie circulaire (FREC) a été délibérée en décembre 2019 au niveau métropolitain. Elle est à la fois un plan stratégique et un projet transversal qui traduisent l'ambition de la métropole d'accompagner les acteurs économiques du territoire dans la transformation de leurs modèles.

Les orientations de cette feuille de route sont structurées autour **de 5 axes** :

L'introduction de l'économie circulaire dans les politiques publiques et dans le fonctionnement de la collectivité à tous les niveaux (commande publique, urbanisme construction…) ;

Faire mieux avec moins ! : Cet axe est consacré aux actions et projets structurants qui contribuent à l'utilisation plus efficiente des ressources à l'échelle du territoire. Il prévoie, en particulier, des actions en matière de réemploi, de réutilisation et de recyclage des matériaux du BTP, le développement des boucles locales d'économie circulaire et l'appui aux nouvelles filières économiques.

Ensemble on va plus loin : Cet axe traite de l'accompagnement des acteurs économiques du territoire dans la transformation de leurs modèles d'affaires pour tendre vers une meilleure économie de ressources (matière, eau, énergie). Il s'agit à la fois de mettre en place de nouveaux dispositifs d'accompagnement (opérations collectives, appels à projets, trophées …) à destination des acteurs économiques, mais aussi de faciliter l'émergence de nouveaux acteurs, services et projets innovants accélérant cette évolution.

L'économie circulaire, ça coule de source ! Cet axe vise le développement et la diffusion d'une culture commune de l'économie circulaire en s'appuyant sur des pratiques exemplaires existantes, en accélérant l'acculturation des élu.e.s et agent.e.s aux enjeux de l'économie circulaire, en participant activement aux réseaux et clubs qui permettent d'échanger de bonnes pratiques et de monter collectivement en compétence, et, enfin, en mettant en place une animation pérenne à destination de la communauté locale d'économie circulaire.

Permis de co-construire : Il s'agit d'assurer une gouvernance participative souple et transparente pour permettre à l'ensemble des acteurs (associatifs, économiques, institutionnels) de continuer à contribuer au projet de la feuille de route économie circulaire au fil de son évolution et de suivre et diffuser ses impacts sociétaux (emploi et bien-être, création de nouvelles activités économiques, économie des ressources et réduction des déchets, réduction des émissions de GES…).

La Ville de Strasbourg s'engagera dans la déclinaison opérationnelle de la feuille de route économie circulaire, tant dans le cadre de la mise en oeuvre de ses politiques publiques et du fonctionnement de la collectivité que sur sa sphère d'influence. Le programme d'actions associé est en cours de construction et devrait s'inscrire dans le cadre d'un Contrat d'objectifs déchets et économie circulaire (CODEC) en cours de négociation avec la Direction régionale de l'ADEME Grand Est.

Objectif :

- **Déclinaison opérationnelle de la feuille de route économie circulaire sur le territoire.**

Des manifestations éco-responsables

De nombreux évènements sont organisés chaque année, l'exemplarité de la Ville de Strasbourg sera ainsi déclinée dans les différents marchés pour l'organisation de manifestations portées par la collectivité que celles soutenues par la collectivité.

L'édition 2019 des Courses de Strasbourg-Europe (40ème édition) s'est engagée à être une manifestation écoresponsable depuis le recyclage des déchets (1 bac récupéré, 3 arbres plantés), des gobelets en amidon de maïs, la numérisation des inscriptions, l'encouragement à l'usage des transports en commun.

Par ailleurs, les événements touristiques sur l'ensemble du territoire doivent viser l'éco-responsabilité. La Ville et l'Eurométropole sont partenaires d'Eco Alsace manifestation qui vise à assurer la promotion de la culture de l'organisation d'évènements éco-responsable.

L'association a développé la charte d'engagement des éco-manifestations. Ainsi 13 structures ont été labellisées en 2019 sur Strasbourg.

Vers un tourisme durable

Le tourisme a des effets bénéfiques sur l'environnement tant par une contribution à la protection du patrimoine naturel qu'architectural et il permet de générer des revenus y contribuant. Par ailleurs l'impact environnemental de cette industrie n'est pas à sous-estimer au regard de la consommation de ressources (eau, énergie) des émissions de GES associées, des différentes nuisances et impacts (air, eau, déchets…) à gérer.

La branche Café-Hôtel-Restaurant représente 14% des consommations du secteur tertiaire sur l'Eurométropole[41]), le tourisme peut être un levier quant à la consommation de produits locaux.

[41] Source ATMO Grand Est Invent'air2017V2019

Chiffres clés :

- **Nombre de nuits passées à Strasbourg en 2017 par visiteurs : 29,8 millions**
- **Capacité d'hébergement[42], sur Strasbourg :**
- 4935 chambres réparties au sein de 79 hôtels
- 3419 lits au sein de 16 structures d'hébergement type résidence de tourisme, village vacances, auberge de jeunesse
- un camping doté de 197 emplacements.

La Ville de Strasbourg souhaite engager en lien avec l'Eurométropole, les acteurs de cette filière dans une **démarche de tourisme durable** permettant ainsi de mobiliser les professionnels sur les différents enjeux et objectifs fixés pour le territoire.

Le tourisme durable est défini par l'organisation mondiale du tourisme comme » un tourisme qui tient pleinement compte de ses impacts économiques, sociaux environnementaux actuels et futurs en répondant aux besoins des visiteurs, des professionnels, de l'environnement et des communautés d'accueil ».

Un diagnostic des démarches engagées sur le territoire permettra de développer en partenariat avec les professionnels de la filière un programme d'actions intégrant tant l'information auprès des acteurs, la réalisation d'offres intégrant au maximum des solutions adaptées (ballade nature, convention Vél'hop avec les hôteliers, récupération des bio-déchets, adaptation de la flotte Batorama, bateau électrique…) que de communication et de sensibilisation pour les visiteurs.

Objectif :

- **Développer un tourisme durable via une démarche concertée.**

L'offre touristique durable doit inclure les enjeux d'adaptation au changement climatique. La stratégie de végétalisation de la ville est une des réponses pour conserver l'attractivité de Strasbourg mais le risque lié à la massification de la climatisation est à appréhender dès maintenant.

[42] Source INSEE en partenariat avec le DGE et les partenaires territoriaux en géographie au 01/01/2019

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL 10 FEVRIER 2020
POINT 12 Plan Climat de la Ville de Strasbourg.

Pour	
50	ABRAHAM-Julia, AGHA BABAEI-Syamak, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BEY-Françoise, BIES-Philippe, OZENNE-Pierre, BUFFET-Françoise, CAHN-Mathieu, CUTAJAR-Chantal, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, FELTZ-Alexandre, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GANGLOFF-Camille, GILLMANN-Luc, GSELL-Jean-Jacques, HERRMANN-Robert, JUND-Alain, JUNG-Martine, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KEMPF-Suzanne, KOHLER-Christel, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste , MATT-Nicolas, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, REICHHART-Ada, REMOND-Thomas, RICHARDOT-Anne Pernelle, RIES-Roland, ROGER-Patrick, ROOS-Thierry, SCHAETZEL-Françoise, DIDELOT-Andréa, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, SENET-Eric, TETSI-Liliane, TRAUTMANN-Catherine, MENAD-Zaza, WERLEN-Jean, ZUBER-Catherine, LOOS-François, SCHMITT-Michael
Contre	
0	
Abstention	
0	

13

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Subvention à "Apollonia" pour l'installation d'une œuvre d'art sur l'espace public à l'entrée de la Robertsau dans le cadre du Parc naturel urbain Ill Rhin.

Cette délibération vise à approuver et accompagner le projet de l'association Apollonia qui consiste à installer une œuvre d'art sur l'espace public, en attribuant une subvention au projet et en mettant à disposition des emplacements sur l'espace public.

Conforme à la Charte du PNU adoptée lors du Conseil municipal du 25 février 2019, ce projet s'inscrit à la fois dans les valeurs ajoutées du PNU : le mode participatif, l'artistique et le culturel et dans le programme d'actions 2019-2023 du PNU ILL RHIN.

En effet, il contribue à :
- la valorisation des espaces verts par une sculpture de land art, animant l'espace public de l'entrée de la Robertsau (3-Valoriser les sites et paysages) ;
- l'animation collective du territoire par des aménagements adaptés, un support habillé de bois de récupération et habillé de plantes grimpantes (1-Raconter le PNU ILL RHIN).

L'artiste choisi par l'association, ELPARO, a déjà réalisé une première installation dans le jardin d'Apollonia. Il conduira ces nouvelles installations en mode participatif, avec le soutien logistique d'Apollonia, conformément aux projets qui suivent la démarche du Parc naturel urbain de Strasbourg. Apollonia restera propriétaire de l'œuvre et en assurera son entretien. Cette œuvre en structure bois pourra être restaurée mais devra être enlevée lorsque sa structure ne sera plus assez solide. L'œuvre est donc considérée dès le départ comme éphémère pour environ une dizaine d'années.

Le site choisi est l'entrée de la Robertsau, près de la station de tram Boecklin, proche du siège d'Apollonia (23 rue Boecklin). Cette œuvre en plusieurs parties concrétisera un lien entre les deux rives du tram entre le parvis de la station Boecklin, et la pelouse au niveau du virage du tram, jusqu'au jardin d'Apollonia où une première œuvre a déjà été posée.

Ce projet constitue une première opération de collaboration qui pourra être reconduite en cas de réussite sur les plans techniques (sécurité, et suivi de l'œuvre), de l'appropriation citoyenne et du partenariat. Notamment une nouvelle partie de l'œuvre pourrait être posée

ultérieurement à proximité de la future entrée du parc du Lieu d'Europe si une place adéquate lui est trouvée dans le cadre des travaux programmés. Apollonia a présenté son projet lors du Conseil des acteurs du PNU ILL RHIN du 22 novembre 2019 et a recueilli la satisfaction des acteurs présents.

La présente délibération vise à autoriser le versement d'une subvention de 6 000 € sur l'exercice 2020 pour soutenir le projet, notamment dans sa première phase d'information, de sensibilisation des citoyens et de co-conception de l'œuvre pour faciliter son appropriation par le plus grand nombre. Cette première phase se déroulera en 2020.

Le projet global représente un budget de l'ordre de 35 000 € pour Apollonia (rémunération de l'artiste, frais de construction, suivi technique et communication, animation du chantier participatif). L'apport des matériaux d'habillage en bois sera assuré par les habitants. La phase de construction de l'œuvre se déroulera en 2021.

Une convention de partenariat avec mise à disposition des emplacements sur l'espace public nécessaires est proposée à l'approbation du Conseil municipal. Elle prévoit une reconduction annuelle de la convention pour la mise à disposition des emplacements, les modalités d'entretien, de sécurité et de suivi et le démontage de l'œuvre en cas de dégradation menaçant la sécurité sur l'espace public, à la charge de l'association.

Par ailleurs, les services de la Ville faciliteront l'installation de l'œuvre sur l'espace public par les moyens à leur disposition.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Vu l'avis favorable du Groupe de travail subvention du 10 décembre 2019,

le Conseil,
sur proposition de la Commission plénière,
après en avoir délibéré,
approuve

- *le partenariat entre la ville de Strasbourg et l'association Apollonia dans le cadre du Parc naturel urbain de Strasbourg pour soutenir son projet d'œuvre de land art à l'entrée de la Robertsau ;*

- *la convention de partenariat annexée avec mise à disposition de l'espace public jusqu'à la suppression de l'œuvre ;*

- *l'attribution d'une subvention de 6 000 € pour l'année 2020 à ce projet ;*

décide

l'imputation de la subvention à Apollonia d'un montant de 6 000 €, sur le budget de fonctionnement de l'exercice 2020 (Fonction 820 nature 6574 sur AD07A - AG de l'urbanisme opérationnel), sous réserve d'attribution de ce budget ;

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer la convention et l'arrêté correspondant et tout acte ou document concourant à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

CONVENTION DE PARTENARIAT

AVEC MISE A DISPOSITION D'EMPLACEMENTS POUR L'INSTALLATION D'UNE ŒUVRE SUR L'ESPACE PUBLIC

Entre
la Ville de Strasbourg, représentée par Christel KOHLER, Adjointe au Maire en charge des espaces verts et du Parc naturel urbain de Strasbourg,

et
l'Association « Apollonia », ci-après dénommée l'Association, inscrite au
registre du Tribunal d'instance de ……..
sous la référence Volume … Folio …,
et dont le siège est situé 23 rue Boecklin 67000 Strasbourg,
représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Yves BAINIER.

Vu
- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil Municipal de Strasbourg du …….

Préambule

Ce projet s'inscrit dans la dynamique partenariale engagée entre la ville de Strasbourg et les acteurs du territoire ILL RHIN formalisée par la Charte du PNU 2019-2023, adoptée lors du Conseil municipal du 25 février 2019.

Apollonia propose d'installer en 2020-2021 une œuvre d'art sur l'espace public à l'entrée de la Robertsau. Cette réalisation prend place dans un projet plus global d'animation artistique des promenades urbaines déjà engagé par l'Association. L'artiste choisi par l'association, ELPARO, a déjà réalisé une première installation dans le jardin d'Apollonia. Il conduira ces nouvelles installations en mode participatif, avec le soutien logistique d'Apollonia, conformément aux projets suivant la démarche du Parc naturel urbain de Strasbourg.

Pour la Ville de Strasbourg, ce projet s'inscrit à la fois dans les valeurs ajoutées du PNU : le mode participatif, l'artistique et le culturel et dans le programme d'actions 2019-2023 du PNU ILL RHIN.

En effet, il contribue à :

- la valorisation des espaces verts de l'entrée de la Robertsau par une sculpture de land art, animant l'espace public (3-Valoriser les sites et paysages) ;

- l'animation collective du territoire par des aménagements adaptés, un support habillé de bois de récupération et habillé de plantes grimpantes (1-Raconter le PNU ILL RHIN).

Du fait de ces intérêts communs, la ville de Strasbourg et l'association Apollonia s'engagent mutuellement au travers de la présente convention de partenariat avec mise à disposition de l'espace public nécessaire pour réaliser ce projet dans les conditions de sécurité requises.

1ère partie : Objet et vie de la convention, emplacements mis à disposition

Article 1 : Objet de la convention

La ville de Strasbourg, met à disposition de l'Association Apollonia, deux emplacements pour l'installation d'une œuvre d'art en mode participatif, sur des sites dont la Ville est propriétaire, rue Boecklin, quartier de la Robertsau, tel qu'indiqué sur le plan annexé.

La ville de Strasbourg soutient ce projet par le versement d'une subvention précisée à l'article 7 et autorise l'Association à entretenir ses installations qui resteront propriété de l'Association.

La présente convention précise les engagements et responsabilités de chacun des signataires en ce qui concerne cette installation sur l'espace public en accès libre, projet de l'association.

La ville de Strasbourg et l'Association s'engagent à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution.

Article 2 : Emplacements mis à disposition

Les emplacements proposés par l'Association pour implanter cette œuvre d'art ont fait l'objet d'un accord de principe de la Ville. Ils sont situés à l'entrée de la Robertsau, près de la station de tram Boecklin, à proximité du siège d'Apollonia (23 rue Boecklin). Ils sont décrits en annexe 1, et sont à prendre dans l'état où ils se trouvent au jour d'effet de ladite convention. (emplacements au droit de la rue Boecklin)

Les emplacements exacts et définitifs, seront déterminés d'un commun accord avant le début de l'opération, en présence de l'artiste, de l'Association et des représentants de la DMEPN pour une prise en compte des consignes de sécurité liées aux réseaux, à la proximité du tram et au passage du public.

Les parties déclarent parfaitement connaître les lieux, une plus ample description n'est pas nécessaire. L'Association s'engage à supporter toute servitude active ou passive qui grèverait éventuellement ces emplacements, et renoncent à tout recours de ce chef contre le propriétaire.

Article 3 : Vie de la convention

L'entrée en vigueur de la convention est soumise à la condition suspensive de la réception par la Ville d'un exemplaire signé par le Président de l'Association.

La convention est établie pour une durée de deux ans à compter de sa signature, le temps de concevoir l'œuvre collectivement en 2020 et de la construire en 2021. Elle est ensuite renouvelable annuellement, sur avis favorable du Comité de suivi pour son maintien sur l'espace public, et tant qu'elle y est maintenue. La convention prend fin définitivement lorsque l'œuvre aura été entièrement démontée.
Compte tenu des matériaux bois utilisés, l'œuvre est considérée dès le départ avec une durée de vie limitée, estimée à une dizaine d'années.

2ème partie : Engagements des parties

Article 4 – Engagements de la ville de Strasbourg

Les services de la Ville faciliteront l'installation de l'œuvre sur l'espace public par les moyens à leur disposition, DICT, information des gestionnaires et choix précis des emplacements.
La Mission PNU assurera le suivi partenarial du projet et la coordination des services si besoin.

Les gestionnaires de l'espace public assureront l'entretien de ce dernier aux abords de l'œuvre, au même titre que celui des espaces adjacents.

Article 5 – Engagements de l'Association

L'Association fournira à la ville, avec la description de l'œuvre définitive et avant sa construction, une notice de calcul de sécurité garantissant sa stabilité face aux intempéries.

L'Association prendra en charge la conception, l'installation et la gestion de l'œuvre d'art sur les emplacements choisis, en respectant les consignes de sécurité vis-à-vis du public et des installations du tram ainsi que la libre circulation des passants, transmises par les services de la DMEPN.
La collectivité étant engagée dans une démarche dite « Zéro Pesticides », ces travaux s'effectueront sans utilisation de produits phytosanitaires, les herbes folles étant intégrées au projet.

L'Association restera propriétaire exclusive de l'œuvre implantée et demeurera, en sa qualité de propriétaire, pleinement responsable de son entretien, de sa maintenance, et de sa suppression lorsque la structure même de l'oeuvre sera dégradée, et cela à ses frais.

Article 6 – Responsabilités et obligations de l'Association et de la Ville

L'Association assumera l'entière responsabilité des dommages imputables à l'utilisation qu'elle fera du terrain libre d'accès, classé espace public. A ce titre, l'Association devra se couvrir par une assurance appropriée, pour tous les risques encourus par ses membres (y compris les participants aux chantiers participatifs) ainsi que pour les dommages susceptibles d'être occasionnés, du fait de l'exercice de ses activités.

Une copie de l'attestation d'assurance sera fournie tous les ans à la Mission PNU de la ville de Strasbourg.

La ville de Strasbourg décline toute responsabilité pour tous les dégâts qui seraient occasionnés à l'œuvre par des intempéries (grêle, gelée, sécheresse,…) ou du vandalisme. Il en sera de même pour les cas de force majeure et notamment pour les dégâts occasionnés par suite d'inondation, incendie, chute d'arbres liée à une tempête.

Le caractère partenarial et évolutif du projet implique une collaboration dès que nécessaire et en particulier au travers d'un Comité de suivi annuel.
En cas d'actes de malveillance mineurs qui endommagent l'œuvre, l'Association assurera les réparations dans le cadre de ses activités pendant la durée de la convention.
En cas de vandalisme ayant des conséquences plus lourdes, les interventions seront négociées entre Apollonia et la ville de Strasbourg. Ce point sera traité lors de la rencontre annuelle du comité de suivi.

L'œuvre en bois mort se dégradera naturellement et ni Apollonia ni la ville de Strasbourg ne sont tenus de tout remplacer, à moins d'un accord entre les deux parties, notamment lors de la rencontre annuelle du comité de suivi.

La ville de Strasbourg pourra en outre interdire l'accès à proximité des œuvres à toute personne pour des raisons de sécurité ou pour tout motif d'intérêt général.

3ème partie : Moyens financiers

Article 7 : Subvention versée par la ville à l'Association

Le montant global du projet est de l'ordre de 35 000 € (rémunération de l'artiste, frais de construction, suivi technique et communication, animation du chantier participatif, l'apport des matériaux d'habillage étant assuré par les habitants).

La collectivité s'engage à soutenir financièrement le projet de l'Association par le versement d'une subvention de 6 000 € sur l'année 2020.

La subvention de la Ville est destinée à financer la phase amont du projet, à savoir la sensibilisation, la communication et la co-conception qui permettront son appropriation par le plus grand nombre. Cette phase se déroulera en 2020. La construction de l'œuvre est prévue en 2021.

4ème partie : Dispositif de suivi

Article 8 : Constitution d'une instance de suivi

Ce projet constitue une première opération de collaboration, qui pourra être poursuivie sur une autre projet en cas de réussite sur les plans techniques (sécurité et suivi de l'œuvre sur l'espace public) et de l'appropriation citoyenne. Par ailleurs, une nouvelle partie de l'œuvre pourrait être posée ultérieurement à proximité de la future entrée du parc du Lieu d'Europe si une place adéquate lui est trouvée dans le cadre des travaux programmés. Cette extension pourra faire l'objet d'un avenant à la convention.

C'est pourquoi un Comité de suivi est mis en place à l'initiative de la Ville (Mission PNU). Il constitue une instance de dialogue entre les partenaires, et le cadre du renouvellement de la convention annuelle de mise à disposition des emplacements sur l'espace public.

Le Comité de suivi se compose des membres suivants :

- Les responsables de l'association, Président, Directeur,
- L'Adjoint au Maire en charge du PNU et l'Adjoint de quartier,
- Les référents techniques de la Ville, Mission PNU, Espaces vert et de nature, Ingénierie et conception espaces publics, tram, Direction de territoire.

D'autres partenaires pourraient être associés à ce rendez-vous périodique coordonné par la ville de Strasbourg.

Le Comité de suivi se réunit au moins une fois par an, avant la date de la fin de convention, à l'initiative de la Ville (Mission PNU). Des réunions supplémentaires pourront être organisées à la demande de l'une ou l'autre des parties. La date de rencontre est fixée conjointement par l'Association et la Ville dans un délai qui permet aux parties d'être présentes ou représentées.

Le Comité de suivi rend compte de l'évolution du projet au Conseil des acteurs du PNU ILL RHIN et au Conseil de quartier en tant que de besoin.

Article 9 : Missions du Comité de suivi
Evaluer l'atteinte des objectifs sur la base :

- du nombre de journées en chantier participatif,
- du nombre et de l'origine des participants à ces chantiers,
- du nom des structures relais sur cette opération,
- de l'engagement salarié et bénévole de l'Association et des participants au projet,
- de l'évaluation de l'appropriation des œuvres par les habitants,
- de l'évaluation de la tenue de l'œuvre et de son évolution pour prendre les décisions d'ajustement, voire même de suppression de l'œuvre,

Etablir un bilan de l'opération notamment en 2023 pour l'évaluation du PNU ILL RHIN,
Et se prononcer sur la reconduction de la convention pour l'année suivante.

5ème partie : Dispositions diverses concernant les modalités d'application de la convention

Article 12 : Communication
La ville de Strasbourg et le PNU apparaîtront comme le partenaire de l'association dans les actions de communication de l'association en direction des médias et du grand public, et sur tous les supports de communication (tracts, affiches, dépliants…) relatifs au projet soutenu par la ville de Strasbourg et le PNU, sauf demande expresse spécifique de ces derniers.

Article 13 : Responsabilité
L'Association conserve l'entière responsabilité des actions et missions exercées par elle, y compris celles visées par les stipulations de la présente convention, sans que la responsabilité de la ville de Strasbourg ne puisse être recherchée.

Article 14 : Avenant
Toute modification substantielle des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie dans le cadre du Comité de suivi, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent remettre en cause les objectifs généraux définis dans la première partie de la convention.

Article 15: Résiliation
La présente convention se trouvera résiliée de plein droit, et sans indemnité d'aucune sorte, lorsque les œuvres auront été supprimées de l'espace public et dans tous les cas de force majeure reconnus par la loi.

De même, la convention sera résiliée de plein droit et sans indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité ou d'impossibilité par l'Association d'achever sa mission.

Par ailleurs, en cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de trois mois suivant la réception (ou première présentation) d'une lettre motivée, par envoi recommandé avec accusé de réception, valant mise en demeure.

La résiliation de la convention par l'une ou l'autre partie entraine l'enlèvement de l'œuvre de l'espace public.

Le cas échéant, il sera procédé, par l'Association, au reversement en totalité ou partie des montants versés par la Ville, en dehors des cas de force majeure évoqués au 1er paragraphe de cet article.

Article 16 : Litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement, notamment dans le cadre du Comité de suivi, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le

Pour la Ville de Strasbourg,
L'Adjointe au Maire
Christel KOHLER

Pour l'Association,
Le Président
Jean-Yves BAINIER

Annexe 1 : Plan de situation et site au démarrage du projet
Annexe 2 : Présentation de l'artiste pressenti

Annexe 1
Plan de situation des emplacements mis à disposition pour le projet de land art

Au droit de la rue Boecklin, proche de la station Boecklin, à l'entrée de la Robertsau

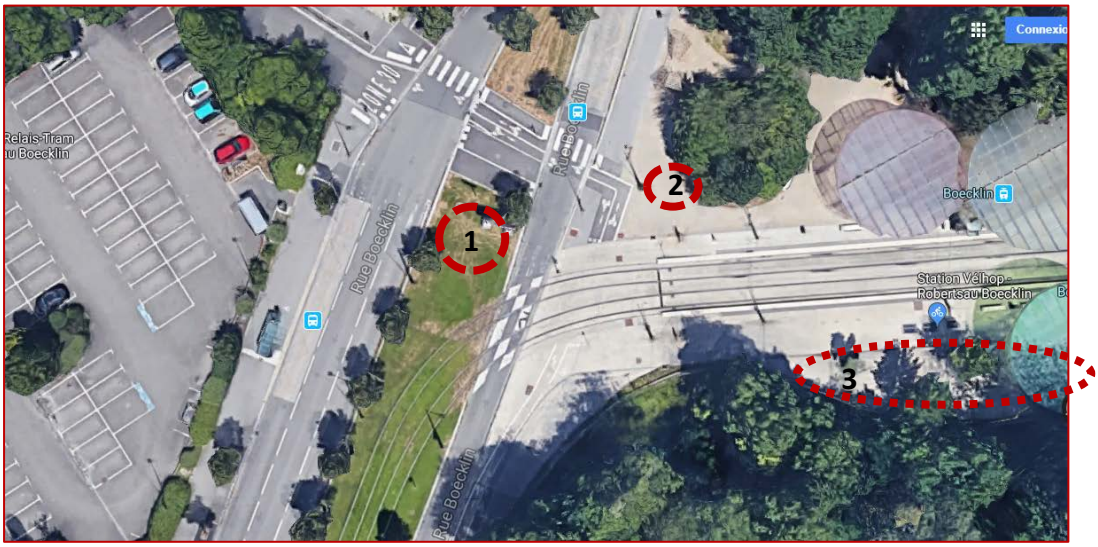
Les deux emplacements mis à disposition par la convention :

1 : Pelouse au droit du virage du tram, emplacement éloigné du tram pour des raisons de sécurité et positionné pour ne pas gêner la visibilité de la circulation

2 : En bordure d'un ilot vert de la placette pour bénéficier de pleine terre pour les plantes grimpantes et en laissant les espaces nécessaires aux circulations piétonnes.

Un emplacement éventuel supplémentaire pourrait être intégré ultérieurement par avenant à cette convention

3 : A proximité de la nouvelle entrée du Lieu d'Europe





Silva

E. cité - Viva cité 2018

elparo.contact@gmail.com

1 NOTE D'INTENTION

Le projet présenté ici porte sur la création d'une installation organique, recyclée et naturelle venant explorer l'espace qui l'entoure, colonnisant les abords du tram , et donnant une dynamique, un volume et une ampleur au lieu.

Avec sa dizaine de sculpture aux coubes gracieuse, elle offrira aux piétons un espace différent, jouant avec les éléments architecturaux tout en proposant aux voyageurs en tram une traversée dans une forêt aux formes tortueuses.

Aux pieds de ces volumes, réalisés en bois recyclé, seront plantées différentes plantes grimpantes qui viendront progressivement envahir les structures venant recouvrir partiellement puis totalement leurs surfaces.
Cette installation mettra en avant la force de la nature sur les constructions humaines tout en étant une allégorie du temps qui passe.

De plus, ces végétaux seront des plantes à fleurs, ce qui amènera de la vie sur le site. Les abeilles pourront butiner et les oiseaux se veront offrir un lieu pour nicher.



Croquis du projet

1.1 Structures organiques

Depuis des années, je travaille sur des structures organiques venant s'approprier l'espace et les contraintes qui s'offrent à elles. Ainsi elles mettent en valeur le lieu, soulignant les éléments les composant.
Celles-ci peuvent aussi bien passer au dessus d'un chemin, s'entortiller autour d'un arbre ou tout simplement chercher à grimper le plus haut possible. Elles créent ainsi des volumes abstraits qui offrent une lecture nouvelle du lieu.

Ici ces formes viendront sortir de terre et s'élèveront vers le ciel. Leurs mouvements et leurs dynamiques seront inspirées par la ligne de tram et leurs formes alentours. Elles s'adapteront aux éléments architecturaux tel les arbres, lampadaires...

L'installation viendra prendre place tout autour de la ligne de tram afin de créer une sorte de forêt, d'univers parallèle au sein duquel le tram passera.
De plus avec sa dizaine d'éléments elle permettra de donner un volume certain au lieu.



Collégien dans la rue - Collégien - 2017



Sculpture en balade - Grambois - 2017



Nuit de rêve - Blanhac - 2017



Cuba Dupa - New-Zealand - 2016



Imaginarius - Portugal - 2017



Atcosphère - Lardy - 2017

1.2 Auto-portées

Les structures seront auto-portées et en aucun cas fixée à des supports existant. Elle se tiendront uniquement sur leurs embases, elles paraîtront ainsi bancales et fragiles, cependant la répartition des masses ainsi que leurs structures triangulaires et leurs sur-contraintes en feront des objets des plus stables.

1.3 Recyclées

Aujourd'hui la sensibilisation et l'éducation au cycle de recyclage est primordial. Il est nécessaire de montrer qu'avec ce que nous avons, jetons à la poubelle nous pouvons construire de grandes choses, et que les déchets peuvent être source de créativité.

Dans cette dynamique, l'installation sera réalisée à partir de bois neuf et d'éléments recyclés. Ces éléments auront été chinés dans les encombrants plusieurs mois auparavant.

Cette pratique m'est très chère car elle permet tout d'abord d'obtenir une grande quantité de matière première sans compter que toute cette matière possède une histoire très riche, certes inconnue du public et de l'auteur mais qui est partie intégrante du matériau.

Cette partie de l'installation visible principalement en hiver pourra être le point de départ d'une réflexion sur notre environnement, notre consommation, notre impact sur la nature et les solutions qui s'offrent à nous.

1.4 Végétales

Ces structures aux teintes multiples offriront un support idéal pour les plantes grimpantes.
Le bois et la verdure viendront se mélanger offrant ainsi une association évolutive tout au long de l'année avec des couleurs chaudes et naturelles.

Les plantes grimpantes seront choisies afin d'avoir un rendu visible dès la première année. elles seront de même et résistantes au conditions climatiques Alsaciennes. De plus ces plantes seront choisies pour leurs feuilles, leurs fleurs et leurs fruits.

Chacune d'entre elles fleurira à une période différente et aura des variations de couleur à des saisons distinctes offrant ainsi une œuvre évolutive tout au long de l'année.

La présence de fleurs, d'ombre et de supports solides et protégés du monde extérieur permettront aux abeilles et papillons de trouver du pollen, aux insectes de se réfugier et potentiellement aux oiseaux de construire leur nid.

Cette zone sera tel un don à la nature qui pourra conquérir cette installation, se l'approprier et l'envahir à sa guise.

2 NOTE TECHNIQUE

2.1 La structure

La structure de chaque volume sera réalisée à partir de planches en bois assemblées à l'aide de vis tirefond.

Le principe de réalisation est le suivant :

- Un premier squelette en bastaing est fabriqué donnant la courbe et la dynamique de la structure. D'un point de vue de la sécurité et du maintien de la structure, le squelette doit impérativement être réalisée avec du bois neuf de section importante.
- À ce squelette vient s'ajouter une première peau, toujours en éléments neufs (mais de sections moins importante) permettant de triangulariser et sur-contraindre la structure.
- Enfin la peau définitive est mise en place. Celle-ci sera réalisée avec les planches issues du cycle de récupération créant un patchwork d'histoire - liés aux déchets eux même - lui donnant un côté historique et sociologique indéniable.

2.2 Végétaux

A la base de chaque volume différentes plantes grimpantes seront plantées.
Ces plantes seront choisies pour leurs croissances rapides, leurs résistances et leurs complémentarités.
Elle se composera donc de:

- vigne vierge	environ 2m/an de croissance	perd son feuillage en hiver
- houblon doré	6m de haut in fine	persistant en hiver
- clématite	double de volume en 1 mois	fleurs à la fin de l'hiver
- passiflore	5m de haut in fine	fleurs de mai à octobre
- jasmin étoilé	croissance rapide	fleurs de juin à septembre
- buddleia	croissance moyenne	fleurs en été








234

14

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Déclassement du domaine public d'emprises sportives sises rue des Vanneaux à Strasbourg-Neudorf servant de support au centre de formation du Racing club de Strasbourg.

La ville de Strasbourg est propriétaire d'une emprise foncière d'une surface totale de 809,82 ares sise rue des Vanneaux à Strasbourg ; elle est mise à la disposition du Racing Club de Strasbourg Alsace et du club de football du Red Star pour l'entrainement de leurs équipes, en application d'une convention d'occupation.

La société par actions simplifiée Racing Club de Strasbourg Alsace (RCSA) souhaite, sous sa maîtrise d'ouvrage et pour son compte, rénover, moderniser, étendre et mettre aux normes de sécurité le centre de formation au métier de jeunes footballeurs implanté sur cette emprise, et dont la ville de Strasbourg est propriétaire (terrain d'assiette et structures qui y sont aménagées).

Ce centre de formation et les terrains qui y sont attachés sont situés dans un périmètre délimité par la rue des Vanneaux à l'ouest, le gymnase du Centre Sportif Sud et la voie de chemin de fer reliant Strasbourg à l'Allemagne au nord, la piscine de la Kibitzenau et la rivière Ziegelwasser à l'est, et enfin la rue du général Offenstein au sud.

Le président du RCSA a fait part à la ville de Strasbourg de l'intérêt, pour cette société, d'acquérir l'ensemble de ces terrains dépendant du domaine public municipal. Il sera proposé au conseil municipal, dans le cadre d'une délibération complémentaire, de céder cette emprise au Racing Club de Strasbourg Alsace.

La cession envisagée s'inscrit dans une démarche de nature à satisfaire l'intérêt général pour les motifs suivants :

- le projet de rénovation du centre de formation est intégralement porté par la SAS Racing Club de Strasbourg Alsace ; la prise en charge des travaux se traduira dans le budget municipal par une économie d'exploitation conséquente (environ 150 000 euros par an) et dans une moindre part de fiscalité,
- ce projet répond aux besoins de la SAS RCSA et sert les missions de formation, d'insertion scolaire et professionnelle des jeunes accueillis dans le centre de formation agréé, qui constitue une mission d'intérêt général,

- le projet garantit le maintien d'un centre sportif de haut niveau sur le ban communal et la préservation de vingt emplois,
- le maintien sur site du centre de formation sert la collectivité dans l'exercice de ses politiques publiques à l'attention des jeunes, parmi lesquelles figure le soutien aux activités extra-scolaires,
- le positionnement géographique du centre de formation (proximité immédiate du stade de la Meinau et du futur centre d'entraînement de l'équipe professionnelle du Racing, ainsi que de plusieurs établissements d'enseignement secondaire et supérieur dont certains proposent des sections de sport-études) permet de conforter un environnement favorable à l'éducation sportive,
- le projet confirme l'identité sportive d'un site dont les installations modernisées profiteront (outre le centre de formation proprement dit) à pas moins de vingt équipes amatrices différentes,
- il valorise également l'identité environnementale et paysagère du site par l'engagement du Racing Club de Strasbourg Alsace de mettre en œuvre un projet limitant l'impact visuel des nouvelles constructions, préservant le patrimoine végétal existant et la biodiversité qu'il accueille, et préservant aussi la qualité de l'eau et des sols par la mise en place de typologies végétales adaptées,
- le RCSA s'engage à préserver le maximum d'arbres existants sur le site de tous travaux et de toutes circulations d'engins, et à assurer la plantation d'environ 130 arbres sur les espaces libres,
- le projet permet d'accroître l'attractivité du site de Strasbourg et son rang dans le classement national des centres de formation rattachés aux équipes professionnelles, ce qui participe du rayonnement de la ville de Strasbourg en France et à l'étranger.

Toutefois, les terrains concernés étant attachés au domaine public municipal, car ayant participé au service public du sport, doivent en être déclassés préalablement à leur cession. La ville de Strasbourg n'entend plus affecter les biens, répondant aux besoins propres de la SAS et de l'association Racing club de Strasbourg-Alsace, au service public. Ce déclassement est motivé par les mêmes motifs d'intérêt général qui procèdent à la cession des parcelles concernées.

Ainsi, en application des dispositions de l'article L. 2141-1 du code général de la propriété des personnes publiques : *« un bien d'une personne publique* (...) *qui n'est plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public, ne fait plus partie du domaine public à compter de l'intervention de l'acte administratif constatant son déclassement* ».
La désaffectation des parcelles et leur déclassement interviennent donc de façon concomitante.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- le déclassement du domaine public municipal des parcelles suivantes cadastrées commune de Strasbourg, banlieue de Strasbourg-Neudorf :
section HE, numéro 245/25, d'une surface de 98,40 ares
section HE, numéro 246/25, d'une surface de 1,64 are
section HE, numéro 247/25, d'une surface de 0,26 are
section HE, numéro 248/25, d'une surface de 1,60 are
section HE, numéro 255/25, d'une surface de 3,24 ares
section HE, numéro 257/25, d'une surface de 22,73 ares
section HE, numéro 259/51, d'une surface de 17,08 ares
section HE, numéro 260/51, d'une surface de 15,55 ares
provisoirement cadastrée section HE, numéro (1)/262, d'une surface de 20,954 ares
provisoirement cadastrée section HE, numéro (1)/263, d'une surface de 0,93 are
section HE, numéro 267/25, d'une surface de 4,59 ares
section HE, numéro 268/25, d'une surface de 76,51 ares
section HE, numéro 269/25, d'une surface de 39,81 ares
section HE, numéro 270/25, d'une surface de 91,77 ares
provisoirement cadastrée section HE, numéro (1)/271, d'une surface de 25,82 ares
section HE, numéro 273/25, d'une surface de 1,27 are
l'ensemble de ces parcelles représentant une surface totale de 809,82 ares.

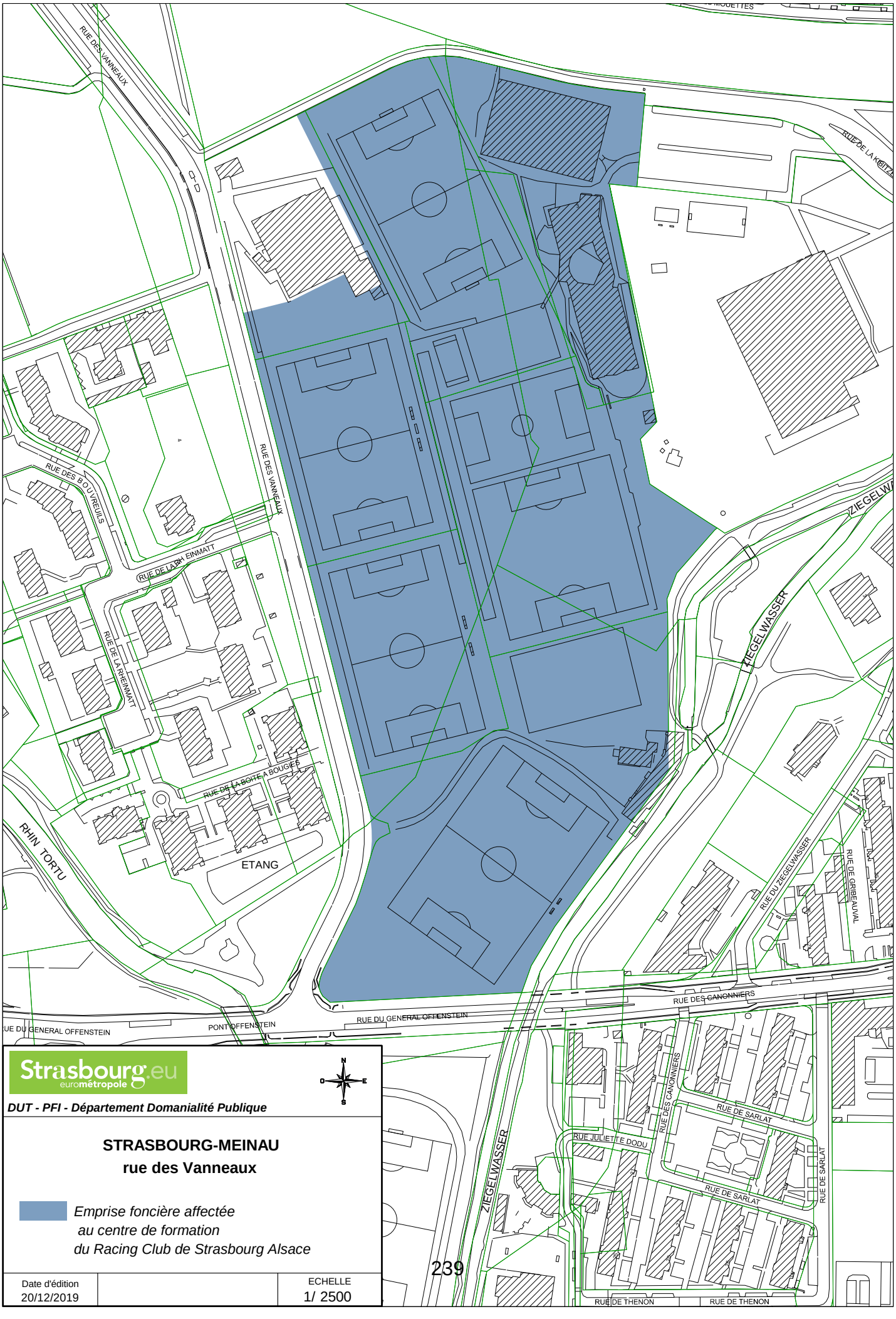
dit que

la décision de déclassement du domaine public municipal des parcelles suivantes cadastrées commune de Strasbourg, banlieue de Strasbourg-Neudorf :
section HE, numéro 245/25, d'une surface de 98,40 ares
section HE, numéro 246/25, d'une surface de 1,64 are
section HE, numéro 247/25, d'une surface de 0,26 are
section HE, numéro 248/25, d'une surface de 1,60 are
section HE, numéro 255/25, d'une surface de 3,24 ares
section HE, numéro 257/25, d'une surface de 22,73 ares
section HE, numéro 259/51, d'une surface de 17,08 ares
section HE, numéro 260/51, d'une surface de 15,55 ares
provisoirement cadastrée section HE, numéro (1)/262, d'une surface de 20,954 ares
provisoirement cadastrée section HE, numéro (1)/263, d'une surface de 0,93 are
section HE, numéro 267/25, d'une surface de 4,59 ares
section HE, numéro 268/25, d'une surface de 76,51 ares
section HE, numéro 269/25, d'une surface de 39,81 ares
section HE, numéro 270/25, d'une surface de 91,77 ares
provisoirement cadastrée section HE, numéro (1)/271, d'une surface de 25,82 ares
section HE, numéro 273/25, d'une surface de 1,27 are
porte par elle-même désaffectation.

autorise
le Maire ou son-sa représentant-e à signer tout acte ou document concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020



Strasbourg.eu
eurométropole

N
O E
S

DUT - PFI - Département Domanialité Publique

STRASBOURG-MEINAU
rue des Vanneaux

Emprise foncière affectée au centre de formation du Racing Club de Strasbourg Alsace

Date d'édition		ECHELLE
20/12/2019		1/ 2500



Strasbourg.eu eurométropole

DUT - PFI - Département Domanialité Publique

PLAN DE SITUATION

STRASBOURG - MEINAU

Rue des Vanneaux

Centre de formation
du Racing Club de Strasbourg Alsace

Date d'édition		ECHELLE
20/12/2019		1/ 10000

15

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Déclassement par anticipation du domaine public municipal de l'ensemble immobilier situé 6 et 6A rue Prechter à Strasbourg.

La ville de Strasbourg est propriétaire depuis le 26 août 1975 d'un ensemble immobilier situé 6 et 6A rue Prechter à Strasbourg, édifié sur les parcelles cadastrées section 29, numéros 49 et 54 d'une contenance totale de 2,77 ares. Ce bâtiment composé de deux immeubles mitoyens reliés entre eux sur l'ensemble des trois premiers niveaux présente une surface totale de 964,98m² ; il abrite des ateliers (menuiserie, serrurerie) des musées de Strasbourg depuis le printemps 1978.

Cet immeuble, parce qu'il participe à une mission de service public et qu'il a été spécialement aménagé à cet effet, est attaché au domaine public municipal.

Aujourd'hui, l'immeuble sis 6 et 6A rue Prechter ne répond plus aux besoins du service des musées. Les ateliers qui y sont installés seront déménagés pendant l'été 2020 dans l'ancien magasin de stockage de la Coop, l'Union Sociale, situé dans le quartier du Port du Rhin. Ils participeront au pôle d'étude pour la conservation des œuvres d'art des musées de Strasbourg, dédié à la conservation et à l'étude des collections des musées municipaux ainsi qu'à la médiation autour de ces activités et collections.

La ville de Strasbourg a lancé au printemps 2019 un appel à candidatures pour la vente de l'ensemble immobilier sis 6 et 6A rue Prechter. La candidature de Vilogia société anonyme d'HLM a été retenue.

Toutefois, cet ensemble immobilier relevant du domaine public municipal ne peut être cédé sans qu'il soit préalablement déclassé (article L. 2141-1 du code général de la propriété des personnes publiques).

L'immeuble est encore partiellement occupé par le service des musées. Dans la mesure où ce service n'a pas encore été déménagé, une désaffectation immédiate de cet immeuble est donc contraire aux dispositions précitées et à la continuité du service public.

Or, l'article L. 2141-2 du même code mentionne que le déclassement d'un tel immeuble peut néanmoins être prononcé, par anticipation, dès que sa désaffectation est décidée,

ce, alors même que les nécessités du service public justifient que cette désaffectation ne prenne effet que dans un délai fixé par cet acte de déclassement.

En l'espèce, il est donc envisagé d'acter le déclassement de l'immeuble sis 6 et 6A rue Prechter, et de décider que sa désaffectation interviendra au plus tard le 14 février 2021, ce délai correspondant au temps nécessaire pour assurer la libération complète des lieux.

Entre temps, l'immeuble pourra être vendu selon les règles applicables à ce type d'immeuble relevant du domaine privé, et un permis de construire pourra être instruit et délivré le cas échéant au nouveau propriétaire.

Dans le cadre de cette procédure, une étude d'impact tenant compte de l'aléa inhérent au déclassement par anticipation a été établie et est produite en annexe.

Quant à la désaffectation du bien, elle sera constatée par une nouvelle délibération du conseil municipal dès lors qu'elle sera effective, et permettra ainsi de signer l'acte définitif de vente.

Dans ce contexte, il appartient au conseil municipal de prononcer le déclassement par anticipation de l'ensemble immobilier concerné, conformément à l'article L. 2141-2 du code général de la propriété des personnes publiques.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la commission plénière
vu l'étude d'impact annexée
après en avoir délibéré
approuve

le déclassement par anticipation du domaine public de l'ensemble immobilier sis 6 et 6A rue Prechter à Strasbourg, implanté sur les parcelles cadastrées section 29, numéro 49 et 54,

décide

que la désaffectation de l'ensemble immobilier sis 6 et 6A rue Prechter à Strasbourg interviendra au plus tard le 14 février 2021,

dit que

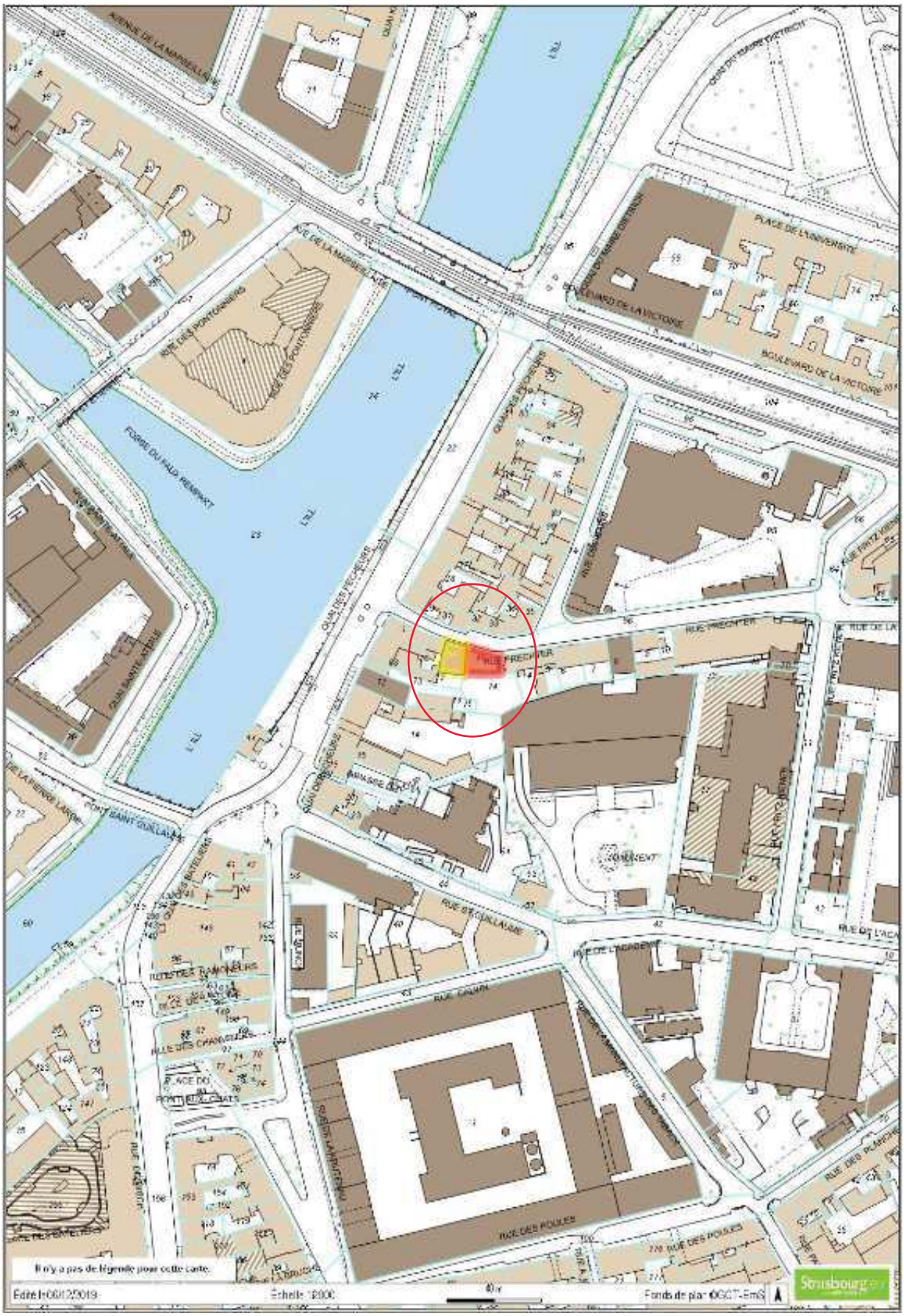
la désaffectation effective de l'immeuble concerné sera constatée par acte d'huissier mandaté par Vilogia société anonyme d'HLM,

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer tout acte ou document concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020


RUE FRECHER
QUAI DES BATELIERS
RUE DES POULES
Il n'y a pas de légende pour cette carte.
Echelle : 1/2000
Fonds de plan : ©GCT-EmS

Strasbourg.eu
eurométropole

Capitale européenne

Direction urbanisme et territoires
Politique foncière et immobilière
11.11.1705

ETUDE D'IMPACT

Procédure de déclassement anticipé de l'ensemble immobilier sis 6 et 6A rue Prechter à Strasbourg-Ville

SOMMAIRE

1. SUR LE CONTEXTE

2. SUR LA MISE A DISPOSITION ET LE RECOURS AU BAIL EMPHYTEOTIQUE ADMINISTRATIF

3. SUR LE DECLASSEMENT

4. SUR LES MOTIFS DU DECLASSEMENT ANTICIPE

5. SUR LES AVANTAGES ET INCONVENIENTS DE L'ENSEMBLE DE L'OPERATION

a. Les inconvénients de l'opération

b. Les avantages de l'opération

1. SUR LE CONTEXTE

La ville de Strasbourg est propriétaire depuis le 26 août 1975 d'un ensemble immobilier situé 6 et 6A rue Prechter à Strasbourg, édifié sur les parcelles cadastrées section 29, numéros 49 et 54 d'une contenance totale de 2,77 ares. Ce bâtiment composé de deux immeubles mitoyens reliés entre eux sur l'ensemble des trois premiers niveaux présente une surface totale de 964,98m² ; il abrite des ateliers (menuiserie, serrurerie) des musées de Strasbourg depuis le printemps 1978.

Cet immeuble, parce qu'il participe à une mission de service public et qu'il a été spécialement aménagé à cet effet, est attaché au domaine public municipal.

Aujourd'hui, l'immeuble sis 6 et 6A rue Prechter ne répond plus aux besoins du service des musées. Les ateliers techniques qui y sont installés seront déménagés pendant l'été 2020 dans l'ancien magasin de stockage de la Coop, l'Union Sociale, situé dans le quartier du Port du Rhin. Ces ateliers techniques participeront au pôle d'étude pour la conservation des œuvres d'art des musées de Strasbourg, dédié à la conservation et à l'étude des collections des musées municipaux ainsi qu'à la médiation autour de ces activités et collections.

2. SUR LA VENTE DE L'IMMEUBLE

La ville de Strasbourg a lancé au printemps 2019 un appel à candidatures pour la vente de l'ensemble immobilier sis 6 et 6A rue Prechter. La candidature de Vilogia société anonyme d'HLM a été retenue.

Cette société réalisera des travaux qui seront assurés sous sa seule maîtrise d'ouvrage privée. Il n'est pas dans l'intention de la ville de Strasbourg de s'immiscer dans la conception et la maîtrise d'ouvrage du projet, ni d'opérer le moindre contrôle sur le choix des futurs locataires. Dans ces conditions, l'affectation d'origine de l'immeuble au service public ne sera plus maintenue.

3. SUR LE DECLASSEMENT

En application de la loi (article L. 3111-1 du code général de la propriété des personnes publiques), les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public sont inaliénables et imprescriptibles.

Il est donc impératif que l'ensemble immobilier sis 6 et 6A à Strasbourg soit déclassé du domaine public municipal conformément aux dispositions de l'article L. 2141-1 du code général de la propriété des personnes publiques, et soit intégré au domaine privé, avant d'être cédé au lauréat de l'appel à candidature.

Mais, dans la mesure où il est de l'intérêt général que les services installés dans cet immeuble puissent continuer à assurer leurs missions, la désaffectation prendra effet au plus tard le 14 février 2021.

4. SUR LES MOTIFS DU DECLASSEMENT ANTICIPE

Le législateur prévoit que « *le déclassement d'un immeuble appartenant au domaine public artificiel des personnes publiques et affecté à un service public ou à l'usage direct du public peut être prononcé dès que sa désaffectation a été décidée alors même que les nécessités du service public ou de l'usage direct du public justifient que cette*

désaffectation ne prenne effet que dans un délai fixé par l'acte de déclassement » (article L. 2141-1 du code général de la propriété des personnes publiques).

En l'espèce, le déclassement anticipé portant sur l'ensemble immobilier sis 6 et 6A à Strasbourg, intervenant donc avant sa désaffectation, est justifié par la nécessité de permettre aux ateliers des musées d'y assurer leur mission de service public tant qu'ils n'auront pas été déménagés sur le nouveau site d'accueil.

L'ensemble immobilier concerné, qui ne sera plus utile aux activités de service public et ne fait l'objet d'aucun autre projet public porté par ville de Strasbourg, n'a pas vocation à être maintenu dans le patrimoine municipal, et encore moins dans son domaine public.

En principe, la procédure de déclassement du domaine public implique au préalable que le bien concerné soit désaffecté du domaine public avant que son déclassement puisse être formellement prononcé. Cette désaffectation et ce déclassement sont des étapes préalables obligatoires et nécessaires pour faire sortir un bien du domaine public afin de le valoriser sous le régime de la domanialité privé.

Dans le cas de l'ensemble immobilier sis 6 et 6A à Strasbourg, sa désaffectation nécessaire au déclassement et, par la suite, sa cession, nécessiteraient qu'il soit libéré de toute occupation et que les activités de service public qui y sont actuellement exécutées soient relocalisées.

Or, l'immeuble en cause est occupé pour partie par le service des musées. Si sa relocalisation est acquise, les modalités de son déménagement ne sont pas tout à fait arrêtées.

Une désaffectation immédiate de l'immeuble n'est donc pas envisageable, car elle irait à l'encontre des nécessités du service public concerné.

C'est en ce sens qu'il a été décidé de déclasser l'immeuble en cause par anticipation en application de l'article L. 2141-2 précité du code général de la propriété des personnes publiques, la désaffectation effective étant différée.

5. SUR LES AVANTAGES ET INCONVENIENTS DE L'ENSEMBLE DE L'OPERATION

Les débats parlementaires relatifs au déclassement anticipé ont permis de mettre en avant qu'il s'agit là « *d'une opération dérogatoire au droit commun et comportant un risque financier* » ; de fait, « *il convient de permettre à l'organe délibérant de se prononcer sur le projet de cession en tenant compte de l'éventuel aléa. L'étude d'impact pluriannuelle permet de mettre en perspective, à court et moyen termes, l'ensemble des avantages et éventuels inconvénients liés à l'opération envisagée. Cette insertion apporte des garanties sur la faisabilité du projet tout en permettant à l'organe délibérant de se prononcer au regard de l'impact sur les finances locales de la collectivité* » (Assemblée nationale, 25 avril 2016, déclassement anticipé, n° 3668, amendement n° 2).

1. Les inconvénients de l'opération

Le déclassement anticipé fait peser un risque sur la promesse de vente et la réitération de l'acte authentique de vente si la désaffectation en vue duquel il est conclu n'est pas assurée dans le délai fixé. En effet, la non désaffectation entraînerait en principe la caducité de la promesse de vente si cette condition n'était pas réalisée, sauf à proroger le délai imparti. Or, cette désaffectation dépend de la libération de l'immeuble par le service des musées.

Ce risque principal de non désaffectation et les conséquences induites sont néanmoins limités. Une prorogation du délai de désaffectation, même s'il poserait des problème pratiques pour les travaux de réhabilitation de l'immeuble, serait toujours possible par une nouvelle délibération car le délai maximum prévu par la loi entre le déclassement et la désaffectation est de trois ans, ce qui pourrait s'appliquer si nécessaire dans le cas présent, puisque le délai retenu au départ est d'une année.

Les inconvénients d'une éventuelle rupture de promesse de vente porteraient essentiellement sur la perte de dépenses engagées pour mettre en place la procédure (publicité, frais de personnel des services, etc.).

Les travaux et ouvrages éventuellement réalisés feraient retour au propriétaire de l'immeuble. Le constructeur/aménageur pourrait donc recevoir une compensation sur le fondement de l'enrichissement sans cause, et obtenir le remboursement des dépenses qu'il aurait engagées.

2. Les avantages de l'opération

Le déclassement anticipé a pour objet de faire tomber l'emprise concernée immédiatement dans le domaine privé de la ville de Strasbourg à la date du déclassement anticipé et de maintenir les ateliers des musées sur site, jusqu'à la libération de l'ensemble immobilier concerné, soit au plus tard le 14 février 2021, ou à une échéance plus avancée correspondant à la date de début des travaux de réhabilitation engagés par Vilogia société anonyme d'HLM.

Il permet également au nouvel acquéreur, sur un terrain qui passe ainsi du domaine public au domaine privé, d'y conclure des baux locatifs. La conclusion de tels baux sur le domaine public est en effet impossible en raison de l'incompatibilité existante entre le caractère précaire et personnel des titres d'occupation du domaine public et les droits qui sont garantis aux bailleurs ; cette faculté est en revanche envisageable sur le domaine privé. La domanialité privée est davantage conciliable avec la commercialité des activités envisagées.

Enfin, la vente de cet immeuble constitue une ressource immédiate pour le budget municipal alors même que l'immeuble continue à être utilisé pour une mission de service public.

16

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Avis relatif au classement dans le domaine public métropolitain de voirie. Avis du Conseil Municipal - article L. 5211-57 du CGCT.

L'Eurométropole de Strasbourg a été sollicitée pour classer dans son domaine public les espaces publics de plusieurs opérations. Les espaces publics en question sont aménagés et ouverts à la circulation publique. Les projets de classement ont été soumis à l'avis des services gestionnaires de l'Eurométropole de Strasbourg qui ont émis un avis favorable aux projets.

Il s'agit de :

1. Quatrième tranche du lotissement « Polygone » à STRASBOURG-Neuhof.

La société « DOMIAL » a réalisé le lotissement « Polygone », autorisé par le permis d'aménager n° 67 482 10 V0002 en date du 11 août 2010, modifié le 26 février 2013.

Les voies de desserte de la 4ème tranche, ainsi que leurs accessoires, sont aménagés et ouverts à la circulation publique. Il s'agit du tronçon sud de la rue des Trompettistes, de la rue des Luthiers et d'un cheminement reliant la rue des Luthiers à la rue des Flutistes. Le projet de classement dans le domaine public de ces voies a été soumis à l'avis des services gestionnaires de l'Eurométropole de Strasbourg qui ont émis un avis favorable au projet. Dès lors, rien ne s'oppose plus à l'acquisition à l'euro symbolique, et au classement de ces voies dans le domaine public métropolitain.

Les biens et droits immobiliers concernés, propriété de « DOMIAL » sont cadastrés comme suit : commune de Strasbourg
Section IX n° 454/9 avec 12 ares et 75 centiares
Section IX n° (2)/9 avec 1 are et 59 centiares issue de la division de la parcelle n° 456/9.

Les ouvrages seront pris en gestion par les services de l'Eurométropole dès la délibération de classement.
L'éclairage public sera pris en gestion par la ville de Strasbourg, compétente en la matière.

2. Lotissement « Baggersee » à STRASBOURG Meinau.

La SERS a réalisé à Strasbourg un lotissement dénommé « Baggersee », autorisé par le permis d'aménager n° 67 482 08 V004 en date du 16 juin 2009, modifié le 1er septembre 2010.

Les voies de desserte, ainsi que leurs accessoires, sont aménagés et ouverts à la circulation publique. Il s'agit du tronçon sud de la rue du Kritt et de la rue de Savoie. Le projet de classement dans le domaine public de ces voies a été soumis à l'avis des services gestionnaires de l'Eurométropole de Strasbourg qui ont émis un avis favorable au projet. Dès lors, rien ne s'oppose plus à l'acquisition à l'euro symbolique, et au classement de ces voies dans le domaine public métropolitain.

Les biens et droits immobiliers concernés, propriété de la SERS, sont cadastrés comme suit : commune de Strasbourg
Section EY n° 282/1 avec 7 ares et 28 centiares
Section EY n° 287/1 avec 1 are et 28 centiares
Section EY n° 300/1 avec 11 ares et 11 centiares
Section EY n° 320/1 avec 5 ares et 44 centiares
Section EY n° 321/1 avec 34 centiares

Les ouvrages seront pris en gestion par les services de l'Eurométropole dès la délibération de classement.
L'éclairage public sera pris en gestion par la ville de Strasbourg, compétente en la matière.
Le Conseil municipal est invité à donner un avis aux projets de l'Eurométropole de prononcer les acquisitions et le classement de ces voies.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
sur proposition de la Commission plénière
vu les dispositions de l'article L. 5211-57 du CGCT
après en avoir délibéré,
émet un avis favorable

aux projets de l'Eurométropole de Strasbourg :

1. Quatrième tranche du lotissement « Polygone » à Strasbourg-Neuhof.

1.1. le principe d'un classement dans le domaine public de l'Eurométropole de Strasbourg des voies, réseaux et accessoires de voiries, y compris les infrastructures de gaines destinées aux réseaux de communications électroniques, desservant le lotissement « Polygone » tranche 4 à Strasbourg-Neuhof, rue des Trompettistes (tronçon sud), rue des Luthiers et du cheminement reliant la rue des Luthiers à la rue des Guitaristes;

1.2. la reprise, par l'Eurométropole et à la date de la délibération, de la gestion de ces voies et des réseaux qui en constituent l'accessoire ;

1.3. les acquisitions à l'euro symbolique à mettre en œuvre par l'Eurométropole de Strasbourg dans le cadre de ce projet, propriété de « DOMIAL » à savoir, les parcelles de voirie cadastrées comme suit :

Commune de Strasbourg
Section IX n° 454/9 avec 12 ares et 75 centiares
Section IX n° (2)/9 avec 1 are et 59 centiares issue de la division de la parcelle n° 456/9
telles qu'identifiées sur le plan parcellaire joint à la présente délibération,

étant précisé que les parcelles ainsi acquises intégreront le domaine public de l'Eurométropole de Strasbourg.

2. Lotissement « Baggersee » à Strasbourg Meinau.

2.1. le principe d'un classement dans le domaine public de l'Eurométropole de Strasbourg des voies, réseaux et accessoires de voiries, y compris les infrastructures de gaines destinées aux réseaux de communications électroniques, desservant le lotissement « Baggersee» à Strasbourg, tronçon sud de la rue du Kritt et rue de Savoie;

2.2. la reprise, par l'Eurométropole et à la date de la présente délibération, de la gestion de ces voies et des réseaux qui en constituent l'accessoire ;

2.3. les acquisitions à l'euro symbolique à mettre en œuvre par l'Eurométropole de Strasbourg dans le cadre de ce projet, propriété de la SERS à savoir, les parcelles de voirie cadastrées comme suit :

Commune de Strasbourg
Section EY n° 282/1 avec 7 ares et 28 centiares
Section EY n° 287/1 avec 1 are et 28 centiares
Section EY n° 300/1 avec 11 ares et 11 centiares
Section EY n° 320/1 avec 5 ares et 44 centiares
Section EY n° 321/1 avec 34 centiares

telles qu'identifiées sur le plan parcellaire joint à la présente délibération,

étant précisé que les parcelles ainsi acquises intégreront le domaine public de l'Eurométropole de Strasbourg,

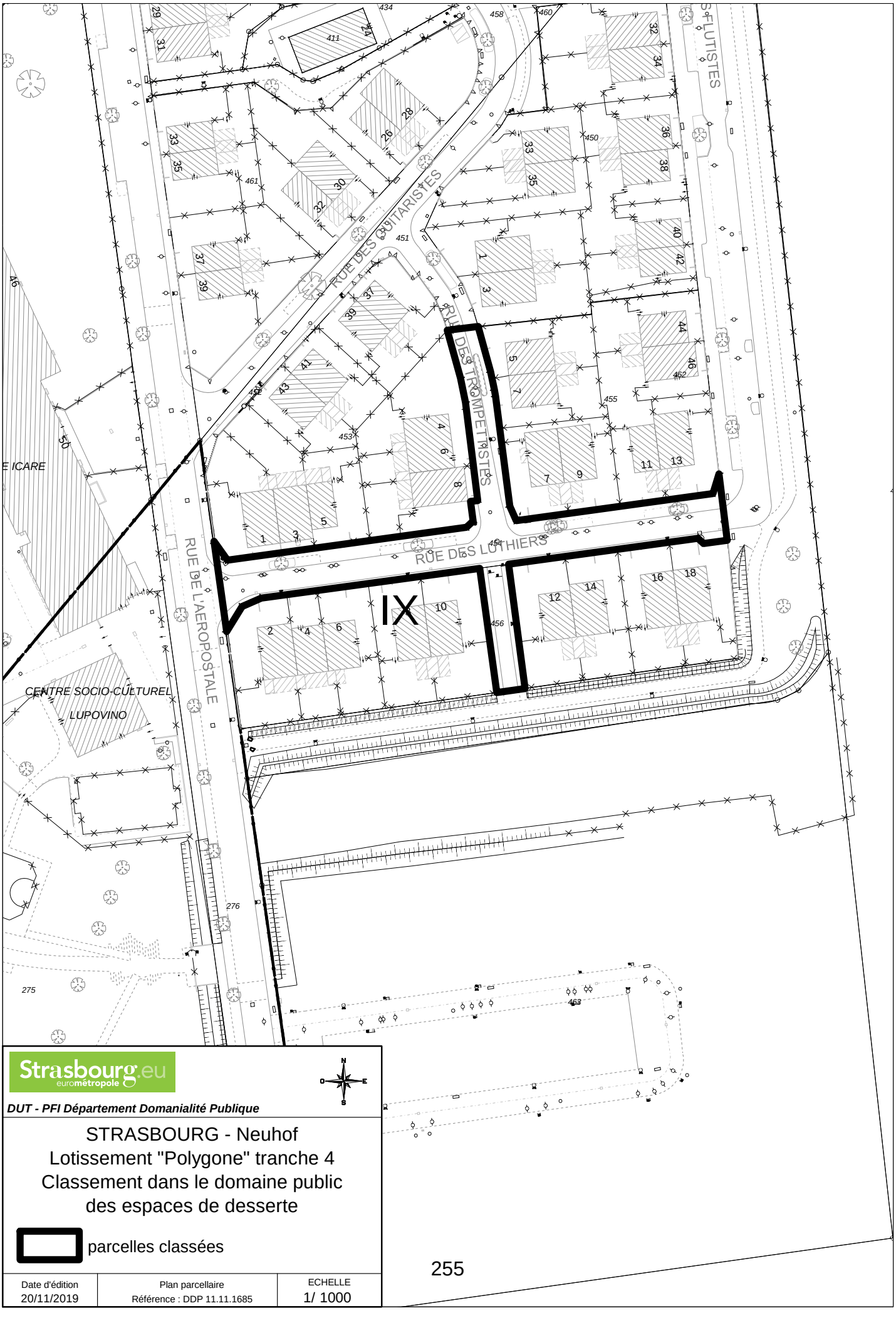
approuve

le transfert de propriété des ouvrages liés à l'éclairage public.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020


Strasbourg.eu
eurométropole
N
O
E
S
DUT - PFI Département Domanialité Publique
PLAN DE SITUATION
STRASBOURG - Neuhof
Classement dans le domaine public
de l'Eurométropole de Strasbourg
des espaces publics du lotissement "Polygone"
tranche 4
Date d'édition
20/11/2019
Référence : DDP 11.11.1685
Plan de situation
ECHELLE
1/ 8000



Strasbourg.eu
eurométropole

DUT - PFI Département Domanialité Publique

STRASBOURG - Neuhof
Lotissement "Polygone" tranche 4
Classement dans le domaine public des espaces de desserte

parcelles classées

Date d'édition	Plan parcellaire	ECHELLE
20/11/2019	Référence : DDP 11.11.1685	1/ 1000



Strasbourg.eu eurométropole

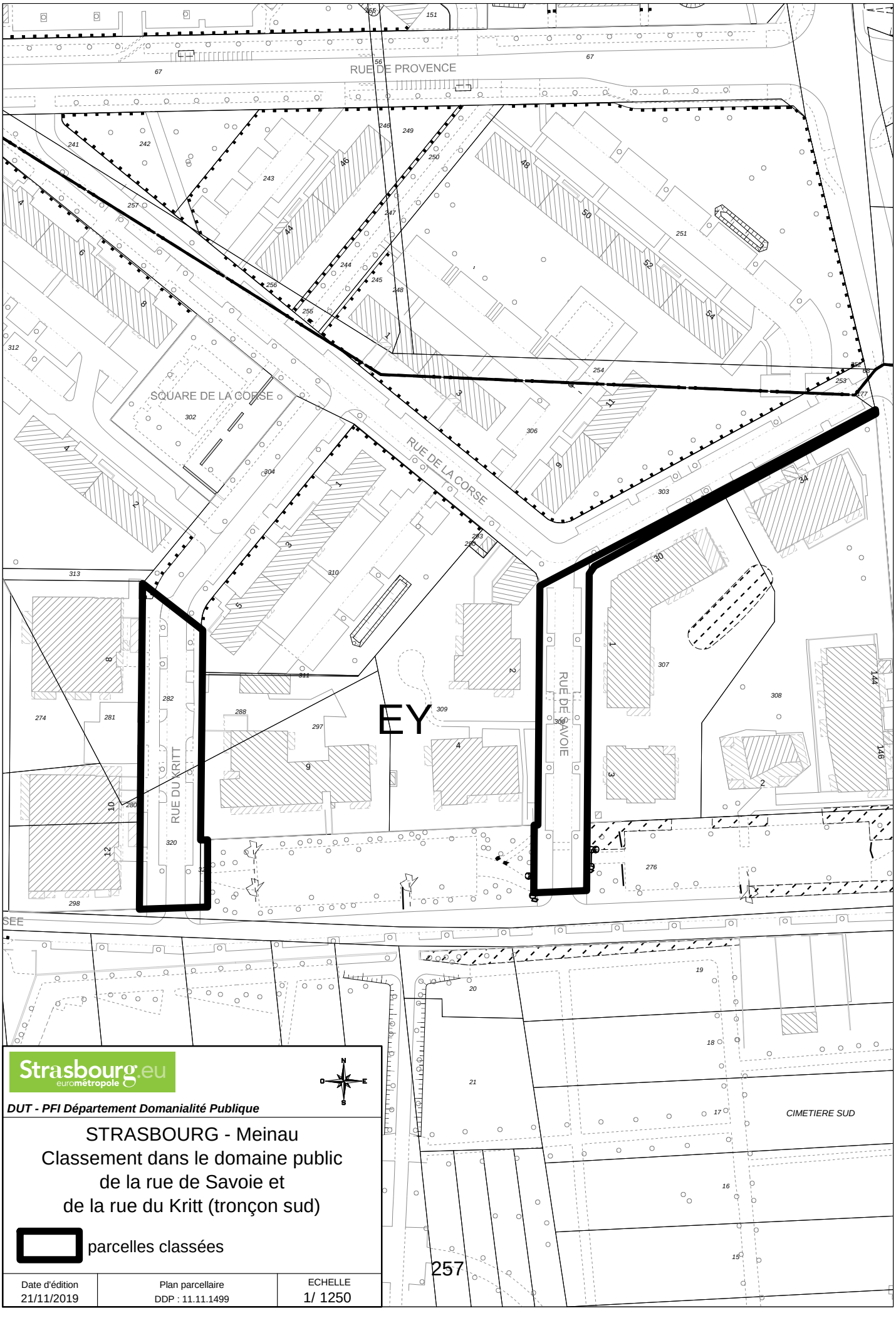
DUT - PFI Département Domanialité Publique

PLAN DE SITUATION

STRASBOURG - Meinau

Classement dans le domaine public
de l'Eurométropole de Strasbourg
des espaces publics du lotissement "Baggersee"
rues du Kritt et de Savoie

Date d'édition	Référence : DDP 11.11.1499	ECHELLE
20/11/2019	Plan de situation	1/ 8000



Strasbourg.eu
eurométropole

N
O E
S

DUT - PFI Département Domanialité Publique

STRASBOURG - Meinau
Classement dans le domaine public de la rue de Savoie et de la rue du Kritt (tronçon sud)

parcelles classées

257

Date d'édition	Plan parcellaire	ECHELLE
21/11/2019	DDP : 11.11.1499	1/ 1250

17

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Transfert d'équipement par la ville de Strasbourg à l'Eurométropole et inversement. Mise en œuvre des principes approuvés par les délibérations cadres du Conseil Municipal du 19 février 2018 et du Conseil de l'Eurométropole du 23 mars 2018.

L'article L. 5217-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoit que les biens appartenant aux communes et utilisés par la métropole pour l'exercice de ses compétences sont gratuitement *« transférés dans le patrimoine de la métropole ».* En application de cet article, le Conseil de l'Eurométropole du 30 janvier 2015 demandait aux communes que « *les biens et droits à caractère mobilier et immobilier situés sur leur territoire, utilisés pour l'exercice de compétences transférées, soient mis de plein droit à disposition de l'Eurométropole et transférés dans son patrimoine au plus tard un an après la date de la première réunion du conseil de l'Eurométropole de Strasbourg* ».

Or il est également apparu que des équipements relevant de la compétence de la ville de Strasbourg étaient situés sur des parcelles inscrites au Livre Foncier au nom de l'Eurométropole.

Par délibérations respectives des 19 février 2018 et 23 mars 2018, la ville de Strasbourg et l'Eurométropole se sont entendues sur un mode opératoire permettant de formaliser les transferts à mettre en œuvre entre elles. Deux listes provisoires sont annexées à ces délibérations : chacune de ces listes cite une cinquantaine d'équipements. Pour une de ces listes, ces équipements relèvent de la compétence de la Ville mais sont situés sur des parcelles de l'Eurométropole ; pour l'autre liste, c'est l'inverse.

Plusieurs délibérations d'application du Conseil Municipal de Strasbourg et de la Commission Permanente ont déjà permis de régulariser la situation d'une trentaine de sites.

Six cas ont été retenus pour la présente délibération :

- trois équipements relevant de la compétence de la ville de Strasbourg mais situés sur des parcelles inscrites au Livre Foncier au nom de l'Eurométropole : base technique du service des Espaces Verts à Hautepierre, parc de la Bergerie à Cronenbourg et parc de la Citadelle à l'Esplanade,

- trois équipements relevant de la compétence de l'Eurométropole mais situés sur des parcelles inscrites au Livre Foncier au nom de la ville de Strasbourg : district de nettoiement Nord-Est rue Fritz Kiener à Strasbourg-Krutenau, aérodrome du Polygone à Strasbourg-Neuhof et station de captage d'eau à Lingolsheim.

L'ensemble de ces transferts s'opère à titre gratuit.
Les biens intégrant le domaine public de la personne publique dont relève la compétence, les transferts interviennent sans déclassement préalable en application de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu le Code général des collectivités territoriales,
notamment les articles L. 5217-1 à L. 5217-5
vu le décret du 23 décembre 2014 portant création de la
métropole dénommée « Eurométropole de Strasbourg »
vu le Code général de la propriété des personnes
publiques, notamment l'article L. 3112-1
vu la délibération cadre du Conseil Municipal de Strasbourg en date du 19 février 2018
vu la délibération cadre du Conseil de l'Eurométropole
de Strasbourg en date du 23 mars 2018
vu l'avis du Conseil Municipal de Lingolsheim en date du 9 décembre 2019
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

1) les dispositions relatives à la formalisation des transferts à titre gratuit des équipements suivants, de l'Eurométropole à la ville de Strasbourg, à mettre en œuvre en application des deux délibérations cadres susvisées :

a) <u>Base technique du service des Espaces Verts située rue Baden-Powell à Strasbourg-Hautepierre</u>

La mutation par l'Eurométropole de la parcelle suivante, y compris des bâtiments qui y sont implantés, qui intègrent ainsi le domaine public de la ville de Strasbourg :

Commune	***Section***	***Numéro de parcelle***	***Lieu-dit***	***Contenance des terrains à transférer (en ares)***
Strasbourg	*KW*	*909/90*	*Hautepierre*	*15,80*

b) <u>Parc de la Bergerie situé rue du Rieth à Strasbourg-Cronenbourg</u>

La mutation par l'Eurométropole des parcelles suivantes, y compris des bâtiments qui y sont implantés, qui intègrent ainsi le domaine public de la ville de Strasbourg :

Commune	*Section*	*Numéro de parcelle*	*Lieu-dit*	*Contenance des terrains à transférer (en ares)*
Strasbourg	*KZ*	*384/44*	*Hundseich*	*3,81*
Strasbourg	*KZ*	*443/49*	*Hundseich*	*0,40*
Strasbourg	*KZ*	*445/50*	*Route de Mittelhausbergen*	*6,11*
Strasbourg	*KZ*	*487/38*	*Hundseich*	*0,96*
Strasbourg	*KZ*	*489/42*	*26 rue Galilée*	*0,01*
Strasbourg	*LA*	*45*	*Hundseich*	*13,17*
Strasbourg	*LA*	*111/45*	*Hundseich*	*12,55*
Strasbourg	*LA*	*136/16*	*Hundseich*	*0,62*
Strasbourg	*LA*	*137/16*	*Hundseich*	*1,83*
Strasbourg	*LA*	*163/16*	*Hundseich*	*1,06*
Strasbourg	*LA*	*183/5*	*rue Galilée*	*0,17*
Strasbourg	*LA*	*185/5*	*rue Galilée*	*1,24*
Strasbourg	*LA*	*197/60*	*Hundseich*	*4,56*
Strasbourg	*LA*	*198/60*	*Hundseich*	*11,09*
Strasbourg	*LA*	*199/57*	*Hundseich*	*2,64*
Strasbourg	*LA*	*200/57*	*Hundseich*	*11,09*
Strasbourg	*LA*	*201/44*	*Hundseich*	*4,58*
Strasbourg	*LA*	*202/44*	*Hundseich*	*0,74*
Strasbourg	*LA*	*207/27*	*Hundseich*	*2,72*
Strasbourg	*LA*	*218/8*	*rue du Rieth*	*0,14*
Strasbourg	*LA*	*220/9*	*rue du Rieth*	*1,25*
Strasbourg	*LA*	*222/10*	*rue du Rieth*	*2,89*
Strasbourg	*LA*	*224/11*	*rue du Rieth*	*3,21*
Strasbourg	*LA*	*226/12*	*rue du Rieth*	*3,20*
Strasbourg	*LA*	*247/50*	*Hundseich*	*2,80*
Strasbourg	*LA*	*254/27*	*Hundseich*	*0,40*
Strasbourg	*LA*	*255/46*	*Hundseich*	*1,15*
Strasbourg	*LB*	*523/6*	*Hundseich*	*5,92*
Strasbourg	*LB*	*524/6*	*Hundseich*	*5,37*
Strasbourg	*LC*	*850/256*	*Hundseich*	*5,67*

Soit une contenance totale des terrains à transférer de 111,35 ares.

c) *Parc de la Citadelle situé rue de Boston à Strasbourg-Esplanade*

La mutation par l'Eurométropole des parcelles suivantes, y compris des bâtiments qui y sont implantés, qui intègrent ainsi le domaine public de la ville de Strasbourg :

Commune	*Section*	*Numéro de parcelle*	*Lieu-dit*	*Contenance des terrains à transférer (en ares)*
Strasbourg	*38*	*24(A)*	*rue Tarade*	*31,75*
Strasbourg	*38*	*24(B)*	*rue Tarade*	*15,63*

Strasbourg	*38*	*71/23*	*avenue du Général de Gaulle*	*1,88*
Strasbourg	*39*	*10(A)*	*rue de Boston*	*330,57*
Strasbourg	*39*	*10(B)*	*rue de Boston*	*110,30*
Strasbourg	*39*	*10(C)*	*rue de Boston*	*110,28*
Strasbourg	*39*	*11(A)/6*	*rue de Boston*	*313,54*
Strasbourg	*39*	*11(B)/6*	*rue de Boston*	*166,95*
Strasbourg	*39*	*11(C)/6*	*rue de Boston*	*64,00*
Strasbourg	*39*	*11(D)/6*	*rue de Boston*	*16,27*
Strasbourg	*39*	*121/6*	*quai des Alpes*	*7,20*

Soit une contenance totale des terrains à transférer de 1.168,37 ares.

2) les dispositions relatives à la formalisation des transferts à titre gratuit des équipements suivants, de la ville de Strasbourg à l'Eurométropole, à mettre en œuvre en application des deux délibérations cadres susvisées :

a) <u>District de nettoiement Nord-Est situé rue Fritz Kiener à Strasbourg-Krutenau</u>

La mutation par la ville de Strasbourg des parcelles suivantes, y compris des bâtiments qui y sont implantés, qui intègrent ainsi le domaine public de l'Eurométropole :

Commune	***Section***	***Numéro de parcelle***	***Lieu-dit***	***Contenance des terrains à transférer (en ares)***	
Strasbourg	*36*	*3*	*rue Fritz Kiener*	*4,54*	
Strasbourg	*36*	*2*	*rue Fritz Kiener*		*Volume AA*

b) <u>Aérodrome du Polygone situé rue de la Musau à Strasbourg-Neuhof</u>

La mutation par la ville de Strasbourg de la parcelle suivante, y compris des bâtiments qui y sont implantés, qui intègrent ainsi le domaine public de l'Eurométropole :

Commune	***Section***	***Numéro de parcelle***	***Lieu-dit***	***Contenance des terrains à transférer (en ares)***
Strasbourg	*IX*	*466/7*	*50 rue de l'Aéropostale*	*1.406,84*

c) <u>Station de captage d'eau située rue de Holtzheim à Lingolsheim</u>

La mutation par la ville de Strasbourg de la parcelle suivante, y compris des bâtiments qui y sont implantés, qui intègrent ainsi le domaine public de l'Eurométropole :

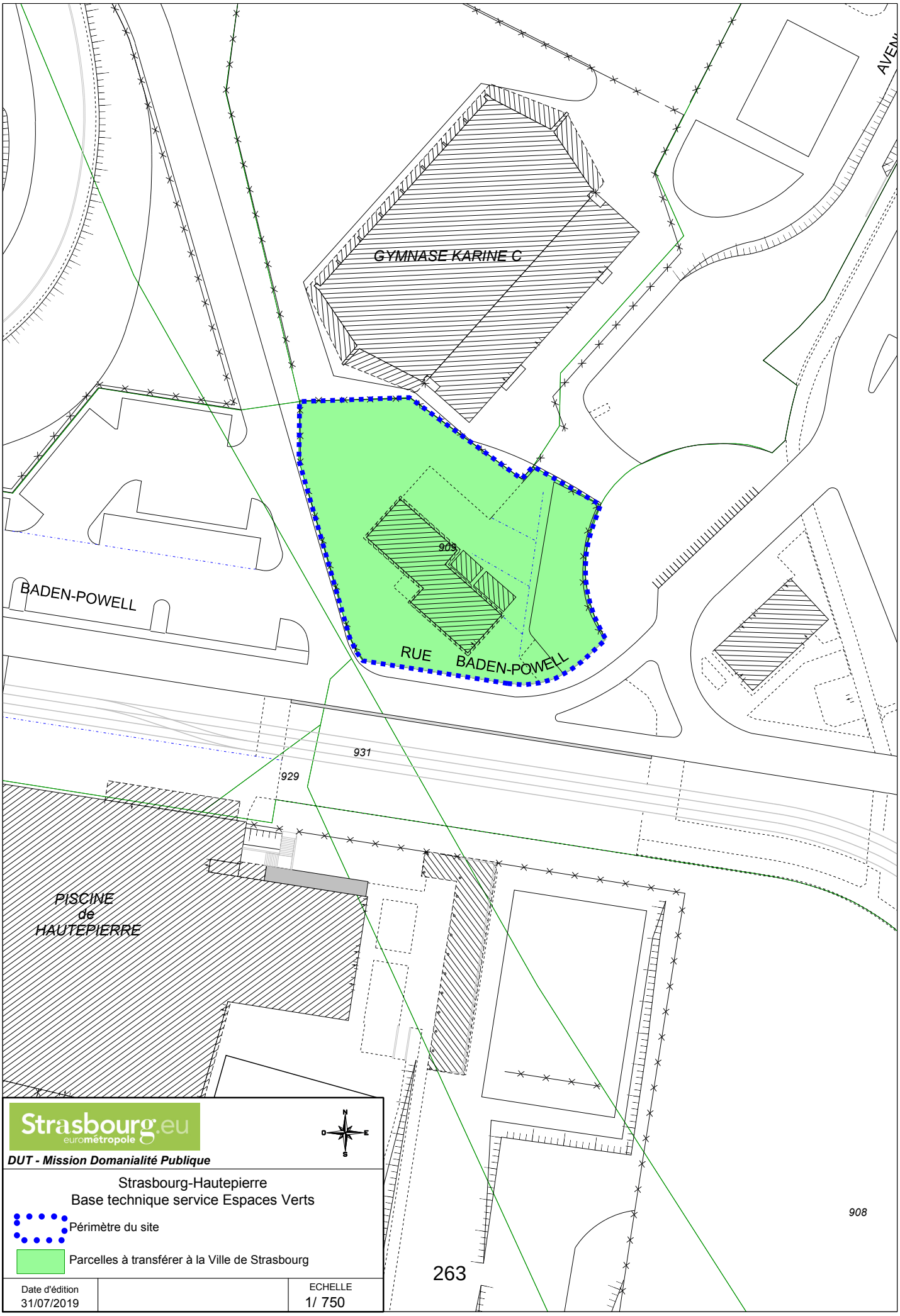
Commune	***Section***	***Numéro de parcelle***	***Lieu-dit***	***Contenance des terrains à transférer (en ares)***
Lingolsheim	*23*	*145*	*Hengstgrub*	*21,87*

autorise

le Maire, ou son-sa représentant-e, à prendre toute mesure et signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020



Strasbourg.eu
eurométropole

N
O
E
S

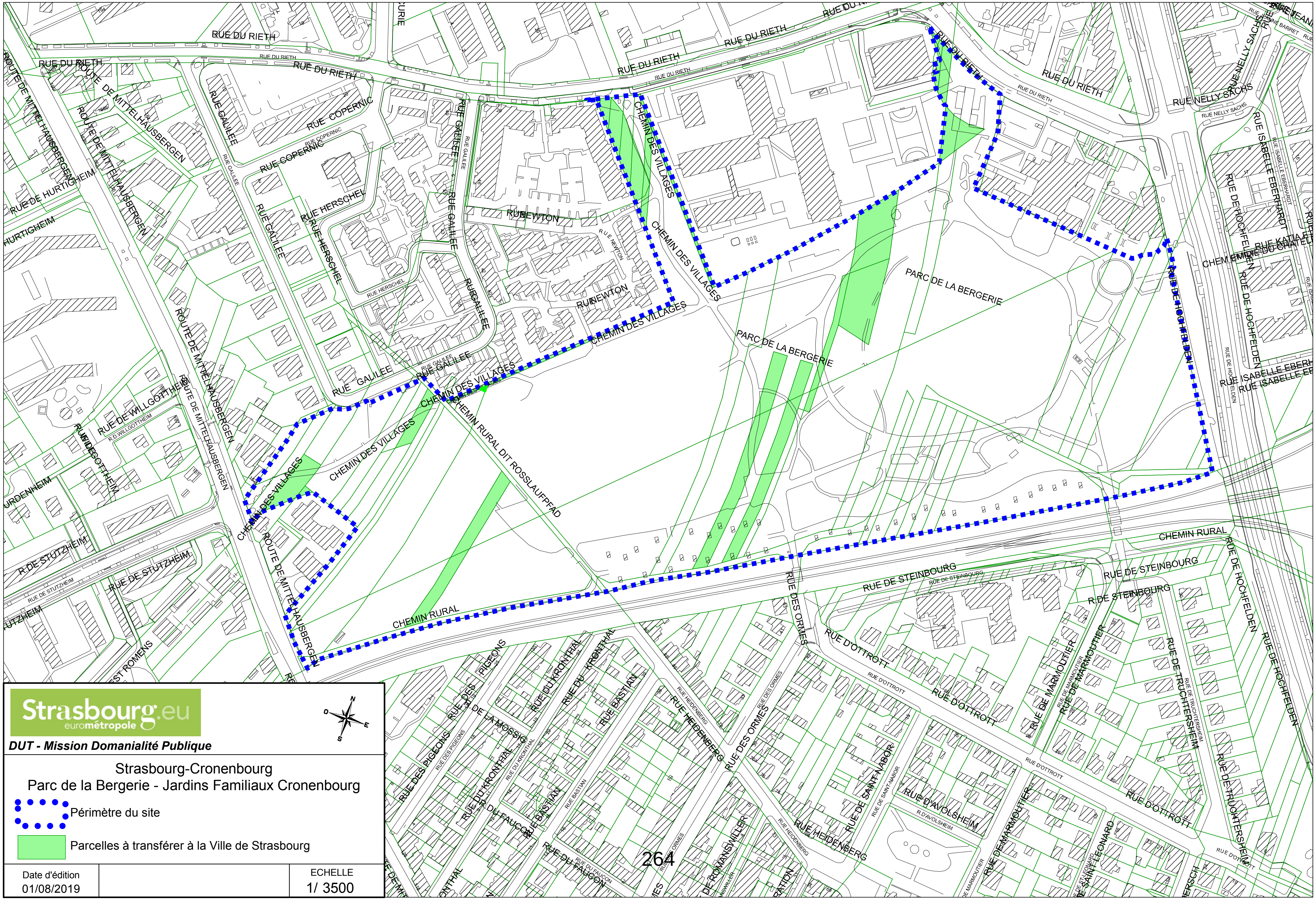
DUT - Mission Domanialité Publique

Strasbourg-Hautepierre
Base technique service Espaces Verts

Périmètre du site

Parcelles à transférer à la Ville de Strasbourg

Date d'édition		ECHELLE
31/07/2019		1/ 750



Strasbourg.eu eurométropole

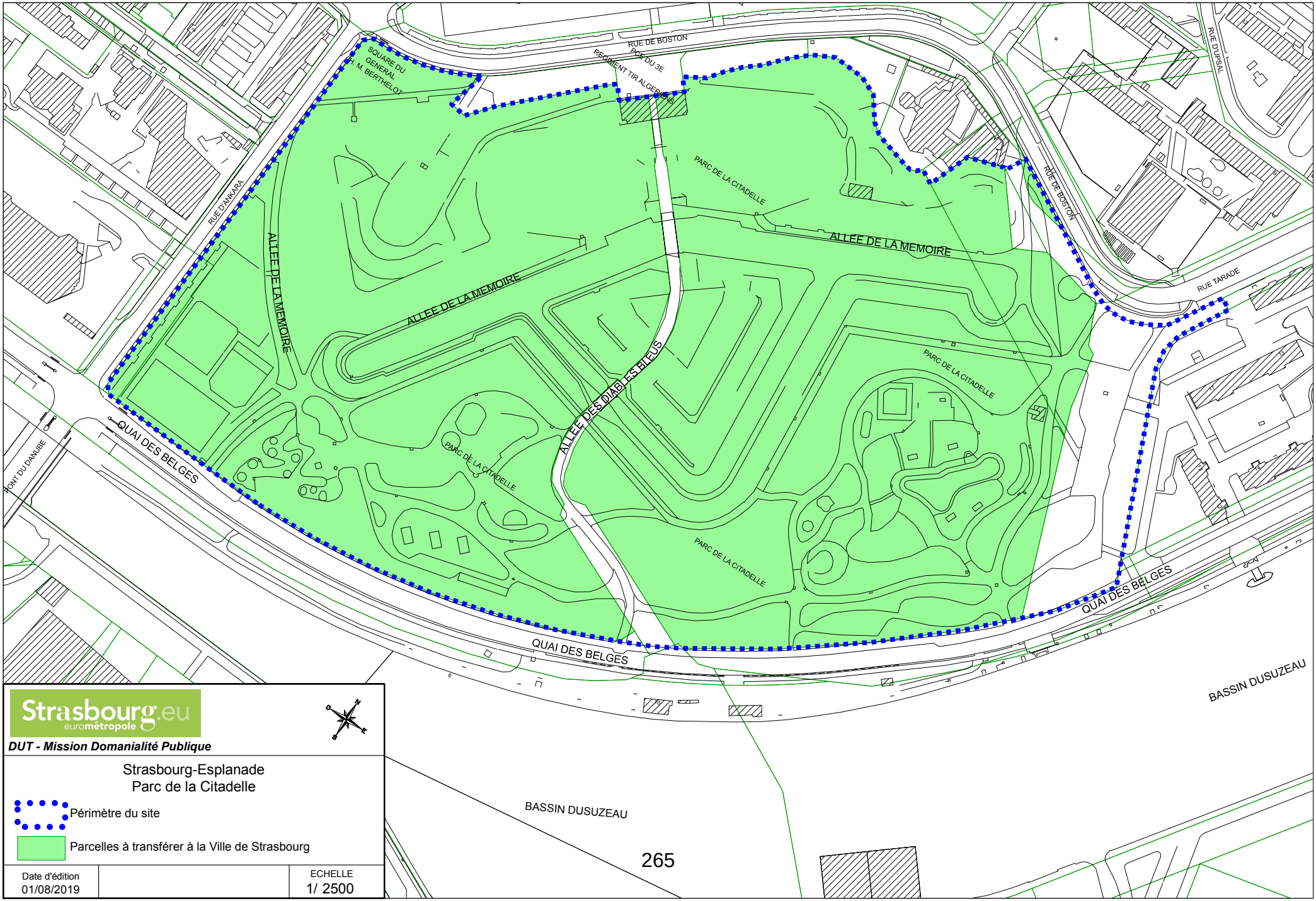
DUT - Mission Domanialité Publique

Strasbourg-Cronenbourg
Parc de la Bergerie - Jardins Familiaux Cronenbourg

Périmètre du site

Parcelles à transférer à la Ville de Strasbourg

Date d'édition		ECHELLE
01/08/2019		1/ 3500



Strasbourg.eu
eurométropole

DUT - Mission Domanialité Publique

Strasbourg-Esplanade
Parc de la Citadelle

Périmètre du site

Parcelles à transférer à la Ville de Strasbourg

Date d'édition		ECHELLE
01/08/2019		1/ 2500



Strasbourg.eu
eurométropole

DUT - Mission Domanialité Publique

Ville de Strasbourg
District de Nettoiement Nord-Est

Périmètre du site

Parcelle et Volume à transférer à l'Eurométropole

Date d'édition		ECHELLE
13/11/2019	Rez-de-chaussée	1/ 500



Strasbourg.eu
eurométropole

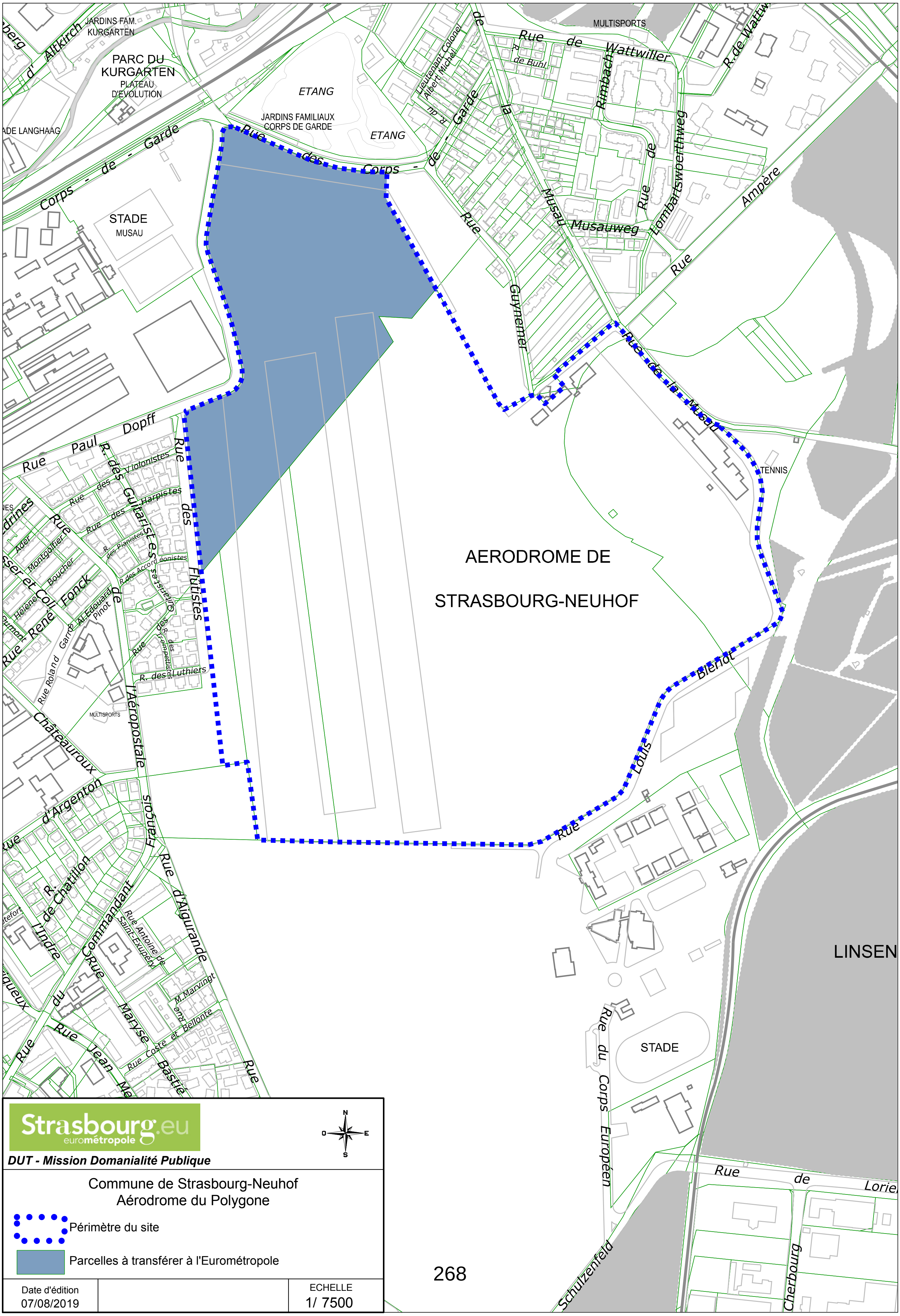
DUT - Mission Domanialité Publique

Ville de Strasbourg
District de Nettoiement Nord-Est

Périmètre du site

Parcelle et Volume à transférer à l'Eurométropole

Date d'édition		ECHELLE
13/11/2019	1er étage et surplomb	1/ 500



Strasbourg.eu eurométropole

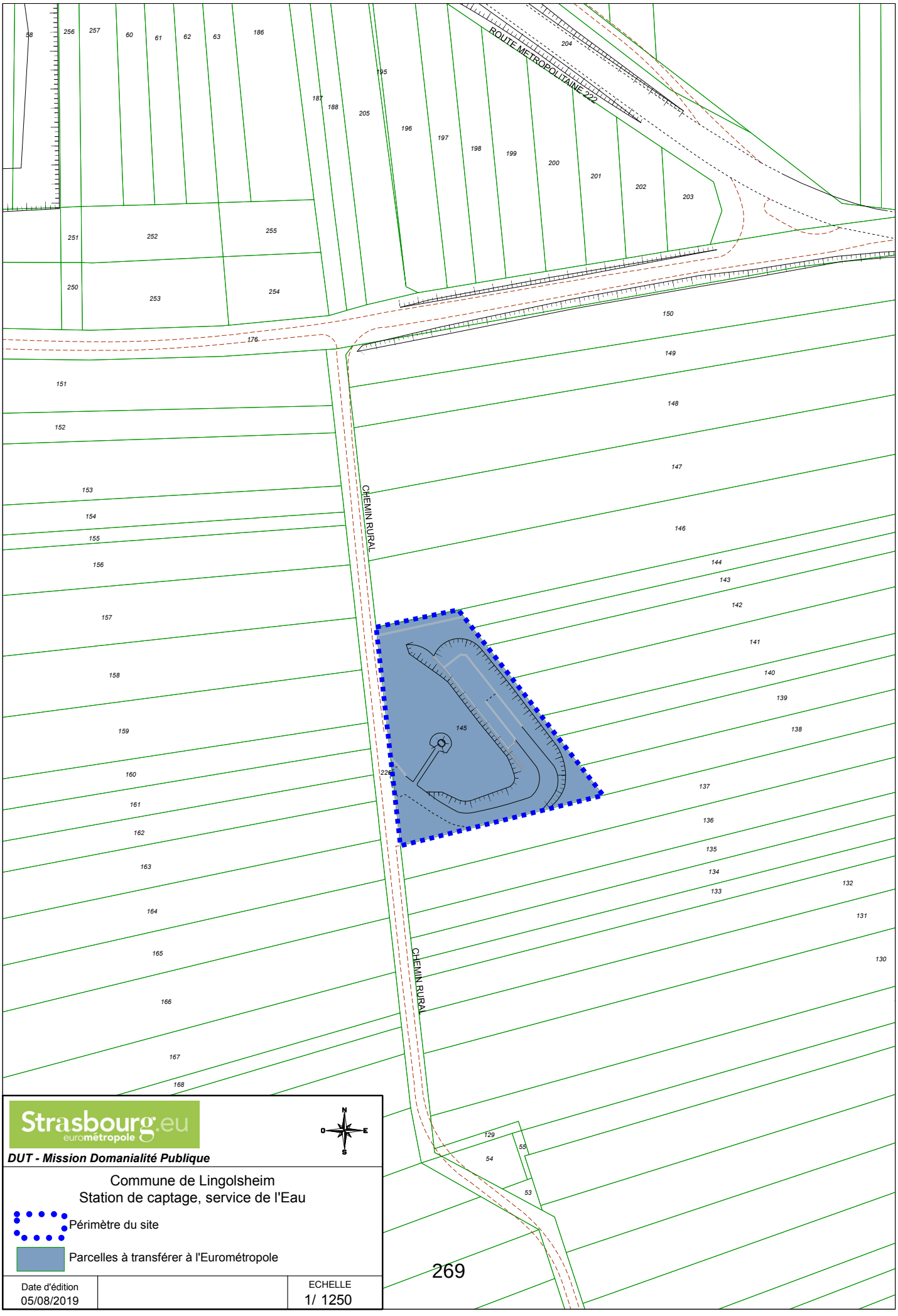
DUT - Mission Domanialité Publique

Commune de Strasbourg-Neuhof
Aérodrome du Polygone

Périmètre du site

Parcelles à transférer à l'Eurométropole

Date d'édition		ECHELLE
07/08/2019		1/ 7500



Strasbourg.eu
eurométropole

DUT - Mission Domanialité Publique

Commune de Lingolsheim
Station de captage, service de l'Eau

Périmètre du site

Parcelles à transférer à l'Eurométropole

Date d'édition		ECHELLE
05/08/2019		1/ 1250

18

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Régularisations foncières - Acquisition par l'Eurométropole de parcelles de voirie restées inscrites au Livre Foncier comme étant propriété de personnes physiques ou morales. Avis préalable de la ville de Strasbourg (article L 5211-57 du Code général des collectivités territoriales).

L'examen de la situation foncière des voiries de l'Eurométropole a révélé que des parcelles à usage de voirie et d'accessoire de voirie depuis plusieurs années, sont restées inscrites au Livre Foncier aux noms de personnes physiques ou morales.

Afin d'assainir cette situation, des négociations ont été engagées avec certains titulaires de droits en cause, qui ont accédé aux propositions de régularisations présentées par l'Eurométropole.

Ces transactions interviennent à l'euro symbolique.

Aussi, il est proposé au Conseil d'émettre un avis favorable à l'acquisition par l'Eurométropole des emprises foncières concernées.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'article L.5211-57 du Code général des collectivités territoriales
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
émet un avis favorable

aux acquisitions de terrains à incorporer dans la voirie publique de l'Eurométropole

Voies aménagées et leurs accessoires dont le transfert de propriété reste à régulariser.

Les parcelles citées ci-après seront acquises, à l'euro symbolique, en plein accord avec les propriétaires.

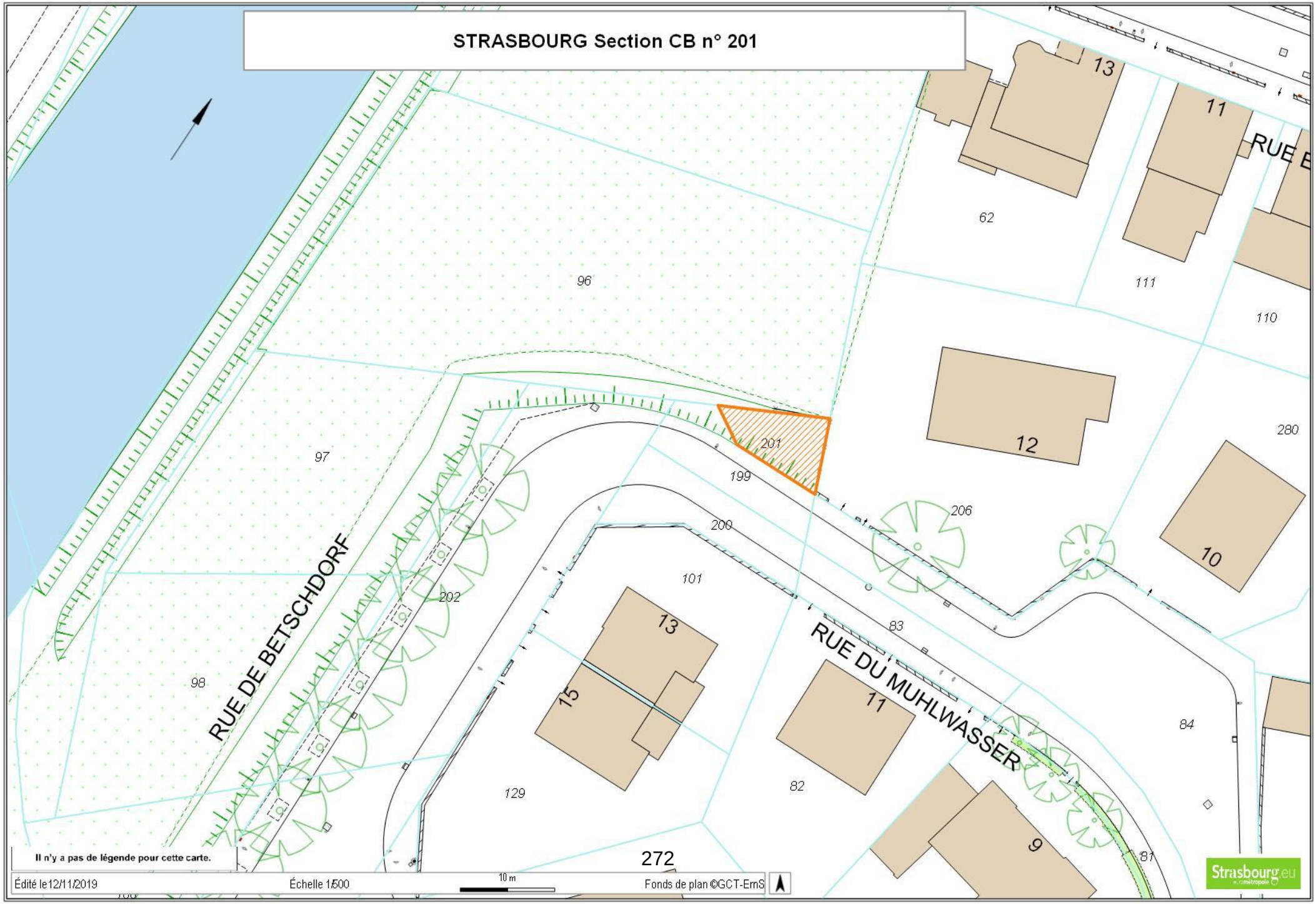
A STRASBOURG

Rue du Muhlwasser

Section CB n° 201/81 de 0,60 are, lieu-dit : Sprauersgarten, sol
En cours d'inscription au Livre Foncier au nom de Madame Marie-Antoinette FAESSEL

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020


STRASBOURG Section CB n° 201
RUE DE BETSCHDORF
RUE DU MUHLWASSER
RUE E
13
11
62
96
111
110
12
280
201
97
199
206
200
10
101
202
13
83
15
11
98
84
129
82
9
81
272
Il n'y a pas de légende pour cette carte.
Édité le 12/11/2019
Échelle 1/500
10 m
Fonds de plan ©GCT-EmS
Strasbourg.eu

19

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Transactions amiables sur le territoire de la ville de Strasbourg.

1) Avis préalable de la ville de Strasbourg (avis du Conseil municipal en application de l'article 5211-57 du CGCT) à l'acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg de parcelles sises route du Polygone à Strasbourg Neudorf, auprès du bailleur social Habitation Moderne.

La route du polygone fait actuellement l'objet d'un aménagement de voirie impactant du foncier encore privatif.

A l'effet de réaliser ces travaux, la collectivité a sollicité l'acquisition de parcelles auprès du bailleur social Habitation Moderne. Seul ce foncier reste à acquérir par l'Eurométropole de Strasbourg.

Il s'agit des parcelles situées 38 route du Polygone, Strasbourg-Neudorf et provisoirement cadastrées : section DW n° (2)/136 d'une surface de 38 m² et n° (4)/140 d'une surface de 131 m².

Celles-ci sont situées en zone UB2 au PLUi.

La dite acquisition est consentie au prix d'un euro symbolique.

2) Avis préalable de la ville de Strasbourg en application de l'article L 5211-57 du Code général des collectivités territoriales à l'acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg d'une parcelle dans le cadre de l'aménagement d'une liaison entre la rue Martin Hubrecht et la rue Jean Jacques Fried à Strasbourg Robertsau.

Dans le cadre d'un projet d'aménagement d'une liaison douce, piétons et cycles, entre la rue Martin Hubrecht et la rue Jean Jacques Fried à Strasbourg Robertsau, l'Eurométropole souhaite acquérir une parcelle auprès de la clinique Saint Anne.

Un accord amiable a été trouvé, suite à une proposition d'acquisition au prix de 12 000 € l'are conformément au prix habituellement pratiqué en matière de voirie sur le territoire de Strasbourg Robertsau.

Le coût d'acquisition total est de 31 080 € pour une emprise de 2.59 ares.

Il est ainsi proposé au Conseil Municipal de donner un avis préalable favorable à l'acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg de cette parcelle.

3) Avis préalable de la ville de Strasbourg en application de l'article L 5211-57 du Code général des collectivités territoriales à l'acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg d'une parcelle destinée à intégrer la voirie de l'Eurométropole de Strasbourg sise 89 rue de l'angle à Strasbourg Robertsau.

Dans le cadre d'une régularisation foncière 89 rue de l'angle Strasbourg Robertsau, l'Eurométropole souhaite acquérir une parcelle d'une emprise de 0.08 are auprès des consorts BURGUN.

Un accord amiable a été trouvé, suite à une proposition d'acquisition au prix de 12 000 € l'are conformément au prix habituellement pratiqué en matière de voirie sur le territoire de Strasbourg Robertsau.

Le coût d'acquisition total est de 960 €.

Il est ainsi proposé au Conseil Municipal de donner un avis préalable favorable à l'acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg de cette parcelle.

4) Avis préalable Chevènement de la Ville en vue de l'acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg d'une parcelles sise Chemin du Schulzenfeld à Strasbourg-Neuhof pour un réaménagement de voirie

Le secteur du chemin du Schulzenfeld et de la rue Richshoffer à Strasbourg-Neuhof est en cours d'urbanisation. Différents projets immobiliers ont déjà vu le jour (résidence senior livrée rue Richshoffer en 2011 et une opération de 6 maisons en location-accession est en cours de chantier rue Lisa Krugell) et un autre projet immobilier a été initié par la Ville rue Richshoffer.

Ce projet immobilier rend nécessaire l'acquisition d'une emprise foncière de 01,53 ares propriété de l'Etablissement Protestant pour enfants dénommé « Le Neuhof. »

Cette acquisition permettra la réalisation de l'emplacement réservé figurant au Plan Local d'Urbanisme sous la référence NEU 24 pour la « création d'une voirie entre la route d'Altenheim, y compris un raccordement au chemin du Schulzenfeld et au chemin du Kammerhof » dont l'Eurométropole de Strasbourg est bénéficiaire.

Cette emprise foncière sera intégrée à la voirie métropolitaine.

L'Eurométropole de Strasbourg souhaite acquérir l'emprise foncière sus-visée auprès de l'Etablissement Protestant pour enfants dénommé « Le Neuhof », qui en est propriétaire.

Une emprise foncière acquise de 01,53 ares sera prélevée sur la parcelle qui est actuellement cadastrée comme suit :

Ville de Strasbourg
Lieudit Chemin du Schulzenfeld
Section IH n° 251 d'une contenance cadastrale actuelle de 119,17 ares

Ladite parcelle est libre de toute occupation et de toute construction.

Le service France Domaine a été sollicité pour déterminer la valeur des biens immobiliers acquis. Celle-ci étant inférieure à 180.000 € aucun avis de valeur n'a pu être rendu.

La valeur a donc été librement négociée entre les parties, sur la base de valeurs de référence dans le secteur et il a été proposé au vendeur une valeur à l'are de 12 000 € soit pour l'emprise foncière considérée (01,53 ares) la valeur totale de 18 360 €.

5) Rétrocession de deux parcelles propriété de la ville de Strasbourg sis 49 rue du Maquis à Strasbourg/Neudorf.

Par contrat de vente en date du 08 février 1952, les époux Marcel BURGMANN ont cédé à la ville de Strasbourg, une parcelle alors cadastrée section 50 n°192/74 d'une contenance de 375 m², ceci afin de réaliser l'aménagement de la rue.

La dite parcelle est à ce jour divisée au cadastre en trois parcelles, cadastrées comme suit :

Section HP : n° 258 d'une surface de 208 m²
Section HP : n° 259 d'une surface de 81 m²
Section HP : n° 260 d'une surface de 36 m².
Seule la parcelle n° 259 a été impactée par les travaux d'aménagement de la rue conformément à l'alignement inscrit au document d'urbanisme d'alors.

Les parcelles n° 258 et 260 n'ayant pas été impactées par ces travaux, il est proposé de les rétrocéder aux ayants droits des époux BURGMANN, à savoir M. BURGMANN Claude. Les dites parcelles sont situées en zone UB 4 (SMS 4) au PLUi et ont été évalués par les services de France Domaine en date du 12.02 2019, les estimant au prix de 4 680 €.

En vertu du contrat de vente initial, s'agissant des ayants droits des cédants, il est proposé de céder ces parcelles au prix de 1 euro symbolique. Les acquéreurs aux présentes sont dispensés de procéder au versement du prix de cession.

6) Rétrocession d'une parcelle propriété de la ville de Strasbourg sis 54 rue de la Musau à Strasbourg/Neudorf.

Suivant acte de vente en date du 12 juillet 1913, les époux SCHOETTEL, propriétaires de la parcelle cadastrée section 52 n° 69, ont été cédé à la ville de Strasbourg, une emprise de 1,61 are.

Cette emprise a été réunie à la parcelle cadastrée section 52 n° 88 appartenant à la Ville.

La Ville a acquis, par la suite, différentes emprises privées, qui ont formé la parcelle cadastrée section HS n° 88 de 49,70 ares. Cette parcelle a fait l'objet de découpages complémentaires en vue de l'aménagement de la rue. Seule la parcelle cadastrée section HS n° 296/88 ayant été impactée par les travaux d'aménagement de la rue, les autres parcelles, n° 297 et 303 d'une surface globale de 6,85 ares ne feront pas l'objet de l'aménagement et peuvent donc être rétrocédées.

A cet effet, Madame ZIMMERMANN Mireille ainsi que ces co-indivisaires à savoir :
Madame BERTHAULT Catherine,
Monsieur BERTHAULT Philippe,
Madame HERRMANN Margot,
Madame ZIMMERMANN Delphine, ayants droits des cédants souhaiteraient se voir rétrocéder la dite parcelle cadastrée section HS n° 301 d'une surface de 1,28 are.

Celle-ci est située en zone UB4 au PLUi.

Les services de France domaine ont émis un avis datant du 13 mars 2019 estimant la valeur de l'emprise en cause au prix de 21 630 €.

En vertu du contrat initial, s'agissant des ayants des cédants, il est proposé de céder cette parcelle à l'euro symbolique.

La présente délibération remplace le 6) du point 17 de la délibération du Conseil municipal du 23.09.19

7) Acquisition par la ville de Strasbourg d'une parcelle sise avenue de Colmar dans le cadre de l'extension du groupe scolaire à Strasbourg Meinau.

Les quartiers de la Meinau et du Neudorf connaissent une évolution significative du nombre d'enfants à accueillir en école primaire.

La création d'un nouveau groupe scolaire est aujourd'hui nécessaire à l'articulation entre le sud du quartier du Neudorf et le nord de la Meinau, sur une parcelle située l'arrière de l'Institut National Supérieur du Professorat et de l'Education et appartenant à l'Etat. La réalisation de cette opération de construction a d'ores et déjà été validée lors de la séance du Conseil Municipal du lundi 17 décembre 2018.

L'Etat est propriétaire de la parcelle cadastrée section EN n°210/036 de 82,27 ares, lieudit Avenue de Colmar à Strasbourg Meinau.

La parcelle est située en zone UE1 au Plan Local d'Urbanisme correspondant à une zone urbaine spécifique, à vocation d'équipements publics ou d'intérêt collectif.

La parcelle est actuellement surbâtie de plusieurs bâtiments et une partie de ces bâtiments est vouée à la démolition, l'autre partie sera réhabilitée. La création d'un groupe scolaire de 8 classes maternelles et 10 classes élémentaires est prévue.

Un accord financier a été trouvé au prix de 1 065 000 € conformément à l'avis de France Domaine.

8) Mise en place d'une servitude de passage rue Docteur Maurice Freysz à Strasbourg Robertsau.

Par délibération en date du 29 avril 2019, le Conseil Municipal de la ville de Strasbourg a approuvé l'acquisition de la parcelle cadastrée section BI n°16 de 3.10 ares sis rue Docteur Maurice Freysz à Strasbourg Robertsau auprès de la Paroisse Catholique de la Robertsau et à proximité du Foyer Saint louis.

Cette acquisition a pour objectif de réaliser un pôle de service afin de regrouper sur un même site, la mairie de quartier, la direction de territoire de la Robertsau, le bureau de l'adjoint(e) de quartier ainsi qu'une salle de réunion modulable d'usage partagé.

L'accès au Foyer Saint louis, par les services de secours, s'effectue notamment par la parcelle acquise par la ville de Strasbourg. De plus, en cas de besoin, il est nécessaire de permettre la réalisation de travaux éventuels du Foyer Saint louis le long de la ligne séparatrice de propriété.

Aussi, afin de maintenir cet accès, il est proposé que les parties constituent une servitude réelle et perpétuelle de passage ainsi qu'une servitude de tour d'échelle.

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la constitution de ces deux servitudes.

9) Echange foncier entre la ville de Strasbourg et OPHEA sis rue du Général Picquart à Strasbourg.

En application du programme ESPEX 23 (projet de gestion des espaces extérieurs des grands ensembles), la ville de Strasbourg envisage, sur le quartier Rotterdam, de procéder notamment à l'aménagement des espaces suivants :

- des circulations piétonnes,
- l'ouverture la création d'un espace d'agrément dans le parc sis rue de Péronne,
- l'organisation du stationnement,
- la mise en place d'arceaux à vélo,
- la sécurisation des trottoirs par la mise en place de bacs à fleurs, de bancs et de lisses basses en pieds d'immeuble,
- le remplacement des luminaires existants par des LED,
- l'extension du gymnase.

L'office public OPHEA est propriétaire d'une parcelle provisoirement cadastrée section AD, numéro (5)/109, d'une surface de 13.60 ares sise rue du général Picquard à Strasbourg située dans l'emprise du programme ESPEX.

Dans ce cadre, le bailleur social OPHEA s'engage à céder à la ville de Strasbourg cette parcelle afin de réaliser un espace public aménagé, en contrepartie de quoi la ville de Strasbourg s'engage à céder la parcelle provisoirement cadastrée section AD, numéro (3)/109 d'une surface équivalente de 13.60 ares pour permettre la réalisation d'un projet de logement locatif social.

L'ensemble de ces parcelles sont classées en zone UD2 au Plan Local d'Urbanisme Intercommunal.

Celles-ci ont été évaluées par les services du domaine au prix de 37 000 €/l'are, soit un prix de 503 200 € pour chacune des parcelles, par conséquent, il n'y aura pas de soulte dans le cadre de cet échange.

Par délibération du Conseil municipal en date du 16 décembre 2019, la parcelle propriété de la ville a été déclassée du domaine public par anticipation.

La Ville et OPHEA s'engagent à vendre les emprises foncières respectives libres de toutes occupations.

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver l'échange foncier entre OPHEA et la ville de Strasbourg.

10) Acquisition par la ville de Strasbourg de deux parcelles sises quai Jean-Pierre Mayno à Strasbourg.

La ville de Strasbourg a mis à disposition de l'association « Activités Sportives, Culturelles et de Plein Air » (ASCPA) un terrain d'une superficie de 51,03 ares situé 20 rue de la Plaine des Bouchers à Strasbourg Meinau.

L'association bénéficie par ailleurs d'une autorisation d'occupation consentie par SNCF RESEAU sur une emprise foncière complémentaire détachée de la parcelle cadastrée section DE numéro 217/123 d'une superficie de 11,50 ares.

En vue du développement de ses infrastructures, l'association ASCPA a sollicité la ville de Strasbourg afin de reconstituer l'emprise foncière entre les mains de la Ville et d'intégrer cette emprise dans la convention de mise à disposition dont elle bénéficie. Les autorisations d'urbanisme nécessaires au projet de développement de l'association pourront alors être déposées sur une emprise unique.

Les deux parcelles nécessaires à la réalisation de ce projet sont la propriété de l'Etat (Société Nationale des Chemins de Fer Français) :
- la parcelle cadastrée section DE n°193/118 de 0,04 are est à acquérir en totalité

- une emprise de 5,71 ares est à détacher de la parcelle cadastrée section DE n°217/123 de 156,87 ares.

Les parcelles sont situées en zone UE1 au Plan Local d'Urbanisme correspondant à une zone urbaine spécifique, à vocation d'équipements publics ou d'intérêt collectif.

Un accord financier a été trouvé au prix de 75 000 € conformément aux valeurs du secteur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de France domaine n ° 2019/204-205 du 12.03.2019
vu l'avis de France Domaine n° 2019-207 du 13.03.2019
vu l'avis de France Domaine n° 2019/0456 du 05.07.2019
vu l'avis de France domaine n° 2019/884-885 du 5.09.2019
vu la délibération du Conseil municipal de la ville de Strasbourg du 16.12. 2019
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

donne un avis favorable à

1) l'acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg au prix d'un euro de deux parcelles sises :

Lieudit : 38 route du Polygone Strasbourg/Neudorf
Section DW n°(2)/136 de 38 m²
Section DW n°(4)/140 de 131 m²

Propriété du bailleur social Habitation Moderne

2) l'acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg de la parcelle cadastrée suivante :

Ville de Strasbourg
Section AS n°392 de 2.59 ares lieu-dit Kleinlanghag propriété de la SCI Chanoine Spitz pour un prix de 12 000 € l'are soit un prix de 31 080 €.

3) l'acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg de la parcelle cadastrée suivante :

Ville de Strasbourg
Section AW n° (2)/11 de 0.08 are issue de la parcelle cadastrée section AW n°11 de 4.71 ares lieu-dit rue de l'angle propriété des consorts Burgun pour un prix de 12 000 € l'are soit un prix de 960 €.

4) au projet d'acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg auprès de l'Etablissement Protestant pour enfants dénommé « Le Neuhof », propriétaire, d'une emprise foncière de 01,53 ares à prélever sur la parcelle – actuellement en cours d'arpentage - cadastrée comme suit :

Ville de Strasbourg
Lieudit Chemin du Schulzenfeld
Section IH n° 251 d'une contenance cadastrale actuelle de 119,17 ares

Cette emprise foncière sera incorporée à la voirie métropolitaine.

Moyennant un prix à l'are, librement négocié entre les parties, de 12 000 € soit pour une emprise totale de 01,53 ares un prix total de 18 360 €. Les frais d'acte et émoluments du notaire seront à la charge exclusive de l'acquéreur.

L'acte contenant vente par « Le Neuhof » pourra être précédé par une promesse de vente ou par un avant-contrat.

approuve

5) la rétrocession à un euro de deux parcelles propriétés de la ville de Strasbourg à savoir :

Lieudit : 49 rue du Maquis à Strasbourg / Neudorf
Section : HP n°260 de 36 m²
Section : HP n°258 de 208 m²

au profit de M. Burgmann Claude

6) la rétrocession à un euro de la parcelle propriété de la ville de Strasbourg à savoir :

Lieudit : 54 rue de la Musau à Strasbourg/Neudorf
Section HS n° 281 de 1,25 are

Au profit de l'indivision de Mme ZIMMERMANN Mireille, Madame BERTHAULT Camille, Monsieur BERTHAULT Philippe, Madame HERMANN Margot, et Madame ZIMMERMANN Delphine.

Ce point annule et remplace le point 6) de la délibération du Conseil municipal en sa séance du 23 septembre 2019,

7) L'acquisition par la ville de Strasbourg auprès de l'Etat de la parcelle cadastrée section EN n°210/036 de 82,27 ares sise avenue de Colmar à Strasbourg moyennant le prix de 1 065 000 € hors droits et taxes éventuellement dus par les acquéreurs ;

8) L'inscription d'une servitude réelle et perpétuelle de passage, selon les caractéristiques suivantes :

Désignation du fonds servant

Sur la commune de Strasbourg
Section BI n° 16 lieu dit Rue Boecklin de 3.10 ares

Désignation du fonds dominant

Sur la commune de Strasbourg
Section BI n°12 lieu-dit Rue Boecklin de 7,26 ares
Section BI n°25 lieu-dit Rue des Jardiniers 11, 57 ares

Nature et assiette de la servitude :

- *une servitude réelle et perpétuelle de passage sur la parcelle cédée, sur toute sa longueur le long de la parcelle n°10, d'une largeur minimum de 3,50 m (trois mètres et cinquante centimètres) et d'une hauteur minimum de 3,50 (trois mètres cinquante centimètres) permettant l'accès depuis la rue Boecklin, jusqu'à des places de parking situées à l'arrière du foyer sur la parcelle cadastrée section BI n° 12, précision faite que l'assiette de cette servitude se prolonge en angle droit jusqu'à la parcelle cadastrée section BI n°25 tel que cela figure sur le plan ci-annexé.*

- *l'inscription une servitude de tour d'échelle sur le fonds servant ci-après désigné au profit du fonds dominant également ci-après désigné :*

Désignation du fonds servant

Sur la commune de Strasbourg
Section BI n°16 lieudit Rue Boecklin de 3.10 ares

Désignation du fonds dominant :

Sur la commune de Strasbourg
Section BI n° 12 lieu dit Rue Boecklin de 7.26 ares

Cette servitude a pour objet de permettre au propriétaire du fond dominant d'entretenir, de réparer et, le cas échéant, de reconstruire les bâtiments édifiés lui appartenant le long de la ligne séparant sa propriété de celle de fond servant, ce dernier concède, en faveur du fonds dominant et à titre de servitude perpétuelle, un droit de tour d'échelle sur sa parcelle de terrain. De convention expresse, cette servitude de tour d'échelle qui comprend également la reconstruction des bâtiments, est limitée, quant à son étendue, à une bande de terrain de deux mètres (2 m) de larges contiguë et parallèle à la ligne séparative des deux fonds.

9) La vente par la ville de Strasbourg au profit OPHEA de la parcelle cadastrée :

Section AD n°(3)/109 de 13.60 ares lieu-dit rue du Général Picquart issue de la parcelle cadastrée section AD n°568/109 de 44.57 ares.

Moyennant le prix de 37 000 € l'are soit pour une surface 13.60 ares le prix de 503 200 € hors taxes et frais éventuellement dus par l'acquéreur,

En contre échange :

- *l'acquisition par la ville de Strasbourg auprès d'OPHEA parcelle cadastrée :*

Section AD n° (5/109) de 13.60 ares lieu-dit rue du Général Picquart issue de la parcelle cadastrée section AD n°758/109 de 339.48 ares

Moyennant le prix de 37 000 € l'are soit pour une surface 13.60 ares le prix de 503 200 € hors taxes et frais éventuellement dus par l'acquéreur,

10) L'acquisition par la ville de Strasbourg auprès de l'Etat (Société Nationale des Chemins de Fer Français) d'une emprise de 5,71 ares à détacher de la parcelle cadastrée section DE n° 217/123 de 156,87 ares sise à Strasbourg et la parcelle cadastrée section DE n°193/118 sise à Strasbourg de 0,04 are moyennant le prix de 75 000 € hors droits et taxes éventuellement dus par les acquéreurs ;

décide

l'imputation des recettes de 1 € sur le budget de la ville de Strasbourg sur la ligne : terrain nu – fonction 820, nature 775, service AD03 ;

l'imputation de la dépense de 1 065 000 € sur la ligne budgétaire ville de Strasbourg : fonction 824, nature 2132, programme 785, service AD03 ;

l'imputation de la dépense de 75 000 € sur la ligne budgétaire ville de Strasbourg : fonction 824, nature 2132, programme 785, service AD03 ;

l'imputation de la recette de 503 200 € sur la ligne budgétaire ville de Strasbourg : fonction 820, nature 775, programme AD03 ;

l'imputation de la dépense de 503 200 € sur la ligne budgétaire ville de Strasbourg : fonction 824, nature 211, programme 785, service AD03 ;

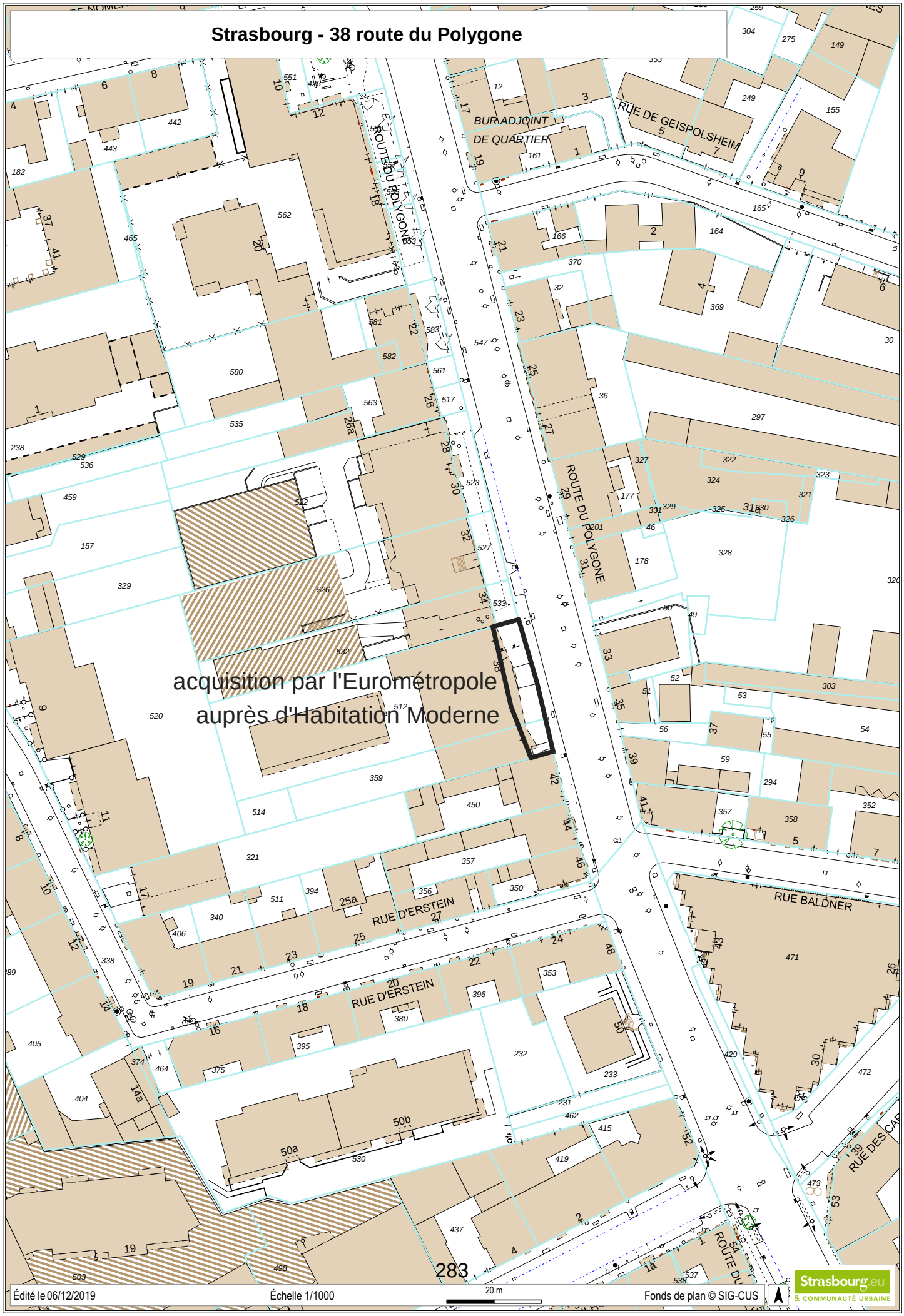
autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les actes de vente à intervenir, ainsi que tout acte ou document concourant à l'exécution de la présente délibération.

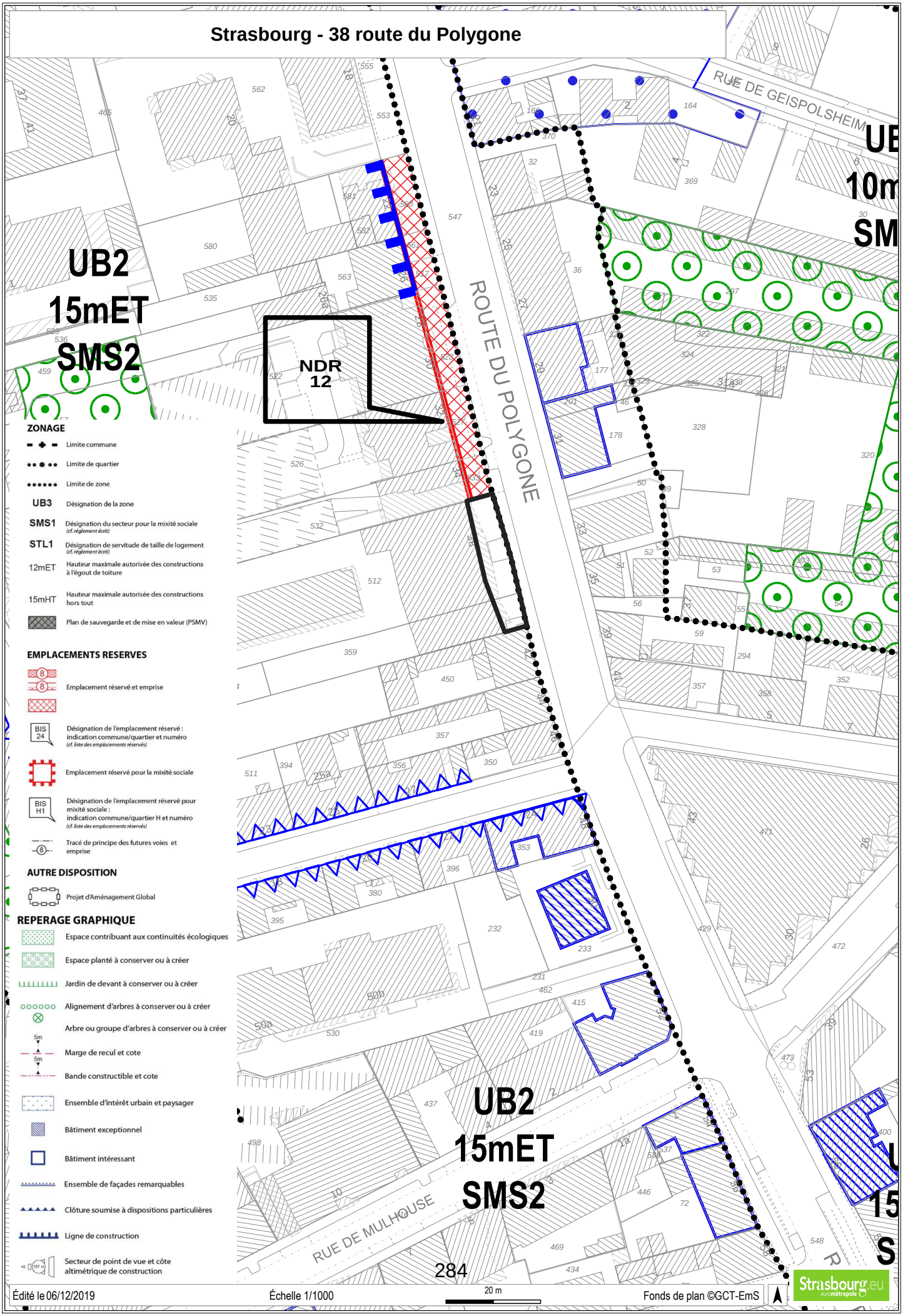
Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

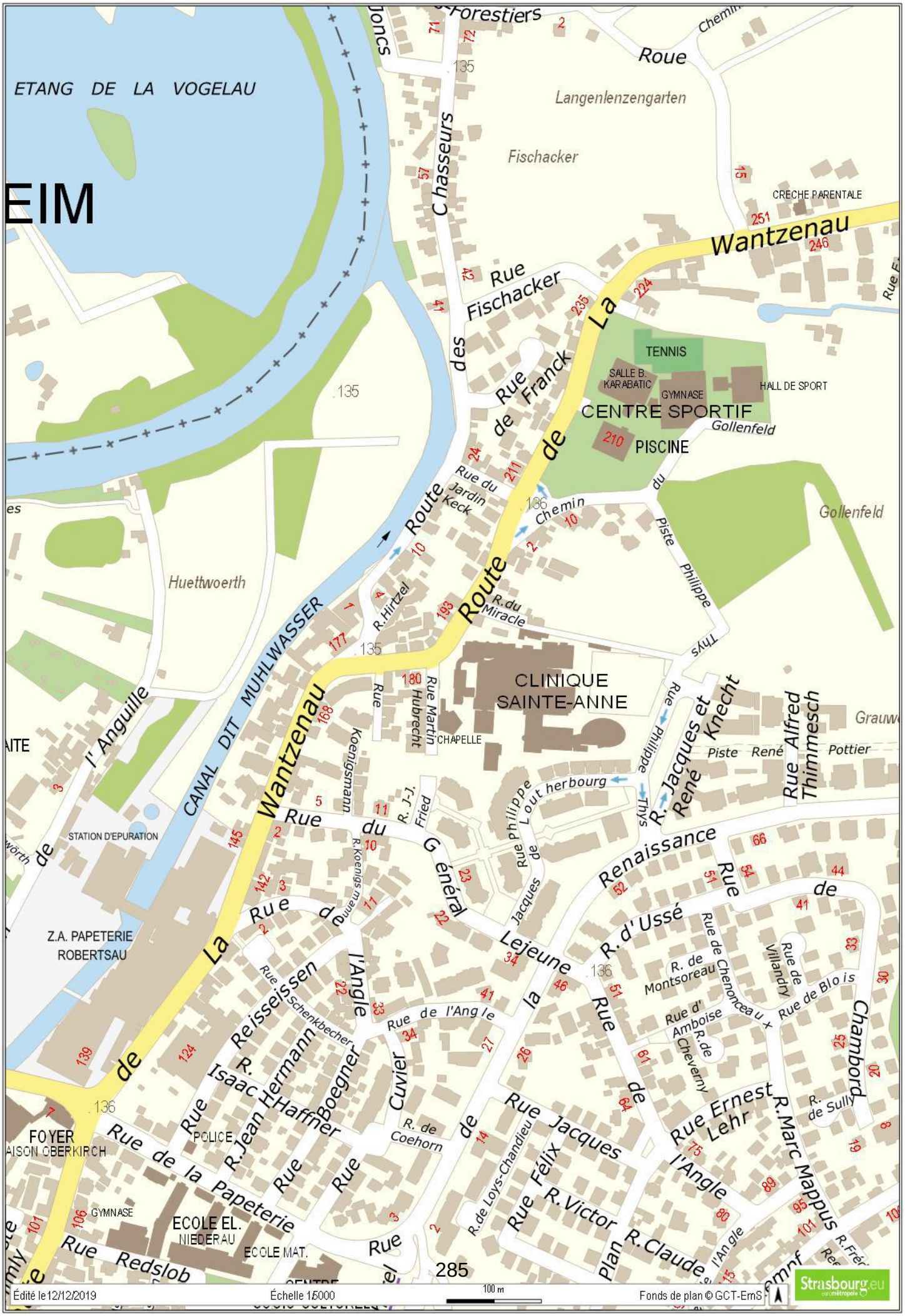
Strasbourg - 38 route du Polygone

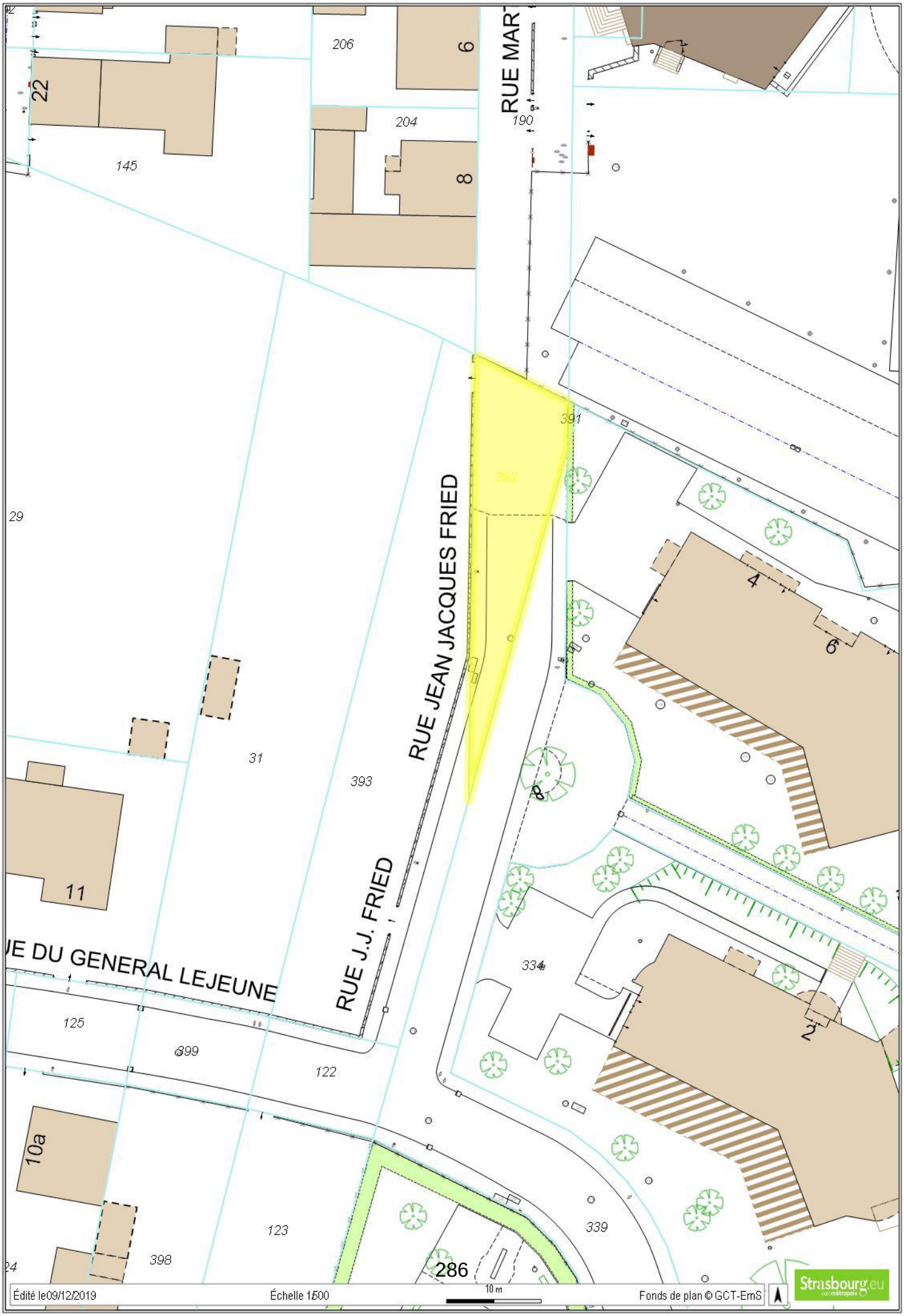


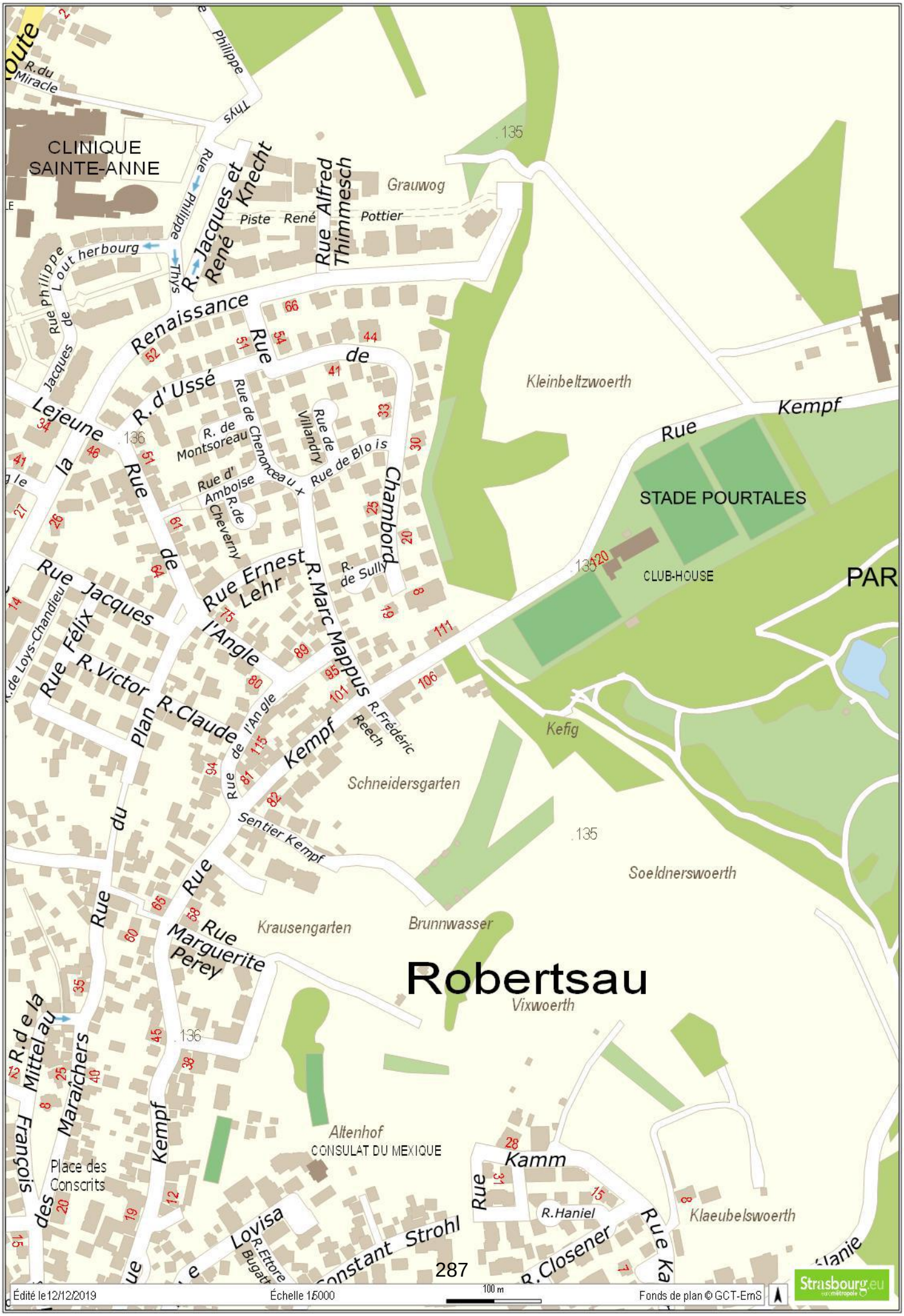
Strasbourg - 38 route du Polygone

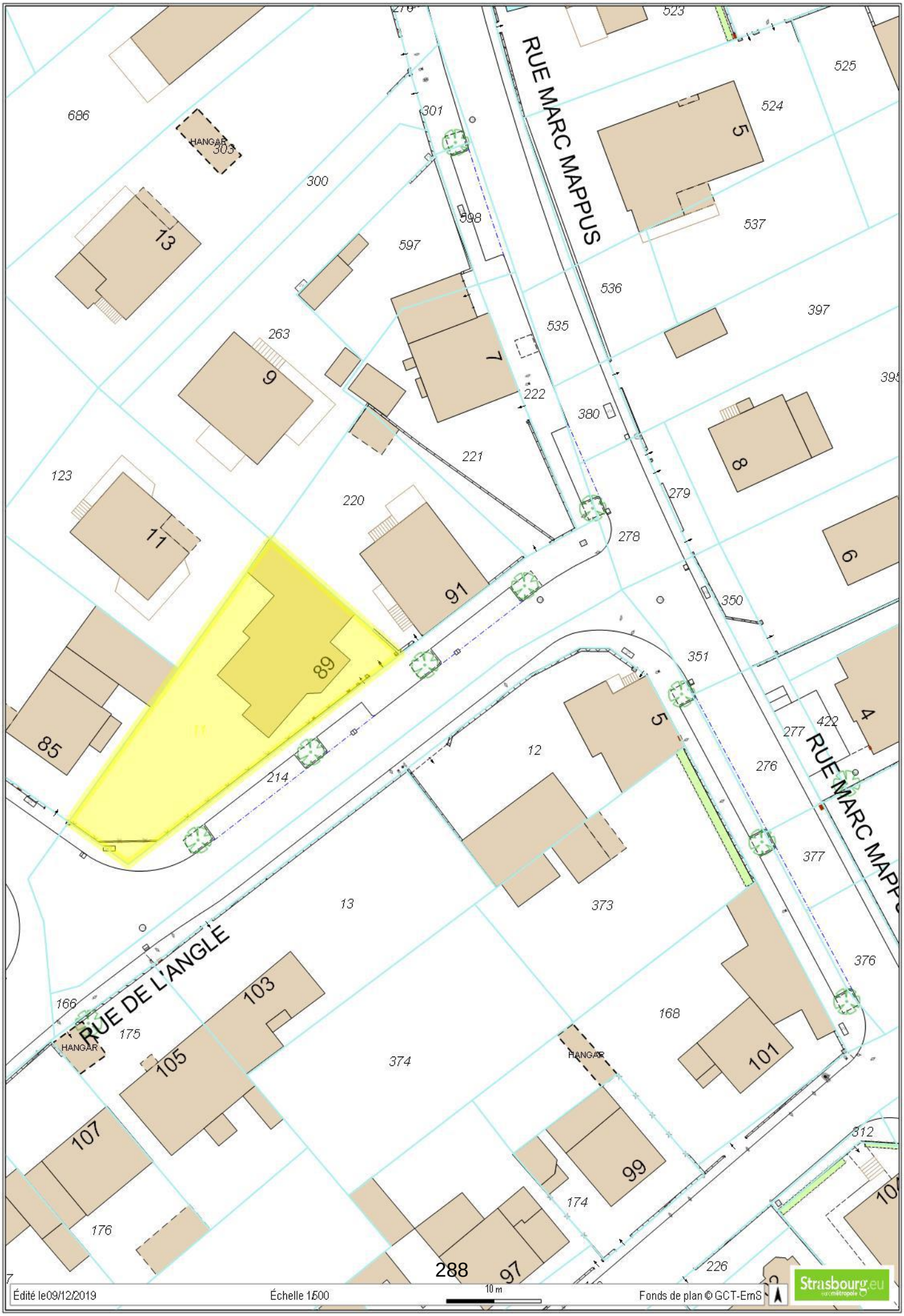


Édité le 06/12/2019 Échelle 1/1000 20 m Fonds de plan ©GCT-EmS


ETANG DE LA VOGELAU
EIM
Langenlenzengarten
Fischacker
CRECHE PARENTALE
Wantzenau
Rue Fischacker
des Chasseurs
La Route de
Rue de Franck
TENNIS
SALLE B. KARABATIC
GYMNASE
HALL DE SPORT
CENTRE SPORTIF
PISCINE
Gollenfeld
Rue du Jardin Keck
Chemin
Piste Philippe
Huettwoerth
CANAL DIT MUHLWASSER
R.Hirtzel
R.du Miracle
CLINIQUE SAINTE-ANNE
CHAPELLE
Rue Martin Hubrecht
Koenigsmann
R. J-J. Fried
Rue Philippe Lout herbourg
R. Jacques et René Knecht
Rue Alfred Thimmesch
Piste René Pottier
STATION D'EPURATION
l' Anguille
Rue du Général Lejeune
Rue Jacques de la Renaissance
R. d'Ussé
Rue de Chenonceaux
Rue de Villandry
Rue de Blois
Rue d' Amboise
R. de Montsoreau
R. de Cheverny
Chambord
R. de Sully
Rue Ernest Lehr
R. Marc Mappus
Z.A. PAPETERIE ROBERTSAU
Rue Reisseissen
Rue Schenkbecher
Rue de l'Angle
R. Isaac Hermann
Rue Jean Haffner
Rue Boegner
Cuvier
R. de Coehorn
Rue de la Papeterie
Rue Redslob
FOYER
MAISON OBERKIRCH
POLICE
GYMNASE
ECOLE EL. NIEDERAU
ECOLE MAT.
R. de Loys-Chandieu
Rue Félix
R. Victor
R. Claude
Plan
285
Édité le 12/12/2019
Échelle 1/5000
100 m
Fonds de plan © GCT-EmS
Strasbourg.eu


RUE MART
206
6
204
190
22
145
8
391
392
29
RUE JEAN JACQUES FRIED
4
6
31
393
RUE J.J. FRIED
11
E DU GENERAL LEJEUNE
334
2
125
399
122
10a
123
339
398
24
Édité le09/12/2019
Échelle 1:500
10 m
Fonds de plan © GCT-EmS
Strasbourg.eu


CLINIQUE SAINTE-ANNE
Grauwog
Piste René Pottier
Kleinbeltzwoerth
STADE POURTALES
CLUB-HOUSE
Kefig
Schneidersgarten
Soeldnerswoerth
Krausengarten
Brunnwasser
Robertsau
Vixwoerth
Altenhof
CONSULAT DU MEXIQUE
Klaeubelswoerth
Rue Alfred Thimmesch
Rue Jacques et René Knecht
Rue Philippe Thys
Renaissance
Rue de Lejeune
R. d'Ussé
Rue de la Chambord
Rue Ernest Lehr
R. Marc Mappus
Rue Jacques Félix
R. Victor Plan
R. Claude du Kempf
Rue de l'Angle
R. Frédéric Reech
Sentier Kempf
Rue Marguerite Perey
R. de la Mittelau
Rue des Maraîchers
Place des Conscrits
Rue Lovisa
R. Ettore Bugatti
Rue Constant Strohl
Rue Kamm
R. Haniel
R. Closener
Rue Kempf
PAR
Édité le 12/12/2019
Échelle 1/5000
100 m
Fonds de plan © GCT-EmS
Strasbourg.eu


RUE MARC MAPPUS
RUE DE L'ANGLE
RUE MARC MAPPUS
HANGAR
HANGAR
HANGAR
686
305
300
301
523
525
524
5
537
598
597
536
397
535
263
9
7
222
380
8
221
123
220
279
11
91
278
6
350
89
351
85
214
12
5
422
277
4
276
377
13
373
376
166
175
103
105
168
101
374
107
99
312
176
174
97
226
288
Édité le09/12/2019
Échelle 1:500
10 m
Fonds de plan © GCT-EmS
Strasbourg.eu

191181

STRASBOURG ROBERTSAU

Section AW



Echelle 1/500

Département
BAS-RHIN

Commune
STRASBOURG ROBERTSAU

Tribunal d'Instance
STRASBOURG

Date de dépôt

6463 PVA
(Avril 1992)

191181

DIRECTION GENERALE DES IMPOTS

CADASTRE ET LIVRE FONCIER

COPIE

PROCES-VERBAL D'ARPENTAGE

(Document établi en application de la loi du 31 mars 1884
applicable dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin)

N° D'ORDRE DU DOCUMENT

Section: **AW** Numéros: **11**

PERSONNE AGREEE POUR ETABLIR LE DOCUMENT

Document établi et certifié exact

A Strasbourg le 08 novembre 2019

Le Géomètre-Expert,

ORDRE DES GÉOMÈTRES-EXPERTS
Cabinet BILHAUT
strasbourg@bilhaut-geometre.fr
03 88 39 33 36
N° D'INSCRIPTION 4961

CERTIFICATION DU SERVICE DU CADASTRE

A le

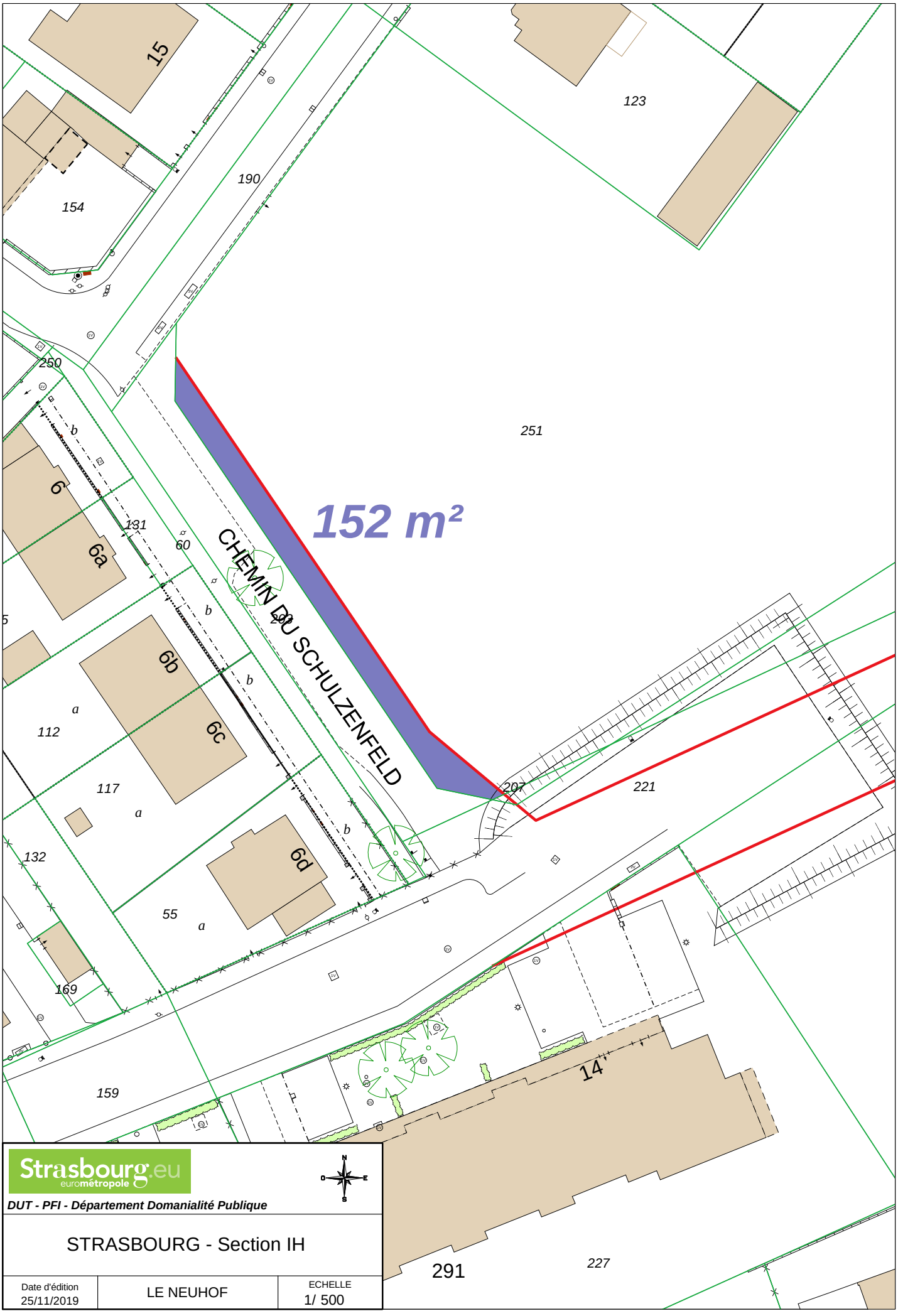
L'inspecteur,

SITUATION ANCIENNE

Section	Numéro parcellaire	Livre Foncier – Feuillet	Livre Foncier – Numéro d'ordre	Nom, profession, domicile du propriétaire	Contenance ha	Contenance a	Contenance ca	Nature de culture – Désignation des bâtiments
1	2	3		4	5			6
AW	11			M BURGUN Jean-Marc et		04	71	sol
				Mme BURGUN Marie-Josée				
				Mme BURGUN Caroline				
				89, rue de l'Angle 67000 Strasbourg				
				Total		04	71	

SITUATION NOUVELLE

Section	Numéro parcellaire	Livre Foncier – Feuillet	Livre Foncier – Numéro d'ordre	Nom, profession, domicile du propriétaire	Contenance ha	Contenance a	Contenance ca	Nature de culture – Désignation des batiments
7	8	9		10		11		12
				Lieu-dit: Rue de l'Angle				
AW	1 / 11			comme colonne 4		04	63	sol
AW	2 / 11			comme colonne 4		00	08	sol
				Total		04	71	

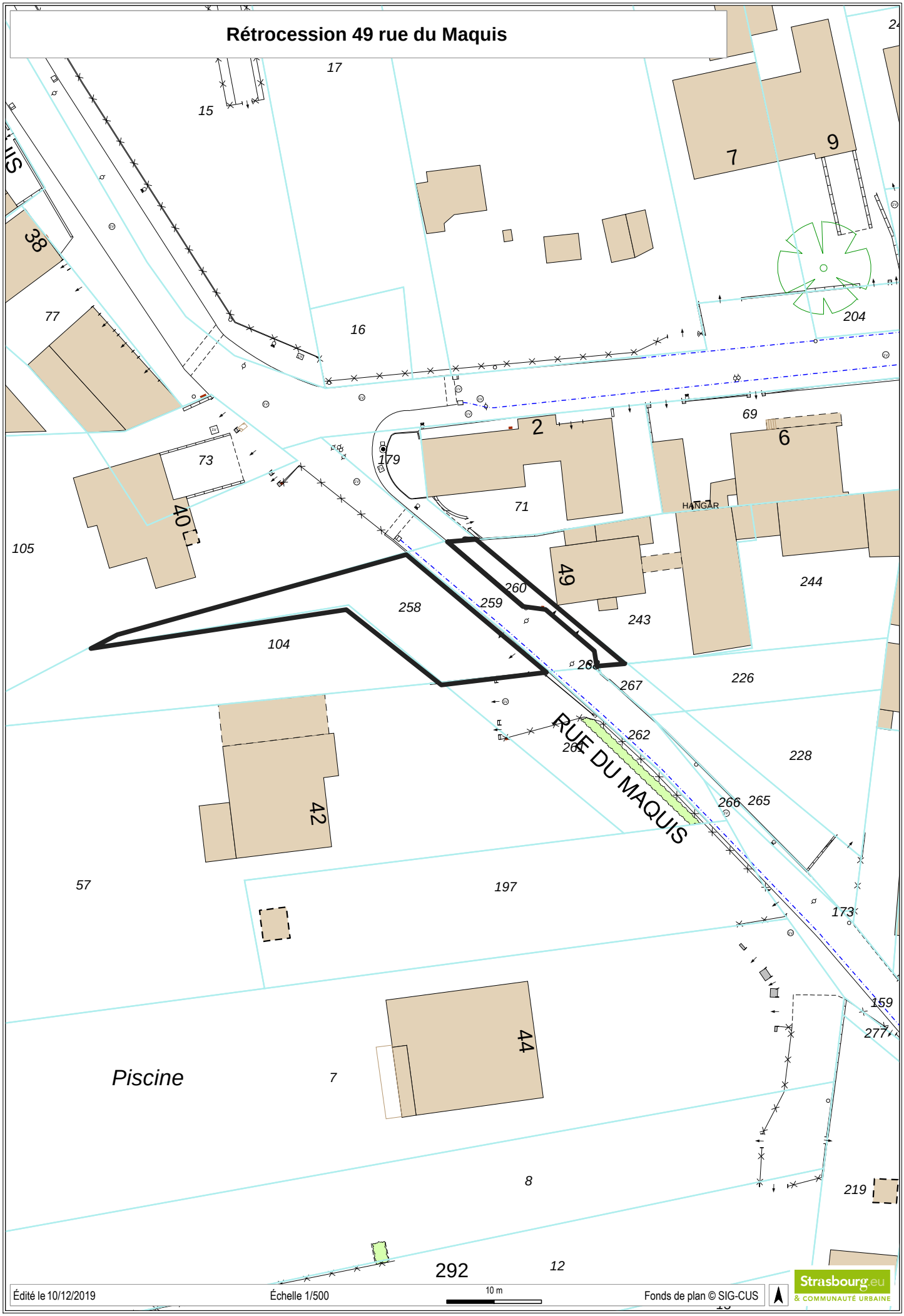


Strasbourg.eu
eurométropole

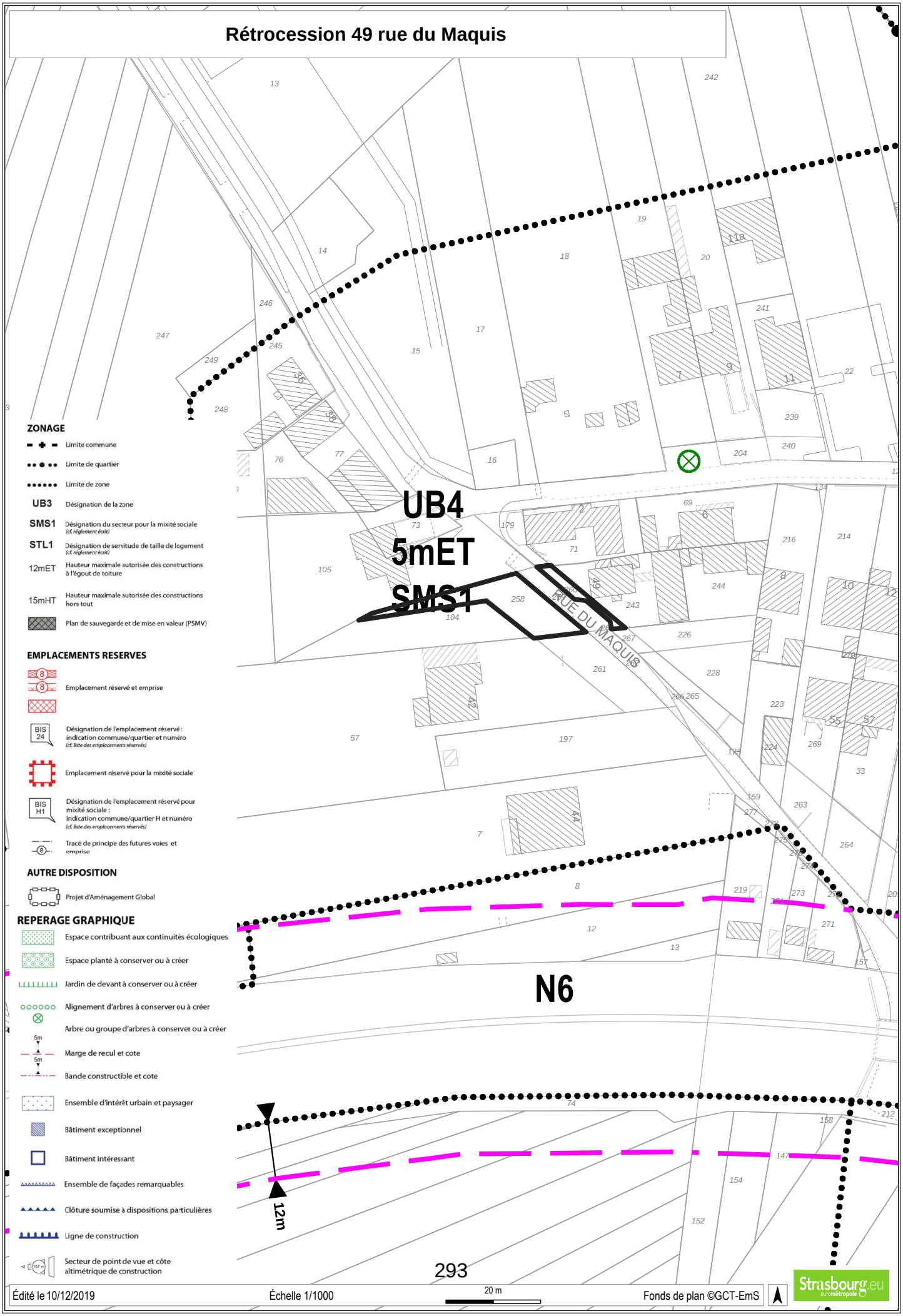
DUT - PFI - Département Domanialité Publique

STRASBOURG - Section IH

Date d'édition		ECHELLE
25/11/2019	LE NEUHOF	1/ 500


Rétrocession 49 rue du Maquis
17
15
7
9
38
77
16
204
69
2
6
73
179
71
HANGAR
40
105
49
260
259
258
244
243
104
268
267
226
262
261
RUE DU MAQUIS
228
42
266
265
57
197
173
159
277
44
Piscine
7
8
219
292
12
Édité le 10/12/2019
Échelle 1/500
10 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

Rétrocession 49 rue du Maquis



ZONAGE

- Limite commune
- Limite de quartier
- Limite de zone
- UB3 — Désignation de la zone
- SMS1 — Désignation du secteur pour la mixité sociale *(cf. règlement écrit)*
- STL1 — Désignation de servitude de taille de logement *(cf. règlement écrit)*
- 12mET — Hauteur maximale autorisée des constructions à l'égout de toiture
- 15mHT — Hauteur maximale autorisée des constructions hors tout
- Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV)

EMPLACEMENTS RESERVES

- Emplacement réservé et emprise
- BIS 24 — Désignation de l'emplacement réservé : indication commune/quartier et numéro *(cf. liste des emplacements réservés)*
- Emplacement réservé pour la mixité sociale
- BIS H1 — Désignation de l'emplacement réservé pour mixité sociale : indication commune/quartier H et numéro *(cf. liste des emplacements réservés)*
- Tracé de principe des futures voies et emprise

AUTRE DISPOSITION

- Projet d'Aménagement Global

REPERAGE GRAPHIQUE

- Espace contribuant aux continuités écologiques
- Espace planté à conserver ou à créer
- Jardin de devant à conserver ou à créer
- Alignement d'arbres à conserver ou à créer
- Arbre ou groupe d'arbres à conserver ou à créer
- 5m / 5m — Marge de recul et cote
- Bande constructible et cote
- Ensemble d'intérêt urbain et paysager
- Bâtiment exceptionnel
- Bâtiment intéressant
- Ensemble de façades remarquables
- Clôture soumise à dispositions particulières
- Ligne de construction
- Secteur de point de vue et côte altimétrique de construction

Édité le 10/12/2019 — Échelle 1/1000 — 20 m — Fonds de plan ©GCT-EmS

Strasbourg.eu eurométropole

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES GRAND EST ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN
Pôle Pilotage des missions et Animation du réseau
Division du Domaine
Adresse :4 Place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Patrick GOGUELY
Téléphone : 03 88 10 35 13
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr
Réf. : 2019/204-205

Le 12/03/2019

Le Directeur régional des Finances Publiques
Grand Est et du département du Bas-Rhin

à

Ville de Strasbourg
Direction de l'urbanisme et des territoires
Politique foncière et immobilière
1, parc de l'étoile
67076 STRASBOURG cedex

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : emprises foncières

ADRESSE DU BIEN : rue du maquis à Strasbourg

VALEUR VÉNALE : 4 680 € HT ET 2 210 € HT

1 – SERVICE CONSULTANT :

Ville de Strasbourg. Affaire suivie par **Mme Yasmina NASSOUH** yasmina.nassouh@strasbourg.eu

2 – DATE DE LA CONSULTATION :

Demande datée du : 07/02/2019
Demande reçue le : 12/02/2019
Visite le :
Renseignements complémentaires reçus le :
Dossier en état : 12/02/2019

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ :

Dans le cadre d'un échange foncier avec un propriétaire riverain, acquisition et cession d'emprises foncières situées en bordure de la rue du maquis à Strasbourg.

4 – DESCRIPTION DU BIEN :

Désignation cadastrale :

Projet	Avis	Section	n°	Adresse Lieu-dit	Surface
Cession	2019-204	HP	260	rue du maquis	0,36
				TOTAL	**0,36**
Acquisition	2019-205	HP	266	rue du maquis	0,16
		HP	268	rue du maquis	0,01
				TOTAL	**0,17**
Surfaces exprimées en are					

Descriptif sommaire :

HP n° 260 : petite bande de terrain d'environ 20 mètres de long sur une largeur comprise entre un et deux mètres sur laquelle le propriétaire riverain a réalisé une haie végétale, réduisant d'autant le gabarit de la rue du maquis. La cession de cette emprise a pour objectif de régulariser cette situation en confirmant la situation de fait ainsi créée.

HP n° 266 et 268 : petite emprise de 25 mètres de long sur un mètre de large au maximum, située au contact de la rue du maquis, prélevée sur la partie avant en nature de jardin et chemin d'accès d'une unité foncière sur-bâtie.

5 - SITUATION JURIDIQUE :

Propriétaire : HP n° 260 : ville de Strasbourg - HP n° 266 et 268 : indivision Burgmann
Situation locative : emprises estimées à l'état libre

6 - URBANISME ET RÉSEAUX :

Au PLU i en vigueur les parcelles sont situées en zone **UB4** (hauteur maximale : 5 mètres ET, SMS1).
Les parcelles cédées et acquises reçoivent la qualification de TAB au sens de l'article L 322-3 du code de l'expropriation.

7- DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE :

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

Compte tenu de leurs caractéristiques propres ainsi que des éléments d'information recueillis sur le marché local, la valeur vénale des parcelles considérées peut être fixée comme suit :

■ **Parcelle HP n° 260 : 4 680 € HT**

Nota :

S'agissant d'une cession à un riverain, un prix de convenance qu'il n'appartient pas au service du domaine d'apprécier, pourra être retenu.

■ **Parcelles HP n° 266, 268 : 2 210 € HT**

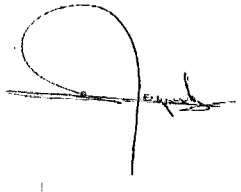
8 - DURÉE DE VALIDITÉ :

Cet avis a une durée de validité de 12 mois.

9 - OBSERVATIONS PARTICULIÈRES :

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur régional des Finances publiques
et par délégation,
L'inspecteur des finances publiques
Patrick GOGUELY



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES GRAND EST ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN
Pôle Pilotage des missions et Animation du réseau
Division du Domaine
Adresse :4 Place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Patrick GOGUELY
Téléphone : 03 88 10 35 13
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr
Réf. : 2019/207

Le 13/03/2019

Le Directeur régional des Finances Publiques
Grand Est et du département du Bas-Rhin

à

Ville de Strasbourg
Direction de l'urbanisme et des territoires
Politique foncière et immobilière
1, parc de l'étoile
67076 STRASBOURG cedex

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : terrain à bâtir

ADRESSE DU BIEN : 54, rue de la Musau à Strasbourg

VALEUR VÉNALE : 21 630 € HT

1 – SERVICE CONSULTANT :

Ville de Strasbourg. Affaire suivie par **Mme Yasmina NASSOUH** yasmina.nassouh@strasbourg.eu

2 – DATE DE LA CONSULTATION :

Demande datée du : 07/02/2019
Demande reçue le : 12/02/2019
Visite le :
Renseignements complémentaires reçus le :
Dossier en état : 12/02/2019

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ :

Dans le cadre d'une régularisation foncière, cession d'une parcelle municipale à un propriétaire riverain

4 – DESCRIPTION DU BIEN :

Désignation cadastrale :

Section	n°	Adresse Lieu-dit	Surface (are)
HS	301	rue de la Musau	1,28
		Total	**1,28**

Descriptif sommaire :

Parcelle de forme rectangulaire (environ 18 mètres de large sur 7 mètres de profondeur) située au contact de la rue de la Musau, sur-bâtie sur ses limites Nord par un bâtiment de type remise, édifié par le propriétaire riverain. La présente cession a pour objectif de régulariser cette situation de fait.

5 - SITUATION JURIDIQUE :

Propriétaire : ville de Strasbourg

6 - URBANISME ET RÉSEAUX :

Au PLU i en vigueur, la parcelle est située en zone **UB4** (7 mètres ET, SMS1).

Sauf dispositions particulières indiquées au règlement graphique, les constructions **peuvent être édifiées à l'alignement des voies et places existantes,** à modifier ou à créer, et ouvertes à la circulation publique. Elles peuvent toutefois s'en éloigner à condition que le recul soit au minimum de 1,50 mètre.

Sur une profondeur de 13 mètres comptés à partir de l'alignement existant ou projeté ou de la ligne qui s'y substitue (dispositions graphiques ou ordonnancement de fait), les constructions peuvent être implantées le long de la limite séparative latérale.

La parcelle cédée reçoit la qualification de TAB au sens de l'article L 322-3 du code de l'expropriation.

7- DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE :

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

Compte tenu de ses caractéristiques propres ainsi que des éléments d'information recueillis sur le marché local, la valeur vénale de la parcelle considérée peut être fixée après arrondi à 21 630 € HT.

Nota :

S'agissant d'une cession à un riverain, un prix de convenance qu'il n'appartient pas au service du domaine d'apprécier, pourra être retenu.

8 - DURÉE DE VALIDITÉ :

Cet avis a une durée de validité de 12 mois.

9 - OBSERVATIONS PARTICULIÈRES :

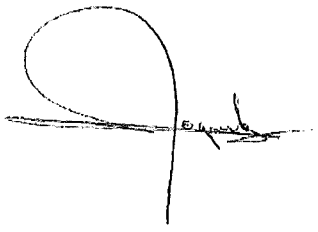
L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

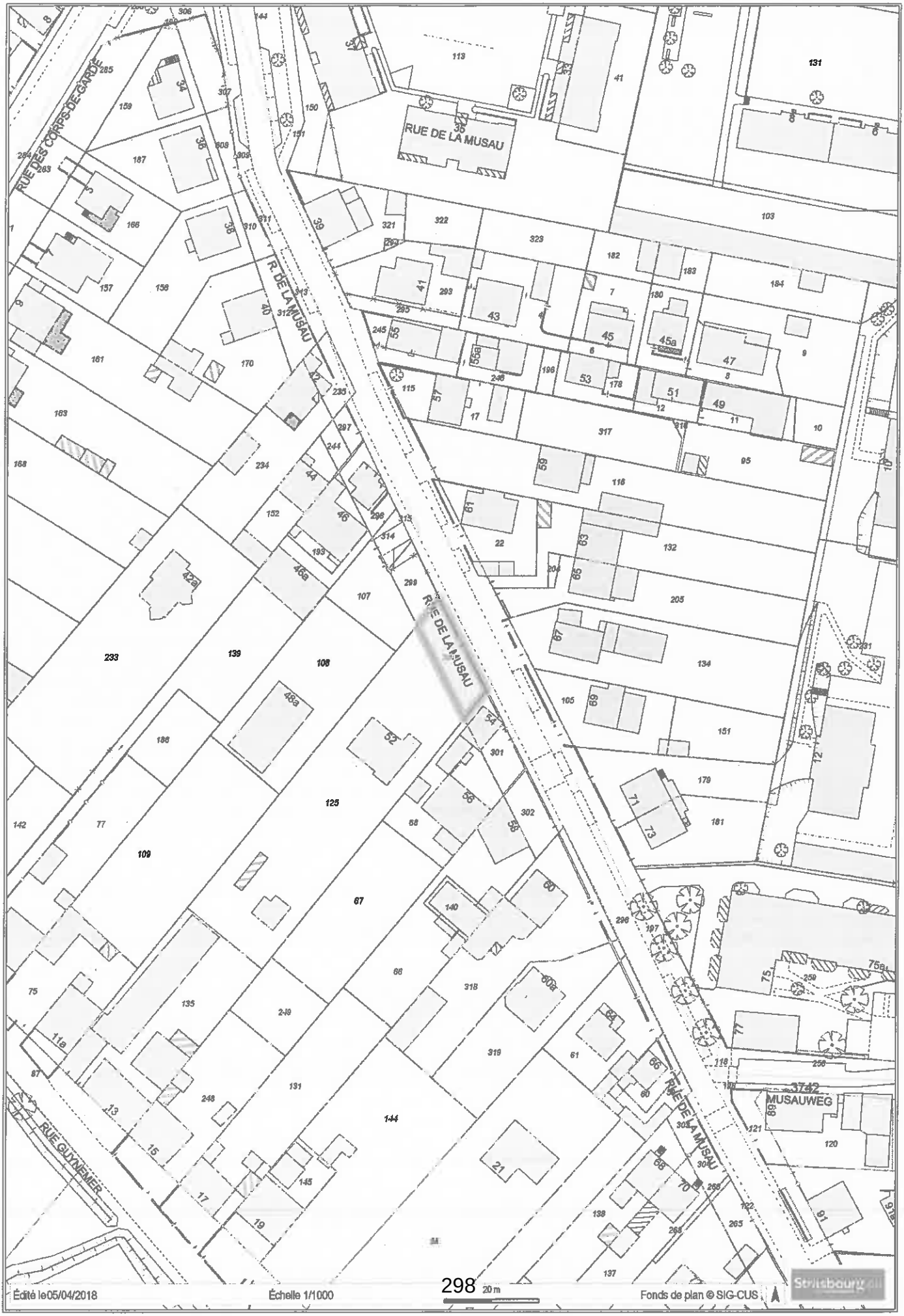
Pour le Directeur régional des Finances publiques

et par délégation,

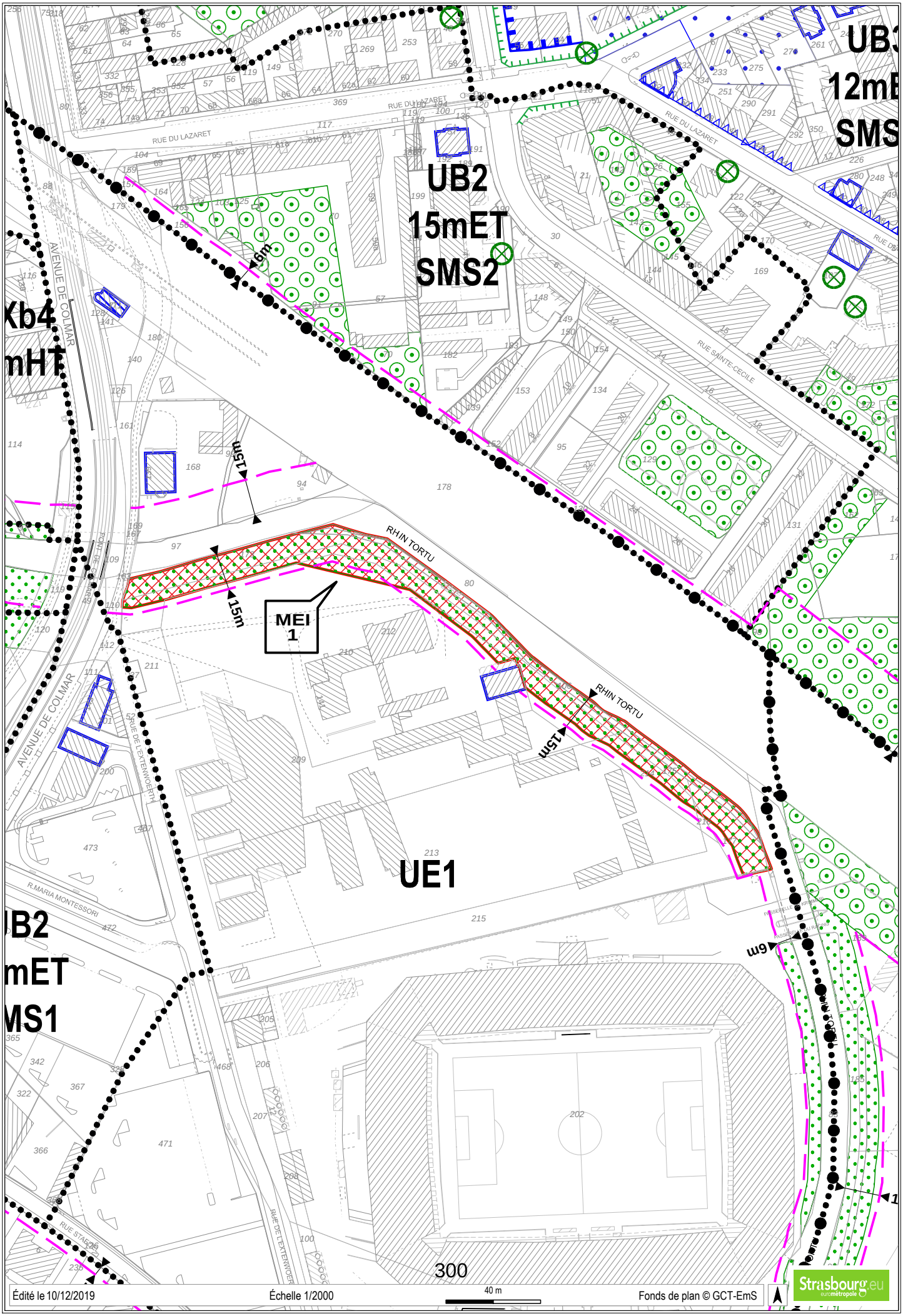
L'inspecteur des finances publiques

Patrick GOGUELY




RUE DES CORPS-DE-GARDE
RUE DE LA MUSAU
R. DE LA MUSAU
RUE DE LA MUSAU
RUE DE LA MUSAU
RUE GUYNEMER
3742
MUSAUWEG
Édité le 05/04/2018
Échelle 1/1000
298
20 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu


HOPITAL CIVIL
Quai Louis Pasteur
Quai Menachem Taffel
Bassin de la Porte de l'Hôpital
CENTRE ADMINISTRATIF
VILLE DE STRASBOURG
ET EUROMETROPOLE
Parc de l'Etoile
Place Dauphine
BASSIN
Quai Jeanne
Avenue du
CIMETIERE ST.URBAIN
COLLEGE LOUIS PASTEUR
GYMNASE DU HEYRITZ
PARC DU HEYRITZ
HOTEL DE POLICE
Route du
Tunnel de l'Etoile
Rue René Fontaine
Thumenau
VOIE EXPRESS CONTOURNEMENT SUD
Rue de la Corderie
Allée Colette Besson
Rue de l'Hôpital
Avenue de Colmar
Route du Polygone
Rue d'Erstein
Rue de Mulhouse
Rue du Neufeld
GROUPE SCOLAIRE SCHLUTHFELD
EGLISE CATH. SAINT LEON
GROUPE SCOLAIRE NEUFELD
CENTRE SOCIO-CULTUREL
MARCHE COUVERT MEDIATHEQUE
Rue du Lazaret
Avenue Jean Jaurès
JARDINS FAMILIAUX KALTAU
CENTRALE THERMIQUE
ATELIERS Ems
RHIN TORTU (Rivière)
Obere Kammatt
DECHETERIE
INSTITUTION ST JOSEPH
Route des Bouchers
Route de la Fédération
Z.A. DE LA PLAINE DES BOUCHERS
Parking Relais-Tram Krimmeri
LYCEE TECHNIQUE LOUIS COUFFIGNAL
ECOLE SUPERIEURE DU PROFESSORAT ET DE L'EDUCATION
STADE DE LA MEINAU
Rue de l'Extenwoerth
Parc de l'Extenwoerthfeld
Plaine des Bouchers
Rue du Maréchal Lefèbvre
Rue Schertz
Rue Saglio
Rue des Frères Eberts
Meinau
Rue du Général Offenstein
Avenue Christian Pfister
Route de la Meinau
Cour de Bretagne
Place Jean Macé
Place Boecler
EGLISE CATH. ST AMAND
ECOLE ELEM. MEINAU
ECOLE MAT. MEINAU
Pl. de la Meinau
Strasbourg.eu eurométropole


UB2
15mET
SMS2
UE1
MEI
1
15m
15m
15m
6m
6m
RHIN TORTU
RHIN TORTU
RUE DU LAZARET
RUE DU LAZARET
RUE SAINTE-CECILE
AVENUE DE COLMAR
AVENUE DE COLMAR
RUE DE L'EXTENWOERTH
R.MARIA MONTESSORI
RUE DE L'EXTENWOERTH
RUE STAEDEL
300
40 m
Édité le 10/12/2019
Échelle 1/2000
Fonds de plan © GCT-EmS
Strasbourg.eu

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES GRAND EST ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN
Pôle Pilotage des missions et Animation du réseau
Division du Domaine
Adresse :4 Place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Patrick GOGUELY
Téléphone : 03 88 10 35 13
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr
Réf. : 2019/0456

Le 05/07/2019

Le Directeur régional des Finances Publiques
Grand Est et du département du Bas-Rhin

à

Eurométropole et Ville de Strasbourg
Politique foncière et immobilière
1, parc de l'étoile
67 076 STRASBOURG cedex

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : emprises foncières bâties et non bâties

ADRESSE DU BIEN : avenue de Colmar à Strasbourg / Meinau

VALEUR VÉNALE : 1 340 000 € HT

1- SERVICE CONSULTANT :

EMS et Ville de Strasbourg. Affaire suivie par **Mme Claire RAUPHIE** *claire.rauphie@strasbourg.eu*

2- DATE DE LA CONSULTATION :

Demande datée du	:	07/05/2019
Demande reçue le	:	10/05/2019
Renseignements complémentaires	:	11/06/2019
Visite		06/05/2019
Dossier en état	:	11/06/2019

3-OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ :

-Acquisition par la ville de Strasbourg d'une emprise foncière sur-bâtie en vue de la réalisation après démolition de certains bâtiments et réhabilitation de ceux conservés, d'un groupe scolaire de 8 classes maternelles et 10 classes élémentaires

-Acquisition par l'EMS d'une emprise foncière de 5,95 ares, en vue de la réalisation d'un parvis et d'une emprise de 44,07 ares pour la réalisation d'une promenade le long des berges du Rhin tortu.

4-DESCRIPTION DU BIEN :

Désignation cadastrale :

Emprise n°	Section	n°	Lieu-dit - Adresse	Surface	Propriétaire
1	EN	172/36 P	Avenue de Colmar	82,13	ETAT
			Total	**82,13**	
2	EN	37	Avenue de Colmar	0,69	ETAT
	EN	172/36 P	Avenue de Colmar	5,26	ETAT
			Total	**5,95**	
Surfaces exprimées en are					

Emprise n°	Section	n°	Lieu-dit - Adresse	Surface	Propriétaire
3	EN	172/36 P	Avenue de Colmar	14,69	ETAT
	EN	174/38 P	Avenue de Colmar	5,29	ETAT
	EN	176/34 P	Avenue de Colmar	0,41	ETAT
			Sous total	**20,39**	
	EN	173/36	Avenue de Colmar	12,66	VILLE
	EN	106/34	Extenwoertsfeld	4,79	VILLE
	EN	175/36	Avenue de Colmar	1,24	VILLE
	EN	177/34	Avenue de Colmar	4,99	VILLE
			Sous total	**23,68**	
			TOTAL	**44,07**	
Surfaces exprimées en are					

Descriptif sommaire :

Emprise n° 1

Dans une zone délimitée sur ses façades Est et Nord par le Rhin Tortu, à l'Ouest par l'avenue de Colmar et au Sud par le stade de la Meinau, emprise de 82,13 ares prélevée sur une parcelle sur-bâtie par les locaux de l'école supérieure du professorat et de l'éducation. (ESPE)

Les constructions consistent en un ***bâtiment principal*** datant de la période allemande, édifié sur sous- sol à usage de caves, locaux d'archives et chaufferie, de deux niveaux droits composés de grandes pièces vitrées réparties autour d'un dégagement central, de blocs sanitaires ainsi que d'un logement de type IV occupé par le concierge, en ***un bâtiment*** de même époque, successivement affecté à usage cultuel (chapelle) et de gymnase, composé d'un vaste local non cloisonné et de grande hauteur sous faîtage laissant entrevoir une toiture à deux pans, une sous-toiture en lambris et une charpente en bois, ***d'un réseau de bâtiments annexes*** édifiés sur simple RDC, composés de salles de cours accessibles depuis le bâtiment principal par un couloir latéral.

Dans le cadre du projet présenté, seul le bâtiment principal et l'ancien gymnase seront conservés. Ce bâti est évalué terrain intégré d'environ 45 ares, correspondant à la surface au sol des bâtiments, à la surface du terrain d'aisance situé aux abords immédiats et à la surface de la bande de terrain assurant sa desserte depuis l'avenue de Colmar. Le surplus de l'emprise représentant une surface d'environ 37 ares sera quant à lui évalué en valeur de récupération foncière.

Emprise n° 2 :

Emprise de forme rectangulaire (environ 20 mètres de large sur 30 mètres de long) en nature d'espaces verts prélevée sur les limites Ouest d'une parcelle sur-bâtie, occupée par les locaux de l'école supérieure du professorat et de l'éducation. (ESPE).

Emprise n° 3 :

Bande de terrain en nature de friches arbustives s'étirant sur environ 350 mètres entre le RHIN tortu et les limites Nord et Est de l'emprise sur-bâtie, occupée par l'ESPE.

5 - SITUATION JURIDIQUE :

Propriétaire : État et ville de Strasbourg
Situation locative : le bâtiment principal et le logement du gardien sont encore occupés

6 - URBANISME ET RÉSEAUX :

Au PLU intercommunal en vigueur, les parcelles sont situées en zone **UE1** dédiée aux équipements publics ou d'intérêt collectif, aux vocations très diverses : culturelles, scolaires, sportives, loisirs, administratives, cultuelles, etc. Les autres fonctions (habitat, activités économiques) n'y sont pas autorisées.

Les emprises périphériques situées en bordure du Rhin tortu sont comprises dans une marge de recul de 15 mètres et sont grevées au profit de l'EMS d'un emplacement réservé en vue de l'aménagement des berges avec création d'une liaison piétons-cycles.

Les parcelles reçoivent la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 322-3 du Code de l'expropriation

7- DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE :

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

Compte tenu de ses caractéristiques propres ainsi que des éléments d'information recueillis sur le marché local, la valeur vénale de l'ensemble immobilier considéré, estimé à l'état libre, peut être fixée à 1 340 000 € HT, détaillée comme suit :

-Emprise n° 1 : 1 065 000 € HT

-Emprise n° 2 : 110 000 € HT

-Emprise n° 3 : 165 000 € HT

Nota :

La présente évaluation est donnée en l'état des renseignements communiqués par le consultant, sans tenir compte d'éventuelles servitudes pouvant affecter l'utilisation des sols et hors coût de dépollution.

8 - DURÉE DE VALIDITÉ :

Cet avis a une durée de validité de 12 mois.

9 - OBSERVATIONS PARTICULIÈRES :

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur régional des Finances publiques
et par délégation,

Jean-Yves MAY
Directeur
du pôle Pilotage des missio
et Animation du Réseau



Édité le 18/03/2019 Échelle 1/5000 Fonds de plan © GCT-Ems

Département :
BAS-RHIN

Commune :
STRASBOURG

Section : BI
Feuille : 000 BI 02

Échelle d'origine : 1/500
Échelle d'édition : 1/500

Date d'édition : 28/08/2019
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC49
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Servitude de tour d'échelle

Servitude de passage

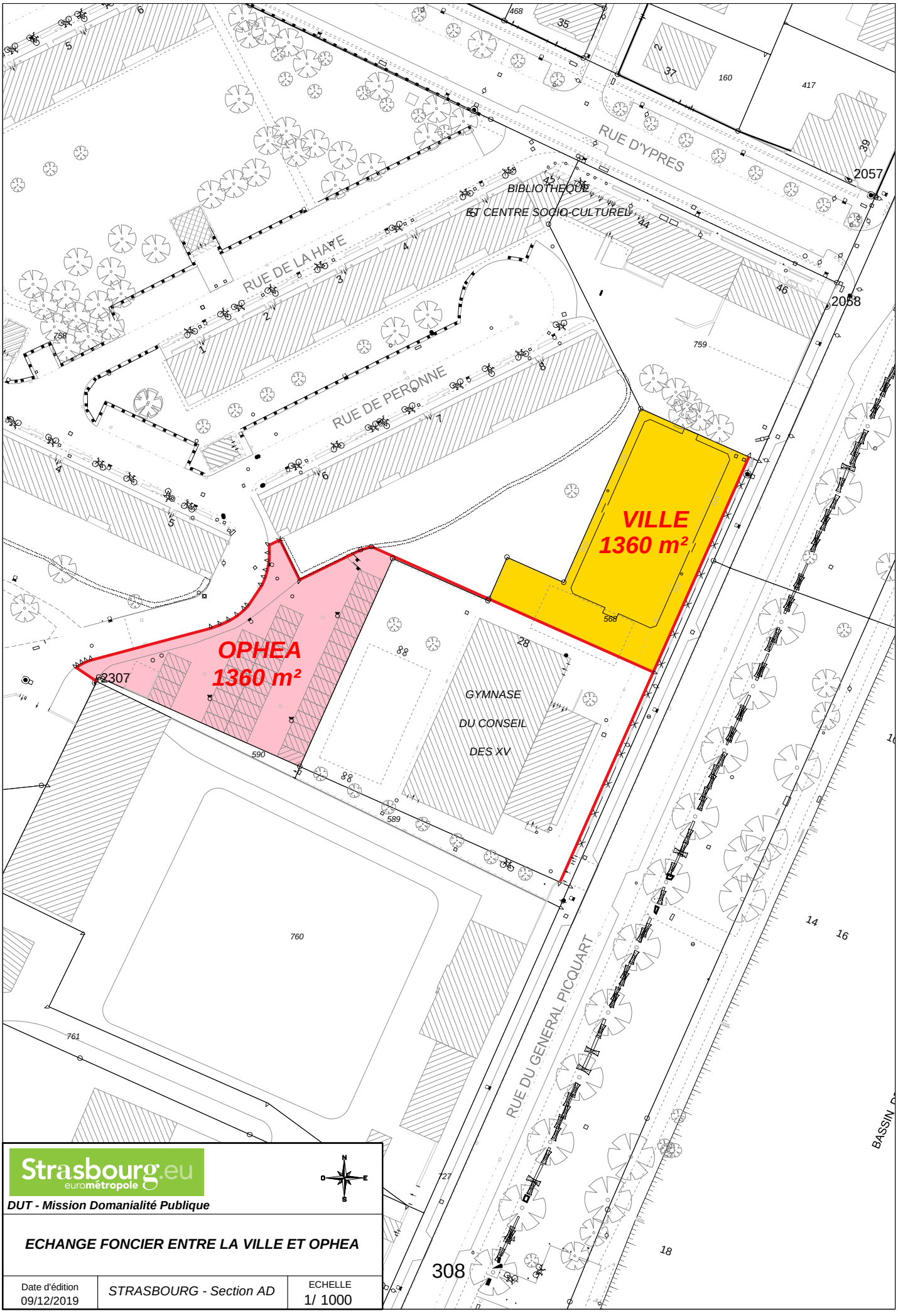
Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
STRASBOURG I

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr




Boussingault
EGLISE ORTHODOXE
DE TOUS LES SAINTS
Rue Martha C.
R.Bernegger
Rue Pfeffel
Rau R.J.J. Henner
R. Philippe et R. Eugène Grass
Carrière
Kant
Aubry
Rue du Général Conrad
Rue du Conseil des XV
Rue du Bon Pasteur
Rue Bautain
Rue Touchemolin
Rue du
CONSULAT DU MAROC
CONSULAT DE CHINE
CONSULAT DE ROUMANIE
CONSULAT DU LIECHTENSTEIN
CONSULAT DE HONGRIE
Place du Conseil des XV
MAISON DE RETRAITE
SAINT JOSEPH
R.Richard Brunck
R. T. Deck
R.Pantaléon Mury
Rue d'Ypres
l'Yser
Douai
Rotterdam
R.d' Amsterdam
R.de La Haye
C.C.S.R.
Rue de Péronne
MULTISPORTS
GYMNASE
ECOLE MAT.
CONSEIL DES XV
QUARTIER LECOURBE
LEGION ETRANGERE
T.P.D.I.
R. d'Ostende
EGLISE PROT.
ST MATTHIEU
ECOLE MAT.
VAUBAN
PRESBYTERE
STADE
CLUB-HOUSE
Place de Kehl
R. du Grand Pont
STADE EMILE STAHL
CLUB-HOUSE
Rue de Kehl
Pont d'Anvers
Tarade
Rue du Général Picquart
BASSIN DES REMPARTS
Dunkerque
Lübeck
TERRAIN DES GENS DU VOYAGE
Pl. Henri Levy
Rue d' Alger
Rue du Bassin du Comme
BASSIN
Z.A. D
138
139
144
145
307
Édité le 12/12/2019
Échelle 1/5000
100 m
Fonds de plan © GCT-EmS
Strasbourg.eu



Strasbourg.eu
eurométropole

DUT - Mission Domanialité Publique

ECHANGE FONCIER ENTRE LA VILLE ET OPHEA

Date d'édition		ECHELLE
09/12/2019	STRASBOURG - Section AD	1/ 1000

Commune	Strasbourg		
Adresse	Rue d'Ypres - Rue du Général Picquart		
Code commune	Préfixe	Section	
67482	000	AD	
Parcelles mères			
568 ; 758			
Géomètre-expert / Pers. agréée	Identifiant	n° dossier	
BILHAUT Régis	04961	191185	

n° croquis	
Feuille	
Numéro	Total
1	2

Croquis sans échelle

Ce document, destiné aux archives cadastrales, est établi conformément aux prescriptions de l'article 52 de la loi du 31 mars 1884

N
O E
S

759/109
à 109 — 03ha 25a 88 sol
à 758 ~~109~~ — CUS HABITAT
109 — 13a 60 sol
109 — 13a 60 sol
568 ~~109~~ — Ville de Strasbourg
109 — 28a 91 sol
109 — 02a 06 sol
590/68
760/68
589/68
309

Picquart
Rue du Général

Je certifie avoir effectué le lever de la nouvelle situation après abornement préalable et en avoir dressé le présent croquis le 08 Novembre 2019

ORDRE DES GÉOMÈTRES-EXPERTS
Cabinet BILHAUT
strasbourg@bilhaut-geometre.fr
03 88 39 33 36
N° D'INSCRIPTION 4961

la nouvelle limite est reconnue exacte par les propriétaires soussignés qui demandent la division de leurs immeubles et l'inscription au Livre Foncier des parcelles créées.

Ville de Strasbourg CUS HABITAT

Nota: Tampon, Nom et qualité du signataire pour les sociétés.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA RÉGION GRAND EST ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

Pôle Pilotage des Missions et Animation du réseau

Division du Domaine

4 Place de la République CS 51002

67070 STRASBOURG Cedex

Téléphone : 03 88 10 35 00

Mail : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

Le 5 septembre 2019

Le Directeur régional des Finances Publiques de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Mme Éliane BAEHR
Téléphone : 03 88 10 35 14
Mail : eliane.baehr@dgfip.finances.gouv.fr
Réf. : 2019/0884-885

Ville et Eurométropole de Strasbourg
Service Politique foncière et immobilière
1 Parc de l'Étoile
67076 STRASBOURG

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : ECHANGE FONCIER

ADRESSE DU BIEN : QUARTIER DES XV À STRASBOURG.

VALEUR VÉNALE : 37 000 € HT/ARE.

1 – SERVICE CONSULTANT : VILLE ET EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG.

Affaire suivie par : Mme Coralie PECK (coralie.peck@strasbourg.eu).

2 - DATE DE CONSULTATION : 01/08/2019
DATE DE RÉCEPTION : 06/08/2019
DATE DE VISITE :
DATE DE CONSTITUTION DU DOSSIER « EN ÉTAT »: 06/08/2019

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ :

Cession et acquisition par voie d'échange de deux emprises foncières de respectivement 14,10 et 12 ares s'inscrivant dans le cadre d'une grande opération immobilière sur le secteur et la redéfinition des espaces extérieurs.

4 – DESCRIPTION DU BIEN

Références cadastrales :

Ville de STRASBOURG-QUARTIER des XV

Section	Parcelles	Superficie/ ares	A prélever/ ares	Adresse cadastrale	Zonage PLUi	Propriétaires
AD	568/109	44,57	14,10	Rue du Gal Picquart	UD2 – 20mHT – SMS2	Ville de Strasbourg
	758	339,48	12,00	Rue d'Ypres		OPHEA

L'échange foncier envisagé porte sur une portion de 14,10 ares à prélever de la parcelle n° 568/109 de 44,57 ares, propriété de la ville de Strasbourg, encombrée du gymnase du Conseil des XV et des installations d'un city stade. C'est plus particulièrement l'emprise du city stade qui est concernée par l'échange au profit d'OPHEA (anciennement CUS Habitat).
En contrepartie, OPHEA cédera une portion de 12 ares issue de la parcelle n°758 de 339,48 ares, encombrée d'immeubles d'habitation et de 39 garages préfabriqués, propriété du bailleur social OPHEA. C'est l'emprise foncière des garages qui est concernée par l'opération au profit de la ville de Strasbourg.
L'actuel city stade devrait faire l'objet d'une opération de construction de logements par OPHEA dont les installations seraient relocalisées sur la parcelle actuellement à usage de garages.
Le consultant précise que l'échange s'effectuera sur des terrains libérés de toutes installations.

5 – SITUATION JURIDIQUE

Propriétaire(s) présumé(s) : Ville de Strasbourg et OPHEA.

6 – URBANISME ET RÉSEAUX

Parcelles situées en zone UD2 du PLU approuvé le 16/12/2016, devenu opposable le 23/01/2017.
Hauteur maximale de 20 m.
Qualification des parcelles :
Les parcelles ont la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 322-3 du Code de l'expropriation, car situées dans une zone déclarée constructible et desservies par les VRD.

7 – DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Valeur vénale sur la base d'un prix à l'are de 37 000 €/HT, représentant 521 700 €/HT au titre de la cession de 14,10 ares et 444 000 €/HT au titre de l'acquisition d'une emprise d'environ 12 ares.

Cette valeur tient compte de l'encombrement des parcelles respectives dont elles seront distraites. A titre de cohérence, la même valeur est retenue.

8 – DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis a une durée de validité de 18 mois.

9 – OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une cession réalisable uniquement dans les conditions du droit privé.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loin° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Pour le Directeur régional
et par délégation,
L'Inspectrice des Finances publiques,



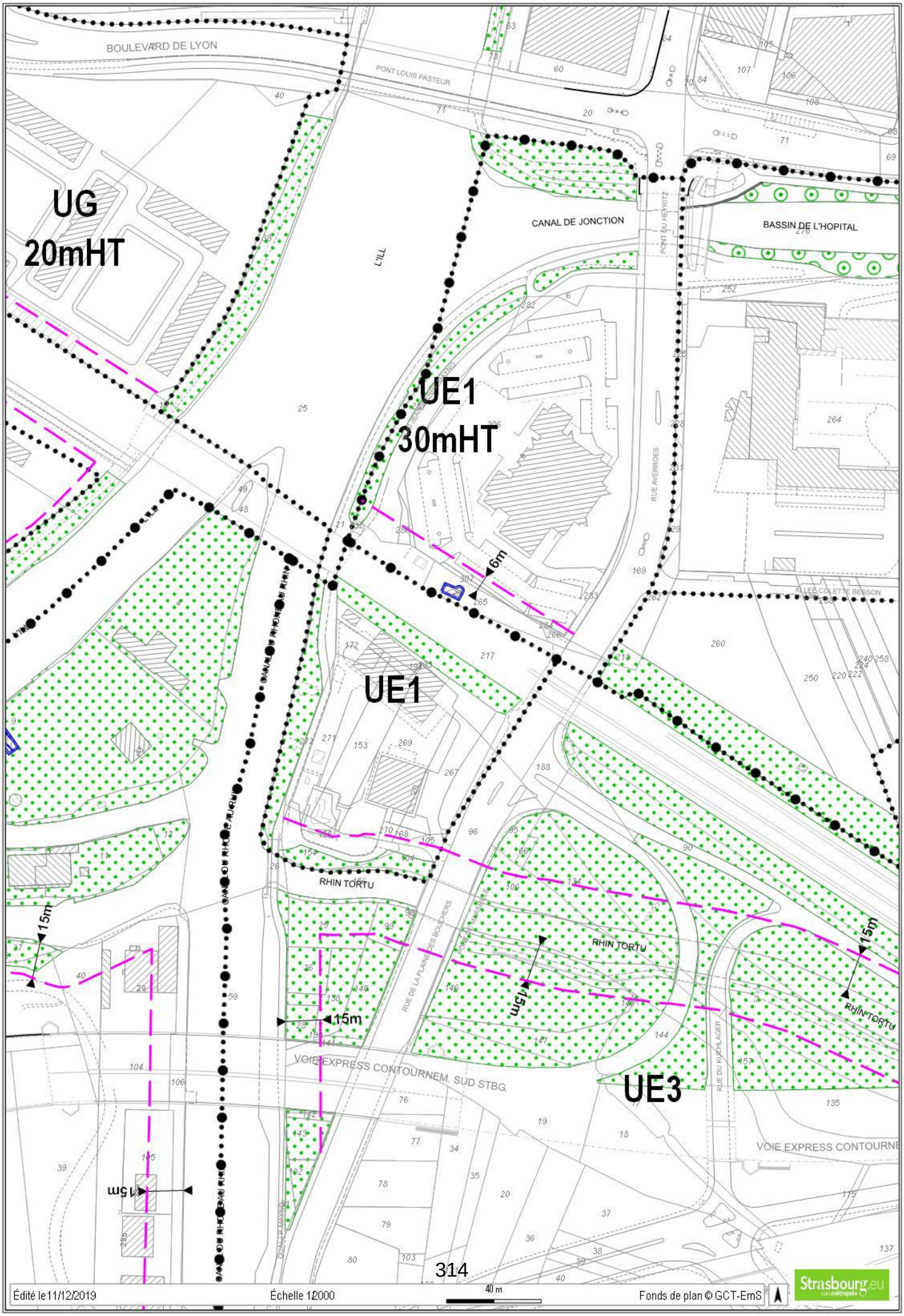
Éliane BAEHR



313

Édité le 11/12/2019 Échelle 1/10000 200 m Fonds de plan © GCT-EmS

Strasbourg.eu eurométropole


UG
20mHT
UE1
30mHT
UE1
UE3
BOULEVARD DE LYON
PONT LOUIS PASTEUR
CANAL DE JONCTION
BASSIN DE L'HOPITAL
PONT DU HEYRITZ
RUE AVERROES
ALLEE COLETTE BESSON
L'ILL
CANAL DE RHIN A RHONE
RHIN TORTU
RUE DE LA PLANE DES BOUCHERS
RUE DU KOEHLAGER
VOIE EXPRESS CONTOURNEM. SUD STBG.
VOIE EXPRESS CONTOURNE
6m
15m
15m
15m
15m
15m
Édité le 11/12/2019
Échelle 1:2000
40 m
Fonds de plan © GCT-EmS
Strasbourg.eu

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DU GRAND EST ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN
Pôle Pilotage des missions et Animation du réseau
Division du Domaine
4 Place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

Le 10/01/2020

Le Directeur régional des Finances Publiques
Grand Est et du département du Bas-Rhin

POUR NOUS JOINDRE :

Évaluateur : Patrick GOGUELY
Téléphone : 03 88 10 35 13
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr
Réf. LIDO : **2019/1703**

à

Ville de Strasbourg
Direction de l'urbanisme et des territoires
Politique foncière et immobilière
1, parc de l'étoile
67076 STRASBOURG cedex

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : parcelle de terrain nu

ADRESSE DU BIEN: rue du Maquis à Strasbourg

VALEUR VÉNALE : 43 265 € HT

1 – SERVICE CONSULTANT :

Ville de Strasbourg. Affaire suivie par **Mme Yasmina NASSOUH** yasmina.nassouh@strasbourg.eu

2 – DATE DE LA CONSULTATION :

Demande datée du : 17/12/2019
Demande reçue le : 19/12/2019
Renseignements complémentaires reçus le :
Dossier en état : 19/12/2019

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ :

Dans le cadre d'une régularisation foncière, cession au propriétaire riverain d'une parcelle de terrain nu, située au contact de la rue du maquis et attenante à sa propriété.

4 – DESCRIPTION DU BIEN :

Désignation cadastrale:

Section	n°	Adresse Lieu-dit	Surface de la parcelle (*)
HP	258	rue du maquis	2,08

MINISTÈRE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS

Descriptif sommaire:

Parcelle en nature de friche arbustive de forme rectangulaire au contact de la rue du maquis (8,5 mètres de profondeur sur 20 mètres de large) et se prolongeant par une emprise de forme triangulaire (4 mètres de base et 25 mètres de côté) sur ses limites nord.

5 - SITUATION JURIDIQUE :

Propriétaire : ville de Strasbourg
Situation locative : (non renseignée). La parcelle est estimée libre

6 - URBANISME ET RÉSEAUX :

Au PLU i en vigueur la parcelle est située en zone **UB4, z**one urbaine à vocation mixte (5 mètres ET, SMS1).

Sur une profondeur de 13 mètres comptés à partir de l'alignement existant ou projeté ou de la ligne qui s'y substitue, les constructions peuvent être implantées le long de la limite séparative latérale.

L'emprise au sol des bâtiments n'est pas réglementée pour les unités foncières inférieures à 400 m².

Sauf dispositions particulières indiquées au règlement graphique, les constructions doivent être édifiées à l'alignement des voies et places existantes, à modifier ou à créer, et ouvertes à la circulation publique.

La parcelle cédée reçoit la qualification de TAB au sens de l'article L 322-3 du code de l'expropriation

7- DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE :

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

Compte tenu de ses caractéristiques propres ainsi que des éléments d'information recueillis sur le marché local, la valeur vénale de la parcelle considérée peut être fixée à 43 265 € HT.

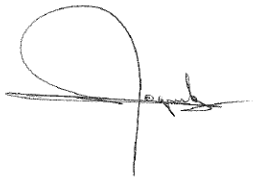
8 - DURÉE DE VALIDITÉ :

Cet avis a une durée de validité de 18 mois.

9 - OBSERVATIONS PARTICULIÈRES :

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur régional des Finances publiques
et par délégation,
L'inspecteur des finances publiques
Patrick GOGUELY



20

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Acquisitions foncières en vue de la création d'un nouveau groupe scolaire rue Jean Mentelin à Strasbourg Koenigshoffen.

1) Contexte :

Le Conseil municipal a approuvé dans sa séance du 19 mars 2018 la création d'un nouveau groupe scolaire à Koenigshoffen, rue Jean Mentelin, regroupant les entités suivantes :

- une école maternelle ;
- une école élémentaire ;
- un restaurant scolaire avec production des repas sur site ;
- une salle polyvalente mise à disposition du public en dehors des heures d'enseignement ;
- un cabinet médical ;
- un logement pour le responsable technique du site.

La réalisation des travaux est prévue à l'été 2020, pour une mise en service en septembre 2023.

2) Acquisitions foncières pour la réalisation du projet :

Le projet se déploie sur une emprise de 102,05 ares composée de deux entités foncières :
- la première de 46,04 ares, appartenant à l'Eurométropole de Strasbourg, sur laquelle est assis le centre technique routier (parcelles section MR n° 245, n° 257, n° 259, n° 323). L'Eurométropole en est devenue propriétaire pour l'avoir acquis à titre gratuit auprès du Département du Bas-Rhin en exécution de la convention du 20 décembre 2016 et son avenant ;
- la seconde de 56,01 ares, appartenant au Département du Bas-Rhin, composée des parcelles :
- section MS n° 277 située au nord du centre technique routier ;
- section MR n° 322, n° 327 et n° 325 situées au sud du centre technique routier.

Cette emprise est située en zone N3 au plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de l'Eurométropole de Strasbourg. La modification n° 2 du PLUi, approuvée par le Conseil de l'Eurométropole dans sa séance du 27 septembre 2019, a classé ce foncier en zone N3

qui autorise les constructions et installations à condition d'être liées ou nécessaires à un service public.

Afin de construire le groupe scolaire la Ville doit se rendre propriétaire de l'ensemble de ces parcelles.

3) Prix et conditions :

A) Auprès du Département du Bas-Rhin :

Prix :
Il est proposé d'acquérir ces parcelles (qui totalisent une surface de 56,01), auprès du Conseil départemental à la valeur estimée par France Domaine soit 100 818 € (1 800 € l'are).

Conditions :
La ville s'engage auprès du Conseil départemental à réaliser les travaux suivants :

- reconstitution du pignon de la partie du hangar non démolie. Le hangar est situé sur l'emprise appartenant à l'Eurométropole sur laquelle se trouve le centre technique et sur une emprise qui restera propriété du Conseil Départemental. Ce dernier maintient le hangar qui est utilisé par le Service Parc Véhicules et Bacs Rhénans du Département : SPVBR ;

- le dévoiement des réseaux nécessaires à la poursuite de l'exploitation des installations non démolies et propriété du Département du Bas-Rhin (en lien avec la démolition du hangar et avec le déplacement de la limite parcellaire) ;

- la mise en place d'une clôture sur la nouvelle limite séparative de propriété entre les équipements à savoir le futur groupe scolaire et la propriété du Département du Bas-Rhin dans le cadre d'une démarche de mutualisation de la voie de déserte du restaurant scolaire et des installations du Département.

La ville de Strasbourg versera une subvention d'investissement du Département du Bas-Rhin au titre des travaux rendus nécessaires pour ce dernier (transfert d'activité de réforme des véhicules, création d'une nouvelle aire de lavage des engins motorisés).

Les modalités d'établissement de cette subvention feront l'objet d'une convention financière entre la ville de Strasbourg et le Département du Bas-Rhin.
Le montant de cette subvention est de 130 000 € HT.

B) Auprès de l'Eurométropole de Strasbourg :

Il est également proposé que le Conseil municipal acquière, auprès de l'Eurométropole de Strasbourg, le centre technique routier à titre gratuit.

Le centre technique routier accueille le personnel et le matériel dédié à l'entretien des 223 kms de voirie départementales transférées à l'Eurométropole de Strasbourg le 1er janvier 2017. Constituée de 18 agents, cette unité a été intégrée au service des Voies publiques début 2017.

Il est prévu de relocaliser le personnel et le matériel sur le site du centre autoroutier rue Zielbaum à Strasbourg Cronenbourg. Les équipements déjà présents sur ce site permettront d'accueillir le personnel et une partie du matériel.

Il conviendra également de reconstituer les hangars permettant d'accueillir les engins de grande dimension. Le montant de cette réalisation est estimé à 1 700 000 € toutes taxes comprises et sera pris en charge par la Ville. Le coût de cette opération de construction avait déjà été approuvé par le Conseil municipal dans sa séance du 19 mars 2018.

Pendant la période intermédiaire entre l'acquisition par la Ville et le déménagement du centre technique routier, la Ville mettra à disposition le centre technique rue Jean Mentelin à l'Eurométropole sous la forme d'une convention.

Ces biens cédés par l'Eurométropole de Strasbourg et le Département du Bas-Rhin, le sont sans déclassement préalable, dès lors qu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public, conformément à l'article L3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
vu l'avis de France Domaine
vu le Code général de la propriété des personnes
publiques et notamment l'article L 3112-1
après en avoir délibéré
approuve

1) en vue de la création du groupe scolaire rue Jean Mentelin, l'acquisition auprès du Département du Bas-Rhin des parcelles cadastrées :

Commune de Strasbourg
Koenigshoffen Cronenbourg
Lieudit : rue Jean Mentelin

Section MS n° 277/64 de 49,22 ares
Section MR n° 322/27 de 2,95 ares
Section MR n° 327/29 de 3,11 ares
Section MR n° 325/29 de 0,73 are
au prix de 100 818 €

le versement d'une subvention d'investissement d'un montant de 130 000 € HT au Département du Bas-Rhin, correspondant aux coûts des travaux que le Département du Bas-Rhin va devoir engager en vue des opérations de transfert de ses activités.

2) en vue de la création du groupe scolaire rue Jean Mentelin, l'acquisition auprès de l'Eurométropole de Strasbourg, sous condition que la Commission Permanente de l'Eurométropole du 14 février 2020 approuve la cession au profit de la Ville de Strasbourg, des parcelles propriété de l'Eurométropole de Strasbourg, cadastrées :

Commune de Strasbourg
Koenigshoffen Cronenbourg
Lieudit : rue Jean Mentelin

Section MR n° 245/9 de 22,69 ares,
Section MR n° 257/9 de 3,31 ares,
Section MR n° 259/28 de 0,66 are
Section MR n° 323/28 de 19,38 ares

A l'euro symbolique sans paiement de prix

- *la prise en charge par la ville de Strasbourg de construction du hangar sur le site rue Zielbaum et des coûts de construction afférant d'un montant estimé à 1 700 000 € TTC*

décide

- *de l'imputation de la dépense de d'un montant de 100 818 € sur la ligne budgétaire suivante : fonction 824 nature 2111 service AD03 programme 2 ;*

- *de l'imputation de la dépense de 130 000 € HT sur la ligne budgétaire suivante : fonction 020 nature 204132 programme crv cp00 AP2018/022 ;*

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e :
- *à signer les actes de vente à intervenir ainsi que tous les actes nécessaires à l'exécution des présentes ;*

- *à signer la convention financière entre la ville de Département Bas-Rhin relative au versement de la subvention d'investissement ;*

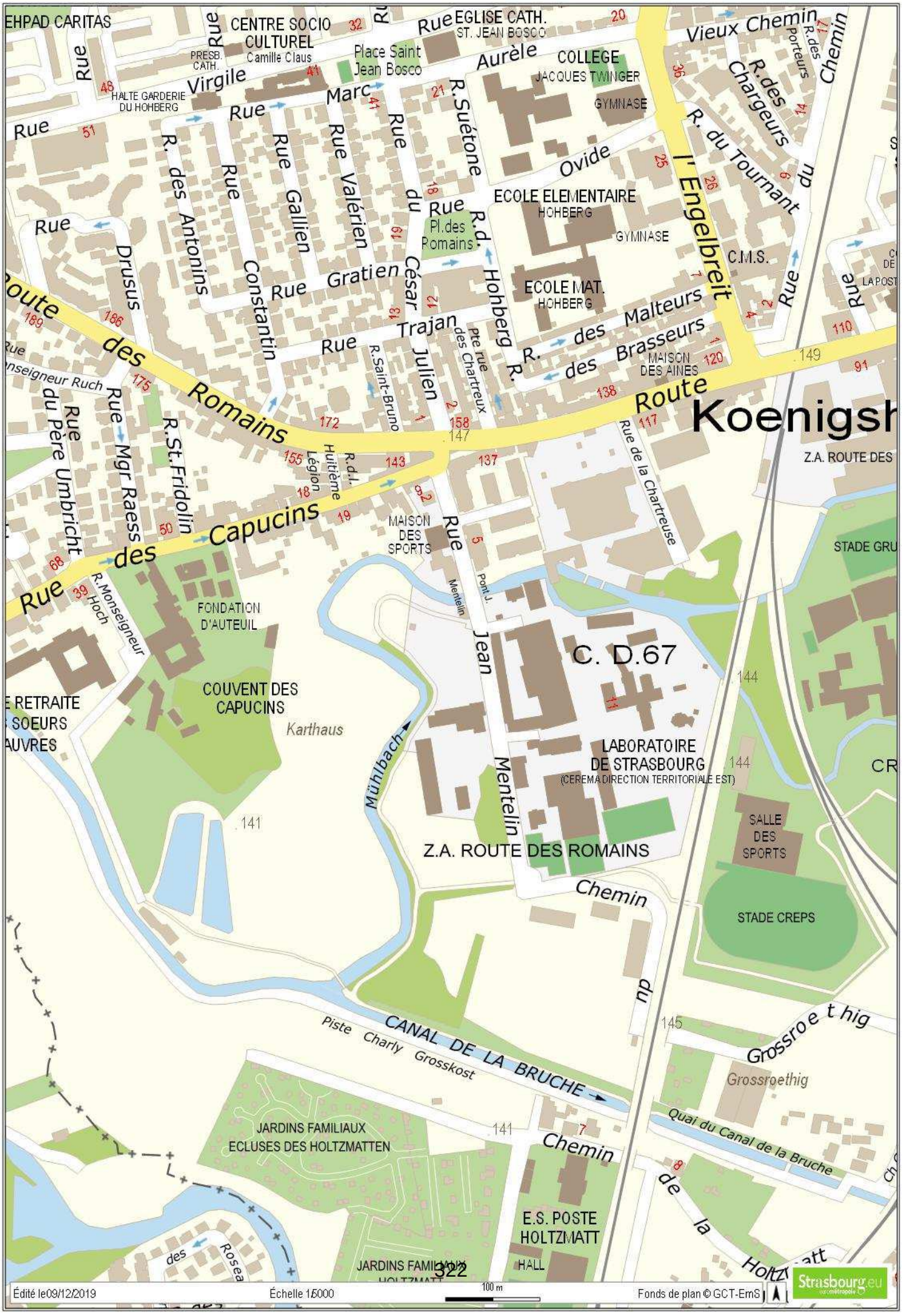
- *à mettre en concurrence les marchés d'études, de travaux, et de fournitures conformément à la règlementation des Marchés publics et à signer et exécuter tous les actes en résultant ;*

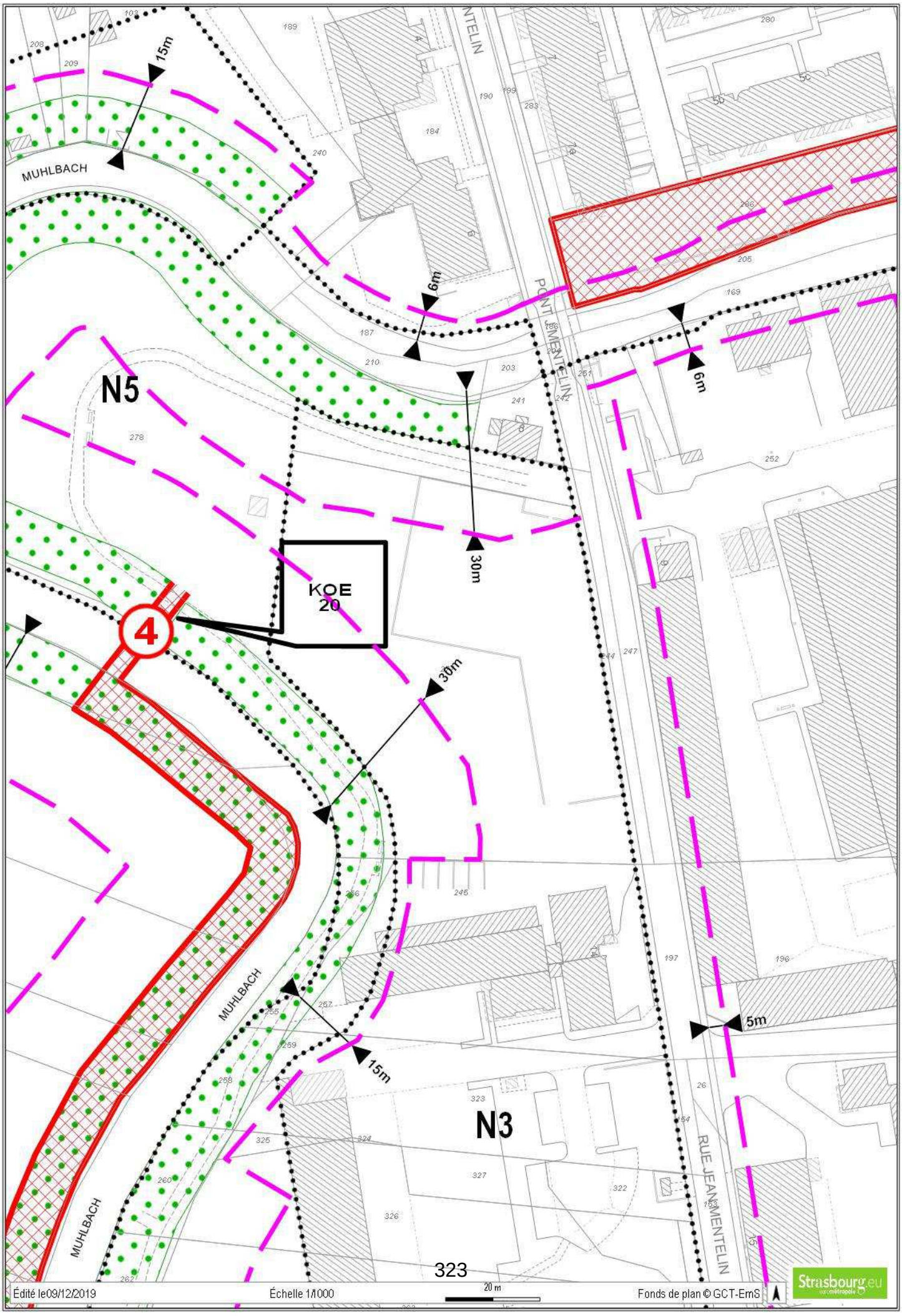
- *à signer les dossiers de demande de permis de construire et de démolir ;*

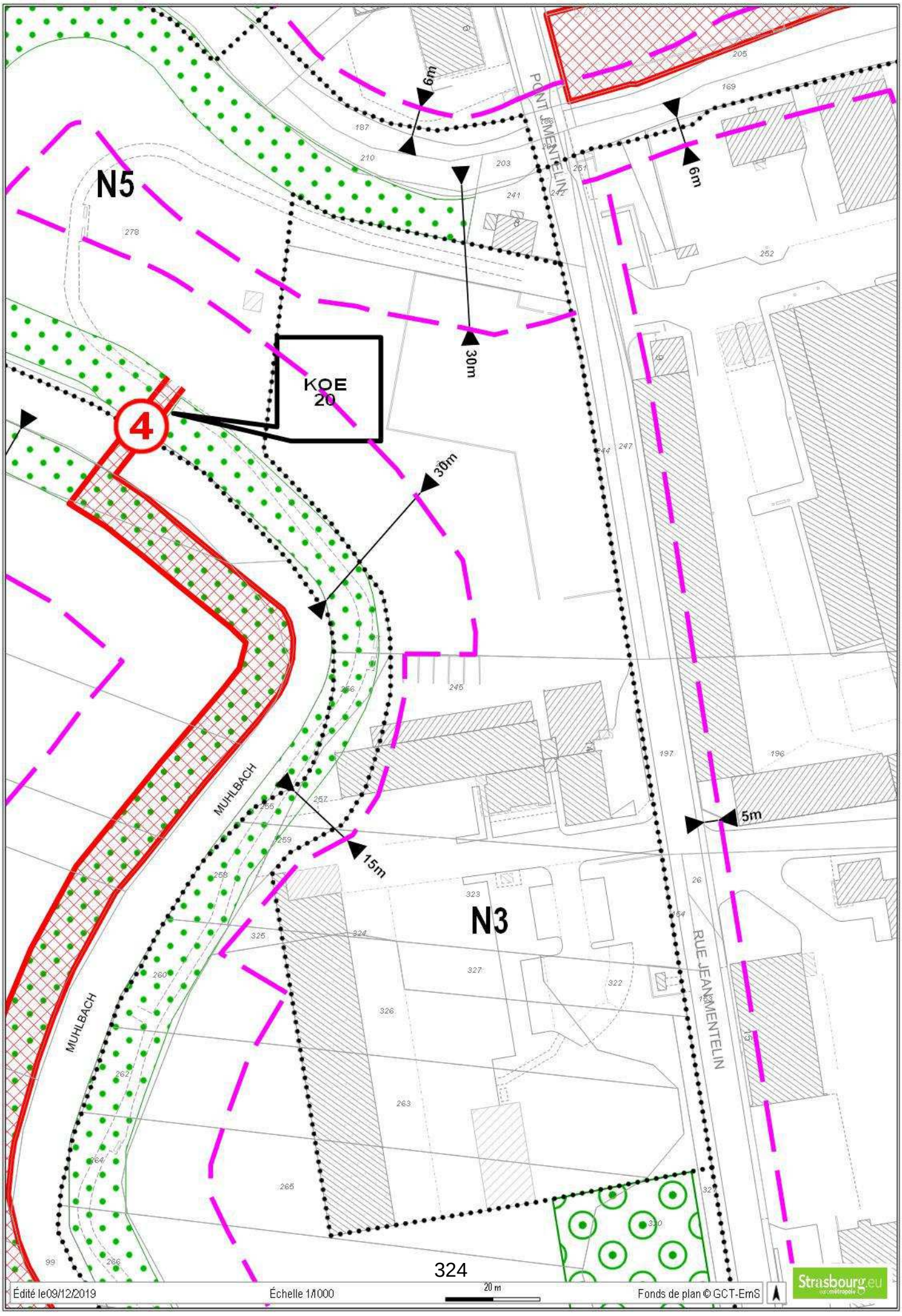
- *à solliciter auprès du Département du Bas-Rhin et de la Région Grand Est et les autres financeurs les subventions y afférentes et à signer les actes en résultant.*

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020


EHPAD CARITAS
CENTRE SOCIO CULTUREL Camille Claus
PRESB. CATH.
HALTE GARDERIE DU HOHBERG
EGLISE CATH. ST. JEAN BOSCO
Place Saint Jean Bosco
COLLEGE JACQUES TWINGER
GYMNASE
Vieux Chemin
R. des Porteurs
R. des Chargeurs
R. du Tournant
Chemin du
Rue Virgile
Rue Marc Aurèle
R. Suétone
Rue Ovide
I' Engelbreit
ECOLE ELEMENTAIRE HOHBERG
GYMNASE
C.M.S.
Pl. des Romains
R. d.
Rue Hohberg
ECOLE MAT. HOHBERG
R. des Malteurs
R. des Brasseurs
MAISON DES AINES
Rue Drusus
Rue des Antonins
Rue Constantin
Rue Gallien
Rue Valérien
Rue du César
Rue Gratien
Rue Trajan
R. Saint-Bruno
Julien
pte rue des Chartreux
Route des Romains
Route
Koenigsh
Z.A. ROUTE DES
Rue Mgr Raess
R. St. Fridolin
Rue du Père Umbricht
R. d. J.
Huitième Légion
Rue des Capucins
MAISON DES SPORTS
Rue de la Chartreuse
Pont J.
Mentelin
R. Monseigneur Hoch
FONDATION D'AUTEUIL
COUVENT DES CAPUCINS
Karthaus
E RETRAITE
SOEURS
AUVRES
Mühlbach
Jean Mentelin
C. D.67
LABORATOIRE DE STRASBOURG
(CEREMA DIRECTION TERRITORIALE EST)
SALLE DES SPORTS
STADE GRU
STADE CREPS
CR
Z.A. ROUTE DES ROMAINS
Chemin du
Grossroethig
CANAL DE LA BRUCHE
Piste Charly Grosskost
JARDINS FAMILIAUX ECLUSES DES HOLTZMATTEN
Quai du Canal de la Bruche
Chemin
E.S. POSTE HOLTZMATT
HALL
JARDINS FAMILIAUX
de la Holtzmatt
des Rosea
.141
.144
.145
.147
.149
Édité le 09/12/2019
Échelle 1/5000
100 m
Fonds de plan © GCT-EmS
Strasbourg.eu


15m
MUHLBACH
6m
PONT JEAN MENTELIN
6m
N5
30m
KOE
20
4
30m
MUHLBACH
15m
5m
N3
RUE JEAN MENTELIN
MUHLBACH
Édité le09/12/2019
Échelle 1/1000
20 m
Fonds de plan © GCT-EmS
Strasbourg.eu


N5
N3
KOE
20
4
6m
6m
30m
30m
15m
5m
PONT JEAN MENTELIN
RUE JEAN MENTELIN
MUHLBACH
MUHLBACH
Édité le09/12/2019
Échelle 1/1000
20 m
Fonds de plan © GCT-EmS
Strasbourg.eu

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA RÉGION GRAND EST ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

Pôle Pilotage des Missions et Animation du réseau

Division du Domaine

4 Place de la République CS 51002

67070 STRASBOURG Cedex

Téléphone : 03 88 10 35 00

Mail : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Mme Éliane BAEHR

Téléphone : 03 88 10 35 14

Mail : eliane.baehr@dgfip.finances.gouv.fr

Réf. : 2019/1003

Le 16 septembre 2019

Le Directeur régional des Finances Publiques de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin

Conseil Départemental du Bas-Rhin

MRI/Service des Opérations foncières

1 pl du Quartier Blanc

67964 STRASBOURG Cedex 9

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : TERRAIN NON BÂTI ET DIVERS LOCAUX TECHNIQUES.

ADRESSE DU BIEN : RUE JEAN MENTELIN À STRASBOURG-KOENIGSHOFFEN.

VALEUR VÉNALE : 572 826 € HT.

1 – SERVICE CONSULTANT : CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU BAS-RHIN.

Affaire suivie par : Mme HENRY (marianne.henry@bas-rhin.fr) et M. ALBERTY (philippe.alberty@bas-rhin.fr).

2 - **DATE DE CONSULTATION** : 28/08/2019
DATE DE RÉCEPTION : 29/08/2019
DATE DE VISITE :
DATE DE CONSTITUTION DU DOSSIER « EN ÉTAT »: 29/08/2019

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ :

La demande d'actualisation porte sur un ensemble de parcelles bâties et non bâties en vue de la cession à la ville de Strasbourg et à l'Eurométropole. L'opération s'inscrit dans le cadre d'un projet de reconversion du secteur de la rue Jean Mentelin par le développement d'un nouveau quartier à usage d'habitation et la création d'un groupe scolaire.
Le site est actuellement un centre technique de la voirie dont la compétence a été transférée à l'EMS dans le cadre de la Loi NOTRé.

MINISTÈRE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS

4 – DESCRIPTION DU BIEN

Références cadastrales :

Ville de STRASBOURG-KOENIGSHOFFEN

Sections	Parcelles	Superficie/ ares	Superficie à céder/ares	Opération	Zonage PLUi	Adresse cadastrale	Nature
MS	277	49,22	49,22	Vente à Ville de Strasbourg	N5	8 r Jean Mentelin	Sol/dépôt
MR	245	22,69	22,69	Cession à titre gratuit à l'EMS	N2/N5	rue Jean Mentelin	Sol/bâti
	257	3,31	3,31				
	247	19,44	19,44				Sol/bâti
	259	0,66	0,66				Sol
MR	27	18,05	2,00	Vente à Ville de Strasbourg	N2/N5	Grossroethig	Sol
	261	20,15	4,85				Sol
MR	27	18,05	2,50	Vente à l'EMS	N2/N5		
	TOTAL		**104,67**				

Le site a fait l'objet d'une visite et d'une évaluation en fin d'année 2017. Suite aux négociations conduites par les collectivités intéressées, les emprises initialement envisagées ont été diminuées. En conséquence la présente actualisation porte sur le nouveau périmètre de l'opération qui se décompose d'emprises non bâties évaluées comme telles et d'emprises bâties évaluées terrain intégré.

Parcelles ou portions non bâties :

→ Parcelle MS n° 277 de 49,22 ares : elle est à usage de parking des véhicules ou engins de chantier et d'éléments mobiliers nécessaires au fonctionnement du centre technique. L'emprise ne comporte aucun bâtiment, toutefois on ne peut pas écarter la pollution du sol compte tenu de son usage. Cette emprise est destinée à la cession à la ville de Strasbourg pour la construction d'une nouvelle école.

→ Parcelles MR n° 261 pour 4,85 ares à prélever et n° 27 pour environ 2 ares à prélever, soit un total d'environ 7 ares : ces portions feront l'objet d'un recoupage foncier et cédées à la ville de Strasbourg. Elles sont actuellement à usage d'aires de circulation et de retournement, aucun bâti n'y figure.

→ Seconde portion d'environ 2,5 ares à prélever de la parcelle MR n° 27 : ce second redécoupage foncier est destiné à une cession au profit de l'Eurométropole. Elle correspond à une bande de 3 mètres de large le long de la rue Jean Mentelin.

Parcelles ou emprises bâties évaluées terrain intégré :

→ Parcelles MR n° 245, 257, 247 et 259 de 46,10 ares : elles sont sur-bâties de locaux à usage de bureaux en bordure de la rue, à usage d'entrepôt/atelier ancien dans le prolongement et de deux travées d'un autre hangar à matériels plus vaste.

Les locaux de bureaux et annexes datent pour partie des années 1980 avec une extension réalisée autour de l'année 2000, le tout représentant environ 500 m² au rez-de-chaussée et 120 m² en sous-sol à usage de caves, chaufferie, archives. C'est une structure en béton avec couverture en bac acier et quelques puits de lumière, isolation intérieure des murs, chauffage au moyen d'une chaudière au gaz datant de 1993, fenêtres et volets en PVC récents. Locaux basiques dans l'ensemble.

En profondeur est adossé un entrepôt/atelier ancien et très basique, partiellement cloisonné avec des murs légers ou des parpaings de béton et des portes métalliques vitrées en partie haute. La couverture est composée de plaques de fibro-ciment (amiante), sol bétonné dégradé. L'ensemble représente autour de 220 m².

Enfin, sont également compris deux travées d'un hangar plus récent pris pour 190 m²/SU, le reste du bâti restant propriété du Conseil départemental.

Toute cette emprise et les bâtis y figurant seront transférés à titre gratuit à l'Eurométrople de Strasbourg dans le cadre de sa nouvelle compétence.

5 – Situation juridique

Propriétaire(s) présumé(s) : Conseil départemental du Bas-Rhin.
Locaux occupés.

6 – Urbanisme et réseaux

Parcelles situées en zone N2 et N5 du PLUi de l'EMS approuvé le 16 décembre 2016, devenu opposable le 23 janvier 2017.
La zone N est une zone naturelle ou forestière à protéger.
Toutefois, sont admis en secteur N2, les extensions mesurées des constructions existantes ou des installations légères de 20 m² au maximum.
En secteur N5, sont admises les constructions et installations directement liées au fonctionnement d'un parc existant où à créer.

7 – Détermination de la valeur vénale

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

→ Différentes emprises en section MR et MS non bâties, pour 58,57 ares : 1 800 €/are représentant **105 426 € HT,** soit une cession à la ville de Strasbourg de 56,07 ares et 2,50 ares à l'EMS.

Les parcelles sur-bâties sont valorisées sur la base des constructions présentes, terrain intégré.
→ Locaux à usage de bureaux : base 700 €/m² SU, 350 € pour le sous-sol.
500 m² en rez-de-chaussée représentant **350 000 € HT**
120 m² en sous-sol représentant **42 000 € HT** ;
→ Atelier ancien de 220 m² : 170 €/m² SU, représentant **37 400 € HT** ;
→ Hangar récent pour 190 m²/SU : base 500 €/m² SU
190 m² de hangar fermé (2 travées) représentant **38 000 € HT**
soit un total de **467 400 €/HT**, terrain intégré de 46,10 ares (transfert à titre gratuit).

Valeur totale de l'opération : 572 826 € HT.

Cette valeur ne tient pas compte d'éventuels coûts de diagnostic, de dépollution et de démolition.
Il n'appartient pas au Service du Domaine de se prononcer sur un éventuel transfert à titre gratuit au profit de l'EMS.

8 – Durée de validité

Cet avis a une durée de validité de 18 mois.

9 – OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

La présente évaluation a été effectuée en fonction des données du marché sans tenir compte d'éventuels coûts de diagnostic de présence ou d'enlèvement d'amiante suite aux prescriptions du décret n° 96-97 du 7 février 1996 ou de frais de dépollution ou de démolition.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une cession réalisable uniquement dans les conditions du droit privé.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loin° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Pour le Directeur régional,
Par délégation,
L'Inspectrice des Finances Publiques,



Éliane BAEHR

29

Délibération au Conseil Municipal du lundi 19 mars 2018

Création d'un nouveau groupe Scolaire à Koenigshoffen rue Jean Mentelin - Désignation des membres de jury de maitrise d'œuvre.

Le quartier de Koenigshoffen connait une évolution significative du nombre d'enfants à accueillir en école primaire.

Cette demande est partiellement prise en charge dans le cadre de la restructuration en cours dans le groupe scolaire du Hohberg et délibéré par le conseil municipal du 27 mai 2013. En outre, le scénario de création d'un groupe scolaire de 42 classes sur le site du Hohberg, le 4 mars 2016, a été unanimement rejeté tant par les professionnels de l'éducation nationale que par les utilisateurs.

La recherche d'une solution alternative a nécessité une analyse des potentialités du quartier intégrant les origines géographiques des enfants, les espaces fonciers disponibles, et le programme de construction des logements.

Celles-ci ont fait émerger l'opportunité de création d'un nouveau groupe scolaire dont la localisation se situerait rue Jean Mentelin.

Outre la qualité du lieu mis à disposition, cette implantation offre une centralité intéressante par rapport aux opérations immobilières à venir et reste accessible depuis le quartier du Hohberg, important bassin de recrutement des écoliers à accueillir.

Le secteur retenu se situe en contact direct de la Trame Verte et Bleue (TVB) de l'agglomération. Ce réseau écologique en milieu urbain vise à être à la fois un support de biodiversité et un renforcement la nature en ville essentiel pour le cadre de vie des habitants.

Ce projet, situé en plein cœur du Parc naturel urbain (PNU), constitue une formidable occasion de concevoir un projet innovant sur différents volets : insertion en cohérence avec l'identité particulière du quartier, conception écologique et participative, conception architecturale, sans oublier la dimension pédagogique.

Au-delà de ces ambitions thématiques respectives, c'est bien dans l'articulation de l'ensemble de ces enjeux que réside la véritable ambition du projet. L'enjeu central est de dépasser la conception d'un « bel objet ou équipement », aussi performant soit-il, mais de

le penser en replaçant la qualité d'usage au cœur de la démarche et donc nécessairement, de le co-construire, en lien avec acteurs du quartier et représentants des futurs usagers.

Le programme des travaux s'établit ainsi :

L'opération porte sur la création d'un groupe scolaire de 6 classes maternelles, de 2 classes de tout-petits et de 10 classes élémentaires soit :

- Ecole maternelle : 1166 m² comprenant notamment 8 salles de classe, 2 salles de jeux, 2 salles de repos, une BCD et des locaux périscolaires,
- Ecole élémentaire : 1402 m² comprenant notamment 10 salles de classe, une BCD et une salle d'évolution,
- Locaux communs (restaurants scolaire, salle polyvalente, logement de fonction, locaux logistiques, etc.) : 899 m² dont une salle à manger de 92 places en école maternelle et 110 places en école élémentaire,
- Cour et préaux.

Le planning de l'opération est le suivant :

- Consultation de maîtrise d'œuvre : janvier 2018 à octobre 2018
- Etudes de maîtrise d'œuvre : novembre 2018 à septembre 2019
- Appel d'offres travaux : septembre 2019 à janvier 2020
- Travaux : 2020 à 2022

Le montant des travaux se décompose comme suit :
L'estimation du coût de l'opération s'élève à **16 000 000 €TTC**, valeur janvier 2018, et se décline comme suit :

Travaux de construction du bâtiment	12 050 000€ TTC
Honoraires (maîtrise d'œuvre, contrôle technique, coordination sécurité-santé, ...) :	2 500 000 € TTC
Divers (tolérances études et travaux, publications, concours, jury, différents diagnostics et sondages, branchements, téléphonie, provisions pour aléas) :	1 100 000€ TTC
Mobilier et équipements	350 000 € TTC

Intégration dans le Parc Naturel Urbain Ill Bruche

La création d'un groupe scolaire, au sein du parc naturel urbain Ill Bruche implique une approche du projet innovante dans sa conception comme dans sa méthode d'élaboration - compatible avec les grands axes du Parc naturel Urbain.

A cette fin, un travail de concertation avec les acteurs concernés - habitants, associations, signataires de la Charte du PNU, membres du conseil de quartier, éducation nationale, élus, services - a été lancé à l'automne 2017.

Cet atelier de concertation porte sur trois axes liés traduits en questionnements :

- *Ecole et architecture :* Comment pensez-vous que l'architecture des futurs bâtiments de l'école, le choix de ses matériaux et de son organisation spatiale peuvent mettre en valeur- et s'enrichir - de l'identité particulière du site ?

- *Ecole et apprentissages :* Quel projet d'école, quelles activités et quels apprentissages souhaite t'on favoriser et renforcer, sur temps scolaire et lors des activités et services périscolaires, dans ce futur environnement éducatif ? Comment la conception de l'équipement et du bâtiment peut-elle servir un projet pédagogique adapté ?

- *Ecole et quartier :* Quels liens faut-il tisser, construire, favoriser avec l'ensemble des ressources du quartier : les ressources naturelles, les ressources urbaines, les ressources humaines ?

L'atelier a pour objectifs :
- d'enrichir le cahier des charges de l'équipement
- de mobiliser un groupe d'acteurs parties prenantes dans la durée pour des étapes ultérieures du projet Les conclusions de cette première séquence d'ateliers (octobre – novembre) seront annexées à la consultation des maîtres d'oeuvre.

Cet atelier a vocation à perdurer et à être mobilisé aux phases importantes du projet et à l'évolution de ce secteur : visites d'écoles intéressantes, rencontres, chantiers participatifs d'accompagnement...

L'intégration du projet dans son environnement

Le site se trouve dans un réservoir de biodiversité au cœur de la trame verte et bleue de l'agglomération strasbourgeoise.

Le projet de groupe scolaire prendra en compte les spécificités du site et s'intègrera de façon harmonieuse dans son environnement tout en cherchant à améliorer les continuités écologiques et la qualité des paysages, notamment en lien avec le cours d'eau du Muhlbach situé à proximité.

Une articulation avec le Plan local d'urbanisme (PLU) sera à prévoir afin de mettre en adéquation le projet de groupe scolaire et le document de planification.

Requalification de la rue Jean Mentelin et réalisation d'accès en mode doux

Il s'agira de garantir un accès sécurisé au futur groupe scolaire tant en véhicule motorisé qu'à pied et à vélo. Ce réaménagement se fera en cohérence avec celui du chemin du Grossroethig et les modifications du plan de circulation en accompagnement du projet immobilier sur l'ancien site Québécor. Il sera traité dans le cadre d'une autre délibération. Ces aménagements se traduiront notamment par un élargissement de la rue Jean Mentelin pour intégrer des trottoirs et pistes cyclables et par la création d'espaces de parvis pour sécuriser l'accès au groupe scolaire.

Un maillage plus large en mode doux est également en cours d'élaboration à l'échelle du secteur.

Redéploiement du personnel de l'eurométropole sur le site de la Fédération

Le site Mentelin est actuellement occupé par le centre technique routier qui accueille le personnel et le matériel dédiés à l'entretien des 223 km de voiries départementales transférées à l'Eurométropole au 1er janvier 2017. Constituée de 18 agents, cette unité a été intégrée au service Voies publiques début 2017. Il est envisagé de relocaliser le personnel et le matériel sur le site de la fédération.

Les équipements déjà sur place permettent d'accueillir le personnel et une partie du matériel en particulier les bureaux, les locaux du personnel, et les locaux techniques (archives).

Il conviendra néanmoins de reconstituer les hangars permettant d'accueillir les engins de grande dimension. Le montant de cette réalisation est estimé à 1,7 M€ TTC et son programme est le suivant :

Le programme des travaux s'établit ainsi :
L'opération porte sur la création d'un hangar de 970m² comprenant :
- les engins de grandes dimensions (poids lourd, fourgon, tracteur)
- le matériel signalisation,
- le matériel thermique et électrique,
- les matériaux divers

Le montant des travaux se décompose comme suit :
L'estimation du coût de l'opération s'élève à **1 700 000 €TTC**, valeur janvier 2018, et se décline comme suit :

Travaux de construction du bâtiment	1 320 00€ TTC
Honoraires (maîtrise d'œuvre, contrôle technique, coordination sécurité-santé, ...) :	170 000 € TTC
Divers (tolérances études et travaux, publications, concours, jury, différents diagnostics et sondages, branchements, téléphonie, provisions pour aléas) :	210 000€ TTC

Planning
Les travaux sont prévu en 2019, préalablement au démarrage des travaux de construction de l'école.

Acquisition foncière
Dans le cadre de négociations avec le conseil départemental, il est probable que la collectivité ait à acquérir une partie de la parcelle nord actuellement propriété du département du Bas-Rhin. Il est proposé de revenir vers le conseil municipal au terme de ces négociations et parallèlement au déroulement des études du projet.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'opération de construction d'un nouveau groupe scolaire rue Jean MENTELIN à Strasbourg pour un montant de 16 000 000 € TTC conformément au programme ci-avant exposé ;

l'opération de construction d'un nouveau hangar sur le site de la Fédération, rue de la plaine des Bouchers à Strasbourg pour un montant de 1 700 000 € TTC conformément au programme ci-avant exposé ;

décide

d'imputer les dépenses d'investissement de 16 000 000 € TTC des travaux de construction d'un nouveau groupe scolaire rue Jean MENTELIN à Strasbourg sur la ligne AP0202 programme 1131 ;

d'imputer les dépenses d'investissement de 1 700 000 € TTC des travaux de construction d'un nouveau hangar sur le site de la Fédération, rue de la plaine des Bouchers sur le programme 1221 ;

désigne

conformément aux articles 88 et 89 du décret du 25 mars 2016, les membres élus de la Commission d'Appel d'Offres composant le jury de maîtrise d'œuvre du concours de construction du nouveau groupe scolaire :

Titulaires :

Mme Françoise BUFFET
M. Luc GILLMANN
Mme Edith PEIROTES
Mme Martine JUNG
Mme Fabienne KELLER

Suppléants :

Mme Françoise WERCKMANN
M. Jean WERLEN
M. Thomas REMOND
Mme Michèle SEILER
M. Henri DREYFUS

Les membres non élus du jury seront désignés par arrêté de la Président du jury conformément à l'article 89 du décret susvisé.

La prime maximum allouée aux candidats sélectionnés pour remettre un projet avec maquette est fixée à 60 000 € TTC conformément à l'article 90-III du décret du 25 mars 2016,

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e :

- *à mettre en concurrence les marchés d'études, de travaux et de fournitures, conformément à la réglementation des Marchés Publics et à signer et exécuter tous les actes en résultant ;*
- *à signer les dossiers de demande de permis de démolir et de construire,*
- *à solliciter auprès du Département du Bas-Rhin, de la Région Grand Est, et des autres financeurs les subventions y afférentes et à signer tous les actes en résultant.*
- *à engager les négociations avec le Département du Bas-Rhin en vue de l'acquisition des biens immobiliers nécessaires à la réalisation du projet.*

Adopté le 19 mars 2018
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 21 mars 2018

Strasbourg.eu
eurométropole

PARTICIPACTION CITOYENNE

AVIS CONSULTATIF DE CONSEIL DE QUARTIER

Nom du conseil de quartier : **KOENIGSHOFFEN MONTAGNE VERTE ELSAU**
Projet : « **implantation d'un groupe scolaire rue Jean Mentelin** »
17 août 2017 : visite sur site
30 août 2017 : rédaction de l'avis

Analyse du projet

Points forts du projet
Bien qu'aucun autre terrain ne semble disponible dans le quartier, le site nous paraît approprié à la construction d'un groupe scolaire : beau cadre, entre les 2 quartiers (Montagne Verte et Koenigshoffen)

Points faibles du projet
La rue Jean Mentelin reste un gros problème à l'implantation d'un groupe scolaire :
- Une rue qui ne peut être à sens unique
- Une rue qui ne peut être élargie (passage sous un pont)
- Les rues perpendiculaires étant déjà très engorgées, le déversement de cette rue va poser un problème
- Rue qui pourrait devenir dangereuse pour les enfants si elle devient trop fréquentée. Le terrain de l'ancienne imprimerie où est prévu plus de 220 logements va ajouter beaucoup de circulation
- Qu'en est-il de la pollution des sols due à l'emplacement de l'ancienne imprimerie ?

Propositions, préconisations du groupe de travail « implantation d'un groupe scolaire rue Jean Mentelin » du conseil de quartier

Que cette école soit intégrée au PNU nous semble dépendre de l'architecture des bâtiments et du site.

La surface constructible est-elle suffisante pour la construction d'un groupe scolaire de 18 classes + locaux annexes + locaux communs + cours + préaux ?

Garder un équilibre entre les infrastructures prévues et la place disponible sur le terrain. Peut-être réfléchir à diminuer le nombre de classes.

Architecture :
- Favoriser une architecture de plein pied
- Eviter des bâtiments métal/verre
- Penser à une architecture passive (économe en énergie) : installation de panneaux solaires pour que l'école se suffise à elle-même
- Favoriser des toits végétalisés avec éventuellement un jardin participatif pour l'école
- L'acoustique du restaurant scolaire et de la salle polyvalente doivent être pensées afin de lutter contre le bruit et permettre aux occupants un confort auditif.

- Favoriser une entrée à l'arrière plutôt que côté rue Jean Mentelin

Circulation

- Prévoir une alternative de dépôt au commencement de la rue Jean Mentelin pour éviter la circulation des voitures dans celle-ci
- Favoriser des déplacements alternatifs (les transports en commun, piétons, cyclistes)
- Prévoir un ramassage scolaire de type Pédibus
- Mettre uniquement un dépose-minute et non un parking pour les parents
- Zone à 30 km/h

PNU compatible

- La nouvelle école doit s'intégrer dans le paysage
- Pouvoir occuper les enfants avec les installations proposées dans le parc

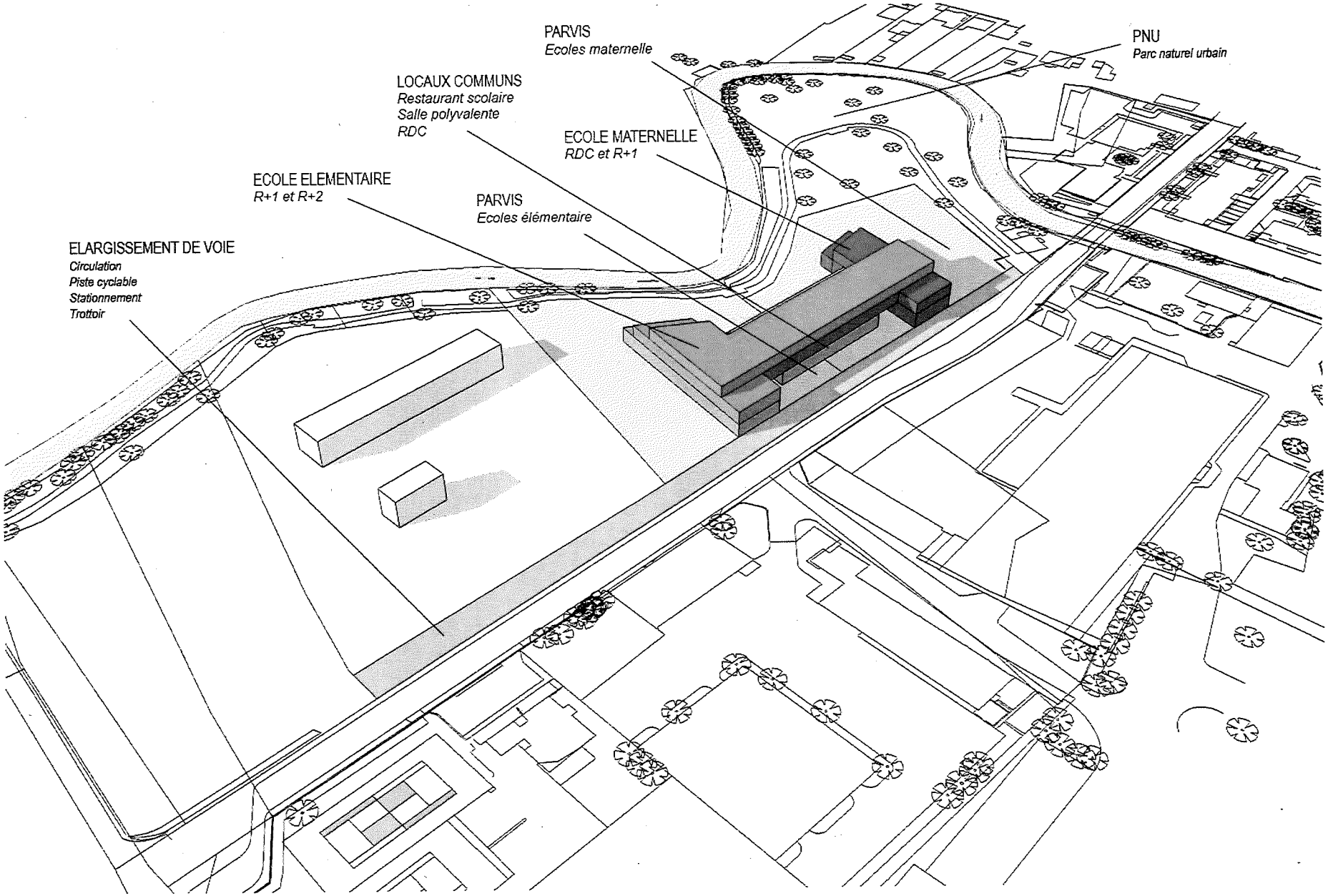
Avis consultatif du conseil de quartier

Le conseil de quartier est favorable à l'implantation d'un groupe scolaire à Koenigshoffen.

Mais émet de fortes inquiétudes concernant :

- **Les problèmes de circulation rue Jean Mentelin et les reports de circulation (Route de Schirmeck et route des Romains) liés à cette implantation**
- **Le choix du site :**
  - **pollution du site liée à l'activité de l'ancienne imprimerie**
  - **Risques sanitaires pour les résidents et résidentes et pour les usagers et usagères du futur groupe scolaire.**

A Strasbourg, le 1er septembre 2017


PARVIS
Ecoles maternelle
PNU
Parc naturel urbain
LOCAUX COMMUNS
Restaurant scolaire
Salle polyvalente
RDC
ECOLE MATERNELLE
RDC et R+1
ECOLE ELEMENTAIRE
R+1 et R+2
PARVIS
Ecoles élémentaire
ELARGISSEMENT DE VOIE
Circulation
Piste cyclable
Stationnement
Trottoir

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL 10 FEVRIER 2020

POINT 20 Acquisitions foncières en vue de la création d'un nouveau groupe scolaire rue Jean Mentelin à Strasbourg Koenigshoffen.

Pour

54

ABRAHAM-Julia, AGHA BABAEI-Syamak, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BEY-Françoise, BIES-Philippe, OZENNE-Pierre, BUFFET-Françoise, CAHN-Mathieu, CALDEROLI-LOTZ-Martine, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GANGLOFF-Camille, GILLMANN-Luc, GSELL-Jean-Jacques, HERRMANN-Robert, JUNG-Martine, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KELLER-Fabienne, KEMPF-Suzanne, KOHLER-Christel, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste , MAURER-Jean-Philippe, MELIANI-Abdelaziz, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, REICHHART-Ada, REMOND-Thomas, RICHARDOT-Anne Pernelle, RIES-Roland, ROBERT-Jean-Emmanuel, ROGER-Patrick, SCHAETZEL-Françoise, DIDELOT-Andréa, SCHALCK-Elsa, SEILER-Michèle, SENET-Eric, TARALL-Bornia, TETSI-Liliane, TRAUTMANN-Catherine, MENAD-Zaza, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER-Philippe, ZUBER-Catherine, LOOS-François, SCHMITT-Michael

Contre

0

Abstention

0

21

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Acquisitions en vue de l'extension du Musée alsacien sis quai Saint Nicolas.

1/ Contexte et enjeux du projet d'extension du Musée Alsacien

Le Musée Alsacien ouvert au public en 1907 et devenu municipal en 1919, propose au visiteur un parcours à travers d'anciennes demeures strasbourgeoises reliées par des escaliers et des coursives.

Il présente des milliers d'objets témoins de la vie rurale en Alsace aux XVIIIe et XIXe siècles : costumes, meubles, céramiques, jouets, imagerie religieuse et profane, etc. Des reconstitutions d'intérieurs caractéristiques de différents "pays" d'Alsace (plaine agricole, vignoble, montagne vosgienne) et d'ateliers d'artisans jalonnent la visite de ce musée.

Le Musée Alsacien organise de nombreux évènements et expositions qui mettent en lumière son souci constant de lier passé et présent, tradition et modernité. Le projet scientifique et culturel du musée vise à faire de cet établissement d'art et de traditions populaires, un lieu de société du 21e siècle, valorisant l'histoire et la culture régionales en dialogue avec la création contemporaine et les enjeux de société actuels.

Réaliser l'extension du musée contribuerait à rendre pérennes et sensibles les évolutions engagées depuis 2012 dans le parcours permanent de l'établissement. Par ailleurs, l'extension du musée doit permettre de rendre en quasi-totalité accessible aux personnes à mobilité réduite l'établissement qui, à ce jour, ne l'est pas du tout.

Une amélioration de la visibilité depuis l'espace public par la création de vitrines constituerait un atout supplémentaire.

Les collections du musée se sont étoffées avec le temps et il est depuis près de 30 ans souhaité d'aménager une extension à ce lieu emblématique de culture régionale, permettant d'accueillir des expositions d'une envergure plus large en touchant un public plus nombreux.

La Ville est d'ores et déjà propriétaire de 31 lots des 52 que compte la copropriété du 22 quai Saint-Nicolas pour les avoir acquis des Consorts FRITSCH dans les années 1990.

Ces locaux, utilisés à des fins de stockage par le musée, ne répondent pas à eux seuls au besoin d'extension et notamment de créer de nouvelles salles d'exposition permanentes.

L'acquisition par la Ville du lot de copropriété n°57 est nécessaire en vue de la réalisation de ces aménagements, en ce qu'ils sont indispensables pour assurer une continuité entre les bâtiments actuels du Musée Alsacien et l'immeuble 22, quai Saint-Nicolas.

Ainsi deux propositions d'acquisition ont été communiquées à l'indivision FRITSCH, propriétaire des murs, d'une part, à la société NO MAN'S LAND, exploitante de l'enseigne de prêt-à-porter CHACOK, d'autre part.

2/ Conditions de cession

A. Cession des murs

Le bien, situé au rez-de-chaussée d'un immeuble construit en 1957, est constitué du lot n °57 de la copropriété sise 22 quai Saint-Nicolas, à proximité du centre historique.

Sur 280 m² de surface utile, il se compose d'une boutique comportant une vitrine de 10 mètres linéaires, d'une arrière-boutique et d'un showroom.

Le service de France domaines a estimé le bien au prix de 784 000 €, toutes taxes éventuelles en sus.

Dans le cadre des négociations, un accord a été trouvé au prix de 862 400 €, soit à un prix de 10% supérieur à l'évaluation domaniale, conforme au marché et situé dans la limite de la marge admise en matière de négociations immobilières.

Préalablement à la cession des murs, la ville de Strasbourg occupera pendant 2 ans les locaux par convention, moyennant le paiement d'un loyer 4 000 €/mois hors charges locatives, et autorisant le commencement des travaux.

B. Cession du droit au bail

Le droit au bail de la société NO MAN'S LAND porte sur le lot n°57 de la copropriété sise 22 quai Saint Nicolas. Le service de France domaines a estimé le bien au prix de 202 000 €.

Dans le cadre des négociations, un accord a été trouvé au prix de 222 200 €, soit à un prix de 10% supérieur à l'évaluation domaniale, conforme au marché et situé dans la limite de la marge admise en matière de négociations immobilières.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu l'avis des Domaines en date du 21 mai 2019
Vu l'avis des Domaines en date du 11 juillet 2019

sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'acquisition auprès des Consorts FRITSCH du bien dont la désignation suit :
22 quai Saint Nicolas à Strasbourg - Section 15 n°21
lot de copropriété numéro 57 représentant 1 030/10 000 des parties communes PC1 et 1 087/10 000 des parties communes PC5 ; au prix de 862 400 €, toutes taxes éventuelles en sus.

approuve

l'acquisition du droit au bail portant sur le lot numéro 57, de la copropriété sise 22 quai Saint-Nicolas à Strasbourg, auprès de la société à responsabilité limitée NO MAN'S LAND, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Strasbourg sous le numéro 325 241 479, pour un prix de 222 200 €, toute taxe éventuelle en sus,

prend acte

de la location durant deux années du lot n°57 de la copropriété sise 22 quai Saint Nicolas auprès de l'indivision FRITSCH, moyennant la somme de 4 000 €/mois, toute charge locative en sus, à compter de l'acquisition du droit au bail,

décide

- *l'imputation de la dépense correspondant à l'acquisition des murs sur le budget 824-2132- -785- AD03,*
- *l'imputation de la dépense correspondant à l'acquisition du droit au bail sur le budget 71-678-AD03G,*

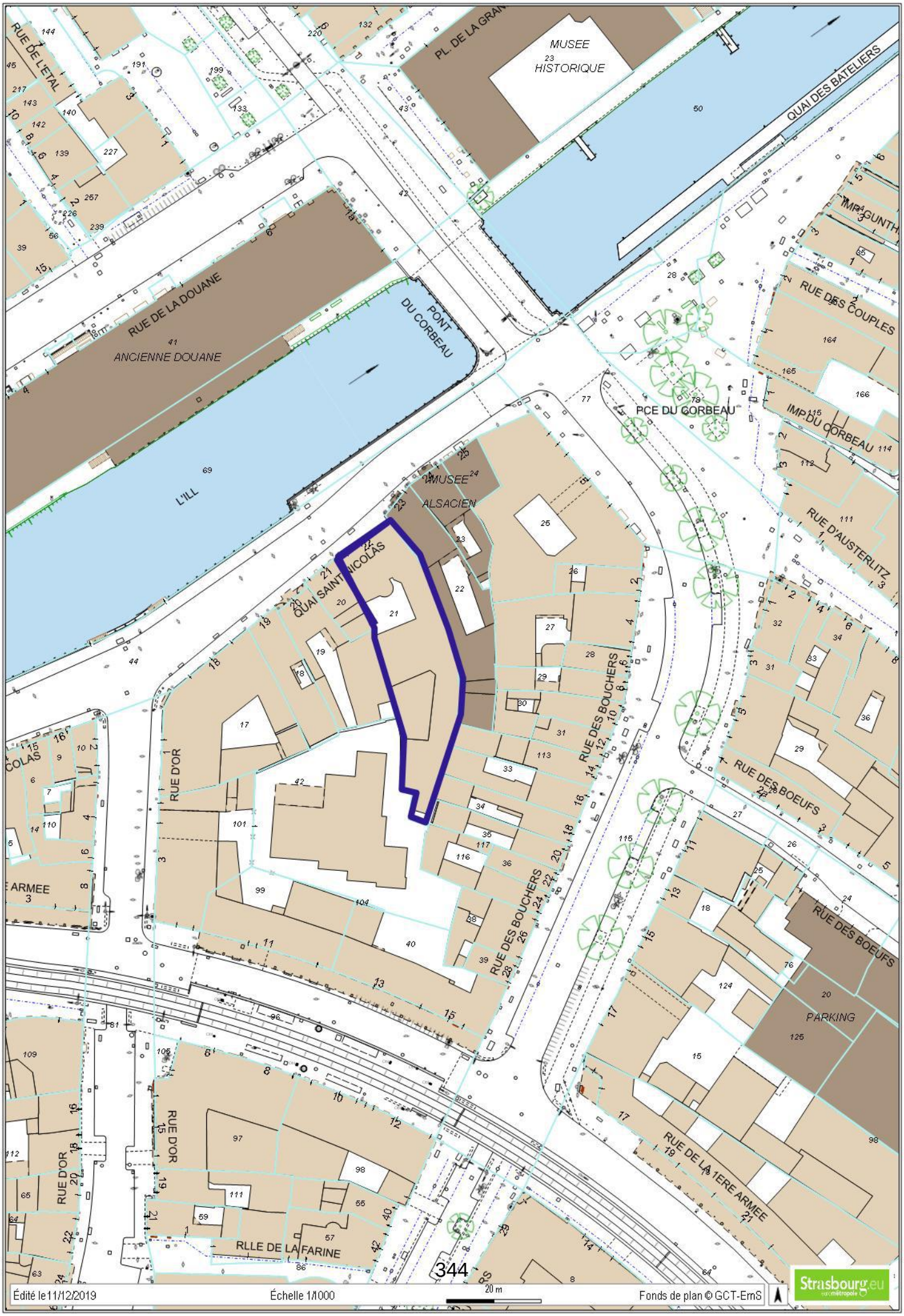
autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les actes à intervenir et tous les actes concourant à l'exécution des présentes.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

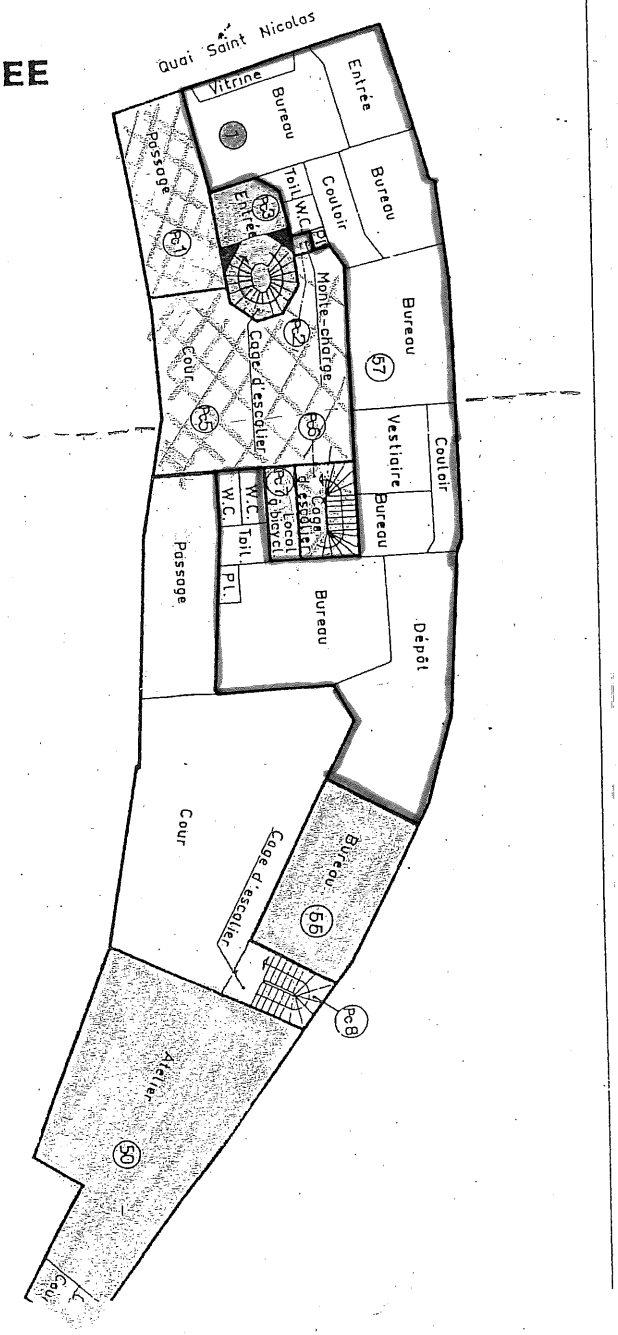

HOTEL DE VILLE
LYCEE PONTONNIERS
INSTITUTION DOCTRINE CHRETIENNE
PALAIS EPISCOPAL
MAISON DE RETRAITE
FOYER NOTRE-DAME
LE GYMNASE JEAN STURM
TEMPLE NEUF
AUBETTE
Place Kléber
BUREAU ADJOINT DE QUARTIER MAISON DES AINES
Place du Marché Neuf
Pl. du Temple-Neuf
INST. PROVIDENCE
EGLISE COLLEGE ST.ETIENNE
Pl.St Etienne
SEMINAIRE LYCEE FUSTEL DE COULANGES
ECOLE MAT. L.PASTEUR
OFFICE DU TOURISME
CATHEDRALE
Place de la Cathédrale
Place du Château
CHATEAU DES ROHAN
MUSEE DE L'O.N.D.
LA POSTE
Place Gutenberg
Pl. du Marché aux Poissons
Pl.d.Marché aux Cochons de Lait
ECOLE MAT. STE MADELEINE
EGLISE STE MADELEINE
ECOLE EL. STE MADELEINE
L.E.P. JEAN GEILER
COL. EPISCOPAL ST.ETIENNE ET ST JOSEPH
OFFICE DES SPORTS
MAISON DES ASSOCIATIONS CARDEK
CHAMBRE DE COMMERCE
Pl.des Tripiers
MUSEE HIST.
Pl. du Corbeau
ANCIENNE DOUANE
MUSEE ALSACIEN
VELOCATION
EGL.PROT. ST.THOMAS
SEMINAIRE PROT.
Pl. St Thomas
Quai Saint-Thomas
Quai St. Nicolas
Qu.Ch.Frey
EGL. ST.LOUIS
L.E.P. CH.FREY
EGLISE PR. ST NICOLAS
TRESOR PUBLIC
PARKING CRECHE PARENTALE
Pl.d'Austerlitz
EGLISE PROT.
CRECHE
COLLEGE FUSTEL DE COULANGES
ANNEXE Ems
UNITE DE SOINS LONGUE DUREE STE ELISABETH
CARDO
COUVENT
Pl. de l'Hôpital
CUS HABITAT
CENTRE P. STRAUSS
LA POSTE
SALLE DE LA BOURSE
Pl. du Mal de Lattre De Tassigny
CRECHE PARENTALE
C.P.A.M.
HOPITAL CIVIL
E.F.S.
PARKING
JARDIN D'ENFANTS
ANNEXE Ems MAISON DES ADOLESCENTS
Quai Fustel de Coulanges
Quai Menachem Taffel
CENTRE ADMINISTRATIF VILLE DE STRASBOURG ET EUROMETROPOLE
MAIRIE DE QUARTIER P.M.S.
CUS HABITAT
C.A.F.
Parc de l'Etoile
Place Dauphine
Rue de la Première-Armée
Rue des Grandes Arcades
Rue des Hallebardes
Rue des Frères
Rue du Dôme
Rue du Vieux Marché aux Poissons
R. de la Division Leclerc
R. des Francs Bourgeois
R. des Serruriers
R. Gutenberg
Rue des Couples
R. d'Austerlitz
Rue des Orphelins
Quai des Bateliers
Rue de Zurich
Rue Sengenwald
Rue de Soleure
R. Sédillot
R. Alsace-Lorraine
Quai du Général
L'ILL
Édité le 11/12/2019
Échelle 1/5000
100 m
Fonds de plan © GCT-EmS
Strasbourg.eu eurométropole


MUSEE HISTORIQUE
QUAI DES BATELIERS
RUE DE L'ETAL
RUE DE LA DOUANE
ANCIENNE DOUANE
PONT DU CORBEAU
L'ILL
PCE DU CORBEAU
IMP DU CORBEAU
RUE DES COUPLES
MUSEE ALSACIEN
QUAI SAINT NICOLAS
RUE D'OR
RUE DES BOUCHERS
RUE DES BOEUFS
RUE D'AUSTERLITZ
RUE DE LA 1ERE ARMEE
PARKING
RLLE DE LA FARINE
Édité le 11/12/2019
Échelle 1/1000
20 m
Fonds de plan © GCT-EmS
Strasbourg.eu

ESQUISSE N°_____

Section 15 Parcelle 21

REZ DE CHAUSSEE



ETABLI PAR M. PIERRE SCHRAUEN GEOMETRE-EXPERT D.P.L.G. 40 RUE DE LA COTE D'AZUR STRASBOURG-MEINAU

N° 7300-SD
(septembre 2016)

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA RÉGION GRAND EST ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN
Pôle Pilotage des Missions et Animation du réseau
Service : Division du Domaine
Adresse :4 Place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
courriel : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Nathalie STAHL
Téléphone : 03 88 10 35 18
Courriel : .nathalie.stahl@dgfip.finances.gouv.fr
Réf. : 2019- 482 V 758

Le 11/07/2019

Le Directeur régional des Finances Publiques de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin

à

Eurométropole de Strasbourg
1 Parc de l'Etoile
67076 Strasbourg Cedex

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : FONDS DE COMMERCE

ADRESSE DU BIEN : 22 QUAI SAINT NICOLAS – 67 000 STRASBOURG

VALEUR VÉNALE : 202 000 € HT

1 – SERVICE CONSULTANT

Eurométropole de Strasbourg – 1 Parc de l'Etoile – 67076 Strasbourg Cedex

Affaire suivie par : Mme Yvette LAUFER (yvette.laufer@strasbourg.eu)

2 – Date de consultation : 25/06/2019

Date de réception : 27/06/2019

Date de visite : 17/05/2019

Date de constitution du dossier « en état » : 27/06/2019

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

Dans le prolongement de l'avis domanial N° 2019-482 V 540 du 21 mai 2019 estimant la valeur vénale des murs, le consultant souhaite connaître la valeur du fonds de commerce exploitant l'enseigne « CHACOK ». Cette demande intervient dans le cadre de la réalisation d'une extension du musée alsacien et de la demande de rachat du fonds par la ville de Strasbourg, acquisition des murs et du fonds concomitamment.

4 – DESCRIPTION DU BIEN

Section	Parcelles	Surface/ares	Zonage POS
15	21	7,63	PSVM

Description du bien :
L'immeuble est situé sur le quai Saint Nicolas à quelques pas du centre historique. Il jouxte le musée alsacien.
Il a été construit en 1750.
Le fonds de commerce se compose d'une boutique avec une belle vitrine sur rue de 10 ml, d'une arrière-boutique et d'un showroom.
Les locaux sont en bon état avec un « design » moderne pour la boutique et un très beau parquet au « point de Hongrie » d'époque pour le showroom, du terrazzo dans les sanitaires. L'ensemble est en bon état d'entretien. Le local bénéficie d'une chaudière individuelle au gaz pour le chauffage.

Superficie du bâti :
Le consultant a remis un détail des superficies de la boutique comprenant une boutique de 80 m², une arrière-boutique de 60 m² et un showroom de 200 m², soit une surface totale de 340 m².
Après visite des lieux et vérification des surfaces, la superficie totale est estimée à 280 m² SU, selon accord entre les parties consultant et propriétaires.

J'attire votre attention sur le fait que la valeur estimée par avis N° 2019-482 V 540 a été établie en accord avec le consultant, sans abattement de 30 % pour occupation, celui-ci souhaitant laissant courir le bail jusqu'à la fin à savoir au 31 décembre 2023.
Or, il s'avère que l'occupant a demandé à l'acquéreur potentiel, à savoir, la ville de Strasbourg, d'acquérir le fonds.

Quand le propriétaire des murs n'est pas l'exploitant du fonds et que l'acquéreur souhaite récupérer le bien pour l'occuper en totalité, deux possibilités s'offrent à lui :
– soit il défraie le propriétaire des murs pour la totalité du bien, à charge pour celui-ci d'évincer l'occupant pour rendre le bien libre d'occupation
– soit, il pratique un abattement de 30 % sur la valeur pleine du bien et dédommage le commerçant pour le fonds de commerce soit en utilisant la méthode financière ou le droit au bail.

5 – SITUATION JURIDIQUE

Nom du propriétaire : M. Jean FRITSCH
Situation d'occupation :
Le local commercial est loué par bail commercial depuis le 6 juillet 1995 à la société NO MAN'S LAND immatriculé au registre du commerce sous numéro 325 241 479.
Il a fait l'objet d'un avenant en date du 25/08/2015 pour une durée de 9 ans rétroactivement à compter du 1er janvier 2015 expirant au 31 décembre 2023.
Le loyer annuel s'élevait selon avenant signé en date du 6 juillet 2015 à 46 260 € HC soit un loyer mensuel de 3 855 € HT HC.
Le loyer annuel serait selon revalorisation par l'indice ICL de 48 711 € HC soit un loyer mensuel d'un montant de 4 059,25 € HC.

6 – URBANISME ET RÉSEAUX

La parcelle est située en zone PSMV du PLUI de l'Eurométropole dont la dernière modification a été approuvée le 16/12/2016 et devenue opposable le 23/01/2017.

Créé en 1974 et complété par son Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) en 1985, le secteur sauvegardé actuel couvre le sud de la Grande-Île et une partie de la Krutenau et du Finkwiller, à Strasbourg.
Créés par la loi Malraux de 1962, les secteurs sauvegardés ont pour objectif de protéger, les ensembles urbains majeurs français, centres et quartiers historiques, tout en conservant la mixité sociale.
Le PSMV est une démarche d'urbanisme qualitatif dont l'objectif est autant de conserver le cadre urbain et l'architecture ancienne, que d'en permettre l'évolution harmonieuse au regard des fonctions urbaines contemporaines.
Depuis 2011, le PSMV étend le secteur de sauvegarde à la totalité de la Grande-Île et au cœur de la Neustadt.
Le Bâtiment figure en « poché noir » sur le document graphique du PSVM (annexe 1). Les immeubles ou parties d'immeubles protégés au titre de la législation sur les monuments historiques dont la restauration et la sauvegarde relèvent de la compétence du ministre chargé des monuments historiques qui fixe les règles de restauration, de transformation et de démolition les concernant, conformément aux articles L.621-9 à L.621-14 et L.621-21, L.621-27 et L.621-30 du Code du patrimoine.

7 – Détermination de la valeur vénale

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

La valeur vénale du fonds de commerce réalisée par la méthode du différentiel de loyer est retenue.
Elle s'élève pour le fonds de commerce sis 22 Quai Saint Nicolas à **202 000 € HT**.

8 – Durée de validité

Cet avis a une durée de validité de 18 mois.

9 – Observations particulières

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification prévu par la loi N° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction générale des Finances Publiques.

Pour le Directeur régional,
par délégation,

Nathalie STAHL
Inspecteur des Finances Publiques

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(septembre 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA RÉGION GRAND EST ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

Pôle Pilotage des Missions et Animation du réseau

Service : Division du Domaine

Adresse :4 Place de la République CS 51002

67070 STRASBOURG Cedex

Téléphone : 03 88 10 35 00

courriel : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Nathalie STAHL
Téléphone : 03 88 10 35 18
Courriel : .nathalie.stahl@dgfip.finances.gouv.fr
Réf. : 2019-482 V 540

Le 21/05/2019

Le Directeur régional des Finances Publiques de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin

à

Eurométropole de Strasbourg
1 Parc de l'Etoile
67076 STRASBOURG Cedex

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : MURS D'UN LOCAL COMMERCIAL (BOUTIQUE)

ADRESSE DU BIEN : 22 QUAI SAINT NICOLAS – 67 000 STRASBOURG

VALEUR VÉNALE : 784 000 € HT

1 – SERVICE CONSULTANT

Eurométropole de Strasbourg – 1 Parc de l'Etoile – 67076 Strasbourg Cedex

Affaire suivie par : Mme Yvette LAUFER (yvette.laufer@strasbourg.eu)

2 – Date de consultation : 06/05/2019

Date de réception : 09/05/2019

Date de visite : 17/05/2019

Date de constitution du dossier « en état » : 17/05/2019

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

Le consultant souhaite connaître la valeur des murs d'un local commercial correspondant à une boutique, une arrière-boutique et un showroom dans le cadre du projet d'extension du musée alsacien.

4 – DESCRIPTION DU BIEN

Section	Parcelles	Surface/ares	Zonage POS
15	21	7,63	PSVM

Description du bien :
L'immeuble est située sur le quai Saint Nicolas à quelques pas du centre historique. Il jouxte le musée alsacien.
Il a été construit en 1750.
Le lot à acquérir se compose d'une boutique avec une belle vitrine sur rue de 10 ml, d'une arrière-boutique et d'un showroom.
Les locaux sont en bon état avec un « design » moderne pour la boutique et un très beau parquet au « point de Hongrie » d'époque pour le showroom et du terazo dans les sanitaires. L'ensemble est en bon état d'entretien. Le local bénéficie d'une chaudière individuelle au gaz pour le chauffage.

Après visite des lieux et vérification des surfaces, la superficie totale est estimée à 280 m² SU, selon accord entre les parties consultant et propriétaires.

5 – SITUATION JURIDIQUE

Nom du propriétaire : M. Jean FRITSCH
Situation d'occupation :
Le local commercial est loué par bail commercial depuis le 6 juillet 1995 à la société NO MAN'S LAND immatriculé au registre du commerce sous numéro 325 241 479.
Le loyer annuel s'élevait selon avenant signé en date du 6 juillet 2016 à 46 260 € HC soit un loyer mensuel de 3 855 € HT.
Le loyer serait actuellement selon revalorisation par l'indice ICL de 48 711 € soit un loyer mensuel de 4 059,25 €.
Les propriétaires ont précisé que le loyer est actuellement de 60 000 € sans préciser si les charges étaient comprises dans ce montant.

6 – URBANISME ET RÉSEAUX

La parcelle est située en zone PSMV du PLUI de l'Eurométropole dont la dernière modification a été approuvée le 16/12/2016 et devenue opposable le 23/01/2017.

Créé en 1974 et complété par son Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) en 1985, le secteur sauvegardé actuel couvre le sud de la Grande-Île et une partie de la Krutenau et du Finkwiller, à Strasbourg.
Créés par la loi Malraux de 1962, les secteurs sauvegardés ont pour objectif de protéger, les ensembles urbains majeurs français, centres et quartiers historiques, tout en conservant la mixité sociale.
Le PSMV est une démarche d'urbanisme qualitatif dont l'objectif est autant de conserver le cadre urbain et l'architecture ancienne, que d'en permettre l'évolution harmonieuse au regard des fonctions urbaines contemporaines.
Depuis 2011, le PSMV étend le secteur de sauvegarde à la totalité de la Grande-Île et au cœur de la Neustadt.
Le Bâtiment figure en « poché noir » sur le document graphique du PSVM (annexe 1). Les immeubles ou parties d'immeubles protégés au titre de la législation sur les monuments historiques dont la restauration et la sauvegarde relèvent de la compétence du ministre chargé des monuments historiques qui fixe les règles de restauration, de transformation et de démolition les concernant, conformément aux articles L.621-9 à L.621-14 et L.621-21, L.621-27 et L.621-30 du Code du patrimoine.

7 – Détermination de la valeur vénale

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

La valeur vénale a été corroboré par la méthode d'évaluation par le revenu. Elle consiste à déterminer la valeur vénale d'un bien en appliquant au revenu qu'il procure à son propriétaire un coefficient de capitalisation convenablement choisi.

La valeur du local commercial composé d'une boutique avec vitrine de 10 ml, d'une arrière-boutique, d'un showroom et de sanitaires d'une superficie d'environ 280 m² est estimée 784 000 €.

– Les surfaces ou superficies prises en compte pour l'évaluation sont celles qui ont été validées par le consultant et le propriétaire lors de la visite sur site.

8 – Durée de validité

Cet avis a une durée de validité de 18 mois.

9 – Observations particulières

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification prévu par la loi N° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction générale des Finances Publiques.

Pour le Directeur régional,
par délégation,

L'inspectrice principale des Finances publiques
adjointe au responsable
de la Division du Domaine
Anne-Fleur Flegel

22

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Secteur Strasbourg-Neuhof : avis préalable Chevènement donné par la Ville à la souscription par l'Eurométropole de Strasbourg d'une convention de portage avec l'Etablissement Public Foncier d'Alsace (EPF) en vue de l'acquisition de l'emprise foncière de l'ancien hôpital militaire Lyautey de 231,79 ares.

I. Contexte

L'Eurométropole de Strasbourg est engagée depuis 2015 avec le Ministère des armées et la Mission pour la Réalisation des Actifs Immobiliers (MRAI) dans une démarche d'acquisition et de reconversion de l'emprise foncière de l'ancien hôpital militaire Lyautey.

L'emprise foncière de 231,79 ares est située rue des Canonniers à Strasbourg-Neuhof. Elle est actuellement surbâtie de 10 bâtiments (soit 16.000 m² de bâti) dont 7 bâtiments à conserver car classés exceptionnels ou intéressants au plan local d'urbanisme. Le site est désaffecté de toute fonction hospitalière depuis les années 2000 et constitue depuis une enclave au sein du Neuhof. Plusieurs bâtiments du site font actuellement l'objet d'un arrêté de réquisition préfectoral au titre de l'hébergement d'urgence.

Le projet de reconversion du site, situé à l'entrée du quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV) Neuhof-Meinau à Strasbourg et intégré au nouveau projet de renouvellement urbain en cours de conventionnement avec l'ANRU (NPNRU), prévoit une programmation mixte particulièrement ambitieuse devant contribuer à la transformation de l'ensemble du secteur :

- création de 100 logements en accession sociale et libre, avec 65 à 70 logements en réhabilitation et 30 à 35 logements neufs ;
- implantation du nouveau collège « Solignac », porté par le Conseil départemental du Bas-Rhin autour d'un programme pédagogique innovant et tourné vers les sciences ;
- la réalisation d'un équipement de 1000 m² en réhabilitation du bâtiment d'honneur, dans le cadre d'une démarche d'urbanisme transitoire ;
- création d'espaces publics : réalisation d'une voie nouvelle, d'un jardin public et d'une voie douce facilitant l'accès au collège.

Ce projet de reconversion bénéficie du soutien de l'ensemble des institutions publiques concernées avec qui il a été partagé - Préfecture, Agence nationale pour la rénovation urbaine, Conseil départemental du Bas-rhin - et pourra être engagé après la cession de l'ensemble du site par le Ministère de la Défense.

Dans le cadre de l'évaluation du bien, une série de diagnostics ont été réalisés par l'Eurométropole et partagés avec le vendeur et le service du Domaine, pour permettre de confirmer la présence de pollution dans les bâtiments et dans les sols et en déduire la compatibilité du site avec le projet de reconversion envisagé.

Il en ressort la nécessité de réaliser des travaux de dépollution des sols au droit des bâtiments 024 et 005, ainsi que la nécessité de traiter les terres du futur jardin public à l'angle de l'avenue du Neuhof et de la rue des Canonniers.

Un accord a été trouvé avec la MRAI pour permettre la prise en compte du transfert de charge vers la collectivité, par l'application d'une décote sur le prix de cession, confirmée dans le courrier du 13 décembre 2019 joint aux annexes.

II. Souscription par l'Eurométropole de Strasbourg à une convention de portage auprès de l'Etablissement Public Foncier d'Alsace

Une convention partenariale a été conclue entre l'Eurométropole et l'EPF d'Alsace, en date du 29 janvier 2019.

L'opportunité d'acquisition et de portage de l'emprise foncière de l'ancien hôpital militaire Lyautey par l'EPF d'Alsace a pu être confirmée après analyse des impacts pour la métropole en comparaison avec une acquisition et un portage en régie.

Il ressort de cette analyse les avantages suivants :
- diminution et report de l'engagement budgétaire relatif à la dépense d'investissement à prévoir pour l'Eurométropole et la ville de Strasbourg pour permettre l'acquisition du foncier support du futur domaine public et du bâtiment d'honneur ;
- possibilité de mobilisation du dispositif de soutien en faveur des friches voté par le Conseil d'Administration de l'EPF en date du 21 décembre 2018 pour la période 2019-2023, dans les conditions précisées dans la décision ci-annexée ;
- sécurisation du site assurée dans le cadre de marchés de prestation de services délivrés et suivis par l'EPF, sans sollicitation des services gestionnaires.

Dans ce contexte et dans le respect des objectifs décrits dans la convention partenariale, l'acquisition du site de l'ancien hôpital militaire Lyautey a été identifiée comme pouvant faire l'objet d'un portage externalisé via l'opérateur foncier.

<u>Objet de la convention</u>

La convention de portage vise à définir les engagements pris par l'EPF et la métropole en vue de la réalisation du projet défini ci-dessus et à préciser les modalités d'intervention de l'EPF.

L'Eurométropole confie à l'EPF la mission de conduire les actions foncières de nature à faciliter la réalisation du projet.

Cette mission portera notamment sur tout ou partie des actions suivantes :
- acquisition foncière par tous moyens ;
- portage foncier et gestion des biens ;
- participation aux études menées par la Collectivité de nature à préciser le niveau de pollution du site et les mesures de gestion à prévoir;
- réalisation de travaux, notamment de déconstruction/dépollution ou mesures conservatoires.

Les futures cessions à réaliser pour permettre le projet de reconversion feront l'objet de délibérations ultérieures par la collectivité et le conseil d'administration de l'EPF.

Périmètre d'intervention de l'EPF

Le bien objet de la convention de portage à conclure avec l'EPF est cadastré comme suit :
Lieudit Avenue du Neuhof
Section IW n° 457 d'une contenance cadastrale de 12,17 ares,
Section IW n° 458 d'une contenance cadastrale de 21,86 ares,
Section IW n° 459 d'une contenance cadastrale de 197,76 ares,
Soit une contenance cadastrale pour l'ensemble de l'emprise foncière de 231,79 ares

Gestion des biens acquis
La gestion de l'ensemble immobilier acquis sera portée par l'EPF, sauf à prévoir un conventionnement particulier. La gestion est entendue de manière très large et porte notamment (sans que cette liste ne soit exhaustive) sur :
- La gestion courante du bien, notamment la surveillance, l'entretien des biens, les mesures conservatoires le cas échéant : travaux de sécurisation, fermeture du site, traitement des situations d'occupations illicites ;
- Si l'état des biens à conserver l'exige, l'EPF, en tant que propriétaire, procédera aux travaux de grosses réparations définies par l'article 606 du code civil afin de préserver les biens
- Le paiement des impôts et charges de toutes natures dus au titre de la propriété.

Occupation des biens
Les bâtiments sont actuellement libres de toute occupation à l'exception des bâtiments 002, 003, 004 qui font l'objet d'une réquisition pour mise à disposition dans le cadre du plan départemental d'hébergement hivernal jusqu'au 30 avril 2020.

Afin de permettre au service référent de la Préfecture de disposer du temps nécessaire pour trouver un site d'accueil de capacité similaire, un accord a été trouvé entre l'Eurométropole et la Direction départementale déléguée de la cohésion sociale, visant à prolonger le dispositif actuel jusqu'au 30 juin 2021. Cet accord revêtira la forme d'une convention de prêt à usage tripartite à conclure entre l'Eurométropole, l'EPF d'Alsace et l'Etat. Aucune redevance, ni aucun loyer ne sera dû par l'occupant.

L'Etat bénéficiaire prendra à sa charge la sécurisation et l'entretien courant des biens et installations prêtés par délégation à l'Association Antenne, gestionnaire du site.Dans la poursuite de la démarche d'urbanisme transitoire engagée par la collectivité, une convention de mise à disposition du bâtiment d'honneur (001) sera établie entre l'EPF et l'Eurométropole concomitamment à l'acquisition pour faciliter l'aménagement d'un espace de concertation sur le projet de renouvellement urbain et la réalisation de travaux conservatoires, visant à limiter la détérioration du bien.

Durée du portage :

Le projet de reconversion du site envisagé prévoit deux phases d'aménagement :
- Une première phase devant aboutir à la cession du foncier support du nouveau collège en 2022, pour permettre une ouverture de l'équipement en septembre 2024 ;
- Une seconde phase permettant la finalisation des travaux de voirie et la cession des bâtiments à réhabiliter pour création de logements en accession entre 2023 et 2025.

Eu égard à ces éléments, il est proposé à l'Eurométropole de souscrire à une convention de portage auprès de l'EPF pour une durée de cinq ans à compter de la signature de l'acte d'acquisition de l'emprise foncière objet des présentes.

Ses effets prendront fin lorsque le bien concerné par la convention aura été cédé par l'EPF et que les comptes financiers auront été apurés.

Une prolongation de la convention initiale pourra faire l'objet d'un avenant qui interviendra sous réserve de l'adoption d'une nouvelle délibération par l'Eurométropole et de l'accord préalable du Conseil d'administration de l'EPF.

Modalités de l'acquisition par l'EPF

Le service de France Domaine a évalué l'ensemble immobilier situé en zone UB2 du plan local d'urbanisme à 2.700.000€ (hors coûts de démolition, et de dépollution). Cette évaluation tient compte du projet de reconversion proposé par l'Eurométropole et notamment de la destination d'équipement public prévue pour une part importante du site, ainsi que de la vétusté du bâti.

Pour tenir compte de la pollution des sols constatée dans les études pré-opérationnelles, un principe de décote est appliqué à cette valeur pour un montant plafond de 1 080 000€. Eu égard au projet de l'Eurométropole de Strasbourg qui se portera, in fine, acquéreur, et les coûts afférents à l'aménagement, et à la mise en compatibilité sanitaire du site, le vendeur consent la vente moyennant un prix principal de 1 620 000 € en ce non compris les frais d'acte et émoluments du notaire à la charge exclusive de l'acquéreur.

Frais afférents à la souscription de la convention :

Pendant la période de portage foncier**,** l'Eurométropole remboursera à l'EPF, chaque année :

Les frais de gestion du bien éventuellement minorés des recettes de gestion (remboursement des indemnités d'occupation/loyers, d'assurances, de dépôt de garantie, de dégrèvement de taxe foncière, d'électricité,...)

- les frais de portage, calculés selon un taux fixe de 1,5% HT de la valeur du bien en stock (constituée du prix principal d'acquisition, des frais d'acquisition et des coûts de travaux éventuels)

A la fin du portage foncier, l'Eurométropole s'engage à rembourser à l'EPF d'Alsace les différents postes financiers résiduels, à savoir :

- la valeur du stock résiduel (prix principal d'acquisition, frais d'acquisition et coûts de travaux) lors de la cession totale du bien, qu'elle intervienne au terme de la durée de portage ou de manière anticipée,
- les frais de gestion et des frais de portage restants dus à la date de cession.

Conditions particulières à l'acquisition

- Condition tenant à la signature de l'engagement d'acquérir

S'agissant d'un bien immobilier appartenant à l'ETAT (Ministère des Armées), et dans la mesure où l'Eurométropole se porte in fine acquéreur, celle-ci doit autoriser son représentant à signer un engagement d'acquérir. Sur la base dudit engagement la Direction des patrimoines, de la mémoire et des archives pourra justifier la procédure de déclassement et d'inutilité en vue de la cession du bien.

Outre la description précise du bien acquis, le projet d'engagement d'acquérir fait état de plusieurs obligations relevant de l'acquéreur et conditionnant l'acquisition du bien :

- la réalisation des travaux de dépollution des sols dans un délai maximum de 36 mois à compter de la libération totale des lieux pour permettre la prise en compte de la dépense réalisée et éviter tout complément de prix ;
- la réalisation du nouveau mur d'enceinte de l'Eurocorps dans un délai maximum de 36 mois à compter de la libération totale des lieux ;
- le maintien de la fonction d'hébergement d'urgence jusqu'en juin 2021.
- Signature d'un acte authentique de vente

Enveloppe travaux consentie par la MRAI

Le prix d'acquisition par l'EPF a été fixé entre les parties compte-tenu des démarches et opérations (travaux de dépollution, …) qui seront réalisés par l'acquéreur dans le cadre de la reconversion du site Lyautey.

En conséquence, en sus du prix ci-dessus convenu, l'acquéreur sera redevable envers le vendeur, dans l'hypothèse où le coût des susdites démarches et opérations (tableau récapitulatif ci-joint) serait inférieurs à 1 080 000 € d'un complément de prix.

Ledit complément de prix correspondra à la différence entre le prix d'acquisition et le coût définitif des susdites démarches et opérations.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'arrêté préfectoral n° 2018-771 portant extension du périmètre d'intervention de l'Etablissement Public Foncier d'Alsace du 27 décembre 2018
vu l'avis de France Domaine n° 2019/0565 du 22 mai 2019
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
donne un avis favorable à

1/ la conclusion entre l'Eurométropole de Strasbourg et l'Etablissement Public Foncier d'Alsace d'une convention de portage qui aura pour objet l'acquisition et le portage des biens immobiliers cadastrés comme suit :

Lieudit Avenue du Neuhof
Section IW n° 457 d'une contenance cadastrale de 12,17 ares
Section IW n° 458 d'une contenance cadastrale de 21,86 ares
Section IW n° 459 d'une contenance cadastrale de 197,76 ares

Soit une emprise foncière d'une contenance cadastrale totale de 231,79 ares

Consistant en une emprise sur-bâtie de 10 bâtiments (soit 16.000m² de bâti environ) dont 7 sont classés comme intéressants ou exceptionnels au plan local d'urbanisme.

2/ l'objet de la convention qui visera à définir les engagements pris par l'EPF et la métropole en vue de la réalisation du projet et à préciser les modalités d'intervention de l'EPF et notamment :
- acquisition foncière par tous moyens ;
- portage foncier et gestion des biens ;
- participation aux études menées par la Collectivité ;
- réalisation de travaux, notamment de déconstruction/dépollution ou mesures conservatoires ;

3/ la prise en gestion par l'EPF d'Alsace, au titre de la convention, du bien acquis et notamment (sans que cette liste ne soit exhaustive) :

- *La gestion courante du bien, notamment la surveillance, l'entretien des biens, les mesures conservatoires le cas échéant : travaux de sécurisation, fermeture du site, traitement des situations d'occupations illicites ;*
- *Si l'état des biens à conserver l'exige, l'EPF, en tant que propriétaire, procédera aux travaux de grosses réparations définies par l'article 606 du code civil afin de préserver les biens*
- *Le paiement des impôts et charges de toutes natures dus au titre de la propriété.*

4/ la conclusion de cette convention pour une durée de 5 ans à compter de la signature de l'acte d'acquisition de l'emprise foncière objet des présentes.
Une prolongation de la convention initiale pourra faire l'objet d'un avenant qui interviendra sous réserve de l'adoption d'une nouvelle délibération par l'Eurométropole et de l'accord préalable du Conseil d'administration de l'EPF.

5/ le montant d'acquisition de l'ensemble immobilier par l'EPF au prix plancher de 1.620.000 euros, et la prise en charge par la MRAI de 1.080.000€ au titre des démarches et opérations (travaux de dépollution, ...) qui seront réalisés dans le cadre de la reconversion du site et que l'acquéreur ou son ayant droit devra justifier auprès de la MRAI.
A défaut un complément de prix pourra être perçu. Il correspondra à la différence entre le montant de la prise en charge par la MRAI et le montant des travaux réellement effectués et dûment justifiés.

6/ les frais afférents à la souscription de la convention tel que définis ci-après :

Pendant la période de portage foncier, l'Eurométropole remboursera à l'EPF, chaque année, les frais de gestion du bien éventuellement minorés des recettes de gestion (remboursement des indemnités d'occupation/loyers, d'assurances, de dépôt de garantie, de dégrèvement de taxe foncière, d'électricité,...)

Durant le portage l'Eurométropole s'engagera également à régler à l'EPF, chaque année, les frais de portage, calculés comme suit : un taux fixe de 1,5% HT de la valeur du bien en stock (constituée du prix principal d'acquisition, des frais d'acquisition et des coûts de travaux éventuels)

A la fin du portage foncier, l'Eurométropole s'engage à rembourser à l'EPF d'Alsace les différents postes financiers résiduels, savoir :
- la valeur du stock résiduel (prix principal d'acquisition, frais d'acquisition et coûts de travaux) lors de la cession totale du bien qu'elle intervienne au terme de la durée de portage ou de manière anticipée.
- les frais de gestion et des frais de portage restants dus à la date de cession.

7/ la conclusion d'une convention tripartite entre la Préfecture, l'EPF et l'Eurométropole de Strasbourg permettant une mise à disposition des bâtiments 002, 003 et 004 de l'emprise foncière considérée, et ce, en lieu et place de l'actuel réquisition pour la mise à disposition dans le cadre du plan départemental d'hébergement hivernal.
Cette convention ne donnera lieu par l'occupant au versement d'aucune redevance ni d'aucun loyer.

8/ la conclusion au profit de l'Eurométropole, une fois l'EPF devenu propriétaire, d'une convention de mise à disposition à titre gratuit du bâtiment d'honneur (001).

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES GRAND EST ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN
Pôle Pilotage des missions et Animation du réseau
Division du Domaine
Adresse :4 Place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

Le 22/05/2019

Le Directeur régional des Finances Publiques
Grand Est et du département du Bas-Rhin

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Patrick GOGUELY
Téléphone : 03 88 10 35 13
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr
Réf. : 2019/0565

à

Eurométropole de Strasbourg
Service Politique Immobilière et Foncière
1, parc de l'étoile
67076 STRASBOURG Cedex

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : quartier Lyautey (ancien hôpital militaire)

ADRESSE DU BIEN : avenue du Neuhof à Strasbourg

VALEUR VÉNALE : 2 700 000 HT (hors coûts de démolition et de dépollution mis à la charge des maîtres d'ouvrage)

1- SERVICE CONSULTANT :

Eurométropole de Strasbourg. Affaire suivie par **Mme Fanny PFEIFFER** fanny.pfeiffer@strasbourg.eu

2- DATE DE LA CONSULTATION :

Demande datée du : 29/04/2019
Demande reçue le : 02/05/2019
Visite le :
Dossier en état : 02/05/2019

3- OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ :

Acquisition amiable de l'ancien hôpital militaire Lyautey en vue d'une opération de reconversion qui doit aboutir à la relocalisation du collège Solignac sur le site ainsi qu'à la construction et la réhabilitation de bâtiments pour un usage d'habitation.

4- DESCRIPTION DU BIEN :

Désignation cadastrale :

Section	Numéro	Lieu-dit	Superficie
IW	547/5	Avenue du Neuhof	12,17
IW	458/5	Avenue du Neuhof	21,86
IW	459/5	Avenue du Neuhof	197,76
		TOTAL	**231,79**

Superficies exprimées en are

Descriptif sommaire de l'emprise acquise et du projet de reconversion présenté par l'EMS :

Partie de l'ensemble immobilier dénommé « quartier Lyautey » formant une emprise en forme de L, bordée au nord par la rue des canonniers, à l'est par l'avenue du Neuhof et à l'ouest par la rue de Sarlat.

Cette emprise foncière est sur-bâtie de divers bâtiments dont certains seront démolis et d'autres réhabilités.

Les bâtiments les moins prestigieux (bâtiments n° 22 et 23, correspondant respectivement à un atelier et une ancienne salle de cinéma , bâtiment n° 2 anciennement à usage tertiaire) seront démolis pour libérer du foncier en vue de la construction d'un nouveau bâtiment scolaire sur le lot 1 et de la création de parkings aux abords du bâti à rénover situé dans le lot 2.

Les bâtiments 24, 25, 26 seront réhabilités pour accueillir le collège Solignac, les bâtiments 2, 4 et 5 pour fournir une offre d'environ 100 logements.

Le bâtiment n° 1, qui est inscrit comme bâtiment remarquable au PADD sera conservé et affecté à un usage public restant à définir.

Le terrain de forme rectangulaire situé à l'intersection de la rue des canonniers et de l'avenue du Neuhof sera aménagé en jardin public.

Les VRD devront être redimensionnés à partir de ceux existants et une nouvelle voirie traversant le site en son milieu sur un axe Est Ouest sera créée. L'espace compris entre l'emprise du futur collège et les bâtiments réhabilités du lot 2 sera par ailleurs aménagé en parvis.

Enfin, l'emprise cédée devra être isolée de la parcelle IW n° 325conservée par l'armée, par un mur d'enceinte. Les travaux correspondant seront pris en charge pour moitié par l'EMS.

Dans le cadre de cette opération de reconversion, L'EMS prendra à sa charge les frais de démolition des bâtiments n° 2, 22 et 23 et de la passerelle reliant les bâtiments 4 et 5, ceux des aménagements extérieurs (parvis, jardins publics, parking aérien, voirie publique traversant le site sur un axe Est Ouest, trottoirs) ceux se rapportant à la réfection des réseaux, à la dépollution du terrain d'emprise du futur jardin public ainsi que la moitié de ceux se rapportant et de la reconstruction du mur d'enceinte de l'Eurocorps.

Les autres démolitions (jonction entre les bâtiments 24 et 25, locaux techniques situés aux deux extrémités du bâtiment 5, extensions réalisées coté cour sur ce même bâtiment) ainsi que les frais éventuels de désamiantage et les frais de dépollution à prévoir sous les bâtiments 5 et 24 seront pris en charge par les futurs maîtres d'ouvrage.

5 - SITUATION JURIDIQUE :

Propriétaire : État – Ministère des armées (décision de déclassement à intervenir)

Situation locative : la vente sera assortie de conditions particulières visant opérer une jouissance différée d'une partie de l'emprise. L'acquéreur devra en effet maintenir pendant 2 ans l'autorisation d'occupation temporaire consentie le 08/11/2010 au profit du quartier général du corps européen, pour accueillir durant la période hivernale les personnes sans domicile fixe.

6 - URBANISME ET RÉSEAUX :

Au PLU intercommunal les parcelles sont situées en zone **UD2**
Hauteur maximale des constructions : 20 mètres HT
Une superficie minimale de 20 % réalisés en pleine terre doit être réservée à des aménagements paysagers, selon le pourcentage

7- DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE :

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

Compte tenu du projet de reconversion présenté par l'EMS, des caractéristiques propres des différents éléments composant le site, ainsi que des éléments d'information recueillis sur le marché local pour chacun d'eux, la valeur vénale de l'emprise considérée, peut être fixée à 2 700 000 € HT.

Nota:
La présente évaluation est donnée sans tenir compte du coût des opérations de désamiantage et de dépollution des sols, mis à la charge des futurs maîtres d'ouvrage.

8 - Durée de validité :

Cet avis a une durée de validité de 18 mois.

9 - Observations particulières :

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur régional des Finances publiques
et par délégation,

Jean-Yves MAY
Directeur
du pôle Pilotage des missions
et Animation du Réseau



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DES ARMÉES

SGA
Secrétariat général pour l'administration

DIRECTION DES PATRIMOINES,
DE LA MÉMOIRE, ET DES ARCHIVES

Le Directeur

Paris, le 13 DEC. 2019
N° ARM/SGA/DPMA/DIR
1219036337

Monsieur le Vice-président,

Par lettre du 13 novembre 2019, vous m'informez des avancées du projet de reconversion de l'ancien hôpital militaire Lyautey à Strasbourg, porté par l'Eurométropole.

Ce site de 2,3 hectares, bâti à hauteur de 16 000 m2, est aujourd'hui partiellement réquisitionné par arrêté préfectoral, pour 180 places d'hébergement d'urgence.

Votre projet de reconversion comporte une forte dimension sociale et s'inscrit dans un programme de renouvellement urbain élargi au quartier prioritaire de la politique de la ville Neuhof-Meinau, soutenu financièrement par l'agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU). Dans ce cadre, le conseil départemental du Bas-Rhin envisagerait une relocalisation du collège Solignac au sein du site cédé, qui s'appuierait sur la rénovation de deux bâtiments (n° 24 et 25).

L'usage futur du site prévoit également l'installation et la création d'équipements et d'espaces publics, ainsi qu'une centaine de logements en accession à la propriété sur l'avenue du Neuhof.

Cette programmation, au regard de l'état des sols et des bâtiments existants, a permis aux services du Domaine d'estimer la valeur vénale du site à 2,7 millions d'euros (M€), selon un avis du 22 mai 2019.

Des investigations complémentaires ont ensuite été diligentées par vos services, afin de déterminer plus précisément la nature des travaux nécessaires à la réutilisation du terrain. D'un commun accord avec les services du ministère des armées, les études ont identifié et chiffré des travaux relevant de sa responsabilité réglementaire en matière de pollution des sols. Un impact important a ainsi été révélé au droit de deux cuves alimentant les chaufferies, en particulier au niveau du bâtiment 24, localisation du futur collège. Cette dépollution devra être traitée lors des travaux qui seront conduits pour le compte du ministère des armées.

Toutes ces raisons ont conduit la mission pour la réalisation des actifs immobiliers (MRAI) à vous proposer une prise en charge financière des travaux de traitement des terres contaminées à un plafond maximum de 672 000 €, correspondant à l'estimation haute du scénario de dépollution le plus contraignant. Ce scénario est en effet jugé le plus efficace et a d'ailleurs reçu l'aval de l'agence régionale de la santé (ARS).

Monsieur Mathieu CAHN
Vice-président de l'Eurométropole de Strasbourg
1 parc de l'Etoile
67076 Strasbourg cedex

60, boulevard du général Martial Valin - CS 21623 - 75509 Paris Cedex 15

A ce montant s'ajoute le remboursement du démantèlement et de l'évacuation des cuves (devis de 99 545 €) et celui des études déjà menées pour le compte du ministère (116 387,43 €). Le montant plafond à déduire de la valeur vénale de 2,7 M€ s'élève donc déjà à 888 K€.

Il s'avère que le scénario de traitement validé par l'ARS amène à déconstruire de manière certaine le bâtiment 24, avec un montant prévisionnel des travaux de démolition estimé à 385 K€.

Vous proposez que ce montant, inhérent au traitement de la pollution précitée, soit partagé.

Je vous confirme mon accord pour que l'enveloppe maximale des dépenses à prendre en compte par le ministère des armées intègre un montant complémentaire de 192 K€, dans le cadre d'une dépollution globale. Le prix plancher de cession serait ainsi fixé à 1,62 M€ (2,7 M€ - 0,888 M€ - 0,192 M€), qui sera versé lors de la signature de l'acte de vente. Dans le cas où les travaux éligibles n'atteindraient pas les montants estimés, un complément de prix serait ensuite versé au ministère des armées.

La MRAI, qui travaille en étroite collaboration avec la direction régionale des finances publiques, vous transmettra dans les plus brefs délais le projet d'engagement d'acquérir à soumettre au conseil de l'Eurométropole, ce qui permettra la poursuite de cette cession. Monsieur Jean-Baptiste Saintot demeure votre contact privilégié sur ce dossier.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Vice-président, l'assurance de ma considération distinguée.

Sylvain MATTIUCCI



COPIES :

- Monsieur le Préfet de la région Grand-Est, préfet du Bas-Rhin
- Madame la Directrice des finances publiques de la région Grand-Est et du département du Bas-Rhin
- BdD Strasbourg-Haguenau-Colmar
- ESID Metz
- USID Strasbourg

UB2
12mET

UCB1
12mET

UE3

N1

N6

UD2
20mHT

UD2
20mHT

UXb4
12mHT

UB2
15mET

UE1

UE1

NEU 4

NEU 4

6m

6m

6m

6m

ZIEGELWASSER

RUE DE GRIBEAUVAL

RUE DES CANONNIERS

RUE DE SARLAT

RUE DE THENON

RUE DE SOLIGNAC

AVENUE DU NEUHOF

RUE PAUL DOPFF

RUE DE L'INDRE

RUE DE CHATEAUROUX

SQUARE MARYSE HILSZ

ZONAGE

- Limite communale
- Limite de quartier
- Limite de zone
- UB3 Désignation de la zone
- SMS1 Désignation du secteur pour la mixité sociale (cf. règlement écrit)
- STL1 Désignation de servitude de taille de logement (cf. règlement écrit)
- 12mET Hauteur maximale autorisée des constructions à l'égout de toiture
- 15mHT Hauteur maximale autorisée des constructions hors tout
- Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV)

EMPLACEMENTS RESERVES

- Emplacement réservé et emprise
- BIS 24 Désignation de l'emplacement réservé : indication commune/quartier et numéro (cf. liste des emplacements réservés)
- Emplacement réservé pour la mixité sociale
- BIS H1 Désignation de l'emplacement réservé pour mixité sociale : indication commune/quartier H et numéro (cf. liste des emplacements réservés)
- Tracé de principe des futures voies et emprise

AUTRE DISPOSITION

- Projet d'Aménagement Global

REPERAGE GRAPHIQUE

- Espace contribuant aux continuités écologiques
- Espace planté à conserver ou à créer
- Jardin de devant à conserver ou à créer
- Alignement d'arbres à conserver ou à créer
- Arbre ou groupe d'arbres à conserver ou à créer
- Marge de recul et cote
- Bande constructible et cote
- Ensemble d'intérêt urbain et paysager
- Bâtiment exceptionnel
- Bâtiment intéressant
- Ensemble de façades remarquables
- Clôture soumise à dispositions particulières
- Ligne de construction
- Secteur de point de vue et côte altimétrique de construction

Édité le 29/04/2019 — Échelle 1/2000 — 40 m — Fonds de plan © SIG-CUS

Strasbourg.eu



bâtiments à réhabiliter

bâtiments ou parties de bâtiment à démolir

parcelle à acquérir_ 2,3 Ha

lots cessibles

futur domaine public

Strasbourg.eu
eurométropole

370

Acquisition de l'ancien hôpital militaire Lyautey_ hypothèse de redécoupage foncier_ document de travail
juin 2019

0 10 20 30

N

DISPOSITIF DE SOUTIEN EN FAVEUR DES FRICHES
PHASE 1 : Etudes avant acquisition

Principe du dispositif

Prise en charge technique et financière par l'EPF, et sous sa maîtrise d'ouvrage, d'études permettant d'avoir une meilleure connaissance de l'état du site potentiellement à acquérir

Objectif

Aider les collectivités à **mieux appréhender l'état de la friche** avant son acquisition pour mieux évaluer le coût global des travaux et par conséquent la viabilité du projet

Etudes prises en charge

- Etudes historiques, diagnostics environnementaux globaux
- Diagnostics sur les sols, les nappes et l'air (diagnostics intrusifs)
- Diagnostics obligatoires avant travaux/démolition

Les études d'opportunité et de faisabilité des projets ainsi que les études opérationnelles d'aménagement seront menées directement par la collectivité, donc à sa charge

Mise en œuvre

Pour 2019, mise à l'essai d'un dispositif de prise en charge financière maximale de **50% du coût des études menées**, avec une aide plafonnée **à 50.000 € HT par site**, quel que soit le nombre d'études à réaliser

Conditions

1) Communes et EPCI membres de l'EPF d'Alsace
2) L'EPF n'intervient pas sur une friche déjà propriété de la collectivité
3) L'EPF assure la maîtrise d'ouvrage des études et des diagnostics
4) L'EPF n'apportera pas d'aide à un ancien exploitant ou propriétaire qui souhaiterait revaloriser son bien
5) L'EPF intervient toujours à la demande des collectivités et donc sur délibération sollicitant la Phase 1 du dispositif friches mis en place par l'EPF d'Alsace et acceptant les termes d'une convention financière
6) Accord du conseil d'administration de l'EPF

DISPOSITIF DE SOUTIEN EN FAVEUR DES FRICHES
PHASE 2 : Etudes pendant le portage

Principe du dispositif

Prise en charge technique et financière par l'EPF, et sous sa maîtrise d'ouvrage, d'études permettant :

- De vérifier la compatibilité du projet futur envisagé avec l'état du site
- D'avoir une connaissance approfondie du site permettant de mieux appréhender le coût des travaux de réhabilitation

Objectif

Aider les collectivités à prendre l'initiative de la réhabilitation de la friche et les soutenir dans les différentes phases de ce projet et plus particulièrement dans la **phase d'acquisition de données sur le bien**

Etudes prises en charge (*)

- Etudes historiques, diagnostics environnementaux globaux (sols, gaz du sol, air, eaux souterraines et superficielles), y compris les diagnostics intrusifs
- EQRS : étude quantitative des risques sanitaires
- Plan de gestion permettant de valider les usages futurs du projet avec l'état des milieux, si nécessaire IEM – Interprétation de l'Etat des milieux (si impact sur l'extérieur du site)
- Plan de conception des travaux et essais pilotes de dépollution
- Diagnostics obligatoires avant travaux/démolition et gestion des déchets de démolition

(*) Les études d'opportunité et de faisabilité des projets ainsi que les études opérationnelles d'aménagement seront menées directement par la collectivité, donc à sa charge.

Mise en œuvre

Pour 2019, mise à l'essai d'un dispositif de prise en charge financière maximale de **80% du coût des études menées**, avec une aide plafonnée **à 200.000 € HT par site**, quel que soit le nombre d'études à réaliser

Conditions

1) Communes et EPCI membres de l'EPF d'Alsace
2) L'EPF n'intervient pas sur une friche déjà propriété de la collectivité
3) La collectivité a engagé ou est en voie d'engager des études de projets ou de programmation (auquel l'EPF est associé)
4) L'EPF assure la maîtrise d'ouvrage des études et des diagnostics
5) L'EPF intervient toujours à la demande des collectivités et donc sur délibération sollicitant la Phase 2 Etudes du dispositif friches mis en place par l'EPF d'Alsace
6) Accord du conseil d'administration de l'EPF

DISPOSITIF DE SOUTIEN EN FAVEUR DES FRICHES
PHASE 2 : Travaux pendant le portage

Principe du dispositif

Prise en charge technique et financière par l'EPF, et sous sa maîtrise d'ouvrage, des **travaux de proto-aménagement**

Objectif

Accompagner les collectivités dans la phase opérationnelle de réhabilitation de la friche et leur apporter un **soutien technique et financier** dans la réalisation des travaux de proto-aménagement que pourraient nécessiter le site avant son aménagement

Travaux pris en charge

- Démolition, déconstruction
- Désamiantage
- Dépollution
- Remise à plat du terrain

Mise en œuvre

Pour 2019, mise à l'essai d'un dispositif de prise en charge financière maximale de **50% du coût des travaux réalisés**, avec une aide plafonnée **à 500.000 € HT par site**

Conditions

1) Communes et EPCI membres de l'EPF d'Alsace

2) L'EPF n'intervient pas sur une friche déjà propriété de la collectivité

3) Le projet de réhabilitation du site est déjà défini : une étude de faisabilité devra être fournie pour engager la phase travaux

4) L'EPF assure la maîtrise d'ouvrage des travaux (*)

5) L'EPF intervient toujours à la demande des collectivités et donc sur délibération sollicitant la Phase 2 Travaux du dispositif friches mis en place par l'EPF d'Alsace

6) Accord du conseil d'administration de l'EPF

(*) Les collectivités auront toujours la possibilité de réaliser les travaux de proto-aménagement elles-mêmes si elles le souhaitent via la mise en place de baux spécifiques ou de convention de mise à disposition pour travaux, mais sans participation financière de l'EPF

démolition bâtiment 24	**192500 € (HT)**

somme correpondant à la moitié des coûts de démolition estimés.

Dépollution des sols au niveau des bâtiments 005 et 024 (zones concentrées en hydrocarbures)	
Phase préparatoire	
Etablissement , mise à jour : PAQ, PED, PPSPS, protocole de sécurité	**13000 € (HT)**
réalisation de prélévements et analyses pour acceptation	
Démarches administratives	
Phase exécution des travaux	
Amené et repli d'une pelle mécanique - excavation des terres - aire de stockage provisoire - chargement des matériaux dans le camions	**124000 € (HT)**
Gestion des venues d'eaux météoriques en fouille (soit par pompage/traitement soit par hydrocurage)	
Suivi environnemental, suivi des travaux et plan de récolement	
Remblaiement à la cote initiale	
Phase élimination ou traitement des sources (biocentre)	
Coût estimé Evacuation/élimination en filière adaptée, hors TGAP (ISDD)	**520000 € (HT)**
Phase surveillance de la qualité des eaux souterraines	
surveillance semestrielle pendant 4 ans	**15000 € (HT)**

d'après estimatif des coûts page 52 étude EnvirEauSol SSP_424/EMS148,

Suppression des sources de pollution	
démantèlement des chaufferies	**99545 € (HT)**
évacuation des cuves	

TOTAL (HT) TRAVAUX	**964045 € (HT)**

ETUDES	montant HT
diagnostics structure et charpente bâtiments (y compris sondages	28 553 €
pollution des sols/diagnostics environnenmentaux et EQRS	23 843 €
pollution des sols/détermination de surfaces contaminées	18 408 €
pollution des sols/plan de gestion	2 650 €
diagnostics amiante et plomb avant vente (liste A et B)	42 933 €
TOTAL (HT) ETUDES	**116 387 €**

MONTANT TOTAL (TRAVAUX +ETUDES) HT	**1 080 432 €**
ARRONDI A	**1 080 000 €**

23

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Vente par la ville de Strasbourg au profit de la Société Pierres et Territoires de France Alsace d'une emprise foncière de 34 ares environ située à Strasbourg-Neuhof (67100) à l'angle de la rue Lisa Krugell et de la rue Richshoffer en vue de la réalisation d'une opération de construction.

1. Contexte

La Ville est propriétaire d'une emprise foncière située à l'angle des rues Richshoffer et Lisa Krugell à Strasbourg-Neuhof, actuellement à l'état de friche.

Son urbanisation par un projet de construction de logements s'inscrit aujourd'hui dans la continuité de la dynamique à l'œuvre sur la frange Sud-Est du Neuhof. Elle viendra compléter les projets initiés par la collectivité sur ce secteur ces dernières années (une résidence senior rue Richshoffer en 2011 et une opération de 6 maisons en location-accession rue Lisa Krugell, en cours de chantier).

L'opération accompagnera le projet de prolongement de la rue Richshoffer jusqu'à la rue Lisa Krugell (figurant au plan local d'urbanisme sous la forme d'un emplacement réservé) dont le démarrage des travaux est programmée en 2022.

Le projet d'espace public, suite aux concertations menées en 2017 et 2019 avec les riverains, intègre également le réaménagement de la partie existante de la rue Richshoffer et la création d'un parking public d'une vingtaine de places.

Consultation pour la réalisation du projet

Une consultation d'opérateurs a été lancée le 28 juin 2019 sur la base du programme ci-après et des critères suivants :
- utilisation maximisée du matériau bois dans la construction, dans le cadre de la stratégie de construction bois portée sur le territoire de la Ville ;
- recherche d'une performance énergétique supérieure à la réglementation thermique en vigueur.

Compte-tenu des réponses formulées par les candidats, le jury, réuni le 25 octobre 2019 a décidé de retenir la meilleure offre selon le classement définitif, soit l'offre de la Société Pierres et Territoires de France Alsace.

2. Programme développée sur l'emprise foncière considérée

Programmation générale

L'emprise foncière, propriété de la ville de Strasbourg sera acquise par la Société Pierres et Territoires de France Alsace, qui interviendra comme acquéreur unique du foncier et aménageur, en vue de la construction d'un ensemble immobilier composé comme proposé par l'acquéreur, savoir :

- 40 logements en construction neuve (30% maximum de logements T2 et un nombre minimum de 2 logements en T5, de 6 logements en T4 et de 2 logements en T5 tous programmes confondus) avec une création d'une surface de plancher de 2920 m² maximum ;
- les bâtiments seront édifiés de R+2 à R+4 avec création de 38 places de stationnement réglementaire minimum gérés majoritairement en sous-sol ;
- parmi ces 40 logements, 10 logements seront en réalisés en accession sociale pour le compte de la Société OPIDIA et 20 logements seront réalisés en locatif social pour le compte de la Société HABITATION MODERNE et gérés par celle-ci. Les 10 logements restants seront commercialisés par la Société Pierres et Territoires de France Alsace sous la forme d'accession libre ;
- cette construction sera pourvue d'espaces extérieurs (espaces verts).

Une typologie de surface habitable par logement répartie comme suit :

- 45 m² de SHAB pour les T2 ;
- 65 m² de SHAB pour les T3 ;
- 80 m² de SHAB pour les T4 ;
- 95 m² de SHAB pour les T5.

L'ensemble immobilier intégrera une offre de logement T1bis uniquement sur le logement en locatif social.

L'acquéreur s'engage à faire stipuler aux termes du règlement de copropriété - état descriptif de division de l'ensemble immobilier, une clause interdisant l'usage de logements en meublé de tourisme pour tout lot de copropriété.

Démarche environnementale

Les principaux objectifs environnementaux du projet sont les suivants :

- la maximisation de l'utilisation du bois en structure et aménagement intérieur avec une possibilité de mixer avec d'autres matériaux. L'acquéreur s'obligera à rechercher des éco-certifications et à en justifier à première demande du vendeur dans un délai d'un mois à compter de la présentation du recommandé (notamment PEFC, FSC, etc.) adressé par le vendeur ;
- une empreinte carbone globale du projet réduite, grâce d'une part à l'utilisation de matériaux bas carbone, d'autre part à des besoins énergétiques optimisés, ainsi

qu'un approvisionnement énergétique basé sur des énergies renouvelables. L'acquéreur s'engage à rechercher le label E3C1 et à en justifier auprès du vendeur par la remise de la certification par l'organisme certificateur compétent dans un délai d'un mois à compter de la présentation du recommandé adressé par le vendeur.

Foncier

Description des biens vendus :

Les parcelles sont actuellement cadastrées comme suit :

Ville de Strasbourg
Lieudit Chemin du Schulzenfeld
Section IH n° 240/7 de 02,56 ares

Ville de Strasbourg
Lieudit Rue Richshoffer
Une emprise foncière de 30,45 ares sera prélevée sur la parcelle actuellement cadastrée section IH n° 238/2 de 52,42 ares, l'arpentage de la parcelle est actuellement en cours.

Soit une emprise foncière totale de 33,01 ares.

Lesdites parcelles sont situées en zone UB3 du PLU et sont actuellement à l'état nu et libre.

Prix de cession :

Les parcelles objet des présentes ont été évaluées par le service des Domaines le 27 mai 2019 à 430 000 € soit 12 647,05 € l'are, sous réserve de pollution ou de servitude grevant le bien immobilier.

Le lauréat a fait une proposition d'un montant de 527 250 €.

Il est proposé de vendre ces parcelles à la Société Pierres et Territoires de France Alsace au prix plancher de 527.250 €, en ce non compris les frais d'acte et émolument du notaire et l'éventuelle TVA en sus à la charge de l'acquéreur.

Conditions particulières de la cession :

La signature d'un avant-contrat de type promesse de vente, préalablement à la signature de la vente sera consenti par la Ville, venderesse, au profit de la Société Pierres et Territoires de France Alsace. Une somme représentant 5% du prix de vente de l'emprise foncière considéré sera versée au vendeur le jour de la signature dudit avant-contrat. Elle constituera un dépôt de garantie et/ou un acompte sur le prix de vente. En cas de non-réalisation de la vente définitive en raison d'une défaillance ou du silence de l'acquéreur, cette somme restera acquise par le vendeur. En cas de réalisation de la vente ce montant s'imputera purement et simplement à due concurrence du prix de vente.

La promesse de vente et l'acte de vente devront être régularisés dans les 18 mois suivants l'adoption des présentes, à défaut une astreinte de 50 € par jour de retard sera due par l'acquéreur au profit du vendeur.

Ledit avant contrat sera assorti des conditions suspensives suivantes :
- l'obtention d'un permis de construire purgé de tout recours,
- la fourniture d'un courrier d'engagement du futur preneur du programme de logements en locatifs sociaux,
- l'obtention du financement de l'opération.

Outre les conditions générales, et conformément au cahier des charges de consultation annexé aux actes (promesse de vente, vente), l'acte de vente à intervenir devra notamment être assorti de conditions particulières suivantes :
- clause relative au respect du projet urbain et architectural :
- clause stipulant que l'acquéreur s'obligera à respecter la surface de plancher prévue (soit 2920 m²) ou qu'en cas de dépassement de plus de 3% une autorisation devra être donnée par le vendeur ;
- clause relative à la démarche environnementale :
- clause relative au respect de la notice descriptive et environnementale et de la grille annexée à la consultation ;
- clause relative à l'obtention de la labellation BEPOS EFFINERGIE 2017 (E3C1) ;
- clause relative à l'état des sols et des sous-sols et à la prise en charge par l'acquéreur de toute contrainte et des coûts en découlant ;
- clause d'insertion sociale ;
- clause de démarrage significatif des travaux (réalisation de l'ensemble des fondations) dans les 16 mois suivant l'acquisition définitive du foncier et sanctionné par un droit à la résolution au profit de la Ville ;
- clause stipulant une restriction au droit de disposer, publiée au Livre Foncier, interdisant la revente du terrain nu dans un délai de 5 ans à compter de l'acquisition définitive sans accord du vendeur.

En outre, l'acte de vente stipulera une clause aux termes de laquelle l'acquéreur s'engagera à vendre les logements au prix moyen maximum de 2792 € par m² de surface habitable hors annexes s'agissant des lots en accession libre et de 2 701 € par m² de surface habitable hors annexes s'agissant des lots en accession sociale.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis France Domaine n° 2019/0536 du 27 mai 2019
sur proposition de la Commission plénière,
après en avoir délibéré
approuve

la vente au profit de la Société Pierres et Territoires de France Alsace (ou toute autre personne physique ou morale substituée dans ses droits et obligations à titre gratuit

sur autorisation écrite du vendeur), des parcelles propriété de la ville de Strasbourg et cadastrée :

Ville de Strasbourg
Lieudit Chemin du Schulzenfeld
Section IH n° 240/7 de 02,56 ares

Ville de Strasbourg
Lieudit Rue Richshoffer
Une emprise foncière de 30,45 ares sera prélevée sur la parcelle actuellement cadastrée section IH n° 238/2 de 52,42 ares, l'arpentage de la parcelle est actuellement en cours.

Soit une emprise foncière totale de 33,01 ares.

Moyennant le prix 527 250 € TVA éventuelle au taux légal en vigueur en sus. Les frais d'acte et émoluments du Notaire seront à la charge exclusive de l'acquéreur.

La signature d'un avant-contrat de type promesse de vente, préalablement à la signature de la vente sera consenti par la Ville, venderesse, au profit de la Société Pierres et Territoires de France Alsace, acquéreur. Une somme représentant 5% du prix de vente de l'emprise foncière considéré sera versée au vendeur le jour de la signature dudit avant-contrat. Elle constituera un dépôt de garantie et/ou un acompte sur le prix de vente. En cas de non-réalisation de la vente définitive en raison d'une défaillance ou du silence de l'acquéreur, cette somme restera acquise par le vendeur. En cas de réalisation de la vente ce montant s'imputera purement et simplement à due concurrence du prix de vente.

La promesse de vente et l'acte de vente devront être régularisés dans les 18 mois suivants l'adoption des présentes.

Ledit avant contrat sera assorti des conditions suspensives suivantes :
- *l'obtention d'un permis de construire purgé de tout recours,*
- *la fourniture d'un courrier d'engagement du futur preneur du programme de logements en locatifs sociaux,*
- *l'obtention du financement de l'opération.*

L'insertion dans l'acte, outre des conditions générales, des conditions particulières de vente suivantes :

- *clause stipulant que l'acquéreur s'engage à respecter les différents engagements formulés dans son offre du 06 septembre 2019. Ces éléments seront repris et annexés à la présente délibération, à l'éventuelle promesse de vente et à l'acte de vente ;*

- *clause stipulant que l'acquéreur s'engage à respecter la notice technique et environnementale et la grille annexée à la consultation sur lesquelles il s'est engagé. En cas de modification des prescriptions environnementales, l'acquéreur devra recueillir, préalablement au dépôt et à la délivrance du permis de construire modificatif, l'accord écrit de la Ville. En cas de non-respect de ces engagements ou de modification desdites prescriptions et matériaux non autorisées par la Ville ainsi*

qu'il est dit ci-dessus, une somme de 43 000 € sera exigible par le vendeur auprès de l'acquéreur ou de son ayant-droit. Pour s'assurer du respect de son engagement l'acquéreur s'engage à fournir à première demande du vendeur un certificat par niveau à atteindre signé par le maître d'ouvrage. A défaut, ou en cas de délivrance d'un certificat non signé et / ou non conforme, le vendeur pourra mettre en œuvre la clause pénale dans un délai de 6 mois à compter de la première présentation du courrier recommandé avec accusé de réception adressé à l'acquéreur lui demandant de fournir ledit certificat ;

- *clause stipulant que l'acquéreur s'engage à vendre les logements au prix moyen maximum de :*
  - *2 792 € par m² de surface habitable hors annexes s'agissant des lots en accession libre ;*
  - *2 701 € par m² de surface habitable hors annexes s'agissant des lots en accession sociale.*

- *à défaut la Société Pierres et Territoires de France Alsace (ou son ayant-droit) sera redevable envers le vendeur, à compter de cette aliénation de dommages et intérêts fixés forfaitairement à titre de clause pénale à la somme de 90% du dépassement du prix plafond par logements. Le prix maximal de cession s'entend du prix de cession au m² habitable par logement cédé, hors stationnement, hors travaux modificatifs, ou options souscrites par les acquéreurs de lots et hors frais de prescripteurs et frais de notaire ;*

- *clause stipulant que l'acquéreur s'obligera à solliciter l'agrément écrit du vendeur en cas de dépassement de plus de 3 % par rapport à la surface de plancher prévue ci-dessus (soit 2 920 m²) ;*

- *cette autorisation revêtira la forme d'une nouvelle délibération portant ajustement du prix. Etant ici rappelé que l'ajustement du prix ne pourra se faire qu'à la hausse et non à la baisse, le prix étant un prix plancher ;*

- *à défaut, et en cas de dépassement de plus de 3% de la surface de plancher prévue ci-dessus, celui-ci fera l'objet de l'application d'une clause pénale à hauteur de 250 € HT (deux-cents cinquante euros) par m² de surface de plancher supplémentaire construit. L'acquéreur donnera au vendeur tous pouvoirs à l'effet de contrôler ledit projet ;*

- *clause stipulant que l'acquéreur s'oblige à obtenir la labellisation BEPOS EFFINERGIE 2017 (E3C1) ou, si ces dernières n'existaient plus lors de l'achèvement des travaux, une ou des labellisations équivalentes, pour l'ensemble des bâtiments construits. La non-obtention de cette ou ces labellisations sera sanctionnée par une clause pénale de 70 € par m² de surface de plancher concernée ;*

- *clause stipulant une restriction au droit de disposer consistant en une interdiction de revendre les parcelles à l'état libre et nu uniquement (à l'exclusion des lots de copropriété notamment) sans accord préalable de la ville de Strasbourg pendant une durée de 5 ans à compter de la signature de l'acte authentique constatant la vente. Ladite restriction sera publiée au Livre Foncier. Celle-ci pourra être levée avant du*

délai de 5 ans sus-visé à compter de la délivrance par l'acquéreur au vendeur du certificat de non-opposition ;

- *clause résolutoire liée au démarrage des travaux de construction à intervenir au plus tard dans un délai de 16 mois à compter de la signature de l'acte de vente. Par démarrage significatif, il convient d'entendre la réalisation de l'ensemble des fondations. Ce droit à la résolution pourra être radié sur présentation par l'acquéreur d'un procès-verbal de démarrage significatif des travaux effectué par voie d'huissier ;*

- *clause stipulant que l'acquéreur s'oblige à la réalisation d'un quota d'heures d'insertion sociale qui ne pourra être inférieur à 4 heures par tranche de 10.000€ de travaux. L'acquéreur s'engagera à fournir tous les éléments requis par la Ville pour rendre compte de la mise en œuvre locale des clauses sociales dans son chantier. Le non-respect de cette condition particulière portant sur l'insertion par l'emploi entrainera la mise en œuvre d'une astreinte de 35 € par heure non exécutée sur simple réception par l'acquéreur d'un courrier de la Ville constatant l'inexécution de l'obligation ;*

- *clause stipulant que l'acquéreur prendra le bien en l'état des sols et des sous-sols et qu'en cas de découverte de vices, l'acquéreur (ou son ayant droit) fera son affaire personnelle de la prise en charge de l'ensemble des contraintes et des surcoûts éventuels engendrés. L'ensemble des études de sols comprenant une étude historique, documentaire et de vulnérabilité réalisée en 2017, ont été remis préalablement à ce jour à l'acquéreur (ou à son ayant droit) puisque figurant en annexe du cahier des charges de consultation.*

Dans cette hypothèse, l'ensemble des coûts de gestion des terres sera à la charge exclusive de l'acquéreur (ou de son ayant droit) ;

- *clause stipulant que l'emprise foncière n'est actuellement affectée à aucun usage particulier mais que l'acquéreur qui entend l'affecter à un usage d'habitation fera son affaire personnel de tout changement d'usage ou d'affectation et notamment des coûts liés à la mise en compatibilité des sols et des sous-sols, à leur remise en état sanitaire, etc. ;*

- *clause stipulant que l'acte de vente devra être signé dans un délai maximum de 18 mois à compter de la délibération, à défaut une astreinte de 50 € par jour de retard sera due par l'acquéreur au profit du vendeur. Une dérogation pourra néanmoins être accordée sur demande écrite préalable de l'acquéreur.*

décide

l'imputation de la recette de 527 250 € sur la ligne budgétaire ville de Strasbourg : fonction 820, nature 775, service AD03B.

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à :

- *signer, le cas échéant, la promesse de vente et percevoir le montant du dépôt de garantie ;*

- *signer la vente à intervenir ainsi que tout acte ou document concourant à l'exécution de la présente délibération moyennant un prix de 527.250 € TVA éventuelle aux taux légal en vigueur en sus. Les frais d'acte et émoluments du Notaire seront à la charge exclusive de l'acquéreur. Le versement du montant du prix de vente aura lieu selon les modalités prévues à l'acte de vente ;*

- *percevoir le montant du prix de vente ;*

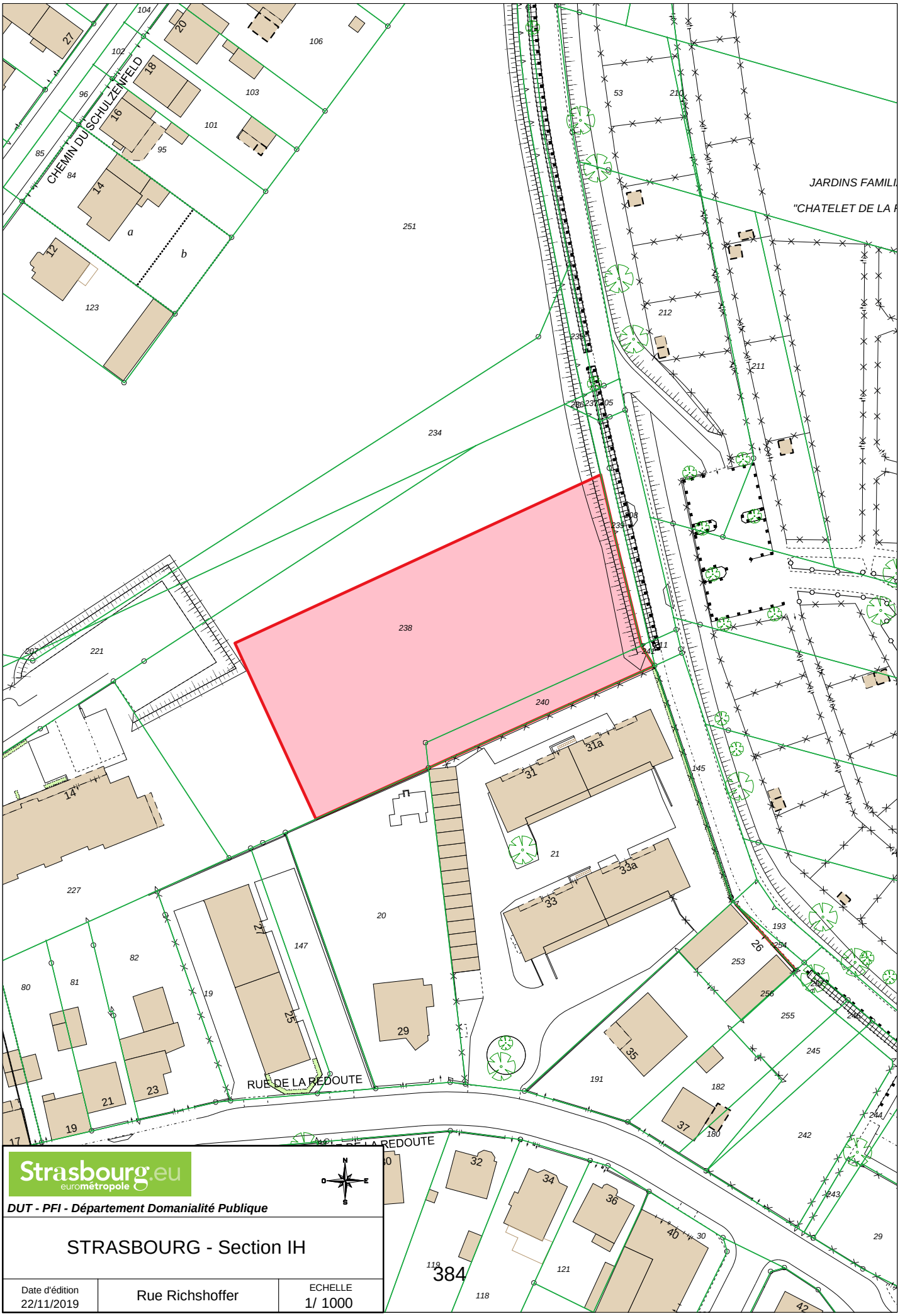
- *percevoir, le cas échéant, le paiement de toute charge, taxe, impôt payé forfaitairement et / ou par anticipation et dû au prorata temporis par l'acquéreur au profit du vendeur du fait de la signature de l'acte de vente ;*

- *percevoir, de manière générale, toute somme due du fait de la réalisation de la vente ;*

- *de façon générale, signer tout acte ou document concourant à la bonne mise en œuvre de la présente délibération.*

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020



Strasbourg.eu
eurométropole

DUT - PFI - Département Domanialité Publique

STRASBOURG - Section IH

Date d'édition	Rue Richshoffer	ECHELLE
22/11/2019		1/ 1000

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES GRAND EST ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN
Pôle Pilotage des missions et Animation du réseau
Division du Domaine
Adresse :4 Place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Patrick GOGUELY
Téléphone : 03 88 10 35 13
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr
Réf. : 2019/0536

Le 27/05/2019

Le Directeur régional des Finances Publiques
Grand Est et du département du Bas-Rhin

à

Ville de Strasbourg
Service Politique Immobilière et Foncière
1, parc de l'étoile
67076 STRASBOURG Cedex

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : emprise de terrain nu

ADRESSE DU BIEN : rue de Richshoffer à Strasbourg / Neuhof

VALEUR VÉNALE : 430 000 € HT

1- SERVICE CONSULTANT :

Ville de Strasbourg. Affaire suivie par **Mme Yvette LAUFER** *yvette.laufer@strasbourg.eu*

2- DATE DE LA CONSULTATION :

Demande datée du : 03/05/2019
Demande reçue le : 07/05/2019
Renseignements complémentaires reçus le :
Dossier en état : 07/05/2019

3- OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ :

Cession d'une emprise de terrain municipal, destinée à la réalisation d'un programme de 40 logements collectifs.

4- DESCRIPTION DU BIEN :

Désignation cadastrale :

Section	n°	Adresse – Lieu-dit	Superficie	Superficie cédée
IH	238	RUE RICHSHOFFER	52,42	34
IH	240	CHE DU SCHULZENFELD	2,56	
		TOTAL	**54,98**	**34**
Superficies exprimées en are				

Descriptif sommaire :

Emprise de forme grossièrement rectangulaire en nature de pré, bordée à l'ouest et au sud par des collectifs, à l'est par un chemin rural et au Nord par des terrains destinés à l'extension de la rue Richshoffer.

Le projet présenté prévoit la réalisation d'un programme de 40 logements (dont 20 locatifs sociaux) pour une surface de plancher totale d'environ 2700 m².

5 - SITUATION JURIDIQUE :

Propriétaire : Ville de Strasbourg
Situation locative : emprise estimée à l'état « nu et libre ».

6 - URBANISME ET RÉSEAUX :

Au PLU intercommunal en vigueur, les parcelles sont situées en zone **UB3,** secteur à dominante correspondant aux faubourgs de l'agglomération (**12 mètres ET**, SMS2).

7- DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE :

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

Compte tenu de ses caractéristiques propres ainsi que des éléments d'information recueillis sur le marché local, la valeur vénale de l'emprise considérée peut être fixée à 430 000 € HT.

Nota:
La présente évaluation est donnée en l'état des renseignements communiqués par le consultant, sans tenir compte d'éventuelles servitudes affectant l'utilisation des sols et des contraintes liées à l'état de ceux-ci (pollution...).

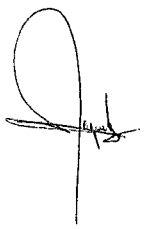
8 - DURÉE DE VALIDITÉ :

Cet avis a une durée de validité de 18 mois.

9 - OBSERVATIONS PARTICULIÈRES :

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur régional des Finances publiques
et par délégation,
L'inspecteur des Finances publiques
Patrick GOGUELY



Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL 10 FEVRIER 2020

POINT 23 Vente par la ville de Strasbourg au profit de la Société Pierres et Territoires de France Alsace d'une emprise foncière de 34 ares environ située à Strasbourg-Neuhof (67100) à l'angle de la rue Lisa Krugell et de la rue Richshoffer en vue de la réalisation d'une opération de construction

Pour	**48**	AGHA BABAEI-Syamak, BARSEGHIAN-Jeanne, BEY-Françoise, BIES-Philippe, OZENNE-Pierre, BUFFET-Françoise, CALDEROLI-LOTZ-Martine, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, FELTZ-Alexandre, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GANGLOFF-Camille, GILLMANN-Luc, HERRMANN-Robert, JUND-Alain, JUNG-Martine, KELLER-Fabienne, KEMPF-Suzanne, KOHLER-Christel, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste , MATT-Nicolas, MELIANI-Abdelaziz, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, REICHHART-Ada, REMOND-Thomas, RIES-Roland, ROBERT-Jean-Emmanuel, ROGER-Patrick, ROOS-Thierry, SCHAETZEL-Françoise, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, TARALL-Bornia, TETSI-Liliane, MENAD-Zaza, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER-Philippe, ZUBER-Catherine, SCHMITT-Michael
Contre	**2**	JURDANT-PFEIFFER-Pascale, MAURER-Jean-Philippe
Abstention	**3**	ABRAHAM-Julia, DIDELOT-Andréa, SENET-Eric

24

Délibération au Conseil Municipal
du lundi 10 février 2020

Vente par la ville de Strasbourg à la Société d'aménagement et d'équipement de la région de Strasbourg (SERS) d'une emprise foncière rue Lauth à proximité de site ARTE et avis préalable de la ville de Strasbourg à la vente par l'Eurométropole de Strasbourg (avis du Conseil municipal Art 5211-57 du CGCT).

Cette délibération a été retirée.

Retiré de l'ordre du jour le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

25

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Avis préalable Chevènement à la vente par l'Eurométropole de Strasbourg et vente par la Ville au profit de la Société TRIANON RESIDENCES d'une emprise foncière de 68,06 ares située à Strasbourg-Neuhof rue Paul Bourson en vue de la réalisation de deux programmes immobiliers, l'un en accession et l'autre en accession participative.

1) Contexte :

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg sont propriétaires de terrains en friches de 68 ares (58,98 ares propriété de l'Eurométropole et 09,10 ares propriété de la Ville), situés entre le chemin du Schulzenfeld et le stade Michel Walter.

Ce secteur compris entre l'allée Reuss, la partie Nord du quartier et le quartier Neuhof « village » a fait l'objet, dans le cadre d'un projet de rénovation urbaine du Neuhof, d'une reconfiguration d'ampleur depuis les années 2000 :
- création du parc d'activités artisanales de la Klebsau,
- aménagement d'une plaine sportive, autour des gymnases Reuss et de stade Michel Walter,
- diversification de l'habitat par des opérations de logements en accession.

Dans la continuité de cette dynamique, une opération de logements en accession est programmée sur cette emprise foncière, en lien avec le prolongement de la rue Paul Bourson prévu par la collectivité en 2022 et qui permettra à terme la connexion entre la route d'Altenheim et l'allée Reuss, nécessaire à la complétude de la trame viaire et à l'amélioration du plan de déplacement du quartier.

- Consultation pour la réalisation du projet :

Une consultation a été lancée en juin 2019 pour retenir un opérateur sur la base du programme ci-dessous et des critères suivants :
- recherche d'une performance énergétique supérieure à la règlementation thermique en vigueur ;
- utilisation maximisée du matériau bois dans la construction sur le programme en accession libre, dans le cadre de la stratégie de construction bois portée sur le territoire de la Ville et de l'Eurométropole.

Trois candidatures et offres ont été réceptionnées le 13 septembre 2019. Compte tenu des réponses formulées par les candidats, le jury, réuni le 25 octobre 2019 a décidé de retenir la meilleure offre selon le classement définitif, soit l'offre des sociétés TRIANON RESIDENCES et HABITAT DE L'ILL.

Le 13 septembre 2019 la Société TRIANON RESIDENCES a été désignée lauréat de cette consultation, elle interviendra comme aménageur et la Société HABITAT DE L'ILL assurera la maîtrise d'ouvrage sur le lot en accession participative uniquement.

2) Programmation de l'opération

L'emprise foncière, propriété de la ville et de l'Eurométropole de Strasbourg sera acquise par la société TRIANON RESIDENCE, qui interviendra comme acquéreur unique du foncier et aménageur, en vue de la construction d'un ensemble immobilier composé comme proposé par l'acquéreur, savoir :

- 50 logements en construction neuve (30% maximum de logements T2 et nombre minimum de 3 logements T5 tous programmes confondus) avec une création d'un surface de plancher de 3516 m² maximum ;
- les bâtiments de R+1 au R+2 combles développeront une architecture de toits. Ils seront accompagnés de la création de 50 places de stationnement majoritairement géré en sous-sol ;
- parmi ces 50 logements, 15 logements seront réalisés en accession sociale participative par la société HABITAT DE L'ILL. Les 35 logements restants seront réalisés et commercialisés par la société TRIANON RESIDENCES sous la forme d'accession libre ;
- création d'espaces extérieurs plantés et arborés.

- Une typologie de surface habitable par logement répartie comme suit :
  - 45m² de SHAB pour les T2
  - 65m² de SHAB pour les T3
  - 80m² de SHAB pour les T4
  - 95m² de SHAB pour les T5.

L'acquéreur s'engage à réaliser un minimum de 8 logements en T4 et un minimum de 3 logements en T5.

L'acquéreur s'engage à faire stipuler aux termes du règlement de copropriété – état descriptif de division de l'ensemble immobilier une clause imposant d'obtenir l'accord de l'ensemble des copropriétaires pour autoriser l'usage de logements en meublé de tourisme pour tout lot de copropriété.

- Démarche environnementale :

Les principaux objectifs environnementaux du projet sont les suivants :

- la maximisation du bois en structure et aménagement intérieur avec une possibilité de mixer avec d'autres matériaux. L'acquéreur s'obligera à rechercher des éco-certifications et à en justifier à première demande du vendeur dans un délai d'un mois

à compter la présentation du recommandé (notamment PEFC, FSC, etc.) adressé par le vendeur ;

- une empreinte carbone globale du projet réduite, grâce d'une part à l'utilisation de matériaux bas carbone, d'autre part à des besoins énergétiques optimisés, ainsi qu'un approvisionnement énergétique basé sur des énergies renouvelables. L'acquéreur s'engage à rechercher le label BBCA standard et à en justifier auprès du vendeur par la remise de la certification par l'organisme certificateur compétent dans un délai d'un mois à compter de la présentation du recommandé adressé par le vendeur.

3) Description du foncier vendu

L'emprise foncière vendue est propriété tant de l'Eurométropole de Strasbourg, que de la ville de Strasbourg.

- Parcelle propriété de l'Eurométropole de Strasbourg :

S'agissant de l'emprise foncière propriété de l'Eurométropole de Strasbourg, la vente porte sur une emprise foncière de 58,96 ares à prélever sur la parcelle actuellement cadastrée comme suit :

Ville de Strasbourg
Lieudit Rue de la Klebsau
Section IT n° 318/61 d'une contenance cadastrale actuelle de 115,96 ares.

Ladite emprise foncière est en cours d'arpentage.

Ladite parcelle est grevée d'une servitude de passage grevant la parcelle section IT n° 318, (fonds servant) au profit des parcelles cadastrées section IT n° 230/67 et n° 315/68 (fonds dominant).

- Parcelle propriété de la ville de Strasbourg :

S'agissant de l'emprise foncière propriété de la Ville, la vente porte sur une emprise foncière de 09,10 ares à prélever sur la parcelle actuellement cadastrée comme suit :

Ville de Strasbourg
Lieudit Rue de la Klebsau
Section IT n° 321/72 d'une contenance cadastrale actuelle de 51 ares 31 centiares

Ladite emprise foncière est en cours d'arpentage.

Ladite parcelle est grevée d'une servitude de passage grevant les parcelles section IT n ° 327/72 et 328/72 (fonds servant) au profit des parcelles cadastrées section IT n°304/61, 305/61, 307/61, 309/72, 313/72, 314/72, 318/61, 319/61320/61, 321/72 et 322/72 (fonds dominant).

Soit une emprise foncière propriété de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg d'une contenance cadastrale totale de 68,06 ares.

Lesdites parcelles sont situées en zone UB3 du plan local d'urbanisme et sont actuellement à l'état nu et libre.

4) Conditions de la vente

- Prix de vente :

Les parcelles objet des présentes ont été évaluées par le service France Domaine le 13 mai 2019 à la somme de 870 000€ soit 12 779,08€ l'are, « *sans tenir compte d'éventuelles servitudes affectant l'utilisation des sols et des contraintes liées à l'état de ceux-ci (pollution, présence de canalisation…).* »

Le lauréat a fait une proposition d'un montant de 875 377 €.

Par conséquent, il est proposé de céder cette emprise à la Société TRIANON RESIDENCES (ou toute personne morale qui s'y substituerait avec l'accord du vendeur) au prix total de 875 377 €, en ce non compris les frais d'acte et émoluments du notaire, et l'éventuelles TVA en sus à la charge de l'acquéreur.

Ledit prix de vente sera réparti comme suit :
- 758 368,61 € revenant à l'Eurométropole de Strasbourg au titre de la vente de la parcelle lui appartenant ;
- 117 008,39 € revenant à la Ville pour la vente de la parcelle lui appartenant.

- Conditions particulières de la vente :

La signature d'un avant-contrat de type promesse de vente, préalablement à la signature de la vente sera consenti par le vendeur, au profit de la Société TRIANON RESIDENCES, acquéreur. Une somme représentant 5% du prix de vente de l'emprise foncière considérée et sera versée au vendeur le jour de la signature dudit avant-contrat. Elle constituera un dépôt de garantie et / ou un acompte sur le prix de vente. En cas de non-réalisation de la vente définitive en raison d'une défaillance ou du silence de l'acquéreur, cette somme restera acquise par le vendeur. En cas de réalisation de la vente ce montant s'imputera purement et simplement à due concurrence du prix de vente.

La signature de la promesse de vente interviendra dans un délai de 3 mois à compter de l'adoption des présentes. En toute hypothèse, l'acte de vente devra être régularisé dans les 18 mois suivants l'adoption des présentes, à défaut une astreinte de 50 € par jour de retard sera due par l'acquéreur au profit du vendeur. Une dérogation écrite pourra être accordée par le vendeur.

Ledit avant-contrat sera assorti des conditions suspensives suivantes :
- l'obtention du permis de construire purgé de tous recours sur le programme accession,
- l'obtention du financement de l'opération,
- l'atteinte d'un avancement minimum sur le programme participatif justifié par le lauréat correspondant à la phase 1 de constitution du groupe d'acquéreurs et de programmation :

- constitution d'un groupe d'acquéreurs représentant au moins 40% des lots ;
- programme collectif validé ;
- réalisation des missions de l'AMO/AMU sur la phase 1 : factures pour cette prestation et production des résultats du travail collaboratif (comptes rendus de réunions, d'ateliers, etc.).

Outre les conditions générales, et conformément au cahier des charges de consultation annexé aux actes (promesse de vente, vente), l'acte de vente à intervenir devra notamment être assorti des conditions particulières suivantes :

- Clause relative au respect du projet urbain et architectural :
  Clause stipulant que l'acquéreur s'obligera à respecter la surface de plancher prévue (soit 3516 m²) ou qu'en cas de dépassement de plus de 3% une autorisation devra être donnée par le vendeur.

- Clause relative à la démarche environnementale :
  Clause relative au respect de la notice descriptive et environnementale de la grille annexée à la consultation. Le non-respect de cette clause est sanctionnée par la mise en œuvre d'une clause pénale de 87 000 € au profit du vendeur ;
  Clause relative à l'obtention de la labellisation BBCA standard ;
  Clause relative à l'état des sols et des sous-sols et à la prise en charge par l'acquéreur de toute contrainte et des coûts en découlant ;

- Clause d'insertion sociale :
  Clause de démarrage significatif des travaux (réalisation de l'ensemble des fondations) dans les 16 mois suivants l'acquisition définitive du foncier et sanctionné par un droit à résolution au profit du vendeur ;
  Clause relative au respect des engagements de la démarche participative des acquéreurs ;
  Clause stipulant une restriction au droit de disposer, publiée au Livre Foncier, interdisant la revente du terrain nu dans un délai de 5 ans à compter de l'acquisition définitive sans accord du vendeur.

De manière générale, l'acquéreur s'engage à respecter les différents engagements formulés dans son offre du 13 septembre 2019. Ces éléments seront repris et annexés à la présente délibération, à la promesse de vente et à l'acte de vente à intervenir.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis France Domaine n° 2019/0492
sur proposition de la Commission plénière,
après en avoir délibéré
approuve

loa vente par la ville de Strasbourg au profit de la Société TRIANON RESIDENCES (ou toute autre personne physique ou morale substituée dans ses droits et obligations à titre gratuit sur autorisation écrite du vendeur), d'une emprise foncière de 9,10 ares à prélever sur la parcelle actuellement cadastrée comme suit :

Ban de Strasbourg
Lieudit Rue de la Klebsau
Section IT n° 321/72 d'une contenance cadastrale actuelle de 51 ares 31 centiares

Ladite emprise foncière est en cours d'arpentage.

Moyennant le prix principal de 117.008,39 € TVA éventuelle au taux légal en vigueur en sus. Les frais d'acte et émoluments du notaire seront à la charge exclusive de l'acquéreur.

La signature d'un avant-contrat de type promesse de vente, préalablement à la signature de la vente sera consenti par le vendeur, au profit de la Société TRIANON RESIDENCES, acquéreur.

Une somme représentant 5% du prix de vente de l'emprise foncière considérée et sera versée au vendeur le jour de la signature dudit avant-contrat. Elle constituera un dépôt de garantie et / ou un acompte sur le prix de vente. En cas de non-réalisation de la vente définitive en raison d'une défaillance ou du silence de l'acquéreur, cette somme restera acquise par le vendeur. En cas de réalisation de la vente ce montant s'imputera purement et simplement à due concurrence du prix de vente.

La signature de la promesse de vente interviendra dans un délai de 3 mois à compter de l'adoption des présentes. En toute hypothèse, l'acte de vente devra être régularisé dans les 18 mois suivants l'adoption des présentes, à défaut une astreinte de 50 € par jour de retard sera due par l'acquéreur au profit du vendeur. Une dérogation écrite pourra être accordée par le vendeur.

Ledit avant-contrat sera assorti des conditions suspensives suivantes :
- *l'obtention du permis de construire purgé de tous recours sur le programme accession,*
- *l'obtention du financement de l'opération,*
- *l'atteinte d'un avancement minimum sur le programme participatif justifié par le lauréat correspondant à la phase 1 de constitution du groupe d'acquéreurs et de programmation :*
  - *constitution d'un groupe d'acquéreurs représentant au moins 40% des lots ;*
  - *programme collectif validé ;*
  - *réalisation des missions de l'AMO/AMU sur la phase 1 : factures pour cette prestation et production des résultats du travail collaboratif (comptes rendus de réunions, d'ateliers, etc.)*

De manière générale, l'acquéreur s'engage à respecter les différents engagements formulés dans son offre du 13 septembre 2019. Ces éléments seront repris et annexés à la présente délibération, à la promesse de vente et à l'acte de vente à intervenir.

Outres les conditions générales, l'acte de vente à intervenir devra être assorti des conditions particulières suivantes :

- *Clause stipulant que l'acquéreur s'engage à respecter les différents engagements formulés dans son offre du 13 septembre 2019. Ces éléments seront repris et annexés à la promesse de vente et à l'acte de vente ;*

- *Clause stipulant que l'acquéreur s'oblige au titre d'une obligation de faire à réaliser, la programmation indiqué dans son offre et visé ci-dessus et pour laquelle il a été désigné en tant que lauréat, sans possibilité de substituer à cette affectation.*

A ce titre il s'engage à respecter ses engagements en matière de démarche participative des acquéreurs.
Il s'engage, en outre, à respecter la notice technique et environnementale et la grille annexée à la consultation sur lesquelles il s'est engagé. En cas de modifications des prescriptions environnementales ou de la programmation sus-visée, l'acquéreur devra recueillir, préalablement au dépôt et à la délivrance du permis de construire modificatif, l'accord écrit du vendeur. En cas de non-respect de ces engagements ou de modification desdites prescriptions et matériaux non autorisées par le vendeur ainsi qu'il est dit ci-dessus, une somme de 87.000€ sera exigible par le vendeur auprès de l'acquéreur ou de son ayant-droit. Pour s'assurer du respect de son engagement l'acquéreur s'engage à fournir à première demande du vendeur un certificat par niveau à atteindre signé par le maître d'ouvrage. A défaut ou en cas de délivrance d'un certificat non signé et / ou non conforme, le vendeur pourra mettre en œuvre la clause pénale dans un délai de 6 mois à compter de la première présentation du recommandé avec accusé de réception adressé à l'acquéreur lui demandant de fournir ledit certificat ;

- *Clause stipulant que l'acquéreur s'obligera à solliciter l'agrément écrit du vendeur en cas de dépassement de plus de 3% par rapport à la surface de plancher prévue ci-dessus (soit 3700 m²). Cette autorisation revêtira la forme d'une nouvelle délibération portant ajustement du prix. Etant ici rappelé que l'ajustement du prix ne pourra se faire qu'à la hausse et non à la baisse, le prix étant un prix plancher.*

A défaut, en cas de dépassement de plus de 3% de la surface de plancher prévue ci-dessus, celui-ci fera l'objet de l'application d'une clause pénale à hauteur de 250 € (deux-cents cinquante euros) par m² de surface de plancher supplémentaire construit. L'acquéreur donnera au vendeur tous pouvoirs à l'effet de contrôler ledit projet ;

- *Clause stipulant que l'acquéreur s'oblige à obtenir la labellisation BBCA standard ou si ces dernières n'existaient plus lors de l'achèvement des travaux, une ou des labellisations équivalentes, pour l'ensemble des bâtiments construits. La non-obtention de cette ou ces labellisations sera sanctionnée par une clause pénale de 70€ par m² de surface de plancher concerné ;*

- *Clause stipulant que l'acquéreur s'engage à vendre les logements au prix maximal de :*

S'agissant de l'accession participative :
· *2 223€ par m² de surface habitable, hors annexes pour les logements clés en main ;*

· *2 159€ par m² de surface habitable, hors annexes pour les logements prêts à décorer.*

S'agissant de l'accession libre :
· *2.880€ par m² de surface habitable, hors annexes ;*

A défaut la Société TRIANON RESIDENCES (ou son ayant-droit) sera redevable envers le vendeur, à compter de cette aliénation de dommages et intérêts fixés forfaitairement à titre de clause pénale à la somme de 90% du dépassement du prix plafond par logements. Le prix maximal de cession s'entend du prix de cession au m² habitable par logement cédé, hors stationnement, hors travaux modificatifs, ou options souscrites par les acquéreurs de lots et hors frais de prescripteurs et frais de notaire ;

- *Clause stipulant une restriction au droit de disposer consistant en une interdiction de revendre les parcelles à l'état libre et nu uniquement (à l'exclusion des lots de copropriété notamment) sans accord préalable du vendeur pendant une durée de 5 ans à compter de la signature de l'acte authentique constatant la vente. Ladite restriction sera publiée au Livre Foncier. Celle-ci pourra être levée avant un délai de 5 ans sus-visé à compter de la délivrance par l'acquéreur au vendeur du certificat de non-opposition ;*

- *Clause résolutoire liée au démarrage des travaux de construction à intervenir au plus tard dans un délai de 16 mois à compter de la signature de l'acte de vente. Pour démarrage significatif, il convient d'entendre la réalisation de l'ensemble des fondations. Ce droit à la résolution pourra être radié sur présentation par l'acquéreur d'un procès-verbal de démarrage significatif des travaux effectué par voie d'huissier ;*

- *Clause stipulant que l'acquéreur s'oblige à la réalisation d'un quota d'heures d'insertion sociale qui ne pourra être inférieur à 4 heures par tranche de 10.000€ de travaux. L'acquéreur s'engagera à fournir tous les éléments requis par la Ville pour rendre compte de la mise en œuvre locale des clauses sociales dans son chantier. Le non-respect de cette condition particulière portant sur l'insertion par l'emploi entrainera la mise en œuvre d'une astreinte de 35€ par heure non exécutée sur simple réception par l'acquéreur d'un courrier du vendeur constatant l'inexécution de l'obligation ;*

- *Clause stipulant que l'acquéreur prendra le bien en l'état des sols et des sous-sols et qu'en cas de découverte de vices, l'acquéreur (ou son ayant droit) fera son affaire personnelle de la prise en charge de l'ensemble des surcoûts éventuels engendrés, sans garantie du vendeur. Les biens vendus ont fait l'objet d'une étude historique, documentaire et de vulnérabilité qui a été remise préalablement à ce jour à l'acquéreur puisque figurant en annexe du cahier charges de consultation. L'acquéreur déclarera en faire son affaire personnelle. En cas de découvre de vices, l'ensemble des coûts de gestion des terres sera à la charge exclusive de l'acquéreur (ou de son ayant droit) ;*

- *Clause stipulant que l'emprise foncière n'est actuellement affectée à aucun usage particulier mais que l'acquéreur qui entend l'affecter à un usage d'habitation fera*

son affaire personnel de tout changement d'usage ou d'affectation et notamment des coûts liés à la mise en compatibilité des sols et des sous-sols, à leur remise en état sanitaire, etc. ;

- *Clause stipulant que l'acte contenant promesse de vente sera signé dans un délai maximum de 3 mois à compter de l'approbation de la délibération auprès des assemblées délibérantes. A défaut de respecter ces délais le vendeur se réserve le droit de se délier de ses engagements envers le lauréat acquéreur.*

L'acte de vente devra, quant à lui, être régularisé dans un délai maximum de 18 mois à compter de la délibération, à défaut une astreinte de 50 € par jour de retard sera due par l'acquéreur au profit du vendeur.
Une dérogation portant, tant sur les délais de régularisation des actes que sur la mise en œuvre de la clause d'astreinte, pourra néanmoins être accordée sur demande écrite préalable de l'acquéreur.

décide

l'imputation de la recette de 117 008,39 € sur la ligne budgétaire de la Ville : fonction 820, nature 775, service AD03B,

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer la promesse de vente et la vente à intervenir ainsi que tout acte ou tout autre document concourant à l'exécution de la présente délibération, et de façon générale à faire le nécessaire ;

L'acquéreur, la Société TRIANON RESIDENCES ou toute autre personne physique ou morale substituée dans ses droits et obligations, à intervenir sur les terrains objets de la présente délibération pour tous sondages et travaux préparatoires nécessaires au projet envisagé.

vu l'article L5211-57 du Code général des collectivités territoriales
donne un avis favorable au projet de transaction
de l'Eurométropole de Strasbourg

La vente par l'Eurométropole de Strasbourg au profit de la Société TRIANON RESIDENCES (ou toute autre personne physique ou morale substituée dans ses droits et obligations à titre gratuit sur autorisation écrite du vendeur), d'une emprise foncière de 58,96 ares à prélever sur la parcelle actuellement cadastrée comme suit :

Ban de Strasbourg
Lieudit Rue de la Klebsau
Section IT n° 318/61 d'une contenance cadastrale actuelle de 115,96 ares.

Ladite emprise foncière est en cours d'arpentage.

Moyennant le prix principal de 758 368,61 € TVA éventuelle au taux légal en vigueur en sus. Les frais d'acte et émoluments du notaire seront à la charge exclusive de l'acquéreur.

La signature d'un avant-contrat de type promesse de vente, préalablement à la signature de la vente sera consenti par le vendeur, au profit de la Société TRIANON RESIDENCES, acquéreur, dans les mêmes conditions que pour la vente consentie par la Ville et ainsi qu'il est dit ci-dessus.

L'acte de vente sera également consenti dans les mêmes conditions que la vente consentie par la Ville ainsi qu'il est dit ci-dessus.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020


HABITAT PARTICIPATIF
15 logements
24,5 ares
1117m² sdp
ACCESSION
5 logements
6,85 ares
333m² sdp
ACCESSION
30 logements
26,44 ares
2100m² sdp
VOIRIE
11 ares
PROLONGEMENT RUE PAUL BOURSON
RUE LUCIE AUBRAC
CHEMIN DU SCHULZENFELD
RUE A
CH. DU KAMMERHOF
CLUB-HOUSE "ELAN"
STADE "EL
399
3.82
5.50
2.00
5.32
5.50
1.50
3.50
2.00
2.50
3.00
3.18
7.80
6.17

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES GRAND EST ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN
Pôle Pilotage des missions et Animation du réseau
Division du Domaine
Adresse :4 Place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

Le 13/05/2019

Le Directeur régional des Finances Publiques
Grand Est et du département du Bas-Rhin

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Patrick GOGUELY
Téléphone : 03 88 10 35 13
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr
Réf. : 2019/0492

à

Eurométropole et Ville de Strasbourg
Service Politique Immobilière et Foncière
1, parc de l'étoile
67076 STRASBOURG Cedex

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : emprise de terrain nu
ADRESSE DU BIEN : chemin du Schulzenfeld à Strasbourg / Neuhof
VALEUR VÉNALE : 870 000 € HT

1- SERVICE CONSULTANT :

Eurométropole et Ville de Strasbourg. Affaire suivie par **Mme Yvette LAUFER** *yvette.laufer@strasbourg.eu*

2- DATE DE LA CONSULTATION :

Demande datée du : 15/04/2019
Demande reçue le : 17/04/2019
Demande Rectificative reçue le : 07/05/2019
Dossier en état : 07/05/2019

3- OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ :

Cession d'un terrain destiné à la réalisation d'un programme de logements comprenant une part d'habitat participatif.

4- DESCRIPTION DU BIEN :

Désignation cadastrale :

Section	n°	Adresse – Lieu-dit	Superficie	Superficie cédée (sous réserve d'arpentage)
IT	318	CHE DU SCHULZENFELD	151,96	68
IT	321	RUE DE LA KLEBSAU	51,31	
		TOTAL	**203,27**	**68**

Superficies exprimées en are

Descriptif sommaire :

Emprise en forme de L, prélevée sur une unité foncière bordée au Sud par le chemin de Schulzenfeld, à l'Est par la rue Lucie Aubrac et au Nord par des terrains de sport.

La branche du L orientée sur un axe Nord/Sud est insérée entre deux groupes de bâtis et présente une largeur d'environ 32 mètres et une profondeur d'environ 110 mètres. Celle faisant retour sur un axe Est/Ouest présente une largeur d'environ 45 mètres et une profondeur d'environ 80 mètres.

Le projet présenté prévoit la réalisation d'un programme de 50 logements dont 15 en accession sociale sous forme d'habitat participatif, pour une surface de plancher totale d'environ 3 550 m².

5 - SITUATION JURIDIQUE :

Propriétaire : EMS
Situation locative : emprise estimée à l'état « nu et libre ».

6 - URBANISME ET RÉSEAUX :

Au PLU intercommunal en vigueur les parcelles sont situées en zone **UB3,** secteur à dominante correspondant aux faubourgs de l'agglomération (10 mètres ET).
Elles reçoivent la qualification de TAB au sens de l'article L 322-3 du code de l'expropriation

7- DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE :

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

Compte tenu de ses caractéristiques propres ainsi que des éléments d'information recueillis sur le marché local, la valeur vénale de l'emprise considérée peut être fixée à 870 000 € HT.

Nota:

La présente évaluation est donnée en l'état des renseignements communiqués par le consultant, sans tenir compte d'éventuelles servitudes affectant l'utilisation des sols et des contraintes liées à l'état de ceux-ci (pollution, présence de canalisation…).

8 - DURÉE DE VALIDITÉ :

Cet avis a une durée de validité de 18 mois.

9 - OBSERVATIONS PARTICULIÈRES :

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur régional des Finances publiques
et par délégation,

L'Inspectrice principale des Finances publiques
adjointe au responsable
de la Division du Domaine
Anne-Fleur Flegel

RUE PAUL BO

90059

253

14240553

250

70

ALLE

301

252

254

90061

140552

IT

2 3 5 7 9 11 13 15 1719 2123

RUE LUCIE AUBRAC

150

14240551

9,10 ares

58,98 ares

321

322

67

327

315

325

328

230

323

326

61

316

324

318

163

173

349

348

100

59

164

51

174

61

269

320

261

337

30

268

140

319

339

275

45

307

206

267

274

43

322

39a

189

233

14201

321

41

39

265

402

CHEMIN DU SCHULZENFELD

Strasbourg.eu
eurométropole

N O E S

DUT - PFI - Département Domanialité Publique

STRASBOURG - Section IT

Date d'édition		ECHELLE
25/11/2019	21-4100(1)	1/ 750

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL 10 FEVRIER 2020

POINT 25 Avis préalable Chevènement à la vente par l'Eurométropole de Strasbourg et vente par la Ville au profit de la Société TRIANON RESIDENCES d'une emprise foncière de 68,06 ares située à Strasbourg-Neuhof rue Paul Bourson en vue de la réalisation de deux programmes immobiliers, l'un en accession et l'autre en accession participative.

Pour

45

AGHA BABAEI-Syamak, BARSEGHIAN-Jeanne, BEY-Françoise, BIES-Philippe, OZENNE-Pierre, BUFFET-Françoise, CALDEROLI-LOTZ-Martine, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, FELTZ-Alexandre, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GANGLOFF-Camille, GILLMANN-Luc, HERRMANN-Robert, JUND-Alain, JUNG-Martine, KELLER-Fabienne, KEMPF-Suzanne, KOHLER-Christel, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste , MATT-Nicolas, MELIANI-Abdelaziz, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, REICHHART-Ada, REMOND-Thomas, RIES-Roland, ROBERT-Jean-Emmanuel, ROGER-Patrick, SCHAETZEL-Françoise, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, TARALL-Bornia, TETSI-Liliane, MENAD-Zaza, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER-Philippe, ZUBER-Catherine, SCHMITT-Michael

Contre

0

Abstention

4

ABRAHAM-Julia, MAURER-Jean-Philippe, DIDELOT-Andréa, SENET-Eric

26

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Avis préalable (article L 5211-57 du Code Général des Collectivités Territoriales) à la conclusion d'un bail emphytéotique administratif entre l'Eurométropole de Strasbourg et la SAS Racing Club de Strasbourg Alsace pour la mise à disposition d'une emprise foncière affectée à la réalisation du centre d'entraînement professionnel du Racing Club de Strasbourg Alsace.

I- LE CONTEXTE DU PROJET

Le Conseil municipal a été informé dans sa séance du 23 septembre 2019 du bilan de la concertation publique et de l'engagement opérationnel des projets de restructuration et d'extension du stade de la Meinau à Strasbourg et d'aménagement de ses abords. La concertation menée a porté sur un certain nombre de grands objectifs parmi lesquels figure la création d'un centre d'entraînement moderne dédié à l'équipe professionnelle et au staff sportif du Racing Club de Strasbourg Alsace (projet intégralement conduit et financé par le club).

Alors que le projet de restructuration du stade de la Meinau entre aujourd'hui dans une nouvelle étape (lancement d'un concours de maîtrise d'œuvre), le Racing Club de Strasbourg Alsace (RCSA) a exprimé son intention d'engager dans les meilleurs délais le projet de conception et de réalisation du centre d'entraînement professionnel, avec une perspective d'investissement d'un montant de dix millions d'euros hors taxes (honoraires inclus) porté par le club.

Par un courrier du 4 octobre 2019, le président du RCSA a manifesté l'intérêt du club pour l'occupation de terrains d'une surface de 300 ares environ, dans le cadre d'un bail emphytéotique administratif en vue de la réalisation de son projet. Les terrains concernés se situent à proximité immédiate du stade de la Meinau, dans un périmètre délimité par des jardins ouvriers municipaux et le Rhin tortu à l'ouest, un futur parking au nord, la rue des Vanneaux à l'est, et enfin le quartier d'habitations du « Clos des Vanneaux » au sud. Les terrains d'assiette sont intégralement propriété de l'Eurométropole et appartiennent au domaine public métropolitain.

La construction du centre d'entraînement est envisagée sur des parcelles issues du redécoupage des parcelles cadastrées section HD, numéros 82, 84, 87, 89, 91 et de la parcelle section HE numéro 277, et qui servent aujourd'hui d'assiette en tout ou partie :

- pour des terrains de football (parcelles 84 et 89 actuellement mises à disposition du RCSA pour les entraînements de l'équipe évoluant en ligue professionnelle, et relevant du domaine public du sport),
- une voie réservée aux cyclistes et piétons (parcelle 87, classée dans le domaine public routier métropolitain par une délibération du 19 décembre 2018),
- et des parcs de stationnement (parcelles 82, 91 et 277, qui constituent un accessoire du domaine public routier métropolitain)

Un bail emphytéotique administratif peut être conclu sur toutes les dépendances du domaine public (article L. 1311-2 du code général des collectivités territoriales), autres que celles du domaine public routier, qui sont protégées par le régime juridique des contraventions de grande voirie. Les parcelles 82, 87, 91 et 277 ont donc logiquement fait l'objet d'une procédure de déclassement du domaine public routier précédé d'une enquête publique, et ce déclassement a été approuvé par délibération de la Commission permanente de l'Eurométropole adoptée lors de la même séance du 14 février 2020. Ces parcelles seront reclassées dans le domaine public sportif, conformément à la même délibération.

Le périmètre nécessaire au projet a nécessité d'engager l'arpentage de l'ensemble des parcelles énumérées ci-dessous. La procédure d'arpentage a été engagée en novembre 2019 et doit aboutir d'ici au printemps 2020 avec l'attribution des nouveaux numéros de parcelles. Un procès-verbal provisoire d'arpentage a été établi en janvier 2020 permettant de déterminer la superficie précise des parcelles consenties dans le cadre du bail emphytéotique administratif.

L'ordonnance n°2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques modifiant le code général de la propriété des personnes publiques impose de soumettre la délivrance de certains titres d'occupation du domaine public ou privé d'une personne publique à des mesures de publicité préalable et de sélection entre les candidats potentiels lorsque leur octroi a pour effet de permettre l'exercice d'une activité économique par l'occupant sur ce domaine.

L'ordonnance prévoit que lorsque la délivrance du titre d'occupation intervient à la suite d'une manifestation d'intérêt spontanée, l'autorité compétente doit s'assurer par une publicité préalable l'absence d'autres initiatives concurrentes.

L'Eurométropole a dès lors pris l'initiative de publier un appel à manifestation d'intérêt concurrente permettant de porter à la connaissance de candidats potentiels le projet de mise à disposition par voie de bail emphytéotique administratif des emprises foncières concernées.

II-L'ORGANISATION DE LA PROCEDURE DE PUBLICITE PREALABLE ET DE SELECTION DES CANDIDATS POTENTIELS EN VUE DE LA MISE A DISPOSITION PAR VOIE DE BAIL EMPHYTEOTIQUE ADMINISTRATIF DES EMPRISES FONCIERES DE L'EUROMETROPOLE

L'Eurométropole de Strasbourg a publié le 11 octobre 2019 sur son site web dédié aux ventes immobilières un appel à manifestation d'intérêt concurrente sur la mise à

disposition d'une emprise foncière affectée au centre d'entraînement professionnel du RCSA dans le cadre d'un bail emphytéotique administratif. Cette information a également fait l'objet d'une publication dans la presse locale (annonces légales des DNA) et dans le Moniteur des Travaux public et du Bâtiment, respectivement dans leurs éditions papier des 15 et 18 octobre 2019.

Le règlement de consultation annexé à l'avis d'appel à manifestation d'intérêt a présenté notamment les conditions générales d'une mise à disposition de l'emprise foncière.

Le délai de remise des candidatures et des offres expirait au 26 novembre 2019.

A l'issue de la consultation, seule une offre a été déposée par la SAS Racing Club de Strasbourg Alsace. L'Eurométropole de Strasbourg a ainsi engagé des discussions avec le club sportif sur les conditions de la délivrance d'un titre d'occupation assorti de droits réels, sous la forme d'un bail emphytéotique administratif.

Les négociations ont été entreprises en décembre 2019, et ont porté sur plusieurs conditions essentielles et déterminantes de conclusion du bail, parmi lesquelles la durée et le montant de la redevance emphytéotique dont la SAS Racing Club de Strasbourg Alsace devra s'acquitter pour l'occupation des terrains.

A l'issue des négociations, les parties au contrat de bail emphytéotique administratif ont convenu d'un montant de redevance annuelle de 17 745 € HT, TVA éventuelle en sus, sur la base d'une durée d'occupation de 35 ans, en conformité avec l'avis émis en date du 5 novembre 2019 par la Division du Domaine.

Le projet de centre d'entraînement du Racing Club de Strasbourg Alsace consiste dans la requalification des actuels terrains d'entraînement et parcs de stationnement situés le long de la rue des Vanneaux. Il prévoit la création d'un lieu de vie pour l'équipe professionnelle et le staff sportif, à travers un bâtiment d'environ 2000 m² regroupant un grand vestiaire central (cœur du projet), des salles de musculation et de soins (kinésithérapie et balnéothérapie), un espace détente, des locaux administratifs et techniques, etc.]. Il prévoit aussi l'aménagement d'un parking sécurisé d'environ 50 places, de deux terrains d'entraînement, d'un terrain d'entraînement spécifique dédié aux gardiens de but, et d'une aire d'échauffement. Les terrains de football seront réalisés en gazon naturel renforcé, et seront éclairés pour la pratique nocturne.

Le coût prévisionnel des travaux annoncé par le club est estimé à 8,3 M € HT, et le calendrier prévisionnel prévoit dans un premier temps l'aménagement des terrains d'entraînement entre juin et octobre 2020, puis dans un deuxième temps la construction du bâtiment du centre sportif (démarrage des travaux au printemps 2021 et livraison du bâtiment programmée au plus tard durant l'été 2022).

III€ONCLUSION D'UN BAIL EMPHYTEOTIQUE ADMINISTRATIF

L'offre de la SAS Racing Club de Strasbourg Alsace ayant été déclarée recevable, et suite à l'avis de la commission ad hoc, il est donc proposé d'approuver la conclusion d'un bail emphytéotique administratif (BEA).

Le BEA à conclure répond aux conditions fixées par les dispositions de l'article L1311-2 du code général des collectivités territoriales. Il n'a pas pour objet l'exécution de travaux ou de services répondant aux besoins de l'Eurométropole de Strasbourg. Il s'inscrit dans le cadre des compétences de la collectivité propriétaire en matière d'équipement sportif d'intérêt métropolitain et l'opération poursuit une finalité d'intérêt général. A travers son projet de réalisation d'un véritable centre d'entraînement professionnel, le RCSA affiche comme objectif de garantir à son équipe première un équipement de nature à asseoir la position du club en Ligue 1 sur le long terme, parce qu'il offre toutes les commodités nécessaires au bien-être et au développement des joueurs. Dans un contexte économique de plus en plus instable, et face à une concurrence toujours plus exacerbée, l'attractivité du club doit en sortir renforcée, ce qui participe du rayonnement de Strasbourg et de sa métropole.

La SAS Racing Club de Strasbourg Alsace assurera, en sa qualité de preneur maître d'ouvrage, le financement, l'aménagement, la conception, la construction et l'exploitation des équipements existants ou nouvellement réalisés pour son propre compte et répondant à ses propres besoins.

Il n'est pas dans l'intention de l'Eurométropole de Strasbourg de s'immiscer dans la maîtrise d'ouvrage des constructions, ni d'opérer un contrôle sur l'exploitation proprement dite du centre de formation, en dehors de l'exercice de ses prérogatives de collectivité propriétaire pour s'assurer de la bonne gestion de son domaine. Les objectifs poursuivis et la mise en œuvre du projet sont définis par la SAS Racing Club de Strasbourg Alsace.

Les éléments essentiels du BEA consenti par l'Eurométropole de Strasbourg à la SAS Racing Club de Strasbourg Alsace sont les suivants :

1) Durée et redevance

Il est proposé de faire démarrer le BEA le 1er mai 2020 et de retenir une durée de mise à disposition de 35 ans.

Le bail emphytéotique administratif donne lieu au versement par le preneur d'une redevance d'un montant qui tient compte de la valeur vénale du bien apportée par le bailleur, de la durée d'occupation, du coût des travaux à la charge du preneur et des charges d'entretien et de réparation et impositions de toute nature, de l'affectation du bien, et des éventuelles restrictions apportées aux droits du preneur.

Il est proposé de fixer le montant de la redevance annuelle à 17 745 € HT, TVA éventuelle en sus.

Cette redevance sera indexée sur l'indice du coût de la construction, elle variera automatiquement chaque année à la date anniversaire du contrat.

2) Etat du bien

La SAS Racing Club de Strasbourg Alsace prendra le bien (terrain et bâtiments) dans lequel il se trouve au jour de l'entrée en jouissance, le preneur à bail étant réputé connaître le bien pour l'occuper en qualité de locataire depuis de très nombreuses années et s'être entouré de toute étude et conseil nécessaire à la formulation de son offre.

La SAS Racing Club de Strasbourg Alsace supportera notamment les risques éventuels liés à la découverte de pollutions ou de contaminations du sol ou du sous-sol, et les risques hydrauliques et hydrogéologiques, ainsi que les risques archéologiques.

3) Caractère emphytéotique du bail

Le bail sera soumis aux dispositions des articles L 1311-2 à L 1311-4 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Il est rappelé, au titre de ses caractéristiques générales, les différents éléments ci-dessous.

Le bail emphytéotique administratif confère au preneur des droits réels immobiliers susceptibles d'être hypothéqués (le contrat d'hypothèque doit cependant être approuvé par la collectivité bailleresse, sous peine de nullité, conformément à l'article L 1311-3 du CGCT).

Le preneur est donc investi des droits du propriétaire sur la surface du sol et sur le dessus, à savoir les constructions édifiées pour le compte de son activité. Le preneur a l'obligation du paiement des charges et impositions qui grèvent le terrain et les constructions. Le recours au crédit-bail est possible pour financer les investissements du preneur. La collectivité a la faculté de se substituer au preneur dans la charge des emprunts en résiliant ou modifiant le bail. En fin de bail, les ouvrages doivent être remis au bailleur, le preneur ne pouvant prétendre à aucune indemnité. Le bail prévoira enfin une clause de résiliation anticipée pour motif d'intérêt général, une clause de résiliation unilatérale et aussi une clause de résiliation en cas de force majeure.

Les droits résultant du bail ne peuvent être cédés, avec l'agrément de la collectivité territoriale, qu'à une personne subrogée au preneur dans les droits et obligations découlant de ce bail. Etant précisé que ce changement d'actionnariat direct ou indirect de la structure juridique de l'emphytéote devra nécessairement être agréé expressément par le bailleur.

Le preneur est responsable de tous les risques et dommages causés aux biens et aux personnes pouvant provenir de l'occupation et de l'utilisation des biens et des travaux qu'elle y effectue.

Le preneur prendra à sa charge tous les travaux nécessaires afin de restituer à l'expiration du bail, l'ensemble des biens loués en bon état de fonctionnement, d'entretien et de propreté.

Le preneur devra ainsi, jusqu'à l'échéance du bail, entretenir tous les édifices en bon état de réparations locatives. Les grosses réparations visées par l'article 606 du Code Civil relèveront également de la charge de l'emphytéote.

D'une manière générale, le preneur devra entretenir les bâtiments et terrains objets du présent contrat afin qu'ils puissent être considérés sur toute la durée du présent bail comme en bon état d'entretien et de fonctionnement

4) Destination des biens objet du présent bail

Les engagements du preneur sont les suivants :
- affecter la totalité de l'emprise foncière consentie par l'Eurométropole de Strasbourg au projet de réalisation puis d'exploitation du centre d'entraînement professionnel du Racing Club de Strasbourg Alsace, et ce jusqu'à l'échéance du bail ;
- mettre à disposition de la ville de Strasbourg ou de l'Eurométropole de Strasbourg tout ou partie de l'ensemble immobilier dans le cadre d'événements ponctuels ou au bénéfice de certaines catégories d'usagers.

5) Condition tenant compte d'engagements particuliers formulés par le preneur à bail en réponse aux conditions spécifiques de l'appel à manifestation d'intérêt

L'emphytéote s'obligera d'abord à satisfaire à l'engagement de préserver à la fois le maximum d'arbres existants sur le site, et les préserver de tous travaux (cf. creusements, fouilles, grues, stockage, constructions…) et de toutes circulations d'engins, en prévoyant des périmètres de protection de nature à garantir le maintien des sols et des arbres dans toutes leurs parties (racines, troncs, branches) en bon état. Ces périmètres vitaux de sol et d'espace devront correspondre au minimum à la largeur des houppiers, parfois plus, mais resteront à déterminer plus précisément en amont des travaux lors de réunion(s) de travail sur site avec le « département arbres » de la collectivité.
L'emphytéote s'engage ainsi à concevoir un projet répondant du mieux possible à l'objectif de prise en compte de la végétation existante, par la conservation des clôtures végétales et des arbres existants. Le projet n'impactera pas les arbres d'alignement situés sur l'espace public, et respectera les reculs demandés au droit des rues.

Le projet répond également aux orientations paysagères de la trame verte et bleue découlant du Plan local d'urbanisme de l'Eurométropole de Strasbourg, à travers :
- le respect de l'obligation de surface de pleine terre (cette surface « perméable » sera comprise entre 21 et 25% de la surface totale du terrain) ;
- la plantation des espaces libres à raison d'au moins un arbre par tranche entière de 200 m² de terrain non bâti (ainsi le projet du preneur comprend une quarantaine d'arbres à planter ou conserver) ;
- l'installation de clôtures et de pare-ballons laissant traverser la petite faune en leur partie basse (tout en respectant la volonté du preneur de garder un site fonctionnant à huis-clos), à travers la mise en œuvre d'un brise-vue réalisé en résilles métalliques ou synthétiques) ;
- l'absence d'impact des clôtures et pare-ballons sur la couronne des arbres existants.

IV) MAINLEVEE ET RADIATION D'UNE CHARGE INSCRITE AU LIVRE FONCIER

Les parcelles actuellement cadastrées section HD numéros 82/10 et 91/10 et la parcelle section HE numéro 277/25 sont grevées d'une charge inscrite au Livre Foncier obligeant le propriétaire (donc l'Eurométropole de Strasbourg) à soumettre tout projet de réaffectation des parkings à l'accord préalable de la Ville de Strasbourg.
Le réaménagement des abords du stade de la Meinau induit par le projet de restructuration et d'extension de l'enceinte sportive conduit à revoir les espaces de stationnement à proximité du stade, en fonction de la localisation des nouveaux équipements parmi lesquels le futur centre d'entraînement professionnel du RCSA.

Aussi l'avis favorable donné par la ville de Strasbourg à la conclusion par l'Eurométropole d'un BEA autorisant la concrétisation du projet de centre d'entraînement doit logiquement être entendu comme un avis favorable à la réaffectation des parkings existants en bordure de la rue des Vanneaux.

S'agissant d'une inscription au Livre Foncier qui n'aura plus de raison d'être avec la disparition des parkings, il est donc proposé que cette charge fasse l'objet d'une mainlevée et d'une radiation du Livre Foncier.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu le Code général des collectivités territoriales,
notamment ses articles L 1311-2 et L 5211-57
vu l'avis de la Division du Domaine
2019-1403 en date du 5 novembre 2019
sur proposition de la
Commission plénière
après en avoir délibéré

émet un avis favorable

A la mise à disposition par l'Eurométropole d'un terrain d'une superficie totale de 301,73 ares, situé Commune de Strasbourg Banlieue de Neudorf, et cadastré comme suit :

- *une emprise de 89,04 ares issue de la parcelle cadastrée section HD n°82/10 de 92,19 ares (Lieudit Extenwurthsfeld) ;*
- *une emprise de 128,52 ares issue de la parcelle cadastrée section HD n°84/10 de 133,74 ares (Lieudit Extenwurthsfeld) ;*
- *une emprise de 10,15 ares issue de la parcelle cadastrée section HD n°87/10 de 17,70 ares (Lieudit Extenwurthsfeld) ;*
- *une emprise de 30,35 ares issue de la parcelle cadastrée section HD n°89/10 de 114,84 ares (Lieudit Extenwurthsfeld) ;*
- *une emprise de 30,19 ares issue de la parcelle cadastrée section HD n°91/10 de 36,61 ares (Lieudit Extenwurthsfeld) ;*
- *une emprise de 13,48 ares issue de la parcelle cadastrée section HE n°277/25 de 18,26 ares (Lieudit Kibitzenau).*

Les nouveaux numéros de parcelles ne sont pas encore connus, dans l'attente de l'aboutissement de la procédure de dépôt au cadastre du procès-verbal d'arpentage.

Au profit de la SAS Racing Club de Strasbourg Alsace, ou toute société qui s'y substituerait avec l'accord de l'Eurométropole de Strasbourg ;

aux conditions suivantes :

~~u~~ne durée de 35 ans à compter du 1er mai 2020
~~u~~ne redevance annuelle de base s'élevant à 17 745 € HT, TVA éventuelle en sus

Cette redevance sera indexée sur l'indice du coût de la construction, elle variera automatiquement chaque année à la date anniversaire du contrat.

~~l~~'état du bien :

La SAS Racing Club de Strasbourg Alsace prendra le bien (terrain) dans lequel il se trouve au jour de l'entrée en jouissance, le preneur à bail étant réputé connaître le bien pour l'occuper en qualité de locataire depuis de nombreuses années et s'être entouré de toute étude et conseil nécessaire à la formulation de son offre.

La SAS Racing Club de Strasbourg Alsace supportera notamment les risques éventuels liés à la découverte de pollutions ou de contaminations du sol ou du sous-sol, et les risques hydrauliques et hydrogéologiques, ainsi que les risques archéologiques.

~~l~~e caractère emphytéotique du bail :

Le bail sera soumis aux dispositions des articles L 1311-2 à L 1311-4 du Code général des collectivités territoriales ainsi qu'il a été exposé au rapport.

Les droits résultant du bail ne peuvent être cédés, avec l'agrément de la collectivité territoriale, qu'à une personne subrogée au preneur dans les droits et obligations découlant de ce bail. Etant précisé que ce changement d'actionnariat direct ou indirect de la structure juridique de l'emphytéote devra nécessairement être agréé expressément par le bailleur.

La SAS Racing Club de Strasbourg Alsace est responsable de tous les risques et dommages causés aux biens et aux personnes pouvant provenir de l'occupation et de l'utilisation des biens et des travaux qu'elle y effectue.

La SAS Racing Club de Strasbourg Alsace prendra à sa charge tous les travaux nécessaires afin de restituer à l'expiration du bail, l'ensemble des biens loués en bon état de fonctionnement, d'entretien et de propreté.

La SAS Racing Club de Strasbourg Alsace devra ainsi, jusqu'à l'échéance du bail, entretenir tous les édifices en bon état de réparations locatives. Les grosses réparations visées par l'article 606 du Code Civil relèveront également de la charge de l'emphytéote.

D'une manière générale, la SAS Racing Club de Strasbourg Alsace devra entretenir les terrains et futur bâtiment objets du présent contrat afin qu'ils puissent être considérés sur toute la durée du présent bail comme en bon état d'entretien et de fonctionnement.

~~l~~a destination des biens objet du présent bail :

L'emphytéote s'engage d'abord à affecter la totalité de l'emprise foncière consentie par l'Eurométropole de Strasbourg au projet de réalisation puis d'exploitation du centre d'entraînement professionnel du Racing Club de Strasbourg Alsace, et ce jusqu'à l'échéance du bail.

Il s'engage ensuite à mettre à disposition de la ville de Strasbourg ou de l'Eurométropole de Strasbourg tout ou partie de l'ensemble immobilier dans le cadre d'événements ponctuels ou au bénéfice de certaines catégories d'usagers.

- *La condition tenant compte d'engagements particuliers formulés par le preneur à bail en réponse aux conditions spécifiques de l'appel à manifestation d'intérêt :*

L'emphytéote s'obligera d'abord à satisfaire à l'engagement de préserver à la fois le maximum d'arbres existants sur le site, et les préserver de tous travaux (cf. creusements, fouilles, grues, stockage, constructions…) et de toutes circulations d'engins, en prévoyant des périmètres de protection de nature à garantir le maintien des sols et des arbres dans toutes leurs parties (racines, troncs, branches) en bon état. Ces périmètres vitaux de sol et d'espace devront correspondre au minimum à la largeur des houppiers, parfois plus, mais resteront à déterminer plus précisément en amont des travaux lors de réunion(s) de travail sur site avec le « département arbres » de la collectivité.

L'emphytéote s'engage ainsi à concevoir un projet répondant du mieux possible à l'objectif de prise en compte de la végétation existante, par la conservation des clôtures végétales et des arbres existants. Le projet n'impactera pas les arbres d'alignement situés sur l'espace public, et respectera les reculs demandés au droit des rues.

Le projet répond également aux orientations paysagères de la trame verte et bleue découlant du Plan local d'urbanisme de l'Eurométropole de Strasbourg, à travers :
- *le respect de l'obligation de surface de pleine terre (cette surface « perméable » sera comprise entre 21 et 25% de la surface totale du terrain ;*
- *la plantation des espaces libres à raison d'au moins un arbre par tranche entière de 200 m² de terrain non bâti (ainsi le projet du preneur comprend une quarantaine d'arbres à planter ou conserver) ;*
- *l'installation de clôtures et de pare-ballons laissant traverser la petite faune en leur partie basse (tout en respectant la volonté du preneur de garder un site fonctionnant à huis-clos), à travers la mise en œuvre d'un brise-vue réalisé en résilles métalliques ou synthétiques) ;*
- *l'absence d'impact des clôtures et pare-ballons sur la couronne des arbres existants.*

approuve

la mainlevée et la radiation de la charge inscrite au Livre Foncier obligeant le propriétaire des parcelles issues du redécoupage des parcelles cadastrées section HD numéros 82/10 et 91/10 et de la parcelle section HE numéro 277/25 à soumettre tout projet de réaffectation des parkings à l'accord préalable de la Ville de Strasbourg.

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer tout acte à intervenir pour l'exécution des présentes et à consentir la mainlevée et la radiation de la charge inscrite au Livre Foncier en tant qu'elle grève les parcelles ci-dessus désignées.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020



Strasbourg.eu
eurométropole

N
O E
S

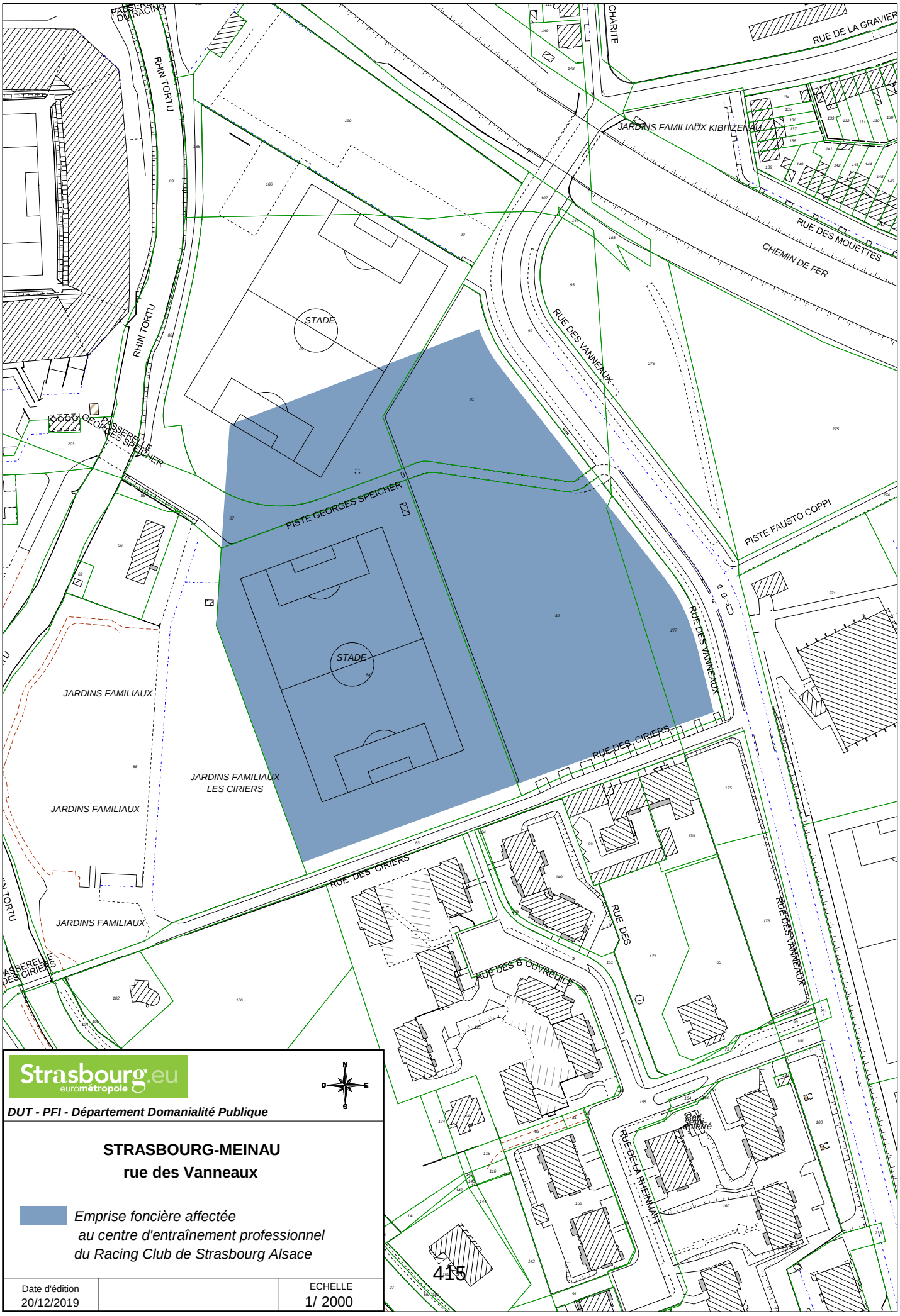
DUT - PFI - Département Domanialité Publique

PLAN DE SITUATION

STRASBOURG - MEINAU
Rue des Vanneaux

Centre d'entraînement professionnel du Racing Club de Strasbourg Alsace

Date d'édition		ECHELLE
20/12/2019		1/ 10000



Strasbourg.eu
eurométropole

N
O E
S

DUT - PFI - Département Domanialité Publique

STRASBOURG-MEINAU
rue des Vanneaux

Emprise foncière affectée au centre d'entraînement professionnel du Racing Club de Strasbourg Alsace

Date d'édition		ECHELLE
20/12/2019		1/ 2000

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES
GRAND EST ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN
Pôle Pilotage des missions et Animation du réseau
Division du Domaine
4 Place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Patrick GOGUELY
Téléphone : 03 88 10 35 13
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr

Réf. : 2019/1403

Le 05/11/2019

Le Directeur régional des Finances Publiques
Grand Est et du département du Bas-Rhin

à

Eurométropole de Strasbourg
Direction de l'urbanisme et des territoires
Service Gestion et inventaire du patrimoine bâti
1, parc de l'étoile
67 076 STRASBOURG cedex

AVIS du DOMAINE (VALEUR VENALE ET REDEVANCE)

DÉSIGNATION DU BIEN : redevance d'un bail emphytéotique

ADRESSE DU BIEN : lieu-dit « Kibitzenau » à Strasbourg / Neudorf

VALEUR VÉNALE : 3 300 000 € HT

MONTANT DE LA REDEVANCE ANNUELLE :
BAIL DE 25 ANS : 2 500 € HT
BAIL DE 35 ANS 17 745 € HT

1 – SERVICE CONSULTANT :

Ville de Strasbourg. Affaire suivie par **M Patrick ROCKEMER** patrick.rockemer@strasbourg.eu

2 – DATE DE LA CONSULTATION :

Demande datée du	:	10/10/2019
Demande reçue le	:	10/10/2019
Renseignements complémentaires	:	14/10/2019
Visite	:	15/10/2019
Dossier en état	:	15/10/2019

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ :

Conclusion d'un bail emphytéotique entre la ville de Strasbourg et le centre de formation du Racing Club de Strasbourg et d'Alsace (RCSA) portant mise à disposition pour une durée de 25 ou 35 ans d'une emprise de terrain nu d'environ 3 hectares, destinée à la réalisation d'un centre d'entraînement pour l'équipe professionnelle du RCSA.

4 – DESCRIPTION DU BIEN :

Désignation cadastrale :

Section	n°	Lieu-dit - Adresse	Surface	Observations
HD	82/10	Chemin Rural	92,19	Occupé partiellement au moyen d'une convention d'occupation temporaire
HD	84/10	Chemin Rural	133,74	
HE	277/25	Chemin Rural	18,26	
HD	87 Partie	Chemin Rural	55,81	Arpentage prévue au printemps 2020
HD	84 Partie	Chemin Rural		
HD	91 Partie	Chemin Rural		
		TOTAL	**300**	
Surfaces exprimées en are				

Descriptif sommaire:

Les parcelles que l'EMS envisage de mettre à disposition sous la forme d'un BEA forment une emprise de forme trapézoïdale (grande base : 190 mètres, petite base : 130 mètres, hauteur 180 mètres), bordée au nord par le stade de la Meinau, à l'ouest par des jardins familiaux, au sud par des immeubles collectifs et à l'est par le centre de formation du RCSA.

Constituée actuellement d'un terrain d'entraînement et de terrains utilisés pour le stationnement les jours de match, cette emprise est destinée à recevoir le centre d'entraînement de l'équipe professionnelle du RCSA lequel pourra comprendre un bâtiment d'exploitation, des terrains d'entraînement et des espaces de stationnement adaptés aux besoins.

Le plan d'investissement communiqué par le preneur chiffre le cout de ces travaux à **9 650 000 €** (honoraires compris).

5 - SITUATION JURIDIQUE :

Propriétaire bailleur : Eurométropole de Strasbourg

Emphytéote : centre de formation du RCSA, dans l'hypothèse ou aucune autre manifestation d'intérêt ne serait adressée à l'EMS dans les délais impartis.

6 - URBANISME ET RÉSEAUX :

Au PLU intercommunal en vigueur, les parcelles sont situées en zone **UE3** (hauteur non réglementée), autorisant les aménagements, constructions et installations correspondant, liés ou nécessaires à un équipement public ou d'intérêt collectif. Les autres fonctions (habitat, activités économiques) n'y sont pas autorisées.
Les règles d'urbanisme de la zone UE sont relativement ouvertes, permettant une certaine liberté architecturale et urbaine en cohérence avec la vocation de ces secteurs.
Les constructions, aménagements et installations doivent être compatibles avec les orientations d'aménagement et de programmation. L'emprise au sol des bâtiments ne peut excéder 30 % en zone UE3 (non réglementée en zone UE1 et UE2).

L'unité foncière considérée reçoit la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 322-3 du code de l'expropriation.

7- DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE :

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

Compte tenu de ses caractéristiques propres ainsi que des éléments d'information recueillis sur le marché local, la valeur vénale actuelle de l'emprise mise à disposition peut être fixée à 3 300 000 € HT.

La redevance annuelle déterminée à partir de la méthode dite de « l'apport net » est fixée à :

- **2 500 € HT pour un bail d'une durée de 25 ans**
- **17 745 € HT pou un bail d'une durée de 35 ans**

8 - Durée de validité :

Cet avis a une durée de validité de 12 mois.

9 - Observations particulières :

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.
L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur régional des Finances publiques
et par délégation,

Jean-Yves MAY
Directeur
du pôle Pilotage des missions
et Animation du Réseau



27

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Secteur Kibitzenau : vente au profit de la SAS Racing Club de Strasbourg Alsace d'une emprise foncière en vue de la réalisation du projet de rénovation et d'extension du centre de formation dénommé « Racing Mutest Académie ».

I- Exposé préalable

Le Racing Club de Strasbourg Alsace (RCSA) a exprimé son intention d'engager le projet de rénovation, de modernisation, d'extension et de mise aux normes du centre de formation au métier de jeunes footballeurs, avec une perspective d'investissement d'un montant de quinze millions d'euros hors taxes environ porté par le club.

Dans un premier temps, par un courrier du 22 juillet 2019, le président du RCSA a manifesté l'intérêt du club pour l'occupation de terrains d'une surface totale de 809,82 ares, dans le cadre d'un bail emphytéotique administratif en vue de la réalisation de son projet.

Les terrains concernés se situent dans un périmètre délimité par la rue des Vanneaux à l'ouest, le gymnase du Centre Sportif Sud et la voie de chemin de fer reliant Strasbourg à l'Allemagne au nord, la piscine de la Kibitzenau et la rivière Ziegelwasser à l'est, et enfin la rue du Général Offenstein au sud. Ils sont intégralement propriété de la Ville et appartiennent au domaine public municipal.

Il s'agit d'une emprise foncière plus étendue que celle mise à disposition du centre de formation depuis 1999. Par actes du 23 décembre 1999 et du 27 mars 2000, la ville de Strasbourg avait d'abord consenti à l'Association Racing Club de Strasbourg Football un bail emphytéotique administratif (BEA) sur des terrains d'une surface de 102,74 ares, pour lui permettre de construire les locaux du centre de formation. A la suite de difficultés sportives et financières traversées par le club, la résiliation du BEA avait été actée en 2010 moyennant le versement à l'emphytéote d'une indemnité de résiliation anticipée permettant le rachat par la Ville des installations édifiées. Des conventions temporaires d'occupation du domaine public portant sur la mise à disposition du centre de formation et du même terrain d'assiette de 102,74 ares ont ensuite pris le relais jusqu'à aujourd'hui, liant la ville de Strasbourg à l'Association Racing Club de Strasbourg Alsace (suite à un

changement de dénomination sociale intervenu en 2012). La convention d'occupation en cours date du 22 novembre 2018, et un avenant n°1 à cette convention prolonge la durée de celle-ci jusqu'au 30 juin 2020.

Le périmètre de l'emprise foncière nécessaire au projet du RCSA englobe aussi les terrains du centre sportif sud dont l'intérêt métropolitain a été retiré par une délibération du conseil de l'Eurométropole du 29 novembre 2019, ainsi que les terrains mis à disposition de l'association Sporting Club du Red Star dont la relocalisation à proximité du Hall Jean-Nicolas Muller à la Meinau est programmée par la Ville dans le courant de l'été 2020.

Dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur, la ville de Strasbourg a pris l'initiative de publier un appel à manifestation d'intérêt concurrente permettant de porter à la connaissance de candidats potentiels le projet de mise à disposition par voie de bail emphytéotique des emprises foncières concernées.

Aucune offre concurrente à celle de la SAS Racing Club de Strasbourg Alsace n'a été déposée dans le cadre de cette consultation. La ville de Strasbourg a dès lors engagé des discussions avec le club sportif sur les conditions de la délivrance d'un titre d'occupation assorti de droits réels, sous la forme d'un bail emphytéotique administratif. Les négociations ont porté sur plusieurs conditions essentielles et déterminantes de conclusion du bail, parmi lesquelles la durée et le montant de la redevance emphytéotique dont le preneur devrait s'acquitter pour l'occupation des terrains. Les parties n'ont toutefois pas réussi à s'accorder sur le montant de redevance dû par le club qui sollicitait une durée d'occupation de 35 ans, rendant ainsi infructueuse et caduque la procédure devant conduire à la conclusion d'un BEA.

Animées par la volonté de trouver une solution permettant de satisfaire à leurs intérêts respectifs, la ville de Strasbourg et la SAS Racing Club de Strasbourg Alsace ont poursuivi le dialogue en étudiant l'hypothèse d'un transfert de propriété de la même emprise foncière.

II- Présentation des éléments constitutifs de l'offre d'acquisition formulée par la SAS Racing Club de Strasbourg Alsace auprès de la ville de Strasbourg

Par un courrier du 27 janvier 2020, la SAS Racing Club de Strasbourg Alsace a formellement adressé à la Ville une lettre d'engagement proposant d'acquérir l'ensemble immobilier (bâtiments et terrains) pour un montant de 5 600 000 € HT.

Les intentions du club restent identiques, avec un objectif de rénovation et de développement des installations du centre de formation. Le coût prévisionnel des travaux annoncé par le club est évalué à 13,4 M€ HT, et le calendrier prévisionnel prévoit un démarrage des travaux en 2021 et la livraison complète de l'ensemble des aménagements et des constructions neuves d'ici à l'année 2025.

Ce projet présente un caractère d'intérêt public local, aux déclinaisons multiples :

- Il est intégralement porté par la SAS Racing Club de Strasbourg Alsace qui assurera pour son propre compte, en sa qualité de propriétaire maître d'ouvrage, le financement, l'aménagement, la conception, la construction, la mise aux normes et l'entretien des équipements existants ou nouvellement réalisés. Cette prise en charge se traduira dans le budget de la ville de Strasbourg par une économie annuelle d'exploitation évaluée à 150 000 € environ (charge financière constatée en 2018). De la même manière, le transfert de propriété se traduira également pour la Ville par un gain de fiscalité, puisque cette dernière n'aura plus à s'acquitter de la taxe foncière et de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, et qu'elle pourra même prétendre à l'encaissement d'un produit de taxe foncière complémentaire et de la moitié du produit de la taxe d'aménagement versée par l'Eurométropole à raison des constructions nouvelles réalisées par l'acquéreur.
- Il garantit le maintien d'un centre sportif de haut niveau sur le ban communal de Strasbourg, ce qui préserve la Ville du risque de relocalisation d'un tel centre et de ses emplois (22 salariés au 31 janvier 2020) en dehors du territoire de l'Eurométropole.
  L'emplacement remarquable de l'emprise au croisement de plusieurs quartiers densément peuplés du sud de la ville, et le cadre privilégié pour l'exercice et la visibilité d'une activité très populaire auprès du grand public et en particulier des plus jeunes sont des atouts mis en avant qui servent la collectivité dans l'exercice de ses politiques publiques à l'attention des jeunes, parmi lesquelles figure le soutien aux activités extra-scolaires.
- Il conforte un écosystème qui profite à de multiples acteurs de par le positionnement même du centre de formation, à proximité immédiate du stade de la Meinau et du futur centre d'entraînement de l'équipe professionnelle du Racing, mais aussi à proximité de plusieurs établissements d'enseignement secondaire et supérieur dont certains proposent des sections de sport-études.
- Il conforte l'identité sportive d'un site dont les installations modernisées profiteront (outre le centre de formation proprement dit) à pas moins de 20 équipes amateurs différentes.
- Il valorise aussi l'identité environnementale et paysagère du site de par l'engagement du candidat acquéreur de mettre en œuvre un projet limitant l'impact visuel des nouvelles constructions, préservant le patrimoine végétal existant et la biodiversité qu'il accueille, et préservant la qualité de l'eau et des sols par la mise en place de typologies végétales adaptées.
  Le RCSA s'engage d'abord à préserver le maximum d'arbres existants sur le site, et à les préserver de tous travaux (cf. creusements, fouilles, grues, stockage, constructions…) et de toutes circulations d'engins, en prévoyant des périmètres de protection de nature à garantir le maintien des sols et des arbres dans toutes leurs parties (racines, troncs, branches) en bon état. Ces périmètres vitaux de sol et d'espace devront correspondre au minimum à la largeur des houppiers, parfois plus, mais resteront à déterminer plus précisément en amont des travaux lors de réunion(s) de travail sur site avec le « département arbres » de la collectivité.
  Le projet du RCSA prévoit la plantation des espaces libres à raison d'au moins un arbre par tranche entière de 200 m² de terrain non bâti, ce qui représente environ 130 arbres à planter ou conserver.
  Par ailleurs, à la suite de la démolition programmée des bâtiments qui servent actuellement de club house au Sporting Club du Red Star, et eu égard à la proximité immédiate avec le cours d'eau du Ziegelwasser, le RCSA veillera à ce que le

confortement et la renaturation du caractère naturel de la berge et la ripisylve soient rétablis afin d'assurer la fonctionnalité écologique du corridor écologique identifié dans le Schéma de Cohérence Ecologique et dans la Trame verte et bleue du PLUi de l'Eurométropole de Strasbourg. Ainsi, les espaces libres compris dans les marges de recul définies au règlement seront préservés de l'imperméabilisation, les clôtures devront permettre la circulation de la petite faune, et l'aménagement des espaces non bâtis être composé des trois strates végétales (arboré, arbustive et herbacé) permettant d'assurer un continuum végétalisé.

- Il permet d'accroître l'attractivité du site de Strasbourg et son rang dans le classement national des centres de formation rattachés aux équipes professionnelles, ce qui participe du rayonnement de la ville de Strasbourg en France et à l'étranger.

Sur un plan plus technique, le projet du Racing Club consiste dans la recomposition de la zone sportive et la construction de nouveaux bâtiments et équipements. Les terrains renouvelés seront au nombre de 7, éclairés pour la pratique nocturne. Entre les deux aires de jeu principales, en position centrale sur le site, sera édifié le nouveau bâtiment du club house abritant vestiaires, tribunes et restaurant, d'une surface totale d'environ 1 300 m².

Le rez-de-chaussée du club house comprendra les vestiaires et des espaces de rangement, l'étage supérieur accueillera un restaurant, tandis que la masse des gradins donnant sur tous les côtés sera localisée en partie intermédiaire. La toiture bénéficiera d'un traitement végétalisé.

Le projet prévoit aussi la construction au sud de l'emprise d'un bâtiment technique (entretien et chauffage) et d'un bâtiment abritant le futur centre des équipes féminines. La volumétrie de ces deux bâtiments n'est pas encore définie à ce jour.

L'implantation des terrains de football, ainsi que celle des installations hautes (à l'instar des pare-ballons) a été définie en concertation avec les services de la ville de Strasbourg.

Le talus de la rue des Vanneaux est transformé, par la création d'un soutènement bétonné, surmonté d'une clôture. L'accès du site est enfin assuré grâce à une rampe depuis cette même rue des Vanneaux, qui distribue une aire de stationnement arborée d'environ 130 places.

III- Les conditions de la vente

S'agissant de terrains relevant du domaine public de la ville de Strasbourg, et en vue de les rendre juridiquement aliénables, le conseil municipal a approuvé leur déclassement préalable.

La Division du Domaine a évalué la valeur vénale de l'ensemble immobilier (terrains et bâti) à 10 105 000 € HT, en application de la méthode de comparaison, et sans prise en compte d'une « obligation spécifique » déterminée de façon distincte (cf. infra).

La décomposition de cette évaluation permet d'abord de distinguer la valeur vénale estimée à 4 025 000 € HT des deux bâtiments édifiés dans le cadre du bail emphytéotique

résilié en 2010. Cette évaluation du bâti est cohérente avec l'indemnité de rachat versée par la ville de Strasbourg au moment de la résiliation du bail emphytéotique [PM 4 075 000 € HT].

L'évaluation des terrains non bâtis (environ 700 ares) par les Domaines à environ 6 M€ HT (soit 8 500 € l'are) tient compte de facteurs différents, parmi lesquels les caractéristiques et la grande contenance de l'emprise, les prescriptions spécifiques du plan local d'urbanisme (zonage UE3, excluant toute construction à vocation d'habitat ou d'activité économique), mais aussi des conditions particulières imposées par la Ville dans le droit de disposer de l'ensemble immobilier (parmi lesquelles l'obligation de maintien d'affectation au centre de formation du RCSA).

En revanche, cette même évaluation ne prend pas en compte l'impact d'une servitude limitant la constructibilité de l'emprise, et sollicitée par la ville de Strasbourg en contrepartie de l'abandon de propriété.

Le futur acte de vente stipulera en effet l'inscription au Livre foncier d'une servitude non aedificandi grevant 82 % de l'emprise foncière cédée, soit un périmètre de 666 ares environ englobant principalement les terrains de foot et les parkings arborés du complexe sportif.

Conformément aux principes de la Communication de la Commission européenne du 20 novembre 1996 concernant les éléments d'aide d' Etat contenus dans les ventes de terrains et de bâtiments par les pouvoirs publics (Communication n° 97/C209/03 publiée au JOCE du 10 juillet 1997), la ville de Strasbourg a souhaité faire évaluer par un « expert indépendant » les « inconvénients économiques » résultant de cette servitude qui doit être regardée comme une « obligation spécifique » liée aux terrains, au sens de la Communication de la Commission, pouvant être déduits du prix de vente final.

La Ville a ainsi pris l'attache de Madame Laurence GENG-MERGER, expert judiciaire près la Cour d'Appel de Colmar et la Cour Administrative d'Appel de Nancy, pour procéder à cette évaluation. Il ressort de son rapport d'expertise, finalisé le 3 février 2020, que l'inconvénient économique découlant de la servitude non aedificandi envisagée est évalué à 2 330 920 €, pris en compte dans l'évaluation de la valeur vénale de l'ensemble immobilier à 6 412 000 € HT.

La réduction de prix final issue de cette évaluation est conforme à la logique du droit communautaire, dès lors que la réduction sert à compenser les « inconvénients économiques » nés d'une obligation spécifique imposée dans l'intérêt général, strictement déterminée et de façon distincte (ici la servitude non aedificandi).

La servitude adossée à la cession de l'ensemble immobilier à la SAS Racing Club de Strasbourg Alsace a pour effet de limiter les possibilités opérationnelles et de valorisation de l'emprise, tout en permettant la réalisation par un acteur privé d'un projet sportif déterminé d'intérêt collectif.

L'investissement projeté par l'acquéreur permet ainsi de sauvegarder et d'améliorer des infrastructures contribuant au développement d'activités sportives en plein cœur des

quartiers sud de Strasbourg, et l'opération valorise par ailleurs le site historique de la Meinau. Le complexe sportif rénové et étendu aura également pour effet d'encourager le recrutement et la formation, y compris professionnelle, de jeunes sportifs accueillis par le centre de formation.

Il est précisé, en outre et de surcroît, que cette cession justifiée par un motif d'intérêt général, est assortie de contreparties suffisantes. Ces contreparties, au sens de la jurisprudence « Commune de Chatillon sur Seine » (Conseil d'Etat, 14 octobre 2015), sont identifiées par une série d'avantages que la cession est susceptible de procurer à la collectivité cédante, eu égard à l'ensemble des intérêts publics dont la ville de Strasbourg a la charge. Ces avantages sont énumérés au point II du présent rapport relatif à l'intérêt public local.

L'effectivité des contreparties est ensuite garantie par les conditions essentielles et déterminantes de la vente, clairement définies ci-après (cf. inscription d'une ou plusieurs charges au Livre foncier, clause pénale et droits à la résolution de la vente).

La vente au prix de 6 412 000 € HT (six millions quatre cent douze mille euros) sera ainsi assortie des conditions essentielles et déterminantes suivantes permettant de garantir les intérêts de la collectivité, à savoir :

- l'acquéreur prendra le bien en l'état sans garantie particulière de la ville de Strasbourg en raison de l'état du sol, du sous-sol (à raison des fouilles ou excavations qui auraient pu être pratiquées), de mitoyenneté, d'erreur ou d'omission dans la désignation du bien, ou encore de l'état structurel des bâtiments (l'acquéreur étant réputé connaître le bien pour l'occuper partiellement en qualité d'emphytéote puis de locataire depuis 2000 et s'être entouré de toute étude et conseil nécessaire à la formulation de son offre).
- l'acquéreur supportera les servitudes de toute nature pouvant grever le bien, en particulier la servitude non aedificandi grevant 82 % de l'emprise foncière cédée, soit un périmètre de 666 ares environ, à l'exception des aménagements des terrains de football, de l'aire de stationnement, et des réseaux nécessaires à l'exploitation des installations du site, conformément au plan joint en annexe.
- l'acquéreur s'obligera à maintenir l'affectation de la totalité de l'emprise foncière au centre de formation et à l'activité des équipes amateurs du Racing, et s'obligera à garder comme locataire principal l'Association Racing Club de Strasbourg Alsace en garantissant à cette dernière le bénéfice d'un titre d'occupation, pour une durée de 20 ans. Cette obligation d'affectation sera garantie par un droit de résolution au profit de la ville de Strasbourg, inscrit au Livre foncier.
- l'acquéreur s'interdira de revendre le bien dans un délai de dix (10) ans à compter de la signature de l'acte de vente sans l'accord préalable de la ville de Strasbourg. Cette interdiction fera l'objet d'un droit à la résolution inscrit au Livre foncier. En cas de cession(s) agréée(s) par la Ville dans le délai de 10 ans, cette obligation sera transférée à la charge de tout sous-acquéreur dans ce même délai.
- l'acquéreur s'obligera à reconnaître un droit de préférence au profit de la ville de Strasbourg en cas de vente ultérieure du droit de propriété (ou d'un démembrement de propriété) ; ce pacte de préférence sera conclu pour une durée de 15 ans.
  Ce droit de préférence s'exercera de la manière suivante : le propriétaire informe la ville de Strasbourg par lettre recommandée avec accusé de réception de son projet de

vente. Dans un délai de 2 mois à compter de la notification, la ville de Strasbourg informe le propriétaire par lettre recommandée de son intention ou non d'acquérir le bien, le prix d'acquisition étant fixé par les services de la Division du Domaine.

- l'acquéreur s'engagera à réaliser le projet de rénovation et d'extension du centre de formation justifiant son offre d'achat, au plus tard le 31 décembre 2025, à défaut de quoi il s'exposera au versement d'une pénalité financière au bénéfice de la ville de Strasbourg équivalente à 10% du prix de vente.
- l'acquéreur s'engagera à réaliser un quota d'heures d'insertion dans le cadre des travaux à intervenir (constructions nouvelles envisagées). L'acquéreur s'engage à prendre l'attache d'un facilitateur qui analysera la mise en œuvre du dispositif des clauses sociales et qui assurera leur suivi. Il participera aux frais financiers liés aux travaux d'analyse et de suivi des clauses sociales qu'il aura définis en concertation avec le facilitateur.

  Le quota d'heures d'insertion à réaliser ne pourra (sauf avis motivé du facilitateur) être inférieur à 4 heures par tranche de 10 000 € HT de travaux.

  Le non-respect de cette condition particulière portant sur l'insertion par l'emploi (promue par la ville de Strasbourg) entraînera la mise en œuvre d'une astreinte de 35 € par heure non exécutée (au regard de l'engagement formalisé avec le facilitateur) sur simple réception par l'acquéreur d'un courrier de la ville de Strasbourg constatant l'inexécution de l'obligation.

L'offre du candidat acquéreur a été émise sans condition suspensive, obligeant ainsi la SAS Racing Club de Strasbourg Alsace à signer l'acte de vente au plus tard le 31 mai 2021. En cas de non-respect de cette échéance, la ville de Strasbourg et la SAS Racing Club de Strasbourg Alsace seront déliées de leurs obligations respectives.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu l'avis de la Division du Domaine
2020-0122 en date du 30 janvier 2020
Vu la Communication de la Commission européenne du 20 novembre 1996
(Communication n° 97/C209/03 publiée au JOCE du 10 juillet 1997)
Vu le rapport de l'expert indépendant du 3 février 2020
Vu la délibération du Conseil Municipal du 10 février 2020
prononçant le déclassement du domaine public des parcelles concernées
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

La vente par la ville de Strasbourg d'une emprise foncière d'une superficie totale de 809,82 ares, constituée des parcelles cadastrées comme suit :
Commune de Strasbourg
Banlieue de Neudorf
Lieudit Kibitzenau

- *la parcelle cadastrée section HE n°245/25 d'une contenance de 98,40 ares*
- *la parcelle cadastrée section HE n°246/25 d'une contenance de 1,64 are*
- *la parcelle cadastrée section HE n°247/25 d'une contenance de 0,26 are*
- *la parcelle cadastrée section HE n°248/25 d'une contenance de 1,60 are*
- *la parcelle cadastrée section HE n°255/25 d'une contenance de 3,24 ares*
- *la parcelle cadastrée section HE n°256/25 d'une contenance de 92,35 ares*
- *la parcelle cadastrée section HE n°257/25 d'une contenance de 22,73 ares*
- *la parcelle cadastrée section HE n°258/25 d'une contenance de 5,44 ares*
- *la parcelle cadastrée section HE n°259/51 d'une contenance de 17,08 ares*
- *la parcelle cadastrée section HE n°260/51 d'une contenance de 15,55 ares*
- *une emprise d'une contenance de 209,54 ares issue de la parcelle cadastrée section HE n°262/51 de 210,14 ares*
- *une emprise d'une contenance de 0,93 are issue de la parcelle cadastrée section HE n°263/51 de 43,34 ares*
- *la parcelle cadastrée section HE n°267/25 d'une contenance de 4,59 ares*
- *la parcelle cadastrée section HE n°268/25 d'une contenance de 76,51 ares*
- *la parcelle cadastrée section HE n°269/25 d'une contenance de 39,81 ares*
- *la parcelle cadastrée section HE n°270/25 d'une contenance de 91,77 ares*
- *une emprise d'une contenance de 25,82 ares issue de la parcelle cadastrée section HE n°271/25 de 82,16 ares*
- *la parcelle cadastrée section HE n°272/25 d'une contenance de 101,29 ares*
- *la parcelle cadastrée section HE n°273/25 d'une contenance de 1,27 are*

Au profit de la SAS Racing Club de Strasbourg Alsace, ou toute société qui s'y substituerait avec l'accord de la ville de Strasbourg,

Moyennant le prix de 6 412 000 € HT, TVA éventuelle en sus, frais d'acte et émoluments du notaire à la charge exclusive de l'acquéreur.

Le paiement du prix sera échelonné comme suit : 20% du montant à la signature de l'acte de vente, puis 20% du montant à chaque date anniversaire du contrat jusqu'au paiement de la totalité du prix.

La vente définitive sera assortie des conditions essentielles et déterminantes suivantes :
- *l'acquéreur prendra le bien vendu en l'état où il se trouve le jour de l'entrée en jouissance, sous sa seule responsabilité et à ses frais exclusifs, sans aucune garantie particulière de la part du vendeur pour raison soit de l'état du sol et du sous-sol (à raison de fouilles ou excavations qui auraient pu être pratiquées), de mitoyenneté, d'erreur ou d'omission dans la désignation du bien ou de l'état structurel des bâtiments.*
- *l'acquéreur supportera les servitudes de toute nature pouvant grever le bien, en particulier la servitude non aedificandi grevant 82 % de l'emprise foncière cédée, soit un périmètre de 666 ares environ, à l'exception des aménagements des terrains de football, de l'aire de stationnement, et des réseaux nécessaires à l'exploitation des installations du site, conformément au plan joint en annexe.*
- *l'acquéreur s'obligera à maintenir l'affectation de la totalité de l'emprise foncière au centre de formation et à l'activité des équipes amateurs du Racing, et s'obligera à garder comme locataire principal l'Association Racing Club de Strasbourg Alsace en*

garantissant à cette dernière le bénéfice d'un titre d'occupation, pour une durée de 20 ans. Cette obligation d'affectation sera garantie par un droit de résolution au profit de la ville de Strasbourg, inscrit au Livre foncier.

- *l'acquéreur s'interdira de revendre le bien dans un délai de dix (10) ans à compter de la signature de l'acte de vente sans l'accord préalable de la ville de Strasbourg. Cette interdiction fera l'objet d'un droit à la résolution inscrit au Livre foncier. En cas de cession(s) agréée(s) par la Ville dans le délai de 10 ans, cette obligation sera transférée à la charge de tout sous-acquéreur dans ce même délai.*
- *l'acquéreur s'obligera à reconnaître un droit de préférence au profit de la ville de Strasbourg en cas de vente ultérieure du droit de propriété (ou d'un démembrement de propriété) ; ce pacte de préférence sera conclu pour une durée de 15 ans.*

Ce droit de préférence s'exercera de la manière suivante : le propriétaire informe la ville de Strasbourg par lettre recommandée avec accusé de réception de son projet de vente. Dans un délai de 2 mois à compter de la notification, la ville de Strasbourg informe le propriétaire par lettre recommandée de son intention ou non d'acquérir le bien, le prix d'acquisition étant fixé par les services de la Division du Domaine

- *l'acquéreur s'engagera à réaliser le projet de rénovation et d'extension du centre de formation justifiant son offre d'achat, au plus tard le 31 décembre 2025, à défaut de quoi il s'exposera au versement d'une pénalité financière au bénéfice de la ville de Strasbourg équivalente à 10% du prix de vente.*
- *l'acquéreur s'engagera à réaliser un quota d'heures d'insertion dans le cadre des travaux à intervenir (constructions nouvelles envisagées). L'acquéreur s'engage à prendre l'attache d'un facilitateur qui analysera la mise en œuvre du dispositif des clauses sociales et qui assurera leur suivi. Il participera aux frais financiers liés aux travaux d'analyse et de suivi des clauses sociales qu'il aura définis en concertation avec le facilitateur.*

Le quota d'heures d'insertion à réaliser ne pourra (sauf avis motivé du facilitateur) être inférieur à 4 heures par tranche de 10 000 € HT de travaux.
Le non-respect de cette condition particulière portant sur l'insertion par l'emploi entraînera la mise en œuvre d'une astreinte de 35 € par heure non exécutée (au regard de l'engagement formalisé avec le facilitateur) sur simple réception par l'acquéreur d'un courrier de la ville de Strasbourg constatant l'inexécution de l'obligation.

L'offre du candidat acquéreur a été émise sans condition suspensive, obligeant ainsi la SAS Racing Club de Strasbourg Alsace à signer l'acte de vente au plus tard le 31 mai 2021. En cas de non-respect de cette échéance, la ville de Strasbourg et la SAS Racing Club de Strasbourg Alsace seront déliées de leurs obligations respectives.

décide

l'imputation de la recette de 6 412 000 € HT tirée de la vente sur la ligne budgétaire de de la ville de Strasbourg, service CP71E, fonction 820, nature 775 ;

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer l'acte de vente et tous les actes et documents concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020



Strasbourg.eu
eurométropole

N
O E
S

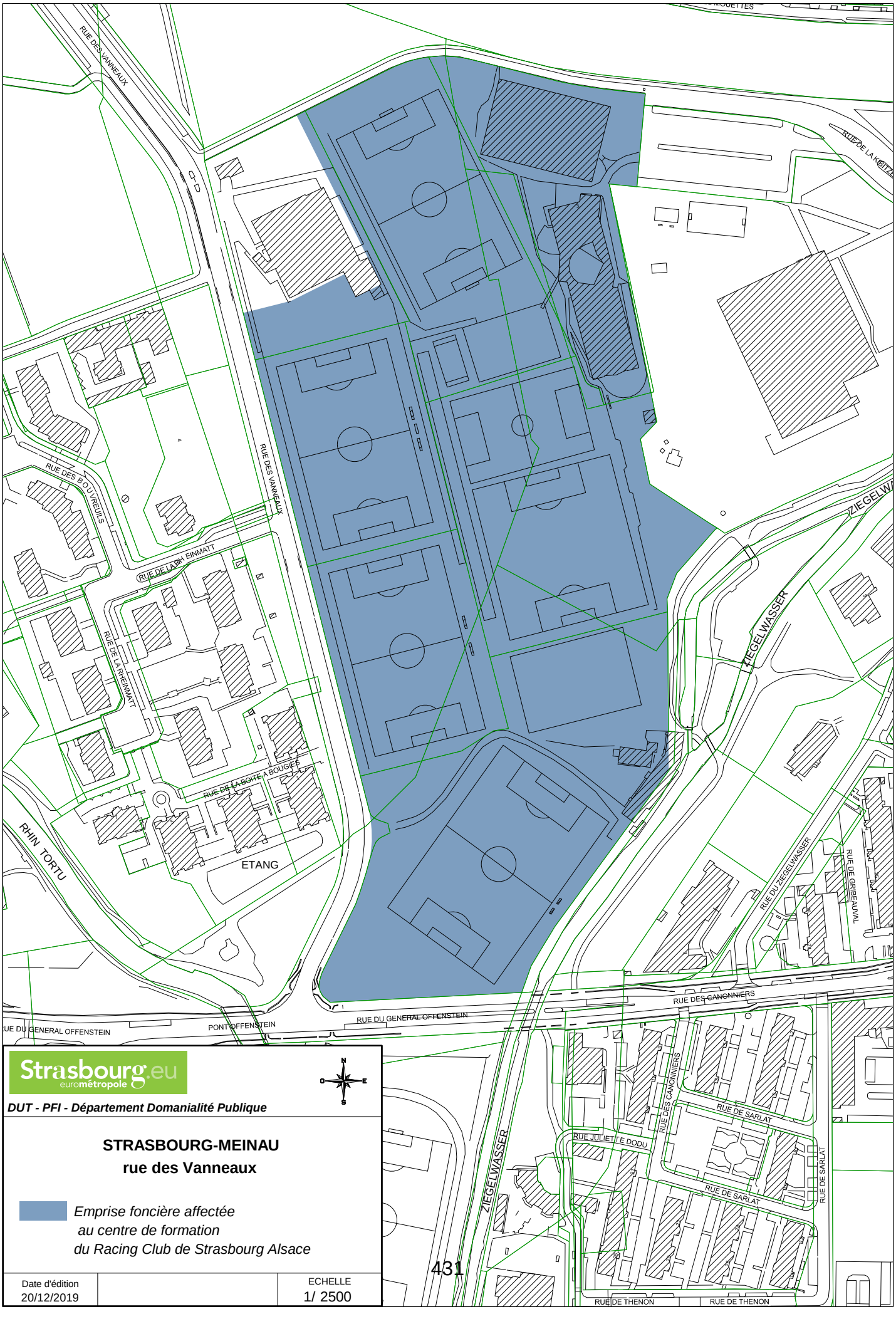
DUT - PFI - Département Domanialité Publique

PLAN DE SITUATION

STRASBOURG - MEINAU
Rue des Vanneaux

Centre de formation
du Racing Club de Strasbourg Alsace

Date d'édition		ECHELLE
20/12/2019		1/ 10000



Strasbourg.eu
eurométropole

DUT - PFI - Département Domanialité Publique

STRASBOURG-MEINAU
rue des Vanneaux

Emprise foncière affectée au centre de formation du Racing Club de Strasbourg Alsace

Date d'édition		ECHELLE
20/12/2019		1/ 2500

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES
GRAND EST ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN
Pôle Pilotage des missions et Animation du réseau
Division du Domaine
4 Place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

Le 30/01/2020

Le Directeur régional des Finances Publiques
Grand Est et du département du Bas-Rhin

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Patrick GOGUELY
Téléphone : 03 88 10 35 13
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr
Réf. : 2020/0122

à

Ville de Strasbourg
Direction de l'urbanisme et des territoires
Service Gestion et inventaire du patrimoine bâti
1, parc de l'étoile
67 076 STRASBOURG cedex

AVIS du DOMAINE (VALEUR VENALE)

DÉSIGNATION DU BIEN : centre de formation du RCSA et terrains de foot attenants
ADRESSE DU BIEN : lieu-dit « Kibitzenau » à Strasbourg / Neudorf
VALEUR VÉNALE : 10 105 000 € HT

1 – SERVICE CONSULTANT :

Ville de Strasbourg. Affaire suivie par **M Patrick ROCKEMER** patrick.rockemer@strasbourg.eu

2 – DATE DE LA CONSULTATION :

Demande datée du	:	27/01/2020
Demande reçue le	:	27/01/2020
Renseignements complémentaires	:	27/01/2020
Visite	:	15/10/2019
Dossier en état	:	27/01/2020

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ :

Cession à la SAS Racing club de Strasbourg Alsace d'une emprise foncière partiellement sur-bâtie d'environ 8 hectares.

4 – DESCRIPTION DU BIEN :

Désignation cadastrale :

N°	Section	n°	Lieu-dit - Adresse	Superficie	Occupation	
1	HE	245/25	Kibitzenau	98,4	101,9	COT 1 Ville/Association RCSA
2	HE	246/25	Kibitzenau	1,64		
3	HE	247/25	Kibitzenau	0,26		
4	HE	248/25	Kibitzenau	1,6		
5	HE	255/25	Kibitzenau	3,24	212,78	COT 2 Ville/Association Sporting Club du Red Star
6	HE	**262/51**	Rue des vanneaux	**209,54**		
7	HE	256/25	Kibitzenau	92,35	468,39	COT 1 EMS /SAS RCSA
8	HE	257/25	Kibitzenau	22,73		
9	HE	258/25	Kibitzenau	5,44		
10	HE	259/51	Rue des vanneaux	17,08		
11	HE	260/51	Rue des vanneaux	15,55		
12	HE	267/25	Rue des vanneaux	4,59		
13	HE	268/25	chemin rural	76,51		
14	HE	269/25	chemin rural	39,81		
15	HE	270/25	chemin rural	91,77		
16	HE	272/25	chemin rural	101,29		
17	HE	273,25	chemin rural	1,27		
18	HE	**271/25 partie**	chemin rural	**25,82**	25,82	Arpentage réalisé au printemps 2020
19	HE	**263 partie**		**0,93**		
			TOTAL	**809,82**		
Surfaces exprimées en are						

Descriptif sommaire:

La ville est propriétaire d'un ensemble de parcelles formant une emprise foncière de forme allongée comprise entre la voie de chemin de fer au nord, la rue du général Offenstein au sud, la piscine de la kibitzenau et le Ziegelwasser à l'est et une zone d'habitation à l'ouest.

La partie Nord du site est sur-bâtie par les installations du centre de formation du Racing Club de Strasbourg comprenant :

Un bâtiment multifonction élevé pour partie sur R+1 et partie sur R+2, composé de locaux administratif avec plusieurs bureaux climatisés au 1er étage, d'un espace dédié à l'enseignement avec salles de cours et une salle d'informatique, d'un espace dédié à la restauration, situé au RDC comprenant cuisine, salle de restauration et bar d'un espace hébergement sur la partie sud du bâtiment situé au 1er et 2e niveau avec dortoirs et 36 chambres individuelles dotés de salle de bains avec douche ou baignoire, d'un espace de détente avec sauna et jacuzzi au RDC et bibliothèque au 1er étage, d'un espace à usage sportif composé d'une nouvelle salle de musculation (coût des travaux 300 000 € HT hors matériel) de vestiaires rénovés par la ville et de douches, de locaux utilisés pour l'intendance : buanderie, laverie, une pièce de stockage au 1er et 2e étage dans la partie hébergement, de locaux à usage médical : bureau du psychologue au 1er étage + infirmerie au RDC, de locaux techniques : local informatique et chaufferie, de locaux annexes : atelier et garage au RDC à l'extrémité sud du bâtiment, d'un ancien logement de gardien transformé en centre de soins (masseurs, Kiné..).

Équipements

Chauffage gaz (2 chaudières), fenêtres double vitrage avec volets roulants PVC, un ascenseur dans l'aile gauche (réservé au personnel administratif), ouverture des portes par badge, climatisation (de nouveaux locaux ont été équipés à savoir les chambres et les locaux administratifs), alarme anti intrusion sur les parties sensibles du bâtiment, détecteurs de fumée + grilles de désenfumage, faux plafonds, sols en parquet/lino et carrelage dans les vestiaires et pièces d'eau.

Un bâtiment en superstructure (charpente métallique sur piliers métal, couverture tôle, partiellement clos par un mur béton d'environ 2,50 m de haut) utilisé comme terrain d'entraînement couvert. Cette halle couverte a été rénovée en 2016/2017 pour un montant de travaux d'environ 180 000 € comprenant l'installation d'un revêtement synthétique avec système d'arrosage automatique, le remplacement de l'éclairage et des filets pare ballons.

La partie sud du site est quant à elle occupée par les locaux du club house du Red star. Le club a accepté d'être relocalisé sur un autre site à l'été 2020 et les installations actuelles, obsolètes, sont destinées à être démolies.

Surface utile des locaux (sources : site internet, consultant et mesurage sur plan)

Centre de formation : **3 520 m²** (selon détail figurant au descriptif)
Halle couverte : terrain synthétique de 60 m x 40 m soit **2 400 m²**
Club house du Red Star : **500 m²**

5 - Situation juridique :

Propriétaire bailleur : ville de Strasbourg

Emphytéote : centre de formation du RCSA

6 - Urbanisme et réseaux :

Au PLU intercommunal en vigueur, les parcelles sont situées en zone **UE3** (hauteur non réglementée, emprise au sol des bâtiments ne pouvant excéder 30 %) autorisant les aménagements, constructions et installations correspondant, liés ou nécessaires à un équipement public ou d'intérêt collectif. Les autres fonctions (habitat, activités économiques) n'y sont pas autorisées.

L'unité foncière considérée reçoit la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 322-3 du code de l'expropriation.

7- Détermination de la valeur vénale :

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

Compte tenu de ses caractéristiques propres ainsi que des éléments d'information recueillis sur le marché local, la valeur vénale actuelle de l'emprise considérée peut être fixée à 10 105 000 € HT, dont 4 025 000 € HT pour le bâti occupé par le centre de formation du RCSA.

8 - Durée de validité :

Cet avis a une durée de validité de 12 mois.

9 - Observations particulières :

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, ou de pollution des sols.
L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur régional des Finances publiques
et par délégation,

Jean-Yves MAY
Directeur
du pôle Pilotage des missions
et Animation du Réseau

LGM
EXPERTISE

Laurence Geng-Merger

Expert immobilier certifié REV by Tegova

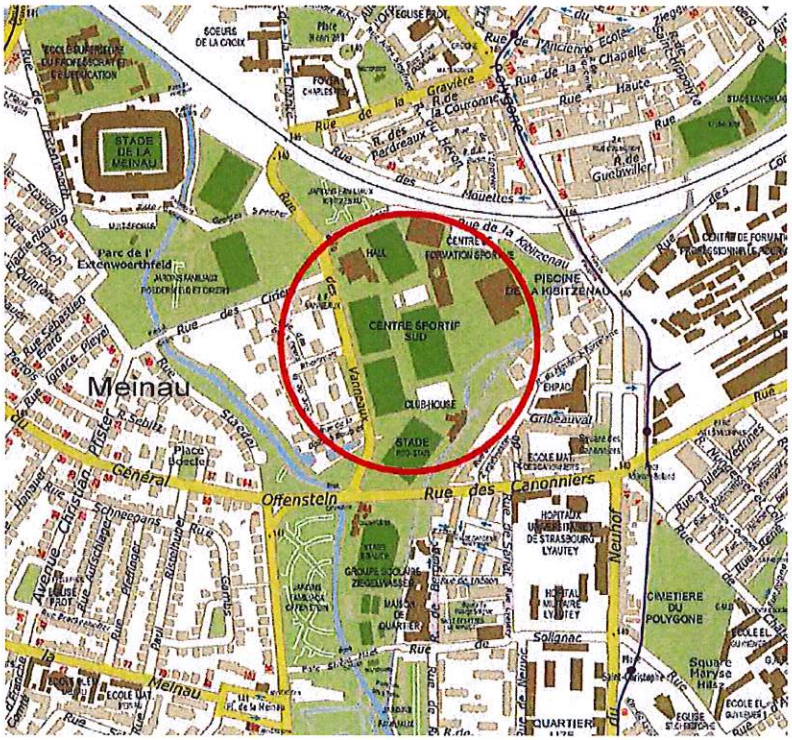
Expert judiciaire près la Cour d'Appel de Colmar

Et la Cour Administrative d'Appel de Nancy

Médiateur

RAPPORT D'EXPERTISE SIMPLIFIE

Emprise foncière Centre de formation Racing Club de Strasbourg Alsace



RCS Strasbourg 814 839 197 – TVA INTRACOMMUNAUTAIRE : FR 39 814839197
47 rue du Maréchal Foch 67000 STRASBOURG – Tél :03 88 10 49 18 - 06 86 08 28 55 –
laurencegeng@lgm-expertise.fr

LGM
EXPERTISE

Laurence Geng-Merger

Expert immobilier certifié REV by Tegova

Expert judiciaire près la Cour d'Appel de Colmar

Et la Cour Administrative d'Appel de Nancy

Médiateur

RAPPORT D'EXPERTISE SIMPLIFIE

Emprise foncière Centre de formation Racing Club de Strasbourg Alsace

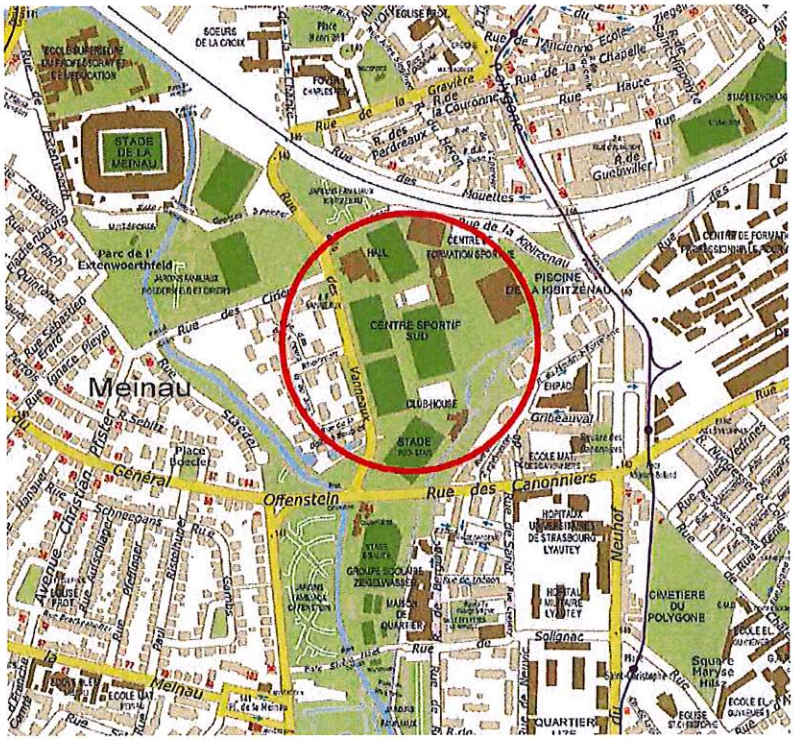


TABLE DES MATIERES

1. DETAILS DE LA MISSION 2
2. SITUATION GEOGRAPHIQUE 7
   2.1. SITUATION GEOGRAPHIQUE 7
   2.2. EMPLACEMENT 8
   2.3. DESSERTE 9
3. SITUATION JURIDIQUE 10
4. DESCRIPTION DES BIENS ET SURFACES 11
   4.1. FONCIER 11
   4.2. IMMEUBLES BATIS 12
   4.3. SURFACES 13
5. DIAGNOSTICS TECHNIQUES 14
6. SITUATION D'OCCUPATION 14
7. URBANISME 14
   7.1. ZONAGE 15
   7.2. SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE 16
   7.3. QUALIFICATION DES TERRAINS 17
8. PROJET PORTE PAR L'ACQUEREUR 18
9. APPRECIATION 20
10. ÉVALUATION DE LA VALEUR VÉNALE A CE JOUR DE L'EMPRISE FONCIERE 21
   10.1. DEFINITION DE LA VALEUR VENALE 21
   10.2. METHODES D'EVALUATION POUVANT ETRE MISE EN ŒUVRE 21
   10.3. ETUDE DE MARCHE 23
   10.4. EVALUATION VALEUR DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES ZONE UE3 23
   10.5. EVALUATION DE LA SERVITUDE NON AEDIFICANDI 24
   10.6. EVALUATION DE L'EMPRISE FONCIERE : 26
11 CONCLUSION 27
12 ANNEXES 29

1. DETAILS DE LA MISSION

1.1. MANDANT – ADRESSE

La Ville de STRASBOURG représentée par Monsieur Patrick ROCKEMER responsable du Plan Patrimoine , a missionné Madame Laurence GENG MERGER, Expert immobilier, domiciliée 47 rue du Maréchal Foch à Strasbourg, pour l'évaluation de la valeur vénale à ce jour de l'emprise foncière à céder sise à 67100 STRASBOURG , zone Kibitzenau, en tenant compte d'une obligation spécifique liée au terrain , au sens de la communication n°97/C209/03 visée au point 1.2.

En notre qualité d'expert immobilier indépendant et expert judiciaire près la Cour d'Appel de Colmar et près la Cour Administrative d'Appel de Nancy , nous avons accepté cette mission qui entre dans nos domaines de compétence et d'expérience.
Nous certifions également l'absence de conflit d'intérêts dans la réalisation de la présente mission.

1.2. DEONTOLOGIE ET METHODOLOGIE

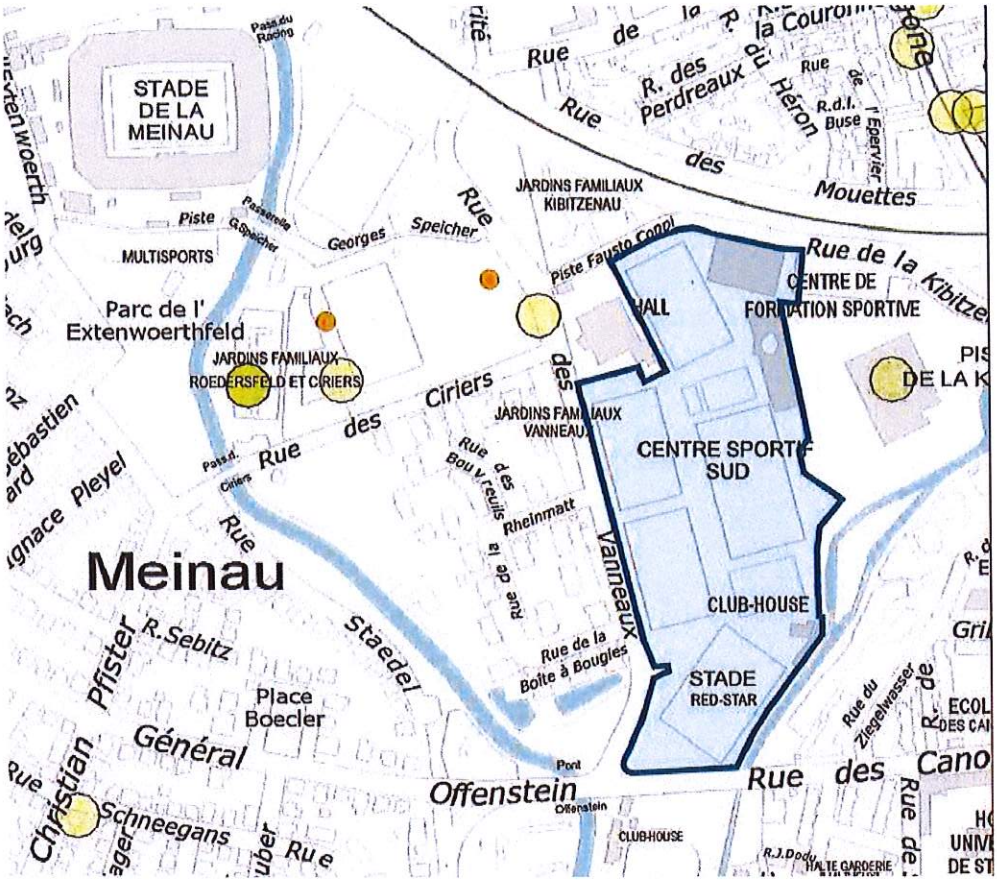
Le présent rapport se rattache expressément aux principes et aux recommandations de **la Communication de la commission du 20 novembre 1996 , publié au JOCE du 10 juillet 1997** concernant les droits d'aide d'Etat contenus dans des ventes de terrains et bâtiments par les pouvoirs publics qui oblige à une évaluation distincte par l'expert indépendant de l'obligation spécifique à savoir la servitude de non constructibilité imposée par le vendeur liée aux terrains et à leur utilisation par l'acquéreur et dont les inconvénients économiques inhérents à ces obligations spécifiques peuvent être déduits du prix d'achat .

Par ailleurs , conformément à cette directive , l'expert déclare :

- Etre de parfaite honorabilité ;
- Posséder plusieurs diplômes de l'enseignement supérieur ;
- Posséder l'expérience et la compétence nécessaires pour l'évaluation du terrain et des bâtiments compte tenu de leur situation géographique et de la catégorie d'actifs ;
- Etre membre de l'IFEI (Institut Français de l'évaluation Immobilière) depuis 19 ans , et à ce titre ,signataire de la Charte de l'Expertise en Evaluation immobilière dont l'expert s'est engagé à en respecter l'ensemble des recommandations ;
- Etre expert de justice assermenté près la Cour d'Appel de Colmar (2000) et la Cour Administrative d'Appel de Nancy .

1.3. DESIGNATION

L'ensemble immobilier est composé de bâtiments et de 19 parcelles de terrains totalisant une surface totale pour l'emprise foncière de 809,82 ares :
Les terrains concernés se situent dans un périmètre délimité par la rue des Vanneaux à l'Ouest , le gymnase de Centre Sportif Sud et la voie de chemin de fer reliant Strasbourg à l'Allemagne au Nord , la piscine de la Kibitzenau et la rivière Ziegelwasser à l'Est et la rue du Général Offenstein au Sud.
Tous ces terrains sont intégralement la propriété de la ville de Strasbourg .



1.4. OBJET ET CONTEXTE DE LA MISSION

Cette mission intervient dans le cadre d'un projet de cession des biens expertisés appartenant actuellement à la Ville de Strasbourg à la société SAS Racing Club de Strasbourg Alsace.
Cette cession doit intervenir en complément des projets de restructuration et d'extension du stade de la Meinau à Strasbourg et d'aménagement de ses abords .
Le Racing Club de Strasbourg Alsace a exprimé son intention d'engager un projet de rénovation de modernisation et d'extension et de mise aux normes du centre de formation au métier de jeunes footballeurs , avec une perspective d'investissement d'un montant de quinze millions d'euros HT environ porté par le club .
Dans le cadre du respect des dispositions règlementaires , la Ville de Strasbourg a pris l'initiative de publier un appel à manifestation d'intérêt concurrente permettant de porter à la connaissance de candidats potentiels le projet de mise à disposition par voie de bail emphytéotique des emprises foncières concernées .
Aucune offre concurrente à celle de la SAS Racing Club de Strasbourg n'a été déposée dans le cadre de cette consultation .

Il est rappelé, pour mémoire , que les dits biens immobiliers ont fait l'objet d'un bail emphytéotique Administratif , signé par acte authentique en date du 23/12/1999 pour une durée de 45 années entières et consécutives qui ont commencé à courir le 1/07/1999 pour se terminer le 30/06/2044.
L'association Racing Club de Strasbourg , en qualité de locataire , a procédé , en cours de bail , à la construction à ses frais d'un bâtiment et à l'aménagement d'un terrain d'entrainement couvert avec l'accord du bailleur.
Il a été convenu d'un commun accord de la résiliation par anticipation dudit bail emphytéotique par acte notarié en date du 17/12/2000 subordonné au versement d'un indemnité au profit de l'association d'un montant de 4 074 751,51 € relative aux travaux réalisés et bâtiments construits par le locataire en cours de bail et à ses frais exclusifs .

Des conventions temporaires d'occupation du domaine public portant mise à disposition du même terrain d'assiette de 102,74 ares ont ensuite pris le relais jusqu'à ce jour , liant la ville de Strasbourg avec l'Association Racing Club. de Strasbourg .
La convention d'occupation en cours date du 22/11/2018 et un avenant n°1 à cette convention prolonge la durée de celle-ci jusqu'au 30/06/2020.
Dans le cadre des négociations ouvertes entre les parties , elles n'ont pas réussi à s'accorder sur le montant de la redevance dû par le club, pour un nouveau bail emphytéotique , qui sollicitait une durée d'occupation de 35 ans .
Les parties étant animées par la volonté de trouver une solution susceptible de satisfaire leurs intérêts respectifs , il est à présent envisagé l'hypothèse d'un transfert de propriété portant sur la totalité de l'emprise foncière concernée .
La SAS Racing Club de Strasbourg Alsace a fait part de sa volonté d'acquérir l'ensemble des terrains composant l'assiette foncière y compris les bâtiment qui y sont édifiés .
Le projet porté par la SAS Racing Club de Strasbourg qui poursuit une finalité d'intérêt général dans le cadre de la rénovation et du développement du centre de formation serait intégralement porté par cette structure qui en assurera en sa qualité de propriétaire la mission de maitre d'ouvrage , le financement global , l'aménagement , la conception , la construction , la mise aux normes et l'entretien des équipements existants ou nouvellement réalisés .
Le projet prévoit notamment la démolition des bâtiments vétustes et la reconstruction de nouvelles structures mieux adaptées aux contraintes et besoins actuels .
Le projet, par ailleurs, s'inscrit totalement dans le schéma de Cohérence Ecologique et dans la Trame verte et bleue du PLUi de l'Eurométropole de Strasbourg .

France Domaine qui a été consulté pour avis par la ville de Strasbourg a évalué la valeur vénale de l'ensemble des terrains formant l'emprise foncière ainsi que des constructions qu'ils abritent à 10 105 000 € HT .

Les conditions de la vente seraient les suivantes :

- l'acquéreur prendra le bien en l'état sans garantie particulière de la ville de Strasbourg en raison de l'état du sol, du sous-sol (à raison des fouilles ou excavations qui auraient pu être pratiquées), de mitoyenneté, d'erreur ou d'omission dans la désignation du bien, ou encore de l'état structurel des bâtiments (l'acquéreur étant réputé connaître le bien pour l'occuper partiellement en qualité d'emphytéote puis de locataire depuis 2000 et s'être entouré de toute étude et conseil nécessaire à la formulation de son offre).
- l'acquéreur supportera les servitudes de toute nature pouvant grever le bien, en particulier la servitude non aedificandi grevant 82 % de l'emprise foncière cédée, soit un périmètre de 666 ares environ, à l'exception des aménagements des terrains de football, de l'aire de stationnement, et des réseaux nécessaires à l'exploitation des installations du site, conformément au plan joint en annexe.
- l'acquéreur s'obligera à maintenir l'affectation de la totalité de l'emprise foncière au centre de formation et à l'activité des équipes amateurs du Racing, et s'obligera à garder comme locataire principal l'Association Racing Club de Strasbourg Alsace en garantissant à cette dernière le bénéfice d'un titre d'occupation, pour une durée de 20 ans. Cette obligation d'affectation sera garantie par un droit de résolution au profit de la ville de Strasbourg, inscrit au Livre foncier.
- l'acquéreur s'interdira de revendre le bien dans un délai de dix (10) ans à compter de la signature de l'acte de vente sans l'accord préalable de la ville de Strasbourg. Cette interdiction fera l'objet d'un droit à la résolution inscrit au Livre foncier. En cas de cession(s) agréée(s) par la Ville dans le délai de 10 ans, cette obligation sera transférée à la charge de tout sous-acquéreur dans ce même délai.
- l'acquéreur s'obligera à reconnaître un droit de préférence au profit de la ville de Strasbourg en cas de vente ultérieure du droit de propriété (ou d'un démembrement de propriété) ; ce pacte de préférence sera conclu pour une durée de 15 ans.
  Ce droit de préférence s'exercera de la manière suivante : le propriétaire informe la ville de Strasbourg par lettre recommandée avec accusé de réception de son projet de vente. Dans un délai de 2 mois à compter de la notification, la ville de Strasbourg informe le propriétaire par lettre recommandée de son intention ou non d'acquérir le bien, le prix d'acquisition étant fixé par les services de la Division du Domaine.
- l'acquéreur s'engagera à réaliser le projet de rénovation et d'extension du centre de formation justifiant son offre d'achat, au plus tard le 31 décembre 2025, à défaut de quoi il s'exposera au versement d'une pénalité financière au bénéfice de la ville de Strasbourg équivalente à 10% du prix de vente.
- l'acquéreur s'engagera à réaliser un quota d'heures d'insertion dans le cadre des travaux à intervenir (constructions nouvelles envisagées). L'acquéreur s'engage à prendre l'attache d'un facilitateur qui analysera la mise en œuvre du dispositif des clauses sociales et qui assurera leur suivi. Il participera aux frais financiers liés aux travaux d'analyse et de suivi des clauses sociales qu'il aura définis en concertation avec le facilitateur.

  Le quota d'heures d'insertion à réaliser ne pourra (sauf avis motivé du facilitateur) être inférieur à 4 heures par tranche de 10 000 € HT de travaux.

  Le non-respect de cette condition particulière portant sur l'insertion par l'emploi (promue par la ville de Strasbourg) entraînera la mise en œuvre d'une astreinte de 35 € par heure non exécutée (au regard de l'engagement formalisé avec le facilitateur) sur simple

réception par l'acquéreur d'un courrier de la ville de Strasbourg constatant l'inexécution de l'obligation.

Dans le cadre de la prochaine délibération du Conseil Municipal qui aura lieu le 10 février prochain , la ville de Strasbourg souhaite connaitre dans ce contexte la valeur vénale des biens qui seront cédés à la SAS Racing Club de Strasbourg , en tenant compte d'une obligation spécifique liée au terrain , au sens de la communication n°97/C209/03 visée au point 1.2.

1.5. DATE DE VALEUR

Valeur vénale en date de février 2020.

1.6. VISITE

Les biens existants n'ont pas été visités.

1.7. DOCUMENTS

Liste des documents remis à l'Expert immobilier :

- Note architecturale et paysagère de présentation du projet
- Certificat d'urbanisme du 4/09/2019
- Note de présentation du projet
- Plan de zonage et extrait du PLUi
- Plan masse
- Projet de la SAS Racing Club de Strasbourg
- Résiliation anticipée du bail emphytéotique en date du 17/12/2010
- Appel à manifestation d'intérêt – cahier de consultation – octobre 2019

Documents non communiqués à l'Expert immobilier :

- Diagnostics techniques des sols
- Diagnostics techniques des bâtiments existants
- Plans avec relevés de surfaces

2. SITUATION GEOGRAPHIQUE

2.1. SITUATION GEOGRAPHIQUE

L'ensemble immobilier étudié est situé à Strasbourg, commune française d'environ 275 000 habitants, préfecture du département du Bas-Rhin et chef-lieu de la région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine depuis le 1er janvier 2016 (*ACAL / Région Grand Est*).
À la tête de la métropole « Strasbourg EuroMétropole », regroupant 33 communes et plus de 490 000 habitants (*recensement 2012*), Strasbourg est la capitale de la région historique et culturelle de l'Alsace, classée 22ème sur 254 régions de l'Union Européenne en termes de croissance de population, et troisième région française en termes de présence internationale.
Implantée le long de la frontière allemande, Strasbourg fait partie de l'Eurodistrict, assemblée constitutive du gouvernement européen de coopération territoriale (*GECT*), composée de 79 communes, dont l'ensemble des communes de Strasbourg EuroMétropole et 51 communes sur l'Ortenaukreis (*arrondissement allemand situé sur la rive orientale du Rhin, face aux territoires strasbourgeois*), totalisant 900 000 habitants sur un territoire de 2 200 km² (*dont EuroMétropole de 315 km²*).





Capitale européenne, la ville de Strasbourg est le siège d'institutions majeures : le Parlement Européen, le Conseil de l'Europe, la Cour Européenne des Droits de l'Homme, le Médiateur Européen, la Pharmacopée (DEQM), le Centre Européen de la Jeunesse, le système d'information Schengen, l'Eurocorps…

Première ville française pour l'attraction des étudiants étrangers, Strasbourg dispose d'une université renommée qui accueille plus de 43 000 étudiants, dont 20 % d'étrangers.

La région alsacienne affiche un dynamisme certain et un rayonnement à l'international non négligeable ;

les chiffres parlent d'eux-mêmes :

- Une population jeune : 32 % des alsaciens ont moins de 25 ans.
- 1ère région exportatrice par habitant : un excédent de 659 millions d'euros de balance commerciale.
- 1ère région pour les emplois créés par les investissements étrangers.
- 1ère région en termes d'investissements étrangers directs au cours des 25 dernières années et 4ème sur les 15 dernières années.
- 35 % des entreprises alsaciennes ont des capitaux étrangers (*23 % en France*).
- 43 % de la main d'œuvre industrielle employée par des sociétés à capitaux étrangers.
- Plus de 1 200 sociétés à capitaux étrangers suisses, allemands, américains principalement.
- 2ème région française pour l'attractivité des chercheurs étrangers et les publications scientifiques.
- 3ème pôle de recherche publique et 4ème rang national pour le nombre de chercheurs par habitant.
- 3ème rang national en termes de dépôts de brevets européens dans le secteur pharmacie/ biotechnologie.
- 3 prix Nobels : Martin Karplus (*Chimie 2013*), Jules Hoffmann (*Médecine 2011*) et Jean-Maire Lehn (*Chimie 1987*).
- Strasbourg, l'une des grandes villes gagnantes du Programme d'Investissement d'Avenir avec 47 projets labellisés qui viendront renforcer sa position d'excellence.
- 5 pôles de compétitivité : Alsace BioValley, Véhicule du Futur, Hydréos, ÉnergieVie, Fibres naturelles Grand Est.

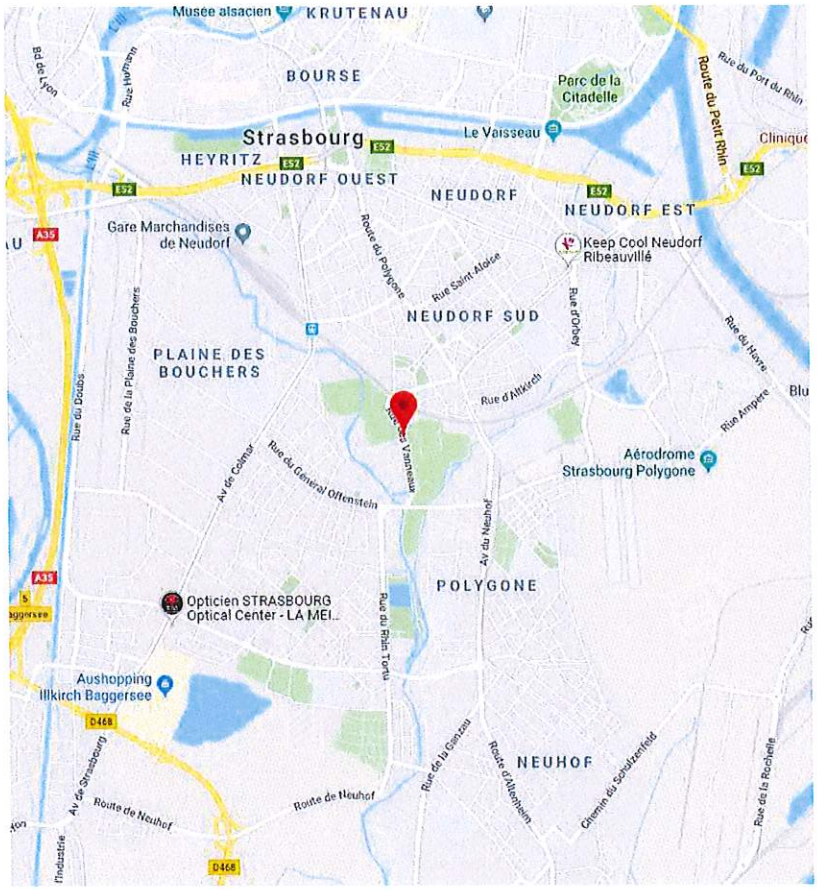
Avec une population totale de 475 904 habitants (*INSEE 2013*), en croissance de 3 % sur 6 ans, l'Eurométropole de Strasbourg présente un potentiel en constante évolution.

2.2. EMPLACEMENT

Les biens expertisés sont localisés dans le quartier de la Meinau en limite avec le quartier du Neudorf et Neuhof derrière la piscine de la Kibitzenau , situé au Sud Ouest de la ville . Le stade de la Meinau est situé au Nord de ce quartier

Le quartier de la Meinau est délimité à l'Ouest par le canal du Rhône au Rhin , au Nord par la voie de chemin de fer de la ligne de Strasbourg – Ville à Strasbourg -Port du Rhin et la rue des Vanneaux , à l'Est par le Rhin Tortu et au Sud par Illkirch -Graffenstaden .

L'avenue de Colmar , axe principal de la Meinau , orienté Nord-Sud , sépare ce quartier en 2 : côté Ouest se trouve la Plaine des Bouchers , vaste secteur industriel et côté Est , se trouve le quartier résidentiel composé de villas du début du XXème siècle et d'habitats collectifs de type HLM plus au Sud .



L'environnement immédiat des biens expertisés est principalement résidentiel .

2.3. DESSERTE

- **Transports en commun** :

Le bien expertisé se trouve à proximité immédiate de l'arrêt Kibitzenau desservi respectivement par les lignes de bus CTS 14,24,31,67 et 57d'une part, et la ligne de TRAM C d'autre part.

- **Train / Avion** :

Le bien expertisé se situe à 5,4 km environ de la gare SNCF-TGV (ligne Paris-Strasbourg en 1 h 50) et 15 km environ de l'aéroport de Strasbourg-Entzheim.

En résumé, il s'agit d'une excellente localisation située dans un quartier périphérique de la ville de Strasbourg , qui bénéficie d'une bonne desserte, autant routière que par les transports en commun (tramway et bus) permettant une bonne accessibilité .

3. SITUATION JURIDIQUE

3.1. REGIME DE DETENTION DE L'IMMEUBLE

L'ensemble immobilier est la propriété de la Ville de Strasbourg .

3.2. SERVITUDES PRIVEES

Les parcelles énumérées ci-après sont grevées d'une servitude consistant dans le droit de faire passer des conduites,
d'établir des poteaux ou bornes, de pénétrer sur l'immeuble et de faire effectuer des travaux (servitude indiquée au Livre Foncier)
pour toutes ces parcelles en tant que « fonds servant » au profit des parcelles Section EZ n° 178/47 et 179/47).

Parcelle Section HE n° 245/25
Parcelle Section HE n° 246/25
Parcelle Section HE n° 247/25
Parcelle Section HE n° 248/25
Parcelle Section HE n° 255/25
Parcelle Section HE n° 256/25
Parcelle Section HE n° 257/25
Parcelle Section HE n° 258/25
Parcelle Section HE n° 267/25
Parcelle Section HE n° 268/25
Parcelle Section HE n° 269/25
Parcelle Section HE n° 270/25
Parcelle Section HE n° 271/25 (parcelle concernée par le projet d'arpentage)
Parcelle Section HE n° 272/25
Parcelle Section HE n° 273/25

Les parcelles Section HE n° 245/25, 246/25, 247/25 et 248/25 sont grevées d'une charge en réalité sans objet
et qui fera en conséquence l'objet d'une demande de radiation au plus tard au moment de l'enregistrement du nouveau bail emphytéotique administratif.

Convention d'occupation temporaire d'immeuble à usage de centre de formation aux métiers du football
Nature d'inscription : Définitive
Motif de modification : Transfert

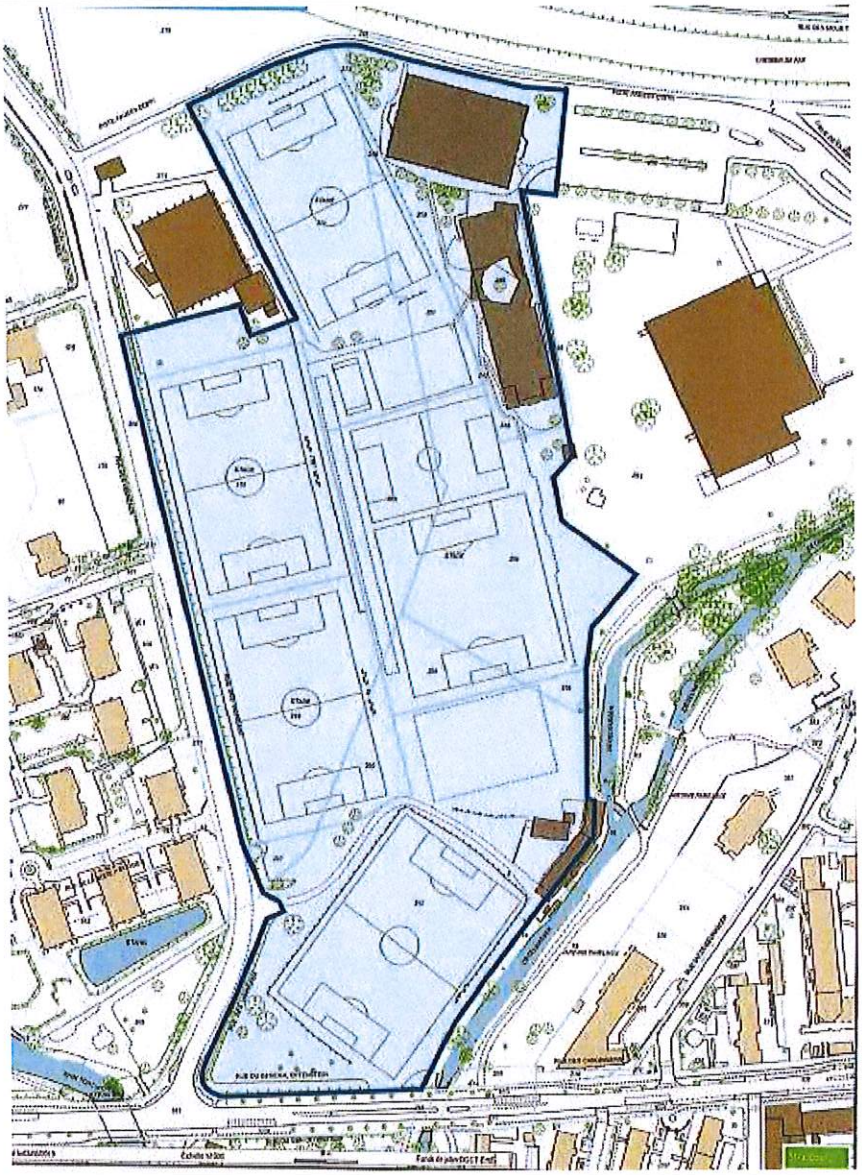
Bénéficiaire : S.A.O.S. RACING CLUB DE STRASBOURG FOOTBALL
Date d'effet : 30/06/2044
Date de début : Date de fin : Durée : 45 ans

4. DESCRIPTION DES BIENS ET SURFACES

4.1. FONCIER

Au regard des informations fournies , l'ensemble immobilier expertisé figure au cadastre sous les références suivantes :

Cadastre	Section	Parcelle	Contenance (En ares)	Commentaire
	HE	245/25	98a40ca	Sous convention d'occupation temporaire Ville de Strasbourg /Association Racing Club de Strasbourg Alsace
	HE	246/25	1a64ca	
	HE	247/25	0a26ca	
	HE	248/25	1a60ca	
	HE	255/25	3a24ca	Sous convention d'occupation temporaire Red Star
	HE	256/25	92a35ca	Sous convention d'occupation temporaire SAS racing Club de Strasbourg Alsace
	HE	268/25	76a51ca	Sous convention d'occupation temporaire SAS racing Club de Strasbourg Alsace
	HE	269/25	39a81ca	Sous convention d'occupation temporaire SAS racing Club de Strasbourg Alsace
	HE	270/25	91a77ca	Sous convention d'occupation temporaire SAS racing Club de Strasbourg Alsace
	HE	272/25	101a29ca	Sous convention d'occupation temporaire SAS racing Club de Strasbourg Alsace
Cadastre	HE	273/25	1a27ca	Sous convention d'occupation temporaire SAS racing Club de Strasbourg Alsace
	HE	262/51	209a54ca	Une emprise de la parcelle d'une contenance totale de 210a14ca- Sous convention d'occupation temporaire Association Sporting Club du Red Star
	HE	263/51	0a93ca	Une emprise de la parcelle d'une contenance totale de 43a34ca
	HE	271/25	25a82ca	Une emprise de la parcelle d'une contenance totale de 82a16ca- arpentage à réaliser
	TOTAL		**809a82ca**	

Plan de cadastre	

4.2. IMMEUBLES BATIS

	CARACTERISTIQUES GENERALES
Désignation et présentation générale	L'ensemble immobilier expertisé comprend : • Un **bâtiment multifonction** élevé pour partie sur R+1 et partie R+2 composé de - de locaux administratifs avec des bureaux climatisés au 1er étage , - d'un espace dédié à l'enseignement avec des salles de cours et une salle informatique, - D'un espace dédié à la restauration situé au RDC avec cuisine , salle de restauration et bar,

	- D'un espace d'hébergement dans la partie sud du bâtiment situé sur 2 niveaux ave dortoirs et 36 chambres individuelles dotés de salle de bain avec douche ou baignoire , - D'un espace de détente avec sauna , jacuzzi au RDC et bibliothèque au 1er étage , - D'un espace à usage sportif composé d'une nouvelle salle de musculation , de vestiaires rénovés et locaux d'intendance : buanderie , laverie … - Des locaux à usage médical : bureau au 1er étage , infirmerie au RDC , - De locaux techniques : informatique et chaufferie , - De locaux annexes : atelier , garage au RDC, - D'un ancien logement de gardien transformé en centre de soins (masseurs , kiné …) . Il s'agit de locaux en bon état destinés à être conservés. • Un bâtiment en superstructure (charpente métallique sur piliers métal, couverture partiellement clos par un mur béton sur environ 2,50m) à usage de terrain d'entrainement couvert . Halle rénovée en 2016/2017pour un budget de 180 Ke . • Locaux situés dans la partie sud du site occupée par le Red Star . Il s'agit d'installations obsolètes destinées à la démolition . L'association Red Star sera délocalisée sur un autre site en été 2021.

4.3. SURFACES

En l'absence de plans côtés et de certificat de mesurage , nous avons repris les indications de surfaces indiquées par notre client mandant et repris dans l'évaluation de France Domaine .

Dans notre évaluation, nous retiendrons ces surfaces telles quelles, sous réserve de l'état des surfaces réalisé par un géomètre-expert.

Si une modification de ces surfaces devait être constatée, la valeur de l'ensemble immobilier devrait être revue et notre évaluation pourrait s'en trouver modifiée.

BATIMENTS	*SURFACE UTILE*
Centre de formation	***3 520 m²***
Halle couverte – terrain synthétique	***2 400 m²***
Club house du Red Star (à démolir)	***500 m²***

5. DIAGNOSTICS TECHNIQUES

L'ensemble des diagnostics techniques n'ayant pas été communiqué pour chacun des bâtiments, la présente évaluation est faite sous réserve de leur résultat.

Ne disposant pas des diagnostics techniques de pollution des sols, le terrain sera considéré non pollué.

6. SITUATION D'OCCUPATION

Les biens objet de l'étude font l'objet de conventions d'occupation, non communiquées .

7. URBANISME

7.1. ZONAGE

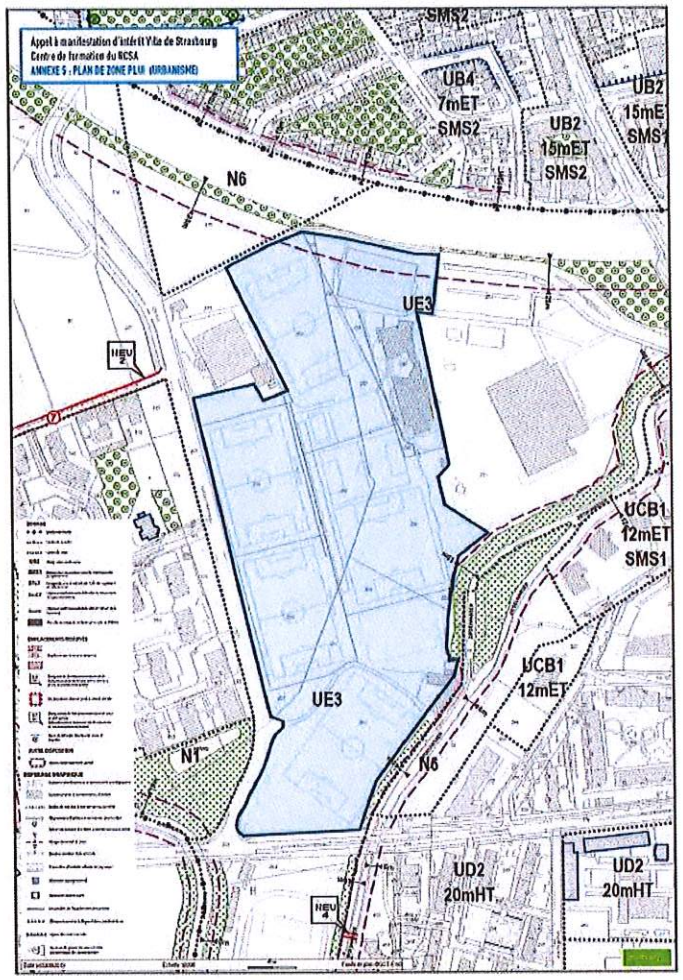
L'ensemble immobilier expertisé est situé en secteur **UE3** du PLUi de l'Eurométropole , approuvé le 16/12/2016 et modifié .

La zone **UE3** est une zone dans laquelle les aménagements , les constructions et les installations doivent correspondre à un équipement public ou d'intérêt collectif .

Les principales dispositions sont les suivantes (*liste non exhaustive*) :

Secteur UE3	CONTRAINTES PRINCIPALES
Occupations et utilisations à des conditions particulières	Sont admis : 1. Les aménagements, constructions et installations correspondant à un équipement public ou d'intérêt collectif. 2. Les aménagements, constructions et installations liés ou nécessaires à un équipement public ou d'intérêt collectif 3. Les logements de fonction et de gardiennage, s'ils sont destinés au personnel dont la présence permanente sur place est indispensable. 4. Les aménagements, la transformation et une extension mesurée pour les constructions existantes, non-conformes à la vocation de la zone, à condition de ne pas exposer les biens et les personnes supplémentaires à un risque naturel ou technologique. 5. Les gloriettes de jardin à condition que leur emprise au sol ne dépasse pas 10 m². 6. En outre, dans le secteur UE2 : - les constructions et installations à vocation d'hébergement hôtelier ou de bureaux, à condition d'être liés ou nécessaires au fonctionnement des équipements présents dans la zone. - les constructions et installations, à condition de correspondre à une vocation de restaurant.
Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques	**1. Dispositions générales** Sauf dispositions particulières indiquées au règlement graphique, les constructions et installations peuvent être édifiées à l'alignement des voies et places existantes, à modifier ou à créer et ouvertes à la circulation publique. Elles peuvent toutefois s'en éloigner à condition que le recul soit au minimum de 1,50 mètre. **2. Dispositions particulières** Les dispositions énoncées au paragraphe 1. ne s'appliquent pas aux constructions et installations de faible emprise nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, tels que postes de transformation électriques qui peuvent être implantés soit l'alignement, soit à une distance au moins égale à 0,50 mètre des voies et places existantes, à modifier ou à créer et ouvertes à la circulation publique.
Implantation et des constructions par rapport aux limites séparatives	**2. Dispositions applicables en secteur UE3** La distance comptée horizontalement de tout point du bâtiment au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points sans pouvoir être inférieure à 3 mètres (L=H/2 minimum 3 mètres).
Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété	Une distance d'au moins 3 mètres est imposée entre deux bâtiments non contigus.
Emprise au sol	30%
Hauteur maximale des constructions	**1. Mode de calcul** La hauteur maximale hors tout des constructions est mesurée par rapport au niveau moyen de la voie de desserte existante ou à créer. **2. Dispositions générales** 2.1. La hauteur maximale hors tout est indiquée au règlement graphique. En l'absence d'indication portée au règlement graphique, la hauteur n'est pas règlementée. 2.2. Les paratonnerres, les souches de cheminées, etc., ne sont pas compris dans le calcul de la hauteur.
Obligation en matière de réalisation d'aires de stationnement	Site situé en secteur de stationnement 2 et 3 (CU du 4/09/2019) **1.7. Equipements publics ou d'intérêt collectif** Les équipements publics ou d'intérêt collectif doivent pouvoir disposer d'un nombre d'aires de stationnement permettant de répondre aux besoins nécessaires à leur fonctionnement.

Plan de zonage



7.2. SERVITUDES ADMINISTRATIVES ET D'UTILITE PUBLIQUE

Selon le certificat d'urbanisme délivré par la mairie de STRASBOURG en date du 4/09/2019, concernant les parcelles de terrains expertisées :

- Servitudes relatives à une zone de remontée de la nappe phréatique débordante et non concernée par le risque de débordement de cours d'eau …les constructions sont soumises à certaines prescriptions
- Servitude de halage et de marchepied ,
- Espace contribuant aux continuités écologiques ,
- Marge de recul et cote de 25 m par rapport à la voie ferrée et par rapport à la Ziegelwasser (15m et 6 m) .

7.3. QUALIFICATION DES TERRAINS ET ANALYSE

Il ressort du certificat d'urbanisme établi en date du 4/09/2019 , que les terrains sont situés en zone UE3 qui est une zone constructible devant répondre à des équipements publics ou d'intérêt collectif, avec les restrictions s'y rapportant en terme de bâti .
Il s'agit donc d'une zone qui répond à la qualification de zone constructible mais il ne pourra y être édifié que des installations et des bâtiments répondant à un intérêt collectif .
En cela ce type de terrains constructibles diffère d'un terrain constructible classé à usage d'habitation ou mixte , ou un terrain constructible à usage artisanal /industriel à vocation économique .
Il s'agit bien d'une typologie de terrain totalement spécifique dont la destination des constructions est rigoureusement encadrée.
La notion de destination s'applique exclusivement aux constructions et non aux parcelles de terrain.

Ce nouveau type de zonage qui est apparu avec les PLU permet clairement de préserver l'intérêt collectif dans le temps et de faire passer des terrains publics appartenant aux collectivités locales dans la sphère privée.
Ainsi quand bien même ces conditions d'utilité publique seraient réunies , il est important de les pérenniser dans le temps avec généralement un arsenal contractuel permettant d'encadrer dans le temps les engagements pris par l'acteur privé lors d'une telle opération .
C'est ainsi qu'il est très fréquent que sur la base de clauses d'affectation il est imposé à l'opérateur des sanctions financières en cas de changement par rapport à la programmation .
L'apparition de telles clauses dans ce type d'acte de vente est donc tout à fait normal.

Le droit de l'urbanisme définit les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif ,qui est une catégorie dérogatoire et qui permet de suivre des règles d'urbanisme particulières , plus souples que le droit commun .Le code de l'urbanisme ne donne toutefois aucune définition de la notion d'intérêt collectif .
En revanche la jurisprudence a dressé les contours assez précisément de cette notion et il en ressort en résumé « qu'un équipement collectif est une installation assurant un service d'intérêt général destiné à répondre à un besoin collectif . »
La vigilance est donc de mise dans le cadre de transfert de propriété de ce type de terrains à construire .

Dans le cas présent , l'ensemble des conditions particulières de la vente qui sont imposées à l'acquéreur par la Ville de Strasbourg , à l'exception de la cause de servitude non aedificandi sont les garants de l'aboutissement et le maintien de l'intérêt collectif dans le temps .
Ces clauses ne constituent pas des clauses exorbitantes en la matière et ne sont donc pas diminutives du prix de cession .
La clause de servitude non aedificandi constitue en revanche une obligation spécifique et donc une contrainte liée au terrain , et justifie une évaluation spécifique .

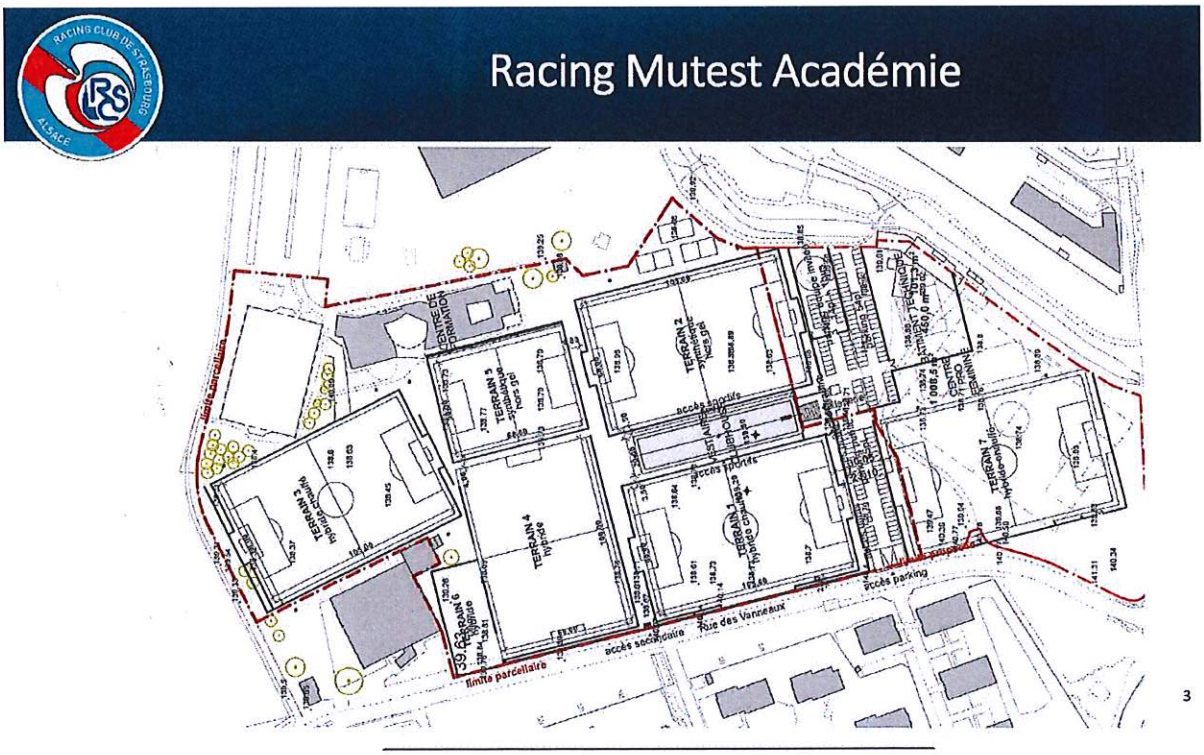
8. LE PROJET PORTE PAR L'ACQUEREUR

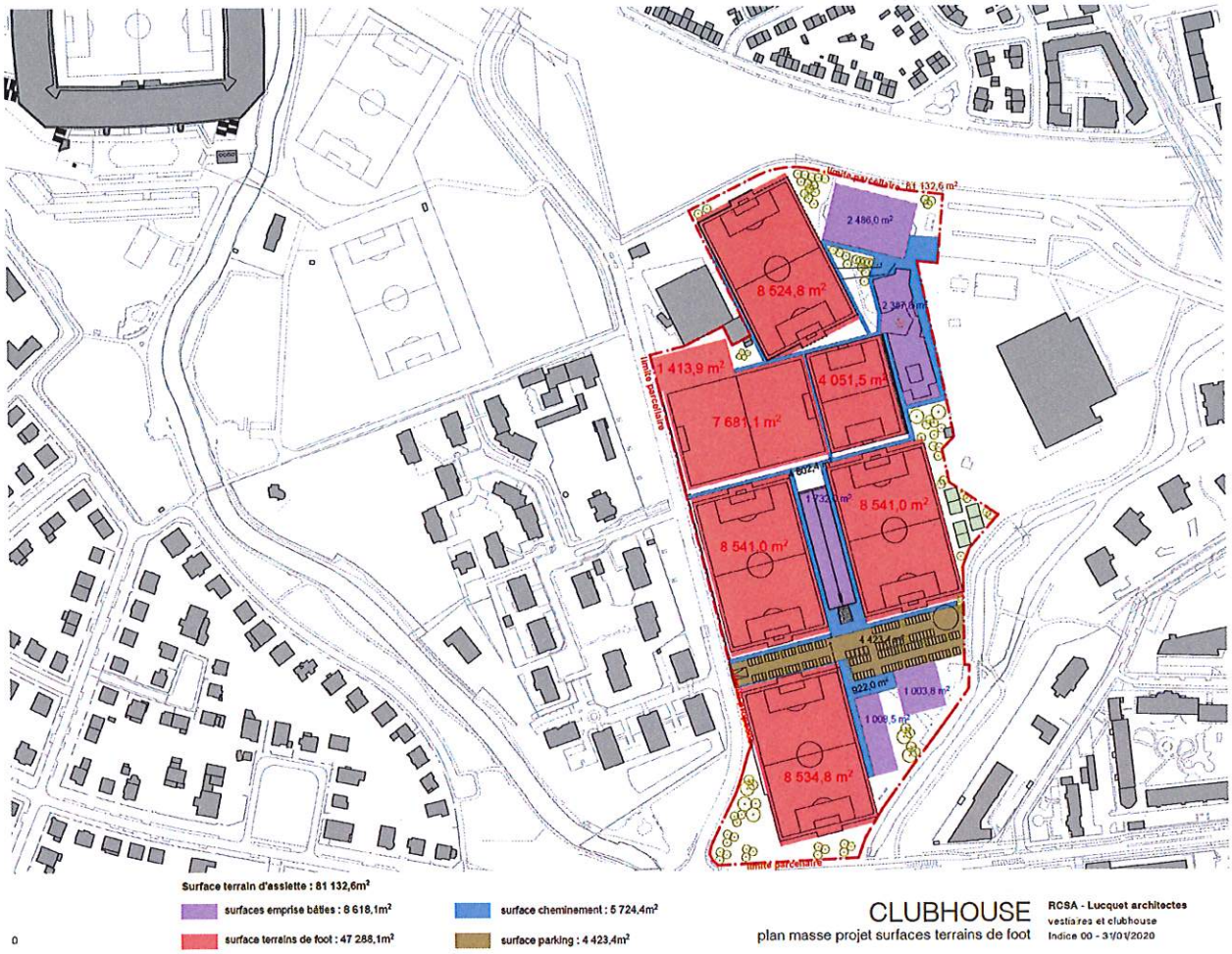
La SAS RACING CLUB DE STRASBOURG ALSACE a fait connaitre à la Ville de Strasbourg son ambition de mettre en un œuvre un projet de rénovation , de modernisation , d'extension et de mise aux normes du centre de formation de jeunes footballeurs avec une perspective d'investissement de plus de 15 M€.

Le détail du plan d'investissement tel que communiqué par la SAS Racing Club de Strasbourg Alsace est reproduit ci-dessous .

Le projet ainsi détaillé ci-dessous présente les caractéristiques suivantes , à savoir :

- Surface du terrain d'assiette : 81 132,60 m² soit 811a 32ca
- Surface emprise du bâti : 8 618,10 m²
- Surface des terrains de foot : 47 288,10 m²
- Surface cheminement : 5 724,40 m²
- Surface parking : 4 423,40 m²





Prévision investissements Racing Mutest Académie

Terrains	Terrassement	47 225 m2	282 874€	**7 826 981 €**
	Viabilité & réseaux	Arrosage, drainage, chauffage	500 440 €	
	Eclairage sportif	21 mâts	820 000 €	
	Mobilier sportif	Pare-ballons, buts, main courante, etc.	408 000 €	
	Aires de jeux	3,5 pelouses naturelles renforcées + 2,5 synthétiques	5 815 667 €	
Extérieurs	Réseaux viabilités		89 500 €	**1 199 591 €**
	Parking	5 064 m2, 122 places	273 781 €	
	Circulations piétonnes	6 470 m2	262 491 €	
	Aménagements paysagés		68 299 €	
	Mobilier	Clôture, portails, bancs, corbeilles, etc.	121 520 €	
	Ouvrages divers	Mur soutènement et gradins Vanneaux, puits PAC, etc.	384 000 €	
Bâtiment (hors vestiaire F)	Terrassement	2 085 m2	46 202 €	**4 367 802 €**
	Réseaux		216 600 €	
	Construction	1 955 m2	4 105 000 €	
Honoraires	MOA		1 166 956 €	**1 954 804 €**
	Autres		787 848 €	
Total opération				**15 349 178 €**

4

9. APPRECIATION

Nous avons relevé, de manière non exhaustive, les éléments d'appréciation suivants :

FORCES

- ✓ Grande emprise foncière d'un seul tenant ,
- ✓ Situation de qualité , à côté du stade de la Meinau et dans un quartier sud de la ville de Strasbourg offrant une excellente desserte ,
- ✓ Réelle opportunité d'acquisition d'un bien public pour un acteur privé,
- ✓ Règles d'urbanisme favorables au regard du classement de la zone compte tenu de la destination (installations sportives et d'enseignement)
- ✓ Opportunité pour la ville de Strasbourg de trouver un acteur privé qui prendra en charge les coûts induits par la mise en place de telles infrastructures sportives à intérêt collectif.

FAIBLESSES

- ✓ Bâtiment du Red Star vétuste , à démolir ,
- ✓ Clauses figurant dans l'acte de vente très contraignantes et encadrantes pour l'acquéreur ,
- ✓ Clause non aedificandi inscrite au Livre Foncier sur 82% de l'emprise
- ✓ Important budget à mettre en œuvre dans le cadre d'un projet ambitieux de restructuration et de réhabilitation du site supporté par un acteur privé.

OPPORTUNITES

- ✓ Grande capacité d'aménagement de l'unité foncière permettant de répondre à un projet ambitieux mené par un acteur privé au bénéfice de la collectivité locale
- ✓ Absence de terrains concurrents dans le voisinage

RISQUES

- ✓ Présence éventuelle de pollution des sols et d'amiante dans le bâti

10. ÉVALUATION DE LA VALEUR VÉNALE A CE JOUR DE L'EMPRISE FONCIERE

10.1. DEFINITION DE LA VALEUR VENALE

La valeur vénale correspond au prix auquel un bien ou un droit immobilier pourrait raisonnablement être cédé en cas de vente amiable au moment de l'Expertise, les conditions suivantes étant supposées préalablement réunies :

- La libre volonté du vendeur et de l'acquéreur.
- La disposition d'un délai raisonnable pour la négociation, compte-tenu de la nature du bien et de la situation du marché
- Le maintien de la valeur à un niveau sensiblement stable pendant ce délai.
- Que le bien ait été proposé à la vente dans les conditions du marché, sans réserves, avec une publicité adéquate.
- L'absence de facteurs de convenance personnelle.

Charte de l'expertise en évaluation immobilière 5è édition mars 2017

10.2. METHODES D'EVALUATION POUVANT ETRE MISE EN ŒUVRE

➢ ***Méthode du bilan promoteur appelé « compte à rebours «***

Cette méthode est couramment utilisée pour estimer la valeur marchande de terrains à bâtir en milieu urbanisé.
Elle peut être également appliquée pour déterminer la valeur d'un immeuble bâti existant mais destiné à faire l'objet d'une opération de restructuration lourde ou de reconstruction.

Selon la 5ème édition de la Charte de l'expertise en évaluation immobilière, cette méthode consiste à partir du prix prévisionnel de vente d'une opération projetée, à reconstituer les différents coûts grevant l'opération (coût de construction, coût de démolition, frais financiers, honoraires, marge) pour parvenir au final, par soustraction à la valeur du terrain ou de l'immeuble en question.

La définition du prix de sortie du programme doit s'appuyer non seulement sur les références de transactions pour les biens comparables à ceux devant être réalisés, mais encore sur une analyse de l'offre et de la demande au moment de la transaction ainsi que sur la tendance prévisible de celle-ci à court terme. En règle générale, le bilan promoteur comporte un poste marge, destiné à rémunérer le risque ou à viser un bénéfice cible pour l'opérateur.

Cette méthode ne pourra pas être mise en œuvre compte tenu des règles d'urbanisme applicables. Les terrains ne pourront recevoir que des constructions d'intérêt public . Il ne s'agit pas d'édifier des bâtiments à destination économique ni à rentabilité financière .

➢ ***Méthode par comparaison :***

La méthode par comparaison directe consiste à évaluer la valeur vénale d'un bien par référence à des transactions constatées concernant des biens intrinsèquement similaires.
Ces biens servant de comparatifs, appelés termes de comparaison ou références, ne sont toutefois jamais totalement identiques, et une marge d'appréciation est toujours nécessaire.
Cette méthode suppose en outre qu'il existe un marché suffisamment actif, au sein duquel plusieurs transactions peuvent être constatées sur un secteur donné et pour une période donnée. En pratique, les termes de comparaison résultent des bases de données de l'expert, ou lui sont communiquées par les notaires, les agents immobiliers, ou encore via les centres hypothécaires.
Lorsque le marché est restreint et qu'il est difficile voire impossible de constater des transactions de biens intrinsèquement similaires, l'expert peut employer la méthode par comparaison directe sur la base d'autres biens de même catégorie mais néanmoins moins comparables, en appliquant des correctifs, soit à la baisse (abattements), soit à la hausse (coefficients de revalorisation). La jurisprudence a eu l'occasion de valider cette approche (Cass. Com. 12 févr. 2008, n°07-10242).

Dans le cas d'espèce , il n'existe pas de valeurs de références à Strasbourg concernant des terrains soumis aux règles d'urbanisme identiques et répondant à un intérêt collectif .

Il y a donc lieu de s'interroger sur la nature des terrains qui pourraient servir de référence .

Il existe de manière simplifiée dans la catégorie des terrains constructibles , 2 types d'usage , à savoir à vocation d'habitation et /ou sociale et /ou mixte- commercial et /ou bureau) , et à vocation artisanale /industrielle .
Dans le cadre des contraintes liées aux règles d'urbanisme applicables aux terrains formant l'emprise foncière , il est possible d'en déduire que la typologie de terrain la plus proche de celle devant obéir à un intérêt collectif pourrait être un terrain à usage industriel/artisanal, et ceci plus particulièrement également compte tenu de la taille de l'emprise (1 Ha environ) . Il n'est possible de trouver cette emprise de foncier que pour des terrains à usage industriel ou artisanal qui nécessite un foncier important .
Ce rapprochement est d'autant plus confirmé de part la nature du projet qui sera mis en œuvre sur cette emprise foncière à savoir des halles et halls (terrains de football couverts et chauffés) , des tribunes partiellement couvertes avec des vestiaires et sanitaires et restaurant …
La nature des installations projetées et existantes ainsi que la surface importante développée par l'emprise d'un seul tenant , se rapprochent davantage d'un terrain à usage artisanal ou industriel que d'habitation .
C'est la raison pour laquelle, dans le cadre de la mise en œuvre de la méthode par comparaison et en l'absence de valeurs de références de ventes de biens présentant les mêmes caractéristiques, il sera pris en considération des terrains à vocation artisanale /industrielle .
Cette mise en œuvre sera par ailleurs facilitée par l'existence dans le même quartier (Meinau) d'une importante zone industrielle .

10.3 ETUDE DE MARCHE :

Il est communiqué à titre informatif une petite étude de marché sur les terrains à usage industriel /artisanal :

- **L'ECOPARC RHENAN :**

Grand pôle d'activité (récent 2017) du nord de l'agglomération strasbourgeoise sur les terrains de l'ex raffinerie Petroplus dépollués sur une surface de 80 hectares de terrains destinés aux activités industrielles , artisanales et de services . Ce pôle propose de parcelles à la vente allant de 2 000 m² à 10 hectares .
Excellente desserte multimodale .
A ce jour la 1ère tranche est entièrement commercialisée .
Prix moyen de l'are commercialisé : **5 500 €**

- **ZONE INDUSTRIELLE DE LA MEINAU :**

Ancienne zone industrielle appelée aussi « plaine des Bouchers « qui a pris son essor après la 1ère guerre mondiale et qui est devenu au fil des ans et des modifications des règles d'urbanisme qui lui ont été successivement applicables par secteurs, un secteur industriel, artisanal et de services .
Prix moyen de l'are dans la zone : **7 500 €**

- ***Pour les zones proches de l'Eurométropole (GAMBSHEIM)***

Entre 4.000 € et 5.000 € /are

- ***Pour les zones plus éloignées de l'Eurométropole (ROPPENHEIM)***

Entre 3.000 € et 4.000 € /are

10.4 EVALUATION DE LA VALEUR DU TERRAIN CONSTRUCTIBLE EN ZONE UE3

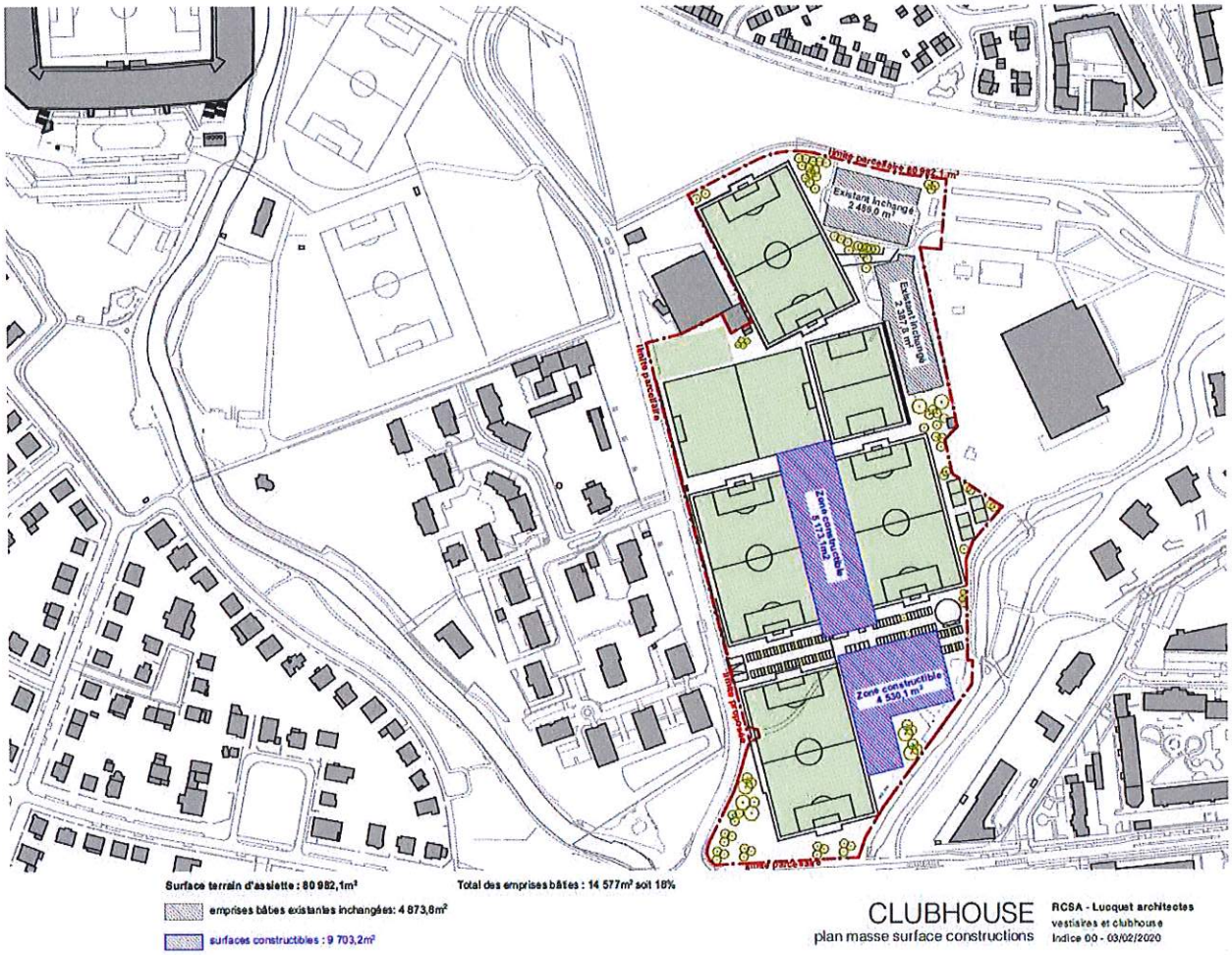
Dans le cadre de la présente évaluation , nous retiendrons comme valeurs de référence les prix couramment pratiqués dans la zone industrielle de la Meinau à savoir **7 500 € /are** .

Compte tenu du projet présenté par la SAS RACING CLUB DE STRASBOURG ALSACE qui consiste essentiellement en la mise en œuvre de terrains d'entrainement de football sous forme de halles partiellement couvertes ou halls couverts et chauffés et la présence d'un nombre restreint de bâtiments (existant :3 520 m² et à construire 1 955 m²), compte tenu de la surface totale de l'emprise (1 Ha environ), l'emprise au sol étant réglementée dans la zone à 30% , il est pertinent d'appliquer un abattement sur la valeur de référence estimé raisonnablement à 20 % soit une valeur retenue pour l'are constructible de **6 000 €.**

Valeur de l'are constructible situé en zone UE3 : 6 000 €

10.5 EVALUATION DE LA SERVITUDE NON AEDIFICANDI , AU REGARD DE LA COMMUNICATION N°97/C209/03 DU 20/11/1996

➢ **Emprise de la servitude : Plan**



En mauve : zone constructible

En vert : terrains frappés de la servitude non aedificandi

➢ **Analyse :**

Dans le cas d'espèce , les terrains qui seront frappés d'une servitude non aedificandi représentent une surface importante (82% de l'emprise totale) soit environ 666 ares et représentent un réel potentiel compte tenu de la nature du projet qui va y être installé, à savoir une surface restreinte de bâti existant et à construire et majoritairement des terrains de football .

La définition d'un terrain non constructible étant un terrain sur lequel il n'est pas possible de construire un immeuble de quelque nature qu'il soit ou une maison .

Les critères qui vont déterminer la valeur de ce type de terrain sont multiples , à savoir :

- La situation géographique

Le terrain qui se trouve dans une zone urbaine sera toujours plus cher que le même terrain non constructible situé en zone rurale

- La proximité avec les dessertes (routières , transports en commun …)
- Les limitations imposées
- L'état du terrain au jour de la vente (aménagement à effectuer pour son exploitation)

Un terrain laissé à l'abandon aura moins de valeur qu'un terrain entretenu .

- Si le terrain est tout ou en partie agricole , boisé , ou à usage de vergers, de vignes …il sera côté par la SAFER

En règle générale, un terrain non constructible vaut généralement 20 fois moins qu'un terrain constructible .

Dans le cas d'espèce , il conviendra de prendre en compte les critères suivants pour l'évaluation de sa valeur vénale, soit l'appréciation de la décote de la servitude non aedificandi , à savoir :

❖ **Critères de majoration de la valeur :**

- Grande emprise foncière d'un seul tenant comprenant des terrains constructibles cédés avec les terrains non constructibles ,
- Les terrains non constructibles cédés représentent un réel potentiel pour le projet sur l'emprise foncière globale (centre de formation et terrains de football c'est-à-dire peu de bâti et essentiellement des terrains de football.)
- La non constructibilité pourra un jour être levée (décision du conseil municipal transcrite au Livre Foncier qui peut être annulée par une autre) et qui peut donc être évolutif dans le temps
- L'emprise cédée se trouve dans un quartier urbain bénéficiant d'une excellente desserte tant routière que par les transports en commun
- Les terrains ne sont pas en friche et sont déjà aménagés et utilisés

❖ **Critère de minoration de la valeur :**

Le projet porté par la SAS RACING CLUB DE STRASBOURG prévoit un investissement conséquent et ambitieux de plus de 15 M€, répondant à un intérêt collectif.
Il s'agit d'un investissement important porté par un acteur privé poursuivant un but d'intérêt collectif et général .
L'acquéreur devra requérir un financement auprès des banques pour finaliser le projet, cet emprunt générera un coût financier non négligeable .
Il s'agit donc bien d'un critère de minoration de la valeur .

La valeur de base de l'are non constructible avant retraitement serait de :

- Valeur de l'are constructible zone UE3 (telle que défini précédemment) : 6 000 €
- Valeur de l'are non constructible théorique : 20 fois moins soit **300 €**

Retraitement de la valeur pour tenir compte des critères spécifiques inhérents à la zone et aux terrains :

- Valeur de l'are constructible zone UE3 : **6 000 €**
- Valeur de l'are non constructible théorique : 20 fois moins soit **300 €**
- Valeur de l'are non constructible après prise en compte des critères spécifiques liés aux parcelles de terrain :

- Application d'une majoration estimée raisonnablement à 10 fois plus de la valeur de base
- Application d'un coefficient de minoration estimé raisonnablement à 15% de la valeur après majoration ,

Soit 300 € X10 = 3 000 € - 15% = 2 550 € , arrondi à **2 500 €**

➢ Evaluation de la servitude non aedificandi :

Compte tenu de l'analyse développée ci-dessus , la servitude non aedificandi qui constitue une obligation spécifique dans l'acte de cession peut être évaluée de la manière suivante , à savoir :

- **Valeur de l'emprise foncière totale située en zone EU3 :**
  Surface totale de l'emprise : 809,82 ares
  Valeur de l'are constructible en zone UE3 : 6 000 €
  Valeur totale de l'emprise : **4 858 920 €**

- **Valeur des terrains frappés par la servitude non aedificandi :**
  Surface des terrains frappée par la servitude : 82% de l'emprise totale soit 666 ares
  Valeur de l'are non constructible dans ce contexte spécifique : 2 500 €
  Valeur totale des terrains frappés par la servitude non aedificandi : 666 ares X 2 500 € = **1 665 000 €**

- **Cout estimé de la servitude non aedificandi :**
  valeur de l'emprise foncière avant application de la servitude non aedificandi :**4 858 920€**
  surface des terrains restant constructible après application de la servitude : **142a82ca**
  valeur des terrains restant constructibles : 142,82a X 6 000 € = **863 000 €**
  surface des terrains frappée par la servitude : **666 ares**
  valeur des terrains frappés par la servitude non aedificandi : 666 a X 2 500 € =**1 665 000€**

- **Cout de l'application de la servitude non aedificandi :**
  Valeur de l'emprise avant application de la servitude : **4 858 920 €**
  Valeur de l'emprise après application de la servitude :
  Terrains en zone constructible : 863 000 €
  Terrains en zone non constructible : 1 665 000 €
  Soit valeur de l'emprise totale : **2 528 000 €**

Soit valeur de la servitude non aedificandi :
4 858 920 € - 2 528 000 € = **2 330 920 €**

10.6 EVALUATION DE L'EMPRISE FONCIERE :

Récapitulatif des biens à évaluer :

- Surface totale de l'emprise : 809,82 ares
- Surface totale terrains constructibles : 143,82 ares
- Surface totale terrains frappés de la servitude non aedificanti : 666 ares (soit 82 % de l'emprise)
- Surface du bâti actuel à conserver: 3 520 m² (centre de formation) 2 400 m² (halle couverte)
- Coût de démolition club house Red Star (500 m²): (évaluation Ville de Strasbourg) : 60 000 €

Biens évalués	Surface	Valeur vénale	Valeur vénale arrondie	A déduire
Terrains constructibles	143a82ca	6 000 €/are	863 000 €	
Terrains non constructibles (Servitude non aedificandi	666 a	2 500 €/are	1 665 000 €	
Bâti centre de formation	3 520 m²	950 €/m²	3 344 000 €	
Bâti halle couverte	2 400 m²	250 €/m²	600 000 €	
Cout de démolition Red Star	500 m²			-60 000 €

11 CONCLUSION

	VALEUR VENALE HD
Terrains constructibles	***863 000 €***
Terrains non constructibles	***1.665 000 €***
Bâti	***3.944 000 €***
Démolition bâti obsolète	***-60 000 €***
TOTAL	***6.412 000 €***
Coût de la servitude non aedificandi	***2 330 920 €***

Il est expressément précisé que les valeurs exprimées sont celles au jour de la réalisation de la présente expertise, dont la durée de validité ne pourra excéder 3 mois.
Passé ce délai, les valeurs devront être reconsidérées en fonction d'éventuelles nouvelles données qui auront pu apparaître entre temps.
Par ailleurs l'utilisation partielle du présent rapport est strictement interdite, sauf à ce que l'expert ait pu expressément donner son accord ou que cela soit prévu dans le présent rapport.
De même, l'usage de ce rapport d'expertise dans un autre contexte que celui prévu dans la présente mission est également strictement interdit.

Tel est notre avis.

Fait et clos, à Strasbourg, le 3/02/2020.

L'Expert

Laurence Geng-Merger



12.1 DEFINITION DE LA VALEUR VENALE (CHARTE DE L'EXPERTISE)

La valeur vénale correspond au prix auquel un bien ou un droit immobilier pourrait raisonnablement être cédé en cas de vente amiable au moment de l'Expertise, les conditions suivantes étant supposées préalablement réunies :

- La libre volonté du vendeur et de l'acquéreur.
- La disposition d'un délai raisonnable pour la négociation, compte-tenu de la nature du bien et de la situation du marché
- Le maintien de la valeur à un niveau sensiblement stable pendant ce délai.
- Que le bien ait été proposé à la vente dans les conditions du marché, sans réserves, avec une publicité adéquate.
- L'absence de facteurs de convenance personnelle.

Il convient de distinguer :

a. La valeur vénale nette exprimée hors frais d'acquisition (frais d'actes) et selon la nature de l'immeuble :

   -hors droits de mutation ("hors droits") ou hors taxe à la valeur ajoutée ("hors taxe, hors frais") pour l'immobilier d'entreprise soumis au régime de la TVA et

   -TTC pour l'habitation soumise au régime de la TVA immobilière.

b. La valeur vénale brute (dite "acte en main", "droits inclus" ou "droits compris") où droits de mutation et frais d'acquisition sont inclus.

12.2 CONDITIONS D'EXECUTION DE LA MISSION

1. Notre mission n'a pas comporté :

   ✓ De certification de la situation juridique des biens (titre de propriété, hypothèque), ni de contrôle de leur qualification juridique (affectation des locaux).

   ✓ De certification des dispositions d'urbanisme applicables à l'immeuble, seul un certificat d'urbanisme ou un permis de construire pouvant faire foi.

   ✓ De contrôle de la pollution ou de la contamination susceptible d'affecter le terrain.

   ✓ De vérification de fonctionnement des services généraux, ni d'études techniques de l'immeuble (charges des planchers, réseaux, etc...).

2. Nous avons supposé que les bâtiments et installations étaient en conformité avec les lois et règlements (permis de construire, certificat de conformité, normes de sécurité notamment, législations sur la pollution et sur l'amiante au regard du décret du 7 février 1996, sur l'infestation par les termites au regard de la loi du 8 juin 1999 ou sur la lutte contre le saturnisme au regard de la loi du 29 juillet 1998).

3. La valeur des équipements, généralement considérés comme immeubles par destination, est incluse dans les sommes que nous affectons aux constructions (évaluation du mètre carré bâti, services généraux compris).

4. Les coûts de travaux que nous provisionnons, le cas échéant, sont donnés à titre indicatif et sous réserve, notamment pour les immeubles construits avant le 1er janvier 1980, d'un diagnostic lié à la présence d'amiante dans la construction et aux travaux qui pourraient en résulter. Seuls des devis de professionnels (maîtres d'œuvre, entreprises) permettraient de déterminer de manière précise les coûts prévisionnels.

5. Toutes les sommes énoncées dans le présent rapport sont exprimées, sauf stipulation contraire, en euros et hors taxes ou hors droits selon le régime fiscal applicable au bien.

6 Le présent rapport ne peut être reproduit ou communiqué à des tiers que dans son intégralité.

Il ne peut faire l'objet d'une quelconque publication ou citation sans l'autorisation des signataires sur la forme et les circonstances dans lesquelles il pourrait paraître.

12.3DIAGNOSTICS REGLEMENTAIRES

La présente évaluation est réalisée sous réserve du résultat de l'ensemble des diagnostics techniques.

28

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Prorogation de 25 années de l'échéance du bail emphytéotique consenti à la Société NEOLIA pour la gestion d'un ensemble immobilier de la Cité Spach à Strasbourg.

Par délibération du 20 décembre 1999, le Conseil Municipal de Strasbourg a approuvé la mise à disposition d'un ensemble immobilier de la Cité Spach au profit de la Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré LOGIEST en vue de poursuivre le programme de réhabilitation et de maintenance de cet ensemble d'une surface totale de 54,33 ares (soit en toutes lettres cinquante-quatre ares et trente-trois centiares).

Cette mise à disposition s'est traduite par la conclusion le 22 juin 2000 d'un bail emphytéotique pour une durée de quarante-six années entières et consécutives à compter du 1er janvier 2000 et avec échéance au 31 décembre 2045.

A la suite de la réorganisation en 2017 et 2018 des filières immobilières du groupe « ACTION LOGEMENT », le patrimoine alsacien géré par la SA HLM LOGIEST a été cédé à la SA HLM NEOLIA. A cet effet, la ville de Strasbourg avait été invitée en juin 2018 à donner son accord sur la reprise par NEOLIA du bail emphytéotique consenti sur la Cité Spach, avec à l'appui une promesse de programmation plus ambitieuse concernant le projet de réhabilitation initié par LOGIEST. L'agrément de la ville de Strasbourg a ouvert la voie à la cession du bail emphytéotique au profit de NEOLIA, avec date d'effet du 28 juin 2018.

NEOLIA a rapidement engagé un travail de concertation associant les locataires de l'ensemble immobilier et le service Habitat de la ville de Strasbourg, qui a permis d'arrêter en 2019 un nouveau programme de travaux très largement revu à la hausse, avec une enveloppe allouée aux travaux désormais portée à 5,3 millions d'euros (contre un budget de 2 millions d'euros dans le cadre de la programmation initialement portée par LOGIEST).

Compte tenu d'une rentabilité à long terme très faible des 123 logements à caractère social faisant l'objet du bail emphytéotique (faible niveau des loyers, combiné à la nécessité de ne pas les augmenter au-delà de ce qui avait déjà été acté par LOGIEST dans une perspective de fin de travaux à moindre coût), et de l'incapacité pour NEOLIA à répondre aux conditions d'équilibre du bail emphytéotique dans le cadre d'une échéance maintenue au 31 décembre 2045, il est proposé de prolonger le bail de 25 ans pour

permettre à l'emphytéote d'amortir la totalité des pertes cumulées entre 2020 et 2045 et l'investissement d'origine.

Le bail emphytéotique conclu en 2000 présente aussi la particularité de fixer un montant de redevance intégralement subventionné par la ville de Strasbourg jusqu'à l'échéance du bail. A titre d'information, ce montant s'élève à 205 251 euros en 2019, après indexation de la redevance de base fixée dans le contrat sur l'évolution de l'indice du coût de la construction.

A la suite de recommandations formulées par la Chambre Régionale des Comptes Grand Est dans son rapport d'observations définitives daté du 5 février 2019, pointant un dispositif qui ne s'inscrit pas dans un cadre juridique adapté, la ville de Strasbourg s'est engagée à ne pas le pérenniser pour les baux concernés par des prorogations d'échéance.

Compte-tenu du caractère inchangé des obligations du preneur, et eu égard aux nouveaux engagements financiers pour la réhabilitation de l'ensemble immobilier relevant du parc social conventionné, il est proposé de substituer au mécanisme de la redevance intégralement subventionnée le versement par l'emphytéote d'une redevance annuelle symbolique de 15 euros.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu l'avis de la Division du Domaine
2019/1635 en date du 10 janvier 2020
sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *la prolongation de vingt-cinq années supplémentaires du bail emphytéotique conclu le 22 juin 2000 au profit de la SA HLM NEOLIA (initialement SA HLM LOGIEST, avant cession des droits au bail par acte notarié du 28 juin 2018), portant ainsi l'échéance du bail au 31 décembre 2070, concernant l'ensemble immobilier localisé et cadastré comme suit :*

Commune de STRASBOURG
Banlieue de Strasbourg-Ville

Section	***N° de parcelle***	***Lieudit***	***Surface***
93	*29*	*Rue de Flandre*	*00 ha 01 a 75 ca*
93	*30*	*Cité Spach*	*00 ha 02 a 19 ca*
93	*31*	*Cité Spach*	*00 ha 01 a 83 ca*
93	*32*	*Cité Spach*	*00 ha 02 a 23 ca*
93	*33*	*Cité Spach*	*00 ha 01 a 83 ca*
93	*34*	*Cité Spach*	*00 ha 01 a 83 ca*

93	*35*	*Cité Spach*	*00 ha 01 a 84 ca*
93	*36*	*Cité Spach*	*00 ha 02 a 22 ca*
93	*37*	*Cité Spach*	*00 ha 01 a 84 ca*
93	*38*	*Cité Spach*	*00 ha 02 a 19 ca*
93	*39*	*Cité Spach*	*00 ha 01 a 73 ca*
93	*40*	*Cité Spach*	*00 ha 13 a 20 ca*
93	*41*	*Rue de Flandre*	*00 ha 06 a 00 ca*
93	*53*	*1 rue Kirstein*	*00 ha 06 a 02 ca*
93	*180*	*Rue Edel*	*00 ha 07 a 63 ca*

- *la modification du mode de calcul de la redevance, avec date d'effet du 1er janvier 2020 et jusqu'à échéance du bail, sur la base d'un nouveau montant de redevance fixe de quinze euros par an*

autorise

- *le Maire ou son-sa représentant-e à signer tout document ou acte concourant à l'exécution de la présente délibération et notamment l'avenant n°1 au bail emphytéotique du 22 juin 2000 actant de la prolongation et du nouveau montant de redevance emphytéotique.*

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

AVENANT N° 1

au bail emphytéotique du 22 juin 2000

Le

Monsieur Roland RIES, Maire de Strasbourg, soussigné,

a reçu le présent acte authentique, contenant un **AVENANT n° 1** au bail emphytéotique du 22 juin 2000,

à la requête des personnes ci-après identifiées.

IDENTIFICATION DES PARTIES

I. **LA VILLE DE STRASBOURG**, département du Bas-Rhin, ayant son siège à STRASBOURG (67076), 1 Parc de l'Etoile,

représentée par Monsieur Alain FONTANEL, Premier Adjoint au Maire de Strasbourg,

agissant au nom et pour le compte de la Ville de Strasbourg en exécution d'une délibération du Conseil Municipal du 28 avril 2014, dont une ampliation est ci-après annexée,

et spécialement habilité à l'effet des présentes en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 10 février 2020, dont une ampliation est également ci-après annexée.

Ci-après dénommée dans le corps de l'acte,

le BAILLEUR d'une part ;

II. **LA SOCIETE NEOLIA**, Société Anonyme d'H.L.M au capital de 16.686.896 €, dont le siège est à MONTBELIARD (25200), 34 Rue de la Combe aux Biches, identifiée au SIREN sous le numéro 305918732 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BELFORT,

représentée par Monsieur Jacques FERRAND, Directeur Général de NEOLIA,

nommé auxdites fonctions en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration du 28 octobre 2011 prenant effet le 1er février 2012, renouvelé par une délibération du Conseil d'Administration en date du 12 décembre 2017 (dont un extrait est également ci-après annexé) avec date de prise d'effet au 1er février 2018 et ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu de l'article 16 des statuts,

Ci-après, dénommée dans le corps de l'acte,

le PRENEUR, d'autre part ;

EXPOSE PRELIMINAIRE

Aux termes d'un bail emphytéotique conclu le vingt-deux juin deux mille, le BAILLEUR a mis à la disposition du PRENEUR (SA HLM LOGIEST) par voie de bail emphytéotique :

⇨ l'ensemble immobilier localisé et cadastré comme suit :

Commune de STRASBOURG
Banlieue de Strasbourg-Ville

Section	N° de parcelle	Lieudit	Surface
93	29	Rue de Flandre	00 ha 01 a 75 ca
93	30	Cité Spach	00 ha 02 a 19 ca
93	31	Cité Spach	00 ha 01 a 83 ca
93	32	Cité Spach	00 ha 02 a 23 ca
93	33	Cité Spach	00 ha 01 a 83 ca
93	34	Cité Spach	00 ha 01 a 83 ca
93	35	Cité Spach	00 ha 01 a 84 ca
93	36	Cité Spach	00 ha 02 a 22 ca
93	37	Cité Spach	00 ha 01 a 84 ca
93	38	Cité Spach	00 ha 02 a 19 ca
93	39	Cité Spach	00 ha 01 a 73 ca
93	40	Cité Spach	00 ha 13 a 20 ca
93	41	Rue de Flandre	00 ha 06 a 00 ca
93	53	1 rue Kirstein	00 ha 06 a 02 ca
93	180	Rue Edel	00 ha 07 a 63 ca

⇨ d'une surface totale de 54,33 ares (soit en toutes lettres cinquante-quatre ares et trente-trois centiares)

⇨ dans le cadre de la reprise du bail emphytéotique initialement consenti à la SAIEM de la CUS, et dans le but de poursuivre le programme de réhabilitation et de maintenance de plusieurs bâtiments de la Cité Spach .

Le contrat stipule une durée du bail de quarante-six années entières et consécutives commençant le 1er janvier 2000 et portant ainsi l'échéance au 31 décembre 2045.

A la suite de la réorganisation en 2017 et 2018 des filières immobilières du groupe « ACTION LOGEMENT », le patrimoine alsacien géré par la SA HLM LOGIEST a été cédé à la SA HLM NEOLIA. A cet effet, la ville de Strasbourg avait été invitée en juin 2018 à donner son accord sur la reprise par NEOLIA du bail emphytéotique consenti sur la Cité Spach, avec à l'appui une promesse de programmation plus ambitieuse concernant le projet de réhabilitation initié par LOGIEST. L'agrément de la ville de Strasbourg a ouvert la voie à la cession du bail emphytéotique au profit de NEOLIA, avec date d'effet du 28 juin 2018.

NEOLIA a rapidement engagé un travail de concertation associant les locataires de l'ensemble immobilier et le service Habitat de la ville de Strasbourg, qui a permis d'arrêter en 2019 un nouveau programme de travaux très largement revu à la hausse, avec une enveloppe allouée aux travaux désormais portée à 5,3 millions d'euros (contre un budget de 2 millions d'euros dans le cadre de la programmation initialement portée par LOGIEST).

Compte tenu d'une rentabilité à long terme très faible des 123 logements à caractère social faisant l'objet du bail emphytéotique (faible niveau des loyers, combiné à la nécessité de ne pas les augmenter au-delà de ce qui avait déjà été acté par LOGIEST dans une perspective de fin de travaux à moindre coût), NEOLIA a justifié auprès de la ville de Strasbourg :

- de son incapacité à répondre aux conditions d'équilibre du bail emphytéotique dans le cadre d'une échéance maintenue au 31 décembre 2045 ;
- et de la nécessité de prolonger le bail d'environ 25 ans pour amortir la totalité des pertes cumulées entre 2020 et 2045 et l'investissement d'origine.

Le bail emphytéotique conclu en 2000 présente aussi la particularité de fixer un montant de redevance intégralement subventionné par la ville de Strasbourg jusqu'à l'échéance du bail. A la suite d'observations et de recommandations formulées début 2019 par la Chambre Régionale des Comptes Grand Est, la Ville s'est engagée à ne pas pérenniser ce dispositif pour les baux concernés par des prorogations d'échéance. Dans le cas d'espèce, eu égard au caractère inchangé des obligations du preneur, un montant de redevance annuelle fixe de 15 (quinze) euros lui sera substitué.

Ceci exposé, les parties conviennent de ce qui suit :

ARTICLE 1

L'échéance du présent bail emphytéotique est prorogée d'une durée de vingt-cinq (25) années supplémentaires. Ledit bail emphytéotique arrivera ainsi à échéance le trente et un décembre deux mil soixante-dix pour l'ensemble des terrains mis à disposition par la Ville de Strasbourg, soit une surface totale de 54a33ca.

ARTICLE 2

En lieu et place d'une redevance emphytéotique intégralement subventionnée par la Ville de Strasbourg, le PRENEUR s'acquittera d'une redevance annuelle fixe de 15 €, en toutes lettres quinze euros, avec date d'effet du 1er janvier 2020 et jusqu'à échéance du bail.

Les parties s'accordent toutefois sur la possibilité pour le PRENEUR de se libérer du paiement de la redevance en un seul versement capitalisé de 765 € après formalités d'enregistrement et de transcription au Livre Foncier.

ARTICLE 3

Toutes les autres clauses et conditions du bail emphytéotique du 22 juin 2000 sont maintenues et confirmées dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux stipulations du présent avenant.

ARTICLE 4

Les parties requièrent l'inscription du présent avenant au Livre foncier.
Les éventuels frais d'enregistrement du présent avenant sont à la charge du PRENEUR.

DONT ACTE rédigé en QUATRE pages

Documents annexés :
_ délibérations du conseil municipal de Strasbourg du 28 avril 2014 et du 10 février 2020
_ extrait du procès-verbal du conseil d'administration de NEOLIA du 12 décembre 2017 portant nomination du Directeur Général et délimitation des pouvoirs de la Direction Générale

Après lecture et approbation du présent acte, les comparants ont signé comme suit :

- Monsieur Jacques FERRAND, le
- Monsieur Alain FONTANEL, le
- Monsieur Roland RIES, le

Jacques FERRAND	**Alain FONTANEL**	**Roland RIES**

Mention de l'Enregistrement

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES
GRAND EST ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN
Pôle Pilotage des missions et Animation du réseau
Division du Domaine
4 Place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

Le 10/01/2020

Le Directeur régional des Finances Publiques
Grand Est et du département du Bas-Rhin

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Patrick GOGUELY
Téléphone : 03 88 10 35 13
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr
Réf. : 2019/1635

à

Ville de Strasbourg
Direction de l'urbanisme et des territoires
Service Gestion et inventaire du patrimoine bâti
1, parc de l'étoile
67 076 STRASBOURG cedex

AVIS du DOMAINE (VALEUR VENALE ET REDEVANCE)

DÉSIGNATION DU BIEN : redevance d'un bail emphytéotique suite à une prorogation de sa durée

ADRESSE DU BIEN : cité Spach à Strasbourg

VALEUR VÉNALE DES BIENS MIS À DISPOSITION : 10 700 000 € HT

MONTANT DE LA REDEVANCE ANNUELLE : 276 400 € HT

1 – SERVICE CONSULTANT :

Ville de Strasbourg. Affaire suivie par **M Patrick ROCKEMER** patrick.rockemer@strasbourg.eu

2 – DATE DE LA CONSULTATION :

Demande datée du	:	25/11/2019
Demande reçue le	:	25/11/2019
Renseignements complémentaires	:	31/12/2019
Visite	:	05/12/2019
Dossier en état	:	31/12/2019

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ :

Conclusion d'un avenant au bail emphytéotique passé entre la ville de Strasbourg et NEOLIA pour une durée de 45 ans, avec date de prise d'effet au 01/01/2000. Cet avenant vise à proroger de 25 ans la durée du bail initial ; la nouvelle échéance étant portée au 31/12/2070.

4 – DESCRIPTION DU BIEN

Désignation cadastrale :

N°	Section	n°	Lieu-dit - Adresse	Surface (are)
1	93	29	Rue de Flandre	1,75
2	93	30	Cité Spach	2,19
3	93	31	Cité Spach	1,83
4	93	32	Cité Spach	2,23
5	93	33	Cité Spach	1,83
6	93	34	Cité Spach	1,83
7	93	35	Cité Spach	1,84
8	93	36	Cité Spach	2,22
9	93	37	Cité Spach	1,84
10	93	38	Cité Spach	2,19
11	93	39	Cité Spach	1,73
12	93	40	rue Edel	13,2
13	93	41	Cité Spach	6
14	93	53	Rue de Flandre	6,02
15	93	180/53	16, rue Edel	7,63
TOTAL				**54,33**

Descriptif sommaire:

La ville est propriétaire d'un ensemble de parcelles formant une emprise foncière de forme allongée située entre la rue de Flandre (n° 3 à 9) la rue Edel (n° 16,18) et la rue cité Spach.

Cette unité foncière est sur-bâtie par un ensemble immobilier composé d'un alignement de bâtiments de type R+4, totalisant 123 logements (8 F1, 57 F2, 46 F3, 9 F4, 3 F5), 4 commerces, 58 garages, 4 parkings ainsi que d'un bâtiment tertiaire construit au milieu des années 1990 à l'occasion de la réhabilitation de la cité Spach. Édifié sur deux niveaux, ce bâtiment implanté sur les limites sud de l'unité foncière se compose de bureaux et de blocs sanitaires en bon état d'entretien, occupés par le centre médico-social.

Le reste du terrain est occupé par un espace vert qui surplombe un parking souterrain, des parkings et des cheminements piéton. Le cœur de la parcelle est accessible par deux porches situés rue des Flandres et rue Edel.

Sensée répondre aux mêmes critères hygiénistes qu'une caserne militaire, la cité Spach a été conçue à la toute fin du 19e siècle dans le secteur de l'avenue de la Forêt-Noire avec la création de cent-un logements sociaux conformément aux principes de l'hygiène, spacieux, hauts de plafond, bien aérés, équipés de gaz pour le chauffage et l'éclairage.

Sa construction a débuté entre 1898 à 1900 par l'alignement sud formant un ensemble cohérent de 11 immeubles de trois étages accolés (2, 4, 6, 8, 10, 12, 14, 16, 18, cité Spach et 9 rue de Flandre).

La construction de l'alignement nord s'est étalée entre 1903 et 1905 (1, 3, 5, 7, 9, 11, 13, 15, 17, cité Spach et 11 rue de Flandre) Cet alignement est en fait une quasi-réplique, à l'exception des commerces, du premier alignement d'immeubles.

Des oriels d'angles particulièrement remarquables du point de vue urbanistique, participe pleinement à l'identité visuelle de la cité

Du fait de l'important succès de la cité Spach, des extensions perpendiculaires aux alignements ont été réalisées en 1909 (3 rue des Flandres et 16, rue Edel).

État d'entretien

La cité a fait l'objet d'une profonde réhabilitation dans les années 1990. Les parties envisagent de prolonger le la durée du bail initial de 25 ans pour permettre au preneur d'engager et d'amortir des travaux de réfection du parc immobilier dont le montant est évalué à 5 033 139 € HT (650 € HT / m² SU).

Équipements

Eau, gaz, électricité, chauffage central au gaz, radiateurs métal équipés de vannes thermostatiques, production d'eau chaude sanitaire au moyen de convertisseurs individuels branchés sur le circuit du chauffage, fenêtres PVC double vitrage, volets battants en bois coté rue et volets roulants PVC coté cour,

Surface utile des locaux (source consultant)

	Surface (m²)	Nombre
APPARTEMENTS	7142	123
COMMERCES	180	
BUREAUX	50	1
LOCAUX COMMUNS	155	
CENTRE MEDICO SOCIAL	230	1
TOTAL	**7757**	
GARAGES EN SOUS SOL	NC	58
PARKINGS EXTERIEURS	NC	4

5 - SITUATION JURIDIQUE :

Propriétaire bailleur : ville de Strasbourg

Emphytéote : DOMIAL suite à la reprise en juillet 2018 du patrimoine alsacien de LOGIEST et des droits que cette société détenait en sa qualité de preneur dans les baux emphytéotiques conclus avec la ville de Strasbourg.

6 - URBANISME ET RÉSEAUX :

Au PLU intercommunal en vigueur, les parcelles sont situées en zone **UAB2**

7- DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE :

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

Compte tenu de ses caractéristiques propres ainsi que des éléments d'information recueillis sur le marché local, la valeur vénale actuelle de l'ensemble immobilier considéré peut être fixée à 10 700 000 € HT.

La nouvelle redevance annuelle déterminée à partir de la méthode dite de « l'apport net » est fixée à 276 400 € pour une durée de bail restant à courir de 51 ans.

8 - DURÉE DE VALIDITÉ :

Cet avis a une durée de validité de 12 mois.

9 - OBSERVATIONS PARTICULIÈRES :

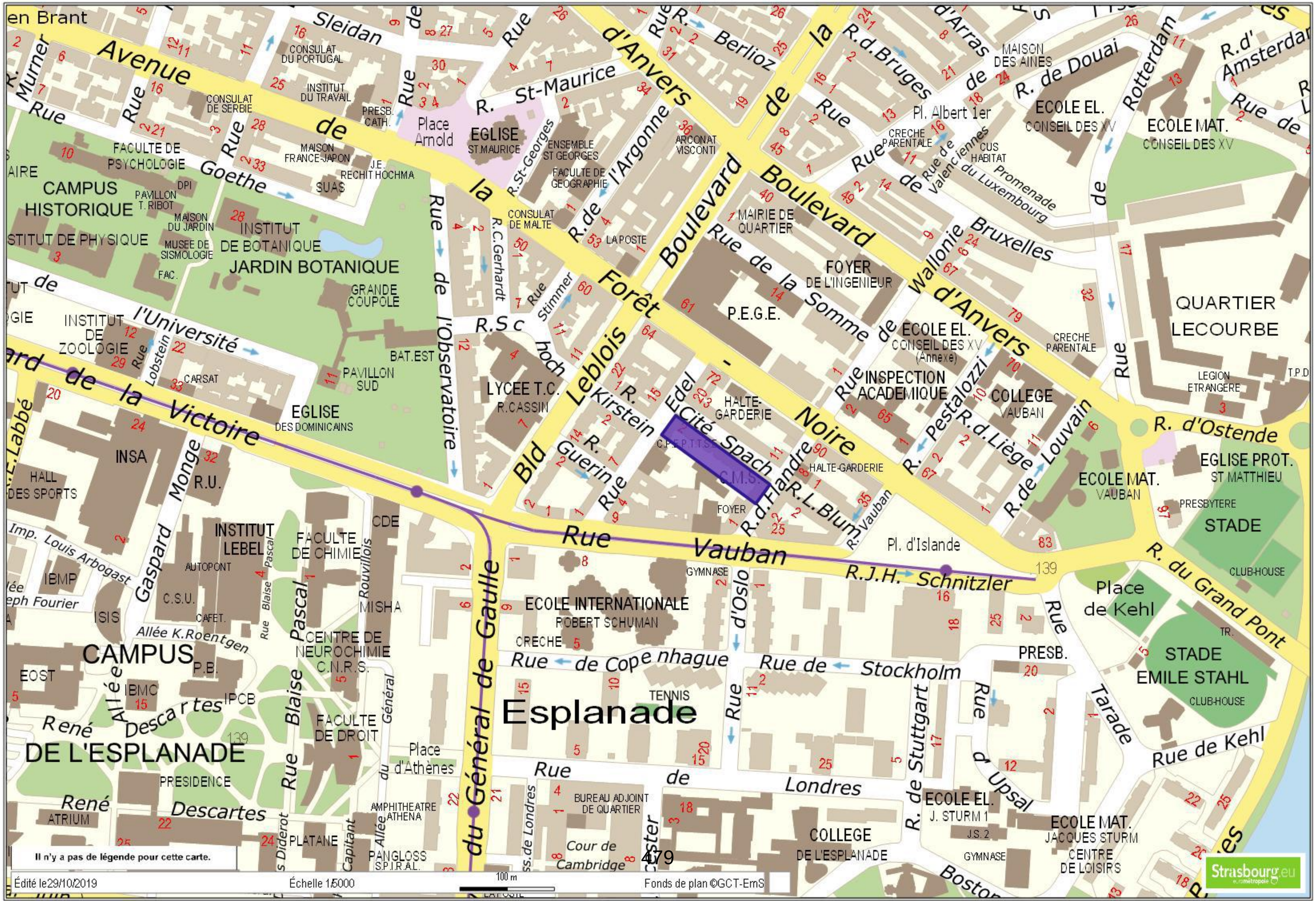
Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, ou de pollution des sols.

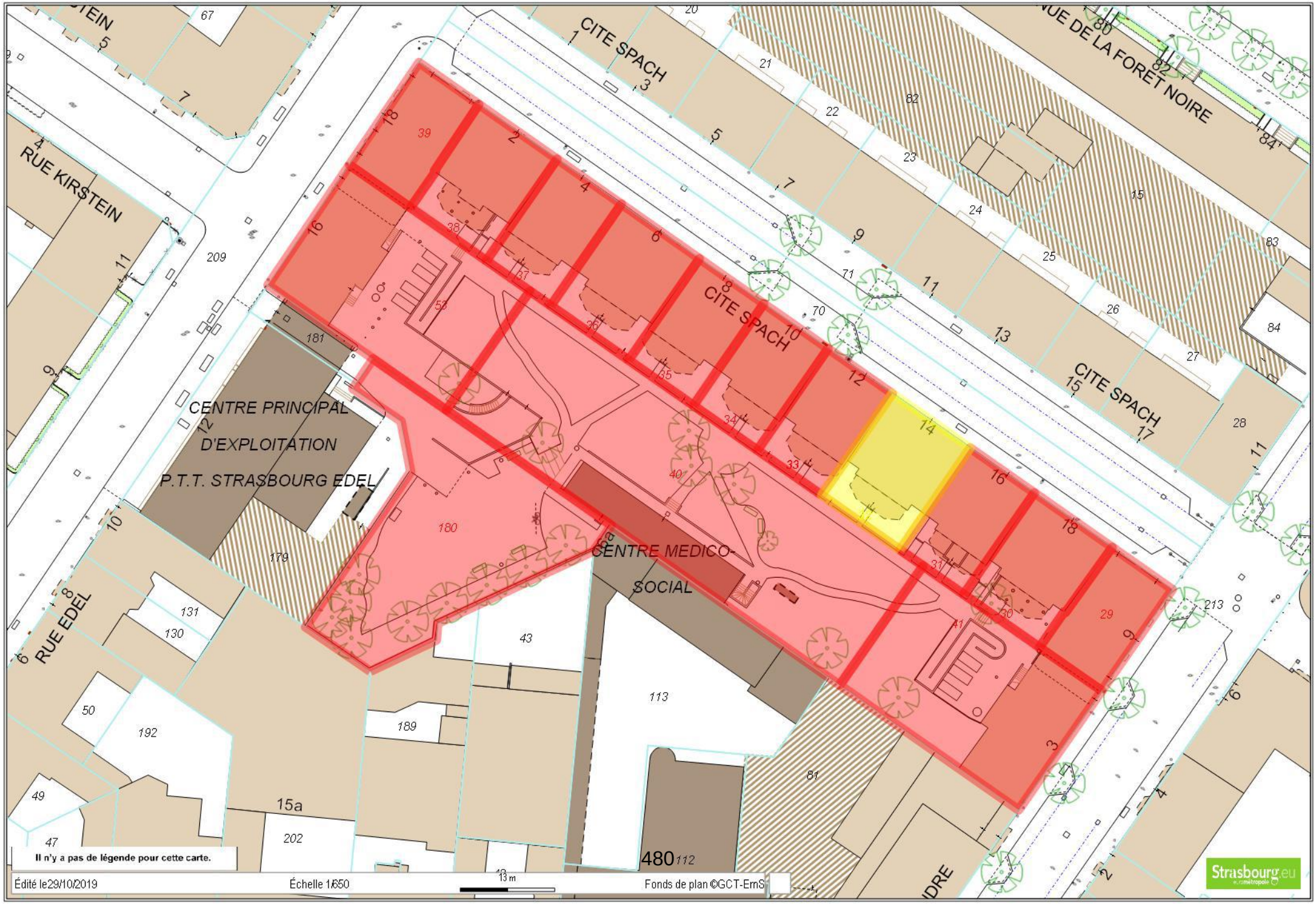
L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur régional des Finances publiques

et par délégation,

L'inspectrice principale des Finances publiques
adjointe au responsable
de la Division du Domaine
Anne-Fleur Fiegel


Avenue de la Forêt-Noire
Boulevard de la Victoire
Boulevard d'Anvers
Bld Leblois
Rue Vauban
R.J.H. Schnitzler
Rue Goethe
Rue de l'Université
Rue de l'Observatoire
R. St-Maurice
R.St-Georges
R.de l'Argonne
R. Berlioz
R.d.Bruges
Rue de Wallonie
Rue de Bruxelles
R. de Douai
Rotterdam
Rue de la Somme
R. Kirstein
R. Guerin
Edel
Cité Spach
R.d.Flandre
R.L.Blum
R.Vauban
Rue Pestalozzi
R.d.Liège
R.de Louvain
R. d'Ostende
R. du Grand Pont
Rue Monge
Gaspard
Rue du Général de Gaulle
Rue de Copenhague
Rue de Stockholm
Rue d'Oslo
Rue de Londres
R. de Stuttgart
Rue d'Upsal
Rue de Kehl
Rue Tarade
Allée René Descartes
Rue Blaise Pascal
Place Arnold
EGLISE ST.MAURICE
CONSULAT DU PORTUGAL
INSTITUT DU TRAVAIL
CONSULAT DE SERBIE
FACULTE DE PSYCHOLOGIE
MAISON FRANCE-JAPON
CAMPUS HISTORIQUE
INSTITUT DE BOTANIQUE
JARDIN BOTANIQUE
INSTITUT DE ZOOLOGIE
LYCEE T.C. R.CASSIN
EGLISE DES DOMINICAINS
INSA
P.E.G.E.
FOYER DE L'INGENIEUR
MAIRIE DE QUARTIER
ECOLE EL. CONSEIL DES XV
INSPECTION ACADEMIQUE
COLLEGE VAUBAN
HALTE-GARDERIE
C.M.S.
Pl. d'Islande
Place de Kehl
QUARTIER LECOURBE
EGLISE PROT. ST MATTHIEU
ECOLE MAT. VAUBAN
STADE
STADE EMILE STAHL
ECOLE INTERNATIONALE ROBERT SCHUMAN
Esplanade
CAMPUS DE L'ESPLANADE
INSTITUT LEBEL
FACULTE DE CHIMIE
FACULTE DE DROIT
Place d'Athènes
COLLEGE DE L'ESPLANADE
ECOLE EL. J. STURM 1
ECOLE MAT. JACQUES STURM
Pl. Albert 1er
Il n'y a pas de légende pour cette carte.
Édité le29/10/2019
Échelle 1/5000
100 m
Fonds de plan ©GCT-EmS
Strasbourg.eu


CITE SPACH
RUE DE LA FORET NOIRE
RUE KIRSTEIN
CITE SPACH
CENTRE PRINCIPAL
D'EXPLOITATION
P.T.T. STRASBOURG EDEL
CENTRE MEDICO
SOCIAL
RUE EDEL
15a
Il n'y a pas de légende pour cette carte.
Édité le29/10/2019
Échelle 1/650
13 m
Fonds de plan ©GCT-EmS
Strasbourg.eu







29

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Acquisition auprès de l'Eurométropole de Strasbourg d'un lot de copropriété sis 10 place de la Cathédrale/11 rue Mercière à Strasbourg.

Rappel du contexte

La Ville de Strasbourg a lancé un appel à projets pour favoriser la diversité commerciale, permettre une offre innovante et valoriser les savoir- faire, les métiers d'arts et l'artisanat d'excellence, via la mise en valeur des locaux sis au rez-de-chaussée commercial de l'immeuble 10 place de la Cathédrale/11 rue Mercière, au cœur historique du centre-ville de Strasbourg, secteur sauvegardé.

Le local bénéficiant d'un emplacement premium, occupé par la boutique Culture qui intègre un espace commun avec le Centre d'Interprétation et d'Architecture du Patrimoine le 5ème Lieu au 5 place du Château, laissera la place pour une boutique éphémère réservée aux métiers de l'artisanat local. Le premier lauréat désigné Alsatrucs qui entrera dans les lieux en février 2020 pour une période d'une année, est une marque proposant des produits clin d'œil aux références alsaciennes, avec des objets uniques, originaux et réalisés localement.

Ces locaux du 10 place de la Cathédrale assis sur la parcelle cadastrée section 19 n°15 d'une contenance de 2,54 ares, constituent des lots de copropriété appartenant respectivement à la ville de Strasbourg pour les lots 2, 4 et 27 correspondant aux rez-de-chaussée et sous-sol d'une part, et à l'Eurométropole de Strasbourg pour le lot 28 situé au 1er étage d'autre part.

La composition de ces locaux est la suivante :
- un espace dédié à l'accueil public et de réserves d'une surface de 70 m² au rez-de chaussée. Ils ont été acquis par la Ville de Strasbourg en date du 8 février 2001 (lot 2, 4 et 27),
- un espace tertiaire à l'étage, soit deux bureaux, d'une surface de 33 m². Ils ont été acquis par la CUS le 20 février 2003, par voie de préemption.

Ce nouveau projet de « boutiques éphémères » porté par la Ville implique un droit de propriété de la Ville sur les 2 niveaux, et par voie de conséquence une cession du lot propriété de l'Eurométropole au profit de la Ville de Strasbourg.

Acquisition du lot par la Ville de Strasbourg et conditions de la transaction.

Il est proposé que la Ville de Strasbourg acquiert le lot de copropriété n° 28, propriété de l'Eurométropole dans le respect de la décision originelle de préemption qui avait été faite pour le compte de la Ville ; en outre l'intérêt de la cession est que la boutique éphémère relève uniquement de la Ville de Strasbourg ce qui en facilitera la gestion administrative et financière.

En effet par décision du 9 septembre 2002, le Président de la CUS (sur délégation du Conseil communautaire) avait exercé le droit de préemption urbain sur les lots de copropriété n° 8 et 38 du 1er étage de l'immeuble 10 place de la Cathédrale/11 rue Mercière. Ces deux lots ne forment plus aujourd'hui qu'un seul lot (lot n° 28). Le lot n ° 38 constituait un dégagement au-dessus de l'escalier d'accès au rez-de-chaussée dans les locaux de l'ex-Pharmacie du Cerf. Le lot n° 8 présentait quant à lui une surface de 22 m², avec des murs en partie couverts de peintures classées et méritant d'être restaurées. Pendant la période d'exploitation de la Pharmacie du Cerf, ces locaux étaient utilisés comme réserves.

La CUS avait alors exercé son droit de préemption en vue de la sauvegarde et de la mise en valeur d'un élément du patrimoine et la réalisation d'un équipement collectif par la Ville de Strasbourg.

Il avait déjà été envisagé de rétrocéder les locaux correspondants à la ville de Strasbourg, une délibération du Conseil de CUS du 26 septembre 2003 en avait approuvé le principe et le prix de vente de 30 000 € (correspondant au prix d'acquisition par voie de préemption) dans le cadre du projet d'installation d'un lieu de promotion de la vie culturelle incluant la vente de billets. Cette transaction n'a finalement pas été mise en œuvre.

Les conditions financières de cession ayant évolué depuis 2003, la présente délibération a pour objet de valider les nouvelles conditions de la vente à intervenir entre l'Eurométropole et la ville de Strasbourg.

La valeur vénale estimée par les services de France Domaine actualisée dans un avis daté du 2 octobre 2019 est de 92 500 €.

Cette acquisition est approuvée par le Conseil Municipal sous la condition suspensive que la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg approuve la vente lors de la séance du 14 février 2020.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
vu l'avis de France Domaine
approuve

l'acquisition par la ville de Strasbourg auprès de l'Eurométropole de Strasbourg des biens et droits immobiliers dépendant de la copropriété sise 10 Place de la Cathédrale – 11 rue Mercière à Strasbourg, formant le lot de copropriété n° 28 cadastré :
Commune de Strasbourg - Section 19 n° 15 de 2,54 ares
Lot n° 28 : au 1er étage : 2 chambres, représentant une surface de 33 m²
représentant 361/10.000èmes dans la copropriété au sol PC1,
et les 43/10.000èmes des parties communes PC2,
et les 38/10.000èmes des parties communes PC4,

sous la condition suspensive de l'approbation de la vente par la Commission permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg lors de la séance du 14 février 2020 pour le prix de 92 500 € le lot de copropriété n° 28 ayant été créé suite à la fusion des lots anciennement numérotés 8 et 38 ;

décide

l'imputation de la dépense de 92 500€ sur la ligne budgétaire sur la ligne budgétaire fonction 824, nature 2132 service AD03, programme 785 ;

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer l'acte de vente à intervenir et plus généralement à signer tous les actes et documents concourant à l'exécution des présentes.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES GRAND EST ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN
Pôle Pilotage des missions et Animation du réseau
Division du Domaine
4 Place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

Le 02/10/2019

Le Directeur régional des Finances Publiques
Grand Est et du département du Bas-Rhin

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Patrick GOGUELY
Téléphone : 03 88 10 35 13
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr
Réf. : 2019/1008

à

Eurométropole de Strasbourg
Direction de l'urbanisme et des territoires
Service Politique Foncière et Immobilière
1, parc de l'étoile
67 076 STRASBOURG cedex

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : 2 pièces

ADRESSE DU BIEN : 10, place de la cathédrale, et 11 rue mercière à Strasbourg

VALEUR VÉNALE : 92 500 € HT

1- SERVICE CONSULTANT :

Eurométropole de Strasbourg.
Affaire suivie par **Mme Héléna KRZYSZOWSKI** helena.krzyzowski@strasbourg.eu

2 – DATE DE LA CONSULTATION :

Demande datée du	:	02/09/2019
Demande reçue le	:	04/09/2019
Renseignements complémentaires	:	25/09/2019
Visite le	:	
Dossier en état	:	25/09/2019

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ :

Cession à la ville de Strasbourg d'un lot de copropriété dépendant d'un immeuble sis 11 rue mercière/ 10 place de la cathédrale à Strasbourg.

4 – DESCRIPTION DU BIEN :

Désignation cadastrale :

Section	n°	Adresse – Lieu-dit	Superficie
19	15	10, place de la cathédrale	2,54
		TOTAL	**2,54**

MINISTÈRE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS

Descriptif sommaire :

Lot de copropriété (lot 28) constitué de deux pièces communicantes donnant sur la place de la cathédrale au premier étage d'un immeuble à colombages édifié sur sous-sol, RDC, 3 niveaux droits et deux niveaux de combles. L'une d'entre elle communique avec le local professionnel du RDC par un escalier en colimaçon positionné devant l'une des fenêtres. Surface utile : **33 m²**

Équipements

Radiateurs à eau équipés de vannes thermostatiques, deux fenêtres à croisillons par pièce. Plancher brut au sol, plafond ouvragé, fresques classées au mur.

5 - SITUATION JURIDIQUE :

Propriétaire : Eurométropole de Strasbourg (acquisition par voie de préemption en 2003)
Situation locative : vacant

6 - URBANISME ET RÉSEAUX :

La parcelle est située dans le périmètre du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV).

7- DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE :

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

Compte tenu de leurs caractéristiques propres ainsi que des éléments d'information recueillis sur le marché local, la valeur vénale des deux pièces considérées peut être fixée à 92 500 € HT.

NOTA :

La présente évaluation a été réalisée sur la base des constats opérés à partir des photos d'une des deux pièces, transmises par le consultant.

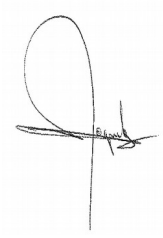
8 - DURÉE DE VALIDITÉ :

Cet avis a une durée de validité de 12 mois.

9 - OBSERVATIONS PARTICULIÈRES :

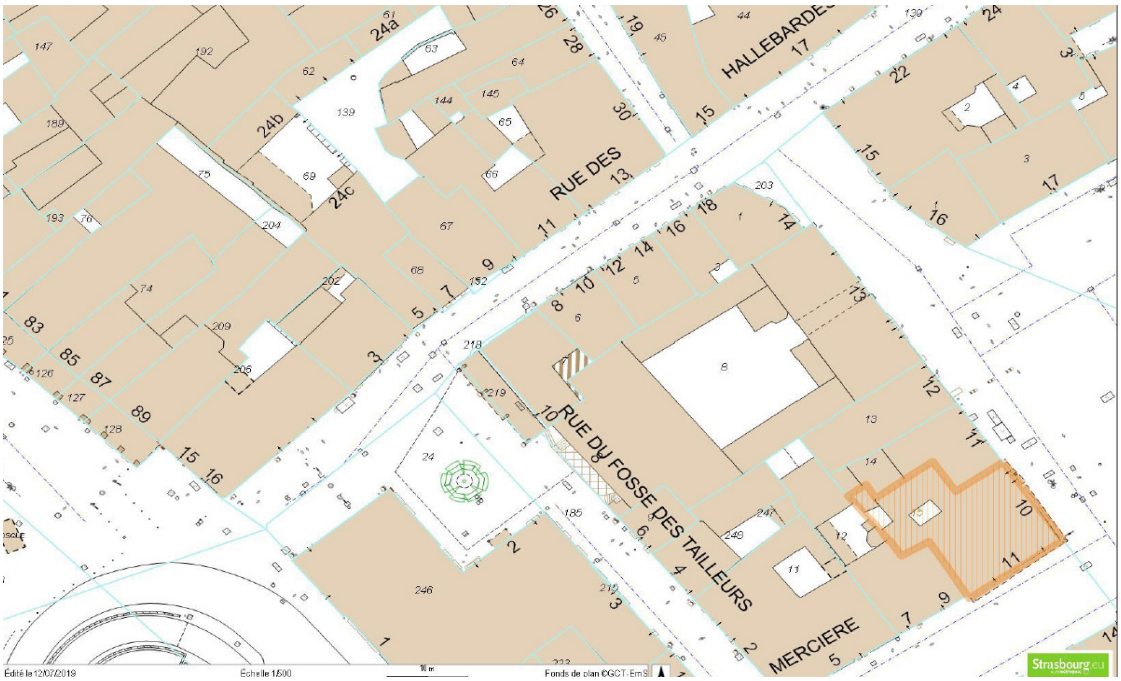
L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur régional des Finances publiques
et par délégation,
L'inspecteur des Finances publiques
Patrick GOGUELY



Conseil Municipal du 10 février 2020 - acquisition auprès de l'Eurométropole de Strasbourg d'un lot de copropriété sis 10 place de la Cathédrale/11 rue Mercière à Strasbourg
Annexe cartographique et photographique

Adresse	**Commune**
10 place de la Cathédrale/11 rue Mercière	STRASBOURG
Quartier	**Références cadastrales**
Centre	Section 19 n°15





Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL 10 FEVRIER 2020

POINT 29 Acquisition auprès de l'Eurométropole de Strasbourg d'un lot de copropriété sis 10 place de la Cathédrale/11 rue Mercière à Strasbourg.

Pour

49

ABRAHAM-Julia, AGHA BABAEI-Syamak, BARSEGHIAN-Jeanne, BEY-Françoise, BIES-Philippe, OZENNE-Pierre, BUFFET-Françoise, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, FELTZ-Alexandre, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GANGLOFF-Camille, GILLMANN-Luc, GSELL-Jean-Jacques, HERRMANN-Robert, JUND-Alain, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KELLER-Fabienne, KEMPF-Suzanne, KOHLER-Christel, MANGIN-Pascal, MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, MELIANI-Abdelaziz, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, REICHHART-Ada, RICHARDOT-Anne Pernelle, RIES-Roland, ROBERT-Jean-Emmanuel, ROGER-Patrick, SCHAETZEL-Françoise, DIDELOT-Andréa, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, SENET-Eric, TARALL-Bornia, TETSI-Liliane, MENAD-Zaza, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER-Philippe, ZUBER-Catherine, SCHMITT-Michael

Contre

0

Abstention

0

30

Délibération au Conseil Municipal
du lundi 10 février 2020

Plan patrimoine de la ville de Strasbourg - Vente de locaux sis 4 quai Ernest Bevin à Strasbourg à la suite d'un appel à projets visant la réouverture d'un lieu de restauration.

La délibération a été retirée.

Retiré de l'ordre du jour le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

31

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Plan patrimoine de l'Eurométropole de Strasbourg - Avis préalable (article L 5211-57 du Code Général des Collectivités Territoriales) à la vente par l'Eurométropole d'un bien immobilier sis 5 chemin du Cuivre à Strasbourg Koenigshoffen.

I- Exposé préalable

L'Eurométropole de Strasbourg dispose d'un important patrimoine immobilier bâti constitué depuis la création de la Communauté Urbaine de Strasbourg (CUS) en 1967.
Ce patrimoine a été acquis pour partie par voie de préemption ou encore d'expropriation, à la différence du patrimoine de la ville de Strasbourg, majoritairement issu de l'histoire et des legs.
Les acquisitions réalisées par l'Eurométropole de Strasbourg sont essentiellement liées à la réalisation de projets d'intérêt public (aménagement de voiries, réseaux de transport, PRU, …) et à des stratégies urbaines résultant des documents de planification.
En conséquence, le patrimoine de l'Eurométropole a vocation à être géré pour une période transitoire en fonction de l'avancement des différents projets.

Un travail de recensement des biens propriétés de l'Eurométropole de Strasbourg issus du domaine privé a permis de distinguer les immeubles selon trois catégories :

- les immeubles offrant une bonne rentabilité locative restant dans le patrimoine ;
- les immeubles à conserver provisoirement en raison de leur mobilisation dans les projets d'aménagement à moyen et long termes ;
- les immeubles cessibles pour leur absence d'intérêt stratégique ou leur état dégradé.

Pour cette dernière catégorie, le plan de cession qui en découle a pour objectif de céder des biens ne présentant plus d'intérêt pour la collectivité.

Ainsi les biens appartenant à l'Eurométropole situés sur le ban communal de Strasbourg sont aliénables dans les conditions de droit commun sous réserve :

- d'appartenir au domaine privé de la collectivité,
- d'avoir fait l'objet d'une estimation de leur valeur vénale par les services de la Direction de l'Immobilier de l'Etat,
- de validation des modalités de la cession par la Commission patrimoine de l'Eurométropole de Strasbourg (après avis de la Commission patrimoine de la ville de

Strasbourg) puis par l'organe délibérant à l'issue du processus pour approuver le choix de l'acquéreur et le montant de la transaction.

En dehors de ce cadre réglementaire, l'Eurométropole de Strasbourg est libre de choisir les modalités de la vente. Si le recours à la mise en concurrence est généralement privilégié, la collectivité s'autorise de vendre certains actifs immobiliers après une négociation de gré à gré. Cette formule est généralement mise en œuvre au profit des personnes physiques ou morales ayant manifesté leur intérêt de racheter le(s) bien(s) qu'elles occupent en qualité de locataires, quand ce(s) bien(s) ne présentent évidemment plus d'intérêt stratégique pour la collectivité.
Mais elle peut aussi être retenue dans certains cas au profit de personnes physiques ou morales titulaires d'un droit de propriété sur des terrains immédiatement attenants au bien immobilier mis en vente. C'est dans ce dernier cas de figure qu'a été mis en vente le bien immobilier faisant l'objet de la présente délibération, suite à l'intérêt manifesté par plusieurs propriétaires riverains que la collectivité a décidé de mettre en concurrence.

II- Procédure de mise en vente du bien immobilier sis 5 chemin du Cuivre à Strasbourg Koenigshoffen (67200)

Le bien immobilier situé 5 chemin du Cuivre à Strasbourg consiste en un terrain de 14,56 ares sur lequel a été édifié un petit immeuble logistique très basique abritant sur un seul niveau un atelier d'une surface de 249 m², un bureau de 18 m², un ensemble sanitaire de 12 m², un local « chaufferie » de 2,50 m² et un abri attenant extérieur de 48 m² (lieu de stockage).

La date de construction des locaux remonte à l'année 2002. La maîtrise d'ouvrage avait été assurée par CUS-HABITAT qui avait reçu mandat de la Communauté Urbaine de Strasbourg pour construire un atelier-relais en vue d'y transférer l'activité d'un artisan-ébéniste et libérer ainsi un ensemble immobilier situé rue de l'Engelbreit.

Après avoir hébergé l'activité de deux artisans ébénistes successifs, les locaux en bon état sont libres de toute occupation depuis le 31 décembre 2014.

L'Eurométropole n'a jamais eu d'intérêt stratégique à conserver ces locaux par la suite.
Au regard de leur état qui ne permet pas d'envisager de les conserver raisonnablement à de simples fins de stockage, il a été proposé en juin 2019 à la Commission patrimoine d'organiser une consultation pour la mise en vente de ces locaux. La Commission patrimoine a alors émis un avis favorable à l'organisation d'une consultation restreinte mettant en concurrence les propriétaires riverains ayant affiché ou renouvelé leur intérêt pour l'acquisition des deux parcelles propriétés de l'Eurométropole (parcelles section LV n° 376 et 379) :

- le propriétaire de la parcelle section LV n° 375 (clinique vétérinaire AMCB, domiciliée à l'avant, 3 chemin du Cuivre, confrontée depuis plusieurs années à un besoin d'extension de son espace de travail pour mieux répondre aux demandes de sa clientèle, et qui a fait part d'un nouvel intérêt pour l'acquisition malgré la contrainte de la servitude de passage) ;

- le propriétaire de la parcelle section LV n° 377 (parcelle au profit de laquelle est inscrite la servitude de passage grevant le terrain propriété de l'Eurométropole), et qui avait fait part de son intérêt pour l'acquisition et la création d'un commerce de produits asiatiques et exotiques ;
- la SCI WD qui exerce une activité de réparation et d'entretien automobile sur un terrain très proche situé 18 rue du Chemin de Fer, sous l'enseigne commerciale AD / CARROSSERIE WINLING AUTOMOBILES.

Trois offres ont donc été réceptionnées et ont été présentées à la Commission patrimoine de l'Eurométropole de Strasbourg qui s'est réunie le 4 septembre 2019.

III-Examen des offres

Après examen des 3 offres déposées, une seule affichait un montant inférieur à l'évaluation des Domaines, à savoir l'offre d'acquisition projetant un commerce de produits asiatiques. Dans un avis daté du 23 août 2019 (avis avec durée de validité de 12 mois), la Division du domaine a évalué à 210 000 € HT la valeur vénale du bien immobilier propriété de l'Eurométropole, et à 8 400 € HT la valeur de la décote générée par la servitude de passage grevant le terrain.

Concernant les deux autres offres réceptionnées compatibles avec l'évaluation des Domaines, la Commission patrimoine a dans un premier temps sursis à statuer dans l'attente de précisions sur le nombre d'emplois pérennes que les projets sont susceptibles de générer, soit (après vérification) 4 emplois environ dans les deux cas.

Au regard de l'antériorité des pourparlers avec la clinique vétérinaire AMCB, cette dernière s'est vu laisser la possibilité de s'aligner sur le montant de l'offre mieux-disante (230 000 €) présentée par la SCI WD. Les associés de la clinique vétérinaire n'ont toutefois pas donné suite à cette invitation et ont informé la collectivité de leur désistement au profit d'un projet de relocalisation de leur activité sur un autre terrain du Parc des Forges. La Commission patrimoine a validé en conséquence l'offre de la SCI WD pour un montant de 230 000 €.

Le montant proposé par la SCI WD étant supérieur à l'évaluation des Domaines, il est ainsi proposé d'entériner la vente du bien immobilier situé 5 chemin du Cuivre à Strasbourg Koenigshoffen moyennant le prix principal de 230 000 € hors frais d'acte, travaux, et taxes diverses éventuelles à la charge de l'acquéreur.

L'offre d'achat formulée par la SCI WD est motivée par un projet de diversification de l'activité et de l'offre de services auxquelles contribuent déjà 19 collaborateurs dans deux quartiers strasbourgeois distincts, à Koenigshoffen d'une part, mais aussi à la Robertsau. Compte-tenu de la progression régulière de l'activité, induite notamment par les quelques cent vingt agréments « assurance » dont dispose ce professionnel, ce dernier envisage ainsi de déployer chemin du Cuivre une nouvelle offre de nettoyage (intérieur et extérieur) des véhicules sans eau. Cette activité s'inscrit dans une démarche de développement durable qui privilégie un concept éprouvé, utilisé par de nombreux professionnels du secteur

soucieux de l'empreinte écologique générée par leur activité, et permettra donc la création nette de 4 emplois salariés.

IV-Conditions de la vente

La vente sera assortie de conditions essentielles et déterminantes, telles que décrites dans le cahier des charges et le règlement de consultation, à savoir :

- une interdiction de revente dans un délai de cinq ans à compter de la signature de l'acte de vente sans l'accord préalable de l'Eurométropole de Strasbourg. Cette restriction au droit de disposer sera inscrite au Livre Foncier ;
- le bien sera vendu en l'état sans garantie particulière de l'Eurométropole de Strasbourg tenant à l'état du sol, du sous-sol (à raison des fouilles ou excavations qui auraient pu être pratiquées), de mitoyenneté, d'erreur ou d'omission dans la désignation du bien ou encore, de l'état structurel du bâtiment ;
- l'acquéreur supportera les servitudes de toute nature pouvant grever le bien.

En l'absence de toute condition suspensive, l'offre du candidat acquéreur étant intégralement autofinancée, la vente n'aura pas à être précédée de la signature d'un compromis dans l'attente de l'obtention par l'acquéreur du financement définitif de son projet.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Division du Domaine
2019/0852 en date du 23 août 2019
vu l'avis de la Commission patrimoine de l'Eurométropole du 04 septembre 2019
après en avoir délibéré

émet un avis favorable

A la vente du bien immobilier sis 5 chemin du Cuivre à Strasbourg.

Cadastré section LV numéro 376 (12,80 ares) et numéro 379 (1,76 ares).

Au profit de la SCI WD, domiciliée 3 rue Pasteur 67460 SOUFFELWEYERSHEIM

Moyennant le prix de 230 000 € (deux cent trente mille euros), hors frais d'acte, travaux, et taxes diverses éventuelles à la charge de l'acquéreur.

L'offre du candidat acquéreur a été émise sans condition suspensive, obligeant ainsi l'acquéreur à signer l'acte constatant le transfert de propriété dans un délai maximum de trois mois suivant la notification de la présente délibération.

La vente sera assortie des conditions essentielles et déterminantes suivantes :

- *l'acquéreur s'interdira de revendre le bien dans un délai de cinq (5) ans à compter de la signature de l'acte de vente sans l'accord préalable de l'Eurométropole de Strasbourg. Cette restriction au droit de disposer sera inscrite au Livre Foncier. Cette obligation sera à la charge du premier acquéreur et de tout sous-acquéreur en cas de revente ultérieure du bien immobilier dans ledit délai ;*
- *l'acquéreur prendra le bien vendu en l'état où il se trouve le jour de l'entrée en jouissance, sans aucune garantie particulière de la part du vendeur pour raison soit de l'état du sol et du sous-sol (à raison de fouilles ou excavations qui auraient pu être pratiquées), de mitoyenneté, d'erreur ou d'omission dans la désignation du bien ou de l'état structurel du bâtiment ;*
- *le vendeur ne garantit pas l'état structurel du bâtiment. L'acquéreur prendra le bien en l'état sous sa seule responsabilité et à ses frais exclusifs sans recours contre le vendeur à cet égard ;*
- *l'acquéreur supportera les servitudes de toute nature pouvant grever le bien.*

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA RÉGION GRAND EST ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

Pôle Pilotage des Missions et Animation du réseau

Division du Domaine

4 Place de la République CS 51002

67070 STRASBOURG Cedex

Téléphone : 03 88 10 35 00

Mail : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Mme Eliane BAEHR
Téléphone : 03 88 10 35 14
Maill : eliane.baehr@dgfip.finances.gouv.fr
Réf. : 2019/0852

Le 23 août 2019

Le Directeur régional des Finances Publiques de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin

Ville et Eurométropole de Strasbourg
Gestion et Inventaire du Patrimoine bâti
1 Parc de l'Étoile
67076 STRASBOURG Cedex

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : BÂTI À USAGE DE LOCAUX D'ACTIVITÉS/ENTREPÔT.

ADRESSE DU BIEN : 5 CHEMIN DU CUIVRE À STRASBOURG-KOENIGSHOFFEN.

VALEUR VÉNALE : 210 000 €/HT

VALEUR DE LA SERVITUDE DE PASSAGE : 8 400 €/HT.

1 – SERVICE CONSULTANT : VILLE ET EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG.

Affaire suivie par : M. ROCKEMER (patrick.rockemer@strasbourg.eu).

2 - DATE DE CONSULTATION : 30/07/2019
DATE DE RÉCEPTION : 30/07/2019
DATE DE VISITE :
DATE DE CONSTITUTION DU DOSSIER « EN ÉTAT »: 30/07/2019

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

Demande d'actualisation de la valeur vénale de locaux d'activités/entrepôt situés dans le Parc des Forges. S'agissant de locaux inutiles à l'EMS, leur cession est envisagée. Le consultant précise que le bien n'a subi ni amélioration, ni dégradation depuis une visite effectuée en janvier 2015.

MINISTÈRE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS

4 – DESCRIPTION DU BIEN

Ville de STRASBOURG-KOENIGSHOFFEN

Section	Parcelles	Superficie/ ares	Adresse cadastrale	Zone PLUi
LV	376	12,80	5 Ch du Cuivre	UXb1
	379	1,76		
	TOTAL	**14,56**		

Unité foncière sur-bâtie d'un immeuble d'activités/entrepôt datant de 2002 et figurant en seconde ligne du Chemin du Cuivre. Construction très basique d'un niveau sur dalle en béton, constituée d'une structure métallique et d'une couverture en bac acier avec skydomes, bardage simple peau pour la partie atelier/entrepôt. L'immeuble comporte aussi un bureau, des sanitaires et un local chaufferie. Deux auvents couverts à chaque extrémité mènent à des portes sectionnelles à manœuvre électrique qui permettent d'entrer dans l'atelier avec des véhicules. Le chauffage au gaz est distribué par radiateurs dans la partie bureau et par un système d'air pulsé dans l'atelier.

La parcelle n° 376 est fonds servant au titre d'une servitude de passage au profit de la parcelle n° 377 (fonds dominant). Au vu de cette situation et dans l'optique de la cession du bien, le consultant souhaite également la valorisation de la charge selon deux hypothèses :
→ acquisition par le bénéficiaire de la servitude (parcelle n° 377), ce qui éteindra de fait celle-ci ;
→ acquisition par un autre preneur qui continuera de supporter la servitude.

5 – SITUATION JURIDIQUE

Propriétaire(s) présumé(s) : EMS.
Locaux libres.

6 – URBANISME ET RÉSEAUX

Parcelles situées en zone UXb1 du PLUi de l'EMS approuvé le 16/12/2016, devenu opposable le 23/01/2017.
La zone UXb1 est une zone urbaine spécifique, destinée aux activités artisanales, à la fonction d'entrepôt, à la production d'énergie, hormis les activités, constructions et installations relevant de la directive SEVESO.
Emprise au sol de 75 % maxi.

7 – DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Valeur du bâti, terrain intégré de 14,56 ares : **210 000 €/HT.**
En raison de l'évolution du marché local, la valeur donnée ci-dessus a été rehaussée par rapport aux derniers avis domaniaux.

La valeur de la servitude peut-être estimée à : **8 400 €/HT.**
Bien que restant propriétaire de la totalité du terrain grevé d'une servitude de passage, cette situation peut être analysée comme une charge, ainsi le terrain subit de fait une décote ou une moins-value.

Le calcul est basé sur la valeur du terrain encombré ou non, la superficie estimée à 3 ares de l'emprise de la servitude (à défaut d'une superficie indiquée par vos soins), et un abattement pour perte de jouissance exclusive du terrain. Cette méthode est admise par la jurisprudence.

8 – DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis a une durée de validité de 18 mois.

9 – OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

La présente évaluation a été effectuée en fonction des données du marché sans tenir compte d'éventuels coûts de diagnostic de présence ou d'enlèvement d'amiante suite aux prescriptions du décret n° 96-97 du 7 février 1996 ou de frais de dépollution ou de démolition.

Le coût de la démolition et de la dépollution des bâtiments existants devra être déterminé selon devis à établir, Dans la mesure où l'acquéreur supporterait cette charge, il conviendra de la déduire de la valeur vénale mentionnée plus haut.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une cession réalisable uniquement dans les conditions du droit privé.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loin n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Pour le Directeur régional
et par délégation,
L'Inspectrice des Finances publiques,



Éliane BAEHR

32

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Plan patrimoine de la ville de Strasbourg - Vente d'un ensemble immobilier sis 6 et 6A rue Prechter à Strasbourg.

I- Exposé préalable

La ville de Strasbourg est propriétaire d'un important patrimoine immobilier bâti.
Un travail de recensement des biens propriétés de la Ville issus du domaine privé a permis de distinguer ces immeubles selon trois catégories :

- les immeubles offrant une bonne rentabilité locative restant dans le patrimoine,
- les immeubles à conserver provisoirement en raison de leur mobilisation dans les projets d'aménagement à moyen et long termes,
- les immeubles cessibles pour leur absence d'intérêt stratégique ou leur état dégradé.

Pour cette dernière catégorie, le plan de cession qui en découle a pour objectif de céder des biens ne présentant plus d'intérêt pour la collectivité.

Les biens de la Ville sont aliénables dans les conditions de droit commun sous réserve :

- d'appartenir au domaine privé de la collectivité,
- d'avoir fait l'objet d'une estimation de leur valeur vénale par les services de la Direction de l'Immobilier de l'Etat,
- de validation par la commission patrimoine de la collectivité des modalités de la cession.

En dehors de ce cadre réglementaire, la Ville est libre de choisir les modalités de la vente. Le recours à la mise en concurrence via une publicité adaptée est généralement privilégié, permettant à la collectivité d'imposer le cas échéant des conditions de participation et des prescriptions particulières et d'avoir des offres les plus économiquement avantageuses. C'est dans ce cadre concurrentiel qu'a été mis en vente le bien immobilier faisant l'objet de la présente délibération.

II- Procédure de mise en vente de l'ensemble immobilier sis 6 et 6A rue Prechter à Strasbourg Krutenau (67000)

Les immeubles situés 6 et 6A rue Prechter à Strasbourg constituent un ensemble immobilier en très mauvais état composé de deux immeubles mitoyens et reliés entre eux sur l'ensemble des niveaux à l'exception du dernier. Chaque immeuble dispose de sa propre entrée.

L'immeuble 6 rue Prechter présente une surface de 587,67 m², tandis que l'immeuble 6A rue Prechter présente une surface de 377,31 m².

Les deux immeubles sont propriété de la ville de Strasbourg depuis le 26 août 1975. Le montant d'acquisition s'élevait à 320 000 F, soit 48 800 € (valeur actualisée 2019, base ICC).

Ils abritent depuis le printemps 1978 des ateliers techniques (menuiserie, serrurerie) des musées de Strasbourg, ce qui a nécessité des aménagements et équipements spéciaux indispensables à l'exécution des missions de service public. Ils appartiennent de fait au domaine public de la ville de Strasbourg.

Afin de pouvoir les aliéner librement, la ville de Strasbourg engage une procédure de déclassement du domaine public anticipant un processus de désaffectation qui doit aboutir d'ici à l'été 2020. Les ateliers techniques des musées de Strasbourg sont effectivement appelés à quitter leur emplacement actuel et à déménager sur le site de l'ancienne COOP dans le quartier du Port-du-Rhin. La création dans un des bâtiments (dit de « l'Union Sociale ») du Centre d'études et de conservation des collections des musées de Strasbourg donne effectivement l'opportunité de regrouper sur un seul site les fonctions liées à l'activité des musées comme la régie technique (atelier technique et de maintenance) et l'accueil du public pour des activités pédagogiques et de médiation ponctuelle.

Dans un souci de bonne gestion au regard de l'état fortement dégradé de l'ensemble immobilier qui nécessite des travaux conséquents de rénovation et de mise aux normes, la Commission patrimoine a émis un avis favorable en février 2019 à la publication d'une consultation ouverte à tous pour sa mise en vente.

La consultation de mise en vente a été publiée le 16 avril 2019, avec comme date limite de remise des offres au plus tard le 2 juillet 2019.

Onze offres ont été réceptionnées et ont été présentées à la Commission patrimoine de l'Eurométropole de Strasbourg qui s'est réunie le 18 juillet 2019.

III- Examen des offres

Une offre a été réceptionnée hors-délai et a immédiatement été déclarée irrecevable en application du règlement de la consultation.

Il est ressorti de l'examen des dix autres offres que six offres ont également été déclarées irrecevables en application du règlement de la consultation :
- cinq offres n'étaient pas adossées à des dossiers de présentation complets,
- une offre présentait une condition suspensive non autorisée.

Les quatre offres restantes ont été départagées sur le fondement d'un critère unique, à savoir le montant de l'offre d'acquisition proposée. L'offre présentée par la société VILOGIA S.A. au prix proposé de un million cinq cent mille euros (1 500 000 EUR) est la mieux-disante des quatre offres recevables analysées.

Etant ici précisé que la Division du Domaine a évalué le bien immobilier au prix de 400 000 € HT dans un avis daté du 4 avril 2018 (avis avec une durée de validité de 24 mois).

Le montant proposé par le candidat le mieux classé étant largement supérieur à l'évaluation des Domaines, il est ainsi proposé d'entériner la vente de l'ensemble immobilier situé 6 et 6A rue Prechter à Strasbourg Krutenau moyennant le prix principal de 1 500 000 € hors frais d'acte, et taxes diverses éventuelles à la charge de l'acquéreur.

L'offre d'achat formulée par la société VILOGIA S.A. est motivée par un projet de réalisation de résidence sociale conventionnée PLAI et adaptée aux jeunes actifs de 18 à 30 ans, conçue selon leur concept « IZIDOM ».

Au sein d'une résidence entièrement équipée et offrant une grande souplesse adaptée à la multiplicité des parcours professionnels, le projet envisagé par la société VILOGIA S.A. permet d'apporter une réponse aux problématiques de logements que rencontrent les jeunes primo-locataires dans leur parcours résidentiel.

L'ensemble des logements, meublés et équipés, sera ainsi destiné à loger des jeunes qui amorcent leur parcours professionnel : jeunes alternants, CDD, CDI en période d'essai, jeunes en apprentissage. Les logements proposés sont principalement des T1 mais certains d'entre eux seront prévus pour accueillir des jeunes en colocation sous forme de « coliving » avec trois ou quatre studios regroupés autour d'un espace commun.

D'un côté, le montage en résidence sociale conventionnée PLAI permet aux jeunes à faibles revenus de pouvoir se loger à des prix bien plus abordables que le marché de la location privée. Le projet présente donc une véritable utilité sociale dans un quartier où les prix de l'immobilier ne cessent d'augmenter. D'un autre côté, les baux sont conclus sous la forme du modèle de « bail précaire » offrant ainsi aux jeunes actifs une grande liberté dans la réalisation de leur parcours professionnel, notamment avec un préavis de sortie réduit à 8 jours.

Le programme des travaux s'inscrira dans une démarche respectueuse du patrimoine existant (pas de modification des façades, recours à des matériaux de qualité, etc.), et sera entièrement conçu selon les normes environnementales « BBC rénovation », permettant ainsi une maîtrise des charges pour les occupants mais également une réduction de l'impact environnemental.

IV- Conditions de la vente

La vente sera assortie de conditions essentielles et déterminantes, telles que décrites dans le cahier des charges et le règlement de consultation, à savoir :

- une interdiction de revente dans un délai de cinq ans à compter de la signature de l'acte de vente sans l'accord préalable de la ville de Strasbourg. Cette restriction au droit de disposer sera inscrite au Livre Foncier,
- le bien sera vendu en l'état sans garantie particulière de la ville de Strasbourg tenant à l'état du sol, du sous-sol (à raison des fouilles ou excavations qui auraient pu être pratiquées), de mitoyenneté, d'erreur ou d'omission dans la désignation du bien ou encore, de l'état structurel du bâtiment,
- l'acquéreur supportera les servitudes de toute nature pouvant grever le bien.

L'offre du candidat acquéreur était initialement conditionnée par l'obtention des agréments de la part de l'Eurométropole de Strasbourg (délégataire des aides à la pierre), nécessaires au financement du projet. Ces agréments ont été consentis en décembre 2019, et en l'absence de toute autre condition suspensive, la vente n'aura donc pas à être précédée de la signature d'un compromis.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
vu l'avis de la Division du Domaine 2018-173 en date du 4 avril 2018,
vu l'avis de la Commission patrimoine en date du 18 juillet 2019,
sur proposition de la Commission plénière,
après en avoir délibéré
approuve

La vente de l'ensemble immobilier sis 6 et 6A rue Prechter à Strasbourg.
Cadastré section 29 numéro 49 (1,48 ares) et numéro 54 (1,29 ares).

Au profit de la société VILOGIA S.A. ou toute personne morale qui se substituerait à elle sous réserve d'un accord écrit de la ville de Strasbourg, et dont la société VILOGIA S.A. serait associée majoritaire.

Moyennant le prix de 1 500 000 € (un million cinq cent mille euros), hors frais d'acte et taxes diverses éventuelles à la charge de l'acquéreur.

L'offre du candidat acquéreur a été émise sans condition suspensive, obligeant ainsi l'acquéreur à signer l'acte constatant le transfert de propriété dans un délai maximum de 3 mois suivant la notification de la présente délibération.

La vente sera assortie des conditions essentielles et déterminantes suivantes :

- *l'acquéreur s'interdira de revendre le bien dans un délai de cinq (5) ans à compter de la signature de l'acte de vente sans l'accord préalable de la ville de Strasbourg. Cette restriction au droit de disposer sera inscrite au Livre Foncier. Cette obligation sera à la charge du premier acquéreur et de tout sous-acquéreur en cas de revente ultérieure du bien immobilier dans ledit délai,*
- *l'acquéreur prendra le bien vendu en l'état où il se trouve le jour de l'entrée en jouissance, sans aucune garantie particulière de la part du vendeur pour raison soit de l'état du sol et du sous-sol (à raison de fouilles ou excavations qui auraient pu être pratiquées), de mitoyenneté, d'erreur ou d'omission dans la désignation du bien ou de l'état structurel du bâtiment,*
- *le vendeur ne garantit pas l'état structurel du bâtiment. L'acquéreur prendra le bien en l'état sous sa seule responsabilité et à ses frais exclusifs sans recours contre le vendeur à cet égard,*
- *l'acquéreur supportera les servitudes de toute nature pouvant grever le bien.*

décide

l'imputation de la recette de 1 500 000 € tirée de la vente sur la ligne budgétaire de de la ville de Strasbourg, service CP71E, fonction 820, nature 775 ;

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer l'acte de vente et tous les actes et documents concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

33

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Plan patrimoine de la ville de Strasbourg - Vente d'un ensemble immobilier sis 86 et 88 rue Mélanie à Strasbourg.

I- Exposé préalable

La ville de Strasbourg est propriétaire d'un important patrimoine immobilier bâti.
Un travail de recensement des biens propriétés de la Ville issus du domaine privé a permis de distinguer ces immeubles selon trois catégories :

- les immeubles offrant une bonne rentabilité locative restant dans le patrimoine ;
- les immeubles à conserver provisoirement en raison de leur mobilisation dans les projets d'aménagement à moyen et long termes ;
- les immeubles cessibles pour leur absence d'intérêt stratégique ou leur état dégradé.

Pour cette dernière catégorie, le plan de cession qui en découle a pour objectif de céder des biens ne présentant plus d'intérêt pour la collectivité.

Les biens de la Ville sont aliénables dans les conditions de droit commun sous réserve :

- d'appartenir au domaine privé de la collectivité,
- d'avoir fait l'objet d'une estimation de leur valeur vénale par les services de la Direction de l'Immobilier de l'Etat,
- de validation par la commission patrimoine de la collectivité des modalités de la cession.

En dehors de ce cadre réglementaire, la Ville est libre de choisir les modalités de la vente. Si le recours à la mise en concurrence est généralement privilégié, la collectivité s'autorise de vendre certains actifs immobiliers après une négociation de gré à gré. Cette formule est généralement mise en œuvre au profit des personnes physiques ou morales ayant manifesté leur intérêt de racheter le(s) bien(s) qu'elles occupent en qualité de locataires, quand ce(s) bien(s) ne présentent évidemment plus d'intérêt stratégique pour la collectivité. Mais elle peut aussi être retenue dans certains cas au profit d'un partenaire de la collectivité mettant en œuvre des projets d'utilité publique qu'elle soutient ou accompagne. C'est dans ce dernier cas de figure qu'a été mis en vente le bien immobilier faisant l'objet de la présente délibération, au profit de OPHEA, dans le cadre du NPNRU (Nouveau programme National de Renouvellement Urbain).

II- Rappel du contexte spécifique au NPNRU et procédure de mise en vente de l'ensemble immobilier sis 86 et 88 rue Mélanie à Strasbourg Robertsau (67000)

Le NPNRU constitue le plus grand projet urbain sur le territoire de l'Eurométropole, de par son ampleur territoriale (7 quartiers prioritaires de la ville, répartis sur 5 communes), la population touchée (11 % des habitants de l'agglomération sont concernés), ainsi que les moyens financiers et humains mobilisés (la ville de Strasbourg est un important partenaire aux côtés de l'Etat, de l'Eurométropole et des bailleurs sociaux).

Les projets urbains de chaque quartier prioritaire de la ville (QPV) prévoient des démolitions ciblées sur des secteurs permettant de créer de la valeur, en parallèle à la requalification massive du parc, afin de traiter l'obsolescence des programmes les plus anciens et les moins qualitatifs. Le volume de démolition de logements sociaux dans le cadre du NPNRU est estimé à 2 000 logements répartis sur les 7 quartiers prioritaires de la ville (QPV) retenus.

Plus de la moitié de ces démolitions (1 201) sont à la charge de l'Office Public de l'Habitat de l'Eurométropole de Strasbourg, le bailleur historique de la ville de Strasbourg, qui a changé d'identité au 1er juillet 2019 (OPHEA ayant succédé à CUS Habitat).

A la suite de la signature de la convention avec l'Agence Nationale de Renouvellement Urbain (ANRU), l'Eurométropole de Strasbourg a dû se positionner sur sa politique en matière de reconstitution de l'offre en logement social hors site. Pour répondre à cette exigence réglementaire et ainsi mobiliser les crédits ANRU (de l'ordre de 150 millions d'euros) en faveur du territoire de l'Eurométropole, il a fallu identifier et valider des fonciers pouvant être fléchés au profit de la reconstitution de logements sociaux du NPNRU.

A cet effet, quatre pistes ont été principalement étudiées :
- des terrains propriété de la Ville ou de l'Eurométropole de Strasbourg ;
- des terrains réservés dans les ZAC ou opérations publiques ;
- des opérations menées par les bailleurs sociaux ;
- la production en VEFA (ventes en l'état futur d'achèvement) sur le territoire.

L'ensemble immobilier sis 86 et 88 rue Mélanie à Strasbourg Robertsau entre dans la première catégorie. Il s'agit d'un bien appartenant à la ville de Strasbourg, ce qui traduit la contribution de cette dernière à l'effort de reconstitution imposé par l'ANRU en tant que principale bénéficiaire du NPNRU (69 % des démolitions sont ainsi programmés sur le ban communal de Strasbourg).

Le fléchage vers OPHEA trouve quant à lui sa justification dans le fait qu'il est le principal bailleur du NPNRU et un acteur déjà fortement présent sur le quartier de la Robertsau.

Le bien proprement dit a été identifié comme cessible dans le cadre du plan de cession des actifs immobiliers de la ville de Strasbourg en compensation de l'acquisition de l'immeuble sis 38 route de l'Hôpital (délibération du conseil municipal du 21 septembre 2015). Il a simplement été acté de ne vendre que l'ancienne maison

d’habitation avec un terrain d’assiette limité à un peu plus de 11 ares, le reste étant maintenu dans le patrimoine municipal dans l’attente d’une étude urbaine sur le devenir du secteur.

L’ensemble immobilier est situé en zone UB4 du PLUi de l’Eurométropole de Strasbourg. Il est constitué d’une maison datant de 1900 avec grange et hangar accolés, ainsi qu’une autre dépendance située en limite de propriété, le tout sur une emprise foncière de 11,21 ares.

L’ensemble immobilier désaffecté relève enfin du domaine privé de la collectivité, depuis une mesure de déclassement prononcée par délibération du conseil municipal du 26 septembre 2016.

Eu égard à ces différentes considérations, la Commission patrimoine de la ville de Strasbourg a émis un premier avis favorable en février 2019 sur le principe de la mise en vente de cet ensemble immobilier et l’ouverture d’une négociation de gré à gré avec l’Office Public de l’Habitat de l’Eurométropole de Strasbourg OPHEA.

Par lettre d’engagement datée du 9 juillet 2019, OPHEA a formulé une offre d’acquisition s’élevant à 300 000 € HT.

III- Examen de l’offre d’acquisition présentée par OPHEA

L’offre d’achat formulée par OPHEA a été présentée à la Commission patrimoine qui s’est réunie le 18 juillet 2019. Etant ici précisé que la Division du Domaine a évalué le bien immobilier au prix de 504 000 € HT dans un avis daté du 12 mars 2019 (avis avec une durée de validité de 18 mois). Au regard de l'état d'ensemble du bâti et du coût d'une éventuelle rénovation, la valorisation a été basée sur la méthode de la récupération foncière du terrain, et l’évaluation ne tient pas compte des éventuels coûts de démolition et de dépollution.

L’offre du bailleur est motivée par un projet de réalisation de résidence sociale conventionnée PLAI (Prêt Locatif Aidé d’Intégration) et PLUS (Prêt Locatif à Usage Social).
L’étude de faisabilité transmise en appui de son offre préconise une opération de treize logements avec la typologie suivante, pour une surface de plancher (SDP) évaluée à 975 m².

Typologie	Nombre de logements	PLAI	PLUS
T1	0	0	0
T2	2	1	1
T3	5	2	3
T4	4	1	3

T5	2	0	2
Total	13	4	9

La charge foncière proposée est donc de 300 000 € HT net vendeur (recette Ville de Strasbourg), hors frais de notaire, droit d'enregistrement et tout autre frais afférent à la vente immobilière. Cette charge foncière ramenée au m² de SDP est de 308 € HT, soit un niveau élevé pour un bailleur social qui travaille habituellement sur des ratios de l'ordre de 220 à 250 € le m² SDP.

Outre le respect des prescriptions de la ville de Strasbourg sur le financement social du programme immobilier à réaliser, la prise en charge de la démolition par OPHEA dans son offre peut enfin être évaluée à près de 50 000 € HT, en raison de la présence d'amiante et de plomb.

D'un autre côté, dans le cadre des politiques publiques de l'habitat sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, les collectivités s'investissent de plusieurs manières pour accompagner et soutenir les bailleurs sociaux pour la construction de logements locatifs sociaux.

Un mécanisme a ainsi été institué dans l'usage du droit de préemption, et dans lequel l'Eurométropole de Strasbourg et la commune peuvent apporter un soutien jusqu'à 5 000 € par logement et par collectivité. En appliquant ce raisonnement dans le cas d'espèce (principe d'une aide publique de 10 000 € par logement, soit un total de 130 000 €), et en y ajoutant le coût de la démolition évalué à 50 000 €, cela représente une enveloppe de 180 000 € qui porte théoriquement la charge foncière à un niveau qui la rapproche de l'évaluation des Domaines.

IV- Conditions de la vente

Au regard des engagements spécifiques pris par OPHEA (offre d'acquisition du terrain et prise en charge des frais de démolition), comme au regard des mécanismes habituels de soutien aux bailleurs sociaux dans des projets similaires, il est proposé d'entériner la vente de l'ensemble immobilier situé 86 et 88 rue Mélanie à Strasbourg Robertsau moyennant le prix principal de 300 000 € hors frais d'acte, et taxes diverses éventuelles à la charge de l'acquéreur.

La vente sera assortie de conditions essentielles et déterminantes, telles que décrites dans le cahier des charges et le règlement de consultation, à savoir :

- une interdiction de revente dans un délai de cinq ans à compter de la signature de l'acte de vente sans l'accord préalable de la ville de Strasbourg. Cette restriction au droit de disposer sera inscrite au Livre Foncier ;
- le bien sera vendu en l'état sans garantie particulière de la ville de Strasbourg tenant à l'état du sol, du sous-sol (à raison des fouilles ou excavations qui auraient pu être pratiquées), de mitoyenneté, d'erreur ou d'omission dans la désignation du bien ou encore, de l'état structurel du bâtiment ;

- l'acquéreur supportera les servitudes de toute nature pouvant grever le bien.

Conformément aux indications de la lettre d'engagement, la vente pourra être précédée de la signature d'un compromis de vente dans l'attente de l'obtention par OPHEA des agréments et de la garantie d'emprunt. Dans ce cas, ledit avant contrat sera signé dans le délai maximum de deux mois suivant la notification à l'acquéreur, par courrier recommandé, de la présente délibération. Un dépôt de garantie correspondant à 10 % du montant du prix de vente sera versé au moment de sa signature. L'acte de vente devra intervenir en ce cas au plus tard dans les trois mois suivant la signature dudit compromis de vente.

En l'absence de compromis de vente, la vente devra être régularisée au plus tard trois mois suivant notification à l'acquéreur, par courrier recommandé de la présente délibération.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu l'avis de la Division du Domaine 2019-0221 en date du 12 mars 2019
Vu l'avis de la Commission patrimoine en date du 18 juillet 2019
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

La vente de l'ensemble immobilier sis 86 et 88 rue Mélanie à Strasbourg, propriété de la ville de Strasbourg
Cadastré section CY numéros 610/154 de 6,55 ares, 612/168 de 2,58 ares et 614/275 de 2,08 ares, lieudit « rue Mélanie »
Au profit de l'Office Public de l'Habitat de l'Eurométropole de Strasbourg OPHEA
Moyennant le prix de 300 000 € (trois cent mille euros), hors frais d'acte et taxes diverses éventuelles à la charge de l'acquéreur.

L'acte de vente définitif sera précédé le cas échéant d'un compromis de vente, dans un délai de deux (2) mois à compter de la notification par courrier recommandé à l'acquéreur de la présente délibération, d'une durée de 3 mois sous la condition suspensive suivante :
- l'obtention des agréments et de la garantie d'emprunt
- l'obtention d'un prêt bancaire d'un montant maximum de 300 000 euros
Un dépôt de garantie d'un montant de 10% du prix de vente sera versé par l'acquéreur au moment de la signature du compromis de vente.

Passé ce délai de deux (2) mois sans qu'une promesse de vente n'ait été régularisée, ou à défaut de promesse de vente, passé le délai de trois (3) mois sans que la vente n'ait été régularisée, le vendeur pourra se délier de ses engagements envers l'acquéreur sans qu'une quelconque indemnité ne soit due au lauréat au titre de l'ensemble des frais qu'il aura le cas échéant engagés en vue de cette acquisition.

La vente sera assortie des conditions essentielles et déterminantes suivantes :

- *l'acquéreur s'interdira de revendre le bien dans un délai de cinq (5) ans à compter de la signature de l'acte de vente sans l'accord préalable de la ville de Strasbourg. Cette restriction au droit de disposer sera inscrite au Livre Foncier. Cette obligation sera à la charge du premier acquéreur et de tout sous-acquéreur en cas de revente ultérieure du bien immobilier dans ledit délai.*
- *l'acquéreur prendra le bien vendu en l'état où il se trouve le jour de l'entrée en jouissance, sans aucune garantie particulière de la part du vendeur pour raison soit de l'état du sol et du sous-sol (à raison de fouilles ou excavations qui auraient pu être pratiquées), de mitoyenneté, d'erreur ou d'omission dans la désignation du bien ou de l'état structurel du bâtiment.*
  Le vendeur ne garantit pas l'état structurel du bâtiment. L'acquéreur prendra le bien en l'état sous sa seule responsabilité et à ses frais exclusifs sans recours contre le vendeur à cet égard.
- *l'acquéreur supportera les servitudes de toute nature pouvant grever le bien.*

décide

l'imputation de la recette de 300 000 € tirée de la vente sur la ligne budgétaire de de la ville de Strasbourg, service CP71E, fonction 820, nature 775 ;

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer l'acte de vente et tous les actes et documents concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA RÉGION GRAND EST ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

Pôle Pilotage des Missions et Animation du réseau

Division du Domaine

4 Place de la République CS 51002

67070 STRASBOURG Cedex

Téléphone : 03 88 10 35 00

Mail : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

Le 12 mars 2019

Le Directeur régional des Finances Publiques de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Mme Eliane BAEHR
Téléphone : 03 88 10 35 14
Maill : eliane.baehr@dgfip.finances.gouv.fr
Réf. : 2019/0221

Ville et Eurométropole de Strasbourg
Gestion et Inventaire du Patrimoine bâti
1 Parc de l'Étoile
67076 STRASBOURG Cedex

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE
ANNULE ET REMPLACE L'AVIS PRECEDENT

DÉSIGNATION DU BIEN : ENSEMBLE IMMOBILIER

ADRESSE DU BIEN : 88 RUE MÉLANIE À STRASBOURG-ROBERTSAU.

VALEUR VENALE : 504 000 €/HT.

1 – SERVICE CONSULTANT : VILLE ET EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG.

Affaire suivie par : Mme HENRY-BONESTEVE (christelle.henry-bonesteve@strasbourg.eu) et M. ROCKEMER (patrick.rockemer@strasbourg.eu).

2 - DATE DE CONSULTATION : 14/02/2019
DATE DE RÉCEPTION : 14/02/2019
DATE DE VISITE : 06/03/2019
DATE DE CONSTITUTION DU DOSSIER « EN ÉTAT » : 06/03/2019

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

La présente demande s'inscrit dans le cadre de la rationalisation et de meilleure gestion du patrimoine de la ville de Strasbourg. Le bien en question ne présente plus d'intérêt pour la collectivité, sa cession est envisagée.

MINISTÈRE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS

4 – Description du bien

Ville de STRASBOURG-ROBERTSAU

Section	Parcelles	Superficie/ ares	Zonage PLUi	Nature
CY	610	6,55	UB4 7mET SMS2	Bâtiment/Sol
	612	2,58		
	614	2,08		
	TOTAL	11,21		

L'immeuble principal, datant de 1900, est composé d'une partie habitation sur cave d'environ 99 m²/SH, d'un niveau droit et de combles aménagés avec velux et chiens assis. Cette partie est directement attenante à des dépendances en nature de grange et autres annexes, le tout prolongé d'un autre bâti en bois et d'un abri ouvert. Une seconde construction indépendante de type hangar figure perpendiculairement à l'immeuble principal, le long de la limite séparative.

L'ensemble présente du potentiel au prix d'une rénovation lourde avec désamiantage. Il n'a guère fait l'objet d'améliorations depuis longtemps. La configuration intérieure est inadaptée, absence de toilettes au rez-de-chaussée (sauf dans la grange), sanitaires et électricité vétustes, nécessité d'une mise aux normes générale.

Au regard de l'état d'ensemble du bâti et du coût d'une éventuelle rénovation, de son implantation en retrait de la rue Mélanie, la valorisation est basée sur la méthode de la récupération foncière du terrain.

5 – Situation juridique

Propriétaire(s) présumé(s) : Ville de Strasbourg.
Locaux libres.

6 – Urbanisme et réseaux

Parcelles situées en zone UB4 - 7mET - SMS2, suivant le PLUi de l'EMS approuvé le 16/12/2016, opposable le 23/01/2017.

La zone UB est une zone urbaine à vocation mixte qui identifie des tissus bâtis hétérogènes tant par la forme du parcellaire que des volumes et des modes d'implantation.
Hauteur maximale de 7 m à l'égout de toiture et secteur de mixité sociale 2, marge de recul de 6 mètres à partir du trottoir.

7 – Détermination de la valeur vénale

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Valeur du terrain de 11,21 ares en récupération foncière : 45 000 €/are * 11,21 ares = 504 450 €, **arrondi à 504 000 €/HT.**

Cette valeur ne tient pas compte des coûts de dépollution et de démolition.

8 – Durée de validité

Cet avis a une durée de validité de 18 mois.

9 – Observations particulières

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

La présente évaluation a été effectuée en fonction des données du marché sans tenir compte d'éventuels coûts de diagnostic de présence ou d'enlèvement d'amiante suite aux prescriptions du décret n° 96-97 du 7 février 1996 ou de frais de dépollution ou de démolition.

Le coût de la démolition et de la dépollution des bâtiments existants devra être déterminé selon devis à établir, Dans la mesure où l'acquéreur supporterait cette charge, il conviendra de la déduire de la valeur vénale mentionnée plus haut.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une cession réalisable uniquement dans les conditions du droit privé.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loin n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

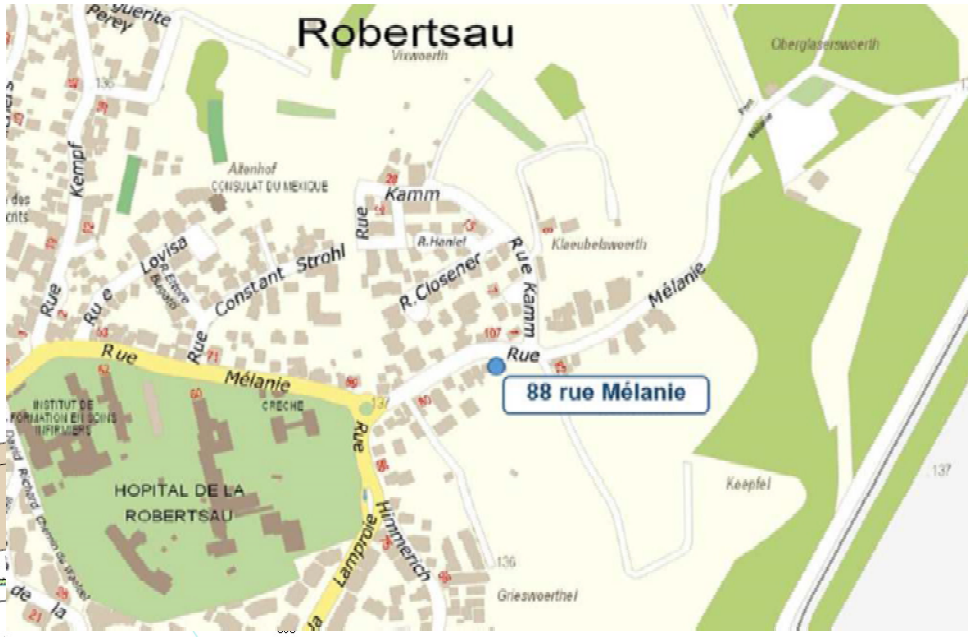
Pour le Directeur régional
et par délégation,

L'Inspecteur divisionnaire
des Finances publiques

Pascale Oberlé

Conseil Municipal du 10 février 2020
Plan patrimoine de la Ville de Strasbourg - Vente d'un ensemble immobilier sis 86 et 88 rue Mélanie à Strasbourg. - Annexe cartographique et photographique

Adresse	**Commune**
86-88 rue Mélanie	STRASBOURG
Quartier	**Références cadastrales**
Robertsau-Wacken	Section CY n^{os} 610 (6,55 ares), 612 (2,58 ares) et 614 (2,08 ares)









34

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Plan patrimoine de la ville de Strasbourg - Vente d'un bien immobilier sis 21 rue de Berne à Strasbourg.

I- Exposé préalable

La ville de Strasbourg est propriétaire d'un important patrimoine immobilier bâti.
Un travail de recensement des biens propriétés de la Ville issus du domaine privé a permis de distinguer ces immeubles selon trois catégories:

- les immeubles offrant une bonne rentabilité locative restant dans le patrimoine ;
- les immeubles à conserver provisoirement en raison de leur mobilisation dans les projets d'aménagement à moyen et long termes ;
- les immeubles cessibles pour leur absence d'intérêt stratégique ou leur état dégradé.

Pour cette dernière catégorie, le plan de cession qui en découle a pour objectif de céder des biens ne présentant plus d'intérêt pour la collectivité.

Les biens de la Ville sont aliénables dans les conditions de droit commun sous réserve :

- d'appartenir au domaine privé de la collectivité,
- d'avoir fait l'objet d'une estimation de leur valeur vénale par les services de la Direction de l'Immobilier de l'Etat,
- de validation par la commission patrimoine de la collectivité des modalités de la cession.

En dehors de ce cadre réglementaire, la Ville est libre de choisir les modalités de la vente. Le recours à la mise en concurrence précédée d'une publicité est généralement privilégié, dans le but d'obtenir les offres les plus à même de répondre aux attentes de la collectivité (prix, projet, *etc.*). C'est dans ce cadre concurrentiel qu'a été mis en vente le bien immobilier faisant l'objet de la présente délibération.

II- Procédure de mise en vente de l'immeuble 21 rue de Berne

L'immeuble 21 rue de Berne à Strasbourg, cadastré section 40 n° 28 d'une contenance de 13,95 ares, propriété de la ville de Strasbourg, a été identifié comme cessible lors de la définition des actifs immobiliers destinés à financer l'acquisition de l'immeuble AXA

38 Route de l'Hôpital à Strasbourg (décision qui a été validée par délibération du conseil municipal du 21 septembre 2015). Les deux premiers niveaux sont d'ores-et-déjà vides de toute occupation (bureaux anciennement occupés par la CPAM jusque début 2018, plus ancienne cantine de la CPAM au RDC, et récemment libérés par les services de la billetterie du Théâtre du Maillon), et les niveaux supérieurs sont occupés par des services municipaux appelés à être relocalisés.

L'intérêt de céder cet immeuble a été questionné dans un souci de bonne gestion au regard de son état actuel qui nécessite à court terme des investissements conséquents de rénovation et de mise aux normes. Cet immeuble présente par ailleurs de nombreux atouts, dont celui lié à sa localisation et celui liée à sa superficie (3043 m² de surface utile) avec un beau potentiel d'aménagement (bureaux, logements).

Dans son avis rendu en juillet 2018, les services de la Direction de l'Immobilier de l'État ont évalué la valeur vénale de l'immeuble à **3 950 000 €**.

Au regard de tous ces éléments, la Commission patrimoine de la ville de Strasbourg a émis le 3 octobre 2018 un avis favorable au lancement d'une consultation publique, ouverte à tous, pour la vente de l'immeuble. Cet avis était assorti d'une orientation en faveur d'un projet de bureaux pour la totalité de l'immeuble.

Pour optimiser la mise en vente de ce bien dans les conditions rappelées ci-dessus, la Commission patrimoine a par ailleurs validé le principe de faire appel à un mandataire extérieur et d'expérimenter une solution nouvelle reconnue comme la solution n° 1 des acteurs publics en France pour la revente de leurs biens (site de vente aux enchères Agorastore.fr).

Cette solution présente en effet et a priori plusieurs avantages liés entre autres :
- à la visibilité des consultations,
- l'optimisation de la mise en concurrence et l'optimisation financière,
- la garantie de la transparence et de la sécurité juridique,
- et le principe d'une rémunération au succès.

Créé en 2005 avec la Ville de Lyon, Agorastore.fr est ainsi devenu le site internet leader en France pour la revente des biens des collectivités, avec plus de 1000 organismes adhérents et plusieurs dizaines de millions d'euros de ventes annuelles.

La phase de commercialisation a été engagée en juin 2019 sur une durée de dix-huit semaines durant lesquelles trois possibilités de visite ont permis à 39 candidats de visiter le bien mis en vente.

A l'issue de cette phase de commercialisation, neuf opérateurs ont participé à la phase d'enchères de trois jours qui s'est déroulée du 7 au 10 octobre 2019 à 12 heures, date limite de réception des offres. 57 enchères successives ont été déposées durant cette période.

Le bilan de cette vente aux enchères a été présenté devant les membres de la Commission patrimoine de la ville de Strasbourg qui s'est réunie le 23 octobre 2019.

III- Comparaison des offres et bilan des enchères

La comparaison des offres a été conduite par AGORASTORE SAS, mandataire de la ville de Strasbourg, au regard du prix d'achat proposé et de la certitude transactionnelle de l'acquéreur.

Il en ressort que l'offre de 4 700 000 € FAI (frais d'agence inclus) présentée par la société KEYS REIM a été classée première.

L'écart infime avec l'offre la plus élevée (écart de 5.265 €), l'identification d'une seule condition suspensive sollicitée (tenant à ce que le coût des travaux de désamiantage à la charge de l'acquéreur n'excède pas la somme totale de 250.000 euros H.T), la volonté affichée de préservation du bâtiment, ainsi que la pleine adéquation du projet avec les orientations de la ville de Strasbourg concernant le devenir de cet immeuble, à travers l'implantation d'un espace de co-working, ont contribué à positionner cette offre en tête du rang de classement des offres.

Le montant de l'offre d'acquisition formulée par la société KEYS REIM étant supérieur à l'évaluation des services de la Direction de l'Immobilier de l'État, il est ainsi proposé d'entériner la vente de l'immeuble sis 21 rue de Berne à Strasbourg moyennant le prix principal de 4 700 000 € hors frais d'acte, de travaux et taxes divers dus par l'acquéreur, et qui se décompose comme suit :

- 4 409 006 € (recette nette garantie à la ville de Strasbourg)
- 290 994 € (rémunération Agorastore, par application du taux fixe de commission mentionné dans la convention cadre immobilier signée par la ville de Strasbourg).

L'offre de KEYS REIM est formulée en association avec le promoteur immobilier local SPIRAL et la marque de coworking MAMA WORKS (futur utilisateur des lieux). Le projet prévoit en effet l'implantation d'un espace MAMA WORKS sur l'intégralité des surfaces exploitables.

MAMA WORKS est un acteur proposant des espaces qualitatifs adaptés à toutes les entreprises, tout en proposant de nombreux services : salle de sport, douche, restauration, atelier de production, crèche, etc. Chaque site est géré et animé par une équipe qualifiée, facilitatrice de rencontres et de collaborations. Le concept est déjà décliné sous cette même marque dans trois autres métropoles françaises, accueillant au total plus de 700 coworkers.

IV- Conditions de la vente

La vente au prix de 4 409 006 € (quatre millions quatre cent neuf mille six euros) net vendeur sera assortie de conditions essentielles et déterminantes, à savoir :

- l'acquéreur s'interdira de revendre le bien dans un délai de cinq (5) ans à compter de la signature de l'acte de vente sans l'accord préalable de la ville de Strasbourg. Cette restriction au droit de disposer sera inscrite au Livre Foncier. En cas de cession(s) agréée(s) par la Ville dans le délai de 5 ans, cette obligation sera transférée à la charge de tout sous-acquéreur durant ce même délai ;

La ville de Strasbourg déclare toutefois, d'ores et déjà et en tant que de besoin, accepter que l'acquéreur revende le bien dans le délai de cinq (5) ans susvisé dans les cas limités ci-dessous :

- revente au profit d'un fonds géré par Keys Reim ;
- revente au profit de l'utilisateur/exploitant du bien ou de toute entité contrôlant directement ou indirectement à hauteur d'au moins 50% l'utilisateur/exploitant (étant ici précisé que pour l'application de cette disposition, les parties retiennent comme définition du terme « société contrôlant », celle de l'article L.233-3 du Code de commerce).

- l'acquéreur prendra le bien en l'état sans garantie particulière de la ville de Strasbourg tenant à l'état du sol, du sous-sol (à raison des fouilles ou excavations qui auraient pu être pratiquées), de mitoyenneté, d'erreur ou d'omission dans la désignation du bien ou encore, de l'état structurel du bâtiment ;
- l'acquéreur supportera les servitudes de toute nature pouvant grever le bien ;
- l'acquéreur s'engagera à réaliser au sein du volume bâti existant, sur l'intégralité des surfaces exploitables, un espace de coworking conformément à son offre d'achat, à défaut de quoi il s'exposera au versement d'une pénalité financière au bénéfice de la ville de Strasbourg équivalente à 10% du prix de vente.

La vente sera précédée de la signature d'un compromis de vente.

Il y sera inséré :

- une condition suspensive tenant au caractère définitif de la présente délibération (si elle ne devait pas l'être lors de la signature du compromis),
- une condition suspensive liée à la constatation de la désaffectation effective de l'immeuble (conformément à l'article L 3112-4 du Code général de la propriété des personnes publiques),
- une condition suspensive relative à un coût de travaux de désamiantage à la charge de l'acquéreur d'un montant maximum de 250.000 € HT, prévoyant une obligation pour les parties de se rencontrer pour la suite à donner à l'avant contrat si ce coût devait être supérieur.
- Le coût des travaux considérés devra être justifié par l'acquéreur par la fourniture d'au moins deux devis émanant de deux entreprises sans lien entre elles

Ledit avant contrat sera signé dans le délai maximum de trois mois suivant la notification à l'acquéreur, par courrier recommandé, de la présente délibération. Un dépôt de garantie correspondant à 10 % du montant du prix de vente sera versé par l'acquéreur au moment de sa signature en garantie du jeu de la clause pénale qui sera prévue dans le compromis. A ce dépôt de garantie pourra néanmoins être substituée la fourniture par l'acquéreur d'une garantie autonome à première demande émanant d'un établissement bancaire français garantissant le jeu de la clause pénale prévue à l'acte à hauteur de 10 % du prix de vente.

La réalisation des conditions suspensives et la signature de l'acte de vente devront intervenir au plus tard dans les douze mois suivant la signature dudit compromis de vente, ce délai étant automatiquement prorogé de six mois supplémentaires si la condition liée à la désaffectation effective de l'immeuble ne pouvait être réalisée dans le délai initial de douze mois.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil municipal du 16 décembre 2019
prononçant le déclassement par anticipation de l'immeuble
sis 21 rue de Berne du domaine public municipal,
vu l'avis n° 2020-90 de la Direction de l'Immobilier de l'État
vVu l'avis de la Commission patrimoine du 23 octobre 2019
sur proposition de la
Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

La vente du bien immobilier sis 21 rue de Berne à Strasbourg
Cadastré section 40 n° 28 d'une contenance de 13,95 ares
Au profit d'un des fonds gérés par la société KEYS REIM (11 rue Jean-Mermoz 75008 Paris), ou toute personne morale qui s'y substituerait avec accord écrit de la ville de Strasbourg
Moyennant le prix de 4 409 006 € net vendeur, hors frais d'acte, taxes diverses éventuelles et commission d'intermédiaire au profit de AGORASTORE à la charge de l'acquéreur
Dans le cadre du compromis de vente précédant la signature de l'acte authentique définitif, il sera inséré :

- *une condition suspensive tenant au caractère définitif de la présente délibération,*
- *une condition suspensive liée à la constatation de la désaffectation effective de l'immeuble (conformément à l'article L 3112-4 du Code général de la propriété des personnes publiques),*
- *une condition suspensive relative à un coût de travaux de désamiantage à la charge de l'acquéreur d'un montant maximum de 250.000 € HT, prévoyant en outre une obligation pour les parties de se rencontrer pour la suite à donner à l'avant contrat si ce coût devait être supérieur.*

Le coût des travaux considérés devra être justifié par l'acquéreur par la fourniture d'au moins deux devis émanant de deux entreprises sans lien entre elles.

Cet avant contrat devra être régularisé dans un délai de trois (3) mois à compter de la notification par courrier recommandé à l'acquéreur de la présente délibération. Il sera consenti pour une durée de douze mois, automatiquement prorogés de six mois si la désaffectation effective de l'immeuble ne pouvait être réalisée dans le délai de douze mois initialement prévu.

Un dépôt de garantie d'un montant de 10% du prix de vente sera versé par l'acquéreur au moment de la signature du compromis de vente, ledit dépôt destiné notamment à garantir le jeu de la clause pénale qui sera prévue en cas de refus de l'acquéreur de réitérer l'acte de vente alors que les conditions suspensives sont réalisées. A ce dépôt de garantie

pourra être substituée la fourniture par l'acquéreur d'une garantie autonome à première demande émanant d'un établissement bancaire français garantissant le jeu de la clause pénale prévue à l'acte et correspondant à 10 % du prix de vente.

A défaut de signature du compromis de vente par l'acquéreur dans les trois mois de la notification qui lui sera faite des présentes, et après mise en demeure qui lui sera adressée par courrier recommandé avec accusé de réception restée sans effet dans un délai de 15 jours, la collectivité sera réputée déliée de ses engagements envers l'acquéreur au titre de la présente délibération, sauf le cas échéant, si l'impossibilité de signer le compromis de vente résultait d'une raison n'incombant pas à l'acquéreur (non transmission du compromis dans le délai).

La vente définitive sera assortie des conditions essentielles et déterminantes suivantes :

- *l'acquéreur s'interdira de revendre le bien dans un délai de cinq (5) ans à compter de la signature de l'acte de vente sans l'accord préalable de la ville de Strasbourg. Cette restriction au droit de disposer sera inscrite au Livre Foncier. En cas de cession(s) agréée(s) par la Ville dans le délai de 5 ans, cette obligation sera transférée à la charge de tout sous-acquéreur durant ce même délai.*

  La ville de Strasbourg déclare toutefois, d'ores et déjà et en tant que de besoin, accepter que l'acquéreur revende le bien dans le délai de cinq (5) ans susvisé dans les cas limités ci-dessous :
  - *revente au profit d'un fonds géré par KEYS REIM ;*
  - *revente au profit de l'utilisateur/exploitant du bien ou de toute entité contrôlant directement ou indirectement à hauteur d'au moins 50% l'utilisateur/exploitant (étant ici précisé que pour l'application de cette disposition, les parties retiennent comme définition du terme « société contrôlant », celle de l'article L.233-3 du Code de commerce).*
- *l'acquéreur prendra le bien vendu en l'état où il se trouve le jour de l'entrée en jouissance, sans aucune garantie particulière de la part du vendeur pour raison soit de l'état du sol et du sous-sol (à raison de fouilles ou excavations qui auraient pu être pratiquées), de mitoyenneté, d'erreur ou d'omission dans la désignation du bien ou de l'état structurel du bâtiment.*
- *le vendeur ne garantit pas l'état structurel du bâtiment, l'acquéreur prendra le bien en l'état sous sa seule responsabilité et à ses frais exclusifs sans recours contre le vendeur à cet égard.*
- *l'acquéreur supportera les servitudes de toute nature pouvant grever le bien.*
- *l'acquéreur s'engagera à réaliser au sein du volume bâti existant, sur l'intégralité des surfaces exploitables, un espace de coworking conformément à son offre d'achat, à défaut de quoi il s'exposera au versement d'une pénalité financière au bénéfice de la ville de Strasbourg d'un montant fixé à 10% du prix de vente net vendeur. En garantie de cet engagement l'acquéreur devra fournir au plus tard le jour de la signature de l'acte de vente, une garantie autonome à première demande émanant d'une banque française, garantissant le paiement de cette indemnité, ladite garantie expirant dans un délai de un an à compter du dépôt de la Déclaration attestant la conformité et l'achèvement des travaux par l'acquéreur. Une copie de cette garantie sera annexée à l'acte de vente authentique, l'original devant être remis à la ville de Strasbourg.*
- *Afin de permettre à la ville de Strasbourg de s'assurer du respect de cet engagement, l'acquéreur s'obligera aux termes de l'acte de vente à informer la ville :*

** du dépôt de l'avant-projet au service instructeur,*

** du dépôt de la demande de permis de construire au service instructeur (dossier prévoyant la destination « bureaux » + notice architecturale décrivant l'activité de coworking), dans les 6 mois au plus tard de la signature de la vente,*

** de la date prévue pour la réception de l'immeuble, dans les 24 mois de l'obtention du permis de construire.*

Il s'obligera en outre à lui transmettre :

** copie de l'arrêté portant permis de construire,*

** copie de la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux (DACT),*

** copie du bail signé avec l'exploitant, la dite copie devant lui être transmise dans le mois du dépôt de la DACT.*

décide

l'imputation de la recette de 4 409 006 € tirée de la vente et de l'éventuelle pénalité financière sur la ligne budgétaire de la ville de Strasbourg, service CP71E, fonction 820, nature 775 ;

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer le compromis de vente, l'acte de vente et tous les actes et documents concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(septembre 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA RÉGION GRAND EST ET DU DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

Pôle Pilotage des Missions et Animation du réseau

Service : Division du Domaine

Adresse :4 Place de la République CS 51002

67070 STRASBOURG Cedex

Téléphone : 03 88 10 35 00

courriel : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Nathalie STAHL
Téléphone : 03 8810 35 18
Courriel : .nathalie.stahl@dgfip.finances.gouv.fr
Réf. : 2020-90

Le 22/01/2020

Le Directeur régional des Finances Publiques de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin

à

Eurométropole de Strasbourg
1 Parc de l'Etoile
67076 Strasbourg Cedex

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : IMMEUBLE DE BUREAUX

ADRESSE DU BIEN : 21 RUE DE BERNE – RUE DE LAUSANNE – STRASBOURG

VALEUR VÉNALE : 3 950 000 € HT

1 – SERVICE CONSULTANT
Eurométropole de Strasbourg – 1 Parc de l'Etoile – 67076 Strasbourg Cedex

Affaire suivie par : M. Rockemer Patrick (patrick.rockemer@strasbourg.eu)

2 – **Date de consultation** : 17/01/2020

Date de réception : 20/01/2020

Date de visite : 28/06/2018

Date de constitution du dossier « en état » : 20/01/2020

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

Le consultant nous a saisi dans le cadre de la réactualisation de l'avis domanial N° 2018-468 du 11/07/2018 pour une valeur de 3 950 000 € HT. Le bien, qui n'a subi aucune évolution de son état patrimonial a fait l'objet d'une mise en concurrence avec une offre d'acquisition à 4 409 006 € net vendeur.

4 – Description du bien

Référence cadastrale :

Section	Parcelles	Surface/ares	Zonage POS
40	28	13,95	UAB2

Description du bien :
La parcelle est installée dans le quartier de la Krutenau dans le secteur de la Bourse-Place de l'Étoile à la limite du quartier du Neudorf. Elle profite d'un bel emplacement dans ce quartier dynamique à proximité des facultés, commerces et services. Elle est située à quelques pas du centre historique, des transports en commun (tramway, gare routière) et de la desserte d'autoroute.
La parcelle est située à l'angle de la rue de Berne et de la rue de Lausanne. Elle est surbâtie d'un immeuble de bureau en grès rose des Vosges construit en 1913 de type R + 3 + combles sur sous-sol complet en état d'usage.
L'immeuble présente une belle façade, rue de Lausanne, agrémentée de deux cariatides en grès rose des Vosges représentant une femme portant un enfant et un homme. Les pierres sont très abîmées par les intempéries (pluie, gel, pollution) en particulier en façade de la rue de Berne.
L'immeuble dispose de trois garages clos dans la cour et de quelques rares espaces de stationnements.
Le consultant a transmis la surface utile du bâtiment qui s'élève à 3 042,49 m².
L'immeuble situé à l'angle de la rue de Berne et de la rue de Lausanne a de nombreuses qualités liés en partie à sa situation géographique. Il présente une belle superficie avec un beau potentiel d'aménagement : bureaux, logements.
Le consultant précise que le bâtiment est enregistré comme immeuble remarquable dans le règlement écrit du plan local d'urbanisme.

5 – Situation juridique

Nom du propriétaire : Eurométropole de Strasbourg
Situation d'occupation :

6 – Urbanisme et réseaux

La parcelle est située en zone UAB2 du PLUI de l'Eurométropole dont la dernière modification a été approuvée le 16/12/2016 et devenue opposable le 23/01/2017.

La zone UAB est une zone urbaine à vocation mixte (habitat, commerces, services, activités diverses, d'équipements publics et/ou d'intérêt collectif), elle identifie des tissus bâtis hétérogènes tant par la forme du parcellaire que des volumes et des modes d'implantation.

7 – Détermination de la valeur vénale

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

La valeur vénale du bien cadastré section 40 N°28 correspondant à un immeuble de bureaux terrain intégré d'une superficie de 3 042,49 m² SU est estimée à 3 950 000 € HT.

La présente évaluation a été effectuée en fonction des données du marché sans tenir compte d'éventuels coûts de diagnostic de présence d'amiante ou d'enlèvement d'amiante suite aux prescriptions du décret N° 96-97 du 7 février 1996.
L'évaluation ne prend pas en considération le coût d'une éventuelle dépollution du site et/ou de la démolition des bâtiments existants qui devra être déterminé selon devis à établir.

8 – Durée de validité

Cet avis a une durée de validité de 18 mois.

9 – Observations particulières

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

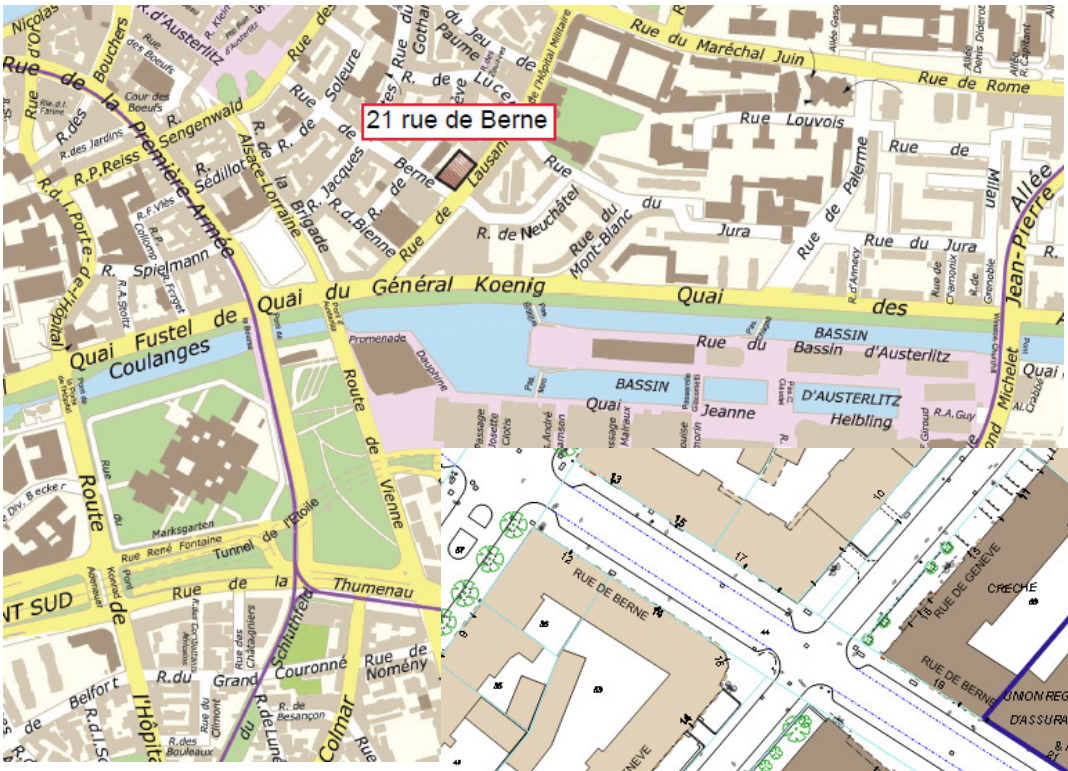
Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification prévu par la loi N° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction générale des Finances Publiques.

Pour l'Administrateur général
Directeur régional des Finances publiques
de la Région Grand Est et du département du Bas-Rhin,
par délégation,

Jean-Yves MAY
Directeur
du pôle Pilotage des missions
et Animation du Réseau

Adresse	**Commune**
21 rue de Berne	STRASBOURG
Quartier	**Références cadastrales**
Bourse –Esplanade - Krutenau	Section 40 n°28 (13,95 ares)









OFFICES I CO-WORKING I MEETINGS AND EVENTS



PRÉSENTATION PROJET

21, RUE DE BERNE - STRASBOURG

527

À l'image du Mama Shelter, nous avons pensé Mama Works comme un lieu de vie où on partage bien plus qu'une adresse ou un bureau. C'est un environnement stimulant où les idées et les énergies circulent, afin que chacun puisse se dépasser et développer son potentiel.

De la concentration à la détente, de l'isolement à l'échange, du sport à la relaxation en passant par l'ouverture sur le monde, Mama Works, c'est une nouvelle façon de vivre le travail.

Réinventez votre façon de travailler !

LA FAMILLE TRIGANO



LES ACTEURS

Afin de proposer la meilleure offre possible nous avons constitué une équipe solide et ancrée localement, composée de Keys REIM (Investisseur) et de SPIRAL (Promoteur Immobilier local), dont les compétences ont été mises à profit pour élaborer une offre centrée sur le futur utilisateur des lieux MAMA WORKS.

Keys REIM : Fondé en 2011, le groupe Keys AM a une approche multi-stratégique centrée sur quatre métiers que sont la gestion de foncières, la création de valeur en immobilier d'entreprise, le co-investissement en développement immobilier et le conseil en capital-investissement. Le groupe gère actuellement plus de **1,3 milliard d'euros d'actifs immobiliers.**
L'acquéreur final sera un des fonds gérés par Keys REIM, société de gestion de Portefeuille agréée par l'AMF, filiale à 100% de Keys AM.

SPIRAL : Acteur local de référence dans le domaine de la promotion immobilière, SPIRAL, Agence alsacienne du Groupe SPIRIT, réalise des programmes immobiliers sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg. A l'appui de la solidité financière du Groupe SPIRIT, nous avons démontré depuis 1992, que nous savons tenir nos engagements et travailler en partenariat avec les Elus locaux et les services de la Collectivité.

MAMA WORKS : Mama Works, marque de coworking du groupe Mama Shelter, gère actuellement trois espaces à Lyon, Bordeaux et Lille. Ces espaces accueillent au total plus de 700 coworkers.
Mama Works propose des espaces qualitatifs adaptés à toutes les entreprises, tout en proposant de nombreux services : salle de sport, douche, restauration, atelier de production, crèche…
Chez Mama Works la construction d'une communauté est un élément important de notre succès, c'est pourquoi chaque site est géré et animé par une équipe qualifiée, qui est à l'origine de rencontres et de collaborations.

LE PROJET – EXTÉRIEUR

Dans le cadre d'une rénovation du bâtiment, **respectueuse du volume bâti existant** (ni surélévation, ni construction neuve) et de l'architecture de Gustave Oberthur (rénovation de la façade et conservation des éléments architecturaux structurants), nous souhaitons installer sur l'intégralité des surfaces exploitables un espace Mama Works.

La **préservation du bâtiment** permettra de limiter fortement les risques liés aux autorisations d'urbanisme nécessaires à toute modification d'un bâtiment historique, tel que celui du 21, rue de Berne.

Ce bâtiment à l'architecture remarquable se prête parfaitement à l'installation en son sein d'un de nos espaces de coworking au design unique. Les statues d'Alfred Marzolff qui ornent le balcon et représentent une **Mère** et un **Travailleur**, semblent avoir été réalisées en anticipation de l'installation d'un espace **Mama Work**s.

LE PROJET – AMÉNAGEMENT INTÉRIEUR

Le projet se divisera en différents espaces :

- Les **niveaux R+1 à R+4** seront dédiés à la réalisation de **bureaux de différentes tailles** (de 2 à 20 personnes) conçus pour accueillir tous types de sociétés, quel que soit leur taille ou secteur d'activité.

Ces bureaux au design qualitatif seront **entièrement équipés** et seront disponibles à la location **sans engagement de durée.**

En complément des bureaux, ces niveaux accueilleront des espaces dédiés aux entreprises résidentes : salle de réunion, phonebooth, espace détente, cuisine, terrasse, espace reprographie.

Tous les postes de travail proposés sont prévus en « Plug and Play », c'est-à-dire que tout est inclus (espace aménagé et meublé, connexion internet haut débit, ménage, charges immobilières…), permettant aux coworkers de se concentrer sur leur activité.





531

LE PROJET – AMÉNAGEMENT INTÉRIEUR

- Le **sous-sol** accueillera un **espace de coworking ouvert,** plus adapté pour les travailleurs indépendants, ainsi que des espaces de services à disposition des coworkers : **salle de jeux, salle de sport, douche et salle de réunion**.

- Enfin le niveau du **Rez-de-Chaussée,** ouvert sur la ville, accueillera un **espace hybride,** véritable **agora du Mama Works.** Cet espace servira à la fois d'accueil, de lieu d'échange et d'espace de travail informel pour les coworkers résidents ou non, de lieu de restauration légère et de lieu d'événementiel (Conférence et évènements ouverts au public extérieur ou privatisation pour des entreprises).

  Cet espace Hybride sera composé du bar rose, emblématique des espaces Mama Works, d'un **Workcafé,** d'un espace de conférence, de salles de réunion, d'un espace de coworking et d'un atelier de production (Petit Fablab).

  Pour animer ces différents espaces une équipe de 5 salariés à temps plein sera mise en place sur site.





532

LE PROJET – AMÉNAGEMENT INTÉRIEUR











533

LE PROJET – ÉCOSYSTÈME

L'écosystème qui se développera au sein du bâtiment ne sera pas fermé, au contraire, l'aménagement du bâtiment et les différents espaces qui y seront développés permettront à différents publics de se rencontrer et d'échanger, tout en offrant aux entreprises résidentes des espaces permettant de préserver leur besoin de confidentialité.

En effet, les différentes offres permettront d'accueillir un public varié :

- Grandes entreprises et PME : Bureau en étages
- Travailleur Freelance ou en création d'activité : Espace de coworking à RdC ou en Sous-sol
- Travailleur nomade, étudiant de la Student Factory et voisin : Workcafé à RdC
- Entreprise hors de Strasbourg : Espace événementiel ou salle de réunion à RdC

Cet espace Mama Works, actuellement sans équivalent dans la région, permettra de proposer une offre immobilière différente aux entreprises souhaitant s'installer à Strasbourg, favorisant de fait l'attractivité de la ville en France et à l'International, tout en créant un lieu de vie ouvert sur la Ville et le quartier de la Krutenau.



OFFICES I CO-WORKING I MEETINGS AND EVENTS

35

Communication au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Communication relative au porter à connaissance par Monsieur le Préfet du Bas-Rhin de deux arrêtés préfectoraux d'autorisation environnementale.

Conformément à l'article R 181-44-3 du code de l'environnement, la présente communication vise à porter à la connaissance du Conseil municipal les deux arrêtés préfectoraux d'autorisation environnementale suivants :

- l'arrêté préfectoral du 22 mars 2019 autorisant Voies Navigables de France, au titre des articles L 214-1 et suivants du code de l'environnement, à réaliser sur une durée de dix ans (2019-2028) et un linéaire de 7,2 km, des travaux de dragage d'entretien des voies d'eau et d'évacuation des sédiments de l'Ill canalisée, du Canal du Fossé des Faux Remparts et de l'Aar,

- l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2019 autorisant, en application du Titre 1er Livre V du code de l'environnement, la société SAPPE à exploiter un centre de regroupement, tri, transit de déchets non dangereux et dangereux à Strasbourg, rue de Sète.

  Le deuxième arrêté concerne l'arrêté pris suite à la demande d'autorisation environnementale présentée par la société SAPPE à Strasbourg. Elle a fait l'objet d'une délibération au Conseil municipal du lundi 24 juin 2019, qui a émis un avis réservé.

Communiqué le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif

Le 13 février 2020

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU BAS - RHIN

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

Service Environnement et Gestion des Espaces

Travaux soumis à autorisation administrative dans le domaine de l'eau au titre du Code de l'environnement

ARRETE PREFECTORAL

valant autorisation au titre des articles L.214-1 et suivants du Code de l'environnement

Voies Navigables de France

Plan de Gestion Pluriannuel des Opérations de Dragage d'Entretien (PGPOD)

Unité Hydrographique Cohérente n°5

Ill canalisée - Fossé des faux remparts - l'Aar

Le Préfet de la Région Grand Est
Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Est
Préfet du Bas-Rhin

VU la Directive Cadre sur l'Eau (D.C.E.) du 23 octobre 2000 ;

VU le Code de l'environnement notamment le livre II ;

VU les articles L.151-36 à L.151-40 et R.151-40 à R.151-49 du Code rural et de la pêche maritime relatifs aux travaux prescrits ou exécutés par les départements, les communes, leurs groupements et les syndicats mixtes, ainsi que les concessionnaires de ces collectivités ;

VU la Loi du 29 décembre 1892 sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.D.A.G.E.) du bassin Rhin-Meuse approuvé le 30 novembre 2015 et notamment les objectifs assignés aux masses d'eau ;

VU le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.A.G.E.) Ill-Nappe-Rhin approuvé le 01 juin 2015 ;

VU l'avis en date du 17 janvier 2017 de l'Agence Régionale de Santé en application du R.214.10 du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 mars 2002 portant réglementation de l'entretien des haies et végétaux ligneux sur pied dans un but de protection de la faune nicheuse ;

VU le dossier déposé en date du 13 décembre 2016 de demande d'autorisation au titre du Code de l'environnement présentée par Voies Navigables de France, relative au Plan de Gestion Pluriannuel des Opérations de Dragage d'Entretien (UHC 5) sur Ill canalisée, le Fossé des faux remparts et l'Aar ;

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 19 novembre 2018 à l'issue de l'enquête publique qui s'est déroulé du 17 septembre 2018 au 19 octobre 2018 inclus en mairie de Strasbourg ;

VU la réponse formulée par Voies Navigables de France en date du 25 janvier 2019 sur le projet d'arrêté qu'il lui a été notifié le 10 janvier 2019 ;

CONSIDÉRANT que les travaux envisagés permettent de garantir une profondeur nécessaire à la circulation des bateaux de commerce, de passagers et de plaisance ;

CONSIDÉRANT que les travaux envisagés permettent de maintenir un fonctionnement hydrologique optimum tant pour l'écoulement des eaux et des sédiments que pour les risques d'inondation ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau conformément aux dispositions de l'article L.211-1 du Code de l'environnement, en particulier la protection des eaux superficielles et souterraines ;

CONSIDÉRANT que les travaux proposés prennent en compte la préservation des espèces protégées présentes ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

ARRETE

ARTICLE 1 - PERIMETRE D'INTERVENTION ET DESCRIPTIF DES TRAVAUX :

1.1 Périmètre d'intervention :

Le périmètre d'intervention dans le cadre du présent arrêté se situe dans la commune de Strasbourg (voir annexe 1) sur un linéaire total de 7,2 km.
L'intégralité des travaux et des voies d'accès se situe au droit de terrain communaux.

1.2 Description des travaux autorisés :

Les travaux seront réalisés conformément au dossier présenté et comprendront notamment :

- les travaux de dragage, prévu sur une durée de 10 ans (2019-2028), au moyen d'un pelle mécanique sur ponton comprenant les opérations d'entretien récurrent en raison d'un problème d'envasement sur l'Ill et le Fossé des faux remparts au niveau des écluses principalement et les opérations d'entretien pour le rétablissement du rectangle de navigation ou la gestion des crues sur l'Aar.

- L'évacuation des sédiments, si nécessaire, vers des installations de stockage de déchets inertes ou non inertes non dangereux réglementées.

TITRE I – PROCEDURE « LOI SUR L'EAU »

ARTICLE 2 – PROCEDURE D'AUTORISATION :

En application de l'article L.214-3 du Code de l'environnement, Voies Navigables de France est autorisée, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser les travaux de dragage prévus dans le dossier présenté.

La présente autorisation s'inscrit dans la nomenclature de l'article R.214-1 du Code de l'environnement au titre des rubriques suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêté de prescriptions générales
3.2.1.0.	Entretien de cours d'eau ou de canaux (...) le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année : 1° supérieur à 2000 m³ (volume évalué à 17 190 m³)	Autorisation	Arrêté du 30 mai 2008 Arrêté du 09 août 2006

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS POUR LA RÉALISATION DES TRAVAUX :

3.1 Prescriptions générales :

De manière générale, les travaux prévus devront respecter :
- les prescriptions du Code de l'Environnement, en particulier l'article L.211-1, fixant les objectifs d'une gestion équilibrée de la ressource en eau ;
- les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau de l'article 2 de cet arrêté ;
- les principes et les objectifs du SDAGE du Bassin Rhin-Meuse et du SAGE Ill-Nappe-Rhin ;

Pour leur réalisation, le pétitionnaire veillera à :
- prendre en compte les spécificités environnementales locales,
- ne pas perturber le régime hydraulique du cours d'eau et l'écoulement naturel des eaux, afin de ne pas aggraver le risque d'inondation à l'aval comme à l'amont. Les dépôts de remblai en zone humide ou zone inondable ne sont pas autorisés. En tout état de cause, les sites de stockage de remblai doivent être choisis en accord avec la Direction Départementale des Territoires (DDT).
- Ne pas éliminer des essences ligneuses (arbres, arbustes, arbrisseaux) sénescentes, mortes, écologiquement intéressantes (notamment : houppier développé, présence de végétaux épiphytes, blessures et trous, branches basses ou cassées, essence fructifère ou mellifère, tronc en fourche ou

torsadé, décollement de l'écorce...) ou avec des signes de présence d'espèces cavernicoles ou rivulaires (notamment les rapaces et oiseaux inféodés aux milieux rivulaires ou d'interface rivière-prairie).

Le pétitionnaire est tenu de respecter les valeurs et engagements annoncés dans le dossier de la demande dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

D'une manière générale, pour assurer la libre circulation des espèces piscicoles dans les cours d'eau ainsi que le passage de la petite faune terrestre ou semi-aquatique susceptible de se déplacer le long des rives, il conviendra de maintenir un écoulement des eaux durant les interventions en lit mineur, y compris au niveau des ouvrages hydrauliques de franchissement.

Dans un but de protection de la faune nicheuse, pour tenir compte de l'arrêté du 15 mars 2002 portant réglementation de l'entretien des haies et végétaux ligneux sur pied qui interdit la réalisation de ces travaux entre le 15 mars et le 31 juillet inclus, les travaux de broyage, de recépage, de coupes ou d'élagage des haies et végétaux ligneux seront réalisés en dehors de cette période ; en cas d'impossibilité majeure de respecter ce calendrier d'intervention, une demande motivée de dérogation à cet arrêté devra être adressée auprès de la DDT et de la DREAL.
En tout état de cause, avant de couper un arbre susceptible d'accueillir des nids d'oiseaux ou des caches de chiroptères, l'avis de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) doit être obtenu.

Les périodes d'intervention dans le cours d'eau seront définies en tenant compte de la période de reproduction et de migration des différentes espèces semi-aquatiques et piscicoles susceptibles d'être présentes sur le site (voir 3.2.1 : mesures spécifiques poissons).

Les travaux seront conduits de manière à écarter tout risque de pollution directe ou indirecte de la nappe et des milieux aquatiques ; tout apport de polluant ou de charge solide, immédiat ou différé, est proscrit.
En particulier, le bénéficiaire du présent arrêté devra :
- veiller à limiter au minimum la mise en suspension de fines dans le cours d'eau par la pose de bâches filtrantes, stocker hors d'atteinte du lit mineur les produits susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux,
- enlever aussitôt après l'achèvement des travaux tous les décombres, terres, dépôts de matériaux qui pourraient subsister, les déblais devant être évacués vers un site approprié.

En dehors des plates-formes, spécialement équipées à cet effet de dispositifs de confinement, sont interdits :
- tout stockage d'hydrocarbures, huiles, graisses ou tout produit polluant,
- l'entretien (vidange...) ou le lavage des engins sur le site.

Le brûlage des déchets (compris déchets verts) est interdit. Les déchets devront être évacués sur un site autorisé à recevoir ces produits, en particulier en vue de leur recyclage. Toutefois, concernant les déchets verts, une valorisation directe peut-être réalisée (par broyage sur place).
Les sanitaires mobiles devront être équipés de fosses étanches, régulièrement vidangées par une entreprise spécialisée avec dépotage des produits de vidange sur un site approprié.

Tout déversement accidentel de produits polluants sur le sol devra être signalé immédiatement au service chargé de la police de l'eau.

Le pétitionnaire garantit en outre une capacité d'intervention rapide de jour comme de nuit afin d'assurer le repliement des installations du chantier en cas de crue consécutive à un orage ou un phénomène pluvieux de forte amplitude.

3.2 Prescriptions particulières :

3.2.1 Protection des espèces et des habitats :

- *Mesures générales* :

Aucune intervention n'est prévue sur la ripisylve existante et tout état de cause les coupes d'arbres éventuelles doivent répondre aux prescriptions générales précitées.

Un filtre réalisé à l'aide d'un géotextile synthétique devra être mis en œuvre pour limiter le transport des matières en suspension.

- *Mesures spécifiques espèces protégées* :

VNF s'engage à réaliser des études biologiques avant chaque opération de dragage afin de localiser et baliser tous les secteurs favorables aux zones de frayères (tels que les herbiers). Les inventaires de terrain seront réalisés par un prestataire compétent dans le domaine de l'hydrobiologie, et transmis aux services instructeurs (DDT, DREAL et AFB).

De part la présence potentielle d'Unio crassus, une recherche particulière d'individus sera menée.

Des observations, ciblées sur les zones d'installations du chantier et de déchargement, seront réalisées au niveau des berges en amont des opérations de dragage afin d'identifier ou non la présence d'espèces protégées ou d'intérêt patrimonial. La vérification doit se réaliser sur les périodes favorables pour la végétation et la faune présentes sur le ou les futurs tronçons concernés par le dragage. Ces périodes doivent concorder avec la période des travaux et être renseignées auprès de la DREAL.
Le cas échéant, des mesures d'évitement ou de réduction seront proposées dans un rapport annuel transmis à la DREAL qui statuera sur les dispositions à mettre en place pour la réalisation du chantier et la nécessite de dépôt d'un dossier de demande de dérogation au titre des espèces protégées.

- *Mesures spécifiques poissons non exhaustives* :

Vu que l'Ill et les bras connectés constituent des axes de passages et de repos d'espèces migratrices telles que le saumon et l'anguille, les travaux sont à proscrire entre le 1 novembre et le 31 janvier.

En raison de la présence notamment de bouvières, de vandoises et de brochets, espèces dont l'arrêté du 8 décembre 1988 interdit la destruction des œufs et la dégradation des milieux particuliers, les travaux sont proscrits entre le 1 février et le 31 juillet.

Pour les cours d'eau de deuxième catégorie concernés, les travaux en lit mineur ne pourront avoir lieu qu'à une période compatible avec la reproduction et de migrations des espèces répertoriées sur le site ou susceptible d'y séjourner à savoir du 1er août au 31 octobre inclus.

En cas de danger grave pour la navigation, la réalisation d'opérations ponctuelles de dragage pourra être envisagée pendant les périodes précitées *après validation d'une demande préalable par le pétitionnaire aux services instructeurs (DDT, DREAL et AFB)* dans le respect des modalités prévue à l'article R.214-44 du Code de l'environnement..

Les zones d'atterrissement présentes en pied de berges seront maintenues en respectant une distance de sécurité supérieure à 2 mètres par rapport aux berges.

Un inventaire des zones de frayères sera effectué avant chaque opération de dragage pour adapter, au besoin, les travaux et éviter toute destruction potentielle.

Dans le cas d'une remise en suspension trop importante des sédiments, les cadences de dragage seront réduites et/ou des dispositifs de barrage à jupe mis en place.

A l'issue des travaux, et en particulier durant la phase de reprise de la végétation, le pétitionnaire prendra en charge la destruction des espèces exogènes invasives lorsqu'elles sont clairement identifiées (Renouée du Japon, Balsamine de l'Himalaya …). Cette lutte se fera mécaniquement ; l'élimination par mise en œuvre de

produits phytopharmaceutiques est exclue. Enfin, lors d'éventuels mouvements de terre, il y aura lieu de veiller à ne pas transporter de débris végétaux provenant de ces variétés.

3.2.2 Protection des captages d'eau potable :

Les dispositions suivantes devront être respectées :

Précautions à prendre avant le début des travaux

Le pétitionnaire se chargera :
- d'informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre de la proximité et de la vulnérabilité des forages ainsi que des dispositions à respecter qui suivent ;
- d'informer l'ensemble des entreprises intervenant sur le site de la proximité et de la vulnérabilité des forages ainsi que des dispositions à respecter qui suivent ;
- de consulter pour avis le gestionnaire du réseau d'eau potable concerné (Eurométropole de Strasbourg).

Précautions à prendre pendant la phase des travaux

Le pétitionnaire se chargera de :
- ne pas réaliser de rejet direct dans le milieu naturel, notamment des eaux de lavage du matériel (outils, véhicule…) ;
- stocker les citernes ou cuves mobiles (utilisées provisoirement durant la phase des travaux) de carburants ou de tout autre produit susceptible de polluer les eaux en dehors du PPE et en tout état de cause sur des fosses de rétention adaptées et en pas stocker les éléments précités à moins de 200 mètres des forages privés ;
- protéger les installations de chantier, en particulier celles relatives à l'entretien des engins et au stockage des carburants, contre tout risque de ruissellement et d'infiltration. L'ensemble des opérations d'entretien se fera sur un site situé hors du périmètre de protection ;
- prévoir un kit antipollution (stock de matériau absorbant…) sur le site pendant la durée du chantier ;
- récupérer les produits usés dans des fûts étanches et évacuer ceux-ci vers un centre spécialisé de traitement ;
- stocker les déchets dans des bennes étanches ;
- remblayer les excavations avec des matériaux nobles et propres (inertes) et proscrire les matériaux de recyclage (mâchefers, laitier…) ;
- le cas échéant, d'implanter la zone de vie du chantier à l'extérieur du périmètre de protection rapprochée.

Ces mesures ne sont pas exhaustives et toute disposition visant à protéger la nappe d'eaux souterraines contre un risque de pollution non visé dans cette liste doit être prise par le maître d'ouvrage du projet.

ARTICLE 4 - MODALITES DE SUIVI ET D'ENTRETIEN :

4.1 Suivi des opérations de dragage :

Un comité de pilotage externe sera mis en place, incluant notamment la DREAL, l'Agence Régionale de Santé, les fédérations de pêches, l'Agence de l'Eau et le service de la police de l'Eau de la DDT pour valider les programmes annuels prévisionnels.

Une fiche de déclaration préalable des opérations d'entretien, telle que décrite dans le dossier, sera remise aux différents services afin que toutes les informations nécessaires soient apportées sur notamment les contraintes environnementales existantes, le volume d'extraction des sédiments, leurs analyses chimiques et leurs destinations finales.

La Commission Locale de l'Eau du SAGE Ill-Nappe-Rhin et la DDT devront être destinataires du bilan environnemental des opérations de dragages réalisées prévues dans le dossier en comprenant particulièrement les informations suivantes : les mesures de suivi, les volumes remis en suspension, les sites de stockage de sédiments (si gestion à terre), les résultats d'analyse effectuées.

Une surveillance régulière de l'évolution du lit des cours d'eau concernés devra être effectuée pour s'assurer de leur pérennité.

ARTICLE 5 - DECLARATION DES INCIDENTS OU ACCIDENTS :

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au Préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du Code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le Préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux ou de l'aménagement.

ARTICLE 6 - DEBUT ET FIN DES TRAVAUX

Le bénéficiaire de l'autorisation doit informer le service police de l'eau de la DDT du Bas-Rhin ainsi que le service départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité (Lieu-dit « La Musau » Route départementale n° 228 à 67203 OBERSCHAEFFOLSHEIM – tél-fax. 03.88.29.40.90) des dates de démarrage et de fin des travaux des travaux de restauration des cours d'eau.

ARTICLE 7 - CONFORMITÉ AU DOSSIER ET MODIFICATIONS

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont implantés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation à la connaissance du Préfet, conformément aux dispositions de l'article R.214-18 du Code de l'environnement.

TITRE II - DISPOSITIONS COMMUNES

ARTICLE 8 - ACCES AUX INSTALLATIONS :

Les agents du service chargé de la police des eaux, ainsi que les fonctionnaires et agents habilités pour constater les infractions en matière de police des eaux, et de police de la pêche, auront en permanence libre accès aux chantiers des travaux. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

ARTICLE 9 - DELAI DE VALIDITE DE LA DECISION :

Le présent arrêté en tant qu'il autorise les travaux au titre de la loi sur l'eau deviendra caduque si ceux-ci n'ont pas fait l'objet d'un commencement de réalisation substantiel dans un délai de trois ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

ARTICLE 10 - INCIDENCES FINANCIERES :

Toutes les incidences financières directes ou indirectes susceptibles de découler du présent arrêté seront à la charge du bénéficiaire de la présente décision d'autorisation.

Par ailleurs, toute modification, adaptation des prescriptions ou révocation de la présente décision ne pourra faire l'objet d'aucune indemnité compensatrice.

ARTICLE 11 - DROITS DES TIERS :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre la présente décision, l'autorité administrative compétente en informe le pétitionnaire pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L.411-6 et L.122-1 du Code des relations entre le public et l'administration.

A compter de la mise en service du projet autorisé, les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement.

Le préfet dispose d'un délai de 2 mois à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut, la réponse est réputée négative. La décision expresse ou tacite – née du silence de l'autorité administrative à l'issue du délai de 2 mois à compter de la réception de la réclamation - peut faire l'objet soit directement d'un recours auprès du tribunal administratif dans les 2 mois qui suivent cette décision, soit, préalablement, peut faire l'objet d'un recours hiérarchique (auprès du ministre chargé de l'environnement) dans le délai de 2 mois.

Ce recours administratif proroge de 2 mois le délai de recours contentieux. La décision de rejet, expresse ou tacite – née du silence de l'autorité administrative à l'issue du délai de 2 mois à compter de la réception du recours hiérarchique – peut faire l'objet, avec la décision contestée, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif dans le délai de 2 mois.

S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

ARTICLE 12 - AUTRES REGLEMENTATIONS :

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

ARTICLE 13 - VOIES ET DELAIS DE RECOURS :

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de STRASBOURG (31, avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg Cedex) ou sur le site www.telerecours.fr :

1°) par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée,

2°) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1°) et 2°).

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux (auprès du Préfet du Bas-Rhin) ou hiérarchique (auprès du Ministre chargé de l'environnement) dans le délai de 2 mois. Ce recours administratif prolonge de 2 mois les délais mentionnés aux 1° et 2°. La décision de rejet, expresse ou tacite – née du silence de l'autorité administrative à l'issue du délai de 2 mois à compter de la réception du recours gracieux ou hiérarchique – peut faire l'objet, avec la décision contestée, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif.

ARTICLE 14 - PUBLICATION ET INFORMATION DES TIERS :

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente décision sera publié à la diligence des services de la Préfecture du Bas-Rhin, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département du Bas-Rhin.

La présente décision sera mise à la disposition du public sur le site Internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée d'au moins un an. De plus, un avis sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Un extrait de la présente autorisation énumérant les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché en mairie de Strasbourg pendant une durée minimale d'un mois. Cette formalité sera justifiée par un certificat d'affichage du maire concerné.

Une copie de la présente décision sera mise à la disposition du public à la Préfecture du Bas-Rhin ainsi qu'aux mairies précitées.

ARTICLE 15 - EXECUTION :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,
Voies Navigables de France,
le Maire de Strasbourg,
le Service Départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité,
le Directeur Départemental des Territoires du Bas-Rhin,
et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

STRASBOURG, le 22 MARS 2019

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Yves SEGUY

P.J. : Annexe 1 / Plan de situation

ANNEXE 1

PRESENTATION DU PROJET

3.1. Localisation des travaux de Dragages

Les travaux de dragage sont localisés sur :

- ~ 900 m de l'Aar canalisée (inclus le bassin de confluence avec le canal de la Marne au Rhin) ;
- ~ 4,5 km de l'Ill canalisée (inclus le bassin de confluence avec le canal de la Marne au Rhin) ;
- les ~ 1 800 m du Fossé des faux remparts ;

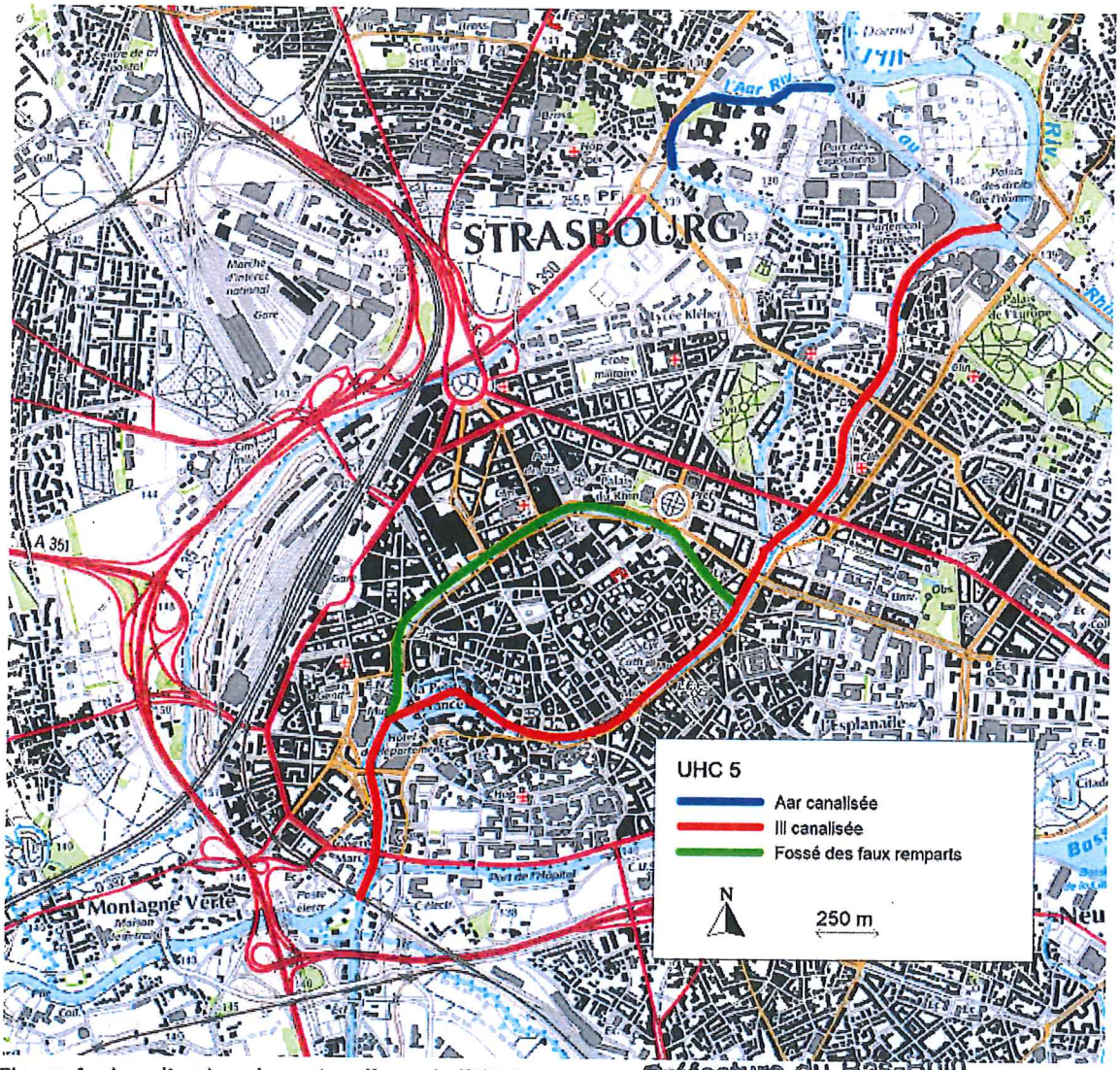


Figure 1 : Localisation des voies d'eau de l'UHC 5

Préfecture du Bas-Rhin

Vu { pour être annexé à l'arrêté de ce jour

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

PRÉFECTURE DU BAS-RHIN 67 STRASBOURG

LUC BÉGUY

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction de la coordination des politiques publiques
et de l'appui territorial
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique

Arrêté du 12 SEP. 2019

pris en application du titre I[er] livre V du code de l'environnement,
autorisant la société SAPPE à exploiter
un centre de regroupement, tri, transit de déchets non dangereux et dangereux à STRASBOURG

Le Préfet de la zone d défense et de sécurité Est,
Préfet de la région Grand Est,
Préfet du Bas-Rhin

VU le Code de l'environnement et notamment le titre 1[er] du livre V ;

VU l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la demande formulée le 20 décembre 2018 par la société SAPPE dont le siège social est situé 2 rue de Sète – 67 100 STRASBOURG, et le dossier fourni à l'appui, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter un centre de regroupement, tri, transit de déchets dangereux et non dangereux sur le territoire de la commune de Strasbourg ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 avril 2019 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique sur la demande d'autorisation environnementale présentée par la société SAPPE, qui s'est déroulée sur une période de 30 jours, du 13 mai au 12 juin 2019 inclus, sur le territoire des communes de Strasbourg et Illkirch-Graffenstaden ;

VU les avis et observations exprimés lors des enquêtes, publique et administrative ;

VU le rapport du 15 juillet 2019 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) du Bas-Rhin, réuni le XXX ;

CONSIDÉRANT qu'au regard de la Directive IED transposée, le projet porté par la demande susvisée relève notamment de la rubrique 3550 de la nomenclature des installations classées ;

CONSIDÉRANT qu'en vue de prévenir les risques et nuisances potentiels présentés par ses installations, l'exploitant prévoit notamment les mesures suivantes :

- l'imperméabilisation des sols des zones de transit à risques (sauf les déchets inertes),
- le stockage couvert des déchets dangereux,
- l'absence de rejet d'eau industrielle,
- l'absence de rejets atmosphériques canalisés,
- une humidification permettant de limiter les envols de poussières,
- une surveillance des rejets dans l'air à l'émission et dans l'environnement (COV, poussières),
- la présence d'un séparateur d'hydrocarbures et d'une vanne de confinement,
- une surveillance des rejets d'eaux pluviales,
- une surveillance des eaux souterraines ;

CONSIDÉRANT que le site se situe en zone de protection de l'atmosphère, dont un Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) révisé de l'agglomération strasbourgeoise a été signé le 4 juin 2014, et qu'une surveillance trimestrielle des retombées de poussières est prescrite par le texte sectoriel opposable ;

CONSIDÉRANT que les dispositions spécifiées dans le présent arrêté, destinées à la prévention de la pollution des sols, du sous-sol, de l'eau, de l'air et des risques d'incendie ou d'explosion (notamment celles de la plateforme des terres polluées), sont de nature à permettre l'exercice des activités de l'exploitant en compatibilité avec son environnement ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées, notamment celles du SDIS (art. 7.2.4) et de l'ARS (art. 4.3.1, 7.2.2, 9.3.1, 9.3.3) ;

CONSIDÉRANT l'avis rendu par le CODERST, dans sa séance du 5 septembre 2019 ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

APRÈS communication à l'exploitant (société SAPPE) du projet d'arrêté statuant sur la demande ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;

TITRE I – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Chapitre 1.1 – Bénéficiaire et portée de l'autorisation

Article 1.1.1 – Autorisation

La société SAPPE, dont le siège social est situé 2 rue de Sète, 67 100 STRASBOURG, est autorisée à exploiter au sein de la zone industrielle du Port du Rhin, parcelles 210, 211 pp, 251 pp de la section IY, 67 100 STRASBOURG, un centre de regroupement, tri, transit de déchets dangereux et non dangereux. Les conditions d'exploitation de l'établissement sont définies par le présent arrêté.

Article 1.1.2 – Déchets dont l'admission est autorisée

Les déchets admis sur le site sont ceux répertoriés dans l'annexe IV, à l'exclusion de tous autres.

Un affichage à l'entrée du site précise les déchets dont l'admission est autorisée.

Article 1.1.3 – Quantités maximales instantanées de chaque catégorie de déchet présent sur le site

Les quantités maximales instantanées de chaque catégorie de déchet présent sur site sont :

•Déchets dangereux : 3 000 t plus 100 t de traverses de chemin de fer
•Déchets non dangereux non inertes : 2 400 m³
•Déchets non dangereux inertes : 6 000 m³

L'exploitant est à même de justifier à tout moment que les seuils de la nomenclature des ICPE pour les classements SEVESO seuil bas et SEVESO seuil haut ne sont pas dépassés, que ce soit directement ou par la règle du cumul.

Les hypothèses de l'étude de dangers déposée avec le dossier de demande d'autorisation sont respectées : **il n'est pas réalisé de stockage de déchets ni exercé d'activité dont un accident serait coté plus sévèrement en probabilité, intensité, gravité et conséquence que les accidents de référence étudiés dans ce document.**
La gestion des modifications des installations est conduite en conséquence et les justifications du respect de cette condition sont tenues à disposition de l'Inspection des installations classées.

Article 1.1.4 – Consistance des installations autorisées

L'établissement se compose d'une partie supérieure et d'une partie inférieure, séparées par un plan incliné bétonné d'une hauteur de 2,3 mètres.

Le plan des installations figure en annexe III du présent arrêté.

Article 1.1.5 – Liste des installations classées

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Description de l'installation	Quantité autorisée
3550	A	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 t, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte.	Transit de déchets dangereux : 3 100 t dont : -Terres polluées et déchets dangereux : 3 000 t maximum -Traverses de chemin de fer : 100 t maximum	3 100 t
2718	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale au seuil A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges.	Transit de déchets dangereux : 3 100 t dont : -Terres polluées et déchets dangereux : 3 000 t maximum -Traverses de chemin de fer : 100 t maximum	3 100 t
2716-1	E	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1000 m³.	Transit déchets non dangereux : Quantité maximale présente sur site : 2 400 m³	2 400 m³
2795-2	DC	Installation de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R.511-10, ou de déchets dangereux. La quantité d'eau mise en œuvre étant : 2. Inférieure à 20 m³/j	Lavage des cales des péniches ayant contenu des matières dangereuses avant chargement. Quantité d'eau mise en œuvre : 5 m³/j	5 m³/j
2515-1c	D	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. La puissance installée des installations, étant supérieure à 40kW mais inférieure ou égale à 200 kW	Concassage/criblage de déchets minéraux (P = 198 kW)	198 kW
2517-3	D	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant supérieure à 5 000 m², mais inférieure ou égale à 10 000 m².	Surface de stockage de déchets et matériaux inertes : 5 316 m² (pour 6 000 m³)	5 316 m²

A (Autorisation) ; E (Enregistrement) ; D (Déclaration) ; DC (soumis au contrôle périodique)

Au sens de l'article R 515-61 du Code de l'environnement, la rubrique principale et les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles correspondantes sont :

•rubrique principale : 3550 ;
•conclusions sur les meilleures techniques disponibles : conclusions sur le traitement des déchets parues le 10 août 2018 (en référence au document BREF « Traitement des Déchets » -BREF WT : Waste Treatments - version d'août 2006).

Article 1.1.6 – Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelles	Section	Emprise occupée
STRASBOURG	210	IY	1,1 ha
	211 pp	IY	
	251 pp	IY	

Article 1.1.7 – Durée et validité de l'autorisation

L'autorisation est délivrée sans limite de durée.

Article 1.1.8 – Agrément

Sans objet

Chapitre 1.2 – Conditions d'autorisation

Article 1.2.1 – Conformité au dossier

Les installations et leurs annexes sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Article 1.2.2 – Prescriptions applicables aux installations

Les dispositions des arrêtés ministériels relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Les dispositions des arrêtés ministériels relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

Article 1.2.3 – Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Chapitre 1.3 – Garanties financières

Article 1.3.1 – Montant de référence des garanties et indice

L'exploitant constitue les garanties financières dont le montant s'élève à 958 243 euros (TTC).
L'indice Travaux Publics utilisé pour le calcul est celui en vigueur au 01/08/2018 soit 110,2, donnant un coefficient alpha de 1,030. Le taux de TVA en vigueur est de 19,6 % (TVA0, soit un taux TVAr de 20 %).

Le montant de ces garanties correspond au coût des opérations couvertes, soit pour :

- Les installations de gestion des produits dangereux et des déchets : 834 120 euros ;
- Affichage de l'interdiction d'accès au site : 165 euros ;
- Gardiennage du site : 15 000 euros ;
- La surveillance des eaux souterraines : 21 000 euros.

Article 1.3.2 – Transmission du document attestant des garanties

Dès la mise en activité de l'installation, l'exploitant transmet au préfet un document attestant la constitution des garanties financières. Ce document, ainsi que ceux produits pour le renouvellement et l'actualisation des garanties, est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement.

Article 1.3.3 – Renouvellement des garanties

Le renouvellement des garanties financières, attesté par la transmission du document défini à l'article 1.3.2, doit intervenir au moins trois mois avant leur date d'échéance.

Article 1.3.4 – Actualisation et révision des garanties

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 516-5-1 du Code de l'environnement, l'exploitant présente, tous les cinq ans, un état actualisé du montant de ses garanties financières.

Ce montant réactualisé est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 (*) au montant de référence figurant à l'article 1.3.1 du présent arrêté pour la période considérée.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessite une révision du montant de référence des garanties financières.

(*)*arrêté ministériel du 31mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines.*

Article 1.3.5 – Appel et mise en œuvre des garanties

Le préfet appelle et met en œuvre les garanties financières :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant des opérations mentionnées à l'article 1.3.1 ci-dessus, après intervention des mesures prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant.

Chapitre 1.4 – Cessation d'activité

Article 1.4.1 – Définition de l'usage futur

Pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant : usage industriel.

Article 1.4.2 – Mise en sécurité

Lors de la mise à l'arrêt définitif, l'exploitant assure, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Pour cela :

•il procède à l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et celle des déchets présents sur le site ;
•il met en place des interdictions ou limitations d'accès au site dont il maintient l'efficacité au cours du temps ;
•il supprime les risques d'incendie et d'explosion ;
•il poursuit la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

L'exploitant notifie au préfet les mesures prises et prévues en ce sens 3 mois avant l'arrêt définitif, avec la notification de ce dernier.

Chapitre 1.5 – Arrêté, circulaire, instructions applicables

Article 1.5.1 – textes applicables

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

•Arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
•Arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement ;
•Arrêté du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
•Arrêté du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

TITRE II – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

Chapitre 2.1 – Documents de suivi

Article 2.1.1 – Dossier administratif

L'exploitant tient à jour les documents suivants :

•le dossier de demande d'autorisation initial et ceux qui l'ont suivi ;
•les dossiers établis pour la notification des modifications au préfet (art. R 181-46 du code de l'environnement) ;
•les éventuelles notifications d'existence produites (art. L 513-1 et R 513-1 du Code de l'environnement) ;
•les plans des installations tenus à jour et datés incluant un schéma des réseaux et le plan des égouts ;

•les éventuels agréments délivrés au titre du Code de l'environnement et les cahiers des charges associés, le cas échéant ;
•les résultats du programme de surveillance ;
•d'une façon générale, les documents (rapports de contrôles, consignes, plans, etc.) prévus par le présent arrêté et qui justifient le respect des conditions d'autorisation.

Article 2.1.2 – Localisation des risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.

Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

Article 2.1.3 – Surveillance de l'exploitation, consignes

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans les installations dont ils ont la charge ainsi que des prescriptions d'exploitation pertinentes au regard de leur périmètre d'intervention.

L'exploitant établit les consignes écrites nécessaires à la maîtrise des opérations sensibles pour la sécurité des installations, notamment en situation d'incident. Les consignes d'exploitation sont cohérentes avec les prescriptions d'exploitation. Ces consignes indiquent notamment :

•l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, à savoir la station-service ;
•l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation, à savoir la station-service ;
•les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
•les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses, notamment au niveau du stockage temporaire des eaux de process ;
•les modalités de gestion des rétentions et confinements ;
•les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
•la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
•l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Article 2.1.4 – Permis d'interventions – Permis de feu

Dans les parties de l'installation recensées à l'article 2.1.2 et notamment celles recensées dans les locaux à risques, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Le « permis d'intervention », éventuellement le « permis de feu », et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention », éventuellement le « permis de feu », et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Article 2.1.5 – État des stocks de produits dangereux

L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits et déchets dangereux (substances et mélanges) présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité, les informations préalables et les certificats d'acceptation produits.

L'exploitant tient à jour un état des stocks indiquant la nature, la quantité et les mentions de dangers des produits et déchets dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état des stocks est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Article 2.1.6 – Formation du personnel

Les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance opérationnel et assurer son maintien. Un registre consigne les formations dispensées et suivies pour chaque agent. Cette formation comporte notamment :

•toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre ;
•les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ;
•des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens affectés à leur unité ;
•un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci ;
•une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

Chapitre 2.2 – Accès aux installations

Article 2.2.1 – Contrôle des accès

Les installations sont fermées par un dispositif de clôture, maintenu en bon état, interdisant l'accès à toute personne non autorisée. Elles sont sous vidéosurveillance.

Article 2.2.2 – Accessibilité et circulation dans l'établissement

Le libre accès des services de secours aux installations est garanti en permanence.

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Chapitre 2.3 – Gestion des utilités et tenue du site

Article 2.3.1 – Propreté des installations et des voiries de desserte

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.
L'exploitant procède au nettoyage des roues des véhicules routiers susceptibles d'entraîner sur les voies de desserte des matières provenant de l'établissement.

Article 2.3.2 – Réserve de consommables

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants …

Chapitre 2.4 – Fonctionnement des installations

Article 2.4.1 – Rejets

Tout rejet non prévu au présent arrêté ou non conforme à ses dispositions est interdit.

Le recours à la dilution des rejets dans le but de respecter les valeurs-limites de rejet est interdit.

De même sont interdits les mélanges de divers déchets, ou le mélange de déchets avec des matériaux inertes dans le seul but de diluer les polluants ou indésirables, que ce soit pour respecter les critères d'entrée ou de sortie du site.

Les effluents sont collectés et traités par des équipements adaptés à leurs caractéristiques physico-chimiques et aux dangers qu'ils peuvent présenter. Ces équipements sont maintenus en bon état de fonctionnement, suivant des procédures formalisées comportant des enregistrements des actions effectuées et des incidents de fonctionnement.

En cas de dysfonctionnement ou d'indisponibilité des équipements de traitement, l'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour garantir le maintien du respect des valeurs-limites de rejet, au besoin en ajustant sa production.

Les conduits d'évacuation des effluents nécessitant une surveillance doivent être aménagés de manière à permettre à tout moment des prélèvements représentatifs des émissions de polluants dans des conditions normalisées, lorsqu'elles sont définies, et en sécurité pour les personnels intervenants.

Les emplacements des divers conduits et points de rejets sont repérés sur le plan tenu à jour de l'établissement.

TITRE III – PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

Chapitre 3.1 – Conditions de rejet

Article 3.1.1 – Captation et canalisation

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses provenant de la circulation d'engins, du stockage et du transport de produits dans l'installation.

En référence au dossier de demande d'autorisation, il n'y pas de rejet canalisé.

Chapitre 3.2 – Caractéristiques des rejets / Sans objet

Chapitre 3.3 – Rejets annuels / Sans objet

Chapitre 3.4 – Adaptation aux épisodes de pollution atmosphérique / Sans Objet

Chapitre 3.5 – Nuisances olfactives / Sans objet

Chapitre 3.6 – Émissions diffuses et envols de poussières

Article 3.6.1 – Prévention des émissions diffuses

L'exploitant définit, au sein d'une consigne interne communiquée aux personnels, les modes opératoires permettant de limiter les émissions diffuses, notamment de COV.

Article 3.6.3 – Envols de poussières

L'exploitant procède en période sèche à un abattage des émissions diffuses de poussières par aspersion d'eau ou par tout moyen d'efficacité équivalente.
Les voiries (routes et pistes) sont humidifiées en cas de temps sec pour éviter l'envol de poussières.
L'exploitant définit au sein d'une consigne interne communiquée aux personnels les modes opératoires permettant de limiter les émissions diffuses de poussières.

Les émissions de poussières font l'objet d'une surveillance environnementale définie au titre 9, article 9.3.1 du présent arrêté.

Chapitre 3.7 – Plan de gestion des solvants / Sans objet

Chapitre 3.8 – Schéma de maîtrise des émissions / Sans objet

TITRE IV – PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Chapitre 4.1 – Prélèvements et consommation d'eau

Article 4.1.1 – Origine des approvisionnements en eau

Le terrain n'est pas relié à un réseau d'adduction d'eau potable.
L'alimentation en eau potable sera assurée par bouteilles d'eau ou par fontaine autonome.
Les besoins en eau non potable nécessaires au lavage et à l'entretien de la plateforme et des véhicules seront assurés à partir d'une cuve enterrée qui récupère les eaux pluviales traitées.

Article 4.1.2 – Protection des réseaux d'eau potable / Sans objet

Article 4.1.3 – Protection des milieux / Sans objet

Chapitre 4.2 – Conditions de rejet

Article 4.2.1 – Captation et canalisation

L'exploitant distingue les différentes catégories de rejets suivantes :

✔eaux sanitaires ;
✔eaux de lavage des cales ;

✔eaux pluviales issues de la plateforme non imperméabilisée de transit des matériaux inertes ;
✔autres eaux pluviales.

Tous les effluents aqueux sont canalisés sauf les eaux pluviales issues de la plateforme dédiée aux matériaux inertes. Ces eaux pluviales issues de la plateforme dédiée aux matériaux inertes s'infiltrent directement sur cette plateforme.

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

Les eaux de lavage des cales ayant contenu des déchets non inertes (dangereux ou non dangereux) sont pompées et prises en charge par une société spécialisée chargée de leur élimination suivant les règles en vigueur.

Article 4.2.2 – Points de rejets

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au point de rejet suivant :

Point de rejet	Rue de Sète
Milieu récepteur final	Via le réseau EP du Port Autonome de Strasbourg : bassin Gaston Haelling en communication avec le le Rhin
Équipement de traitement en aval du point de rejet	•Aucun traitement aval, •en amont : fosse de décantation munie d'un séparateur à hydrocarbures de classe I.
Coordonnées (Lambert II étendu) du point de rejet en sortie de l'établissement	48°32'29.99 "N 7°47' 34.07 "E
Nature des effluents	Eaux pluviales autres que celles issues de la plateforme non imperméabilisée de transit des matériaux inertes.
Autres précisions utiles	Vanne normalement ouverte à la sortie de la cuve de récupération des eaux pluviales, fermée en cas de risque de pollution (notamment extinction d'un incendie)

Article 4.2.3 – Conditions de rejet

Le rejet dans les eaux souterraines est interdit.

Chapitre 4.3 – Caractéristiques des rejets

Article 4.3.1 – Eaux pluviales

Les teneurs en polluants des eaux de ruissellement sont inférieures ou égales aux valeurs limites suivantes :

pH	Compris entre 5,5 et 8,5	
Paramètres	Code SANDRE	Concentration (en mg/l)
MEST	1305	60
DBO5	1313	100
DCO	1314	180
Hydrocarbures totaux	2962	5
Nickel	1386	0,2
Zinc	1383	2
Fer et aluminium	7714	5
Composés organiques halogénés AOX	1106	1
Plomb	1382	0,5
Cuivre	1392	0,25
Chrome et composés chromés	1389	0,5
HAP	6966	0,05
PCB	6157	0,05
Indice phénols	1440	0,3
Benzène	1114	1,5
Toluène	1278	4
Ethylbenzène	1497	1,5
Xylène	1780	1,5
Azote global (exprimé en N)	1551	30
Phosphore total	1350	10
Cyanures libres	1084	0,2
Arsenic	1369	0,2
Dichlorométhane	1168	0,1

Chapitre 4.4 – Rejets annuels / Sans Objet

Chapitre 4.5 – Adaptations en période de sécheresse / Sans Objet

Chapitre 4.6 – Dispositions particulières concernant la protection des eaux souterraines / Sans Objet

Chapitre 4.7 – Dispositions particulières concernant l'imperméabilisation des surfaces et la gestion des eaux pluviales

Le site comprend plusieurs zones de rétention distinctes pour un volume total de 425 m³ :
•V1 : pointe de diamant = 101 m³ :

•V2 : alvéole partie basse = 215 m³ :

•V3 : partie basse hors alvéole = 40 m³ :

•V4 : volume disponible dans le bassin de décantation = 27 m³ :

•V7 : conduites enterrées surdimensionnées = 42 m³.

L'ensemble de la plateforme de gestion des déchets non inertes est imperméabilisée et les eaux de ruissellement sont collectées, traitées et rejetées vers le bassin Gaston Haelling.

L'ensemble des stockages est réalisé de manière à éviter tout entraînement de composés polluants par les eaux pluviales :

- les déchets non inertes susceptibles de contenir des composés dangereux sont stockés à couvert, abrités des intempéries, au sein d'alvéoles positionnées sur dalle étanche, évitant tout risque de contact et de contamination des sols par les déchets présents sur site ;
- les déchets non dangereux ne présentant pas de risques de contamination des eaux sont stockés au sein des alvéoles placées sur dalle étanche mais pas systématiquement à couvert ;
- les stockages de déchets inertes sont réalisés à l'air libre, sur une surface non étanche.

Le réseau de collecte des eaux pluviales est relié à une fosse de décantation, puis à un débourbeur-séparateur à hydrocarbures de classe I équipé d'une vanne de confinement manuelle.

TITRE V – DÉCHETS

Chapitre 5.1 – Principes généraux de gestion des déchets

Article 5.1.1 – Production et gestion des déchets, principes généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation de ses installations pour :
•en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
•assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :

a) la préparation en vue de la réutilisation ;
b) le recyclage ;
c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
d) l'élimination.

L'exploitant ne peut éliminer ou faire éliminer dans des installations de stockage de déchets que des déchets ultimes au sens de l'article L. 541-2-1 du Code de l'environnement.

Article 5.1.2 – Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité.
Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

Article 5.1.3 – Gestion des déchets produits à l'intérieur de l'établissement

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) et d'accident (notamment par stockage séparé des produits incompatibles entre eux) pour les populations avoisinantes et

l'environnement. Les déchets liquides sont stockés sur des capacités de rétention telles que définies au présent arrêté.

La durée d'entreposage des déchets dans l'établissement est au maximum d'un an si les déchets sont destinés à être éliminés, 3 ans si les déchets sont destinés à être valorisés.

Article 5.1.4 – Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant remet les déchets qu'il produit à des personnes autorisées à les prendre en charge. Les installations destinataires des déchets, y compris en transit, doivent être régulièrement autorisées (agréées le cas échéant) à cet effet. L'exploitant doit pouvoir en justifier à tout moment.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

Article 5.1.5 – Transport, importation et exportation

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

Le registre des déchets, les bordereaux de suivi des déchets et la liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, les documents d'accompagnement relatifs à l'exportation ou l'importation de déchets sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Chapitre 5.2 – Déchets admis sur le site, procédures d'acceptation ou de refus.

Article 5.2.1 – Cas des déchets dangereux

Article 5.2.1.1. – Information préalable

Avant d'admettre un déchet dans son installation, l'exploitant obtient du producteur de déchets ou, à défaut, du détenteur, une information préalable. Celle-ci précise pour chaque type de déchet :

•la provenance précise (cadastrale pour les terres polluées), et l'identité et l'adresse exacte du producteur ;
•les opérations de traitement préalable éventuellement réalisées sur le déchet ;
•la composition chimique principale du déchet, sa teneur en polluants, ainsi que toutes les informations permettant de déterminer s'il est apte à être admis ;
•les teneurs en substances faisant l'objet d'une valeur limite d'admission définie par l'exploitant ;
•les modalités de la collecte et de la livraison ;
•les risques inhérents aux déchets, les substances avec lesquelles ils ne peuvent pas être mélangés, les précautions à prendre lors de leur manipulation ;
•et toute information pertinente pour caractériser le déchet en question.

L'exploitant peut, au vu de cette information préalable, solliciter des informations complémentaires sur le déchet dont l'admission est sollicitée et refuser d'accueillir le déchet en question.

Il peut solliciter l'envoi d'un ou plusieurs échantillons représentatifs du déchet et réaliser ou faire réaliser, à la charge du producteur ou du détenteur, selon les termes définis avec lui, toute analyse pertinente pour caractériser le déchet. Les méthodes d'analyses utilisées sont conformes aux bonnes pratiques en la matière et aux normes en vigueur.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise dans ce recueil, lorsque c'est le cas, les raisons pour lesquelles il a refusé l'admission d'un déchet sur la base d'une information préalable.

Article 5.2.1.2. – Certificat d'acceptation préalable

L'exploitant se prononce, au vu des éléments de l'information préalable et d'analyses pertinentes réalisées par le producteur ou détenteur, lui-même ou tout laboratoire compétent, sur sa capacité à admettre ou traiter le déchet en question dans les conditions fixées par le présent arrêté. Les méthodes d'analyses utilisées sont conformes aux bonnes pratiques en la matière et aux normes en vigueur.

L'exploitant délivre sur ces bases soit un certificat d'acceptation préalable, soit un refus de prise en charge.

Le certificat d'acceptation préalable consigne les informations contenues dans l'information préalable à l'admission ainsi que les résultats des analyses effectuées sur un échantillon représentatif du déchet.
Le certificat d'acceptation préalable définit, au regard des éléments de l'information préalable, les conditions justifiées de constitution des échantillons constitués pour l'analyse à l'admission.

Un déchet ne peut être admis dans l'installation qu'après délivrance par l'exploitant d'un certificat d'acceptation préalable.

Cette acceptation préalable a une validité d'un an et doit être conservée au moins un an de plus par l'exploitant.

L'ensemble des acceptations préalables adressées pour les déchets admis fait l'objet d'un registre chronologique détaillé qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5.2.1.3. – Contrôles d'admission

À l'arrivée sur le site, lors du déchargement, toute livraison de déchet fait l'objet d'un contrôle visuel et de la prise d'au moins deux échantillons représentatifs du déchet et d'une vérification :
•de l'existence d'un certificat d'acceptation préalable ;
•le cas échéant, de la présence d'un bordereau de suivi établi en application des dispositions de l'arrêté du 4 janvier 1985 susvisé ;
•le cas échéant, de la présence des documents exigés aux termes du règlement (CEE) n° 259/93 du Conseil du 1er février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne ;
•d'une pesée du chargement ;
•de l'analyse des paramètres pertinents déterminés par l'exploitant au regard de l'information préalable, notamment le contrôle du non-dépassement de seuil Seveso lors de l'acceptation du déchet ;
•de la justification du producteur de l'absence de radioactivité des déchets. En cas d'absence de cette justification, un contrôle est effectué par l'exploitant.

Les conditions d'acceptation des déchets suivantes sont respectées :

-Les matériaux doivent être libres de phases fluides, quelle que soit leur nature. Ils ne doivent pas contenir de morceaux de bois, de matières et films plastiques, métaux, déchets ménagers, fibres de minéraux et débris d'incendies. L'acceptation peut également être refusée en cas de présence de composants minéraux autres que ceux déclarés. Les matériaux ne doivent contenir ni amiante ni dioxines ou furanes.
-Aucun déchet autre qu'inerte contenant une phase liquide ne sera accepté sur le site. Aucun déchet fermentescible ne sera accueilli sur le site.

Un des échantillons est conservé au moins trois mois à la disposition de l'inspection des installations classées dans des conditions de conservation et de sécurité adéquates.

En cas de non-conformité avec le certificat d'acceptation préalable et les règles d'admission dans l'installation, le chargement est refusé. Dans ce cas, lorsqu'il s'agit de déchets dangereux, l'inspection des installations classées est prévenue.

5.2.1.3.1 – Cas particulier des déchets de nature relativement constante en provenance d'un nombre restreint de producteurs.

Des contrôles différents peuvent être réalisés, notamment en fonction du mode de production de ces déchets, des paramètres caractéristiques de cette production, de la localisation ou du mode d'acheminement de ces déchets.
Ces contrôles sont réalisés dans le cadre d'un programme de suivi de la qualité. Ce programme comprend notamment un engagement du producteur de déchet sur la qualité et la régularité du déchet.

Le producteur et l'exploitant de l'installation établissent en commun un cahier des charges du déchet reprenant les paramètres physico-chimiques du certificat d'acceptation préalable et précisant les plages de variation possible de ces paramètres.
L'exploitant définit les modalités des contrôles à l'admission qui précisent notamment :
•le nombre maximal de livraisons du déchet concerné pouvant être effectuées entre deux analyses de réception consécutives ;
•la périodicité minimale des analyses de réception.

Article 5.2.2 – Cas des déchets non dangereux et des déchets inertes

Un registre des entrées et sortie de déchets non dangereux et de déchets inertes est tenu à jour par l'exploitant.

Un contrôle visuel et olfactif est assuré par le personnel du site à la réception des déchets. Toute non-conformité sera relevée et consignée. Selon la nature des déchets concernés, ces derniers pourront être acceptés sur le site, si ce dernier est autorisé à les recevoir, ou renvoyés au producteur.

Article 5.2.3 – Registres d'admission et de refus d'admission

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre d'admission où il consigne, pour chaque véhicule apportant des déchets :

•le tonnage et la nature des déchets (notamment son caractère dangereux ou non) ;
•le lieu de provenance et l'identité du producteur ou, à défaut, du détenteur ;
•la date et l'heure de la réception ;
•l'identité du transporteur ;
•le numéro d'immatriculation du véhicule ;

et, en supplément, pour les déchets dangereux :

•le résultat des contrôles d'admission définis plus haut ;
•la justification du non-dépassement de seuil Seveso lors de l'acceptation du déchet.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre de refus d'admission où il note toutes les informations disponibles sur la quantité, la nature et la provenance des déchets qu'il n'a pas admis, en précisant les raisons du refus.

L'exploitant reporte également sur le registre d'admission, ou sur un registre complémentaire qui lui est précisément rattaché, les résultats de toutes les analyses effectuées sur les déchets admis sur son site.

TITRE VI – PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

Chapitre 6.1 – Dispositions générales

Article 6.1.1 – Références réglementaires

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Article 6.1.2 – Véhicules

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement.

Article 6.1.3 – Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Chapitre 6.2 – Niveaux acoustiques

Article 6.2.1 – Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les zones à émergence réglementée sont définies sur le plan annexé à la demande.

Article 6.2.2 – Niveaux limites de bruit en limite d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PÉRIODES	PÉRIODE DE JOUR Allant de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	PÉRIODE DE NUIT Allant de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

Chapitre 6.3 – Vibrations

Article 6.3.1 – Vibrations

Les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis sont déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire

ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

TITRE VII – PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Chapitre 7.1 – Dispositif de prévention des accidents

Article 7.1.1 – Étude de dangers

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements de sécurité mentionnés dans l'étude de dangers.
L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Article 7.1.2 – Vérifications périodiques et maintenance des équipements

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels et des équipements de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels et équipements sont consignées sur un registre (ou dispositif équivalent) sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

Ces matériels et équipements doivent être fonctionnels à tout moment, c'est-à-dire en capacité de remplir leurs fonctions selon les caractéristiques définies dans l'étude de dangers.

Article 7.1.3 – Atmosphères explosibles ou toxiques / sans objet

Article 7.1.4 – Installations électriques

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Article 7.1.5 – Systèmes de détection

Les locaux et équipements techniques qui présentent un risque incendie disposent d'un dispositif de détection d'un départ de feu. Cette analyse est conduite en cohérence avec les prescriptions de l'article 2.1.2. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il organise, à fréquence annuelle au minimum, des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Un système d'alarme sonore est audible de tout point du site avec une autonomie minimale de 5 minutes.

Chapitre 7.2 – Dispositions constructives et équipements

Article 7.2.1 – Comportement au feu

cf. Titre 8

Article 7.2.2 – Désenfumage / Sans objet

Article 7.2.3 – Moyens de lutte contre l'incendie, disponibilité en eau d'extinction

Pour la défense contre l'incendie, la disponibilité en eau garantie est de 120 m³ (pendant deux heures).

Article 7.2.3.1 – Moyens internes.

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, en état de fonctionner et compatibles avec les matières présentes sur le site, notamment :

•d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
•de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 2.1.2 ;
•des extincteurs (6 ou 9 kg) répartis dans les bureaux, dans l'atelier d'entretien, dans le hall de stockage, sur la plateforme inerte, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Dans les bâtiments, au moins un extincteur est présent pour 200 mètres carrés de plancher ;
•deux extincteurs sur roue de grande capacité (50 kg) ;
•deux lances à eau sont installées sur le site, alimentées par l'eau contenue dans la fosse de décantation, via une pompe d'alimentation ;
•un hydrant normalisé DN100 fournissant 60 m³/h pendant 2 heures sous au moins 1 bar, situé à moins de 100 m des entrées du site ;
•une aire accessible en permanence permet également d'utiliser le bassin Gaston Haelling comme réserve incendie ;
•une pompe d'appoint est présente à demeure sur le site pour y être mise en œuvre.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement, quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Il est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement du bassin de stockage (cf. article 7.3.2).

Chapitre 7.3 – Dispositifs de rétention et confinement

Article 7.3.1 – Rétention

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols (tel que notamment : gasoil, produits d'entretien des véhicules et du site, déchets dangereux diffus [pots de peintures, batteries, solvants …], eaux de lavage des terres pollués …) est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :
•100 % de la capacité du plus grand réservoir,
• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.
Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

•dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
•dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
•dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ou susceptibles de réagir dangereusement entre eux ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

Pour les stockages à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Article 7.3.2 – Confinement

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Les dispositifs correspondants sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

L'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, sont confinés afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

La capacité de confinement étanche est de 425 mètres cubes au total.
L'exploitant peut justifier à tout moment de la disponibilité de ce volume de confinement.

Article 7.3.3 – Prévention de la dégradation des équipements

L'exploitant met en place un protocole de surveillance des surfaces imperméabilisées, des canalisations, des réseaux d'évacuation et des rétentions afin de prévenir toute dégradation susceptible d'être à l'origine d'un accident, notamment d'une pollution des sols et des eaux souterraines. Il assure la maintenance des équipements au regard des informations issues de la surveillance.
Les opérations correspondantes de surveillance et de maintenance sont enregistrées.

TITRE VIII – CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS

Chapitre 8.1 – Emplacements de stockage temporaire des déchets

Article 8.1.1 – Cellules de stockage temporaire des déchets

Le sol des cellules est étanche et incombustible.

Les box de stockage couverts sont séparés les uns des autres par des murs constitués en blocs béton « pare-flamme » de degré 2 heures.

Aucun mélange de déchets n'est effectué dans une cellule. Les déchets, sont entreposés distinctement selon leur provenance et leur nature.

Aucun transit de déchets (notamment de terres polluées) susceptibles de contenir des produits dangereux

lessivables n'est réalisé en extérieur. Ces déchets sont systématiquement entreposés dans des cellules couvertes, à l'abri de la pluie.

Une zone isolée par des blocs béton, couverte et sur rétention accueillera les déchets « spécifiques » (peu courants dans les déchets du BTP), listés en annexe IV, pour une quantité maximale de 100 tonnes.

Article 8.1.2 – Emplacement de stockage temporaire des traverses de chemin de fer usagées.

La quantité maximale présente sur le site est de 100 tonnes de traverses usagées.
Les traverses sont stockées à l'air libre, au sein d'une des cellules, couverte ou non.
La plateforme de transit est étanche et équipée d'un système de collecte des eaux pluviales.
Aucune transformation n'est opérée sur les traverses de chemin de fer.

TITRE IX – SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

Chapitre 9.1 – Généralités

Article 9.1.1 – Définition d'un programme de surveillance

L'exploitant définit et met en œuvre, sous sa responsabilité, un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets sur les milieux. L'exploitant privilégie les modalités de référence.

En particulier, l'analyse des rejets est réalisée en référence aux modalités prévues par "arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence. Pour les paramètres qui ne sont pas analysés par un laboratoire agréé et pour les paramètres analysés en continu, l'exploitant fait réaliser par un organisme agréé au moins un contrôle par an. De même, pour les paramètres qui ne sont pas analysés suivant une norme de référence, l'exploitant fait réaliser par un organisme agréé au moins un contrôle par an.

Les prescriptions du présent arrêté en définissent le cadre minimal.

Article 9.1.2 – Qualification des laboratoires intervenants

Les mesures de surveillance sont effectuées préférentiellement par des laboratoires agréés et suivant les normes de référence existantes. À défaut, des mesures périodiques de contrôle et d'étalonnage sont effectuées par de tels laboratoires.

Par laboratoire « agréé », il est entendu : « laboratoire agréé par le ministre chargé des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation). »

Article 9.1.3 – Contrôles à l'initiative de l'inspection des installations classées

L'inspection des installations classées peut, à tout moment :

•réaliser ou faire réaliser par des organismes qu'elle choisit des prélèvements et analyses suivant les paramètres de son choix d'effluents liquides ou gazeux, d'eaux souterraines, de déchets ou de sol ;
•réaliser ou faire réaliser des mesures de niveaux sonores ou de vibrations.

Les frais correspondants sont à la charge de l'exploitant.

Chapitre 9.2 – Surveillance des rejets

Article 9.2.1 – Surveillance des émissions atmosphériques -sans objet

Article 9.2.2 – Surveillance des eaux de ruissellement

La surveillance des eaux de ruissellement du site réglementées au titre 4 du présent arrêté est réalisée suivant les paramètres et fréquences fixées ci-après.

Polluant / paramètre	Code sandre	Détermination	Fréquence de l'auto-surveillance
pH	1302		Trimestrielle
Polluant / paramètre	Code sandre	Concentration	Trimestrielle (en période sèche la surveillance est suspendue, l'exploitant prend des dispositions pour effectuer au moins deux prélèvements par an, les prélèvements peuvent être effectués par l'exploitant il s'assure du bon conditionnement et de la bonne conservation de l'échantillon prélevé)
MEST	7		
DBO5	1095		
DCO	1314		
Hydrocarbures* totaux	2962		
Nickel	1386		
Zinc	1383		
Fer et aluminium	7714		
Composés organiques halogénés AOX	1106		
Plomb	1382		
Cuivre	1392		
Chrome	1389		
HAP	6966		
PCB	6157		
Indices Phénols	1440		
Benzène	1114		
Toluène	1278		
Ethylbenzène	1497		
Xylène	1780		
Métaux	44		
Azote global (exprimé en N)	1551		
Phosphore total	1350		
Cyanures libres	1084		
Arsenic	1369		
Dichlorométhane	1168		

Chapitre 9.3 – Surveillance des milieux

Article 9.3.1 – Surveillance de la qualité de l'air

9.3.1.1 L'exploitant surveille ses émissions atmosphériques diffuses au travers d'une surveillance environnementale des concentrations en limite de propriété aux emplacements les plus exposés. Ces emplacements sont déterminés par une modélisation de dispersion atmosphérique tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Un état initial est réalisé avant l'entrée de déchets sur le site. Après cet état initial et la première admission de terres polluées, les mesures sont semestrielles.

Les paramètres de la surveillance sont :
•le benzène (CAS 71-43-2) ;
•le Toluène, (CAS 108-88-3) ;
•l'éthylbenzène, (CAS 100-41-4) ;
•les xylènes (CAS 1330-20-7) ;
•le Tétrachloroéthylène, (CAS 127-18-4) ;
•le Trichloroéthylène, (CAS 79-01-6) ;
•le chlorure de vinyle (CAS 75-01-4) ;
•le Benzo(a)pyrène, (CAS 50-32-8) ;
•le naphtalène (CAS 91-20-3) ;

Les points de contrôles des émissions diffuses permettent de distinguer la part attribuable au site du fond urbain.

Pour le benzène, les résultats sont commentés au regard d'une valeur de référence de 2 µg/m³.
Pour les autres composés, les résultats sont commentés au regard des valeurs réglementaires ou indicatives sur la qualité des milieux applicables, ou si elles n'existent pas, d'une quantification partielle des risques à réaliser.
Les résultats commentés de la surveillance sont transmis à l'inspection des installations classées dès leur réception.

Au terme de trois années de surveillance, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un bilan commenté des résultats obtenus sur la période avec des propositions sur la poursuite de la surveillance.

9.3.1.2 Des prélèvements et mesures trimestriels des retombées de poussières sont effectués depuis des emplacements à la représentativité justifiée.

Les résultats commentés de la surveillance sont transmis à l'inspection des installations classées dès réception des résultats.
Au terme de trois années de surveillance, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un bilan commenté des résultats obtenus sur la période avec des propositions sur la poursuite de la surveillance.

Article 9.3.2 – Surveillance des eaux superficielles / Sans objet

Article 9.3.3 – Surveillance des eaux souterraines
L'exploitant implante un réseau de surveillance de la nappe : il est constitué de 3 piézomètres qui permettent de réaliser des prélèvements suivant les normes en vigueur, représentatifs de l'amont et de l'aval hydrogéologique du site. L'exploitant fait inscrire ces ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-Sol (BSS), auprès du Service Géologique Régional du BRGM.

L'exploitant surveille régulièrement les forages et les entretient en vue de garantir la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. À cet effet, il prend tout moyen pour empêcher l'accès à la nappe au niveau de la tête de l'ouvrage et pour empêcher les infiltrations depuis la surface du sol. En cas de cessation d'utilisation d'un ouvrage, l'exploitant informe le préfet et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet

ouvrage, afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur.

Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux normes de potabilité en vigueur.
Notamment, tout dépassement des concentrations suivantes donne lieu à un signalement immédiat auprès de l'inspection des installations classées :

-concentration en tétrachloroéthylène additionnée à celle en trichloroéthylène : 10 µg/l ;
-concentration en chlorure de vinyle : 0,5 µg/l.

Les polluants et paramètres à rechercher sont ceux du tableau ci-dessous.

Polluant/paramètre	code sandre	Détermination	Fréquence de l'auto-surveillance
pH	1302	pH	Deux prélèvements annuels sont réalisés et analysés, l'un en période de basses eaux, l'autre en période de hautes eaux.
Hydrocarbures totaux	2962	Concentration	
Nickel	1386		
Zinc	1383		
Fer et aluminium	7714		
Composés organiques halogénés AOX	1106		
dont Tétrachloroéthylène + Trichloroéthylène	2963		
et dont chlorure de vinyle	1753		
Plomb	1382		
Cuivre	1392		
Chrome	1389		
HAP	6966		
PCB	6157		
Indices Phénols	1440		
Benzène	1114		
Toluène	1278		
Ethylbenzène	1497		
Xylène	1780		

Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées. Au moins une fois par an, le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé. L'exploitant joint aux résultats d'analyses une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

Article 9.3.4 – Surveillance des sols

L'exploitant réalise une surveillance, a minima décennale, des sols susceptibles d'être pollués par des substances ou mélanges dangereux pertinents mis en œuvre (Les substances ou mélanges dangereux sont ceux mentionnés à l'article 3 du règlement CE n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges). Il tient à disposition de l'inspection les études de dimensionnement de cette surveillance et lui transmet les résultats des prélèvements effectués.

Article 9.3.5 – Surveillance des niveaux sonores

Une mesure de la situation acoustique est effectuée dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service des installations puis tous les 5 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix est communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle est effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.

Chapitre 9.4 – Bilans

Article 9.4.1 – Bilan matière / Sans objet

Article 9.4.2 – Bilan sur la surveillance / Sans objet

Article 9.4.3 – Épandage / Sans objet

Chapitre 9.5 – Transmission et commentaires

Article 9.5.1 – Transmission

Les résultats des analyses prescrites par le présent titre sont transmis à l'inspection des installations classées selon les modalités suivantes :

•Les résultats de la surveillance air sont transmis à l'inspecteur en charge du suivi du site ;
•Les résultats de la surveillance des eaux superficielles et souterraines sont transmis par voie électronique à l'adresse GIDAF (https://gidaf.developpement-durable.gouv.fr). Les bordereaux d'analyses correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Une transmission annuelle sera faite auprès de l'inspection, une fois par an.

Article 9.5.2 – Commentaires

Tout résultat transmis est accompagné d'un commentaire de l'exploitant. En cas de non-respect de valeurs-limites ou de dérive d'un paramètre de surveillance des milieux :

•le fait est explicitement signalé dans le commentaire ;
•la cause en est précisée et, si elle n'est pas connue, les moyens engagés pour la déterminer sont indiqués ;
•les actions correctives mises en œuvre ou prévues ou les démarches engagées pour les déterminer sont exposées avec des engagements en termes de délais.

TITRE X – EXÉCUTION

Article 10.1.1 – Droit des tiers

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L181-3 du Code de l'environnement.
Le préfet dispose d'un délai de deux mois à compter de la réclamation, pour y répondre de manière motivée, passé ce délai la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe les prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R181-45 du Code de l'environnement.

Article 10.1.2 – Délais et voies de recours

En application de l'article R181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Strasbourg (31 Avenue de la Paix – 67000 Strasbourg) ou sur le site www.telerecours.fr :
1- par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
2- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L181-3 du Code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions.
Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.
La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1- et 2-.

Article 10.1.3 – Publicité

Les mesures de publicité de l'article R181-44 du Code de l'environnement sont appliquées au présent arrêté.

Article 10.1.4 – Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, la société SAPPE dont le siège social est situé 2 rue de Sète, 67 100 STRASBOURG, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux Maires des Communes de Strasbourg et d'Illkirch-Graffenstaden.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation
Secrétaire Générale Adjointe
Nadia UDRI

ANNEXE I – RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE ET ÉCHÉANCES

Article	Objet	Date et/ou périodicité
A. 1.3.2	Attestation des garanties financières	Dès la mise en activité, puis 3 mois avant l'échéance (tous les 5 ans)
A. 1.4.2	Notification des conditions de mise en sécurité	3 mois avant l'arrêt définitif

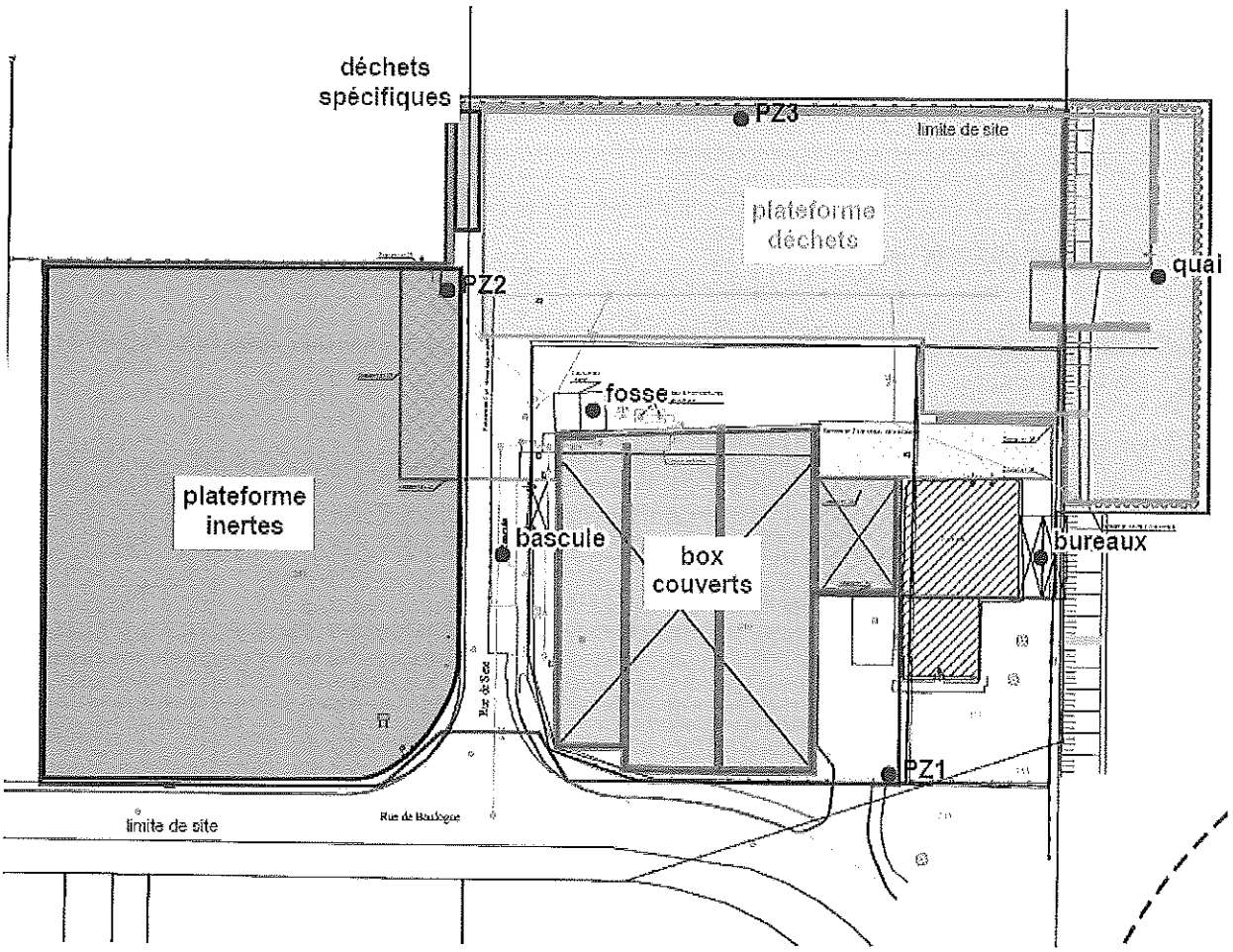
ANNEXE II – RÉFÉRENCES RÉGLEMENTAIRES

Les prescriptions définies par le présent arrêté précisent ou complètent les dispositions légales et la réglementation nationale auxquelles l'exploitant doit également se conformer. Cette annexe énonce les références utiles. Toutes les références citées du code de l'environnement ainsi que les arrêtés ministériels sont disponibles sur le site http://www.legifrance.gouv.fr

Chapitre 1.1 : Bénéficiaire et portée de l'autorisation :
•L 513-1, R 513-1 et -2 (Antériorité)
•R. 512-68 et R.516-1 (Changement d'exploitant – ou modification substantielle impactant les garanties financières)
•L. 512-19, R 181-48 et R. 512-74 (Caducité de l'autorisation)
Chapitre 1.2 : Conditions d'autorisation :
•L 181-14 et R. 181-46 (modification des installations)
•Arrêté ministériel du 15 décembre 2009 fixant certains seuils et critères mentionnés aux articles R 512-33, R 512-46-23 et R 512-54 du code de l'environnement
Chapitre 1.3 : Garanties financières :
•L 516-1 et -2, R 516-1 à -6
•Arrêtés ministériels du :
- •31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement
- •31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines

Chapitre 1.4 : Cessation d'activité :
•L. 512-6-1
•R. 512-39-1 à 5, R.515-75 (IED)
Titre II – Gestion de l'établissement
•R 512-69 (accidents-incidents)
•L 514-8 Contrôles inopinés
Chapitre 5.1 : Principe de gestion des déchets
•R.541-8 (définition des divers déchets)
•R.541-7 (renvoi aux codes déchets)
•R.543-3 à 15 et R. 543-40 (huiles usagées)
•R.543-66 à 72 (déchets d'emballages industriels)
•R.543-131 (piles et accumulateurs usagés)
•R. 543-137 à 151 (pneumatiques usagés)
•R.543-195 à 201 (D3E)
•R.541-49 à 64 et R.541-79 (transport des déchets)
Sanctions administratives et pénales
•L 171-7 et suivants
•L 173-1 et suivants
•L 514-11
•R 514-4

ANNEXE III – PLANS DES INSTALLATIONS



ANNEXE IV – LISTE DES DÉCHETS ADMIS

		Zone de stockage sur site
	Déchets autorisés sur site dans la limite d'une quantité totale de 100 t (tous déchets confondus)	Zone déchets spécifiques (isolée par des blocs béton, couverte et sur rétention)
*	Déchets dangereux autorisés sur site dans la limite d'une quantité totale de 3 100 t (dont 100 t de traverses de chemin de fer)	Box couverts
	Déchets inertes	Plateforme inertes (non imperméabilisée)
	Déchets Non Dangereux non inertes	Box couverts Plateforme déchets (imperméabilisée et non couverte)

Selon les codes de l'annexe de la décision 2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000 (art. R 514-7 du code de l'environnement).

Déchets dangereux spécifiques : maximum 100 t au total

03 01 04*	Sciure de bois, copeaux, chutes, bois, panneaux de particules et placages contenant des substances dangereuses.
03 02 02*	Composés organochlorés de protection du bois.
03 02 03*	Composés organométalliques de protection du bois.
03 02 04*	Composés inorganiques de protection du bois.
03 02 05*	Autres produits de protection du bois contenant des substances dangereuses.
08 01 11*	Déchets de peintures et vernis contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses.
08 01 17*	Déchets provenant du décapage de peintures ou vernis contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses.
10 02 07*	Déchets solides provenant de l'épuration des fumées contenant des substances dangereuses.
10 08 08*	Scories salées provenant de la production primaire et secondaire.
10 12 11*	Déchets d'émaillage contenant des métaux lourds
10 13 12*	Déchets solides provenant de l'épuration des fumées contenant des substances dangereuses.
16 03 03*	Déchets d'origine minérale contenant des substances dangereuses.
16 05 04*	Gaz en récipients à pression (y compris les halons) contenant des substances dangereuses.
16 05 06*	Produits chimiques de laboratoire à base de ou contenant des substances dangereuses, y compris les mélanges de produits chimiques de laboratoire.
16 05 07*	Produits chimiques d'origine minérale à base de ou contenant des substances dangereuses mis au rebut.
16 05 08*	Produits chimiques d'origine organique à base de ou contenant des substances dangereuses mis au rebut.
16 07 08*	Déchets contenant des hydrocarbures.
16 07 09*	Déchets contenant d'autres substances dangereuses.
16 11 01*	Revêtements de fours et réfractaires à base de carbone provenant de procédés métallurgiques contenant des substances dangereuses.
16 11 03*	Autres revêtements de fours et réfractaires provenant de procédés métallurgiques contenant des substances dangereuses.
16 11 05*	Revêtements de fours et réfractaires provenant de procédés non métallurgiques contenant des substances dangereuses.
19 08 06*	Résines échangeuses d'ions saturées ou usées.
19 08 07*	Solutions et boues provenant de la régénération des échangeurs d'ions.
19 08 11*	Boues contenant des substances dangereuses provenant du traitement biologique des eaux usées industrielles.
19 08 13*	Boues contenant des substances dangereuses provenant d'autres traitements des eaux usées industrielles.

Déchets dangereux : maximum 3 100 t au total

01 05 06*	Boues et autres déchets de forage contenant des substances dangereuses.
02 01 08*	Déchets agrochimiques contenant des substances dangereuses.
07 02 11*	Boues provenant du traitement in situ des effluents contenant des substances dangereuses.
10 01 14*	Mâchefers, scories et cendres sous chaudière provenant de la Co incinération contenant des substances dangereuses.
10 09 05*	Noyaux et moules de fonderie de métaux ferreux n'ayant pas subi la coulée contenant des substances dangereuses.
10 09 07*	Noyaux et moules de fonderie de métaux ferreux ayant subi la coulée contenant des substances dangereuses.
10 10 05*	Noyaux et moules de fonderie de métaux non ferreux n'ayant pas subi la coulée contenant des substances dangereuses.
10 10 07*	Noyaux et moules de fonderie de métaux non ferreux ayant subi la coulée contenant des substances dangereuses.
10 11 11*	Petites particules de déchets de verre et poudre de verre contenant des métaux lourds (par exemple : tubes cathodiques).
10 11 13*	Boues de polissage et de meulage du verre contenant des substances dangereuses
10 11 15*	Déchets solides provenant de l'épuration des fumées contenant des substances dangereuses.
10 12 09*	Déchets solides provenant de l'épuration des fumées contenant des substances dangereuses.

11 01 09*	Boues et gâteaux de filtration contenant des substances dangereuses.
12 01 16*	Déchets de grenaillage contenant des substances dangereuses.
15 01 10*	Emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus.
15 01 11*	Emballages métalliques contenant une matrice poreuse solide dangereuse, y compris des conteneurs à pression vides.
15 02 02*	Absorbants, matériaux filtrants (y compris les filtres à huiles non spécifiés ailleurs), chiffons d'essuyage et vêtements de protection contaminés par des substances dangereuses.
17 01 06*	Mélanges ou fractions séparées de béton, briques, tuiles et céramiques contenant des substances dangereuses.
17 02 04*	Bois, verre et matières plastiques contenant des substances dangereuses ou contaminés par de telles substances.
17 03 01*	Mélanges bitumineux contenant du goudron.
17 03 03*	Goudron et produits goudronnés.
17 05 03*	Terres et cailloux contenant des substances dangereuses.
17 05 05*	Boues de dragage contenant des substances dangereuses.
17 05 07*	Ballast de voie contenant des substances dangereuses.
17 08 01*	Matériaux de construction à base de gypse contaminés par des substances dangereuses.
17 09 02*	Déchets de construction et de démolition contenant des PCB (par exemple : mastics, sols à base de résines, double vitrage, condensateurs contenant des PCB).
17 09 03*	Autres déchets de construction et de démolition (y compris en mélange) contenant des substances dangereuses.
19 01 05*	Gâteau de filtration provenant de l'épuration des fumées.
19 01 07*	Déchets secs de l'épuration des fumées.
19 01 10*	Charbon actif usé provenant de l'épuration des gaz de fumées.
19 01 11*	Mâchefers contenant des substances dangereuses.
19 01 13*	Cendres volantes contenant des substances dangereuses.
19 01 15*	Cendres sous chaudière contenant des substances dangereuses.
19 01 17*	Déchets de pyrolyse contenant des substances dangereuses.
19 02 04*	Déchets pré-mélangés contenant au moins un déchet dangereux.
19 02 05*	Boues provenant des traitements physico-chimiques contenant des substances dangereuses.
19 02 11*	Autres déchets contenant des substances dangereuses.
19 03 06*	Déchets catalogués comme dangereux, solidifiés.
19 10 03*	Fraction légère des résidus de broyage et poussières contenant des substances dangereuses.
19 10 05*	Autres fractions contenant des substances dangereuses.
19 12 06*	Bois contenant des substances dangereuses.
19 12 11*	Autres déchets (y compris mélanges) provenant du traitement mécanique des déchets contenant des substances dangereuses.
19 13 01*	Déchets solides provenant de la décontamination des sols contenant des substances dangereuses.
19 13 03*	Boues provenant de la décontamination des sols contenant des substances dangereuses.
19 13 05*	Boues provenant de la décontamination des eaux souterraines contenant des substances dangereuses.

Déchets non dangereux : maximum 8 400 m³ au total

- Déchets non dangereux non inertes : maximum 2 400 m³

- Déchets inertes : maximum 6 000 m³

01 01 01	Déchets provenant de l'extraction des minéraux métallifères.
01 01 02	Déchets provenant de l'extraction des minéraux non métallifères.
01 03 06	Stériles autres que ceux visés aux rubriques 01 03 04 et 01 03 05.
01 03 08	Déchets de poussières et de poudres autres que ceux visés à la rubrique 01 03 07.
01 03 09	Boues rouges issues de la production d'alumine autres que celles visées à la rubrique 01 03 07.
01 03 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
01 04 08	Déchets de gravier et débris de pierres autres que ceux visés à la rubrique 01 04 07.
01 04 09	Déchets de sable et d'argile.
01 04 10	Déchets de poussières et de poudres autres que ceux visés à la rubrique 01 04 07.
01 04 11	Déchets de la transformation de la potasse et des sels minéraux autres que ceux visés à la rubrique 01 04 07.
01 04 12	Stériles et autres déchets provenant du lavage et du nettoyage des minéraux, autres que ceux visés aux rubriques 01 04 07 et 01 04 11.
01 04 13	Déchets provenant de la taille et du sciage des pierres autres que ceux visés à la rubrique 01 04 07.
01 04 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
01 05 04	Boues et autres déchets de forage contenant de l'eau douce.
01 05 07	Boues et autres déchets de forage contenant des sels de baryum, autres que ceux visés aux rubriques 01 05 05 et 01 05 06.
01 05 08	Boues et autres déchets de forage contenant des chlorures, autres que ceux visés aux rubriques 01 05 05 et 01 05 06.
01 05 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
02 01 01	Boues provenant du lavage et du nettoyage.
02 01 02	Déchets de tissus animaux.
02 01 03	Déchets de tissus végétaux.
02 01 04	Déchets de matières plastiques (à l'exclusion des emballages).

02 01 06	Fèces, urine et fumier (y compris paille souillée), effluents, collectés séparément et traités hors site.
02 01 07	Déchets provenant de la sylviculture.
02 01 09	Déchets agrochimiques autres que ceux visés à la rubriques 02 01 08.
02 01 10	Déchets métalliques.
02 01 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
02 02 01	Boues provenant du lavage et du nettoyage.
02 02 02	Déchets de tissus animaux.
02 02 03	Matières impropres à la consommation ou à la transformation.
02 02 04	Boues provenant du traitement in situ des effluents.
02 02 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
02 03 01	Boues provenant du lavage, du nettoyage, de l'épluchage, de la centrifugation et de la séparation.
02 03 02	Déchets d'agents de conservation.
02 03 03	Déchets de l'extraction aux solvants.
02 03 04	Matières impropres à la consommation ou à la transformation.
02 03 05	Boues provenant du traitement in situ des effluents.
02 03 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
02 04 01	Terre provenant du lavage et du nettoyage des betteraves.
02 04 02	Carbonate de calcium déclassé.
02 04 03	Boues provenant du traitement in situ des effluents.
02 04 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
02 05 01	Matières impropres à la consommation ou à la transformation.
02 05 02	Boues provenant du traitement in situ des effluents.
02 05 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
02 06 01	Matières impropres à la consommation ou à la transformation.
02 06 02	Déchets d'agents de conservation.
02 06 03	Boues provenant du traitement in situ des effluents.
02 06 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
02 07 01	Déchets provenant du lavage, du nettoyage et de la réduction mécanique des matières premières.
02 07 02	Déchets de la distillation de l'alcool.
02 07 03	Déchets des traitements chimiques.
02 07 04	Matières impropres à la consommation ou à la transformation.
02 07 05	Boues provenant du traitement in situ des effluents.
02 07 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
03 01 01	Déchets d'écorce et de liège.
03 01 05	Sciure de bois, copeaux, chutes, bois, panneaux de particules et placages autres que ceux visés à la rubrique 03 01 04.
03 01 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
03 02 99	Déchets de la protection du bois non spécifiés ailleurs.
03 03 01	Déchets d'écorce et de bois.
03 03 02	Boues vertes (provenant de la récupération de liqueur de cuisson).
03 03 05	Boues de désencrage provenant du recyclage du papier.
03 03 07	Refus séparés mécaniquement provenant du recyclage de déchets de papier et de carton.
03 03 08	Déchets provenant du tri de papier et de carton destinés au recyclage.
03 03 09	Boues carbonatées.
03 03 10	Refus fibreux, boues de fibres, de charge et de couchage provenant d'une séparation mécanique.
03 03 11	Boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 03 03 10.
03 03 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
04 01 01	Déchets d'écharnage et refentes.
04 01 02	Résidus de pelanage.
04 01 04	Liqueur de tannage contenant du chrome.
04 01 05	Liqueur de tannage sans chrome.
04 01 06	Boues provenant du traitement in situ des effluents contenant du chrome.
04 01 07	Boues provenant du traitement in situ des effluents sans chrome.
04 01 08	Déchets de cuir tanné contenant du chrome.
04 01 09	Déchets provenant de l'habillage et des finitions.
04 01 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
04 02 09	Matériaux composites (textile imprégné, élastomère, plastomère).
04 02 10	Matières organiques issues de produits naturels (par exemple : graisse, cire).
04 02 15	Déchets provenant de la finition autres que ceux visés à la rubrique 04 02 14.
04 02 17	Teintures et pigments autres que ceux visés à la rubrique 04 02 16.
04 02 20	Boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 04 02 19.
04 02 21	Fibres textiles non ouvrées.

04 02 22	Fibres textiles ouvrées.
04 02 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
05 01 10	Boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 05 01 09.
05 01 13	Boues du traitement de l'eau d'alimentation des chaudières.
05 01 16	Déchets contenant du soufre provenant de la désulfuration du pétrole.
05 01 17	Mélanges bitumineux.
05 01 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
05 06 04	Déchets provenant des colonnes de refroidissement.
05 06 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
05 07 02	Déchets contenant du soufre.
05 07 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
06 01 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
06 02 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
06 03 14	Sels solides et solutions autres que ceux visés aux rubriques 06 03 11 et 06 03 13.
06 03 16	Oxydes métalliques autres que ceux visés aux rubriques 06 03 15.
06 03 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
06 04 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
06 05 03	Boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 06 05 02.
06 06 03	Déchets contenant des sulfures autres que ceux visés à la rubrique 06 06 02.
06 06 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
06 07 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
06 08 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
06 09 02	Scories phosphoriques.
06 09 04	Déchets de réactions basées sur le calcium autres que ceux visés à la rubrique 06 09 03.
06 09 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
06 10 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
06 11 01	Déchets de réactions basées sur le calcium provenant de la production de dioxyde de titane.
06 11 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
06 13 03	Noir de carbone.
06 13 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
07 01 12	Boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 06 05 02.
07 01 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
07 02 12	Boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 02 11.
07 02 13	Déchets plastiques.
07 02 15	Déchets provenant d'additifs autres que ceux visés à la rubrique 07 02 14.
07 02 17	Déchets contenant des silicones autres que ceux mentionnés à la rubrique 07 02 16.
07 02 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
07 03 12	Boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 03 11.
07 03 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
07 04 12	Boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 04 11.
07 04 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
07 05 12	Boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 05 11.
07 05 14	Déchets solides autres que ceux visés à la rubrique 07 05 13.
07 05 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
07 06 12	Boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 06 11.
07 06 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
07 07 12	Boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 07 11.
07 07 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
01 08 14	Boues provenant de peintures ou vernis autres que celles visées à la rubrique 08 01 13.
08 01 16	Boues aqueuses contenant de la peinture ou du vernis autres que ceux visés à la rubrique 08 01 15.
08 01 18	Déchets provenant du décapage de peintures ou vernis autres que ceux visés à la rubrique 08 01 17.
08 01 20	Suspensions aqueuses contenant de la peinture ou du vernis autres que celles visées à la rubrique 08 01 19.
08 01 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
08 02 01	Déchets de produits de revêtement en poudre.
08 02 02	Boues aqueuses contenant des matériaux céramiques.
08 02 03	Suspensions aqueuses contenant des matériaux céramiques.
08 02 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
08 03 07	Boues aqueuses contenant de l'encre.
08 03 08	Déchets liquides aqueux contenant de l'encre.
08 03 13	Déchets d'encres autres que ceux visés à la rubrique 08 03 12.
08 03 15	Boues d'encre autres que celles visées à la rubrique 08 03 14.

08 03 18	Déchets de toners d'impression autres que ceux visés à la rubrique 08 03 17.
08 03 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
08 04 10	Déchets de colles et mastics autres que ceux visés à la rubrique 08 04 09.
08 04 12	Boues de colles et mastics autres que celles visées à la rubrique 08 04 11.
08 04 14	Boues aqueuses contenant des colles et mastics autres que celles visées à la rubrique 08 04 13.
08 04 16	Déchets liquides aqueux contenant des colles ou mastics autres que ceux visés à la rubrique 08 04 15.
08 04 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
09 01 07	Pellicules et papiers photographiques contenant de l'argent ou des composés de l'argent.
09 01 08	Pellicules et papiers photographiques sans argent ni composés de l'argent.
09 01 10	Appareils photographiques à usage unique sans piles.
09 01 12	Appareils photographiques à usage unique contenant des piles autres que ceux visés à la rubrique 09 01 11.
09 01 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
10 01 01	Mâchefers, scories et cendres sous chaudière (sauf cendres sous chaudière visées à la rubrique 10 01 04).
10 01 02	Cendres volantes de charbon.
10 01 03	Cendres volantes de tourbe et de bois non traité.
10 01 05	Déchets solides de réactions basées sur le calcium, provenant de la désulfuration des gaz de fumée.
10 01 07	Boues de réactions basées sur le calcium, provenant de la désulfuration des gaz de fumée.
10 01 15	Mâchefers, scories et cendres sous chaudière provenant de la c-incinération autres que ceux visés à la rubrique 10 01 14.
10 01 17	Cendres volantes provenant de la co-incinération autres que celles visées à la rubrique 10 01 16.
10 01 19	Déchets provenant de l'épuration des gaz autres que ceux visés aux rubriques 10 01 05, 10 01 07 et 10 01 18.
10 01 21	Boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 10 01 20.
10 01 23	Boues aqueuses provenant du nettoyage des chaudières autres que celles visées à la rubrique 10 01 22.
10 01 24	Sables provenant de lits fluidisés.
10 01 25	Déchets provenant du stockage et de la préparation des combustibles des centrales à charbon.
10 01 26	Déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement.
10 01 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
10 02 01	Déchets de laitiers de hauts-fourneaux et d'aciéries.
10 02 02	Laitiers non traités.
10 02 08	Déchets solides provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 02 07.
10 02 10	Battitures de laminoir.
10 02 12	Déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement autres que ceux visés à la rubrique 10 02 11.
10 02 14	Boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 02 13.
10 02 15	Autres boues et gâteaux de filtration.
10 02 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
10 03 02	Déchets d'anodes.
10 03 05	Déchets d'alumine.
10 03 16	Ecumes autres que celles visées à la rubrique 10 03 15.
10 03 18	Déchets carbonés provenant de la fabrication des anodes autres que ceux visés à la rubrique 10 03 17.
10 03 20	Poussières de filtration des fumées autres que celles visées à la rubrique 10 03 19.
10 03 22	Autres fines et poussières (y compris fines de broyage de crasses) autres que celles visées à la rubrique 10 03 21.
10 03 24	Déchets solides provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 03 23.
10 03 26	Boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 03 25.
10 03 28	Déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement autres que ceux visés à la rubrique 10 03 27.
10 03 30	Déchets provenant du traitement des scories salées et du traitement des crasses noires autres que ceux visés à la rubrique 10 03 29.
10 03 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
10 04 10	Déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement autres que ceux visés à la rubrique 10 04 09.
10 04 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
10 05 01	Scories provenant des productions primaire et secondaire.
10 05 04	Autres fines et poussières.
10 05 09	Déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement autres que ceux visés à la rubrique 10 05 08.
10 05 11	Crasses et écumes autres que celles visées à la rubrique 10 05 10.
10 05 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
10 06 01	Scories provenant des productions primaire et secondaire.
10 06 02	Crasses et écumes provenant des productions primaire et secondaire.
10 06 04	Autres fines et poussières.
10 06 10	Déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement autres que ceux visés à la rubrique 10 06 09.
10 06 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
10 07 01	Scories provenant des productions primaire et secondaire.
10 07 02	Crasses et écumes provenant des productions primaire et secondaire.
10 07 03	Déchets solides provenant de l'épuration des fumées.
10 07 04	Autres fines et poussières .

10 07 05	Boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées.
10 07 08	Déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement autres que ceux visés à la rubrique 10 07 07.
10 07 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
10 08 04	Fines et poussières.
10 08 09	Autres scories.
10 08 11	Crasses et écumes autres que celles visées à la rubrique 10 08 10.
10 08 13	Déchets carbonés provenant de la fabrication des anodes autres que ceux visés à la rubrique 10 08 12.
10 08 14	Déchets d'anodes.
10 08 16	Poussières de filtration des fumées autres que celles visées à la rubrique 10 08 15.
10 08 18	Boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 08 17.
10 08 20	Déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement autres que ceux visés à la rubrique 10 08 19.
10 08 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
10 09 03	Laitiers de four de fonderie.
10 09 06	Noyaux et moules de fonderie n'ayant pas subi la coulée autres que ceux visés à la rubrique 10 09 05.
10 09 08	Noyaux et moules de fonderie ayant subi la coulée autres que ceux visés à la rubrique 10 09 07.
10 09 10	Poussières de filtration des fumées autres que celles visées à la rubrique 10 09 09.
10 09 12	Autres fines non visées à la rubrique 10 09 11.
10 09 14	Déchets de liants autres que ceux visés à la rubrique 10 09 13.
10 09 16	Révélateur de criques usagé autre que celui visé à la rubrique 10 09 15.
10 09 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
10 10 03	Laitiers de four de fonderie.
10 10 06	Noyaux et moules de fonderie n'ayant pas subi la coulée autres que ceux visés à la rubrique 10 10 05.
10 10 08	Noyaux et moules de fonderie ayant subi la coulée autres que ceux visés à la rubrique 10 10 07
10 10 10	Poussières de filtration des fumées autres que celles visées à la rubrique 10 10 09.
10 10 12	Autres fines non visées à la rubrique 10 10 11.
10 10 14	Déchets de liants autres que ceux visés à la rubrique 10 10 13.
10 10 16	Révélateur de criques usagé autre que celui visé à la rubrique 10 10 15.
10 10 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
10 11 03	Déchets de matériaux à base de fibre de verre.
10 11 05	Fines et poussières.
10 11 10	Déchets de préparation avant cuisson autres que ceux visés à la rubrique 10 11 09.
10 11 12	Déchets de verre autres que ceux visés à la rubrique 10 11 11.
10 11 14	Boues de polissage et de meulage du verre autres que celles visées à la rubrique 10 11 13.
10 11 16	Déchets solides provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 11 15.
10 11 18	Boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 11 17.
10 11 20	Déchets solides provenant du traitement in situ des effluents autres que ceux visés à la rubrique 10 11 19.
10 11 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
10 12 01	Déchets de préparation avant cuisson.
10 12 03	Fines et poussières.
10 12 05	Boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées.
10 12 06	Moules déclassés.
10 12 08	Déchets de produits en céramique, briques, carrelage et matériaux de construction (après cuisson).
10 12 10	Déchets solides provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 12 09.
10 12 12	Déchets d'émaillage autres que ceux visés à la rubrique 10 12 11.
10 12 13	Boues provenant du traitement in situ des effluents.
10 12 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
10 13 01	Déchets de préparation avant cuisson.
10 13 04	Déchets de calcination et d'hydratation de la chaux.
10 13 06	Fines et poussières (sauf rubriques 10 13 12 et 10 13 13).
10 13 07	Boues et gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées.
10 13 11	Déchets de fabrication de matériaux composites à base de ciment autres que ceux visés aux rubriques 10 13 09 et 10 13 10.
10 13 13	Déchets solides provenant de l'épuration des fumées autres que ceux visés à la rubrique 10 13 12.
10 13 14	Déchets et boues de béton.
10 13 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
11 01 10	Boues et gâteaux de filtration autres que ceux visés à la rubrique 11 01 09.
11 01 12	Liquides aqueux de rinçage autres que ceux visés à la rubrique 11 01 11.
11 01 14	Déchets de dégraissage autres que ceux visés à la rubrique 11 01 13.
11 01 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
11 02 03	Déchets provenant de la production d'anodes pour les procédés d'électrolyse aqueuse.
11 02 06	Déchets provenant des procédés hydrométallurgiques du cuivre autres que ceux visés à la rubrique 11 02 05.
11 02 99	Déchets non spécifiés ailleurs.

11 05 01	Mattes.
11 05 02	Cendres de zinc.
11 05 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
12 01 01	Limaille et chutes de métaux ferreux.
12 01 02	Fines et poussières de métaux ferreux.
12 01 03	Limaille et chutes de métaux non ferreux.
12 01 04	Fines et poussières de métaux non ferreux.
12 01 05	Déchets de matières plastiques d'ébarbage et de tournage.
12 01 13	Déchets de soudure.
12 01 15	Boues d'usinage autres que celles visées à la rubrique 12 01 14.
12 01 17	Déchets de grenaillage autres que ceux visés à la rubrique 12 01 16.
12 01 21	Déchets de meulage et matériaux de meulage autres que ceux visés à la rubrique 12 01 20.
12 01 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
15 01 01	Emballages en papier / carton.
15 01 02	Emballages en matières plastique.
15 01 03	Emballages en bois.
15 01 04	Emballages métalliques.
15 01 05	Emballages composites.
15 01 06	Emballages en mélanges.
15 01 07	Emballages en verre.
15 01 09	Emballages textiles.
15 02 03	Absorbants, matériaux filtrants, chiffons d'essuyage et vêtements de protection autres que ceux visés à la rubrique 15 02 02.
16 01 03	Pneus hors d'usage.
16 01 06	Véhicules hors d'usage ne contenant ni liquides ni autres composants dangereux.
16 01 12	Patins de freins autres que ceux visés à la rubrique 16 01 11.
16 01 15	Antigels autres que ceux visés à la rubrique 16 01 14.
16 01 17	Métaux ferreux.
16 01 18	Métaux non ferreux.
16 01 19	Matières plastiques.
16 01 20	Verres .
16 01 22	Composants non spécifiés ailleurs.
16 01 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
16 02 14	Equipements mis au rebut autres que ceux visés aux rubriques 16 02 09 à 16 02 13.
16 02 16	Composants retirés des équipements mis au rebut autres que ceux visés à la rubrique 16 02 15.
16 03 04	Déchets d'origine minérale autres que ceux visés à la rubrique 16 03 03.
16 03 06	Déchets d'origine organique autres que ceux visés à la rubrique 16 03 05.
16 05 05	Gaz en récipients à pression autres que ceux visés à la rubrique 16 05 04.
16 05 09	Produits chimiques mis au rebut autres que ceux visés aux rubriques 16 05 06, 16 05 07 ou 16 05 08.
16 06 04	Piles alcalines (sauf rubrique 16 06 03).
16 06 05	Autres piles et accumulateurs.
16 07 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
16 08 01	Catalyseurs usés contenant : or, argent, rhénium, rhodium, palladium, iridium ou platine (sauf rubrique 16 08 07).
16 08 03	Catalyseurs usés contenant des métaux ou composés de métaux de transition non spécifiés ailleurs.
16 08 04	Catalyseurs usés de craquage catalytique sur lit fluide (sauf rubrique 16 08 07).
16 10 02	Déchets liquides aqueux autres que ceux visés à la rubrique 16 10 01.
16 10 04	Concentrés aqueux autres que ceux visés à la rubrique 16 10 01.
16 11 02	Revêtements de fours réfractaires carbonés provenant de procédés métallurgiques autres que ceux visés à la rubrique 16 11 01.
16 11 04	Autres revêtements de fours réfractaires provenant de procédés métallurgiques non visés à la rubrique 16 11 03.
16 11 06	Revêtements de fours et réfractaires provenant de procédés non métallurgiques non visés à la rubrique 16 11 05.
17 01 01	Béton.
17 01 02	Briques.
17 01 03	Tuiles et céramiques.
17 01 07	Mélanges de béton, briques, tuiles et céramiques autres que ceux visés à la rubrique 17 01 06.
17 02 01	Bois.
17 02 02	Verre.
17 02 03	Matières plastiques.
17 03 02	Mélanges bitumineux autres que ceux visés à la rubrique 17 03 01.
17 04 01	Cuivre, bronze, laiton.
17 04 02	Aluminium.
17 04 03	Plomb.
17 04 04	Zinc.

17 04 05	Fer et acier.
17 04 06	Etain.
17 04 07	Métaux en mélange.
17 04 11	Câbles autres que ceux visés à la rubrique 17 04 10.
17 05 04	Terres et cailloux autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03.
17 05 06	Boues de dragage autres que celles visées à la rubrique 17 05 05.
17 05 08	Ballast de voie autre que celui visé à la rubrique 17 05 07.
17 06 04	Matériaux d'isolation autres que ceux visés aux rubriques 17 06 01 et 17 06 03.
17 08 02	Matériaux de construction à base de gypse autres que ceux visés à la rubrique 17 08 01.
17 09 04	Déchets de construction et de démolition en mélange autres que ceux visés aux rubriques 17 09 01,17 09 02 et 17 09 03.
19 01 02	Déchets de déferraillage des mâchefers.
19 01 12	Mâchefers autres que ceux visés à la rubrique 19 01 11.
19 01 14	Cendres volantes autres que celles visées à la rubrique 19 01 13.
19 01 16	Cendres sous chaudière autres que celles visées à la rubrique 19 01 15.
19 01 18	Déchets de pyrolyse autres que ceux visés à la rubrique 19 01 17.
19 01 19	Sables provenant de lits fluidisés.
19 01 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
19 02 03	Déchets prémélangés composés seulement de déchets non dangereux.
19 02 06	Boues provenant des traitements physico-chimiques autres que celles visées à la rubrique 19 02 05.
19 02 10	Déchets combustibles autres que ceux visés aux rubriques 19 02 08 et 19 02 09.
19 02 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
19 03 05	Déchets stabilisés autres que ceux visés à la rubrique 19 03 04.
19 03 07	Déchets solidifiés autres que ceux visés à la rubrique 19 03 06.
19 04 01	Déchets vitrifiés.
19 04 04	Déchets liquides aqueux provenant de la trempe des déchets vitrifiés.
19 05 01	Fraction non compostée des déchets municipaux et assimilés.
19 05 02	Fraction non compostée des déchets animaux et végétaux.
19 05 03	Compost déclassé.
19 05 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
19 06 03	Liqueurs provenant du traitement anaérobie des déchets municipaux.
19 06 04	Digestats provenant du traitement anaérobie des déchets municipaux.
19 06 05	Liqueurs provenant du traitement anaérobie des déchets animaux et végétaux.
19 06 06	Digestats provenant du traitement anaérobie des déchets animaux et végétaux.
19 06 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
19 07 03	Lixiviats de décharges autres que ceux visés à la rubrique 19 07 02.
19 08 01	Déchets de dégrillage.
19 08 02	Déchets de dessablage.
19 08 05	Boues provenant du traitement des eaux usées urbaines.
19 08 09	Mélanges de graisse et d'huile provenant de la séparation huile / eaux usées ne contenant que des huiles et graisses alimentaires.
19 08 12	Boues provenant du traitement biologique des eaux usées industrielles autres que celles visées à la rubrique 19 08 11.
19 08 14	Boues provenant d'autres traitements des eaux usées industrielles autres que celles visées à la rubrique 19 08 13.
19 08 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
19 09 01	Déchets solides de première filtration et de dégrillage.
19 09 02	Boues de clarification de l'eau.
19 09 03	Boues de décarbonatation.
19 09 04	Charbon actif usé.
19 09 05	Résines échangeuses d'ions saturées ou usées.
19 09 06	Solutions et boues provenant de la régénération des échangeurs d'ions.
19 09 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
19 10 01	Déchets de fer ou d'acier.
19 10 02	Déchets de métaux non ferreux.
19 10 04	Fraction légère des résidus de broyage et poussières autres que celle visée à la rubrique 19 10 03.
19 10 06	Autres fractions autres que celles visées à la rubrique 19 10 05.
19 11 06	Boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 19 11 05.
19 11 99	Déchets non spécifiés ailleurs.
19 12 01	Papier et carton.
19 12 02	Métaux ferreux.
19 12 03	Métaux non ferreux.
19 12 04	Matières plastiques et caoutchouc.
19 12 05	Verre.
19 12 07	Bois autres que ceux visés à la rubrique 19 12 06.

19 12 08	Textiles.
19 12 09	Minéraux (par exemple : sable, cailloux).
19 12 10	Déchets combustibles (combustible issu des déchets).
19 12 12	Autres déchets (y compris mélanges) provenant du traitement mécanique des déchets autres que ceux visés à la rubrique 19 12 11.
19 13 02	Déchets solides provenant de la décontamination des sols autres que ceux visés à la rubrique 19 13 01.
19 13 04	Boues provenant de la décontamination des sols autres que celles visées à la rubrique 19 13 03.
19 13 06	Boues provenant de la décontamination des eaux souterraines autres que celles visées à la rubrique 19 13 05.
19 13 08	Déchets liquides aqueux provenant de la décontamination des eaux souterraines autres que ceux visés à la rubrique 19 13 07.
20 01 01	Papier et carton.
20 01 02	Verre.
20 01 08	Déchets de cantine et de cuisine biodégradables.
20 01 10	Vêtements.
20 01 11	Textiles.
20 01 25	Huiles et matières grasses alimentaires.
20 01 28	Peinture, encres, colles et résines autres que celles visées à la rubrique 20 01 27.
20 01 30	Détergents autres que ceux visés à la rubrique 20 01 29.
20 01 32	Médicaments autres que ceux visés à la rubrique 20 01 31.
20 01 34	Piles et accumulateurs autres que ceux visés à la rubrique 20 01 33.
20 01 36	Equipements électriques et électroniques mis au rebut autres que ceux visés aux rubriques 20 01 21, 20 01 23 et 20 01 35.
20 01 38	Bois autres que ceux visés à la rubrique 20 01 37.
20 01 39	Matières plastiques.
20 01 40	Métaux.
20 01 99	Autres fractions non spécifiées ailleurs.
20 02 01	Déchets biodégradables.
20 02 02	Terres et pierres.
20 02 03	Autres déchets non biodégradables.
20 03 01	Déchets municipaux en mélange.
20 03 02	Déchets des marchés.
20 03 03	Déchets de nettoyage des rues.
20 03 06	Déchets provenant du nettoyage des égouts.
20 03 07	Déchets encombrants.
20 03 99	Déchets municipaux non spécifiés ailleurs.

36

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Attribution de subventions au titre des espaces verts et de nature.

Il est proposé au Conseil de se prononcer sur l'attribution des subventions suivantes :

Parc naturel régional des Vosges du Nord

Conformément aux statuts du Syndicat de coopération du Parc naturel régional des Vosges du Nord, approuvés par le Conseil municipal de Strasbourg du 18 septembre 2000, le Comité syndical fixe chaque année, fin novembre, la participation statutaire des villes périphériques. Son montant est proportionnel au nombre d'habitants. En 2019, la participation statutaire pour la ville de Strasbourg s'est élevée à 27 992,98 €. La participation 2020 de la ville de Strasbourg est estimée à 28 500 €.

Université de Strasbourg

Le Conseil municipal de Strasbourg a approuvé, en septembre 2000, une convention de partenariat avec l'Université de Strasbourg, par laquelle la Ville s'engageait à verser chaque année une subvention de fonctionnement de 60 000 €, en contrepartie de l'élargissement des horaires d'ouverture du jardin botanique en semaine et le week-end. Cette subvention représente la contribution de la Ville à l'accroissement des charges de fonctionnement (nettoyage et gardiennage) liées à l'augmentation des horaires d'ouverture.

Par ailleurs, la Ville rembourse également l'entretien de l'allée du Barry, passage public entre la rue de l'Observatoire et la rue de l'Université pour un montant de 7 132,94 €.

Eco-Conseil - 48 h de l'agriculture urbaine

La ville de Strasbourg est partenaire de cette nouvelle édition des « 48 heures de l'agriculture urbaine », évènement national de promotion de la végétalisation et du jardinage urbain organisé dans une quinzaine de villes de France, chaque printemps.

Cette initiative s'inscrit pleinement dans les objectifs de la ville qui consistent à favoriser l'autosuffisance alimentaire au travers du concept de "ville nourricière", à associer les

habitants pour développer la végétalisation de l'espace public et à lutter contre les ilots de chaleur. Concrètement, cette fête mobilise les acteurs strasbourgeois du jardinage urbain et de la végétalisation de la ville. Elle permet de marquer le lancement de la saison de jardinage en faisant découvrir aux habitants les différentes manières d'agir sur l'espace public, améliorant ainsi le cadre de vie et cultivant le goût du mieux vivre ensemble.

Le programme de cet évènement s'étalera du 24 avril au 26 avril 2020 :
- Vendredi 24 avril 2020 : journée « Off » de conférences, ateliers et tables rondes, visites de lieux exemplaires, projection ciné-débat,
- samedi 25 avril 2020 : programmation d'un ensemble de lieux ouverts à la visite, présentant des initiatives de jardinage en ville et de végétalisation urbaine,
- dimanche 26 avril 2020 : festival du jardinage urbain et de la nature en ville au parc du Heyritz - Création de quelques potagers - Espace restauration – Stands de partenaires – concerts et spectacles. Création d'un jardin-forêt en vue d'être installé dans une école de la ville.

Son organisation repose sur un collectif d'associations, dont Eco-Conseil est la représentante.

Il est proposé d'allouer une subvention de 30 000 €.

Ferme éducative de la Ganzau

Avec sa dimension éducative, la ferme de la Ganzau organise des animations de découverte de l'agriculture biologique, de ses fondements et valeurs jusqu'aux techniques culturales.

La ferme éducative présente une très grande variété de cultures maraichères et plusieurs cultures fruitières en production BIO à grande échelle, sur deux hectares. Elle propose de mettre en évidence les différentes étapes des cultures tout au long de l'année.

Le projet nécessite de concevoir et créer des espaces modèles de culture, ainsi que du matériel de jardinage. Le budget prévisionnel est de 11 000 €.

Il est proposé d'allouer une subvention de 3 000 €.

Training club canin de Strasbourg

Le Training Club Canin de Strasbourg organise du 11 au 14 juin 2020 le Championnat du monde du berger allemand dans les disciplines de pistage, d'obéissance, de protection et de beauté. Cet évènement a eu lieu en 2017 en Autriche, puis en Belgique et Angleterre. L'édition 2020 est prévue pour la première fois en France, à Strasbourg.

Il est proposé d'allouer une subvention de 6 000€.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'affectation des subventions suivantes :

1) *28 500 € au Parc Naturel des Vosges du Nord*
   montant à imputer sur la ligne budgétaire 833 65738 EN03E

2) *67 132,94 € A l'Université de Strasbourg*
   montant à imputer sur la ligne budgétaire 823 6574 EN03D

3) *30 000 € à l'Association Eco-Conseil*
   montant à imputer sur la ligne budgétaire 823 6574 EN03 D

4) *3 000 € à l'Association de la ferme éducative de la Ganzau*
   montant à imputer sur la ligne budgétaire 823 6574 EN03 D

5) *6 000 € à l'Association du Training club canin de Strasbourg*
   montant à imputer sur la ligne budgétaire 823 6574 EN03 D

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions correspondantes.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

37

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Gestion des forêts de la ville de Strasbourg et de l'Œuvre Notre Dame - Travaux d'exploitation forestière et patrimoniaux 2020.

La ville de Strasbourg possède trois massifs forestiers périurbains, au Neuhof (757 ha), sur l'île du Rohrschollen (103 ha) et à la Robertsau (493 ha), ainsi que trois forêts hors Eurométropole, au Herrenwald (188 ha), au Hohwald (884 ha) et à l'Oedenwald (1001 ha). Elle gère également, pour le compte de l'Œuvre Notre Dame (OND), le massif forestier de l'Elmerforst (358 ha).

En application du Code forestier, ces massifs relèvent du « régime forestier », ensemble d'obligations juridiques visant à assurer la conservation et la mise en valeur du patrimoine forestier des collectivités publiques. Sa mise en œuvre est assurée par l'Office National des Forêts (ONF), chargé de garantir une gestion durable des espaces forestiers tout en préservant l'intérêt des propriétaires.

Les massifs forestiers de Strasbourg-Neuhof / Illkirch-Graffenstaden et du Rohrschollen sont classés en Réserve Naturelle Nationale (RNN) et le massif de la Robertsau est en cours de classement. Seuls des travaux forestiers liés à la sécurité des chemins, aux aménagements et aux servitudes y seront engagés en 2020.

Dans les massifs hors Eurométropole, la ville de Strasbourg a engagé une exploitation forestière durable, définie par des plans d'aménagement d'une durée de 20 ans, propres à chaque massif. Ces plans sont déclinés annuellement par un programme d'exploitation ainsi qu'un programme de travaux.

Les programmes d'exploitation précisent les parcelles exploitées et les volumes de bois à y prélever. L'ONF peut ajuster ces prévisions par la proposition d'un « état d'assiette », liste de parcelles à mettre en exploitation. En 2020, il reviendra aux agents de l'ONF de sélectionner et recenser dans ces parcelles les volumes de bois à couper en 2021, c'est l'opération de "martelage" des arbres.

1- PROGRAMME DE MARTELAGE

Les programmes de martelage définis dans les plans d'aménagement des forêts du Hohwald, Oedenwald, Herrenwald et Elmerforst s'appliqueront strictement.

Sur les massifs forestiers de Neuhof-Illkirch et Rohrschollen classés en RNN, seules les coupes prévues dans les plans de gestion seront autorisées.

2- RENATURATION, EXPLOITATION ET VENTE DES BOIS DANS LES FORÊTS

L'ONF, sur la base des plans d'aménagement et des martelages réalisés l'année précédente, édite un « état prévisionnel des coupes » pour chaque massif forestier. Ces programmes d'exploitation des bois doivent être soumis à la validation du Conseil municipal.

Le détail des parcelles mises en exploitation en 2020 ainsi que les volumes estimatifs extraits sont joints en annexe 1.

Ces parcelles correspondent à :
- celles inscrites au programme des coupes figurant dans les plans d'aménagement respectifs,
- celles présentant des caractères d'urgence et d'insécurité vis-à-vis du public,
- celles ayant subi de fortes attaques d'insectes ravageurs compromettant l'état sanitaire des forêts.

Les produits des coupes doivent être vendus par voie d'adjudication publique ou par contrat d'approvisionnement à l'exception :
- des menus produits (arrêté du Maire du 1er janvier 2010),
- des bois réservés à la Ville pour les besoins de ses services,
- des bois non commercialisables dans des conditions normales.

Les bénéfices 2020 issus des ventes de bois sont évalués à 279 769 € HT pour la Ville et à 20 414 € HT pour l'OND.

	Dépenses (frais totaux d'exploitation y compris honoraires, HT)	*Recettes (Recettes brutes HT coupes à façonner + recettes nettes ventes sur pied)*	*Bilan net prévisionnel HT*
Forêt du HOHWALD *884 ha*	**427 703 €** ***483,83 €/ha***	**614 300 €** ***694,91 €/ha***	**186 597 €** ***211,08 €/ha***
Forêt de l'OEDENWALD *1 001 ha*	**163 563 €** ***163,40 €/ha***	**256 270 €** ***256,01 €/ha***	**92 707 €** ***92,61 €/ha***
Forêt du HERRENWALD *188 ha*	**785 €** ***4,18 €/ha***	**1 250 €** ***6,65 €/ha***	**465 €** ***2,47 €/ha***
SOUS-TOTAL VILLE ***2 073 ha***	**592 051 €** ***285,60 €/ha***	**871 820 €** ***420,56 €/ha***	**279 769 €** ***134,96 €/ha***
Forêt de l'OEUVRE NOTRE DAME *358 ha*	**54 956 €** ***153,51 €/ha***	**75 370 €** ***210,53 €/ha***	**20 414 €** ***57,02 €/ha***
BILAN VILLE + OND ***2 431 ha***	**647 007 €** ***266,15 €/ha***	**947 190 €** ***389,63 €/ha***	**300 183 €** ***123,48 €/ha***

Des modifications du programme d'exploitation pourront cependant survenir à la demande du service Espaces verts et de nature (annulation, ajournement ou anticipation), pour prendre en compte l'état des peuplements et du marché du bois.

3-REFLEXION SUR UNE EXPLOITATION DURABLE DES FORÊTS

Les forêts ont une fonction économique, mais aussi écologique et sociale. L'industrie du bois quant à elle, préfère des bois de faible diamètre, dont le mode d'exploitation peut menacer l'écosystème forestier, la biodiversité et l'état des sols. Par ailleurs, les impacts des derniers épisodes de sècheresse sur la forêt montrent qu'il faut faire évoluer les modes de gestion et prendre en compte les changements climatiques attendus ces prochaines décennies afin de maintenir une économie forestière durable.

La ville de Strasbourg souhaite promouvoir cette gestion durable, conjuguant l'intérêt économique et écologique. Aussi, il est proposé d'engager une étude sur les quatre massifs forestiers afin d'apporter une meilleure lisibilité sur la gestion actuelle, les ressources et moyens engagés par la collectivité, l'action de l'ONF et les débouchés locaux. Cette étude permettra de proposer au Conseil municipal une charte forestière engageant la collectivité dans une gestion responsable.

Dans l'attente, il est suggéré de suspendre l'exploitation des gros bois dans 400 ha de forêt. L'étude permettra d'affiner à l'automne 2020, les volumes d'exploitation compatibles avec les objectifs annoncés.

4- DEMANDES DE SUBVENTION DANS LE CADRE DE LA GESTION FORESTIÈRE

Des aides financières existent pour soutenir des opérations de recherche, de développement et d'innovation pour la filière forêt-bois (adaptation des forêts au

changement climatique, amélioration de la compétitivité de la filière, fabrication de produits adaptés aux nouveaux marchés).

Ces aides sont actionnées sous différentes formes : programmes, appels à projet… Afin de réaliser les demandes de subventions, il est proposé au Conseil municipal d'autoriser le Maire ou son représentant à engager toutes les actions nécessaires à la constitution des dossiers de demande de subvention et de signer tous les documents nécessaires pour finaliser les demandes.

5- APPRENTI BUCHERON

La ville de Strasbourg est l'un des plus gros propriétaires forestiers d'Alsace. Elle adhère à l'Association des communes forestières d'Alsace et dispose de personnels de statut privé sous convention collective pour assurer l'exploitation de ses forêts. Six bûcherons sont actuellement affectés à la gestion de ces forêts.
Le métier de bucheron requiert une certaine expertise et nécessite une formation spécialisée du fait de sa dangerosité. Afin de participer à la formation des futurs apprentis et anticiper les mouvements de personnels, il est proposé d'accueillir un apprenti au sein des équipes de bucherons sous convention collective.

L'ensemble des dépenses salariales du personnel sous convention collective bucheron ou apprenti-bucheron est géré par le service Espaces verts et de nature.

6- PROGRAMMES DE TRAVAUX

Conformément à l'article D 214-21 du Code forestier, l'ONF procède à un inventaire annuel des actions qu'il serait utile de réaliser au cours de l'année suivante concernant :
- l'entretien des infrastructures existantes en forêt (routes, aménagements touristiques),
- la conduite des peuplements (travaux sylvicoles, plantations),
- leur protection (pose de clôtures, application de répulsif).

Ces propositions de programmes d'actions sont présentées en annexe 2.

L'encadrement de ces derniers sera fait soit en régie, soit par l'ONF par voie contractuelle tel que défini à l'article L 154-1 du Code forestier. L'ONF peut également, toujours par voie contractuelle, assurer pour le compte de la Ville une assistance technique à donneur d'ordre.

Ceux-ci seront engagés en fonction des budgets disponibles et des recettes prévisionnelles.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *L'exploitation et la vente en adjudication publique, par appel d'offres (prévente), ou par contrat d'approvisionnement (annexe 1) :*

  - *D'un volume de bois*

2020	*Hohwald*	*Oedenwald*	*Herrenwald*	*OND*
Bois d'œuvre	*8 674 m³*	*2 820 m³*	*0 m³*	*619 m³*
Bois de chauffage	*120 m³*	*121 m³*	*0 m³*	*96 m³*
Bois d'industrie	*2 039 m³*	*1 444 m³*	*30 m³*	*677 m³*

  - *Des produits valorisables issus des coupes de sécurité.*

- *la vente de gré à gré :*
  - *pour les menus produits forestiers dont les valeurs marchandes minima sont définies par un arrêté municipal. En ce qui concerne l'Œuvre Notre-Dame, les tarifs appliqués seront les mêmes que ceux définis pour la ville de Strasbourg,*
  - *pour les bois nécessaires aux services de la ville et de l'Eurométropole de Strasbourg dans la stricte limite des disponibilités (tant en qualité qu'en quantité),*
  - *pour des bois non commercialisables dans des conditions normales.*

- *l'attribution d'avantages en nature :*
  - *aux agents salariés et retraités de droit privé en application de la convention collective régionale pour les exploitations forestières d'Alsace dont ils relèvent,*
  - *aux agents de l'ONF affectés à la gestion de ces massifs forestiers au prorata des surfaces gérées dans la limite de 10 stères au maximum,*
  - *aux agents en activités anciennement sous convention collective, intégrés au statut public,*
  - *aux agents du service occupant des maisons forestières pour se chauffer dans la limite de 30 stères.*

- *la renonciation à la demande de paiement des sommes symboliques demandées aux ayant droits dans le cadre de ces attributions lorsque son montant est inférieur à 1 (un) euro,*

- *la suspension jusqu'à l'automne 2020 de l'exploitation de gros bois à très gros bois dans 400 ha des forêts du Hohwald, de l'Oedenwald et de l'OND,*

- *le recours au contrat d'apprentissage dans le domaine forestier et d'engager un apprenti bucheron,*

- *les programmes d'actions 2020 pour les forêts communales de Strasbourg et la forêt de l'Œuvre Notre-Dame (annexe 2).*

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e :

- *à signer les états prévisionnels des coupes 2020 de chaque massif et tout document et acte relatif à ce projet,*

- *à solliciter l'attribution de subventions du montant maximal possible au titre des programmes 2020 pour les travaux de reconstitution ou restauration de la forêt pour l'ensemble de la Ville et de l'Œuvre Notre-Dame,*

- *à signer tout document relatif aux contrats d'apprentissage ainsi que les conventions conclues avec les centres de formation d'apprentis. Les crédits nécessaires seront inscrits au budget du service Espaces verts et de nature, au chapitre EN03E des documents budgétaires,*

- *à signer les programmes d'actions 2020 de chaque massif et tout document et acte relatif à ce projet.*

- *à charger le service Espaces verts et de nature :*
  - *de la mise en œuvre des travaux et des appels à la concurrence y afférents, dans les strictes limites des crédits votés et dans le cadre des dispositions légales,*
  - *d'entreprendre les démarches nécessaires à l'obtention des subventions et de transmettre les dossiers de demande d'aide à la Direction départementale des Territoires (DDT), à la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), au Conseil départemental et au Conseil régional, ou tout autre organisme attributaire,*
  - *d'organiser et réaliser les ventes de bois populaire,*
  - *à valider les ventes de bois à l'amiable proposés par l'ONF pour un montant maximum de 1 000€.*

- *à charger l'ONF :*
  - *de solliciter et d'instruire les demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation des travaux de renaturation par anticipation aux plans d'aménagement ou lorsque ces derniers n'ont pas été prévus,*
  - *à signer tous documents et actes relatifs à ces projets,*
  - *de gérer la partie administrative relative au contrat d'apprentissage (établissement des fiches de paye, gestion des arrêts de travail, convention CFA…) et à assurer le suivi de l'apprenti en lien avec le centre de formation.*

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

Agence de SCHIRMECK
Unité Territoriale : VAL DE VILLE
Triage(s) de HOHWALD

Office National des Forêts

Votre interlocuteur :	R.SECKLER
Tel :	03 88 08 35 22

PROGRAMME DES TRAVAUX D'EXPLOITATION - ETAT DE PREVISION DES COUPES

FORET COMMUNALE - STRASBOURG-HOHWALD - Année 2020

COUPES A FACONNER (PREVISIONS)

PARCELLES	BOIS D'OEUVRE		BOIS D'INDUSTRIE BOIS DE FEU				VOLUME NON FACONNE		VOLUME TOTAL	RECETTE BRUTE HT (€)	DEPENSES D'EXPLOITATION PREVUES (hors honoraires) en € HT			RECETTE NETTE PREVISIONNELLE hors honoraires HT (€)
	Feuillus	Résineux	Bois d'Industrie Feuillus	Bois d'Industrie Résineux	Chauffage						Abattage et façonnage		Débardage	
											En régie	A l'entreprise		
	m3	m3	m3	m3	m3	(stères)	m3	(stères)	m3	(A)	(B)	(C)	(E)	A-(B+C+E)
12.r	261	603	225	51	120	171	40	57	1 300	58 940	35 290	2 640	10 720	10 290
40.i	301	754	424	86			50	71	1 615	81 930	43 820		13 310	24 800
24.a-2019	165	868	198				18	26	1 249	73 260	32 010		10 470	30 780
28.r-2019		531							531	34 510	13 810		4 520	16 180
37.r-2019	61	655	108				17	24	841	52 000		21 430	7 010	23 560
6.i-2019	63	369	184				25	36	641	34 080		16 020	5 240	12 820
32.r-2018	38	745	23				11	16	817	51 390	20 960		6 860	23 570
3.i-2020	130	550	470				20	29	1 170	59 650	29 900		9 780	19 970
23.r-2020	250	900	200				20	29	1 370	79 320	35 100		11 480	32 740
27.r-2020	30	800	70						900	56 220	23 400		7 650	25 170
TOTALITE		600							600	33 000	15 600		5 400	12 000
Sous-Total	**1299**	**7375**	**1902**	**137**	**120**	**171**	**201**	**288**	**11034**	**614 300**	**249 890**	**40 090**	**92 440**	**231 880**

VENTILATION DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES BOIS FACONNES (€)

Dépenses HT d'abattage et de façonnage en régie communale :		**Dépenses HT de débardage et de câblage**	**92 440**
Salaires + charges ouvriers :	174 748		
Charges patronales (43 %) :	75 142	**Honoraires**	**32 788**
Total :	249 890		
Dépenses HT d'abattage et de façonnage à l'entreprise :	40 090	**Assistance à la gestion de la main d'oeuvre HT**	**12 495**
Total dépenses HT d'abattage et de façonnage :	289 980	**Autres dépenses HT (€)**	

Frais totaux d'exploitation (HT)	427 703	**BILAN NET PREVISIONNEL HT (€)**	186 597
TVA sur les frais d'exploitation :	22 310		

Observations :

Parc. 37.r : Conditionnée à création infra
Parc. 3i - 23.r - 27.r ==> Non martelées pour l'instant. Création piste à faire dans la 3.i

J'ai l'honneur de vous transmettre l'état de prévision des coupes de votre forêt, proposé par R. SECKLER

Le Conseil Municipal accepte la répartition des coupes entre bois façonnés et bois sur pied.
En application de l'article 4 du règlement organisant les relations entre l'ONF et les collectivités pour préparer la commercialisation de leurs bois dans le cadre de ventes de gré à gré, il donne son accord pour la vente de gré à gré et dans le cadre d'un contrat d'approvisionnement des produits proposés en annexe. En application des articles L.214.6 et suivants du code forestier, il donne également son accord pour que ces bois soient vendus dans le cadre d'une vente groupée. Conformément à cet article, l'ONF reversera à la commune la part des produits nets encaissés qui lui revient, à proportion de la quotité mise en vente, déduction faite des frais de recouvrement, dont le montant est fixé à 1% des sommes recouvrées. Le Conseil Municipal donne mandat au Maire pour donner son accord sur le projet final de contrat qui sera présenté par l'ONF. La commune s'engage à assurer la bonne exécution du contrat dès lors que cet accord aura été donné.
Les bois façonnés en bloc pourront également, au cas par cas, faire l'objet d'un regroupement pour une vente groupée selon les mêmes modalités que ci-dessus.

A le

Le Responsable de l' Unité Territoriale

Bernard CALVET

A le

Le Maire,

Agence de SCHIRMECK | **Votre interlocuteur :** | **R.SECKLER**

Unité Territoriale : VAL DE VILLE | **Tel :** | **03 88 08 35 22**

Triage(s) de HOHWALD

PROGRAMME DES TRAVAUX D'EXPLOITATION
ETAT DE PREVISION DES COUPES

REPARTITION BOIS FACONNES EN CONTRAT D'APPROVISIONNEMENT OU LOTS REGROUPES EN VENTE GROUPEE

PRODUITS	PARCELLES CONCERNEES	VOLUMES PROPOSES DANS LE CADRE DES CONTRATS D'APPROVISIONNEMENT (m3)	OBSERVATIONS
Bois d'œuvre Sapin Pectiné/Epicéa	12, 22.b, 23.b, 25.b, 25.c	410	
Bois d'œuvre Pin Sylvestre		0	
Bois d'oeuvre DOUGLAS		0	
Bois d'oeuvre CHENE		0	
Bois d'œuvre HETRE		0	
Bois d'œuvre FRENE		0	
Bois d'industrie feuillus		0	
Bois d'industrie Résineux		0	
Bois énergie		0	

La commune donne délégation à l'ONF pour accepter les conditions financières des contrats dans lesquels ses bois seront placés, dans le respect des mandats de négociation donnés par le comité national des ventes de bois communales.
Les lots de bois façonnés en bloc pourront également faire l'objet d'un regroupement pour une vente groupée.
L'ensemble des volumes vendus en contrat ou en bloc regroupés le sont dans le cadre du dispositif de ventes groupées, prévoyant le reversement des sommes perçues par l'ONF après déduction des frais, fixés à 1 % des sommes recouvrées .

Date :
signature

Agence de SCHIRMECK
Unité Territoriale : HASLACH
Triage(s) de BISCHOFLAEGER

Votre interlocuteur : E. HANDWERK
Tel : 03 88 50 97 26

PROGRAMME DES TRAVAUX D'EXPLOITATION - ETAT DE PREVISION DES COUPES

FORET COMMUNALE - STRASBOURG-OEDENWALD - Année 2020

COUPES A FACONNER (PREVISIONS)

PARCELLES	BOIS D'OEUVRE		BOIS D'INDUSTRIE BOIS DE FEU				VOLUME NON FACONNE		VOLUME TOTAL	RECETTE BRUTE HT (€)	DEPENSES D'EXPLOITATION PREVUES (hors honoraires) en € HT			RECETTE NETTE PREVISIONNELLE hors honoraires HT (€)
	Feuillus	Résineux	Bois d'Industrie Feuillus	Bois d'Industrie Résineux	Chauffage						Abattage et façonnage		Débardage	
											En régie	A l'entreprise		
	m3	m3	m3	m3	m3	(stères)	m3	(stères)	m3	(A)	(B)	(C)	(E)	A-(B+C+E)
1.a	139	25	200	3			109	156	476	22 460	9 180		2 570	10 710
1.b	4		52				8	11	64	2 260	1 420		400	440
18.u		76	0	17	0				93	5 650	2 240		660	2 750
24.a	57	334	64	60			39	56	555	34 080	12 380		3 610	18 090
25.u	109	594	117	115	17	24	52	74	1 004	60 840	22 850	500	6 670	30 820
29.u	148	50	114	8	34	49	87	124	441	17 690	8 860	990	2 490	5 350
30.u	219	2	144	0	70	100	189	270	624	21 030	10 880	2 030	3 050	5 070
4.u	87	89	180	15			111	158	481	20 920	10 380		2 600	7 940
40.u	16	366	64	53			75	107	574	30 320	12 480		3 500	14 340
6.b	15		56				13	19	84	3 720	1 710		500	1 510
71.u	16	374	40	42			66	94	537	29 200	11 320		3 300	14 580
Scolytes-secs		100		100					200	8 100	4 600		1 400	2 100
Sous-Total	**811**	**2009**	**1031**	**413**	**121**	**173**	**749**	**1069**	**5134**	**256 270**	**108 300**	**3 520**	**30 750**	**113 700**

VENTILATION DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES BOIS FACONNES (€)

Dépenses HT d'abattage et de façonnage en régie communale :		**Dépenses HT de débardage et de câblage**	**30 750**
Salaires + charges ouvriers :	**75 734**		
Charges patronales (43 %) :	**32 566**	**Honoraires**	**13 898**
Total :	**108 300**		
Dépenses HT d'abattage et de façonnage à l'entreprise :	**3 520**	**Assistance à la gestion de la main d'oeuvre HT**	**5 415**
Total dépenses HT d'abattage et de façonnage :	**111 820**	**Autres dépenses HT (€)**	**1 680**

Frais totaux d'exploitation (HT)	**163 563**	**BILAN NET PREVISIONNEL HT (€)**	**92 707**
TVA sur les frais d'exploitation :	**7 626**		

Observations : Autres dépenses 1680 euros : cablâge RD75 (Pandours) et RF Wasselonne (Parcelle 1).

J'ai l'honneur de vous transmettre l'état de prévision des coupes de votre forêt, proposé par L.GUERTON

Le Conseil Municipal accepte la répartition des coupes entre bois façonnés et bois sur pied.
En application de l'article 4 du règlement organisant les relations entre l'ONF et les collectivités pour préparer la commercialisation de leurs bois dans le cadre de ventes de gré à gré, il donne son accord pour la vente de gré à gré et dans le cadre d'un contrat d'approvisionnement des produits proposés en annexe. En application des articles L.214.6 et suivants du code forestier, il donne également son accord pour que ces bois soient vendus dans le cadre d'une vente groupée. Conformément à cet article, l'ONF reversera à la commune la part des produits nets encaissés qui lui revient, à proportion de la quotité mise en vente, déduction faite des frais de recouvrement, dont le montant est fixé à 1% des sommes recouvrées. Le Conseil Municipal donne mandat au Maire pour donner son accord sur le projet final de contrat qui sera présenté par l'ONF. La commune s'engage à assurer la bonne exécution du contrat dès lors que cet accord aura été donné.
Les bois façonnés en bloc pourront également, au cas par cas, faire l'objet d'un regroupement pour une vente groupée selon les mêmes modalités que ci-dessus.

A STILL le 17 juin 2019 A le

Le Responsable de l' Unité Territoriale Le Maire,

Emmanuel HANDWERK

Agence de SCHIRMECK

Unité Territoriale : HASLACH

Triage(s) de BISCHOFLAEGER

Votre interlocuteur :	**E. HANDWERK**
Tel :	**03 88 50 97 26**

PROGRAMME DES TRAVAUX D'EXPLOITATION
ETAT DE PREVISION DES COUPES

REPARTITION BOIS FACONNES EN CONTRAT D'APPROVISIONNEMENT OU LOTS REGROUPES EN VENTE GROUPEE

PRODUITS	PARCELLES CONCERNEES	VOLUMES PROPOSES DANS LE CADRE DES CONTRATS D'APPROVISIONNEMENT (m3)	OBSERVATIONS
Bois d'œuvre Sapin Pectiné/Epicéa	1.a, 18.u, 24.a, 25.u, Scolytes-secs	1129	
Bois d'œuvre Pin Sylvestre		0	
Bois d'oeuvre DOUGLAS		0	
Bois d'oeuvre CHENE		0	
Bois d'œuvre HETRE	1.a, 1.b, 24.a, 25.u, 29.u, 30.u	312	
Bois d'œuvre FRENE		0	
Bois d'industrie feuillus		0	
Bois d'industrie Résineux	1.a, 18.u, 24.a, 25.u, Scolytes-secs	214	
Bois énergie		0	

La commune donne délégation à l'ONF pour accepter les conditions financières des contrats dans lesquels ses bois seront placés, dans le respect des mandats de négociation donnés par le comité national des ventes de bois communales.
Les lots de bois façonnés en bloc pourront également faire l'objet d'un regroupement pour une vente groupée.
L'ensemble des volumes vendus en contrat ou en bloc regroupés le sont dans le cadre du dispositif de ventes groupées, prévoyant le reversement des sommes perçues par l'ONF après déduction des frais, fixés à 1 % des sommes recouvrées .

Date :
signature

Agence de NORD-ALSACE
Unité Territoriale : HATTEN - STRASBOURG
Triage(s) de BRUMATH

Votre interlocuteur : L. ULRICH
Tel : 03 88 51 10 20

PROGRAMME DES TRAVAUX D'EXPLOITATION - ETAT DE PREVISION DES COUPES

FORET COMMUNALE - HERRENWALD - Année 2020

COUPES A FACONNER (PREVISIONS)

PARCELLES	BOIS D'OEUVRE		BOIS D'INDUSTRIE BOIS DE FEU				VOLUME NON FACONNE		VOLUME TOTAL	RECETTE BRUTE HT (€)	DEPENSES D'EXPLOITATION PREVUES (hors honoraires) en € HT			RECETTE NETTE PREVISIONNELLE hors honoraires HT (€)
	Feuillus	Résineux	Bois d'Industrie Feuillus	Bois d'Industrie Résineux	Chauffage						Abattage et façonnage		Débardage	
											En régie	A l'entreprise		
	m3	m3	m3	m3	m3	(stères)	m3	(stères)	m3	(A)	(B)	(C)	(E)	A-(B+C+E)
Chablis			10	20					30	1 250	460		230	560
Sous-Total			**10**	**20**					**30**	**1 250**	**460**		**230**	**560**

COUPES EN VENTE SUR PIED (PREVISIONS)

PARCELLES	BOIS D'ŒUVRE		BOIS D'INDUSTRIE BOIS DE FEU (y compris rémanents)		VOLUME TOTAL	RECETTE NETTE PREVISIONNELLE HT
	Feuillus	Résineux	Feuillus	Résineux		
	m3	m3	m3	m3	m3	
20 B2		195	76	131	**402**	**4070**
Total		**195**	**76**	**131**	**402**	**4070**

VENTILATION DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES BOIS FACONNES (€)

Dépenses HT d'abattage et de façonnage en régie communale :			**Dépenses HT de débardage et de câblage**	**230**
Salaires + charges ouvriers :	**322**			
Charges patronales (43 %) :	**138**		**Honoraires**	**95**
Total :	**460**			
Dépenses HT d'abattage et de façonnage à l'entreprise :			**Assistance à la gestion de la main d'oeuvre HT**	
Total dépenses HT d'abattage et de façonnage :	**460**		**Autres dépenses HT (€)**	
Frais totaux d'exploitation (HT)	**785**		**BILAN NET PREVISIONNEL HT (€)**	**4535**
TVA sur les frais d'exploitation :	**42**			

Observations : Parc 20 B 2 : coupe de renaturation - mesure compensatoire SANEF

J'ai l'honneur de vous transmettre l'état de prévision des coupes de votre forêt, proposé par L. ULRICH

Le Conseil Municipal accepte la répartition des coupes entre bois façonnés et bois sur pied.
En application du paragraphe 2.2.1 du règlement des ventes de gré à gré de l'ONF, il donne son accord pour la vente de gré à gré dans le cadre d'un contrat d'approvisionnement des produits proposés en annexe. En application de l'article L.144.1.1 d code forestier, il donne également son accord pour que ces bois soient vendus dans le cadre d'une vente groupée. Conformément à cet article, l'ONF reversera à la commune la part des produits nets encaissés qui lui revient, à proportion de la quotité mise en vente, déduction faite des frais de recouvrement, dont le montant est fixé à 1% des sommes recouvrées. Le Conseil Municipal donne mandat au Maire pour donner son accord sur le projet final de contrat qui sera présenté par l'ONF. La commune s'engage à assurer la bonne exécution du contrat dès lors que cet accord aura été donné.

A Hatten le 04/06/2019

Le Responsable de l'Unité Territoriale

Pierre SCHNEIDER

600

A le

Le Maire,

Agence de SCHIRMECK
Unité Territoriale : HASLACH
Triage(s) de STILL

Votre interlocuteur : L.GUERTON
Tel : 03 88 87 31 02

PROGRAMME DES TRAVAUX D'EXPLOITATION - ETAT DE PREVISION DES COUPES

FORET COMMUNALE - ŒUVRE NOTRE DAME - Année 2020

COUPES A FACONNER (PREVISIONS)

PARCELLES	BOIS D'OEUVRE		BOIS D'INDUSTRIE BOIS DE FEU				VOLUME NON FACONNE		VOLUME TOTAL	RECETTE BRUTE HT (€)	DEPENSES D'EXPLOITATION PREVUES (hors honoraires) en € HT			RECETTE NETTE PREVISIONNELLE hors honoraires HT (€)
	Feuillus	Résineux	Bois d'Industrie Feuillus	Bois d'Industrie Résineux	Chauffage						Abattage et façonnage		Débardage	
											En régie	A l'entreprise		
	m3	m3	m3	m3	m3	(stères)	m3	(stères)	m3	(A)	(B)	(C)	(E)	A-(B+C+E)
1.a	5		54		0		14	19	73	2 570	1 310		600	660
2.i	36	61	42	13			30	43	182	7 970	3 640		1 220	3 110
6.a	117		294				87	124	498	23 600	9 870		3 290	10 440
7.i	341	10	222	3	95	136	215	308	886	37 030	16 100	2 770	5 370	12 790
Scolytes		50		50					100	4 200		1 800	600	1 800
Sous-Total	**499**	**120**	**612**	**65**	**96**	**136**	**346**	**494**	**1738**	**75 370**	**30 920**	**4 570**	**11 080**	**28 800**

VENTILATION DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES BOIS FACONNES (€)

Dépenses HT d'abattage et de façonnage en régie communale :		**Dépenses HT de débardage et de câblage**	**11 080**
Salaires + charges ouvriers :	**21 622**		
Charges patronales (43 %) :	**9 298**	**Honoraires**	**4 740**
Total :	**30 920**		
Dépenses HT d'abattage et de façonnage à l'entreprise :	**4 570**	**Assistance à la gestion de la main d'oeuvre HT**	**1 546**
Total dépenses HT d'abattage et de façonnage :	**35 490**	**Autres dépenses HT (€)**	**2 100**
Frais totaux d'exploitation (HT)	**54 956**	**BILAN NET PREVISIONNEL HT (€)**	**20 414**
TVA sur les frais d'exploitation :	**3 242**		

Observations : La parcelle 2i est un report de 2019. Autres dépenses : Câblage des RF ouvertes à la circulation 2100€ soit 30 heures.

J'ai l'honneur de vous transmettre l'état de prévision des coupes de votre forêt, proposé par E.HANDWERK

Le Conseil Municipal accepte la répartition des coupes entre bois façonnés et bois sur pied.
En application de l'article 4 du règlement organisant les relations entre l'ONF et les collectivités pour préparer la commercialisation de leurs bois dans le cadre de ventes de gré à gré, il donne son accord pour la vente de gré à gré et dans le cadre d'un contrat d'approvisionnement des produits proposés en annexe. En application des articles L.214.6 et suivants du code forestier, il donne également son accord pour que ces bois soient vendus dans le cadre d'une vente groupée. Conformément à cet article, l'ONF reversera à la commune la part des produits nets encaissés qui lui revient, à proportion de la quotité mise en vente, déduction faite des frais de recouvrement, dont le montant est fixé à 1% des sommes recouvrées. Le Conseil Municipal donne mandat au Maire pour donner son accord sur le projet final de contrat qui sera présenté par l'ONF. La commune s'engage à assurer la bonne exécution du contrat dès lors que cet accord aura été donné.

Les bois façonnés en bloc pourront également, au cas par cas, faire l'objet d'un regroupement pour une vente groupée selon

les mêmes modalités que ci-dessus.

A STILL le 13 JUIN 2019 601 A le

Le Responsable de l' Unité Territoriale

Emmanuel HANDWERK

Le Maire,

Agence de SCHIRMECK

Unité Territoriale : HASLACH

Triage(s) de STILL

Votre interlocuteur :	**L.GUERTON**
Tel :	**03 88 87 31 02**

PROGRAMME DES TRAVAUX D'EXPLOITATION
ETAT DE PREVISION DES COUPES

REPARTITION BOIS FACONNES EN CONTRAT D'APPROVISIONNEMENT OU LOTS REGROUPES EN VENTE GROUPEE

PRODUITS	PARCELLES CONCERNEES	VOLUMES PROPOSES DANS LE CADRE DES CONTRATS D'APPROVISIONNEMENT (m3)	OBSERVATIONS
Bois d'œuvre Sapin Pectiné/Epicéa	2.i, Scolytes	85	
Bois d'œuvre Pin Sylvestre	2.i, 7.i	36	
Bois d'oeuvre DOUGLAS		0	
Bois d'oeuvre CHENE		0	
Bois d'œuvre HETRE	2.i, 6.a, 7.i	300	
Bois d'œuvre FRENE		0	
Bois d'industrie feuillus		0	
Bois d'industrie Résineux	2.i, 7.i, Scolytes	61	
Bois énergie		0	

La commune donne délégation à l'ONF pour accepter les conditions financières des contrats dans lesquels ses bois seront placés, dans le respect des mandats de négociation donnés par le comité national des ventes de bois communales.
Les lots de bois façonnés en bloc pourront également faire l'objet d'un regroupement pour une vente groupée.
L'ensemble des volumes vendus en contrat ou en bloc regroupés le sont dans le cadre du dispositif de ventes groupées, prévoyant le reversement des sommes perçues par l'ONF après déduction des frais, fixés à 1 % des sommes recouvrées .

Date :
signature

Office National des Forêts
EPIC. RCS Paris B662043116
Siège : 2 avenue de Saint-Mandé
75570 Paris cedex 12
Tél. 01 40 19 58 00

Programme d'actions pour l'année 2020
PRC-20-869206-00257511

FORÊT COMMUNALE de STRASBOURG HOHWALD

Office National des Forêts	**Destinataire**
AGENCE TERRITORIALE DE SCHIRMECK	Monsieur le Maire
UT VAL DE VILLE	COMMUNE DE STRASBOURG
16, rue de Bassemberg	CENTRE ADMINISTRATIF
67220 VILLE	1 PARC DE L'ETOILE
Tél : 03.88.08.35.22	67076 STRASBOURG CEDEX

Veuillez trouver ci-dessous en application de l'article D 214-21 du Code Forestier, le programme d'actions préconisé pour la gestion durable de votre patrimoine forestier.
Ce programme est conforme au document d'aménagement de votre forêt. Les prestations sont à réaliser conformément aux engagements du Règlement National des Travaux et Services Forestiers (RNTSF).

DESCRIPTIF DES ACTIONS ET LOCALISATIONS Cocher les actions retenues	Qté	Un.	Montant estimé (€ HT)	Nature (1)
TRAVAUX DE MAINTENANCE - PARCELLAIRE				
☐ Entretien du parcellaire (*) Localisation : Forêt	50,00	H		F
☐ Entretien du périmètre (*) Localisation : Forêt	8,00	H		F
Sous-total			**4 220,00 € HT**	
TRAVAUX DE PLANTATION / REGENERATION				
☐ Fourniture de plants de douglas (*) Localisation : Parcelle: 32	2 000,00	PL		I
☐ Régénération par plantation : mise en place des plants (*) Localisation : Parcelle: 20 Plantation de 2000 Sapin Pectiné	2 000,00	PL		I
☐ Régénération par plantation : mise en place des plants (*) Localisation : Parcelle : 32 Plantation de 2000 Douglas	2 000,00	PL		I
☐ Travaux préalables à la régénération : préparation du sol (*) Localisation : Parcelle : 20 Ouverture de lignes de plantation	1,00	HA		I
☐ Fourniture de plants de sapin pectiné (*) Localisation : Parcelle : 20	2 000,00	PL		I
Sous-total			**8 110,00 € HT**	
TRAVAUX SYLVICOLES				
☐ Dégagement de plantation ou semis artificiel (*) Localisation : Parcelles: 1(1,7 ha), 2(0,80 ha), 12(1 ha), 18(1 ha), 19(0,80 +1 ha), 20(1 ha), 27(0,30 ha), 30(0,60 ha), 31(1+1 ha), 32(1 ha) Dégagement de plantations résineuses	11,20	HA		I
Sous-total			**3 800,00 € HT**	
TRAVAUX D'INFRASTRUCTURE				
☐ Travaux connexes d'infrastructures : entretiens divers de fossés (*) Localisation : Forêt	16,00	KM		F
☐ Travaux connexes d'infrastructures : entretien des renvois d'eau (*) Localisation : Forêt	240,00	H		F
☐ Création de pistes (*) Localisation : Parcelle : 3 Création de 460 ml de piste , pose d'un passage busé:6 ml x 400 mm et 6 ml x 600 mm	0,46	KM		I
☐ Création de pistes (*) Localisation : Parcelles : 7 - 8 - 9 Création de pistes et élargissement de sentiers , pose de 4 passages busés: 6m x 400 mm	2,22	KM		I

FORÊT COMMUNALE de STRASBOURG HOHWALD

DESCRIPTIF DES ACTIONS ET LOCALISATIONS Cocher les actions retenues	Qté	Un.	Montant estimé (€ HT)	Nature (1)
☐ Création de pistes (*) Localisation : Parcelles : 26 - 36 Création de pistes	0,31	KM		I
☐ Création de pistes (*) Localisation : Parcelle 11 Création de pistes et pose de 3 passages busés de 6ml et de diamètre 500 cm	0,58	KM		I
Sous-total			**37 680,00 € HT**	
TRAVAUX DE PROTECTION CONTRE LES DEGATS DE GIBIER				
☐ Fourniture de répulsifs (*) Localisation : Parcelles diverses ACHAT DE BOURGEON PROTECT	80,00	KG		I
☐ Protection contre le gibier - application de répulsif (sans phyto) (*) Localisation : Parcelles: 1(5ha) ,12(27ha), 18(14ha), 19(6ha), 21(11ha), 23(2ha), 26(21ha), 27(21ha), 28(11ha au dessus de la RD426 et vers la barronsmatt, 30(21ha), 37(5ha trouée vers la parcell 36) POSE DE REPULSIF SUR LES PLANTS D'AVENIR DE SAPIN	144,00	HA		I
☐ Fourniture de grillage pour régénération (*) Localisation : Parcelle 20	400,00	MLI		I
☐ Fourniture de piquets pour clôture grillagée pour régénération (*) Localisation : Parcelle 20	130,00	U		I
☐ Mise en place de clôture (*) Localisation : Parcelle 20 MISE EN PLACE D'UNE CLOTURE DE 1 HA	400,00	MLI		I
☐ Mise en place de clôture (*) Localisation : Parcelle 32 MISE EN PLACE D'UNE CLOTURE DE 1 HA	400,00	MLI		I
☐ Mise en place de clôture (*) Localisation : Parcelle 36 MISE EN PLACE D'UNE CLOTURE DE 1 HA ET ACHAT DES FOURNITURES	400,00	MLI		I
☐ Enlèvement manuel de clôture grillagée (*) Localisation : Parcelle : 35 (600 ml) Enlèvement manuel de 2 clôtures grillagées	56,00	H		I
☐ Entretien des clôtures (*) Localisation : PARCELLES DIVERSES REMPLACEMENT DE PIQUETS,FERMETURE DES PASSAGES OUVERT PAR LE GIBIER,REMISE EN ETAT SUITE A DES CHUTES D'ARBRES OU DE BRANCHES SUR LES CLOTURES.	176,00	H		F
Sous-total			**51 890,00 € HT**	
TRAVAUX DIVERS				
☐ Mat¿rialisation des lots de bois de chauffage (*) Localisation : Parcelles diverses	80,00	M3A		F
☐ Travaux divers dans les peuplements (*) Localisation : Forêt confection de fagots , transport de piquets et de grillage , travaux divers demandés par la ville	90,00	H		F
Sous-total			**3 880,00 € HT**	

EPIC. RCS Paris B662043116
Siège : 2 avenue de Saint-Mandé
75570 Paris cedex 12
Tél. 01 40 19 58 00

Programme d'actions pour l'année 2020
PRC-20-869206-00257511

FORÊT COMMUNALE de STRASBOURG HOHWALD

DESCRIPTIF DES ACTIONS ET LOCALISATIONS Cocher les actions retenues	Qté	Un.	Montant estimé (€ HT)	Nature (1)

Total Investissement	Total Fonctionnement	
85 200,00 € HT	**24 380,00 € HT**	**Total : 109 580,00 € HT**

(1) : La mention «I-Investissement» et «F-Fonctionnement» est purement indicative. L'affectation budgétaire reste une prérogative du propriétaire dans le respect des textes réglementaires.
(*) : Actions pouvant être réalisées en régie communale. Les montants indiqués intègrent une évaluation de la rémunération du maître d'oeuvre.

Remarques de la Collectivité	
Programme non contractuel présenté par votre interlocuteur ONF, ROBERT SECKLER Date :	Programme reçu le : Le représentant de la collectivité,

Le responsable du service
Travaux-Developpement
Denis MOURON

606

Office National des Forêts
EPIC. RCS Paris B662043116
Siège : 2 avenue de Saint-Mandé
75570 Paris cedex 12
Tél. 01 40 19 58 00

Programme d'actions pour l'année 2020
PRC-20-869203-00257401

FORÊT COMMUNALE de STRASBOURG OEDENWALD

Office National des Forêts	**Destinataire**
AGENCE TERRITORIALE DE SCHIRMECK	Monsieur le Maire
UT HASLACH	COMMUNE DE STRASBOURG
67280 OBERHASLACH	CENTRE ADMINISTRATIF
Tél : 03.88.87.31.02	1 PARC DE L'ETOILE
	67076 STRASBOURG CEDEX

Veuillez trouver ci-dessous en application de l'article D 214-21 du Code Forestier, le programme d'actions préconisé pour la gestion durable de votre patrimoine forestier.
Ce programme est conforme au document d'aménagement de votre forêt. Les prestations sont à réaliser conformément aux engagements du Règlement National des Travaux et Services Forestiers (RNTSF).

DESCRIPTIF DES ACTIONS ET LOCALISATIONS Cocher les actions retenues	Qté	Un.	Montant estimé (€ HT)	Nature (1)
TRAVAUX DE MAINTENANCE - PARCELLAIRE				
▫ Entretien du parcellaire (*) Localisation : Etat d'assiette 2021	96,00	H		F
▫ Entretien du périmètre (*) Localisation : état d'assiette 2021	24,00	H		F
Sous-total			**4 080,00 € HT**	
TRAVAUX DE PLANTATION / REGENERATION				
▫ Régénération par plantation : mise en place des plants (*) Localisation : P24b	250,00	PL		I
▫ Fourniture de plants de chêne sessile (*) Localisation : P24b	250,00	PL		I
Sous-total			**2 150,00 € HT**	
TRAVAUX SYLVICOLES				
▫ Elagage de peuplements résineux (*) Localisation : P61p	120,00	U		F
▫ Intervention en futaie irrégulière (*) Localisation : 26.u	11,37	HA		I
▫ Nettoiement de régénération (*) Localisation : 17.a, 33.u	9,60	HA		F
▫ Dégagement manuel des régénérations naturelles (*) Localisation : 22.u, 36.a	3,57	HA		I
▫ Dégagement de plantation ou semis artificiel (*) Localisation : 33.u	0,60	HA		I
▫ Travaux divers : mise en peinture des arbres objectifs (*) Localisation : P2,22,23,24b,28	800,00	U		F
▫ Toilettage après exploitation (*) Localisation : reliquat EA 2019 et EA 2020	60,00	HA		F
Sous-total			**23 410,00 € HT**	
TRAVAUX D'INFRASTRUCTURE				
▫ Travaux de mise en place de signalétique ou signalisation (*) Localisation : RF forestiere du Bischofslaege et de l'Ochsenlaeger	1,00	U		I
▫ Travaux connexex infrastructure : création de fossés (*) Localisation : RF du Moosbaghthall	0,60	KM		I
▫ Travaux connexes d'infrastructures : entretiens divers de fossés (*) Localisation : Rf Ochsenlaeger, lang Bank,Breitberg	4,00	KM		F
▫ Travaux connexes d'infrastructures : entretien des renvois d'eau (*) Localisation : massif	72,00	H		F
607 **Sous-total**			**8 080,00 € HT**	

Office National des Forêts
EPIC. RCS Paris B662043116
Siège : 2 avenue de Saint-Mandé
75570 Paris cedex 12
Tél. 01 40 19 58 00

FORÊT COMMUNALE de STRASBOURG OEDENWALD

DESCRIPTIF DES ACTIONS ET LOCALISATIONS Cocher les actions retenues	Qté	Un.	Montant estimé (€ HT)	Nature (1)
TRAVAUX DE PROTECTION CONTRE LES DEGATS DE GIBIER				
▫ Fourniture de protections individuelles contre le gibier (*) Localisation : 24.b	250,00	U		I
▫ Protection contre le gibier : mise en place de protections individuelles (*) Localisation : P24bp	250,00	U		I
▫ Fourniture de répulsifs (*) Localisation : bourgeon protect	100,00	KG		I
▫ Protection contre le gibier - application de répulsif (sans phyto) (*) Localisation : 40,41,,52,53,54,55,57,58,63,65,67	100,00	HA		I
▫ Fourniture de piquets pour clôture grillagée pour régénération (*) Localisation : massif	100,00	U		I
▫ Enlèvement manuel de clôture grillagée (*) Localisation : P66 et 67	24,00	H		I
▫ Entretien des clôtures (*) Localisation : P22,36,33,55,67	96,00	H		F
▫ Dépôt en déchetterie (*) Localisation : P23 et 21	1,00	U		I
Sous-total			**31 850,00 € HT**	
TRAVAUX ENVIRONNEMENTAUX				
▫ Travaux environnementaux d'entretien divers de génie écologique (*) Localisation : P43 et 48	1,00	U		F
Sous-total			**3 080,00 € HT**	
TRAVAUX DIVERS				
▫ Abattage d'arbres d'un diamètre supérieur à 0,30 m - Sécurisation des lots de bois de chauffage (*) Localisation : P20 et div	24,00	H		F
▫ Mat¿rialisation des lots de bois de chauffage (*) Localisation : P20,22,7,49..	200,00	M3A		F
▫ Travaux divers dans les peuplements (*) Localisation : Façonnage fagot Orangerie	48,00	H		F
Sous-total			**4 080,00 € HT**	

Total Investissement	Total Fonctionnement	**Total : 76 730,00 € HT**
40 080,00 € HT	**36 650,00 € HT**	

(1) : La mention «I-Investissement» et «F-Fonctionnement» est purement indicative. L'affectation budgétaire reste une prérogative du propriétaire dans le respect des textes réglementaires.
(*) : Actions pouvant être réalisées en régie communale. Les montants indiqués intègrent une évaluation de la rémunération du maître d'oeuvre.

EPIC. RCS Paris B662043116
Siège : 2 avenue de Saint-Mandé
75570 Paris cedex 12
Tél. 01 40 19 58 00

FORÊT COMMUNALE de STRASBOURG OEDENWALD

Remarques de la Collectivité	
Programme non contractuel présenté par votre interlocuteur ONF, LAURENT GUERTON Date :	Programme reçu le : Le représentant de la collectivité,

Le responsable du service
Territoire-Developpement
Denis MOURON

609

Office National des Forêts
EPIC. RCS Paris B662043116
Siège : 2 avenue de Saint-Mandé
75570 Paris cedex 12
Tél. 01 40 19 58 00

Programme d'actions pour l'année 2020
PRC-20-869203-00257412

FORÊT de l' OEUVRE NOTRE-DAME

Office National des Forêts	**Destinataire**
AGENCE TERRITORIALE DE SCHIRMECK	Monsieur le Directeur
UT HASLACH	FONDATION OEUVRE NOTRE DAME
67280 OBERHASLACH	1 PARC DE L'ETOILE
Tél : 03.88.87.31.02	67000 STRASBOURG

Veuillez trouver ci-dessous en application de l'article D 214-21 du Code Forestier, le programme d'actions préconisé pour la gestion durable de votre patrimoine forestier.
Ce programme est conforme au document d'aménagement de votre forêt. Les prestations sont à réaliser conformément aux engagements du Règlement National des Travaux et Services Forestiers (RNTSF).

DESCRIPTIF DES ACTIONS ET LOCALISATIONS Cocher les actions retenues	Qté	Un.	Montant estimé (€ HT)	Nature (1)
TRAVAUX SYLVICOLES				
▫ Dégagement manuel des régénérations naturelles (*) Localisation : P10,11,12,14	13,00	HA		I
▫ Dégagement de plantation ou semis artificiel (*) Localisation : P13	2,60	HA		I
Sous-total			**13 030,00 € HT**	
TRAVAUX DE PROTECTION CONTRE LES DEGATS DE GIBIER				
▫ Entretien des clôtures (*) Localisation : P10,11,12,13,14	72,00	H		F
Sous-total			**2 450,00 € HT**	
TRAVAUX DIVERS				
▫ Abattage d'arbres d'un diamètre supérieur à 0,30 m - Sécurisation des lots de bois de chauffage (*) Localisation : EA 2020	24,00	H		F
▫ Mat¿rialisation des lots de bois de chauffage (*) Localisation : EA 2020	10,00	M3A		F
Sous-total			**1 640,00 € HT**	

Total Investissement	Total Fonctionnement	
13 030,00 € HT	**4 090,00 € HT**	**Total : 17 120,00 € HT**

(1) : La mention «I-Investissement» et «F-Fonctionnement» est purement indicative. L'affectation budgétaire reste une prérogative du propriétaire dans le respect des textes réglementaires.
(*) : Actions pouvant être réalisées en régie communale. Les montants indiqués intègrent une évaluation de la rémunération du maître d'oeuvre.

Remarques de la Collectivité	
Programme non contractuel présenté par votre interlocuteur ONF, LAURENT GUERTON Date :	Programme reçu le : Le représentant de la collectivité,

Le responsable du service
Travaux-Developpement
Denis MOURON

610

38

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Programmation des actions soutenues au titre du Contrat de Ville deuxième étape de soutien aux projets pour l'année 2020.

L'appel à projets du Contrat de ville de l'Eurométropole, publié le 1er octobre dernier, a pour objectif de soutenir des actions en cohérence avec les enjeux prioritaires du contrat. Ces enjeux sont traduits en objectifs opérationnels dans la convention cadre et ses 19 programmes thématiques et dans les conventions d'application territoriales établies pour les 13 quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) de Strasbourg.

Cet appel à projets s'adresse à des associations, des bailleurs et des établissements publics. Le soutien aux projets est conditionné à 3 critères précis :

- le projet doit concerner un ou plusieurs QPV et bénéficier à un public des QPV dans une proportion très significative ;
- le projet doit porter sur les objectifs prioritaires du Contrat de ville et répondre à une situation actuelle vécue dans les QPV ;
- le projet doit préciser les moyens de droit commun mobilisés avant de solliciter les moyens spécifiques « contrat de ville » nécessaires à l'action.

Pour 2020, les enjeux suivants ont été définis comme prioritaires :

- faciliter l'accès à l'emploi et la création d'activités dans les QPV ;
- favoriser la réussite éducative par tous les moyens d'actions ;
- promouvoir la participation citoyenne active des jeunes et le soutien à leurs initiatives.
- renforcer la cohésion sociale, notamment par des actions au service des valeurs de la République, de la participation citoyenne, de la lutte contre les discriminations et de la prévention de la radicalisation ;
- améliorer l'image des QPV, notamment par la valorisation de leur histoire et de leurs atouts ;
- proposer des projets innovants et fédérateurs portés par plusieurs partenaires (pensés, construits, menés et évalués conjointement).

Cette délibération relative à la programmation du contrat de ville, vous propose de soutenir une deuxième partie des projets 2020, soit 80 projets pour un montant global de 192 090 €. Il s'agit principalement de projets en reconduction dont le bilan 2019 a été jugé pertinent et répondant aux objectifs et critères énoncés ci-avant.

La délibération est présentée en deux parties :

- les actions spécifiques à un quartier répondant aux priorités opérationnelles de sa convention d'application territoriale ;
- les actions développées sur plusieurs quartiers ou sur toute la ville et répondant aux priorités opérationnelles énoncées dans les programmes thématiques.

Les actions actuellement en cours d'instruction seront présentées lors d'une délibération ultérieure.

Partie 1 - Les actions spécifiques à chaque quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV) :

Le QPV SPACH – 2 180 Habitants-es

A ce stade, la programmation territoriale porte sur 2 actions portées par l'association Familangues pour un montant de subvention de **3 900 €**, répondant aux objectifs suivants de la convention d'application territoriale :

- adapter la réponse des partenaires au besoin des jeunes ;
- consolider le réseau d'acteurs du quartier.

Porteurs	Actions	Budget global	Subvention proposée	Directions Services	Contribuant au programme / enjeu
Familangues	Tournée Kamishibike	12 765 €	2 000 €	Direction de la culture	8 : accès aux équipements et projets culturels
Familangues	Heure de conte plurilingue	10 000 €	1 900 €	Direction de la culture	8 : accès aux équipements et projets culturels

Le QPV MEINAU NEUHOF – 15 700 Habitants-es

A ce stade, la programmation territoriale 2020 porte sur 11 actions, portées par 11 porteurs de projets, pour un montant global de subvention de **35 400 €**, répondant aux objectifs suivants de la convention d'application territoriale :

- développer une offre « jeunesse » transversale sur le territoire ;
- œuvrer collectivement pour la convivialité et la diversité ;
- renforcer l'attractivité des établissements scolaires et structures périscolaires ;
- assurer la continuité du parcours socio-éducatif via le réseau d'acteurs ;
- améliorer l'accessibilité aux services publics sociaux ;
- faciliter l'organisation de manifestations afin de conforter l'appropriation ;
- des espaces publics et naturels ainsi que l'animation des places ;
- développer des programmes de prévention ciblés ;
- impliquer les habitants et acteurs associatifs dans les actions de proximité visant à améliorer le cadre de vie.

Porteurs	Actions	Budget global	Subvention proposée	Directions Services	Contribuant au programme / enjeu
Humeur Aqueuse	Atelier de création textile et vestimentaire du Neuhof	27 500 €	4 000 €	Direction de projet politique de la ville	11 : parcours vers l'emploi
CSC du Neuhof	Socialisation par l'orchestre	33 850 €	5 000 € + 3 100 € valorisés sur les crédits « école de musique »	Direction de la culture	8 : accès aux équipements et projets culturels
Garderie Restaurant « La Clé des Champs »	Un loup dans mon quartier	5 500 €	3 500 €	Direction de la culture	8 : accès aux équipements et projets culturels
Comité Régional Sport Pour Tous Grand Est	Du je... au nous ! Club multisports santé et citoyen	5 361 €	1 200 €	Direction des sports	1 : action avec et pour les jeunes
Club Alpin Français Section Strasbourg	Développement de l'escalade et des activités de pleine nature au Neuhof	15 250 €	1 500 €	Direction des sports	1 : action avec et pour les jeunes
Jeunes Equipes d'Education Populaire - JEEP	Espaces tiers - occupation des espaces publics dans le quartier du Neuhof	30 000 €	1 000 €	Direction de projet politique de la ville	17 : gestion urbaine de proximité
Ecole Régionale du Premier Degré – ERPD	La Grande Flotte	31 250 €	5 000 €	Direction de la culture	8 : accès aux équipements et projets culturels
La Resu	Espace des possibles	10 190 €	2 000 €	Direction de projet politique de la ville	Inclusion numérique
La Fédération des Œuvres Laïques – Bas-Rhin	Un quartier un film	12 100 €	3 300 €	Direction de projet politique de la ville	Image des quartiers
Collège du Stockfeld	Classes à parcours artistiques	22 595 €	3 800 €	Direction de la culture	8 : accès aux équipements et projets culturels
Neuhof Futsal	Programme d'Entraînement Pour l'Insertion des Talents par l'Ethique	19 150 €	2 000 €	Direction des sports	1 : action avec et pour les jeunes

	Sportive (PEPITES)				

Le QPV de HAUTEPIERRE – 13 620 Habitants-es

Cette étape de la programmation porte sur 5 actions proposées spécifiquement sur ce territoire, portées par 5 porteurs de projet pour un montant global de **9 740 €**, répondant aux objectifs suivants de la convention d'application territoriale :

- installer avec et pour les habitants les conditions favorables du vivre ensemble ;
- développer l'accès à l'offre sportive, culturelle, de loisirs comme facteurs de cohésion sociale ;
- développer des espaces de convivialité pour les habitants ;
- mettre en œuvre un travail partenarial sur le champ de la culture ;
- mener un travail de médiation culturelle ;
- inciter les habitants à des pratiques sportives en libre accès ;
- soutenir les associations sportives et mener des actions incitant des habitants à rejoindre des clubs sportifs ;
- contribuer à l'épanouissement des jeunes du territoire.

Porteurs	Actions	Budget global	Subvention proposée	Directions Services	Contribuant au programme / enjeu
Humeur Aqueuse	Atelier de création textile et vestimentaire de Hautepierre	12 750 €	5 000 €	Direction de projet politique de la ville	11 : parcours vers l'emploi
SINE	Quartier libre pour la nature	11 840 €	840 €	Direction de projet politique de la ville	17 : gestion urbaine de proximité
Interculturart	Scènes ouvertes	9 620 €	1 000 €	Direction de la culture	8 : accès aux projets et équipements culturels
PK Stras	Animation Parkour dans le quartier de Hautepierre	3 475 €	1 400 €	Direction des sports	1 : action avec et pour les jeunes
ACAS – Association Culturelle des Afghans de Strasbourg	Rencontres et actions culturelles pour l'insertion et l'intégration	5 200 €	1 500 €	Direction de projet politique de la ville	Lien social

Le QPV CRONENBOURG – 8 030 Habitants-es

Cette étape de la programmation porte sur 4 actions proposées spécifiquement sur ce territoire, portées par 4 porteurs de projet pour un montant global de **14 500 €**, répondant aux objectifs suivants de la convention d'application territoriale :

- s´appuyer sur des actions artistiques et culturelles comme levier pour associer les habitants aux évolutions du quartier ;
- développer des lieux de convivialité et des animations de façon à faciliter le « vivre ensemble » ;
- renforcer la sensibilisation à la citoyenneté : de la Petite Enfance aux adultes, susciter l´ouverture aux autres, le mieux vivre ensemble, la mixité, prévenir le risque de repli communautaire.

Porteurs	Actions	Budget global	Subvention proposée	Directions Services	Contribuant au programme / enjeu
Collège Sophie Germain	Parcours culturel : Un outil pour développer la socialisation, la curiosité, la posture citoyenne et favoriser l'excellence	44 500 €	1 000 €	Direction de projet politique de la ville	8 : Accès aux équipements et projets culturels
Ballade	Ateliers socio-culturels via la musique	78 900 €	4 000 €	Direction de la culture	8 : accès aux équipements et projets culturels
Wonder Wiz'Art	Cro Parcs	19 950 €	3 000 €	Direction de projet politique de la ville	Lien social
Nouvelle Ligne	Customisation de coffrets "SIRAC" et "FIBRE" à Cronenbourg et dans le cadre du projet COLORS Urban Art	10 500 €	6 500 €	Direction de projet politique de la ville	8 : accès aux équipements et projets culturels

Le QPV KOENIGSHOFFEN – 2 130 Habitants-es

A ce stade, il est proposé l'octroi de subventions pour 4 actions proposées spécifiquement sur ce territoire, présentées par 4 porteurs de projet, pour un montant global de **14 000 €**, répondant aux objectifs suivants de la convention d'application territoriale :

- renforcer les actions de soutien à la parentalité en adaptant les interventions (collectives et individuelles) aux spécificités des familles du quartier ;
- faciliter l'accès des habitants à des manifestations et activités culturelles dans et hors quartier ;

- développer les activités sportives en direction des publics moins ciblés jusqu'à présent (jeunes filles, femmes, personnes âgées…)
- mettre en place des actions d'éducation à la citoyenneté ;
- lever les freins à l'implication des parents dans la vie de l'école ;
- créer ou adapter les espaces existants intérieurs et extérieurs.

Porteurs	Actions	Budget global	Subvention proposée	Directions Services	Contribuant au programme / enjeu
ASPTT	Sport et quartier	3000 €	2 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville	Sport
Association Départementale des Francas du Bas-Rhin	Bouge ton Quartier !	11 000 €	3 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville	1 : action avec et pour les jeunes
Par Enchantement	Découvrir, s'ouvrir et s'engager pour mieux vivre ensemble	69 516 €	5 000 €	Direction de projet politique de la ville	Citoyenneté
CSC Joie et Santé Koenigshoffen – JSK	Création d'une fresque collective avec les habitants	26 603 €	4 000 €	Direction de la culture	8 : accès aux projets et équipements culturels

Le QPV HOHBERG – 2 960 Habitants-es

A ce stade, il est proposé l'octroi de subventions pour 1 action proposée spécifiquement sur ce territoire, présentée par l'Association Solidarité Culturelle, pour un montant de **1 400 €**, répondant à l'objectif suivant de la convention d'application territoriale :

- accompagnement des parents dans la scolarité de leurs enfants.

Porteurs	Actions	Budget global	Subvention proposée	Directions Services	Contribuant au programme / enjeu
Association Solidarité Culturelle	Agir contre toute déformation de la langue française	6 150 €	1 400 €	Direction de projet politique de la ville	4 : français langue étrangère

Le QPV ELSAU – 4 820 Habitants-es

A ce stade, il est proposé l'octroi de subventions pour 5 actions proposées spécifiquement sur ce territoire, présentées par 3 porteurs de projets, pour un montant global de **5 450 €,** répondant aux objectifs suivants de la convention d'application territoriale :

- « élargir les horizons » des habitants-es de l'Elsau ;
- éducation et parentalité – insertion professionnelle ;
- faciliter l´accès des habitants à des manifestations et activités culturelles dans et hors quartier ;
- accompagner spécifiquement les jeunes filles pour qu'elles prennent leur place dans les activités et la vie du quartier ;
- éducation et parentalité – accompagner les parents pour la réussite éducative de leurs enfants.

Porteurs	Actions	Budget global	Subvention proposée	Directions Services	Contribuant au programme / enjeu
UD CLCV 67	Café brunch des habitants de l'Elsau	1 450 €	300 €	Direction de projet politique de la ville	Lien social
UD CLCV 67	Les Automnales de l'Elsau	4 375 €	650 €	Direction de projet politique de la ville	Lien social
UD CLCV 67	Fête des cultures de l'Elsau	5 000 €	1 500 €	Direction de projet politique de la ville	Lien social
Sporting Strasbourg Futsal	Médiation, Education, Pratique Féminine et Mixité par le sport à l'Elsau	11 800 €	1 500 €	Direction des sports	3 : égalité femme – homme
Elsau'Net	Récits de vie	9 000 €	1 500 €	Direction de la culture	8 : accès aux équipements et projets culturels

Le QPV MOLKENBRONN - 2 130 Habitants-es et le QPV MURHOF – 2 060 Habitants-es

A ce stade, il est proposé l'octroi d'une subvention pour 2 actions proposées spécifiquement sur ce territoire, présentées par 2 porteurs de projet, pour un montant global de **6 000 €,** répondant à l'objectif suivant de la convention d'application territoriale :

- renforcer les actions en proximité (la présence) des acteurs de l'emploi et de l'insertion professionnelle et leur coordination à l'échelle des QPV Elsau, Murhof, Molkenbronn notamment en direction du public jeune.

Porteurs	Actions	Budget global	Subvention proposée	Directions Services	Contribuant au programme / enjeu
Association Culturelle des	Jeunesse et espérance	32 200 €	3 000 €	Direction de projet	Lien social

Merveilles de la Montagne Verte				politique de la ville	
TROC SAVOIRS RESEAU D'ECHANGES RECIPROQUES DE SAVOIRS DE STRASBOURG	Animation de l'éducation populaire en QPV	8 850 €	3 000 €	Direction solidarités santé jeunesse	Inclusion numérique

Le QPV LAITERIE – 2680 Habitants-es

Cette étape de la programmation porte sur 2 actions proposées spécifiquement sur ce territoire, portées par 2 associations pour un montant de **5 500 €**, répondant à l'objectif suivant de la convention d'application territoriale :

- mettre en œuvre les conditions d'une vie associative et culturelle cohérente, par et pour l'ensemble des habitants dans leur diversité – dynamiser la vie associative – valoriser l'atout culturel du quartier pour un plus grand rayonnement et d'avantage d'ouverture aux habitants du quartier.

Porteurs	Actions	Budget global	Subvention proposée	Directions Services	Contribuant au programme / enjeu
CSC Fossé des XIII	Eveil artistique	18 624 €	3 000 €	Direction de la culture	8 : accès aux équipements et projets culturels
Les Arpentistes	Arpenter le Quartier de la Laiterie	20 697 €	2 500 €	Direction de la culture	8 : accès aux équipements et projets culturels

Le QPV CITE DE L'ILL – 4170 Habitants-es

A ce stade, il est proposé l'octroi de subventions pour 3 actions proposées spécifiquement sur ce territoire, portées par 3 porteurs de projet pour un montant global de **7 000 €**, répondant aux objectifs suivants de la convention d'application territoriale :

- créer les conditions du « vivre ensemble », de l'interconnaissance et prévenir le risque de repli communautaire ;
- développer une vie associative de proximité ;
- renforcer l'offre d'activités en direction des jeunes en prenant appui sur une relation de confiance à établir réciproquement avec ce public.

Porteurs	Actions	Budget global	Subvention proposée	Directions Services	Contribuant au programme
Association Culturelle des Deux Rives	Citoyenneté / Principes et valeurs de la République	25 600 €	4 000 €	Direction de projet politique de la ville	2 : prévention et lutte contre les discriminations

SINE	Quartier libre pour la nature	12 875 €	2 000 €	Direction de projet politique de la ville	17 : gestion urbaine de proximité
CSC Robertsau L'Escale	Education à l'image	6 570 €	1 000 €	Direction de projet politique de la ville	8 : accès aux équipements et projets culturels

Le QPV AMPERE – 1 220 Habitants-es

A ce stade, la programmation territoriale porte sur 4 actions, présentées par 2 porteurs de projets, pour un montant de subvention de **2 700 €**, répondant aux objectifs suivants de la convention d'application territoriale :

- lutter contre l'isolement ;
- favoriser l'ouverture, la rencontre et l'échange dans et hors du quartier.

Porteurs	Actions	Budget global	Subvention proposée	Directions Services	Contribuant au programme / enjeu
CSC Neudorf	La Musau fête l'été	24 799 €	1 500 €	Direction de la culture	8 : accès aux équipements et projets culturels
UD CLCV 67	Les rendez-vous de l'environnement et de la citoyenneté d'Ampère	3 700 €	400 €	Direction de projet politique de la ville	Lien social
UD CLCV 67	Conte et Lecture Ampère	3 900 €	500 €	Direction de projet politique de la ville	8 : accès aux équipements et projets culturels
UD CLCV 67	Café des Habitants d'Ampère : « L'instant Thé ou Café »	2 750 €	300 €	Direction de projet politique de la ville	Lien social

Le QPV PORT DU RHIN – 1807 Habitants-es

A ce stade, il est proposé l'octroi de subventions pour 5 actions proposées spécifiquement sur ce territoire, présentées par 4 porteurs de projet, pour un montant global de **9 500 €**, répondant aux objectifs suivants de la convention d'application territoriale :

- éducation : améliorer la prise en charge des enfants ;
- développer une offre culturelle.

Porteurs	Actions	Budget global	Subvention proposée	Directions Services	Contribuant au programme / enjeu

Wonder Wiz'Art	PORT'LAND	21 400 €	3 000 €	Direction de projet politique de la ville	Lien social
Apaca Graine de cirque	Action culturelle à destination des enfants fréquentant le CSC Au-delà des Ponts	4 612 €	2 000 €	Direction de la culture	8 : accès aux équipements et projets culturels
ARSEA	New Michto	7 900 €	1 300 €	Direction de la culture	8 : accès aux équipements et projets culturels
ATD QUART MONDE	Festival des Savoirs et des Arts Quartier du Port du Rhin 67 STRASBOURG	21 500 €	1 200 €	Direction solidarités santé jeunesse	8 : accès aux équipements et projets culturels
ATD QUART MONDE	La bibliothèque de rue	27 083 €	2 000 €	Direction solidarités santé jeunesse	7 : accompagnement des parents

Partie 2 – Les actions relatives aux programmes thématiques se déployant sur deux QPV ou plus :

<u>Au titre du dispositif Ville Vie Vacances</u>

Le dispositif Ville Vie Vacances (VVV), instruit dans le cadre de la procédure Contrat de Ville 2020, soutient des projets s'adressant aux jeunes de 11 à 18 ans, issus de quartiers prioritaires de la Politique de la Ville, éloignés de l'offre de loisirs et ne partant pas en vacances.
Les actions proposées doivent répondre aux priorités suivantes :

- activités ayant lieu le week-end et plus particulièrement durant la période du mois d'août ;
- activités organisées en dehors des quartiers qui permettent une plus grande ouverture des jeunes au monde extérieur et favorisent la mobilité ;
- mixité garçons/filles avec un objectif de 50 % de jeunes filles bénéficiaires ;
- forte implication des jeunes, à toutes les étapes des actions, de leur élaboration à leur réalisation ainsi que les éventuelles modalités de restitution.

Le contenu pédagogique de ces actions, leur opportunité et leur conformité aux obligations règlementaires ont été étudiés par les services des cofinanceurs du dispositif Ville Vie Vacances (Etat, Département et Ville de Strasbourg), au regard des critères du dispositif et des moyens financiers disponibles.

Il est proposé une seconde étape de soutien, pour un montant de **26 300 €** pour les 22 projets ci-dessous, portés par 12 associations, au titre du dispositif Ville Vie Vacances

2020. Une dernière étape permettra de soutenir d'autres projets couvrant les périodes de vacances scolaires été et Toussaint 2020.

Porteurs	Actions	Budget global	Subvention proposée	Directions Services
Association Départementale des Francas du Bas-Rhin	C'est Mon Patrimoine ! Mini-camps	21 400 €	500 €	Direction de projet politique de la ville
CSC du Neuhof	Une bouffée d'air dans les Vosges	2 850 €	1 000 €	Direction de projet politique de la ville
CSC du Neuhof	Contes et légendes de la Forêt Noire A la découverte de la vallée des coucous	10 400 €	1 300 €	Direction de projet politique de la ville
CSC du Neuhof	Tombe la neige et les préjugés	18 048	1 000 €	Direction de projet politique de la ville
CSC du Neuhof	VVV Printemps 2019 Avec vents et marées	17 625 €	3 000 €	Direction de projet politique de la ville
CSC Au-delà des Ponts	Appropriation de l'espace « jeunes » par la réalisation d'une fresque collective	5 310 €	1 000 €	Direction de projet politique de la ville
PK STRAS	Stage vacances découverte Parkour à Hautepierre	1 336 €	600 €	Direction de projet politique de la ville
Association Solidarité Culturelle	Sortie pédagogique et éducative au zoo de Mulhouse	2 050 €	600 €	Direction de projet politique de la ville
Association Solidarité Culturelle	Journée ski découverte nature Champ du feu	2 100 €	600 €	Direction de projet politique de la ville
Jeunes Equipes d'Education Populaire – JEEP	Courts Séjours Educatifs et Culturels	2 500 €	1 000 €	Direction de projet politique de la ville
Jeunes Equipes d'Education Populaire – JEEP	Au Festival d'Avignon	7 350 €	1 000 €	Direction de projet politique de la ville

Jeunes Equipes d'Education Populaire – JEEP	Mini-séjours	6 120 €	2 500 €	Direction de projet politique de la ville
Les Disciples	Séjour de vacances Hiver 2020. « Au-delà de nos frontières Préjugés, discriminations, racisme, exclusion »	16 129 €	1 300 €	Direction de projet politique de la ville
Les Disciples	Séjour de vacances août 2020. Thème : « Un été en Charente Maritime »« Au-delà de nos frontières – Le cirque »	31 681 €	1 300 €	Direction de projet politique de la ville
Les Disciples	Séjour de vacances juillet 2020. Thème : »Un été en Charente Maritime ! » « Au-delà de nos frontières – Le cirque »	36 634 €	1 300 €	Direction de projet politique de la ville
Les Disciples	Séjour de vacances Printemps 2020. Thème : « Au-delà de nos frontières Préjugés, discriminations, racisme, exclusion »	19 189 €	1 300 €	Direction de projet politique de la ville
D-CLIC	D-CLIC COMEDY CLUB	5 000 €	1 000 €	Direction de projet politique de la ville
CSC Fossé des XIII	Hiver-Printemps « A la conquête de la Jeunesse »	7 020 €	1 000 €	Direction de projet politique de la ville
ASS. SPORTIVE STRABOURG-ELSAU PORTUGAIS	Echange culturel et Sportif au Portugal	9 448 €	1 000 €	Direction de projet politique de la ville
CSC Joie et Santé Koenigshoffen – JSK	Jeux d'Hiver 2020	11 489 €	1 000 €	Direction de projet politique de la ville
CSC Joie et Santé Koenigshoffen – JSK	Sport et Jeunesse en Fête 2020	12 363 €	1 000 €	Direction de projet politique de la ville
CSC de la Meinau	Les arts martiaux de la parole et « Mets-toi aux vert pour le bien être de ta planète »	20 008 €	2 000 €	Direction de projet politique de la ville

AXES TRANSVERSAUX

Programme 1 : l'action avec et pour les jeunes

A ce stade, en sus des actions déclinées ci-avant par territoire et répondant notamment aux objectifs du programme 1, il est proposé l'octroi de subvention pour 1 action portée par 1 porteur de projet pour un montant global de **9 000 €.** Cette action qui concerne plusieurs territoires, répond globalement aux objectifs du programme :

- accompagner les jeunes vers l'autonomie en proposant des activités autour de la culture, du sport et de la citoyenneté,
- soutenir les différentes formes d'engagement et valoriser les compétences sociales.

Porteurs	Actions	Budget global	Subvention proposée	Directions Services
La Maison des jeux de Strasbourg	La caravane des jeux	17 600 €	9 000 €	Service Evénements

Au titre du programme 3 : l'égalité femmes – hommes

A ce stade, en sus des actions déclinées ci-avant par territoire et répondant notamment aux objectifs du programme 3, il est proposé l'octroi d'une subvention pour l'action portée par l'association Allez les filles, pour un montant de **5 000 €**. Cette action qui concerne plusieurs territoires, répond globalement à l'objectif suivant du programme :

- lutter contre les violences faites aux femmes.

Porteurs	Actions	Budget global	Subvention proposée	Directions Services
Allez les filles	Pratique de la boxe féminine et séances de prévention protection défense contre les violences faites aux femmes	36 000 €	5 000 €	Direction des sports

Au titre du programme 4 : l'apprentissage et la maitrise de la langue française

A ce stade, en sus des actions déclinées ci-avant par territoire et répondant notamment aux objectifs du programme 4, il est proposé l'octroi d'une subvention pour 2 actions portées par 2 porteurs de projet pour un montant de subvention de **4800€**.Ces actions qui concernent plusieurs territoires répondent globalement à l'objectif suivant du programme :

- favoriser les actions de proximité autour de l'apprentissage de la langue.

Porteurs	Actions	Budget global	Subvention proposée	Directions Services
GIP FCIP	Le Plaisir d'Ecrire 2020	50 500 €	3 000 €	Direction de projet politique de la ville
CONTACT ET PROMOTION	Cours de français langue étrangère	257 604 €	1 800 €	Direction de projet politique de la ville

PILIER COHESION SOCIALE

Au titre du programme 7 : l'accompagnement des parents

A ce stade, en sus des actions déclinées ci-avant par territoire et répondant notamment aux objectifs du programme 7, il est proposé l'octroi d'une subvention pour l'action portée par Le Furet pour un montant de subvention de **1 000 €** Cette action qui concerne plusieurs territoires répond globalement à l'objectif suivant du programme :

- renforcer le dialogue et la coopération entre acteurs éducatifs avec une attention particulière à la relation parents / école, autour de l'accompagnement à la scolarité du primaire au collège, en développant des actions d'apprentissage du français, de connaissance du système scolaire et de la citoyenneté.

Porteurs	Actions	Budget global	Subvention proposée	Directions Services
Le Furet	« Le berceau de l'égalité » : une mallette pédagogique tout terrain à destination de la petite enfance	5 000 €	1 000 €	Direction de l'enfance et de l'éducation

Au titre du programme 8 : l'accès aux équipements et projets culturels

A ce stade, la programmation thématique porte sur 2 actions portées par 2 porteurs de projets pour un montant global de subventions de **16 000 €**. Ces actions répondent aux objectifs suivants du programme :

- développer les pratiques en amateur ;
- ouvrir des équipements culturels aux habitants les plus éloignés ;
- accompagner les projets culturels portés par les habitants.

Porteurs	Actions	Budget global	Subvention proposée	Directions Services
Compagnie Mémoires Vives	Soutien aux deux départements de la Cie Mémoires Vives inscrits dans la FACC (Fabrique Artistique Culturelle et Citoyenne)	86 268 €	10 000 €	Direction de projet politique de la ville
Les Sons d'la Rue	Soutien aux actions des Sons d'la Rue inscrites dans la FACC (Fabrique Artistique, Culturelle et Citoyenne) 2020	107 297 €	6 000 €	Direction de projet politique de la ville

Au titre des nouvelles orientations à la pratique sportive inscrite par avenant au Contrat de Ville 2020-2022.

A ce stade, en sus des actions déclinées ci-avant par territoire et répondant notamment aux objectifs du programme sport, il est proposé l'octroi d'une subvention pour l'action portée

par le Sporting Strasbourg Futsal pour un montant de **2 000 €.** Cette action qui concerne plusieurs territoires répond à l'objectif suivant du programme :

- garantir l'égalité d'accès de tous les habitants à une offre sportive diversifiée.

Porteurs	Actions	Budget global	Subvention proposée	Directions Services
Sporting Strasbourg Futsal	Mercredi du Futsal	12 100 €	2 000 €	Direction des sports

PILIER EMPLOI ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Programme 11 : Parcours vers l'emploi

A ce stade, en sus des actions déclinées ci-avant par territoire et répondant notamment aux objectifs du programme sport, il est proposé l'octroi d'une subvention pour l'action portée par le Relais Chantier pour un montant de **7 000 €**, répondant aux objectifs suivants du programme :

- faciliter l'accès à la première expérience professionnelle pour les jeunes ;
- amplifier le recours aux clauses d'insertion dans les marchés publics dans toutes les collectivités locales et services de l'Etat.

Porteurs	Actions	Budget global	Subvention proposée	Directions Services
Relais Chantiers	L'accès à l'emploi des publics en difficultés et la mise en place de parcours d'insertion dans le cadre des dispositions sociales dans les achats publics	468 012 €	7 000 €	Direction du développement économique et de l'attractivité

AU TITRE DU CONTRAT DE VILLE EN GENERAL

MISTRAL EST

Le Conseil municipal de Strasbourg a adopté une convention pluriannuelle d'objectifs pour la période 2019-2021 avec l'Association Mistral Est en date du 23 septembre 2019. Dans le cadre de cette CPO, il est demandé au Conseil municipal d'octroyer une subvention de fonctionnement de 9 000 € sur les crédits du Service Evènements.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière

après en avoir délibéré

- *d'attribuer au titre de la **Direction de projet Politique de la ville**, les subventions suivantes :*

SINE	***2 840 €***
Quartier libre pour la nature (Hautepierre)	*840 €*
Quartier libre pour la nature (Cité de l'Ill)	*2 000 €*
Par Enchantement	**5 000 €**
Découvrir, s'ouvrir et s'engager pour mieux vivre ensemble	
CSC Robertsau L'Escale	**1 000 €**
Education à l'image	
Compagnie Mémoires Vives	**10 000 €**
Soutien aux deux départements de la Cie Mémoires Vives inscrits dans la FACC (Fabrique Artistique Culturelle et Citoyenne) 2020	
La Résu	**2 000 €**
Espace des possibles	
Les Sons d'la Rue	**6 000 €**
Soutien aux actions des Sons d'la Rue inscrites dans la FACC (Fabrique Artistique, Culturelle et Citoyenne) 2020	
La Fédération des Œuvres Laïques – Bas-Rhin	**3 300 €**
Un quartier un film	
Association Solidarité Culturelle	**2 600 €**
Agir contre toute déformation de la langue française	*1 400 €*
Sortie pédagogique et éducative au zoo de Mulhouse (VVV)	*600 €*
Journée ski découverte nature Champ du feu (VVV)	*600 €*
ACAS – Association culturelle des afghans de Strasbourg	**1 500 €**
Rencontres et actions culturelles pour l'insertion et l'intégration	
Humeur Aqueuse	**9 000 €**
Atelier de création textile et vestimentaire du Neuhof	*4 000 €*
Atelier de création textile et vestimentaire de Hautepierre	*5 000 €*
Collège Sophie Germain	**1 000 €**
Parcours culturel : Un outil pour développer la socialisation, la curiosité, la posture citoyenne et favoriser l'excellence	
ASPTT	**2 000 €**
Sport et Quartier	
UD CLCV 67	**3 650 €**
Café brunch des habitants de l'Elsau	*300 €*
Les Automnales de l'Elsau	*650 €*
Fête des cultures de l'Elsau	*1 500 €*
Les rendez-vous de l'environnement et de la citoyenneté d'Ampère	*400 €*
Conte et Lecture Ampère	*500 €*
Café des Habitants d'Ampère : « L'instant Thé ou Café »	*300 €*
Association Culturelle des Deux Rives	**4 000 €**
Citoyenneté / Principes et valeurs de la République	
Wonder Wiz'Art	**6 000 €**
PORT'LAND	*3 000 €*
Cro Parcs	*3 000 €*
Association Départementale des Francas du Bas-Rhin	**3 500 €**

C'est Mon Patrimoine ! Mini-camps (VVV)	*500 €*
Bouge ton Quartier !	*3 000 €*
CSC DU NEUHOF	**6 300 €**
Une bouffée d'air dans les Vosges (VVV)	*1 000 €*
Contes et légendes de la Forêt Noire – A la découverte de la vallée des coucous (VVV)	*1 300 €*
Tombe la neige et les préjugés	*1 000 €*
VVV Printemps 2019 Avec vents et marées	*3 000 €*
CSC AU DELA DES PONTS	**1 000 €**
Appropriation de l'espace jeunes par la réalisation d'une fresque collective (VVV)	
PK STRAS	**600 €**
Stage vacances découverte Parkour à Hautepierre (VVV)	
JEEP	**5 500 €**
Courts Séjours Educatifs et Culturels (VVV)	*1 000 €*
Au Festival d'Avignon (VVV)	*1 000 €*
Mini-séjours (VVV)	*2 500 €*
Espaces tiers – occupation des espaces publics dans le quartier du Neuhof	*1 000 €*
LES DISCIPLES	**5 200 €**
Séjour de vacances Hiver 2020. « Au-delà de nos frontières Préjugés, discriminations, racisme, exclusion » - VVV	*1 300 €*
Séjour de vacances août 2020. Thème : « Un été en Charente Maritime » « Au-delà de nos frontières – Le cirque » - VVV	*1 300 €*
Séjour de vacances juillet 2020. Thème : « Un été en Charente Maritime ! » « Au-delà de nos frontières – Le cirque » - VVV	*1 300 €*
Séjour de vacances Printemps 2020. Thème : « Au-delà de nos frontières Préjugés, discriminations, racisme, exclusion » - VVV	*1 300 €*
D-CLIC	**1 000 €**
D-CLIC COMEDY CLUB (VVV)	
CSC Fossé des XIII	**1 000 €**
Hiver-Printemps « A la conquête de la Jeunesse » (VVV)	
ASS. SPORTIVE STRABOURG-ELSAU PORTUGAIS	**1 000 €**
Echange culturel et sportif au Portugal (VVV)	
CSC Joie et Santé Koenigshoffen – JSK	**2 000 €**
Jeux d'Hiver 2020 (VVV)	*1 000 €*
Sport et Jeunesse en Fête 2020 (VVV)	*1 000 €*
GIP FCIP	**3 000 €**
Le Plaisir d'Ecrire 2020	
Association Culturelle des Merveilles de la Montagne Verte	**3 000 €**
Jeunesse et espérance	
CSC de la Meinau	**2 000 €**
Les arts martiaux de la parole « mets-toi au vert pour le bien être de ta planète »	
Nouvelle Ligne	**6 500 €**
Customisation de coffrets "SIRAC" et "FIBRE" à Cronenbourg et dans le cadre du projet COLORS Urban Art	
Contact et Promotion	**1 800 €**
Cours de français langue étrangère	

*D'imputer les montants ci-dessus qui représentent une somme totale de **103 290 €** comme suit : sur le budget **2020** sous la fonction 020, nature 6574, activité DL04B, programme 8012, dont les crédits sont inscrits au budget 2020.*

*- d'attribuer au titre de la Direction de la **Culture** :*

CSC Neuhof *Socialisation par l'orchestre*	**5 000 €**
Garderie Restaurant « La Clé des Champs » *Un loup dans mon quartier*	**3 500 €**
Ballade *Ateliers socio-culturels via la musique*	**4 000 €**
Ecole Régionale du Premier Degré – ERPD *La Grande Flotte*	**5 000 €**
Elsau'Net *Récits de vie*	**1 500 €**
CSC Fossé des XIII *Eveil artistique*	**3 000 €**
CSC Neudorf *La Musau fête l'été*	**1 500 €**
Les Arpentistes *Arpenter le Quartier de la Laiterie*	**2 500 €**
CSC Joie et Santé Koenigshoffen – JSK *Création d'une fresque collective avec les habitants*	**4 000 €**
Interculturart *Scènes ouvertes*	**1 000 €**
Familangues *Tournée Kamishibike* *Heure de conte plurilingues*	**3 900 €** *2 000 €* *1 900 €*
Collège du Stockfeld *Classes à parcours artistiques*	**3 800 €**
Apaca Graine de cirque *Action culturelle à destination des enfants fréquentant le CSC Au-delà des Ponts*	**2 000 €**
ARSEA *New Michto*	**1 300 €**

*D'imputer les montants ci-dessus qui représentent une somme totale de **42 000 €** comme suit : sous la fonction 33, activité CU01G 6574, programme 8087, dont les crédits sont inscrits au budget 2020.*

- *d'attribuer au titre de la **Direction du développement économique et de l'attractivité,** les subventions suivantes :*

Relais Chantiers *L'accès à l'emploi des publics en difficultés et la mise en place de parcours d'insertion dans le cadre des dispositions sociales dans les achats publics*	**7 000 €**

*D'imputer les montants ci-dessus qui représentent une somme totale de **7 000 €** comme suit : sous la fonction 512, nature 6574, activité AS05D, programme 8005, dont les crédits sont inscrits au budget 2020.*

- *d'attribuer au titre de la **Direction de l'enfance et de l'éducation,** les subventions suivantes :*

Le Furet *« Le berceau de l'égalité » : une mallette pédagogique tout terrain à destination de la petite enfance*	**1 000 €**

*D'imputer les montants ci-dessus qui représentent une somme totale de **1 000 €** comme suit : sous la fonction 512, nature 6574, activité AS05D, programme 8005, dont les crédits sont inscrits au budget 2020.*

- *d'attribuer au titre de la **Direction des Sports**, les subventions suivantes :*

Comité Régional Sports Pour Tous Grand Est *Du je … au nous ! Club multisports santé et citoyen*	**1 200 €**
Club Alpin Français Section Strasbourg *Développement de l'escalade et des activités de pleine nature au Neuhof*	**1 500 €**
Sporting Strasbourg Futsal *Médiation, Education, Pratique Féminine et Mixité par le sport à l'Elsau* *Mercredi du Futsal*	**3 500 €** *1 500 €* *2 000 €*
PK Stras *Animation Parkour dans le quartier de Hautepierre*	**1 400 €**
Allez les filles *Pratique de la boxe féminine et séances de prévention protection défense contre les violences faites aux femmes*	**5 000 €**
Neuhof Futsal *Programme d'Entraînement Pour l'Insertion des Talents par l'Ethique Sportive (PEPITES)*	**2 000 €**

*D'imputer les montants ci-dessus qui représentent une somme totale de **14 600 €** comme suit : sous la fonction 415, nature 6574, activité SJ03B, programme 8056, dont les crédits sont inscrits au budget 2020.*

- *d'attribuer au titre de la **Direction Solidarité Santé Jeunesse**, les subventions suivantes :*

ATD Quart Monde *Festival des Savoirs et des Arts Quartier du Port du Rhin 67 STRASBOURG* *Bibliothèque de rue*	**3 200 €** *1 200 €* *2 000 €*

*D'imputer les montants ci-dessus qui représentent une somme totale de **3 200 €** comme suit : sous la fonction 520, nature 6574, activité AS10A, programme 8078, dont les crédits sont inscrits au budget 2020.*

- *d'attribuer au titre de la **Direction Solidarité Santé Jeunesse**, les subventions suivantes :*

TROC SAVOIRS RESEAU D'ECHANGES RECIPROQUES DE SAVOIRS DE STRASBOURG *Animation de l'éducation populaire en QPV*	**3 000 €**

*D'imputer les montants ci-dessus qui représentent une somme totale de **3 000 €,** comme suit : fonction 520 – nature 6574 –Activité AS01B – programme 8003, dont les crédits sont inscrits au budget 2020.*

- *d'attribuer au titre de la **Service Evènements**, les subventions suivantes :*

Mistral Est *Subvention de fonctionnement*	**9 000 €**
La Maison des Jeux de Strasbourg *La caravane des jeux*	**9 000 €**

*D'imputer les montants ci-dessus qui représentent une somme totale de **18 000 €**, comme suit : sous la fonction : 33, nature : 6574, programme 8038, activité : PC02B dont le disponible avant le présent Conseil est de 619 166 €,*

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières et arrêtés y afférents.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

CONSEIL MUNICIPAL 10 FEVRIER 2020

POINT 38 Programmation des actions soutenues au titre du Contrat de Ville deuxième étape de soutien aux projets pour l'année 2020.

PROBLEME TECHNIQUE SUR LE LOGICIEL DE VOTE
Les votes se sont faits à main levée

SERVICE DES ASSEMBLEES

Résultats du vote à main levée :

Contre : 2 voix (Mme Julia ABRAHAM et M. Andréa DIDELOT)

Abstention : 0 voix

39

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Soutien aux acteurs de l'emploi et de l'économie sociale et solidaire.

En 2015, la ville de Strasbourg a engagé, avec l'ensemble des acteurs économiques, l'actualisation de sa stratégie Strasbourg Eco 2030. Elle continue ainsi d'asseoir son rôle pivot dans l'accompagnement de la définition des orientations stratégiques pour le développement économique, dans la mise en cohérence des interventions et la mobilisation de tous, particulièrement pour l'accès à l'emploi des personnes en difficulté: chômeurs de longue durée, habitants des QPV, personnes en situation d'isolement, de handicap ou d'exclusion, jeunes, bénéficiaires du RSA.

Mission locale pour l'emploi de Strasbourg (fonctionnement 2020) : 140 000 €

Le territoire d'intervention de la Mission locale de Strasbourg est composé de 61 communes mais son action se déploie principalement sur le territoire de la ville de Strasbourg. L'association compte un effectif de 71 salariés.

En 2018, la Mission locale a été en contact avec 6 509 jeunes, parmi eux, 2 268 ont été accueillis pour la première fois, dont 35 % de jeunes qui résident en QPV. Elle en a accompagné 5 400.

La Mission locale participe à l'accueil et l'accompagnement vers l'autonomie par l'emploi et la formation, mais est également opérateur de dispositifs d'accompagnement comme le fonds d'aide aux jeunes ou encore la garantie jeunes.
310 jeunes ont ainsi été suivis dans le cadre d'un accompagnement renforcé par la garantie jeunes qui permet le versement d'une allocation mensuelle.

Pour 2020, les axes de travail de la Mission locale s'inscrivent dans les priorités de la feuille de route Strasbourg éco 2030, notamment dans :
- le déploiement d'une équipe dédiée sur l'emploi transfrontalier,
- un renforcement des moyens sur l'accès à l'apprentissage ou à la formation des jeunes les plus en difficultés,
- une concentration de son action, par le biais de partenariats de proximité, dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville,
- l'accompagnement des publics bénéficiaires du RSA, en tant qu'opérateur du Conseil départemental.

La Mission locale déploie également son activité à destination des publics invisibles notamment en pilotant un projet « REAJIR » (Repérage et Expérimentation d'Actions Jeunes Invisibles) lauréat de l'appel à projet Repérage des invisibles, qui regroupe 14 partenaires (centres socio-culturels, associations de prévention spécialisée, etc).

Il est proposé de renouveler le soutien de la Ville à hauteur de 140 000 €.

Les Jardins de la Montagne Verte – JMV (investissement 2020) : 30 000 €

L'association des Jardins de la Montagne Verte implantée sur le quartier de Koenigshoffen porte un Atelier Chantier d'Insertion et différentes activités agricoles d'exploitation (maraîchage biologique) et de transformation de produits,

Ces chantiers s'adressent aux personnes éloignées de l'emploi : en 2019, l'association disposait de 33 équivalents temps plein en insertion pour mettre en place des actions d'insertion sociale et professionnelle.

L'association en activité depuis 2001, souhaite procéder à différents investissements de son matériel productif. La demande d'investissement concerne l'achat de parc machine pour les activités de maraichage (désherbeur, serre, semoir système d'irrigation…), de transformation de produits (four, cellule de refroidissement, stérilisateur…) et de vente en magasin (vitrine froid, divers meubles…). Le calendrier de mise en œuvre porte sur trois années de 2019 à 2022.

L'autofinancement de ces investissements supportés par l'association représente 9,2 % :

Plan de financement global prévisionnel	
Conseil Régional Grand Est	215 055 €
FEDER	322 582 €
Conseil Départemental 67	161 291 €
Eurométropole Strasbourg	30 000 €
Ville Strasbourg	30 000 €
FDI	90 000 €
Emprunts	100 000 €
Financements externes (fondation, mécénat, etc…)	116 345 €
Autofinancement	10 000 €
TOTAL	1 075 273 €

Le Comité Régional de Programmation des fonds européens FEDER de décembre a approuvé l'attribution d'une subvention de 322 582 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Sur proposition de la commission plénière
après en avoir délibéré
décide

- *d'attribuer en 2020 une subvention de 140 000 € à la Mission locale pour l'emploi de Strasbourg,*

- *d'imputer la somme de 140 000 € sur les crédits ouverts de la ligne budgétaire 6574 DU05D programme 8023 dont le montant disponible avant le présent Conseil municipal est de 506 600 €,*

décide

- *d'attribuer en 2020 une subvention de 30 000 € à l'association Les Jardins de la Montagne Verte,*

- *d'imputer la somme de 30 000 € sur les crédits ouverts de la ligne budgétaire 20421 DU05D programme 7045 dont le montant disponible avant le présent Conseil municipal est de 30 000 €,*

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les décisions d'attribution nécessaires : conventions, arrêtés et avenants.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

Attribution de subventions
Conseil municipal du 10 février 2020

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
Mission Locale pour l'Emploi	Fonctionnement	140 000 €	140 000 €	140 000€
Les jardins de la Montagne Verte	Investissement	30 000 €	30 000 €	-
TOTAL		**170 000 €**	**170 000 €**	**140 000 €**

40

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

SCIC Manufacture LAB - apport en capital.

1. Contexte

Dans le cadre du projet de reconversion de la Manufacture des Tabacs, site acquis par la SERS en septembre 2015, un appel à manifestation d'intérêt a été lancé en 2016. L'objectif était d'identifier des candidats susceptibles de développer, sur environ 5000 m², deux pôles complémentaires à ceux portés par les acteurs déjà impliqués (HEAR, UNISTRA et Hostel) : d'une part un pôle de production créatif et solidaire, d'autre part un pôle d'animation urbaine et de vie de quartier.

Le collectif du L.a.b a été retenu, au titre du pôle d'animation urbaine et de vie de quartier, pour son projet ambitieux autour de l'agriculture biologique. Il regroupe une offre de restauration avec cuisine de saison, adossée à un magasin de producteurs locaux, une épicerie en vrac et un espace d'animation et de sensibilisation à un modèle alimentaire alternatif (agriculture biologique, circuits courts, économie circulaire, …). Ce collectif bénéficie depuis lors d'un accompagnement de la fondation Terra Symbiosis (de 0.3 à 1 ETP entre 2015 et 2019) et de l'Organisation Professionnelle de l'Agriculture biologique en Alsace (estimé à 0.25 ETP sur 5 ans) pour le montage de ce projet.

Depuis sa sélection, les membres du collectif L.a.b se sont régulièrement réunis pour consolider le projet : formations diverses pour garantir la cohésion du groupe, évaluation des conditions de viabilité économique du projet, structuration juridique du collectif. Ainsi, 12 producteurs certifiés Agriculture Biologique (AB) se sont regroupés au sein de la SAS Point de Vente Collectif « les paysans bio de la Manufacture ». Leur nombre est amené à grossir encore pour étoffer la gamme des produits qui sera commercialisée. L'activité d'épicerie pourrait être intégrée à celle du magasin de producteurs. Enfin, le collectif a lancé son propre appel à manifestation d'intérêt pour constituer une offre de cuisine diversifiée, de saison, certifié AB et faite maison qui vienne compléter le snacking fermier ; cette offre s'adressera à tout public et toutes les bourses. Tenant compte de plusieurs enjeux (favoriser les petits restaurateurs, conserver l'esprit du lieu, rechercher une optimisation et une mutualisation des espaces et des fonctionnalités), le collectif du L.a.b. a retenu et intégré 3 candidats ce qui permet d'élargir significativement l'offre de restauration.

En parallèle, le collectif a étroitement collaboré avec la SERS pour définir l'organisation fonctionnelle des espaces lors des études de maîtrise d'œuvre en cours. Le bail en l'état futur d'achèvement (BEFA), prévoyant une durée de 12 ans encadrera formellement la relation propriétaire/locataire de l'îlot central et, de ce fait, définira le périmètre des sous-locations à conclure entre le collectif et chacun des pôles occupants (agriculteurs, restaurateurs, épicier). Ainsi, la destination du bail commercial cible une activité de commerce et restauration certifiée AB et équitable et exclut toute franchise sans agrément de la SERS.

En terme de calendrier, il est prévu que le permis de construire soit obtenu en mars 2020 et les travaux lancés dans la foulée pour une remise des lieux au locataire à la rentrée 2021 et un début d'exploitation en mars 2022.

2. Constitution de la SCIC Manufacture L.a.b.

Le collectif s'est constitué en société coopérative d'intérêt collectif par action simplifiée au 1er avril 2019. Elle est dénommée SCIC Manufacture L.a.b. et a été dotée d'un capital de 150 K€ divisé en 3 000 parts de 50 €. Il est réparti entre 6 catégories d'associés comme suit :

- les fondateurs pour 2 500 €,
- les salariés pour un montant restant à déterminer ; une coordinatrice a été recrutée en novembre 2019 à mi-temps,
- les producteurs pour 66 200 €,
- les commerçants (restaurateurs) pour 75 000 €,
- les partenaires pour 6 300 €.

Elle a pour raison sociale le commerce de détail de fruits et légumes, épicerie et produits laitiers, l'exploitation de fonds de commerce de restauration, la promotion de l'agriculture biologique et locale par des actions sensibilisation et d'animation citoyenne autour de ces thématiques, la mise en relation et facilitation des relations des acteurs amont et aval de la filière bio alsacienne. Elle a pour obligation d'affecter au minimum 57,5 % des résultats en réserves impartageables.

La répartition du pouvoir est axé sur le principe d'égalité, soit une personne (physique ou morale) = une voix. Tout associé participe donc aux prises de décisions collectives au travers du collège auquel il appartient. Pour accorder une prépondérance aux acteurs économiques qui portent le projet, sans minimiser la place des fondateurs et partenaires, le pouvoir a été réparti entre 4 collèges selon la pondération suivante :

- 20 % au collège A des fondateurs et salariés de la SCIC,
- 33 % au collège B des producteurs,
- 37 % au collège C des restaurateurs et épicier,
- 10 % au collège D des partenaires.

La SCIC est dirigée par Mme Patricia Jung-Singh, Présidente pour une durée de 1 an (Présidente de la fondation Terra Symbiosis), appuyée de deux directeurs généraux, Mme

Léa Rudolf (permanente de la fondation Terra Symbiosis) et M. Kevin Goetz (producteur et restaurateur), pour une durée de 1 an également. Un comité coopératif de 10 membres, réparti entre les différents collèges dont 2 postes pour les partenaires, est mis en place afin de statuer sur les grandes orientations de la SCIC.

Par ailleurs, la SCIC a pu recruter fin 2019 une coordinatrice à mi-temps grâce au financement apporté par la Fondation de France, ce qui lui permet de gagner en autonomie et de faire entrer le projet dans une phase plus opérationnelle. Elle prend en charge l'animation de la dynamique citoyenne et la gestion administrative de la structure.

La SCIC est membre du Comité technique des usages qui regroupe les futurs occupants et usagers du site (ENGEES, EOST, HEAR, SEMIA, ACCRO, France Hostel, mais aussi les acteurs du quartier (AHBAK, Cardek, Bateliers, …)) et qui préfigure l'organe de gouvernance partenarial de l'ensemble de la Manufacture.

3. Prise de participation de la ville de Strasbourg au capital de la SCIC Manufacture L.a.b

La prise de participation de la ville de Strasbourg au capital de la SCIC s'inscrit dans le respect des dispositions du Code général des collectivités territoriales encadrant la prise de participation des communes dans les sociétés.

La SCIC Manufacture L.a.b. est une initiative citoyenne originale et alternative, collectivement construite, qui s'inscrit dans une logique de développement local. Avec la vitrine que lui offre le projet de la Manufacture, elle ambitionne de promouvoir un modèle agricole et alimentaire alternatif fondé sur l'agriculture biologique, les circuits courts et l'économie circulaire. Elle fait ainsi écho à un certain nombre de politiques mises en œuvre par la Ville sur des thématiques telles que l'agriculture (en l'occurrence biologique), l'économie sociale et solidaire, le plan climat…

En outre, la Ville travaille en partenariat avec l'Eurométropole de Strasbourg, l'Unistra et la SERS pour faire de la Manufacture des Tabacs, un lieu tourné vers la jeunesse, foisonnant, multiple, ouvert sur la ville, contribuant au rayonnement de l'agglomération et à la vie de quartier, et regroupant des lieux de formation, de recherche et d'expérimentation, de l'activité économique innovante et créative portée par des start-ups et des associations et de l'animation urbaine et de la vie de quartier. Le projet du collectif L.a.b constitue à ce titre un élément d'animation important de cet écosystème innovant et créatif voulu par la ville.

Aussi, pour soutenir la SCIC dans son projet et prendre une part active à son développement, en cohérence avec les politiques publiques de la collectivité, il est proposé que la Ville participe au capital de la SCIC à hauteur de 30 000 € ; cette participation correspond à 600 parts sociales. Ainsi, la Ville rejoindra le collège D des partenaires et participera à la gouvernance et aux décisions structurantes de ce projet d'utilité sociale. La responsabilité financière de la Ville sera limitée à la hauteur de son apport en capital.

Il parait opportun, dans un double objectif de stabilité et de continuité de la représentation de la ville de Strasbourg au sein des instances dirigeantes de la future SCIC Manufacture L.a.b, de prévoir dans une délibération ultérieure la désignation du représentant de la Ville au sein des organes de direction de la SCIC.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'entrée de la ville de Strasbourg au capital de la SCIC Manufacture L.a.b. en 2020 et le versement de la somme de 30 000 €,

décide

d'imputer la somme de 30 000 € sur les crédits 2020 ouverts sur le programme 9143-DU01 - nature 261, dont le montant disponible avant le présent Conseil est de 30 000 €,

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les décisions d'attribution nécessaires ainsi que les bons de souscription.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

« MANUFACTURE LAB »
SOCIETE COOPERATIVE D'INTERET COLLECTIF
SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE, A CAPITAL VARIABLE
SIEGE : Fondation Terra Symbiosis
4 rue Wencker
67000 Strasbourg

RCS « STRASBOURG » EN COURS

STATUTS

LES SOUSSIGNES :

G.A.E.C. L'ABEILLE BLEUE, société civile au capital social de 168 120 euros, ayant son siège social 8 Zone Artisanale 68240 FRELAND, immatriculée au R.C.S. de Colmar le 16.10.2014 sous TI 804 726 040 (2014D326), représentée par son gérant M. BIANCHI Jean, déclarant avoir tous pouvoirs aux fins des présentes

Académie de la Petite Enfance, association ayant son siège social au 7 rue de Soultz 67100 STRASBOURG, inscrite au registre du Tribunal d'Instance de Strasbourg sous le numéro « VOLUME 93 FOLIO 214 », représentée par sa Présidente Mme LYAZID Maryvonne, déclarant avoir tous pouvoirs aux fins des présentes

Association des Habitants Bourse Austerlitz Krutenau (AHBAK), association ayant son siège social au 23 rue Sainte Madeleine 67000 STRASBOURG, SIRET 788 462 505 00017, représentée par sa Présidente Mme GOETZ Christiane, déclarant avoir tous pouvoirs aux fins des présentes

AIELLO Gianfranco, né le 19.06.1963 à Bagheria (Province de Palerme, Italie), de nationalité italienne, époux de M. GRASSER Olivier né le 30.08.1962 à Monaco, marié le 31.12.2013 à Strasbourg sous le régime de la communauté légale réduite aux acquêts, sans contrat de mariage, séparé le 18.10.2018 par décision du Tribunal de Grande Instance de Strasbourg, demeurant 23 rue des Orphelins 67000 STRASBOURG

BONNEFOY Christophe, né le 30.10.1983 à Digne-les-Bains (04), de nationalité française, célibataire, ayant conclu un pacte civil de solidarité avec M. RINGEISEN Christophe le 11.10.2016 selon récépissé de l'enregistrement délivré par le T.I. de Sélestat, exploitant agricole « Au fil du vert », SIRET 799 163 308 00015, demeurant 46 rue Espace Nature 67220 BREITENBACH

BOUR Damien, né le 23.07.1980 à Schiltigheim (67), de nationalité française, époux de Mme FELTZ Chloé née le 26.07.1992 à Strasbourg, marié le 27.06.2015 à Albe sous le régime de la séparation de biens selon contrat reçu le 15.06.2015 par Me SPEYSER notaire à Villé, exploitant agricole, SIRET 422 908 814 00029, demeurant 36 rue de Beulot 67220 STEIGE

CHAISE Jean-Sébastien, né le 14.03.1978 à Luxeuil-les-Bains (70), de nationalité française, époux de Mme MORIZOT Tatiana née le 29.7.1973 à Belfort, marié le 11.09.2010 à Avallon sous le régime de la communauté légale réduite aux acquêts, sans contrat de mariage, demeurant 19A rue des Capucins 67200 STRASBOURG

Disco Soupe Strasbourg, association ayant son siège social au 13 rue Kageneck 67000 STRASBOURG, inscrite au registre du Tribunal d'Instance de Strasbourg sous le numéro « VOLUME 93 FOLIO 247 », représentée par sa Présidente Mme SEURRE Lydie, déclarant avoir tous pouvoirs aux fins des présentes

S.C.E.A. FERME DE LA BOUILLE, société civile au capital social de 1 000 euros, ayant son siège social au Lieudit La Bouille 68160 SAINTE-CROIX-AUX-MINES, immatriculée au R.C.S. de Colmar le 26.02.2018 sous TI 834 955 569 (2018D96), représentée par sa gérante Mme BOTTER née GEROLD Michèle, déclarant avoir tous pouvoirs aux fins des présentes

E.A.R.L. FERME DE LA COCCINELLE, société civile au capital social de 135 000 euros, ayant son siège social au 43A route de Kogenheim 67230 WITTERNHEIM, immatriculée au R.C.S. de Strasbourg le 15.11.1984 sous TI 330 583 154 (1984D00134), représentée par son gérant M. GOETZ Kévin, déclarant avoir tous pouvoirs aux fins des présentes

Giving Tree, association ayant son siège social au 1A rue Hôpital Militaire 67000 STRASBOURG, SIRET 524 777 307 00017, représentée par sa Présidente Mme EYDE Robyn, déclarant avoir tous pouvoirs aux fins des présentes

GOETZ Régine (née ADAM), née le 10.11.1989 à Sélestat (67), de nationalité française, épouse de M. GOETZ Kévin né le 11.11.1989 à Strasbourg, mariée le 05.05.2017 à Witternheim sous le régime de la communauté légale réduite aux acquêts selon contrat reçu le 07.04.2017 par Me SPEYSER notaire à Villé, demeurant 59A rue de l'école 67230 WITTERNHEIM

HAAG-CASSAIGNE Laure (née CASSAIGNE), née le 01.04.1986 à Paris (75), de nationalité française, épouse de M. HAAG Edouard né le 29.04.1986 à Strasbourg, mariée le 31.05.2013 à Paris sous le régime de la communauté légale réduite aux acquêts, sans contrat de mariage, demeurant 1 rue des Pierres 67270 DUNTZENHEIM

DE HARAMBURE Alexia, née le 07.09.1978 à Paris (75), de nationalité française, célibataire, n'ayant pas conclu de pacte civil de solidarité, demeurant 13 rue de Soultzmatt 67100 STRASBOURG

HELBRINGER Vincent, né le 09.07.1989 à Wissembourg (67), de nationalité française, célibataire, ayant conclu un pacte civil de solidarité avec Mme MULLER Claire le 29.06.2015 selon récépissé de l'enregistrement délivré par le T.I. de Haguenau, exploitant agricole situé 31 rue de Droux 67510 LEMBACH, SIRET 789 977 832 00011, demeurant 8 route de Woerth 67510 LEMBACH

JUNG-SINGH Patricia (née JUNG), née le 21.07.1976 à Strasbourg (67), de nationalité française, épouse de M. SINGH Arshjit né le 22.08.77 à Chandigarh (Inde), mariée le 28.11.2009 à Strasbourg sous le régime de la séparation de biens selon contrat reçu le 23.11.2009 par Me COLET notaire à Strasbourg, demeurant 5 rue des Orfèvres 67000 STRASBOURG

LAFARGUE Géraldine, née le 26.05.1983 à Strasbourg (67), de nationalité française, célibataire, n'ayant pas conclu de pacte civil de solidarité, demeurant 39 rue de l'orme 67400 ILLKIRCH

LAULER Vincent, né le 12.10.1987 à Sélestat (67), de nationalité française, célibataire, n'ayant pas conclu de pacte civil de solidarité, exploitant agricole « Ferme HUTTEN » situé 100 Route Romaine 67220 SAINT PIERRE BOIS, SIRET 517 983 714 00018, demeurant 61 Route Romaine 67220 SAINT PIERRE BOIS

E.A.R.L. LISSNER CLÉMENT, société civile au capital social de 200 000 euros, ayant son siège social au 20 rue Principale 67120 WOLXHEIM, immatriculée au R.C.S. de Saverne le 31.10.1994 sous TI 398 681 221 (94D114), représentée par son gérant M. SCHLOEGEL Bruno, déclarant avoir tous pouvoirs aux fins des présentes

MEYER Olivier, né le 21.06.1980 à Strasbourg (67), de nationalité française, époux de Mme SOKOL Olga née le 23.02.1973 à Dniepropetrovk (URSS), marié le 09.12.2006 à Strasbourg sous le régime de la communauté légale réduite aux acquêts, sans contrat de mariage, demeurant 6 rue de Stockholm 67000 STRASBOURG

MIQUEL Raphaël, né le 17.01.1979 à Les Lilas (93), de nationalité française, célibataire, n'ayant pas conclu de pacte civil de solidarité, demeurant 3 rue Kurnagel 67200 STRASBOURG

Organisation Professionnelle de l'Agriculture Biologique en Alsace (OPABA), syndicat professionnel ayant son siège social à la Maison de l'agriculture, 2 rue de Rome 67300 SCHILTIGHEIM, SIRET 391 194 263 00029, représenté par sa Présidente Mme QUIRIN Aurélie, déclarant avoir tous pouvoirs aux fins des présentes

E.A.R.L. LE PANIER DU JARDIN D'AGNÈS, société civile au capital social de 7 500 euros, ayant son siège social au 7 rue Principale 67370 NEUGARTHEIM-ITTLENHEIM, immatriculée au R.C.S. de Strasbourg le 28.05.2008 sous 503 805 301 (2008D00484), représentée par son gérant M. SCHOTTER Vincent, déclarant avoir tous pouvoirs aux fins des présentes

SAS LES PAYSANS BIO DE LA MANUFACTURE, société commerciale au capital social de 33 000 euros, ayant son siège social au 7 rue Principale 67370 NEUGARTHEIM-ITTLENHEIM (société en cours de formation), représentée par son Président M. SCHOTTER Vincent, déclarant avoir tous pouvoirs aux fins des présentes

PELTRE Pierre-Louis, né le 15.08.1992 à Metz (57), de nationalité française, célibataire, ayant conclu un pacte civil de solidarité avec Mme AUTRET Bénédicte le 07.07.2016 selon récépissé de l'enregistrement délivré par le T.I. de Bar-Le-Duc, exploitant agricole « Le Wéré » situé Route de Guermange 57260 ASSENONCOURT, SIRET 811 721 331 00023, demeurant 4 rue Louis Pasteur 57400 SARREBOURG

Les Petites Cantines Strasbourg, association ayant son siège social au 33A rue de la Tour 67200 STRASBOURG, SIRET 841 414 329 00018, représentée par sa Présidente Mme KELLER Sophie, déclarant avoir tous pouvoirs aux fins des présentes

S.A.S. PRESTA'TERRE, société commerciale au capital social de 5 000 euros, ayant son siège social rue du Schirrhein ZA du Heidfeld 67240 OBERHOFFEN-SUR-MODER, immatriculée au R.C.S. de Strasbourg le 30.09.2009 sous 514 586 916 (2009B01673), représentée par son gérant M. DE GARDELLE Luc, déclarant avoir tous pouvoirs aux fins des présentes

RUDOLF Léa, née le 10.06.1987 à Strasbourg (67), de nationalité française, célibataire, n'ayant pas conclu de pacte civil de solidarité, demeurant 5 rue de la Douane 67000 STRASBOURG

SALVADOR Hélène, née le 24.03.1989 à Mulhouse (68), de nationalité française, célibataire, ayant conclu un pacte civil de solidarité avec M. DURAND Hugues le 13.09.2018 selon récépissé de l'enregistrement délivré par la Mairie de Strasbourg, demeurant au 27 rue Gratien 67200 STRASBOURG

SEURRE Lydie, née le 06.02.1989 à Chenôve (21), de nationalité française, célibataire, n'ayant pas conclu de pacte civil de solidarité, demeurant 99 route du Polygone 67100 STRASBOURG

STARCK Daniel, né le 26.04.1968 à Wissembourg (67), de nationalité française, célibataire, n'ayant pas conclu de pacte civil de solidarité, demeurant 12 rue des Forgerons 67160 SEEBACH

SAS TOOTOPOIDS, société commerciale au capital social de 5 000 euros, ayant son siège social au 3 rue Louis Pasteur 67220 VILLE, SIRET 830 232 401 00018, représentée par sa Présidente Mme RENARD Virginie, déclarant avoir tous pouvoirs aux fins des présentes

VANHEE Adèle, née le 26.05.1995 à Lille (59), de nationalité française, célibataire, n'ayant pas conclu de pacte civil de solidarité, demeurant 3 rue du Neufeld 67100 STRASBOURG

VIRIAT Cécile (née KUEHN), née le 10.10.1977 à Strasbourg (67), de nationalité française, épouse de M. VIRIAT Laurent né le 07.06.77 à Épinal, mariée le 30.05.2003 à Lingolsheim sous le régime de la participation aux acquêts selon contrat reçu le 17.05.2003 par Me RUHARD notaire à Ostwald, demeurant 4 rue des Acacias 67440 WESTHOUSE-MARMOUTIER

WELTER François, né le 03.07.1984 à Mulhouse (68), de nationalité française, célibataire, n'ayant pas conclu de pacte civil de solidarité, exploitant agricole « Ferme du Kikiriki », SIRET 795 310 606 00012, demeurant 48 rue Principale 67210 GOXWILLER

Zéro Déchet Strasbourg, association ayant son siège social au 3 rue des Cordonniers 67000 STRASBOURG, SIRET 823 154 067 00016, représentée par son Président M. VERREMAN Dominique, déclarant avoir tous pouvoirs aux fins des présentes

ONT ETABLI AINSI QU'IL SUIT LES STATUTS D'UNE SOCIETE COOPERATIVE D'INTERET COLLECTIF PAR ACTIONS SIMPLIFIEE DEVANT EXISTER ENTRE EUX ET TOUTE PERSONNE QUI VIENDRAIT ULTERIEUREMENT A ACQUERIR LA QUALITE D'ASSOCIE.

PREAMBULE

Contexte général

A l'initiative de la Fondation Terra Symbiosis, des professionnels, des citoyens et l'Organisation Professionnelle de l'Agriculture Biologique en Alsace (OPABA) se sont réunis dans le collectif L.a.b. (lieu autour de l'agriculture biologique, mais aussi lieu d'expérimentation, le « Lab »). Ils ont imaginé un lieu regroupant plusieurs activités autour de l'agriculture biologique :

1. un magasin de producteurs,
2. une épicerie,
3. une offre de restauration proposant une cuisine de saison,
4. un espace d'animations dédié à la pédagogie et aux initiatives citoyennes.

La complémentarité de ces différents métiers permet de proposer une offre complète et attractive pour faire l'ensemble de ses courses en circuit court, se restaurer, s'(in)former et passer un bon moment entre amis, en famille ou entre collègues. Lauréat de l'appel à projets organisé par la Ville et la SERS, le projet L.a.b. s'implantera au cœur de la Manufacture des Tabacs en 2020.

La proposition sera inédite à Strasbourg :

- le premier magasin de producteurs locaux en agriculture biologique à 100%, permettant aux urbains de rencontrer des agriculteurs et de mieux comprendre les réalités des fermes. Ce magasin permettra de créer des emplois, soutenir les exploitations agricoles et susciter de nouvelles installations.
- la première épicerie proposant non seulement du vrac mais des produits 100 % biologiques, adossée au magasin.
- une offre de restauration diversifiée biologique, rare en ville, s'approvisionnant en partie directement auprès du magasin de producteurs locaux et de l'épicerie vrac.

Le projet a l'ambition de créer du vivre ensemble et de la solidarité, d'être attractif économiquement et en mesure de démocratiser l'accès à des produits de qualité issus d'une agriculture respectueuse de l'humain et de l'environnement. Le L.a.b. a pour but d'attirer et de fidéliser les Strasbourgeois soucieux de l'environnement et du soutien à l'agriculture locale, mais aussi les gastronomes à la recherche de saveurs authentiques et gourmandes, ainsi que les habitants du quartier.

Finalité d'intérêt collectif de la SCIC

Le choix de la forme de Société Coopérative d'Intérêt Collectif constitue une adhésion à des valeurs coopératives fondamentales telles qu'elles sont définies par l'Alliance Coopérative Internationale avec notamment :

- la prééminence de la personne humaine ;
- la démocratie ;
- la solidarité ;
- un sociétariat multiple ayant pour finalité l'intérêt collectif au-delà de l'intérêt personnel de ses membres et à destination des tiers ;
- l'intégration sociale, économique et culturelle, dans un territoire déterminé par l'objet social.

Le statut SCIC se trouve en parfaite adéquation, par son organisation et ses objectifs, avec le projet présenté ci-dessus.

La construction du projet a été pensée de manière collective et la gouvernance sera partagée au sein de la Société Coopérative d'Intérêt Collectif. Cette SCIC permettra l'implication de nombreuses parties prenantes. Par la création de ce pôle économique dynamique innovant, où les citoyens ont pleinement leur place, les porteurs de projet soutiennent l'agriculture biologique et les entrepreneurs locaux.

Un lieu convivial, créateur d'emplois et de lien social dans un intérêt collectif :

ECONOMIE CIRCULAIRE :
Créer une réelle économie circulaire entre ces différents pôles, tous partenaires. Les restaurants s'approvisionnent en direct auprès des producteurs et de l'épicerie pour élaborer leur carte et faire découvrir les produits du lieu. L'utilisation des invendus du magasin par les restaurateurs permettra de réduire le gaspillage.

CREATEURS D'EMPLOIS :
Etre une entreprise créatrice d'emplois et inscrite dans une économie locale porteuse de valeurs écologiques et sociales. Créer un lien vertueux entre les différentes activités pour optimiser et mutualiser les ressources.

COOPERATIF :
Se doter d'une gouvernance à l'image des valeurs écologiques portées par le projet, qui place l'humain au cœur de l'organisation. Faire appel à des processus participatifs pour que toutes les parties prenantes soient garantes des décisions.

OUVERT :
Proposer un lieu ouvert à tous les publics, et particulièrement aux personnes non sensibilisées à l'agriculture biologique et aux questions environnementales. Diffuser le message que l'agriculture biologique est accessible à tous.

CITOYEN :
Ouvrir un lieu de convergence et de mise en lumière des initiatives citoyennes à travers des animations pédagogiques et divers évènements culturels.

UN PONT ENTRE LE MONDE RURAL ET URBAIN :
Etablir un lien direct entre producteurs et consommateurs en développant les circuits courts, les échanges et les rencontres. Retrouver le plaisir de manger des fruits et légumes cueillis dans la saison, mûrs et savoureux, et connaître la géographie de l'agriculture paysanne.

CONVIVIAL :
Créer un lieu unique à Strasbourg, chaleureux et convivial, où des personnes de tous horizons peuvent se rencontrer, échanger et faire émerger des synergies génératrices de mieux vivre.

SOCIAL ET SOLIDAIRE :
Encourager la mixité sociale et démocratiser la consommation de produits bio, locaux, équitables pour des publics ayant un pouvoir d'achat moindre (étudiants, foyers défavorisés) à travers des actions solidaires et des partenariats avec d'autres structures.

TITRE I
FORME – DENOMINATION – DUREE – OBJET – SIEGE SOCIAL

Article 1 : Forme

Il est créé entre les soussignés et il existe entre eux, et ceux qui deviendront par la suite associés, une Société Coopérative d'Intérêt Collectif par actions simplifiée, à capital variable régie par :

- les présents statuts ;
- la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, notamment le Titre II ter portant statut des SCIC et le décret n° 2002-241 du 21 février 2002 relatif à la Société Coopérative d'Intérêt Collectif ;
- les articles L.231-1 à L.231-8 du Code de commerce applicables aux sociétés à capital variable ;
- le livre II du Code de commerce et particulièrement les dispositions relatives aux sociétés par actions simplifiée ainsi que le décret n°67-236 du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales codifié dans la partie réglementaire du Code de commerce.

Article 2 : Dénomination sociale

La Société a pour dénomination : MANUFACTURE L.A.B.

Tous actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « Société Coopérative d'Intérêt Collectif par Actions Simplifiée à capital variable » ou du signe « SCIC SAS à capital variable ».

Article 3 : Durée

La durée de la Société est fixée à 99 ans à compter du jour de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Article 4 : Objet social

L'intérêt collectif défini en préambule se réalise notamment à travers les activités suivantes :

- le commerce de détail de fruits et légumes, épicerie et produits laitiers ;
- l'exploitation de tout fonds de commerce de restauration, brasserie, café ;
- la promotion de l'agriculture biologique et locale ;
- la mise en relation et la facilitation des relations des acteurs amont et aval de la filière bio locale ;
- l'organisation d'activités pédagogiques et culturelles autour de thématiques d'intérêt général ;
- la mutualisation de locaux et de matériel : acquisition et maintenance de matériel ;
- l'ensemble de ces activités seront développées dans l'intérêt collectif.

Et toutes activités annexes, connexes ou complémentaires s'y rattachant directement ou indirectement, ainsi que toutes opérations civiles, commerciales, industrielles, mobilières, immobilières, de crédit, utiles directement ou indirectement à la réalisation de l'objet social.

L'objet de la Société rend celle-ci éligible aux conventions, agréments et habilitations mentionnées à l'article 19 quindecies de la loi du 10 septembre 1947.

Article 5 : Siège social

Le siège social est fixé : Fondation Terra Symbiosis, 4 rue Wencker, 67000 Strasbourg.

Il peut être transféré en tout autre lieu par décision des associés statuant à la majorité requise pour la modification des statuts.

TITRE II
APPORT ET CAPITAL SOCIAL – VARIABILITE DU CAPITAL

Article 6 : Apports et capital social initial

Le capital social initial a été fixé à 150 000 € (cent cinquante mille euros) divisés en 3 000 (trois mille) parts de 50 € euros chacune, non numérotées en raison de la variabilité du capital social et réparties entre les associés proportionnellement à leurs apports.

Apports en numéraire
Le capital est réparti entre les différents types d'associés de la manière suivante :

Fondateurs (personnes physiques ou morales)

Nom, prénom/ dénomination, adresse/siège	*Parts*	*Apport*
Personne morale		
Organisation Professionnelle de l'Agriculture Biologique en Alsace (OPABA), 2 rue de Rome 67300 SCHILTIGHEIM	20	1 000 €
Personnes physiques		
HAAG-CASSAIGNE Laure, 1 rue des Pierres 67270 DUNTZENHEIM	3	150 €
JUNG-SINGH Patricia, 5 rue des Orfèvres 67000 STRASBOURG	20	1 000 €
RUDOLF Léa, 5 rue de la Douane 67000 STRASBOURG	4	200 €
SEURRE Lydie, 99 route du Polygone 67100 STRASBOURG	3	150 €
Total Fondateurs	**50**	**2 500 €**

Salariés (personnes physiques)

Nom, prénom, adresse	*Parts*	*Apport*
.....	...	... €
.....	...	... €
Total Salariés	**...**	**... €**

Producteurs (personnes physiques et morales)

Nom, prénom/ dénomination, adresse/siège	*Parts*	*Apport*
Magasin de producteurs		
SAS LES PAYSANS BIO DE LA MANUFACTURE, 7 rue Principale 67370 NEUGARTHEIM-ITTLENHEIM	1 300	65 000 €
Producteurs		
G.A.E.C. L'ABEILLE BLEUE, 8 Zone Artisanale 68240 FRELAND	2	100 €
BONNEFOY Christophe, 46 rue Espace Nature 67220 BREITENBACH	2	100 €
BOUR Damien, 36 rue de Beulot 67220 STEIGE	2	100 €
S.C.E.A. FERME DE LA BOUILLE, Lieudit La Bouille 68160 SAINTE-CROIX-AUX-MINES	2	100 €

E.A.R.L. FERME DE LA COCCINELLE, 43A route de Kogenheim 67230 WITTERNHEIM	2	100 €
HELBRINGER Vincent, 8 route de Woerth 67510 LEMBACH	2	100 €
LAULER Vincent, 61 Route Romaine 67220 SAINT PIERRE BOIS	2	100 €
E.A.R.L. LISSNER CLÉMENT, 20 rue Principale 67120 WOLXHEIM	2	100 €
E.A.R.L. LE PANIER DU JARDIN D'AGNÈS, 7 rue Principale 67370 NEUGARTHEIM-ITTLENHEIM	2	100 €
PELTRE Pierre-Louis, 4 rue Louis Pasteur 57400 SARREBOURG	2	100 €
S.A.S. PRESTA'TERRE, rue du Schirrhein ZA du Heidfeld 67240 OBERHOFFEN-SUR-MODER	2	100 €
WELTER François, 48 rue Principale 67210 GOXWILLER	2	100 €
Total Producteurs	**1 324**	**66 200 €**

Commerçants (personnes physiques et morales)

Nom, prénom/ dénomination, adresse/siège	*Parts*	*Apport*
GOETZ Régine, 59A rue de l'école 67230 WITTERNHEIM	500	25 000 €
MEYER Olivier, 6 rue de Stockholm 67000 STRASBOURG	600	30 000 €
MIQUEL Raphaël, 3 rue Kurnagel 67200 STRASBOURG	400	20 000 €
Total Commerçants	**1 500**	**75 000 €**

Partenaires (personnes physiques et morales)

Nom, prénom/ dénomination, adresse/siège	*Parts*	*Apport*
Personnes morales		
Académie de la Petite Enfance, 7 rue de Soultz 67100 STRASBOURG	2	100 €
Association des Habitants Bourse Austerlitz Krutenau (AHBAK), 23 rue Sainte Madeleine 67000 STRASBOURG	2	100 €
Disco Soupe Strasbourg, 13 rue Kageneck 67000 STRASBOURG	2	100 €
Giving Tree, 1A rue Hôpital Militaire 67000 STRASBOURG	2	100 €
Les Petites Cantines Strasbourg, 33A rue de la Tour 67200 STRASBOURG	2	100 €
SAS TOOTOPOIDS, 3 rue Louis Pasteur 67220 VILLE	6	300 €
Zéro Déchet Strasbourg, 3 rue des Cordonniers 67000 STRASBOURG	2	100 €
Personnes physiques		
AIELLO Gianfranco, 23 rue des Orphelins 67000 STRASBOURG	1	50 €
CHAISE Jean-Sébastien, 19A rue des Capucins 67200 STRASBOURG	100	5 000 €
DE HARAMBURE Alexia, 13 rue de Soultzmatt 67100 STRASBOURG	1	50 €
LAFARGUE Géraldine, 39 rue de l'orme 67400 ILLKIRCH	1	50 €
SALVADOR Hélène, 27 rue Gratien 67200 STRASBOURG	1	50 €
STARCK Daniel, 12 rue des forgerons 67160 SEEBACH	1	50 €
VANHEE Adèle, 3 rue du Neufeld 67100 STRASBOURG	1	50 €
VIRIAT Cécile, 4 rue des Acacias 67440 WESTHOUSE-MARMOUTIER	2	100 €
Total Partenaires	**126**	**6 300 €**

Chaque part sociale a été libérée d'au moins le quart au moment de leur souscription. La libération du surplus interviendra en trois fois sur appels du Président dans un délai maximum de 3 ans à compter de l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

Le total du capital libéré est de 45 000 € (quarante-cinq mille euros) ainsi qu'il est attesté par la banque Crédit Agricole, agence de Strasbourg, dépositaire des fonds, sur le compte n° 93021000793 ouvert au nom de la Société en formation.

Article 7 : Variabilité du capital

Le capital est variable. Il peut augmenter à tout moment, soit au moyen de souscriptions nouvelles effectuées par les associés, soit par l'admission de nouveaux associés.

Toute souscription de parts donne lieu à la signature d'un bulletin de souscription en deux originaux par l'associé.

Le capital peut diminuer à la suite de retraits, perte de la qualité d'associé, exclusions, décès et remboursements, dans les cas prévus par la loi et les statuts sous réserve des limites et conditions prévues ci-après.

Article 8 : Capital minimum

Le capital social ne peut être ni inférieur à 37 500 € (trente-sept mille cinq cents euros), ni réduit, du fait de remboursements, au-dessous du quart du capital le plus élevé atteint depuis la constitution de la coopérative.

Par application de l'article 7 de la loi du 10 septembre 1947 modifié par la loi n° 2008-679 du 3 juillet 2008, les coopératives constituées sous forme de sociétés à capital variable régies par les articles L.231-1 et suivants du Code de commerce ne sont pas tenues de fixer dans leurs statuts le montant maximal que peut atteindre leur capital.

Article 9 : Parts sociales

9.1 Valeur nominale et souscription

La valeur des parts sociales est uniforme. Si elle vient à être portée à un chiffre supérieur à celui fixé à l'article 6, il sera procédé au regroupement des parts déjà existantes de façon telle que tous les associés demeurent membres de la coopérative.

Aucun associé n'est tenu de souscrire et libérer plus d'une seule part lors de son admission sous réserve des dispositions de l'article 14.2.

La responsabilité de chaque associé ou détenteur de parts est limitée à la valeur des parts qu'il a souscrites ou acquises.

Les parts sociales sont nominatives et indivisibles. La coopérative ne reconnaît qu'un propriétaire pour chacune d'elles.

9.2 Transmission

Les parts sociales ne sont transmissibles à titre gracieux ou onéreux qu'entre associés après agrément de la cession par le Comité Coopératif, nul ne pouvant être associé s'il n'a pas été agréé dans les conditions statutairement prévues.

Le décès de l'associé personne physique entraîne la perte de la qualité d'associé, les parts ne sont, en conséquence, pas transmissibles par décès.

Article 10 : Nouvelles souscriptions

Le capital peut augmenter par toutes souscriptions effectuées par des associés qui devront, préalablement à la souscription et à la libération de leurs parts, obtenir l'autorisation du Comité Coopératif et signer le bulletin cumulatif de souscription en deux originaux.

L'augmentation de capital sera définitivement décidée en Assemblée Générale Ordinaire.

Article 11 : Annulation des parts

Les parts des associés retrayants, ayant perdu la qualité d'associé, exclus ou décédés sont annulées. Les sommes qu'elles représentent sont assimilées à des créances ordinaires et remboursées dans les conditions prévues à l'article 17.

Aucun retrait ou annulation de parts ne peut être effectué s'il a pour conséquence de faire descendre le capital social en deçà du seuil prévu à l'article 8.

TITRE III
ASSOCIES – ADMISSION – RETRAIT

Article 12 : Associés et catégories

12.1 Conditions légales

La loi précise que peut être associé d'une Société Coopérative d'Intérêt Collectif toute personne physique ou morale qui contribue par tout moyen à l'activité de la coopérative, notamment toute personne productrice de biens ou de services, tout salarié de la coopérative, toute personne qui bénéficie habituellement, à titre gratuit ou onéreux, des activités de la coopérative, toute personne physique souhaitant participer bénévolement à son activité ou toute personne publique.

La Société Coopérative d'Intérêt Collectif comprend au moins trois catégories d'associés, parmi lesquelles figurent obligatoirement les personnes qui bénéficient habituellement, à titre gratuit ou onéreux, des activités de la coopérative et les salariés ou, en l'absence de personnes salariées au sein de la Société, les producteurs de biens ou de services de la coopérative. La troisième catégorie est ouverte et dépend du choix des associés étant précisé que si ce choix se porte sur des collectivités territoriales, leurs groupements ou des établissements publics territoriaux, ces derniers pourront détenir ensemble jusqu'à 50% du capital de la coopérative.

La Société répond à ces obligations légales lors de la signature des statuts. Elle mettra tout en œuvre pour les respecter pendant l'existence de la Société.

Si, au cours de l'existence de la Société, l'une de ces trois catégories d'associés vient à disparaître, le Président devra convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire afin de décider s'il y a lieu de régulariser la situation ou de poursuivre l'activité sous une autre forme coopérative.

12.2 Catégories

Les catégories sont des groupes de sociétaires qui ont un rapport de nature distincte aux activités de la Société. Leur rassemblement crée le multi sociétariat qui caractérise la Société. Ces catégories prévoient, le cas échéant, des conditions de candidature, de souscription, d'admission et de perte de qualité d'associé pouvant différer.

Les catégories sont exclusives les unes des autres.

La création de nouvelles catégories ainsi que la modification de ces catégories, sont décidées par l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Sont définies dans la Société MANUFACTURE L.A.B, les 5 catégories d'associés suivantes :

1. Catégorie FONDATEURS : Cette catégorie regroupe des personnes physiques ou morales ayant participé de manière continue à l'élaboration du projet depuis sa genèse au sein du Comité de Pilotage de l'association Projet L.A.B., ou toute personne cooptée par le collège Fondateurs et approuvée par le Comité Coopératif, et n'étant pas impliquées dans une activité économique permanente dans le lieu (en

particulier : titulaire d'une convention de sous-location, mandataire social ou associé d'une structure elle-même titulaire d'une convention de sous-location).

2. Catégorie SALARIES : Cette catégorie regroupe des personnes physiques titulaires d'un contrat de travail à durée indéterminée avec la SCIC.

3. Catégorie PRODUCTEURS : Cette catégorie regroupe toute personne morale exerçant une activité de magasin de producteurs au sein de la SCIC, dans le cadre d'une convention de sous-location de longue durée, et les exploitations agricoles associées au magasin de producteurs, y réalisant de la vente directe et en particulier des permanences de vente de manière régulière et continue.

4. Catégorie COMMERÇANTS : Cette catégorie regroupe toute personne morale ou physique exerçant une activité d'achat-revente ou de restauration-traiteur-débit de boissons avec vente sur place et/ou à emporter au sein de la SCIC, dans le cadre d'une convention de sous-location de longue durée.

5. Catégorie PARTENAIRES : Cette catégorie regroupe toute personne physique ou morale ou relevant du droit public apportant à la coopérative un soutien moral et/ou bénévole et/ou financier et ne relevant pas d'une autre catégorie.

Un associé qui souhaiterait changer de catégorie doit adresser sa demande au Comité Coopératif en indiquant de quelle catégorie il souhaiterait relever. Le Comité Coopératif est seul compétent pour décider du changement de catégorie.

Article 13 : Candidatures

Peuvent être candidates toutes les personnes physiques ou morales qui entrent dans l'une des catégories définies à l'article 12.2 et respectent les modalités d'admission prévues dans les statuts.

Les présents statuts, en application de l'article 19 septies de la loi du 10 septembre 1947, définissent les conditions dans lesquelles les salariés pourront être tenus de demander leur admission en qualité d'associé.

Si la candidature obligatoire au sociétariat est prévue, elle devra être expressément mentionnée dans le contrat de travail et ne concernera que les salariés sous contrat à durée indéterminée. Le contrat de travail devra comporter les indications suivantes :

- le statut de coopérative d'intérêt collectif de l'entreprise et l'obligation permanente de comprendre, parmi les associés, des salariés et des bénéficiaires, à titre habituel, des activités de la coopérative ;
- la remise d'une copie des statuts de la Société ;
- le terme à partir duquel la candidature au sociétariat sera obligatoire ;
- l'acceptation par le salarié des particularités des statuts et sa décision de présenter sa candidature selon les modalités et dans les délais statutairement fixés ;
- l'engagement de candidature au sociétariat comme condition déterminante de l'embauche dans l'entreprise.

Les salariés titulaires d'un contrat de travail à durée indéterminée prévoyant une telle obligation seront tenus de présenter leur candidature après un an d'ancienneté dans la coopérative.

Article 14 : Admission des associés

Tout nouvel associé s'engage à souscrire et libérer au moins une part sociale lors de son admission sauf conditions particulières énoncées à l'article 14.2.

14.1 Modalités d'admission

L'admission est régie par les dispositions décrites ci-dessous.

Lorsqu'une personne physique ou morale souhaite devenir associée, elle doit présenter sa candidature par lettre recommandée avec accusé de réception au Président qui soumet la candidature au Comité Coopératif.

L'admission d'un nouvel associé se fera soit conformément aux dispositions de l'article 9.2 des présentes, soit conformément aux dispositions de l'article 10 des présentes. En cas de rejet de sa candidature, qui n'a pas à être motivé, le candidat peut renouveler celle-ci tous les ans.

Les parts sociales souscrites lors de l'admission d'un candidat au sociétariat doivent être intégralement libérées lors de la souscription.

Le statut d'associé prend effet après agrément, sous réserve de la libération de la ou des parts souscrites dans les conditions statutairement prévues.

Le statut d'associé confère la qualité de coopérateur. Le conjoint d'un associé coopérateur n'a pas, en tant que conjoint, la qualité d'associé et n'est donc pas coopérateur. Les mêmes dispositions sont applicables en cas de Pacs.

La candidature au sociétariat emporte acceptation des statuts et du règlement intérieur de la Société.

14.2 Souscriptions initiales

Les souscriptions sont liées à la double qualité de coopérateur et d'associé mentionnée à l'article 12.

14.2.1 Souscriptions des FONDATEURS

L'associé « FONDATEURS » souscrit et libère au moins 1 part(s) sociale(s) lors de son admission.

14.2.2 Souscriptions des SALARIES

L'associé « SALARIES » souscrit et libère au moins 2 part(s) sociale(s) lors de son admission, et dispose de six mois pour débloquer le reste de la somme.

14.2.3 Souscriptions des PRODUCTEURS

L'associé « PRODUCTEURS » souscrit et libère au moins 2 part(s) sociale(s) lors de son admission.
L'associé « MAGASIN DE PRODUCTEURS » souscrit et libère au moins 325 part(s) sociale(s) lors de son admission.

14.2.4 Souscriptions des COMMERÇANTS

L'associé « COMMERÇANTS » souscrit et libère au moins 1 part(s) sociale(s) lors de son admission.

14.2.5 Souscriptions des PARTENAIRES

L'associé « PARTENAIRES » souscrit et libère au moins 1 part sociale lors de son admission, et dispose de six mois pour débloquer le reste de la somme.

14.3 Modification des montants de souscription des nouveaux associés

La modification de ces critères applicable pour les nouveaux associés est décidée par l'Assemblée des associés statuant dans les conditions fixées pour la modification des statuts.

Article 15 : Perte de la qualité d'associé

La qualité d'associé se perd :

- par la démission de cette qualité, notifiée par écrit au Président et qui prend effet immédiatement, sous réserve des dispositions de l'article 11 ;
- par le décès de l'associé personne physique ;
- par la décision de liquidation judiciaire de l'associé personne morale ;
- par l'exclusion prononcée dans les conditions de l'article 16 ;
- par la perte de plein droit de la qualité d'associé.

La perte de la qualité d'associé intervient de plein droit :

- lorsqu'un associé cesse de remplir l'une des conditions requises à l'article 12 ;
- pour l'associé salarié à la date de la cessation de son contrat de travail, quelle que soit la cause de la rupture de son contrat. Néanmoins, s'il souhaite rester associé et dès lors qu'il remplit les conditions de l'article 12, le salarié pourra demander un changement de catégorie d'associés au Comité Coopératif seul compétent pour décider du changement de catégorie et qui devra se prononcer avant la fin du préavis ;
- pour toute association loi 1901 n'ayant plus aucune activité ;
- lorsque l'associé qui n'a pas été présent ou représenté à trois Assemblées Générales consécutives (ordinaires ou extraordinaires) n'est ni présent, ni représenté lors de l'Assemblée Générale suivante, soit la quatrième.

Le Président devra avertir l'associé en cause des conséquences de son absence au plus tard lors de l'envoi de la convocation à cette Assemblée Générale Ordinaire. Cet avertissement sera communiqué par lettre recommandée avec accusé de réception. Sous réserve de cette information préalable, la perte de la qualité d'associé intervient dès la clôture de l'Assemblée.

Dans tous les cas, la perte de plein droit de la qualité d'associé est constatée par le Comité Coopératif qui en informe les intéressés par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les dispositions ci-dessus ne font pas échec à celles de l'article 8 relatives au capital minimum.
Lors de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice, le Président communique un état complet du sociétariat indiquant notamment le nombre des associés de chaque catégorie ayant perdu la qualité d'associé.

Article 16 : Exclusion

L'Assemblée des associés statuant en Assemblée Générale Extraordinaire, peut toujours exclure un associé qui aura causé un préjudice matériel ou moral à la Société, et/ou pour juste motif. Le fait qui entraîne l'exclusion est constaté par le Comité Coopératif qui est habilité à demander toutes justifications à l'intéressé.

Une convocation spécifique doit être préalablement adressée à l'intéressé afin qu'il puisse présenter sa défense. L'absence de l'associé lors de l'Assemblée est sans effet sur la délibération de l'Assemblée. L'Assemblée apprécie librement l'existence du préjudice.

La perte de la qualité d'associé intervient dans ce cas à la date de l'Assemblée qui a prononcé l'exclusion.

Article 17 : Remboursement des parts des anciens associés et remboursements partiels des associés

17.1 Montant des sommes à rembourser

Le montant du capital à rembourser aux associés dans les cas prévus aux articles 15 et 16, est arrêté à la date de clôture de l'exercice au cours duquel la perte de la qualité d'associé est devenue définitive ou au cours duquel l'associé a demandé un remboursement partiel de son capital social.

Les associés n'ont droit qu'au remboursement du montant nominal de leurs parts, sous déduction des pertes éventuelles apparaissant à la clôture de l'exercice.

Pour le calcul de la valeur de remboursement de la part, les pertes s'imputent pour partie sur les réserves statutaires et pour partie sur le capital. Le montant des pertes à imputer sur le capital se calcule selon la formule suivante :

Perte x [(capital / (capital + réserves statutaires)].

- le capital à retenir est celui du dernier jour de l'exercice auquel a été réintégré le capital des associés sortants ;
- les réserves statutaires sont celles inscrites au bilan au dernier jour de l'exercice.

17.2 Pertes survenant dans le délai de 5 ans

S'il survenait dans un délai de cinq années suivant la perte de la qualité d'associé, des pertes se rapportant aux exercices durant lesquels l'intéressé était associé de la coopérative, la valeur du capital à rembourser serait diminuée proportionnellement à ces pertes. Au cas où tout ou partie des parts de l'ancien associé auraient déjà été remboursées, la coopérative serait en droit d'exiger le reversement du trop perçu.

17.3 Ordre chronologique des remboursements et suspension des remboursements

Les remboursements ont lieu dans l'ordre chronologique où ont été enregistrées les pertes de la qualité d'associé ou la demande de remboursement partiel.

Ils ne peuvent avoir pour effet de réduire le capital à un montant inférieur au minimum prévu à l'article 8. Dans ce cas, l'annulation et le remboursement des parts ne sont effectués qu'à concurrence de souscriptions nouvelles permettant de maintenir le capital au moins à ce minimum.

17.4 Délai de remboursement

Les anciens associés et leurs ayants droit ne peuvent exiger, avant un délai de 5 ans, le règlement des sommes leur restant dues sur le remboursement de leurs parts, sauf décision de remboursement anticipé prise par le Comité Coopératif. Le délai est précompté à compter de la date de la perte de la qualité d'associé ou de la demande de remboursement partiel.

Le montant dû aux anciens associés ou aux associés ayant demandé un remboursement partiel ne porte pas intérêt.

17.5 Remboursements partiels demandés par les associés

La demande de remboursement partiel est faite auprès du Président par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise en main propre contre décharge.

Les remboursements partiels sont soumis à autorisation préalable du Comité Coopératif.

TITRE IV
COLLEGES DE VOTE

Article 18 : Définition et modifications des collèges de vote

Les collèges de vote ne sont pas des instances titulaires de droits particuliers ou conférant des droits particuliers à leurs membres. Sans exonérer du principe un associé = une voix, ils permettent de comptabiliser le résultat des votes en Assemblée Générale en pondérant le résultat de chaque vote en fonction de l'effectif ou de l'engagement des coopérateurs. Ils permettent ainsi de maintenir l'équilibre entre les groupes d'associés et la garantie de la gestion démocratique au sein de la coopérative.

Les membres des collèges peuvent se réunir aussi souvent qu'ils le souhaitent pour échanger sur des questions propres à leur collège. Ces échanges ne constituent pas des Assemblées au sens des dispositions du Code de commerce, et les frais de ces réunions ne sont pas pris en charge par la Société. Les délibérations qui pourraient y être prises n'engagent, à ce titre, ni la Société, ni ses mandataires sociaux, ni les associés.

18.1 Définition et composition

Il est défini 4 collèges de vote au sein de la Société. Leurs droits de vote et composition sont les suivants :

Nom collège	Composition du collège de vote	Droit de vote
Collège A Fondateurs et Salariés	Ce collège regroupe les associés des catégories salariés et fondateurs (catégorie 1 et 2)	20 %
Collège B Producteurs	Ce collège regroupe les associés de la catégorie 3 ayant une activité magasin ou d'exploitation agricole	33 %
Collège C Commerçants	Ce collège regroupe les associés de la catégorie 4 ayant une activité de restaurateur ou d'épicier, etc.	37 %
Collège D Partenaires	Ce collège regroupe les associés de la catégorie 5 apportant un soutien moral et/ou bénévole et/ou financier à la coopérative	10%

Lors des Assemblées Générales des associés, pour déterminer si la résolution est adoptée par l'Assemblée, les résultats des délibérations sont totalisés par collèges de vote auxquels sont appliqués les coefficients ci-dessus avec **la règle de la proportionnelle**.

Il suffit d'un seul membre pour donner naissance, de plein droit, à l'un des collèges mentionné ci-dessus.

Ces collèges ne sont pas préfigurés par les catégories et peuvent être constitués sur des bases différentes.

Chaque associé relève d'un seul collège de vote. En cas d'affectation possible à plusieurs collèges de vote, c'est le Comité Coopératif qui décide de l'affectation d'un associé.

Un associé qui cesse de relever d'un collège de vote mais remplit les conditions d'appartenance à un autre peut demander son transfert par écrit au Comité Coopératif qui accepte ou rejette la demande et informe l'Assemblée Générale de sa décision.

18.2 Défaut d'un ou plusieurs collèges de vote

Lors de la constitution de la Société, si un ou deux des collèges de vote cités ci-dessus ne comprennent aucun associé, ou si au cours de l'existence de la Société des collèges de vote venaient à disparaître sans que leur nombre ne puisse descendre en dessous de 3, les droits de vote correspondants seront répartis de façon égalitaire entre les autres collèges restants, sans pouvoir porter le nombre de voix d'un collège à plus de 50 %.

Si, au cours de l'existence de la Société, le nombre de collèges de vote descendait en dessous de 3, la pondération des voix prévue à l'article 18.1 ne s'appliquerait plus aux décisions de l'Assemblée Générale.

Comme indiqué ci-dessus, il suffit d'un seul membre pour donner ou redonner naissance, de plein droit, à l'un des collèges de vote mentionné ci-dessus.

18.3 Modification du nombre, de la composition des collèges de vote ou de la répartition des droits de vote

La modification de la composition des collèges ou du nombre de collèges de vote peut être proposée par le Comité Coopératif à l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Une demande de modification peut également être émise par la collectivité des associés statuant en Assemblée Générale Ordinaire réunie extraordinairement (dispositions de l'article 23.3). Elle doit être adressée par écrit au Président.

La proposition du Comité Coopératif ou la demande des associés doit être motivée et comporter un ou des projet(s) de modification soit de la composition des collèges, soit de leur nombre, soit des deux.

Indépendamment d'une modification de la composition ou du nombre des collèges de vote, le Comité Coopératif ou des associés, dans les conditions prévues aux dispositions de l'article 23.3, peuvent demander à l'Assemblée Générale Extraordinaire la modification de la répartition des droits de vote détenus par les collèges.

TITRE V
ADMINISTRATION ET DIRECTION

Article 19 : Président et Directeurs Généraux

19.1 Président

19.1.1 Nomination

La coopérative est administrée par un Président, associé ou non, désigné par la collectivité des associés statuant en Assemblée Générale Ordinaire.

Le Président est désigné par les associés pour une durée de 1 an. Il est rééligible indéfiniment. Ses fonctions prennent fin à l'issue de l'Assemblée Générale tenue dans l'année au cours de laquelle expire son mandat.

Le Président personne physique peut être lié à la Société par un contrat de travail, correspondant à un emploi effectif et distinct des fonctions de direction de la Société.

En cas de vacance du poste de Président, pour quelque cause que ce soit (révocation, démission, etc.), l'Assemblée Générale Ordinaire devra se réunir dans les délais appropriés afin que la Société puisse désigner un nouveau Président en remplacement. Le nouveau Président ainsi nommé ne restera en fonction que pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

19.1.2 Révocation

Le Président peut être révoqué à tout moment pour juste motif et notamment en cas de faute grave. La décision de révocation est prise par décision collective des associés statuant en Assemblée Générale Ordinaire. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages et intérêts.

En outre, le Président est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- Interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique ;
- Mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du Président personne morale.

19.1.3 Démission

Le Président peut démissionner à tout moment de ses fonctions par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au Comité Coopératif sous réserve de respecter un préavis de 2 mois.

19.1.4 Pouvoirs du Président

Le Président représente la Société dans ses rapports avec les tiers à l'égard desquels il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la coopérative dans les limites de son objet social sous la réserve des pouvoirs conférés à l'Assemblée des associés et au Comité Coopératif par la loi et les statuts.

Le Président dispose, outre son pouvoir de représentation général, des pouvoirs suivants :

- Gérer les ressources humaines de l'équipe salariée (recrutement, rémunération, congés, évolution professionnelle, formation, sanctions disciplinaires…) ;
- Mettre en œuvre le recours aux emprunts et les garanties associées dont le montant global est inférieur à 50 000 € (cinquante mille euros), sur décision du Comité Coopératif ;
- Mettre en œuvre des investissements dont le montant est inférieur à 50 000 € (cinquante mille euros), sur décision du Comité Coopératif ;
- Recevoir les demandes de candidature au sociétariat et les présenter au Comité Coopératif.

Le Président partage également un certain nombre de missions avec le Directeur Général, notamment :

- Assurer une vision globale de la SCIC, faire les liens entre les différents sujets et les différents champs d'action de la coopérative ;
- Contribuer activement à formuler des propositions pour alimenter la stratégie de la SCIC ;
- Représenter la SCIC lors de rendez-vous / réunions « officielles » avec des partenaires ;
- Se positionner au nom de la SCIC sur des enjeux politiques et partenariaux ;
- Gérer les litiges, les conflits ;
- Intervenir en cas de conflit entre deux opérateurs ou un opérateur et l'équipe salariée (avoir le souci que le conflit se résolve) sauf si le Président est impliqué ;
- Mettre en œuvre les décisions politiques / stratégiques du Comité Coopératif.

19.1.5 Rémunération du Président

Le Président peut être rémunéré au titre de ses fonctions. Par ailleurs, il aura droit au remboursement des frais occasionnés dans l'exercice de ses fonctions sur présentation des justificatifs.

Si une rémunération devait être allouée au Président, seul l'Assemblée Générale Ordinaire pourrait en fixer le montant.

19.2 Directeurs Généraux

19.2.1 Désignation des Directeurs Généraux

Le Directeur Général est désigné par la collectivité des associés statuant en Assemblée Générale Ordinaire sur proposition du Président, salarié ou non de la Société. L'Assemblée Générale peut décider de désigner plusieurs Directeurs Généraux.

19.2.2 Durée du mandat de chaque Directeur Général

La durée du mandat du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination. Elle ne pourra excéder la durée du mandat du Président.

Les fonctions de Directeur Général prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judicaires.

Le Directeur Général peut démissionner de son mandat par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au Président, sous réserve de respecter un préavis de 2 mois, lequel pourra être réduit lors de la consultation du Comité Coopératif qui aura à statuer sur le remplacement du Directeur Général démissionnaire, sur proposition du Président.

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment pour juste motif et notamment en cas de faute grave. La décision de révocation est prise par décision collective des associés statuant en Assemblée Générale Ordinaire. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages et intérêts.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- Interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique ;
- Mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du Directeur Général personne morale.

19.2.3 Pouvoirs des Directeurs Généraux

En application de l'article L.227-6 du Code de commerce, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs que le Président pour engager la Société vis-à-vis des tiers.

L'étendue des pouvoirs délégués au Directeur Général est déterminée par décision du Comité Coopératif.

A l'égard de la Société et des associés, le Directeur Général supporte les mêmes limitations que celles qui s'imposent au Président. Le Comité Coopératif peut limiter ses pouvoirs, mais cette limitation n'est pas opposable aux tiers.

19.2.4 Délégation

Le Directeur Général est autorisé à consentir, sous sa responsabilité, des délégations ou substitutions de pouvoirs pour une au plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et par les présents statuts. Le Directeur Général en précise par écrit le contenu, les modalités et la durée.

Si le Directeur Général est dans l'incapacité d'effectuer lui-même cette délégation, la collectivité des associés peut y procéder dans les mêmes conditions.

Le Directeur Général peut, en outre, confier tous mandats spéciaux à toute personne, appartenant ou non au Comité Coopératif, pour un ou plusieurs objets déterminés, dans les mêmes conditions.

19.2.5 Rémunération des Directeurs Généraux

Le Directeur Général peut être rémunéré au titre de ses fonctions. Par ailleurs, il aura droit au remboursement des frais occasionnés dans l'exercice de ses fonctions sur présentation des justificatifs.

Si une rémunération devait être allouée au Directeur Général, seul le Comité Coopératif pourrait en fixer le montant.

19.2.6 Responsabilité

Le Directeur Général de la Société est responsable, envers celle-ci et envers les tiers, des infractions aux dispositions légales et réglementaires régissant les sociétés anonymes et applicables aux sociétés par actions simplifiées, des violations des présents statuts et des fautes commises dans sa gestion ou attribution respective, dans les conditions et sous peine des sanctions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

19.2.7 Contrat de travail des Directeurs Généraux

La démission, le non renouvellement ou la révocation des fonctions des Directeurs Généraux, ne porte atteinte ni au contrat de travail éventuellement conclu par le ou les intéressés avec la Société, ni aux autres relations résultant de la double qualité d'associé coopérateur.

Article 20 : « Comité Coopératif »

20.1 Nomination

L'Assemblée Générale des associés désigne parmi ses membres un Comité d'appui et d'orientation appelé Comité Coopératif.

Les membres personnes physiques ou morales, associés, sont nommés pour une durée de 5 ans, renouvelable indéfiniment. Le Comité compte au minimum 6 membres. Le nombre maximal de postes est de 12, répartis de la manière suivante entre les collèges :

- Collège des Fondateurs et Salariés : 2 postes maximum
- Collèges des Producteurs : 4 postes maximum
- Collèges Commerçants : 4 postes maximum
- Collège Partenaires : 2 postes maximum

Les fonctions de membre du Comité prennent fin lors de la décision collective des associés statuant sur les comptes du dernier exercice clos, tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat.

Les premiers membres du Comité de la Société sous sa forme SAS sont désignés aux termes des présents statuts, puis, en cours de vie sociale, par décision collective des associés statuant en Assemblée Générale Ordinaire.

Les membres personnes physiques du Comité peuvent bénéficier d'un contrat de travail au sein de la Société, correspondant à un emploi effectif et distinct des fonctions de direction de la Société.

20.2 Révocation

Les membres du Comité peuvent être révoqués à tout moment pour juste motif et notamment en cas de faute grave. La décision de révocation est prise par décision collective des associés statuant en Assemblée Générale Ordinaire.

En l'absence de motif grave établi, la révocation donnera lieu à dommages et intérêts.

Les membres personnes physiques du Comité sont révoqués de plein droit en cas d'interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, ou en cas d'incapacité ou de faillite personnelle.

20.3 Démission

Les membres du Comité peuvent démissionner de leurs fonctions à condition d'en avertir au préalable et par écrit la collectivité des associés, deux mois au moins avant la prise d'effet de la démission.

20.4 Cooptation en cas de vacance

Le Comité peut, en cas de vacance d'un poste, pour quelque cause que ce soit, procéder, à titre provisoire, au remplacement des postes vacants, entre deux décisions collectives des associés.

La décision de cooptation doit être ratifiée par la plus prochaine décision collective des associés statuant en Assemblée Générale Ordinaire.

Si la nomination provisoire n'était pas ratifiée par la collectivité des associés, les délibérations adoptées et les actes accomplis par le Comité n'en demeureraient pas moins valables.

Le membre du Comité dont la cooptation a été ratifiée par la collectivité des associés, ne reste en fonction que pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

20.5 Rémunération des membres du Comité Coopératif

Les membres du Comité peuvent être rémunérés ou non.

La rémunération éventuelle des membres du Comité est fixée par la décision de nomination, sauf pour la rémunération due au titre de leur contrat de travail.

20.6 Réunion du Comité Coopératif

Le Comité se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et au moins 4 fois par an, sur convocation du Président, indiquant précisément l'ordre du jour, le lieu et l'heure de la réunion ou,
- en cas d'empêchement du Président, par la majorité simple des membres au moins (50% + 1),
- en cas de désaccord avec le Président et/ou de refus de celui-ci de convoquer le Comité, par la majorité simple des membres au moins (50% + 1).

La convocation est effectuée par tous moyens et doit intervenir au moins 15 jours à l'avance, sauf en cas d'urgence ou si tous les membres du Comité renoncent à ce délai.

Les réunions se tiennent en tout lieu mentionné dans la convocation, en présence du Président et du/des Directeur(s) Général/aux. Toutefois, la présence physique des membres du Comité n'est pas obligatoire et leur participation à la réunion peut intervenir par tout moyen de communication approprié, et notamment, sous réserve de l'adoption, à cet effet, par le Comité, d'un règlement intérieur, par visioconférence ou d'autres moyens de télécommunication permettant l'identification des participants et garantissant leur participation effective (transmission de la voix et de l'image, ou au moins de la voix de tous les participants, de façon simultanée et continue), conformément à la réglementation en vigueur, et en particulier aux dispositions de l'article R 225-21 du Code de commerce.

Les réunions du Comité sont présidées par le Président, ou en son absence par le Directeur Général.

En l'absence du Président, ainsi que du Directeur Général, le Comité désigne la personne appelée à présider la réunion.

Chaque membre du Comité peut, sans condition, mandater un autre membre pour le représenter aux réunions du Comité au moyen d'un pouvoir écrit.

Les décisions sont prises à par la majorité simple des membres, présents ou représentés au moins (50% + 1), chaque membre disposant d'une voix.

Les décisions du Comité Coopératif sont constatées dans des procès-verbaux signés par les membres présents. Les procès-verbaux sont consignés dans un registre spécial coté et paraphé par le Président et conservé au siège social.

20.7 Pouvoirs

Le Comité Coopératif exerce notamment les pouvoirs suivants :

- Contribuer à formuler et valider des propositions de stratégie et de modèle économique de la SCIC ;
- Valider le budget annuel de fonctionnement de la SCIC (et éventuellement des investissements) ;
- Décider du recours aux emprunts et des garanties associées ;
- Décider des investissements ;
- Valider le principe des embauches de salarié(s) et leur coût (impact sur le budget de la SCIC) ;
- Décider du remboursement des parts avant 5 ans ;
- S'exprimer publiquement, en mandatant un ou plusieurs de ses membres, au nom de la SCIC dans des réunions publiques et avec la presse ;
- Valider les entrées de porteurs de projets, agréer des repreneurs en cas de départ d'un opérateur (NB : la candidature au sociétariat devra être agréée en Assemblée Générale) ;
- Décider si la SCIC exerce un droit de préemption sur le rachat d'un fonds de commerce ;
- Être garant du fonctionnement coopératif de la SCIC, notamment en rappelant à l'ordre les sociétaires en cas de confiscation du pouvoir ou du temps de parole ;
- Être garant du projet politique de la SCIC, de son éthique ; contribuer à redonner le sens du projet ;
- Être garant de la prise en compte de l'intérêt des opérateurs dans les décisions prises par la SCIC ;
- Incarner la coopération, contribuer à renforcer le sentiment d'appartenance ;
- Intervenir en cas de conflit entre 2 opérateurs ou 1 opérateur et l'équipe salariée si le Président est impliqué dans le conflit ;
- Décider de l'affectation d'un sociétaire à un collège de vote en cas de double appartenance ;
- Approuver les propositions de cooptation du collège Fondateurs et les demandes de maintien des ex-salariés dans le sociétariat, les demandes de transfert de collège afférentes ;
- Valider les changements de collèges ;
- Agréer des transmissions de parts entre associés ;
- Agréer le principe des augmentations de capital par les associés ;
- Constater le fait qui entraîne l'exclusion d'un associé ;
- Proposer une modification des droits de vote de chaque collège de vote, ainsi que de la composition et du nombre des collèges à l'Assemblée Générale ;
- Suspendre le droit de vote d'un associé qui n'a pas libéré l'intégralité de ses parts sociales ;
- Définir l'étendue des pouvoirs délégués au Directeur Général, limiter ces pouvoirs le cas échéant (sans que cela soit opposable aux tiers), définir la rémunération du Directeur Général le cas échéant ;
- Fixer les dates et lieux de réunion des Assemblées Générales, inscrire des points à l'ordre du jour ;
- Décider si une décision doit rester confidentielle (ne pas être communiquée aux associés de la SCIC).

667

TITRE VI
ASSEMBLEES GENERALES

Article 21 : Nature des Assemblées

Les Assemblées Générales sont : ordinaire annuelle, ordinaire réunie extraordinairement, ou extraordinaire.

Le Comité Coopératif fixe les dates et lieux de réunion des différentes Assemblées.

Article 22 : Dispositions communes et générales

22.1 Composition

L'Assemblée Générale se compose de tous les associés y compris ceux admis au sociétariat au cours de l'Assemblée dès qu'ils auront été admis à participer au vote.

La liste des associés est arrêtée par le Comité Coopératif le 16ème jour qui précède la réunion de l'Assemblée Générale.

22.2 Convocation et lieu de réunion

Les associés sont convoqués par le Président ou le Comité Coopératif. Le Comité Coopératif fixe les dates et lieux de réunion des Assemblées Générales et établit l'ordre du jour.

A défaut d'être convoquée par le Président l'Assemblée peut également être convoquée par :
- les commissaires aux comptes ;
- un mandataire de justice désigné par le tribunal de commerce statuant en référé, à la demande, soit de tout intéressé en cas d'urgence, soit d'un ou plusieurs associés réunissant au moins 5 % du capital social ;
- un administrateur provisoire ;
- le liquidateur.

La première convocation de toute Assemblée Générale est faite par lettre recommandée avec accusé de réception ou courrier électronique adressé aux associés quinze jours au moins à l'avance. Sur deuxième convocation, le délai est d'au moins dix jours.

La convocation électronique est subordonnée à l'accord préalable des associés et à la communication de leur adresse électronique. Il est possible de revenir à tout moment sur cet accord en en informant le Président par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les délais ne tiennent pas compte du jour de l'envoi de la lettre.

La lettre de convocation mentionne expressément les conditions dans lesquelles les associés peuvent voter à distance.

Les convocations doivent mentionner le lieu de réunion de l'Assemblée. Celui-ci peut être le siège de la Société ou tout autre local situé dans le même département, ou encore tout autre lieu approprié pour cette réunion.

22.3 Ordre du jour

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation.

Il y est porté les propositions émanant du Président et Comité Coopératif et les points ou projets de résolution qui auraient été communiqués vingt-cinq jours au moins à l'avance par le Comité Coopératif ou par un ou plusieurs associés représentant au moins 5 % du capital.

22.4 Bureau

L'Assemblée est présidée par le Président, à défaut par le doyen des membres de l'Assemblée. Le bureau est composé du Président et de deux scrutateurs acceptants. Le bureau désigne le secrétaire qui peut être choisi en dehors des associés.

En cas de convocation par un commissaire aux comptes, par un mandataire de justice ou par les liquidateurs, l'Assemblée est présidée par celui ou par l'un de ceux qui l'ont convoquée.

22.5 Feuille de présence

Il est tenu une feuille de présence comportant, par collège, les nom, prénom et domicile des associés, le nombre de parts sociales dont chacun d'eux est propriétaire et le nombre de voix dont ils disposent.

Elle est signée par tous les associés présents, tant pour eux-mêmes que pour ceux qu'ils peuvent représenter. Elle est certifiée par le bureau de l'Assemblée, déposée au siège social et communiquée à tout requérant.

22.6 Délibérations

Il ne peut être délibéré que sur les questions portées à l'ordre du jour.

22.7 Modalités de votes

La nomination des membres du Comité Coopératif est selon le mode de désignation décidé par le Comité Coopératif en mandat. Pour toutes les autres questions il est procédé à des votes à main levée, sauf si le bureau de l'Assemblée ou la majorité de celle-ci décide qu'il y a lieu de voter à bulletins secrets.

22.8 Droit de vote et vote à distance

Chaque associé a droit de vote dans toutes les Assemblées avec une voix. Les abstentions, les votes blancs et les bulletins nuls sont considérés comme des votes hostiles à l'adoption de la résolution.

Tout associé peut voter à distance dans les conditions suivantes : à compter de la convocation de l'Assemblée, un formulaire de vote à distance et ses annexes sont remis ou adressés, aux frais de la Société, à tout associé qui en fait la demande par lettre recommandée avec accusé de réception.

La Société doit faire droit à toute demande déposée ou reçue au siège social au plus tard six jours avant la date de réunion. Le formulaire de vote à distance doit comporter certaines indications fixées par les articles R.225-76 et suivants du Code de commerce. Le formulaire doit informer l'associé de façon très apparente que toute abstention exprimée dans le formulaire ou résultant de l'absence d'indication de vote sera assimilée à un vote défavorable à l'adoption de la résolution. Le formulaire peut, le cas échéant, figurer sur le même document que la formule de procuration. Dans ce cas, ce sont les dispositions de l'article R.225-78 du Code de commerce qui sont applicables.

Sont annexés au formulaire de vote à distance les documents prévus à l'article R.225-76 du Code de commerce.

Le formulaire de vote à distance adressé à l'associé pour une Assemblée vaut pour toutes les Assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

Les formulaires de vote par correspondance doivent être reçus par la Société trois jours avant la réunion.

Le droit de vote de tout associé en retard dans la libération de ses parts sociales est suspendu 30 jours après mise en demeure par le Comité Coopératif et ne reprend que lorsque la libération est à jour.

22.9 Procès-verbaux

Les délibérations des Assemblées Générales sont constatées par des procès-verbaux établis par les membres du bureau et signés par eux.

Ils sont portés sur un registre spécial tenu au siège social dans les conditions réglementaires.

Si, à défaut du quorum requis, une Assemblée ne peut délibérer régulièrement, il en est dressé procès-verbal par le bureau de ladite Assemblée.

22.10 Effet des délibérations

L'Assemblée Générale régulièrement convoquée et constituée représente l'universalité des associés et ses décisions obligent même les absents, incapables ou dissidents.

22.11 Pouvoirs

Un associé empêché de participer personnellement à l'Assemblée Générale ne peut se faire représenter que par un autre associé.

Article 23 : Assemblée Générale Ordinaire

23.1 Quorum et majorité

Le quorum requis pour la tenue d'une Assemblée Générale Ordinaire est :

- sur première convocation, du cinquième des associés ayant droit de vote. Les associés ayant voté à distance ou donné procuration sont considérés comme présents.
- si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième Assemblée est convoquée. Elle délibère valablement, quel que soit le nombre d'associés présents ou représentés, mais seulement sur le même ordre du jour.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des associés présents ou représentés calculée selon les modalités précisées à l'article 18.1.

23.2 Assemblée Générale Ordinaire annuelle

23.2.1 Convocation

L'Assemblée Générale Ordinaire annuelle se tient dans les six mois après la clôture de l'exercice.

23.2.2 Rôle et compétence

L'Assemblée Générale Ordinaire prend toutes les décisions autres que celles qui sont réservées à la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire par la loi et les présents statuts.

Elle exerce les pouvoirs qui lui sont conférés par la loi et notamment :

- Désigner et révoquer le Président et le/les Directeur(s) Général/aux ;
- Définir la rémunération du Président ;
- Approuver ou redresser les comptes ;
- Fixer les orientations générales de la SCIC ;
- Agréer les nouveaux associés en cas d'augmentation de capital ;
- Élire et révoquer les membres du Comité Coopératif ;
- Décider d'affecter des jetons de présence aux membres du Comité Coopératif ;
- Approuver les conventions réglementées ;
- Désigner les commissaires aux comptes le cas échéant.

23.3 Assemblée Générale Ordinaire réunie extraordinairement

L'Assemblée Générale Ordinaire réunie extraordinairement examine les questions dont la solution ne souffre pas d'attendre la prochaine Assemblée Générale annuelle.

Article 24 : Assemblée Générale Extraordinaire

24.1 Quorum et majorité

Le quorum requis pour la tenue d'une Assemblée Générale Extraordinaire est, en application des dispositions de l'article L.225-96 du Code de commerce et des dispositions statutaires permettant de fixer un quorum plus élevé :

- sur première convocation, du tiers des associés ayant droit de vote. Les associés ayant voté par correspondance ou donné procuration sont considérés comme présents.
- si ce quorum n'est pas atteint, une nouvelle Assemblée peut délibérer valablement si le quart des associés ayant droit de vote sont présents ou représentés à l'Assemblée.

A défaut de ce quorum, la deuxième Assemblée peut être prorogée de deux mois au plus en continuant d'obéir aux mêmes règles de convocation et de quorum.

Les délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire sont prises à la majorité des deux tiers des voix calculée selon les modalités précisées à l'article 18.1.

24.2 Rôle et compétence

L'Assemblée Générale Extraordinaire des associés a seule compétence pour modifier les statuts de la Société. Elle ne peut augmenter les engagements des associés sans leur accord unanime.

L'Assemblée Générale Extraordinaire peut :

- Exclure un associé qui aurait causé un préjudice matériel ou moral à la SCIC, et/ou pour juste motif, après constatation des faits par le Comité Coopératif ;
- Modifier les statuts de la SCIC ;
- Transformer la Société en une autre société coopérative ou décider sa dissolution anticipée ou sa fusion avec une autre société coopérative ;
- Créer de nouvelles catégories d'associés ;
- Modifier les droits de vote de chaque collège de vote, ainsi que la composition et le nombre des collèges, sur proposition éventuelle du Comité Coopératif.

TITRE VII
COMMISSAIRES AUX COMPTES – REVISION COOPERATIVE

Article 25 : Commissaires aux comptes

Conformément aux dispositions des article L 227-9-1 et R227 du Code de commerce, la Société est tenue de désigner au moins un commissaire aux comptes si elle dépasse à la clôture d'un exercice social, deux des seuils suivants : 1 000 000 € de total de bilan, 2 000 000 € de chiffre d'affaires hors taxe ou le nombre moyen de 20 salariés au cours de l'exercice.

La durée des fonctions des commissaires est de six exercices. Elles sont renouvelables.

Article 26 : Révision coopérative

La coopérative fera procéder tous les 5 ans à la révision coopérative prévue par les dispositions de l'article 19 duodecies de la loi n°47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération.

TITRE VIII
COMPTES SOCIAUX – EXCEDENTS – RESERVES

Article 27 : Exercice social

L'exercice social commence le 1 janvier et finit le 31 décembre. Toutefois, le premier exercice commencera à compter de l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés pour se terminer le 31 décembre 2019.

Article 28 : Documents sociaux

L'inventaire, le bilan, le compte de résultats de la coopérative sont présentés à l'Assemblée en même temps que les rapports du Président.

Conformément à l'article R.225-89 du Code de commerce, à compter de la convocation de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle et au moins pendant le délai de 15 jours qui précède la date de réunion, tout associé a le droit de prendre connaissance de certains documents au siège social ou au lieu de la direction administrative, et notamment :

- le bilan ;
- le compte de résultat et l'annexe ;
- les documents annexés le cas échéant à ces comptes ;
- le rapport de révision ;
- un tableau d'affectation de résultat précisant notamment l'origine des sommes dont la distribution est proposée.

Ces documents sont mis à la disposition des commissaires aux comptes un mois au moins avant la date de convocation de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle. Ils sont présentés à cette Assemblée en même temps que les rapports du Président et des commissaires aux comptes.

Jusqu'au cinquième jour inclusivement avant l'Assemblée, l'associé peut demander que les mêmes documents lui soient adressés.

Article 29 : Excédents

Les excédents sont constitués par les produits de l'exercice majorés des produits exceptionnels et sur exercices antérieurs et diminués des frais, charges, amortissements, provisions et impôts afférents au même exercice, ainsi que des pertes exceptionnelles ou sur exercices antérieurs et des reports déficitaires antérieurs.

L'Assemblée des associés est tenue de respecter la règle suivante :

- 15 % sont affectés à la réserve légale, qui reçoit cette dotation jusqu'à ce qu'elle soit égale au montant le plus élevé atteint par le capital ;
- 50 % au minimum des sommes disponibles après la dotation à la réserve légale sont affectés à une réserve statutaire ;

- Il peut être distribué un intérêt aux parts sociales dont le montant sera déterminé par l'Assemblée Générale et qui ne peut excéder les sommes disponibles après dotations aux réserves légale et statutaire. Il ne peut être supérieur au taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées publié par le ministère chargé de l'économie en vigueur. Toutefois, les subventions, encouragements et autres moyens financiers versés à la Société par les collectivités publiques, leurs groupements et les associations ne sont pas pris en compte pour le calcul de l'intérêt versé aux parts sociales et, le cas échéant, des avantages ou intérêts servis en application des articles 11 et 11bis de la loi du 10 septembre 1947.

  Les parts sociales ouvrant droit à rémunération sont celles qui existaient au jour de la clôture de l'exercice et qui existent toujours à la date de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle.

  Le versement des intérêts aux parts sociales a lieu au plus tard neuf mois après la clôture de l'exercice.

Article 30 : Impartageabilité des réserves

Quelle que soit leur origine ou leur dénomination, les réserves ne peuvent jamais être incorporées au capital et donner lieu à la création de nouvelles parts ou à l'élévation de la valeur nominale des parts, ni être utilisées pour libérer les parts souscrites, ni être distribuées, directement ou indirectement, au cours de la vie de la coopérative ou à son terme, aux associés ou travailleurs de celle-ci ou à leurs héritiers et ayants droit.

Les dispositions de l'article 15, des 3èmes et 4èmes alinéas de l'article 16 et l'alinéa 2 de l'article 18 de la loi 47-1775 du 10 septembre 1947 ne sont pas applicables à la Société.

TITRE IX
DISSOLUTION – LIQUIDATION – CONTESTATION

Article 31 : Perte de la moitié du capital social

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, l'actif net devient inférieur à la moitié du capital social, l'Assemblée Générale doit être convoquée à l'effet de décider s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la coopérative ou d'en poursuivre l'activité. La résolution de l'Assemblée fait l'objet d'une publicité.

Article 32 : Expiration de la coopérative – Dissolution

A l'expiration de la coopérative, si la prorogation n'est pas décidée, ou en cas de dissolution anticipée, l'Assemblée Générale règle la liquidation conformément à la loi et nomme un ou plusieurs liquidateurs investis des pouvoirs les plus étendus.

Après l'extinction du passif et paiement des frais de liquidation et, s'il y a lieu, des répartitions différées, les associés n'ont droit qu'au remboursement de la valeur nominale de leurs parts, sous déduction, le cas échéant, de la partie non libérée de celles-ci.

Le boni de liquidation sera attribué par décision de l'Assemblée Générale soit à d'autres coopératives ou unions de coopératives, soit à des œuvres d'intérêt général ou professionnel.

Article 33 : Arbitrage

Toutes contestations qui pourraient s'élever au cours de la vie de la coopérative ou de sa liquidation, soit entre les associés ou anciens associés et la coopérative, soit entre les associés ou anciens associés eux-mêmes, soit entre la coopérative et une autre Société Coopérative d'Intérêt Collectif ou de production, au sujet des affaires sociales, notamment de l'application des présents statuts et tout ce qui en découle, ainsi qu'au sujet de toutes affaires traitées entre la coopérative et ses associés ou anciens associés ou une autre coopérative, seront soumises à l'arbitrage de la commission d'arbitrage de la CG SCOP, sous réserve de l'adhésion de la Société à la Confédération Générale des SCOP.

Les sentences arbitrales sont exécutoires, sauf appel devant la juridiction compétente.

Pour l'application du présent article, tout associé doit faire élection de domicile dans le département du siège et toutes assignations ou significations sont régulièrement données à ce domicile. A défaut d'élection de domicile, les assignations et significations sont valablement faites au parquet de Monsieur Le Procureur de la République, près le Tribunal de Grande Instance du siège de la coopérative.

TITRE X
ACTES ANTERIEURS A L'IMMATRICULATION – IMMATRICULATION – NOMINATION DES PREMIERS ORGANES

Article 34 : Immatriculation

La Société jouira de la personnalité morale à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Article 35 : Actes accomplis pour le compte de la Société en formation

Il a été accompli, dès avant ce jour, par Madame Léa Rudolf, pour le compte de la Société en formation les actes énoncés dans un état annexé aux présentes indiquant pour chacun d'eux l'engagement qui en résultera pour la Société, ledit état ayant été tenu à la disposition des associés trois jours au moins avant la signature des présents statuts.

Les soussignés déclarent approuver ces engagements et la signature des statuts emportera reprise de ces engagements par la Société lorsque celle-ci sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés.

Article 36 : Mandat pour les actes à accomplir pour le compte de la Société en cours d'immatriculation

Dès à présent, les soussignés décident la réalisation immédiate, pour le compte de la Société, de différents actes et engagements. A cet effet, tout pouvoir est expressément donné à Madame Léa Rudolf, associée, à l'effet de réaliser lesdits actes et engagements jusqu'à la date de l'immatriculation de la Société. Ils seront repris par la Société dès son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés et seront considérés comme ayant été accomplis par elle depuis leur origine. Les pouvoirs à cet effet font l'objet d'une annexe aux présentes.

Tous pouvoirs sont donnés à Madame Léa Rudolf pour procéder aux formalités de dépôt et publicité requises pour l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

Article 37 : Frais et droits

Tous les frais, droits et honoraires entraînés par le présent acte et ses suites incomberont conjointement et solidairement aux soussignés, au prorata de leurs apports, jusqu'à ce que la Société soit immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés.

A compter de son immatriculation, ils seront entièrement pris en charge par la Société qui devra les amortir avant toute distribution d'excédents, et au plus tard dans le délai de cinq ans.

Article 38 : Nomination du Président et des premiers membres du Comité Coopératif

Dans la continuité du Comité de Pilotage de l'association Projet L.A.B., sont désignés comme premiers administrateurs :
- Patricia Jung-Singh ;
- Léa Rudolf ;
- Laure Haag-Cassaigne ;
- Lydie Seurre ;
- EARL LE PANIER DU JARDIN D'AGNES, représentée par SCHOTTER Vincent ;
- Pierre-Louis Peltre ;
- Vincent Lauler ;
- Raphaël Miquel ;
- Olivier Meyer ;
- E.A.R.L. FERME DE LA COCCINELLE, représentée par GOETZ Kévin ;
- L'association Les Petites Cantines Strasbourg, représentée par KELLER Sophie.

Leur mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire ayant statué sur les comptes de l'exercice 2024.

Le premier Président nommé est Patricia JUNG-SINGH
Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes du 31 décembre 2019.

Fait à Strasbourg, le 1er avril 2019

En huit originaux, dont 4 pour l'enregistrement, la Société, le dépôt au Registre du Commerce et des Sociétés.

Signature des associés :

G.A.E.C. L'ABEILLE BLEUE, société civile représentée par son gérant M. BIANCHI Jean

Académie de la Petite Enfance, association représentée par sa Présidente Mme LYAZID Maryvonne

Association des Habitants Bourse Austerlitz Krutenau (AHBAK), association représentée par sa Présidente Mme GOETZ Christiane

AIELLO Gianfranco

BONNEFOY Christophe

BOUR Damien

CHAISE Jean-Sébastien

Disco Soupe Strasbourg, représentée par sa Présidente Mme SEURRE Lydie

S.C.E.A. FERME DE LA BOUILLE, société civile représentée par sa gérante Mme BOTTER Michèle

E.A.R.L. FERME DE LA COCCINELLE, société civile représentée par son gérant M. GOETZ Kévin

Giving Tree, association représentée par sa Présidente Mme EYDE Robyn

GOETZ Régine

HAAG-CASSAIGNE Laure

DE HARAMBURE Alexia

HELBRINGER Vincent

JUNG-SINGH Patricia

LAFARGUE Géraldine

LAULER Vincent

E.A.R.L. LISSNER CLÉMENT, société civile représentée par son gérant M. SCHLOEGEL Bruno

MEYER Olivier

MIQUEL Raphaël

Organisation Professionnelle de l'Agriculture Biologique en Alsace (OPABA), syndicat professionnel représenté par sa Présidente Mme QUIRIN Aurélie

E.A.R.L. LE PANIER DU JARDIN D'AGNÈS, société civile représentée par son gérant M. SCHOTTER Vincent

SAS LES PAYSANS BIO DE LA MANUFACTURE, société commerciale (en cours de formation), représentée par son Président M. SCHOTTER Vincent

PELTRE Pierre-Louis

Les Petites Cantines Strasbourg, association représentée par sa Présidente Mme KELLER Sophie

S.A.S. PRESTA'TERRE, société commerciale représentée par son gérant M. DE GARDELLE Luc

RUDOLF Léa

SALVADOR Hélène

SEURRE Lydie

STARCK Daniel

SAS TOOTOPOIDS, société commerciale représentée par sa Présidente Mme RENARD Virginie

VANHEE Adèle

VIRIAT Cécile

WELTER François

Zéro Déchet Strasbourg, association représentée par son Président M. VERREMAN Dominique

41

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

LOCUSEM : autorisation de créer avec la Caisse des dépôts une filiale spécialisée dans la détention, dans le cadre de bail emphytéotique, d'un volume à usage bureaux dit "Wagenhaus 11" sis 32 rue du Rempart 67000 STRASBOURG, en vue de la location à l'association Foyer Notre Dame.

Conformément à son objet statutaire, LOCUSEM, à travers la filiale « SAS WAGENHAUS IMMOBILIERE», projette de réhabiliter le bâtiment dénommé « Wagenhaus 11 » et de louer 1 660 m² environ à l'association Foyer Notre Dame par le biais d'un bail en état futur d'achèvement (BEFA). Pour rappel, le bâtiment « Wagenhaus 11» fut l'objet en 2016 d'un apport en nature par l'Eurométropole de Strasbourg à LOCUSEM, dans le cadre de la recapitalisation de cette SEM.

Le « Wagenhaus 11 », d'une surface de plancher utile de 2 860 m² environ sur trois niveaux, sis 32 rue du rempart, est classé monument historique depuis 2009. Il fait partie d'un ensemble remarquable de six bâtiments insérés dans les fortifications de la gare de Strasbourg édifiées par l'armée Allemande lors de l'annexion de l'Alsace et la Lorraine par Guillaume 1er entre 1870 et 1918. Le projet bénéficie depuis le 7 novembre 2019 d'un permis de construire purgé de tout recours; les travaux de réhabilitation devraient s'étaler sur plusieurs mois, pour une livraison attendue au premier trimestre 2022.

La société anonyme d'économie mixte LOCUSEM intervient dans le secteur du renouvellement urbain, proposant une offre immobilière à loyer modéré à destination des acteurs économiques. A travers la réhabilitation de ce bâtiment, une nouvelle offre tertiaire adaptée et rénovée émergera au sein de la gare basse, secteur en devenir du fait de sa localisation (entre la gare centrale et l'A35). Il est à noter que la gare basse fait partie des trois sites stratégiques potentiels pour le développement économique de l'Eurométropole, ayant vocation à accueillir des activités métropolitaines. Aux termes de la feuille de route Strasbourg Eco 2030, et en complément des 9 sites d'intérêt métropolitain, ces sites stratégiques constituent l'ossature principale de l'accueil des activités économiques de la métropole.

A l'issue d'une publication d'offre sur le site internet de LOCUSEM, le conseil d'administration de la SEM du 29 octobre 2019 a examiné trois projets portés respectivement par le Foyer Notre Dame (siège social et regroupement de services annexes à destination des demandeurs d'asile), l'Espace Européen Gutenberg (espace muséal et

tiers lieu dédiés aux arts graphiques et imprimées), Meltgroup (projet coliving-coworking-brasserie).

Le projet du Foyer Notre Dame a été retenu par le conseil d'administration de LOCUSEM à la lumière de plusieurs arguments: la solvabilité de l'association (chiffre d'affaires consolidé de 12M€, dégageant un résultat positif de 500K€ en 2018), la compatibilité du calendrier du projet avec l'utilisation du fonds FEDER sur 2020 et la compatibilité avec le contrat de promotion immobilière en cours avec le constructeur Eiffage, ayant pour objet les travaux de réhabilitation du bâtiment « Wagenhaus 11 ».

Le projet de regroupement de services du Foyer Notre Dame

Cette association intervient en délégation de l'Etat et du Conseil départemental du Bas Rhin autour de la jeunesse, des demandeurs d'asile et des réfugiés. Le Foyer Notre Dame, dont le siège social est situé rue des Echasses, compte 150 salariés et gère 12 établissements à l'échelle de l'agglomération.

Le projet Foyer Notre Dame comporte le transfert du siège et le regroupement de plusieurs services, disséminés aujourd'hui dans l'agglomération et à destination des migrants. La répartition des 1 660 m² d'espaces ciblés par le Foyer Notre Dame s'effectuerait comme suit:

- une plateforme d'accueil des migrants -deux fois par semaine sur rendez-vous- située au rez-de-chaussée,
- aux deux niveaux supérieurs, un centre d'accueil regroupant les bureaux des services destinés à l'accompagnement juridique, social, hébergement, animations et interprétariat.

Deux lots de bureaux, d'environ 500 m² chacun, sont encore disponibles à la commercialisation et permettraient des implantations supplémentaires d'entreprises. Il faut souligner à cet égard que favoriser une coopération entre l'économie sociale et solidaire et les entreprises traditionnelles constitue l'un des objectifs affichés par la feuille de route Strasbourg Eco 2030 au bénéfice du développement local et l'innovation sociale.

Le projet du Foyer Notre Dame, qui conjuguerait fonctions tertiaires (accueil, siège et services de *back-office*) et vocation sociale, permettrait une gestion centralisée et une amélioration du service rendu par l'association. Par ailleurs, le projet serait de nature à enclencher les travaux de réhabilitation du « Wagenhaus 11 », ceux-ci étant tributaires de la pré-commercialisation de 50% de la surface totale du bâtiment.

La création de la filiale « SAS WAGENHAUS IMMOBILIERE»

Le financement du projet de rénovation du bâtiment « Wagenhaus 11», dont le coût d'investissements est estimé à 5 994 500 € hors taxes, ne peut être mobilisé uniquement sur ressources propres par LOCUSEM compte tenu de son assiette financière. En effet, un financement direct mobiliserait, sur cette seule opération, une large part des fonds propres de la SEM.

Ainsi, le principe d'un co-investissement, dans le cadre de la création d'une société *ad hoc*, permettra à LOCUSEM de s'appuyer aussi sur des partenaires financiers tiers, en l'espèce la Caisse des dépôts, qui compléteront le financement de l'opération.

Le choix de la structure juridique retenue pour cette filiale de co-investissement est une société par actions simplifiée (SAS) d'une durée de 99 ans qui aura pour objet social « le portage par voie de bail emphytéotique, l'exploitation, notamment par voie de location, (…) d'un bâtiment classé monument historique de trois niveaux à réhabiliter à usage de bureaux d'une surface de plancher développée de 2860 m² (…)», ainsi que toute autre opération se rapportant directement à cet objet. En parallèle, l'association Foyer Notre Dame prévoit s'engager sur un bail de 9 ans pour sécuriser l'opération, dans le cadre d'un Bail en Etat Futur d'Achèvement (BEFA), à un loyer prévisionnel de 135 €/HT/HC/m²/ an/ base Code du Travail.

L'apport en fonds propres (1 500 000 € en capital et 700 000 € en avances en compte courant bloqué) de la SAS à créer s'élèvera à 2 200 000 €. LOCUSEM apportera la somme de 1 386 000 € (945 000 € en capital et 441 000 € en avances en compte courant bloqué, soit 63 % du capital) et la Caisse des dépôts la somme 814 000 € (555 000 € en capital et 259 000 € en avances en compte courant bloqué, soit 37 % du capital). Le plan de financement prévoit une aide publique d'un montant de 1 million d'euros; cette aide, mobilisant le fonds FEDER et le plan pluriannuel d'investissement eurométropolitain, fait l'objet d'une délibération *ad hoc* du Conseil de l'Eurométropole du 14 février 2020. Le complément de financement nécessaire au projet sera apporté par comptes courants d'associés à hauteur de 1 186 900 € (avance TVA remboursable) et emprunt bancaire à hauteur de 2 794 500 €.

Les décisions collectives ordinaires des associés sont adoptées à la majorité des voix des associés, chaque action ouvrant droit à une voix. A l'exception de l'approbation des comptes annuels, les associés peuvent toujours, d'un commun accord et à tout moment, prendre à l'unanimité toutes décisions collectives qui leur paraîtront nécessaires.

Le premier Président de la SAS sera la société LOCUSEM, représentée par son Directeur Général. Le mandat de Président de la SAS est renouvelable par période triennale, sans limitation de durée et n'est pas rémunéré.

Les dividendes de la SAS reviendront à due proportion des actions détenues par chacun des actionnaires, et donc en majorité à LOCUSEM.

En sa qualité d'actionnaire et d'administrateur de LOCUSEM, et conformément à l'article L 1524-5 du code général des collectivités territoriales, qui prévoit que « (…) toute prise de participation d'une société d'économie mixte locale dans le capital d'une société commerciale fait préalablement l'objet d'un accord exprès de la ou des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires disposant d'un siège au conseil d'administration, en application du premier alinéa du présent article (…) », il est proposé que la Ville de Strasbourg autorise LOCUSEM à créer la filiale « SAS WAGENHAUS IMMOBILIERE» et à participer aux fonds propres à hauteur de 1 386 000 € (945 000 € en capital et 441 000 € en avances en compte courant bloqué) selon le projet de statuts annexé.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu le projet de statuts
vu le projet de pacte d'actionnaires
vu le plan d'affaires prévisionnel
vu l'article L 1524-5 du code général des collectivités territoriales
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
prend acte

de la stratégie de la SEM LOCUSEM,

autorise

- *la création de la société par actions simplifiée « SAS WAGENHAUS IMMOBILIERE» par LOCUSEM au capital de 1 500 000 € et un niveau total de fonds propres de 2 200 000 €, d'une durée de 99 ans, selon le projet de statuts annexé,*

- *la prise de participation par LOCUSEM dans le capital de la filiale « SAS WAGENHAUS IMMOBILIERE» par apports en fonds propres de 1 386 000 €, dont 945 000 € en capital et 441 000 € en avances en compte courant bloqué, soit 63 % du capital initial,*

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer tous les actes concourant à l'exécution des présentes et les représentants permanents de la ville de Strasbourg au conseil d'administration de LOCUSEM à prendre toutes décisions et à signer tous actes concourant à l'exécution des présentes.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

STATUTS CONSTITUTIFS

SAS WAGENHAUS IMMOBILIERE

Société par Actions Simplifiée

au capital de 1.500.000 euros

Siège social : 25 rue de Lausanne - 67000 STRASBOURG

Société en cours de constitution – RCS TI STRASBOURG

PROJET

Pour satisfaire aux dispositions de l'article R.224-2 du Code de commerce, il est précisé que les présents statuts ont été signés par :

La société dénommée « LOCUSEM », société anonyme immobilière d'économie mixte au capital de 11.243.772 €, dont le siège social est sis 25, rue de Lausanne à 67000 STRASBOURG, immatriculée au RCS de Strasbourg sous le n° B 307 115 865, représentée par Monsieur Bernard MATTER, Directeur général nommé à ce poste par délibération du Conseil d'administration de LOCUSEM en date du 28 mars 2017.

Et

La Caisse des Dépôts et Consignations (« CDC »), établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code Monétaire et Financier identifié au SIREN sous le numéro 180 020 026, dont le siège est à Paris (75007), 56 rue de Lille, représentée par, Monsieur Patrick FRANCOIS agissant en vertu d'un arrêté du Directeur Général de la Caisse des Dépôts et Consignations en date du 16 septembre 2019 portant délégation de signature pour la direction de la Banque des Territoires de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Ont préalablement exposé ce que suit :

Les soussignés ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la société par actions simplifiée qu'ils ont convenu de constituer.

PROJET

TITRE I – FORME – OBJET – DENOMINATION - SIEGE SOCIAL – DUREE – EXERCICE SOCIAL

ARTICLE 1 : FORME :

La Société est une société par actions simplifiée régie par les dispositions légales applicables et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut procéder à une offre au public sous sa forme actuelle de Société par actions simplifiée, mais peut procéder à des offres réservées à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs.

ARTICLE 2 : OBJET :

La Société WAGENHAUS IMMOBILIERE a pour objet en France

- Le portage par voie de bail emphytéotique, l'exploitation, notamment par voie de location, mise à disposition, sous quelque forme que ce soit au profit de toutes personnes publiques ou privées d'un bâtiment classé monument historique de trois niveaux à réhabiliter à usage de bureaux d'une surface de plancher utile développée de 2860 m² cadastré Section 47 parcelle 139 et d'un terrain attenant de 1685 m² cadastré Section 47 parcelle n° 141 à usage de parkings voitures et vélos et espaces verts qui fait lui-même l'objet d'un bail emphytéotique de 18 ans signé entre l'Eurométropole de Strasbourg et LOCUSEM. Ce parking sera rattaché à l'usage du bâtiment par un bail civil de 18 ans.

- la conclusion de toute convention de financement pour les besoins de la réalisation de l'objet prévu ci-dessus, et notamment la conclusion de tout emprunt bancaire et de toute convention d'avance en compte courant, ainsi que l'octroi de toute garantie consentie pour l'obtention de ces financements et la conclusion de toute convention de couverture de taux ;

- toutes opérations mobilières, immobilières, commerciales et financières se rapportant à l'objet défini ci-dessus, ou à des objets similaires ou connexes, de nature à favoriser la réalisation de cet objet ;

- la participation directe ou indirecte dans toutes opérations se rattachant à l'objet précité, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, souscriptions, achat de titres ou droits sociaux, fusion, association et participation ou autrement, tant en France qu'à l'étranger, comme l'octroi de financement sous quelque forme que ce soit auxdites entreprises ;

- Elle peut agir directement ou indirectement, soit seule, soit en association, participation, groupement ou société, avec toutes autres personnes ou sociétés et réaliser sous quelque forme que ce soit les opérations entrant dans son objet.

ARTICLE 3 : DENOMINATION SOCIALE :

La dénomination de la Société est :

WAGENHAUS IMMOBILIERE

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement « Société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S» et de l'indication du montant du capital social.

ARTICLE 4 : SIEGE SOCIAL :

Le siège social est fixé au 25 rue de Lausanne à STRASBOURG (67000).

Il peut être transféré par décision de la collectivité des associés. Le Président est habilité à modifier les statuts en conséquence.

ARTICLE 5 : DUREE :

La durée de la Société est fixée à 99 ans à compter de la date d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution ou prorogation anticipée.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des associés.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le Président doit provoquer une réunion de l'assemblée générale extraordinaire des associés à l'effet de décider si la Société doit être prorogée. A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de Grande Instance de STRASBOURG, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice ayant pour mission de provoquer la consultation prévue ci-dessus.

ARTICLE 6 : EXERCICE SOCIAL :

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Le premier exercice social sera clos le 31 décembre 2020.

TITRE II – APPORTS – CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 7 – APPORTS :

Lors de sa constitution, il a été apporté à la Société une somme totale d'un million cinq cent mille euros (1.500.000 €) euros, ainsi qu'il résulte du certificat de dépôt des fonds délivré par XXXXXXXXX

La somme totale correspondant aux apports en numéraire a été déposée au compte de ladite banque.

Ces apports en numéraire se décomposent ainsi qu'il suit :

La société dénommée « LOCUSEM » apporte la somme de 945.000 € (neuf cent quarante-cinq mille euros).

Ladite somme correspondant à la souscription et à la libération de la totalité de 630 actions de 1.500 euros chacune.

Cette somme de 945.000 € a été déposée à ladite banque pour le compte de la Société en formation.

Ces actions portent le n° 1 à 630.

La Caisse des Dépôts et Consignations (« CDC ») apporte la somme de 555.000 € (cinq cent cinquante-cinq mille euros).

Ladite somme correspondant à la souscription et à la libération de la totalité de 370 actions de 1.500 euros chacune.

Cette somme de 555.000 € a été déposée à ladite banque pour le compte de la Société en formation.

Ces actions portent le n° 631 à 1000.

ARTICLE 8 : CAPITAL SOCIAL :

Le capital social est fixé à la somme de 1.500.000 €

Il est divisé en 1000 actions de 1.500 euros chacune, entièrement libérées et de même catégorie.

ARTICLE 9 : COMPTES COURANTS D'ASSOCIES :

La Société peut recevoir de ses associés des fonds en dépôt, sous forme d'avances en compte courant selon les modalités définies par la convention de trésorerie signée entre les actionnaires.

Les avances en compte-courant seront consenties, appelées et remboursées à des conditions identiques et en principe de manière proportionnelle à la participation des Associés dans le capital social de la Société. Les comptes courants devront être intégralement remboursés au plus tard suite à une cession de l'Immeuble ou dans le cadre d'une cession des actions détenues.

ARTICLE 10 : MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL :

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par l'article 225-125 du code de commerce, par une décision collective des associés statuant sur le rapport du Président.

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants.

Il peut également être augmenté par l'exercice des droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

Les titres de capital nouveaux sont émis soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

Ils sont libérés soit par apport en numéraire y compris par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par apport en nature, soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, soit en conséquence d'une fusion ou d'une scission.

Ils peuvent aussi être libérés consécutivement à l'exercice d'un droit attaché à des valeurs mobilières donnant accès au capital comprenant, le cas échéant, le versement des sommes correspondantes

- Les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans le délai légal, l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

- En cas d'augmentation par émission d'actions à souscrire en numéraire, un droit de préférence à la souscription de ces actions est réservé aux propriétaires des actions existantes au prorata de leur participation dans le capital de la société, dans les conditions légales.

Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription. La décision d'augmentation du capital peut également supprimer ce droit préférentiel dans les conditions légales.

- Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal (ou du pair) prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

TITRE III – ACTIONS :

ARTICLE 11 : INDIVISIBILITE DES ACTIONS :

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les droits attachés aux actions indivises sont exercés par celui des indivisaires qui a été mandaté comme tel auprès de la société. La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

ARTICLE 12 : DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS :

1 - Chaque action ordinaire donne droit dans la répartition des bénéfices, des réserves et des primes d'émission ou dans le boni de liquidation, et dans la propriété de l'actif social à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

2 - Les actionnaires ne sont responsables des pertes qu'à concurrence de leurs apports. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe. La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des assemblées générales.

3 – Chaque action donne également le droit de participer aux décisions collectives des actionnaires et d'y voter.

4 - Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentant d'un actionnaire ne peuvent requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs de la Société, ni en demander le partage ou la licitation. Ils ne peuvent en aucun cas s'immiscer dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en remettre aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

5 - Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, ou encore en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution d'actions, ou en conséquence d'une augmentation ou d'une réduction du capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les titulaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du regroupement et, le cas échéant, de l'achat ou de la vente des actions nécessaires.

6 - Les actions ayant une valeur nominale inférieure ou égale à un montant fixé par décret en Conseil d'Etat peuvent être regroupées. Ces regroupements sont décidés par les assemblées générales d'associés dans les conditions prévues pour la modification des statuts et selon les dispositions réglementaires.

Ils comportent l'obligation, pour les associés, de procéder aux achats ou aux cessions d'actions nécessaires pour réaliser le regroupement.

Si le ou les associés ayant pris cet engagement ne le remplissent pas, les opérations de regroupement peuvent être annulées à la demande de tout intéressé. Dans ce cas, les achats et les ventes de rompus

PROJET

peuvent être annulés à la demande des associés qui y ont procédé ou de leurs ayants cause, à l'exception des associés défaillants, sans préjudice de tous dommages-intérêts s'il y a lieu.

La valeur nominale des actions regroupées ne peut être supérieure à un montant fixé par décret en Conseil d'Etat.

Pour faciliter ces opérations, la Société doit, avant la décision de l'assemblée générale, obtenir d'un ou de plusieurs associés l'engagement de servir pendant un délai de deux ans, au prix fixé par l'assemblée, la contrepartie tant à l'achat qu'à la vente des offres portant sur les rompus ou des demandes tendant à compléter le nombre de titres appartenant à chacun des associés intéressés.

A l'expiration du délai fixé par le décret, les actions non présentées en vue de leur regroupement perdent leur droit de vote et leur droit au dividende est suspendu.

Les dividendes dont le paiement a été suspendu sont, en cas de regroupement ultérieur, versés aux propriétaires des actions anciennes dans la mesure où ils n'ont pas été atteints par la prescription.

Lorsque les propriétaires de titres n'ont pas la libre administration de leurs biens, la demande d'échange des anciens titres et les achats ou cessions de rompus nécessaires pour réaliser le regroupement sont assimilés à des actes de simple administration, sauf si les nouveaux titres sont demandés sous la forme au porteur en échange de titres nominatifs.

Les titres nouveaux présentent les mêmes caractéristiques et confèrent de plein droit et sans l'accomplissement d'aucune formalité les mêmes droits réels ou de créance que les titres anciens qu'ils remplacent.

Les droits réels et les nantissements sont reportés de plein droit sur les titres nouveaux attribués en remplacement des titres anciens qui en sont grevés.

7 - Sauf interdiction légale, il sera fait masse, au cours de l'existence de la Société ou lors de sa liquidation, entre toutes les actions des exonérations et imputations fiscales ainsi que de toutes taxations susceptibles d'être supportées par la Société, avant de procéder à toute répartition ou remboursement, de telle manière que, compte tenu de la valeur nominale et de leur jouissance respective, les actions de même catégorie reçoivent la même somme nette.

ARTICLE 13 : FORME DES VALEURS MOBILIERES :

Les valeurs mobilières émises par la société sont obligatoirement nominatives.

Elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans des comptes tenus par la Société ou par un mandataire désigné à cet effet.

Tout associé peut demander la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 14 – LIBERATION DES ACTIONS :

1 - Toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement accompagnée du versement de la quotité minimale prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. Le surplus est payable en une ou plusieurs fois aux époques et dans les proportions qui seront fixées par l'organe dirigeant en conformité de la loi. Les appels de fonds sont portés à la connaissance des associés trente jours au moins avant l'époque fixée pour chaque versement, par lettres recommandées avec demande d'avis de réception.

Les associés ont la faculté d'effectuer des versements anticipés.

2 - A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par l'organe dirigeant, les sommes exigibles sont, de plein droit, productives d'intérêt au taux de l'intérêt légal, à partir de la date d'exigibilité, le tout sans préjudice des recours et sanctions prévus par la loi.

TITRE IV – CESSION – TRANSMISSION :

ARTICLE 15 : DEFINITIONS :

Dans le cadre des présents statuts, les soussignés sont convenus des définitions ci-après :

1.- **Cession** : signifie toute opération à titre onéreux ou gratuit, volontaire ou forcée, immédiate ou à terme, entraînant le transfert de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit des valeurs mobilières émises par la Société, à savoir notamment : cession, transmission, échange, apport en Société, fusion et opération assimilée, cession judiciaire, constitution de trusts, nantissement, liquidation, transmission universelle de patrimoine.

2 - **Action ou Valeur mobilière** : signifie les valeurs mobilières émises par la Société donnant accès de façon immédiate ou différée et de quelque manière que ce soit, à l'attribution d'un droit au capital et/ou d'un droit de vote de la Société, ainsi que les bons et droits de souscription et d'attribution attachés à ces valeurs mobilières.

ARTICLE 16 : TRANSMISSION DES ACTIONS :

La transmission des actions émises par la Société s'opère par un virement de compte à compte sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur le registre des mouvements coté et paraphé.

ARTICLE 17 : PREEMPTION :

1. Toute Cession des actions de la Société, à l'exception des cessions d'actions intervenant profit d'un autre associé ou affilié (à savoir toute société « contrôlée » par un associé ou une société « contrôlant » s'est associé au sens de l'article L. 233–3 du code de commerce), est soumise au respect du droit de préemption conféré aux associés et ce, dans les conditions ci-après.

2. L'associé Cédant notifie au Président et à chacun des associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception son projet de cession mentionnant :

- le nombre d'actions concernées ;

- la nature juridique de la Cession ;

- les informations sur le cessionnaire envisagé : nom, prénoms, adresse et nationalité ou s'il s'agit d'une personne morale dénomination, siège social, objet social ou activité, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux, extrait Kbis en cours de validité, plus généralement tout document exigée par les autorités notamment Tracfin permettant de déterminer le bénéficiaire économique ultime ;

- le prix et les conditions de la Cession projetée.

- le cas échéant, le montant de la créance en compte courant dont l'associé Cédant est titulaire à l'encontre de la Société, (incluant le montant des intérêts échus mais non versés ou à échoir y

afférents), toute Cession devra s'accompagner du rachat, dans des proportions identiques à la quote-part de actions sociales cédées, de cette créance concomitamment à la Cession des actions ;

- la formule suivante de l'associé Cédant : "Le soussigné déclare et certifie qu'à sa connaissance, l'offre d'achat qui lui a été faite par écrit par le bénéficiaire émane d'une personne solvable et que le prix, les conditions de paiement et les autres modalités et conditions indiquées dans la présente notification, représentent la réalité et l'intégralité de l'opération projetée avec le cessionnaire".

La date de réception de la notification de l'associé Cédant fait courir un délai de trois (3) mois, à l'expiration duquel, si les droits de préemption n'ont pas été exercés en totalité sur les actions concernées, le Cédant pourra réaliser librement la cession projetée, sous réserve de respecter la procédure d'agrément prévue à l'article "Agrément des cessions" ci-après.

3. Chaque associé bénéficie d'un droit de préemption sur les actions faisant l'objet du projet de cession. Ce droit de préemption aux mêmes conditions de prix et de paiement que celles offertes par le Cessionnaire est exercé par notification au Président dans les trente (30) jours calendaires au plus tard de la réception de la notification ci-dessus visée. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception précisant le nombre d'actions que chaque associé souhaite acquérir.

4. A l'expiration du délai de trente (30) jours prévus au 3 ci-dessus et avant celle du délai de trois mois fixé au 2 ci-dessus, le Président doit notifier à l'associé Cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception les résultats de la préemption.

Si les droits de préemption exercés sont supérieurs au nombre d'actions dont la cession est envisagée, les actions concernées sont réparties par le Président entre les associés qui ont notifié leur volonté d'acquérir au prorata de leur participation au capital de la Société et dans la limite de leurs demandes.

Si les droits de préemption sont inférieurs au nombre d'actions dont la cession est envisagée, les droits de préemption sont réputés n'avoir jamais été exercés et l'associé Cédant est libre de réaliser la cession au profit du cessionnaire mentionné dans sa notification, sous réserve de respecter la procédure d'agrément prévue à l'article "Agrément des cessions" ci-après.

5. En cas d'exercice du droit de préemption, la cession des actions devra être réalisée dans un délai de quarante (40) jours calendaires moyennant le prix mentionné dans la notification de l'associé Cédant.

ARTICLE 18 : AGREMENT DES CESSIONS :

1. Les actions ne peuvent être cédées qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés prise à l'unanimité des voix des associés disposant du droit de vote.

Les cessions entre associés sont libres.

2. La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président de la Société et indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de la cession, les nom, prénoms, adresse, nationalité de l'acquéreur ou s'il s'agit d'une personne morale, son l'identification complète (dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux). Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés.

3. Le Président dispose d'un délai de deux (2) mois à compter de la réception de la demande d'agrément pour faire connaître au Cédant la décision de la collectivité des associés. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé acquis.

4. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées et, en cas de refus, elle ne pourra jamais donner lieu à une réclamation quelconque contre les Associés ou contre la Société.

5. En cas d'agrément, l'associé Cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions doit être réalisé au plus tard dans les trente (30) jours de la décision d'agrément : à défaut de réalisation du transfert dans ce délai, l'agrément serait frappé de caducité.

6. Si l'agrément est refusé, l'associé Cédant peut, dans les quinze (15) jours suivant la notification du refus d'agrément, notifier à la Société qu'il renonce à son projet de cession.

En cas de refus d'agrément et si l'associé ne renonce pas à son projet de transfert, la Société est tenue dans un délai de deux (2) mois à compter de la notification du refus d'agrément, d'acquérir ou de faire acquérir les actions de l'associé Cédant par un ou plusieurs tiers agréés selon la procédure ci-dessus prévue.

Si le rachat des actions n'est pas réalisé du fait de la Société dans ce délai d'un de deux (2) mois, l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis.

En cas d'acquisition des actions par la Société, celle-ci est tenue dans un délai de six (6) mois à compter de l'acquisition de les céder ou de les annuler.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la Société est déterminé d'un commun accord entre les parties. Les offres d'achat sont notifiées à l'associé Cédant par le Président par lettre recommandée avec avis de réception, en indiquant les noms des acquéreurs proposés ou l'offre de rachat par la Société ainsi que le prix offert.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les cessions à un tiers, même aux adjudications publiques en vertu d'une décision de Justice ou autrement.

En cas d'augmentation de capital par émission d'actions de numéraire, la cession des droits de souscription est soumise à autorisation de la collectivité des associés dans les conditions prévues ci-dessus.

La cession de droit à attribution d'actions gratuites, en cas d'incorporation au capital de bénéfices, réserves, provisions ou primes d'émission ou de fusion, est assimilée à la cession des actions gratuites elles-mêmes et doit donner lieu à demande d'agrément dans les conditions définies ci-dessus.

Toute cession réalisée en violation des clauses ci-dessus est nulle.

ARTICLE 19 : MODIFICATIONS DANS LE CONTROLE D'UN ASSOCIE :

1. En cas de modification au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce du contrôle d'une société associée, celle-ci doit en informer la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée à l'organe dirigeant dans un délai de 15 jours du changement de contrôle. Cette notification doit préciser la date du changement de contrôle et toutes informations sur le ou les nouveaux contrôlaires.

Si cette procédure n'est pas respectée, la société associée dont le contrôle est modifié pourra être exclue de la Société dans les conditions prévues à l'article "Exclusion d'un associé".

2. Dans le délai de 15 jours à compter de la réception de la notification du changement de contrôle, la Société peut mettre en œuvre la procédure d'exclusion et de suspension des droits non pécuniaires de la société associée dont le contrôle a été modifié, telle que prévue à l'article "Exclusion d'un associé". Si la Société n'engage pas la procédure d'exclusion dans le délai ci-dessus, elle sera réputée avoir agréé le changement de contrôle.

3. Les dispositions ci-dessus s'appliquent à la société associée qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

ARTICLE 20 : EXCLUSION D'UN ASSOCIE :

1. Exclusion de plein droit

L'exclusion de plein droit intervient en cas de dissolution, de redressement ou de liquidation judiciaire d'un associé.

2. Exclusion facultative

L'exclusion d'un associé peut être également prononcée dans les cas suivants :

- violation des dispositions des présents statuts ;

- révocation d'un associé de ses fonctions de mandataire social ;

- condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé ;

- condamnation judiciaire définitive d'un dirigeant d'un associé ayant des conséquences négatives sur la notoriété de l'associé

3. Modalités de la décision d'exclusion

L'exclusion est prononcée par décision collective des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote ; l'associé dont l'exclusion est susceptible d'être prononcée participe au vote et ses actions sont prises en compte pour le calcul de la majorité.

Les associés sont consultés sur l'exclusion à l'initiative du Président ; si le Président est lui-même susceptible d'être exclu, les associés seront consultés à l'initiative de l'associé le plus diligent.

Cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs de ces actions ; il est expressément convenu que la cession sera réalisée valablement sans application de la clause d'agrément prévue aux présents statuts et de la clause de préemption prévues aux présents statuts.

La décision d'exclusion est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'initiative du Président.

4. Dispositions communes à l'exclusion de plein droit et à l'exclusion facultative

L'exclusion de plein droit et l'exclusion facultative entraînent dès le prononcé de la mesure la suspension des droits non pécuniaires attachés à la totalité des actions de l'associé exclu.

La totalité des actions de l'associé exclu doit être cédée dans les 20 jours de la décision d'exclusion à toute personne désignée comme il est prévu ci-dessus.

Le prix de rachat des actions de l'associé exclu est déterminé d'un commun accord, à défaut, la valeur de ces droits est déterminée en cas de contestation, ledit prix sera déterminé par un expert désigné soit par les parties, soit à défaut d'accord entre elles, par ordonnance du président du tribunal statuant en la forme des référés et sans recours possible.

ARTICLE 21 : NULLITE DES CESSIONS D'ACTIONS :

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des dispositions des articles "Préemption", - "Agrément des cessions", "Modifications dans le contrôle d'un associé" des présents statuts sont nulles.

Au surplus, une telle cession constitue un juste motif d'exclusion.

TITRE V – ADMINISTRATION DE LA SOCIETE :

ARTICLE 22 : PRESIDENT DE LA SOCIETE :

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne morale associée de la société.

1. Désignation

Le premier Président de la société est désigné aux termes des présents statuts.

Le Président est ensuite désigné par décision collective des associés.

Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

2. Durée des fonctions

Le Président est nommé pour trois (3) années renouvelables.

3. Rémunération

Le Président n'est pas rémunéré.

4. Pouvoirs

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts aux décisions collectives des associés.

Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

Le Président n'a pas la qualité pour décider ou autoriser l'émission d'obligations, les présents statuts réservant ce pouvoir à l'assemblée générale.

5. Révocation - démission

La révocation du Président ne peut intervenir que pour un motif grave ou s'il s'agit d'un Associé (ou d'un Affilié d'un Associé), en cas de cession par cet Associé de la totalité de ses actions.

Elle est prononcée par décision collective unanime des associés autres que le Président. Toute révocation intervenant sans qu'un motif grave soit établi, ouvrira droit à une indemnisation du Président.

La révocation du Président pour motif grave ne donnera lieu au versement d'aucune indemnité.

La révocation du Président associé ou non n'entrainera pas la dissolution de la société.

En cas de démission, le Président est tenu d'en informer chacun des Associés moyennant un préavis d'au moins quatre-vingt-dix (90) Jours, par lettre recommandée avec accusé de réception. En outre, il devra organiser dans ce délai une décision collective des Associés destinée à pourvoir à son remplacement. Sa démission ne pourra prendre effet qu'à compter de la date de prise d'effet de la nomination de son remplaçant.

Dans tous les cas, tout Associé peut provoquer une décision collective des Associés aux fins de nommer un nouveau Président en remplacement du Président démissionnaire ou révoqué.

PROJET

TITRE VI – CONVENTIONS REGLEMENTEES – COMMISSAIRES AUX COMPTES :

ARTICLE 23 : CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS :

Toute convention intervenant, directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce doit être portée à la connaissance des Commissaires aux comptes et être approuvée par la collectivités des associés dans les conditions à l'article 26 "Règles d'adoptions des décisions collectives" des présents statuts.

Les Commissaires aux comptes présentent aux associés un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions conclues avec l'associé unique (ou les associés concernés en cas de pluralité d'associés) au cours de l'exercice écoulé.

Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de cet exercice.

Les interdictions prévues à l'article L 225-43 du Code de commerce s'appliquent au Président et aux dirigeants de la Société.

ARTICLE 24 : COMMISSAIRES AUX COMPTES :

La collectivité des associés désigne, lorsque cela est obligatoire en vertu des dispositions légales et réglementaires, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants.

Lorsque la désignation d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant demeure facultative, c'est à la collectivité des associés, statuant dans les conditions requises pour les décisions ordinaires ou extraordinaires, qu'il appartient de procéder à de telles désignations, si elle le juge opportun.

En outre, la nomination d`un commissaire aux comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Les Commissaires aux comptes doivent être invités à participer à toutes les décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

PROJET

TITRE VII – DÉCISIONS DES ASSOCIÉS :

ARTICLE 25 : DECISIONS COLLECTIVES :

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

1.Sont qualifiées d'ordinaires les décisions suivantes :

- L'approbation des comptes annuels, l'affectation des bénéfices et toute distribution de dividendes, de réserves, ou de primes d'émission ou d'apport ;
- Le transfert du siège social ;
- L'approbation des conventions conclues entre la Société et ses dirigeants ou associés ;
- Nomination des commissaires aux comptes ;
- Toute décision relative à la nomination, à la révocation ou au renouvellement du Président ;

2. Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions suivantes :

- La modification du capital social : augmentation, amortissement ou réduction du capital social
- Toute cession, nantissement, acquisition et/ou souscription (en ce compris les apports) de participations au sein d'une autre société ou groupement disposant ou non de la personnalité morale sous quelque forme que ce soit, ou abandon de droits attachés à ces participations, et qui ne serait pas prévu dans le plan d'affaires approuvé ou pouvant entraîner la responsabilité solidaire ou indéfinie de la Société ;
- Toute conclusion ou modification de tout contrat d'acquisition ou de cession, sous quelque forme que ce soit, d'actif(s) immobilier(s) ou de droits réels (baux à construction et servitudes) quelle qu'en soit la valeur ;
- Toute conclusion, modification ou octroi de tout engagement hors bilan, prêt, caution, aval ou garantie de quelque nature que ce soit à consentir par la Société à l'exclusion de la convention d'emprunt initial qui est considérée comme acquise par la collectivité des associés ;
- Toute sureté de quelques natures que ce soit qui pourrait être consentie par un associé sur ses actions ;
- La conclusion ou modification de toute convention d'emprunt, ainsi que de toute convention ayant pour effet d'accroître le niveau d'endettement de la Société, et toute décision de remboursement anticipé de ces emprunts ;
- L'agrément d'un nouvel associé ;
- Toute décision tendant à augmenter l'engagement d'un associé ;
- L'exclusion d'un associé et la suspension de ses droits de vote ;
- Toute décision entraînant une modification du régime fiscal applicable à la Société ;
- La renonciation à la mise en œuvre de tout droit ou prérogative prévue aux termes d'une convention conclue avec le Président, l'un des Associés ou l'un des Affiliés dudit associé ou Président.
- La modification des statuts et des statuts ultérieurs de la Société ou toute décision entrainant une modification de ceux-ci, sauf dans les cas où une telle modification est rendue nécessaire pour les rendre conformes aux évolutions législatives et réglementaires ;
- Toute opération de fusion, scission, transformation, réorganisation, dissolution, liquidation, apport partiel d'actifs ;
- Toute décision de dissolution ou de la liquidation anticipée de la Société ;
- La nomination du Liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation.

PROJET

ARTICLE 26 : REGLES DE MAJORITE :

Les décisions ordinaires seront prises à la majorité des associés présents ou représentés.

Les décisions extraordinaires seront prises à l'unanimité des associés.

ARTICLE 27 : FORMES DES DECISIONS COLLECTIVES :

Les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Président ou à la demande de tout associé disposant de plus de vingt (20) % du capital.

L'assemblée générale se réunit au minimum une (1) fois par an.

Les convocations peuvent être effectuées par voie électronique.

Elle se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai, si tous les Associés sont présents ou régulièrement représentés.

Les décisions collectives sont prises soit en assemblée, soit par voie de consultation écrite à l'initiative du Président soit dans un acte auquel participent tous les Associés.

Les comptes annuels sont obligatoirement soumis à l'approbation d'une assemblée qui se tient dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social. Les autres décisions collectives sont prises à toute époque de l'année.

Chaque action donne droit à une (1) voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

Pendant la période de liquidation de la Société, les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Liquidateur.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, ou à distance, par voie électronique, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective trois jours ouvrés au moins avant celle-ci, à zéro heure, heure de Paris.

Il ne sera tenu compte d'aucun transfert de propriété des titres intervenant entre la date de réception, par la Société, des procurations et votes à distance et la date requise pour l'inscription en compte des titres. En conséquence, les procurations et votes à distance préalablement émis par l'associé cédant demeureront valides et inchangés.

ARTICLE 28 : MODALITES DES DECISIONS COLLECTIVES :

1. Assemblée générale

Les associés se réunissent en assemblée sur convocation du Président au siège social ou en tout autre lieu mentionné dans la convocation.

Toutefois, tout associé disposant de plus de 20 % du capital peut demander la convocation d'une assemblée.

Selon l'article L 2323-67 du Code du travail, le Comité d'entreprise peut demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée générale des associés en cas d'urgence.

La convocation est effectuée à chacun des associés par tous moyens de communication écrite vingt (20) jours au moins avant la date de la réunion et contenant indication des jour, heure et lieu ainsi que de l'ordre du jour de la réunion et est accompagnée du texte des résolutions proposées et de tous documents nécessaires à l'information des associés conformément aux lois et règlements applicables.

Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai si tous les associés sont présents ou régulièrement représentés.

L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'Assemblée.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé ou par un tiers. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par courrier électronique et télécopie.

Les règles relatives à la représentation des associés pour les décisions collectives de la Société, et notamment celles concernant les modalités du vote par procuration, le contenu, les mentions obligatoires et les documents et informations joints à toute formule de procuration, sont celles applicables à la représentation des actionnaires aux assemblées dans les SA.

Les associés peuvent également participer à distance aux décisions collectives, au moyen d'un formulaire de vote à distance ou d'un document unique de vote, dans les conditions et selon les modalités prévues pour les SA.

Lors de chaque assemblée, il est établi une feuille de présence mentionnant les noms, adresses des associés présents et/ou représentés, le nombre d'actions dont ils disposent et l'identité des mandataires. Cette feuille de présence est signée par tous les associés présents ou représentés et certifiée exacte par les membres du bureau ou, à défaut par le président de séance. A cette feuille de présence sont annexés les pouvoirs des associés représentés.

Les décisions collectives prises en assemblée doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées. Les procès-verbaux sont signés par le Président de l'Assemblée et par les associés présents.

Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualité du Président de Séance, l'identité des associés présents et représentés, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un résumé des débats, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et pour chaque résolution le sens du vote de chaque associé.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime de tous les associés exprimés dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou sur les feuilles mobiles numérotées visés ci-dessus.

2. Consultation écrite par correspondance

Sauf pour l'approbation des comptes annuels, le Président peut toujours consulter par écrit les associés au lieu de les réunir en assemblée.

Il leur adresse alors par lettre recommandée avec demande d'avis de réception le texte des projets résolutions soumises à leur approbation, accompagné de tous documents et rapports nécessaires à leur information.

Les associés doivent, dans un délai de huit (8) Jours Ouvrés, à compter de la réception de la lettre recommandée précitée, adresser au Président leur acceptation ou leur refus pour chaque résolution, par pli également recommandé avec accusé de réception.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par "oui " ou par "non ".

Pendant ledit délai, les associés peuvent exiger du Président les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

Un procès-verbal de chaque consultation écrite, mentionnant l'utilisation de cette procédure, est établi et signé par le Président. Au procès-verbal est annexée la réponse de chaque associé.

ARTICLE 29 : DECISIONS UNANIMES DES ASSOCIES :

A l'exception de l'approbation des comptes annuels, les associés peuvent toujours, d'un commun accord et à tout moment, prendre à l'unanimité toutes décisions collectives qui leur paraîtront nécessaires, par acte notarié ou sous seing privé, sans être alors tenus d'observer les règles et délais prescrits pour la réunion des assemblées ordinaires et extraordinaires ni pour les votes individuels par écrit. Les décisions ainsi prises sont mentionnées à leur date dans le registre des délibérations des associés.

ARTICLE 30 : INFORMATION PREALABLE DES ASSOCIES :

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de la loi sur le ou les rapports du Président et/ou des Commissaires aux comptes, si la société en est dotée, le ou les rapports doivent être communiqués aux associés 15 jours avant la date d'établissement du procès-verbal de la décision des associés.

Les associés peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président et des rapports des Commissaires aux comptes, si la société en est dotée.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

ARTICLE 31 : DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES :

Le droit de communication des associés, la nature des documents mis à leur disposition et les modalités de leur mise à disposition ou de leur envoi s'exercent dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires.

PROJET

TITRE VIII – COMPTES ANNUELS – AFFECTATION DES RESULTATS :

ARTICLE 32 : ETABLISSEMENT ET APPROBATION DES COMPTES ANNUELS :

Le Président établit les comptes annuels de l'exercice.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et des rapports du ou des Commissaires aux comptes, si la Société en est dotée.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport de gestion du groupe et les rapports des Commissaires aux comptes, lors de cette décision collective.

ARTICLE 33 : AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS :

1. Toute action, en l'absence de catégorie d'actions, ou toute action d'une même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation.

Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.

2. Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les associés décident sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi.

3. La décision collective des associés peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La décision collective des associés ou, à défaut, le Président, fixe les modalités de paiement des dividendes.

TITRE IX – LIQUIDATION – DISSOLUTION – CONTESTATIONS :

ARTICLE 34 : DISSOLUTION – LIQUIDATION DE LA SOCIETE :

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par décision collective des associés.

La décision collective des associés qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs Liquidateurs.

Le Liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés peuvent autoriser le Liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

Le surplus, s'il en existe, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

ARTICLE 35 : CONTESTATIONS :

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation entre les associés ou entre un associé et la Société, seront soumises au Tribunal de Grande Instance Chambre commerciale lieu du siège social si celui-ci continue à être situé dans les départements soumis au droit local à défaut au Tribunal de commerce compétent.

TITRE X – DESIGNATION DES ORGANES SOCIAUX - ACTES ACCOMPLIS POUR LA SOCIETE EN FORMATION :

ARTICLE 36 : NOMINATION DU PRESIDENT :

Le premier Président de la Société est désigné aux termes des présents statuts pour une durée de trois années renouvelables.

Le Président est la Société Anonyme d'Economie Mixte LOCUSEM, au capital de 11.243.772 €, dont le siège social est sis 25, rue de Lausanne à 67000 STRASBOURG, immatriculée au RCS de Strasbourg sous le n° B 307 115 865, représentée par **Monsieur Bernard MATTER, Directeur général nommé à ce poste par délibération du Conseil d'administration de LOCUSEM en date du 28 mars 2017**.

La société LOCUSEM, laquelle déclare accepter lesdites fonctions et satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour leur exercice.

ARTICLE 37 : ETAT DES ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION :

Un état des actes accomplis pour le compte de la Société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la Société est annexé aux présents statuts. Cet état a été tenu à la disposition des associés dans les délais légaux à l'adresse du siège social.

PROJET

ARTICLE 38 : MANDAT DE PRENDRE DES ENGAGEMENTS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE :

Les soussignés donnent mandat à la société LOCUSEM à l'effet de prendre les engagements suivants au nom et pour le compte de la Société :

- Ouverture d'un compte bancaire au XXXXXXX
- Décision Unanime des actionnaires relative à la nomination d'un commissaire aux comptes
- Récapitulatif des dépenses pour la période du 01 juillet 2015 au 30 avril 2020

ARTICLE 39 : FORMALITES DE PUBLICITE – IMMATRICULATION :

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original des présentes à l'effet d'accomplir les formalités de publicité, de dépôt et autres nécessaires pour parvenir à l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés.

Fait en 7 originaux, dont

UN pour l'enregistrement,

DEUX pour les dépôts légaux et

UN pour les archives sociales.

A STRASBOURG, le …… 2020

SA LOCUSEM,

prise en la personne de son représentant légal

La Caisse des Dépôts et Consignations,

prise en la personne de son représentant légal

PROJET

ANNEXE I – ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION

Actes accomplis pour le compte de la Société en formation, avant la signature des statuts

Annexe 1	Ouverture d'un compte bancaire auprès de XXXXXXXXXX
Annexe 2	Décision Unanime des actionnaires relative à la nomination des commissaires aux comptes.
Annexe 3	Récapitulatif des dépenses pour la période du 01 juillet 2015 au 30 avril 2020

Société LOCUSEM,

prise en la personne de son représentant légal

La Caisse des Dépôts et Consignations,

prise en la personne de son représentant légal

PROJET

ANNEXE 2 – DECISION UNANIME DES ASSOCIES RELATIVE A LA NOMINATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES :

ARTICLE 1 : NOMINATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Est nommé en qualité de Commissaire aux comptes titulaire pour les six premiers exercices sociaux :

FCN Expertise Audit Conseil

Société Anonyme dont le siège social est 45 rue des Moissons - BP 40428 - 51065 Reims Cedex

Immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Reims sous le numéro 337 080 089 ;

FCN Expertise Audit Conseil a déclaré accepter le mandat qui vient de lui être conféré et qu'il n'existe de son chef aucune incompatibilité ni interdiction à cette nomination.

Son mandat viendra à expiration à l'issue de la décision de l'associé unique ou des associés qui sera appelée à statuer sur les comptes du sixième exercice social, soit sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

En référence à la loi du 9 décembre 2016 dite Loi Sapin 2, la nomination d'un commissaire aux comptes suppléant n'est plus requise si le commissaire aux comptes titulaire retenu n'est pas une entité unipersonnelle ou une personne physique

A Strasbourg,

Le 2020.

_____

LOCUSEM

Associée

Représentée par Bernard MATTER

_____

La CDC

Associée

Représentée par Patrick FRANCOIS

PROJET

PACTE D'ACTIONNAIRES

ENTRE LES SOUSSIGNÉES :

La société dénommée « LOCUSEM », société anonyme immobilière d'économie mixte au capital de 11.243.772 €, dont le siège social est sis 25, rue de Lausanne à 67000 STRASBOURG, immatriculée au RCS de Strasbourg sous le n° B 307 115 865, représentée par Monsieur Bernard MATTER, Directeur général nommé à ce poste par délibération du Conseil d'administration de LOCUSEM en date du 28 mars 2017.

Et

La Caisse des Dépôts et Consignations (« CDC »), établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code Monétaire et Financier identifié au SIREN sous le numéro 180 020 026, dont le siège est à Paris (75007), 56 rue de Lille, représentée par, Monsieur Patrick FRANCOIS agissant en vertu d'un arrêté du Directeur Général de la Caisse des Dépôts et Consignations en date du 27 novembre 2019 portant délégation de signature pour la direction de la Banque des Territoires de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Parties

En présence de

La société dénommée « SAS WAGENHAUS IMMOBILIERE », société par actions simplifiée au capital de 1.500.000 d'euros dont le siège social sis 25, rue de Lausanne à STRASBOURG (67000), société en cours de constitution.

Partie Intervenante au présent pacte

IL A D'ABORD ÉTÉ EXPOSÉ CE QUI SUIT.

La société LOCUSEM a vocation à assurer le portage sur le long terme de locaux banalisés non réalisés par le secteur privé à destination des TPE et PME notamment de l'économie sociale et solidaire.

LOCUSEM est propriétaire du bâtiment dénommé WAGENHAUS qui lui a été apporté par l'Eurométropole de Strasbourg par acte authentique en date du 2 Décembre 2016 dans le cadre de la recapitalisation de LOCUSEM.
Le bâtiment WAGENHAUS construit en 1904 pour un usage militaire est un bâtiment classé inscrit au titre des monuments historiques au terme d'un arrêté préfectoral 2009/28 en date du 2 Avril 2009.

Interne

Le bâtiment WAGENHAUS cadastré section 47 parcelle 139 est une construction de 1100 m² d'emprise au sol (tour d'échelle du bâtiment) sur 3 niveaux (ci-après désigné l'« **Immeuble** »).

Pour engager la réhabilitation de ce bâtiment, LOCUSEM a mis en œuvre une procédure dite de dialogue compétitif qui s'est déroulée entre Septembre 2017 et Juin 2018 mettant en concurrence trois promoteurs. A l'issue de la procédure, la Commission d'Appel d'Offres, réunie le 18 Septembre 2018, a retenu l'offre faite par le Groupe EIFFAGE Immobilier. Le Contrat de Promotion Immobilier (CPI) portant sur la réhabilitation complète du bâtiment a été signé le 29 Novembre 2018 entre LOCUSEM et EIFFAGE Immobilier.

Une première demande de permis de construire a été déposée le 13 Décembre 2018 pour une surface de plancher de 2966 m² et 40 places de parkings sur un terrain attenant au bâtiment. Ce premier permis de construire a été refusé en date du 12 Février 2019 pour motif que le foncier mis à disposition par l'Eurométropole pour la réalisation des parkings n'était pas une concession supérieure à 15 ans.

Une seconde demande de permis de construire a été déposée le 09 Mai 2019 avec pour modification principale la diminution du nombre de places de parkings de 40 à 20 sans aucune autre modification sur la surface de la réhabilitation (2860 m² surface utile). Ledit permis a été accordé par les services instructeurs de l'EMS le 02 Juillet 2019 (PC n° 67482 19 V0106). Ce permis de construire est à ce jour purgé de tout recours par la production d'une attestation de non recours faite par le tribunal administratif de Strasbourg et confirmé par l'EMS en date du 07 Novembre 2019.

Le terrain adjacent, sur lequel seront réalisés les parkings autos, vélos et espaces verts, fait l'objet d'un bail emphytéotique entre l'EMS propriétaire et LOCUSEM. L'accord pour la mise en œuvre de ce BE de 18 ans révolus a été donné par délibération de la commission permanente du Conseil de l'Eurométropole en date du 28 Juin 2019

Le projet architectural de réhabilitation ne porte que sur l'intérieur de la construction, l'extérieur devant être remis en état mais sans aucune modification, les façades étant classées. L'intérieur du projet est divisé en deux parties (2/3 1/3) séparé par un atrium sur toute la hauteur des 3 niveaux. L'objectif est de proposer à l'intérieur du bâtiment des surfaces locatives tout aménagées mais non cloisonnées allant de 100 à 500 m² en base Code du travail.

A l'issue du Conseil d'Administration du 29 Octobre 2019 et après examen de plusieurs contacts sérieux, le Directeur Général de LOCUSEM a été autorisé à signer un bail en l'état futur d'achèvement avec l'Association Foyer Notre Dame pour une surface locative de 1700 m² environ soit 60% de l'ensemble du projet.

Reste à rédiger la suite quand le BEFA sera signé avec le FND

Le bâtiment WAGENHAUS a été apporté en nature par l'Eurométropole à LOCUSEM dans le cadre de la recapitalisation de l'outil SEM en décembre 2016. Le principe d'une cession à la SAS impliquerait une AGE de LOCUSEM pour modifier ses statuts (article 6.1 sur le capital et la dotation en nature EMS WAGENHAUS) et impliquerait également une délibération conjointe de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole avec des débats concomitants en amont

Dans ce contexte, LOCUSEM et la CDC ont voulu s'associer dans le cadre de cette opération pour conclure un bail emphytéotique concédé par LOCUSEM à la SAS WAGENHAUS d'une durée initiale de trente ans (30 ans) en créant la SAS WAGENHAUS IMMOBILIERE ayant pour objet :

Interne

- L'exploitation, notamment par voie de location, mise à disposition, sous quelque forme que ce soit au profit de toutes personnes publiques ou privées d'un bâtiment classé monument historique de trois niveaux à réhabiliter à usage de bureaux d'une surface de plancher développée de 2860 m² utiles cadastré Section 47 parcelle 139 et d'un terrain attenant de 1685 m² cadastré Section 47 parcelle n° 141 à usage de parkings voitures et vélos et espaces verts qui fait l'objet d'un bail emphytéotique de 18 ans signé entre l'Eurométropole de Strasbourg et LOCUSEM

- la conclusion de toute convention de financement pour les besoins de la réalisation de l'objet prévu ci-dessus, et notamment la conclusion de tout emprunt bancaire et de toute convention d'avance en compte courant, ainsi que l'octroi de toute garantie consentie pour l'obtention de ces financements et la conclusion de toute convention de couverture de taux ;

- toutes opérations mobilières, immobilières, commerciales et financières se rapportant à l'objet défini ci-dessus, ou à des objets similaires ou connexes, de nature à favoriser la réalisation de cet objet ;

- la participation directe ou indirecte dans toutes opérations se rattachant à l'objet précité, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, souscriptions, achat de titres ou droits sociaux, fusion, association et participation ou autrement, tant en France qu'à l'étranger, comme l'octroi de financement sous quelque forme que ce soit auxdites entreprises ;

- Elle peut agir directement ou indirectement, soit seule, soit en association, participation, groupement ou société, avec toutes autres personnes ou sociétés et réaliser sous quelque forme que ce soit les opérations entrant dans son objet.

Comme condition essentielle et déterminante de la réalisation de l'Opération, et plus généralement de leur association, les Associés ont décidé d'organiser leurs relations au sein de la Société WAGENHAUS IMMOBILIERE et de préciser leurs engagements respectifs selon les modalités et dans les termes du présent Pacte (ci-après désigné le « **Pacte** »).

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT.

ARTICLE PRELIMINAIRE – DEFINITIONS

Sauf indication différente, les termes débutant par une majuscule employée ci-après dans les articles du présent Pacte ont la signification qui leur est conférée au terme du présent article.

Acte d'Adhésion désigne l'acte, dont un modèle figure en **Annexe 9**, devant être signé par tout bénéficiaire d'un transfert dès lors qu'il n'est pas Associé

Action désigne un titre donnant immédiatement ou à terme accès au capital de la Société

Associé(s) désigne toute personne physique ou morale propriétaire de Titre(s) signataire du Pacte

Associés Bénéficiaires désigne, dans le cadre de l'article 7, les Associés autres que l'Associé Cédant.

Associé Cédant désigne, dans le cadre de l'article 7 et de l'article 8, l'Associé qui envisage de procéder à une Transmission de ses Actions.

Cessionnaire Total a le sens qui lui est donné à l'article 8.1

Décision stratégique qui a le sens qui lui est donné sous l'article 13 du pacte

Interne

Droit de Préemption a le sens qui lui est donné à l'article 17 des statuts

Notification de Sortie Commune désigne la notification unique d'un projet de Transmission de Actions par l'Associé Cédant dans le cadre de l'article 8.2

OAT TEC 10 désigne l'indice quotidien TEC 10, taux de l'échéance constante dix ans qui est le taux de rendement actuariel d'une valeur du trésor fictive dont la durée de vie serait à chaque instant égale à dix années. L'Agence France Trésor publie quotidiennement la valeur du TEC 10 du jour sur son site internet et par l'intermédiaire des principaux systèmes de rediffusion de l'information financière en temps réel. Si cet indice venait à disparaître, il serait remplacé par le taux de rendement des obligations d'une durée de dix ans émis par l'Etat.

Obligation de Sortie Conjointe a le sens qui lui est donné 0à l'article 8

Offre désigne l'offre ferme et de bonne foi d'un Tiers d'acquérir un nombre d'Actions déterminé ou déterminable

Pacte désigne le présent contrat

Partie(s) désigne toute personne physique ou morale signataire du Pacte

Plan prévisionnel d'affaires désigne le plan d'affaires établi par les Parties lequel sera revu et actualisé annuellement dont la version initiale figure en **Annexe 8.**

Premier Associé Cédant a le sens qui lui est donné à l'article 8.1

Prix désigne la contrepartie de la Transmission d'une Action.

Projet a la signification qui lui est donnée au préambule du Pacte

Société désigne la société WAGENHAUS IMMOBILIERE

Tiers désigne toute personne qui n'est pas signataire du Pacte

Tiers Acquéreur désigne tout Tiers bénéficiaire d'une Transmission d'Actions de la Société

Transmission (Transmettre, Transmis) désigne toute Transmission, à titre onéreux ou gratuit, entraînant le transfert, immédiat ou à terme, de la pleine propriété, de la nue-propriété, de l'usufruit ou de la jouissance d'Actions, sous quelque forme que ce soit et notamment, sans que cette énumération soit limitative, toute vente, cession, nantissement, apport en société, apport partiel d'actif, fusion, prêt, prêt de consommation, échange, licitation, démembrement de propriété, transmission par suite de dissolution de communauté entre époux, donation, échange ou partage, transmission à cause de mort, par constitution fiduciaire ; toute renonciation individuelle à un droit préférentiel de souscription ou d'attribution d'une Action

Transfert Libre a le sens qui lui est donné à l'article 4

TRI ou taux de rentabilité interne désigne le taux d'actualisation qui annule la valeur actuelle nette de la chronique des flux financiers relatifs à un investissement initial suivis de flux de trésorerie positifs composés des dividendes et des produits des cessions d'actif versés aux actionnaires diminués des apports complémentaires des actionnaires en cours de vie de l'investissement initial.

La valeur des Actions à prendre en considération dans le cadre de l'application de l'article 8 (Obligation de Sortie Conjointe Totale) sera celle basée sur l'actif net réévalué de la Société, telle que déterminé selon la formule suivante :

Interne

P = X % [(ANC) + (VCI)- (VNC) - ID] où :

« P » : désigne la valeur des Actions basée sur l'actif net réévalué ;

« X » : désigne le **pourcentage de détention** de l'Associé retrayant à la date du rachat des Actions ;

« ANC » : désigne l'**actif net comptable** (après affectation du résultat) de la Société telle qu'il ressort du dernier bilan comptable annuel établi par la Société au jour de la notification du rachat des Actions ;

Etant ici précisé que l'actif net comptable de la Société comprend (i) le capital social, (ii) les primes (iii) les réserves légales, statutaires contractuelles réglementées ou autres, (iv) le report à nouveau, (vi) le résultat de l'exercice, (vii) les subventions d'investissement et (viii) les provisions réglementées ;

« VCI » : désigne la **dernière valeur d'expertise de l'Immeuble** de la Société connue étant précisé que les Associés pourront, au choix, se baser sur le dernier rapport d'évaluation de l'Immeuble émis moins de douze mois avant la date de transfert des actions ou demander à un expert immobilier de procéder à une mise à jour de ce rapport ou à l'établissement dudit rapport d'expertise.

« **VNC** » : désigne la **valeur nette comptable** de l'Immeuble détenu par la Société, telle qu'elle ressortira du dernier bilan comptable annuel de la Société (par semestre civil), à savoir la valeur brute de l'Immeuble de la Société après déduction des amortissements et des provisions.

« ID » : désigne le montant de l'impôt sur les sociétés différé calculé sur la plus-value latente de l'Immeuble tel que déterminé ci-dessus (VCI-VNC) et sur la base du taux de l'impôt sur les sociétés tel qu'il sera fixé à la date du rachat des actions.

Valeur Economique désigne la contre-valeur en numéraire, et exprimée en Euros, d'une Transmission d'Actions en contrepartie d'un Prix non constitué exclusivement en numéraire

ARTICLE 1 ENGAGEMENTS ET REGLES DE GOUVERNANCE :

Les Parties s'engagent à faire leurs meilleurs efforts pour rechercher le plus large consensus dans leur décision.

ARTICLE 2 OBJET :

Le pacte a pour objet de définir les conditions :

- du financement du Projet et notamment d'obtention du financement bancaire afférent au Projet
- d'organisation de la gouvernance de la Société, des relations entre les Associés et de Transfert des Actions.

ARTICLE 3 MISE EN ŒUVRE DU PROJET :

L'objet de cet article est de rappeler les éléments essentiels du Projet notamment les données financières prévisionnelles et ses conditions de réalisation.

Interne

La société LOCUSEM et la CDC n'ont accepté de participer au Projet que sous certaines conditions et notamment l'accord des Parties sur les caractéristiques du financement bancaire et la signature d'un BEFA pour une surface représentant plus de 50% de la surface totale du bâtiment Wagenhaus.

3.1. Description de l'Immeuble à réhabiliter

a) Description de l'Immeuble

VILLE DE STRASBOURG (67000)

Immeuble WAGENHAUS

Rue des Rempart

Sur une parcelle cadastrée section 47 parcelle 139, un bâtiment de 1100 m² d'emprise au sol (tour d'échelle), un bâtiment classé monument historique à usage initial militaire de 3 niveaux de 3300 m² de surface développée.

A l'issue d'un permis de construire (PC n° 67482 19 V0106) obtenue le 2 Juillet 2019 et purgé de tout recours depuis le 7 Novembre 2019, le projet de réhabilitation consiste à transformer l'usage de la construction militaire initiale en surfaces de bureaux conformément au permis de construire délivré.

Le projet porte sur la réalisation de 3 niveaux de bureaux de qualité (2860 m² de surface utile) en Code du Travail séparé par un atrium sur toute hauteur permettant de diviser l'offre tertiaire des 3 niveaux en 2/3 1/3. L'ensemble se décomposant comme suit :

- Rez-de-chaussée petit côté 334,60 m²
- Rez-de-chaussée grand coté 564,90 m²
- R+1 petit coté 381,69 m²
- R+1 grand coté 573,49 m²
- R+2 petit coté 377,97 m²
- R+2 grand coté 544,49 m²
- Atrium 82,75 m²
- Total 2.859,89 m² de surfaces utiles

Le terrain attenant au bâtiment WAGENHAUS cadastré section 47 parcelle 141 sur lequel seront réalisés 20 places de parkings et un abri à vélos de 70 places fait l'objet d'un bail emphytéotique de 18 ans avec l'Eurométropole de Strasbourg accordé par délibération de la commission permanente du Conseil de l'Eurométropole en date du 28 Juin 2019. Ce terrain aménagé sera mis la disposition de la SAS WAGENAHUS au travers d'un bail civil de longue durée (18 ans) pour un loyer annuel de 1500 € HT. Ledit bail civil sera ultérieurement publié

L'Immeuble est destiné à la location.

Une description et les plans de l'Immeuble issus du permis de construire figurent en **Annexe 1**.

b) Le Bail emphytéotique

LOCUSEM donne à bail emphytéotique à la SAS l'Immeuble dénommé WAGENHAUS, bâtiment à usage tertiaire à réhabiliter d'une surface développée de 2 966 m² pour 2 860 m² de surfaces utiles et locatives titulaire d'un permis de construire accepté en juillet 2019 et purgé de tous recours.

Interne

Ce bail emphytéotique qui sera rédigé par devant notaire portera sur une première durée de trente ans portant sur l'exploitation des surfaces locatives tertiaires du bâtiment WAGENHAUS réhabilité clé en main hors cloisonnement.

La SAS WAGENHAUS IMMOBILIERE versera à LOCUSEM une redevance annuelle d'un montant de 11 500 € tel que cela a été calculé par le cabinet Cushman & Wakefield dans un rapport d'expertise sur la valorisation du bâtiment WAGENHAUS réalisé en février 2016.

Le bail emphytéotique sera publié aux services des hypothèques de Strasbourg

Les Parties se réfèrent l'**Annexe 2**.

c) Expert technique - AMO

Dans le cadre de la mise en œuvre du contrat de promotion immobilière, un expert technique sera désigné par la SAS WAGENAHUS IMMOBILIERE avec pour mission :

- l'analyse d'un point de vue technique, financier, architectural des études PRO du projet produit par le promoteur,
- de suivre la phase de réhabilitation de l'Immeuble ; à ce titre, il sera convoqué à toutes les réunions du comité de suivi et aux visites de chantier ;
- de participer aux visites de pré-livraison et à la livraison de l'Immeuble réhabilité ;
- assistance à la livraison de l'immeuble et de suivre et participer aux éventuelles visites relatives à la levée des réserves qui pourraient être formulées.

L'expert technique devra également être destinataire de tout dossier de demande de permis de construire modificatif ainsi que de toute demande de travaux supplémentaires ou modificatifs.

Les frais et honoraires de l'expert technique seront à la charge de la Société.

3.2 Exploitation et Gestion de l'Immeuble

Les surfaces de l'Immeuble devront être données à bail aux termes de baux commerciaux en l'état futur d'achèvement dont les principales caractéristiques seront les suivantes :

a) BEFA avec l'association Foyer Notre Dame

Durée de neuf (9) années fermes, entières et consécutives à compter de cette mise à disposition ; sans faculté de résiliation triennale offerte au PRENEUR durant toute cette période.

Le PRENEUR renonce à donner congé à l'expiration de chaque période triennale.

Par dérogation à l'article L.145-4, les Parties conviennent d'un commun accord que cette faculté de résiliation triennale ne pourra être exercée qu'à compter du terme de la troisième échéance triennale, le bail étant ferme pendant les neuf premières années.

Indexation selon l'indice de référence est l'ILAT.

Loyer annuel de Deux Cent Trente Cinq Mille Cinq cents €uros Hors TVA (235 500 € HC HT).

Interne

Etant ici précisé que le PRENEUR devra rembourser au BAILLEUR en sus du loyer susvisé les charges stipulées au paragraphe « CHARGES PARTICULIERES – PROVISION ».

Modalités de paiement du loyer : Le loyer sera payable trimestriellement et d'avance les 1er Janvier, 1er Avril, 1er Juillet et 1er Octobre en quatre termes égaux.

Ce loyer sera payable au domicile du BAILLEUR ou en tout autre endroit indiqué par lui.

Dépôt de garantie : un trimestre de loyer hors TVA

Voir en ce sens **Annexe 3**.

Le premier paiement du loyer interviendra date à date six mois après la mise à disposition des locaux loués et sera calculé prorata temporis pour la période couvrant du jour d'exigibilité du 1er loyer jusqu'au terme du trimestre civil en cours.

b) Convention de gestion administrative et locative

Les missions relatives à la gestion administrative et locative de l'Immeuble seront confiées par la SAS WAGENHAUS IMMOBILIERE conformément aux dispositions de l'ordonnance du 6 juin 2005.

Voir en ce sens modèle de convention de gestion administrative et locative **Annexe 4**

3.3. Constitution de la Société

Concomitamment à la signature du Pacte, les Associés ont constitué la Société et ont, à cet effet, signé les Statuts.

La Société LOCUSEM qui a été nommée premier Président de la Société aux termes des Statuts, s'engage à procéder immédiatement après la signature des Statuts aux formalités nécessaires à l'immatriculation de la Société.

La Société est une société par actions simplifiée dénommée WAGENHAUS IMMOBILIERE dont le capital initial est de 1.500.000 d'Euros divisé en 1.000 Actions de valeur nominale de 1.500 Euros lesquelles ont été intégralement souscrites et libérées.

La Société sera immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Strasbourg.

Le siège social de la Société est situé 25, rue de Lausanne à Strasbourg.

3.4 Financement du Projet

Le montant global des investissements au titre du Projet s'élève à 5.994.500 €uros hors taxes dont :

. CPI 5 500 000 €

. Honoraires techniques (dont AMO) 161 500 €

. Frais de gérance 10.000€

. Frais financiers 494.258€

. Première redevance au titre du bail emphytéotique 5000 €

Le financement se fera par :

- fonds propres (capital et avances en compte courant) : 2.200.000 €
- financement bancaire : 2 794 000 €

Interne

Le financement bancaire comprendra également une ligne de financement court terme pour le financement intercalaire de la TVA.

3.4.1 Structure de financement et bilan prévisionnel du Projet

FONDS PROPRES	**CAPITAL**	**LOCUSEM**	945.000 €
		CDC	555.000 €
		TOTAL	**1.500.000 €**
	AVANCES EN COMPTE COURANT BLOQUE	**LOCUSEM**	441.000€
		CDC	259.000€
		TOTAL	**700.000€**
TOTAL DES FONDS PROPRES			**2.200.000€**
FINANCEMENT BANCAIRE			**2.794.500€**
SUBVENTION D'INVESTISSEMENT			**1.000.000€**
TOTAL			**5.994.500€**

3.4.2 Fonds Propres

Afin de financer les travaux de réhabilitation de l'Immeuble, et sous réserve de la réalisation des conditions suspensives prévues à l'Article 3.4.4, les Associés s'engagent à voter en faveur d'une ou plusieurs augmentations de capital, et à souscrire auxdites augmentations de capital, de telle sorte que les besoins en Fonds Propres de la Société relatif aux travaux de réhabilitation, soient financés :

- à hauteur de 50[xxx] % en capital social,

- à hauteur de [xxx]50 % en avance en compte courant.

Il est précisé que les apports en fonds propres des Associés (capital et avances en compte courant) seront toujours effectués suivants leur quote-part de détention du capital social de la Société, à savoir, à la constitution de la Société :

- LOCUSEM : 63 %
- CDC : 37 %

Le montant maximum des fonds propres dans le Projet s'élèvera à la somme de € répartie comme suit :

CAPITAL	LOCUSEM (63 %)	945.000 €
	CDC (37 %)	555.000 €

Interne

		1.500.000 €
AVANCES EN COMPTE COURANT BLOQUE	LOCUSEM (63 %)	441.000 €
	CDC (37 %)	259.000 €

En tout état de cause, les fonds propres apportés, hors comptes courants d'associés,:

- par LOCUSEM ne pourront être supérieurs à 945.000 €
- par la CDC ne pourront être supérieurs à 555 000 €

Les avances en compte courant seront matérialisées par la signature, après immatriculation de la Société, de conventions d'avances en compte courant (dont le modèle figure en **Annexe 8**) lesquels comptes courants seront rémunérés sur la base du taux fiscalement déductible.

S'agissant des avances en compte courant, elles seront mises à disposition de la Société suivant les modalités et allocations stipulées ci avant et suivant le calendrier et appels de fonds qui seront arrêtés ultérieurement par les Associés eu égard aux obligations de paiement au titre de la VEFA.

3.4.3. Financement Bancaire

Pour financer la partie non couverte par les fonds propres, la Société bénéficie, d'un financement externe à hauteur d'un montant global de 2 800 000 € pour une durée de 17 ans avec un taux d'intérêt annuel maximal fixe de 1,70 % souscrit auprès du XXXXXXX

Il est ici précisé que la convention de prêt bancaire :

* ne pourra imposer au groupe CDC de consentir un nantissement des Titres au bénéfice de l'établissement bancaire ;

* ne devra inclure aucune clause ou stipulation conditionnant, directement ou indirectement, le maintien du prêt au maintien de la participation de la CDC au capital de la Société.

3.4.4. Conditions suspensives

Le présent Pacte est conclu sous réserve de la réalisation de toutes les conditions suspensives suivantes stipulées au profit de la CDC et de LOCUSEM (ci-après « les **Conditions Suspensives**»), qui n'auront pas d'effet rétroactif :

L'ensemble des Conditions Suspensives devront être levées et réalisées au plus tard le [●] à minuit.

A défaut de réalisation des Conditions Suspensives dans le délai ci-dessus, le présent Pacte sera caduc de plein droit, sauf meilleur accord de la CDC et de LOCUSEM, sans indemnité de part ni d'autre. Les frais, dépenses et indemnités supportés par les Associés et la Société au titre du Projet seront supportés

Interne

par les Associés au prorata de leur détention du capital social. La Société sera dissoute de plein droit, faute pour la Société de pouvoir réaliser son objet social. La Société sera liquidée.

3.5 Calendrier Prévisionnel

Les parties s'accordent pour faire leurs meilleurs efforts afin de suivre le Calendrier prévisionnel figurant à **l'Annexe 5**, lequel reprend certaines grandes étapes de la réalisation du Projet, étant précisé toutefois que ledit Calendrier n'est donné qu'à titre indicatif et ne constitue en aucun cas une indication fixe et intangible des délais sur lesquels les Parties s'engageraient.

Le Calendrier sera revu et actualisé le cas échéant par les Parties.

ARTICLE 4 TRANSFERT LIBRE :

Les transferts libres seront les transferts non soumis au droit de préemption, de sortie conjointe, forcée ou d'agrément (ci-après les « **Transferts Libres** »).

Les transferts d'actions intervenant au profit d'un autre associé ou affilié (à savoir toute société « contrôlée » par un associé ou une société « contrôlant » un associé au sens de l'article L. 233–3 du code de commerce), seront réalisés sans garantie, notamment de garantie de passif de quelque nature que ce soit, hormis les garanties relatives à l'existence et la propriété des actions transférées et en l'absence de nantissement de droits de tiers sur les actions transférées.

L'affilié s'engage en cas de perte de cette qualité, à rétrocéder ses actions à l'Associé initial qui s'engage à les acquérir.

L'associé cédant restera solidairement garant de l'ensemble des obligations de cet Affilié au titre du pacte.

ARTICLE 5 INALIENABILITE TEMPORAIRE DES ACTIONS :

Sauf Transfert Libre, les Associés ne pourront pas céder leur participation pendant une période de 84 mois, soit sept (7) ans à compter de l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés de Strasbourg (la « **Période d'Inaliénabilité** »).

ARTICLE 6 NANTISSEMENT :

Les Actions peuvent faire l'objet d'un nantissement constaté soit par acte authentique, soit par acte extra-judiciaire signifié à la Société ou accepté par elle dans un acte authentique.

Le nantissement donne lieu à la publicité décrite aux articles 53 à 57 du décret n° 78-704 du 3 juillet 1978.

Toutefois, l'Associé titulaire de ces actions doit obtenir au préalable des autres associés leur consentement au projet de nantissement dans les mêmes conditions que leur agrément à un transfert des Actions.

Le consentement donné au projet de nantissement emporte agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée du nantissement des actions à la condition que cette réalisation soit notifiée un mois avant la vente aux associés et à la Société.

Interne

Chaque associé peut se substituer à l'acquéreur dans un délai de cinq jours francs à compter de la vente. Si plusieurs associés exercent cette faculté, ils sont, sauf clause ou convention contraire, réputés acquéreurs à proportion du nombre de parts qu'ils détiennent antérieurement.

Si aucun associé n'exerce cette faculté, la Société peut racheter les parts elle-même, en vue de leur annulation.

La réalisation forcée qui ne procède pas d'un nantissement auquel les autres associés ont donné leur consentement doit pareillement être notifiée un mois avant la vente aux associés et à la société.

Les associés peuvent, dans ce délai, décider la dissolution de la société ou l'acquisition des parts dans les conditions prévues aux articles 1862 et 1863 du Code civil.

Si la vente a eu lieu, les associés ou la société peuvent exercer la faculté de substitution qui leur est reconnue par l'article 1867 du Code civil. Le non-exercice de cette faculté emporte agrément de l'acquéreur.

ARTICLE 7 DROIT DE SORTIE CONJOINTE TOTALE :

7.1. Principe

A l'issue de la Période d'Inaliénabilité, et à l'exception des cas de Transmissions Libres, tout Associé envisageant de procéder au transfert l'ensemble de ses Actions (l'« **Associé Cédant** ») devra imposer au cessionnaire potentiel (le « **Cessionnaire** ») d'acquérir, dans les mêmes proportions et conditions, les Actions des autres Associés (les « **Bénéficiaires** ») qui en feraient la demande (le « **Droit de Sortie Conjointe Totale** »).

7.2. Procédure

Le Droit de Sortie Conjointe Totale est alternatif au Droit de Préemption. En conséquence, préalablement à toute Transmission de ses Actions, l'Associé Cédant s'engage à adresser aux Bénéficiaires et à la Société, une notification par lettre recommandée avec demande d'avis de réception comprenant en sus des éléments prévus à l'Article 9 ci-après :

- Offre irrévocable de transfert d'Actions ;
- un engagement aux déclarations et garanties consenties, le cas échéant, au Cessionnaire par l'Associé Cédant telles que mentionnées dans la Notification, étant entendu que ce dernier devra faire en sorte que la responsabilité des Associés non cédant à raison de ces garanties ne puissent en aucun cas être solidaire et excéder le montant du produit de transfert des titres perçu par chacun des Associés non cédants et que l'Associé Cédant souscrivent lesdites garanties pari passu avec les autres associés

La Notification devra contenir la déclaration suivante de l'Associé Cédant : « déclare et certifie qu'à ma connaissance, l'offre d'achat qui m'a été faite par écrit par le cessionnaire émane d'une personne solvable et que le prix, les conditions de paiement et les autres modalités et conditions indiqués dans la présente notification représentent la réalité et l'intégralité de l'opération projetée avec le cessionnaire ».

Chaque Bénéficiaire disposera d'un délai de quarante-cinq (45) Jours Ouvrés pour notifier à l'Associé Cédant s'il entend bénéficier ou non du Droit de Sortie Conjointe Totale. A défaut de notification en réponse dans le délai de quarante-cinq (45) Jours Ouvrés indiqué ci-dessus, le(s) Bénéficiaire(s) sera(seront) réputé(s) avoir renoncé à son(leur) Droit de Sortie Conjointe Totale relativement au projet de transfert en cause.

Interne

7.3. Exercice du Droit de Sortie Conjointe

En cas d'exercice du Droit de Sortie Conjointe, le prix et les conditions de paiement des transferts des Actions appartenant à chaque Associé ayant exercé son Droit de Sortie Conjointe Totale seront identiques à ceux stipulés dans la notification de projet de transfert.

L'Associé Cédant disposera d'un délai de soixante (60) Jours Ouvrés suivant l'expiration du délai de réponse de quarante-cinq (45) Jours Ouvrés stipulés à l'Article 7.2, pour faire acquérir par le Cessionnaire les Actions cédés ainsi que ceux des Bénéficiaires ayant notifié l'exercice de leur Droit de Sortie Conjointe Totale aux prix et conditions stipulées dans la notification du projet de transfert. A défaut, la procédure de Droit de Sortie Conjointe Totale devra être réitérée.

7.4. Non exercice du Droit de Sortie Conjointe

Si aucun Bénéficiaire n'exerce son Droit de Sortie Conjointe Totale, l'Associé Cédant sera libre (sous réserve du respect des autres dispositions du pacte) de transférer ses Actions au Cessionnaire selon les modalités et conditions indiquées dans la Notification, ledit transfert devant intervenir dans un délai de soixante (60) Jours Ouvrés suivant l'expiration du délai de réponse de quarante-cinq (45) Jours Ouvrés stipulés à l'Article 7.2.

L'Associé Cédant devra informer les Bénéficiaires de la réalisation du Transfert dans les dix (10) Jours Ouvrés de ladite réalisation et transmettre à chaque Associé restant un original de l'Acte d'Adhésion régularisé par le Cessionnaire.

A défaut de transfert à l'expiration dudit délai de soixante (60) Jours Ouvrés, l'Associé Cédant ne pourra transférer ses Actions que sous réserve de réitérer la procédure de Droit de Sortie Conjointe Totale. Il en sera de même en cas de modification des modalités et conditions du Transfert par rapport à celles stipulées dans la notification du projet de Transfert.

A la suite de cette procédure, l'Agrément du Cessionnaire devra être obtenu en application des Statuts.

ARTICLE 8 OBLIGATION DE SORTIE CONJOINTE EN CAS D'OFFRE PORTANT SUR LA TOTALITE DES ACTIONS DE LA SOCIETE :

8.1 Principes

Sans préjudice de la possibilité pour les Associés d'exercer leur Droit de Préemption sur les Actions du Premier Associé Cédant au prix déterminé conformément aux stipulations du présent Article, dans l'hypothèse où LOCUSEM ou la CDC (le « **Premier Associé Cédant** ») trouverait, à compter du 1er janvier suivant l'expiration de la 8ème année suivant la date d'achèvement emportant livraison de l'Immeuble, un tiers (le « **Cessionnaire Total** ») souhaitant procéder à une acquisition de l'intégralité des Actions et des comptes-courants des Associés, le Premier Associé Cédant aura la faculté d'obtenir de chacun des autres Associés (« **Autres Associés**») qu'il cède la totalité de leurs Actions à des conditions identiques à celles consenties au Premier Associé Cédant par le Cessionnaire Total (la « **Sortie Commune** »), sous réserve:

- que le prix des Actions et des comptes-courants soit payable en numéraire et comptant à la date de réalisation de la Sortie Commune, étant précisé le prix devra correspondre à minima à la valeur des Actions basée sur un actif net réévalué de la Société, déterminé conformément à l'**Annexe 6** ; les Associés conviennent expressément, à titre de condition essentielle, que l'obligation de Sortie Commune ne pourra être mise en œuvre que pour autant que le prix des Actions déterminé corresponde à la plus élevée des deux valeurs suivantes :

Interne

- ✓ Un prix faisant ressortir un TRI sur les fonds propres engagés (capital et avances en compte courant) d'au moins sept (7) % ;
- ✓ Un prix déterminé conformément à **l'Annexe 6** ;

- Qu'aucune garantie d'actif et de passif ne soit consentie au Cessionnaire Total.

Les Associés s'engagent d'ores et déjà irrévocablement à céder l'intégralité de leurs Actions et de leurs comptes-courants dans la Société dans l'hypothèse exposée au paragraphe précédent sous réserve du respect de la procédure ci-dessous.

8.2 Mise en œuvre de la Sortie Commune

Le Premier Associé Cédant adressera une notification (la « **Notification de Sortie Commune** ») aux Autres Associés, laquelle devra contenir l'offre du Cessionnaire Total d'acquérir la totalité des actions de la Société et l'ensemble des informations/documents listés ci-dessous à l'Article 9. La Notification de Sortie Commune devra intervenir au moins quarante-cinq (45) Jours Ouvrés avant la date envisagée pour le transfert des Actions.

Chacun des Autres Associés sera libre dans le délai de quarante-cinq (45) Jours Ouvrés de la Notification de Sortie Commune de leur décision d'exercer leur Droit de Préemption.

En cas d'exercice du Droit de Préemption par plusieurs Autres Associés, c'est le mieux-disant qui procèdera au rachat de l'intégralité des Actions et comptes courants, à l'issue de cette période de quarante-cinq (45) Jours Ouvrés.

8.3 Réalisation de la Sortie Commune

Le transfert des Actions des Autres Associés interviendra concomitamment au transfert des Actions du Premier Associé Cédant au Cessionnaire Total.

A cet égard, chaque Autre Associé s'engage à procéder à tout vote favorable nécessaire et à signer tous documents nécessaires à la réalisation de la cession dans les mêmes conditions que le Premier Associé Cédant.

Si, dans les soixante-quinze (75) Jours Ouvrés de l'envoi de la Notification de Sortie Commune, le transfert des Actions tel qu'envisagé au présent article n'a pas été réalisé, le Premier Associé Cédant devra en informer les Autres Associés et la procédure ci-dessus devra être de nouveau mise en œuvre pour toute Sortie Commune ultérieure.

ARTICLE 9 NOTIFICATION DES TRANSFERTS :

La notification devrait comporter les éléments suivants :

L'identité du Tiers cessionnaire (ou sa dénomination, forme juridique et siège social),

L'identité de la ou des personnes détenant le contrôle du Tiers cessionnaire,

La nature juridique du Transfert envisagé (vente, apport, etc.),

Le nombre d'actions dont le Transfert est envisagé,

Le prix offert pour chaque Action transférée, ainsi que la méthode de détermination du prix offert,

L'évaluation réalisée par un expert indépendant sur la valeur vénale de chaque action et de l'immeuble,

Interne

Les modalités de règlement de ce prix en ce compris la date de règlement,

Le cas échéant, le montant de la créance dont l'auteur du Transfert est titulaire à l'encontre de la Société, (incluant le montant des intérêts courus mais non versés ou à échoir y afférents),

Les autres modalités significatives notamment les garanties consenties dans le cadre projet de Transfert envisagé et la date de réalisation,

La formule suivante : « Le soussigné déclare et certifie qu'à sa connaissance, l'offre d'achat qui lui a été faite par écrit par le cessionnaire émane d'une personne solvable et que le prix, les conditions de paiement et les autres modalités et conditions indiqués dans la présente notification représentent la réalité et l'intégralité de l'opération projetée avec le cessionnaire »,

Une copie irrévocable d'acquisition du Tiers Cessionnaire et son engagement irrévocable de signer l'Acte d'Adhésion,

Et de manière générale, toutes les informations nécessaires pour permettre aux autres Associés de prendre leur décision en toute connaissance.

ARTICLE 10 ABSENCE DE GARANTIE D'ACTIF ET DE PASSIF :

L'acquisition des titres dans le cadre du présent pacte ne donnera lieu à aucune autre garantie que la garantie légale de propriété des titres.

ARTICLE 11 DROIT D'INFORMATION :

Le Président de la Société remettra et fournira aux Actionnaires les documents et informations suivants dans les délais précisés ci-après :

- le budget prévisionnel annuel de la Société au cours du premier trimestre de l'année considérée, ou au plus tard trente (30) jours avant l'arrêté des comptes de l'exercice social précédents ;

- chaque année, au plus tard 180 jours après la clôture de l'exercice social, les projets de comptes sociaux (et comptes consolidés le cas échéant) accompagnés des projets de rapports du commissaire aux comptes et du rapport de gestion ;

- plus généralement, communication de toute information significative concernant tout événement relatif à la Société (y compris toute réclamation écrite, tout litige ou toute menace écrite de litige ou de réclamation) affectant ou raisonnablement susceptible d'affecter, immédiatement ou à terme, de manière défavorable, la situation financière, le patrimoine, les perspectives de résultats et/ou l'activité de la Société, ou d'un montant supérieur à 50.000 € non prévus au budget, et ce dans un délai raisonnable à compter de la date à laquelle la Société aura eu connaissance de la survenance de ce fait ou de cet événement.

ARTICLE 12 AUDIT EXTERNE :

Tout actionnaire pourra, à tout moment et au moins une (1) fois par an, ce que la Société reconnaît et accepte, faire diligenter un audit de la société et de ses activités par des auditeurs externes choisis aux frais exclusifs de l'actionnaire ayant diligenté l'audit.

Interne

Lesdits actionnaires s'engagent à ce que ces auditeurs externes signent, préalablement à la réalisation d'audits, un accord de confidentialité avec la société. Les conclusions de l'audit seront communiquées aux dirigeants de la société. Un tel audit ne devra pas perturber le fonctionnement normal de la société.

ARTICLE 13 DECISIONS STRATEGIQUES :

Il est expressément exclu de cet article les décisions de gestion courantes.

Décisions à soumettre aux Associés réunis en assemblée générale, ou à prendre par acte signé par l'ensemble des Associés ou par consultation écrite :

- Décision relative aux contentieux et litiges supérieurs à 175.000 euros
- Tout engagement non courant de quelque nature que ce soit supérieur à 30.000 euros
- Renonciation à la mise en œuvre de tout droit ou prérogative prévue aux termes d'une convention conclue avec le Président, l'un des Associés ou l'un des Affiliés dudit Associé ou Président
- Toute conclusion ou modification de tout contrat de bail ou de tout contrat d'occupation de tout ou partie de l'Immeuble,
- Décision entraînant une modification des principes et règles comptables appliqués par la Société
- Prêt, caution, aval ou garantie accordé
- Prise de participation, adhésion à un groupement d'intérêt économique et à toute forme de société pouvant entraîner la responsabilité solidaire ou indéfinie de la Société
- Sûreté de quelques natures que ce soit qui pourrait être consentie par un Associé sur ses Actions
- Le mandat de Président.
- La livraison de travaux d'un montant supérieur à 75.000 euros.

Les actionnaires ont la faculté de ratifier a posteriori les décisions stratégiques en assemblée générale.

Les décisions ci-avant sont prises à la majorité des 3/4 des voix, chaque action représentant une voix.

ARTICLE 14 DUREE DU PACTE :

Le Pacte s'appliquera pour toute la durée pendant laquelle les Associés détiendront des Actions de la Société, dans la limite d'une durée de xxxxx (xx) années à compter de ce jour.

Au terme de cette première période de xxxx (xx) années, le Pacte sera de plein droit prorogé tacitement et automatiquement pour des périodes successives d'un (1) an (sauf accord des Associés sur une durée plus longue), chaque Associé ayant néanmoins la possibilité, à titre personnel, de s'opposer à cette tacite prorogation par dénonciation parvenue aux autres Associés et à la Société dans un délai de deux (2) mois avant la date anniversaire de la signature du Pacte.

Toutefois, le Pacte prendra fin du jour où les Actions de la Société seront inscrites à la cote d'un marché réglementé.

Il cessera de produire ses effets à l'égard de tout Associé qui aura transmis tous les Actions lui appartenant, mais seulement à compter du jour où il aura exécuté toutes ses obligations et aura été rempli de l'intégralité de ses droits.

Interne

ARTICLE 15 DEFAILLANCE :

Si un Associé manque à ses obligations de libération d'apports et/ou d'avances en compte courant à la suite d'un appel de fonds du Président, et que ce défaut de financement se poursuit :

- 30 Jours Ouvrés suivant la réception de l'appel de fonds, l'Associé défaillant sera redevable d'intérêts de retard calculés sur la base d'un taux annuel s'élevant à TEC10 +4 % l'an sur la somme due ;
- 30 Jours Ouvrés suivant la réception de l'appel de fonds, les Associés non défaillants auront la faculté (mais non l'obligation) d'acquérir, chacun au prorata du nombre d'actions, et sur simple notification adressée à l'Associé défaillant, les actions et les créances sur la SAS détenues par l'Associé défaillant moyennant un prix sur la base d'un actif net réévalué auquel s'appliquera une décote de 20 %.

Chacun des Associés promet irrévocablement aux autres de céder ses actions et ses créances envers la Société, à première demande, dans les conditions précitées, pour le cas où il serait responsable d'un défaut de financement se poursuivant trente (30) Jours Ouvrés suivant la réception d'un appel de fonds. Les Associés conviennent que dans ce cas, les droits d'enregistrement et frais seront intégralement supportés par la partie cédante, le tout, sous réserve du droit des autres Associés et de la Société d'engager des poursuites judiciaires contre l'Associé défaillant en vue d'obtenir des dommages et intérêts et l'engagement de l'Associé défaillant à prendre en charge tout coût du financement que la Société aura été contrainte de supporter suite à sa défaillance.

ARTICLE 16 TRANSMISSION DU PACTE ET DES ENGAGEMENTS :

Les héritiers, légataires, successeurs et ayants droit d'une Partie, seront tenus solidairement et indivisiblement à l'entière exécution du Pacte, fussent-ils mineurs ou incapables, sans qu'il y ait le cas échéant à effectuer la notification prévue à l'article 877 du Code civil à laquelle chaque Partie déclare expressément renoncer.

Le présent Pacte restera en vigueur en cas de fusion absorption de la Société, de même qu'en cas d'apport d'actions à une autre société, ou en cas de scission. Dans ce cas, le Pacte sera transféré et étendu de plein droit aux actions de la ou des sociétés issues de ces opérations, sans qu'il soit besoin de conclure un nouveau pacte.

Tout Tiers Acquéreur de Titres Transmis par l'un des Associés, quel qu'en soit la forme, sera tenu d'adhérer au Pacte préalablement ou au plus tard concomitamment à la réalisation de l'opération d'acquisition ou de souscription d'Actions.

ARTICLE 17 FACULTE DE DEROGATION EN CAS D'ACCORD UNANIME :

Les parties conviennent expressément de s'arroger le droit de pouvoir déroger à toute clause du présent pacte, dans les limites fixées par la loi et les règlements, en cas d'accord unanime de l'ensemble des Associés.

Interne

ARTICLE 18 NULLITE D'UNE DISPOSITION :

Tout article ou disposition du Pacte qui sera, totalement ou en partie seulement, tenu pour illégal, nul, invalide ou inapplicable sous l'empire des lois et règlements en vigueur, en tout lieu où le Pacte sera ou pourra être applicable, sera modifié dans la moindre mesure possible, permettant de rendre le Pacte valide et applicable, étant entendu que les Parties négocieront de bonne foi, en tenant compte de l'esprit du Pacte, une disposition alternative à substituer à l'article ou la disposition tenu pour illégal, nul, invalide ou inapplicable.

Toutes les autres dispositions du Pacte resteront applicables et produiront tous leurs effets.

ARTICLE 19 CONFIDENTIALITE :

L'existence, l'objet et le contenu du Pacte sont confidentiels.

Les Parties prendront toutes les mesures nécessaires afin de préserver cette confidentialité à laquelle il ne pourra être dérogé qu'avec le consentement préalable écrit des autres Parties ou afin de permettre à l'une ou l'autre des Parties de respecter une obligation légale ou administrative, à condition toutefois d'en avoir préalablement informé les autres Parties, et dans tous les cas dans la stricte limite de ce consentement ou de cette obligation.

Le présent article ne sera pas applicable dans l'hypothèse où un litige relatif à la validité du Pacte, son interprétation et/ou son exécution surviendrait entre les Parties et où l'une des Parties introduirait, afin de résoudre ce litige, une action en justice. Dans une telle hypothèse, le Pacte pourra être divulgué dans le cadre de la procédure ainsi introduite.

ARTICLE 20 DROIT APPLICABLE – LITIGES :

Le présent Pacte est régi par le droit français.

Tout litige relatif au présent Pacte, et notamment à son interprétation, son exécution, son inexécution ou sa résiliation sera tout d'abord soumis à une procédure amiable entre les Parties. Au cas où un règlement à l'amiable ne pourrait être atteint dans un délai de six (6) semaines, le litige sera alors de la compétence du Tribunal du lieu du siège social de la société.

ARTICLE 21 ELECTION DE DOMICILE – NOTIFICATIONS :

Pour l'exécution des présentes, les Parties font chacune élection de domicile en leur siège social ou domicile indiqué en-tête des présentes.

Toutes notifications faites en vertu du présent Pacte devront être adressées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception aux adresses ci-dessus indiquées ou par lettre simple remise en mains propres contre décharge. Les délais courent à compter de la première présentation, le cachet de la poste faisant foi

PROJET

Interne

Fait en 4 originaux

A Strasbourg

Le …….

La Société LOCUSEM,

Prise en la personne de son représentant légal

La Caisse des Dépôts et Consignations,

Prise en la personne de son représentant légal

La Société WAGENHAUS IMMOBILIERE

En qualité de partie intervenante

PROJET

Interne

ANNEXES

- ANNEXE A Pouvoirs
- ANNEXE 1 Description et plan de l'immeuble
- ANNEXE 2 Bail emphytéotique
- ANNEXE 3 BEFA Association Foyer Notre Dame
- ANNEXE 4 Convention de gestion administrative et locative et Convention de Management
- ANNEXE 5 Calendrier prévisionnel
- ANNEXE 6 Détermination du prix minimum des titres en cas d'offre portant sur la totalité des titres
- ANNEXE 7 Convention de compte courant
- ANNEXE 8 Plan prévisionnel d'affaires
- ANNEXE 9 Acte d'Adhésion

PROJET

Interne

SAS WAGENHAUS IMMOBILIERE - BILAN PREVISIONNEL 2020 / 2032

(EN €UROS)		2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
ACTIF	**Immobilisations Corporelles&incorporelles Nettes**	**5 994 500**	**5 890 179**	**5 680 371**	**5 470 563**	**5 260 755**	**5 050 947**	**4 841 139**	**4 631 331**	**4 421 523**	**4 211 715**	**4 001 907**	**3 792 099**	**3 582 291**
	Immobilisations - Valeurs Brutes	0	5 994 500	5 994 500	5 994 500	5 994 500	5 994 500	5 994 500	5 994 500	5 994 500	5 994 500	5 994 500	5 994 500	5 994 500
	Immobilisations - Amortissements cumulés	0	104 321	314 129	523 937	733 745	943 553	1 153 361	1 363 169	1 572 977	1 782 785	1 992 593	2 202 401	2 412 209
	Immobilisations - Valeurs Nettes Comptables	0	5 890 179	5 680 371	5 470 563	5 260 755	5 050 947	4 841 139	4 631 331	4 421 523	4 211 715	4 001 907	3 792 099	3 582 291
	Immobilisations En Cours	5 994 500												
	Immobilisations financières	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
	Actif immobilisé	**5 994 500**	**5 890 179**	**5 680 371**	**5 470 563**	**5 260 755**	**5 050 947**	**4 841 139**	**4 631 331**	**4 421 523**	**4 211 715**	**4 001 907**	**3 792 099**	**3 582 291**
	Autres créances	239 663	31 260											
	Trésorerie	429 562	-3 700	-93 659	-11 096	65 861	136 721	208 717	181 902	157 110	134 495	114 009	95 660	79 939
	Actif circulant	**669 225**	**27 560**	**-93 659**	**-11 096**	**65 861**	**136 721**	**208 717**	**181 902**	**157 110**	**134 495**	**114 009**	**95 660**	**79 939**
	TOTAL ACTIF	**6 663 725**	**5 917 739**	**5 586 712**	**5 459 467**	**5 326 616**	**5 187 668**	**5 049 856**	**4 813 233**	**4 578 633**	**4 346 210**	**4 115 916**	**3 887 759**	**3 662 230**

(EN €UROS)		2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
PASSIF	Capital social	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000
	Réserves													
	Report à nouveau		-68 753	-105 472	-73 615	-23 777	22 919	66 017	112 793	163 294	218 548	278 606	343 515	413 328
	Résultat	-68 753	-36 719	31 857	49 838	46 696	43 098	46 776	50 502	55 254	60 057	64 910	69 812	75 257
	Subventions d'investissement	1 000 000	982 500	947 500	912 500	877 500	842 500	807 500	772 500	737 500	702 500	667 500	632 500	597 500
	Capitaux propres	**2 431 247**	**2 377 028**	**2 373 885**	**2 388 723**	**2 400 419**	**2 408 517**	**2 420 293**	**2 435 794**	**2 456 048**	**2 481 106**	**2 511 015**	**2 545 828**	**2 586 084**
	Provisions pour Risques et Charges		**1 849**	**7 077**	**13 052**	**19 087**	**25 182**	**31 339**	**37 556**	**43 836**	**50 179**	**56 585**	**63 055**	**69 590**
	Comptes courants d'associés		700 000	700 000	700 000	700 000	700 000	700 000	600 000	500 000	400 000	300 000	200 000	100 000
	Emprunts et dettes financières	2 794 500	2 651 300	2 505 750	2 357 691	2 207 110	2 053 969	1 898 225	1 739 883	1 578 748	1 414 925	1 248 316	1 078 876	906 555
	Emprunts et comptes courants	**2 794 500**	**3 351 300**	**3 205 750**	**3 057 691**	**2 907 110**	**2 753 969**	**2 598 225**	**2 339 883**	**2 078 748**	**1 814 925**	**1 548 316**	**1 278 876**	**1 006 555**
	Dépôts de garantie													
	Dettes d'exploitation et dettes diverses	1 437 978	187 562											
	Autres dettes													
	Passif Circulant													
	TOTAL PASSIF	**6 663 725**	**5 917 739**	**5 586 712**	**5 459 467**	**5 326 616**	**5 187 668**	**5 049 856**	**4 813 233**	**4 578 633**	**4 346 210**	**4 115 916**	**3 887 759**	**3 662 230**

SAS WAGENHAUS IMMOBILIERE- COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL 2020/2032

(EN €uros)	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
Loyers bureaux - Association F ND	0	108 375	218 918	221 107	223 318	225 551	227 806	230 084	232 385	234 709	237 056	239 427	241 821
Loyers bureaux - autres tiers	0	36 975	104 565	119 503	120 698	121 905	123 124	124 356	125 599	126 855	128 124	129 405	130 699
Loyers 20 Parkings (600€/an l'emplacement)		6 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000	12 000
Loyers facturés	0	151 350	335 483	352 610	356 016	359 456	362 931	366 440	369 984	373 564	377 180	380 832	384 520
Charges récupérables bien immobilier	0	71 786	145 008	146 458	147 922	149 402	150 896	152 405	153 929	155 468	157 023	158 593	160 179
Charges récupérables 20 parkings	0												
CHIFFRE D'AFFAIRES	**0**	**223 136**	**480 491**	**499 068**	**503 938**	**508 858**	**513 826**	**518 845**	**523 913**	**529 032**	**534 202**	**539 424**	**544 699**
Autres produits													
Reprises de provisions													
PRODUITS D'EXPLOITATION	**0**	**223 136**	**480 491**	**499 068**	**503 938**	**508 858**	**513 826**	**518 845**	**523 913**	**529 032**	**534 202**	**539 424**	**544 699**
Charges de structure	-25 000	-10 112	-10 225	-10 340	-10 456	-10 573	-10 691	-10 811	-10 932	-11 054	-11 178	-11 303	-11 430
Redevance bail emphytéotique Locusem-SAS		-5 000	-5 000	-5 000	-5 000	-5 000	-5 000	-5 000	-5 000	-5 000	-5 000	-5 000	-5 000
Redevance bail emphytéotique 18 ans EMS-SAS		-1 500	-1 500	-1 500	-1 500	-1 500	-1 500	-1 500	-1 500	-1 500	-1 500	-1 500	-1 500
Charges récupérables bien immobilier		-38 896	-78 663	-79 544	-80 435	-81 336	-82 247	-83 168	-84 100	-85 042	-85 994	-86 957	-87 931
Charges récupérables 20 parkings													
Charges non récupérables		-25 761	-52 099	-52 683	-53 273	-53 869	-54 473	-55 083	-55 700	-56 323	-56 954	-57 592	-58 237
Impôts et Taxes		-32 890	-66 517	-67 262	-68 015	-68 777	-69 547	-70 326	-71 114	-71 910	-72 716	-73 530	-74 354
Dotations aux provisions		-1 849	-5 228	-5 975	-6 035	-6 095	-6 156	-6 218	-6 280	-6 343	-6 406	-6 470	-6 535
Dotations aux amortissements	0	-104 321	-209 809	-209 809	-209 809	-209 809	-209 809	-209 809	-209 809	-209 809	-209 809	-209 809	-209 809
Autres charges													
CHARGES D'EXPLOITATION	**-25 000**	**-220 329**	**-429 042**	**-432 113**	**-434 522**	**-436 959**	**-439 423**	**-441 915**	**-444 434**	**-446 981**	**-449 557**	**-452 162**	**-454 796**
RESULTAT D'EXPLOITATION	**-25 000**	**2 807**	**51 449**	**66 955**	**69 416**	**71 899**	**74 403**	**76 930**	**79 479**	**82 051**	**84 645**	**87 263**	**89 903**
Produits financiers													
Intérêts sur Emprunts	*-23 753*	*-47 506*	*-45 072*	*-42 597*	*-40 080*	*-37 521*	*-34 917*	*-32 269*	*-29 577*	*-26 838*	*-24 053*	*-21 221*	*-18 340*
Intérêts sur comptes courants		*-9 520*	*-9 520*	*-9 520*	*-9 520*	*-9 520*	*-9 520*	*-9 520*	*-8 160*	*-6 800*	*-5 440*	*-4 080*	*-2 040*
Autres charges financières	*-20 000*												
Charges financières	-43 753	-57 026	-54 592	-52 117	-49 600	-47 041	-44 437	-41 789	-37 737	-33 638	-29 493	-25 301	-20 380
RESULTAT FINANCIER	**-43 753**	**-57 026**	**-54 592**	**-52 117**	**-49 600**	**-47 041**	**-44 437**	**-41 789**	**-37 737**	**-33 638**	**-29 493**	**-25 301**	**-20 380**
Q/P subvention d'investissement		17 500	35 000	35 000	35 000	35 000	35 000	35 000	35 000	35 000	35 000	35 000	35 000
Produits de cessions d'actifs													
Valeurs comptables des actifs cédés													
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**0**	**17 500**	**35 000**	**35 000**	**35 000**	**35 000**	**35 000**	**35 000**	**35 000**	**35 000**	**35 000**	**35 000**	**35 000**
RESULTAT AVANT IMPOT	**-68 753**	**-36 719**	**31 857**	**49 838**	**54 816**	**59 858**	**64 966**	**70 141**	**76 742**	**83 413**	**90 152**	**96 962**	**104 523**
Impôt sur les sociétés théorique	0	0	0	0	-8 120	-16 760	-18 191	-19 639	-21 488	-23 356	-25 243	-27 149	-29 266
RESULTAT NET	**-68 753**	**-36 719**	**31 857**	**49 838**	**46 696**	**43 098**	**46 776**	**50 502**	**55 254**	**60 057**	**64 910**	**69 812**	**75 257**

42

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Attribution de subventions pour le commerce, l'artisanat et le tourisme urbain.

La ville de Strasbourg apporte son soutien aux associations de commerçants, habitants et artisans pour des opérations d'animations, d'attractivité et de rayonnement touristique.

L'association des commerçants et artisans du Neuhof Stockfeld : 5 100 €

Elle compte 53 adhérents et 25 bénévoles et a pour objet la promotion et le développement économique. Le quartier du Neuhof bénéficie d'une offre commerciale de proximité satisfaisante, toutefois la visibilité n'est pas optimale. L'association participe à la promotion de cette offre et à la dynamique du quartier à travers l'organisation de moments de convivialité dont la Marche gourmande. Forte de cette dynamique, l'association souhaite par l'achat d'équipements fonctionnels, être en capacité de pouvoir assurer et faciliter l'organisation des événements réalisés tout au long de l'année.

Il est proposé au Conseil municipal d'apporter un soutien à ces initiatives dont le coût de réalisation s'élève à 10 589 € TTC.
Dans cette optique, il est envisagé d'attribuer une subvention de 5 100 €.

L'association des commerçants, artisans et professionnels de la Robertsau « Larob.com » : 7 000 €

Elle compte 82 adhérents et a pour objet la défense des intérêts des acteurs économiques ainsi que l'animation et la promotion du quartier de la Robertsau. Celui-ci bénéficie d'une polarité commerciale structurée sur deux secteurs distincts avec des fonctions différentes. Le secteur nord apparaît plus fragile contrairement au sud qui dispose d'une offre commerciale plus structurée et d'une locomotive alimentaire. L'association, de par son action et via l'achat d'équipements artistiques, souhaite ainsi valoriser l'offre commerciale et favoriser une dynamique de quartier notamment au moment de la période de Noël.

Il est proposé au Conseil municipal d'apporter un soutien à cette initiative dont le coût de réalisation s'élève à 19 122 € TTC.

Dans cette optique, il est envisagé d'attribuer une subvention de 7 000 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

les versements par la Ville de Strasbourg :
- *d'une subvention d'investissement de 7 000 € à l'association des commerçants, artisans et professionnels de la Robertsau,*
- *d'une subvention d'investissement de 1 100 € à l'association des commerçants et artisans du Neuhof Stockfeld,*
- *d'une subvention de fonctionnement de 4 000 € à l'association des commerçants et artisans du Neuhof Stockfeld,*

décide

d'imputer respectivement les dépenses :
- *8 100 €, sur la ligne budgétaire 95-204112– DU01 programme 1228-2018/ A0217, dont le disponible avant le présent Conseil est de 51 320 €,*
- *4 000 €, sur la ligne budgétaire 90-6574 – 90 DU02F programme 8085, dont le disponible avant le présent Conseil est de 23 000 €,*

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer la décision d'attribution nécessaire.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

Attribution de subventions

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
ACANS	fonctionnement	5 805 €	4 000 €	4 000 €
ACANS	investissement	1 695 €	1 100 €	0 €
Association la Rob.com	investissement	15 000 €	7 000 €	6 000 €
TOTAL		22 500 €	12 100 €	10 000 €

43

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Attribution de la subvention annuelle de fonctionnement à l'Office de Tourisme de Strasbourg et sa Région pour l'année 2020.

Conformément à l'article L 133-3 du code du tourisme, l'Office de Tourisme de Strasbourg et sa Région (OTSR) :

- assure l'accueil et l'information des touristes dans un souci permanent de qualité et d'adaptation aux évolutions de la demande et des technologies ;
- est responsable de la promotion touristique de la destination Strasbourg à l'échelle nationale et internationale en œuvrant à la conservation des clientèles déjà conquises et en développant des actions et produits pour capter de nouvelles clientèles ;
- effectue une mise en valeur optimale des atouts du territoire offerts aux différents segments de clientèle (patrimoine, culture, shopping, loisirs, événementiels…) ;
- contribue à coordonner les interventions des divers partenaires du développement touristique local ;
- participe à la mise en œuvre de la stratégie de développement touristique initiée et portée par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg ainsi que par les partenaires institutionnels.

1. BILAN DE L'ACTIVITÉ 2018 DE L'OTSR[1]

ACCUEIL ET INFORMATION :

- 671 157 visiteurs ont été accueillis au bureau d'accueil de la Place de la Cathédrale. Le système de comptage ayant été modifié au cours de l'année 2017, il n'est malheureusement pas possible de réaliser une comparaison entre ces deux années.
- 669 109 internautes ont visité le site internet http://www.otstrasbourg.fr, soit une augmentation de 19% par rapport à l'année 2017 ! Cela représente près de 3 millions de pages vues (+ 3% par rapport à 2017). À noter également que depuis la fin du mois de novembre 2019, l'OTSR a lancé son nouveau site Internet, http://www.visitstrasbourg.fr, réalisé dans le cadre de sa stratégie digitale ayant bénéficié du soutien de l'Eurométropole de Strasbourg. Ce nouveau site a pour ambition de devenir l'outil incontournable pour organiser son séjour à Strasbourg, notamment en y réservant directement ses activités. De plus, une recherche personnalisée en fonction du type de visiteur (famille, couple, personne seule, voyages d'affaires…) et de ses envies (loisirs, culture, gastronomie, shopping…) a été ajoutée. Davantage d'interactions avec les réseaux sociaux sont également mises en place et enfin, l'équipe fait part régulièrement de ses bons plans et coups de cœur. Ce nouvel outil très attendu devrait se traduire par une amélioration

de sa fréquentation et de la satisfaction de l'internaute dès la fin 2019 puis particulièrement pour l'année 2020.

- Euraccueil : après une reprise en 2016 du nombre de réservations via le service de réservation d'hébergements pour les membres des institutions européennes, celui-ci est de nouveau en baisse en 2018 avec 4 429 réservations (- 9,7% par rapport à 2017 et – 15,8 % depuis 2016).

ANIMATION :

- Une baisse de 4% du nombre de groupes en visites guidées a été enregistrée en 2018 soit 3 023 groupes accueillis. Les baisses les plus significatives concernent la clientèle « divers » (-14%) et russe (-11%) alors que cette dernière avait augmenté de 44% en 2017. À l'inverse, la clientèle italienne a augmenté de 20% par rapport à l'année précédente.
- Le nombre de visites-conférences pour individuels (10 373 personnes en 2018) continue légèrement à baisser mais reste globalement stable ces dernières années :
  -1% par rapport à 2017 et -3% par rapport à 2016.
- Après de fortes baisses en 2017, les ventes de Strasbourg Pass se stabilisent pour ce qui concerne les Pass adultes (-1,1%) mais augmentent pour les Pass Junior (+11,6%). Cela représente 17 524 ventes au total en 2018. L'année record de vente depuis la création du Pass touristique était l'année 2011 avec 43 064 Strasbourg Pass vendus.
- Le nombre d'adhérents à l'Office de Tourisme continue de diminuer avec 681 adhérents en 2018 contre 700 en 2017 et 720 en 2016.

PROMOTION :

- L'OTSR poursuit son travail de promotion de la destination sur les marchés prioritaires de proximité et les destinations lointaines à fort potentiel de développement. En 2018, l'Office a organisé 20 éductours au total et a participé à de nombreux salons, workshops, et événementiels sélectionnés en fonction de la qualité de l'organisation, de la fréquentation et de l'adéquation avec les marchés-cibles identifiés à savoir la Belgique, l'Italie, la Scandinavie, la Russie, la Chine, le Japon, Israël et des actions multimarchés. Les actions de promotion reposent sur les orientations stratégiques définies avec la commission promotion réunissant les acteurs touristiques : hôteliers, restaurateurs, prestataires et partenaires institutionnels.
- 99 accueils de presse (contre 80 en 2017), dont 5 voyages presse, ont été organisés en direct ou en collaboration avec Atout France, l'Agence Attractivité d'Alsace ou Alsace Destination Tourisme. Ils ont concerné 152 journalistes et blogueurs de chaines TV, radios, journaux et magazines, sites Internet et blogs couvrant 21 pays différents.

ÉDITION :

- L'OTSR édite et réactualise une quinzaine de documents touristiques et promotionnels (contre une vingtaine en 2017) pour offrir à tous les publics des informations précises et fiables. La grande majorité est disponible en plusieurs langues.

L'année 2018 a également été marquée par :

- La sixième édition de l'opération « Strasbourg mon Amour » dont la fréquentation est légèrement en hausse par rapport à 2017 (environ 55 000 participants sur 10 jours dont 23 000 personnes grâce à l'exposition Doisneau). Le Magic mirror installé Place Kleber, dit « Le Café des amours », constitue aujourd'hui le cœur et l'emblème de la manifestation.

Grande nouveauté digitale de cette année, la Love Map, une carte interactive qui répertorie les plus belles anecdotes sur l'amour, a recensé plus de 400 histoires d'amour sur notre ville, évoquées par des Strasbourgeois ou des touristes de passage. Cette édition a recensé plus de 60 retombées médiatiques nationales et internationales, ce qui représente plus de 250 000 euros de contre-valeur publicitaire.

- Le partenariat de l'OTSR avec L'Industrie magnifique du 3 au 13 mai, 11 jours durant lesquels l'Office a organisé 20 visites-conférences pour le grand public et offert 16 visites aux mécènes.
- Un résultat financier positif de 116 650 € contre 44 518 € en 2017, soit une forte augmentation de 72 132 € confirmant le redressement des comptes de l'association.
- L'attaque terroriste du 11 décembre au Marché de Noël de Strasbourg qui a entraîné la mort de 5 personnes et qui a bouleversé les habitants comme les touristes du monde entier présents ce soir-là. L'événement strasbourgeois le plus touristique a dû fermer ses portes pendant 2 jours, représentant ainsi 30% de perte pour les marchands, mais de nombreuses annulations d'hébergements ont également suivi cette tragédie. L'OTSR ainsi que l'ensemble des professionnels du tourisme ont été confrontés à ce drame, mais les conséquences économiques pour le secteur n'ont heureusement pas été aussi catastrophiques qu'attendues.

2. SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT DE LA VILLE DE STRASBOURG À L'OTSR POUR L'ANNÉE 2020

La feuille de route Strasbourg Eco 2030 identifie le tourisme comme une industrie tertiaire à part entière, vecteur de rayonnement et créatrice de richesse. En effet, il emploie plus de 10 000 personnes sur le territoire de l'Eurométropole dans des domaines aussi variés que l'hôtellerie et la restauration, les sites de loisirs, les agences de voyage. Avec plus de 3 millions de touristes accueillis par an, l'industrie touristique strasbourgeoise génère de nombreuses retombées pour l'économie locale.

Afin de demeurer une destination touristique phare et de renforcer sa gouvernance, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg ont initié en 2019 une réflexion sur cette thématique pour laquelle elles se sont fait accompagner par des cabinets spécialisés, à savoir les cabinets *Deloitte* et *In Extenso Tourisme, Culture et Hôtellerie*. L'objectif est de définir l'ambition que le territoire peut avoir pour sa destination en travaillant sur une stratégie touristique ainsi qu'un plan d'actions, tout en intégrant la question de la gouvernance. La mission permettra à une potentielle nouvelle structure de se mettre en place en 2020.

Ainsi, une convention d'objectifs a été établie entre la Ville, l'Eurométropole et l'OTSR pour une période d'un an et celle-ci ne se focalise pas sur des actions précises mais davantage sur des grands objectifs et des chantiers à mener, afin de permettre à l'association et aux collectivités de s'approprier la nouvelle stratégie et de mettre en place un programme d'actions partagé.

Les exercices 2016 à 2018 marquent une diminution continue des ressources de l'association (baisse ou suppression de certaines subventions, baisse du chiffre d'affaires). Un intense programme de réduction des dépenses a donc été engagé faisant diminuer le budget de l'association de 10,7% en 6 ans passant de 3 739 400 € en 2014 à 3 340 000 € en 2019 (selon le budget actualisé et approuvé lors de l'Assemblé générale en juillet 2019).

Le budget prévisionnel 2020 de l'association s'inscrit en quasi-stabilité par rapport à l'année précédente et s'élève à 3 313 000 € soit – 0,8 % par rapport au BP 2019.

La ville de Strasbourg souhaite apporter son soutien à l'association et lui permettre de mener à bien ses missions d'intérêt général. Dans l'optique de la réorganisation de la potentielle structure touristique locale au cours de l'année 2020 et du temps technique et politique que cela représente, il est proposé au Conseil municipal d'attribuer une subvention de fonctionnement en stabilité par rapport à l'année dernière et depuis 2016, à savoir de 510 000 €.

Cette subvention représente 15,4 % du budget prévisionnel 2020 de l'association (contre 15,3 % du BP 2019 actualisé en juillet 2019).
Les participations financières sollicitées auprès des autres partenaires institutionnels sont les suivantes :

- Eurométropole de Strasbourg : 1 367 000 € (hors subvention pour l'événement « Strasbourg mon Amour ») ;
- Région Grand Est: 15 000 € pour l'opération Strasbourg mon amour.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le versement par la ville de Strasbourg d'une subvention de fonctionnement de 510 000 € à l'Office de Tourisme de Strasbourg et sa Région pour l'exercice 2020. Cette subvention est inscrite à la ligne DU02L – programme 8022-6574 – dont le disponible s'élève à 510 000 € ;

décide

de verser cette subvention en deux fois : 60% à la signature de la convention financière 2020, le solde lors du 2ème semestre 2020 ;

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer toute pièce relative à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après

transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

CONVENTION FINANCIERE
EXERCICE 2020

Entre :

- La Ville de Strasbourg, représentée par Monsieur Roland RIES, Maire,

et

- L'association Office de tourisme de Strasbourg et sa Région, ci-après dénommée l'association, inscrite au registre du Tribunal d'instance de Strasbourg, volume XVI N 62 en date du 9 septembre 1945, et dont le siège est basé au 17 place de la Cathédrale 67082 Strasbourg Cedex, représentée par Monsieur Jean-Jacques GSELL, Président.

Vu,

- Les articles L 1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art. 1,
- La délibération du Conseil municipal du 10 février 2020.

Préambule

Conformément à la convention d'objectifs 2020 établie entre l'association, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, la présente convention financière définit les modalités d'intervention de la Ville de Strasbourg pour l'exercice 2020.

Article 1 : Objet de la convention

L'association :

- assure l'accueil et l'information des touristes dans un souci permanent de qualité et d'adaptation aux évolutions de la demande et des technologies ;
- est responsable de la promotion touristique de la destination Strasbourg à l'échelle nationale et internationale ;
- effectue, dans cet objectif une mise en valeur optimale des atouts du territoire offerts aux différents segments de clientèle ;
- contribue à coordonner les interventions des divers partenaires du développement touristique local ;
- participe activement à la mise en œuvre de la stratégie de développement touristique initiée et portée par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg ainsi que par les partenaires institutionnels ;

- commercialise des prestations de services touristiques

Compte tenu de l'importance qu'accorde la Ville de Strasbourg au domaine dans lequel l'association intervient, la Ville s'engage à soutenir financièrement l'objet général de l'association dont l'action s'inscrit en conformité avec les objectifs partagés tels que précisés dans la convention d'objectifs 2020.

Article 2 : Budget prévisionnel

Le budget nécessaire à la réalisation de l'objet s'élève pour l'exercice 2020 à 3 313 000 €.

Le cas échéant, l'association s'engage à informer immédiatement la collectivité, par lettre recommandée avec accusé de réception, des modifications apportées au budget prévisionnel présenté par l'association à l'appui de sa demande de subvention, et des solutions de remplacement proposées pour assurer la viabilité financière du projet.

Le non-respect de cet engagement est susceptible d'entraîner les sanctions prévues à l'article 5 de la présente convention.

Article 3 : Versement de la subvention

Pour l'exercice 2020, l'aide de la Ville de Strasbourg à la réalisation de l'objet s'élève, en principe, à la somme de 510 000 €.

La subvention sera créditée en deux versements :

- un premier versement de 306 000 €, représentant 60% de la subvention, qui interviendra après la signature de la présente convention ;
- un deuxième versement de 204 000 €, qui interviendra au début du deuxième semestre 2020.

Ces versements s'effectueront sur le FR76 1027 8010 0100 0216 3610 111 (IBAN) ouvert au nom de « Office du Tourisme de Strasbourg et sa Région » auprès du Crédit Mutuel St-Jean à Strasbourg.

Article 4 : Engagements de l'association

En signant la présente convention, l'association s'engage à :

- utiliser les fonds octroyés conformément à son objet associatif et à la convention d'objectifs 2020 visée en préambule ;
- fournir à la Ville de Strasbourg, dès l'approbation de son Assemblée Générale, le rapport annuel comprenant notamment un bilan, un compte de résultat et l'annexe conformes au plan comptable associatif[1], certifiés conformes par le président ou, le cas échéant, par le commissaire aux comptes[2] (en ce cas, joindre également le rapport du commissaire aux comptes) ;

[1] règlement du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des associations et fondations

[2] la nomination d'un commissaire aux comptes est obligatoire pour les associations ayant perçu des subventions publiques dont le montant total, toutes subventions confondues, est supérieur à 153 000 €

- ne pas solliciter de subvention de fonctionnement destinée à couvrir l'amortissement de biens acquis par des subventions publiques ;
- informer la collectivité du nom du commissaire aux comptes dans les trois mois suivant sa désignation ;
- de manière générale, faciliter le contrôle par les services de la collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables ;
- informer la Ville de Strasbourg de tous les changements survenus dans son administration ou sa direction sous un mois à compter de leur apparition, et lui transmettre ses statuts actualisés ;
- faire état du soutien de la collectivité dans sa communication.

Article 5 : Non-respect des engagements de l'association

L'absence totale ou partielle du respect des clauses prévues à l'article 4 de la présente convention est susceptible d'entraîner :

- l'interruption de l'aide financière de la Ville,
- la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
- la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'association.

En cas de survenance d'événements mettant en péril la poursuite de l'activité de l'association, la collectivité se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 6 : Durée

La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire 2020. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la Ville d'un exemplaire signé par le Président de l'association.

Pour l'exercice 2021, l'association devra adresser dès l'approbation de son Assemblée Générale, une demande en bonne et due forme, présentant le budget prévisionnel de l'association, le compte de résultat, le bilan et le dernier rapport moral et financier de l'association approuvé en AG. Cette demande est à formuler à l'attention de Monsieur le Maire de Strasbourg.

Article 7 : Exécution

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des Finances de la Ville de Strasbourg – CS 71022 - 67070 STRASBOURG CEDEX

Fait à Strasbourg, le…… ……

Pour la Ville de Strasbourg	Pour l'association
Le Maire	Le Président
Roland RIES	Jean-Jacques GSELL

Attribution de subventions

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1 (2019)
Office de Tourisme de Strasbourg et sa Région (OTSR)	Fonctionnement	517 500 €	510 000 €	510 000 €

Strasbourg.eu
eurométropole

SERVICE DES ASSEMBLEES

cf. observations page suivante

CONSEIL MUNICIPAL 10 FEVRIER 2020

POINT 43 Attribution de la subvention annuelle de fonctionnement à l'Office de Tourisme de Strasbourg et sa Région pour l'année 2020.

Pour

24

743

BUFFET-Françoise, CALDEROLI-LOTZ-Martine, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, KELLER-Fabienne, KOHLER-Christel, MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, MELIANI-Abdelaziz, OEHLER-Serge, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, REMOND-Thomas, RIES-Roland, ROBERT-Jean-Emmanuel, ROOS-Thierry, DIDELOT-Andréa, SEILER-Michèle, SENET-Eric, TARALL-Bornia, MENAD-Zaza, WILLENBUCHER-Philippe, ZUBER-Catherine, LOOS-François

Contre

2

GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, MATHIEU-Jean-Baptiste

Abstention

19

AGHA BABAEI-Syamak, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, OZENNE-Pierre, CUTAJAR-Chantal, DREYSSE-Marie-Dominique, FELTZ-Alexandre, GANGLOFF-Camille, GILLMANN-Luc, JUND-Alain, KEMPF-Suzanne, RICHARDOT-Anne Pernelle, ROGER-Patrick, SCHAETZEL-Françoise, SCHULTZ-Eric, TRAUTMANN-Catherine, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean, SCHMITT-Michael

CONSEIL MUNICIPAL 10 FEVRIER 2020

POINT 43 Attribution de la subvention annuelle de fonctionnement à l'Office de Tourisme de Strasbourg et sa Région pour l'année 2020.

Résultats du vote (cf. détails) :

Pour : 24 (*)

Contre : 2 (**)

Abstention : 19

SERVICE DES ASSEMBLEES

Observations :

(*) M. Abdelkarim RAMDANE s'est trompé : il souhaitait s'abstenir

(**) M. Jean-Baptiste MATHIEU s'est trompé : il souhaitait s'abstenir.

44

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Attribution d'une subvention à l'Office de Tourisme de Strasbourg et sa Région pour l'organisation de la 8ème édition de "Strasbourg mon Amour".

En 2013, sous l'impulsion d'un groupe d'hôteliers strasbourgeois, l'Office de Tourisme de Strasbourg et sa Région (OTSR) et l'agence événementielle Passe Muraille, fortement accompagnés et soutenus par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, ont créé l'événement en développant un concept original autour de la Saint-Valentin : « Strasbourg mon Amour ».

Cet événement conjugue le thème universel de l'amour, au travers de manifestations artistiques et culturelles remarquables, avec l'histoire et les atouts naturels et patrimoniaux de Strasbourg afin de développer l'image d'une destination romantique par excellence.

L'objectif principal de cette opération est de créer un nouveau rendez-vous afin de générer des retombées économiques sur une période reconnue comme la plus faible en termes d'activité touristique. Travailler sur le creux économique du début d'année a en effet été cité comme l'une des actions prioritaires par les cabinets de conseil *Deloitte* et *In Extenso TCH* afin de consolider l'activité des professionnels du tourisme.

Les points forts de cet événement relèvent :
- d'un concept innovant permettant de valoriser le territoire sous un angle nouveau ;
- d'une programmation et d'une organisation exigeantes, sources de satisfaction et de fidélisation des clientèles ;
- d'une image positive de l'événement auprès des touristes comme des Strasbourgeois et des Alsaciens ;
- des retombées médiatiques, y compris sur les réseaux sociaux, importantes et qui mettent en évidence le potentiel de l'événement en termes d'attractivité ;
- d'une augmentation des nuitées touristiques de 43% sur le territoire de Strasbourg entre 2013 et 2018.

La huitième édition de « Strasbourg mon Amour » est fixée du 7 au 16 février 2020 avec une quarantaine de manifestations, dont des temps forts aujourd'hui très attendus comme la soirée d'inauguration au Café des Amours, la soirée salsa, la Slow party, la Baby boom

ou encore la « la croisière s'amuse » organisée en partenariat avec Batorama… mais aussi de nombreuses animations inédites !

Le budget prévisionnel de cette nouvelle édition s'élève à 504 000 €, soit une augmentation de 5,5 % par rapport à 2019. Cela s'explique par divers surcoûts de la part de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg suite à l'édition de 2019 qui n'étaient auparavant pas facturés à l'OTSR, comme l'ouverture nocturne des toilettes publiques Place Kléber, des droits de place pour l'occupation du domaine public ou encore la mise à disposition de lieux culturels et de salles municipales.

Consciente du potentiel d'attractivité et d'image de cet événement, de sa pertinence stratégique afin de lisser la fréquentation touristique en début d'année, de son positionnement marketing différenciant pour la destination, de ses retombées médiatiques et économiques, la Ville de Strasbourg souhaite poursuivre son soutien à l'Office de Tourisme dans le cadre de l'organisation de « Strasbourg mon Amour ». Cependant, il s'avère aujourd'hui nécessaire d'évaluer cet événementiel au regard de ses objectifs afin de définir les évolutions à apporter.

Ainsi, il est proposé au Conseil municipal d'attribuer une subvention en stabilité pour cette 8ème édition par rapport à l'année précédente, à savoir 60 000 € représentant 11,9% du budget de l'opération, ainsi que des avantages en nature, à savoir :
- des apports en communication par la Ville de Strasbourg à hauteur de 80 000 € (dont 50 000 € de mise à disposition d'affichage) et représentant 15,9 % dudit budget ;
- une réduction de la redevance d'occupation de 11 625 €, par rapport au tarif normal dont le montant est de 15 500 €. Ainsi, la redevance que versera l'Office de Tourisme relative à l'occupation du domaine public communal (Place Kléber pendant une durée de 10 jours) sera de 3 875 €.

Les participations financières sollicitées auprès des autres partenaires institutionnels sont les suivantes :
- Eurométropole de Strasbourg : 130 000 €
- Région Grand Est : 15 000 €.

La totalité des participations financières publiques, y compris les avantages en nature, représente 58,85% du budget total de l'opération.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *le versement par la ville de Strasbourg d'une subvention de 60 000 € à l'Office de Tourisme de Strasbourg et sa Région pour l'organisation de la 8ème édition de*

« Strasbourg mon Amour ». Cette subvention est inscrite à la ligne DU02L – fonction 95 – nature 6574 – programme 8101 – dont le disponible s'élève à 60 000 € ;

- *l'octroi d'avantages en nature à hauteur de 80 000 € ;*
- *la réduction de la redevance d'occupation de 15 500 € à 3 875 €, relative à l'occupation de la place Kléber pendant une durée de 10 jours.*

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer toute pièce relative à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

Attribution de subventions

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1 (2019)
Office de Tourisme de Strasbourg et sa Région (OTSR)	Projet	72 000 €	60 000 €	60 000 €

CONVENTION FINANCIERE
exercice 2020

Entre :

- la Ville de Strasbourg, représentée par Monsieur Roland RIES, Maire

et

- l'association Office de tourisme de Strasbourg et sa région ci-après dénommée l'association, inscrite au registre du Tribunal d'instance de Strasbourg , volume XVI N62 date du 9 septembre 1945 et dont le siège est basé au 17 place de la Cathédrale 67082 Strasbourg Cedex représentée par son Président Monsieur Jean-Jacques GSELL.

Vu,

- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil municipal du 10 février 2020.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1er : Objet de la convention

Le premier trimestre demeure le point faible de l'activité touristique de l'agglomération strasbourgeoise. La nécessité de consolider l'activité des professionnels du tourisme lors de cette période creuse a notamment été pointée comme l'une des actions prioritaires par la stratégie touristique élaborée en 2019.

Afin de répondre à cette problématique, l'Office de Tourisme de Strasbourg et sa Région (OTSR), sous l'impulsion d'un groupe d'hôteliers et restaurateurs et avec l'étroite collaboration des services de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, a développé depuis 2013 avec l'agence Passe Muraille, l'événement « Strasbourg mon Amour ».

Cet événement, piloté par l'OTSR, consiste en une déclinaison événementielle de la Saint-Valentin à travers la ville dans les établissements, sites touristiques et bâtiments remarquables. Il explore le caractère romantique de la ville en s'appuyant fondamentalement sur son paysage urbain exceptionnel et sur sa richesse historique, patrimoniale et culturelle.

Fort des bilans des sept premières éditions, l'OTSR organise la 8ème édition de « Strasbourg mon Amour » du 7 au 16 février 2020.

En marque de soutien à l'ambition de l'organisateur et de ses partenaires et d'adhésion au objectifs de retombées économiques et touristiques de cet événement sur le territoire, la Ville de Strasbourg entend soutenir financièrement cette opération dotée d'un fort potentiel en termes :

- de mobilisation d'acteurs touristiques et du commerce ;
- de mobilisation d'acteurs culturels et artistiques ;
- de fierté et d'attachement des habitants pour leur territoire ;
- de marketing en dotant la destination d'une image décalée capable de séduire une nouvelle clientèle touristique.

Article 2 : Budget prévisionnel

Le budget global de la 8ème édition de « Strasbourg mon Amour » s'élève à 504 000 €.

Le cas échéant, l'association s'engage à informer immédiatement la collectivité, par lettre recommandée avec accusé de réception, des modifications apportées au budget prévisionnel présenté par l'association à l'appui de sa demande de subvention, et des solutions de remplacement proposées pour assurer la viabilité financière du projet.

Le non respect de cet engagement est susceptible d'entraîner les sanctions prévues à l'article 5 de la présente convention.

Article 3 : Versement de la subvention et avantages en nature

La subvention de la Ville de Strasbourg pour la 8ème édition de « Strasbourg mon Amour », s'élève à 60 000 € et représente 11,9 % de son financement. Cette subvention sera versée en un seul versement, après signature de la présente convention financière par les deux parties.

La subvention sera créditée sur le compte bancaire au nom de Office de Tourisme de Strasbourg et sa Région auprès du Crédit Mutuel Saint Jean Strasbourg (RIB joint).

Les avantages en nature pour cette opération sont constitués d'apports en communication de la Ville de Strasbourg à hauteur de 80 000 €, dont 50 000 € de mise à disposition d'affichage.

Article 4 : Engagements de l'association

En signant la présente convention, l'association s'engage à :

- ✓ Utiliser les fonds octroyés à la bonne réalisation de la 8ème édition de « Strasbourg mon Amour » ;

- ✓ Fournir à la Ville de Strasbourg, dès l'approbation par son Assemblée Générale, le rapport annuel comprenant notamment un bilan, un compte de résultat et l'annexe conformes au

plan comptable associatif[1], certifiés conformes par le-la Président-e ou, le cas échéant, par le-la commissaire aux comptes[2] (en ce cas, joindre également le rapport du-de la commissaire aux comptes). Un modèle simplifié de présentation des comptes conforme au plan comptable est disponible sous l'adresse internet : http://associations.strasbourg.fr ;

- ✓ Ne pas solliciter de subvention de fonctionnement destinée à couvrir l'amortissement de biens acquis par des subventions publiques ;

- ✓ Le cas échéant, informer la collectivité du nom du-de la commissaire aux comptes dans les trois mois suivant sa désignation ;

- ✓ De manière générale, faciliter le contrôle par les services de la collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables ;

- ✓ Informer la Ville de Strasbourg sous un mois à compter de la survenance de tous les changements dans son administration ou sa direction, et lui transmettre ses statuts actualisés ;

- ✓ Faire état du soutien de la collectivité dans sa communication.

- ✓ À présenter, sur invitation de la Ville de Strasbourg, un bilan complet de l'opération et notamment sur les retombées économiques directes pour le territoire permettant une évolution financière, technique et marketing de l'évènement ainsi qu'une appréciation de son impact touristique.

Article 5 : Non-respect des engagements de l'association

Le non respect total ou partiel par l'association de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner :

✓ l'interruption de l'aide financière de la Ville ;
✓ la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués ;
✓ la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'association.

En cas de survenance d'événements mettant en péril la poursuite de l'activité de l'association, et en cas de non-réalisation ou de report du projet subventionné (si la subvention est affectée au financement d'une opération spécifique), la collectivité se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 6 : Durée

La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire 2020. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la Ville de Strasbourg d'un exemplaire signé par le-la Président-e.

[1] règlement du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des associations et fondations.

[2] la nomination d'un-e commissaire aux comptes est obligatoire pour les associations ayant perçu des subventions publiques dont le montant total, toutes subventions confondues, est supérieur à 153 000 €.

Pour une nouvelle demande de subvention sur l'exercice 2021, l'association devra adresser dès l'approbation de son Assemblée Générale, un dossier complet en bonne et due forme à l'attention de Monsieur le Maire de la Ville de Strasbourg.

Article 7 : Exécution

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des finances de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole – CS 71022 – 67076 Strasbourg cedex.

Fait à Strasbourg, le .....…….. .

Pour la Ville de Strasbourg	**Pour l'association**
Le Maire	Le Président
Roland RIES	Jean-Jacques GSELL

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL 10 FEVRIER 2020

POINT 44 Attribution d'une subvention à l'Office de Tourisme de Strasbourg et sa Région pour l'organisation de la 8ème édition de "Strasbourg mon Amour".

Pour	**35**	BARRIERE-Caroline, BEY-Françoise, BUFFET-Françoise, CALDEROLI-LOTZ-Martine, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GILLMANN-Luc, JUNG-Martine, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KEMPF-Suzanne, KOHLER-Christel, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste , MAURER-Jean-Philippe, MELIANI-Abdelaziz, OEHLER-Serge, RAMEL-Elisabeth, REMOND-Thomas, RIES-Roland, ROBERT-Jean-Emmanuel, ROGER-Patrick, ROOS-Thierry, DIDELOT-Andréa, SEILER-Michèle, SENET-Eric, TETSI-Liliane, TRAUTMANN-Catherine, MENAD-Zaza, VETTER-Jean-Philippe, WILLENBUCHER-Philippe, ZUBER-Catherine, LOOS-François, SCHMITT-Michael
Contre	**0**	
Abstention	**12**	AGHA BABAEI-Syamak, BARSEGHIAN-Jeanne, OZENNE-Pierre, CUTAJAR-Chantal, DREYSSE-Marie-Dominique, FELTZ-Alexandre, JUND-Alain RAMDANE-Abdelkarim, SCHAETZEL-Françoise, SCHULTZ-Eric, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean

45

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Soutien au tourisme d'affaires : subvention annuelle au Strasbourg convention bureau (SCB).

Le rayonnement et l'attractivité constituent l'un des axes du développement économique strasbourgeois. Cet axe s'appuie notamment sur une dynamisation du secteur du tourisme d'affaires afin de générer des retombées économiques, mais également d'image et de notoriété.

Le tourisme d'affaires a été identifié comme un enjeu fort pour le développement et l'attractivité de Strasbourg et son agglomération au sein de la stratégie ECO 2030. Cet enjeu est notamment matérialisé au travers de 4 actions :

- l'entrée, en 2014, au capital de Strasbourg Evènements de la société GL Events, acteur majeur et d'envergure internationale dans le domaine du tourisme d'affaires ;
- la création, en 2016, d'un dispositif partenarial d'accueil et de soutien à la filière tourisme d'affaires intitulé « Helloptimist » et élaboré avec le Strasbourg convention bureau (SCB) et Strasbourg Evènements ;
- la rénovation par l'Eurométropole de Strasbourg d'un Palais de la musique et des congrès répondant aux standards internationaux en matière d'accueil en 2016 ;
- le projet d'un nouveau Parc des expositions, piloté par l'Eurométropole de Strasbourg et sur lequel le SCB communique activement.

L'action du SCB s'inscrit dans cette stratégie et ses principales missions sont les suivantes :

- promotion de l'offre locale en termes d'équipements et de services liés au tourisme d'affaires ;
- prospection des organisateurs d'évènements, pilotage et candidature aux grands évènements ;
- valorisation du dispositif d'accueil Helloptimist
- accompagnement des porteurs de projet d'événements grâce à une aide technique et logistique ;
- observation du secteur du tourisme d'affaires à Strasbourg.

Durant l'exercice 2018, le SCB a traité 431 projets (+ 5 % VS N-1) générant 35 000 personnes réunies à Strasbourg pour des retombées économiques estimées à plus de 12 millions d'euros. Il est important de souligner que depuis sa création, en 2008, les objectifs fixés à l'association, que ce soit en termes de nombre de projets à accompagner comme en nombre d'actions de promotion à réaliser (salons, éductours…), ont toujours

été dépassés. Le barème mis en place depuis 2016 a permis d'augmenter la représentativité de la filière au sein du SCB avec 148 adhérents privés ou semi-privés.

En 2020, le SCB prévoit de poursuivre le développement de son activité, et notamment dans la détection d'évènements éligibles à Helloptimist, en concentrant ses efforts notamment sur :

- des opérations de prospection commerciale à l'étranger (IMEX Francfort, IMEX AMERICA Las Vegas, IBTM Barcelone,…) ;
- l'approfondissement de la stratégie digitale développée en 2017 notamment sur Facebook et LinkedIn ;
- la participation active aux actions menées avec Meet in Alsace (observation économique, démarches qualité, édition, webmarketing, réseaux sociaux, évènementiel et relations presse) ;
- la candidature à des évènements en lien avec les filières d'excellence d'ECO 2030 ;
- le référencement de la destination auprès d'ICCA (International congress and convention association).

Afin de mener ces actions, il est proposé de soutenir le SCB à hauteur de 100 000 € pour l'année 2020.

L'action du SCB s'inscrit dans une convention financière et d'objectifs annuels (2020) annexée à la présente délibération. Cette convention définit les objectifs de développement de l'activité du SCB, précise ses nouvelles actions et indique ses modalités d'évaluation (identification d'objectifs généraux et opérationnels ainsi qu'indicateurs).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *les orientations du contrat d'objectifs du Strasbourg convention bureau (SCB) annexé à la présente délibération et la participation de 100 000 € pour son financement au titre de l'exercice 2020,*

- *la dépense en résultant inscrite au BP 2019 voté sur la ligne 95-6574-DU04E – prog 8023 action « Feuille de route 18 » dont le solde disponible est de 100 000 €,*

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer toute pièce relative à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

Attribution de subvention

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
Strasbourg convention bureau (SCB)	Fonctionnement	100 000 €	100 000 €	100 000 €

CONVENTION FINANCIERE ET D'OBJECTIFS
Exercice 2020

Entre :

- la Ville de Strasbourg, ci-après dénommée la Ville, représentée par Monsieur Roland RIES, Maire,

et

- l'association Strasbourg Convention Bureau, ci-après dénommée l'association ou le SCB, dont le siège est basé 34 rue du Tivoli, 67000 Strasbourg, représentée par sa Directrice en exercice, Madame Mireille DARTUS.

Vu,

- Les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art. 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art. 1,
- La délibération du Conseil municipal de la Ville de Strasbourg du 10 février 2020

Préambule

La présente convention s'inscrit dans une démarche partenariale, fondée sur la confiance, le respect et le dialogue entre les parties. Elle témoigne de la volonté de la collectivité d'inscrire leurs relations avec l'association dans le cadre d'un partenariat durable.

Le rayonnement et l'attractivité constituent l'un des axes du développement économique des stratégies Strasbourg Eco 2030. Cet axe s'appuie notamment sur une dynamisation du secteur du tourisme d'affaires afin de générer des retombées économiques, mais également d'image et de notoriété.

En réunissant les acteurs économiques et institutionnels, le SCB affiche l'ambition de positionner Strasbourg et son agglomération comme un pôle de référence en France dans l'accueil et l'organisation de manifestations professionnelles de la filière tourisme d'affaires.

C'est dans cette perspective que la Ville de Strasbourg soutient financièrement le projet associatif du Strasbourg Convention Bureau, acteur majeur dans le domaine du tourisme d'affaires local.

Article 1 : objet de la convention

La présente convention établie entre la Ville et l'association précise les engagements réciproques des deux parties ainsi que les moyens nécessaires à la mise en œuvre des objectifs partagés.

Article 2 : vie de la convention

La convention est établie pour une durée d'un an avec effet à compter du 1er janvier 2020.

Son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la Ville de Strasbourg d'un exemplaire signé par la Directrice de l'association.

Au terme de la présente convention, une nouvelle convention d'objectifs pourra être proposée à l'ordre du jour du Conseil municipal de la Ville de Strasbourg.

1ère partie : les objectifs

Article 3 : la stratégie de la Ville dans le domaine du tourisme d'affaires

Le tourisme d'affaires a été identifié comme un enjeu fort pour le développement et l'attractivité de l'agglomération strasbourgeoise au sein des stratégies ECO 2030.

Cet enjeu est matérialisé au travers de 3 actions :

- l'action « Modernisation et extension du Palais de la musique et des congrès (PMC) et du Parc des expositions (PEX) », qui représente un investissement, pour la collectivité, de 85 millions d'euros pour le seul projet PMC
  Objectif = *valoriser, en 2020, un équipement répondant aux standards internationaux en termes d'infrastructures d'accueil et être en capacité de développer de nouveaux évènements nationaux et internationaux*
- l'entrée, en 2014, au capital de Strasbourg Evènements de la société GL Events, acteur majeur et d'envergure internationale dans le domaine du tourisme d'affaires. La collectivité lui a confié la nouvelle délégation de service public (2016-2036) pour l'exploitation des équipements du PEX et du PMC
  Objectif = *améliorer la capacité de Strasbourg Evènements à accueillir des manifestations internationales et bénéficier de l'expertise du groupe GL Events*
- la création, en 2015, d'un dispositif partenarial de soutien à la filière tourisme d'affaires intitulé « Helloptimist » et élaboré avec le SCB et Strasbourg Evènements. Le dispositif est piloté par la direction du Développement économique et de l'attractivité (DDEA)
  Objectif = *faciliter et favoriser la tenue de nouvelles manifestations professionnelles à Strasbourg en lien avec les filières stratégiques locales.*

Par cette stratégie ambitieuse et la dotation d'outils modernes, Strasbourg et son agglomération souhaitent se repositionner en tant que leader au sein de la filière tourisme d'affaires.

Pour atteindre ces objectifs, une coordination des acteurs institutionnels et privés est nécessaire.

De par son projet, le SCB apparaît comme étant l'acteur incontournable sur le territoire de la Ville de Strasbourg et dont le projet est le plus pertinent pour organiser la filière et répondre aux demandes des organisateurs du tourisme d'affaires.

Article 4 : le projet du Strasbourg Convention Bureau

Le SCB permet de promouvoir Strasbourg auprès des organisateurs du tourisme d'affaires. L'association participe en cela au renforcement du rayonnement et de l'attractivité de la Ville de Strasbourg.

Ses missions :
- promotion de l'offre locale en termes d'équipements et de services de la filière tourisme d'affaires
- prospection des organisateurs d'événements nationaux et internationaux ; élaboration, co-pilotage et candidature à certains évènements
- accompagnement des porteurs de projet d'événements à Strasbourg grâce à une aide technique et logistique
- observation du secteur du tourisme d'affaires à Strasbourg principalement lié à l'activité du SCB (cf. rapport d'activité annuel).

Son projet :
- conception, réalisation et diffusion de toute communication susceptible de contribuer à mieux faire connaître les atouts du territoire en matière de tourisme d'affaires
- mise en œuvre de toute prospection et communication en France et à l'étranger tendant à favoriser le tourisme d'affaires à Strasbourg
- promotion d' « Helloptimist » par la mise en relation avec la DDEA des organisateurs d'évènements répondant à ces critères :

FONCTIONNEMENT ACTUEL DU DISPOSITIF HELLOPTIMIST :

Pour être éligible au dispositif, l'évènement doit :
- *traiter d'une des filières stratégiques d'ECO 2030*
- *se tenir auprès d'un des membres-adhérents au Strasbourg Convention Bureau*

Pour les évènements générant plus d'une nuitée sur Strasbourg, le dispositif prévoit l'octroi :
- *d'un pass transport sur le réseau de transport de la CTS*
- *d'un plan touristique de la ville*
- *de la mise à disposition gratuite d'un bateau-lounge ou bateau-mouche Batorama*

Pour les évènements de plus de 1 500 personnes, le dispositif prévoit l'octroi, en plus :
- *de la mise à disposition gratuite d'un tram-découverte européen (réservé aux manifestations internationales) ou d'un tram-découverte chez Strasbourg Mobilités*

Les évènements soutenus dans le cadre d'HELLOPTIMIST seront prioritairement les évènements impliquant une candidature de la destination Strasbourg (notamment par le Strasbourg Convention Bureau dans une logique de recherche de nouveaux évènements) et seront soumis à l'arbitrage des élus de la Ville de Strasbourg.

Article 5 : les objectifs partagés

Objectifs généraux

Dans le cadre de la présente convention et conformément à son projet, le SCB assurera, outre ses missions statutaires, les missions suivantes en cohérence avec la stratégie de la Ville de Strasbourg dans le domaine du tourisme d'affaires :

- valoriser l'image de Strasbourg comme destination internationale du tourisme d'affaires
- développer la visibilité internationale de la destination Strasbourg auprès des organisateurs du tourisme d'affaires en s'appuyant sur la marque Strasbourg europtimist et Helloptimist.

En 2020, le SCB prévoit de poursuivre le développement de son activité, et notamment dans la détection d'évènements éligibles à Helloptimist, en concentrant ses efforts sur des opérations de prospection commerciale à l'international et la définition d'une stratégie de communication digitale :

- prospection : développement de partenariats, visites de repérage ciblées, participation aux principaux salons nationaux et internationaux du tourisme d'affaires (voir plan d'actions SCB 2020)
- promotion : brochures, plan média, site internet, soirées et communication, présence sur Facebook et Linkedin
- Co-construction avec Meet In Alsace d'une stratégie internationale de positionnement de Strasbourg au sein de l'Alsace et participation au rayonnement de la Région Grand Est sur le segment du tourisme d'affaires.

Définition des objectifs et indicateurs

Objectifs généraux	Objectifs opérationnels	Indicateurs
Accroître sa notoriété et sa visibilité à l'international et fédérer la filière strasbourgeoise	Déployer une stratégie de communication digitale Développer de nouveaux outils de communication digitale	En 2020, déploiement d'une stratégie annuelle notamment web (réseaux sociaux + site internet + la diffusion d'une vidéo tourisme sur les plateformes vidéos) à quantifier en termes d'abonnés. Diffusion d'un film de promotion de la filière tourisme d'affaires visible sur tous les supports de communication du SCB qui démontre l'organisation de la destination sur le tourisme d'affaires et la fédération des acteurs au sein du SCB et des vidéos stratégiques des filières clés ECO 2030 produites par la collectivité (attractivité, mobilité, santé, port autonome…)
Développer les occurrences dans la presse spécialisée	Démarcher les rédactions des publications spécialisées dans le tourisme d'affaires, en partenariat avec Meet In Alsace pour la visibilité nationale.	Nombre d'encarts spéciaux consacrés à Strasbourg : 2 à 3/an (voir site Internet mystrasbourg.com)
Développer le réseau des membres du SCB	Organiser un à deux évènements annuels destinés à recruter de nouveaux membres-adhérents	Objectif : 145 adhérents en 2020 (objectif souhaité en 2019 : 140 réalisé 148)
Maintenir le nombre de projets accompagnés	Elaboration, dans son rapport annuel d'activité, d'une analyse sur les forces/faiblesses de la destination ; qui illustre les raisons des succès et des échecs Maintien du nombre de projets accompagnés par an (pour rappel objectif 2018 : 390 dépassé à 431. Objectif 2019 : 410).	
Attirer de nouveaux évènements par la promotion de l'offre et des produits développés par la destination	Valoriser le dispositif Helloptimist	Accompagner/candidater au minimum 1 évènement par an répondant aux critères d'éligibilité maximum du dispositif Helloptimist. Evaluation du nombre de projets apportés répondant aux critères du dispositif Helloptimist.

Objectifs généraux	Objectifs opérationnels	Indicateurs
Conforter la notoriété de sa nouvelle identité graphique	Stratégie de diffusion de l'identité graphique déclinable sur ses supports de communication et présence salons internationaux	
Amener Strasbourg dans le top 5 France ICCA d'ici 2020 (n° 8 en 2017)	Améliorer le référencement ICCA de Strasbourg d'ici 2020. Poursuivre une collaboration active avec l'ORTA -dans le cadre de la convention annuelle 2020 entre le Pôle métropolitain et l'Agence d'attractivité de l'Alsace- de façon à ce que le SCB soit en capacité de communiquer auprès de l'ICCA des évènements, éligibles à ces critères, se tenant hors PEX-PMC.	Identification, dans son rapport annuel d'activité, des évènements éligibles aux critères ICCA (50 pax minimum/rotation sur 3 pays différents) et notamment ceux se tenant hors PEX-PMC. Position de Strasbourg dans le classement annuel ICCA (161ème position à l'international (-13 VS 2017), 82ème position au niveau européen (+1 VS 2017) et 8ème position en France en 2017)
Développer un partenariat avec les institutions européennes et universitaires	Etablir les contacts nécessaires et expliquer les avantages pouvant être apportés par le classement ICCA, notamment auprès de l'Université de Strasbourg et des Institutions européennes, afin de les amener à devenir, si pertinent, des membres-adhérents au SCB, à défaut, promouvoir leurs produits auprès de la cible du SCB. Poursuivre le partenariat avec les institutions universitaires.	Valoriser les visites des institutions sur www.mystrasbourg.com Organiser des évènements au Palais U accompagnés par le Strasbourg Convention Bureau.

2ème partie : les moyens

Article 6 : les subventions versées par la Ville à l'association

Pendant la durée de la convention, la collectivité s'engage à soutenir financièrement les objectifs prévus à l'article 5 que l'association s'engage à réaliser en partenariat avec elle.

Le budget prévisionnel 2020 présenté par l'association s'élève à 448 811 €.

Au titre de l'exercice 2020 :

- la Ville de Strasbourg verse au SCB une subvention de 100 000 € (pour mémoire, les clientèles générées par le tourisme d'affaires représentent 60 % des touristes dans Strasbourg).

Les subventions seront créditées en deux versements sur le compte bancaire du CIC Agence Entreprise Strasbourg :

- 60 % à la signature de la présente convention signée par toutes les parties
- 40 % au 3ème trimestre de l'année en cours sur présentation d'un rapport d'activité intermédiaire du CAC.

Code banque	Code guichet	Numéro	Clé RIB
30087	33080	00020000801	45

L'association soumettra chaque année son dossier de demande de subvention incluant son plan d'actions prévisionnel deux mois avant la date limite d'instruction de la subvention.

3ème partie : le dispositif de suivi et d'évaluation de l'atteinte des objectifs

L'évaluation de l'atteinte des objectifs opérationnels prévus dans la présente convention s'opère au moyen d'indicateurs définis au préalable par les trois partenaires.

Article 7 : le suivi de l'activité du Strasbourg Convention Bureau

En 2020, la Ville de Strasbourg propose au Strasbourg Convention Bureau de présenter :

- **son rapport d'activité intermédiaire** et son activité lors des instances statutaires du Strasbourg Convention Bureau (Bureaux, Conseils d'administration et assemblée générale) quatre fois par an.

Ces instances de réunion constitueront les moments de dialogue privilégiés entre le SCB et la collectivité dans le cadre du suivi de la convention.

Les personnes suivantes seront également invitées à participer à ces 3 instances :

- le Président de l'Eurométropole de Strasbourg ou son représentant
- le Président du Strasbourg Convention Bureau ou son représentant
- le Maire de Strasbourg ou son représentant
- le Vice-président de l'association ou son représentant
- la Directrice de l'association ou son représentant
- les référents de la direction (DDEA) / du Cabinet de la Ville de Strasbourg.

4ème partie : les dispositions diverses concernant les modalités d'application de la convention

Article 8 : communication

La marque attractivité Strasbourg europtimist apparaîtra dans toute action de communication de l'association en direction des médias et sur tous ses supports de communication (brochure, site web, stand, dossier de presse…). L'association veillera à apporter une visibilité particulière au dispositif de soutien au tourisme d'affaires de la collectivité : Helloptimist.

Article 9 : responsabilité

L'association conserve l'entière responsabilité des actions et missions exercées par elle, y compris celles visées par les stipulations de la présente convention, sans que les responsabilités de la Ville de Strasbourg ne puissent être recherchées.

Article 10 : avenant

Toute modification substantielle des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie dans le cadre du Comité de suivi, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent remettre en cause les objectifs généraux définis dans la première partie de la convention.

Article 11 : résiliation

La présente convention se trouvera résiliée de plein droit, et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas de force majeure reconnus par la loi.

De même, la convention sera résiliée de plein droit et sans indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité ou d'impossibilité par l'association d'achever sa mission.

Par ailleurs, en cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de trois mois suivant la réception (ou première présentation) d'une lettre motivée, par envoi recommandé avec accusé de réception, valant mise en demeure.

Le cas échéant, il sera procédé, par l'association, au reversement en totalité ou partie des montants versés par la Ville de Strasbourg en dehors des cas de force majeure évoqués au 1er paragraphe de cet article.

Article 12 : litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement, notamment dans le cadre du Comité de suivi, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le

Pour la Ville de Strasbourg	**Pour l'association**
Le Maire	La Directrice
Roland RIES	Mireille DARTUS

46

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Contrat triennal Strasbourg, capitale européenne 2018-2020 - Fondation René Cassin / Institut international des droits de l'Homme/IIDH : participation de la Ville de Strasbourg aux travaux de rénovation du siège.

L'Institut international des droits de l'Homme/IIDH, fondé par René Cassin en 1969 et érigé fondation reconnue d'utilité publique/FRUP en 2015, participe au rayonnement international de la Ville de Strasbourg en tant que capitale européenne de la démocratie et des droits de l'Homme.

La Fondation René Cassin organise chaque année une session d'enseignement et de formation dans le domaine du droit international et du droit comparé des droits de l'Homme et, plus récemment, sur les thèmes du droit pénal international et du droit humanitaire international -sujets prégnants et d'actualité-.

L'institut connaît par ailleurs depuis plusieurs années un développement significatif de ses activités localement et au-delà par la mise en place de sessions d'enseignement délocalisées dans plusieurs pays.

Afin d'accompagner cette dynamique et l'évolution statutaire, le Conseil municipal du 17 février 2014 avait décidé d'apporter en pleine propriété et à titre gratuit à l'Institut le terrain d'assiette de son siège sis 2 allée René Cassin à Strasbourg. Ce faisant, la ville de Strasbourg était devenue membre fondateur de la FRUP moyennant l'apport d'actifs réalisés au profit de l'association support (terrain et renonciation au retour de l'immeuble édifié in situ à l'issue de l'emphytéose en 2017).

C'est donc en qualité de propriétaire et, partant, de maître d'ouvrage que la Fondation va engager les travaux de rénovation de son siège bénéficiant, dans le cadre du Contrat triennal Strasbourg, capitale européenne 2018-2020, d'un soutien de 900 000 € apportés à parité par la Ville de Strasbourg et la Région Grand Est soit une subvention d'investissement de 450 000 € à la charge de chacune des collectivités contributrices.

Le bâtiment en cause, l'ancienne maison des Pères Oblats de style alsacien démontée et remontée en 1997, nécessite aujourd'hui un certain nombre de travaux de rénovation, de transformation et de mise à niveau et conformité, plus particulièrement :

- la réalisation d'infrastructures permettant la mise en place d'équipements informatiques et télématiques pour la diffusion des enseignements en ligne,
- la transformation du sous-sol en rez-de-jardin dédié à la création d'une salle d'enseignement,
- la jouvence du système de chauffage,
- la rénovation des volets, de la toiture et des sols,
- la mise en sécurité incendie,
- la mise aux normes Personnes à mobilité réduite/PMR.

La définition du programme détaillé du projet, l'estimation de l'enveloppe financière prévisionnelle ainsi que le plan de financement et l'échéancier en résultant sont en cours d'élaboration.

A ce stade encore amont, le Conseil municipal est invité à confirmer l'engagement financier pris dans le cadre du contrat triennal en cours en l'occurrence la mobilisation d'un fonds de concours de 450 000 € au bénéfice de la Fondation René Cassin.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

- *en application du Contrat triennal Strasbourg, capitale européenne 2018-2020, de confirmer sa participation financière de 450 000 € au bénéfice de la Fondation René Cassin/Institut international des droits de l'Homme,*

- *d'imputer la dépense en résultant sur la ligne budgétaire DU01 – 23 204181 - programme 1247 - AP 2019/AP0230 dont le solde disponible en 2020 avant le présent Conseil est de 450 000 €,*

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer la convention financière organisant les modalités et l'échéancier de versement de la subvention d'investissement en cause.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif

Le 13 février 2020


770

47

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Reconduction du dispositif de bourses de recherche Strasbourg-Dresde au titre de l'année 2020.

Depuis la signature de la convention de jumelage en 1990, tant Dresde que Strasbourg se sont affirmées comme des pôles majeurs en matière de recherche scientifique en Europe et dans le monde. Le développement de synergies dans ce domaine s'inscrit parfaitement dans la stratégie actuelle de ce jumelage et contribue à lui offrir une nouvelle visibilité.

Un dispositif de bourses de recherche destiné à favoriser la mobilité de doctorants, chercheurs post-doctorants ou permanents inscrits à l'Université de Strasbourg et souhaitant effectuer un séjour dans un centre de recherche de Dresde a été mis en place en 2017, il est proposé de le reconduire à l'identique au titre de l'année universitaire 2020/2021 selon les modalités suivantes :

Enveloppe globale : 3 000 €
Montant maximum des bourses variable en fonction de la durée du séjour :

Séjour jusqu'à 2 mois : 1 500 €
Séjour supérieur à 2 mois : 3 000 €
Il s'agit d'un montant forfaitaire attribué pour la totalité du séjour.

Conditions d'éligibilité :
- être inscrit en thèse à l'Université de Strasbourg pour les doctorants,
- être affilié à une unité de recherche incluse dans le périmètre de l'Université de Strasbourg pour les chercheurs post-doctorants ou permanents,
- effectuer son séjour dans un institut de recherche, à Dresde,
- le départ à Dresde doit intervenir durant l'année universitaire 2020/2021.

Disciplines scientifiques concernées :
- physique du vivant
- biomédecine
- robotique
- chimie.

Modalités de sélection :

Un jury chargé d'examiner les candidatures recueillies arrêtera la liste des boursiers au mois de juin 2020. Le cas échéant, un second jury pourra être organisé à l'automne 2020.

Le cahier des charges en annexe détaille les conditions d'attribution de ces bourses.

En fonction du nombre de candidatures obtenues, des éventuelles autres sources de financement perçues par les candidats ainsi que de la durée de leur séjour, le jury se réserve le droit de revoir à la baisse les montants mentionnés ci-dessus.

Il est proposé au Conseil municipal de reconduire ce dispositif de bourses de recherche pour l'année universitaire 2020/2021, selon les modalités énoncées ci-dessus.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

la reconduction du dispositif de bourses de recherche Strasbourg-Dresde au titre de l'année 2020,

décide

l'imputation de la dépense de 3 000 € sous la fonction 048, nature 6714 - activité AD06D ;

autorise

le Maire à désigner les personnes bénéficiaires de ces bourses au vu des décisions qui seront arrêtées par le jury mentionné ci-dessus.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

DISPOSITIF DE BOURSES DE RECHERCHE STRASBOURG-DRESDE Année 2020/2021

INFORMATIONS PRATIQUES A L'ATTENTION DES DOCTORANTS ET CHERCHEURS SOUHAITANT DEPOSER UNE CANDIDATURE

A LIRE ATTENTIVEMENT AVANT DE REMPLIR LE DOSSIER DE CANDIDATURE A UNE BOURSE DE RECHERCHE DANS LE CADRE DU JUMELAGE STRASBOURG-DRESDE

PRESENTATION DU DISPOSITIF

Dans le cadre du jumelage qui unit les villes de Strasbourg et de Dresde, les perspectives de coopérations universitaires et scientifiques paraissent extrêmement intéressantes et prometteuses.
Afin de soutenir et dynamiser cette coopération, la Ville de Strasbourg met en place un dispositif de bourses de recherche destinée à favoriser la mobilité des doctorants, chercheurs post-doctorants ou permanents affiliés à l'Université de Strasbourg et souhaitant effectuer un séjour dans un centre de recherche de Dresde.
Cette coopération porte sur 4 disciplines scientifiques prioritaires : physique du vivant, biomédecine, robotique, chimie.

*Une enveloppe globale de **3 000 €** est allouée à ce dispositif de bourses pour l'année universitaire **2020/2021.***

*Le montant **maximum** des bourses varie en fonction de la durée du séjour* :

Séjour jusqu'à 2 mois : 1 500 €
Séjour supérieur à 2 mois : 3 000 €

Cette bourse correspond à un montant forfaitaire attribué pour la totalité du séjour.

En cas d'annulation du départ, le montant versé devra être intégralement remboursé.

L'octroi d'une bourse de recherche n'est pas automatique et est soumis à différents critères évalués par un jury de sélection.

Le jury de sélection se réserve le droit de revoir les montants en fonction des aides perçues par d'autres organismes, du nombre de candidatures obtenues et de la durée de séjour des candidats : au regard de ces éléments, il pourra octroyer des bourses inférieures au forfait précisé ci-dessus.

CRITERES DE CANDIDATURE

- être inscrit en thèse à l'Université de Strasbourg pour les doctorants
- être affilié à une unité de recherche incluse dans le périmètre de l'Université de Strasbourg pour les chercheurs post-doctorants ou permanents

- Avoir l'un des diplômes suivants :
  - Master ou équivalent (en vue d'un doctorat)
  - Doctorat (pour un séjour de recherche postdoctorale)

- Avoir des connaissances linguistiques adaptées à la langue de travail et au projet de recherche poursuivi à Dresde

- Avoir établi des contacts préalables avec un institut de recherche ou un établissement d'enseignement supérieur à Dresde

- Travailler sur un projet de recherche pour lequel le séjour à Dresde apportera une plus-value scientifique substantielle

- Séjourner au minimum un mois à Dresde

- Le départ à l'étranger doit avoir lieu au courant de l'année universitaire 2020/2021 (date limite de départ : 30 juin 2021)

CAS D'INELIGIBILITE

- **les candidats ayant déjà bénéficié d'une bourse de recherche Strasbourg-Dresde** ne sont pas admis à postuler une seconde fois.

- les **dossiers de candidature incomplets ne seront pas pris en compte**

COMPOSITION DU DOSSIER DE CANDIDATURE

1. **Le FORMULAIRE DE CANDIDATURE** dûment complété

   Le formulaire de candidature peut être récupéré :

   - soit auprès de la **Direction des relations européennes et internationales** de la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg (Email : joelle.wehrung@strasbourg.eu ; Tel : (00 33) 3 68 98 74 12)
   - soit auprès du **Master Physique – Physique cellulaire** de l'Université de Strasbourg (Email : riveline@unistra.fr).

2. **Le CURRICULUM VITAE** du (de la) candidat(e)

3. **Le PROJET DE RECHERCHE** du (de la) candidat(e), (1 à 2 pages). *Le candidat présente son projet ainsi que les travaux d'études ou de recherche entrepris jusqu'à présent et pouvant motiver la mobilité à Dresde.*

4. Le **CALENDRIER DES TRAVAUX** envisagés dans la structure d'accueil.

5. Le cas échéant, la **LISTE DES PUBLICATIONS** du (de la) candidat(e)

6. Une **ATTESTATION DE LA STRUCTURE D'ACCUEIL** à Dresde se référant au projet de recherche du (de la) candidat(e) et confirmant la mise à disposition d'un poste de travail.

7. **L'INSCRIPTION** au doctorat à l'Université de Strasbourg / ou la copie du contrat doctoral / ou la copie du contrat de travail.

8. Une **LETTRE D'ACCEPTATION du chef d'équipe** dont dépend le doctorant ou le chercheur.

9. Une **LETTRE D'ENGAGEMENT du candidat** à rembourser la bourse si le séjour ne devait pas s'effectuer. (cf. annexe 1)

10. Une **ATTESTATION SUR L'HONNEUR MENTIONNANT LES AUTRES BOURSES** perçues/sollicitées dans la perspective de cette mobilité (cf. annexe 2)

11. **Un RIB** au nom du candidat
    a. merci de préciser votre adresse sur le RIB si elle n'y figure pas. Elle doit correspondre à l'adresse permanente de contact indiquée sur le formulaire de candidature.
    b. préciser le nom et l'adresse de la banque ainsi que le code IBAN-SWIFT-BIC pour les comptes étrangers.

PROCEDURE DE SELECTION

Les dossiers de candidature doivent être remplis par les candidats, **en français ou en anglais**, puis transmis **en format numérique** à la **Direction des relations européennes et internationales de la Ville et Eurométropole de Strasbourg** à l'adresse suivante : joelle.wehrung@strasbourg.eu
Cette dernière vérifiera qu'ils sont complets, accusera réception des dossiers, et les transmettra aux membres du jury.
Un jury chargé d'examiner les candidatures recueillies arrêtera la liste des boursiers au mois de juin 2019. Le cas échéant, un second jury pourra être organisé à l'automne 2019.

Plusieurs critères sont pris en compte par le jury :

- la qualité de l'ensemble du dossier de présentation du candidat
- la cohérence du projet de mobilité avec le projet de recherche
- le niveau du candidat, tel qu'il ressort de son parcours universitaire antérieur
- Les aides perçues par d'autres organismes et la durée de séjour.

Le jury établit ensuite la liste des candidats ainsi sélectionnés sur la base d'une grille de notation s'appliquant de manière identique à tous les dossiers. Il peut également établir une liste d'attente en cas de désistement de candidats sélectionnés.

Un courrier de notification de la ville de Strasbourg sera envoyé à chaque candidat ayant déposé une candidature contenant la décision du jury.

CALENDRIER

Pour l'année universitaire 2020/2021, le calendrier est le suivant :

☐ **Date limite de réception des dossiers par la Direction des relations européennes et internationales de la ville de Strasbourg** : 12 juin 2020

☐ **Jury de sélection** des candidats boursiers **:** juillet 2020 (date à préciser ultérieurement).

☐ **Annonce des résultats** par la ville de Strasbourg **:** juillet 2020 (date à préciser ultérieurement)

☐ **Versements des bourses :** 2ème semestre 2020

48

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Attribution de subventions au titre des relations européennes et internationales.

Cette délibération porte sur le soutien de la Ville aux associations strasbourgeoises qui œuvrent en faveur du rayonnement européen et international de Strasbourg. D'un montant total de 187 500 €, ces subventions visent à conforter le positionnement de Strasbourg en tant que capitale européenne de la démocratie et des droits de l'Homme.

Pôle Europe

Association Parlementaire Européenne (APE)	**2 500 €**

L'Association Parlementaire Européenne œuvre en faveur de la promotion du statut de Strasbourg en tant que capitale européenne, et d'un rapprochement entre les institutions européennes et les citoyens.

A cette fin, depuis 2011, à l'occasion de chaque présidence tournante du Conseil de l'Union européenne, elle organise des manifestations culturelles pour faire connaître le pays à l'honneur et mettre ainsi en valeur la diversité culturelle européenne. Ces actions sont organisées en partenariat avec des Représentations permanentes auprès du Conseil de l'Europe, et pendant une session plénière du Parlement européen. Elles sont ouvertes au grand public et se déroulent généralement au printemps et à l'automne, dans les locaux du 76 allée de la Robertsau, à Strasbourg.

Dans ce contexte, l'Association Parlementaire Européenne organisera les « journées de la Croatie » du 30 mars au 2 avril 2020 et les « journées de l'Allemagne » du 19 au 22 octobre 2020, à l'occasion de sessions plénières du Parlement européen, en partenariat étroit avec les services diplomatiques concernés.

A cette fin, l'APE sollicite une subvention de la Ville à hauteur de 2 500 €, comme ce fut le cas en 2019.

Cercle européen	**15 000 €**

Le Cercle européen de Strasbourg, fondé en 1962, s'est donné pour objectif de renforcer le rôle de capitale européenne de la ville, et de renforcer les liens entre les Strasbourgeois-es et les personnalités européennes autour de réflexions sur les enjeux européens actuels. Soutenu depuis sa création par la Ville de Strasbourg, le Cercle européen contribue ainsi au brassage d'idées en faveur de l'idéal européen et à la vocation européenne de Strasbourg. La villa du Cercle est également un lieu qui héberge nombre d'autres associations à vocation européenne.

Acteur important du paysage associatif strasbourgeois, le Cercle européen réunit de nombreux hauts fonctionnaires, diplomates et représentants-es de la société civile et organise régulièrement des conférences, des dîners-débats, ainsi que des sorties culturelles en lien étroit avec les Représentations permanentes auprès du Conseil de l'Europe présentes à Strasbourg.
A cette fin, il sollicite une subvention de fonctionnement de 15 000 euros pour 2020, comme en 2019.

Euradio	**17 500 €**

Euradio est issue de l'expérience d'Euradionantes, une radio associative créée il y a 12 ans à Nantes, et qui émet partout en Europe. Depuis décembre 2018, Euradio diffuse ses programmes à Strasbourg, Lyon et Lille, et prévoit de s'élargir au cours de l'année à venir. Elle vise une vingtaine d'antennes locales en France d'ici 2021 et souhaiterait également s'étendre à la Belgique, l'Allemagne et les Pays-Bas.

A Strasbourg, Euradio travaille en partenariat avec le Mouvement des Jeunes Européens, avec qui elle mutualise un local. Cette radio associative et citoyenne, d'un genre assez original, cherche à faire dialoguer l'actualité strasbourgeoise avec celle des voisins européens. Elle entend œuvrer pour le rapprochement des citoyens européens, entre eux, et des citoyens avec les institutions européennes.

Pour pouvoir mener à bien cet ambitieux projet, elle sollicite une subvention de la part de la Ville de Strasbourg. Celle-ci pourrait y contribuer à hauteur de 17 500 euros en 2020 (sur les 35 000 euros demandés initialement).

Inédit Théâtre	**10 000 €**

Le théâtre est un puissant outil de transformation sociale. Inspirée de ce principe, la compagnie Inédit Théâtre développe des projets innovants de théâtre appliqué dans le champ éducatif pour la promotion des processus sociaux positifs, du bien vivre-ensemble, de la résolution des conflits et de la recherche de nouvelles formes d'apprentissage.

La proposition d'intervention artistique de la Compagnie Inédit Théâtre pour l'année scolaire 2019/2020 porte sur la poursuite du projet PIJE (Paroles des Jeunes sur l'Identité Européenne), projet de théâtre éducatif sur l'identité européenne.

Initiée en 2018, cette initiative s'adresse aux lycéens de l'enseignement général et professionnel. Organisé sous forme d'ateliers et de spectacles, le projet a pour objectif l'articulation et l'échange d'idées sur le projet européen et l'identité européenne, en

partenariat avec plusieurs établissements scolaires. A l'aide des techniques du théâtre image et du théâtre forum, les élèves sont invités à analyser et à imaginer des solutions à des situations fictives mais inspirées de l'actualité européenne.

Artenréel	**3 000 €**

Le projet « Radio Grenzenlos 2 » réunit des équipes de jeunes Allemands et Français du Rhin Supérieur qui ont pour objectif de produire une émission franco-allemande commune sur des questions d'actualité.

Encadrés par des journalistes disposant d'expérience dans l'éducation aux médias, ils participent à des ateliers hebdomadaires orientés sur la pratique qui leur permettent d'acquérir des connaissances dans le domaine radio-journalistiques et sur l'Union Européenne.

Au fur et à mesure que les recherches et la production de sujets progresse, les jeunes publient certains résultats et commentent leurs expériences sur le site Internet dédié au projet.

Chaque équipe présente finalement le résultat de ses recherches lors d'une émission commune produite (en direct dans la mesure du possible) depuis le Parlement Européen à Strasbourg.

Produite par des jeunes et pour des jeunes, l'émission a pour objectif de présenter, de manière compréhensible pour le plus large public, des sujets qui peuvent être peu connus ou paraître compliqués au premier abord.

AMSED	**20 000 €**

Le projet proposé par l'AMSED comprend trois actions.

La première concerne l'accueil de 10 jeunes volontaires des villes de Fès, Nabeul et Kairouan, qui réaliseront des activités interculturelles et d'éducation citoyenne à l'attention de jeunes de différents quartiers de Strasbourg, du 1er mars au 31 décembre 2020, à travers la musique, la danse, ou encore des ateliers créatifs et des ateliers de recyclage d'objets usagers. Ce projet bénéficie d'un soutien de l'Union européenne au titre du programme Erasmus +.

La deuxième action concerne la mise en place d'un "rucher-école" dans une démarche de développement socio-économique favorisant l'autonomisation des femmes, dans la coopérative d'Ain el Ouali, à Sidi Harazem, dans la région de Fès-Mèknes au Maroc. Cette région est marquée par un haut taux d'analphabétisme qui appelle à la mise en place d'actions de lutte contre la marginalisation. Des formations théoriques et pratiques seront organisées pour initier les participantes à l'apiculture, favorisant l'employabilité des personnes concernées et contribuant au développement de cette région.

La troisième action proposée concerne la poursuite de la démarche d'appui à l'amélioration des conditions de travail et des droits des jeunes filles et des femmes de la ville de

Fès. En partenariat avec le Centre Nejma de Fès pour l'écoute et l'orientation juridique des femmes victimes de violence, l'AMSED organise des actions de formation des responsables associatifs et contribue à l'élaboration de campagnes de sensibilisation de la population au respect de la loi sur les droits des jeunes filles.

Unir l'Europe	**3 000 €**

L'association Unir l'Europe propose la réalisation d'un grand forum « eurocitoyen » d'échanges à partir de cents étapes créées depuis 2012 dans le cadre des itinéraires citoyens européens. Ce projet qui repose sur une plateforme numérique doit favoriser le dialogue entre les citoyens européens et leur permettre d'exprimer leurs opinions et leurs propositions pour la réalisation d'une Europe unie sur les grandes problématiques sociétales.

Des conférences citoyennes sont organisées depuis des sites emblématiques comme la Maison Robert Schuman, le Mémorial Alsace- Moselle ou encore le Lieu d'Europe.

Maison de l'Europe Strasbourg Alsace	**6 000 €**

La Maison de l'Europe Strasbourg Alsace, membre actif de la Fédération française des maisons de l'Europe, a pour vocation de favoriser une citoyenneté européenne active et de promouvoir l'idéal européen autour des valeurs fondamentales de la paix, la démocratie et des droits de l'Homme. A cet effet, l'association met en œuvre chaque année un plan d'actions visant à faire connaître les politiques publiques européennes ainsi que les différents pays qui composent l'Europe.

La Maison de l'Europe Strasbourg Alsace organise régulièrement des conférences sur les enjeux européens et participe activement aux grands événements européens organisés à Strasbourg. Ses actions s'adressent à un public diversifié. Cette subvention servira à soutenir son fonctionnement.

Réseau Express Jeunes	**40 000 €**

Le Réseau Express Jeunes est une association européenne de droit local qui regroupe 32 structures dans 22 pays différents. Elle développe des projets pour lutter contre l'exclusion sociale des jeunes en accompagnant leur insertion professionnelle et en participant à leur éducation à la citoyenneté. L'association souhaite ainsi contribuer à l'émergence d'une société plus inclusive, dans laquelle les droits des jeunes citoyens seraient reconnus et leur participation encouragée. Pour cela, le Réseau Express Jeunes propose des formations à l'attention des travailleurs sociaux et des travailleurs de jeunesse.

Au-delà de son action européenne, l'association mène depuis de nombreuses années des actions locales qui favorisent l'accès aux programmes de mobilité européenne, promeuvent l'emploi frontalier et la mobilité européenne, soutiennent divers acteurs pour le montage de projets européens et assurent des formations interculturelles aux droits de l'Homme pour les publics strasbourgeois. Le Réseau Express Jeunes vise ainsi à inscrire ses actions en cohérence avec les priorités fixées par la ville de Strasbourg en matière de cohésion sociale, de jeunesse, d'éducation et de relations internationales. En 2018,

l'association a par ailleurs poursuivi son travail en faveur d'une meilleure intégration des jeunes avec moins d'opportunités conformément à sa stratégie « Vision 2020 » adoptée en 2015.

Pour l'année 2020, le Réseau Express Jeune se donne également pour objectif de faciliter l'accueil et l'inclusion sociale des jeunes réfugiés et migrants à Strasbourg en facilitant leur participation aux activités de l'association. Elle souhaite également demeurer un partenaire actif aux côtés des institutions locales et européennes présentes à Strasbourg.

L'activité du Réseau Express Jeunes est fortement reconnue et soutenue par l'Union européenne, le Conseil de l'Europe, l'Etat et la Conférence du Rhin supérieur et contribue de façon significative au rayonnement européen de la ville.

Pôle solidarité et partenariats internationaux

Grand Est Solidarités et Coopérations pour le Développement - GESCOD	**30 000 €**

Depuis juillet 2017, le territoire du Grand Est doté d'une plate-forme pour agir dans le domaine de la coopération et de la solidarité internationale. Cette entité, appelée GESCOD - Grand Est Solidarités et Coopérations pour le Développement-, est née de la fusion de trois associations : l'IRCOD Alsace, MultiCoLor, réseau lorrain des acteurs de la coopération internationale, l'ARCOD Champagne-Ardenne, auxquels s'est joint le réseau champardennais des acteurs de la coopération Réciproc'.

Ce rapprochement s'est fait dans le respect des histoires de chacune des structures et des équilibres territoriaux. Ces organisations agissent depuis de nombreuses années sur le territoire du Grand Est en fédérant des acteurs du monde de la solidarité internationale en animant des formations mais aussi en élaborant des projets de coopération en partenariat et en appui notamment de collectivités locales dont les anciennes Régions, les Départements, les Intercommunalités et les Communes. Ils sont engagés dans de nombreux pays notamment d'Afrique et d'Amérique latine. La mutualisation de ce savoir-faire et cette expérience acquise et reconnue aux niveaux régional, national et international se traduit par deux fonctions principales : l'appui à la mise en œuvre de programmes et d'actions de coopération internationale et l'animation du territoire par la mise en réseau et l'accompagnement de tous les acteurs impliqués dans la solidarité et la coopération internationales dans la région Grand Est.

GESCOD fait partie des réseaux régionaux multi-acteurs (RRMA) créés dans la plupart des régions avec le soutien du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. GESCOD a son siège social à Strasbourg et dispose de deux antennes territoriales à Nancy et à Châlons-en-Champagne. Son Conseil d'administration respecte les équilibres territoriaux et compte 4 collèges : 12 sièges pour les collectivités territoriales, 12 sièges pour les associations de solidarité internationale, 12 sièges pour les institutions économiques, sociales et environnementales, universitaires et hospitalières et 9 sièges réservés aux personnalités qualifiées. Avec ce nouvel outil unique en France, le territoire du Grand Est affiche son engagement et son ambition dans le domaine de la coopération et la solidarité

internationale. La Ville de Strasbourg est membre de GESCOD comme elle fut membre de l'IRCOD dès 1991.

Elle souhaite contribuer à ce titre au fonctionnement et aux projets de l'institut sur lequel elle s'appuie pour la définition, la mise en œuvre et le suivi de certains partenariats de coopération décentralisée. La subvention proposée permet à ce titre de cofinancer nos actions de partenariat avec Jacmel (Haïti), Douala (Cameroun) et Kampala (Ouganda).

Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Strasbourg - ENSAS	**5 000 €**

Les ateliers d'architecture et d'urbanisme Strasbourg-Oran, menés par l'ENSAS et l'Université des sciences et de la technologie d'Oran (USTO), s'inscrivent dans le partenariat croisé entre villes, écoles d'architecture et associations à Oran et à Strasbourg, actif depuis 2016.

Ils se déroulent à Oran et à Strasbourg et sont menés par des étudiants et enseignants des deux établissements qui travaillent dans le cadre du cursus d'études sur des quartiers et territoires choisis dans les deux villes en répondant à leurs enjeux de développement par des projets architecturaux et urbains.

Articulant différentes échelles d'intervention, de l'architecture au territoire, les ateliers Strasbourg-Oran proposent une approche transversale des problématiques urbaines, patrimoniales, paysagères et socio-économiques.

Le thème et le quartier retenus pour 2020 sont « *Le vieil Oran et les Jeux Méditerranéens 2021, patrimoine et perspectives de développement* ». 30 étudiants français et algériens, accompagnés de leurs enseignants, participeront à ces ateliers qui se dérouleront en deux temps, l'un à Oran du 12 au 22 mars 2020, l'autre à Strasbourg du 15 au 20 juin 2020. Les travaux feront l'objet d'une publication et une exposition en restituera les contenus à l'automne 2020, en coordination avec l'association Rue Méditerranée, récemment créée à Strasbourg, afin de développer les liens entre acteurs associatifs des deux villes, unies par une convention de partenariat depuis avril 2015.

Association Voix sans frontières	**5 000 €**

Voix Sans Frontière est une ONG née en France en janvier 2017 à l'initiative de la journaliste Sophie Rosenzweig, d'une urgence constatée à plusieurs reprises dans les zones de conflit. Si le minimum vital (sécurité, abri, nourriture et soins) est proposé aux réfugiés dans les différents camps qui peuplent la planète, le moyen d'aider ces populations vulnérables à se reconstruire pour s'ouvrir au monde fait la plupart du temps défaut. C'est dans cet esprit que le projet « Voix Sans Frontières » a vu le jour avec l'objectif d'une résilience par le chant pour de nombreux enfants, pour la plupart ex-enfants soldats.

Le projet vise à créer des chorales pour enfants et adolescents dans les camps de Bidi Bidi et de Lira en Ouganda. Des stages de chants sont organisés régulièrement par des membres de l'association, des chefs de chœurs strasbourgeois. Un chef de chœur local a été formé afin de poursuivre le travail au quotidien. En 2020, 4 ateliers vocaux (2 en

janvier et 2 en juin) sont prévus et concerneront 500 réfugiés sud-soudanais à Bidi Bidi et 80 ex-enfants soldats à Lira.

Association Alsace Etats-Unis	**10 000 €**

L'Association Alsace Etats-Unis, dont l'objet est de favoriser les échanges et les liens d'amitié entre les deux pays, assure le rôle de comité de jumelage Strasbourg/Boston, en lien avec les deux villes et la Boston Strasbourg Sister City Association (BSSCA) à Boston.

L'association s'engage ainsi à concourir, en lien avec la Ville, à la réalisation des objectifs suivants : animation du jumelage Strasbourg/Boston, impulsion et coordination des actions et projets, soutien et accompagnement des acteurs locaux strasbourgeois dans la mise en œuvre d'échanges entre les deux villes, promotion du jumelage auprès du public strasbourgeois.

Son action consiste à soutenir les échanges culturels et artistiques, les échanges scolaires et universitaires, ainsi qu'à tout autre type d'échange s'inscrivant dans le cadre du jumelage entre les deux villes.

Afin de lui permettre de mener à bien cette mission, il est proposé d'attribuer à l'association une subvention annuelle de 10 000 € qui permettra de financer un certain nombre de projets menés dans le cadre du jumelage.

En particulier, la subvention vient soutenir les actions portées par le comité en faveur de la célébration du 60ème anniversaire du jumelage entre les deux villes. Célébré tout au long de l'année 2020, celui-ci a pour objectif de permettre à un plus grand nombre de connaître les opportunités et innovations offertes par le jumelage et plus spécifiquement de développer ou d'impulser les collaborations entre citoyens et organisations des deux territoires.

Université de Strasbourg	**1 000 €**

Organisation à Strasbourg les 13 et 14 février 2020 du second French-Israeli Workshop en Chemoinformatique. La Chemoinformatique est une discipline récente à la croisée de la chimie, des mathématiques, de la biologie et de l'intelligence artificielle. L'évènement rassemble environ 40 personnes (étudiants et chercheurs) dont 5 participants de l'université de Bar-Ilan de Ramat Gan. Il y aura également des participants de l'université de Jérusalem, d'Allemagne, de Russie et du Japon. Les workshops ont lieu tous les deux ans en alternance entre Israël et la France. Le premier s'était tenu à l'université de Bar-Ilan à Ramat Gan en 2018.

Association européenne des étudiants en droit (European Law Students' Association – ELSA)	**2 000 €**

L'Association européenne des étudiants en droit (European Law Students' Association – ELSA) organise chaque année depuis 2012, en coopération avec le Conseil de l'Europe,

un concours européen de plaidoirie à Strasbourg : le « European Human Rights Moot Court Competition (EHRMCC) ».

Il s'agit d'une simulation de procès devant la Cour européenne des droits de l'homme sur des cas de violation de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, dont le 70è anniversaire sera célébré en 2020.
Les équipes en compétition – près d'une centaine – analyseront un cas fictif. Elles seront évaluées lors d'une phase écrite en vue de leur admissibilité. Pour cette 8ème édition, les 18 meilleures équipes s'affronteront ensuite lors d'une finale à Strasbourg, au Conseil de l'Europe, du 5 au 9 avril 2020.

Les organisateurs et les finalistes sont invités par ailleurs à une réception offerte par la Ville de Strasbourg.

Collège d'Europe	**2 500 €**

Le Collège d'Europe, fondation d'utilité publique, a été fondé en 1949. Sa création remonte au Congrès de La Haye de 1948, lorsque Salvador DE MADARIAGA, homme d'État espagnol, penseur et écrivain exilé, eut l'idée d'établir un Collège qui permettrait à des diplômés universitaires issus de différents pays d'étudier et de vivre ensemble. Institut d'études postuniversitaires reconnu internationalement, il a formé notamment des générations de fonctionnaires au sein des institutions européennes. Son réseau d'anciens élèves est particulièrement actif.

A l'occasion du voyage d'études organisé par le Département d'études politiques et de gouvernance européennes du Collège d'Europe à Strasbourg du 10 au 13 février 2020, il est proposé que la Ville de Strasbourg soutienne l'organisation de ce séjour, conformément à la convention signée le 1er février 2018 entre la ville de Strasbourg et le Collège d'Europe.

Le groupe est constitué de 104 étudiants et 9 accompagnateurs, sous la responsabilité de M. le Professeur Olivier Costa, directeur du Département d'études politiques et de gouvernance européenne du Collège d' Europe (Campus de Bruges).

Le but de ce voyage d'études est de visiter les institutions européennes présentes à Strasbourg et de mieux appréhender « Strasbourg, capitale européenne ». A cette fin, une présentation de la politique européenne et internationale de la Ville de Strasbourg sera proposée au groupe, suivie d'une réception à l'Hôtel de Ville. Un programme de visites et d'activités culturelles est également proposé.

Fondation René Cassin – Institut international des droits de l'homme	**15 000 €**

A l'occasion de la 35ème édition du Concours européen des droits de l'homme, la Fondation René Cassin-Institut international des droits de l'homme, dont la ville de Strasbourg est membre fondateur, porte juridiquement et financièrement l'organisation de ce concours, qui est le plus ancien concours de plaidoirie en langue française sur le droit européen des droits de l'homme. Il s'agit d'une compétition internationale de droit

qui réunit chaque année des étudiants issus de différents pays européens, organisée en partenariat avec la Cour européenne des droits de l'Homme et l'Université de Strasbourg. Cette édition se déroulera dans le cadre prestigieux du Conseil de l'Europe et de la Cour européenne des droits de l'homme.

Dans le cadre du 70e anniversaire de la Convention européenne des droits de l'homme, les organisateurs souhaitent, de façon exceptionnelle, faire venir lors de phase orale du Concours, qui se tiendra à Strasbourg du 25 au 27 mars 2020, la totalité des équipes participantes (48 au lieu de 32).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

<u>Pour le Pôle Europe :</u>
- *le versement d'une subvention de 2 500 € à l'Association parlementaire Européenne*
- *le versement d'une subvention de 15 000 € au Cercle Européen*
- *le versement d'une subvention de 17 500 € à Euradio*
- *le versement d'une subvention de 10 000 € à l'association Inédit théâtre*
- *le versement d'une subvention de 3 000 € à l'association Artenréel*
- *le versement d'une subvention de 20 000 € à l'Association Migration Solidarité et Echanges pour le Développement (AMSED)*
- *le versement d'une subvention de 3 000 € à l'association Unir l'Europe*
- *le versement d'une subvention de 6 000 € à la Maison de l'Europe Strasbourg Alsace*
- *le versement d'une subvention de 40 000 € au Réseau Express Jeunes*
- *Le versement d'une subvention de 2 000 € à l'Association européenne des étudiants en droit (European Law Students' Association – ELSA)*
- *le versement d'une subvention de 2 500 € au Collège d'Europe*
- *le versement d'une subvention de 15 000 € à la Fondation René Cassin-Institut international des droits de l'homme*

<u>Pour le Pôle Solidarité et partenariats internationaux</u> :
- *le versement d'une subvention de 30 000 € au GESCOD*
- *le versement d'une subvention de 5 000 € à l'Ecole nationale supérieure d'architecture de Strasbourg*
- *le versement d'une subvention de 5 000 € à Voix sans frontières*
- *le versement d'une subvention de 10 000 € à l'association Alsace Etats-Unis*
- *le versement d'une subvention de 1 000 € à l'Université de Strasbourg*

décide

- *d'imputer la dépense de 136 500 € du Pôle Europe sur les crédits ouverts sous la fonction 041, nature 6574, programme 8051, activité AD06B dont le disponible avant le présent Conseil est de 354 500 €,*

- *d'imputer la dépense de 40 000 € du Pôle solidarité et partenariats internationaux sur les crédits ouverts sous la fonction 041, nature 6574, programme 8052, activité AD06C dont le disponible avant le présent Conseil est de 152 000 €,*

- *d'imputer la dépense de 11 000 € du Pôle solidarité et partenariats internationaux sur les crédits ouverts sous la fonction 041, nature 6574, programme 8054, activité AD06D dont le disponible avant le présent Conseil est de 30 000 €,*

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les arrêtés et conventions d'attribution y afférents.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

Attribution de subventions dans le cadre des relations européennes et internationales
Conseil Municipal du 20 février 2020

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
Association Parlementaire Européenne (APE)	Organisation des « Journées de la Croatie » du 30 mars au 2 avril 2020 et des « Journées de l'Allemagne » du 19 au 22 octobre 2020.	2 500 €	2 500 €	2 500 €
Cercle européen	Subvention de fonctionnement.	15 000 €	15 000 €	15 000 €
Euradio	Subvention de fonctionnement	17 500 €	17 500 €	-
Inédit Théâtre	Projet PIJE (Parole des Jeunes sur l'Identité Européenne), projet de théâtre éducatif sur l'identité européenne.	10 000 €	10 000 €	
Artenréel	Organisation d'ateliers réunissant de jeunes français et allemands pour réaliser une émission de radio sur l'actualité européenne	3 000 €	3 000 €	-
AMSED	Accueil de jeunes volontaires européens, mise en place d'un « rucher-école » et appui à l'amélioration des conditions de travail et des droits des jeunes filles et des femmes de la ville de Fès	24 000 €	20 000 €	15 000 €
Unir l'Europe	Réalisation d'un forum « eurocitoyen » d'échanges à partir de cent étapes créées depuis 2012 dans le cadre des itinéraires citoyens européens.	5 000 €	3 000 €	3 000 €
Maison de l'Europe Strasbourg Alsace	Subvention annuelle de fonctionnement	7 000 €	6 000 €	-
Réseau Express Jeunes	Subvention annuelle de fonctionnement	50 000 €	40 000 €	40 000 €
Grand Est Solidarités et Coopérations pour le Développement (GESCOD)	Subvention annuelle de fonctionnement	30 000 €	30 000 €	30 000 €
Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Strasbourg (ENSAS)	Ateliers d'architecture et d'urbanisme entre Strasbourg et Oran	5 000 €	5 000 €	-
Association Voix sans frontières	Création de chorales pour les enfants dans les camps de Bidi-Bidi et Lira en Ouganda	30 000 €	5 000 €	10 000 €

Association Alsace Etats-Unis	Subvention annuelle pour animer le jumelage Strasbourg-Boston	10 000 €	10 000 €	-
Université de Strasbourg	Organisation du 2ème French-Israeli Workshop en Chemoinformatique avec des représentants de l'université de Bar-Ilan (Ramat-Gan, Israël)	1 000 €	1 000 €	-
Association européenne des étudiants en droit (European Law Students' Association – ELSA)	Organisation du concours européen de plaidoirie « European Human Rights Moot Court Competition (EHRMCC) » 2020	2 000 €	2 000 €	2 000 €
Collège d'Europe	Soutien au voyage d'études organisé par le Département d'études politiques et de gouvernance européennes du Collège d'Europe à Strasbourg du 10 au 13 février 2020	5 000 €	2 500 €	2 500 €
Fondation René Cassin – Institut international des droits de l'homme	Organisation du concours Cassin 2020	15 000 €	15 000 €	4 000 €

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL 10 FEVRIER 2020

POINT 48 Attribution de subventions au titre des relations européennes et internationales.

Pour

44

BARSEGHIAN-Jeanne, BEY-Françoise, OZENNE-Pierre, BUFFET-Françoise, CUTAJAR-Chantal, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, FELTZ-Alexandre, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GANGLOFF-Camille, GILLMANN-Luc, JUND-Alain, JUNG-Martine, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KELLER-Fabienne, KEMPF-Suzanne, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste , MAURER-Jean-Philippe, MELIANI-Abdelaziz, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, REICHHART-Ada, REMOND-Thomas, RICHARDOT-Anne Pernelle, RIES-Roland, ROBERT-Jean-Emmanuel, ROGER-Patrick, ROOS-Thierry, SCHAETZEL-Françoise, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, SENET-Eric, TARALL-Bornia, TETSI-Liliane, MENAD-Zaza, WILLENBUCHER-Philippe, ZUBER-Catherine, LOOS-François, SCHMITT-Michael

Contre

1

DIDELOT-Andréa

Abstention

0

49

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Adhésion de la ville de Strasbourg au réseau ICORN ("International Cities Of Refuge Network", Réseau international des villes-refuges).

En juillet 1993, à la suite de l'assassinat de l'écrivain algérien Tahar Djaout, une soixantaine d'écrivains réunis à Strasbourg, à l'initiative du Carrefour des littératures, lancèrent un appel afin de créer une structure internationale capable d'organiser une solidarité concrète avec les écrivains victimes de persécutions. Le Parlement international des écrivains vit ainsi le jour en novembre 1993.

Association régie par la loi 1901 dont le bureau exécutif comptait Adonis, Breyten Breytenbach, Jacques Derrida, Édouard Glissant, Salman Rushdie, Christian Salmon et Pierre Bourdieu, le Parlement international des écrivains va se donner pour tâche de contribuer à créer de nouveaux espaces de liberté, d'échange et de solidarité pour défendre la liberté de création partout où elle est menacée. Présidé par Salman Rushdie (1994-1997), puis Wole Soyinka (1997-2000) et par Russell Banks (2000-2003), il va rapidement mettre en place un réseau de villes-refuges tout en engageant des enquêtes et des recherches sur les nouvelles formes de censure. Il se dotera de deux instruments de diffusion : une revue internationale, *Autodafé*, éditée simultanément en huit langues, et un site Internet qui entendait favoriser la traduction et la circulation des œuvres censurées. Le Parlement international des écrivains va ensuite s'effacer au profit du Réseau international des villes-refuges.

Ce réseau, dénommé **ICORN (International Cities of Refuge Network)**, a été créé en 2006 et regroupe aujourd'hui plus de 70 villes dans le monde et surtout en Europe, parmi lesquelles Paris et Poitiers en France.

La ville qui adhère au réseau s'engage à accueillir, en partenariat avec d'autres acteurs de son territoire, un écrivain ou un artiste (musicien, acteur, illustrateur, plasticien voire blogueur) en résidence pendant deux ans.

Strasbourg, ville solidaire et capitale européenne des droits de l'homme, souhaite accueillir en 2020 un écrivain ou bien un illustrateur ou bien encore un dessinateur de presse, même si d'autres champs peuvent être envisagés (musique ou arts plastiques). Strasbourg bénéficie d'une expérience en la matière qui conduit naturellement à ce choix. Nous pourrions évoquer, outre l'expérience du Parlement international des écrivains, le

réseau des écrivains pour la paix constitué au moment de la première édition du Forum mondial de la démocratie, notre partenariat dans ce cadre avec Reporters sans frontières, des évènements tels que les Bibliothèques idéales, nos relations entretenues depuis de nombreuses années avec l'association Cartooning for Peace ou encore, localement, le réseau des médiathèques ou encore la HEAR, en particulier.

A cet effet, PEN International, partenaire du réseau ICORN, est notamment missionné pour sélectionner plusieurs centaines d'écrivains et d'artistes dans le monde qui sont susceptibles d'être accueillis. La ville de Strasbourg sera amenée à choisir une personne parmi une liste de 6 à 8 noms. La personne peut être seule ou en couple, avec ou sans enfant, francophone ou non.

La Ville entend privilégier pour un premier accueil en 2020 une personne seule.

Trois questions principales se posent pour l'accueil et l'accompagnement, pendant la durée de résidence, à Strasbourg, d'une personnalité ainsi choisie :

1. tout d'abord, la dimension internationale de cet accueil : la ville s'engage à faciliter l'acquisition d'un statut légal (visa…) par l'intéressé, à prendre en charge ses déplacements internationaux (aller et retour). De plus, l'activité professionnelle de la personne est susceptible d'avoir une dimension internationale (en lien notamment avec les institutions européennes présentes à Strasbourg). La Direction des relations européennes et internationales sera appelée à assurer cette dimension de l'accueil. Elle sera le service référent principal pour l'accueil du résident ;

2. ensuite, la question de l'accompagnement et de l'insertion professionnelle de la personne accueillie par la mise en contact avec des réseaux d'acteurs : sur ce plan, la Direction de la culture, à travers projet COOP, est en capacité d'accueillir en résidence la personne concernée, en mettant à disposition un atelier pour la période de résidence. Le service des médiathèques pourra être associé si la personne retenue est un écrivain. Au cours de la résidence, une action de valorisation du travail de l'écrivain ou de l'artiste auprès du public pourra être engagée ;

3. enfin, la question de l'accompagnement sur le plan social et de la « vie quotidienne » (démarches sociales et administratives) : la Direction solidarités santé jeunesse est en mesure de proposer un accompagnement social au résident, en s'appuyant sur ses ressources internes en première intention et en actionnant au besoin d'autres ressources associatives. En fonction de la personnalité du résident accueilli, des propositions d'actions culturelles pourront également être formulées, en lien avec les services sociaux de proximité.

En fonction de la personne qui sera accueillie, des partenariats pourront être envisagés et faire l'objet de conventionnements *ad hoc* le cas échéant. De premiers échanges avec l'Université de Strasbourg, notamment, qui jouit d'une expérience ancienne et réussie dans l'accueil de chercheurs, d'écrivains et artistes, permettent d'envisager des coopérations futures dans le cadre de leurs programmes d'écrivains et d'artistes en résidence, par exemple ou bien, le cas échéant, des cours de français adapté qu'elle pourra proposer au résident.

Un budget total de 35 000 à 50 000 € a été estimé pour couvrir les dépenses occasionnées par cet accueil (logement, déplacement, assurance, bourse, etc.) – hors cotisation annuelle au réseau, dont le montant est de 2 300 €. Une bourse mensuelle couvrira l'essentiel des dépenses liées à l'accueil du résident, dans la perspective de l'autonomie de celui-ci.

Le détail des dépenses prévisionnelles pour une personne seule est le suivant :

Dépenses	**/ mois**	**/ an**
Loyer 2 pièces	700 €	8 400 €
Chauffage et autres charges locatives	50 €	600 €
Electricité	30 €	360 €
Téléphone + Internet	50 €	600 €
Assurance Logement et responsabilité civile	20 €	240 €
Assurance maladie + mutuelle	100 €	1 200 €
Alimentation	400 €	4 800 €
Dépenses quotidiennes hors alimentation et transports	600 €	7 200 €
Frais administratifs		150 €
Transport urbain (abonnement CTS mensuel)	52 €	624 €
Frais d'équipement professionnel		3 000 €
Total bourse	**2 265 €**	**27 174 €**
Frais de déplacement à l'international		3 000 €
Frais de déplacement dans la région et en France		1 500 €
Imprévu		3 000 €
Total frais de fonctionnement		**7 500 €**
Total général	**2 890 €**	**34 674 €**

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *l'adhésion de la Ville de Strasbourg au réseau ICORN (International Cities of Refuge Network) dont le montant annuel est de 2 300 €,*

- *le versement mensuel pendant la période de résidence d'une bourse de 2 265 € à la personne qui sera sélectionnée dans le cadre du dispositif d'accueil décrit dans la présente délibération,*

décide

- *la constitution d'un jury chargé de sélectionner le futur résident selon les procédures instituées par le réseau ICORN et composé de représentants de la ville de Strasbourg et de personnalités qualifiées,*

- *d'imputer les dépenses de fonctionnement d'un montant total de 9 800 € dont 2 300 € de cotisation annuelle liée à l'adhésion au réseau ICORN sur les crédits ouverts sous la fonction 048, nature 6226, activité AD06B (sous réserve du vote des crédits),*

- *d'imputer la dépense liée à la bourse sur les crédits ouverts sous la fonction 048, nature 6714, activité AD06B (sous réserve du vote des crédits),*

autorise

- *le Maire ou son-sa représentant-e à désigner la personne bénéficiaire de cette bourse au vu de la décision qui sera arrêtée par le jury mentionné ci-dessus,*

- *le Maire ou son-sa représentant-e à signer les arrêtés et conventions y afférents et tout acte lié à l'adhésion au réseau ICORN et à la mise en œuvre de l'accueil d'un résident à Strasbourg dans ce cadre.*

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020



AGREEMENT BETWEEN

ICORN

THE INTERNATIONAL CITIES OF REFUGE NETWORK

and

THE CITY OF STRASBOURG

I. Declaration

In accordance with the Charter adopted by ICORN at the general assembly June 3rd 2010, and the ICORN Statutes adopted by ICORN at the general assembly April 22nd 2009, the City of Strasbourg proclaims itself an "ICORN City of Refuge for Persecuted Writers and Artists".

II. Commitments Entered Into By the ICORN Secretariat

In accordance with the ICORN Charter and the ICORN Statutes, the ICORN Secretariat agrees that:

A. The ICORN Secretariat will provide the city with an informed recommendation regarding writers and artists suitable for the City of Refuge in question.

    1. Through formal cooperation with PEN International, ICORN will provide documentation that the writer/artist in question is:

        a. A legitimate writer/artist
        b. Being threatened, persecuted or imprisoned as a consequence of his/her written and/or artistic production.

    2. ICORN will establish contact between the writer/artist and the City of Refuge, and will advise in the relocation of the writer/artist and his/her family within the City of Refuge.

B. The ICORN Secretariat will provide support for and advise in practical matters surrounding the placement:

    1. The ICORN Secretariat will implement and maintain reliable communications with the writers and artists hosted, as well as provide and maintain a communications network for and among the writers and artists.

    2. The ICORN Secretariat will implement and maintain reliable communications with the cities' designated coordinators, as well as provide and maintain a communications network for and among the City of Refuge Coordinators.

3. If the writer/artist cannot return to his/her home country, ICORN will support the city and the writer in regard to the necessary steps for securing an extended or permanent residency or seeking alternative placement.

4. The ICORN Secretariat will conduct fundraising for ICORN. It will establish and maintain an ICORN Emergency Fund, with the aim to be able to cover parts of unforeseen and not proportionate expenses the member cities are exposed to while inviting and hosting the writers and artists.

C. In an effort to promote Freedom of Expression, the ICORN Secretariat will also:

1. Implement and maintain a website which may be used for:

    a. Promotion of the hosted writers and artists and their works
    b. Exposure of and information about the member cities
    c. Publishing information about all kinds of ICORN activities
    d. Sharing experiences and information concerning ICORN issues between all involved parties
    e. Fundraising, promotion and recruitment for ICORN Cities of Refuge

2. Facilitate seminars, literary events in order to create marketplaces for the ICORN writers and artists' work.

3. Assist the cities in encouraging the writer/artist to undertake literary, artistic, cultural and academic responsibilities (the nature of which will be determined in dialogue with the host city) during his/her residency.

III. Commitments Entered Into By the City

A. The member city commits to adhering to the agreement as set forth below:

1. Each writer/artist will be hosted for a standard period of two years unless otherwise agreed upon with the ICORN Secretariat.

2. The city will provide one furnished residential accommodation for the writer/artist and his/her family.

3. The city will facilitate the acquisition of a legal status (visa, residence permit) that will enable the writer/artist and his/her family to reside in the city for the duration of the ICORN residency. If permanent residency were an option, ICORN would welcome such an option.

4. The city is to provide the writer/artist with a scholarship/grant to be paid directly to the writer/artist in monthly instalments. The amount is agreed with the ICORN Secretariat, according to an internationally certified standard of living indexes.

B. The city will take the following steps to ensure the welfare of the writer/artist and his/her family:

1. The city must maintain absolute confidentiality in regard to all communications and intensions (declared and/or under consideration) among the city, the writer/artist and ICORN; and in regard the movements of the writer/artist and his/her family prior to their safe arrival within the host city.

2. The city is to cover all travel expenses concerning the journey of the writer/artist and his/her family. These expenses will include, for example, fees for passports and visas.

3. The city will designate coordinator(s) to work with the writer/artist and his/her family to facilitate integration within the host city and to address issues concerning the writer/artist and his/her family, providing, or providing for, appropriate support.

4. The city is responsible for implementing and maintaining safe, appropriate working and living conditions for the writer/artist and his/her family.

5. During the period of refuge, the city is required to provide the available health and residential insurances, for the writer/artist and his/her family.

6. Whenever possible, the city is to enable the writer/artist to benefit from municipal public services (such as urban transport services, libraries, schools, etc.), and to facilitate meetings between the writers and artists and the city's literary and artistic organizations.

7. The coordinator is to facilitate possibilities for the writer/artist by initiating contact with local schools and wider public arenas in which the writer/artist can promote his/her identity as a writer/artist and/or utilize other skills.

8. The city is to provide access to services that will enable the writer/artist to learn the language of the host country.

C. The city will comply with the following cooperative terms of agreement:

1. The city's selection of the writer/artist will be made in agreement with ICORN, and based on the ICORN Secretariat's proposal.

2. In any and all media events (interviews, press release, public event, etc.) the city is required to indicate the ICORN program as the framework for the writer/artist's residency and for the city's status as an "ICORN City of Refuge".

3. Upon the signing of this agreement, the city will pay the ICORN Secretariat an annual membership fee. The membership fee is decided by the General Assembly. The membership fee may vary in exceptional circumstances, for example in the case of agreements between ICORN and a region*.

**A region status of member-city co-operations will be defined by the General Assembly. The region will be required to designate a Regional Coordinator.*

IV. Duration of Agreement

Unless a formal declaration of termination is made (see article VI), the present agreement is renewed, by tacit accord, every two years.

V. Mediation

Should a conflict arise between the ICORN Secretariat and a member-city/region, the situation will be addressed within the existing legal system of the country in which the Secretariat is located.

VI. Termination of the Membership Agreement

Any member that does not fulfill the duties in the Membership Agreement may be excluded from the network's services by the next General Assembly. A member may terminate its membership by giving written notice to the Board. The membership terminates 6 (six) months after the Board has received and accepted the notice. If the resigning member has a writer/artist in residence (placed by ICORN) the member must fulfill its obligations towards the writer/artist until the end of the writer/artist's placement term as agreed in the Membership Agreement.

Date:
Place:

_____ _____
Chris Gribble, ICORN Chair of Board

City signature:
ROLAND RIES, MAYOR OF STRASBOURG

_____
Helge Lunde, ICORN Executive Director

ACCORD ENTRE

L'ICORN

LE RÉSEAU INTERNATIONAL DES VILLES REFUGES

et

LA VILLE DE STRASBOURG

Date : Paraphes :

I. Déclaration

Conformément à la Charte adoptée par l'ICORN lors de l'assemblée générale du 3 juin 2010, et aux Statuts de l'ICORN adoptés par l'ICORN lors de l'assemblée générale du 22 avril 2009, la Ville de Strasbourg est déclarée « Ville refuge d'ICORN pour les écrivains et artistes persécutés. »

II. Engagements pris par le Secrétariat de l'ICORN

Conformément à la Charte de l'ICORN et aux Statuts de l'ICORN, le Secrétariat de l'ICORN convient que :

A. Le Secrétariat de l'ICORN fournira à la ville des recommandations concernant les écrivains et les artistes qui pourraient intégrer la ville refuge en question.

   1. À travers une coopération officielle avec PEN International, l'ICORN fournira les documents certifiant que l'écrivain/artiste en question est :

      a. Un écrivain/artiste légitime
      b. Menacé, persécuté ou emprisonné en raison de ses œuvres écrites et/ou artistiques.

   2. L'ICORN fera le lien entre l'écrivain/artiste et la ville refuge, et participera au processus de relogement de l'écrivain/artiste et de sa famille dans la ville refuge.

B. Le Secrétariat de l'ICORN fournira un soutien et des conseils pour les questions pratiques liées au placement :

   1. Le Secrétariat de l'ICORN établira et maintiendra des communications fiables avec les écrivains et les artistes réfugiés, et fournira et maintiendra un réseau de communication pour et entre les écrivains et les artistes.

   2. Le Secrétariat de l'ICORN établira et maintiendra des communications fiables avec les coordinateurs désignés des villes, et fournira et maintiendra un réseau de communication pour et entre les coordinateurs des villes refuges.

   3. Si l'écrivain/artiste n'est pas en mesure de retourner dans son pays d'origine, l'ICORN soutiendra la ville et l'écrivain dans les démarches

nécessaires pour obtenir une résidence prolongée ou permanente ou pour chercher un autre placement.

4. Le Secrétariat de l'ICORN organisera une collecte de fonds pour l'ICORN. Il établira et maintiendra un fonds d'urgence ICORN dans le but de couvrir une partie des dépenses imprévues et non proportionnelles auxquelles les villes membres sont exposées, tout en invitant et en accueillant les écrivains et les artistes.

C. Dans l'optique de promouvoir la liberté d'expression, le Secrétariat de l'ICORN mettra également en œuvre les actions suivantes :

1. Établir et maintenir un site Internet qui pourra être utilisé pour :

   a. la promotion des artistes et écrivains réfugiés et de leurs œuvres
   b. la présentation des villes membres
   c. la publication d'informations relatives aux activités de l'ICORN
   d. le partage d'expériences et d'informations sur les questions de l'ICORN entre toutes les parties concernées
   e. la levée de fonds, la promotion et le recrutement pour les villes refuges de l'ICORN

2. Organiser des séminaires et des événements littéraires afin de créer des marchés pour les œuvres des artistes et des écrivains.

3. Aider les villes à encourager l'écrivain/artiste à assumer des responsabilités littéraires, artistiques, culturelles et académiques (dont la nature sera déterminée avec la ville refuge) pendant sa résidence.

III. Engagements pris par la ville

A. La ville membre s'engage à respecter l'accord tel qu'énoncé ci-dessous :

1. Chaque écrivain/artiste sera accueilli pendant une période standard de deux ans, sauf accord contraire avec le Secrétariat de l'ICORN.

2. La ville fournira un logement résidentiel meublé à l'écrivain/artiste et à sa famille.

3. La ville facilitera l'acquisition d'un statut légal (visa, permis de résidence) qui permettra à l'écrivain/artiste et à sa famille de résider dans la ville pour la durée de résidence fixée par l'ICORN. Si la résidence permanente était une option, l'ICORN ne s'y opposerait pas.

4. La ville est tenue de verser tous les mois directement à l'écrivain/artiste une bourse d'études/subvention. Le montant est convenu avec le Secrétariat de l'ICORN, selon des indices de niveau de vie certifiés au niveau international.

B. La ville prendra les mesures suivantes pour assurer le bien-être de l'écrivain/artiste et de sa famille :

1. La ville doit maintenir une confidentialité absolue en ce qui concerne toutes les communications et les intentions (déclarées et/ou en cours d'examen) entre la ville, l'écrivain/artiste et l'ICORN ; et en ce qui concerne les mouvements de l'écrivain/artiste et de sa famille avant leur arrivée en toute sécurité dans la ville refuge.

2. La ville doit couvrir tous les frais de déplacement concernant le voyage de l'écrivain/artiste et de sa famille. Ces dépenses regroupent notamment les frais de passeport et de visa.

3. La ville désignera un ou plusieurs coordinateurs qui travailleront avec l'écrivain/l'artiste et sa famille pour faciliter leur intégration dans la ville refuge et résoudre les problèmes qu'ils rencontrent, en fournissant ou en prévoyant le soutien nécessaire.

4. La ville est responsable de la mise en place et du maintien de conditions de travail et de vie sûres et appropriées pour l'écrivain/artiste et sa famille.

5. Pendant la période d'accueil, la ville est tenue de fournir à l'écrivain/artiste et sa famille les assurances santé et habitation disponibles.

6. Dans la mesure du possible, la ville doit permettre à l'écrivain/artiste de bénéficier des services publics municipaux (tels que les services de transport urbain, les bibliothèques, les écoles, etc.), et faciliter les rencontres entre les écrivains/artistes et les organisations littéraires et artistiques de la ville.

7. Le coordinateur doit faciliter les possibilités pour l'écrivain/artiste en initiant le contact avec les écoles locales et le domaine public au sens large où l'écrivain/artiste peut promouvoir son identité en tant qu'écrivain/artiste et/ou utiliser d'autres compétences.

8. La ville doit fournir l'accès aux services qui permettront à l'écrivain/artiste d'apprendre la langue du pays d'accueil.

C. La ville se conformera aux modalités de coopération suivantes :

1. La sélection de l'écrivain/artiste par la ville se fera en accord avec l'ICORN, et sur la base de la proposition du Secrétariat de l'ICORN.

2. Dans tous les événements médiatiques (entrevues, communiqué de presse, événement public, etc.), la ville doit indiquer le programme de l'ICORN comme cadre de résidence de l'écrivain/artiste et le statut de la ville comme « Ville refuge ICORN ».

3. À la signature du présent accord, la ville versera au Secrétariat de l'ICORN une cotisation annuelle. Le montant de la cotisation est décidé par l'Assemblée générale. La cotisation peut varier dans des circonstances exceptionnelles, par exemple dans le cas d'accords entre l'ICORN et une région*.

*Le statut de région des coopérations entre villes membres sera défini par l'Assemblée générale. *La région devra désigner un coordinateur régional.*

IV. Durée de l'accord

Sauf déclaration formelle de résiliation (voir article VI), le présent accord est renouvelé, par tacite reconduction, tous les deux ans.

V. Médiation

Si un conflit devait survenir entre le Secrétariat de l'ICORN et une ville/région membre, la situation sera traitée dans le cadre du système juridique existant du pays dans lequel le Secrétariat est situé.

VI. Résiliation de l'Accord d'adhésion

Tout membre qui ne remplit pas les obligations du contrat d'adhésion peut être exclu des services du réseau par la prochaine Assemblée générale. Un membre peut mettre fin à son adhésion en donnant un avis écrit au conseil d'administration. L'adhésion prend fin 6 (six) mois après que le Conseil d'administration a reçu et accepté l'avis. Si le membre démissionnaire a un écrivain/artiste en résidence (placé par l'ICORN), le membre doit remplir ses obligations envers l'écrivain/artiste jusqu'à la fin de la période de placement de l'écrivain/artiste comme convenu dans le Contrat d'adhésion.

Date :
Lieu :

_____ _____
Chris Gribble, Président du Conseil d'ICORN

Signature de la Ville :
ROLAND RIES, MAIRE DE STRASBOURG

_____
Helge Lunde, Directeur exécutif d'ICORN

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL 10 FEVRIER 2020

POINT 49 Adhésion de la ville de Strasbourg au réseau ICORN ("International Cities Of Refuge Network", Réseau international des villes-refuges).

Pour	**45**
Contre	**0**
Abstention	**0**

BARSEGHIAN-Jeanne, BEY-Françoise, OZENNE-Pierre, BUFFET-Françoise, CUTAJAR-Chantal, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, FELTZ-Alexandre, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GANGLOFF-Camille, GILLMANN-Luc, JUND-Alain, JUNG-Martine, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KELLER-Fabienne, KEMPF-Suzanne, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste , MAURER-Jean-Philippe, MELIANI-Abdelaziz, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, REICHHART-Ada, REMOND-Thomas, RICHARDOT-Anne Pernelle, RIES-Roland, ROBERT-Jean-Emmanuel, ROGER-Patrick, ROOS-Thierry, DIDELOT-Andréa, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, SENET-Eric, TARALL-Bornia, TETSI-Liliane, MENAD-Zaza, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER-Philippe, ZUBER-Catherine, LOOS-François, SCHMITT-Michael

50

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Attribution de bourses municipales d'études supérieures dans le cadre des jumelages.

Dans le cadre des relations entre Strasbourg et ses cinq villes jumelles (Boston aux Etats-Unis, Dresde et Stuttgart en Allemagne, Leicester au Royaume-Uni et Ramat Gan en Israël), la Ville de Strasbourg accorde des bourses pour les étudiants inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur strasbourgeois désirant y effectuer soit des études, soit un stage obligatoire d'une durée minimale de 3 mois, l'un et l'autre devant s'effectuer dans le cadre du cursus de formation du candidat.

Il est proposé au Conseil Municipal de le reconduire selon les mêmes termes.

A travers ce dispositif de bourses, la Ville de Strasbourg poursuit deux objectifs :
- **encourager la mobilité des étudiants à l'international ;**
- **consolider ses relations avec ses cinq villes jumelles en encourageant les échanges universitaires.**

Le dispositif restreint le périmètre géographique des séjours à la ville jumelle, à l'exception de la ville de Boston pour laquelle la ville de Cambridge peut être concernée car il s'agit d'un pôle urbain et universitaire de premier ordre dans l'aire métropolitaine de Boston.

Définition et critères d'éligibilité

Le **montant moyen** des bourses varie en fonction de la destination, et se décline de la manière suivante :

BOSTON	2 000 €
DRESDE	1 000 €
LEICESTER	1 000 €
RAMAT-GAN	1 500 €
STUTTGART	1 000 €

Au total, un budget de **50 000 €** est consacré par la Ville de Strasbourg aux bourses villes jumelles. Cette bourse correspond à un montant forfaitaire attribué pour la totalité du séjour.

Pour être éligible, il faut :
- être inscrit au minimum en L3 (ou équivalent) au moment du départ, ou en L1 ou L2 si le séjour d'études s'effectue dans le cadre d'un double diplôme ;
- être inscrit dans un établissement d'enseignement supérieur strasbourgeois au moment du départ ;
- séjourner au moins trois mois dans l'une des villes jumelles pour des études ou un stage obligatoire dans le cadre d'un cursus de formation ;
- le départ à l'étranger doit avoir lieu entre le mois de septembre de l'année N-1 et le mois de décembre de l'année N.

S'agissant des modalités de sélection, un jury chargé d'examiner les dossiers de candidature et composé de Monsieur le Maire ou de son représentant ainsi que de représentants de l'Université et des établissements d'enseignement supérieur, et du Rectorat d'Académie de Strasbourg, arrête la liste définitive des boursiers.
Le cahier des charges en annexe détaille les conditions d'attribution de la bourse et les critères d'éligibilité.

Le jury de sélection se réserve le droit de revoir les montants en fonction des aides perçues par d'autres organismes, du nombre de candidatures obtenues et de la durée de séjour des candidats : au regard de ces éléments, il pourra moduler le montant du forfait précisé ci-dessus, à la baisse ou à la hausse. S'agissant de la possibilité de revoir le montant des bourses à la hausse, cette disposition ne concerne que les étudiants susceptibles de séjourner dans l'université partenaire plus de deux semestres (soit les doubles diplômes).

Il est proposé au Conseil Municipal de reconduire le dispositif de ces bourses pour l'année 2020, selon les modalités énoncées ci-dessus, afin de satisfaire le maximum de dossiers dans la limite des budgets totaux disponibles.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
sur proposition de la Commission Plénière,
après en avoir délibéré,
approuve

la reconduction, au titre de l'année 2020 aux conditions et précisions énoncées ci-dessus, du dispositif de bourses destinées à favoriser les échanges universitaires avec nos villes jumelles ;

décide

l'imputation de la dépense totale de 50 000 € sous la fonction 048, nature 6714 « bourses et prix » - activité AD06D ;

autorise

le Maire ou son-sa représentante-e à désigner les personnes bénéficiaires de ces bourses au vu des décisions qui seront arrêtées par le jury mentionné ci-dessus.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

INFORMATIONS PRATIQUES A L'ATTENTION DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR PARTENAIRES DU DISPOSITIF et des ETUDIANTS SOUHAITANT DEPOSER UNE CANDIDATURE

A LIRE ATTENTIVEMENT AVANT DE REMPLIR LE DOSSIER DE CANDIDATURE A UNE BOURSE VILLE JUMELLE

PRESENTATION DU DISPOSITIF

À travers le dispositif de bourses Villes Jumelles-Mobilitwin, la Ville de Strasbourg poursuit deux ***objectifs*** *: encourager la mobilité des étudiants à l'international d'une part et consolider ses relations avec ses cinq villes jumelles (BOSTON aux Etats-Unis, DRESDE et STUTTGART en Allemagne, LEICESTER au Royaume-Uni et RAMAT GAN en Israël) d'autre part.*

Dans ce cadre, la Ville de Strasbourg peut accorder des bourses pour les étudiants inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur strasbourgeois désirant y effectuer soit des études, soit un stage obligatoire d'une durée minimale de 3 mois, l'un et l'autre devant s'effectuer dans le cadre du cursus de formation du candidat. Le dispositif restreint le ***périmètre géographique*** *des séjours à la ville jumelle, à l'exception de la ville de Boston pour laquelle la ville de Cambridge peut être concernée car il s'agit d'un pôle urbain et universitaire de premier ordre dans l'aire métropolitaine de Boston.*

Une enveloppe globale de ***50 000 €*** *est allouée à ce dispositif pour l'année* ***2020.***

Le montant ***moyen*** *des bourses varie en fonction de la destination* :

BOSTON	***2 000 €***
LEICESTER	***1 000 €***
STUTTGART	***1 000 €***
DRESDE	***1 000 €***
RAMAT-GAN	***1 500 €***

La bourse correspond à un montant forfaitaire attribué pour la totalité du séjour.

En cas d'annulation du départ de l'étudiant, le montant versé devra être intégralement remboursé.

L'octroi d'une bourse Villes Jumelles-Mobilitwin n'est pas automatique et est soumis à différents critères évalués par un jury de sélection.

Le jury de sélection se réserve le droit de revoir les montants en fonction des aides perçues par d'autres organismes, du nombre de candidatures obtenues et de la durée de séjour des candidats : au regard de ces éléments, il pourra moduler le montant du forfait précisé ci-dessus, à la baisse ou à la hausse. S'agissant de la possibilité de revoir le montant des bourses à la hausse, cette hypothèse ne concerne que les étudiants susceptibles de séjourner plus de deux semestres (soit les doubles diplômes) dans l'université partenaire.

DOMAINES ET NIVEAUX D'ÉTUDES DES CANDIDATS – CANDIDATS ELIGIBLES

- être inscrit au minimum en **L3 (ou équivalent)** au moment du départ,
  ou
- en **L1 ou L2 et** effectuer un séjour d'études dans le **cadre d'un double diplôme**

- être inscrit dans un établissement d'enseignement supérieur strasbourgeois au moment du départ

- séjourner **au moins trois mois** dans l'une des villes jumelles pour des études ou un stage obligatoire dans le cadre d'un cursus de formation

- le départ à l'étranger doit avoir lieu entre le **mois de septembre de l'année N-1 et le mois de décembre de l'année N** (N : année de demande de bourse) *(exemple : pour une bourse en 2020, il faut que la date de départ à l'étranger soit comprise entre septembre 2019 et décembre 2020)*

CAS D'INELIGIBILITE

a) **les candidats ayant déjà bénéficié d'une bourse villes jumelles** lors des années précédentes ne sont pas admis à postuler une seconde fois.

b) les **candidatures directes** d'étudiants : les étudiants doivent impérativement remettre leur dossier au service des relations internationales de leur établissement d'origine, et non à la Direction des Relations Européennes et Internationales de la Ville de Strasbourg.

c) les étudiants dont les **dossiers de candidature sont incomplets** : les dossiers de candidature doivent être complets et comporter le cachet de l'établissement ainsi que la signature du responsable du séjour d'études ou responsable de stage au sein de l'établissement supérieur d'origine.

d) les étudiants effectuant leur mobilité dans un pays dont ils ont la nationalité.

CRITERES ET PROCEDURES DE SELECTION

PRESENTATION DES CANDIDATURES PAR LES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR : les dossiers de candidature doivent être remplis par les candidats, transmis au service des relations internationales de leur établissement d'enseignement supérieur d'origine. Ce dernier transmet les candidatures obtenues, après une première sélection, à la Direction des Relations Européennes et Internationales de la Ville de Strasbourg.

La sélection est effectuée par un jury composé de différents représentants d'établissements d'enseignement supérieur. Cette commission est présidée par le Maire de la Ville de Strasbourg ou l'un de ses représentants.

Plusieurs critères sont pris en compte par le jury :

- la qualité de l'ensemble du dossier de présentation du candidat
- la cohérence du projet de mobilité avec le projet de l'étudiant (projet d'études et/ou professionnel), son caractère original ainsi que l'intérêt pour la ville de destination
- le niveau du candidat, tel qu'il ressort de son parcours de formation antérieur
- Les aides perçues par d'autres organismes et la durée de séjour.

Le jury établit ensuite la liste des candidats ainsi sélectionnés sur la base d'une grille de notation s'appliquant de manière identique à tous les dossiers. Il peut également établir une liste d'attente en cas de désistement de candidats sélectionnés.

Un courrier de notification de la Ville de Strasbourg sera envoyé à chaque candidat ayant déposé une candidature contenant la décision du jury.

CALENDRIER

Une **unique** session est organisée chaque année. Pour l'année 2020, le calendrier est le suivant :

☐ **Date limite de réception des dossiers par les établissements d'enseignement supérieur** : 18 mai 2020 - se reporter à la procédure et aux dates limites fixées par l'établissement dans lequel est inscrit le candidat.

☐ **Date limite de réception des dossiers par la Ville de Strasbourg** : 8 juin 2020

☐ **Jury de sélection** des candidats boursiers **:** fin juin 2020 – début juillet 2020 (date à préciser ultérieurement)

☐ **Annonce des résultats** par la Ville de Strasbourg **:** mi-juillet 2020

☐ **Versements des bourses :** au plus tard fin 2020

DOSSIER DE CANDIDATURE

Le dossier de candidature est à récupérer auprès du service des relations internationales de votre établissement d'enseignement supérieur.

Après avoir dûment complété le dossier, le remettre avec l'ensemble des pièces demandées au service des relations internationales de votre établissement d'enseignement supérieur avant la date limite fixée par celui-ci.

PIECES A JOINDRE AU DOSSIER DE CANDIDATURE dûment complété (ne pas oublier les annexes)

1. Le CURRICULUM VITAE du (de la) candidat(e), (1 à 2 pages)

2. Le PROJET PROFESSIONNEL et PERSONNEL du (de la) candidat(e), (1 à 2 pages)*. Le candidat rédige* ***son projet personnel*** *sous une forme permettant d'expliquer* ***le choix des études dans la ville jumelle / le choix de son stage dans la ville jumelle*** *par rapport aux études antérieures et* ***la carrière professionnelle future****.* Ce projet doit être structuré et ne pas être une simple lettre de motivation.

3. Le RELEVE DE NOTES des deux derniers semestres

4. Une ATTESTATION de la structure d'accueil dans la ville jumelle (précisant les coordonnées du responsable de l'accueil et dates de séjour)

5. **Une APPRECIATION d'un responsable pédagogique sur le niveau du (de la) candidat(e) (cf annexe 1)**

6. Une lettre d'engagement de l'étudiant à rembourser la bourse si le séjour ne devait pas s'effectuer. **(cf annexe 2)**

7. Une attestation sur l'honneur des autres bourses et/ou rémunérations perçues/sollicitées (cf annexe 3)

8. Un RIB au nom de l'étudiant

- merci de préciser votre adresse sur le RIB si elle n'y figure pas. Elle doit correspondre à l'adresse permanente de contact indiquée sur la fiche de renseignement.
- Préciser le nom et l'adresse de la banque ainsi que le code IBAN-SWIFT-BIC pour les comptes étrangers

51

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Projet AUTREMENT (Aménagement Urbain du Territoire pour REinventer les Mobilités et ENgager les Tunisiens) dans le cadre du partenariat Strasbourg / Kairouan, Tunisie - Signature des conventions partenariales suite à la signature du contrat de subvention avec la Commission Européenne.

La ville de Strasbourg a noué un partenariat avec la Ville de Kairouan en Tunisie depuis avril 2015 autour de la thématique des déplacements urbains et des mobilités actives. Les deux villes ont répondu avec succès à l'appel à propositions « Autorités locales : partenariats pour des villes durables » de la Commission européenne lancé à l'automne 2018.

Le projet AUTREMENT (Aménagement Urbain du Territoire pour REinventer les Mobilités et ENgager les Tunisiens) qui en découle et qui a reçu l'aval de la Commission Européenne en juin dernier, démarrera le 13 avril 2020 pour une durée de 30 mois.

Il a fait l'objet d'une délibération lors du Conseil municipal de décembre 2019, annexée à la présente délibération. Cette délibération a permis la signature du contrat de subvention avec la Commission Européenne et la perception d'une subvention d'un montant maximum de 2 789 097 €, soit 95 % du coût total éligible de l'action, le 20 décembre 2019.

Conformément à cette convention, la ville de Strasbourg comme cheffe de file doit assurer la coordination de la mise en œuvre du projet et fournir de l'expertise technique (déplacements, aménagement, participation citoyenne, etc.), en complément des 5 autres partenaires du projet.

Les partenaires du projet sont les municipalités de Kairouan et de Mahdia (Tunisie), l'Association européenne pour la démocratie locale (ALDA), le CEREMA (Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement) et le réseau CODATU (Coopération pour le Développement et l'Amélioration des Transport Urbains et Périurbains).

Pour assurer la contribution des différents partenaires du projet selon les missions qui leur sont confiées, la Ville de Strasbourg, doit reverser une partie du montant de la subvention, conformément aux modalités précisées dans les cinq conventions en pièces jointes.

Il est proposé au Conseil municipal de valider le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré
approuve

les termes des conventions de partenariat entre la Ville de Strasbourg et les partenaires et entité affiliée du projet AUTREMENT listés ci-dessous (les annexes aux conventions sont consultables à la Direction des relations européennes et internationales),

autorise

- *le versement d'une subvention maximum de 465 473 € sur une période de 30 mois à compter du 13 avril 2020 à la municipalité de Kairouan,*
- *le versement d'une subvention maximum de 443 289 € sur une période de 30 mois à compter du 13 avril 2020 à la municipalité de Mahdia,*
- *le versement d'une subvention maximum de 904 117 € sur une période de 30 mois à compter du 13 avril 2020 à l'association ALDA,*
- *le versement d'une subvention maximum de 81 518 € sur une période de 30 mois à compter du 13 avril 2020 au CEREMA,*
- *le versement d'une subvention maximum de 322 862 € sur une période de 30 mois à compter du 13 avril 2020 à CODATU,*

décide

d'imputer ces dépenses d'un montant total maximum de 2 217 259 €, sur une période de 30 mois, du Pôle Partenariats et solidarité internationale sur les crédits ouverts sous la fonction 048 nature 6574, programme 8110 activité AD06I dont le disponible avant le présent Conseil est de 846 000 €,

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les arrêtés et conventions d'attribution y afférents.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

Strasbourg.eu
eurométropole

43

Délibération au Conseil municipal du lundi 16 décembre 2019

Partenariat Strasbourg / Kairouan, Tunisie - Signature des conventions dans le cadre du projet européen AUTREMENT (Aménagement Urbain du Territoire pour REinventer les Mobilités et ENgager les Tunisiens).

La Ville de Strasbourg a noué un partenariat avec la Ville de Kairouan en Tunisie depuis avril 2015 autour de la thématique des déplacements urbains et des mobilités actives. Les deux villes ont répondu avec succès à l'appel à propositions « Autorités locales : partenariats pour des villes durables » de la Commission européenne lancé à l'automne 2018.

L'objectif général de cet appel - premier du genre - est de promouvoir le développement urbain intégré grâce à des partenariats entre autorités locales des Etats membres de l'Union Européenne et des pays partenaires, en cohérence avec l'Agenda mondial 2030 de développement durable.

Le projet AUTREMENT (Aménagement Urbain du Territoire pour REinventer les Mobilités et ENgager les Tunisiens) a reçu l'aval de la Commission Européenne le 27 juin 2019 et un accord pour le versement d'une subvention d'un montant maximum de 2 795 096 €, soit 95 % du coût total éligible de l'action. Les partenaires devront financer les 5 % complémentaires. Le projet, d'une durée totale de 30 mois, démarrera le 13 avril 2020.

Les partenaires du projet sont les municipalités de Kairouan et de Mahdia (Tunisie), l'Association européenne pour la démocratie locale (ALDA) qui possède une antenne à Kairouan, le CEREMA (Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement) et le réseau CODATU (Coopération pour le Développement et l'Amélioration des Transport Urbains et Périurbains).

Le projet vise principalement à promouvoir les mobilités actives et à renforcer la participation citoyenne dans la planification urbaine. Le programme d'actions prévoit la mise en œuvre de 7 projets d'aménagements d'espaces publics et la création d'une Maison du vélo à Kairouan ainsi que l'aménagement de 3 circuits pédestres et cyclistes à Mahdia.

Les activités comprendront des formations, des visites d'études, des travaux ainsi que des évènements de sensibilisation et de mobilisation citoyenne autour des mobilités actives. Un bureau de coordination du projet, composé d'un chef de mission et de deux autres

experts, sera installé à Kairouan pour assurer la coordination des activités et la gestion technique, administrative et financière du projet sur place. La gestion du bureau de projet et le recrutement de l'équipe terrain seront confiés à ALDA.

Le contrat de subvention entre la Commission européenne et la Ville de Strasbourg, est annexé à la présente délibération, et précise les conditions spécifiques et générales applicables.

La ville de Strasbourg, en qualité de chef de file, sera bénéficiaire de la subvention et assurera sa redistribution entre les différents partenaires selon leurs missions et rôle respectifs en conformité avec une convention entre partenaires qui sera soumise ultérieurement à l'approbation du Conseil municipal.

La Ville de Strasbourg aura pour rôle d'assurer une bonne coordination entre tous les bénéficiaires du projet AUTREMENT. Elle est aussi responsable devant le Commission européenne de la bonne exécution de la convention et du suivi comptable et financier de toutes les dépenses afférentes au contrat de subvention et de l'envoi des rapports narratifs et financiers selon le calendrier proposé par la Commission.

Pour assurer une bonne coordination du projet, il est prévu la création d'un poste de responsable administratif, logistique et financier à plein temps intégralement financé par le projet pour une durée de 30 mois. Ce projet mobilisera également l'expertise technique de la collectivité (mobilités, tourisme, participation citoyenne, évènementiel, communication, marché de Noël, etc.) pour environ 170 homme-jour de mobilisation sur 30 mois.

Ce projet offre une opportunité unique pour Strasbourg. Outre le renforcement de sa coopération avec Kairouan, il participe concrètement, aux côtés et avec le soutien de l'Union Européenne, au renforcement de la démocratie en Tunisie. Il renforcera ainsi le statut de capitale des Droits de l'Homme de Strasbourg. En outre, ce projet s'inscrit dans la nouvelle politique de l'Union Européenne qui souhaite s'engager avec les collectivités territoriales et décentraliser ses financements.

En répondant à cet appel, Strasbourg se positionne comme ville pilote de cette nouvelle approche et développe ses compétences en matière de gestion de projets et de fonds européens. L'engagement de Strasbourg sur ce projet, permettra également de valoriser et de faire rayonner son expertise en matière de mobilités actives et de participation citoyenne tout en valorisant le travail et les compétences de ses agents. L'image de Strasbourg, première ville cyclable et ville la plus attractive de France, en sortira confirmée.

En conclusion, ce projet contribuera fortement au rayonnement de Strasbourg sur la scène européenne et internationale, mais aussi au niveau national, tout en apportant un appui considérable, nécessaire et de long terme à sa ville partenaire tunisienne et aux autres villes et acteurs de la société civile tunisienne qui seront parties prenantes du projet.

Il est proposé au Conseil Municipal de valider le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

les termes de la convention entre la ville de Strasbourg et la Commission européenne ;

autorise

*l'encaissement d'une recette d'un montant total maximum de **2 795 096 €** (répartis sur 3 exercices budgétaires 2020, 2021, 2022) de la Commission européenne pour la mise en œuvre du projet AUTREMENT sous les crédits **VDS – AD06C** ;*

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer cette convention et tous actes ou documents d'exécution nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

CONTRAT DE SUBVENTION
- ACTIONS EXTÉRIEURES DE L'UNION EUROPÉENNE -

CSO-LA / 2019 / 408-986 (le «contrat»)

L'Union européenne, représentée par la Commission européenne (l'«administration contractante»),

d'une part,

et

la Ville de Strasbourg

Autorité locale

LEF: 6000098246

1 place de l'Etoile, 67076 Strasbourg, France

le «coordonnateur»

et

ASSOCIATION DES AGENCES DE LA DEMOCRATIE LOCALE*ASSOCIATION OF LOCAL DEMOCRACY AGENCIES AADL/ALDA

LEF: 6000068987

Maison des associations, 1a Place des orphelins, 67076 Strasbourg, France

Municipalité de Kairouan

Autorité locale

LEF: 6000684050

Avenue de la république, 3100 Kairouan, Tunisie

Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement

LEF: 6000473049

25, avenue François Mitterrand, 69674 Bron, France

N° de TVA : FR 94130018310

Municipalité de Mahdia

Autorité locale

LEF: 6000684049

Place Sidi Mtir, 5100 Mahdia

ayant donné procuration au coordonnateur[1] aux fins de la signature du contrat, collectivement dénommés les «bénéficiaires» lorsqu'une disposition s'applique sans distinction au coordonnateur et au(x) cobénéficiaire(s)

d'autre part,

(les «parties»)

sont convenus de ce qui suit:

[1] Modèle de procuration figurant dans l'annexe A des lignes directrices à l'intention des demandeurs de subvention.

Conditions particulières

Article premier — Objet

1.1 Le présent contrat a pour objet l'octroi, par l'administration contractante, d'une subvention destinée à financer la mise en œuvre de l'action intitulée AUTREMENT- Aménagement Urbain du Territoire pour REinventer les Mobilités et ENgager les Tunisiens, décrite dans l'annexe I.

1.2 La subvention est octroyée au(x) bénéficiaire(s) aux conditions stipulées dans le présent contrat, qui se compose des présentes conditions particulières (les «conditions particulières») et des annexes, que le(s) bénéficiaire(s) déclare(nt) connaître et accepter.

1.3 Le(s) bénéficiaire(s) accepte(nt) la subvention et s'engage(nt) à mettre en œuvre l'action sous sa/leur responsabilité.

Article 2 — Période de mise en œuvre de l'action

2.1 Le présent contrat entre en vigueur à la date de la signature par la dernière des deux parties.

2.2 La mise en œuvre de l'action commence:

- le 13 avril 2020.

2.3 La période de mise en œuvre de l'action, précisée dans l'annexe I, est de 30 mois.

2.4 La période d'exécution du présent contrat se termine à la date de paiement du solde par l'administration contractante et, en tout état de cause, au plus tard dix-huit mois après la fin de la période de mise en œuvre mentionnée au point 2.3 ci-dessus, à moins que celle-ci ne soit reportée en application du point 12.5 de l'annexe II.

Article 3 — Financement de l'action

3.1 Le montant total des coûts éligibles est estimé à 2,942,207 EUR tel qu'indiqué dans l'annexe III.

3.2 L'administration contractante s'engage à financer un montant maximum de 2,795,097 EUR.

La subvention est en outre limitée à 95 % du montant total des coûts éligibles de l'action indiqué au point 3.1.

Le montant final de la contribution de l'administration contractante est établi conformément aux articles 14 et 17 de l'annexe II.

3.3 Conformément au point 14.8 de l'annexe II, 7 % du montant final des coûts directs éligibles de l'action établi conformément aux articles 14 et 17 de l'annexe II peuvent être inscrits comme coûts indirects.

Article 4 — Règles en matière de compte rendu et de paiement

4.1 Les paiements sont effectués conformément à la procédure de paiement décrite au point 15.1 de l'annexe II, option n° 2.

Versement de préfinancement initial: 937 747,67EUR.

Versement(s) de préfinancement suivant(s): 1 403 146.08 EUR (sous réserve des dispositions de l'annexe II).

Solde du montant final de la subvention:

(sous réserve des dispositions de l'annexe II): 454 203,25 EUR

4.2 L'administration contractante et le(s) bénéficiaire(s) utilisent un système électronique pour tous les stades de la mise en œuvre, y compris, entre autres, la gestion du contrat (modifications et notifications), l'élaboration des rapports (y compris la communication des résultats) et les paiements. Le(s) bénéficiaire(s) est/sont tenu(s) de s'inscrire dans le système d'échange électronique approprié et d'en faire usage pour permettre la gestion électronique du contrat. En ce qui concerne les rapports intermédiaires et le rapport final, le(s) bénéficiaire(s) devrai(en)t utiliser les formulaires figurant dans le système électronique pour encoder et soumettre les rapports.

La gestion électronique du contrat au moyen du système susmentionné peut débuter à la date du début de la mise en œuvre du contrat, mentionnée à l'article 2 ci-dessus, ou à une date ultérieure. Dans ce dernier cas, l'administration contractante informe le(s) bénéficiaire(s) par écrit de son/leur obligation d'utiliser le système électronique pour toutes les communications dans un délai maximum de trois mois.

Article 5 — Adresses de contact

5.1 Toute communication relative au présent contrat doit être faite par écrit, comporter le numéro et l'intitulé de l'action et être envoyée aux adresses suivantes:

Pour l'administration contractante

Les demandes de paiement et les rapports qui les accompagnent, y compris les demandes de modification de compte bancaire, doivent être adressés à:

Commission européenne

Délégation de l'Union européenne en Tunisie

À l'attention du Chef de la section Finances, Contrats et Audits

Une copie des documents mentionnés ci-dessus ainsi que de toute autre correspondance doit être adressée à:

Commission européenne

Délégation de l'Union européenne en Tunisie

À l'attention du Chef de Coopération

Pour le coordonnateur

Maxime AMMENDOLEA

Chargé d'affaires européennes, Direction des Relations européennes et internationales

1 parc de l'Étoile, 67076 Strasbourg Cedex

5.2 La/Les vérification(s) des dépenses visée(s) au point 15.7 de l'annexe II sera/seront effectuée(s) par KPMG S.A, 2 AVENUE GAMBETTA, TOUR EQHO, 92066 PARIS LA DÉFENSE CEDEX, (33) 01 55 68 86 66.

Article 6 — Annexes

6.1 Les documents suivants sont joints aux présentes conditions particulières et font partie intégrante du contrat:

Annexe I: description de l'action (y compris le cadre logique du projet et la note succincte de présentation)

Annexe II: conditions générales applicables aux contrats de subvention conclus dans le cadre des actions extérieures de l'Union européenne

Annexe III: budget de l'action (feuilles de calcul 1,2 et 3)

Annexe IV : règles concernant l'attribution d'un marché applicables au(x) bénéficiaire(s)

Annexe V: modèle de demande de paiement et formulaire «signalétique financier»

Annexe VI: modèle de rapport narratif et financier

Annexe VII: termes de référence pour la vérification des dépenses d'un contrat de subvention conclu dans le cadre des actions extérieures de l'UE et modèle de rapport sur les constatations factuelles

Annexe IX: modèle de convention de transfert de propriété d'actifs

6.2 En cas de divergence entre les dispositions des présentes conditions particulières et celles des annexes qui y sont jointes, les conditions particulières prévalent. En cas de divergence entre les dispositions de l'annexe II et celles des autres annexes, les dispositions de l'annexe II prévalent.

Article 7 — Autres conditions particulières applicables à l'action

7.1 Les conditions générales figurant dans l'annexe II sont complétées par les dispositions suivantes:

7.1.1 Aux fins du présent contrat, les entités légales suivantes sont considérées comme des entités affiliées:

- Coopération pour le Développement et l'Amélioration des Transport Urbains et Périurbains (CODATU) affiliée à Ville de Strasbourg;

Les frais supportés par ces entités affiliées peuvent être acceptés comme des coûts éligibles, à condition que les entités concernées se conforment aux règles pertinentes applicables au(x) bénéficiaire(s) en vertu du présent contrat.

7.1.2 Un soutien financier à des tiers ne peut être octroyé que dans le respect des conditions énoncées dans les lignes directrices à l'attention des demandeurs et conformément aux critères et conditions exposés dans la description de l'action qui figure dans l'annexe I.

Le montant maximum du soutien financier par tiers est limité à 60 000 EUR.

7.1.3 Dans le cadre d'un soutien financier à des tiers, le calcul des seuils autorisant la libération du versement de préfinancement suivant conformément aux conditions fixées par l'article 15, option 2, point ii), tient compte des fonds décaissés et qui font l'objet d'un engagement juridique formel entre le coordonnateur (ou ses cobénéficiaires) et un tiers.

Fait en français en deux originaux, un original étant remis à la Commission européenne et un au(x) bénéficiaire(s).

Pour le(s) bénéficiaire(s)[2]	**Pour l'administration contractante**
Nom	Nom
Fonction	Fonction
Signature	Signature
Date	Date

[2] Conformément au mandat conféré au coordonnateur (voir le formulaire de demande), celui-ci signe le présent contrat également au nom des autres bénéficiaires qui, de ce fait, deviennent parties au contrat sans avoir besoin de le signer eux-mêmes.

ANNEXE II
Conditions générales applicables aux contrats de subvention conclus dans le cadre des actions extérieures de l'Union européenne

TABLE DES MATIÈRES

Les termes utilisés dans les présentes conditions générales sont définis dans le glossaire figurant à l'annexe A1a du Guide pratique des procédures contractuelles applicables à l'action extérieure de l'UE (PRAG).

Pour les subventions de fonctionnement, par l'«action» il y a lieu de comprendre le «programme de travail».

Le terme «coordonnateur» désigne le bénéficiaire identifié comme le coordonnateur dans les conditions particulières.

Le terme «bénéficiaire(s)» désigne collectivement tous les bénéficiaires de l'action, y compris le coordonnateur. Si l'action ne compte qu'un seul bénéficiaire, les termes «bénéficiaire(s)» et «coordonnateur» sont réputés désigner l'unique bénéficiaire de l'action.

L'expression «partie(s) au présent contrat» désigne la ou les parties signataires du présent contrat [à savoir le(s) bénéficiaire(s) et l'administration contractante].

Toute référence à des «jours» dans le présent contrat renvoie à des jours calendaires, sauf disposition contraire.

TABLE DES MATIÈRES

1.Article premier – Dispositions générales 3
2.Article 2 – Obligation de présentation de rapports narratifs et financiers 5
3.Article 3 – Responsabilité 6
4.Article 4 – Conflit d'intérêts ET CODE DE conduite 6
5.Article 5 – Confidentialité 7
6.Article 6 – Visibilité 8
7.Article 7 – Propriété/utilisation des résultats de l'action et des actifs 8
8.Article 8 – Suivi et évaluation de l'action 9
9.Article 9 – Modification du contrat 10
10.Article 10 – Exécution 10
11.Article 11 – Prolongation et suspension 11
12.Article 12 – Résiliation du contrat 13
13.Article 13 – Droit applicable et règlement des différends 16
14.Article 14 – Coûts éligibles 16
15.Article 15 – Paiements et intérêts de retard 21
16.Article 16 – Comptabilité et contrôles techniques et financiers 26
17.Article 17 – Montant final de la subvention 28
18.Article 18 – Recouvrement 29

DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET ADMINISTRATIVES

ARTICLE PREMIER – DISPOSITIONS GENERALES

Principes généraux

1.1. Le(s) bénéficiaire(s) et l'administration contractante sont les seules parties au présent contrat. Si la Commission européenne n'est pas l'administration contractante, elle n'est pas partie au présent contrat, qui ne lui confère que les droits et obligations qui y sont explicitement mentionnés.

1.2. Le présent contrat et les paiements qui en découlent ne peuvent être cédés à un tiers, de quelque manière que ce soit, sans l'accord écrit préalable de l'administration contractante.

Protection des données

1.3. Toutes les données à caractère personnel seront traitées uniquement aux fins de l'exécution, de la gestion et du suivi du présent contrat par l'administration contractante et pourront également être transmises aux organes chargés de missions de suivi ou d'inspection en application du droit de l'Union européenne. Le(s) bénéficiaire(s) dispose(nt) d'un droit d'accès aux données à caractère personnel les concernant, de même que d'un droit de rectification de ces données. Toute question du(des) bénéficiaire(s) relative au traitement des données à caractère personnel le(s) concernant peut être adressée à l'administration contractante. Le(s) bénéficiaire(s) a(ont) le droit de saisir à tout moment le Contrôleur européen de la protection des données.

1.4. Le traitement de données à caractère personnel effectué par le(s) bénéficiaire(s) dans le cadre du présent contrat doit respecter la législation de l'Union et la législation nationale applicables en ce qui concerne la protection des données (y compris les exigences en matière d'autorisation ou de notification). Le(s) bénéficiaire(s) veille(nt) à ce que l'accès et l'utilisation des données à caractère personnel soient limités à ce qui est strictement nécessaire à l'exécution, à la gestion et au suivi du présent contrat et prend(prennent) toutes les mesures de sécurité appropriées, sur les plans technique et organisationnel, pour assurer la plus stricte confidentialité et limiter l'accès à ces données.

Rôle du(des) bénéficiaire(s)

1.5. Le(s) bénéficiaire(s):

a) est(sont solidairement) responsable(s), vis-à-vis l'administration contractante, de l'exécution de l'action et prend(prennent) toutes les mesures nécessaires et raisonnables pour assurer la réalisation de l'action conformément à la description de l'action qui figure dans l'annexe I et dans le respect des conditions du présent contrat.

   À cet effet, le(s) bénéficiaire(s) exécute(nt) l'action avec tout le soin, l'efficacité, la transparence et la diligence requis, dans le respect du principe de bonne gestion financière et conformément aux bonnes pratiques du secteur;

b) assume(nt), individuellement ou solidairement, la responsabilité du respect de toute obligation qui lui(leur) incombe au titre du présent contrat;

c) transmet(tent) au coordonnateur les données nécessaires pour rédiger les rapports, les états financiers et toute autre information ou tout autre document requis par le présent contrat et ses annexes, ainsi que toute information nécessaire en cas d'audit, de vérification, de suivi ou d'évaluation, selon les modalités prévues à l'article 16;

d) veille(nt) à ce que toutes les informations à fournir à l'administration contractante ou toute demande qui lui est adressée soient transmises par l'intermédiaire du coordonnateur;

e) prend(prennent) les arrangements internes nécessaires pour organiser la coordination interne et la représentation du(des) bénéficiaire(s) vis-à-vis de l'administration contractante pour toute question concernant le présent contrat, dans le respect des dispositions de celui-ci et conformément à la(aux) législation(s) applicable(s).

1.5 bis. Les bénéficiaires de subventions et les contractants doivent veiller à ce qu'aucun sous-traitant et aucune personne physique y compris les participants aux ateliers et/ou aux formations et les bénéficiaires de supports financiers aux tiers ne figure sur les listes des mesures restrictives de l'UE.

Rôle du coordonnateur

1.6. Le coordonnateur:

a) vérifie que l'action est mise en œuvre conformément au présent contrat et assure, dans le cadre de la mise en œuvre de l'action, la coordination avec (tous) le(s) bénéficiaire(s);

b) sert d'intermédiaire pour toutes les communications entre le(s) bénéficiaire(s) et l'administration contractante;

c) est chargé de communiquer à l'administration contractante tout document et toute information requis au titre du présent contrat, notamment en lien avec les rapports narratifs et les demandes de paiement. Lorsque des informations sont requises de la part du(des) bénéficiaire(s), le coordonnateur est chargé de les obtenir, de les vérifier et de les compiler avant de les transmettre à l'administration contractante.

Toute information communiquée ainsi que toute demande adressée par le coordonnateur à l'administration contractante sont réputées avoir été faites en accord avec le(tous les) bénéficiaire(s);

d) informe l'administration contractante de toute circonstance susceptible d'affecter ou de retarder la mise en œuvre de l'action;

e) informe l'administration contractante de tout changement juridique, financier, technique, d'organisation ou de contrôle du(d'un des) bénéficiaire(s) ainsi que de toute modification du nom, de l'adresse ou du représentant légal du(d'un des) bénéficiaire(s);

f) est chargé, pour les audits, les vérifications, le suivi ou les évaluations décrits à l'article 16, de fournir tous les documents nécessaires, notamment les comptes du(des) bénéficiaire(s), des copies des pièces justificatives les plus utiles et des exemplaires signés de tout contrat conclu en vertu de l'article 10;

g) assume la pleine responsabilité financière de la mise en œuvre de l'action dans le respect du présent contrat;

h) prend les dispositions nécessaires pour fournir la garantie financière, si elle est demandée, conformément aux dispositions du point 4.2 des conditions particulières;

i) établit les demandes de paiement conformément au contrat;

j) est le seul destinataire, au nom de l'ensemble des bénéficiaires, des paiements effectués par l'administration contractante. Le coordonnateur veille à ce que les montants appropriés soient ensuite versés, sans retard injustifié, à chaque bénéficiaire;

k) ne délègue ou ne sous-traite aucune de ces fonctions, en tout ou en partie, au(x) bénéficiaire(s) ou à d'autres entités.

ARTICLE 2 – OBLIGATION DE PRESENTATION DE RAPPORTS NARRATIFS ET FINANCIERS

2.1. Le(s) bénéficiaire(s) fourni(ssen)t à l'administration contractante toute information requise concernant la mise en œuvre de l'action. Les rapports décrivent la mise en œuvre de l'action sous l'angle des activités envisagées, les difficultés rencontrées et les mesures prises pour les surmonter, les éventuelles modifications apportées ainsi que la mesure dans laquelle les résultats ont été obtenus (impact, effets ou produits), évaluée à l'aune des indicateurs correspondants. Ils doivent être structurés de manière à permettre le suivi du ou des objectifs de l'action, des moyens envisagés ou employés et du budget détaillé de l'action. Le niveau de détail de tout rapport doit correspondre aussi bien à celui de la description de l'action qu'à celui du budget de l'action. Le coordonnateur recueille toutes les informations nécessaires et établit des rapports intermédiaires et finaux consolidés. Ces rapports:

a) couvrent la totalité de l'action, indépendamment de la part financée par l'administration contractante;

b) comprennent une partie narrative et une partie financière et sont établis à l'aide des modèles fournis dans l'annexe VI;

c) fournissent un compte rendu complet de tous les aspects de la mise en œuvre de l'action pendant la période sur laquelle ils portent, y compris, en cas de recours aux options simplifiées en matière de coûts, les éléments qualitatifs et quantitatifs permettant de démontrer que les conditions de remboursement fixées dans le présent contrat sont remplies;

d) comprennent les résultats actuels, présentés dans un tableau à jour fondé sur la matrice de cadre logique, comportant les résultats obtenus par l'action (impact, effets ou produits), mesurés à l'aune des indicateurs correspondants, les niveaux de référence et objectifs approuvés, ainsi que les sources de vérification pertinentes;

e) déterminent si la logique d'intervention est toujours valable et proposent toute modification utile, y compris de la matrice de cadre logique;

f) sont établis en utilisant la monnaie et la langue du présent contrat;

g) incluent toute mise à jour du plan de communication prévu au point 6.2;

h) comprennent tout rapport, toute publication, tout communiqué de presse et toute mise à jour utiles se rapportant à l'action.

2.2. En outre, le rapport final :

a) couvre toute période non couverte par les rapports précédents;

b) comprend les pièces justificatives des transferts de propriété visés au point 7.5.

2.3. Les conditions particulières peuvent fixer d'autres obligations en matière de compte rendu.

2.4. L'administration contractante peut à tout moment demander des informations complémentaires, qui seront fournies par le coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter de la demande, dans la langue du contrat.

2.5. Les rapports sont présentés avec les demandes de paiement, conformément à l'article 15. Si le coordonnateur ne fournit pas un rapport ou ne fournit pas les informations complémentaires demandées par l'administration contractante dans le délai prévu sans explication acceptable et écrite des raisons qui l'en ont empêché, l'administration contractante peut résilier le présent contrat conformément au point 12.2, points a) et f).

ARTICLE 3 – RESPONSABILITE

3.1. L 'administration contractante ne peut, en aucun cas ni pour quelque raison que ce soit, être tenue pour responsable de dommages ou d'un préjudice causés au personnel ou aux biens du(des) bénéficiaire(s) lors de la mise en œuvre ou à la suite de l'action. De ce fait, aucune demande d'indemnité ou d'augmentation des paiements ne sera admise pour ces motifs par l'administration contractante.

3.2. Le(s) bénéficiaire(s) est(sont) seul(s) responsable(s) à l'égard des tiers, y compris pour les dommages ou préjudices de toute nature qui leur seraient causés lors de la mise en œuvre ou à la suite de l'action. Le(s) bénéficiaire(s) dégage(nt) l'administration contractante de toute responsabilité liée à une réclamation ou à des poursuites résultant d'une infraction à des règles ou réglementations commise par eux-mêmes, leurs employés ou les personnes dont ces derniers sont responsables, ou d'une violation des droits d'un tiers. Aux fins du présent article 3, les employés du(des) bénéficiaire(s) sont considérés comme des tiers.

ARTICLE 4 – CONFLIT D'INTERETS ET CODE DE CONDUITE

4.1. Le(s) bénéficiaire(s) prend(prennent) toutes les mesures nécessaires pour prévenir toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective du présent contrat, ou pour y mettre fin. Un conflit d'intérêts peut résulter, en particulier, d'intérêts économiques, d'affinités politiques ou nationales, de liens familiaux ou sentimentaux, ou de tout autre type de relation ou d'intérêt commun.

4.2. Tout conflit d'intérêts surgissant pendant l'exécution du présent contrat doit être signalé sans délai et par écrit à l'administration contractante. En cas de conflit de ce type, le coordonnateur prend immédiatement toutes les mesures nécessaires pour y mettre fin.

4.3. L'administration contractante se réserve le droit de vérifier que lesdites mesures sont appropriées et peut exiger que des mesures supplémentaires soient prises s'il y a lieu.

4.4. Le(s) bénéficiaire(s) s'assure(nt) que les membres de son(leur) personnel, y compris de la direction, ne se trouvent pas dans une situation pouvant donner lieu à un conflit d'intérêts. Sans préjudice de ses(leurs) obligations au titre du présent contrat, le(s) bénéficiaire(s) remplace(nt) immédiatement et sans dédommagement de l'administration contractante tout membre de son(leur) personnel se trouvant dans une telle situation.

4.5. Le(s) bénéficiaire(s) doi(ven)t agir en toute occasion avec impartialité et comme un conseiller loyal, conformément au code de déontologie de sa(leur) profession et avec la discrétion appropriée. Il(s) s'abstien(nen)t de faire des déclarations publiques concernant l'action ou les services sans l'approbation préalable de l'administration contractante. Il(s) n'engage(nt) l'administration contractante d'aucune manière sans son consentement préalable et signale(nt) clairement cette obligation aux tiers.

4.6. Sont interdits les châtiments corporels ou violences physiques, les menaces de violences physiques, les abus ou l'exploitation sexuels, le harcèlement et les violences verbales, ainsi que toutes les autres formes d'intimidation. Le(s) bénéficiaire(s) informe(nt) également l'administration contractante de toute violation des normes éthiques ou du code de déontologie établi dans le présent article. Dans le cas où le(s) bénéficiaire(s) aurai(en)t connaissance d'une violation des normes susmentionnées, il(s) en averti(ssen)t par écrit l'administration contractante dans un délai de 30 jours.

4.7. Le(s) bénéficiaire(s) et son(leur) personnel doivent respecter les droits de l'homme, la législation environnementale du ou des pays dans lesquels l'action a lieu et les normes fondamentales en matière de travail arrêtées au niveau international, notamment les normes fondamentales du travail de l'OIT, les conventions sur la liberté syndicale et la négociation collective, sur l'élimination du travail forcé et obligatoire, sur l'élimination

des discriminations en matière d'emploi et de travail et sur l'abolition du travail des enfants.

4.8. Le(s) bénéficiaire(s) ou toute personne apparentée ne doi(ven)t pas abuser d'un pouvoir reçu en délégation à des fins privées. Le(s) bénéficiaire(s) ainsi que ses(leurs) sous-traitants, mandataires ou membres du personnel ne peuvent ni recevoir ou accepter de recevoir de quiconque ni offrir ou proposer de donner ou de procurer à quiconque un présent, une gratification, une commission ou une rétribution à titre d'incitation ou de récompense pour accomplir ou s'abstenir d'accomplir des actes ayant trait à l'exécution du contrat ou pour favoriser ou défavoriser quiconque en lien avec le contrat. Le(s) bénéficiaire(s) doi(ven)t respecter l'ensemble des lois, réglementations et codes applicables en matière de lutte contre la corruption.

4.9. Les paiements au(x) bénéficiaire(s) en vertu du contrat constituent le seul revenu ou avantage dont il(s) peu(ven)t bénéficier en lien avec le contrat, à l'exception des activités générant des recettes. Le(s) bénéficiaire(s) et son(leur) personnel doivent s'abstenir d'exercer toute activité ou de recevoir tout avantage qui soit en conflit avec les obligations qui leur incombe en vertu du contrat.

4.10. L'exécution du contrat ne doit pas donner lieu au versement de frais commerciaux extraordinaires. Les frais commerciaux extraordinaires concernent toute commission non mentionnée dans le contrat ou qui ne résulte pas d'un contrat conclu en bonne et due forme faisant référence au contrat, toute commission qui ne rétribue aucun service légitime effectif, toute commission versée dans un paradis fiscal, toute commission versée à un destinataire non clairement identifié ou à une entreprise qui a toutes les apparences d'une société écran. L'administration contractante et la Commission européenne peuvent procéder à tout contrôle, sur pièces ou sur place, qu'elles estiment nécessaire pour réunir des éléments de preuve sur une présomption de frais commerciaux extraordinaires.

4.11. Le respect du code de conduite établi dans le présent article constitue une obligation contractuelle. Tout manquement au code de conduite est réputé constituer une violation du contrat au sens de l'article 12 des conditions générales. En outre, le non-respect d'une disposition établie dans le présent article peut être qualifié de faute professionnelle grave susceptible d'entraîner la suspension ou la résiliation du contrat, sans préjudice de l'application de sanctions administratives, y compris l'exclusion de la participation à de futures procédures d'octroi de subvention.

ARTICLE 5 – CONFIDENTIALITE

5.1. Sous réserve de l'article 16, l'administration contractante et le(s) bénéficiaire(s) s'engagent à préserver la confidentialité de toute information, sous quelque forme que ce soit, divulguée par écrit ou oralement, qui est liée à la mise en œuvre du contrat et désignée par écrit comme étant confidentielle, au moins jusqu'à la fin d'une période de 5 ans à compter du versement du solde.

5.2. Le(s) bénéficiaire(s) est(sont) tenu(s) de ne pas utiliser d'informations confidentielles à des fins autres que le respect des obligations qui lui(leur) incombent en vertu du présent contrat, sauf s'il en est convenu autrement avec l'administration contractante.

5.3. Lorsque la Commission européenne n'est pas l'administration contractante, elle a néanmoins accès à tous les documents communiqués à celle-ci, dont elle assure le même niveau de confidentialité.

ARTICLE 6 – VISIBILITE

6.1. Sauf demande ou accord contraire de la Commission européenne, le(s) bénéficiaire(s) prend(prennent) toutes les mesures nécessaires pour faire savoir que l'Union européenne a financé ou cofinancé l'action. Ces mesures doivent être conformes aux exigences de communication et de visibilité applicables aux actions extérieures de l'UE, établies et publiées par la Commission européenne, qui peuvent être consultées à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/europeaid/funding/communication-and-visibility-manual-eu-external-actions_en

ou avec toute autre ligne directrice qui a fait l'objet d'un accord entre la Commission européenne et le(s) bénéficiaire(s).

6.2. Le coordonnateur soumet un plan de communication à l'approbation de la Commission européenne et élabore un rapport sur sa mise en œuvre conformément à l'article 2.

6.3. Le(s) bénéficiaire(s) mentionne(nt) en particulier l'action et la contribution financière de l'Union européenne lorsqu'il(s) informe(nt) les bénéficiaires finaux de l'action, dans ses(leurs) rapports internes et annuels et lors de tout contact avec les médias. Le logo de l'Union européenne est apposé lorsque cela est approprié.

6.4. Toute communication ou publication du(des) bénéficiaire(s) concernant l'action, y compris lors d'une conférence ou d'un séminaire, doit mentionner que l'action a bénéficié d'un soutien financier de la part de l'Union européenne. Toute publication du(des) bénéficiaire(s), sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, y compris par l'internet, doit comporter la mention suivante: «Le présent document a été élaboré avec l'aide financière de l'Union européenne. Son contenu relève de la responsabilité exclusive de <nom du(des) bénéficiaire(s)> et ne saurait en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union européenne.»

6.5. Le(s) bénéficiaire(s) autorise(nt) l'administration contractante et la Commission européenne (lorsqu'elle n'est pas l'administration contractante) à publier ses(leurs) nom et adresse, sa(leur) nationalité, l'objet de la subvention, la durée du projet et le lieu de mise en œuvre ainsi que le montant maximum de la subvention et le taux de financement des coûts de l'action, tels qu'indiqués à l'article 3 des conditions particulières. Il peut être dérogé à la publication de ces informations si cette démarche risque d'attenter à la sécurité du(des) bénéficiaire(s) ou de porter préjudice à ses(leurs) intérêts.

ARTICLE 7 – PROPRIETE/UTILISATION DES RESULTATS DE L'ACTION ET DES ACTIFS

7.1. Sauf disposition contraire figurant dans les conditions particulières, la propriété, les titres et les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats de l'action et des rapports et autres documents concernant celle-ci sont dévolus au(x) bénéficiaire(s).

7.2. Sans préjudice des dispositions du point 7.1, le(s) bénéficiaire(s) octroie(nt) à l'administration contractante (et à la Commission européenne lorsqu'elle n'est pas l'administration contractante) le droit d'utiliser librement et comme elle le juge bon, et notamment de conserver, modifier, traduire, présenter, reproduire par tout procédé technique, publier ou communiquer par tout moyen, tous les documents, sous quelque forme que ce soit, issus de l'action, dans le respect des droits de propriété industrielle et intellectuelle préexistants.

7.3. Le(s) bénéficiaire(s) garanti(ssen)t qu'il(s) dispose(nt) de tous les droits d'exploiter les droits de propriété intellectuelle préexistants nécessaires à la mise en œuvre du présent contrat.

7.4. Si des personnes physiques reconnaissables apparaissent sur une photographie ou dans un film, le coordonnateur présente, dans son rapport final à l'administration contractante, une déclaration de ces personnes autorisant l'exploitation prévue de leur image. Ceci ne s'applique pas aux photographies prises et aux films tournés dans des lieux publics où les personnes présentes ne sont que difficilement identifiables, ni aux personnalités publiques agissant dans le cadre de leurs activités publiques.

7.5. Sauf disposition contraire dans la description de l'action figurant dans l'annexe I, l'équipement, les véhicules et les fournitures financés par le budget de l'action sont transférés aux bénéficiaires finaux de l'action, au plus tard lors de la soumission du rapport final.

À défaut de bénéficiaires finaux de l'action à qui transférer ces biens, le(s) bénéficiaire(s) peu(ven)t les transférer:

- aux autorités locales;
- aux bénéficiaires locaux;
- aux entités affiliées locales;
- à une autre action financée par l'Union européenne;
- ou, exceptionnellement, en conserver la propriété.

Dans ces cas, le coordonnateur doit adresser une demande écrite et motivée d'autorisation préalable à l'administration contractante, accompagnée d'un inventaire des biens concernés et d'une proposition relative à leur utilisation, en temps utile et au plus tard lors de la soumission du rapport final.

L'utilisation finale de ces biens ne doit en aucun cas mettre en péril la viabilité de l'action ni résulter en un profit pour le(s) bénéficiaire(s).

7.6 Les copies des preuves de transfert de tout équipement et de tout véhicule d'une valeur unitaire à l'achat supérieure à 5 000 EUR sont jointes au rapport final. Le(s) bénéficiaire(s) conserve(nt) les preuves de transfert de l'équipement et des véhicules d'une valeur unitaire à l'achat inférieure à 5 000 EUR, à des fins de contrôle.

ARTICLE 8 – SUIVI ET EVALUATION DE L'ACTION

8.1. L'annexe I décrit en détail les modalités de suivi et d'évaluation qui seront mises en place par le(s) bénéficiaire(s).

8.2. Lorsque la Commission européenne réalise une évaluation intermédiaire ou ex post ou un exercice de suivi, le coordonnateur s'efforce de mettre à sa disposition et/ou à la disposition des personnes mandatées par elle les documents ou informations nécessaires à cette évaluation ou cet exercice de suivi.

Les représentants de la Commission européenne sont invités à participer aux principales activités de suivi et aux missions d'évaluation relatives à la mise en œuvre de l'action par le(s) bénéficiaire(s). La Commission européenne est invitée à formuler des observations sur les termes de référence de la ou des évaluations avant le lancement de l'exercice, ainsi que sur le ou les projets de rapports avant leur finalisation.

8.3. Lorsque le(s) bénéficiaire(s) ou la Commission européenne réalisent ou font réaliser un exercice d'évaluation ou de suivi dans le cadre de l'action, ils communiquent à l'autre partie une copie du rapport qui s'y rapporte. Tous les rapports d'évaluation et de suivi, incluant les valeurs finales pour chacun des indicateurs du cadre logique, sont soumis à la Commission européenne avec le rapport narratif final (annexe VI).

ARTICLE 9 – MODIFICATION DU CONTRAT

9.1. Toute modification du présent contrat, y compris de ses annexes, doit être établie par écrit. Le présent contrat ne peut être modifié que pendant sa période d'exécution.

9.2. La modification ne peut avoir pour objet ou pour effet d'apporter au contrat des changements susceptibles de mettre en cause la décision d'octroi de la subvention ou de nuire à l'égalité de traitement entre demandeurs. Le montant maximum de la subvention mentionné au point 3.2 des conditions particulières ne peut être augmenté.

9.3. Lorsqu'une modification est demandée par le(s) bénéficiaire(s), le coordonnateur doit adresser une demande dûment justifiée à l'administration contractante trente jours avant la date de prise d'effet envisagée, sauf dans des cas particuliers dûment justifiés et acceptés par l'administration contractante.

9.4. Lorsque la modification du budget n'a pas d'effet sur les résultats attendusde l'action (c'est-à-dire l'impact, les effets et les produits), et que l'incidence financière se limite à un transfert entre postes à l'intérieur d'une même rubrique principale du budget, notamment la suppression ou l'introduction d'un poste, ou à un transfert entre rubriques principales du budget entraînant une variation inférieure ou égale à 25 % du montant initial (éventuellement modifié par un avenant) de chaque rubrique principale concernée relative aux coûts éligibles, le coordonnateur peut modifier le budget et doit en informer l'administration contractante par écrit, au plus tard dans le rapport suivant. Cette méthode ne peut pas être utilisée pour modifier les rubriques relatives aux coûts indirects, à la réserve pour imprévus ou aux contributions en nature ni pour modifier les montants ou les taux des options simplifiées en matière de coûts définis dans le contrat.

Les modifications de la description de l'action et du cadre logique qui ont une incidence sur les résultats attendus (impact, effets et produits) font l'objet d'un accord écrit avec l'administration contractante avant d'être effectuées. Les modifications approuvées doivent être expliquées dans le rapport suivant.

9.5. Les modifications portant sur l'adresse, le compte bancaire ou l'auditeur peuvent faire l'objet d'une simple notification par le coordonnateur. Toutefois, dans des cas dûment justifiés, l'administration contractante peut s'opposer au choix fait par le coordonnateur.

9.6. L'administration contractante se réserve le droit d'exiger le remplacement de l'auditeur visé au point 5.2 des conditions particulières si des éléments inconnus au moment de la signature du présent contrat font douter de son indépendance ou de ses compétences professionnelles.

ARTICLE 10 – EXECUTION

Marchés d'exécution

10.1. Lorsque la mise en œuvre de l'action nécessite la passation de marchés de fournitures, de travaux ou de services par le(s) bénéficiaire(s), les règles d'attribution des marchés ainsi que les règles de nationalité et d'origine énoncées dans l'annexe IV du présent contrat doivent être respectées.

10.2. Le(s) bénéficiaire(s) veille(nt) autant que nécessaire à ce que les conditions qui lui(leur) sont applicables en vertu des articles 3, 4, 6 et 16 des présentes conditions générales soient également applicables aux contractants titulaires d'un marché d'exécution.

10.3. Le coordonnateur fournit, dans son rapport à l'administration contractante, un compte rendu complet et détaillé sur l'attribution et de l'exécution des marchés attribués en vertu du point 10.1, conformément aux obligations en matière de compte rendu figurant dans la section 2 de l'annexe VI.

Sous-traitance

10.4. Le(s) bénéficiaire(s) peu(ven)t sous-traiter des tâches qui font partie de l'action. Dans ce cas, il(s) doi(ven)t veiller à ce qu'outre les conditions fixées aux points 10.1, 10.2 et 10.3, les conditions suivantes soient remplies:

- la sous-traitance ne doit pas concerner des tâches essentielles de l'action;
- le recours à la sous-traitance doit être justifié par la nature de l'action et ce qui est nécessaire à sa mise en œuvre;
- les coûts estimés de la sous-traitance doivent être clairement identifiables dans le budget prévisionnel établi à l'annexe III;
- [tout recours à la sous-traitance, s'il n'est pas prévu dans l'annexe I, doit être déclaré par le bénéficiaire et approuvé par l'administration contractante].

Soutien financier à des tiers

10.5. Afin de soutenir la réalisation des objectifs de l'action, et notamment lorsque la mise en œuvre de l'action requiert d'accorder un soutien financier à des tiers, le(s) bénéficiaire(s) peu(ven)t accorder ce soutien si les conditions particulières le prévoient.

10.6. Le montant maximum du soutien financier est de 60 000 EUR par tiers, sauf lorsque la réalisation des objectifs des actions serait, autrement, impossible ou exagérément difficile.

10.7. Conformément aux instructions de l'administration contractante sur ce point, la description de l'action définit les types d'entités éligibles à un soutien financier et comprend une liste fermée des types d'activités susceptibles de bénéficier d'un soutien financier. Les critères de sélection des tiers bénéficiant de ce soutien financier, y compris les critères permettant de déterminer le montant exact du soutien, doivent également être précisés.

10.8. Le coordonnateur fournit, dans son rapport à l'administration contractante, un compte rendu complet et détaillé de l'octroi et de la mise en œuvre de tout soutien financier accordé. Ce rapport doit contenir, entre autres, des informations sur les procédures d'octroi, l'identité du destinataire du soutien financier, le montant octroyé, les résultats atteints, les problèmes rencontrés et les solutions trouvées, les activités menées ainsi qu'un calendrier des activités devant encore être exécutées.

10.9. Le(s) bénéficiaire(s) veille(nt) autant que nécessaire à ce que les conditions qui leur sont applicables en vertu de l'article 3, des points 4.1 à 4.4 et des articles 6 et 16 des présentes conditions générales soient également applicables aux tiers bénéficiaires d'un soutien financier.

ARTICLE 11 – PROLONGATION ET SUSPENSION

Prolongation

11.1. Le coordonnateur informe sans délai l'administration contractante de toute circonstance susceptible d'entraver ou de retarder la mise en œuvre de l'action. Il peut demander,

conformément à l'article 9, une prolongation de la période de mise en œuvre de l'action fixée à l'article 2 des conditions particulières, en accompagnant cette demande de toutes les pièces justificatives nécessaires à son examen.

Suspension par le coordonnateur

11.2. Le coordonnateur peut suspendre la mise en œuvre de tout ou partie de l'action si des circonstances exceptionnelles, notamment un cas de force majeure, rendent cette mise en œuvre excessivement difficile ou dangereuse. Le coordonnateur en informe sans délai l'administration contractante, en indiquant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de la suspension.

11.3. Le coordonnateur ou l'administration contractante peut alors résilier le présent contrat conformément au point 12.1. En l'absence de résiliation, le(s) bénéficiaire(s) s'efforce(nt) de limiter la période de suspension ainsi que tout dommage éventuel et il(s) reprend(reprennent) la mise en œuvre dès que les conditions le permettent, en en informant l'administration contractante.

Suspension par l'administration contractante

11.4. L'administration contractante peut demander au(x) bénéficiaire(s) de suspendre la mise en œuvre de tout ou partie de l'action si des circonstances exceptionnelles, notamment un cas de force majeure, rendent cette mise en œuvre excessivement difficile ou dangereuse. Pour ce faire, l'administration contractante en informe le coordonnateur, en indiquant la nature et la durée probable de la suspension.

11.5. Le coordonnateur ou l'administration contractante peut alors résilier le contrat conformément au point 12.1. En l'absence de résiliation, le(s) bénéficiaire(s) s'efforce(nt) de limiter la période de suspension ainsi que tout dommage éventuel et reprennent la mise en œuvre dès que les conditions le permettent, après avoir obtenu l'accord de l'administration contractante.

11.6. L'administration contractante peut également suspendre le présent contrat ou la participation de tout bénéficiaire au présent contrat si elle dispose de preuves attestant de l'existence des circonstances énumérées ci-après ou si, pour des raisons objectives et dûment justifiées, elle juge nécessaire de vérifier si, comme semblent l'indiquer les éléments dont elle dispose, les circonstances suivantes sont avérées:

a) la procédure d'octroi de la subvention ou la mise en œuvre de l'action se révèle entachée de violation des obligations, d'irrégularités ou de fraude;

b) le(s) bénéficiaire(s) n'a(n'ont) pas exécuté l'une des obligations substantielles qui lui(leur) incombent en vertu du présent contrat.

11.7. Le coordonnateur fournit toutes les informations, tous les éclaircissements ou tous les documents requis dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande envoyée par l'administration contractante. Si, en dépit des informations, éclaircissements ou documents fournis par le coordonnateur, la procédure d'octroi ou la mise en œuvre de la subvention se révèle entachée de violation des obligations, d'irrégularités ou de fraude, l'administration contractante peut résilier le présent contrat conformément au point 12.2 h).

Force majeure

11.8. On entend par «force majeure» aux fins du présent contrat tout événement imprévisible, indépendant de la volonté des parties ou qu'elles ne peuvent surmonter en dépit de leur diligence, tels que les catastrophes naturelles, les grèves, les lock-out ou autres conflits du travail, les actes de l'ennemi public, les guerres déclarées ou non, les blocus, les

insurrections, les émeutes, les épidémies, les glissements de terrains, les tremblements de terre, les tempêtes, la foudre, les inondations, les affouillements, les troubles civils, les explosions. Une décision de l'Union européenne de suspendre la coopération avec le pays partenaire est considérée comme un cas de force majeure lorsque cela implique la suspension du financement au titre du présent contrat.

11.9. Le(s) bénéficiaire(s) n'est(ne sont) pas considéré(s) comme ayant manqué à ses(leurs) obligations contractuelles s'il(s) est(sont) empêché(s) de les exécuter par un cas de force majeure.

Prolongation de la période de mise en œuvre après une suspension

11.10. En cas de suspension conformément aux points 11.2, 11.4 et 11.6, la période de mise en œuvre de l'action est prolongée d'une durée équivalente à celle de la suspension, sans préjudice de toute modification du contrat qui pourrait être nécessaire pour adapter l'action aux nouvelles conditions de mise en œuvre. Le présent point 11.10 ne s'applique pas dans le cas d'une subvention de fonctionnement.

ARTICLE 12 – RESILIATION DU CONTRAT

Résiliation en cas de force majeure

12.1. Dans les cas prévus aux points 11.2 et 11.4, si le coordonnateur ou l'administration contractante estime que le présent contrat ne peut plus être mis en œuvre de façon effective ou appropriée, il ou elle consulte l'autre partie. À défaut d'accord sur une solution, le coordonnateur ou l'administration contractante peut résilier le présent contrat moyennant un préavis écrit de deux mois et sans être tenu à une quelconque indemnité à ce titre.

Résiliation par l'administration contractante

12.2. Sans préjudice des dispositions du point 12.1, l'administration contractante peut, après avoir dûment consulté le coordonnateur, résilier le présent contrat ou mettre un terme à la participation de tout bénéficiaire au présent contrat, sans indemnité quelconque de sa part, dans les circonstances suivantes:

a) lorsqu'un (des) bénéficiaire(s), sans justification, n'exécute(nt) pas une des obligations substantielles qui lui(leur) incombent, individuellement ou collectivement au titre du présent contrat et que, mis en demeure par lettre de respecter ses(leurs) obligations, il(s) ne s'est(se sont) toujours pas acquitté(s) de celles-ci ou n'a(n'ont) pas fourni d'explication valable à l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de la réception de cette lettre;

b) lorsqu'un (des) bénéficiaire(s) ou toute personne qui répond indéfiniment des dettes du(des) bénéficiaire(s) est(sont) déclaré(e)(s) en état de faillite, fait(font) l'objet d'une procédure d'insolvabilité ou de liquidation, que ses(leurs) biens sont administrés par un liquidateur ou sont placés sous administration judiciaire, a(ont) conclu un concordat préventif, se trouve(nt) en état de cessation d'activité ou dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature prévue par toute législation ou réglementation applicable au(x) bénéficiaire(s);

c) lorsqu'un(des) bénéficiaire(s) ou toute entité ou personne apparentée, a(ont) été reconnu(s) coupable(s) d'une faute professionnelle grave constatée par tout moyen que l'administration contractante peut justifier;

d) lorsqu'il a été établi, par un jugement définitif ou une décision administrative définitive ou sur la base de preuves en la possession de l'administration contractante que le(s) bénéficiaire(s) a(ont) commis des actes de fraude ou de corruption ou a(ont) participé à une organisation criminelle, à des opérations de blanchiment

d'argent ou de financement du terrorisme, à des infractions liées au terrorisme, au travail des enfants ou à d'autres formes de traite des êtres humains ou s'est(se sont) soustrait(s) à des obligations fiscales, sociales ou à toute autre obligation légale en vigueur, y compris en créant une entité à cette fin;

e) lorsqu'un changement juridique, financier, technique, d'organisation ou de contrôle ou la cessation de la participation d'un (de plusieurs) bénéficiaire(s) affecte de manière substantielle la mise en œuvre du présent contrat ou remet en cause la décision d'octroi de la subvention;

f) lorsqu'un(des) bénéficiaire(s) ou toute personne apparentée s'est(se sont) rendu(e)(s) coupable(s) de fausses déclarations en fournissant les informations requises aux fins de la procédure d'octroi ou de la mise en œuvre de l'action, ou n'a(n'ont) pas fourni des informations liées à l'action requises par l'administration contractante, ou ne les a(ont) pas fournies dans les délais fixés dans le présent contrat;

g) lorsqu'un(des) bénéficiaire(s) n'a(n'ont) pas rempli ses(leurs) obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale ou au paiement de taxes conformément aux dispositions légales du pays où il(s) est(sont) établi(s);

h) lorsque l'administration contractante détient la preuve que le(des) bénéficiaire(s) ou toute entité ou personne apparentée a(ont) manqué aux obligations qui lui(leur) incombent ou commis des irrégularités ou une fraude dans la procédure d'octroi ou la mise en œuvre de l'action;

i) lorsqu'un(des) bénéficiaire(s) fait(font) l'objet d'une sanction administrative visée au point 12.8;

j) lorsque l'administration contractante détient la preuve qu'un(des) bénéficiaire(s) se trouve(nt) en situation de conflit d'intérêts;

k) lorsque la Commission européenne détient la preuve qu'un(des) bénéficiaire(s) a(ont) commis des erreurs systémiques ou récurrentes, des irrégularités ou des fraudes ou a(ont) été déclaré(s) en défaut grave d'exécution de ses(leurs) obligations au titre d'autres subventions financées par l'Union européenne qui lui(leur) ont été octroyées dans des conditions similaires, pour autant que ces erreurs, irrégularités, fraudes ou défaut grave d'exécution des obligations aient une incidence matérielle sur le présent contrat.

Les motifs de résiliation visés aux points b), c), d), h), j) et k) peuvent également concerner des membres de l'organe d'administration, de direction ou de contrôle du(des) bénéficiaire(s) et/ou des personnes ayant un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle à l'égard du(des) bénéficiaire(s).

12.3. Dans les cas visés aux points c), f), h) et k) ci-dessus, on entend par «personne apparentée» toute personne physique ayant un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle à l'égard du(des) bénéficiaire(s). On entend par «entité apparentée», en particulier, toute entité qui remplit les critères énoncés à l'article 1er de la septième directive 83/349/CEE du Conseil du 13 juin 1983.

Résiliation, par le coordonnateur, de la participation d'un bénéficiaire

12.4. Dans des cas dûment justifiés, le coordonnateur peut également mettre un terme à la participation du(de) bénéficiaire(s) au présent contrat. À cet effet, le coordonnateur communique à l'administration contractante les motifs justifiant la résiliation de la participation et la date à laquelle cette résiliation prendra effet, ainsi qu'une proposition concernant la réaffectation des tâches du(des) bénéficiaire(s) dont la participation doit cesser ou relative à son(leur) remplacement possible. Cette proposition doit être envoyée suffisamment tôt avant la prise d'effet prévue de la résiliation. En cas d'accord de l'administration contractante, le contrat est modifié en conséquence, conformément à l'article 9.

Date de fin

12.5. Les obligations de paiement de l'Union européenne au titre du présent contrat prennent fin 18 mois après la fin de la période de mise en œuvre définie à l'article 2 des conditions particulières, sauf en cas de résiliation du contrat conformément à l'article 12.

L'administration contractante reporte cette date de fin pour pouvoir respecter ses obligations de paiement, dans tous les cas où le coordonnateur a soumis une demande de paiement conformément aux dispositions contractuelles ou, en cas de litige, jusqu'à l'aboutissement de la procédure de règlement des différends prévue à l'article 13. L'administration contractante informe le coordonnateur tout report de la date de fin.

12.6. Le présent contrat est automatiquement résilié s'il n'a donné lieu à aucun paiement par l'administration contractante dans les deux ans suivant sa signature.

Effets de la résiliation

12.7. Dès la résiliation du présent contrat, le coordonnateur prend toutes les mesures immédiates pour mettre un terme à l'action de manière rapide et ordonnée et pour réduire au minimum la poursuite des dépenses.

Sans préjudice de l'article 14, le(s) bénéficiaire(s) ne peu(ven)t prétendre qu'au paiement correspondant à la partie de l'action qui a été exécutée, à l'exclusion des frais liés à des engagements en cours dont l'exécution aura lieu après la résiliation.

À cet effet, le coordonnateur introduit une demande de paiement auprès de l'administration contractante dans le délai fixé au point 15.2, qui commence à courir à compter de la date de résiliation.

Dans les cas de résiliation prévus au point 12.1, l'administration contractante peut accepter de rembourser les dépenses résiduelles inévitables supportées pendant la période de préavis, à condition que le premier alinéa du présent point 12.7 ait été correctement exécuté.

Dans les cas de résiliation prévus au point 12.2, points a), c), d), f), h) et k), l'administration contractante peut, après consultation du coordonnateur en bonne et due forme et en fonction de la gravité des manquements, exiger le remboursement partiel ou total des montants indûment versés au titre de l'action.

Sanctions administratives

12.8 Sans préjudice de l'application d'autres sanctions contractuelles, peuvent être exclus de tous les marchés et de toutes les subventions financés par l'UE, à l'issue d'une procédure contradictoire conforme au règlement financier applicable, le(s) bénéficiaire(s) qui, plus particulièrement:

a) en matière professionnelle, a(ont) commis une faute grave, des irrégularités ou a(ont) gravement manqué aux obligations essentielles dans l'exécution du contrat ou s'est(se sont) soustrait(s) à des obligations fiscales ou sociales ou à toute autre obligation légale applicable, y compris en créant une entité à cette fin. La durée de l'exclusion ne dépasse pas la durée fixée par jugement définitif ou décision administrative définitive ou, à défaut, trois ans;

b) est(sont) coupable(s) de fraude, corruption, participation à une organisation criminelle, blanchiment d'argent, infractions liées au terrorisme, travail des enfants ou traite des êtres humains. La durée de l'exclusion ne dépasse pas la

durée fixée par jugement définitif ou décision administrative définitive ou, à défaut, cinq ans.

12.9 Dans les situations mentionnées au point 12.8, en plus ou en lieu et place de la sanction d'exclusion, le(s) bénéficiaire(s) peu(ven)t également être frappé(s) de sanctions financières représentant jusqu'à 10 % du montant de la subvention.

12.10 Lorsque l'administration contractante est en droit d'infliger des sanctions financières, elle peut les déduire de toutes sommes dues au(x) bénéficiaire(s) ou appeler la garantie appropriée.

12.11 La décision d'infliger des sanctions administratives peut être publiée sur un site internet spécialisé, en nommant explicitement le(les) bénéficiaire(s).

ARTICLE 13 – DROIT APPLICABLE ET REGLEMENT DES DIFFERENDS

13.1. La loi applicable au présent contrat est celle du pays de l'administration contractante ou, lorsque l'administration contractante est la Commission européenne, le droit applicable de l'Union européenne, complété, si nécessaire, par le droit belge.

13.2. Les parties mettent tout en œuvre pour régler à l'amiable tout différend survenant entre elles durant l'exécution du présent contrat. À cet effet, elles se communiquent par écrit leur position ainsi que toute solution qu'elles jugent possible et se rencontrent à la demande de l'une d'elles. Le coordonnateur et l'administration contractante doivent répondre à une demande de règlement à l'amiable dans un délai de 30 jours. Passé ce délai ou si la tentative de règlement à l'amiable n'aboutit pas dans un délai de 120 jours après la première demande, le coordonnateur ou l'administration contractante peut informer l'autre partie qu'il considère que la procédure a échoué.

13.3. En cas d'échec du règlement à l'amiable, le coordonnateur et l'administration contractante peuvent décider d'un commun accord de soumettre le différend à la conciliation de la Commission européenne si celle-ci n'est pas l'administration contractante. Si aucun règlement n'intervient dans un délai de 120 jours après le lancement de la procédure de conciliation, chaque partie peut informer l'autre qu'elle considère que la procédure a échoué.

13.4. En cas d'échec des procédures mentionnées ci-dessus, chaque partie peut porter le différend devant les tribunaux du pays dont relève l'administration contractante, ou devant les tribunaux de Bruxelles lorsque l'administration contractante est la Commission européenne.

DISPOSITIONS FINANCIÈRES

ARTICLE 14 – COUTS ELIGIBLES

Critères d'éligibilité des coûts

14.1. Les coûts éligibles sont les frais réels supportés par le(s) bénéficiaire(s) qui remplissent l'ensemble des critères suivants:

a) ils sont supportés pendant la période de mise en œuvre de l'action définie à l'article 2 des conditions particulières. Plus précisément:

(i) les frais liés à des services et à des travaux doivent porter sur des activités réalisées durant la période de mise en œuvre. Les coûts afférents à des fournitures doivent concerner la livraison et l'installation de matériels durant

la période de mise en œuvre. La signature d'un marché, la passation d'une commande ou l'engagement d'une dépense pendant la période de mise en œuvre en vue d'une prestation future de services, d'une exécution future de travaux ou d'une livraison future de fournitures ne répond pas à cette exigence. Les transferts de fonds entre le coordonnateur et/ou les autres bénéficiaires et/ou les entités affiliées ne sont pas considérés comme des frais supportés;

(ii) les frais supportés devraient être payés avant la soumission des rapports finaux. Ils peuvent être payés ultérieurement, pour autant qu'ils soient mentionnés dans le rapport final, avec la date de paiement estimée;

(iii) une exception est prévue pour les frais liés aux rapports finaux, notamment la vérification des dépenses, l'audit et l'évaluation finale de l'action, susceptibles d'être supportés après la période de mise en œuvre de l'action;

(iv) les procédures d'attribution de marché visées à l'article 10 peuvent avoir été initiées et des contrats peuvent être conclus par le(s) bénéficiaire(s) avant le début de la période de mise en œuvre, pour autant que les dispositions de l'annexe IV aient été respectées;

b) ils sont indiqués dans le budget prévisionnel global de l'action;

c) ils sont nécessaires à l'exécution de l'action;

d) ils sont identifiables et vérifiables, et notamment sont inscrits dans la comptabilité du(des) bénéficiaire(s) et déterminés conformément aux normes comptables et aux pratiques habituelles du(des) bénéficiaire(s) en matière de comptabilité analytique;

e) ils satisfont aux dispositions de la législation fiscale et sociale applicable;

f) ils sont raisonnables, justifiés et respectent le principe de bonne gestion financière, notamment en termes d'économie et d'efficience.

Coûts directs éligibles

14.2. Sous réserve du point 14.1 et, s'il y a lieu, du respect des dispositions de l'annexe IV, sont éligibles les coûts directs suivants du(des) bénéficiaire(s):

a) le coût du personnel affecté à l'action, correspondant aux salaires bruts réels incluant les charges sociales et les autres coûts entrant dans la rémunération (à l'exclusion des primes de résultat); les salaires et frais ne doivent pas excéder ceux normalement supportés par le(s) bénéficiaire(s), à moins d'une justification indiquant que le dépassement est indispensable à la réalisation de l'action;

b) les frais de voyage et de séjour du personnel et d'autres personnes participant à l'action, pour autant qu'ils ne dépassent pas ceux normalement supportés par le(s) bénéficiaire(s) conformément à ses(leurs) règles et réglementations. En outre, les barèmes publiés par la Commission européenne au moment de la signature du contrat ne peuvent jamais être dépassés;

c) les frais d'achat d'équipement (neuf ou d'occasion) et de fournitures destinés spécifiquement aux besoins de l'action, pour autant qu'ils fassent l'objet d'un transfert de propriété à la fin de l'action comme prévu au point 7.5;

d) les frais d'amortissement, de location ou de crédit-bail d'équipement (neuf ou d'occasion) et de fournitures destinés spécifiquement aux besoins de l'action;

e) les frais de location d'un bureau de projet, lorsque celui-ci est prévu, dûment justifié et décrit dans la description de l'action et dans les conditions particulières;

f) les frais de biens consommables;

g) les frais découlant de marchés de services, de fournitures et de travaux passés par le(s) bénéficiaire(s) pour les besoins de l'action conformément à l'article 10; sont inclus les frais liés au recours à des experts pour améliorer la qualité du cadre logique (par exemple, exactitude des niveaux de référence, systèmes de suivi, etc.), tant au début de la mise en œuvre de l'action que pendant celle-ci;

h) les frais découlant directement d'exigences posées par le contrat (diffusion d'informations, évaluation spécifique de l'action, audits, traductions, reproduction, assurances, etc.), y compris les frais de services financiers (notamment le coût des transferts et des garanties financières lorsqu'elles sont requises conformément au contrat);

i) les impôts, taxes et droits, y compris la TVA, payés et non récupérables par le(s) bénéficiaire(s), sauf disposition contraire dans les conditions particulières;

j) les frais généraux, dans le cas d'une subvention de fonctionnement.

Financement basé sur la performance

14.3. Le paiement de la contribution de l'UE peut être partiellement ou entièrement lié à l'obtention de résultats mesurés par rapport à des niveaux de référence préalablement fixés ou au moyen d'indicateurs de performance. Ce financement basé sur la performance n'est pas soumis aux autres points de l'article 14. Les résultats pertinents et les moyens de mesurer leur degré de réalisation doivent être clairement décrits dans l'annexe I.

Le montant à verser pour chaque résultat obtenu est indiqué dans l'annexe III. La méthode à utiliser pour le calculer est clairement décrite dans l'annexe I, en tenant compte du principe de bonne gestion financière et en évitant le double financement des coûts.

L'organisation n'est pas tenue de déclarer les coûts liés à l'obtention des résultats. Elle doit néanmoins soumettre les éventuelles pièces justificatives nécessaires, y compris, s'il y a lieu, les documents comptables pertinents, pour prouver que les résultats déclenchant le paiement indiqués aux annexes I et III ont bien été obtenus.

Le point 15.1 (calendrier des paiements), le point 15.7 (vérification des dépenses) et le point 17.3 (principe du non-profit) ne s'appliquent pas à la partie de l'action soutenue par un financement basé sur la performance.

Options simplifiées en matière de coûts

14.4. Conformément aux dispositions détaillées figurant dans l'annexe III et dans l'annexe K, les coûts éligibles peuvent également être constitués de l'une des options de coûts suivantes ou d'une combinaison de celles-ci:

a) coûts unitaires;
b) montants forfaitaires;
c) financements à taux forfaitaire;

14.5. Les méthodes utilisées par le(s) bénéficiaire(s) pour déterminer les coûts unitaires, les montants forfaitaires ou les financements à taux forfaitaire doivent être clairement décrites et motivées dans l'annexe III et elles doivent respecter les principes de cofinancement et d'absence de double financement. Les informations utilisées peuvent être basées sur la comptabilité des coûts historiques et/ou réels et les données de comptabilité analytique du(des) bénéficiaire(s), sur des informations extérieures, lorsqu'elles sont disponibles et

pertinentes, sur des données statistiques ou sur des jugements d'experts (fournis par des experts disponibles en interne ou obtenus à l'extérieur) ou sur toute autre information objective.

Quand cela est possible et approprié, les montants forfaitaires, coûts unitaires ou taux forfaitaires sont déterminés de manière à permettre leur versement lorsque des produits et/ou des résultats concrets sont obtenus. Lorsqu'un résultat comporte plusieurs produits ou sous-résultats, il convient de le ventiler en sous-lignes budgétaires et d'attribuer à chaque produit ou sous-résultat une partie du montant indiqué pour le résultat, afin de permettre des paiements partiels dans le cas où le résultat ne serait pas atteint.

Les coûts déclarés selon les options simplifiées en matière de coûts doivent répondre aux critères d'éligibilité énoncés aux points 14.1 et 14.2. Ils ne doivent pas être étayés par des pièces comptables ou justificatives, à l'exception de celles nécessaires pour démontrer le respect des conditions permettant un remboursement, fixées dans les annexes I, III et K.

Ces coûts ne peuvent pas comprendre des coûts inéligibles tels que visés au point 14.9 ni des coûts déjà déclarés sous un autre poste ou une autre rubrique du budget du présent contrat.

Les montants ou les taux des coûts unitaires, les montants forfaitaires ou les financements à taux forfaitaire fixés dans l'annexe III ne peuvent pas être modifiés de manière unilatérale ni être remis en cause par des vérifications ex post.

14.6. Les options simplifiées en matière de coûts non basées sur les résultats ne sont pas autorisées, à moins d'avoir fait l'objet d'une évaluation ex ante conformément à l'annexe K.

Réserve pour imprévus

14.7. Une réserve pour imprévus et/ou pour d'éventuelles fluctuations des taux de change, plafonnée à 5 % du montant des coûts directs éligibles, peut être inscrite au budget de l'action pour permettre les ajustements qui seraient rendus nécessaires à la suite d'un changement imprévisible des circonstances sur le terrain. Elle ne peut être utilisée qu'avec l'autorisation écrite préalable de l'administration contractante, sur demande dûment justifiée du coordonnateur.

Coûts indirects

14.8. Les coûts indirects de l'action sont les coûts éligibles qui ne peuvent être identifiés comme des coûts spécifiques directement liés à la mise en œuvre de l'action et qui ne peuvent pas faire l'objet d'une imputation directe à son budget, conformément aux conditions d'éligibilité énoncées au point 14.1, mais qui sont néanmoins supportés par le(s) bénéficiaire(s) en lien avec les coûts directs éligibles de l'action. Ils ne peuvent pas comprendre des coûts inéligibles tels que visés au point 14.9 ni des coûts déjà déclarés sous un autre poste ou une autre rubrique du budget du présent contrat.

Un pourcentage fixe du montant total des coûts directs éligibles de l'action ne dépassant pas celui fixé à l'article 3 des conditions particulières peut être considéré comme destiné à couvrir les coûts indirects de l'action. Le financement à taux forfaitaire des coûts indirects ne doit pas être justifié par des pièces comptables. Ce montant ne sera pas pris en compte pour le calcul du montant maximum des options simplifiées en matière de coûts.

Les coûts indirects ne sont pas éligibles dans le cadre d'une subvention à l'action octroyée à un bénéficiaire qui reçoit déjà, au cours de la période considérée, une subvention de fonctionnement financée sur le budget de l'Union européenne.

Le présent point 14.7 ne s'applique pas dans le cas d'une subvention de fonctionnement.

Contributions en nature

14.9. Aucune contribution en nature, qui doit être mentionnée séparément dans l'annexe III, ne représente des dépenses réelles et ne constitue des coûts éligibles. Sauf mention contraire dans les conditions particulières, les contributions en nature ne peuvent être considérées comme représentant un cofinancement par le(s) bénéficiaire(s).

Si des contributions en nature sont acceptées en tant que cofinancement, le(s) bénéficiaire(s) s'assure(nt) du respect des règles nationales en matière fiscale et de sécurité sociale.

Nonobstant ce qui précède, si la description de l'action prévoit des contributions en nature, celles-ci doivent être fournies.

Travaux effectués par des bénévoles

14.10. La valeur des travaux effectués par des bénévoles peut être reconnue en tant que coût éligible de l'action et considérée comme représentant un cofinancement par le(s) bénéficiaire(s).

Lorsque les coûts éligibles estimés comprennent des frais relatifs à des travaux effectués par des bénévoles, la contribution de l'UE ne dépasse pas les coûts éligibles estimés autres que les frais afférents aux travaux effectués par des bénévoles.

Les bénéficiaires déclarent les frais de personnel afférents aux travaux effectués par des bénévoles sur la base des coûts unitaires autorisés conformément aux points 14.4 et suivants[1].

Les travaux effectués par des bénévoles peuvent représenter jusqu'à 50 % du cofinancement.

Coûts non éligibles

14.11. Sont considérés comme non éligibles les coûts suivants:

a) les dettes et la charge de la dette (intérêts);

b) les provisions pour pertes, dettes ou dettes futures éventuelles;

c) les coûts déclarés par le(s) bénéficiaire(s) et pris en charge dans le cadre d'une autre action ou d'un autre programme de travail donnant lieu à une subvention octroyée par l'Union européenne (y compris par l'intermédiaire du FED);

d) les achats de terrains ou d'immeubles, sauf s'ils sont indispensables à la mise en œuvre directe de l'action et respectent les conditions définies dans les conditions particulières; dans tous les cas, leur propriété doit être transférée conformément au point 7.5, au plus tard à la fin de l'action;

e) les pertes de change;

f) les crédits à des tiers, sauf disposition contraire figurant dans les conditions particulières;

[1] La valeur de ces coûts unitaires sera déterminée par la Commission.

g) les contributions en nature;

h) le coût des salaires du personnel des administrations nationales, sauf si les conditions particulières en disposent autrement et uniquement dans la mesure où ce coût est lié à des activités que l'autorité publique concernée n'exercerait pas si l'action n'était pas réalisée;

i) les primes de résultat incluses dans les frais de personnel.

Entités affiliées

14.12. Si les conditions particulières contiennent une disposition relative aux entités affiliées au bénéficiaire, les coûts supportés par ces entités peuvent être éligibles, pour autant qu'ils remplissent les conditions énoncées aux articles 14 et 16 et que le bénéficiaire assure que les articles 3, 4, 5, 6, 8, 10 et 16 sont également applicables à l'entité.

ARTICLE 15 – PAIEMENTS ET INTERETS DE RETARD

Modalités de paiement

15.1. L'administration contractante est tenue de verser la subvention au coordonnateur selon une des procédures de paiement décrites ci-après, conformément à l'article 4 des conditions particulières.

Option 1: actions dont la période de mise en œuvre ne dépasse pas 12 mois ou subvention d'un montant inférieur ou égal à 100 000 EUR

(i) un versement de préfinancement initial d'un montant égal à 80 % du montant maximum mentionné au point 3.2 des conditions particulières (hors imprévus);

(ii) le solde du montant final de la subvention.

Option 2: actions dont la période de mise en œuvre dépasse 12 mois et subvention d'un montant supérieur à 100 000 EUR

(i) un versement de préfinancement initial représentant 100 % de la part du budget prévisionnel financée par l'administration contractante pour la première période de référence (hors imprévus). La part du budget financée par l'administration contractante est calculée en appliquant le pourcentage fixé au point 3.2 des conditions particulières;

(ii) le versement des tranches de préfinancement suivantes représentant 100 % de la part du budget prévisionnel financée par l'administration contractante pour la période de référence suivante (hors imprévus non autorisés);

- par «période de référence», on entend une période de douze mois, sauf disposition contraire prévue dans les conditions particulières. Lorsque la période restant jusqu'à la fin de l'action est égale ou inférieure à 18 mois, la période de référence la couvre entièrement;
- dans les 60 jours suivant la fin de la période de référence, le coordonnateur présente un rapport intermédiaire ou, s'il n'est pas en mesure de le faire, en signale les raisons à l'administration contractante et présente un résumé de l'état d'avancement de l'action;
- si, à la fin de la période de référence, la part des dépenses réellement supportées financée par l'administration contractante est inférieure à 70 % du montant précédemment versé (et à 100 % de tout versement antérieur), la tranche de préfinancement suivante est diminuée du

montant correspondant à la différence entre le seuil de 70 % du montant de préfinancement précédemment versé et la part des dépenses réellement supportées financée par l'administration contractante;

- le coordonnateur peut présenter une demande de versement d'une nouvelle tranche de préfinancement avant la fin de la période de référence, lorsque la part des dépenses réellement supportées financée par l'administration contractante est supérieure à 70 % du montant précédemment versé (et à 100 % de tout versement antérieur). Dans ce cas, la période de référence suivante commence à courir à partir de la date de fin de la période couverte par cette demande de paiement;
- en outre, pour les subventions d'un montant supérieur à 5 000 000 EUR, le versement d'une nouvelle tranche de préfinancement ne peut être effectué que si la part des coûts éligibles approuvés financée par l'administration contractante est au moins égale au montant total de tous les versements précédents, à l'exclusion du dernier;
- le montant cumulé des versements de préfinancement ne peut dépasser 90 % du montant mentionné au point 3.2 des conditions particulières, hors imprévus non autorisés;

(iii) le solde du montant final de la subvention.

Option 3: toutes les actions

(i) le montant final de la subvention.

Présentation des rapports finaux

15.2. Le coordonnateur remet le rapport final à l'administration contractante au plus tard trois mois après la fin de la période de mise en œuvre définie à l'article 2 des conditions particulières. Le délai de présentation du rapport final est porté à six mois lorsque le coordonnateur n'a pas son siège dans le pays où l'action est mise en œuvre.

Demande de paiement

15.3. La demande de paiement est établie à l'aide du modèle figurant dans l'annexe V et est accompagnée des documents suivants:

a) un rapport narratif et financier conformément à l'article 2;

b) un budget prévisionnel pour la période de référence suivante dans le cas d'une demande de versement d'une nouvelle tranche de préfinancement;

c) un rapport de vérification des dépenses ou une ventilation détaillée des dépenses, si le point 15.7 l'exige.

Le contrat signé fait office de demande de paiement pour le versement du préfinancement initial. Une garantie financière est jointe si les conditions particulières l'exigent.

Le paiement n'emporte reconnaissance ni de la régularité, ni du caractère authentique, complet ou exact des déclarations et des informations fournies.

Délais de paiement

15.4. Le versement de préfinancement initial est effectué dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement par l'administration contractante.

Le versement des tranches de préfinancement suivantes et le paiement du solde sont effectués dans un délai de 60 jours à compter de la réception de la demande de paiement par l'administration contractante.

Toutefois, ce délai est porté à 90 jours à compter de la réception de la demande de paiement par l'administration contractante dans les cas suivants:

a) un bénéficiaire avec des entités affiliées;

b) si plus d'un bénéficiaire est partie au présent contrat;

c) si l'administration contractante n'est pas la Commission;

d) pour des subventions supérieures à 5 000 000 EUR.

La demande de paiement est réputée acceptée en l'absence de réponse écrite de l'administration contractante dans les délais précités.

Suspension de la période de paiement

15.5. Sans préjudice de l'article 12, les délais de paiement peuvent être suspendus en informant le coordonnateur de ce qui suit:

a) le montant indiqué dans sa demande de paiement n'est pas exigible, ou;

b) les pièces justificatives appropriées n'ont pas été fournies, ou

c) les rapports narratifs ou financiers nécessitent des éclaircissements, des modifications ou des informations complémentaires, ou

d) il existe des doutes quant à l'éligibilité des dépenses et il y a lieu de procéder à des vérifications supplémentaires, y compris par des contrôles sur place ou un audit, pour s'assurer du caractère éligible des dépenses, ou

e) il est nécessaire de vérifier, y compris au moyen d'une enquête de l'OLAF, si des violations des obligations, des irrégularités ou des comportements frauduleux présumés ont effectivement eu lieu lors de la procédure d'octroi de la subvention ou de la mise en œuvre de l'action, ou

f) il est nécessaire de vérifier si le(s) bénéficiaire(s) a(ont) manqué à l'une des obligations substantielles qui lui(leur) incombent en vertu du présent contrat, ou

g) les obligations en matière de visibilité énoncées à l'article 6 ne sont pas respectées.

La suspension des délais de paiement prend effet à la date d'envoi de l'information susmentionnée au coordonnateur. Le délai de paiement recommence à courir à la date d'enregistrement d'une demande de paiement correctement établie. Le coordonnateur fournit toutes les informations, tous les éclaircissements ou tous les documents requis dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande.

Si, nonobstant les informations, les documents ou les éclaircissements fournis par le coordonnateur, la demande de paiement est toujours irrecevable, ou si la procédure d'octroi ou la mise en œuvre de la subvention se révèle entachée d'irrégularités, de fraude ou de violation des obligations, l'administration contractante peut suspendre les paiements et, dans les cas prévus à l'article 12, résilier le présent contrat.

En outre, l'administration contractante peut également suspendre les paiements à titre conservatoire et sans préavis, avant ou au lieu de résilier le contrat comme le permet l'article 12.

Intérêts de retard

15.6. Si l'administration contractante paie le coordonnateur après le délai, elle verse des intérêts de retard calculés comme suit:

a) au taux de réescompte de la banque centrale du pays où est établie l'administration contractante si les paiements sont effectués dans la monnaie de ce pays;

b) au taux appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement en euro, tel que publié au *Journal officiel de l'Union européenne*, série C, si les paiements sont effectués en euro;

c) le premier jour du mois au cours duquel ce délai a expiré, majoré de trois points et demi. L'intérêt de retard porte sur la période écoulée entre la date d'expiration du délai de paiement et la date de débit du compte de l'administration contractante.

Par dérogation, lorsque l'intérêt calculé conformément à cette disposition est d'un montant inférieur ou égal à 200 EUR, il n'est versé au coordonnateur que sur demande, présentée dans les deux mois qui suivent la réception du paiement tardif.

Cet intérêt n'est pas considéré comme un revenu aux fins de l'article 17.

Le présent point 15.6 ne s'applique pas si le coordonnateur est un État membre de l'Union européenne, notamment des collectivités locales ou régionales ou tout autre organisme public agissant au nom et pour le compte de l'État membre aux fins du contrat.

Rapport de vérification des dépenses

15.7. Le coordonnateur doit fournir un rapport de vérification des dépenses pour:

a) toute demande de versement d'une nouvelle tranche de préfinancement dans le cas de subventions d'un montant supérieur à 5 000 000 EUR;

b) tout rapport final dans le cas d'une subvention d'un montant supérieur à 100 000 EUR.

Le rapport de vérification des dépenses doit être conforme au modèle figurant dans l'annexe VII et avoir été établi par un auditeur approuvé ou choisi par l'administration contractante. L'auditeur doit remplir les exigences fixées dans les termes de référence pour la vérification des dépenses, qui figurent dans l'annexe VII.

L'auditeur examine si les frais déclarés par le(s) bénéficiaire(s) et les recettes de l'action sont réels, comptabilisés avec exactitude et éligibles conformément aux dispositions du présent contrat. Le rapport de vérification des dépenses porte sur l'ensemble des dépenses non couvertes par un rapport de vérification des dépenses précédent.

S'il n'est pas exigé de joindre une vérification des dépenses aux demandes de versement de préfinancement, une ventilation détaillée des dépenses couvrant les périodes de référence précédentes non encore couvertes sera fournie une fois sur deux avec les demandes suivantes de versement de nouvelle tranche de préfinancement, à partir de la deuxième demande (3e, 5e, 7e, … versement de préfinancement).

La ventilation détaillée des dépenses doit fournir les informations suivantes pour chaque rubrique du rapport financier et pour toutes les transactions et tous les enregistrements comptables: montant de l'enregistrement comptable ou de la transaction, référence comptable (livre-journal, grand livre ou autre référence pertinente), description de l'enregistrement comptable ou de la transaction (précisant la nature de la dépense) et référence aux pièces justificatives (par ex. numéro de facture, fiche de salaire ou autre référence pertinente), conformément au point 16.1. Elle doit être fournie, autant que possible, sous format électronique et sous la forme d'une feuille de calcul (Excel ou similaire).

La ventilation détaillée des dépenses doit être accompagnée d'une déclaration sur l'honneur du coordonnateur certifiant que les informations contenues dans sa demande de paiement sont complètes, fiables et sincères et que les coûts déclarés ont été supportés et peuvent être considérés comme éligibles conformément aux dispositions du présent contrat.

Dans tous les cas, le rapport final comprend une ventilation détaillée des dépenses portant sur l'ensemble de l'action.

Lorsque la subvention prend la forme d'un remboursement de coûts éligibles réellement supportés et est uniquement exprimée en valeur absolue (et non en pourcentage de la contribution de l'UE par rapport aux coûts éligibles totaux), la vérification peut se limiter au montant payé par la Commission pour l'action concernée (elle ne doit pas obligatoirement couvrir l'action dans son ensemble).

Lorsque le coordonnateur est une administration ou un organisme public, l'administration contractante peut accepter une ventilation détaillée des dépenses en lieu et place du rapport de vérification des dépenses.

Le coordonnateur ne doit pas fournir de rapport de vérification des dépenses si la vérification est effectuée directement par le personnel de l'administration contractante, par la Commission ou par un organisme autorisé à le faire pour leur compte, conformément au point 5.2 des conditions particulières.

Garantie financière

15.8. Si la valeur de la subvention dépasse 60 000 EUR, l'administration contractante peut exiger une garantie financière d'un montant équivalent au versement de préfinancement initial.

Cette garantie est libellée en euro ou dans la monnaie de l'État dont relève l'administration contractante, conformément au modèle figurant dans l'annexe VIII. La garantie est fournie par un établissement bancaire ou financier agréé établi dans un des États membres de l'Union européenne. Lorsque le coordonnateur est établi dans un pays tiers, l'administration contractante peut accepter qu'un établissement bancaire ou financier établi dans ce pays tiers fournisse la garantie si elle estime qu'il présente des assurances et des caractéristiques équivalentes à celles offertes par un établissement bancaire ou financier établi dans un État membre de l'Union européenne. Cette garantie reste en vigueur jusqu'à sa libération par l'administration contractante lors du paiement du solde.

Si, au cours de l'exécution du contrat, la personne morale ou physique qui fournit la garantie i) n'est pas capable ou désireuse de respecter ses engagements, ii) n'est pas autorisée à émettre des garanties aux administrations contractantes ou iii) semble ne pas disposer d'un financement fiable, ou si la garantie financière cesse d'être valable et si le coordonnateur ne la remplace pas, l'administration contractante peut soit déduire de paiements futurs dus au coordonnateur en vertu du contrat un montant équivalant au versement de préfinancement, soit mettre le coordonnateur en demeure de fournir une nouvelle garantie aux mêmes conditions que la précédente. Si le coordonnateur ne constitue pas une nouvelle garantie, l'administration contractante peut résilier le contrat.

Cette disposition ne s'applique pas si le coordonnateur est une organisation à but non lucratif, une organisation ayant conclu une convention-cadre de partenariat avec la Commission européenne, une administration ou un organisme public, sauf disposition contraire figurant dans les conditions particulières.

Règles pour la conversion monétaire

15.9. Les paiements au coordonnateur sont effectués par l'administration contractante sur le compte bancaire mentionné dans le formulaire «signalétique financier» figurant dans l'annexe V, qui permet d'identifier les fonds versés par l'administration contractante. L'administration contractante effectue les paiements dans la monnaie indiquée dans les conditions particulières.

Les rapports sont présentés dans la monnaie indiquée dans les conditions particulières et peuvent être établis à partir d'états financiers libellés dans d'autres monnaies, conformément à la législation et aux normes comptables applicables au(x) bénéficiaire(s). Dans ce cas et aux fins de l'établissement des rapports, la conversion dans la monnaie indiquée dans les conditions particulières sera effectuée en utilisant le taux de change utilisé pour l'enregistrement de chaque contribution de l'administration contractante dans les comptes du(des) bénéficiaire(s), sauf disposition contraire figurant dans les conditions particulières. Si, à la fin de l'action, une partie des dépenses est préfinancée par le(s) bénéficiaire(s) (ou par d'autres donateurs), le taux de conversion à appliquer à ce solde est celui fixé dans les conditions particulières conformément aux pratiques comptables habituelles du(des) bénéficiaire(s). Si aucune disposition spécifique n'est prévue dans les conditions particulières, le taux de change de la dernière tranche versée par l'administration contractante sera appliqué.

15.10. Sauf disposition contraire figurant dans les conditions particulières, les coûts supportés dans des monnaies autres que celle utilisée dans les comptes du(des) bénéficiaire(s) pour l'action sont convertis conformément aux pratiques comptables habituelles de celui(ceux)-ci, pour autant que celles-ci respectent les exigences fondamentales suivantes: i) elles sont consignées en tant que règles comptables, c'est-à-dire qu'il s'agit de la méthode habituellement utilisée par le bénéficiaire; ii) elles sont appliquées de manière cohérente; iii) elles assurent le traitement égal de tous les types de transactions et de sources de financement; iv) le système peut être démontré et les taux de change sont facilement vérifiables.

En cas de fluctuation exceptionnelle d'un taux de change, les parties se consultent en vue de modifier l'action afin d'atténuer l'effet de la fluctuation. En cas de besoin, l'administration contractante peut prendre des mesures supplémentaires, telles que la résiliation du contrat.

ARTICLE 16 – COMPTABILITE ET CONTROLES TECHNIQUES ET FINANCIERS

Comptes

16.1. Le(s) bénéficiaire(s) tien(nen)t des relevés et des comptes précis et systématiques relatifs à la mise en œuvre de l'action, sous la forme d'une comptabilité en partie double appropriée.

Cette comptabilité:

a) peut être intégrée au système comptable habituel du(des) bénéficiaire(s), ou venir en complément de ce système;

b) respecte les politiques et règles en matière de comptabilité et de tenue des livres applicables dans le pays concerné;

c) doit permettre le suivi, l'identification et la vérification aisés du revenu et des dépenses relatifs à l'action.

16.2. Le coordonnateur doit veiller à ce qu'un rapprochement adéquat puisse être aisément effectué entre tout rapport financier requis en vertu de l'article 2 et son système comptable ainsi que les comptes et relevés correspondants. À cet effet, le(s) bénéficiaire(s) prépare(nt) et conserve(nt), à des fins d'inspection et de vérification, les rapprochements

de comptes appropriés, ainsi que les tableaux complémentaires, analyses et autres comptes détaillés.

Droit d'accès

16.3. Le(s) bénéficiaire(s) autorise(nt) la réalisation de vérifications par la Commission européenne, l'Office européen de lutte antifraude, la Cour des comptes européenne et tout auditeur externe mandaté par l'administration contractante. Le(s) bénéficiaire(s) est(sont) tenu(s) de prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter leur travail.

16.4. Le(s) bénéficiaire(s) autorise(nt) les entités ci-dessus:

a) à accéder aux sites et aux locaux où l'action est mise en œuvre;

b) à examiner ses(leurs) systèmes comptables et informatiques, documents et bases de données concernant la gestion technique et financière de l'action;

c) à prendre copie de documents;

d) à effectuer des contrôles sur place;

e) à mener un audit complet sur la base de tous les documents comptables et de tout autre document relatif au financement de l'action.

16.5. En outre, l'Office européen de lutte antifraude sera autorisé à effectuer des contrôles et des inspections sur place selon les procédures prévues par la législation de l'Union européenne pour la protection des intérêts financiers de l'Union européenne contre les fraudes et autres irrégularités.

S'il y a lieu, les conclusions pourront conduire à un recouvrement par la Commission européenne.

16.6. L'accès accordé aux agents de la Commission européenne, de l'Office européen de lutte antifraude et de la Cour des comptes européenne et à tout auditeur externe mandaté par l'administration contractante effectuant les vérifications prévues par le présent article ainsi que par le point 15.7 s'effectue sous couvert de la confidentialité vis-à-vis de tiers, sans préjudice des obligations de droit public auxquelles ils sont soumis.

Conservation des documents

16.7. Le(s) bénéficiaire(s) conserve(nt) tous les documents et toutes les pièces comptables et justificatives liés au présent contrat pendant cinq ans après le versement du solde, et pendant trois ans dans le cas de subventions n'excédant pas 60 000 EUR, et dans tous les cas jusqu'à ce que les audits, recours, litiges ou réclamations en cours aient été menés à leur terme.

Les documents doivent être facilement accessibles et classés de façon à permettre leur consultation aisée, le coordonnateur étant tenu d'informer l'administration contractante du lieu précis où ils sont conservés.

16.8. Toutes les pièces justificatives doivent être disponibles soit sous leur forme originale, y compris sous forme électronique, soit sous la forme de copies.

16.9. Outre les rapports mentionnés à l'article 2, les documents visés par le présent article comprennent notamment:

a) des états de comptes (informatisés ou manuels) émanant du système comptable du(des) bénéficiaire(s), tels que le grand-livre, les livres auxiliaires et les comptes salaires, les registres des actifs immobilisés et toute autre information comptable pertinente;

b) des preuves des procédures de passation de marché, telles que les documents d'appels d'offres, les offres des soumissionnaires et les rapports d'évaluation;

c) des preuves d'engagement, telles que les contrats et bons de commande;

d) des preuves de prestation de services, telles que les rapports approuvés, les feuilles de présence, les billets de transport, la preuve de la participation à des séminaires, conférences ou cours (y compris la documentation et les matériels reçus, les certificats), etc.;

e) des preuves de réception de biens, telles que les bons de livraison émanant des fournisseurs;

f) des preuves de la réalisation de travaux, telles que les certificats de réception;

g) des preuves d'achat, telles que des factures et des reçus;

h) des preuves de paiement, telles que des extraits bancaires, des avis de débit, des preuves d'acquittement par le contractant;

i) des preuves que le remboursement des taxes et/ou de la TVA payées ne peut pas être demandé;

j) pour les frais de carburant et de lubrifiant, une liste récapitulative du kilométrage parcouru, de la consommation moyenne des véhicules utilisés, du prix du carburant et des frais d'entretien;

k) des documents concernant le personnel et les salaires, tels que les contrats, les fiches de salaire, les feuilles de présence. Pour le personnel recruté sur place pour une période déterminée, le détail de la rémunération versée, certifié conforme par le responsable local et contenant une ventilation en salaire brut, charges sociales, assurances et salaire net. Pour le personnel expatrié et/ou le personnel basé en Europe (lorsque l'action est mise en œuvre en Europe), des analyses et ventilations des dépenses par mois de travail effectif, effectuées sur la base des coûts par unité de présence constatée et contenant une ventilation en salaire brut, charges sociales, assurances et salaire net.

16.10 Le non-respect des obligations énoncées aux points 16.1 à 16.9 constitue un cas de violation d'une obligation substantielle au titre du présent contrat. Dans ce cas, l'administration contractante peut en particulier suspendre le contrat, les paiements ou le délai de paiement, résilier le contrat et/ou réduire la subvention.

ARTICLE 17 – MONTANT FINAL DE LA SUBVENTION

Montant final

17.1. La subvention ne peut pas dépasser le plafond maximum fixé au point 3.2 des conditions particulières, ni en valeur absolue ni en pourcentage.

Si, à la fin de l'action, les coûts éligibles sont inférieurs aux coûts éligibles estimés tels que mentionnés au point 3.1 des conditions particulières, la subvention est limitée au montant résultant de l'application du pourcentage fixé au point 3.2 des conditions particulières aux coûts éligibles de l'action approuvés par l'administration contractante.

17.2. De plus, et sans préjudice de son droit à résilier le présent contrat en vertu de l'article 12, en cas de mauvaise exécution ou de réalisation partielle ou tardive de l'action, et donc de mise en œuvre non conforme à la description de l'action figurant à l'annexe I, l'administration contractante peut, par décision dûment motivée et après avoir donné au(x) bénéficiaire(s) la possibilité de présenter son(leur) point de vue, réduire le montant initial de la subvention au prorata de la partie de l'action effectivement mise en œuvre et en

conformité avec les dispositions du présent contrat. Cela vaut également pour les obligations relatives à la visibilité énoncées dans l'article 6. En cas de violation des obligations, de fraude ou d'irrégularités, l'administration contractante peut également réduire la subvention proportionnellement à la gravité de la violation des obligations, de la fraude ou des irrégularités.

Principe du non-profit

17.3. La subvention ne peut pas procurer de profit au(x) bénéficiaire(s), sauf disposition contraire dans l'article 7 des conditions particulières. Le profit est défini comme un excédent des recettes par rapport aux coûts éligibles approuvés par l'administration contractante lors de la présentation de la demande de paiement du solde.

17.4. Les recettes à considérer sont les recettes consolidées à la date d'établissement, par le coordonnateur, de la demande de paiement du solde et qui appartiennent à l'une des deux catégories suivantes:

a) subvention de l'UE;

b) revenu généré par l'action; sauf disposition contraire figurant dans les conditions particulières.

17.5. Dans le cas d'une subvention de fonctionnement, les montants consacrés à la constitution de réserves ne sont pas considérés comme des recettes.

17.6. Lorsque le montant final de la subvention déterminé conformément au contrat se traduirait par un profit, il sera réduit du pourcentage du profit correspondant à la contribution finale de l'Union européenne aux coûts éligibles réellement supportés approuvés par l'administration contractante.

17.7. Les dispositions du point 17.3 ne s'appliquent pas:

a) aux actions ayant pour objet de renforcer la capacité financière d'un bénéficiaire, si cela est précisé à l'article 7 des conditions particulières;

b) aux actions générant un revenu permettant d'assurer leur continuité après la fin du présent contrat, si cela est précisé à l'article 7 des conditions particulières;

c) aux actions mises en œuvre par des organisations à but non lucratif;

d) aux bourses d'étude, de recherche ou de formation professionnelle versées à des personnes physiques;

e) aux autres aides directes versées à des personnes physiques qui en ont un besoin pressant, comme les sans-emploi ou les réfugiés, si cela est précisé à l'article 7 des conditions particulières;

f) aux subventions d'une valeur égale ou inférieure à 60 000 EUR.

ARTICLE 18 – RECOUVREMENT

Recouvrement

18.1. Lorsque des montants ont été indûment versés au coordonnateur ou lorsqu'une procédure de recouvrement est justifiée en vertu du présent contrat, le coordonnateur s'engage à rembourser ces montants à l'administration contractante.

18.2. Plus particulièrement, les paiements effectués n'empêchent pas l'administration contractante d'émettre un ordre de recouvrement à la suite d'un rapport de vérification des dépenses, d'un audit ou d'une autre vérification de la demande de paiement.

18.3. Si une vérification révèle que les méthodes utilisées par le(s) bénéficiaire(s) pour déterminer les coûts unitaires, les montants forfaitaires ou les financements à taux forfaitaire ne sont pas conformes aux conditions fixées dans le présent contrat, l'administration contractante est habilitée à réduire le montant final de la subvention proportionnellement jusqu'à concurrence du montant des coûts unitaires, des montants forfaitaires ou des financements à taux forfaitaire.

18.4. Le coordonnateur s'engage à rembourser à l'administration contractante tout montant qui lui aurait été versé en surplus par rapport au montant final dû, au plus tard 45 jours après la date d'émission de la note de débit, cette dernière étant la lettre par laquelle l'administration contractante réclame le montant dû par le coordonnateur.

Intérêts de retard

18.5. En cas de non-remboursement par le coordonnateur dans le délai fixé par l'administration contractante, celle-ci peut majorer les montants dus d'un intérêt de retard:

a) au taux de réescompte de la banque centrale du pays où est établie l'administration contractante si les paiements sont effectués dans la monnaie de ce pays;

b) au taux appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement en euro, tel que publié au *Journal officiel de l'Union européenne*, série C, si les paiements sont effectués en euro;

le premier jour du mois au cours duquel ce délai a expiré, majoré de trois points et demi. L'intérêt de retard porte sur la période comprise entre la date d'expiration du délai de paiement fixé par l'administration contractante et la date du paiement effectif. Tout paiement partiel est imputé d'abord sur les intérêts de retard ainsi déterminés.

Compensation

18.6. L'administration contractante peut recouvrer des montants qui lui sont dus par compensation avec des montants dus à quelque titre que ce soit au coordonnateur, après en avoir dûment informé celui-ci, et ce, sans préjudice du droit des parties de convenir d'un paiement échelonné.

Autres dispositions

18.7. Le remboursement visé au point 18.4 ou la compensation visée au point 18.7 correspondent au paiement du solde.

18.8. Les frais bancaires occasionnés par le remboursement des montants dus à l'administration contractante sont à la charge exclusive du coordonnateur.

18.9. La garantie constituée pour le préfinancement peut être appelée en vue du remboursement de tout montant encore dû par le(s) bénéficiaire(s), et le garant ne peut différer le paiement ou s'y opposer pour quelque motif que ce soit.

18.10. Sans préjudice des prérogatives de l'administration contractante, si nécessaire, l'Union européenne peut, en tant que donateur, procéder elle-même au recouvrement, par quelque moyen que ce soit.

***

Administration contractante : Commission européenne

« Autorités locales: partenariats pour des villes durables»

Annexe A.2 – formulaire de demande de subvention – demande complète

Ligne(s) budgétaire(s) : BGUE-B2018-21.020802-C1-DEVCO

Référence :

EuropeAid/161146/DH/ACT/Multi

[Numéro et intitulé du lot]	Lot nº 4: Partenariats pour des villes durables dans les pays du voisinage méridional et oriental
Intitulé de l'action	**AUTREMENT**- **A**ménagement **U**rbain du **T**erritoire pour **RE**inventer les **M**obilités et **EN**gager les **T**unisiens
Nom du demandeur principal	Ville et Eurométropole de Strasbourg
Nationalité du demandeur principal[1]	Française

Dossier n°	

(pour usage interne uniquement)

[1] Les statuts d'une organisation doivent montrer qu'elle a été créée conformément à la législation nationale du pays concerné et que son siège social est situé dans un pays éligible. Les organisations établies dans un autre pays ne peuvent pas être considérées comme des organisations locales éligibles. Voir les notes de bas de page des lignes directrices de l'appel.

FORMULAIRE DE DEMANDE COMPLÈTE

1. Information générales

Référence de l'appel à propositions	EuropeAid/161146/DH/ACT/Multi
[Numéro du lot pour lequel vous soumettez une demande]	Lot nº 4: Partenariats pour des villes durables dans les pays du voisinage méridional et oriental
Numéro de la proposition	CSO-LA/2018/161146-4/14
Nom du demandeur principal	Ville et Eurométropole de Strasbourg
Intitulé de l'action	AUTREMENT: Aménagement Urbain du Territoire pour REinventer les Mobilités et ENgager les Tunisiens

2. L'action

2.1.1. Description de l'action

2.1.2. Description

Le projet AUTREMENT a pour objet de **promouvoir un développement urbain durable à Kairouan et à Mahdia** (Tunisie) et d'améliorer ainsi la qualité de vie de leurs habitants et l'attractivité économique et touristique.

Le développement de modes de mobilités douces et actives, principalement le vélo, par la mise en place d'aménagements urbains dédiés, et le renforcement de la participation citoyenne dans la gouvernance locale, constituent les deux pierres angulaires autour desquelles s'articulera le projet d'une durée de 30 mois.

Il s'inscrit dans le cadre d'un partenariat de coopération décentralisée existant depuis 2015 entre la ville de Strasbourg en France, première ville cyclable de France engagée dans une politique de mobilité active depuis plus de trente ans, et la ville de Kairouan en Tunisie, 140 000 habitants, toutes deux inscrites au patrimoine mondial de l'UNESCO.

Ce projet inclut un nouveau partenaire, la ville de Mahdia, 50 000 habitants environ, lui conférant ainsi une dimension interrégionale, une portée et un impact plus importants et assurant une complémentarité entre partenaires faisant à des enjeux similaires mais dans des contextes locaux différents. Les deux villes distantes de 100 kilomètres (1h30 de trajet) ont un lien historique datant de l'époque de la dynastie des Fatimides, qui avait fait de ces deux villes leurs résidences successives.

Le projet accompagnera les deux villes dans leurs processus de **localisation des ODD** et plus particulièrement l'atteinte des cibles de l'ODD 11. Le projet contribuera également à l'atteinte des cibles des ODD 17,12, 8, 7, 4 et 3. Le cadre de référence des ODD sera au cœur des actions du projet pour permettre une approche intégrée et équilibrée prenant en compte toutes les dimensions du développement urbain durable.

Les élections municipales en Tunisie de mai 2018 ont permis de conforter la volonté de ces acteurs à coopérer et la pleine légitimité des nouveaux élus municipaux tunisiens à s'y engager. Le projet est sur ce point en phase avec le processus de décentralisation en cours depuis la révolution démocratique de janvier 2011. La constitution tunisienne de 2014 a en effet institué le principe de décentralisation en faveur de la gouvernance locale, confirmée par l'adoption en avril 2018 par l'Assemblée tunisienne d'un nouveau code des collectivités territoriales qui renforcent leurs compétences, en particulier dans le domaine des transports publics et de la démocratie participative, permettant aux citoyens de s'impliquer davantage dans la gestion des affaires locales.

Le projet est en phase avec les actions du gouvernement tunisien qui a engagé une démarche ambitieuse de mise à jour de sa Politique Nationale de Mobilité Urbaine (PNMU), notamment via le partenariat MobiliseYourCity, initiative développée par la France et l'Allemagne avec le soutien de l'Union

Européenne. Il vise à renforcer les démarches de planification de mobilité urbaine dans les pays en développement afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre dans le transport urbain et qui aborde particulièrement la problématique de l'insuffisance des alternatives à la voiture et de la faible prise en compte des modes actifs.
Ce projet accompagne le Ministère des transports dans l'atteinte de ces objectifs, dont la prochaine étape est la mise en place de plans de mobilité urbaine durable dans les plus grandes agglomérations tunisiennes (Tunis, Sfax et Sousse). Le projet veillera à une bonne cohérence entre les démarches engagées à Kairouan et Mahdia et celles engagées par MobiliseYourCity et ses partenaires : AFD, FFEM, GIZ et CEREMA. Ce dernier étant partie prenante du projet, il sera donc un maillon précieux de cette cohérence globale. La stratégie mobilités de l'État tunisien fait pleinement écho aux priorités stratégiques des villes partenaires :

- Kairouan et Strasbourg ont fait des mobilités actives le fil conducteur de leur coopération depuis 2016. Kairouan a également traité cette question lors de l'élaboration de sa stratégie de développement durable 2030 (SDD 2030) dans le cadre du programme MADINATOUNA, fruit d'une coopération entre différents partenaires internationaux de la coopération en Tunisie (PNUD, GIZ, MedCités, CILG-VNG International) et la Fédération Nationale des Villes Tunisiennes (FNVT).
- Mahdia a de son côté engagé une réflexion sur sa stratégie mobilités, cruciale en été lorsque sa population quadruple. Elle est en train de mettre en place un plan de déplacement urbain et aborde également ces questions dans le cadre de son partenariat avec l'association des communes suédoises, SKL International, via le projet Symbiocity, qui prévoit l'organisation d'ateliers participatifs sur la question des espaces publics, lesquels seront développés selon une approche globale intégrant le thème de la mobilité.
- Ces deux villes sont par ailleurs engagées dans le projet PARFAIT, financé par l'UE et porté par l'Association européenne pour la Démocratie Locale (ALDA), en cours depuis octobre 2017 pour une durée de deux ans, dont l'objectif est d'accroitre la participation citoyenne des femmes à la gouvernance locale en renforçant leurs capacités.

On relève enfin une synergie évidente entre le projet et la nouvelle approche de la politique de voisinage de l'Union Européenne pour un appui accru aux partenaires s'engageant dans l'approfondissement de la démocratie, le développement d'une économie durable et inclusive et un partenariat plus étroit avec les peuples et la société civile.
Les pays du Maghreb, avec un développement économique et un taux de croissance de population qui demeurent élevés, vont connaître une importante hausse en activités de transport. La Tunisie dispose sur ce point d'un grand potentiel pour installer des solutions innovantes et durables, co-construites avec les citoyens, qui peuvent également être source d'opportunités pour leurs économies nationales. C'est là tout l'objet de projet.

Les groupes cibles

Les **groupes cibles** de l'action **sont les agents et les élus des municipalités** de Kairouan et Mahdia. Les équipes manquent de moyens humains, techniques et financiers pour élaborer et mettre en place des stratégies de planification urbaine et les projets de mobilités et d'aménagement publics en découlant. Face à cette carence, le projet prévoit la mobilisation d'une équipe d'appui à même de fournir une expertise additionnelle, d'accompagner les projets des municipalités et de procurer des fonds pour leur réalisation concrète.
Les citoyens et la société civile de Kairouan et de Mahdia (secteur privé, associations, commerçants, étudiants, élèves, parents, personnes âgées, etc.) sont directement visés par les activités du projet. Aujourd'hui les Tunisiens, avides de démocratie et impatients de voir les résultats concrets de la nouvelle gouvernance, souhaitent participer d'avantage aux décisions politiques qui les concernent et faire valoir leurs besoins. Cette démocratie participative est difficile à mettre en œuvre, l'idée de ce projet est de l'organiser, de la structurer, pour un meilleure prise en compte de l'avis citoyen. **Le projet est l'occasion d'expérimenter des modes de participation citoyenne.**
Les professionnels de l'aménagement urbain (architectes, bureaux d'études, sociétés de BTP), en recherche de marchés et de débouchés économiques, eux-mêmes acteurs de la création d'emplois en Tunisie, bénéficient directement des actions de travaux de planification et d'aménagements prévus dans le projet. Leur expertise et leur implication dans le processus participatif d'élaboration des aménagements sont indispensables.
Les professionnels et/ou amateurs du vélo, qu'ils soient commerçants ou associatifs, seront également directement concernés par le projet pour la gestion de la Maison du vélo à Kairouan. L'étude à ce sujet déterminera leur rôle exact mais la mise en place de ce nouveau service se traduira nécessairement par la création d'emplois dans ce domaine (entretien, réparations, vélo-école, locations, formation de guides, éditions de plans, etc.).
La jeunesse et notamment les étudiants pourront contribuer de manière concrète, d'abord en participant aux études qu'il requiert (Maison du vélo notamment) et également en constituant un groupe cible privilégié d'utilisateurs du vélo comme mode de déplacement. Le projet prévoit d'ailleurs l'aménagement d'un axe cyclable entre l'Université et la Médina de Kairouan et un point de location de vélos à l'université. Le projet permettra ainsi de créer et/ou renforcer les partenariats avec les secteurs public et privé et d'élargir les

spectres d'opportunités pour les étudiants, de renforcer la qualité des enseignements et l'attractivité de l'Université de Kairouan et de la Faculté de Mahdia.

Les bénéficiaires finaux

Les bénéficiaires finaux de l'action seront en premier lieu **les citoyens des deux villes tunisiennes**, toutes catégories sociales et d'âge confondues, qui gagneront grandement en qualité d'espace public et de vie**.**

Les femmes seront particulièrement concernées par l'une des actions proposées dans le cadre du projet (cf. infra. A.2.3 création de la Maison du vélo) et plus généralement par le développement de l'usage du vélo comme vecteur d'autonomie pour se déplacer plus facilement dans la ville.

Les acteurs économiques locaux et régionaux, principalement ceux liés aux secteurs des mobilités, de l'aménagement urbain, du tourisme et du patrimoine, par le développement des mobilités actives, le dialogue multi-acteurs et la valorisation du patrimoine qui stimuleront et dynamiseront le tissu économique local. **Les touristes** constituent également une partie des bénéficiaires finaux en tant qu'usagers des services créés (Maison du vélo) et des espaces publics réhabilités.

Le succès du projet permettra de diffuser les réussites, les bonnes pratiques en matière de mobilités actives, de gouvernance urbaine locale et durable, ou encore de participation citoyenne et pourra être source d'inspiration pour **d'autres villes tunisiennes**.

Strasbourg bénéficiera également de ce projet qui mettra en lumière son expertise en matière de mobilité urbaine et de qualité des espaces publics, sa capacité à développer un projet de coopération internationale d'envergure et qui développera l'ouverture de son territoire à l'international.

Logique d'intervention

Actions	Résultats/livrables	Effets	Impacts
Composante 1 : renforcement des capacités	Un programme de formation pour les élus et les agents (A.1.1) sur 9 thématiques (A.1.2) 2 visites d'études en France (A.1.3) Un Plan de mobilité urbaine durable et partagée à Kairouan (A.1.4) Un guide sur les outils de renforcement de la participation citoyenne (A.1.5)	Les agents et les élus sont formés et mieux outillés pour accomplir leurs missions respectives Leurs capacités de réponse aux nombreux défis urbains et à la pression citoyenne sont renforcées Élus et agents disposent d'une méthodologie appliquée à des projets concrets, réplicables pour la mise en œuvre d'autres projets	Meilleure qualité des services publics, des espaces publics, circulation apaisée, réduction des émissions de carbone, meilleure prise en compte de l'avis des citoyens dans l'aménagement de leur cité, développement du lien social. Au final, l'impact pour tous est l'amélioration de la qualité de vie à Kairouan et à Mahdia
Composante 2 : aménagement de l'espace public	Mise en œuvre de projets pilotes d'aménagement de l'espace public: 7 micro-projets à Kairouan (A.2.1) et 3 circuits doux à Mahdia (A.2.2) Création d'une maison du vélo à Kairouan (A.2.3) Etude sur le marché oriental de Kairouan (A.2.4)	Visibilité du projet : les citoyens profitent des effets des micro-projets d'aménagement Amélioration de la circulation et de la sécurité routière autour des espaces réhabilités Réappropriation de l'espace public et de la voirie par les citoyens, via le développement de l'usage du vélo Amélioration de la circulation et du stationnement autour de la médina lors du Ramadan et du Mouled	Amélioration de la qualité de vie et du bien-être des habitants et des visiteurs La place des mobilités actives est renforcée à Kairouan et Mahdia en prenant pleinement en compte l'avis des citoyens La maison du vélo stimule l'activité économique à Kairouan Le patrimoine historique et naturel des deux villes est révélé et valorisé, ce qui renforce l'attractivité touristique
Composante 3 : mobilisation et sensibilisation citoyenne	Organisation de 20 ateliers multi-acteurs (A.3.1) Organisation de consultations citoyennes (A.3.2) Organisation d'événements grand public (A.3.3)	Les participants sont sensibilisés au développement des mobilités actives, aux outils de démocratie locale et à l'aménagement de l'espace public Les projets sont co-construits avec la population, leur chance de réussite est ainsi renforcée Mobilisation citoyenne autour d'évènement festifs, inclusifs et innovants sur l'usage du vélo comme mode de déplacement	L'avis des citoyens dans l'aménagement de leur cité est mieux pris en compte Amélioration et développement d'espaces publics de qualité et inclusifs Amélioration de la qualité de l'air et de vie
Composante 4 : communication, visibilité et partage d'expériences	Elaboration d'un plan de communication et de visibilité (A.4.1) Conférences de lancement (A.4.2) Forum interrégional sur les mobilités actives (A.4.3) Séminaire de clôture (A.4.4) Participation à des temps d'échanges (A.4.5)	Le projet est connu et visible, les citoyens se l'approprient et y participent Toutes les composantes institutionnelles et acteurs de la mobilité en Tunisie, au niveau local, régional et national, sont informés et/ou associés au projet Les expériences sont partagées et capitalisées	Kairouan et Mahdia sont reconnues au niveau national et international comme des villes-pilotes pour le développement de modes de transports actifs, la qualité de leurs espaces publics, l'amélioration de la qualité de vie et par ricochet, la mise en œuvre des ODD Leur visibilité s'accroit ainsi que leur attractivité Cette notoriété renforce l'image de Strasbourg en matière de coopération internationale

Impact du projet sur les groupes cibles et bénéficiaires finaux

La Ville de Strasbourg bénéficiera de l'action à travers l'échange d'expériences et la valorisation de l'expertise des agents et élus strasbourgeois, mais également des experts architectes, urbanistes, étudiants, associations, etc. en matière de développement urbain et de promotion des mobilités actives qui seront impliqués dans le projet.

Le **renforcement des capacités des élus et des agents communaux tunisiens** aux méthodes de planification urbaine et aux outils de concertation et de participation citoyenne favorise la cohérence, la pertinence et la durabilité des actions de développement urbain au sein de la ville. Il renforce leurs capacités de **maîtrise d'ouvrage** et leur **autonomie** dans le processus décisionnel d'aménagement du territoire et appuie ainsi concrètement le processus de **décentralisation** en construction en Tunisie.

L'élaboration par la municipalité de Kairouan d'une plan de mobilité urbaine durable partagé (PMUDP), définie en concertation avec de nombreux acteurs de la société civile, rend possible le développement d'une approche territoriale au plus proche des besoins des habitants et permet de définir **un cadre stratégique réaliste et juridique essentiel,** d'une part, et partagé avec les citoyens d'autre part et **donc applicable et opposable**.

À travers la promotion des processus de participation citoyenne, le projet vise très clairement à renforcer la visibilité et les capacités des groupes vulnérables et marginalisés dans les processus décisionnels de planification urbaine grâce à l'organisation de consultations, d'évènements grand public, d'ateliers multi-acteurs. Le projet participe ainsi **à l'inclusion et** à **l'ouverture sociale de la ville**. Les besoins spécifiques des jeunes, des femmes, des personnes handicapées dans l'aménagement d'espaces publics seront pleinement considérés.

À travers la volonté de développer les mobilités actives autour de quartiers clés et historiques de Kairouan et Mahdia (Université, médina, centre-ville, cimetière marin), le projet vise également à créer des opportunités de développement économique et d'attractivité et ainsi à améliorer la **prospérité** de Kairouan et Mahdia tout en favorisant des **modes de transports innovants**.

Au-delà de la création d'un écosystème vertueux autour des mobilités actives, les secteurs touristiques de Kairouan et Mahdia bénéficieront de ce changement et de la valorisation de leur patrimoine à travers les réaménagements d'espaces publics et la création de circuits touristiques « doux », à vélo, à pied, etc. Ces actions pourraient permettre la création d'une **économie circulaire verte** autour des mobilités actives et de réduire sensiblement les émissions de carbone dans la ville.

Enfin, le développement de transports non-polluants et alternatifs réduira les émissions polluantes et favorisera la **résilience** face au changement climatique.

Les activités du projet

Les activités du projet ont été regroupées autour de 4 composantes principales pour faciliter le suivi, la coordination et la cohérence des activités.

- Composante 0 : Gestion et Coordination du projet
- Composante 1 : Renforcement des capacités des agents et des élus
- Composante 2 : Aménagement de l'espace public
- Composante 3 : Mobilisation et sensibilisation citoyenne
- Composante 4 : Communication, visibilité et partage d'expériences

Composante 0 : Gestion et coordination du projet

Cette composante transversale est primordiale pour assurer une mise en œuvre efficace, coordonnée et cohérente de toutes les activités du projet compte tenu du budget global et du nombre de partenaires répartis en Europe et en Tunisie. La Ville de Strasbourg en tant que cheffe de file sera responsable et en charge de cette coordination et du suivi technique, financier et comptable du projet. Comme la majorité des activités se dérouleront en Tunisie, la coordination sera principalement assurée par un bureau basé à Kairouan avec 3 personnes à temps-plein. Cette composante peut être divisée en deux groupes d'actions :

- des actions liées à la **phase de démarrage** qui sera une période cruciale pour garantir un bureau de coordination opérationnel à Kairouan ainsi qu'une mobilisation des équipes référentes au sein des municipalités de Kairouan, Mahdia, Strasbourg et auprès des partenaires du projet. La phase de démarrage devrait durer **3 mois**.

- des **actions transversales** de gestion et de coordination durant la mise en œuvre du projet qui consisteront principalement à assurer un suivi technique, financier et comptable de toutes les activités en lien avec les différentes partie prenantes du projet.

A.0.1 : Recrutement, mobilisation et installation des équipes du projet.

Le bureau de coordination basé à Kairouan sera composé de 3 personnes à temps plein, dont un chef de mission, recrutées par les membres du consortium. Au sein des municipalités de Mahdia et Kairouan, 5

personnes déjà identifiées seront désignées pour accompagner la mise en œuvre des actions. La Ville de Strasbourg, en tant que cheffe de file, assurera l'interface avec la Commission européenne et la gestion du contrat de subvention en mobilisant un responsable de projet et un responsable administratif et financier à temps-partiel basés à Strasbourg. Au démarrage, ces équipes se chargeront de la rédaction et des signatures des conventions, des recrutements et des démarches pour l'installation de l'équipe de coordination à Kairouan. Les autres partenaires et codemandeurs auront également désigné des équipes référentes pour assurer leur rôle dans le projet. Le détail des équipes mobilisées et du rôle de chaque partenaire est présenté dans la partie 2.1.3.

A.0.2 : Installation du bureau de coordination

Un espace pour le bureau de coordination sera loué à Kairouan près de la mairie. Du mobilier ainsi que l'équipement nécessaire (ordinateurs, imprimante, scanner, fournitures, etc.) pour rendre le bureau opérationnel sera acheté par le consortium. ALDA, possédant une antenne en Tunisie, facilitera la prise en charge des différents frais liés au bureau de projet et l'ouverture d'un compte bancaire. Un véhicule pour assurer les trajets entre Kairouan-Mahdia-Tunis, si possible à faible consommation voire hybride et floqué aux couleurs du projet, sera également acheté. Des vélos seront mis à disposition de l'équipe du projet pour les déplacements dans la ville de Kairouan et pour promouvoir l'utilisation du vélo en ville.

A.0.3 : Rédaction d'un guide de procédures interne et de coordination du projet

Le projet comprend un grand nombre d'activités ainsi qu'un important nombre de parties prenantes. Par ailleurs, la majorité des partenaires maitrisent peu les règles de gestion et les procédures de la Commission européenne pour ce type de subvention. Le guide rédigé par le chef de mission et le responsable de projet permettra de faciliter la compréhension des règles et procédures, fluidifier le contact et les échanges entre les différents partenaires et de définir les rôles de chacun. Le guide sera réalisé à l'issue des 3 mois de la phase de démarrage et comprendra :

- une présentation des équipes du projet et leurs contacts
- un rappel des points clefs du projet (objectifs, rôles des partenaires, etc.)
- les règles et procédures de gestion administratives et financières entre les membres du consortium
- des modèles de documents (rapports de mission, document financiers, pièces justificatives, etc.)
- les références aux règles et procédures de l'UE (PRAG),
- un calendrier d'exécution des activités
- un système de suivi évaluation
- les principales règles de visibilité et de communication

A.0.4 : Établissement du Comité de Pilotage (COPIL) et des comités techniques (COTECH)

Le Comité de pilotage (COPIL) sera l'instance principale d'orientation, de coordination et de suivi du projet. Son rôle sera d'orienter les actions du projet, de prendre certaines décisions et de prodiguer des conseils pour la mise en œuvre du projet. Le COPIL sera composé des Maire des deux municipalités, des deux coordinateurs locaux, du chef de mission et du responsable du projet basé à Strasbourg.

D'autres personnes pourront être invitées à participer au COPIL en fonction de l'ordre du jour et des sujets à aborder (par exemple les experts techniques). Le COPIL se réunira tous les 6 mois, en alternant à Kairouan et à Mahdia (5 COPIL sur 30 mois). Les autres partenaires Codemandeurs et entités affiliées pourront être représentés. Un calendrier des dates des COPIL sera établi au démarrage par le chef de mission et indiqué dans le guide des procédures. Le premier COPIL se déroulera à la fin de la phase de démarrage (M3).

Différents comités techniques (COTECH) seront créés pour assurer une supervision et un suivi technique de différents groupes d'activités, notamment les travaux d'aménagements et les études (Composante 2).

A.0.5 : Préparation et validation du plan d'actions du projet

Durant la phase de démarrage, **un plan d'actions** détaillé sera actualisé et validé lors du 1er COPIL (M3). Sur la base de réunions de l'équipe de coordination, avec les différentes parties prenantes, une actualisation du contexte, une revue des activités prévues, ainsi qu'une évaluation des changements éventuels par rapport à la rédaction de la proposition sera effectuée. Une mise à jour des indicateurs de suivi et d'évaluation sera faite. Les indicateurs intégreront le cadre des ODD et de l'Agenda Urbain de l'UE. Un point sur la situation administrative et juridique des collectivités territoriales tunisienne dans le processus de décentralisation sera évoqué. Le Cadre logique du projet pourra également être ajusté en fonction de l'actualisation de ces éléments. Le plan d'actions présentera un calendrier détaillé des différentes actions prévues pour la première année ainsi que les rencontres ou évènements clefs. Ce plan d'actions sera validé en COPIL puis partagé avec les partenaires du projet.

A.0.6 : Coordination et suivi technique, administratif, financier et logistique du projet

Ce groupe transversal de tâches sera assuré tout au long du projet (30 mois) par l'équipe du bureau de coordination basé à Kairouan et les équipes référentes au sein de chaque bénéficiaire du projet (1 coordinateur + 1 responsable administratif et financier). Les tâches peuvent être séparées en 5 catégories :

- **Participation aux réunions et évènements de coordination.** Au-delà des conférences de démarrage de clôture et à mi-parcours (forum inter-régional), le chef de mission et ses équipes participeront et organiseront les COPIL, COTECH et réunions de coordination entre les différentes parties prenantes. Une importante coordination et communication est nécessaire avec tous les partenaires. Les échanges internet (skype, email) seront privilégiés.
- **Suivi-évaluation et rapportage**. L'équipe de coordination sous la supervision du chef de mission assurera également le suivi des actions et le respect du plan d'actions, des résultats à atteindre et des documents de la convention (cadre logique, budget). Le chef d'équipe assurera la supervision de rédaction des rapports contractuels (narratifs et financiers) en lien direct avec le responsable du projet à la Ville de Strasbourg. Des rapports mensuels seront établis par le bureau de coordination et diffusés à la Commission européenne.
- **Suivi financier et comptable.** Le montant important du budget du projet, le grand nombre de bénéficiaires de la subvention et le nombre important de marchés publics à lancer pour la mise en œuvre des activités, nécessitent un suivi régulier et rigoureux de chaque dépense liée au projet. L'équipe du bureau de coordination à Kairouan disposera de compétences en matière de gestion de subventions et de respect des règles et procédures du PRAG. Le bureau de la Ville de Strasbourg compilera tous les documents et justificatifs comptables et financiers du projet, rédigera tous les rapports financiers et sera l'interlocuteur principal de la Commission européenne sur les questions financières et budgétaires. Une attention particulière sera portée au respect des procédures de marchés publics.
- **Suivi logistique du projet.** Les actions auront lieu à la fois à Kairouan et Mahdia et certaines visites d'études en Europe. Un grand travail au niveau de la logistique devra être assuré sur place par le bureau de coordination et à distance par les équipes référentes des bénéficiaires notamment dans la mobilisation de leurs experts. De nombreux évènements et ateliers devront être organisés et nécessiteront une coordination importante avec différentes prestataires de services (traiteur, location de salle, etc.)
- **Communication et visibilité**. Les actions de communication et de visibilité sont déterminantes, c'est pourquoi une personne à temps plein au sein du bureau de coordination à Kairouan sera mobilisée et aura la charge de ces activités en lien avec les équipes des municipalités et des partenaires (voir composante 4).

Composante 1 : Renforcement des capacités et gouvernance locale

L'objectif général de cette composante est de renforcer les capacités des agents et des élus des municipalités de Mahdia et de Kairouan et de les doter d'outils et de compétences pour :

- Améliorer la planification urbaine et le développement de plan d'aménagements urbains durables
- Identifier, formuler, mettre en œuvre, suivre et évaluer des projets d'aménagement publics durables
- Promouvoir la place des mobilités douces et actives dans l'espace public
- Développer des espaces de concertation et des outils pour promouvoir le dialogue multi-acteurs, la participation citoyenne et l'inclusion dans la planification urbaine.

A.1.1. Élaboration d'un programme de formations pour les élus et les agents

Cette activité vise à définir le cadre et planifier les différentes actions de renforcement des capacités des élus et agents des municipalités de Mahdia et Kairouan sur les 27 mois du projet (pas de formations pendant la phase de démarrage). L'objectif du plan de formation sera principalement de:

- **Identifier les participants au sein de chaque municipalité (agents et élus)** qui participeront aux formations. Un **maximum de 30 participants** est attendu pour toutes les municipalités. Ils seront sélectionnés en fonction de leurs motivations, compétences et capacités à transmettre leurs connaissances et savoir-faire au sein de leur municipalité. La majorité des participants seront des cadres de l'administration ayant déjà eu des expériences de formations et de préférence ayant été désignés formateurs au sein de leur municipalité.
- **Définir le format des formations** (formation-action, formation de formateurs, visites d'études, ateliers pratiques, etc.).
- **Identifier les experts du consortium** qui mèneront ces formations.
- **Définir un calendrier des formations** prenant en compte la charge de travail des agents et le calendrier de la municipalité.
- **Confirmer les thématiques de formations** déjà évoquées lors des rencontres de préparation du projet.

1 expert en ingénierie de la formation (CEREMA) et 2 experts thématiques (mobilités et démocratie locale) seront en charge d'établir ce plan de formation en collaboration étroite avec les représentants des municipalités à travers des entretiens individuels et collectifs. La mission prévoit 5 jours de travail à Kairouan, 5 jours à Mahdia et 5 jours de préparation de mission et de rédaction.

Les formations seront communes aux deux municipalités. Des formations distinctes seront proposées pour les agents et pour les élus compte tenu des différentes missions et compétences. Les formations se dérouleront en synergie et complémentarité avec les autres programmes de formation existants (ex : CFAD, Centre de Formation et d'Appui à la Décentralisation tunisien, FNVT) seront assurés. Le plan de formation sera validé lors d'un COPIL après la phase de démarrage.

A.1.2 Mise en œuvre du programme de formation

Compte tenu de la charge de travail des agents et des élus, les sessions de formations ne **dépasseront pas 2 jours complets consécutifs**. Les sessions de formations auront majoritairement lieu à **Sousse**, à mi-chemin de Kairouan et Mahdia pour que les participants soient véritablement en immersion lors de ces formations. Un maximum de **40 jours de formation** est envisagé (**soit 20 sessions de deux jours maximum**). Les formations seront délivrées en français et en arabe avec l'aide d'interprètes.

Les formations seront principalement réalisées par les experts des membres du consortium suivant les thématiques choisies et identifiées. Une participation active des participants sera demandée et les sujets de formation seront illustrés à l'aide de cas concrets, inspirés des travaux en cours au sein de chaque municipalité, dont les micro-projets pilotes d'aménagements mis en œuvre dans la composante 2. Certaines thématiques pourront faire l'objet de plusieurs sessions de formations. Les thématiques suivantes ont été pré-identifiées par les agents et élus des municipalités lors d'une mission de préparation du projet en Janvier 2019 :

- Planification, gestion et évaluation de projets urbains participatifs, inclusifs et durables
- Les mobilités actives dans la ville
- Dialogue multi-acteurs dans la planification urbaine
- Démocratie locale/participative et redevabilité sociale
- Le cycle de vie du projet
- Localisation des ODD
- L'écotourisme
- La passation des marchés
- L'organisation d'évènements citoyens

À la suite des formations, des **missions d'accompagnement**, visant à mettre en place sur le terrain des actions/solutions mise en évidences lors des sessions pourront être assurées au sein de chaque municipalité par les experts formateurs. Par exemple, pour les formations sur la démocratie participative, si les participants identifient la possibilité de créer un budget participatif pour un quartier défavorisé de Kairouan ou Mahdia, le/les formateurs pourront accompagner les agents et élus sur le terrain lors d'une autre mission pour les appuyer dans la définition d'un tel dispositif.

A.1.3 Visites d'études

Dans le cadre de ce renforcement des capacités**, deux visites d'études de 5 jours** seront également organisées pour sensibiliser élus et agents aux pratiques existantes dans d'autres villes en matière de mobilités actives et de démocratie locale. Les villes de Strasbourg et de Grenoble ont déjà été identifiées pour présenter leurs expériences sur ces sujets. La première visite d'études aura lieu assez tôt dans le projet (M5) avec des visites de sites, des entretiens avec des élus et des agents et des représentants d'autorités locales. Les délégations seront composée des agents et élus impliqués dans la mise en œuvre des différentes activités du projet (maximum 10 personnes) et qui auront participé aux sessions de formations. Le chef de mission ainsi que deux agents techniques des membres du consortium accompagneront les participants auprès des différents sites et assureront l'animation des différents entretiens.

A.1.4 Élaboration d'un Plan de mobilité urbaine durable et partagée (PMUDP) à Kairouan

En 2017, avec l'appui du projet Madinatouna, la municipalité de Kairouan a élaboré sa stratégie de développement durable 2030 (SDD) qui définit notamment les mobilités comme une des priorités de travail. Un *Programme d'optimisation des déplacements* a été défini et fixe comme objectif, la réalisation d'un PDU (Plan de déplacement urbain) et l'identification d'actions concrètes d'aménagements en faveur des mobilités qui prennent en compte toutes les dimensions du développement durable. L'élaboration du PMUDP s'inscrit dans cette démarche.

Le PMUDP sera composé de deux parties principales : **un état des lieux** et **un plan d'actions** concrètes pour la ville de Kairouan. Le document final devra servir à la municipalité pour planifier ses futurs projets d'aménagements urbains liés aux mobilités et à l'élaboration de schémas spécifiques (exemple : plan de circulation, plan mobilités actives, etc.). Ce PMUDP devra être pleinement opérationnel et compréhensible à l'issue de l'activité. Il comprendra :

- Un diagnostic des mobilités dans la ville de Kairouan (états de lieux, dysfonctionnement, etc.)
- Identification et définition des objectifs en matière de mobilité au sein de la municipalité
- Identification et cartographie des acteurs locaux sur les mobilités
- Recueil et méthodes de consultations citoyennes

- Identification de quartiers et de projets pilotes pour des projets d'aménagements de mobilités actives
- Définition d'un plan d'actions et d'un calendrier

L'élaboration du plan se déroulera sur 8 mois. 2 missions d'appui technique auprès des équipes à Kairouan seront organisées (durant les phases de diagnostic et de contribution) de la part des experts CEREMA, CODATU et Ville de Strasbourg. Un comité technique (COTECH) sera établi pour piloter la rédaction de ce plan et valider les étapes. Il sera présidé par le coordinateur local de Kairouan et composé de l'expert architecte, l'expert ingénieur, le chef de mission et des représentants des autorités locales compétentes sur le sujet des mobilités (Direction régionale de l'équipement, Direction régionale du transport terrestre, SORETRAK - Société régionale des transports de Kairouan). **Des consultations citoyennes seront organisées (voir A.3.2)** pour recueillir les avis et les propositions des habitants et des différents acteurs des mobilités à Kairouan. Les formations qui seront proposées (A.1.2) utiliseront comme cas-pratique l'élaboration de ce PMUDP.

Dans le cadre de cette élaboration, **un guide référentiel pour la promotion et le développement des mobilités actives dans la planification urbaine** sera élaboré afin de faciliter l'élaboration d'un plan des mobilités actives par les équipes de Kairouan. Ce guide sera élaboré par les équipes municipales de Kairouan appuyées par les experts techniques du consortium. Des exemples d'évènements et d'actions concrètes à mettre en œuvre pour promouvoir les mobilités actives en concertation avec les citoyens seront proposés.

Le PMUDP et le guide seront traduits en français et en arabe, publié en 50 exemplaires et présentés aux équipes de Mahdia et lors du forum inter-régional sur les mobilités à Sousse.

A.1.5 Guide sur les outils de renforcement de la participation citoyenne

Dans la continuité des formations (A1.2) sur la démocratie locale, un guide méthodologique sur les outils de renforcement de la participation citoyenne sera élaboré. Il visera à former et sensibiliser les élus et les décideurs au niveau local tunisien, les responsables et les membres des organisations de la société civile tunisienne et les cadres et les fonctionnaires des Autorités Locales.

Les thèmes abordés dans le guide seront traités de façon simple et prescriptive pour une utilisation directe par les utilisateurs tunisiens potentiels. Les différents instruments et processus seront présentés de façon à permettre d'engager un dialogue multi-acteurs impliquant au maximum tous les représentants de la communauté.

Le guide sera élaboré par un expert technique d'ALDA qui organisera également les formations sur la démocratie participative auprès des élus et agents et capitalisera sur les cas pratiques évoqués lors de ces formations. Ce guide sera traduit en français et en arabe et publié à 300 exemplaires : 100 pour chaque municipalité, et 100 destinés à d'autres municipalités tunisiennes, en vue de la capitalisation des résultats du projet.

Composante 2 : Aménagement de l'espace public

L'objectif de cette composante est d'accompagner et faciliter la mise en œuvre de projets pilotes d'aménagements favorisant le bien être des habitants, la place des mobilités actives dans l'espace public et répondant aux objectifs de développement urbain des deux municipalités. Ces projets pilotes ont été identifiés par les municipalités suite à des consultations citoyennes et techniques entre 2017 et 2018. Ils sont définis comme « quick wins » car ils sont facilement et rapidement réalisables et permettront de:

- rendre visibles les efforts des municipalités pour améliorer le quotidien des habitants ;
- sécuriser certains lieux devenus dangereux à cause de la circulation anarchique ;
- valoriser des espaces et lieux attractifs et historiques ;
- sensibiliser les citoyens aux bénéfices d'un aménagement concerté d'espaces publics ;
- favoriser la place des mobilités actives dans les villes.

A.2.1 Mise en œuvre de 7 micro-projets d'aménagements d'espaces publics à Kairouan

En 2017, dans le cadre de la coopération avec Strasbourg, 10 micro-projets d'aménagement et de sécurisation de l'espace public ont été identifiés à Kairouan, dans le quartier de Jeblia, à travers des ateliers citoyens et des séances de travail multi-acteurs. Depuis, seul 1 projet a été mené (remise en eau du bassin des Aghlabides et début de réhabilitation du parc) faute de moyens financiers et humains. Le projet permettra de financer le coût des autres projets et d'accompagner les équipes municipales pour une mise en œuvre et un suivi des travaux. Aujourd'hui pour 7 des 9 micro-projets, des études et des plans d'aménagements ont été élaborés par les équipes de Kairouan entre 2018 et 2019. Le coût total estimé pour ces aménagements est de **179 050 EUR**.

1. **Aménagement d'un parcours cyclable avenue Touhemi Negra** afin de relier le quartier universitaire et la Médina de Kairouan par une piste cyclable de 3km sécurisée et balisée. Coût estimé : 50 500 EUR
2. **Aménagement d'un espace convivial et sécurisation la sortie de l'école Sahabi 1**. Aujourd'hui, durant la sortie des classes, les écoliers et les parents n'ont pas l'espace pour attendre et échanger car la route et les voitures mal stationnées encombrent les trottoirs. Les travaux permettront la création

d'une zone de stationnement voiture et l'installation de banc publics et d'arbres sur les trottoirs incitant à l'échange entre parents et donc source de lien social. Coût estimé : 28 500 EUR

3. **Aménagement d'une placette à la sortie de l'école Sahbi 2**: un espace est disponible devant l'école Sahabi 2 où les voitures stationnent aujourd'hui anarchiquement, pour créer un espacé avec bancs et arbres. Coût estimé : 27 000 EUR
4. **Aménagement d'un espace convivial et sécurisation de la sortie de l'école Sahabi** 2. Même problématique que pour l'école Sahabi 1. Coût estimé : 13 800 EUR
5. **Aménagement d'une placette à la sortie de l'école Sahabi 4**. Devant l'école Sahabi 4 se trouve un grand espace avec un terrain de sports existe mais les alentours ne permettent pas aux jeunes et aux habitants de s'asseoir ou de profiter de cet espace. Le projet vise à implanter des arbres et des bancs ainsi qu'à réhabiliter les trottoirs face à l'école pour éviter les stationnements anarchiques. Coût estimé : 31 500 EUR
6. **Aménagement d'un espace convivial et sécuriser l'accès au lycée Pilote**. La sortie du lycée Pilote souffre d'un manque d'aménagements pour que les parents et lycéens puissent stationner et échanger, et les voitures s'y garent anarchiquement. Les travaux viseraient à créer des trottoirs, des zones de stationnement et installer des bancs et des arbres. Coût estimé : 19 500 EUR
7. **Création de 5 espaces sportifs de plein air (type *street workout*)** dans 5 arrondissements de Kairouan. Des groupes d'habitants et particulièrement de jeunes ont évoqué lors de conseils municipaux et d'ateliers participatifs leur volonté d'installer ce type d'espaces pour favoriser les exercices physiques, et aussi renforcer le lien social et la vie de quartier. Coût estimé : 8 050 EUR

L'activité se déroulera comme suit :

1. Validation des plans et des études par le COTECH
2. Rédaction des dossiers d'AO pour les marchés de travaux
3. Lancement et attribution des marchés de travaux
4. Travaux d'aménagements et suivi
5. Réception des travaux et inauguration

Les actions de cette activité seront mises en œuvre par l'équipe municipale de Kairouan accompagnée par le Chef de mission, ainsi que par des appuis ponctuels (2 missions de 5 jours) des équipes techniques de Strasbourg dans la préparation des DAO et le suivi des travaux. Les experts de Strasbourg ont déjà travaillé avec les équipes de Kairouan sur l'identification et les études de ces projets, ce qui facilitera leur réalisation. Un expert en passation de marchés (10 jours) interviendra également pour faciliter et assurer un respect des procédures européennes et tunisiennes.

A.2.2 Mise en œuvre de 3 circuits-doux à Mahdia

Entre 2017 et 2018, à la suite à des études techniques et des ateliers de concertation avec ses habitants, la ville de Mahdia a identifié 3 micro-projets d'aménagements publics pour répondre à ses besoins en matière d'amélioration du cadre de vie des habitants et de valorisation du patrimoine. Cette démarche va de pair avec les réflexions engagées par Mahdia sur sa stratégie mobilités, cruciale en été lorsque sa population quadruple (touristes) et le projet Symbiocity en cours de développement dans le cadre de son partenariat avec l'association des communes suédoises, SKL International, qui prévoit l'organisation d'ateliers participatifs selon une approche globale intégrant le thème de la mobilité.

Les 3 projets identifiés sont les suivants pour un coût estimé à 375 000 Euros maximum :

1. **Circuit pédestre autour du cimetière marin de Mahdia** : Ce micro-projet consiste à aménager un circuit pédestre sur la côte sud du cimetière marin ce qui facilitera l'accès aux habitants et aux touristes à ce lieu remarquable et historique de la ville de Mahdia. Aujourd'hui, ce périmètre manque de pistes et de circuits balisés pour assurer un accès adéquat au site pour les nombreux visiteurs potentiels. Un circuit de 600 mètres peur être aménagé pour faciliter l'accès et valoriser ce site historique. Des panneaux d'informations présentant les circuits balisés ainsi que des explications historiques seront installés.
2. **Parcours esplanade Elmadina :** Cet aménagement vise à définir et aménager un parcours de promenade à pieds et de pratique de sports (marche, jogging, aires de loisirs…) autour de la presque-île de Mahdia et sa Médina. Ce circuit facilitera l'accès aux sites remarquables de la presque-île de Mahdia, favorisera la pratique des mobilités actives (vélo, marche, course, etc.) et valorisera le patrimoine de Mahdia (Médina et front de mer). Les travaux consisteraient à aménager une placette près de la Médina, (Al-Hamra), créer un parcours de santé, aménager un jardin botanique sur la pointe Est et aménager une esplanade sur le front de mer.
3. **Circuit écologique « route des crêtes »:** Au niveau de l'arrière-pays de la ville de Mahdia se trouve une piste non-aménagée qui longe d'anciennes carrières, des champs maraichers et de terrains de pâturage, dite « route des crêtes ». Le projet viserait à aménager un circuit pédestre et cyclable sur 4 km au niveau de cette piste. Les travaux comprendraient un balisage du parcours, un aménagement de chaussée, un système d'éclairage du circuit. Ce circuit permettra de valoriser les quartiers périphériques de la ville à travers le développement de points de vente de produits locaux et de terroirs,

et de servir de zone d'apprentissage du vélo pour les habitants. Le développement de ce circuit encouragerait également la municipalité à développer des espaces verts et à valoriser son patrimoine écologique.

Des études techniques additionnelles devront être menées avant de lancer les travaux d'aménagements. Le coût pour les études techniques est estimé à **15 000 EUR**. À l'issue des résultats des études, un atelier de consultation sera lancé (A 3.2) pour présenter dans le détail les initiatives, recueillir les avis et impliquer les habitants de Mahdia dans ces projets d'aménagements. Un COTECH sera créé pour assurer un pilotage dans la mise en œuvre de ces trois projets et sera composé d'experts techniques de la municipalité, d'experts du consortium, d'élus et de représentants de la société civile. L'activité se déroulera comme suit:

1. Compilation des données et études techniques existantes
2. Lancement des marchés pour les études techniques additionnelles
3. Attribution des marchés d'études
4. Études techniques
5. Consultations citoyennes
6. Validation des plans et résultats des études et des consultations
7. Rédaction des dossiers d'AO pour les marchés de travaux/fourniture
8. Lancement et attribution des marchés de travaux
9. Travaux d'aménagements et suivi
10. Réception des travaux et inauguration

Chaque phase sera accompagnée par les équipes du bureau de coordination ainsi que par des appuis ponctuels des équipes techniques du consortium, dont un expert spécialisé dans le tourisme et les circuits touristiques étant donné l'importance de cette dimension dans les 3 projets d'aménagements. 2 missions d'appui (5 jours) seront organisées dans les phases de préparation des marchés d'études et des marchés de travaux.

A.2.3 Création d'une Maison du vélo

Kairouan est une ville qui dans les années 70-80 comptait de nombreux magasins de ventes et de réparations de vélos, dans lesquels les gens pouvaient louer des vélos à la journée ou à la semaine. Avec le développement et la promotion de la voiture individuelle dans les années 90, cette pratique a quasiment disparu à l'exception de quelques échoppes de location de vélo pour les touristes autour de la médina.

Cependant, pour beaucoup en Tunisie, le vélo reste un mode de déplacement secondaire. La municipalité de Kairouan ainsi que les organisations de la société civile souhaitent donner plus de place au vélo dans la ville, comme l'illustre notamment l'organisation d'une parade à vélo le 23 décembre 2018 à Kairouan avec la participation de nombreuses associations et du Maire en personne. Le développement des mobilités douces est un axe identifié dans la stratégie de développement durable de Kairouan 2030 (SDD – Madinatouna) et de nombreux **bénéficies liés au développement du vélo à Kairouan** ont été identifiées par les élus, les agents et les habitants, notamment:

- Maillage routier et topographie de la ville adaptés à l'usage du vélo ;
- Mode de déplacement rapide, propre et peu coûteux
- Réduction de la congestion du trafic automobile en centre-ville et des nuisances engendrées par ce trafic : insécurité pour les piétons, problèmes de stationnement, bruit, pollution, etc. ;
- Amélioration de la santé des habitants (activité sportive et meilleurs qualité de l'air)
- Développement de l'attractivité touristique de la ville engendrée par la réduction de la congestion automobile et l'offre de circuits touristiques à vélo,
- Autonomisation des femmes : il existe à Kairouan une zone industrielle peu voire pas desservie par les transports en commun. Beaucoup de femmes y travaillent et mettent beaucoup de temps à rentrer chez elle d'où le projet d'un espace vélo-école pour ces femmes et de locations de vélos à la sortie de l'usine ;
- Exemplarité des agents de la mairie de Kairouan : la municipalité incite ses employés à se déplacer à vélo dans le cadre de leurs déplacements professionnels dans la ville pour donner l'exemple

Pour concrétiser et promouvoir le vélo dans la ville, les agents, les élus et la société civile kairouanaise souhaiteraient créer un **espace dédié à la promotion du vélo**, une maison du vélo, inspiré notamment de l'espace 'Dar-El Bisklette' crée récemment à Tunis par l'association tunisienne Vélorution. Cet espace proposerait différents services : vélo-école, location vélo, visite guidées à vélo, atelier de réparation, café-vélo et organiserait régulièrement des évènements autour du vélo.

Le projet viserait à structurer et financer la création de cette « Maison du vélo » et à favoriser les échanges d'expertise et de bonnes pratiques par les différents acteurs des mobilités douces et actives en Europe et au Maghreb, comme la Ville de Strasbourg, CODATU ou encore Vélorution. Cette activité serait divisée en 2 phases : lancement et réalisation d'une étude diagnostic pour la création d'une Maison du vélo puis appui au lancement des services.

Un COTECH sera créé pour le suivi de cette activité et la validation des étapes et sera composé notamment des agents et élus de la municipalité, des représentants de la société civile et des représentants du secteur privé, professionnels du vélo et du tourisme.

La première phase vise à **lancer une étude** pour la création et le fonctionnement de cette Maison du vélo, qui réponde aux besoins des habitants et aux capacités des acteurs associatifs et de la municipalité. Une place importante sera donnée aux associations locales dans la gestion, l'animation et l'organisation du lieu. Cette étude devra identifier et définir :

- Les différents scénarios possibles pour la création de cette Maison du vélo ;
- Les objectifs, l'emplacement et la forme de la Maison du vélo ;
- Un plan de développement économique et financier qui présentera le modèle économique le plus propice et viable de cette maison du Vélo ;
- Les bénéficiaires, les parties prenantes des services ;
- Les formations nécessaires à la mise en œuvre des services ;
- Un plan d'approvisionnement en vélos : vélos d'apprentissage pour le vélo-école et vélos à louer. La ville de Strasbourg envisage de faire don de 100 vélos recyclés comme appui au démarrage ;
- Les synergies avec le secteur privé, associatifs, tourisme, etc. ;
- Un calendrier de mise en service ;
- Un plan d'actions.

L'étude sera pilotée par le chef de mission en collaboration avec la municipalité de Kairouan et les acteurs locaux. **Un appui financier** (montant maximum = 15 000 EUR) pourra être fourni, selon les règles de la subvention, à des associations locales pour contribuer à la rédaction de cette étude à travers leur expertise et leur connaissance du contexte et des acteurs**.** Par ailleurs, 3 experts du consortium (tourisme, aménagements publics et vélo) appuieront la rédaction de cette étude (1 mission de 5 jours pour 3 experts). L'étude devra être réalisée en 4 mois. Les résultats de l'étude seront partagés et capitalisés avec la ville de Mahdia qui pourra, le cas échéant, envisager une réplicabilité sur son territoire.

Dans la deuxième phase, à la suite des recommandations de l'étude et aux validations du COTECH, les équipes de la municipalité et le chef de mission appuyés par les experts lanceront **un marché public** pour la mise en place des différents services. Un accompagnement du bureau de coordination sera assuré dans la rédaction des termes de références, le respect des procédures de subventions et l'accompagnement des porteurs de projets. 3 experts (passation de marchés, vélo, tourisme) seront également mobilisés pour un appui lors des phases de préparation de l'appel à projets et du suivi des réalisations (**1 mission de 5 jours**). L'objectif de ce marché sera d'amorcer le lancement de ces services dans un objectif de pérennité des différentes activités.

Les services attendus de la Maison du vélo seront notamment (à compléter par l'étude):

- **Vélo-école** qui dispensera régulièrement des cours de vélo dans les écoles, les entreprises, les administrations, à la demande et sur inscription. Les formateurs de cette vélo-école travailleront notamment avec la Police de la circulation sur les aspects liés à la sécurité routière. Les cours pourront être délivrés à titre gratuit (dans les écoles notamment), ou moyennant une faible contribution financière ou des dons (prix libre) pour attirer un maximum de personnes.
- **Atelier réparations et vente de petits matériels** seront à disposition de chaque cycliste qui pourra venir pour réparer ou entretenir son vélo contre une participation modique à l'utilisation du lieu et des outils. Cet atelier se voudra convivial et des formations sur l'entretien et la réparation de vélo pourront être organisées.
- **Café vélo –** la Maison du vélo se veut également convivial, un espace de vie et de lien social, c'est pourquoi il est proposé d'y aménager un coin où les gens pourront prendre un café, s'assoir un moment, faire connaissance, échanger sur leurs pratiques du vélo ou sur tout autre sujet.
- **Service de location de vélo.** Le service de location de vélo assurera le prêt de vélo pour des durées variables. Le service sera disponible à la Maison du vélo mais d'autres points de location seront proposés dans des lieux stratégiques de la ville où les besoins auront été identifiés (notamment près de l'Université, des écoles ou encore des usines qui sont fréquentés par les groupes cibles pressentis et principaux bénéficiaires de ce service.
- **Visites guidées à vélo.** Le service sensibilisera au cyclotourisme grâce à des visites guidées de la ville à vélo le long d'un parcours patrimonial et historique, dont le trajet précis fera l'objet d'une consultation citoyenne associant les autorités du patrimoine et du tourisme. Ce produit touristique pourra être proposé aux tours opérateurs, hôtels et professionnels du tourisme. Le service sera également l'occasion de faire redécouvrir l'histoire et le patrimoine de la ville à ses habitants.

A.2.4 Étude sur le marché oriental de Kairouan

Kairouan est restée à l'écart du développement touristique de masse tunisien du siècle dernier. Elle jouit pourtant d'un fort potentiel en matière de tourisme religieux, grâce à sa grande mosquée, inscrite au Patrimoine Mondial de l'Unesco. Un projet de réhabilitation de l'édifice et ses abords sur financement saoudien est d'ailleurs à l'étude. De cette spécificité résulte une très forte affluence touristique durant les périodes du Ramadan et du Mouled (naissance du Prophète) avec son corollaire de problèmes aigus de circulation et de stationnement. Cette problématique aigue lors de ces 2 grands évènements amène la mairie de Kairouan à envisager d'une part, une meilleure organisation de l'espace et des déplacements aux abords de la grande mosquée, d'autre part à réfléchir à la manière dont la commune pourrait tirer pleinement profit de la présence de ces nombreux visiteurs.

C'est pourquoi la municipalité a lancé en 2018 une étude préliminaire pour la création d'un « marché oriental » en centre-ville à l'image des « marchés de Noël » de nombreuses villes d'Europe. Ce marché renforcera l'attractivité touristique de Kairouan autour d'un concept novateur et il permettra, grâce à la vente de nourriture et de produits artisanaux durant ces périodes d'affluence, un développement économique bénéfique à tous les acteurs du territoire via de nouveaux débouchés pour leurs produits : artisans, commerçants, producteurs et maraichers, hôteliers et restaurateurs, office de tourisme, etc. Une étude préliminaire a permis de définir l'emplacement futur du marché (aux abords de la grande mosquée, devant la Médina), d'identifier la forme architecturale des stands en bois, de formuler quelques propositions d'aménagements publics et de plans de circulation permettant de développer ce nouveau concept dans les meilleures conditions. Les résultats de cette première étude sont encourageants et aujourd'hui la municipalité cherche à approfondir les analyses.

Dans ce contexte, le projet propose de coordonner l'étude et de favoriser l'échange d'expériences et de bonnes pratiques entre Strasbourg et Kairouan. Strasbourg possède en effet l'un des marchés de Noël les plus anciens et prestigieux au monde et accueille plus de 2 millions de visiteurs par an durant cette période. Elle dispose d'une expertise pointue et indéniable dans ce domaine.

L'étude serait appuyée par 2 experts techniques de Strasbourg en étroite collaboration avec les agents et les élus de la ville de Kairouan. 2 missions d'appuis techniques seraient organisées à cet effet (état des lieux, recommandations). Une visite d'études de 5 jours à Strasbourg durant le marché de Noël 2019 serait également organisée pour montrer concrètement l'impact d'un tel évènement sur la ville et l'organisation des services municipaux en découlant.

Composante 3 : Mobilisation et sensibilisation citoyenne

A.3.1: Organisation de 20 ateliers multi-acteurs

L'objectif sera d'organiser des ateliers ouverts à tous pour sensibiliser et former les participants aux problématiques de l'aménagement urbain. Des élus, agents, citoyens, étudiants, associations, experts, etc. seront invités à participer et à partager leurs expériences, leurs interrogations et leurs recommandations. Les agents et élus ayant participé aux formations (A 1.2) seront particulièrement invités à en répliquer des parties pour favoriser la transmission des savoirs et aussi favoriser le dialogue entre agents et citoyens.
Chaque atelier durera de 1 à une demi-journée et aura lieu à Mahdia ou à Kairouan. Des études de cas et des exemples de problématiques liés notamment aux aménagements en cours (ex. Composante 2) pourront être mentionnés. Ces ateliers pourront également être intégrés au sein d'évènements plus importants liés au projet (ex. Conférence de lancement, forum inter-régional, consultations, etc.). Chaque atelier pourra accueillir au maximum 50 personnes. Pour chaque atelier, 1 animateur et au moins 1 intervenant/expert seront mobilisés. Le projet prévoit d'organiser environ 20 ateliers sur toute la durée du projet. Les thèmes et calendrier des 10 premiers ateliers seront déterminés par les équipes du bureau de coordination lors de la phase de démarrage. Le bureau de coordination du projet assurera la communication, l'organisation, la logistique, le suivi et la restitution des 20 ateliers. D'autres sujets pourront être déterminés suite aux réunions de concertations et échanges avec les différentes parties prenantes du projet et habitants de Kairouan et Mahdia.
Les thématiques identifiées par les membres du consortium lors des échanges en vue de la préparation de ce projet et qui pourront être délivrées par leurs experts sont les suivantes:

1. Les Outils de démocratie locale
2. Planification urbaine
3. La place du vélo en ville
4. La sécurité routière
5. Les ODD
6. L'inclusion
7. L'égalité des sexes dans l'espace public
8. Inclusion des jeunes dans l'espace public
9. Accessibilité
10. Sureté, sécurité dans les espaces publics
11. Réconciliation du citoyen avec son héritage historique, et écologique
12. Méthodologie de mobilisation citoyenne/organisation d'évènements

A.3.2 : Organisation de consultations citoyennes

La participation des citoyens est au cœur du projet. À plusieurs étapes du projet, des consultations citoyennes devront être organisées pour co-construire les actions menées et impliquer davantage les citoyens dans les politiques publiques d'aménagement du territoire.
Ces consultations citoyennes devront être pilotées par un comité de concertation indépendant et pluridisciplinaire dans les deux communes. Le comité sera composé de représentants de la société civile, de citoyens, de professionnels et de représentants de la municipalité. Les associations locales joueront un rôle clef dans l'organisation et la mobilisation des citoyens lors de ces consultations.
Les consultations identifiées à ce stade sont d'une part à Kairouan pour l'élaboration du PMUDP (A.1.3), avant la mise en œuvre des 7 micro-projets (A.2.1), pour la Maison du vélo et la définition des visites guidées (A.2.3) et pour le marché oriental ; d'autre part à Mahdia avant la mise en œuvre des 3 circuits-doux (A.2.2).
D'autres consultations pourront être organisées suivants les besoins et les avancées du projet. Les consultations seront organisées sur 1/2 journée et accueilleront un maximum de 50 personnes. Les

consultations pourront avoir lieu lors d'atelier multi-acteurs (A 3.1) et certaines pourront être organisées en ligne à travers le site internet du projet. Des espaces de présentations des projets et des sondages, avis pourront être proposés. Un important travail de communication et de sensibilisation à ces espaces de concertation sera fait par l'équipe de coordination du projet. Un expert d'ALDA assurera la coordination et l'animation des consultations.

A.3.3 : Évènements grand public

Ces évènements grand public seront organisés et coordonnés par le bureau de coordination basé à Kairouan en lien avec les associations locales à Mahdia et Kairouan et les équipes des municipalités. Un **soutien financier** aux associations pour leur appui dans la préparation, la communication et l'organisation des évènements pourra être octroyé.

Le format, les précisions, les supports de communication de ces évènements seront listés dans le plan de communication et de visibilité développé durant la phase de démarrage (A4.1). Les évènements visent à mobiliser et sensibiliser les habitants des villes sur des sujets liés au développement durable, aux mobilités douces ou encore à la participation citoyenne. Les évènements envisagés sont :

1. **Organisation de plusieurs journées sans voiture** dans les deux municipalités si possible aux mêmes dates dans les deux villes. La journée aura pour objectif d'habituer peu à peu la population à des espaces sans voiture afin d'en mesurer les bénéficies concrets (réappropriation de l'espace public, environnement apaisée et moins polluée, etc.). Elle s'inspirera en cela de l'opération "*Tounes Tetnafes*" organisée pour la première fois en 2017 dans le centre-ville de Tunis. Elle se pérennise depuis grâce à l'action de la mairie de Tunis par la piétonisation de l'avenue Bourguiba chaque dimanche après-midi. L'objectif est de créer un événement festif tout en éveillant les consciences sur la place occupée au quotidien par la voiture particulière dans l'espace public et de changer peu à peu les mentalités et la perception du vélo. Le projet envisage d'en organiser 4.
2. **Organisation de 3 parades à vélos ou sorties cyclistes** pour revendiquer l'usage du vélo dans la ville et la partage de la voirie, organisées si possible aux mêmes dates dans les deux villes dans un souci de synergie et d'impact. D'autres villes tunisiennes seront invitées à participer également via notamment des **campagnes de communication sur les réseaux sociaux**
3. **Lancement de deux concours « smartphones »** avec quelques récompenses pour le meilleur court-métrage réalisé avec un smartphone qui sensibilise sur une problématique particulière. Deux thématiques ont été retenues et suggérées par la municipalité et les associations locales de Kairouan dans la préparation de cet appel à projets : **la sécurité routière et le vélo comme mode de déplacement dans la ville**. Ce format d'évènement visera principalement à toucher les jeunes. L'expert communication et le coordonnateur du projet piloteront le lancement du concours avec les équipes des deux municipalités. Le concours pourra être réalisé à Mahdia et Kairouan et lancé dans d'autres villes tunisiennes. Un évènement de remise des prix aura lieu à Kairouan et Mahdia. Les court-métages seront diffusés sur les réseaux sociaux et lors des évènements liés au projet.
4. **Une course cycliste entre Mahdia et Kairouan (distante de 100 km)** sera organisée en étroite collaboration avec les clubs sportifs cyclistes de la région afin d'impliquer les acteurs du vélo de toute sorte et de valoriser également la dimension sportive et compétitive du vélo. Des évènements festifs axés sur la sensibilisation à l'usage du vélo auront lieu au départ et à l'arrivée de la course.
5. D'autres **évènements grand public** autour de l'usage du vélo pourront être développés tout au long du projet en fonction des réussites et enseignements des expériences listées ci-dessus et des disponibilités du budget.

Les équipes du projet veilleront à ce que les associations locales bénéficient et participent à l'organisation de ces évènements pour qu'elles puissent à terme les organiser elles-mêmes sans l'appui du projet et de ses financements.

Composante 4 : Communication, visibilité et partage d'expériences

A.4.1 : Élaboration d'un plan de communication et de visibilité

Lors de la phase de démarrage, un plan de communication et de visibilité du projet sera rédigé par l'expert communication du bureau de coordination à Kairouan, en étroite concertation avec les équipes des municipalités et les partenaires du projet. L'objectif de ce plan sera de promouvoir de manière cohérente les actions du projet ; créer une identité visuelle au projet ; faciliter l'accès aux informations du projet pour tous les publics et de sensibiliser le public aux thématiques du projet (développement urbain durable, mobilités douces et démocratie locale). Le plan de communication et de visibilité respectera notamment les principes du ***manuel de communication et de visibilité des actions extérieures financées par l'UE***.

Le document devra comporter :

- La liste et le détail des différents canaux de communication utilisés par le projet (site web, réseaux sociaux, brochures, bannières, presse)
- La liste des principaux évènements du projet où une communication sera nécessaire (conférence de lancement, forum, ateliers, évènements grand-publics, etc.). Une attention particulière sera portée à la communication pour la composante 3.
- La liste des évènements nationaux, régionaux internationaux où une représentation du projet serait pertinente pour un partage d'expérience
- Une charte graphique de projet (logo, graphisme, etc.)

- La liste des brochures et publications qui seront à diffuser tout au long du projet.

Une attention particulière sera portée à la communication à travers les réseaux sociaux pour toucher un maximum de personnes et particulièrement les nouvelles générations qui seront les principales bénéficiaires du projet. Enfin ce plan sera élaboré en étroite concertation et collaboration avec les organisations de la société civile locales qui participeront à certains évènements. Une sensibilisation aux Objectifs du développement durable (ODD) et à l'Agenda urbain de l'UE sera assurée dans tous les évènements et toutes les publications et les rapports du projet. Le plan mentionnera également les différents effets multiplicateurs envisageables par le projet et proposera des actions pour améliorer la capitalisation et la diffusion des expériences acquises par les bénéficiaires.

A.4.2 Conférence de lancement

Cette conférence sera organisée à l'issue de la phase de lancement (M3) à Kairouan. L'objectif sera de lancer publiquement le projet et ses activités, de présenter les objectifs et les résultats à atteindre, de sensibiliser un maximum de personnes et de partenaires aux actions et aux thématiques du projet afin d'assurer leur bonne implication et leur active participation. La conférence sera organisée sur une journée pour environ 50 personnes invitées, dont des intervenants et experts nationaux et internationaux (16 intervenants internationaux + 30 nationaux) sur les thématiques des mobilités et de la participation citoyenne et aussi les représentants de tous les partenaires du projet. La conférence prévoit des discours d'ouverture et de clôture, des tables rondes et des ateliers thématiques en petit groupes. L'Agenda urbain de l'UE et les ODD seront mentionnés comme fil rouge de l'évènement. Une brochure présentant les principaux objectifs et résultats du projet sera présentée. L'équipe de coordination assurera l'organisation, la communication, la logistique de l'évènement.

A.4.3 : Forum inter-régional sur les mobilités actives

Afin de favoriser l'échange de pratiques et d'expériences et de valoriser les expériences et les actions menées à travers le projet, un forum inter-régional de deux journées complètes sera organisé à Sousse (mi-chemin de Kairouan et Mahdia) à mi-parcours du projet (M15). La thématique principale sera « la place des mobilités actives dans les villes». Tous les acteurs tunisiens des mobilités, mais aussi des pays voisins et régionaux seront conviés. Des experts internationaux et de la CE seront aussi invités (25 intervenants internationaux + 75 régionaux). Tous les porteurs d'initiatives liées aux mobilités actives en Tunisie seront conviés ainsi que des initiatives identifiées comme intéressantes et exemplaires sur ces questions dans le bassin méditerranéen et dans d'autres pays du monde. 150 personnes sont attendues. Des traductions en français, anglais, arabe seront assurées. Le forum sera aussi l'occasion de présenter les résultats et succès du projet. Des publications et brochures présentant ces résultats seront réalisées par l'équipe de coordination. Le forum sera rythmé par des tables rondes, allocutions, ateliers pratiques, sessions de networking, etc. Les premiers résultats du projet seront présentés par les différentes parties prenantes. Des expositions et/ou évènements autour du vélo seront organisés à cette occasion via des concours artistiques. Des visites guidées à vélo seront proposés pour les participants par les associations locales à des prix symboliques. Un soutien financer pourra être proposé aux associations locales parties prenantes du projet pour assurer une participation et une représentation de leurs activités durant cet évènement, comme par exemple des performances artistiques autour du vélo.

Le bureau de coordination du projet sera responsable de la coordination et de la mise en œuvre de cet évènement.

A.4.4 Séminaire de Clôture

Un séminaire de clôture sera organisé à la fin du projet afin de revenir sur les différentes actions et projets développées durant 30 mois, d'en tirer un bilan narratif et financier, d'en partager largement les enseignements. 100 participants sont attendus sur une journée et 2 nuits (20 participants internationaux et 40 régionaux). Parmi les livrables de cette étape finale figureront, outre les publications mentionnées précédemment qui seront mis à disposition, une **brochure** présentant le projet et ses résultats ainsi qu'un **recueil d'outils et procédures** utilisés et créées tout au long du déroulement du projet (ex. conventions de partenariat, appels d'offres, arrêtés municipaux, cahier des charges, mode d'emploi des consultations citoyennes, campagnes de communication, etc.) afin que ces outils puissent profiter à d'autres expériences et être réutilisés, dans un souci de capitalisation et de partage des acquis.

Symboliquement, cette étape se traduira par le lancement officiel du nouveau plan de circulation de la ville de Kairouan et l'inauguration des aménagements mis en place à cet effet. Il sera aussi fait appel à cette occasion à des artistes tunisiens via un appel à projets dédié mobilisant leur créativité au service du vélo et des résultats et acquis du projet et plus globalement à la promotion du développement de modes de déplacements actifs dans les villes.

A 4.5 Participation à des évènements d'échanges

Le chef de mission, le responsable de projet et les bénéficiaires du projet seront invités à participer à des évènements internationaux en Europe et dans le monde pour présenter les résultats et succès du projet en matière de mobilités et de participation citoyenne, mais aussi sur la coopération décentralisée ou encore les ODD. Le projet prévoit une participation à environ 6 évènements internationaux sur 30 mois pour 4 personnes (chef de mission, 2 représentants locaux + responsable projet), dont au moins un à la Commission européenne comme prévu dans les lignes directrices. Les évènements internationaux déjà identifiés sont :

- Forum des villes et Régions pour la coopération au développement à Bruxelles

- Forum des mobilités organisé par le réseau CODATU à Dakar en 2020
    - Journées d'échanges sur la mobilité urbaine dans les villes européennes organisées par CEREMA en partenariat avec la ville de Strasbourg
- Forum mondial de la démocratie à Strasbourg

Le soutien financier à des tiers

L'octroi d'un soutien financier à des tiers est envisagé à deux reprises : dans le cadre du déroulement de l'étude préalable à la création de la maison du vélo, dans le cadre de l'organisation des évènements grand public autour des mobilités actives qui se dérouleront tout au long du projet.

	Objectifs et résultats	Activités	Entités éligibles	Critères de sélection	Montant
Etude Maison du vélo	Implication de la société civile qui connait le contexte, les usages et les acteurs en présence pour produire une étude au plus près de la réalité et des besoins	Identification des bénéficiaires et parties prenantes des services créés Identification des synergies et complémentarités entre acteurs Identifications des besoins en matériel et équipement Identification des modes d'approvisionnement et d'acheminement des vélos Identification des différents points de location des vélos Propositions pour l'aménagement du local	Associations Usagers du cycle et clubs sportifs Ecoles, collèges, lycées, université Acteurs du développement touristique	L'équipe projet rédigera un cahier des charges de l'appel à projets précisant les critères d'éligibilité précis (qualité des porteurs, faisabilité des projets, nombre de participants et impacts attendus, durée, budget)	Maximum 20 000 €
Tous les évènements grand public	Implication des citoyens dans la conception et la mise en place des évènements comme gage de forte implication et participation citoyenne et d'un impact fort	Conception et organisation d'évènements grand public autour des mobilités en lien avec la mairie (parades à vélo, journées sans voiture, concours, course cycliste…)	Associations Clubs sportifs Ecoles, collèges, lycées, universités Artistes et collectifs d'artistes Jeune chambre de commerce	L'équipe projet rédigera un cahier des charges de l'appel à projets précisant les critères d'éligibilité précis (qualité des porteurs, faisabilité des projets, nombre de participants et impacts attendus, durée, budget)	Une enveloppe de 40 000 € au total sera consacrée à ces actions

Études réalisées pour identifier la portée de l'Action

La description de cette action s'est faite en concertation et co-construction avec les différents partenaires du projet à travers des échanges réguliers. 1 mission à Mahdia et Kairouan en Janvier 2019 a permis d'affiner, d'actualiser et de préciser les contours de l'action pour proposer un projet au plus proche des besoins des bénéficiaires et des capacités du consortium. Une participation du consortium, et notamment du Maire de Kairouan à Bruxelles à l'occasion du Forum sur la Coopération et le Développement du Comité européen des régions en février 2019 a également permis de préciser les attentes de l'UE par rapport à l'appel à projets. D'autre part, le projet s'appuie notamment sur des études déjà réalisées qui ont facilité la définition de la portée de l'Action. Ces études sont :

- L'élaboration d'un programme d'optimisation des déplacements dans le SDD 2030 de Kairouan permettant d'identifier les contours du futur PMUDP et de la Maison du vélo ;
- Les études techniques réalisées entre 2017 et 2019 pour l'identification et la panification des 7 projets d'aménagements publics à Kairouan ;
- Les études techniques réalisées entre 2018 et 2019 pour l'identification des 3 circuits-doux de Mahdia ;
- L'étude préliminaire réalisée par un bureau d'étude indépendant pour la création du Marché Oriental de Kairouan.

Modifications des informations fournies dans la note succincte de présentation.

Suite aux rencontres mentionnées plus haut et aux différents échanges, certaines modifications ont été apportées aux informations fournies dans la note conceptuelle :

- Le nombre de micro-projets d'aménagement d'espaces publics pour Kairouan a diminué à 7 (au lieu de 9) afin de répondre aux besoins de la municipalité et d'envisager des aménagements où des études poussées et abouties ont déjà été menées.

- La composante 4 : visibilité, communication et partage d'expérience a été ajoutée, pour faciliter la coordination des activités et mettre d'autant plus en avant ce groupe d'activité qui aura un rôle déterminant dans le succès du projet.
- L'activité (4.2) sur le marché oriental de Kairouan n'avait pas été mentionnée dans la Composante 2. Cet ajout répond aux objectifs de développement économique et touristique de la ville en intégrant des critères liés à la mobilité durable.

2.1.3. Méthodologie – Approche de mise en œuvre

Les méthodes de mise en œuvre choisies et les raisons de ce choix

L'approche pour la mise en œuvre du projet a été convenue en concertation avec tous les partenaires du consortium et particulièrement avec les municipalités de Kairouan et Mahdia qui seront les principaux bénéficiaires de l'action. Cette approche s'appuie sur les **principes clefs** suivants :

La création d'un bureau de coordination composé de 3 experts à temps plein pour faciliter la mise en œuvre et la coordination des actions. Cette équipe d'appui dirigée par un chef de mission, vise à pallier le manque de moyens humains des deux municipalités et à servir d'Unité de gestion du projet en assurant le suivi des activités ; la mobilisation d'expertise pour des appuis techniques; l'organisation d'évènements et d'ateliers ; les actions de communication et de visibilité ; etc. Les 3 experts à temps plein devront être francophones et arabophones afin d'assurer une coordination optimale entre les différents acteurs.

Des actions de renforcement des capacités favorisant les échanges entre pairs et la transmission des savoir-faire. Les actions de renforcement des capacités (formations, accompagnement technique, formation-action, formations de formateurs, visites d'études) seront menées quasi exclusivement par des agents ou des élus d'autres collectivités européennes ou tunisiennes afin de renforcer les liens, faciliter le dialogue et améliorer l'implication des bénéficiaires.

Des méthodes participatives et de concertation dans la mise en œuvre des actions à travers par exemple des consultations citoyennes, des réunions d'information et une diffusion des informations à travers le site internet ou les réseaux sociaux. L'objectif est de développer des approches multi-partenariales et multisectorielles en intégrant les citoyens, les acteurs du secteur privé, les associations, les commerçants, les agents de la municipalité, les élus aux processus de planification urbaine. L'expérience d'ALDA dans la mise en œuvre de ces méthodologies participatives sera un vrai plus.

La promotion d'une approche intégrée dans la mise en œuvre de chaque action prenant en compte toutes les dimensions du développement durable en utilisant notamment le cadre de référence des ODD et de l'Agenda urbain de l'UE. Certaines actions et projets pourront être analysés sous le prisme des 17 ODD grâce à des outils simples et gratuits (ex : référentiel RFSC).

La promotion d'échanges de bonnes pratiques à travers l'organisation d'ateliers multi-acteurs ou d'évènements réunissant des pairs et favorisant le réseautage entre villes tunisiennes et européennes.

Moyens et équipements à acquérir

L'équipe du bureau disposera de **vélos** pour se déplacer dans la ville de Kairouan et sensibiliser les habitants et les partenaires du projet à la pratique du vélo. Ces vélos pourront être mis à disposition des experts lors de leurs missions à Kairouan. Une **voiture** sera également achetée pour faciliter les déplacements de l'équipe du bureau de projet à Mahdia. À disposition de l'équipe, **un appareil photo/caméra** de bonne qualité permettant de faire des photos/vidéos/teasers/interviews pour faire la promotion des actions du projet sera mis à disposition. Des **logiciels de montages photos/vidéos** et publications seront mis à disposition de l'expert communication du bureau. Des **ordinateurs portables** seront mis à disposition de l'équipe du bureau de coordination, mais aussi auprès des municipalités et des bureaux de coordination en Europe.

Liens avec projets antérieurs portant sur les mêmes thématiques

Les activités du projet s'appuieront sur les résultats et recommandations identifiés dans les 5 initiatives suivantes menées dans les villes de Kairouan et Mahdia :

Coopération technique entre Strasbourg et Kairouan (2016 et 2017)

Constats

- Congestion sur les axes principaux
- Problème de sécurité pour les piétons et cyclistes sur les boulevards et discontinuité des cheminements (manque de signalisation)
- Pas d'aménagements à l'entrée des écoles (pas de banc, zones d'ombres, végétations)
- Le potentiel cyclable de la ville n'est pas exploité

Recommandations/résultats

- Renforcement des capacités de la mairie (élus et agents)
- Renforcement de la volonté de la municipalité de Kairouan de développer l'usage du vélo
- Identification de 10 micro-projets d'aménagements d'espaces publics pour répondre à ces défis et changer les mentalités

Projet Madinatouna (2018) financé par le PNUD, visant à l'élaboration de la stratégie de développement durable 2030 (SDD) de Kairouan

Constats

- Manque de moyens humains et financiers pour mettre en œuvre des projets d'aménagements d'espaces publics
- Manque d'aménagements d'espaces publics partagés et inclusifs
- Congestion urbaine régulière qui engendre des répercussions négatives sur la sécurité routière, la qualité de l'air et l'activité économique de la ville
- Pas de documents de planification urbaine qui répondent à la problématique des mobilités de manière intégrée
- Les habitants ne sont pas sensibilisés aux mobilités actives et aux alternatives à la voiture

- L'héritage culturel et patrimonial n'est pas valorisé et le potentiel touristique n'est pas exploité suffisamment

Recommandations/résultats

- Nécessiter d'élaborer une stratégie intégrée des mobilités à Kairouan
- Renforcer les capacités des agents et des élus dans la planification urbaine
- Développer et promouvoir les modes de transports alternatifs à la voiture
- Valoriser le patrimoine de la ville et proposer une offre touristique plus diversifiée
- Augmenter le nombre d'espaces publics partagés et inclusifs

Création de l'Agence de la démocratie locale (ADL) à Kairouan en 2017

Constats

- Les acteurs locaux (collectivités, société civile, habitants) manquent d'autonomie et d'influence dans les politiques publiques d'aménagement du territoire

Recommandations/résultats

- Besoin de créer des espaces de dialogue et de concertation multi-acteurs, promouvoir des outils de participation citoyenne et favoriser l'échange d'expériences et de bonnes pratiques entre acteurs locaux.

Initiative Lab'Baladiya lancé en octobre 2018 par la Fédération Nationale des villes tunisiennes (FNVT) et l'Ambassade de France en Tunisie qui vise à développer les bonnes pratiques liées au défis de développement urbain, durable, inclusif et participatif

Constats

- Manque de formation pour les nouveaux élus municipaux tunisiens
- Manque de moyens humains et financiers pour mettre en œuvre des projets et appréhender de manière pragmatique l'exercice du pouvoir local et du développement territorial

Recommandations/résultats

- Organisation de 6 ateliers rassemblant élus et experts de collectivités locales françaises et tunisiennes
- Un atelier à Kairouan en juin 2019 sur la thématique de l'espace public.
- Financement de micro-projets résultant de ces ateliers
- Renforcement des capacités de maîtrise d'ouvrage des collectivités locales tunisiennes

Projet Symbiocity à Mahdia mis en œuvre depuis 2017, visant à identifier une stratégie intégrée de développement urbain durable

Constats

Manque de moyens humains et financiers pour mettre en œuvre des projets d'aménagements d'espaces publics

- Manque d'accessibilité et de circuits balisés pour les sites historiques et naturels de la vieille ville
- Les habitants ne sont pas sensibilisés aux mobilités actives et aux alternatives à la voiture
- Les mobilités actives sont pénalisées par le manque d'aménagements appropriés

Recommandations/résultats

- Priorisation de 4 thématiques de développement urbain lors d'ateliers participatifs (espaces publics, eaux pluviales, gestion des déchets, mobilités urbaines)
- Développement d'une stratégie intégrée de développement des espaces publics
- Identification de micro-projets d'aménagements d'espaces verts

Liens et synergies avec d'autres projets et initiatives

Le projet s'inscrit dans les conclusions du conseil du 28 juin 2018 «*Coopération de l'UE avec les villes et les autorités locales des pays tiers*", la politique européenne de voisinage (PEV), et plus spécifiquement dans le cadre de l'Accord d'association entre l'UE et la Tunisie.

L'action proposée viendra en complément de nombreuses initiatives en cours en Tunisie, identifiées dans la préparation de cet appel à propositions lors d'échanges téléphoniques et de rencontres, notamment lors d'une mission en Tunisie et à Bruxelles en Janvier et Février 2019, afin de créer un maximum de synergies et d'éviter les doublons. Les acteurs de ces différentes initiatives seront régulièrement informés des avancées et résultats du projet (newsletter, site web, publications) et seront conviés à participer et intervenir lors des évènements, des ateliers multi-acteurs et éventuellement à des formations.

Les initiatives et synergies suivantes sont envisagées:

- **MobiliseYourCity :** Partage d'expériences réguliers avec les équipes du Partenariat MobiliseYourCity et échanges de méthodologies et de bonnes pratiques pour l'élaboration des Plans de mobilité urbaine soutenable. Intervention d'experts à des sessions de formations ou des évènements. MobiliseYourCity intervient également en appui du gouvernement tunisien dans l'élaboration de la nouvelle Politique Nationale de Mobilité Urbaine (PNMU).
- **Symbiocity :** Coordination régulière et appui dans l'élaboration de la stratégie intégrée de développement des espaces publics.
- **Le CFAD (Centre de Formation et d'Appui à la Décentralisation tunisien) et la Fédération Nationale des Villes Tunisiennes (FNVT)** mènent de nombreuses formations à destination des agents et élus des municipalités de Mahdia et Kairouan dans le cadre du processus de décentralisation et de déconcentration. Dans l'élaboration du programme de formation (A 1.1), l'équipe projet assurera une parfaite complémentarité des sujets et thématiques par rapport aux formations proposées par le CFAD. Des formateurs du CFAD seront conviés à participer aux évènements, ateliers et sessions de formations.

- **La GIZ** est un acteur international incontournable en Tunisie et des synergies et partages d'expérience seront assurés, notamment avec les projets suivants : Appui à la décentralisation en Tunisie (2018-2021) et Initiative pour le développement municipal (2015-2020)
- **Kairouan « smart city » :** Kairouan a été désignée comme ville test par l'UIT (Union internationale des télécommunications) parmi plus de 50 villes à travers le monde pour mener un projet pilote d'accompagnement des villes intelligentes (United for Smart Sustainable Cities - U4SCC). Cette initiative est portée notamment par l'Université de Kairouan. Des synergies seront créées notamment dans l'élaboration et les réflexions autour des différents aménagements d'espaces publics et le service de vélo. Les acteurs de cette initiative seront invités à participer à des ateliers multi-acteurs pour présenter les résultats.
- **Le projet PARFAIT** financé par la Commission européenne et géré par ALDA qui travaille étroitement avec les municipalités de Kairouan et Mahdia en vue d'améliorer la participation des femmes à la gouvernance locale en Tunisie. Les acquis de ce projet en termes de méthodologie de participation citoyenne, d'identification de porteurs de micro-projets et de connaissance du territoire et tissu associatif local seront très utiles et pourront nourrir le projet. Ainsi, les OSC et femmes bénéficiaires du projet seront mobilisées à participer et à s'engager à toutes les consultations avec les autorités locales et workshops thématiques dans le but de mettre en pratique les connaissances acquises tout au long de PARFAIT.

Structure organisationnelle et équipe proposées pour la mise en œuvre de l'action

Bureau de Strasbourg
Responsable de projet - Responsable de la gestion de la convention avec l'UE. Coordination et gestion des conventions avec les partenaires. Coordination des rapports techniques et financiers, interlocuteur de l'UE, représentation lors des évènements clefs. Coordination de la mobilisation de l'expertise de la ville de Strasbourg.
Responsable administratif et financier - Responsable de la gestion administrative, comptable et financière de la convention avec l'UE. Coordination et rédaction des rapports financiers. Appui administratif et logistique dans la mobilisation de l'expertise interne.
Bureau de coordination basé à Kairouan
Chef de mission – expert mobilités : Coordination des activités en Tunisie en lien avec les équipes municipales de Kairouan et Mahdia et avec le responsable de projet. En charge de la gestion technique, administrative, logistique et financière du bureau de projet. Coordination et rédaction des rapports narratifs et financiers. Expertise technique dans le domaine des mobilités sur certaines actions et en montage et gestion de projets.
Responsable communication/ démocratie locale : Coordination et mise en œuvre de toutes les actions de communication et de visibilité (gestion site web, réseaux sociaux, publications, affiches, organisation d'évènements, relations presse, etc.) en Tunisie en étroite concertation avec les municipalités de Mahdia et de Kairouan, les associations locales et les habitants. Coordination et mise en œuvre des actions liées à la participation citoyenne
Assistant administratif et logistique : Soutien logistique, administratif et organisationnel pour la mise en œuvre des activités en Tunisie, préparation et conception des documents, archivage, classement
Municipalité de Kairouan et Municipalité de Mahdia
Coordinateur local : Référent au sein de la municipalité en charge du suivi et de la coordination de toutes les activités, de la rédaction des Présences au COPIL et aux évènements clefs en Tunisie et à l'international. Référent thématique démocratie locale
Ingénieur travaux : En charge du suivi et de la mise en œuvre des activités d'aménagements d'espaces publics (études, rédaction cahier des charges, suivi des travaux, réception des travaux). Participation aux formations délivrées dans le cadre du projet au COTECH, et évènements techniques
Architecte : Conception des espaces publics et appui à l'ingénieur travaux dans les différentes tâches. Participation aux formations délivrées dans le cadre du projet au COTECH, et évènements techniques.
Responsable administratif et financier : Référent en charge de la gestion administrative et financière du projet, reporting financier, lancement des marchés publics, respect des procédures et règles de gestion comptables .
Responsable communication : Référent en charge des activités de communication et de visibilité auprès de la municipalité de Kairouan (relations presse, publications, réseaux sociaux, organisation d'évènements, etc.)
ALDA
Responsable administratif et financier : Responsable de la gestion administrative et financière des fonds dédiés à ALDA, dont la gestion du Bureau de projet à Kairouan
Coordinateur Europe : Référent technique d'ALDA et coordinateur des activités d'ALDA en Europe et en Tunisie en étroite collaboration avec le bureau de coordination à Kairouan et l'Association de Démocratie Locale de Kairouan.
CEREMA
Directeur de projet : Référent technique CEREMA, en charge de la coordination et mobilisation de l'expertise CEREMA. Principalement en charge des actions de formations.
Chef de projet : Expert CEREMA, principalement en charge de la préparation du PMUDP à Kairouan.
CODATU
Coordinateur technique : Référent technique CODATU, en charge de la coordination et mobilisation de l'expertise interne de CODATU en Tunisie.
Responsable logistique administratif et financier : Responsable de la gestion administrative et financière des fonds dédiés à CODATU et de la mobilisation logistique des experts CODATU en Tunisie.
Expertise ponctuelle

Experts techniques des partenaires : Missions d'assistance technique, formations, interventions lors d'évènements, la rédaction de guides méthodologiques sur les thématiques des mobilités douces, de l'aménagement d'espaces publics, de la démocratie locale ou encore en matière d'ingénierie de la formation
Expert en passation de marchés (externe) : Suivi et accompagnement lors de la préparation et le lancement des marchés publics liés au projet et le respect des procédures de l'Union européenne
Webmaster pour la gestion du site web (externe) : En charge de la création et de la gestion du site web.
Animateur pour les ateliers et évènements (externe) : Animera les ateliers multi-acteurs et les évènements clefs et répartira la parole entre les différents intervenants
Expert évaluation (externe) : Évaluation finale de l'action.
Expert auditeur (externe) : En charge de la vérification des dépenses pour chaque rapport financier

Le rôle et la participation à l'action des différents acteurs et parties prenantes

Demandeur chef de file	
La ville de Strasbourg, assurera le rôle de chef de file, coordonnateur dans la mise en œuvre du projet. L'expérience réussie de coopération avec la municipalité de Kairouan et les autres partenaires sera un gage de réussite et de confiance durant la mise en œuvre du projet.	
Co-demandeurs	
Municipalité de Kairouan : Partenaire de la ville de Strasbourg depuis 2015, la municipalité de Kairouan sera le bénéficiaire direct de ce projet qui s'inscrit dans la continuité de la coopération existante. Les élus et agents de la municipalité seront les principaux acteurs du projet et devront se l'approprier. Kairouan dispose depuis 2017 d'une antenne d'ALDA localement ce qui facilitera le contact et la gestion du projet sur place.	
Municipalité de Mahdia : Les agents et élus de la ville de Mahdia seront bénéficiaires et acteurs de l'Action. Partenaire d'ALDA sur un autre projet de coopération de l'UE (projet PARFAIT), Mahdia est liée à Kairouan par son Histoire et par ses défis actuels en matière de mobilités et de démocratie locale.	
ALDA : Partenaire historique de la ville de Strasbourg, ALDA connait très bien le contexte local de Kairouan en matière de démocratie locale car elle y a créé une antenne en 2017. Elle assurera la mise en œuvre des actions sur cette thématique et la gestion du bureau de projet basé à Kairouan	
Le CEREMA, établissement public administratif français, dispose de plus de 2800 experts sur toutes les thématiques d'aménagement du territoire et est un partenaire privilégié de la ville de Strasbourg et de CODATU. Les experts du CEREMA apporteront leur expertise notamment dans l'élaboration du plan de mobilités pour Kairouan. Le CEREMA est membre fondateur de l'initiative MobiliseYourCity.	
Entité affiliée	
CODATU fournira une expertise pointue en matière de mobilités sur le projet appliquée aux pays en développement. CODATU participe également au programme MobiliseYourCity en partenariat avec le CEREMA.	
Associée	
UITP (Union internationale des transports publics), réseau spécialisé dans les transports publics présents dans plus de 99 pays pourra apporter son expertise tout au long du projet et lors d'évènements ou de formations sur les sujets des transports et des mobilités douces.	
Club des villes et Territoires cyclables : Réseau de villes et collectivités spécialisée sur les politiques publiques lies aux mobilités douces et plus spécifiquement au vélo, le club pourra mobiliser son expertise lors d'évènements ou pour des formations.	
Mahdia Mémoire de la Méditerranée (3M), partenaire de la ville de Mahdia, appuiera dans l'organisation des ateliers multi-acteurs, de consultations citoyenne et de tous évènements publics à Mahdia.	
Partenaires locaux	
L' Agence de réhabilitation et de rénovation urbaine (ARRU) et Les directions régionales de l'équipement et directions du transport terrestre comme décisionnaires sur certains travaux d'aménagements d'espaces publics seront conviés à participer au COTECH et COPIL.	
Institut National du Patrimoine (INP) et Office National du Tourisme Tunisien (ONTT), Office National de l'Artisanat (ONA) : L'INP, l'ONTT, ONA seront invités à participer au COTECH des différents projets d'aménagements où la dimension touristique et de développement économique est importante (circuits doux, vélo-location, Marché Oriental, etc.)	
Université, rectorat, écoles : Bénéficiaires des différents projets d'aménagements à Kairouan (pistes cyclable, placettes, réhabilitation, etc.), ils seront conviés à participer aux COTECH. Par ailleurs, les étudiants et les écoliers seront l'un des groupes cibles visés par le projet de service de vélo et joueront un rôle importants dans la Composante 3 : sensibilisation et mobilisation citoyenne.	
Police de la circulation : La police de circulation à Kairouan et Mahdia seront des partenaires importants, notamment lors des formations et sensibilisation autour de la sécurité routière, la place du vélo, etc. Ils pourront participer aux différents COTECH d'aménagements d'espace publics, particulièrement sur les aspects de signalisation et de règles de conduite.	
Autres municipalités tunisiennes : Les autres municipalités des gouvernorats de Kairouan et Mahdia seront également des parties prenantes car elles bénéficieront indirectement des différents projets d'aménagements. Elles pourront être conviées aux COTECH et aux évènements de sensibilisation et de visibilité pour qu'elles s'inspirent des résultats du projet et pour favoriser les échanges d'expériences entre pairs.	
Les représentants de la société civile (associations, groupes d'habitants, personnes âgées, étudiants, jeunes, groupes informels, etc.) seront les bénéficiaires et les acteurs de ce projet, notamment durant les ateliers multi-acteurs, aux formations, aux consultations citoyennes, aux évènements grand-publics et de sensibilisation, etc. Des représentants de la société civile pourront être présents aux COTECH.	
Le secteur privé (hôteliers, restaurateurs, artisans, usines, taxis, auto-écoles) aura un rôle déterminant dans le projet par sa connaissance fine du terrain, nécessaire dans la mise en œuvre des aménagements publics, la mise en service d'un système de vélo, ou encore lors des consultations citoyennes. Des représentants du secteur privé seront présents lors des COTECH.	
Partenaires internationaux	

Comme mentionné, de nombreuses initiatives de coopération internationale sur la thématique du développement urbain durable, des mobilités et de la démocratie locale sont en cours et directement liées aux actions qui seront menées à Kairouan et Mahdia. Une coordination importante avec ces initiatives et leurs porteurs devra être menée pour créer des synergies et éviter les doublons. Une participation active des représentants de ces initiatives sera attendue, notamment lors de réunions de coordination et lors des évènements de visibilité et de communication, particulièrement lors du Forum sur les mobilités organisé à mi-parcours. Une participation à des réunions techniques ou de coordination des différents représentants des partenaires internationaux sera suggérée en fonctions des thématiques.

Modalités de contrôle prévues, suivi ultérieur, processus d'évaluation internes/externes prévus

Durant la phase de démarrage du projet, un guide de procédures internes sera rédigé par l'équipe du bureau de projet et établira notamment les modalités de contrôle et de suivi-évaluation des différentes actions du projet. Le Cadre logique et les différents indicateurs de suivi serviront de base à ce suivi-évaluation. Tous les rapports d'activités analyseront les résultats au regard de ces indicateurs et des objectifs fixés par le Cadre Logique. Ce suivi-évaluation sera piloté tout au long du projet par le chef de mission et le responsable du projet et partagé régulièrement lors des COPIL et réunions de coordination. Par ailleurs, le bureau de coordination et les partenaires mobiliseront du personnel pour assurer un suivi administratif et financier rigoureux tout au long du projet, notamment pour l'archivage et la compilation des pièces justificatives des dépenses du projet. Les pièces originales seront transmises au responsable administratif et financier du bureau de Strasbourg pour un suivi et contrôle régulier.

Compte tenu du nombre important de marchés publics à lancer pour la mise en œuvre de l'action, une attention particulière sera portée au respect des procédures du PRAG en matière de passation de marchés par les bénéficiaires. Un expert spécialisé dans ces procédures sera mobilisé auprès des équipes municipales dans la préparation, le lancement et la réception des marchés pour les accompagner dans le respect des règles et les former à ces processus.

Un évaluateur externe sera également recruté pour mener une évaluation finale des activités et résultats du projet. Enfin, pour chaque rapport financier à présenter lors des demandes de paiements (tous les 12 mois, soit 3 rapports sur 30 mois), un auditeur externe sera recruté pour mener une vérification des différentes dépenses du projet.

Les équipes utiliseront les modèles de fiches de suivi fournies par les équipes supports de l'UE.

Activités prévues pour assurer la visibilité de l'action et de la contribution de l'UE

Une stratégie de communication et de visibilité sera élaborée par l'équipe de coordination durant la phase de démarrage (A 4.1). Cette stratégie sera notamment assurée à travers :

1. La création d'un site internet communiquant sur les actions du projet, les évènements, les documents clefs, etc. qui pourra continuer à être nourri après le projet
2. L'élaboration de brochures présentant les objectifs et les points clefs du projet.
3. Une charte graphique définit qui sera appliquée pour chaque document et communication du projet
4. Un respect du guide de communication et de visibilité des actions extérieures financées par l'UE**.**

Par ailleurs les publications suivantes seront élaborées dans le cadre du projet et permettront une diffusion et capitalisation des résultats du projet :

1. Un guide des procédures projet pour assurer la bonne gestion et coordination du projet
2. Une brochure lancement du projet qui présentera les grandes lignes du projet, les résultats attendus et qui sera distribuée lors du séminaire de lancement
3. Un plan de communication, guide indispensable pour la coordination, la communication et la visibilité du projet
4. Le plan d'actions du projet indispensable à la réalisation et au suivi des activités
5. Un plan de formation, indispensable à la mise en œuvre de la composante 1
6. Un Plan de Mobilité Urbaine Durable et Partagée (PMUDP) pour Kairouan
7. Un guide des mobilités actives
8. Un Guide sur les outils de renforcement de participation citoyenne
9. Une brochure distribuée lors du forum inter-régional des mobilités qui présentera les premiers résultats du projet, ses avancées, écueils et succès
10. Une brochure de fin de projet qui présentera les résultats du projet, ses écueils et *success-stories* qui sera distribué lors du séminaire de clôture
11. La publication des rapports du projet (différents rapports intermédiaires et narratifs pour diffusion aux membres du consortium)
12. Enfin, un recueil d'outils et procédures utilisés et créées tout au long du déroulement du projet (ex. conventions de partenariat, appels d'offres, arrêtés municipaux, cahier des charges, mode d'emploi des consultations citoyennes, campagnes de communication, etc.) sera compilé afin

que ces outils puissent profiter à d'autres expériences et être réutilisés, dans un souci de capitalisation et de partage des acquis.

2.1.4. Plan d'action indicatif pour la mise en œuvre de l'action

Année 1													
	SEMESTRE 1						SEMESTRE 2						
Activité	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
GA0 : GESTION ET COORDINATION DU PROJET													
A.0.1 : Recrutement, mobilisation et installation des équipes du projet	■												Tous les partenaires – Ville de Strasbourg comme cheffe de file
A.0.2 : Installation du bureau de coordination	■												Tous les partenaires – Ville de Strasbourg comme cheffe de file
A.0.3 : Rédaction d'un guide de procédures internes et de coordination du projet	■	■	■										Bureau de coordination à Kairouan
A.0.4 : Etablissement du Comité de Pilotage (COPIL) et des comités techniques (COTECH)	■	■	■										Bureau de coordination à Kairouan
A.0.5 : Préparation et validation du plan d'actions du projet	■	■	■										Bureau de coordination à Kairouan
A.0.6 : Coordination et suivi technique, administratif, financier et logistique du projet	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	Bureau de coordination à Kairouan
GA1 : RENFORCEMENT DES CAPACITES													
A.1.1 : Élaboration d'un programme de formations pour les élus et les agents													CEREMA, Str avec l'appui des municipalités et d'experts thématiques
Missions d'appui technique			■	■									CEREMA avec l'appui des municipalités et d'experts thématiques
Rédaction du programme de formation					■								CEREMA avec l'appui des municipalités et d'experts thématiques
Validation du programme de formation						■							COPIL
A.1.2 : Mise en œuvre du programme de formation													
Organisation des premières sessions de formations								■	■				Bureau de coordination à Kairouan
Mobilisation des experts										■	■	■	Experts techniques consortium
A.1.3 : Visites d'études													CEREMA avec l'appui des municipalités et d'experts thématiques
Préparation visite d'études à Strasbourg ou Grenoble sur les mobilités	■	■	■										Bureau de coordination à Kairouan et Vilel de Strasbourg
Visite d'études à Strasbourg ou Grenoble sur les mobilités					■								Bureau de coordination à Kairouan et Ville de Strasbourg
A.1.4 : Élaboration d'un Plan de mobilité urbaine durable et partagée (PMUDP) à Kairouan													Municipalité de Kairouan, CEREMA, Strasbourg, CODATU, ALDA
Préparation de la mission d'appui technique									■				experts CEREMA/Strasbourg/CODATU
Missions d'appui technique diagnostic										■	■	■	Municipalité de Kairouan et experts CEREMA/Strasbourg/CODATU
GA2 : AMENAGEMENT DE L'ESPACE PUBLIC													
A.2.1 : Mise en œuvre de 7 micro-projets d'aménagements d'espaces publics à Kairouan													
Validation des plans et études				■	■								Municipalité de Kairouan et partenaires techniques aménagements
Rédaction des AO et attribution des marchés						■	■	■	■	■	■		Municipalité de Kairouan et partenaires techniques aménagements

Mise en œuvre et suivi des travaux													Municipalité de Kairouan et partenaires techniques aménagements
A.2.2 : Mise en œuvre de 3 circuits-doux à Mahdia													
Compilation des données et études techniques													Municipalité de Mahdia et partenaires techniques aménagements
Rédaction des DAO pour marché d'études et attribution													Municipalité de Mahdia et partenaires techniques aménagements
Etudes techniques additionnelles													Municipalité de Mahdia et partenaires techniques aménagements
A.2.3 : La création d'une Maison du vélo													
Etude pour la création de la maison du vélo													Municipalité de Kairouan et partenaires techniques mobilités actives
Rédaction des DAO pour marché de services et attribution													Municipalité de Kairouan et partenaires techniques mobilités actives
GA3 : MOBILISATION ET SENSIBILISATION CITOYENNE													
A.3.1 : Préparation et organisation de 20 ateliers multi-acteurs													Bureau de coordination à Kairouan
A.3.2 : Préparation et organisation de consultations citoyennes													Bureau de coordination à Kairouan
A.3.3 : Préparation et organisation des évènements grand public													Bureau de coordination à Kairouan
GA4 : COMMUNICATION, VISIBILITE ET PARTAGE D'EXPERIENCES													
A.4.1 : Elaboration d'un plan de communication et de visibilité													Bureau de coordination à Kairouan
A.4.2 : Conférence de lancement													
Préparation organisation conférence de lancement													Bureau de coordination à Kairouan
Communication sur la conférence de lancement													Bureau de coordination à Kairouan
Mise en œuvre de la conférence													Bureau de coordination à Kairouan
A.4.3 : Forum inter-régional sur les mobilités actives													
Préparation et communication sur le forum													Bureau de coordination à Kairouan
A.4.4 : Séminaire de clôture													Bureau de coordination à Kairouan
A.4.5 : Participation à des évènements d'échanges													Tous les partenaires

Années 2 et 3	SEMESTRE 3						SEMESTRE 4						SEMESTRE 5						
Activités	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	
GA0 : GESTION ET COORDINATION DU PROJET																			
A.0.1 : Recrutement, mobilisation et installation des équipes du projet																			Tous les partenaires – Ville de Strasbourg comme cheffe de file
A.0.2 : Installation du bureau de coordination																			Tous les partenaires – Ville de Strasbourg comme cheffe de file
A.0.3 : Rédaction d'un guide de procédures internes et de coordination du projet																			Bureau de coordination à Kairouan
A.0.4 : Etablissement du Comité de Pilotage (COPIL) et des comités techniques (COTECH)																			Bureau de coordination à Kairouan
A.0.5 : Préparation et validation du plan d'actions du projet																			Bureau de coordination à Kairouan
A.0.6 : Coordination et suivi technique, administratif, financier et logistique du projet																			Bureau de coordination à Kairouan
GA1 : RENFORCEMENT DES CAPACITES																			
A.1.1 : Elaboration d'un programme de formations pour les élus et les agents																			CEREMA, Str avec l'appui des municipalités et d'experts thématiques
A.1.2 : Mise en œuvre du programme de formation																			CEREMA avec l'appui des municipalités et d'experts thématiques
A.1.3 : Visites d'études																			CEREMA avec l'appui des municipalités et d'experts thématiques
A.1.4 : Elaboration d'un Plan de mobilité urbaine durable et partagée (PMUDP) à Kairouan																			Municipalité de Kairouan, CEREMA, Strasbourg, CODATU, ALDA
A.1.5 : Guide sur les outils de renforcement de participation citoyenne																			ALDA
GA2 : AMENAGEMENT DE L'ESPACE PUBLIC																			
A.2.1 : Mise en œuvre de 7 micro-projets d'aménagements d'espaces publics à Kairouan																			
Validation des plans et études																			Municipalité de Kairouan et partenaires techniques aménagements
Rédaction des AO et attribution des marchés																			Municipalité de Kairouan et partenaires techniques aménagements
Mise en œuvre et suivi des travaux																			Municipalité de Kairouan et partenaires techniques aménagements
Réception et inauguration des aménagements																			Municipalité de Kairouan et partenaires techniques aménagements
A.2.2 : Mise en œuvre de 3 circuits-doux à Mahdia																			
Compilation des données et études techniques																			Municipalité de Mahdia et partenaires techniques aménagements

Rédaction des DAO pour marché d'études et attribution																			Municipalité de Mahdia et partenaires techniques aménagements
Etudes techniques additionnelles																			Municipalité de Mahdia et partenaires techniques aménagements
Rédaction des DAO pour marché de travaux et fournitures et attribution																			Municipalité de Mahdia et partenaires techniques aménagements
Travaux et aménagements																			Municipalité de Mahdia et partenaires techniques aménagements
Réception et inauguration des aménagements																			Municipalité de Mahdia et partenaires techniques aménagements
A.2.3 : La création d'une Maison du vélo																			
Etude pour la création de la maison du vélo																			Municipalité de Kairouan et partenaires techniques mobilités actives
Rédaction des DAO pour marché de services et attribution																			Municipalité de Kairouan et partenaires techniques mobilités actives
Marchés de services de la Maison du vélo																			Municipalité de Kairouan et partenaires techniques mobilités actives
Réception et inauguration de la Maison du vélo																			Municipalité de Kairouan et partenaires techniques mobilités actives
A.2.4 : Etude sur le marché oriental de Kairouan																			Municipalité de Kairouan et experts technique Strasbourg
GA3 : MOBILISATION ET SENSIBILISATION CITOYENNE																			
A.3.1 : Organisation de 20 ateliers multi-acteurs																			Bureau de coordination à Kairouan
A.3.2 : Organisation de consultations citoyennes																			Bureau de coordination à Kairouan
A.3.3 : Evènements grand public																			Bureau de coordination à Kairouan
GA4 : COMMUNICATION, VISIBILITE ET PARTAGE D'EXPERIENCES																			
A.4.1 : Elaboration d'un plan de communication et de visibilité																			Bureau de coordination à Kairouan
A.4.2 : Conférence de lancement																			Bureau de coordination à Kairouan
A.4.3 : Forum inter-régional sur les mobilités actives																			Bureau de coordination à Kairouan
A.4.4 : Séminaire de clôture																			Bureau de coordination à Kairouan
A.4.5 : Participation à des évènements d'échanges																			Tous les partenaires

2.1.5. Durabilité de l'action

Les impacts attendus de l'action sur les bénéficiaires sont les suivants :

- 30 élus et agents des municipalités de Mahdia et de Kairouan seront formés et dotés d'outils et de documents stratégiques pour améliorer leur efficacité dans une planification urbaine durable et répondre aux besoins des habitants.
- Les élus et agents diffusent leur savoir-faire et compétences au sein de leur administration et lors d'évènements nationaux ou régionaux.
- Ces 30 élus et agents seront mieux sensibilisés aux compétences des collectivités tunisiennes sur en matière de mobilité active et de démocratie participative, en écho au nouveau code nouveau code des collectivités territoriales.
- Le dialogue et la confiance entre élus, agents et citoyens sera renforcé à travers le développement d'outils et d'espaces de concertation et de participation citoyenne
- Environ 2000 habitants des deux villes seront sensibilisés aux alternatives à la voiture, aux processus de participation citoyenne et sont force de propositions et d'actions pour améliorer leur qualité de vie et leur participation dans le processus politique, environ 30 000 seront touchés
- Des microentreprises et des associations locales sportives, économiques, culturelles sont créées, des entreprises créent des emplois pour assurer la mise en service et l'entretien des nouveaux aménagements publics développées par la ville.
- Le nombre de touristes augmente dans les villes de Mahdia et de Kairouan et restent plus longtemps dans la ville pour profiter des nouveaux circuits et produits touristiques et de la valorisation du patrimoine.
- Des nouveaux investisseurs financent de nouveaux projets dans le domaine des aménagements publics, des mobilités et du développement touristique.
- Les jeunes, les femmes ont plus confiance en l'avenir, ce qui se traduit par la promotion de modes de vies durables et une implication accrue de leur part dans la vie politique et sociale de leur ville.
- Le projet a un impact positif sur la qualité de l'air (réduction des émissions carbone) et donc sur tous les citoyens.

Analyse des risques, de leurs impacts et de la stratégie d'atténuation envisagée

risques	niveau	Impact	Stratégie d'atténuation
Instabilité politique en Tunisie	moyen	Retard dans le déroulement du projet	Discussions et échanges avec l'État tunisien et avec les partenaires notamment français et européens de la coopération internationale et diplomatie.
Risques de blocages administratifs et/ou financiers au niveau de l'État et des Gouvernorats	moyen	Retard dans la mise en place du projet	Dialogue et échanges avec les services de l'État et des Gouvernorats afin de présenter le projet et de préciser le rôle et les missions de chaque partenaires.
Risque de tension sociale: la société tunisienne est explosive et ses attentes concernant la décentralisation sont très importantes. À cet égard, le risque de déception est grand	moyen	Faible participation des citoyens au projet	ALDA et l'ADL ont déjà travaillé sur des projets visant à améliorer la gouvernance. Le projet bénéficiera de leur connaissance de la société tunisienne pour adopter une approche la plus réaliste possible dans la mise en œuvre du projet afin de limiter d'éventuelles désillusions. Des échanges entre élus de différentes villes seront également utiles afin de partager et d'échanger les bonnes pratiques sur la participation citoyenne.

risques	niveau	Impact	Stratégie d'atténuation
Le faible taux d'encadrement dans les communes limite l'impact des formations et leur diffusion	moyen	Faible appropriation des acquis des formations et peu de répercussion sur l'ensemble du personnel communal	Les formations sont des formations actions, concrètes et appliquées afin d'être le plus efficaces possible. Le projet prévoit des temps forts de restitution qui impliquent largement les agents municipaux. Une attention particulière sera portée pour assurer une présence continue des participants pour une meilleure appropriation.
L'équipe projet se substitue aux services communaux (par manque de disponibilité de ces équipes et par commodité)	moyen	La maitrise d'ouvrage du projet échappe à la mairie	Bien préciser le rôle et les missions de chacun des partenaires et parties prenantes pour éviter la confusion des rôles.
Difficulté de coordination et mauvaise communication entre les partenaires du projet	Faible	Retards et dysfonctionnements à différentes étapes	Les responsables du projet à Strasbourg et à Kairouan favorisent une bonne compréhension entre les acteurs et une bonne circulation de l'information via des messages, publications, rencontres, évènements.
Les agents et experts de partenaires ne sont pas disponibles pour assurer les tâches prévues dans le projet	Moyen	Retards et dysfonctionnements à différentes étapes	Les activités du projet ont été co-construites avec les partenaires pour proposer un projet au plus proche des besoins des bénéficiaires et des capacités du consortium.
La mairie de Mahdia n'est pas suffisamment impliquée dans le projet	Faible	La dimension interrégionale et l'impact du projet sont réduits	Madhia et Kairouan travaillent déjà ensemble sur certains sujets et notamment dans le cadre du projet PARFAIT porté par ALDA. Les femmes impliquées dans ce projet pourront également s'investir dans ce nouveau projet Les actions du projet (formations, évènements, ateliers), sont organisées de manière à impliquer tous les acteurs des deux villes pour renforcer le dialogue et les échanges de pratiques.

La viabilité globale du projet est assurée grâce à une expertise appropriée et reconnue des partenaires en matière de mobilité urbaine. L'amélioration concrète des déplacements urbains et ses bénéfices induits s'observeront à différents niveaux : amélioration de la sécurité routière, meilleure qualité de l'air grâce à une diminution de la pollution, préservation des espaces naturels.

Durabilité financière

Dans la mise en œuvre des différents services ou aménagements urbains, une attention particulière sera portée pour définir en amont un modèle économique et financier viable qui leur permette de couvrir les coûts de fonctionnement (ex : tarifs pour les services de la maison du vélo, budget de l'État pour l'entretien des aménagements et circuit, business plan pour le Marché de Kairouan, etc.). La création de la maison du vélo et des différents services proposés peut être une source réelle de revenus pour la ville de Kairouan et ses habitants.

Durabilité institutionnelle

Le renforcement des capacités des agents de la collectivité est en soi durable. Le turn-over au sein de la municipalité de Kairouan n'est pas très important et il en est de même à Mahdia. Le personnel encadrant impliqué dans le projet y travaille depuis plusieurs années et ne prévoit pas à ce jour de quitter la collectivité. Par ailleurs, une attention particulière sera donnée pour faire en sorte et encourager les agents et élus à transmettre leurs connaissances, outils et compétences acquises tout au long du projet à leurs collègues et aux habitants. Les ateliers multi-acteurs (A 3.1) seront des espaces dédiés à ces transmissions et échanges de savoir-faire et compétences. Des formations de formateurs seront également proposées dans les activités de la Composante 1. Enfin, des guides, manuels, supports de formation issus des activités de renforcement des capacités seront publiés et diffusés en français et en arabe.

Durabilité politique

Les nouveaux élus municipaux tunisiens sont novices et peu formés, leurs attentes dans ce domaine sont très fortes d'autant qu'ils sont soumis à de très fortes pressions de leurs concitoyens qui souhaitent des résultats rapides et concrets de leur mandat en cours. Les formations proposées les doteront d'outils pertinents pour gérer et faire face à ces attentes. Il est important de rappeler que les élus municipaux ne sont pas payés en Tunisie et qu'ils accomplissent leur mission d'élu bénévolement et sur leur temps personnel. En renforçant leurs capacités, et en leur permettant d'avoir un impact sur la vie quotidienne de leur concitoyen, le projet vise aussi à valoriser le travail des élus, renforcer leur légitimité dans les prises de décisions et la confiance entre élus, agents et citoyens. Une attention sera portée pour particulièrement renforcer les compétences des élus et des agents dans les nouveaux enjeux, lois, codes et compétences issus du processus actuel de décentralisation en Tunisie.

Durabilité environnementale

La durabilité environnementale est au cœur du projet qui porte sur les mobilités actives et donc vise à réduire l'usage de la voiture et les émissions de carbone. L'impact du projet sur l'environnement devrait ainsi être positif et cet élément sera pris en compte dans toutes les actions mises en œuvre et prendra différentes formes : déplacements urbains à vélo systématisés pour l'équipe projet et incitation à faire de même pour les agents communaux. À travers les ateliers multi-acteurs, les formations, les évènements, une sensibilisation aux nouveaux enjeux environnementaux sera menée. Par ailleurs, les équipes du projet seront encouragées à avoir un comportement exemplaire vis-à-vis du respect de l'environnement. Une attention sera portée à limiter au maximum les déplacements en voiture, limiter les impressions papier trop importantes, etc. Ces règles seront mentionnées dans le guide des procédures du projet (A 0.3).

Plan de diffusion

Le plan de diffusion sera notamment rédigé dans le cadre du plan de communication et de visibilité (A4.1). De nombreux supports seront diffusés et traduits en français et arabe pour une appropriation maximale. Un site internet permettra de diffuser même à la fin du projet, les différents supports, documents, résultats du projet, etc. La dimension inter-villes et inter-régionales permettra une diffusion accrue des résultats et des actions du projet. De nombreux intervenants extérieurs seront invités lors des évènements de capitalisation et de visibilité (séminaire de lancement, Forum inter-régional et séminaire de clôture). Enfin, il est envisagé pour les équipes du projet et les bénéficiaires d'aller partager leurs expériences lors d'évènements régionaux et internationaux. Une attention particulière sera donnée à favoriser au maximum les temps de réseautage et d'échanges informels entre participants durant les différents évènements organisés.

2.1.6. Cadre logique

Voir Annexe C

2.1.7. Budget, montant demandé à l'administration contractante et autres sources de financement attendues

Voir Annexe B

2.1.8. Expérience du demandeur principal

(i) Expérience acquise dans le cadre d'actions similaires au cours des 3 dernières années (maximum 1 page par action)

Name of the organisation: Ville de Strasbourg **Lead applicant** ☐ **Co-applicant** ☐ **Affiliated entity** ☐					
Project title: Programme de coopération décentralisée entre Strasbourg et Kairouan pour une mobilité durable et partagée à Kairouan, en partenariat avec CODATU et l'ALDA			**Sector (ref. list of sectors in Sectorial experience in PADOR):** 15112 – Decentralisation and support to subnational government		
Location of the action	**Cost of the action (EUR)**	**Role: coordinator, co-beneficiary, affiliated entity**	**Donors to the action (name)**	**Amount contributed (by donor)**	**Dates** (from..to) dd/mm/yyyy
Kairouan	72 480€	Coordinateur	France - Ministère des Affaires Etrangères et du développement international (MAEDI)	20 800€	2016-2017
Objectives and results of the action	Objectifs : - [Pour Kairouan] Élaborer une « Politique / Stratégie multimodale des déplacements » permettant d'avoir une vision globale et cohérente des enjeux liés à la mobilité et ainsi définir les axes de travail et actions les mieux adaptés pour y répondre. - [Pour Strasbourg] Confrontation avec des pratiques et des outils de mobilité et de participation citoyenne dans un pays et dans un contexte différent qui développe un regard neuf et favorise une nouvelle dynamique de valorisation et de promotion du territoire strasbourgeois. Résultats : - Réalisation d'un atelier citoyen et identification d'actions dans le quartier El Jablia suivant 4 thèmes de travail : Garantir la sécurité routière pour tous, promouvoir la marche a pied et le vélo, valoriser l'espace public, développer la vie de quartier ; - Organisation d'une visite technique en France pour une délégation de la municipalité de Kairouan.				

Name of the organisation: Eurométropole de Strasbourg **Lead applicant** ☑ **Co-applicant** ☐ **Affiliated entity** ☐					
Project title: CityChanger CargoBike			**Sector (ref. list of sectors in Sectorial experience in PADOR):** 21010 - Transport policy and administrative management		
Location of the action	**Cost of the action (EUR)**	**Role: coordinator, co-beneficiary, affiliated entity**	**Donors to the action (name)**	**Amount contributed (by donor)**	**Dates** (from..to) dd/mm/yyyy
Strasbourg	14 millions€ dont 174 337,5€ de subventions à la collectivité	Membre du consortium européen qui participe au projet	UE (Commission Européenne)	14 millions €	1/09/18-31/08/21
Objectives and results of the action	-Sensibiliser les parties prenantes concernées à l'usage de nouveaux types de vélos, notamment les vélos à assistance électrique (VAE) et les vélos cargos: secteur public, privé et commercial. -Utiliser des outils innovants pour l'adoption et le transfert de solutions permettant le développement du vélo cargo, via une forte communication. -Mettre en place des conditions cadres favorables à l'utilisation du vélo cargo. -Réduire la congestion, les émissions de gaz, augmenter la sécurité et améliorer l'utilisation de l'espace public.				

Name of the organisation: Eurométropole de Strasbourg Lead applicant ☒ Co-applicant ☐ Affiliated entity ☐					
Project title: Accueil d'évènements internationaux dans le domaine des mobilités			**Sector (ref. list of sectors in Sectorial experience in PADOR):**		
Location of the action	**Cost of the action (EUR)**	**Role: coordinator, co-beneficiary, affiliated entity**	**Donors to the action (name)**[2]	**Amount contributed (by donor)**	**Dates** (from..to) dd/mm/yyyy
Strasbourg		Partenaire co-organisateur			2017-2018
Objectives and results of the action	**12ème Congrès européen des STI (systèmes de transports intelligents), 19-22 juin 2017** Objectifs: promouvoir les dernières technologies des STI et services, construire des partenariats et partager des idées. Organisateur : ERTICO – ITS Europe Plus de 2800 participants, dont 952 délégués et 27 medias professionnels et journalistes ont participé. Plus de 100 entreprises et organisation de 50 pays ont démontré leurs derniers développement en matière de mobilité intelligente. Sommet des Maires avec pour thématique "STI à travers les frontières" regroupant 23 villes de différentes regions du monde, la Commission européennes, la Banque d'investissement et ERTICO – ITS Europe. **4èmes journées d'échanges sur la mobilité urbaine dans les villes européennes, 28-30 novembre 2018**: Objectifs: comparer pour comprendre et comprendre pour agir, en s'appuyant sur les réflexions et témoignages d'experts, d'élus et de techniciens français et européens, réfléchir à la place des services partagés dans l'offre urbaine de mobilité. Organisateur: CEREMA, CNFPT. 200 participants issus d'organismes publics ou privés français ou étrangers.				

Name of the organisation: CEREMA **Lead applicant** ☐ **Co-applicant** ☒ **Affiliated entity** ☐					
Project title: : **Programme international MobiliseYourCity dont Tunisie**			**Sector (ref. list of sectors in Sectorial experience in PADOR):** 21010 - Transport policy and administrative management / 43030 - Urban development and management		
Location of the action	**Cost of the action (EUR)**	**Role: coordinator, co-beneficiary, affiliated entity**	**Donors to the action (name)**[3]	**Amount contributed (by donor)**	**Dates** (from..to) dd/mm/yyyy
Tunisie, Maroc, République dominicaine, Brésil / Villes : Rabat, Oujda, Sao-Paulo		Coordinateur avec CODATU	France - Ministère de la Transition écologique et solidaire (MTES), AFD (commanditaires)	100%	2016-2020
Objectives and results of the action		**Le Cerema accompagne le ministère du Transport tunisien** dans l'élaboration des termes de référence pour la mise en place d'un **observatoire national de la mobilité urbaine** et d'un **guide sur les plans de mobilité urbaine durable** en Tunisie dans le cadre de la mission confiée à l'AFD au bureau d'études Transitec. A ce stade, le Cerema a réalisé une première mission, menée du 3 au 7 décembre 2018, axée sur l'Observatoire national de la mobilité urbaine. Cette Observatoire vise à (1) recueillir les données, (2) les traiter pour en permettre l'analyse et (3) les analyser.			

[3] If the donor is the European Union or an EU Member State, please specify the EU budget line, EDF or EU Member State

Name of the organisation: CEREMA

Lead applicant ☐ **Co-applicant** ☒ **Affiliated entity** ☐

Project title: FEXTE Pérou mobilité urbaine	**Sector (ref. list of sectors in Sectorial experience in PADOR):** 21010 - Transport policy and administrative management / 43030 - Urban development and management

Location of the action	**Cost of the action (EUR)**	**Role: coordinator, co-beneficiary, affiliated entity**	**Donors to the action (name)**	**Amount contributed (by donor)**	**Dates** (from..to) dd/mm/yyyy
Ministère des Transports péruvien et les villes de Lima, Arequipa, Cusco et Trujillo	800 000€ (environ)	Coordination: Codatu Cerema: mise en oeuvre du programme	AFD (commanditaire)	100%	11/2016 – 06/2018

Objectives and results of the action	Dans le cadre d'une opération Fonds d'expertise technique et d'échanges d'expériences (FEXTE) de l'AFD consacré à la mobilité urbaine au Pérou, le Cerema a mobilisé 4 experts pour 3 missions sur place et l'accueil d'une délégation péruvienne en France. Sous coordination de la Codatu et aux côtés de l'AFD, une première mission a permis de recueillir les besoins du Ministère des transports et de municipalités du Pérou. Deux experts ont ensuite été mobilisés pour un atelier portant sur le financement et la gouvernance des transports urbains au Pérou : sources de financements d'une autorité organisatrice de transport (AOT), réalisation d'une visite technique du métro et du BRT de Lima, fonctions d'une AOT, identification de nœuds stratégique d'intermodalité d'une ligne de métro et réflexion amont pour l'intégration urbaine de futurs pôles d'échange. L'accueil d'une délégation en France incluant la Ministre des transports et sa conseillère a permis de présenter l'expérience française en matière de transports ferrés urbains, couplée à des visites techniques des réseaux de transports collectifs (Paris, Lyon, Strasbourg). Enfin, un expert du Cerema a préparé le forum de clôture de ce FEXTE et animé la séance sur le thème « des politiques et instruments de planification au service du passage d'un transport collectif artisanal à un transport public structuré ». Il a également apporté un appui technique à la ville d'Arequipa pour la rédaction des termes de référence pour son Plan de mobilité urbaine durable, mission prélude du déploiement via l'AFD du programme européen Euroclima+ de soutien à 7 villes d'Amérique Latine.

Name of the organisation: CEREMA

Lead applicant ☐ **Co-applicant** ☑ **Affiliated entity** ☐

Project title: Plan mobilité urbaine - Projet européen SUMPS-UP	**Sector (ref. list of sectors in Sectorial experience in PADOR):** 21010 - Transport policy and administrative management / 43030 - Urban development and management

Location of the action	**Cost of the action (EUR)**	**Role: coordinator, co-beneficiary, affiliated entity**	**Donors to the action (name)**	**Amount contributed (by donor)**	**Dates** (from..to) dd/mm/yyyy
Directement 7 villes européennes et indirectement 600 villes		Coordination: ICLEI	Commission européenne, programme Horizon 2020 (commanditaire)		09/2016-02/2020

Objectives and results of the action	*European Programme for Accelerating the Take up of Sustainable Urban Mobility Plans* – est un projet Horizon 2020 financé par l'Union européenne. Il vise à aider les villes européennes à développer une mobilité urbaine durable et moins polluante en les accompagnant à mettre en œuvre un plan de mobilité urbaine soutenable (*Sustainable urban mobility plan*s – SUMPs). Le projet regroupe 15 partenaires issus de 11 pays, dont 7 villes européennes. En tout, le projet ambitionne d'impacter six cents villes dans le renforcement de leurs capacités en matière de transports, grâce aux outils apportés par le projet. SUMPs-Up est l'un des trois projets reliés à l'initiative européenne 2020 CIVITAS. Fort de son expertise en France et à l'international (Initiative MobiliseYourCity), le Cerema intervient plus particulièrement pour l'élaboration et l'amélioration de cadres nationaux favorables à la mise en place de SUMPs : gouvernance, financement et cadres légal et méthodologique. Il a également co-réalisé un état des lieux des besoins, freins et bonnes pratiques en matière de planification de la mobilité urbaine à l'échelle de l'ensemble des Etats membres. Il intervient dans trois pays (Bulgarie, Grèce et Italie) pour aider à la mise en place de cadres nationaux : identification des organismes favorisant la mise en place d'un cadre national, diffusion de guides et d'outils pour l'élaboration d'un cadre national et recommandations spécifiques en fonction des contextes nationaux

Name of the organisation: CODATU **Lead applicant** ☐ **Co-applicant** ☐ **Affiliated entity** ☐					
Project title: Programme de coopération décentralisée entre le SMTC de l'agglomération Grenobloise et le Gouvernorat de Sfax sur la mobilité urbaine, en partenariat avec CODATU			**Sector (ref. list of sectors in Sectorial experience in PADOR):** 15112 – Decentralisation and support to subnational government		
Location of the action	**Cost of the action (EUR)**	**Role: coordinator, co-beneficiary, affiliated entity**	**Donors to the action (name)**[4]	**Amount contributed (by donor)**	**Dates** (from..to) dd/mm/yyyy
Sfax et Grenoble	47 600€	Animateur	Ministère des Affaires Etrangères et du Développement International (MAEDI)	27 600€	03/11/2016 – 31/12/2018
Objectives and results of the action	Objectifs: - Mettre en place la première AROTT de Tunisie à Sfax, avec l'appui du Ministère du Transport Tunisien ; - Accompagner la société du métro de Sfax et l'AROTT dans la maitrise d'ouvrage du projet TCSP a travers le renforcement des actions de formations ; - Lancer un projet de location de vélo avec les étudiants du pôle universitaire, en s'inspirant du système de location de l'Agglomération grenobloise « Metro-Vélo ». Résultats : - Organisation de 2 visites de délégation (à Grenoble et Sfax) ; - Organisation de 2 séminaires/formations ; - Organisation de 2 ateliers avec les étudiants sur la location de vélos.				

Name of the organisation: CODATU **Lead applicant** ☐ **Co-applicant** ☐ **Affiliated entity** ☒					
Project title: Programme de coopération technique entre l'AFD, le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire français (MTES), le Ministère des Transports Equatoriens et CODATU			**Sector (ref. list of sectors in Sectorial experience in PADOR):** 21010 – Transport policy and administrative management		
Location of the action	**Cost of the action (EUR)**	**Role: coordinator, co-beneficiary, affiliated entity**	**Donors to the action (name)**	**Amount contributed (by donor)**	**Dates** (from..to) dd/mm/yyyy
Paris et Grenoble (France)	25 000€	Coordinator	Agence Française de Développement (AFD)	25 000€	19/11/2018 – 23/11/2018
Objectives and results of the action	Objectifs : - Organiser la venue d'une délégation du ministère des transports équatorien sur la thématique de la règlementation dans le secteur du transport guidé urbain (tram, métro, télécabine) et de l'organisation institutionnelle du transport urbain en France ; Résultats : - Rencontres avec les acteurs clés du transport urbain et ferré à Paris et Grenoble (MTES, IdF Mobilité, GART, CEREMA, SNCF, SMTC, STRMTG etc.) et prise de contacts pour un accompagnement du Ministère Equatorien dans la mise en œuvre de leur règlementation ferroviaire				

[4] If the donor is the European Union or an EU Member State, please specify the EU budget line, EDF or EU Member State

Name of the organisation: CODATU **Lead applicant** ☐ **Co-applicant** ☐ **Affiliated entity** ☒					
Project title: Programme de coopération technique entre l'AFD, le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire français (MTES), le Ministère des Transports Equatoriens et CODATU			**Sector (ref. list of sectors in Sectorial experience in PADOR):** 21010 – Transport policy and administrative management		
Location of the action	**Cost of the action (EUR)**	**Role: coordinator, co-beneficiary, affiliated entity**	**Donors to the action (name)**[5]	**Amount contributed (by donor)**	**Dates** (from..to) dd/mm/yyyy
Quito (Equateur)	25 000€	Coordinator	Agence Française de Développement (AFD)	25 000€	17/12/2018 – 21/12/2018
Objectives and results of the action	Objectifs: - Organiser un atelier de 2 jours pour échanger autour du Manuel d'infrastructures cyclables en cours d'élaboration au Ministère des Transports Equatorien. Interventions d'experts français du CEREMA et du Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire et animation d'ateliers participatifs ; Résultats : - Echanges et débats autour du Manuel Cyclable, a la lumière des expériences internationales et des besoins locaux. Travail sur des cas concrets de sections de rue à Quito ou l'aménagement cyclable est inexistant. Réflexion autour des priorités pour l'Equateur et de la mise en place d'une Politique Nationale de Mobilité Urbaine qui pourrait rendre contraignant ce Manuel Cyclable.				

[5] If the donor is the European Union or an EU Member State, please specify the EU budget line, EDF or EU Member State

Name of the organisation: ALDA-Association des Agences de la Démocratie Locale **Lead applicant** ☐ **Co-applicant** ☐ **Affiliated entity** ☐					
Project title: LADDER – Local Authorities as Drivers for Development Education and Raising – awareness			**Sector (ref. list of sectors in Sectorial experience in PADOR): 151, 15150, 920, 99820**		
Location of the action	**Cost of the action (EUR)**	**Role: coordinator, co-beneficiary, affiliated entity**	**Donors to the action (name)**	**Amount contributed (by donor)**	**Dates** (from..to) dd/mm/yyyy
Autriche, Belgique, Bulgarie, Croatie, Danemark, France, Géorgie, Grèce, Irlande, Italie, Lettonie, Malte, Pologne, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Pays-Bas, Tunisie	€ 3.888.527,00	Coordinateur	DG DEVCO	3.305.247,00 €	Janvier 2015- Décembre 2017
Objectives and results of the action	L'objectif global du projet est de renforcer et d'accroître l'action des autorités locales (AL) en DEAR (Development Education Awareness Raising), en renforçant leurs capacités à agir en tant que principaux responsables de la mise en œuvre des politiques EU DEAR, avec des références particulières à la zone voisine de l'UE. Les objectifs spécifiques sont: 1) renforcer les capacités internes des AL en tant que «moteurs du changement», en informant et formant les fonctionnaires, les élus, etc. 2) informer et sensibiliser les citoyens et les communautés sur leur rôle et leur responsabilité sur les questions globales, ainsi que sur les interdépendances entre l'UE et les pays en développement, grâce à l'action des autorités locales (et le soutien des ONG d'experts) au niveau local; 3) renforcer la coopération entre les AL et les organisations de la société civile; 4) améliorer la méthodologie DEAR dans le système d'éducation non formelle, en développant des méthodes et des outils nouveaux et innovants s'adressant à un large éventail de parties prenantes. Résultats attendus: - Amélioration des capacités et implication accrue des AL et associations d'autorités locales dans DEAR comme moteurs du changement - sensibilisation accrue des citoyens et engagement dans les questions mondiales - le renforcement de la coopération entre les AL et les ONG (et leurs associations) de nouvelles méthodes et outils pour DEAR développés et mis en œuvre			

Nom de l'organisation: ALDA – Association des agences de la démocratie locale

Demandeur principal ☐ **Codemandeur** ☐ **Entité affiliée** ☐

Titre du projet: PARFAIT - Participation des femmes pour l'avancement et l'innovation de la Tunisie	**Secteur (voir la liste des secteurs sur l'écran « Expérience sectorielle » dans PADOR): 15150, 920, 43081**

Lieu de l'action	**Coût de l'action (EUR)**	**Rôle: coordinateur cobénéficiaire, entité affiliée**	**Donateurs (nom)**	**Montant de la contribution (par donateur)**	**Dates** (de .. à) jj/mm/aaaa
Tunisie	625 000€	Coordinateur	Commission européenne : Acteurs non étatiques et autorités locales dans le développement (NSA&LA), Opérations dans le pays pour la Biélorussie 2009-2010 AAP. Ref : EuropeAid/130100/L/ACT/BY	500.000 € (80%)	Du 06/10/2017 au 05/10/2019

Objectifs et résultats de l'action	Objectif global du projet : Accroître la participation des femmes au processus de gouvernance locale en Tunisie. Objectifs spécifiques du projet : ● Contribuer à l'amélioration de la participation des femmes aux processus décisionnels dans les gouvernorats ciblés ; ● Promouvoir l'intégration de la dimension genre par les autorités locales dans toutes leurs actions ; ● Promouvoir une vision partagée de la place des femmes dans la vie publique locale et régionale par l'ouverture d'espaces de dialogue et d'apprentissage collectif. Résultats : ● Renforcement des capacités de 180 femmes (30 par gouvernorat) formées pour devenir des actrices du changement au sein de leur communauté locale ; ● Soutien et accompagnement des femmes candidates aux élections locales ; ● Création d'une scène politique et médiatique moins hostile aux femmes ; ● Augmentation de la participation électorale dans les gouvernorats ciblés ; ● Meilleure participation des femmes à la prise de décision au niveau local et meilleure utilisation par les femmes des outils de la démocratie locale ;● Mise en œuvre de politiques locales tenant compte de la dimension genre

Nom de l'organisation: ALDA – Association des agences de la démocratie locale **Demandeur principal** ☐ **Codemandeur** ☐ **Entité affiliée** ☐					
Titre du projet: Vox in Box : Active Citizenship, Elections and Democratic Transition in Tunisia			**Secteur (voir la liste des secteurs sur l'écran « Expérience sectorielle » dans PADOR): 15150, 15161, 43081, 92030**		
Lieu de l'action	**Coût de l'action (EUR)**	**Rôle: coordinateur cobénéficiaire, entité affiliée**	**Donateurs (nom)**	**Montant de la contribution (par donateur)**	**Dates** (de .. à) jj/mm/aaaa
Tunis	437 797,8 €	Co-demandeur	Commission Européenne, Délégation de l'UE en Tunisie : l'Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme ; Fonds pour la société civile du voisinage sud	394,018.13€ (90%)	01/02/2014 au 31/07/2016
Objectifs et résultats de l'action	L'objectif global du projet était de contribuer à la transition démocratique tunisienne en développant une citoyenneté active et une culture politique. Pour ce faire, les objectifs spécifiques suivants ont été ciblés : 1) accroître le sentiment de citoyenneté des jeunes et des femmes pour qu'ils participent de plus en plus à la vie politique et aux activités civiques ; 2) renforcer la crédibilité des processus électoraux législatifs et municipaux ; 3) sensibiliser le public à la participation 4) mettre en place une plate-forme publique interactive (DECITEL.tn) hébergeant des données et des informations pour aider les groupes traditionnellement marginalisés. Grâce à la formation des coordinateurs régionaux et des éducateurs civiques, à la création de conseils de citoyens, aux campagnes de sensibilisation et au lancement de DECITEL.tn, les résultats suivants ont été atteints : 1) l'amélioration de la transparence et de la crédibilité du processus électoral tunisien ; 2) à long terme, le développement et le renforcement de la démocratie, des droits fondamentaux et de l'État de droit ; 3) accroître la participation des jeunes et des femmes à la vie politique et aux activités civiques ; 4) le renforcement des capacités et le renforcement des compétences des coordonnateurs régionaux et des éducateurs civiques ; 5) création de 80 conseils de citoyens dans 20 gouvernorats ; 6) influence du processus décisionnel, au niveau local, national et européen.				

(ii) Expérience acquise dans le cadre d'autres actions au cours des 3 dernières années (maximum 1 page par action et maximum 10 actions)

Name of the organisation: Ville de Strasbourg **Lead applicant** ☑ **Co-applicant** ☐ **Affiliated entity** ☐					
Project title: Europe for Citizens – Urban Regeneration: European Network of Towns			**Sector (ref. list of sectors in Sectorial experience in PADOR):**		
Location of the action	**Cost of the action (EUR)**	**Role: coordinator, co-beneficiary, affiliated entity**	**Donors to the action (name)**[6]	**Amount contributed (by donor)**	**Dates** (from..to) dd/mm/yyyy
Strasbourg	162 500€	Coordinator	UE (programme Europe for citizens)		2012/2016
Objectives and results of the action	-create spaces of discussion and mutual learning among citizens from different socio-cultural backgrounds and from different countries of Europe -foster active citizenship and co-creation of policies and services in local societies, particularly for citizens who are often excluded from the decision-making processes				

[6] If the donor is the European Union or an EU Member State, please specify the EU budget line, EDF or EU Member State

Name of the organisation: Eurométropole de Strasbourg **Lead applicant** ☑ **Co-applicant** ☐ **Affiliated entity** ☐					
Project title: Gestion de fonds structurels européens délégués par la Région et l'Etat			**Sector (ref. list of sectors in Sectorial experience in PADOR):**		
Location of the action	**Cost of the action (EUR)**	**Role: coordinator, co-beneficiary, affiliated entity**	**Donors to the action (name)**	**Amount contributed (by donor)**	**Dates** (from..to) dd/mm/yyyy
Strasbourg	12,9 millions €	Coordinateur	Union Européenne	12,9 millions €	2014-2020
Objectives and results of the action	**Une enveloppe de 7,5 M € a été octroyée au titre du fonds européen de développement régional (FEDER) et de 5,4 M € pour le fonds social européen (FSE) pour la période 2014-2020**: Ces enveloppes sont gérées au sein d'un outil appelé "investissement territorial intégré" (I.T.I.) dont l'objectif est de mener des actions coordonnées sur le territoire en se basant sur la stratégie de développement économique Strasbourg ÉCO 2030. Cet ITI cherche à favoriser la solidarité pour rendre le territoire plus compétitif. Ces lignes directrices seront mises en œuvre par des actions visant à promouvoir l'inclusion sociale dans les quartiers prioritaires de la politique de la Ville, permettre l'accès à l'emploi notamment des jeunes, par le développement des compétences, l'animation économique et une offre adéquate de services, d'équipements et d'infrastructures. Promouvoir les liens entre le développement économique, l'emploi et l'insertion est un enjeu essentiel pour l'Eurométropole de Strasbourg car il permet de garantir la cohésion sociale et territoriale tout en répondant à des objectifs en termes de compétitivité et d'attractivité du territoire. Ces fonds européens soutiennent prioritairement des projets sur les quartiers prioritaires de la politique de la Ville.				

Name of the organisation: CEREMA **Lead applicant** ☐ **Co-applicant** ☑ **Affiliated entity** ☐					
Project title: Conférence sur la dégradation des systèmes côtiers (Bizerte, Tunisie)			**Sector (ref. list of sectors in Sectorial experience in PADOR):** 23250 - Marine energy / 43030 - Urban development and management		
Location of the action	**Cost of the action (EUR)**	**Role: coordinator, co-beneficiary, affiliated entity**	**Donors to the action (name)**	**Amount contributed (by donor)**	**Dates** (from..to) dd/mm/yyyy
Ministère et agence tunisienne de l'environnement	..	Coordination: MTES	Ministère de l'environnement tunisien, MTES et Conservatoire du littoral français (commanditaires)		10/2018
Objectives and results of the action	**Les experts du Cerema étaient présents aux côtés du MTES à Bizerte lors de la conférence sur la dégradation des écosystèmes côtiers**, organisée par le ministère des affaires locales et de l'environnement Tunisien (MALE) en collaboration avec le ministère de la transition écologique et solidaire Français (MTES), l'ambassade de France, l'agence de protection et d'aménagement du littoral Tunisien (APAL) et le conservatoire français du littoral. **Le Cerema a présenté l'application participative RIVAGES, qui permet d'enregistrer sur smartphone la position de marqueurs du trait de côte** et a suscité l'intérêt de l'APAL. La Tunisie comme d'autres pays côtiers dont la France doit faire face aux conséquences de l'érosion marine, estimée entre 20 et 135 cm/an selon la côte considérée. **Cette application pourrait être utilisée à Madhia** pour déterminer l'évolution du trait de côte et les modalités correspondantes d'aménagement durables pour les voiries et infrastructures proches				

Name of the organisation: CEREMA **Lead applicant** ☐ **Co-applicant** ☑ **Affiliated entity** ☐					
Project title: Centre de ressources Cerema mobilités urbaines			**Sector (ref. list of sectors in Sectorial experience in PADOR):**		
Location of the action	**Cost of the action (EUR)**	**Role: coordinator, co-beneficiary, affiliated entity**	**Donors to the action (name)**	**Amount contributed (by donor)**	**Dates** (from..to) dd/mm/yyyy
	..	Coordinateur			
Objectives and results of the action	**L'expertise du Cerema en matière de mobilité urbaine et notamment de modes actifs est diffusé à l'international** notamment via les brochures « Expertise française » du Ministère français en charge des transports. Une brochure « modes actifs » est disponible en français et en anglais. **Le Cerema met également à disposition des ressources documentaires** pour développer les modes actifs et plus largement pour leur prise en compte dans l'espace public (prise en compte des personnes à mobilité réduite, initiatives citoyennes de mobilité, aménagement de voirie, etc.). **En particulier, le Cerema met en œuvre depuis plusieurs années un programme intitulé : « une voire pour tous »,** pour promouvoir un usage partagé de la voirie par l'ensemble de ses utilisateurs, quelque soient leurs modes de transport et qu'ils soient ou non en situation de handicap. Une série de fiches, destinée principalement aux maîtres d'ouvrages et aux gestionnaires, présente les points de vigilance, issus de l'analyse de cas concrets, relatifs à l'accessibilité. Elle traite des différents éléments constitutifs de la chaîne du déplacement que sont : les établissements recevant du public, le logement, les transports, la voirie et les espaces publics pour les personnes âgées et les personnes en situation de handicap. **Le 15 novembre 2018, une conférence sur la thématique « Favoriser la marche » a notamment a été co-organisée à la Rochelle** (port, 75404 habitants, 168 692 avec l'agglomération donc des tailles comparables à Madhia et à Kairouan) par le Cerema et le CNFPT Sud-Ouest			

Name of the organisation: CODATU **Lead applicant** ☐ **Co-applicant** ☐ **Affiliated entity** ☒					
Project title: Projet GOSUMP - Animation de la communauté "Transports Urbains en méditerranée », Programme européen Interreg MED			**Sector (ref. list of sectors in Sectorial experience in PADOR):** 21010 – Transport policy and administrative management		
Location of the action	**Cost of the action (EUR)**	**Role: coordinator, co-beneficiary, affiliated entity**	**Donors to the action (name)**	**Amount contributed (by donor)**	**Dates** (from..to) dd/mm/yyyy
Méditerranée	170 000€	Coordinator	FEDER et Commission europeenne	144 500€	01/10/2016 – 01/10/2019
Objectives and results of the action	Objectifs: - améliorer les mesures et les Plans de Mobilités Urbaines Soutenables autour des thématiques suivantes : • Destinations touristiques (zones soumises à une forte saisonnalité de la demande de mobilité) ; • Pôles générateurs de déplacements spécifiques (universités, ports, zones mixtes et denses autour des centres-villes) ; • Concertation et planification participative (implication des groupes cibles dans la planification de la mobilité) ; • Mobilité électrique (technologies de l'Information et de la Communication liées à la mobilité urbaine) ; • Services et modes de transports durables (Infrastructures « physiques » liées aux moyens de transports durables). La communauté « Transports Urbains en Méditerranée » vise à fournir un cadre propice au développement de synergies et à assurer une fonction de capitalisation et d'impact transnational de ces projets. CODATU est notamment en charge de l'analyse des données et des résultats ainsi que de la production de matériel de communication, formation et vulgarisation à partir des conclusions des analyses. Résultats : • Identification des synergies potentielles entre les projets et avec d'autres programmes européens, mise en place d'outils de communication internes, diffusion de newsletters, etc. ; • Définition d'une feuille de route concernant la capitalisation et création des outils de suivi et d'analyse des résultats ; • Lancement et suivi d'une prestation d'estimation ex-ante des réductions d'émissions de CO 2 liés à la mise en œuvre des projets de la communauté thématique ; • Organisation d'un évènement de Community Building avec les projets la communauté thématique ; • Rencontre des 8 communautés thématiques du Programme Interreg MED pour travailler à une méthodologie commune et renforcer les passerelles entre ces communautés. • Promotion de la communauté lors du Civitas forum.				

Name of the organisation: CODATU **Lead applicant** ☐ **Co-applicant** ☐ **Affiliated entity** ☒					
Project title: Programme de coopération technique (FEXTE) entre l'AFD, CODATU et la Maitrise d'Ouvrage du métro de Kochi (Kochi Metro Rail Limited) pour l'intégration urbaine, institutionnelle et multimodale du métro en construction			**Sector (ref. list of sectors in Sectorial experience in PADOR):** 15112 – Decentralisation and support to subnational government		
Location of the action	**Cost of the action (EUR)**	**Role: coordinator, co-beneficiary, affiliated entity**	**Donors to the action (name)**	**Amount contributed (by donor)**	**Dates** (from..to) dd/mm/yyyy
Kochi, Inde	800 000€	Coordinateur	AFD	800 000€	01/02/2015 – 01/07/2017
Objectives and results of the action	Objectifs : - Construire une coopération et organiser le partage d'expérience avec le SYTRAL, Autorité Organisatrice de la Mobilité de Lyon (France) ; - Accompagner KMRL dans les composantes non-infrastructures de la construction du métro : intégration multimodale, intégration urbaine, promotion des modes actifs, création d'une Autorité Organisatrice de la Mobilité, exploitation et maintenance ; Résultats : - Organisation de 8 ateliers participatifs permettant la concertation citoyenne et l'échange de bonnes pratiques et d'expériences internationales; - Organisation de 2 visites techniques en France pour les techniciens de KMRL et élus de Kochi ; - Organisation d'une journée sans voiture ; - Mise en place d'une assistance technique pour accompagner KMRL dans la mise en exploitation du métro ; - Etude de comparaison des modes pour identifier le mode de transport le plus pertinent pour Kochi, sur 3 axes structurants de la ville ; - Conception de 3 projets urbains et de transport en centre-ville de Kochi : Ré-aménagement d'une intersection, développement d'un pôle d'échange multimodal, piétonisation d'une rue du centre-ville desservie par le métro ; - Réalisation d'un document de valorisation.				

Name of the organisation: CODATU

Lead applicant ☐ **Co-applicant** ☐ **Affiliated entity** ☐

Project title: Programme d'Assistance Technique destiné au CETUD (Autorité Organisatrice des Transports de Dakar, Sénégal) afin de travailler sur sa réorganisation, le renforcement de capacités et le cadre institutionnel d'exploitation du projet de Train Express Régional	**Sector (ref. list of sectors in Sectorial experience in PADOR):**

Location of the action	**Cost of the action (EUR)**	**Role: coordinator, co-beneficiary, affiliated entity**	**Donors to the action (name)**	**Amount contributed (by donor)**	**Dates** (from..to) dd/mm/yyyy
Dakar, Sénégal	490 300€	Coordinateur	APIX s.a – Maitre d'ouvrage délégué du projet de Train Express Régional	490 300€	04/03/2017 – 30/03/2020

Objectives and results of the action	Objectifs: • Mieux appréhender les schémas institutionnel et opérationnel actuels du CETUD et leur évolution en cours d'approbation, notamment leur adaptation liée à l'introduction de nouveaux acteurs dans le système de transport urbain (TER et BRT), qui implique de nouveaux rapports entre le CETUD et les futurs opérateurs ; • Proposer un programme de renforcement des capacités du CETUD au vu de l'évolution du secteur des transports urbains de Dakar prenant en compte la mise en service du TER et du BRT. Résultats : - Organisation de missions d'experts et d'ateliers de travail sur la gouvernance, la multimodalité et le transport ferroviaire ; - Rédaction de documents techniques (Manuels et procédures de sécurité ferroviaire, régulation et réglementation)

Nom de l'organisation: ALDA – Association des agences de la démocratie locale **Demandeur principal** ☐ **Codemandeur** ☐ **Entité affiliée** ☐					
Titre du projet: Balkan regional platform for youth participation and dialogue			**Secteur (voir la liste des secteurs sur l'écran « Expérience sectorielle » dans PADOR):** 152; 15150; 92030		
Lieu de l'action	**Coût de l'action (EUR)**	**Rôle: coordinateur cobénéficiaire, entité affiliée**	**Donateurs (nom)**	**Montant de la contribution (par donateur)**	**Dates** (de .. à) jj/mm/aaaa
BiH, MNG, Serbia, Kosovo, FYR of Macedonia	Year 1: 201.782 Year 2: 203.954 Year 3: 205.680 year 4: total 206.485	Coordinator	EC, DG NEAR, IPA Operating grant for CSO	ALDA Skopje budget: Year 1 -2015 : 178.920€ Year 2 - 2016 169.970€ year 3 2017 : 169.970€ Year 4 2018: 152.110€	01.01.2015 – 31.12.2018
Objectifs et résultats de l'action	Objectifs : - Contribuer à structurer la coopération thématique régionale et la coordination entre la société civile et les pouvoirs publics pour améliorer l'environnement de l'activisme et de la participation des jeunes, en particulier des jeunes moins favorisés ; Créer un réseau régional pour la démocratie locale composé d'OSC et des pouvoirs publics, avec la participation active des jeunes ; - Renforcer les capacités régionales des jeunes en matière de citoyenneté active et de participation aux processus d'élaboration des politiques et de prise de décisions ; - Faciliter une plus grande attention des autorités publiques aux besoins des jeunes dans l'élaboration des politiques conformément aux normes de l'UE ; - Contribuer à sensibiliser les décideurs et les responsables politiques, les OSC et les responsables de la jeunesse aux normes et pratiques de l'UE en matière de participation des jeunes et à l'impact régional des programmes communautaires. Résultats : - Création d'une plate-forme régionale fonctionnelle pour le dialogue entre les autorités publiques et la société civile ; - Renforcement des capacités des jeunes en matière de citoyenneté active et de participation aux processus d'élaboration des politiques et de prise de décisions ; - Inclusion accrue des jeunes moins favorisés dans les activités locales et régionales de promotion des bonnes pratiques en matière de participation des jeunes ; - Amélioration de l'accès à l'information pour les décideurs, les OSC, les responsables de la jeunesse et tous les acteurs intéressés à participer aux programmes de l'UE 2014-2020, en particulier les programmes pour les jeunes dans les pays ciblés ;Soutien aux initiatives de jeunesse et mise en œuvre de projets de jeunesse au niveau local				

Name of the organisation: ALDA-Association des Agences de la Démocratie Locale **Lead applicant** ☐ **Co-applicant** ☒ **Affiliated entity** ☐					
Project title: SPREAD II – Sustainable Partnership for Reinforcement of Active Development			**Sector (ref. list of sectors in Sectorial experience in PADOR): 15150**		
Location of the action	**Cost of the action (EUR)**	**Role: coordinator, co-beneficiary, affiliated entity**	**Donors to the action (name)**	**Amount contributed (by donor)**	**Dates** (from..to) dd/mm/yyyy
BIELORRUSSIE – Regions: Grodno, Vitebsk, Mogilev	563.080,00 €	Coordinateur	Commission européenne – NSA & LA programme	409.359,16 €	01.07.2014 – 30.06.2017
Objectives and results of the action	Objectif (s) général (aux): SPREAD II vise à contribuer à la promotion d'une société inclusive et autorisée en Biélorussie, en renforçant les capacités de la société civile à promouvoir les réformes nationales et à accroître la responsabilité publique et en appuyant les autorités locales pour renforcer la gouvernance et améliorer l'accès des citoyens services publics. Objectif (s) spécifique (s): Plus précisément, SPREAD II vise à améliorer la capacité des acteurs non étatiques, acteurs non étatiques, (en particulier ceux qui représentent les couches les plus pauvres de la population, y compris les groupes marginalisés et vulnérables ayant un accès limité aux services sociaux) afin de participer efficacement à l'amélioration des conditions de vie en Biélorussie, notamment à travers de stratégies et de programmes de développement. Résultats attendus: 1) 3 nouveaux centres civiques avec une perspective d'impact à long terme créés 2) Sensibilisation et capacités des citoyens et des acteurs non étatiques pour qu'ils deviennent acteurs pour le changement et le développement renforcé 3) Coopération active entre les acteurs non étatiques et les AL * Ensemble de recommandations rédigées et présentées aux décideurs 4) Réseaux de OSC, comités civils, etc., créés 5) Au moins 60 ONG directement impliquées dans les actions des centres, au moins 120 représentants des acteurs non étatiques / AL engagés, plus de 2.000 citoyens directement atteints				

Name of the organisation: ALDA-Association des Agences de la Démocratie Locale **Lead applicant** ☐ **Co-applicant** ☑ **Affiliated entity** ☐					
Project title: Mobilized civil society for local democracy			**Sector (ref. list of sectors in Sectorial experience in PADOR):** 15150, 15140, 92030		
Location of the action	**Cost of the action (EUR)**	**Role: coordinator, co-beneficiary, affiliated entity**	**Donors to the action (name)**	**Amount contributed (by donor)**	**Dates** (from..to) dd/mm/yyyy
Georgia	277 777 00€	Cobénéficiaire	Commission Européenne DG DEVCO	250 000 00€	10.7.2014 – 10.4.2016
Objectives and results of the action	Ce projet vise à renforcer le rôle des OSC régionales (ONG et organisations communautaires) et leur mobilisation pour le soutien à la décentralisation. La proposition de projet est basée sur la raison qu'aucun gouvernement lui-même n'abandonnera le pouvoir centralisé sans une demande populaire bien organisée. Le développement de la démocratie locale, comme tout développement, ne peut être fourni, il doit être réalisé par la société géorgienne elle-même et donc les OSC locales doivent jouer le rôle de mobilisateurs et de défenseurs qualifiés de la société géorgienne en facilitant la pression ascendante sur le gouvernement au niveau local et national. Pour accomplir une tâche aussi ambitieuse, les OSC régionales géorgiennes se transforment d'un cercle restreint de chasseurs de subventions en organisations populaires basées sur l'appartenance et la circonscription, susceptibles de devenir de véritables acteurs du changement. Un autre objectif c'est le renforcement de la capacité des OSC régionales à surveiller la réforme des administrations locales et à représenter les intérêts des communautés locales au niveau national. Objectifs spécifiques: a) Mobiliser les OSC locales et renforcer leurs capacités de mobilisation communautaire et de lobbying; b) Mettre en place des réseaux horizontaux d'échange d'informations et de suivi des résultats de la mise en oeuvre de la réforme du gouvernement local; c) Élaboration d'un ensemble de recommandations pour le renforcement de la démocratie locale en Géorgie et présentation de ces recommandations au Comité de la politique régionale et au gouvernement local du Parlement de Géorgie d) Organisation d'une campagne médiatique pour la vulgarisation de la réforme du gouvernement local.				

3. Associés participant à l'action

	Associé 1
Dénomination officielle complète	Mahdia Mémoire de la Méditerannée
Numéro d'identification EuropeAid	TN-2014-FLR-1311572636
Pays d'enregistrement	TUNISIE
Statut juridique	**Organisation à but lucratif** □ **Oui X Non** **ONG** **X Oui** □ **Non**
Adresse officielle	ISET Mahdia
Personne de contact	Yassine Sfar
Tél.: indicatif du pays + indicatif de la ville + numéro	00 216 93 978 439
Fax: indicatif du pays + indicatif de la ville + numéro	****
Adresse de courrier électronique	Yassine.sfar@asmm.tn
Nombre d'employés	5
Expérience acquise dans le cadre d'actions similaires en rapport avec le rôle exercé dans la mise en œuvre de l'action proposée	Acteur associatif et partenaire important de la ville de Mahdia
Historique de la coopération avec le demandeur	Partenaire dans le cadre du projet PARFAIT avec ALDA
Rôle et participation dans la préparation de l'action proposée	Appui dans l'organisation des ateliers multi-acteurs, de consultations citoyenne et de tous évènements publics à Mahdia.
Rôle et participation dans la mise en œuvre de l'action proposée	1. Approche participative : meetings avec les citoyens - enquetes citoyennes - enquetes urbanistes (sous couvert de la municipalité). 2. Durabilité du projet : animation et valorisation a- Phase 1 : réflexion sur les projets d'animations. b- Phase 2 : accompagnement de la municipalité dans la réalisation de l'animation et la sauvegarde des installations.

	Associé 2
Dénomination officielle complète	Le Club des villes et territoires cyclables
Numéro d'identification EuropeAid	
Pays d'enregistrement	FRANCE
Statut juridique	**Organisation à but lucratif** Oui **X Non** **ONG** Oui **X Non**
Adresse officielle	33 rue du Faubourg Montmartre - 75009 Paris
Personne de contact	Véronique Michaud, Secretaire Génral
Tél.: indicatif du pays + indicatif de la ville + numéro	00 216 93 978 439
Fax: indicatif du pays + indicatif de la ville + numéro	
Adresse de courrier électronique	vmichaud@villes-cyclables.org
Nombre d'employés	10
Expérience acquise dans le cadre d'actions similaires en rapport avec le rôle exercé dans la mise en œuvre de l'action proposée	**En France**, le Club travaille en lien avec les acteurs associatifs, industriels et économiques pour impulser la prise en compte du vélo dans les politiques nationales. Dans ce sens, il a lancé ***le Club des parlementaires pour le vélo*** qui rassemble aujourd'hui une centaine de sénateurs et députés de toutes tendances politiques. Il est également à l'initiative en 2006 de la démarche nationale d'évolution du Code de la route vers ***un Code de la rue*** pour un rééquilibrage de l'espace et la qualification de la voirie. **—> Au niveau européen et à l'international**, il fédère un réseau d'associations nationales de collectivités territoriales. Les élus du Club sont convaincus que la coopération est un levier efficace pour le développement du vélo.
Historique de la coopération avec le demandeur	Strasbourg membre et participants à des évènements, séminaires, groupes de travail sur les mobilités
Rôle et participation dans la préparation de l'action proposée	Échanges téléphoniques et email
Rôle et participation dans la mise en œuvre de l'action proposée	**Club des villes et Territoires cyclables :** Réseau de villes et collectivités spécialisée sur les politiques publiques lies aux mobilités douces et plus spécifiquement au vélo, le club pourra mobiliser son expertise lors d'évènements ou pour des formations.

	Associé 3
Dénomination officielle complète	**INTERNATIONAL ASSOCIATION OF PUBLIC TRANSPORT (UITP)**
Numéro d'identification EuropeAid	
Pays d'enregistrement	BELGIQUE
Statut juridique	**Organisation à but lucratif** Oui **X Non** **ONG** Oui **X Non**
Adresse officielle	Rue Sainte Marie, 6 1080 BRUXELLES Belgium
Personne de contact	**Dounia GOURRAM, Head of Maghreb bureau**
Tél.: indicatif du pays + indicatif de la ville + numéro	+212 6 66 64 66 33
Fax: indicatif du pays + indicatif de la ville + numéro	n.a
Adresse de courrier électronique	dounia.gourram@uitp.org
Nombre d'employés	1600 membres dans 99 pays
Expérience acquise dans le cadre d'actions similaires en rapport avec le rôle exercé dans la mise en œuvre de l'action proposée	Nombreuses expérience au Maghreb dans le développement des mobilités
Historique de la coopération avec le demandeur	Strasbourg membre d'UITP
Rôle et participation dans la préparation de l'action proposée	Échanges téléphoniques et email, rencontres lors d'évènement internationaux en Février 2019
Rôle et participation dans la mise en œuvre de l'action proposée	**UITP (Union internationale des transports publics)**, réseau spécialisé dans les transports publics présents dans plus de 99 pays pourra apporter son expertise tout au long du projet et lors d'évènements ou de formations sur les sujets des transports et des mobilités douces.

1. Liste de contrôle personnelle

Liste de contrôle pour la candidature complète

EUROPEAID/161146/DH/ACT/MULTI

(à remplir par le demandeur principal uniquement pour s'aider)

Intitulé de la proposition:			
Avant d'envoyer votre demande complète, vérifiez que chacun des critères énumérés ci-après est complètement rempli :	**Oui**	**Non**	**s/o**
1. Le formulaire correct de subvention a été utilisé.			
2.Les instructions pour l'élaboration de la note succincte de présentation ont été suivies.			
3. La déclaration du demandeur est remplie, signée et soumise dans PROSPECT.			
4. La proposition est dactylographiée et est écrite dans un langage admissible pour cet appel. (Lorsque plus d'une langue est autorisée, la proposition est rédigée dans celle qui est la plus communément utilisée par la population cible dans le pays dans lequel l'action a lieu).			
5. Un original et le nombre de copie(s) prévu dans la section 2.2 des lignes directrices sont joints (Veuillez indiquer "sans objet" (S.O.) si vous envoyez votre proposition via PROSPECT.			
6. Une version électronique de la demande complète de présentation (CD-ROM) est jointe (Veuillez indiquer «sans objet» (S.O.) si vous envoyez votre proposition via PROSPECT).			
7. Chaque codemandeur a rempli, signé et soumis le mandat dans PROPSECT.			
8. Chaque(s) entité(s) affiliée(s) a rempli, signé et soumis une déclaration d'entité affiliée dans PROSPECT. (Si une/des entité(s) affiliée(s) n'est/ne sont pas obligatoire(s): Veuillez indiquer «sans objet» (S.O.) s'il n'y a pas d'entité affiliée).			
9. Le partenariat reste le même dans la note succincte de présentation et dans la demande complète.			
10. Les demandeurs (demandeur principal, codemandeur (s) et ses entités affiliées (le cas échéant)) sont enregistrés			

dans PADOR et ont téléchargé les documents pertinents énumérés dans la section 2.2.5 et 2.4 des lignes directrices.			
11. Le budget est joint, équilibré et présenté dans le format requis et libellé en EUR.			
12. Le cadre logique est complété et joint.			
13. La durée de l'action est égale ou supérieure au minimum autorisé par la section 2.1.4 des lignes directrices.			
14. La durée de l'action est égale ou inférieure au maximum autorisé par la section 2.1.4 des lignes directrices.			
15. La contribution UE demandée (montant) est égal ou supérieur au minimum autorisé par la section 1.3 des lignes directrices.			
16. La contribution UE demandée (montant) est égal ou inferieur au maximum autorisé par la section 1.3 des lignes directrices.			
17. La contribution UE demandée en tant que pourcentage du total des coûts éligibles est égale ou supérieure au pourcentage minimum autorisé par la section 1.3 des lignes directrices.			
18. La contribution UE demandée en tant que pourcentage du total des coûts éligibles est égale ou inférieure au pourcentage maximal autorisé par la la section 1.3 des lignes directrices.			
19. La contribution UE demandée n'a pas été modifiée de plus de 20% par rapport au montant demandé au stade de la note succincte de présentation.			
20. Le montant total de financement demandé sur la base des options simplifiées en matière de coûts n'excede pas (60 000 EUR/seuil mentionné au point 2.1.4 des lignes directrices) pour chaque demandeur.			
1. Le demandeur principal remplit les critères d'éligibilité visés dans la section 2.1.1 des lignes directrices.			
2. L'/les codemandeur(s) rempli(ssen)t les critères d'éligibilité visés dans la section 2.1.1 des lignes directrices.			
3. L'/les éventuelle(s) entité(s) affiliée(s) rempli(ssen)t les critères d'éligibilité visés dans la section 2.1.2. des lignes directrices.			
4. Les pièces justificatives ont été soumises conformément aux lignes directrices (section 2.4).			

5. Les statuts ou articles d'association du demandeur principal ont été chargés conformément aux lignes directrices (section 2.4).			
6. Les statuts ou articles d'association des codemandeur(s) et de l'/des entité(s) affiliée(s) ont été téléchargés conformément aux lignes directrices (section 2.4).			
7. Copie des derniers états financiers du demandeur principal conformément aux lignes directrices (section 2.4).			
8. Le rapport d'audit externe du demandeur principal (le cas échéant) a été fourni conformément aux lignes directrices (section 2.4).			
9. La fiche d'entité juridique (voir annexe D des lignes directrices à l'intention des demandeurs) a été dument complétée et signée par les demandeurs et est accompagnée des documents justificatifs requis conformément aux lignes directrices (section 2.4).			
10. Une fiche d'identification financière (voir annexe E des lignes directrices à l'intention des demandeurs) a été sumise par le demandeur principal conformément aux lignes directrices (section 2.4).			

1. Budget de l'action[1]

Coûts	Toutes les années				Année 1			
	Unité[13]	Nº d'unités	Valeur unitaire (en EUR)	Coût total (en EUR)[3]	Unité[13]	Nº d'unités	Valeur unitaire (en EUR)	Coût total (en EUR)[3]
1. Ressources humaines[14]								
1.1 Salaires (montants bruts incluant les charges de sécurité sociale et les autres coûts liés, **personnel local**)[4]								
Municipalité de Kairouan								
1.1.1 Coordinateur local Kairouan (30%)	COUT UNITAIRE Par jour	180	40,00	7 200,00	COUT UNITAIRE Par jour	72	40,00	2 880,00
1.1.2 Ingénieur travaux Kairouan (30%)	COUT UNITAIRE Par jour	180	40,00	7 200,00	COUT UNITAIRE Par jour	72	40,00	2 880,00
1.1.3 Architecte Kairouan (30%)	COUT UNITAIRE Par jour	180	40,00	7 200,00	COUT UNITAIRE Par jour	72	40,00	2 880,00
1.1.4 Responsable administratif et financier (30%)	COUT UNITAIRE Par jour	180	40,00	7 200,00	COUT UNITAIRE Par jour	72	40,00	2 880,00
1.1.5 Responsable communication (30%)	COUT UNITAIRE Par jour	180	40,00	7 200,00	COUT UNITAIRE Par jour	72	40,00	2 880,00
Municipalité de Mahdia								
1.1.6 Coordinateur local Mahdia (30%)	COUT UNITAIRE Par jour	180	40,00	7 200,00	COUT UNITAIRE Par jour	72	40,00	2 880,00
1.1.7 Ingénieur travaux Mahdia(30%)	COUT UNITAIRE Par jour	180	40,00	7 200,00	COUT UNITAIRE Par jour	72	40,00	2 880,00
1.1.8 Architecte (30%)	COUT UNITAIRE Par jour	180	40,00	7 200,00	COUT UNITAIRE Par jour	72	40,00	2 880,00
1.1.9 Responsable administratif et financier (30%)	COUT UNITAIRE Par jour	180	40,00	7 200,00	COUT UNITAIRE Par jour	72	40,00	2 880,00
1.1.10 Responsable communication (30%)	COUT UNITAIRE Par jour	180	40,00	7 200,00	COUT UNITAIRE Par jour	72	40,00	2 880,00
1.2 Salaires (montants bruts incluant les charges de sécurité sociale et les autres coûts liés, personnel **expatrié/international**)								
Bureau de coordination (basé à Kairouan								
1.2.1 Chef de mission - mobilités (100 %)	COUT UNITAIRE Par mois	30	4 000,00	120 000,00	COUT UNITAIRE Par mois	12	4 000,00	48 000,00
1.2.2 Responsable communication/démocratie locale (100%)	COUT UNITAIRE Par mois	30	3 000,00	90 000,00	COUT UNITAIRE Par mois	12	3 000,00	36 000,00
1.2.3 Assistant administratif et logistique (100%)	COUT UNITAIRE Par mois	30	1 100,00	33 000,00	COUT UNITAIRE Par mois	12	1 100,00	13 200,00
Ville de Strasbourg								
1.2.4 Responsable du projet siège (30%)	COUT UNITAIRE Par jour	180	303,50	54 630,00	COUT UNITAIRE Par jour	90	303,50	27 315,00
1.2.5 Responsable administratif et financier siège (100 %)	COUT UNITAIRE Par jour	600	303,50	182 100,00	COUT UNITAIRE Par jour	240	303,50	72 840,00
1.2.6 Experts techniques Strasbourg	COUT UNITAIRE Par jour	170	303,50	51 595,00	COUT UNITAIRE Par jour	68	303,50	20 638,00
ALDA								
1.2.8 Responsable Admini et financier (20%)	COUT UNITAIRE Par jour	120	200,00	24 000,00	COUT UNITAIRE Par jour	48	200,00	9 600,00
1.2.9 Coordinateur Europe (40%)	COUT UNITAIRE Par jour	365	160,00	58 400,00	COUT UNITAIRE Par jour	146	200,00	29 200,00
1.2.10 Experts techniques ALDA	COUT UNITAIRE Par jour	150	500,00	75 000,00	COUT UNITAIRE Par jour	60	500,00	30 000,00
1.2.19 Coordinateur Tunisie ALDA (28%)	COUT UNITAIRE Par jour	256	100,00	25 600,00	COUT UNITAIRE Par jour	102,4	100,00	10 240,00
CODATU								

1. Budget de l'action[1]

Coûts	Toutes les années				Année 1			
	Unité[13]	Nº d'unités	Valeur unitaire (en EUR)	Coût total (en EUR)[3]	Unité[13]	Nº d'unités	Valeur unitaire (en EUR)	Coût total (en EUR)[3]
1.2.11 Coordinateur de projet technique (15%)	COUT UNITAIRE Par jour	90	600,00	54 000,00	COUT UNITAIRE Par jour	36	600,00	21 600,00
1.2.12 Secretariat logistique/administratif (15%)	COUT UNITAIRE Par jour	90	500,00	45 000,00	COUT UNITAIRE Par jour	36	500,00	18 000,00
1.2.13 Experts techniques CODATU	COUT UNITAIRE Par jour	50	800,00	40 000,00	COUT UNITAIRE Par jour	20	800,00	16 000,00
CEREMA								
1.2.14 Directeur de projet	COUT UNITAIRE Par jour	65	531,00	34 515,00	COUT UNITAIRE Par jour	60	531,00	31 860,00
1.2.15 Chef de projet	COUT UNITAIRE Par jour	85	360,00	30 600,00	COUT UNITAIRE Par jour	25	360,00	9 000,00
1.3 Per diems pour missions/voyages[5]								
1.3.1 À l'étranger (personnel affecté à l'action								
Perdiem missions coordinatior								
1.3.1.1 Perdiem Tunisie - COPIL responsable projet	COUT UNITAIRE Per diem	30	141,00	4 230,00	COUT UNITAIRE Per diem	12	141,00	1 692,00
1.3.1.2 Per diem Tunisie - pour missions coordination bureau Strasbourg	COUT UNITAIRE Per diem	60	141,00	8 460,00	COUT UNITAIRE Per diem	24	141,00	3 384,00
1.3.1.3 Per diem Tunisie - participation au COPIL	COUT UNITAIRE Per diem	18	141,00	2 538,00	COUT UNITAIRE Per diem	7	141,00	987,00
Per diem missions experts techniques								
1.3.1.4 Per diem Tunisie - pour expertise technique Strasbourg	COUT UNITAIRE Per diem	201	141,00	28 341,00	COUT UNITAIRE Per diem	80	141,00	11 280,00
1.3.1.5 Per diem Tunisie - pour expertise technique ALDA	COUT UNITAIRE Per diem	180	141,00	25 380,00	COUT UNITAIRE Per diem	72	141,00	10 152,00
1.3.1.6 Per diem Tunisie - pour expertise technique CODATU	COUT UNITAIRE Per diem	82	141,00	11 562,00	COUT UNITAIRE Per diem	33	141,00	4 653,00
1.3.1.7 Per diem Tunisie - pour expertise technique CEREMA	COUT UNITAIRE Per diem	180	141,00	25 380,00	COUT UNITAIRE Per diem	72	141,00	10 152,00
Per diem visites d'études								
1.3.1.8 Perdiem France visites d'études	COUT UNITAIRE Per diem	156	245,00	38 220,00	COUT UNITAIRE Per diem	60	245,00	14 700,00
Per diem partage d'expériences								
1.3.1.9 Perdiem Belgique+internationalpartage d'expérience	COUT UNITAIRE Per diem	120	232,00	27 840,00	COUT UNITAIRE Per diem	48	232,00	11 136,00
1.3.2 Sur place (personnel affecté à l'action								
1.3.3 Participants aux séminaires/conférence								
1.3.3.1 perdiem participants conférence de lancement à Kairouan	COUT UNITAIRE Per diem	36	100,00	3 600,00	COUT UNITAIRE Per diem	36	100,00	3 600,00
1.3.3.2 perdiem participants forum régional mobilités à Sousse	COUT UNITAIRE Per diem	300	100,00	30 000,00	COUT UNITAIRE Per diem	0	100,00	0,00
1.3.3.3 perdiem participants cérémonie de clotûre à Mahdia	COUT UNITAIRE Per diem	120	100,00	12 000,00	COUT UNITAIRE Per diem	0	100,00	0,00
1.3.3.4 perdiem participants 20 sessions de formations	COUT UNITAIRE Per diem	400	100,00	40 000,00	COUT UNITAIRE Per diem	100	100,00	10 000,00
1.3.3.5 perdiem participants ateliers multi-acteurs	COUT UNITAIRE Per diem	10	100,00	1 000,00	COUT UNITAIRE Per diem	3	100,00	300,00
Sous-total Ressources humaines				**1 248 991,00**				**504 329,00**
2.Voyages[6]								
2.1. Voyages internationaux								
Déplacements missions coordination								

917

1. Budget de l'action[1]

Coûts	Toutes les années				Année 1			
	Unité[13]	Nº d'unités	Valeur unitaire (en EUR)	Coût total (en EUR)[3]	Unité[13]	Nº d'unités	Valeur unitaire (en EUR)	Coût total (en EUR)[3]
2.1.1 Déplacements Europe-Tunisie missions coordination	par trajet	15	500,00	7 500,00	par trajet	6	500,00	3 000,00
Déplacements missions d'assistance technique								
2.1.2 A/R déplacements Europe-Tunisie assistance technique	par trajet	70	500,00	35 000,00	par trajet	28	500,00	14 000,00
2.1.4 A/R intervenants workshops	par trajet	8	500,00	4 000,00	par trajet	8	500,00	4 000,00
2.1.5 A/R visites d'études	par trajet	28	500,00	14 000,00	par trajet	11	500,00	5 500,00
Déplacement participants internationaux évènements								
2.1.6 A/R Cérémonie de lancement	par trajet	16	500,00	8 000,00	par trajet	16	500,00	8 000,00
2.1.7 A/R forum régional mobilités	par trajet	25	500,00	12 500,00	par trajet	0	500,00	0,00
2.1.8 A/R séminaire de clôture	par trajet	20	500,00	10 000,00	par trajet	0	500,00	0,00
2.1.9 A/R partage expérience Bruxelles + autre	par trajet	24	500,00	12 000,00	par trajet	9	500,00	4 500,00
2.2. Trajets locaux								
Déplacements participants internationaux évènements								
2.2.1 Déplacement participants nationaux kick-off meeting	par personne	20	50,00	1 000,00	par personne	20	50,00	1 000,00
2.2.2Déplacement participants nationaux forum mobilité	par personne	75	50,00	3 750,00	par personne	0	50,00	0,00
2.2.3 Déplacement participants nationaux cérémonie cloture	par personne	40	50,00	2 000,00	par personne	0	50,00	0,00
2.2.4 Déplacements participants au 20 sessions de formation	par personne	400	30,00	12 000,00	par personne	100	30,00	3 000,00
Déplacements équipe projet								
2.2.5 Déplacements Tunis-Kairouan/Mahdia	par mois	60	50,00	3 000,00	par mois	24	50,00	1 200,00
2.2.6 Déplacements Kairouan-Mahdia	par mois	60	30,00	1 800,00	par mois	24	30,00	720,00
Sous-total Voyages				**126 550,00**				**44 920,00**
3. Équipement et fournitures[7]								
3.1 Achat ou location de véhicules								
3.1.1 Achat véhicule bureau de proje	par véhicule	1	12 000,00	12 000,00	par véhicule	1	10 000,00	10 000,00
3.1.2 Achat de 5 vélos pour bureau de coordinatio	par vélo	5	450,00	2 250,00	par vélo	5	450,00	2 250,00
3.1.3 Accessoires vélos (casques, cadenas	par vélo	5	75,00	375,00	par vélo	5	75,00	375,00
3.2 Mobilier, matériel informatique								
3.2.1 Mobilier bureau Kairouar	MONTANT forfaitaire	1	3 000,00	3 000,00	MONTANT forfaitaire	1	3 000,00	3 000,00
3.2.2 Imprimantes+scanner	pièce	1	2 000,00	2 000,00	pièce	1	2 000,00	2 000,00
3.2.3 Téléphones/smartphones	pièce	4	150,00	600,00	pièce	4	150,00	600,00
3.2.4 Ordinateurs portables + écrans	pièce	9	900,00	8 100,00	pièce	9	900,00	8 100,00
3.2.5 Logiciels ordinateurs	pièce	9	150,00	1 350,00	pièce	9	150,00	1 350,00
3.2.6 vidéoprojecteur bureau coordinatio	pièce	1	1 500,00	1 500,00	pièce	1	1 500,00	1 500,00
3.2.7 Appareil photo caméra	pièce	1	500,00	500,00	pièce	1	500,00	500,00
3.2.8 Ventilateurs	pièce	4	50,00	200,00	pièce	4	50,00	200,00
3.3 Machines, outils, etc.								
3.4 Pièces détachées/matériel pour machines, outils								
3.5 Autres (préciser)								
Sous-total Équipement et fournitures				**31 875,00**				**29 875,00**
4. Bureau local[14]								
4.1 Coût du/des véhicules								
4.1.1 Assurance véhicule	par mois	30	150,00	4 500,00	par mois	12	150,00	1 800,00
4.1.2 Carburant véhicule	par mois	30	200,00	6 000,00	par mois	12	200,00	2 400,00
4.1.3 Frais d'entretien véhicule	par mois	30	100,00	3 000,00	par mois	12	100,00	1 200,00
4.1.4 Frais d'entretien vélos	par mois	30	10,00	300,00	par mois	12	10,00	120,00
4.2 Location de bureaux								
4.2.1 Location de bureaux+ électricité à Kairouan pour 3 personne	par mois	30	700,00	21 000,00	par mois	12	700,00	8 400,00
4.3 Consommables - fournitures de bureau								
4.3.1 Fournitures (feuilles, cartouches, stylos, papers, classeurs, etc.	par mois	30	150,00	4 500,00	par mois	12	150,00	1 800,00
4.4 Autres services (tél./fax, électricité/chauffage, maintenance								
4.4.1 forfait téléphones	par mois	120	20,00	2 400,00	par mois	48	20,00	960,00
4.4.2 Entretien bureau	par mois	30	100,00	3 000,00	par mois	12	100,00	1 200,00

1. Budget de l'action[1]

Coûts	Toutes les années				Année 1			
	Unité[13]	Nº d'unités	Valeur unitaire (en EUR)	Coût total (en EUR)[3]	Unité[13]	Nº d'unités	Valeur unitaire (en EUR)	Coût total (en EUR)[3]
4.4.3 Forfait internet bureau	par mois	30	50,00	1 500,00	par mois	12	50,00	600,00
4.4.4 Cours d'arabe	par mois	30	100,00	3 000,00	par mois	12	100,00	1 200,00
Sous-total Bureau local				**49 200,00**				**19 680,00**
5. Autres coûts, services[8]								
5.1 Publications[9]								
5.1.1 Guide procédures projet (A 0.3)	par exemplaire	30	5,00	150,00	par exemplaire	30	5,00	150,00
5.1.2 Plan de communication (A 4.1)	par exemplaire	30	5,00	150,00	par exemplaire	30	5,00	150,00
5.1.3 Plan d'actions (A 0.5)	par exemplaire	30	5,00	150,00	par exemplaire	30	5,00	150,00
5.1.4 Plan de formation (A 1.1)	par exemplaire	50	5,00	250,00	par exemplaire	50	5,00	250,00
5.1.5 Plan de Mobilité Urbaine Durable et Partagée (PMUDP) Kairoua	par exemplaire	50	5,00	250,00	par exemplaire	0	5,00	0,00
5.1.6 Guide des mobilités actives	par exemplaire	50	5,00	250,00	par exemplaire	0	5,00	0,00
5.1.7 Guide sur les outils de renforcement de participation citoyenn	par exemplaire	200	5,00	1 000,00	par exemplaire	0	5,00	0,00
5.1.8 Brochure lancement du proje	par exemplaire	500	5,00	2 500,00	par exemplaire	500	5,00	2 500,00
5.1.9 Brochure forum mobilités	par exemplaire	600	5,00	3 000,00	par exemplaire	0	5,00	0,00
5.1.10 Brochure fin de proje	par exemplaire	600	5,00	3 000,00	par exemplaire	0	5,00	0,00
5.1.11 Publications des rapports du proje	par exemplaire	50	5,00	250,00	par exemplaire	20	5,00	100,00
5.1.11 Receuil d'outils	par exemplaire	100	5,00	500,00	par exemplaire	0	5,00	0,00
5.2 Études, recherche[9]								
5.2.1 Marché de travaux/fournitures 7 micro-projet	MONTANT forfaitaire	1	210 850,00	210 850,00	MONTANT forfaitaire	1	210 850,00	210 850,00
5.2.2 Marché de services - études pour 3 circuits doux à Mahdi	MONTANT forfaitaire	1	15 000,00	15 000,00	MONTANT forfaitaire	1	15 000,00	15 000,00
5.2.3 Marché de travaux/fournitures pour 3 circuits doux à Mahdi	MONTANT forfaitaire	1	375 000,00	375 000,00	MONTANT forfaitaire	0	375 000,00	0,00
5.2.4 Marché de travaux/services - Maison du vél	MONTANT forfaitaire	1	200 000,00	200 000,00	MONTANT forfaitaire	0	200 000,00	0,00
5.2.5 Appui financier association locale pour étude Maison du vél	MONTANT forfaitaire	1	20 000,00	20 000,00	MONTANT forfaitaire	1	20 000,00	20 000,00
5.3 Coûts d'audit/vérification des dépense								
5.3.1 Audit/vérification des dépenses	COUT UNITAIRE Par jour	30	1 000,00	30 000,00	COUT UNITAIRE Par jour	10	1 000,00	10 000,00
5.4 Coûts d'évaluation								
5.4.1 Evaluation finale externe par consultant externe	COUT UNITAIRE Par jour	30	1 000,00	30 000,00	COUT UNITAIRE Par jour	0	1 000,00	0,00
5.5 Traduction, interprètes								
5.5.1 Interprétariat Français-arabe formations/workshops/évènements	COUT UNITAIRE Par jour	90	500,00	45 000,00	COUT UNITAIRE Par jour	30	500,00	15 000,00
5.5.2 Traduction documents français-arab	nombre de documents	10	500,00	5 000,00	nombre de documents	5	500,00	2 500,00
5.5.3 Traduction documents arabe-françai	nombre de documents	10	500,00	5 000,00	nombre de documents	5	500,00	2 500,00
5.6 Services financiers (coûts de garantie bancaire, etc								
5.6.1 Frais bancaires	TAUX FORFAITAIRE	1%	2 940 965,00	29 409,65	TAUX FORFAITAIRE	1%	1 021 349,00	10 213,49
5.7 Coûts des conférences/séminaires[9]								
5.7.1 Coffee-breaks + buffet	COUT UNITAIRE par personne*par jour	3600	10,00	36 000,00	COUT UNITAIRE par personne*par jour	1440	10,00	14 400,00
5.7.2 Location salle de conférence	COUT UNITAIRE Par jour	75	500,00	37 500,00	COUT UNITAIRE Par jour	30	500,00	15 000,00
5.7.3 Location équipements conférence	COUT UNITAIRE Par jour	75	200,00	15 000,00	COUT UNITAIRE Par jour	30	200,00	6 000,00
5.7.4 service Animateur	COUT UNITAIRE Par jour	34	300,00	10 200,00	COUT UNITAIRE Par jour	14	300,00	4 200,00
5.7.5 Service média	COUT UNITAIRE Par jour	10	500,00	5 000,00	COUT UNITAIRE Par jour	4	500,00	2 000,00
5.7.6 Impression matériels	COUT UNITAIRE par personne	750	5,00	3 750,00	COUT UNITAIRE par personne	300	5,00	1 500,00

1. Budget de l'action[1]

Coûts	Toutes les années				Année 1			
	Unité[13]	Nº d'unités	Valeur unitaire (en EUR)	Coût total (en EUR)[3]	Unité[13]	Nº d'unités	Valeur unitaire (en EUR)	Coût total (en EUR)[3]
5.7.8 Diner	COUT UNITAIRE par personne*par soirée	400	10,00	4 000,00	COUT UNITAIRE par personne*par soirée	0	10,00	0,00
5.7.9 Soutien financier associations locales pour évènement	MONTANT forfaitaire	1	40 000,00	40 000,00	MONTANT forfaitaire	0	40 000,00	0,00
5.7.10 Frais acceuil visite d'études	MONTANT forfaitaire par visite d'étude	3	1 000,00	3 000,00	MONTANT forfaitaire par visite d'étude	1	1 000,00	1 000,00
5.8 Actions de visibilité[10]								
5.8.1 Création du site web	MONTANT forfaitaire par site	1	5 000,00	5 000,00	MONTANT forfaitaire par site	1	5 000,00	5 000,00
5.8.2 Webmaster pour la gestion du site web	MONTANT forfaitaire par mois	30	300,00	9 000,00	MONTANT forfaitaire par mois	12	300,00	3 600,00
5.8.3 Publications presse	MONTANT forfaitaire par mois	30	50,00	1 500,00	MONTANT forfaitaire par mois	12	50,00	600,00
5.8.4 Visibilité comptes réseaux sociaux	MONTANT forfaitaire par mois	30	10,00	300,00	MONTANT forfaitaire par mois	12	10,00	120,00
5.8.5 Campagne de communication (impression affiches, réseaux sociaux, newsletters goodies)	MONTANT forfaitaire par évènement	35	1 500,00	52 500,00	MONTANT forfaitaire par évènement	20	1 500,00	30 000,00
Sous-total Autres coûts, services				**1 199 459,65**				**372 783,49**
6. Autres								
6.1 Publications des marchés	COUT UNITAIRE par marché	10	200,00	2 000,00	COUT UNITAIRE par marché	4	200,00	800,00
6.2 Récompenses concours	COUT UNITAIRE par récompense	4	500,00	2 000,00	COUT UNITAIRE par récompense	2	500,00	1 000,00
Sous-total Autres				**4 000,00**				**1 800,00**
7. Sous-total des coûts directs éligibles de l'action (1 à 6)				**2 660 075,65**				**973 387,49**
8. Coûts indirects (maximum 7 % de la ligne 7 Sous-total des coûts directs éligibles de l'action)				149 127,70				68 137,12
9. Total des coûts éligibles de l'action, hors réserve pour imprévus (7+8)				**2 809 203,35**				**1 041 524,61**
10 Provision pour imprévus (maximum 5 % de la ligne 7 Sous-total des coûts directs éligibles de l'action				133 003,78				48 669,37
11. Total des coûts éligibles (9+10)				**2 942 207,13**				**1 090 193,99**
12. - Taxes[11] 12. - Contributions en nature[12]								
13. Total des coûts acceptés[11] de l'action (11+12)				**2 942 207,13**				**1 090 193,99**

1. Les postes budgétaires doivent être décrits en détail et faire apparaitre leurs composantes principales. Le nombre d'unités et le taux unitaire doit être précisé pour chaque poste budgétaire en fonction des indications fournies. Le budget doit inclure les coûts relatifs à l'action dans leur ensemble, indépendamment de la part financée par l'administration contractante.

2. Cette section doit être complétée si l'action doit être mise en œuvre sur plus période plus longue que la période de référence (dont la durée est généralement de 12 mois).

3. Si l'administration contractante n'est pas la Commission européenne, le budget peut être établi en euros ou dans la monnaie du pays de l'administration contractante. Les coûts et les valeurs unitaires sont arrondis au centime d'euro le plus proche.

4. Si le personnel n'est pas affecté à temps plein à l'action, le pourcentage doit être indiqué à côté de la description du poste, et reflété dans le nombre d'unités (et non pas dans la valeur unitaire).

1. Budget de l'action[1]	Toutes les années					Année 1			
Coûts	Unité[13]	Nº d'unités	Valeur unitaire (en EUR)	Coût total (en EUR)[3]		Unité[13]	Nº d'unités	Valeur unitaire (en EUR)	Coût total (en EUR)[3]

5. Indiquer le pays où les per diems seront encourus. Les per diems ne sont pas considérés comme des coûts simplifiés aux fins du financement par l'Union lorsque le bénéficiaire de la subvention rembourse à son personnel un montant fixe conformément aux règles qui lui sont applicables et demande ensuite le remboursement de ce même montant dans le budget de l'action. Il s'agit de coûts réels. Dans le cas contraire, si le bénéficiaire propose un remboursement sur la base des coûts simplifiés (par exemple un «coût unitaire»), il doit préciser «COÛT UNITAIRE per diem» dans la colonne «Valeur unitaire», ainsi que les taux applicables (dans tous les cas, le coût final éligible ne peut excéder les taux publiés par la Commission européenne au moment de la mission).

6. Les coûts liés à la compensation des émissions de CO2 pour les voyages aériens peuvent être inclus. Cette compensation sera réalisée en soutenant des projets MDP«Gold Standard» (la preuve doit figurer parmi les pièces justificatives) ou via les
7. Veuillez faire la distinction entre coûts d'acquisition et coûts de location.
8. Veuillez préciser le type de coûts ou de services. Les montants globaux ne sont pas acceptés.
9. À indiquer sous cette rubrique en cas de sous-traitance totale uniquement.
10. Les activités de communication et de visibilité doivent être dûment planifiées et budgétisées à chaque étape de la mise en œuvre du projet.

11.À ne remplir que lorsque l'appel à propositions le prévoit (c.-à-d. lorsque les taxes ne sont pas éligibles et que le(s) bénéficiaire(s) peut/peuvent prouver qu'il(s) ne peut/peuvent pas les récupérer). Veuillez consulter le glossaire (annexe A1) du Guide pratique des procédures contractuelles dans le cadre des actions extérieures de l'UE pour la définition de ce que l'on entend par «taxes». Il convient de noter que les taxes directes ne sont pas à reporter sur cette ligne (par exemple les taxe les salaires du personnel travaillant pour l'action qui font partie du salaire brut). Note: lorsque l'appel à propositions n'exclut pas leur prise en compte et que le bénéficiaire peut prouver qu'il ne peut pas les récupérer, les taxes sont éligibles et devront être indiquées dans chaque rubrique concernée. Les taxes qui peuvent être récupérées ne sont pas considérées comme des coûts éligibles ni acceptés.

12. À ne remplir que lorsque des contributions en nature peuvent être acceptées en tant que co-financement. Le montant indiqué doit être identique à celui qui figure dans la feuille de calcul 3 «Sources de financement attendues».

13. Veuillez utiliser le «COÛT UNITAIRE par vol/mois/kit etc.» ou «MONTANT FORFAITAIRE» ou «TAUX FORFAITAIRE» en cas d'options de coûts simplifiés. Veuillez utiliser des lignes différentes pour chaque type d'option de coûts simplifiés et pour chaque bénéficiaire. Dans la feuille de calcul 2, les méthodes utilisées pour les déterminer et les calculer doivent être clairement décrites et motivées, et le bénéficiaire qui les propose et les applique doit être identifié de manière univoque (pour plus d'informations, voir l'annexe K des lignes directrices - Liste de de contrôle pour les options de coûts simplifiés).

14. Les coûts concernant les catégories 1 et 4 du budget, s'ils concernent une antenne, peuvent être déclarés sur la base d'une méthode simplifiée de répartition. Une description, rédigée par l'entité, de la méthode de répartition utilisée pour définir les coûts de l'antenne conformément aux pratiques et principes comptables et de gestion usuels de l'entité doit être présentée sur une feuille séparée et annexée au budget. La méthode sera examinée et acceptée par le comité d'évaluation et l'administration contractante lors de la phase d'attribution du marché. Le bénéficiaire qui les propose et les applique doit être identifié de manière univoque. Lorsque les coûts sont déclarés sur la base d'une telle méthode de répartition, le montant imputé au projet doit être indiqué dans la colonne «COÛTS TOTAUX» et la mention «RÉPARTITION» doit être indiquée dans la colonne «unités».

1. Budget de l'action[1]

Coûts	Toutes les années	
1. Ressources humaines[14]	**Clarification des postes budgétaires** *justifiant la nécessité des coûts et le lien de ceux-ci avec l'action*	**Justification des coûts estimés** *convient de noter que l'estimation doit être basée sur les*
1.1 Salaires (montants bruts incluant les charges de sécurité sociale et les autres coûts liés, **personnel local**)[4]		
Municipalité de Kairouan		
1.1.1 Coordinateur local Kairouan (30%)	Référent au sein de la municipalité en charge du suivi et de la coordination de toutes les activités, de la rédaction des rapports. Présence au COPIL et aux évènements clefs en Tunisie et à l'international. Référent thématique démocratie locale.	salaire journalier moyen pour un fonctionnaire de catégorie A * 30% de 600 jours (30 mois) soit 180 jours
1.1.2 Ingénieur travaux Kairouan (30%)	En charge du suivi et de la mise en œuvre des activités d'aménagements d'espaces publics (études, rédaction cahier des charges, suivi des travaux, réception des travaux). Participation aux formations délivrées dans le cadre du projet au COTECH, et évènements techniques	salaire journalier moyen pour un fonctionnaire de catégorie A * 30% de 600 jours (30 mois) soit 180 jours
1.1.3 Architecte Kairouan (30%)	En appui à l'ingénieur travaux dans les différentes tâches. Participation aux formations délivrées dans le cadre du projet au COTECH, et évènements techniques	salaire journalier moyen pour un fonctionnaire de catégorie A * 30% de 600 jours (30 mois) soit 180 jours
1.1.4 Responsable administratif et financier (30%)	Référent en charge de la gestion administrative et financière du projet, reporting financier, lancement des marchés publics, respect des procédures et règles de gestion comptables et financières	salaire journalier moyen pour un fonctionnaire de catégorie A * 30% de 600 jours (30 mois) soit 180 jours
1.1.5 Responsable communication	Référent en charge des activités de communication et de visibilité auprès de la municipalité de Kairouan (relations presse, publications, réseaux sociaux, organisation d'évènements, etc.)	salaire journalier moyen pour un fonctionnaire de catégorie A * 30% de 600 jours (30 mois) soit 180 jours
Municipalité de Mahdia		
1.1.6 Coordinateur local Mahdia (30%)	Référent au sein de la municipalité en charge du suivi et de la coordination de toutes les activités, de la rédaction des rapports. Présence au COPIL et aux évènements clefs en Tunisie et à l'international. Référent thématique démocratie locale	salaire journalier moyen pour un fonctionnaire de catégorie A * 30% de 600 jours (30 mois) soit 180 jours
1.1.7 Ingénieur travaux Mahdia(30%)	En charge du suivi et de la mise en œuvre des activités d'aménagements d'espaces publics (études, rédaction cahier des charges, suivi des travaux, réception des travaux). Participation aux formations délivrées dans le cadre du projet au COTECH, et évènements techniques.	salaire journalier moyen pour un fonctionnaire de catégorie A * 30% de 600 jours (30 mois) soit 180 jours
1.1.8 Architecte (30%)	En appui à l'ingénieur travaux dans les différentes tâches. Participation aux formations délivrées dans le cadre du projet au COTECH, et évènements techniques	salaire journalier moyen pour un fonctionnaire de catégorie A * 30% de 600 jours (30 mois) soit 180 jours
1.1.9 Responsable administratif et financier (30%)	Référent en charge de la gestion administrative et financière du projet, reporting financier, lancement des marchés publics, respect des procédures et règles de gestion comptables et financières	salaire journalier moyen pour un fonctionnaire de catégorie A * 30% de 600 jours (30 mois) soit 180 jours
1.1.10 Responsable communication	Référent en charge des activités de communication et de visibilité auprès de la municipalité de Mahdia (relations presse, publications, réseaux sociaux, organisation d'évènements, etc.)	salaire journalier moyen pour un fonctionnaire de catégorie A * 30% de 600 jours (30 mois) soit 180 jours
1.2 Salaires (montants bruts incluant les charges de sécurité sociale et les autres coûts liés, personnel **expatrié/international**)		
Bureau de coordination (basé à Kairouan)		
1.2.1 Chef de mission - mobilités (100 %)	Coordination des activités en Tunisie en lien avec les équipes municipales de Kairouan et Mahdia. En charge de la gestion technique, administrative, logistique et financière du bureau de projet. Coordination et rédaction des rapports narratifs et financiers. Expertise technique dans le domaine des mobilités sur certaines actions.	salaire moyen mensuel pour un contrat de volontaire expatrié comprenant les indemnités d'expatriation et disposant d'au moins 4 années d'expérience professionnelle

1. Budget de l'action[1]

Coûts	Toutes les années	
	Clarification des postes budgétaires	Justification des coûts estimés
1.2.2 Responsable communication/démocratie locale (100%)	Coordination et mise en œuvre de toutes les actions de communication et visibilité (gestion site web, réseaux sociaux, publications, affiches, organisation d'évènements, relations presse, etc.) en Tunisie en étroite concertation avec les municipalités de Mahdia et de Kairouan, les associations locales et les habitants.	salaire moyen mensuel pour un contrat de volontaire expatrié comprenant les indemnités d'expatriation et disposant d'au moins 4 années d'expérience professionnelle
1.2.3 Assistant administratif et logistique (100%)	Soutien logistique, administratif et organisationnel pour la mise en œuvre des activités en Tunisie, préparation et conception des documents, archivage, classement.	salaire moyen mensuel pour un contrat local disposant d'au moins 4 années d'expérience professionnelle
Ville de Strasbourg		
1.2.4 Responsable du projet siège (30%)	Responsable de la gestion de la convention avec l'UE. Coordination et gestion des conventions avec les partenaires. Coordination des rapports techniques et financiers, interlocuteur de l'UE, représentations lors des évènements clefs. Coordination de la mobilisation de l'expertise de la ville de Strasbourg	salaire journalier moyen pour un fonctionnaire de catégorie A à la Ville de Strasbourg*350 jours (60%)
1.2.5 Responsable administratif et financier siège (100 %)	Responsable de la gestion administrative, comptable et financière de la convention avec l'UE. Coordination et rédaction des rapports financiers. Appui administratif et logistique dans la mobilisation de l'expertise interne.	salaire journalier moyen pour un fonctionnaire de catégorie A à la Ville de Strasbourg*500 jours (80%)
1.2.6 Experts techniques Strasbourg	experts pour des missions d'assistance technique, des formations, la rédaction de guides méthodologiques sur les thématiques des mobilités douces, de l'aménagement d'espaces publics, de la démocratie locale, du tourisme ou encore en matière d'ingénierie de la formation.	salaire journalier moyen pour un fonctionnaire de catégorie A à la Ville de Strasbourg * 170 jours d'expertise sur 30 mois
ALDA		
1.2.8 Responsable Admini et financier (20%)	Responsable de la gestion administrative et financière des fonds dédiés à ALDA, dont la gestion du Bureau de projet à Kairouan.	salaire moyen journalier salarié ALDA junior*120 jours
1.2.9 Coordinateur Europe (40%)	Coordinateur des activités d'ALDA en Europe et en Tunisie en étroite collaboration avec le bureau de coordination à Kairouan et l'Association de Démocratie Locale de Kairouan (affiliée à ALDA)	salaire moyen journalier salarié ALDA junior* 420 jours
1.2.10 Experts techniques ALDA	experts pour des missions d'assistance technique, des formations, la rédaction de guides méthodologiques sur les thématiques des mobilités douces, de l'aménagement d'espaces publics, de la démocratie locale, du tourisme ou encore en matière d'ingénierie de la formation.	salaire moyen journalier pour expert technique ALDA * 150jours d'expertise
1.2.19 Coordinateur Tunisie (28%)	Coordinateur des activités d'ALDA en Tunisie en étroite collaboration avec le bureau de coordination à Kairouan et l'Associaiton de Démocratie Locale de Kairouan (afiiliée à ALDA)	salaire moyen consultant salarié ALDA junior* 256 jours
CODATU		
1.2.11 Coordinateur de projet technique (15%)	Référent technique CODATU, en charge de la coordination, mobilisation de l'expertise interne de CODATU, et intervention lors de formations ou mission d'AT en Tunisie.	salaire moyen journalier pour expert senior CODATU * 50 jours/an soit 125 jours
1.2.12 Secretariat logistique/administratif (15%)	Responsable de la gestion administrative et financière des fonds dédiés à CODATU et de la mobilisation logistique des experts CODATU en Tunisie.	salaire moyen journalier pour cadre administratif CODATU * 100 jours
1.2.13 Experts techniques CODATU	Expert techniques sur missions de formations et sur élaboration du PMUDP	salaire moyen journalier pour expert technique CODATU * 50 jours d'expertise
CEREMA		

1. Budget de l'action[1]

Coûts	Toutes les années	
	Clarification des postes budgétaires	**Justification des coûts estimés**
1.2.14 Directeur de projet	experts pour des missions d'assistance technique, des formations, la rédaction de guides méthodologiques sur les thématiques des mobilités douces, de l'aménagement d'espaces publics, dou encore en matière d'ingénierie de la formation	salaire moyen journalier expert senior CEREMA*65 jours d'expertise
1.2.15 Chef de projet	experts pour des missions d'assistance technique, des formations, la rédaction de guides méthodologiques sur les thématiques des mobilités douces, de l'aménagement d'espaces publics, dou encore en matière d'ingénierie de la formation	salaire moyen journalier expert CEREMA*85 jours d'expertise
1.3 Per diems pour missions/voyages[5]		
1.3.1 À l'étranger (personnel affecté à l'action)		
Perdiem missions coordination		
1.3.1.1 Perdiem Tunisie - COPIL responsable projet	Perdiem pour le Responsable du projet qui assistera au COPIL (5 COPIL sur 30 mois) - A 0.4	5 missions de 5 jours/6nuits* 141 EUR (taux UE)
1.3.1.2 Per diem Tunisie - pour missions coordination bureau Strasbourg	5 missions de coordination pour le responsable de projet	5 missions 5jours/6nuits Responsable projet Strasbourg sur 30 mois* 141 EUR (taux UE)
1.3.1.3 Per diem Tunisie - participation au COPIL	perdiem pour la participation des représentants de Mahdia et Kairouan (élu+coordinateur) aux COPIL quand COPIL à l'éxterieur. 2 COPIL Kairouan, 2 COPIL Mahdia et 1 COPIL Sousse	1 nuit par COPIL pour 1 élu + coordinateur local quand à l'éxterieur (3/5 à l'expterieur)+ perdiem chef de mission quand extérieur de Kairouan (3/5)
Per diem missions experts techniques		
1.3.1.4 Per diem Tunisie - pour expertise technique Strasbourg	perdiem pour les missions des experts techniques (formations, assistance technique, étude)	201 nuits en Tunisie pour des missions d'assistance technique * taux de perdiem UE (couvrant logement, repas, déplacements locaux)
1.3.1.5 Per diem Tunisie - pour expertise technique ALDA	perdiem pour les missions des experts techniques (formations, assistance technique, étude)	180 nuits en Tunisie pour des missions d'assistance technique
1.3.1.6 Per diem Tunisie - pour expertise technique CODATU	perdiem pour les missions des experts techniques (formations, assistance technique, étude)	82 nuits en Tunisie pour des missions d'assistance technique * taux de perdiem UE (couvrant logement, repas, déplacements locaux)
1.3.1.7 Per diem Tunisie - pour expertise technique CEREMA	perdiem pour les missions des experts techniques (formations, assistance technique, étude)	180 nuits en Tunisie pour des missions d'assistance technique * taux de perdiem UE (couvrant logement, repas, déplacements locaux)
Per diem visites d'études		
1.3.1.8 Perdiem France visites d'études	per diem pour les participants aux 3 visites d'études (A 1.3 et A 2.4)	6 nuits par personne * 10 représentants Kairouan et Mahdia* 2 visites d'études (Strasbourg et Grenoble) (A 1.3) + 6 nuits * 5 représentants Kairouan (A 2.4) * taux UE France
Per diem partage d'expériences		
1.3.1.9 Perdiem Belgique+internationalpartage d'expérience	perdiem pour séjour partage d'expériences lors d'évènements internationaux et à Bruxelles (A . 4.5)	6 Séjours A/R, 5 nuits - 4 personnes (chef de mission, 2 représentants locaux + responsable projet)
1.3.2 Sur place (personnel affecté à l'action)		
1.3.3 Participants aux séminaires/conférences		
1.3.3.1 perdiem participants conférence de lancement à Kairouan	Séminaire de lancement à Kairouan pour assurer une bonne visibilité et communiquer sur les résultats attendus du projet, et favoriser les échanges de bonnes pratiques et le réseautage (A 4.2))	50 participants, 1 jour, 1 nuit (16 invités internationaux - 20 invités nationaux-régionaux) soit 36 nuits à 100 EUR (comprenant frais de logement+frais de déplacements locaux+frais de restauration. Les frais de restauration compris dans l'organisation des évènements pourront être retirés du mopntant global de ce perdiem)
1.3.3.2 perdiem participants forum régional mobilités à Sousse	Forum inter-régional sur les mobilités organisé à Sousse pour assurer une bonne visibilité et communiquer sur les résultats attendus du projet, et favoriser les échanges de bonnes pratiques et le réseautage (A 4.3))	150 participants, 2 jour, 3 nuits (25 participants internationaux et 75 participants régionaux) * 100 EUR (comprenant frais de logement+frais de déplacements locaux+frais de restauration. Les frais de restauration compris dans l'organisation des évènements pourront être retirés du mopntant global de ce perdiem)

1. Budget de l'action[1]

Coûts	Toutes les années	
	Clarification des postes budgétaires	Justification des coûts estimés
1.3.3.3 perdiem participants cérémonie de clotûre à Mahdia	Cérémonie de clotûre pour pour assurer une bonne visibilité et communiquer sur les résultats du projet, et favoriser les échanges de bonnes pratiques et le réseautage (A 4.4))	100 participants, 1 jour, 2 nuits (20 participants internationaux et 40 régionaux)* 100 EUR (comprenant frais de logement+frais de déplacements locaux+frais de restauration. Les frais de restauration compris dans l'organisation des évènements pourront être retirés du mopntant global de ce perdiem)
1.3.3.4 perdiem participants 20 sessions de formations	Les formations (A 1.2) seront organisés à Sousse pour permettre un maximum d'immersion de la part des participants et assurer une présence continue	Formations à Sousse de 2 journées/1 nuit * 20 sessions* 20 participants (A 1.2) * 100 EUR (comprenant frais de logement+frais de déplacements locaux+frais de restauration. Les frais de restauration compris dans l'organisation des évènements pourront être retirés du mopntant global de ce perdiem)
1.3.3.5 perdiem participants ateliers multi-acteurs	acteurs - maximum 10 intervenants extérieurs sur 20 sessions	perdiem pour intervenants extérieurs pour 1 nuit
Sous-total Ressources humaines		
2.Voyages[6]		
2.1. Voyages internationaux		
Déplacements missions coordination		
2.1.1 Déplacements Europe-Tunisie missions coordinations	A/R pour missions de coordination (COPIL + réunions de coordinations du responsable de projet+partenaires) = 15 voyages	prix moyen d'un A/R Europe-Tunisie d'après les prix du marché * 15 voyages
Déplacements missions d'assistance technique		
2.1.2 A/R déplacements Europe-Tunisie assistance technique	A/R pour experts techniques Europe-Tunisie pour missions d'AT (formations, appuis, etc.)	prix moyen d'un A/R Europe-Tunisie d'après les prix du marché
2.1.4 A/R intervenants workshops	voyages pour les intervenants internationaux pour les atelirs multi-acteurs - maximum 8 intervenants internationaux sur 20 sessions (A3.1)	prix moyen d'un A/R Europe-Tunisie d'après les prix du marché
2.1.5 A/R visites d'études	A/R pour les participants aux 3 visites d'études (A 1.3) 11 personnes * 2 et A 2.4 (6 personnes)	prix moyen d'un A/R Europe-Tunisie d'après les prix du marché
Déplacement participants internationaux évènements		
2.1.6 A/R Cérémonie de lancement	16 participants internationaux invités pour intervenir	prix moyen d'un A/R Europe-Tunisie d'après les prix du marché
2.1.7 A/R forum régional mobilités	25 particpants internationaux invités pour intervenir	prix moyen d'un A/R Europe-Tunisie d'après les prix du marché
2.1.8 A/R séminaire de clôture	20 particpants internationaux invités pour intervenir	prix moyen d'un A/R Europe-Tunisie d'après les prix du marché
2.1.9 A/R partage expérience Bruxelles + autres	(A 4.5) voyage pour partage de résultats à Bruxelles ou autre évènements international	6 Séjours A/R *4 personnes
2.2. Trajets locaux		
Déplacements participants internationaux évènements		
2.2.1 Déplacement participants nationaux kick-off meeting	participants invités aux séminaire de lancement venant des différentes régions de la Tunisie	prix moyen trajet en voiture de Tunis à Kairouan * 20 intervenants extérieurs à Kairouan
2.2.2Déplacement participants nationaux forum mobilités	participants invités aux séminaire de lancement venant des différentes régions de la Tunisie	prix moyen trajet en voiture de Tunis à Sousse * 75 participants régionaux
2.2.3 Déplacement participants nationaux cérémonie cloture	participants invités aux séminaire de lancement venant des différentes régions de la Tunisie	prix moyen trajet en voiture de Tunis à Mahdia * 40 participants régionaux
2.2.4 Déplacements participants au 20 sessions de formations	participants aux formations qui ont lieu à Sousse (A 1.2)	20 sessions*20 participants*couut moyen un A/R Souss-Mahdia/Kairouan
Déplacements équipe projet		
2.2.5 Déplacements Tunis-Kairouan/Mahdia	déplacements pour l'équipe projet pour se déplacer entre Kairouan et Mahdia, accompagner les experts, aller à des réunions, etc.	prix moyen trajet en voiture de Tunis à Kairouan/Mahdia * 2 A/R par mois
2.2.6 Déplacements Kairouan-Mahdia	et Mahdia (100 km), accompagner les experts, aller à des	mois
Sous-total Voyages		
3. Équipement et fournitures[7]	925	
3.1 Achat ou location de véhicules		

1. Budget de l'action[1]

Coûts	Toutes les années	
	Clarification des postes budgétaires	Justification des coûts estimés
3.1.1 Achat véhicule bureau de projet	Véhicule à disposition de l'équipe de coordination pour assurer les déplacements entre Kairouan-Mahdia-Tunis et d'autres villes tunisiennes pour les activités liées au projet	prix moyen pour une berline d'occasion, 5 portes
3.1.2 Achat de 5 vélos pour bureau de coordination	Achat de 5 vélos à disposition de l'équipe de coordination du projet pour les déplacements dans la ville de Kairouan et pour promouvoir l'utilisation du vélo en ville.	prix moyen d'un vélo neuf en Tunisie
3.1.3 Accessoires vélos (casques, cadenas)	Achat de casques, cadenas, sonettes pompe à vélo pour l'entretien et l'utilisation quotidienne	forfait par vélo pour l'achat des accessoires
3.2 Mobilier, matériel informatique		
3.2.1 Mobilier bureau Kairouan	Achat de mobiliers de bureau pour rendre opérationnel le bureau de projet basé à Kairouan	montant forfaitaire pour l'achat de chaises, bureaux, armoires de rangements, tiroires, bouilloires, accessoires, etc.
3.2.2 Imprimantes+scanner	Achat d'une imprimante/scanner à disposition de l'équipe de coordination pour le travail quotidient, l'impression de document, de rapports, le scan de pièces justificatives, etc.	Coût moyen pour une imprimante couleur/scanner de bonne qualité
3.2.3 Téléphones/smartphones	Achat de 4 smartphones avec appareil photo pour l'équipe projet de Kairouan pour assurer une communication régulière, communiquer sur les réseaux sociaux	coût moyen d'un smartphone avec appareil photo pour 3 personnes à temps plein + 1 à disposition des visiteurs/experts
3.2.4 Ordinateurs portables + écrans	Achat d'ordinateurs portables + écrans pour les équipes régulières du projet afin d'assurer les différentes tâches du projet.	9 ordinateurs + écrans fixes (Chef de mission, expert commu, assistant, 2 coordinateurs locaux+ 2 DAF locaux, responsable de projet + DAF Strasbourg
3.2.5 Logiciels ordinateurs	Achat de logiciels de bureautique et logiciels de communication, de gestion de site web, de cartographies etc. pour la gestion des taches quotidiennes des équipes	Forfait moyen pour pack logiciels pour 9 ordinateurs
3.2.6 vidéoprojecteur bureau coordination	Achat d'un vidéo projecteur pour faire des présentation, séances de travail, diffusions, dans le bureau de Kairouan	prix moyen d'un videoprojecteur
3.2.7 Appareil photo caméra	achat d'un appareil photo/caméra qui sera mis à disposition de l'équipe de coordination pour assurer des prises de photos et de vidéos pour communiquer sur les activités du projet àavec des photos ou des vidéos qui seront mis en ligne ou intergrés aux rapports et publications	prix moyen d'un appareil photo reflex vidéo.
3.2.8 Ventilateurs	Ventilateurs pour les fortes chaleurs	prix moyen d'un ventilateur. 1 pour chaque pièce du bureau
3.3 Machines, outils, etc.		
3.4 Pièces détachées/matériel pour machines, outils		
3.5 Autres (préciser)		
Sous-total Équipement et fournitures		
4. Bureau local[14]		
4.1 Coût du/des véhicules		
4.1.1 Assurance véhicule	achat d'une assurance pour l'utilisation du véhicule	prix d'une assurance au tiers + risques par mois
4.1.2 Carburant véhicule	Frais de carburant pour l'utilisation du véhicule du projet	forfait mensuel pour les frais de carburant du véhicule
4.1.3 Frais d'entretien véhicule	Frais d'entretien du véhicule (pneus, accessoires, etc.	forfait mensuel pour les frais d'entretien du véhicule
4.1.4 Frais d'entretien vélos	Frais d'entretien des vélos (pneus, accessoires, etc.)	forfait mensuel pour les frais d'entretien des 5 vélos
4.2 Location de bureaux		
4.2.1 Location de bureaux+ électricité à Kairouan pour 3 personnes	Location d'un bureau mis à disposition de l'équipe de projet (3 personnes) pour le de travail quotidien de suivi, gestion et coordiantion des activités du projet.	Loyer moyen mensuel pour la loation d'un espace de bureau à Kairouan avec au moins 3 pièces de travail et un espace de réunions/convivialité
4.3 Consommables - fournitures de bureau		
4.3.1 Fournitures (feuilles, cartouches, stylos, papers, classeurs, etc.)	Fournitures pour le bureau de coordination nécéssaire ç la gestion	montant forfaitaire par mois pour l'achat de fournitures
4.4 Autres services (tél./fax, électricité/chauffage, maintenance)		
4.4.1 forfait téléphones	Forfait téléphonique pour l'utilisaton du téléphone en Tunisie, avec connexion et accès internet	montant moyen d'un forfait mensuel par smartphone * 4 téléphones sur 30 mois
4.4.2 Entretien bureau	Forfait nécéssaireà l'entretien du bureau (ménage)	Coût moyen 1 h de ménage 1 fois par semaine
4.4.3 Forfait internet bureau	Forfait nécéssaire au travail quotidien	forfait miyen pour une connexion internet illimitée
4.4.4 Cours d'arabe	arabophone pour faciliter l'immersion et le dialogue avec les	mois
Sous-total Bureau local		
5. Autres coûts, services[8]		

1. Budget de l'action[1]

Coûts	Toutes les années	
	Clarification des postes budgétaires	Justification des coûts estimés
5.1 Publications[9]		
5.1.1 Guide procédures projet (A 0.3)	Guide publié pour la bonne gestion et coordination du projet (A 0.3)	publication en 30 exemplaires. Prix moyen d'impression d'1 exemplaire couleur
5.1.2 Plan de communication (A 4.1)	Guide indispensable pour la coordination, communication et visibilité du projetdu projet (A 4.1)	publication en 30 exemplaires. Prix moyen d'impression d'1 exemplaire couleur
5.1.3 Plan d'actions (A 0.5)	Plan d'action du projet (A 0.5) indispensable àç la réalisation et au suivi des activités	publication en 30 exemplaires. Prix moyen d'impression d'1 exemplaire couleur
5.1.4 Plan de formation (A 1.1)	plan de formation indispensable à la composante 1 (A 1.1)	publication en 50 exemplaires. Prix moyen d'impression d'1 exemplaire couleur
5.1.5 Plan de Mobilité Urbaine Durable et Partagée (PMUDP) Kairouan	(A 1.4)	publication en 50 exemplaires. Prix moyen d'impression d'1 exemplaire couleur
5.1.6 Guide des mobilités actives	(A 1.4)	publication en 50 exemplaires. Prix moyen d'impression d'1 exemplaire couleur
5.1.7 Guide sur les outils de renforcement de participation citoyenne	A 3.2	publication en 100 exemplaires FR et 100 AR. Prix moyen d'impression d'1 exemplaire couleur
5.1.8 Brochure lancement du projet	Brochure qui présentera les grandes lignes du projet, les résultats attendus et qui sera disctribué lors du séminaire de lancement A 4.2	publication en 250 exemplaires FR et AR . Prix moyen d'impression d'1 exemplaire couleur
5.1.9 Brochure forum mobilités	Brochure qui présentera les premiers résultats du résultats, les avancées et les succès . et qui sera disctribué lors du forum mobilités (A 4.3)	publication en 300 exemplaires FR et AR . Prix moyen d'impression d'1 exemplaire couleur
5.1.10 Brochure fin de projet	Brochure qui présentera les résultats du projets et les succès stories et qui sera distribué lors du séminaire de cloture (A 4.4)	publication en 300 exemplaires FR et AR . Prix moyen d'impression d'1 exemplaire couleur
5.1.11 Publications des rapports du projet	Impressions des différents rapports intermédiares et narratifs pour diffusion aux membres du consortium	10 exemplaires imprimés pour environ 5 rapports
5.1.11 Receuil d'outils	recueil d'outils utilisés et créées tout au long du déroulement du projet (ex. conventions de partenariat, appels d'offres, arrêtés municipaux, cahier des charges, mode d'emploi des consultations citoyennes, campagnes de communication, etc.) sera compilé afin que ces outils puissent profiter à d'autres expériences et être réutilisés, dans un souci de capitalisation et de partage des acquis	publication en 100 exemplaires FR et AR . Prix moyen d'impression d'1 exemplaire couleur
5.2 Études, recherche[9]		
5.2.1 Marché de travaux/fournitures 7 micro-projets	Activité 2.1	Prix forfaitaire estimé à partir de devis des études préliminaires
5.2.2 Marché de services - études pour 3 circuits doux à Mahdia	Activité 2.2 (marchés de services études)	Prix forfaitaire estimé à partir de devis des études préliminaires et des prix du marché
5.2.3 Marché de travaux/fournitures pour 3 circuits doux à Mahdia	Activité 2.2 (marché de travaux)	Prix forfaitaire estimé à partir de devis des études préliminaires et des prix du marché
5.2.4 Marché de travaux/services - Maison du vélo	Activité 2.3 (marché de services/fournitures/travaux)	Prix forfaitaire estimé à partir de devis des études préliminaires et des prix du marché
5.2.5 Appui financier association locale pour étude Maison du vélo	A 2.3 Appui financier pour qu'une association participe à la rédaction de l'étude et l'identification des scénarios. S	Coûts maximum estimé pour un appui financier à un tiers selon les règles de la convention estimé pour un appui financier
5.3 Coûts d'audit/vérification des dépenses		
5.3.1 Audit/vérification des dépenses	Mobilisation d'un auditeur externe pour vérification des dépenses lors des préparations des 3 rapports financiers	10 jours d'expertise pour chaque mission d'audit * prix journalier du marché pour un consultant auditeur externe
5.4 Coûts d'évaluation		
5.4.1 Evaluation finale externe par consultant externe	Mobilisation d'un évaluateur externe pour évaluation finale des actions et résultats de l'Action avant la clotûre du projet	30 jours d'expertise pour un évaluateur externe * prix rémunératio journalière consultant évaluateur externe
5.5 Traduction, interprètes		
5.5.1 Interprétariat Français-arabe formations/workshops/évènements	Mobilisation d' interprètes français -arabe pour assurer une traduction des éhchanges entre les deux langues lors des évènements, formations	Prix de rémunération journalière pour un interprète franco-arabe en Tunisie * 90 jours (sessions de formations, ateliers multi-acteurs, évènements visibilité)

1. Budget de l'action[1]

Coûts	Toutes les années	
	Clarification des postes budgétaires	**Justification des coûts estimés**
5.5.2 Traduction documents français-arabe	Traduction de documents du français vers l'arabe pour assurer une plus grande diffusion et compréhension des docuements par toutes les parties prenantes	Prix moyen par nombre de publications et de supports
5.5.3 Traduction documents arabe-français	Traduction de documents de l'arabe vers le français pour assurer une plus grande diffusion et compréhension des documents par toutes les parties prenantes	Prix moyen par nombre de publications et de supports
5.6 Services financiers (coûts de garantie bancaire, etc.)		
5.6.1 Frais bancaires	Frais bancaire dans la gestion quotidienne des fonds du projet	% de frais en lien avec les coûts du marché et le montant global du projet
5.7 Coûts des conférences/séminaires [9]	d'évènements/conférences/séminaires/ateliers organisés pour le projet pour environ 40 particpats en moyenne : - Cérémonie de lancement (A 4.2) - 1jour - 50 pers - Forum mobilités à Sousse (A 4.3) - 2 jours - 150 pers - Séminaire de clotûre du projet (A 4.4) - 1 jour - 100 pers	
5.7.1 Coffee-breaks + buffet	Coûts des cafés, thés , rafraichissements et buffet lors des différents évènements, réunions, formations organisés tous au long du projet. Ces coûts seront dédits des perdiems pour les participants bénéficiants d'une indemnité	3600 = nbr de jour d'évènements (90) *nbr de personnes moyenne attendues (40) Prix moyen par personne comprenant café, rafaichissements et sandwichs
5.7.2 Location salle de conférence	Location de salles pour acceuillir les différents évènements du projet	Coût moyen pour la location d'une salle pour acceullir environ 70 personnes
5.7.3 Location équipements conférence	Location d'équipement pour acceuillir les évènements (videoprojecteurs, micros, etc.)	coûts moyen pour la location d'équipements
5.7.4 service Animateur	Services d'un animateur pour modérer et animer les débats des grands évènements (lancement d'un marché de services)	Rémunération journalière pour un animateur selon les prix du marché * 34 jours d'évènements (ateliers multi-acteurs, consultatiosn citoyennes, évènements visibilité, concours smaartphone, courses, parade à vélo)
5.7.5 Service média	Services d'un photographe/rédacteur pour rédiger et publier des articles de presse lors des évènements importants	Rémunération journalière pour un photographe/rédacteur
5.7.6 Impression matériels	Impression de supports pour les participants	Prix moyen par personnes totales attendues à tous les évènements du projet (environ 750)
5.7.8 Diner	Diner organisé pour les participants au forum mobilités (2 diners) et au séminaire de clotûre(1). Le coût du diner sera retiré du forfait d'indemnité pour les participants	2 diners organisé pour le forum mobilités à Sousse (2*150 personnes) + A diner pour le formum de cloture (100 personnes)

1. Budget de l'action[1]

Coûts	Toutes les années	
	Clarification des postes budgétaires	Justification des coûts estimés
5.7.9 Soutien financier associations locales pour évènements	Soutien financier pour la participation d'associations aux évènements grand public (environ 35) à travers de stands, des performances articistiques, des expositions, des produits, etc.	Soutien financier maximum qui sera octoyé suivants les règles de cet appel à propositions.
5.7.10 Frais acceuil visite d'études	frais de protocole d'acceuil des participants lors des visites d'études (3 en tout)	cout moyen global correspondant aux frais de préparation, reception avec les élus des villes hôtes
5.8 Actions de visibilité[10]		
5.8.1 Création du site web	Création du site web indispensable pour assurer la communictaion et visibilité du projet	Frais en ligne avec les prix d'un site web moderne et visualisable depuis tous type de supports (ordinateurs, tablettes, smartphones, etc;) et facilement utilisable pouvant diffuser des vidéso et photos
5.8.2 Webmaster pour la gestion du site web	Personne sous-traité pour assurer une gestion régulière et une assistance pour la mis ene ligne du site web et l'actualisation des contenus	coût moyen pour un webmaster par mois
5.8.3 Publications presse	Frais pour assurer une visibilité du projet dans les médias et la presse	forfait moyen par mois
5.8.4 Visibilité comptes réseaux sociaux	Frais pour renforcer la visibilité des publications et des communications ud projet sur les réseaux sociaux	coût moyen par mois d'après les priox du marché
goodies)	communication (affiches, kakémono, supports, goodies, etc.)	parade à vélo, journées sans-voiture, courses) basé sur
Sous-total Autres coûts, services		
6. Autres		
6.1 Publications des marchés	coût de publications dans les journaux officiels des appels d'offres selon les règles de passation de marchés	coût moyen pour une publication dans les journaux officiels * 10 marchés lancés (minimum)
6.2 Récompenses concours	récompenses à donner pour les 3 différents concours et courses	récompense par concours

1. Les postes budgétaires doivent être décrits en détail et faire apparaitre leurs
2. Cette section doit être complétée si l'action doit être mise en œuvre sur plus période plus longue que la période de référence (dont la durée est généralement de 12 mois).
3. Si l'administration contractante n'est pas la Commission européenne, le budget peut être établi en euros ou dans la monnaie du pays de l'administration contractante. Les
4. Si le personnel n'est pas affecté à temps plein à l'action, le pourcentage doit être indiqué à côté de la description du poste, et reflété dans le nombre d'unités (et non pas dans la valeur unitaire).

5. Indiquer le pays ou les per diems seront encourus. Les per diems ne sont pas considérés comme des coûts simplifiés aux fins du financement par l'Union lorsque le bénéficiaire de la subvention rembourse à son personnel un montant fixe conformément aux règles qui lui sont applicables et demande ensuite le remboursement de ce même montant dans le budget de l'action. Il s'agit de coûts réels. Dans le cas contraire, si le bénéficiaire propose un remboursement sur la base des coûts simplifiés (par exemple un «coût unitaire»), il doit préciser «COÛT UNITAIRE per diem» dans la colonne «Valeur unitaire», ainsi que les taux applicables (dans tous les cas, le coût final éligible ne peut excéder les taux publiés par la Commission européenne au moment de la
6. Les coûts liés à la compensation des émissions de CO_2 pour les voyages aériens peuvent être inclus. Cette compensation sera réalisée en soutenant des projets MDP«Gold Standard» (la preuve doit figurer parmi les pièces justificatives) ou via les
7. Veuillez faire la distinction entre coûts d'acquisition et coûts de location.
8. Veuillez préciser le type de coûts ou de services. Les montants globaux ne sont pas
9. À indiquer sous cette rubrique en cas de sous-traitance totale uniquement.

10. Les activités de communication et de visibilité doivent être dûment planifiées et budgétisées à chaque étape de la mise en œuvre du projet.

1. Budget de l'action[1]	Toutes les années	
Coûts	**Clarification des postes budgétaires**	**Justification des coûts estimés**

11.À ne remplir que lorsque l'appel à propositions le prévoit (c.-à-d. lorsque les taxes ne sont pas éligibles et que le(s) bénéficiaire(s) peut/peuvent prouver qu'il(s) ne peut/peuvent pas les récupérer). Veuillez consulter le glossaire (annexe A1) du Guide pratique des procédures contractuelles dans le cadre des actions extérieures de l'UE pour la définition de ce que l'on entend par «taxes». Il convient de noter que les taxes directes ne sont pas à reporter sur cette ligne (par exemple les taxes sur les salaires du personnel travaillant pour l'action qui font partie du salaire brut). Note: lorsque l'appel à propositions n'exclut pas leur prise en compte et que le bénéficiaire peut prouver qu'il ne

12. À ne remplir que lorsque des contributions en nature peuvent être acceptées en tant que co-financement. Le montant indiqué doit être identique à celui qui figure dans la

13. Veuillez utiliser le «COÛT UNITAIRE par vol/mois/kit etc.» ou «MONTANT FORFAITAIRE» ou «TAUX FORFAITAIRE» en cas d'options de coûts simplifiés. Veuillez utiliser des lignes différentes pour chaque type d'option de coûts simplifiés et

NB: Le(s) bénéficiaire(s) est/sont seul(s) responsable(s) de l'exactitude de l'information financière fournie dans ces tableaux.

3. Sources de financement attendues et résumé des coûts estimés[1]

	Montant EUR	Pourcentage %
Sources de financement attendues		
Contribution de l'UE/du FED requise dans cette demande **(A)**	2 795 096,77	
Autres contributions (demandeur, autres donateurs, etc.)		
Nom / *Conditions*[6]		
Consortium (Strasbourg, Kairouan, Mahdia, CODATU, ALDA, CEREMA)	147 110,36	
Revenus de l'action	0	
À insérer si applicable et si prévu par les lignes directrices:		
Contributions en nature[5]	0	
TOTAL DES CONTRIBUTIONS attendues	0	
Coûts estimés		
TOTAL DES COÛTS ÉLIGIBLES estimés[2] **(B)**	2 942 207,13	
Contribution UE/FED exprimée en pourcentage du total des coûts éligibles[4] **(A/B x 100)**		95,00
À insérer si applicable et si prévu par les lignes directrices:		
Contributions en nature5		
TOTAL DES COÛTS ACCEPTÉS estimés[3] **(C)**		
Contribution UE/FED exprimée en pourcentage du total des coûts acceptés[4] **(A/C x 100)**		

1. Les sources de financement attendues et les coûts estimés doivent être équilibrés. Il est rappelé que les montants inscrits dans ce tableau doivent respecter tous les points indiqués de la liste de contrôle pour le formulaire complet de demande de subvention (point 7 du formulaire complet de demande de subvention).
2. Comme indiqué à la rubrique 11 du budget de l'action.
3. Comme indiqué à la rubrique 13 du budget de l'action.
4. Pas d'arrondis, indiquer les pourcentages avec 2 décimales (par ex. 74,38 %).
5. Comme indiqué à la rubrique 12 du budget de l'action.
6. Voir Article 17.4 (b) des conditions générales

Convention de partenariat

Pour la mise en œuvre du projet AUTREMENT (Aménagement Urbain du Territoire pour REinventer les Mobilités et ENgager les Tunisiens)

Co-financé par l'Union européenne

Entre

La Ville de Strasbourg, cheffe de file du projet, bénéficiaire et coordinateur général du projet, représentée par Monsieur Roland RIES, Maire,

UE LEF: 6000098246

1 place de l'Etoile, 67076 Strasbourg, France

et

ASSOCIATION DES AGENCES DE LA DEMOCRATIE LOCALE (ALDA), représentée par ……, présenté ci-après comme le PARTENAIRE

UE LEF: 6000068987

Maison des associations, 1a Place des orphelins, 67076 Strasbourg, France

ARTICLE 1 - OBJET

Cette convention a pour objet l'octroi par la Commission européenne d'une subvention destinée à financer la mise en œuvre du projet intitulé AUTREMENT - Aménagement Urbain du Territoire pour REinventer les Mobilités et ENgager les Tunisiens, dans le cadre du programme de l'UE « «Autorités locales : Partenariats pour des villes durables », référence EuropeAid/161146/ACT/Multi-4, contrat de subvention – n° **CSO-LA / 2019 / 408-986** (Annexe 1). Les actions du projet sont décrites en Annexe 2.

La subvention est octroyée à la Ville de Strasbourg, Coordonnateur du projet, qui s'engage à mettre en œuvre le projet en partenariat avec le PARTENAIRE en tant que co-demandeur de la subvention octroyé par la Commission européenne et les autres parties mentionnés en Annexe 1.

La présente convention précise la nature et les modalités du partenariat entre la Ville de Strasbourg et le PARTENAIRE.

ARTICLE 2 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention est conclue dans le cadre de la mise en œuvre du projet AUTREMENT et entrera en vigueur à la date de démarrage du projet, le **13 avril 2020**.
La période de mise en œuvre du projet est de **30 mois**.
La période d'exécution de cette convention se termine à la date de paiement du solde par la Commission européenne.

ARTICLE 3 – REALISATIONS DES ACTIVITES

Le PARTENAIRE s'engage à participer à la mise en œuvre des actions du projet AUTREMENT comme décrits en Annexes 2 et 3 et au respect de la répartition des rôles et des taches décrit en Annexe 4. Le PARTENAIRE s'engage à réaliser les tâches qui lui incombent dans un esprit de coopération et de bonne foi, en fournissant les informations nécessaires et en soumettant les rapports détaillés dans les temps et dans la langue du projet, à savoir le français, en utilisant les modèles fournis en Annexe 5.

ARTICLE 4 – CONDITIONS FINANCIÈRES

Article 4.1 – Budget du projet

Le montant total des coûts éligibles du projet est estimé à **2 942 207 EUR**. L'Union européenne s'engage à financer un montant de **2 795 096 EUR** soit au maximum 95% des coûts éligibles du projet.

Le montant versé par l'Union européenne est géré directement par la Ville de Strasbourg en tant que coordinateur général conformément au budget interne prévisionnel annexé à la convention (Annexe 6). Le montant maximum financé par l'Union européenne est répartie entre chaque partenaire comme décrit dans l'Annexe 6 en fonction des actions qui leur incombent. **Ces sommes seront versées par la Ville de Strasbourg** aux partenaires conformément à la procédure de paiement décrite dans l'article 4.2.

Les partenaires s'engagent à co-financer le projet à hauteur de **5% des coûts éligibles** qui leur incombent comme décrit en Annexe 6.

Article 4.2 – Procédures de paiement

Pour chaque période de référence de 12 mois, à compter de la date de démarrage du projet, les versements seront effectués comme suit :

- **Versement 1 de 60%** du montant total du budget de l'année de référence après demande de paiement à la Ville de Strasbourg selon le document de demande de versement (Annexe 5) incluant un détail des dépenses envisagés, un calendrier et un descriptif des actions envisagées sur la période.
- **Versement 2 de 20%** du montant total du budget de l'année de référence après réception par la Ville de Strasbourg des parties des rapports narratifs et financiers incombant au partenaire incluant tous les documents justificatifs correspondants.
- **Versement 3 de 20%** du montant total du budget de l'année de référence après approbation par l'Union européenne des rapports narratifs, financiers et des pièces justificatives correspondants.

Si, à la fin de la période de référence, la part des dépenses réellement supportées financée par l'Union européenne est inférieure à 70 % du montant précédemment versé (et à 100 % de tout versement antérieur), la tranche de préfinancement suivante est diminuée du montant correspondant à la différence entre le seuil de 70 % du montant de préfinancement précédemment versé et la part des dépenses réellement supportées financée par L'Union européenne;

Les versements des tranches et le paiement du solde sont effectués dans un délai de 60 jours à compter de la réception de la demande de paiement par Le PARTENAIRE.

Les paiements peuvent être suspendus en informant le PARTENAIRE si :

- les pièces justificatives appropriées n'ont pas été fournies
- les rapports narratifs ou financiers nécessitent des éclaircissements, des modifications ou des informations complémentaires,
- il existe des doutes quant à l'éligibilité des dépenses et il y a lieu de procéder à des vérifications supplémentaires, y compris par des contrôles sur place ou un audit, pour s'assurer du caractère éligible des dépenses, ou
- il est nécessaire de vérifier, si des violations des obligations, des irrégularités ou des comportements frauduleux présumés ont effectivement eu lieu lors de la procédure d'octroi de la subvention ou de la mise en œuvre de l'action, ou
- il est nécessaire de vérifier si les partenaires ont manqué à l'une des obligations substantielles qui leur incombent en vertu du présent contrat, ou
- les obligations en matière de communication et visibilité énoncées à l'article 5 ne sont pas respectées

Toutes modifications ou ajustements du budget devront être approuvés par la Ville de Strasbourg au préalable avant engagement des dépenses.

Article 4.3 – Coûts éligibles

Les coûts éligibles sont les **frais réels** supportés par les partenaires qui remplissent l'ensemble des critères et qui sont décrit dans l'article 14 des Conditions générales du contrat de subvention signé avec l'Union européenne (Annexe 7).

Les coûts non-éligibles sont précisés dans l'article 14.11 des conditions générales du contrat de subvention signé avec l'Union européenne.

ARTICLE 5 – MIS EN ŒUVRE

Lorsque la mise en œuvre du projet nécessite la passation de marchés de fournitures, de travaux ou de services par les partenaires, les règles d'attribution des marchés ainsi que les règles de nationalité et d'origine énoncées dans l'Annexe 9 doivent être respectées.

Le PARTENAIRE veille autant que nécessaire à ce que les conditions qui lui sont applicables en vertu des articles 3, 4, 6 et 16 des conditions générales (Annexe 7) soient également applicables aux contractants titulaires d'un marché d'exécution.

Le PARTENAIRE dans ses actions dans le cadre du projet, s'engage à respecter les règles et procédures des actions extérieures de l'Union européenne mentionné dans le PRAG (Annexe 11). Il s'engage aussi à respecter les règles établies dans le Guide de procédures internes et de coordination du projet qui sera élaboré durant la phase de démarrage.

ARTICLE 5 – COMMUNICATION ET VISIBILITE

Le PARTENAIRE s'engage à contribuer à la communication, la promotion et la valorisation du projet à son niveau selon le plan de communication et de visibilité qui sera établi durant la phase de démarrage du projet.

Le PARTENAIRE devra clairement indiquer le soutien de l'Union Européenne, (chef de file et autres partenaires) avec leurs logos pertinents, ainsi que le logo du projet, sur l'ensemble des publications, documents, activités et autres actions de communication et de visibilité concernant

le projet, en accord avec le Manuel de Communication et de Visibilité pour les actions extérieures de l'Union Européenne (Annexe 8)

Le PARTENAIRE utilisera les modèles fournis par la Ville de Strasbourg dans le cadre des activités liées au projet AUTREMENT et devra promouvoir le projet et diffuser ses résultats au sein de son réseau. Il communiquera également à la Ville de Strasbourg toutes les informations nécessaires concernant les activités et les résultats du projet en vue de leur diffusion (en ligne ou non), comme prévu dans le plan de communication du projet AUTREMENT.

ARTICLE 6 – ASSURANCES

Chaque partie prenante s'engage à contracter les assurances nécessaires tant en responsabilité civile qu'en dommages divers, destinées à couvrir, dans leurs propres locaux, tous les risques qui pourraient survenir du fait de la réalisation des actions prévues dans le cadre de la présente convention. Dans ce cadre, il est expressément convenu que chaque partie prendra en charge les assurances de son matériel propre de sorte que son partenaire ne puisse être recherché ou inquiété lors d'un quelconque sinistre éventuel.

Chaque partie déclare faire son affaire pour sa part respective des assurances en responsabilité civile liée à sa présence, à celle de ses membres (salariés, adhérents et toute personne participant aux activités prévues dans le cadre de la présente convention), à leur transport éventuel.

ARTICLE 7 – RÉSILIATION ET SUSPENSION

En cas d'inexécution par l'une des parties de tout ou partie des obligations prévues au présent contrat, celui-ci pourra être résilié aux torts et griefs de la partie défaillante et donner lieu au versement de dommages et intérêts. La résiliation prendra effet à compter de la réception par la partie défaillante d'une lettre recommandée envoyée avec accusé de réception et exposant les motifs de la résiliation.

Le coordonnateur peut suspendre la mise en œuvre de tout ou partie de l'action si des circonstances exceptionnelles, notamment un cas de force majeure, rendent cette mise en œuvre excessivement difficile ou dangereuse. Le coordonnateur en informe sans délai les partenaires, en indiquant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de la suspension.

Les parties peuvent mettre fin au contrat après remise d'un préavis de deux mois sous forme écrite envoyé par courrier recommandé et dûment justifié.

ARTICLE 8 – LOI APPLICABLE

Le présent contrat est régi par la loi française.

ARTICLE 9 – LITIGES

En cas de difficulté sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. En cas de désaccord persistant, les tribunaux de Strasbourg compétents seront saisis.

ARTICLE 10 - ANNEXES

Les documents suivants sont joints aux présentes conditions et **font partie intégrante du contrat**

- Annexe 1 : Contrat de subvention signé avec l'Union européenne
- Annexe 2 : Descriptif de l'Action
- Annexe 3 : Plan d'actions
- Annexe 4 : Rôle et missions du partenaire
- Annexe 5 : Modèles de rapports et de documents
- Annexe 6 : Budget du consortium prévisionnel
- Annexe 7 : Conditions générales du contrat de subvention signé avec l'Union européenne
- Annexe 8 : Manuel de Communication et de Visibilité pour les actions extérieures de l'Union Européenne
- Annexe 9 - règles concernant l'attribution d'un marché applicables au(x) bénéficiaire(s)
- Annexe 10 – Manuel des règles et procédures de gestion de subvention de l'UE (PRAG)

Représentant légal de la Ville de Strasbourg	Représentant légal de ALDA
Fait à …….. le…….. *(signature + tampon)*	Fait à …….. le…….. *(signature + tampon)*

ANNEXE 1 : Contrat de subvention signé avec l'Union européenne

ANNEXE 2 : Descriptif détaillé des actions du projet AUTREMENT

ANNEXE 3 : Plan d'Actions

ANNEXE 4 – Rôle et missions de la dans la mise en œuvre du projet

ANNEXE 5 : MODELES DE RAPPORTS ET DE DOCUMENTS

ANNEXE 6 : BUDGET INTERNE DU CONSORTIUM (prévisionnel)

ANNEXE 7 : CONDITIONS GENERALES DU CONTRAT DE SUBVENTION AVEC L'UE

ANNEXE 8 : MANUEL DE COMMUNICATION ET DE VISIBILITE POUR LES ACTIONS EXTERIEURES DE L'UE

ANNEXE 9 : REGLES CONCERNANT l'ATTRIBUTION DES MARCHES APPLICABLES AUX BENEFICIAIRES

ANNEXE 11 : MANUEL DES REGLES ET PROCEDURES DE GESTION DE SUBVENTION DE L'UE (PRAG)

Convention de partenariat

Pour la mise en œuvre du projet AUTREMENT (Aménagement Urbain du Territoire pour REinventer les Mobilités et ENgager les Tunisiens)

Co-financé par l'Union européenne

Entre

La Ville de Strasbourg, cheffe de file du projet, bénéficiaire et coordinateur général du projet, représentée par Monsieur Roland RIES, Maire,

UE LEF: 6000098246

1 place de l'Etoile, 67076 Strasbourg, France

et

Municipalité de Kairouan, Tunisie, représentée par M. Radhouen BOUDEN, Maire de Kairouan, présenté ci-après comme le PARTENAIRE

LEF: 6000684050

Avenue de la république, 3100 Kairouan, Tunisie

ARTICLE 1 - OBJET

Cette convention a pour objet l'octroi par la Commission européenne d'une subvention destinée à financer la mise en œuvre du projet intitulé AUTREMENT - Aménagement Urbain du Territoire pour REinventer les Mobilités et ENgager les Tunisiens, dans le cadre du programme de l'UE « «Autorités locales : Partenariats pour des villes durables », référence EuropeAid/161146/ACT/Multi-4, contrat de subvention – n° **CSO-LA / 2019 / 408-986** (Annexe 1). Les actions du projet sont décrites en Annexe 2.

La subvention est octroyée à la Ville de Strasbourg, Coordonnateur du projet, qui s'engage à mettre en œuvre le projet en partenariat avec le PARTENAIRE en tant que co-demandeur de la subvention octroyé par la Commission européenne et les autres parties mentionnés en Annexe 1.

La présente convention précise la nature et les modalités du partenariat entre la Ville de Strasbourg et le PARTENAIRE.

ARTICLE 2 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention est conclue dans le cadre de la mise en œuvre du projet AUTREMENT et entrera en vigueur à la date de démarrage du projet, le **13 avril 2020**.
La période de mise en œuvre du projet est de **30 mois**.
La période d'exécution de cette convention se termine à la date de paiement du solde par la Commission européenne.

ARTICLE 3 – REALISATIONS DES ACTIVITES

Le PARTENAIRE s'engage à participer à la mise en œuvre des actions du projet AUTREMENT comme décrits en Annexes 2 et 3 et au respect de la répartition des rôles et des taches décrit en Annexe 4. Le PARTENAIRE s'engage à réaliser les tâches qui lui incombent dans un esprit de coopération et de bonne foi, en fournissant les informations nécessaires et en soumettant les rapports détaillés dans les temps et dans la langue du projet, à savoir le français, en utilisant les modèles fournis en Annexe 5.

ARTICLE 4 – CONDITIONS FINANCIÈRES

Article 4.1 – Budget du projet

Le montant total des coûts éligibles du projet est estimé à **2 942 207 EUR**. L'Union européenne s'engage à financer un montant de **2 795 096 EUR** soit au maximum 95% des coûts éligibles du projet.

Le montant versé par l'Union européenne est géré directement par la Ville de Strasbourg en tant que coordinateur général conformément au budget interne prévisionnel annexé à la convention (Annexe 6). Le montant maximum financé par l'Union européenne est répartie entre chaque partenaire comme décrit dans l'Annexe 6 en fonction des actions qui leur incombent. **Ces sommes seront versées par la Ville de Strasbourg** aux partenaires conformément à la procédure de paiement décrite dans l'article 4.2.

Les partenaires s'engagent à co-financer le projet à hauteur de **5% des coûts éligibles** qui leur incombent comme décrit en Annexe 6.

Article 4.2 – Procédures de paiement

Pour chaque période de référence de 12 mois, à compter de la date de démarrage du projet, les versements seront effectués comme suit :

- **Versement 1 de 60%** du montant total du budget de l'année de référence après demande de paiement à la Ville de Strasbourg selon le document de demande de versement (Annexe 5) incluant un détail des dépenses envisagés, un calendrier et un descriptif des actions envisagées sur la période.
- **Versement 2 de 20%** du montant total du budget de l'année de référence après réception par la Ville de Strasbourg des parties des rapports narratifs et financiers incombant au partenaire incluant tous les documents justificatifs correspondants.
- **Versement 3 de 20%** du montant total du budget de l'année de référence après approbation par l'Union européenne des rapports narratifs, financiers et des pièces justificatives correspondants.

Si, à la fin de la période de référence, la part des dépenses réellement supportées financée par l'Union européenne est inférieure à 70 % du montant précédemment versé (et à 100 % de tout versement antérieur), la tranche de préfinancement suivante est diminuée du montant correspondant à la différence entre le seuil de 70 % du montant de préfinancement précédemment versé et la part des dépenses réellement supportées financée par L'Union européenne;

Les versements des tranches et le paiement du solde sont effectués dans un délai de 60 jours à compter de la réception de la demande de paiement par Le PARTENAIRE.

Les paiements peuvent être suspendus en informant le PARTENAIRE si :

- les pièces justificatives appropriées n'ont pas été fournies
- les rapports narratifs ou financiers nécessitent des éclaircissements, des modifications ou des informations complémentaires,
- il existe des doutes quant à l'éligibilité des dépenses et il y a lieu de procéder à des vérifications supplémentaires, y compris par des contrôles sur place ou un audit, pour s'assurer du caractère éligible des dépenses, ou
- il est nécessaire de vérifier, si des violations des obligations, des irrégularités ou des comportements frauduleux présumés ont effectivement eu lieu lors de la procédure d'octroi de la subvention ou de la mise en œuvre de l'action, ou
- il est nécessaire de vérifier si les partenaires ont manqué à l'une des obligations substantielles qui leur incombent en vertu du présent contrat, ou
- les obligations en matière de communication et visibilité énoncées à l'article 5 ne sont pas respectées

Toutes modifications ou ajustements du budget devront être approuvés par la Ville de Strasbourg au préalable avant engagement des dépenses.

Article 4.3 – Coûts éligibles

Les coûts éligibles sont les **frais réels** supportés par les partenaires qui remplissent l'ensemble des critères et qui sont décrit dans l'article 14 des Conditions générales du contrat de subvention signé avec l'Union européenne (Annexe 7).

Les coûts non-éligibles sont précisés dans l'article 14.11 des conditions générales du contrat de subvention signé avec l'Union européenne.

ARTICLE 5 – MIS EN ŒUVRE

Lorsque la mise en œuvre du projet nécessite la passation de marchés de fournitures, de travaux ou de services par les partenaires, les règles d'attribution des marchés ainsi que les règles de nationalité et d'origine énoncées dans l'Annexe 9 doivent être respectées.

Le PARTENAIRE veille autant que nécessaire à ce que les conditions qui lui sont applicables en vertu des articles 3, 4, 6 et 16 des conditions générales (Annexe 7) soient également applicables aux contractants titulaires d'un marché d'exécution.

Le PARTENAIRE dans ses actions dans le cadre du projet, s'engage à respecter les règles et procédures des actions extérieures de l'Union européenne mentionné dans le PRAG (Annexe 11). Il s'engage aussi à respecter les règles établies dans le Guide de procédures internes et de coordination du projet qui sera élaboré durant la phase de démarrage.

ARTICLE 5 – COMMUNICATION ET VISIBILITE

Le PARTENAIRE s'engage à contribuer à la communication, la promotion et la valorisation du projet à son niveau selon le plan de communication et de visibilité qui sera établi durant la phase de démarrage du projet.

Le PARTENAIRE devra clairement indiquer le soutien de l'Union Européenne, (chef de file et autres partenaires) avec leurs logos pertinents, ainsi que le logo du projet, sur l'ensemble des publications, documents, activités et autres actions de communication et de visibilité concernant

le projet, en accord avec le Manuel de Communication et de Visibilité pour les actions extérieures de l'Union Européenne (Annexe 8)

Le PARTENAIRE utilisera les modèles fournis par la Ville de Strasbourg dans le cadre des activités liées au projet AUTREMENT et devra promouvoir le projet et diffuser ses résultats au sein de son réseau. Il communiquera également à la Ville de Strasbourg toutes les informations nécessaires concernant les activités et les résultats du projet en vue de leur diffusion (en ligne ou non), comme prévu dans le plan de communication du projet AUTREMENT.

ARTICLE 6 – ASSURANCES

Chaque partie prenante s'engage à contracter les assurances nécessaires tant en responsabilité civile qu'en dommages divers, destinées à couvrir, dans leurs propres locaux, tous les risques qui pourraient survenir du fait de la réalisation des actions prévues dans le cadre de la présente convention. Dans ce cadre, il est expressément convenu que chaque partie prendra en charge les assurances de son matériel propre de sorte que son partenaire ne puisse être recherché ou inquiété lors d'un quelconque sinistre éventuel.

Chaque partie déclare faire son affaire pour sa part respective des assurances en responsabilité civile liée à sa présence, à celle de ses membres (salariés, adhérents et toute personne participant aux activités prévues dans le cadre de la présente convention), à leur transport éventuel.

ARTICLE 7 – RÉSILIATION ET SUSPENSION

En cas d'inexécution par l'une des parties de tout ou partie des obligations prévues au présent contrat, celui-ci pourra être résilié aux torts et griefs de la partie défaillante et donner lieu au versement de dommages et intérêts. La résiliation prendra effet à compter de la réception par la partie défaillante d'une lettre recommandée envoyée avec accusé de réception et exposant les motifs de la résiliation.

Le coordonnateur peut suspendre la mise en œuvre de tout ou partie de l'action si des circonstances exceptionnelles, notamment un cas de force majeure, rendent cette mise en œuvre excessivement difficile ou dangereuse. Le coordonnateur en informe sans délai les partenaires, en indiquant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de la suspension.

Les parties peuvent mettre fin au contrat après remise d'un préavis de deux mois sous forme écrite envoyé par courrier recommandé et dûment justifié.

ARTICLE 8 – LOI APPLICABLE

Le présent contrat est régi par la loi française.

ARTICLE 9 – LITIGES

En cas de difficulté sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. En cas de désaccord persistant, les tribunaux de Strasbourg compétents seront saisis.

ARTICLE 10 - ANNEXES

Les documents suivants sont joints aux présentes conditions et **font partie intégrante du contrat**

- Annexe 1 : Contrat de subvention signé avec l'Union européenne
- Annexe 2 : Descriptif de l'Action
- Annexe 3 : Plan d'actions
- Annexe 4 : Rôle et missions du partenaire
- Annexe 5 : Modèles de rapports et de documents
- Annexe 6 : Budget du consortium prévisionnel
- Annexe 7 : Conditions générales du contrat de subvention signé avec l'Union européenne
- Annexe 8 : Manuel de Communication et de Visibilité pour les actions extérieures de l'Union Européenne
- Annexe 9 - règles concernant l'attribution d'un marché applicables au(x) bénéficiaire(s)
- Annexe 10 – Manuel des règles et procédures de gestion de subvention de l'UE (PRAG)

Représentant légal de la Ville de Strasbourg	Représentant légal de Municipalité de Kairouan
Fait à …….. le…….. *(signature + tampon)*	Fait à …….. le…….. *(signature + tampon)*

ANNEXE 1 : Contrat de subvention signé avec l'Union européenne

ANNEXE 2 : Descriptif détaillé des actions du projet AUTREMENT

ANNEXE 3 : Plan d'Actions

ANNEXE 4 – Rôle et missions de la Municipalité de Kairouan dans la mise en œuvre du projet

ANNEXE 5 : MODELES DE RAPPORTS ET DE DOCUMENTS

ANNEXE 6 : BUDGET INTERNE DU CONSORTIUM (prévisionnel)

ANNEXE 7 : CONDITIONS GENERALES DU CONTRAT DE SUBVENTION AVEC L'UE

ANNEXE 8 : MANUEL DE COMMUNICATION ET DE VISIBILITE POUR LES ACTIONS EXTERIEURES DE L'UE

ANNEXE 9 : REGLES CONCERNANT l'ATTRIBUTION DES MARCHES APPLICABLES AUX BENEFICIAIRES

ANNEXE 11 : MANUEL DES REGLES ET PROCEDURES DE GESTION DE SUBVENTION DE L'UE (PRAG)

Convention de partenariat

Pour la mise en œuvre du projet AUTREMENT (Aménagement Urbain du Territoire pour REinventer les Mobilités et ENgager les Tunisiens)

Co-financé par l'Union européenne

Entre

La Ville de Strasbourg, cheffe de file du projet, bénéficiaire et coordinateur général du projet, représentée par Monsieur Roland RIES, Maire,

UE LEF: 6000098246

1 place de l'Etoile, 67076 Strasbourg, France

et

Municipalité de Mahdia, représentée par....., présenté ci-après comme le PARTENAIRE

Autorité locale

LEF: 6000684049

Place Sidi Mtir, 5100 Mahdia

ARTICLE 1 - OBJET

Cette convention a pour objet l'octroi par la Commission européenne d'une subvention destinée à financer la mise en œuvre du projet intitulé AUTREMENT - Aménagement Urbain du Territoire pour REinventer les Mobilités et ENgager les Tunisiens, dans le cadre du programme de l'UE « «Autorités locales : Partenariats pour des villes durables », référence EuropeAid/161146/ACT/Multi-4, contrat de subvention – n° **CSO-LA / 2019 / 408-986** (Annexe 1). Les actions du projet sont décrites en Annexe 2.

La subvention est octroyée à la Ville de Strasbourg, Coordonnateur du projet, qui s'engage à mettre en œuvre le projet en partenariat avec le PARTENAIRE en tant que co-demandeur de la subvention octroyé par la Commission européenne et les autres parties mentionnés en Annexe 1.

La présente convention précise la nature et les modalités du partenariat entre la Ville de Strasbourg et le PARTENAIRE.

ARTICLE 2 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention est conclue dans le cadre de la mise en œuvre du projet AUTREMENT et entrera en vigueur à la date de démarrage du projet, le **13 avril 2020**.
La période de mise en œuvre du projet est de **30 mois**.
La période d'exécution de cette convention se termine à la date de paiement du solde par la Commission européenne.

ARTICLE 3 – REALISATIONS DES ACTIVITES

Le PARTENAIRE s'engage à participer à la mise en œuvre des actions du projet AUTREMENT comme décrits en Annexes 2 et 3 et au respect de la répartition des rôles et des taches décrit en Annexe 4. Le PARTENAIRE s'engage à réaliser les tâches qui lui incombent dans un esprit de coopération et de bonne foi, en fournissant les informations nécessaires et en soumettant les rapports détaillés dans les temps et dans la langue du projet, à savoir le français, en utilisant les modèles fournis en Annexe 5.

ARTICLE 4 – CONDITIONS FINANCIÈRES

Article 4.1 – Budget du projet

Le montant total des coûts éligibles du projet est estimé à **2 942 207 EUR**. L'Union européenne s'engage à financer un montant de **2 795 096 EUR** soit au maximum 95% des coûts éligibles du projet.

Le montant versé par l'Union européenne est géré directement par la Ville de Strasbourg en tant que coordinateur général conformément au budget interne prévisionnel annexé à la convention (Annexe 6). Le montant maximum financé par l'Union européenne est répartie entre chaque partenaire comme décrit dans l'Annexe 6 en fonction des actions qui leur incombent. **Ces sommes seront versées par la Ville de Strasbourg** aux partenaires conformément à la procédure de paiement décrite dans l'article 4.2.

Les partenaires s'engagent à co-financer le projet à hauteur de **5% des coûts éligibles** qui leur incombent comme décrit en Annexe 6.

Article 4.2 – Procédures de paiement

Pour chaque période de référence de 12 mois, à compter de la date de démarrage du projet, les versements seront effectués comme suit :

- **Versement 1 de 60%** du montant total du budget de l'année de référence après demande de paiement à la Ville de Strasbourg selon le document de demande de versement (Annexe 5) incluant un détail des dépenses envisagés, un calendrier et un descriptif des actions envisagées sur la période.
- **Versement 2 de 20%** du montant total du budget de l'année de référence après réception par la Ville de Strasbourg des parties des rapports narratifs et financiers incombant au partenaire incluant tous les documents justificatifs correspondants.
- **Versement 3 de 20%** du montant total du budget de l'année de référence après approbation par l'Union européenne des rapports narratifs, financiers et des pièces justificatives correspondants.

Si, à la fin de la période de référence, la part des dépenses réellement supportées financée par l'Union européenne est inférieure à 70 % du montant précédemment versé (et à 100 % de tout versement antérieur), la tranche de préfinancement suivante est diminuée du montant correspondant à la différence entre le seuil de 70 % du montant de préfinancement précédemment versé et la part des dépenses réellement supportées financée par L'Union européenne;

Les versements des tranches et le paiement du solde sont effectués dans un délai de 60 jours à compter de la réception de la demande de paiement par Le PARTENAIRE.

Les paiements peuvent être suspendus en informant le PARTENAIRE si :

- les pièces justificatives appropriées n'ont pas été fournies
- les rapports narratifs ou financiers nécessitent des éclaircissements, des modifications ou des informations complémentaires,
- il existe des doutes quant à l'éligibilité des dépenses et il y a lieu de procéder à des vérifications supplémentaires, y compris par des contrôles sur place ou un audit, pour s'assurer du caractère éligible des dépenses, ou
- il est nécessaire de vérifier, si des violations des obligations, des irrégularités ou des comportements frauduleux présumés ont effectivement eu lieu lors de la procédure d'octroi de la subvention ou de la mise en œuvre de l'action, ou
- il est nécessaire de vérifier si les partenaires ont manqué à l'une des obligations substantielles qui leur incombent en vertu du présent contrat, ou
- les obligations en matière de communication et visibilité énoncées à l'article 5 ne sont pas respectées

Toutes modifications ou ajustements du budget devront être approuvés par la Ville de Strasbourg au préalable avant engagement des dépenses.

Article 4.3 – Coûts éligibles

Les coûts éligibles sont les **frais réels** supportés par les partenaires qui remplissent l'ensemble des critères et qui sont décrit dans l'article 14 des Conditions générales du contrat de subvention signé avec l'Union européenne (Annexe 7).

Les coûts non-éligibles sont précisés dans l'article 14.11 des conditions générales du contrat de subvention signé avec l'Union européenne.

ARTICLE 5 – MIS EN ŒUVRE

Lorsque la mise en œuvre du projet nécessite la passation de marchés de fournitures, de travaux ou de services par les partenaires, les règles d'attribution des marchés ainsi que les règles de nationalité et d'origine énoncées dans l'Annexe 9 doivent être respectées.

Le PARTENAIRE veille autant que nécessaire à ce que les conditions qui lui sont applicables en vertu des articles 3, 4, 6 et 16 des conditions générales (Annexe 7) soient également applicables aux contractants titulaires d'un marché d'exécution.

Le PARTENAIRE dans ses actions dans le cadre du projet, s'engage à respecter les règles et procédures des actions extérieures de l'Union européenne mentionné dans le PRAG (Annexe 11). Il s'engage aussi à respecter les règles établies dans le Guide de procédures internes et de coordination du projet qui sera élaboré durant la phase de démarrage.

ARTICLE 5 – COMMUNICATION ET VISIBILITE

Le PARTENAIRE s'engage à contribuer à la communication, la promotion et la valorisation du projet à son niveau selon le plan de communication et de visibilité qui sera établi durant la phase de démarrage du projet.

Le PARTENAIRE devra clairement indiquer le soutien de l'Union Européenne, (chef de file et autres partenaires) avec leurs logos pertinents, ainsi que le logo du projet, sur l'ensemble des publications, documents, activités et autres actions de communication et de visibilité concernant

le projet, en accord avec le Manuel de Communication et de Visibilité pour les actions extérieures de l'Union Européenne (Annexe 8)

Le PARTENAIRE utilisera les modèles fournis par la Ville de Strasbourg dans le cadre des activités liées au projet AUTREMENT et devra promouvoir le projet et diffuser ses résultats au sein de son réseau. Il communiquera également à la Ville de Strasbourg toutes les informations nécessaires concernant les activités et les résultats du projet en vue de leur diffusion (en ligne ou non), comme prévu dans le plan de communication du projet AUTREMENT.

ARTICLE 6 – ASSURANCES

Chaque partie prenante s'engage à contracter les assurances nécessaires tant en responsabilité civile qu'en dommages divers, destinées à couvrir, dans leurs propres locaux, tous les risques qui pourraient survenir du fait de la réalisation des actions prévues dans le cadre de la présente convention. Dans ce cadre, il est expressément convenu que chaque partie prendra en charge les assurances de son matériel propre de sorte que son partenaire ne puisse être recherché ou inquiété lors d'un quelconque sinistre éventuel.

Chaque partie déclare faire son affaire pour sa part respective des assurances en responsabilité civile liée à sa présence, à celle de ses membres (salariés, adhérents et toute personne participant aux activités prévues dans le cadre de la présente convention), à leur transport éventuel.

ARTICLE 7 – RÉSILIATION ET SUSPENSION

En cas d'inexécution par l'une des parties de tout ou partie des obligations prévues au présent contrat, celui-ci pourra être résilié aux torts et griefs de la partie défaillante et donner lieu au versement de dommages et intérêts. La résiliation prendra effet à compter de la réception par la partie défaillante d'une lettre recommandée envoyée avec accusé de réception et exposant les motifs de la résiliation.

Le coordonnateur peut suspendre la mise en œuvre de tout ou partie de l'action si des circonstances exceptionnelles, notamment un cas de force majeure, rendent cette mise en œuvre excessivement difficile ou dangereuse. Le coordonnateur en informe sans délai les partenaires, en indiquant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de la suspension.

Les parties peuvent mettre fin au contrat après remise d'un préavis de deux mois sous forme écrite envoyé par courrier recommandé et dûment justifié.

ARTICLE 8 – LOI APPLICABLE

Le présent contrat est régi par la loi française.

ARTICLE 9 – LITIGES

En cas de difficulté sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. En cas de désaccord persistant, les tribunaux de Strasbourg compétents seront saisis.

ARTICLE 10 - ANNEXES

Les documents suivants sont joints aux présentes conditions et **font partie intégrante du contrat**

- Annexe 1 : Contrat de subvention signé avec l'Union européenne
- Annexe 2 : Descriptif de l'Action
- Annexe 3 : Plan d'actions
- Annexe 4 : Rôle et missions du partenaire
- Annexe 5 : Modèles de rapports et de documents
- Annexe 6 : Budget du consortium prévisionnel
- Annexe 7 : Conditions générales du contrat de subvention signé avec l'Union européenne
- Annexe 8 : Manuel de Communication et de Visibilité pour les actions extérieures de l'Union Européenne
- Annexe 9 - règles concernant l'attribution d'un marché applicables au(x) bénéficiaire(s)
- Annexe 10 – Manuel des règles et procédures de gestion de subvention de l'UE (PRAG)

Représentant légal de la Ville de Strasbourg	Représentant légal de La Municipalité de Mahdia
Fait à …….. le…….. *(signature + tampon)*	Fait à …….. le…….. *(signature + tampon)*

ANNEXE 1 : Contrat de subvention signé avec l'Union européenne

ANNEXE 2 : Descriptif détaillé des actions du projet AUTREMENT

ANNEXE 3 : Plan d'Actions

ANNEXE 4 – Rôle et missions de la Municipalité de Mahdia dans la mise en œuvre du projet

ANNEXE 5 : MODELES DE RAPPORTS ET DE DOCUMENTS

ANNEXE 6 : BUDGET INTERNE DU CONSORTIUM (prévisionnel)

ANNEXE 7 : CONDITIONS GENERALES DU CONTRAT DE SUBVENTION AVEC L'UE

ANNEXE 8 : MANUEL DE COMMUNICATION ET DE VISIBILITE POUR LES ACTIONS EXTERIEURES DE L'UE

ANNEXE 9 : REGLES CONCERNANT l'ATTRIBUTION DES MARCHES APPLICABLES AUX BENEFICIAIRES

ANNEXE 11 : MANUEL DES REGLES ET PROCEDURES DE GESTION DE SUBVENTION DE L'UE (PRAG)

Convention de partenariat

Pour la mise en œuvre du projet AUTREMENT (Aménagement Urbain du Territoire pour REinventer les Mobilités et ENgager les Tunisiens)

Co-financé par l'Union européenne

Entre

La Ville de Strasbourg, cheffe de file du projet, bénéficiaire et coordinateur général du projet, représentée par Monsieur Roland RIES, Maire,

UE LEF: 6000098246

1 place de l'Etoile, 67076 Strasbourg, France

et

Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA), représenté par....., présenté ci-après comme le PARTENAIRE

LEF: 6000473049

25, avenue François Mitterrand, 69674 Bron, France

N° de TVA : FR 94130018310

ARTICLE 1 - OBJET

Cette convention a pour objet l'octroi par la Commission européenne d'une subvention destinée à financer la mise en œuvre du projet intitulé AUTREMENT - Aménagement Urbain du Territoire pour REinventer les Mobilités et ENgager les Tunisiens, dans le cadre du programme de l'UE « «Autorités locales : Partenariats pour des villes durables », référence EuropeAid/161146/ACT/Multi-4, contrat de subvention – n° **CSO-LA / 2019 / 408-986** (Annexe 1). Les actions du projet sont décrites en Annexe 2.

La subvention est octroyée à la Ville de Strasbourg, Coordonnateur du projet, qui s'engage à mettre en œuvre le projet en partenariat avec le PARTENAIRE en tant que co-demandeur de la subvention octroyé par la Commission européenne et les autres parties mentionnés en Annexe 1.

La présente convention précise la nature et les modalités du partenariat entre la Ville de Strasbourg et le PARTENAIRE.

ARTICLE 2 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention est conclue dans le cadre de la mise en œuvre du projet AUTREMENT et entrera en vigueur à la date de démarrage du projet, le **13 avril 2020**.
La période de mise en œuvre du projet est de **30 mois**.
La période d'exécution de cette convention se termine à la date de paiement du solde par la Commission européenne.

ARTICLE 3 – REALISATIONS DES ACTIVITES

Le PARTENAIRE s'engage à participer à la mise en œuvre des actions du projet AUTREMENT comme décrits en Annexes 2 et 3 et au respect de la répartition des rôles et des taches décrit en Annexe 4. Le PARTENAIRE s'engage à réaliser les tâches qui lui incombent dans un esprit de coopération et de bonne foi, en fournissant les informations nécessaires et en soumettant les rapports détaillés dans les temps et dans la langue du projet, à savoir le français, en utilisant les modèles fournis en Annexe 5.

ARTICLE 4 – CONDITIONS FINANCIÈRES

Article 4.1 – Budget du projet

Le montant total des coûts éligibles du projet est estimé à **2 942 207 EUR**. L'Union européenne s'engage à financer un montant de **2 795 096 EUR** soit au maximum 95% des coûts éligibles du projet.

Le montant versé par l'Union européenne est géré directement par la Ville de Strasbourg en tant que coordinateur général conformément au budget interne prévisionnel annexé à la convention (Annexe 6). Le montant maximum financé par l'Union européenne est répartie entre chaque partenaire comme décrit dans l'Annexe 6 en fonction des actions qui leur incombent. **Ces sommes seront versées par la Ville de Strasbourg** aux partenaires conformément à la procédure de paiement décrite dans l'article 4.2.

Les partenaires s'engagent à co-financer le projet à hauteur de **5% des coûts éligibles** qui leur incombent comme décrit en Annexe 6.

Article 4.2 – Procédures de paiement

Pour chaque période de référence de 12 mois, à compter de la date de démarrage du projet, les versements seront effectués comme suit :

- **Versement 1 de 60%** du montant total du budget de l'année de référence après demande de paiement à la Ville de Strasbourg selon le document de demande de versement (Annexe 5) incluant un détail des dépenses envisagés, un calendrier et un descriptif des actions envisagées sur la période.
- **Versement 2 de 20%** du montant total du budget de l'année de référence après réception par la Ville de Strasbourg des parties des rapports narratifs et financiers incombant au partenaire incluant tous les documents justificatifs correspondants.
- **Versement 3 de 20%** du montant total du budget de l'année de référence après approbation par l'Union européenne des rapports narratifs, financiers et des pièces justificatives correspondants.

Si, à la fin de la période de référence, la part des dépenses réellement supportées financée par l'Union européenne est inférieure à 70 % du montant précédemment versé (et à 100 % de tout versement antérieur), la tranche de préfinancement suivante est diminuée du montant correspondant à la différence entre le seuil de 70 % du montant de préfinancement précédemment versé et la part des dépenses réellement supportées financée par L'Union européenne;

Les versements des tranches et le paiement du solde sont effectués dans un délai de 60 jours à compter de la réception de la demande de paiement par Le PARTENAIRE.

Les paiements peuvent être suspendus en informant le PARTENAIRE si :

- les pièces justificatives appropriées n'ont pas été fournies
- les rapports narratifs ou financiers nécessitent des éclaircissements, des modifications ou des informations complémentaires,
- il existe des doutes quant à l'éligibilité des dépenses et il y a lieu de procéder à des vérifications supplémentaires, y compris par des contrôles sur place ou un audit, pour s'assurer du caractère éligible des dépenses, ou
- il est nécessaire de vérifier, si des violations des obligations, des irrégularités ou des comportements frauduleux présumés ont effectivement eu lieu lors de la procédure d'octroi de la subvention ou de la mise en œuvre de l'action, ou
- il est nécessaire de vérifier si les partenaires ont manqué à l'une des obligations substantielles qui leur incombent en vertu du présent contrat, ou
- les obligations en matière de communication et visibilité énoncées à l'article 5 ne sont pas respectées

Toutes modifications ou ajustements du budget devront être approuvés par la Ville de Strasbourg au préalable avant engagement des dépenses.

Article 4.3 – Coûts éligibles

Les coûts éligibles sont les **frais réels** supportés par les partenaires qui remplissent l'ensemble des critères et qui sont décrit dans l'article 14 des Conditions générales du contrat de subvention signé avec l'Union européenne (Annexe 7).

Les coûts non-éligibles sont précisés dans l'article 14.11 des conditions générales du contrat de subvention signé avec l'Union européenne.

ARTICLE 5 – MIS EN ŒUVRE

Lorsque la mise en œuvre du projet nécessite la passation de marchés de fournitures, de travaux ou de services par les partenaires, les règles d'attribution des marchés ainsi que les règles de nationalité et d'origine énoncées dans l'Annexe 9 doivent être respectées.

Le PARTENAIRE veille autant que nécessaire à ce que les conditions qui lui sont applicables en vertu des articles 3, 4, 6 et 16 des conditions générales (Annexe 7) soient également applicables aux contractants titulaires d'un marché d'exécution.

Le PARTENAIRE dans ses actions dans le cadre du projet, s'engage à respecter les règles et procédures des actions extérieures de l'Union européenne mentionné dans le PRAG (Annexe 11). Il s'engage aussi à respecter les règles établies dans le Guide de procédures internes et de coordination du projet qui sera élaboré durant la phase de démarrage.

ARTICLE 5 – COMMUNICATION ET VISIBILITE

Le PARTENAIRE s'engage à contribuer à la communication, la promotion et la valorisation du projet à son niveau selon le plan de communication et de visibilité qui sera établi durant la phase de démarrage du projet.

Le PARTENAIRE devra clairement indiquer le soutien de l'Union Européenne, (chef de file et autres partenaires) avec leurs logos pertinents, ainsi que le logo du projet, sur l'ensemble des publications, documents, activités et autres actions de communication et de visibilité concernant

le projet, en accord avec le Manuel de Communication et de Visibilité pour les actions extérieures de l'Union Européenne (Annexe 8)

Le PARTENAIRE utilisera les modèles fournis par la Ville de Strasbourg dans le cadre des activités liées au projet AUTREMENT et devra promouvoir le projet et diffuser ses résultats au sein de son réseau. Il communiquera également à la Ville de Strasbourg toutes les informations nécessaires concernant les activités et les résultats du projet en vue de leur diffusion (en ligne ou non), comme prévu dans le plan de communication du projet AUTREMENT.

ARTICLE 6 – ASSURANCES

Chaque partie prenante s'engage à contracter les assurances nécessaires tant en responsabilité civile qu'en dommages divers, destinées à couvrir, dans leurs propres locaux, tous les risques qui pourraient survenir du fait de la réalisation des actions prévues dans le cadre de la présente convention. Dans ce cadre, il est expressément convenu que chaque partie prendra en charge les assurances de son matériel propre de sorte que son partenaire ne puisse être recherché ou inquiété lors d'un quelconque sinistre éventuel.

Chaque partie déclare faire son affaire pour sa part respective des assurances en responsabilité civile liée à sa présence, à celle de ses membres (salariés, adhérents et toute personne participant aux activités prévues dans le cadre de la présente convention), à leur transport éventuel.

ARTICLE 7 – RÉSILIATION ET SUSPENSION

En cas d'inexécution par l'une des parties de tout ou partie des obligations prévues au présent contrat, celui-ci pourra être résilié aux torts et griefs de la partie défaillante et donner lieu au versement de dommages et intérêts. La résiliation prendra effet à compter de la réception par la partie défaillante d'une lettre recommandée envoyée avec accusé de réception et exposant les motifs de la résiliation.

Le coordonnateur peut suspendre la mise en œuvre de tout ou partie de l'action si des circonstances exceptionnelles, notamment un cas de force majeure, rendent cette mise en œuvre excessivement difficile ou dangereuse. Le coordonnateur en informe sans délai les partenaires, en indiquant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de la suspension.

Les parties peuvent mettre fin au contrat après remise d'un préavis de deux mois sous forme écrite envoyé par courrier recommandé et dûment justifié.

ARTICLE 8 – LOI APPLICABLE

Le présent contrat est régi par la loi française.

ARTICLE 9 – LITIGES

En cas de difficulté sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. En cas de désaccord persistant, les tribunaux de Strasbourg compétents seront saisis.

ARTICLE 10 - ANNEXES

Les documents suivants sont joints aux présentes conditions et **font partie intégrante du contrat**

- Annexe 1 : Contrat de subvention signé avec l'Union européenne
- Annexe 2 : Descriptif de l'Action
- Annexe 3 : Plan d'actions
- Annexe 4 : Rôle et missions du partenaire
- Annexe 5 : Modèles de rapports et de documents
- Annexe 6 : Budget du consortium prévisionnel
- Annexe 7 : Conditions générales du contrat de subvention signé avec l'Union européenne
- Annexe 8 : Manuel de Communication et de Visibilité pour les actions extérieures de l'Union Européenne
- Annexe 9 - règles concernant l'attribution d'un marché applicables au(x) bénéficiaire(s)
- Annexe 10 – Manuel des règles et procédures de gestion de subvention de l'UE (PRAG)

Représentant légal de la Ville de Strasbourg	Représentant légal de CEREMA
Fait à …….. le…….. *(signature + tampon)*	Fait à …….. le…….. *(signature + tampon)*

ANNEXE 1 : Contrat de subvention signé avec l'Union européenne

ANNEXE 2 : Descriptif détaillé des actions du projet AUTREMENT

ANNEXE 3 : Plan d'Actions

ANNEXE 4 – Rôle et missions du CEREMA dans la mise en œuvre du projet

ANNEXE 5 : MODELES DE RAPPORTS ET DE DOCUMENTS

ANNEXE 6 : BUDGET INTERNE DU CONSORTIUM (prévisionnel)

ANNEXE 7 : CONDITIONS GENERALES DU CONTRAT DE SUBVENTION AVEC L'UE

ANNEXE 8 : MANUEL DE COMMUNICATION ET DE VISIBILITE POUR LES ACTIONS EXTERIEURES DE L'UE

ANNEXE 9 : REGLES CONCERNANT l'ATTRIBUTION DES MARCHES APPLICABLES AUX BENEFICIAIRES

ANNEXE 11 : MANUEL DES REGLES ET PROCEDURES DE GESTION DE SUBVENTION DE L'UE (PRAG)

Convention de partenariat

Pour la mise en œuvre du projet AUTREMENT (Aménagement Urbain du Territoire pour REinventer les Mobilités et ENgager les Tunisiens)

Co-financé par l'Union européenne

Entre

La Ville de Strasbourg, cheffe de file du projet, bénéficiaire et coordinateur général du projet, représentée par Monsieur Roland RIES, Maire,

UE LEF: 6000098246

1 place de l'Etoile, 67076 Strasbourg, France

et

Coopération pour le Développement et l'Amélioration des Transports Urbains et péri-urbains (CODATU), France, représentée par *Jean-Jacques HELLUIN, Délégué Général, présentée ci-après comme* le PARTENAIRE

21 Boulevard Vivier Merle 69003 Lyon France

ARTICLE 1 - OBJET

Cette convention a pour objet l'octroi par la Commission européenne d'une subvention destinée à financer la mise en œuvre du projet intitulé AUTREMENT - Aménagement Urbain du Territoire pour REinventer les Mobilités et ENgager les Tunisiens, dans le cadre du programme de l'UE « Autorités locales : Partenariats pour des villes durables », référence EuropeAid/161146/ACT/Multi-4, contrat de subvention – n° **CSO-LA / 2019 / 408-986** (Annexe 1). Les actions du projet sont décrites en Annexe 2.

La subvention est octroyée à la Ville de Strasbourg, Coordonnateur du projet, qui s'engage à mettre en œuvre le projet en partenariat avec le PARTENAIRE en tant que « Entité Affiliée »de la subvention octroyée par la Commission européenne et les autres parties mentionnées en Annexe 1.

La présente convention précise la nature et les modalités du partenariat entre la Ville de Strasbourg et le PARTENAIRE.

ARTICLE 2 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention est conclue dans le cadre de la mise en œuvre du projet AUTREMENT et entrera en vigueur à la date de démarrage du projet, le **13 avril 2020**.
La période de mise en œuvre du projet est de **30 mois**.
La période d'exécution de cette convention se termine à la date de paiement du solde par la Commission européenne.

ARTICLE 3 – REALISATIONS DES ACTIVITES

Le PARTENAIRE s'engage à participer à la mise en œuvre des actions du projet AUTREMENT comme décrits en Annexes 2 et 3 et au respect de la répartition des rôles et des tâches décrits en Annexe 4. Le PARTENAIRE s'engage à réaliser les tâches qui lui incombent dans un esprit de coopération et de bonne foi, en fournissant les informations nécessaires et en soumettant les rapports détaillés dans les temps et dans la langue du projet, à savoir le français, en utilisant les modèles fournis en Annexe 5.

ARTICLE 4 – CONDITIONS FINANCIÈRES

Article 4.1 – Budget du projet

Le montant total des coûts éligibles du projet est estimé à **2 942 207 EUR**. L'Union européenne s'engage à financer un montant de **2 795 096 EUR** soit au maximum 95% des coûts éligibles du projet.

Le montant versé par l'Union européenne est géré directement par la Ville de Strasbourg en tant que coordinateur général conformément au budget interne prévisionnel annexé à la convention (Annexe 6). Le montant maximum financé par l'Union européenne est réparti entre chaque partenaire comme décrit dans l'Annexe 6 en fonction des actions qui leur incombent. **Ces sommes seront versées par la Ville de Strasbourg** aux partenaires conformément à la procédure de paiement décrite dans l'article 4.2.

Les partenaires s'engagent à co-financer le projet à hauteur de **5% des coûts éligibles** qui leur incombent comme décrit en Annexe 6.

Article 4.2 – Procédures de paiement

Pour chaque période de référence de 12 mois, à compter de la date de démarrage du projet, les versements seront effectués comme suit :

- **Versement 1 de 60%** du montant total du budget de l'année de référence après demande de paiement à la Ville de Strasbourg selon le document de demande de versement (Annexe 5) incluant un détail des dépenses envisagés, un calendrier et un descriptif des actions envisagées sur la période.
- **Versement 2 de 20%** du montant total du budget de l'année de référence après réception par la Ville de Strasbourg des parties des rapports narratifs et financiers incombant au partenaire incluant tous les documents justificatifs correspondants.
- **Versement 3 de 20%** du montant total du budget de l'année de référence après approbation par l'Union européenne des rapports narratifs, financiers et des pièces justificatives correspondants.

Si, à la fin de la période de référence, la part des dépenses réellement supportées financée par l'Union européenne est inférieure à 70 % du montant précédemment versé (et à 100 % de tout versement antérieur), la tranche de préfinancement suivante est diminuée du montant correspondant à la différence entre le seuil de 70 % du montant de préfinancement précédemment versé et la part des dépenses réellement supportées financée par L'Union européenne;

Les versements des tranches et le paiement du solde sont effectués dans un délai de 60 jours à compter de la réception de la demande de paiement par Le PARTENAIRE.

Les paiements peuvent être suspendus en informant le PARTENAIRE si :

- les pièces justificatives appropriées n'ont pas été fournies
- les rapports narratifs ou financiers nécessitent des éclaircissements, des modifications ou des informations complémentaires,
- il existe des doutes quant à l'éligibilité des dépenses et il y a lieu de procéder à des vérifications supplémentaires, y compris par des contrôles sur place ou un audit, pour s'assurer du caractère éligible des dépenses, ou
- il est nécessaire de vérifier, si des violations des obligations, des irrégularités ou des comportements frauduleux présumés ont effectivement eu lieu lors de la procédure d'octroi de la subvention ou de la mise en œuvre de l'action, ou
- il est nécessaire de vérifier si les partenaires ont manqué à l'une des obligations substantielles qui leur incombent en vertu du présent contrat, ou
- les obligations en matière de communication et visibilité énoncées à l'article 5 ne sont pas respectées

Toutes modifications ou ajustements du budget devront être approuvés par la Ville de Strasbourg au préalable avant engagement des dépenses.

Article 4.3 – Coûts éligibles

Les coûts éligibles sont les **frais réels** supportés par les partenaires qui remplissent l'ensemble des critères et qui sont décrit dans l'article 14 des Conditions générales du contrat de subvention signé avec l'Union européenne (Annexe 7).

Les coûts non-éligibles sont précisés dans l'article 14.11 des conditions générales du contrat de subvention signé avec l'Union européenne.

ARTICLE 5 – MIS EN ŒUVRE

Lorsque la mise en œuvre du projet nécessite la passation de marchés de fournitures, de travaux ou de services par les partenaires, les règles d'attribution des marchés ainsi que les règles de nationalité et d'origine énoncées dans l'Annexe 9 doivent être respectées.

Le PARTENAIRE veille autant que nécessaire à ce que les conditions qui lui sont applicables en vertu des articles 3, 4, 6 et 16 des conditions générales (Annexe 7) soient également applicables aux contractants titulaires d'un marché d'exécution.

Le PARTENAIRE dans ses actions dans le cadre du projet, s'engage à respecter les règles et procédures des actions extérieures de l'Union européenne mentionné dans le PRAG (Annexe 11). Il s'engage aussi à respecter les règles établies dans le Guide de procédures internes et de coordination du projet qui sera élaboré durant la phase de démarrage.

ARTICLE 5 – COMMUNICATION ET VISIBILITE

Le PARTENAIRE s'engage à contribuer à la communication, la promotion et la valorisation du projet à son niveau selon le plan de communication et de visibilité qui sera établi durant la phase de démarrage du projet.

Le PARTENAIRE devra clairement indiquer le soutien de l'Union Européenne, (chef de file et autres partenaires) avec leurs logos pertinents, ainsi que le logo du projet, sur l'ensemble des publications, documents, activités et autres actions de communication et de visibilité concernant

le projet, en accord avec le Manuel de Communication et de Visibilité pour les actions extérieures de l'Union Européenne (Annexe 8)

Le PARTENAIRE utilisera les modèles fournis par la Ville de Strasbourg dans le cadre des activités liées au projet AUTREMENT et devra promouvoir le projet et diffuser ses résultats au sein de son réseau. Il communiquera également à la Ville de Strasbourg toutes les informations nécessaires concernant les activités et les résultats du projet en vue de leur diffusion (en ligne ou non), comme prévu dans le plan de communication du projet AUTREMENT.

ARTICLE 6 – ASSURANCES

Chaque partie prenante s'engage à contracter les assurances nécessaires tant en responsabilité civile qu'en dommages divers, destinées à couvrir, dans leurs propres locaux, tous les risques qui pourraient survenir du fait de la réalisation des actions prévues dans le cadre de la présente convention. Dans ce cadre, il est expressément convenu que chaque partie prendra en charge les assurances de son matériel propre de sorte que son partenaire ne puisse être recherché ou inquiété lors d'un quelconque sinistre éventuel.

Chaque partie déclare faire son affaire pour sa part respective des assurances en responsabilité civile liée à sa présence, à celle de ses membres (salariés, adhérents et toute personne participant aux activités prévues dans le cadre de la présente convention), à leur transport éventuel.

ARTICLE 7 – RÉSILIATION ET SUSPENSION

En cas d'inexécution par l'une des parties de tout ou partie des obligations prévues au présent contrat, celui-ci pourra être résilié aux torts et griefs de la partie défaillante et donner lieu au versement de dommages et intérêts. La résiliation prendra effet à compter de la réception par la partie défaillante d'une lettre recommandée envoyée avec accusé de réception et exposant les motifs de la résiliation.

Le coordonnateur peut suspendre la mise en œuvre de tout ou partie de l'action si des circonstances exceptionnelles, notamment un cas de force majeure, rendent cette mise en œuvre excessivement difficile ou dangereuse. Le coordonnateur en informe sans délai les partenaires, en indiquant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de la suspension.

Les parties peuvent mettre fin au contrat après remise d'un préavis de deux mois sous forme écrite envoyé par courrier recommandé et dûment justifié.

ARTICLE 8 – LOI APPLICABLE

Le présent contrat est régi par la loi française.

ARTICLE 9 – LITIGES

En cas de difficulté sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. En cas de désaccord persistant, les tribunaux de Strasbourg compétents seront saisis.

ARTICLE 10 - ANNEXES

Les documents suivants sont joints aux présentes conditions et **font partie intégrante du contrat**

- Annexe 1 : Contrat de subvention signé avec l'Union européenne
- Annexe 2 : Descriptif de l'Action
- Annexe 3 : Plan d'actions
- Annexe 4 : Rôle et missions du partenaire
- Annexe 5 : Modèles de rapports et de documents
- Annexe 6 : Budget du consortium prévisionnel
- Annexe 7 : Conditions générales du contrat de subvention signé avec l'Union européenne
- Annexe 8 : Manuel de Communication et de Visibilité pour les actions extérieures de l'Union Européenne
- Annexe 9 - règles concernant l'attribution d'un marché applicables au(x) bénéficiaire(s)
- Annexe 10 – Manuel des règles et procédures de gestion de subvention de l'UE (PRAG)

Représentant légal de la Ville de Strasbourg	Représentant légal de CODATU
Fait à …….. le…….. *(signature + tampon)*	Fait à …….. le…….. *(signature + tampon)*

ANNEXE 1 : Contrat de subvention signé avec l'Union européenne

ANNEXE 2 : Descriptif détaillé des actions du projet AUTREMENT

ANNEXE 3 : Plan d'Actions

ANNEXE 4 – Rôle et missions de CODATU dans la mise en œuvre du projet

ANNEXE 5 : MODELES DE RAPPORTS ET DE DOCUMENTS

ANNEXE 6 : BUDGET INTERNE DU CONSORTIUM (prévisionnel)

ANNEXE 7 : CONDITIONS GENERALES DU CONTRAT DE SUBVENTION AVEC L'UE

ANNEXE 8 : MANUEL DE COMMUNICATION ET DE VISIBILITE POUR LES ACTIONS EXTERIEURES DE L'UE

ANNEXE 9 : REGLES CONCERNANT l'ATTRIBUTION DES MARCHES APPLICABLES AUX BENEFICIAIRES

ANNEXE 11 : MANUEL DES REGLES ET PROCEDURES DE GESTION DE SUBVENTION DE L'UE (PRAG)

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL 10 FEVRIER 2020

POINT 51 Projet AUTREMENT (Aménagement Urbain du Territoire pour REinventer les Mobilités et ENgager les Tunisiens) dans le cadre du partenariat Strasbourg / Kairouan, Tunisie. Signature des conventions partenariales suite à la signature du contrat de subvention avec la Commission Européenne.

Pour	**41**	BEY-Françoise, OZENNE-Pierre, BUFFET-Françoise, CUTAJAR-Chantal, DREYFUS-Henri, DREYSSE-Marie-Dominique, FELTZ-Alexandre, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GANGLOFF-Camille, GILLMANN-Luc, JUND-Alain, JUNG-Martine, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KELLER-Fabienne, KEMPF-Suzanne, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste , MAURER-Jean-Philippe, MELIANI-Abdelaziz, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, REICHHART-Ada, RICHARDOT-Anne Pernelle, RIES-Roland, ROBERT-Jean-Emmanuel, ROGER-Patrick, ROOS-Thierry, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, SENET-Eric, TETSI-Liliane, MENAD-Zaza, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER-Philippe, ZUBER-Catherine, LOOS-François, SCHMITT-Michael
Contre	**1**	DIDELOT-Andréa
Abstention	**0**	

52

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Attribution de subventions à divers organisateurs de manifestations à Strasbourg.

Il est proposé d'attribuer pour un montant total de 115 000 € les subventions suivantes :

Cercle d'Echecs de Strasbourg	**5 000 €**

Organisation de séances de simultanées publiques d'échecs pendant l'année 2020.

Association pour la création de l'Institut Européen d'Ethique Alimentaire	**40 000 €**

Conférences dans le cadre de la 7ème édition des rendez-vous de l'éthique alimentaire de Strasbourg, en novembre 2020. En complément de ces actions, l'association se propose de développer le travail de recherche du Comité scientifique rattaché à l'Université de Strasbourg et de créer des modules pédagogiques sur les choix alimentaires actuels et leur incidence pour le futur.

Association de Strass en Strass	**4 000 €**

Organisation de la 2ème édition du Strasbourg Burlesque Festival, du 20 au 23 février 2020, à l'Espace K.

Association UT	**10 000 €**

Participation aux frais d'organisation du Festival international des arts sonores Exhibitronic, les 9 et 10 mai 2020.

Association Pelpass et Compagnie	**30 000 €**

Organisation du festival des musiques actuelles au Jardin des Deux Rives, du 21 au 23 mai 2020.

Association Des Bretzels et des Jeux	**10 000 €**

Troisième édition du Festival des Jeux de société, salle de la Bourse, les 6 et 7 juin 2020.

CITAR	**5 500 €**

Animations à destination du jeune public et des familles dans le cadre de Strasbourg Capitale de Noël, du 23 novembre au 24 décembre 2019.

Maison de l'Amérique Latine	**10 000 €**

Participation aux frais d'organisation d'animations dans le cadre du 25ème anniversaire de l'association, dans le quartier de la Gare, pendant l'année 2020.

Association des Locataires et Résidents du Stockfeld	**500 €**

Animation de la place des Colombes, le 16 mai 2020 en partenariat avec les associations du quartier.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le versement des subventions suivantes par le service Evénements en faveur de :

Cercle d'Echecs de Strasbourg	*5 000 €*
Association pour la création de l'Institut Européen d'Ethique Alimentaire	*40 000 €*
Association de Strass en Strass	*4 000 €*
Association UT	*10 000 €*
Association Pelpass et Compagnie	*30 000 €*
Association Des Bretzels et des Jeux	*10 000 €*
CITAR	*5 500 €*
Maison de l'Amérique Latine	*10 000 €*
Association des Locataires et Résidents du Stockfeld	*500 €*

le crédit nécessaire pour le mandatement de ces subventions, soit 115 000 € est disponible sur le compte : "fonction : 33, nature : 6574, programme 8038, activité : PC02B" dont le disponible avant le présent Conseil est de 723 666 €,

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les arrêtés et conventions relatives à ces subventions.

Adopté le 10 février 2020

par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant alloué pour l'année n-1
Cercle d'Echecs de Strasbourg	Subvention affectée	5 000 €	5 000 €	5 000 €
Association pour la création de l'Institut Européen d'Ethique Alimentaire	Subvention affectée	40 000 €	40 000 €	40 000 €
Association de Strass en Strass	Subvention affectée	4 000 €	4 000 €	4 000 €
Association UT	Subvention affectée	10 000 €	10 000 €	
Association Pelpass et Compagnie	Subvention affectée	30 000 €	30 000 €	30 000 €
Association Des Bretzels et des Jeux	Subvention affectée	11 000 €	10 000 €	11 000 €
CITAR	Subvention affectée	5 500 €	5 500 €	
Maison de l'Amérique Latine	Subvention affectée	20 000 €	10 000 €	2 750 €
Association des Locataires et Résidents du Stockfeld	Subvention affectée	2 000 €	500 €	500 €

53

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Conventions de mise à disposition de patrimoine immobilier pour l'association d'Education Populaire Saint-Ignace et l'Association Sp3ak3r.

La ville de Strasbourg entretient depuis de nombreuses années des relations étroites avec les centres socioculturels et les associations socioculturelles et d'éducation populaire, partenaires incontournables de l'action publique dans nos quartiers auprès et avec les familles strasbourgeoises.

A ce titre, la Direction des Solidarités, de la Santé et de la Jeunesse gère un patrimoine bâti qu'elle met à disposition de ses partenaires associatifs. Le patrimoine en question est entièrement dédié aux activités socioculturelles à destination des habitants de la ville de Strasbourg et est mis à disposition gratuitement des associations (cf. article L 2125-1 du CG3P).

Le service Jeunesse Education Populaire de la Direction des Solidarités, de la Santé et de la Jeunesse est ainsi devenu le service gestionnaire du patrimoine immobilier suivant en 2019 :

- Un immeuble sis à STRASBOURG, 67100, Chemin du KAMMERHOF, aux références cadastrales suivantes et acheté au Conseil de Fabrique de la Paroisse St Ignace :

    - Section IK n°350/1 sis Chemin du Kammerhof pour une surface de 00ha, 07a et 65ca ;
    - Section IK n°351/1 sis Chemin du Kammerhof pour une surface de 00ha, 02a et 90ca ;
    - Section IK n°358/5 sis Chemin du Kammerhof pour une surface de 00ha, 45a et 94ca ;

Les locaux sont occupés par l'association d'Education Populaire Saint-Ignace depuis plusieurs décennies. L'association porte notamment un accueil de loisir au sein de ses locaux et dispose d'un agrément CAF « Espace de Vie Sociale » pour son travail sur le territoire du Stockfeld.

- Un immeuble sis à STRASBOURG, 67000, 57 rue de la Canardière, au sein des locaux de l'école de la Canardière, aux références cadastrales suivantes et dont la gestion a été réaffectée à la Direction des Solidarités, de la Santé et de la Jeunesse par la Direction de la Culture :

    - Parcelle EX 469, située au sous-sol de l'école de la Canardière, et dénommée « Studio Meinau » ;
    - Parcelle EX 469, située au sous-sol de l'école de la Canardière, et dénommée « Cybercentre » ;

Les locaux sont actuellement occupés, pour la partie « Cybercentre », par l'association d'éducation aux médias Speaker, créée en 2019 et qui dispose par ailleurs d'une aide financière de la ville de Strasbourg permettant d'organiser une activité pérenne et une programmation hebdomadaire au sein de ces locaux.

Cette association serait également gestionnaire du « Studio Meinau », tout en préservant une destination globale du lieu liée aux projets jeunesse du quartier de la Meinau.
Il est proposé au Conseil d'autoriser le Maire à signer les conventions de mise à disposition de patrimoine immobilier, pour la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020, selon les modèles joints en annexe.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

les conventions de mise à disposition de patrimoine immobilier du domaine public avec les associations suivantes :

Association d'Education Populaire Saint-Ignace
Association Sp3ak3r

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer ces conventions et tout document y afférent.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après

transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE PATRIMOINE IMMOBILIER DU DOMAINE PUBLIC

Entre les soussignés

LA VILLE DE STRASBOURG, 1, Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par Monsieur le Maire, Roland RIES, dûment habilité à cet effet par délibération du Conseil Municipal du 12 décembre 2016

Ci après désigné par les termes « LE PROPRIETAIRE »,

D'une part,

ET

L'association d'Education Populaire Saint Ignace, régulièrement inscrite au registre des associations du Tribunal d'instance de Strasbourg sous le VOL n° 5 FOL N° 34 dont le siège est au 15, chemin du Kammerhof à Strasbourg (67100) et représentée par Monsieur Jacques SEMANT, son Président en exercice.

Ci après désigné par les termes « L'EXPLOITANT »,

D'autre part,

Préambule

Consciente de leur caractère d'intérêt général, la Ville de Strasbourg apporte son soutien aux associations participant à l'organisation et au développement des activités culturelles, sportives, citoyennes, humanitaires et de loisirs représentant un intérêt local en mettant gratuitement à disposition des locaux désignés à l'article 1.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la propriété des personnes publiques,

Il a été convenu ce qui suit :

1010

CHAPITRE I : CONDITIONS GENERALES

Article 1: Objet de la convention

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de L'EXPLOITANT, l'ensemble immobilier municipal ci-dessous :

Identification de l'immeuble

Dénomination : Foyer

Adresse : 15, chemin du Kammerhof

67100 Strasbourg Quartier : Neuhof

Caractéristiques techniques (hors extérieurs)

Surface totale en m² :

Références cadastrales Sections : IK Numéros : 358/5

Identification des locaux

Intitulé	Type d'espace	Situation	Surface utile en m²
Salle omnisport – gymnase			500
Bloc Sanitaire			130
Salle d'activités et de bureaux			1000
Identification des espaces extérieurs			

Article 2: Domanialité publique

La présente convention est conclue sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public, dans la mesure où l'immeuble appartient à une personne publique, qu'il participe à la mise en œuvre d'une mission de service public exercée par l'EXPLOITANT, et qu'il a fait l'objet d'un aménagement indispensable à cet effet.

Cette mise à disposition prend donc la forme d'une occupation privative du domaine public.

De fait, la mise à disposition ne peut être que temporaire et est consentie à titre précaire et révocable à tout moment, conformément aux dispositions des articles L. 2122-2 et L. 2122-3 du code général des collectivités territoriales.

En conséquence, l'EXPLOITANT ne pourra, en aucun cas, se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux et à l'occupation ou à quelque autre droit.

Article 3: Durée

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée maximale de quatre années, entières et consécutives, à compter de la date de signature par les deux parties.

Toutefois, cette entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la collectivité d'un exemplaire de la présente convention dûment signée par le représentant légal de l'association.

Elle ne peut donner lieu à renouvellement tacite. Il appartient à L'EXPLOITANT de demander son renouvellement par courrier auprès du PROPRIETAIRE au moins trois mois avant la date d'échéance de la convention.

La présente convention pourra être résiliée selon les modalités énoncées aux articles 25, 26, 27 et 28.

Article 4: Etat des lieux

L'EXPLOITANT prend les lieux dans l'état où ils se trouvent au jour de l'entrée en jouissance.

Un état des lieux, établi en double exemplaire, annexé à la présente convention, a été préalablement dressé contradictoirement entre LE PROPRIETAIRE et L'EXPLOITANT et sera réévalué au départ de ce dernier.

Article 5: Destination des locaux

L'ensemble immobilier, objet de la présente, est à l'usage exclusif d'activités socioculturelles, culturelles, éducatives et sociales, à destination de tous publics.

L'EXPLOITANT s'engage à affecter les locaux à l'usage exclusif énoncé dans le présent article et complété par la convention pluriannuelle d'objectifs qui décline les activités mises en œuvre par l'association, faisant l'objet d'une délibération spécifique. Cette destination ne pourra faire l'objet d'aucun changement sans l'accord exprès écrit et préalable du PROPRIETAIRE.

L'EXPLOITANT déclare faire son affaire personnelle des autorisations qui seraient, le cas échéant, nécessaires à l'exercice de son activité dans les biens immobiliers, notamment agrément, autorisations d'ouverture et d'accueil du public et autres. Il s'oblige à se conformer et à exécuter à ses seuls frais, risques et périls pendant toute la durée de la convention, tous règlements et arrêtés, injonctions administratives ou toutes autres modifications le concernant en sa qualité d'occupant, le tout de manière à ce que la responsabilité du PROPRIETAIRE ne puisse être recherchée.

CHAPITRE II : CONDITIONS D'UTILISATION

La présente convention est consentie et acceptée sous les charges et conditions qui suivent.

Toute modification ne pourra résulter que d'un commun accord écrit et circonstancié des parties et fera l'objet d'un avenant. En conséquence, toute tolérance ne devra jamais être considérée comme un droit même avec le temps, LE PROPRIETAIRE pouvant toujours y mettre fin.

Article 6: Conditions générales de jouissance

L'EXPLOITANT s'engage à user du bien mis à disposition en bon père de famille paisiblement.

Par ailleurs, les charges d'entretien des installations, de vérifications périodiques et de réparations locatives relevant de l'EXPLOITANT sont précisées en annexes 1, 2 et 3 de la présente convention.

L'EXPLOITANT prendra toutes les précautions nécessaires pour que l'exercice de ses activités ne puisse nuire en quoi que ce soit à l'entretien, à la tranquillité, au bon aspect et à la bonne tenue de l'immeuble.

Il ne pourra être introduit ou conservé dans les locaux toute espèce d'animal (à l'exception des chiens guides d'aveugles), des matières dangereuses, insalubres et mal odorantes, notamment le stockage d'hydrocarbures, de gaz, de tous produits ou matières volatils, explosifs ou inflammables, exception faite des produits éventuellement volatils et inflammables, nécessaires dans le cadre de l'activité de l'EXPLOITANT à condition expresse qu'ils soient introduits en quantité infime, sous la responsabilité de l'EXPLOITANT, couverts par l'assurance de ce dernier et n'ayant pas vocation à être stockés.

L'installation et le stockage d'appareils à combustion, à mazout ou à gaz ou tout autre produit de synthèse pétrolier ou de charbonnage est formellement interdite.

L'EXPLOITANT devra établir et afficher de manière visible, dans les locaux accessibles au public, un règlement intérieur, dont un exemplaire sera transmis au PROPRIETAIRE dans le mois suivant la signature de la présente convention ; ce règlement intérieur devra préciser les conditions d'accès et de sécurité, d'hygiène et de tranquillité ainsi que les heures d'ouverture.

L'EXPLOITANT devra faire son affaire personnelle de la surveillance de l'ensemble immobilier.

Article 7: Abonnements et refacturation de charges

L'EXPLOITANT fera son affaire personnelle des démarches administratives en vue de souscrire les contrats d'abonnement nécessaires pour les télécommunications et la télésurveillance des locaux mis à disposition et s'engage à résilier les abonnements pour le jour de son départ.

Pour les fournitures non stockables (électricité, gaz, chauffage, eau….), les abonnements seront souscrits par l'EXPLOITANT qui règlera l'intégralité des factures.

Néanmoins, en cas d'absence de compteurs individualisés ou de sous-compteurs pour les fournitures non stockables (électricité, gaz, chauffage, eau….), et par conséquent d'abonnements souscrits par le PROPRIETAIRE, une refacturation des consommations à L'EXPLOITANT sera effectuée par LE PROPRIETAIRE annuellement sur la base du relevé des sous-compteurs ou en l'absence de ceux-ci, au prorata des surfaces, réalisé en présence d'une personne déléguée par L'EXPLOITANT.

Les charges relatives aux contrôles et vérifications réglementaires périodiques sont l'affaire de l'EXPLOITANT, sauf dispositions particulières en cas de groupement d'exploitation.

Article 8: Entretien

L'EXPLOITANT s'engage à préserver le patrimoine municipal en assurant l'entretien des locaux et en veillant à leur utilisation rationnelle, afin d'éviter toute dégradation ou toute usure anormale des équipements.

L'EXPLOITANT sera tenu d'effectuer dans les locaux, pendant toute la durée de la convention et à ses frais, tous travaux et réparations locatives ainsi que l'entretien et le nettoyage des locaux.

Il devra également faire nettoyer et entretenir à ses frais, périodiquement et au moins une fois par an, tous les appareils et installations diverses mises à sa disposition (climatisation, ventilation, installations électriques, installation de chauffage, système de détection de l'incendie, chaudière, etc.) pouvant exister dans les locaux et fournir au PROPRIETAIRE les justifications demandées et les homologations sécurité des différents matériels.

L'EXPLOITANT ne devra en aucun cas rien faire ou laisser faire qui puisse détériorer les locaux. Il prendra toute précaution contre le gel.

L'EXPLOITANT devra aviser immédiatement LE PROPRIETAIRE (au moyen du formulaire de saisine) de toute réparation à la charge de ce dernier dont il sera à même de constater la nécessité sous peine d'être tenu responsable de toute aggravation résultant de son silence ou de son retard.

A défaut d'exécution des travaux énumérés ci-dessus à la charge de L'EXPLOITANT et de tous travaux qui paraîtraient nécessaires au PROPRIETAIRE, ce dernier pourra se substituer à L'EXPLOITANT, après injonction, adressée par courrier recommandé avec accusé de réception,

demeurée quinze jours sans effet, et les faire réaliser par une entreprise de son choix, aux frais exclusifs de L'EXPLOITANT sans préjudice de tous frais de remise en état consécutif à des dommages causés par l'inobservation des dispositions de la présente clause.

Article 9: Travaux & Aménagements

Tous les travaux et aménagements réalisés par L'EXPLOITANT, dans l'ensemble immobilier, pouvant changer sa destination, sa distribution, ses espaces et volumes, sa solidité, son aspect extérieur (pose de plaque, d'enseigne, de store, etc.), doivent faire l'objet de la demande, dès le stade de leur projet, d'un accord préalable et écrit du PROPRIETAIRE, sans préjudice des autorisations formelles à obtenir par ailleurs (permis de construire, déclaration de travaux, autorisation de la commission locale de sécurité, etc.) et doivent être réalisés suivant les règles de l'art et conformément aux réglementations relatives à la sécurité, l'urbanisme et l'hygiène.

A défaut d'accord exprès délivré par le service gestionnaire, le PROPRIETAIRE pourra exiger une remise à l'état initial des locaux transformés, à la charge exclusive de l'EXPLOITANT.

Tous les aménagements et installations faits par L'EXPLOITANT deviendront, sans indemnité, propriété du PROPRIETAIRE à la fin de l'occupation, à moins que ce dernier ne préfère que les lieux soient rétablis dans leur état primitif.

Afin d'obtenir l'autorisation d'exécuter les travaux, L'EXPLOITANT communiquera au PROPRIETAIRE tous documents relatifs aux travaux ou installations projetés tels que plans, notes techniques ou tout autre document que le PROPRIETAIRE jugera nécessaire.

L'EXPLOITANT fera son affaire personnelle de toutes réclamations faites par les voisins ou les tiers lors de la réalisation de ces travaux et souscrira toutes les assurances nécessaires à la réalisation desdits travaux.

L'EXPLOITANT et les occupants devront supporter sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnité, tous travaux que le PROPRIETAIRE serait amené à faire exécuter en cours de convention dans les locaux quelles qu'en soient la nature et la durée. Il devra donner accès aux architectes, techniciens, entrepreneurs, ouvriers chargés de surveiller, conduire et exécuter ces travaux. Pour faciliter au mieux leur accueil et l'accès des entreprises à la structure, l'EXPLOITANT sera informé en amont des visites.

Pour les travaux dont il aura la maîtrise, le PROPRIETAIRE veillera à ce qu'ils soient faits avec diligence et de façon à limiter dans la mesure du possible la gêne qu'ils pourraient occasionner à L'EXPLOITANT, tout en garantissant le respect des règles de sécurité pour le public.

Article 10: Dispositions relatives à la sécurité incendie de l'Etablissement Recevant du Public (ERP)

L'EXPLOITANT s'engage à respecter les normes de sécurité et le nombre de personnes pouvant être accueillies simultanément défini par la commission de sécurité.
Pour information, l'ensemble immobilier est classé dans la catégorie des établissements de type L de 5e catégorie avec un effectif maximum de 156 personnes.

L'EXPLOITANT désigne en son sein un Responsable Unique de Sécurité, dont le nom et les coordonnées seront communiqués à la Ville, qui aura en charge de :

- ✓ D'instruire les personnels, placés sous son autorité et ceux travaillant dans les locaux, des précautions à prendre pour assurer leur propre sécurité et celle du public accueilli ; à cet effet, les informations et instructions leur seront données en ce qui concerne notamment les conditions de circulation dans l'établissement et les dispositions à prendre en cas d'incendie, d'accident et de sinistre ;
- ✓ De prendre toutes les mesures de sécurité prévues par la réglementation en matière de locaux accueillant du public, afin de garantir la sécurité des personnes et des équipements ;

- ✓ De procéder aux contrôles et vérifications périodiques obligatoires. Il fournira au PROPRIETAIRE, copie des rapports établis par un organisme agréé ;
- ✓ De tenir à jour le registre de sécurité et procéder régulièrement aux essais de l'alarme incendie du bâtiment ainsi qu'à des exercices d'évacuation, en collaboration avec les autres établissements. Il doit également s'informer et se former à la règlementation sécurité incendie. Il devra être présent le jour de la visite de la Sous Commission Départementale de Sécurité du Bas-Rhin.

Dans le cas où ce Responsable Unique de Sécurité fait partie intégrante du personnel de l'EXPLOITANT, dont le nom et les coordonnées seront communiqués au PROPRIETAIRE, ce dernier aura en charge :

- ✓ d'instruire les personnels, placés sous son autorité et ceux travaillant dans les locaux, des précautions à prendre pour assurer leur propre sécurité et celle du public accueilli ; à cet effet, les informations et instructions leur seront données en ce qui concerne notamment les conditions de circulation dans l'établissement et les dispositions à prendre en cas d'incendie, d'accident et de sinistre ;
- ✓ de prendre toutes les mesures de sécurité prévues par la réglementation en matière de locaux accueillant du public, afin de garantir la sécurité des personnes et des équipements ;
- ✓ de procéder aux contrôles et vérifications périodiques obligatoires. Il fournira au PROPRIETAIRE, copie des rapports établis par un organisme agréé ;
- ✓ de tenir à jour le registre de sécurité et procéder régulièrement aux essais de l'alarme incendie du bâtiment ainsi qu'à des exercices d'évacuation, en collaboration avec les autres établissements. Il doit également s'informer et se former à la règlementation sécurité incendie. Il devra être présent le jour de la visite de la Sous Commission Départementale de Sécurité du Bas-Rhin.

Dans le cas où le Responsable Unique de Sécurité ne fait pas partie intégrante du personnel de l'EXPLOITANT, ce dernier s'engage :

- ✓ à garantir au Responsable Unique de Sécurité l'accès à tous les locaux dont il a l'usage exclusif et lui remettre le cas échéant un jeu de clés ;
- ✓ à respecter et faire respecter toutes les mesures de sécurité prévues par la réglementation en matière de locaux accueillant du public ainsi que les consignes données par le Responsable Unique de Sécurité ;
- ✓ à informer le Responsable Unique de Sécurité de toute observation ou difficultés pouvant nuire à l'exploitation normale des locaux.

Article 11: <u>Dispositions relatives aux bruits et aux nuisances sonores</u>

Conformément à l'arrêté municipal du 9 Juillet 1998, sont interdits les bruits gênants par leur intensité, leur durée ou leur caractère répétitif et notamment ceux produits par les émissions sonores de toute nature, les émissions vocales et musicales, l'emploi d'appareils et de dispositifs de diffusion sonore.

Des dérogations aux interdictions d'émissions sonores de toute nature, d'émissions vocales et musicales, de tirs de pièces d'artifice et des dérogations d'emploi d'appareils et de dispositifs de diffusion sonore peuvent être accordées par le Maire lors de circonstances particulières telles que manifestations commerciales, fêtes, réjouissances publiques et privées.

L'EXPLOITANT doit prendre toutes mesures utiles pour que les bruits et notamment la musique émanant des locaux et ceux qui sont liés à leur exploitation ne soient à aucun moment gênants pour les habitants du même immeuble, des immeubles mitoyens et du voisinage.

L'EXPLOITANT doit rappeler aux utilisateurs des locaux par tout moyen adéquat la nécessité de respecter la tranquillité du voisinage en sortie d'établissement, en terrasse ou sur le parvis.

Article 12: Mise à disposition ponctuelle à un tiers

L'EXPLOITANT est autorisé à mettre à disposition les locaux ou une partie de ceux-ci pour des utilisations et manifestations ponctuelles prévues par une convention spécifique, établie par l'EXPLOITANT et dont un modèle sera transmis au PROPRIETAIRE et annexé au registre de sécurité.

L'autorisation est subordonnée à la réalisation des conditions suivantes :

- ✓ l'utilisation des locaux devra être réservée à une action conforme à la vocation de l'association et de l'immeuble ;
- ✓ l'utilisation des locaux devra être conforme aux arrêtés et réglementations en vigueur ;
- ✓ l'utilisation des locaux ne devra porter d'aucune manière atteinte à l'ordre public ; lors de ces occupations, toutes les mesures d'hygiène et de sécurité devront être prises pour garantir la sécurité des personnes et des biens ainsi que la tranquillité du voisinage ;
- ✓ la pratique du culte est interdite.

En outre, L'EXPLOITANT s'engage à respecter et faire respecter le principe de pluralisme dans un cadre républicain et laïc, c'est-à-dire assurer le respect de l'expression pluraliste des courants de pensée et d'opinion, en particulier dans le cadre de manifestations politiques et cultuelles ; Il concourt à encourager les manifestations permettant de favoriser le dialogue, l'ouverture, les échanges citoyens et interculturels.

Article 13: Condition de mises à disposition à un tiers

Dans le cas d'une mise à disposition en dehors des heures d'ouverture de l'établissement, L'EXPLOITANT devra fournir au tiers les consignes générales d'hygiène et de sécurité de l'ERP et organiser avec lui une visite des locaux. Il devra :

- ✓ expliquer les consignes générales et particulières de sécurité et d'hygiène (incendie, hygiène et tranquillité),
- ✓ transmettre les coordonnées de la (des) personne(s) à contacter en cas d'urgence,
- ✓ procéder à une visite de l'établissement et à une reconnaissance des voies d'accès, des points de ralliement, des itinéraires d'évacuation et des issues de secours qui devront être maintenus dégagés,
- ✓ s'assurer de la bonne compréhension du tiers quant à l'emplacement des dispositifs d'alarme et des moyens d'extinction ainsi que sur leur mise en œuvre (déclencheurs, extincteurs, robinets d'incendie armés,…),
- ✓ s'assurer que le tiers a souscrit une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile générale ainsi que celle des personnes éventuellement placées sous sa responsabilité
- ✓ communiquer l'effectif maximal autorisé.

Article 14: Remboursement des charges locatives

Dans le cadre des mises à disposition de locaux prévues à l'article 12 (hormis le cas des mises à disposition gratuites mentionnées dans l'article 12), L'EXPLOITANT est autorisé à encaisser une somme forfaitaire calculée selon un tarif horaire d'occupation.

Il correspond au seul remboursement des charges locatives, déterminées sur la base du compte d'exploitation de la structure et comprend en particulier les frais de chauffage, d'éclairage, de nettoyage et de gardiennage.

Chaque année, avant le 1er mai, le ou les tarifs de remboursement des charges ainsi que leur mode de calcul seront communiqués au PROPRIETAIRE.
L'EXPLOITANT s'engage à appliquer strictement ces tarifs.

L'EXPLOITANT, gestionnaire de l'immeuble municipal, exerce une mission de service public. En conséquence, le principe d'égalité des usagers s'applique et signifie que toute personne dispose d'un droit égal à l'accès au service, participe de manière égale aux charges financières résultant du service et enfin doit être traitée de la même façon que tout autre usager du service.

Néanmoins, une différenciation des tarifs peut être envisagée, à condition que pour aucun usager, le tarif ne dépasse le prix de revient du service :

- ✓ en raison de l'origine communale ou non des usagers (Décision du Conseil d'Etat, 5 octobre 1984) ;
- ✓ en raison du niveau de ressources et des charges familiales de l'usager (Décision du Conseil d'Etat, 29 décembre 1997).

Article 15: Cession et sous-occupation

L'EXPLOITANT ne pourra sous-occuper les locaux en totalité ou en partie, sans le consentement préalable et écrit du PROPRIETAIRE sous peine de nullité des sous-occupations consenties au mépris de cette clause, et même de résiliation des présentes, si bon semble au PROPRIETAIRE.

Article 16: Impôts et taxes

L'EXPLOITANT s'acquitte de l'ensemble des taxes et contributions afférentes à l'immeuble qui fait l'objet de la présente convention, hormis celles incombant au PROPRIETAIRE.

Article 17: Visite et surveillance des locaux

Pendant toute la durée de la convention, L'EXPLOITANT devra laisser le PROPRIETAIRE ou ses mandataires visiter les lieux mis à disposition pour s'assurer de leur état, et devra fournir dès leur première demande toutes les justifications qui pourraient lui être demandées de la bonne exécution de la convention.

L'EXPLOITANT laissera également pénétrer dans les lieux les agents ayant à effectuer les travaux jugés utiles par le PROPRIETAIRE, qui s'engage à prévenir l'EXPLOITANT au moins 48h à l'avance, sauf cas d'urgence.

Article 18: Contrôles du PROPRIETAIRE

L'EXPLOITANT s'engage :

- ✓ à informer le PROPRIETAIRE de tous les problèmes pouvant survenir dans l'exercice de la présente convention, notamment de tous dommages survenus aux biens mis à disposition ;
- ✓ à autoriser le contrôle de ses actions et l'examen de ses comptes par les services du PROPRIETAIRE, notamment par l'accès aux locaux et aux documents administratifs et comptables.

Article 19: Obligation d'information et de communication

L'EXPLOITANT s'engage à informer le PROPRIETAIRE, sous un mois à compter de leur survenance, de tous les changements survenus dans son fonctionnement, dans son administration ou sa direction, et à lui transmettre ses statuts actualisés.

Selon leur nature, ces changements pourront donner lieu à une révision de la présente convention par voie d'avenant, voire à sa résiliation dans les conditions prévues aux articles 25, 26, 27 et 28.

L'EXPLOITANT s'engage à faire état du soutien du PROPRIETAIRE dans sa communication.

Article 20: Droit d'utilisation temporaire

La mise à disposition permanente des locaux et matériels n'exclut pas pour le PROPRIETAIRE la possibilité de demander à L'EXPLOITANT l'utilisation temporaire de l'équipement pour lui-même ou pour d'autres personnes morales privées ou publiques.

Les demandes, signifiées à L'EXPLOITANT, devront préciser les conditions d'utilisation et dégager la responsabilité de L'EXPLOITANT.

L'EXPLOITANT ne pourra pas demander de contrepartie financière au PROPRIETAIRE, ni au titre de la mise à disposition des locaux, ni au titre des frais et charges en découlant.

En cas d'impossibilité de donner satisfaction, L'EXPLOITANT devra motiver son refus par écrit.

Article 21: Restitution des locaux

L'EXPLOITANT devra, au plus tard le jour de l'expiration de la convention, rendre les biens immobiliers mis à disposition en bon état dans la limite de leur usure normale de réparation et d'entretien locatif, ce qui sera constaté par un état des lieux de sortie à la suite duquel L'EXPLOITANT remettra les clés aux représentants du PROPRIETAIRE.

Cet état des lieux devra être effectué 15 jours avant la date d'expiration de la convention.

Si des réparations ou travaux à la charge de L'EXPLOITANT s'avéraient nécessaires, ce dernier devra notifier au PROPRIETAIRE, dans les 48h du jour de l'état des lieux, son intention de les exécuter lui– même.

A défaut, le PROPRIETAIRE pourra réaliser les travaux de remise en état aux frais de L'EXPLOITANT.

CHAPITRE III : CONDITIONS FINANCIERES

Article 22: Redevance

La mise à disposition est consentie et acceptée à titre gratuit, sous réserve que, conformément aux dispositions de l'article L. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques, l'EXPLOITANT dispose d'un statut d'association à but non lucratif qui concourt à la satisfaction d'un intérêt général.

L'avantage en nature ainsi alloué fera l'objet d'une information appropriée en annexe des documents comptables de L'EXPLOITANT.

A chaque date anniversaire de la convention, la valeur locative fera l'objet d'une révision annuelle de plein droit en fonction de la variation de l'Indice du Coût de la Construction (I.C.C.) établi trimestriellement par l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (I.N.S.E.E.)

L'indice de référence est :

Date : 3ème trimestre 2015 Valeur de l'indice : 1 608

CHAPITRE IV : AUTRES CONDITIONS

Article 23: Assurances

L'EXPLOITANT s'engage à souscrire une police d'assurance auprès d'une compagnie d'assurances notoirement connue et solvable, couvrant sa responsabilité civile générale ainsi que celle des personnes éventuellement placées sous sa responsabilité. La police d'assurance devra comprendre par ailleurs les garanties afférentes, notamment :

- ✓ À l'incendie, l'explosion, les dommages électriques ou causés par la foudre ;

- ✓ Aux dégâts des eaux ;
- ✓ Au vol, vandalisme y compris les détériorations à la suite d'un vol ;
- ✓ Aux dommages d'incendie, d'explosions occasionnées par les émeutes, mouvements populaires, attentats, actes de terrorisme et de sabotage ;
- ✓ Aux bris de glace ;
- ✓ Aux recours des voisins et des tiers ;
- ✓ Aux catastrophes naturelles.

L'EXPLOITANT devra justifier à chaque demande du PROPRIETAIRE de l'existence de telles polices d'assurance et du règlement des primes correspondantes. L'EXPLOITANT s'engage à aviser immédiatement LE PROPRIETAIRE de tout sinistre.

Le PROPRIETAIRE informe l'EXPLOITANT qu'il a souscrit une assurance dommage aux biens concernant l'ensemble de son patrimoine immobilier.

Article 24: Mesures d'ordre public

En cas d'atteinte à l'ordre public, de non respect de la sécurité des usagers, de la tranquillité du voisinage, des règles de salubrité publiques ou de dégâts interdisant la continuité normale de l'activité, le PROPRIETAIRE se réserve le droit de procéder à la fermeture temporaire ou définitive des locaux sans préavis, sur arrêté pris par son Maire, et sans être tenu au versement d'une indemnisation.

Article 25: Résiliation pour motif d'intérêt général

De façon générale, la présente convention est précaire et révocable. Le PROPRIETAIRE peut la résilier à tout moment pour un motif d'intérêt général moyennant le respect d'un préavis d'un mois adressé par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception à L'EXPLOITANT.

Article 26: Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des lois et règlements ou de l'une quelconque des obligations contenues dans la présente convention, après mise en demeure, adressée par courrier recommandée avec accusé de réception, restée infructueuse dans un délai d'un mois. Il est expressément convenu que la réalisation de l'un ou l'autre des évènements, conditions ou situations énoncés ci-après :

- ✓ le défaut d'obtention des autorisations nécessaires à l'exercice de l'activité dans un délai d'un mois suivant l'installation les locaux ;
- ✓ le défaut de présence effective de l'occupant dans les locaux pour une durée supérieure à un mois, consécutifs ou non, en dehors des périodes de congés ;
- ✓ le défaut de présentation des doubles de la ou des police(s) d'assurances par l'EXPLOITANT conforme(s) aux dispositions de l'article 23 de la présente Convention au jour de l'entrée dans les locaux ;

sera ou seront constitutif(s) d'une faute de L'EXPLOITANT donnant droit à la résiliation de la présente convention et donnera lieu à l'éviction de L'EXPLOITANT sans autre délai ou formalité et sans que ce dernier puisse se prévaloir d'une indemnité quelconque pour un motif quelconque, ceci n'ayant pas pour effet d'exonérer L'EXPLOITANT des sommes dues au PROPRIETAIRE ou des obligations contractées à son égard.

Article 27: Résiliation à l'initiative de l'EXPLOITANT

Durant la période d'occupation de la présente convention, L'EXPLOITANT aura la faculté de résilier la convention en notifiant au PROPRIETAIRE sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception, trente jours au moins avant le terme choisi.

La présente convention prendra fin au plus tôt, au terme de trente jours calendaires à compter de la date de réception de la lettre recommandée, sous réserve que L'EXPLOITANT soit à jour de l'ensemble de ses redevances et obligations financières vis-à-vis du PROPRIETAIRE dans le cadre de la présente convention.

Les charges restent dues jusqu'à l'extinction de la présente convention.

Article 28: Autre cas de résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit, par la dissolution ou la liquidation de l'EXPLOITANT pour quelle que cause que ce soit, ou par la destruction totale ou partielle des locaux par cas fortuit ou de force majeure. En cas de destruction partielle, la présente convention pourra être résiliée à la demande de l'une ou l'autre des parties sans préjudice pour le PROPRIETAIRE de ses droits éventuels contre l'EXPLOITANT si la destruction peut être imputée à ce dernier. La résiliation de la présente convention par le PROPRIETAIRE ne donnera lieu à aucune indemnisation.

Article 29: Résiliation des précédentes

La présente convention remplace et annule la(les) précédente(s).

Article 30: Litige

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle. En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Article 31: Election de domicile

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile au Centre Administratif, 1, Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG CEDEX.

Fait en double exemplaire, à Strasbourg, le

Pour la Ville de Strasbourg	Pour l'AEP St Ignace
Le Maire	Le Président
Roland RIES	**Jacques SEMANT**

Signature précédée de la mention « lu et approuvé »

1020

Annexe 1 : Liste des vérifications techniques réglementaires (extrait du registre de sécurité ERP de la ville de Strasbourg).

VERIFICATIONS TECHNIQUES PERIODIQUES

(= vérification de l'état de conservation et du maintien du bon fonctionnement)

à faire réaliser par un organisme de contrôle ou un technicien compétent suivant le cas, selon une périodicité définie réglementairement :

INSTALLATIONS TECHNIQUES	PERIODICITE A RESPECTER	INTERVENANT	TEXTE	OBSERVATIONS
INSTALLATIONS ELECTRIQUES	1 AN	Organisme agréé ou technicien compétent	EL 19 et GE6 à GE9	
MOYENS DE SECOURS EXTINCTEURS, RIA	1 AN	Technicien compétent	MS 73	
INSTALLATIONS DE DESENFUMAGE	1 AN	Organisme agréé ou technicien compétent	DF 8	
INSTALLATIONS DE DETECTION INCENDIE	1 AN	Technicien compétent	MS 73	
SYSTEME DE SECURITE INCENDIE	3 ANS	Organisme agréé pour les SSI A et B	MS 73	= Triennale SSI (avec remise en cause possible de la conception)
EQUIPEMENT D'ALARME	1 AN	Organisme agréé ou technicien compétent	MS 73	
INSTALLATIONS DE GAZ	1 AN	Organisme agréé ou technicien compétent	GZ 30	
ASCENSEURS + Câbles et chaînes de suspension	5 AN 6 MOIS	Organisme agréé Entreprise chargée de l'entretien	AS 9	Examen conformité et essais vitesse et dispositifs de sécurité
INSTALLATIONS DE CHAUFFAGE	1 AN	Organisme agréé ou technicien compétent	CH58	Les vérifications concernent : les brûleurs et foyers, les dispositifs de protection et régulation, l'étanchéité des appareils et canalisations d'alimentation Butane, propane : contrôle étanchéité tuyauteries et accessoires, bon fonctionnement accessoires
CHAUFFERIE DE PUISSANCE > 1000KW (ZPS)	2 ANS	Organisme agréé (contrôle à la diligence et aux frais de l'exploitant)	Décret 98-833 du 16 septembre 1998	Contrôle périodique consistant en un calcul du rendement et le contrôle de sa conformité, le contrôle du bon fonctionnement des appareils de mesure et contrôle, la vérification du bon état et bon fonctionnement, la vérification de la tenue du livret de chaufferie
APPAREILS DE CUISSON	1 AN	Organisme agréé ou technicien compétent	GC 22	
EQUIPEMENTS SPORTIFS (cages de but foot, hand, hockey et basket)				Vérification stabilité et solidité à effectuer lors de l'installation, puis Entretien seul imposé par le décret 96-495
PORTES ET PORTAILS AUTOMATIQUES	6 MOIS	Technicien compétent	Code du travail : arrêté du 21/12/93	

Annexe 2 : Liste des installations à entretenir (extrait du registre de sécurité ERP de la ville de Strasbourg).

ENTRETIEN DES INSTALLATIONS

à la charge de l'utilisateur, réalisé selon le cas par le personnel compétent de l'établissement ou par une entreprise spécialisée par le biais de contrats de maintenance :

INSTALLATIONS TECHNIQUES	INTERVENANT	TEXTE	OBSERVATIONS
INSTALLATIONS ELECTRIQUES	Une personne physique de l'établissement (présence pendant ouverture public pour 1ère et 2ème catég.)	EL18 et décret 14 nov. 88	Entretien et maintien en bon état de fonctionnement : les défectuosités et défauts d'isolement doivent être réparés dès leur constatation. Eclairage de sécurité : 1 fois par mois, s'assurer du passage à la position de fonctionnement et de la remise automatique en position de veille, 1 fois tous les 6 mois s'assurer de l'autonomie d'au moins 1 h.
MOYENS DE SECOURS EXTINCTEURS, RIA	Technicien compétent	MS 72	Maintien en permanence du bon état de fonctionnement ; Le contrat d'entretien doit inclure des essais fonctionnels
INSTALLATIONS DE DESENFUMAGE	Personnel compétent	DF 7	Procéder périodiquement à l'entretien de la source de sécurité suivant EL18, et à l'entretien courant des éléments mécaniques et électriques
INSTALLATIONS DE DETECTION AUTOMATIQUE INCENDIE	Personnel compétent	DF7	Le contrat d'entretien obligatoire doit inclure des essais fonctionnels Procéder périodiquement à l'entretien des détecteurs de fumées suivant notice constructeur
SYSTEME DE SECURITE INCENDIE	Technicien compétent	MS68	Les SSI A et B doivent faire l'objet d'un contrat d'entretien
EQUIPEMENT D'ALARME	Technicien compétent ou installateur	MS68	Maintenir en bon état de fonctionnement
INSTALLATIONS DE GAZ	Exploitant	GZ29	Annuellement : Contrôle visuel de bon état et ramonage / visite des conduits d'évacuation
ASCENSEURS	Personnel spécialisé	AS 8	Contrat d'entretien et maintenance obligatoire par arrêté du 11 mars 1997 Contrôle tous les 6 mois en application de AS9
TRAITEMENT D'AIR ET VENTILATION	L'utilisateur	CH39	Entretien des filtres : tenue d'un livret d'entretien, visite périodique tous les 3 mois
INSTALLATION DE CHAUFFAGE		CH57	Doivent être entretenues régulièrement et maintenues en bon état de fonctionnement Les conduits de fumée, cheminées doivent être ramonés et nettoyés tous les ans
APPAREILS DE CUISSON	Exploitant	GC 21	Maintenir en bon état de fonctionnement et ramonage conduits d'évacuation tous les 6 mois Circuit extraction air vicié buées graisses à nettoyer 1 fois par an, filtres 1 fois par semaine
EQUIPEMENTS SPORTIFS		Décret 96-495 du 4 juin 1996	Entretenir régulièrement les équipements de façon à répondre en permanence aux exigences de sécurité fixées dans le décret Périodicité non définie, laissée à l'appréciation du propriétaire qui doit établir un plan de vérification et d'entretien
PORTES ET PORTAILS AUTOMATIQUES	Technicien compétent	CO 48 arrêté du 21 déc. 93	Doivent faire l'objet d'un contrat d'entretien

Annexe 3 : Autres réparations ayant le caractère de réparations locatives.

I. - Parties extérieures dont le locataire a l'usage exclusif.

a) Jardins privatifs :

Entretien courant, notamment des allées, pelouses, massifs, bassins et piscines.
Taille, élagage, échenillage des arbres et arbustes. Remplacement des arbustes.
Réparation et remplacement des installations mobiles d'arrosage.
Peintures et menues réparations des bancs de jardins et des équipements de jeux et grillages.
Entretien du matériel horticole.

b) Auvents, toitures, terrasses et marquises :

Enlèvement de la mousse et des autres végétaux.

c) Descentes d'eaux pluviales, canalisations d'évacuations, caniveaux, chéneaux et gouttières :

Dégorgement des conduits.
Entretien courant nettoyage.

d) Aire de jeux :

Entretien courant.
Remplacement du sable des bacs et du petit matériel de jeux.
Peintures et menues réparations des équipements de jeux.

II. - Ouvertures intérieures et extérieures.

a) Sections ouvrantes telles que portes et fenêtres :

Graissage des gonds, paumelles et charnières.
Menues réparations des boutons et poignées de portes, des gonds, crémones et espagnolettes, remplacement notamment de boulons, clavettes et targettes.

b) Vitrages :

Réfection des mastics.
Remplacement des vitres détériorées.
Nettoyages des façades vitrées.

c) Dispositifs d'occultation de la lumière tels que stores et jalousies :

Graissage.
Remplacement notamment de cordes, poulies ou de quelques lames.

d) Serrures et verrous de sécurité :

Graissage.
Remplacement de petites pièces ainsi que des clés égarées ou détériorées.

e) Grilles :

Nettoyage et graissage.
Remplacement notamment de boulons, clavettes, targettes.

III. - Parties intérieures.

a) Plafonds, murs intérieurs et cloisons :

Maintien en état de propreté.
Menus raccords de peintures et tapisseries.
Remise en place ou remplacement de quelques éléments des matériaux de revêtement tels que faïence, mosaïque, matière plastique.
Rebouchage des trous rendu assimilable à une réparation par le nombre, la dimension et l'emplacement de ceux-ci.

b) Parquets, moquettes et autres revêtements de sol :

Encaustiquage et entretien courant de la vitrification.
Remplacement de quelques lames de parquets et remise en état, pose de raccords de moquettes et autres revêtements de sol, notamment en cas de taches et de trous.

c) Placards et menuiseries telles que plinthes, baguettes et moulures :

Remplacement des tablettes et tasseaux de placard et réparation de leur dispositif de fermeture ; fixation de raccords et remplacement de pointes de menuiseries.

IV. - Installations de plomberie.

a) Canalisations d'eau :

Dégorgement.
Remplacement des joints, colliers, clapets et presse-étoupes des robinets.
Remplacement des joints, flotteurs et joints cloches des chasses d'eau.

b) Canalisations de gaz :

Entretien courant des robinets, siphons et ouvertures d'aération.
Remplacement périodique des tuyaux souples de raccordement.

c) Fosses septiques, puisards et fosses d'aisance :

Vidange, entretien courant et graissage des pompes de relais, jauges, contrôleurs de niveau.
Entretien des groupes moto-pompes de puisards, pompes de relevage.

d) Chauffage, production d'eau chaude et robinetterie :

Contrôles des raccordements et de l'alimentation des chauffe-eau électriques, contrôle de l'intensité absorbée.
Contrôle des groupes de sécurité.
Contrôle et réfection d'étanchéité des raccordements eau froide eau chaude.
Réglage des thermostats et contrôle de la température d'eau.
Réglage de débit et température de l'eau chaude sanitaire.
Vérification et réglage des appareils de commande, d'asservissement, de sécurité d'aquastat et de pompe.
Dépannage.
Remplacement des bilames, pistons, membranes, boîtes à eau, allumage piézo-électrique, résistances, thermostats, clapets et joints des appareils à gaz .
Rinçage et nettoyage des corps de chauffe et tuyauteries.
Nettoyage des gicleurs, électrodes filtres et clapets des brûleurs.
Graissage des vannes, robinets et réfections des presse-étoupes.
Remplacement des ampoules des voyants lumineux et ampoules de chaufferie.
Entretien et réglage des appareils de régulation automatique et de leurs annexes.
Vérification et entretien des régulateurs de tirage.
Réglage des vannes, robinets et tés ne comprenant pas d'équilibrage.
Purge des points de chauffage.
Frais de contrôle de combustion.
Entretien des épurateurs de fumée.
Opérations de mise en repos en fin de saison de chauffage, rinçage des corps de chauffe et tuyauteries,

nettoyage de chaufferies, y compris leurs puisards et siphons, ramonage des chaudières, carneaux et cheminées.
Vérification, nettoyage et graissage des organes des pompes à chaleurs.
Contrôles périodiques visant à éviter les fluides de fluide frigogène des pompes à chaleur.
Réparations visant à remédier aux fuites de fluides frigorigènes des pompes à chaleur
Recharge en fluide frigorigène des pompes à chaleur.
Entretien de l'adoucisseur, du détartreur d'eau, du suppresseur et du détendeur.

e) Eviers et appareils sanitaires :

Nettoyage des dépôts de calcaire, remplacement des tuyaux flexibles de douches.

V. - Equipements d'installations d'électricité.

Remplacement des interrupteurs, prises de courant, coupe-circuits et fusibles, des ampoules, tubes lumineux.
Réparation ou remplacement des baguettes ou gaines de protection.
Entretien ou réparation des digicodes et interphones
Remplacement des schémas électriques perdus ou égarés.

VI. - Autres équipements.

a) Entretien courant et menues réparations des appareils tels que réfrigérateurs, machines à laver le linge et la vaisselle, sèche-linge, hottes aspirantes, adoucisseurs, capteurs solaires, pompes à chaleur, appareils de conditionnement d'air, antennes individuelles de radiodiffusion et de télévision, meubles scellés, cheminées, glaces et miroirs.

b) Menues réparations nécessitées par la dépose des bourrelets.

c) Graissage et remplacement des joints des vidoirs.

d) Ramonage des conduits d'évacuation des fumées et des gaz ainsi que des conduits de ventilation.

e) Nettoyage périodique de la face extérieure des capteurs solaires. Vérification, nettoyage et graissage des organes des capteurs solaires.

f) Cloison mobile :

Roulement à billes, galets, poignée de manœuvre, cylindre, système de réglage, contrôle de stabilité et d'aplomb, lessivage des supports et remplacement des éléments détériorés.
Nettoyage et graissage des rails.

g) Boîte aux lettres :

Entretien, réparation et remplacement de serrure.

VII. - Hygiène.

Sacs en plastique et en papier nécessaires à l'élimination des déchets.
Produits relatifs à la désinsectisation et la désinfection, y compris des colonnes sèches de vidoir

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE PATRIMOINE IMMOBILIER DU DOMAINE PUBLIC

Entre les soussignés

LA VILLE DE STRASBOURG, 1, Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par Monsieur le Maire, Roland RIES, dûment habilité à cet effet par délibération du Conseil Municipal du 12 décembre 2016

Ci après désigné par les termes « LE PROPRIETAIRE »,

D'une part,

ET

L'association Speaker « SP3AK3R », régulièrement inscrite au registre des associations du Tribunal d'instance de Strasbourg sous le VOL n° 97 FOL N° 187 dont le siège est au 30, rue Schulmeister à Strasbourg (67100) et représentée par Madame Nora TAFIROULT, sa Présidente en exercice.

Ci après désigné par les termes « L'EXPLOITANT »,

D'autre part,

Préambule

Consciente de leur caractère d'intérêt général, la Ville de Strasbourg apporte son soutien aux associations participant à l'organisation et au développement des activités culturelles, sportives, citoyennes, humanitaires et de loisirs représentant un intérêt local en mettant gratuitement à disposition des locaux désignés à l'article 1.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la propriété des personnes publiques,

Il a été convenu ce qui suit :

CHAPITRE I : CONDITIONS GENERALES

Article 1: Objet de la convention

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de L'EXPLOITANT, l'ensemble immobilier municipal ci-dessous :

Identification de l'immeuble

Dénomination :Cybercentre

Adresse : 30, rue Schulmeister

67100 Strasbourg Quartier : Meinau

Caractéristiques techniques (hors extérieurs)

Surface totale en m² : 130

Références cadastrales Sections : Numéros :

Identification des locaux

Intitulé	Type d'espace	Situation	Surface utile en m²
salle multiactivités	Pédagogique	Rez-de-chaussée	130m2
Identification des espaces extérieurs			

Article 2: Domanialité publique

La présente convention est conclue sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public, dans la mesure où l'immeuble appartient à une personne publique, qu'il participe à la mise en œuvre d'une mission de service public exercée par l'EXPLOITANT, et qu'il a fait l'objet d'un aménagement indispensable à cet effet.

Cette mise à disposition prend donc la forme d'une occupation privative du domaine public.

De fait, la mise à disposition ne peut être que temporaire et est consentie à titre précaire et révocable à tout moment, conformément aux dispositions des articles L. 2122-2 et L. 2122-3 du code général des collectivités territoriales.

En conséquence, l'EXPLOITANT ne pourra, en aucun cas, se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux et à l'occupation ou à quelque autre droit.

Article 3: Durée

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée maximale de quatre années, entières et consécutives, à compter de la date de signature par les deux parties.

Toutefois, cette entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la collectivité d'un exemplaire de la présente convention dûment signée par le représentant légal de l'association.

Elle ne peut donner lieu à renouvellement tacite. Il appartient à L'EXPLOITANT de demander son renouvellement par courrier auprès du PROPRIETAIRE au moins trois mois avant la date d'échéance de la convention.

La présente convention pourra être résiliée selon les modalités énoncées aux articles 25, 26, 27 et 28.

Article 4: Etat des lieux

L'EXPLOITANT prend les lieux dans l'état où ils se trouvent au jour de l'entrée en jouissance.

Un état des lieux, établi en double exemplaire, annexé à la présente convention, a été préalablement dressé contradictoirement entre LE PROPRIETAIRE et L'EXPLOITANT et sera réévalué au départ de ce dernier.

Article 5: Destination des locaux

L'ensemble immobilier, objet de la présente, est à l'usage exclusif d'activités socioculturelles, culturelles, éducatives et sociales, à destination de tous publics.

L'EXPLOITANT s'engage à affecter les locaux à l'usage exclusif énoncé dans le présent article et complété par la convention pluriannuelle d'objectifs qui décline les activités mises en œuvre par l'association, faisant l'objet d'une délibération spécifique. Cette destination ne pourra faire l'objet d'aucun changement sans l'accord exprès écrit et préalable du PROPRIETAIRE.

L'EXPLOITANT déclare faire son affaire personnelle des autorisations qui seraient, le cas échéant, nécessaires à l'exercice de son activité dans les biens immobiliers, notamment agrément, autorisations d'ouverture et d'accueil du public et autres. Il s'oblige à se conformer et à exécuter à ses seuls frais, risques et périls pendant toute la durée de la convention, tous règlements et arrêtés, injonctions administratives ou toutes autres modifications le concernant en sa qualité d'occupant, le tout de manière à ce que la responsabilité du PROPRIETAIRE ne puisse être recherchée.

CHAPITRE II : CONDITIONS D'UTILISATION

La présente convention est consentie et acceptée sous les charges et conditions qui suivent.

Toute modification ne pourra résulter que d'un commun accord écrit et circonstancié des parties et fera l'objet d'un avenant. En conséquence, toute tolérance ne devra jamais être considérée comme un droit même avec le temps, LE PROPRIETAIRE pouvant toujours y mettre fin.

Article 6: Conditions générales de jouissance

L'EXPLOITANT s'engage à user du bien mis à disposition en bon père de famille paisiblement.

Par ailleurs, les charges d'entretien des installations, de vérifications périodiques et de réparations locatives relevant de l'EXPLOITANT sont précisées en annexes 1, 2 et 3 de la présente convention.

L'EXPLOITANT prendra toutes les précautions nécessaires pour que l'exercice de ses activités ne puisse nuire en quoi que ce soit à l'entretien, à la tranquillité, au bon aspect et à la bonne tenue de l'immeuble.

Il ne pourra être introduit ou conservé dans les locaux toute espèce d'animal (à l'exception des chiens guides d'aveugles), des matières dangereuses, insalubres et mal odorantes, notamment le stockage d'hydrocarbures, de gaz, de tous produits ou matières volatils, explosifs ou inflammables, exception faite des produits éventuellement volatils et inflammables, nécessaires dans le cadre de l'activité de l'EXPLOITANT à condition expresse qu'ils soient introduits en quantité infime, sous la responsabilité de l'EXPLOITANT, couverts par l'assurance de ce dernier et n'ayant pas vocation à être stockés.

L'installation et le stockage d'appareils à combustion, à mazout ou à gaz ou tout autre produit de synthèse pétrolier ou de charbonnage est formellement interdite.

L'EXPLOITANT devra établir et afficher de manière visible, dans les locaux accessibles au public, un règlement intérieur, dont un exemplaire sera transmis au PROPRIETAIRE dans le mois suivant la signature de la présente convention ; ce règlement intérieur devra préciser les conditions d'accès et de sécurité, d'hygiène et de tranquillité ainsi que les heures d'ouverture.

L'EXPLOITANT devra faire son affaire personnelle de la surveillance de l'ensemble immobilier.

Article 7: Abonnements et refacturation de charges

L'EXPLOITANT fera son affaire personnelle des démarches administratives en vue de souscrire les contrats d'abonnement nécessaires pour les télécommunications et la télésurveillance des locaux mis à disposition et s'engage à résilier les abonnements pour le jour de son départ.

Pour les fournitures non stockables (électricité, gaz, chauffage, eau….), les abonnements seront souscrits par l'EXPLOITANT qui règlera l'intégralité des factures.

Néanmoins, en cas d'absence de compteurs individualisés ou de sous-compteurs pour les fournitures non stockables (électricité, gaz, chauffage, eau….), et par conséquent d'abonnements souscrits par le PROPRIETAIRE, une refacturation des consommations à L'EXPLOITANT sera effectuée par LE PROPRIETAIRE annuellement sur la base du relevé des sous-compteurs ou en l'absence de ceux-ci, au prorata des surfaces, réalisé en présence d'une personne déléguée par L'EXPLOITANT.

Les charges relatives aux contrôles et vérifications réglementaires périodiques sont l'affaire de l'EXPLOITANT, sauf dispositions particulières en cas de groupement d'exploitation.

Article 8: Entretien

L'EXPLOITANT s'engage à préserver le patrimoine municipal en assurant l'entretien des locaux et en veillant à leur utilisation rationnelle, afin d'éviter toute dégradation ou toute usure anormale des équipements.

L'EXPLOITANT sera tenu d'effectuer dans les locaux, pendant toute la durée de la convention et à ses frais, tous travaux et réparations locatives ainsi que l'entretien et le nettoyage des locaux.

Il devra également faire nettoyer et entretenir à ses frais, périodiquement et au moins une fois par an, tous les appareils et installations diverses mises à sa disposition (climatisation, ventilation, installations électriques, installation de chauffage, système de détection de l'incendie, chaudière, etc.) pouvant exister dans les locaux et fournir au PROPRIETAIRE les justifications demandées et les homologations sécurité des différents matériels.

L'EXPLOITANT ne devra en aucun cas rien faire ou laisser faire qui puisse détériorer les locaux. Il prendra toute précaution contre le gel.

L'EXPLOITANT devra aviser immédiatement LE PROPRIETAIRE (au moyen du formulaire de saisine) de toute réparation à la charge de ce dernier dont il sera à même de constater la nécessité sous peine d'être tenu responsable de toute aggravation résultant de son silence ou de son retard.

A défaut d'exécution des travaux énumérés ci-dessus à la charge de L'EXPLOITANT et de tous travaux qui paraîtraient nécessaires au PROPRIETAIRE, ce dernier pourra se substituer à L'EXPLOITANT, après injonction, adressée par courrier recommandé avec accusé de réception, demeurée quinze jours sans effet, et les faire réaliser par une entreprise de son choix, aux frais exclusifs de L'EXPLOITANT sans préjudice de tous frais de remise en état consécutif à des dommages causés par l'inobservation des dispositions de la présente clause.

Article 9: Travaux & Aménagements

Tous les travaux et aménagements réalisés par L'EXPLOITANT, dans l'ensemble immobilier, pouvant changer sa destination, sa distribution, ses espaces et volumes, sa solidité, son aspect extérieur (pose de plaque, d'enseigne, de store, etc.), doivent faire l'objet de la demande, dès le stade de leur projet, d'un accord préalable et écrit du PROPRIETAIRE, sans préjudice des autorisations formelles à obtenir par ailleurs (permis de construire, déclaration de travaux, autorisation de la commission locale de sécurité, etc.) et doivent être réalisés suivant les règles de l'art et conformément aux réglementations relatives à la sécurité, l'urbanisme et l'hygiène.

A défaut d'accord exprès délivré par le service gestionnaire, le PROPRIETAIRE pourra exiger une remise à l'état initial des locaux transformés, à la charge exclusive de l'EXPLOITANT.

Tous les aménagements et installations faits par L'EXPLOITANT deviendront, sans indemnité, propriété du PROPRIETAIRE à la fin de l'occupation, à moins que ce dernier ne préfère que les lieux soient rétablis dans leur état primitif.

Afin d'obtenir l'autorisation d'exécuter les travaux, L'EXPLOITANT communiquera au PROPRIETAIRE tous documents relatifs aux travaux ou installations projetés tels que plans, notes techniques ou tout autre document que le PROPRIETAIRE jugera nécessaire.

L'EXPLOITANT fera son affaire personnelle de toutes réclamations faites par les voisins ou les tiers lors de la réalisation de ces travaux et souscrira toutes les assurances nécessaires à la réalisation desdits travaux.

L'EXPLOITANT et les occupants devront supporter sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnité, tous travaux que le PROPRIETAIRE serait amené à faire exécuter en cours de convention dans les locaux quelles qu'en soient la nature et la durée. Il devra donner accès aux architectes, techniciens, entrepreneurs, ouvriers chargés de surveiller, conduire et exécuter ces travaux. Pour faciliter au mieux leur accueil et l'accès des entreprises à la structure, l'EXPLOITANT sera informé en amont des visites.

Pour les travaux dont il aura la maîtrise, le PROPRIETAIRE veillera à ce qu'ils soient faits avec diligence et de façon à limiter dans la mesure du possible la gêne qu'ils pourraient occasionner à L'EXPLOITANT, tout en garantissant le respect des règles de sécurité pour le public.

Article 10: Dispositions relatives à la sécurité incendie de l'Etablissement Recevant du Public (ERP)

L'EXPLOITANT s'engage à respecter les normes de sécurité et le nombre de personnes pouvant être accueillies simultanément défini par la commission de sécurité.
Pour information, l'ensemble immobilier est classé dans la catégorie des établissements de type R de 5 catégorie avec un effectif maximum de 100 personnes.

L'EXPLOITANT désigne en son sein un Responsable Unique de Sécurité, dont le nom et les coordonnées seront communiqués à la Ville, qui aura en charge de :

- ✓ D'instruire les personnels, placés sous son autorité et ceux travaillant dans les locaux, des précautions à prendre pour assurer leur propre sécurité et celle du public accueilli ; à cet effet, les informations et instructions leur seront données en ce qui concerne notamment les conditions de circulation dans l'établissement et les dispositions à prendre en cas d'incendie, d'accident et de sinistre ;
- ✓ De prendre toutes les mesures de sécurité prévues par la réglementation en matière de locaux accueillant du public, afin de garantir la sécurité des personnes et des équipements ;
- ✓ De procéder aux contrôles et vérifications périodiques obligatoires. Il fournira au PROPRIETAIRE, copie des rapports établis par un organisme agréé ;
- ✓ De tenir à jour le registre de sécurité et procéder régulièrement aux essais de l'alarme incendie du bâtiment ainsi qu'à des exercices d'évacuation, en collaboration avec les autres établissements. Il doit également s'informer et se former à la règlementation sécurité incendie. Il devra être présent le jour de la visite de la Sous Commission Départementale de Sécurité du Bas-Rhin.

Dans le cas où ce Responsable Unique de Sécurité fait partie intégrante du personnel de l'EXPLOITANT, dont le nom et les coordonnées seront communiqués au PROPRIETAIRE, ce dernier aura en charge :

- ✓ d'instruire les personnels, placés sous son autorité et ceux travaillant dans les locaux, des précautions à prendre pour assurer leur propre sécurité et celle du public accueilli ; à cet effet, les informations et instructions leur seront données en ce qui concerne notamment les conditions de circulation dans l'établissement et les dispositions à prendre en cas d'incendie, d'accident et de sinistre ;
- ✓ de prendre toutes les mesures de sécurité prévues par la réglementation en matière de locaux accueillant du public, afin de garantir la sécurité des personnes et des équipements ;
- ✓ de procéder aux contrôles et vérifications périodiques obligatoires. Il fournira au PROPRIETAIRE, copie des rapports établis par un organisme agréé ;
- ✓ de tenir à jour le registre de sécurité et procéder régulièrement aux essais de l'alarme incendie du bâtiment ainsi qu'à des exercices d'évacuation, en collaboration avec les autres établissements. Il doit également s'informer et se former à la règlementation sécurité incendie. Il devra être présent le jour de la visite de la Sous Commission Départementale de Sécurité du Bas-Rhin.

Dans le cas où le Responsable Unique de Sécurité ne fait pas partie intégrante du personnel de l'EXPLOITANT, ce dernier s'engage :

- ✓ à garantir au Responsable Unique de Sécurité l'accès à tous les locaux dont il a l'usage exclusif et lui remettre le cas échéant un jeu de clés ;

- ✓ à respecter et faire respecter toutes les mesures de sécurité prévues par la réglementation en matière de locaux accueillant du public ainsi que les consignes données par le Responsable Unique de Sécurité ;
- ✓ à informer le Responsable Unique de Sécurité de toute observation ou difficultés pouvant nuire à l'exploitation normale des locaux.

Article 11: Dispositions relatives aux bruits et aux nuisances sonores

Conformément à l'arrêté municipal du 9 Juillet 1998, sont interdits les bruits gênants par leur intensité, leur durée ou leur caractère répétitif et notamment ceux produits par les émissions sonores de toute nature, les émissions vocales et musicales, l'emploi d'appareils et de dispositifs de diffusion sonore.

Des dérogations aux interdictions d'émissions sonores de toute nature, d'émissions vocales et musicales, de tirs de pièces d'artifice et des dérogations d'emploi d'appareils et de dispositifs de diffusion sonore peuvent être accordées par le Maire lors de circonstances particulières telles que manifestations commerciales, fêtes, réjouissances publiques et privées.

L'EXPLOITANT doit prendre toutes mesures utiles pour que les bruits et notamment la musique émanant des locaux et ceux qui sont liés à leur exploitation ne soient à aucun moment gênants pour les habitants du même immeuble, des immeubles mitoyens et du voisinage.

L'EXPLOITANT doit rappeler aux utilisateurs des locaux par tout moyen adéquat la nécessité de respecter la tranquillité du voisinage en sortie d'établissement, en terrasse ou sur le parvis.

Article 12: Mise à disposition ponctuelle à un tiers

L'EXPLOITANT est autorisé à mettre à disposition les locaux ou une partie de ceux-ci pour des utilisations et manifestations ponctuelles prévues par une convention spécifique, établie par l'EXPLOITANT et dont un modèle sera transmis au PROPRIETAIRE et annexé au registre de sécurité.

L'autorisation est subordonnée à la réalisation des conditions suivantes :

- ✓ l'utilisation des locaux devra être réservée à une action conforme à la vocation de l'association et de l'immeuble ;
- ✓ l'utilisation des locaux devra être conforme aux arrêtés et réglementations en vigueur ;
- ✓ l'utilisation des locaux ne devra porter d'aucune manière atteinte à l'ordre public ; lors de ces occupations, toutes les mesures d'hygiène et de sécurité devront être prises pour garantir la sécurité des personnes et des biens ainsi que la tranquillité du voisinage ;
- ✓ la pratique du culte est interdite.

En outre, L'EXPLOITANT s'engage à respecter et faire respecter le principe de pluralisme dans un cadre républicain et laïc, c'est-à-dire assurer le respect de l'expression pluraliste des courants de pensée et d'opinion, en particulier dans le cadre de manifestations politiques et cultuelles ; Il concourt à encourager les manifestations permettant de favoriser le dialogue, l'ouverture, les échanges citoyens et interculturels.

Article 13: Condition de mises à disposition à un tiers

Dans le cas d'une mise à disposition en dehors des heures d'ouverture de l'établissement, L'EXPLOITANT devra fournir au tiers les consignes générales d'hygiène et de sécurité de l'ERP et organiser avec lui une visite des locaux. Il devra :

- ✓ expliquer les consignes générales et particulières de sécurité et d'hygiène (incendie, hygiène et tranquillité),

- ✓ transmettre les coordonnées de la (des) personne(s) à contacter en cas d'urgence,
- ✓ procéder à une visite de l'établissement et à une reconnaissance des voies d'accès, des points de ralliement, des itinéraires d'évacuation et des issues de secours qui devront être maintenus dégagés,
- ✓ s'assurer de la bonne compréhension du tiers quant à l'emplacement des dispositifs d'alarme et des moyens d'extinction ainsi que sur leur mise en œuvre (déclencheurs, extincteurs, robinets d'incendie armés,…),
- ✓ s'assurer que le tiers a souscrit une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile générale ainsi que celle des personnes éventuellement placées sous sa responsabilité
- ✓ communiquer l'effectif maximal autorisé.

Article 14: Remboursement des charges locatives

Dans le cadre des mises à disposition de locaux prévues à l'article 12 (hormis le cas des mises à disposition gratuites mentionnées dans l'article 12), L'EXPLOITANT est autorisé à encaisser une somme forfaitaire calculée selon un tarif horaire d'occupation.

Il correspond au seul remboursement des charges locatives, déterminées sur la base du compte d'exploitation de la structure et comprend en particulier les frais de chauffage, d'éclairage, de nettoyage et de gardiennage.

Chaque année, avant le 1er mai, le ou les tarifs de remboursement des charges ainsi que leur mode de calcul seront communiqués au PROPRIETAIRE.
L'EXPLOITANT s'engage à appliquer strictement ces tarifs.

L'EXPLOITANT, gestionnaire de l'immeuble municipal, exerce une mission de service public. En conséquence, le principe d'égalité des usagers s'applique et signifie que toute personne dispose d'un droit égal à l'accès au service, participe de manière égale aux charges financières résultant du service et enfin doit être traitée de la même façon que tout autre usager du service.

Néanmoins, une différenciation des tarifs peut être envisagée, à condition que pour aucun usager, le tarif ne dépasse le prix de revient du service :

- ✓ en raison de l'origine communale ou non des usagers (Décision du Conseil d'Etat, 5 octobre 1984) ;
- ✓ en raison du niveau de ressources et des charges familiales de l'usager (Décision du Conseil d'Etat, 29 décembre 1997).

Article 15: Cession et sous-occupation

L'EXPLOITANT ne pourra sous-occuper les locaux en totalité ou en partie, sans le consentement préalable et écrit du PROPRIETAIRE sous peine de nullité des sous-occupations consenties au mépris de cette clause, et même de résiliation des présentes, si bon semble au PROPRIETAIRE.

Article 16: Impôts et taxes

L'EXPLOITANT s'acquitte de l'ensemble des taxes et contributions afférentes à l'immeuble qui fait l'objet de la présente convention, hormis celles incombant au PROPRIETAIRE.

Article 17: Visite et surveillance des locaux

Pendant toute la durée de la convention, L'EXPLOITANT devra laisser le PROPRIETAIRE ou ses mandataires visiter les lieux mis à disposition pour s'assurer de leur état, et devra fournir dès leur première demande toutes les justifications qui pourraient lui être demandées de la bonne exécution de la convention.

L'EXPLOITANT laissera également pénétrer dans les lieux les agents ayant à effectuer les travaux jugés utiles par le PROPRIETAIRE, qui s'engage à prévenir l'EXPLOITANT au moins 48h à l'avance, sauf cas d'urgence.

Article 18: Contrôles du PROPRIETAIRE

L'EXPLOITANT s'engage :

- ✓ à informer le PROPRIETAIRE de tous les problèmes pouvant survenir dans l'exercice de la présente convention, notamment de tous dommages survenus aux biens mis à disposition ;
- ✓ à autoriser le contrôle de ses actions et l'examen de ses comptes par les services du PROPRIETAIRE, notamment par l'accès aux locaux et aux documents administratifs et comptables.

Article 19: Obligation d'information et de communication

L'EXPLOITANT s'engage à informer le PROPRIETAIRE, sous un mois à compter de leur survenance, de tous les changements survenus dans son fonctionnement, dans son administration ou sa direction, et à lui transmettre ses statuts actualisés.

Selon leur nature, ces changements pourront donner lieu à une révision de la présente convention par voie d'avenant, voire à sa résiliation dans les conditions prévues aux articles 25, 26, 27 et 28.

L'EXPLOITANT s'engage à faire état du soutien du PROPRIETAIRE dans sa communication.

Article 20: Droit d'utilisation temporaire

La mise à disposition permanente des locaux et matériels n'exclut pas pour le PROPRIETAIRE la possibilité de demander à L'EXPLOITANT l'utilisation temporaire de l'équipement pour lui-même ou pour d'autres personnes morales privées ou publiques.

Les demandes, signifiées à L'EXPLOITANT, devront préciser les conditions d'utilisation et dégager la responsabilité de L'EXPLOITANT.

L'EXPLOITANT ne pourra pas demander de contrepartie financière au PROPRIETAIRE, ni au titre de la mise à disposition des locaux, ni au titre des frais et charges en découlant.

En cas d'impossibilité de donner satisfaction, L'EXPLOITANT devra motiver son refus par écrit.

Article 21: Restitution des locaux

L'EXPLOITANT devra, au plus tard le jour de l'expiration de la convention, rendre les biens immobiliers mis à disposition en bon état dans la limite de leur usure normale de réparation et d'entretien locatif, ce qui sera constaté par un état des lieux de sortie à la suite duquel L'EXPLOITANT remettra les clés aux représentants du PROPRIETAIRE.

Cet état des lieux devra être effectué 15 jours avant la date d'expiration de la convention.

Si des réparations ou travaux à la charge de L'EXPLOITANT s'avéraient nécessaires, ce dernier devra notifier au PROPRIETAIRE, dans les 48h du jour de l'état des lieux, son intention de les exécuter lui– même.

A défaut, le PROPRIETAIRE pourra réaliser les travaux de remise en état aux frais de L'EXPLOITANT.

CHAPITRE III : CONDITIONS FINANCIERES

Article 22: Redevance

La mise à disposition est consentie et acceptée à titre gratuit, sous réserve que, conformément aux dispositions de l'article L. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques, l'EXPLOITANT dispose d'un statut d'association à but non lucratif qui concourt à la satisfaction d'un intérêt général.

L'avantage en nature ainsi alloué fera l'objet d'une information appropriée en annexe des documents comptables de L'EXPLOITANT.

A chaque date anniversaire de la convention, la valeur locative fera l'objet d'une révision annuelle de plein droit en fonction de la variation de l'Indice du Coût de la Construction (I.C.C.) établi trimestriellement par l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (I.N.S.E.E.)

L'indice de référence est :

Date : 3ème trimestre 2015 Valeur de l'indice : 1 608

CHAPITRE IV : AUTRES CONDITIONS

Article 23: Assurances

L'EXPLOITANT s'engage à souscrire une police d'assurance auprès d'une compagnie d'assurances notoirement connue et solvable, couvrant sa responsabilité civile générale ainsi que celle des personnes éventuellement placées sous sa responsabilité. La police d'assurance devra comprendre par ailleurs les garanties afférentes, notamment :

- ✓ À l'incendie, l'explosion, les dommages électriques ou causés par la foudre ;
- ✓ Aux dégâts des eaux ;
- ✓ Au vol, vandalisme y compris les détériorations à la suite d'un vol ;
- ✓ Aux dommages d'incendie, d'explosions occasionnées par les émeutes, mouvements populaires, attentats, actes de terrorisme et de sabotage ;
- ✓ Aux bris de glace ;
- ✓ Aux recours des voisins et des tiers ;
- ✓ Aux catastrophes naturelles.

L'EXPLOITANT devra justifier à chaque demande du PROPRIETAIRE de l'existence de telles polices d'assurance et du règlement des primes correspondantes. L'EXPLOITANT s'engage à aviser immédiatement LE PROPRIETAIRE de tout sinistre.

Le PROPRIETAIRE informe l'EXPLOITANT qu'il a souscrit une assurance dommage aux biens concernant l'ensemble de son patrimoine immobilier.

Article 24: Mesures d'ordre public

En cas d'atteinte à l'ordre public, de non respect de la sécurité des usagers, de la tranquillité du voisinage, des règles de salubrité publiques ou de dégâts interdisant la continuité normale de l'activité, le PROPRIETAIRE se réserve le droit de procéder à la fermeture temporaire ou définitive des locaux sans préavis, sur arrêté pris par son Maire, et sans être tenu au versement d'une indemnisation.

Article 25: Résiliation pour motif d'intérêt général

De façon générale, la présente convention est précaire et révocable. Le PROPRIETAIRE peut la résilier à tout moment pour un motif d'intérêt général moyennant le respect d'un préavis d'un mois adressé par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception à L'EXPLOITANT.

Article 26: Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des lois et règlements ou de l'une quelconque des obligations contenues dans la présente convention, après mise en demeure, adressée par courrier recommandée avec accusé de réception, restée infructueuse dans un délai d'un mois. Il est expressément convenu que la réalisation de l'un ou l'autre des évènements, conditions ou situations énoncés ci-après :

- ✓ le défaut d'obtention des autorisations nécessaires à l'exercice de l'activité dans un délai d'un mois suivant l'installation les locaux ;
- ✓ le défaut de présence effective de l'occupant dans les locaux pour une durée supérieure à un mois, consécutifs ou non, en dehors des périodes de congés ;
- ✓ le défaut de présentation des doubles de la ou des police(s) d'assurances par l'EXPLOITANT conforme(s) aux dispositions de l'article 23 de la présente Convention au jour de l'entrée dans les locaux ;

sera ou seront constitutif(s) d'une faute de L'EXPLOITANT donnant droit à la résiliation de la présente convention et donnera lieu à l'éviction de L'EXPLOITANT sans autre délai ou formalité et sans que ce dernier puisse se prévaloir d'une indemnité quelconque pour un motif quelconque, ceci n'ayant pas pour effet d'exonérer L'EXPLOITANT des sommes dues au PROPRIETAIRE ou des obligations contractées à son égard.

Article 27: Résiliation à l'initiative de l'EXPLOITANT

Durant la période d'occupation de la présente convention, L'EXPLOITANT aura la faculté de résilier la convention en notifiant au PROPRIETAIRE sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception, trente jours au moins avant le terme choisi.

La présente convention prendra fin au plus tôt, au terme de trente jours calendaires à compter de la date de réception de la lettre recommandée, sous réserve que L'EXPLOITANT soit à jour de l'ensemble de ses redevances et obligations financières vis-à-vis du PROPRIETAIRE dans le cadre de la présente convention.

Les charges restent dues jusqu'à l'extinction de la présente convention.

Article 28: Autre cas de résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit, par la dissolution ou la liquidation de l'EXPLOITANT pour quelle que cause que ce soit, ou par la destruction totale ou partielle des locaux par cas fortuit ou de force majeure. En cas de destruction partielle, la présente convention pourra être résiliée à la demande de l'une ou l'autre des parties sans préjudice pour le PROPRIETAIRE de ses droits éventuels contre l'EXPLOITANT si la destruction peut être imputée à ce dernier. La résiliation de la présente convention par le PROPRIETAIRE ne donnera lieu à aucune indemnisation.

Article 29: Résiliation des précédentes

La présente convention remplace et annule la(les) précédente(s).

Article 30: Litige

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle. En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Article 31: Election de domicile

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile au Centre Administratif, 1, Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG CEDEX.

Fait en double exemplaire, à Strasbourg, le

Pour la Ville de Strasbourg	Pour SP3AK3R
Le Maire	La Présidente
Roland RIES	**Nora TAFIROULT**

Signature précédée de la mention « lu et approuvé »

Annexe 1 : Liste des vérifications techniques réglementaires (Aextrait du registre de sécurité ERP de la ville de Strasbourg).

VERIFICATIONS TECHNIQUES PERIODIQUES

(= vérification de l'état de conservation et du maintien du bon fonctionnement)

à faire réaliser par un organisme de contrôle ou un technicien compétent suivant le cas, selon une périodicité définie réglementairement :

INSTALLATIONS TECHNIQUES	PERIODICITE A RESPECTER	INTERVENANT	TEXTE	OBSERVATIONS
INSTALLATIONS ELECTRIQUES	1 AN	Organisme agréé ou technicien compétent	EL 19 et GE6 à GE9	
MOYENS DE SECOURS EXTINCTEURS, RIA	1 AN	Technicien compétent	MS 73	
INSTALLATIONS DE DESENFUMAGE	1 AN	Organisme agréé ou technicien compétent	DF 8	
INSTALLATIONS DE DETECTION INCENDIE	1 AN	Technicien compétent	MS 73	
SYSTEME DE SECURITE INCENDIE	3 ANS	Organisme agréé pour les SSI A et B	MS 73	= Triennale SSI (avec remise en cause possible de la conception)
EQUIPEMENT D'ALARME	1 AN	Organisme agréé ou technicien compétent	MS 73	
INSTALLATIONS DE GAZ	1 AN	Organisme agréé ou technicien compétent	GZ 30	
ASCENSEURS + Câbles et chaînes de suspension	5 AN 6 MOIS	Organisme agréé Entreprise chargée de l'entretien	AS 9	Examen conformité et essais vitesse et dispositifs de sécurité
INSTALLATIONS DE CHAUFFAGE	1 AN	Organisme agréé ou technicien compétent	CH58	Les vérifications concernent : les brûleurs et foyers, les dispositifs de protection et régulation, l'étanchéité des appareils et canalisations d'alimentation Butane, propane : contrôle étanchéité tuyauteries et accessoires, bon fonctionnement accessoires
CHAUFFERIE DE PUISSANCE > 1000KW (ZPS)	2 ANS	Organisme agréé (contrôle à la diligence et aux frais de l'exploitant)	Décret 98-833 du 16 septembre 1998	Contrôle périodique consistant en un calcul du rendement et le contrôle de sa conformité, le contrôle du bon fonctionnement des appareils de mesure et contrôle, la vérification du bon état et bon fonctionnement, la vérification de la tenue du livret de chaufferie
APPAREILS DE CUISSON	1 AN	Organisme agréé ou technicien compétent	GC 22	
EQUIPEMENTS SPORTIFS (cages de but foot, hand, hockey et basket)				Vérification stabilité et solidité à effectuer lors de l'installation, puis Entretien seul imposé par le décret 96-495
PORTES ET PORTAILS AUTOMATIQUES	6 MOIS	Technicien compétent	Code du travail : arrêté du 21/12/93	

Annexe 2 : Liste des installations à entretenir (extrait du registre de sécurité ERP de la ville de Strasbourg).

ENTRETIEN DES INSTALLATIONS

à la charge de l'utilisateur, réalisé selon le cas par le personnel compétent de l'établissement ou par une entreprise spécialisée par le biais de contrats de maintenance :

INSTALLATIONS TECHNIQUES	INTERVENANT	TEXTE	OBSERVATIONS
INSTALLATIONS ELECTRIQUES	Une personne physique de l'établissement (présence pendant ouverture public pour 1ère et 2ème catég.)	EL18 et décret 14 nov. 88	Entretien et maintien en bon état de fonctionnement : les défectuosités et défauts d'isolement doivent être réparés dès leur constatation. Eclairage de sécurité : 1 fois par mois, s'assurer du passage à la position de fonctionnement et de la remise automatique en position de veille, 1 fois tous les 6 mois s'assurer de l'autonomie d'au moins 1 h.
MOYENS DE SECOURS EXTINCTEURS, RIA	Technicien compétent	MS 72	Maintien en permanence du bon état de fonctionnement ; Le contrat d'entretien doit inclure des essais fonctionnels
INSTALLATIONS DE DESENFUMAGE	Personnel compétent	DF 7	Procéder périodiquement à l'entretien de la source de sécurité suivant EL18, et à l'entretien courant des éléments mécaniques et électriques
INSTALLATIONS DE DETECTION AUTOMATIQUE INCENDIE	Personnel compétent	DF7	Le contrat d'entretien obligatoire doit inclure des essais fonctionnels Procéder périodiquement à l'entretien des détecteurs de fumées suivant notice constructeur
SYSTEME DE SECURITE INCENDIE	Technicien compétent	MS68	Les SSI A et B doivent faire l'objet d'un contrat d'entretien
EQUIPEMENT D'ALARME	Technicien compétent ou installateur	MS68	Maintenir en bon état de fonctionnement
INSTALLATIONS DE GAZ	Exploitant	GZ29	Annuellement : Contrôle visuel de bon état et ramonage / visite des conduits d'évacuation
ASCENSEURS	Personnel spécialisé	AS 8	Contrat d'entretien et maintenance obligatoire par arrêté du 11 mars 1997 Contrôle tous les 6 mois en application de AS9
TRAITEMENT D'AIR ET VENTILATION	L'utilisateur	CH39	Entretien des filtres : tenue d'un livret d'entretien, visite périodique tous les 3 mois
INSTALLATION DE CHAUFFAGE		CH57	Doivent être entretenues régulièrement et maintenues en bon état de fonctionnement Les conduits de fumée, cheminées doivent être ramonés et nettoyés tous les ans
APPAREILS DE CUISSON	Exploitant	GC 21	Maintenir en bon état de fonctionnement et ramonage conduits d'évacuation tous les 6 mois Circuit extraction air vicié buées graisses à nettoyer 1 fois par an, filtres 1 fois par semaine
EQUIPEMENTS SPORTIFS		Décret 96-495 du 4 juin 1996	Entretenir régulièrement les équipements de façon à répondre en permanence aux exigences de sécurité fixées dans le décret Périodicité non définie, laissée à l'appréciation du propriétaire qui doit établir un plan de vérification et d'entretien
PORTES ET PORTAILS AUTOMATIQUES	Technicien compétent	CO 48 arrêté du 21 déc. 93	Doivent faire l'objet d'un contrat d'entretien

Annexe 3 : Autres réparations ayant le caractère de réparations locatives.

I. - Parties extérieures dont le locataire a l'usage exclusif.

a) Jardins privatifs :

Entretien courant, notamment des allées, pelouses, massifs, bassins et piscines.
Taille, élagage, échenillage des arbres et arbustes. Remplacement des arbustes.
Réparation et remplacement des installations mobiles d'arrosage.
Peintures et menues réparations des bancs de jardins et des équipements de jeux et grillages.
Entretien du matériel horticole.

b) Auvents, toitures, terrasses et marquises :

Enlèvement de la mousse et des autres végétaux.

c) Descentes d'eaux pluviales, canalisations d'évacuations, caniveaux, chéneaux et gouttières :

Dégorgement des conduits.
Entretien courant nettoyage.

d) Aire de jeux :

Entretien courant.
Remplacement du sable des bacs et du petit matériel de jeux.
Peintures et menues réparations des équipements de jeux.

II. - Ouvertures intérieures et extérieures.

a) Sections ouvrantes telles que portes et fenêtres :

Graissage des gonds, paumelles et charnières.
Menues réparations des boutons et poignées de portes, des gonds, crémones et espagnolettes, remplacement notamment de boulons, clavettes et targettes.

b) Vitrages :

Réfection des mastics.
Remplacement des vitres détériorées.
Nettoyages des façades vitrées.

c) Dispositifs d'occultation de la lumière tels que stores et jalousies :

Graissage.
Remplacement notamment de cordes, poulies ou de quelques lames.

d) Serrures et verrous de sécurité :

Graissage.
Remplacement de petites pièces ainsi que des clés égarées ou détériorées.

e) Grilles :

Nettoyage et graissage.
Remplacement notamment de boulons, clavettes, targettes.

III. - Parties intérieures.

a) Plafonds, murs intérieurs et cloisons :

Maintien en état de propreté.
Menus raccords de peintures et tapisseries.
Remise en place ou remplacement de quelques éléments des matériaux de revêtement tels que faïence, mosaïque, matière plastique.
Rebouchage des trous rendu assimilable à une réparation par le nombre, la dimension et l'emplacement de ceux-ci.

b) Parquets, moquettes et autres revêtements de sol :

Encaustiquage et entretien courant de la vitrification.
Remplacement de quelques lames de parquets et remise en état, pose de raccords de moquettes et autres revêtements de sol, notamment en cas de taches et de trous.

c) Placards et menuiseries telles que plinthes, baguettes et moulures :

Remplacement des tablettes et tasseaux de placard et réparation de leur dispositif de fermeture ; fixation de raccords et remplacement de pointes de menuiseries.

IV. - Installations de plomberie.

a) Canalisations d'eau :

Dégorgement.
Remplacement des joints, colliers, clapets et presse-étoupes des robinets.
Remplacement des joints, flotteurs et joints cloches des chasses d'eau.

b) Canalisations de gaz :

Entretien courant des robinets, siphons et ouvertures d'aération.
Remplacement périodique des tuyaux souples de raccordement.

c) Fosses septiques, puisards et fosses d'aisance :

Vidange, entretien courant et graissage des pompes de relais, jauges, contrôleurs de niveau.
Entretien des groupes moto-pompes de puisards, pompes de relevage.

d) Chauffage, production d'eau chaude et robinetterie :

Contrôles des raccordements et de l'alimentation des chauffe-eau électriques, contrôle de l'intensité absorbée.
Contrôle des groupes de sécurité.
Contrôle et réfection d'étanchéité des raccordements eau froide eau chaude.
Réglage des thermostats et contrôle de la température d'eau.
Réglage de débit et température de l'eau chaude sanitaire.
Vérification et réglage des appareils de commande, d'asservissement, de sécurité d'aquastat et de pompe.
Dépannage.
Remplacement des bilames, pistons, membranes, boîtes à eau, allumage piézo-électrique, résistances, thermostats, clapets et joints des appareils à gaz .
Rinçage et nettoyage des corps de chauffe et tuyauteries.
Nettoyage des gicleurs, électrodes filtres et clapets des brûleurs.
Graissage des vannes, robinets et réfections des presse-étoupes.
Remplacement des ampoules des voyants lumineux et ampoules de chaufferie.
Entretien et réglage des appareils de régulation automatique et de leurs annexes.
Vérification et entretien des régulateurs de tirage.
Réglage des vannes, robinets et tés ne comprenant pas d'équilibrage.
Purge des points de chauffage.

Frais de contrôle de combustion.
Entretien des épurateurs de fumée.
Opérations de mise en repos en fin de saison de chauffage, rinçage des corps de chauffe et tuyauteries, nettoyage de chaufferies, y compris leurs puisards et siphons, ramonage des chaudières, carneaux et cheminées.
Vérification, nettoyage et graissage des organes des pompes à chaleurs.
Contrôles périodiques visant à éviter les fluides de fluide frigogène des pompes à chaleur.
Réparations visant à remédier aux fuites de fluides frigorigènes des pompes à chaleur
Recharge en fluide frigorigène des pompes à chaleur.
Entretien de l'adoucisseur, du détartreur d'eau, du suppresseur et du détendeur.

e) Eviers et appareils sanitaires :

Nettoyage des dépôts de calcaire, remplacement des tuyaux flexibles de douches.

V. - Equipements d'installations d'électricité.

Remplacement des interrupteurs, prises de courant, coupe-circuits et fusibles, des ampoules, tubes lumineux.
Réparation ou remplacement des baguettes ou gaines de protection.
Entretien ou réparation des digicodes et interphones
Remplacement des schémas électriques perdus ou égarés.

VI. - Autres équipements.

a) Entretien courant et menues réparations des appareils tels que réfrigérateurs, machines à laver le linge et la vaisselle, sèche-linge, hottes aspirantes, adoucisseurs, capteurs solaires, pompes à chaleur, appareils de conditionnement d'air, antennes individuelles de radiodiffusion et de télévision, meubles scellés, cheminées, glaces et miroirs.

b) Menues réparations nécessitées par la dépose des bourrelets.

c) Graissage et remplacement des joints des vidoirs.

d) Ramonage des conduits d'évacuation des fumées et des gaz ainsi que des conduits de ventilation.

e) Nettoyage périodique de la face extérieure des capteurs solaires. Vérification, nettoyage et graissage des organes des capteurs solaires.

f) Cloison mobile :

Roulement à billes, galets, poignée de manœuvre, cylindre, système de réglage, contrôle de stabilité et d'aplomb, lessivage des supports et remplacement des éléments détériorés.
Nettoyage et graissage des rails.

g) Boîte aux lettres :

Entretien, réparation et remplacement de serrure.

VII. - Hygiène.

Sacs en plastique et en papier nécessaires à l'élimination des déchets.
Produits relatifs à la désinsectisation et la désinfection, y compris des colonnes sèches de vidoir

54

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Attribution de bourses d'aide aux projets à de jeunes talents Strasbourgeois dans le cadre du dispositif « Bourse aux projets jeunes talents ».

La « Bourse aux projets jeunes talents » est un dispositif qui vise à soutenir et à valoriser des projets d'intérêt général qui émanent de collectifs de jeunes, âgés de 16 à 25 ans, organisés ou non en association. Les bourses allouées sont d'un montant maximum de 2 000 € et ne peuvent pas financer l'intégralité du projet.

Dans le cadre de la politique jeunesse de la ville, le jury relatif au dispositif « Bourse aux projets jeunes talents », composé d'élus et de techniciens de l'Eurométropole, s'est réuni le mardi 14 janvier 2020, sous la présidence M. Mathieu CAHN, Adjoint au Maire.

Parmi les 4 projets proposés par des collectifs de jeunes dont les référents sont âgés de 19 à 24 ans, le jury en a retenu trois.

Le jury propose l'allocation des bourses suivantes, pour un montant total de 6 000 € qui se détaille comme suit :

« Aprèm'vention, profiter autrement » projet porté par l'association du bureau des élèves de l'INSA Strasbourg (Institut National des Sciences Appliquées) dont la référente est : Fanny VELAIN	**2 000 €**

Organisation d'ateliers et d'animations pour prévenir les conduites à risque chez les jeunes et sensibiliser les 15 / 25 ans à la sécurité routière et aux dangers du harcèlement. L'évènement « Aprèm'vention » permettra aussi aux participants-es de découvrir des activités de bien-être et expérimenter la relaxation.

« Arsarneq » projet porté par un collectif de jeunes dont le référent est : Philippe ZAPPADU	**2 000 €**

Installation artistique et numérique pour restituer au public Strasbourgeois une expérience vécue au Groenland par de jeunes chasseurs d'aurores boréales dans le cadre d'une résidence artistique sur le voilier ATKA.

« Main dans la main » projet porté par un collectif de jeunes dont le référent est : Mohamed SACKO et dont les intérêts sont représentés par l'Association Culturelle des Merveilles de la Montagne Verte (ACMMV)	**2 000 €**

Préparation d'un chantier humanitaire au Maroc par des jeunes déjà engagés dans des démarches solidaires sur le territoire de Strasbourg et accompagnés par l'Association Culturelle des Merveilles de la Montagne Verte (ACMMV).

Je vous prie de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

d'attribuer aux lauréats, dans le cadre du dispositif Bourse aux projets jeunes talents les montants suivants :

au titre du budget 2020 :

Le Bureau des Elèves de l'INSA	*2 000 €*
Philippe ZAPPADU	*2 000 €*
L'Association Culturelle des Merveilles de la Montagne Verte (ACMMV)	*2 000 €*
TOTAL	*6 000 €*

Les crédits nécessaires sont disponibles sur la ligne AS11D - nature 6714, dont le solde disponible avant le présent Conseil est de 20 000 €,

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les notifications de subvention et arrêtés correspondants.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

55

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Signature d'une convention d'objectifs pluriannuelle 2020-2021-2022 avec l'association CASAS.

La ville de Strasbourg souhaite inscrire ses relations avec les associations dans un partenariat durable, fondé sur la confiance, le dialogue et le partage d'objectifs, autour de la solidarité, l'entraide envers les plus démunis et l'accompagnement vers la citoyenneté.

Dans le cadre de la démarche « Strasbourg, Ville Hospitalière », la Ville s'engage à renforcer ses dispositifs de droits communs et développer une politique volontariste pour répondre aux besoins fondamentaux d'autonomie et d'inclusion des personnes migrantes nouvellement arrivées.

Dans cet objectif, la Direction solidarités santé jeunesse a souhaité engager ce travail avec l'association CASAS (Collectif pour l'accueil des solliciteurs d'asile à Strasbourg) qui bénéficie du soutien de la collectivité depuis de nombreuses années, sur diverses missions en faveur des familles et personnes isolées arrivant sur notre territoire.

La présente délibération a pour objet de soumettre à l'approbation du Conseil municipal la signature d'une convention d'objectif pour la période 2020-2021-2022.

1. Le projet social de l'association CASAS

L'association CASAS a été créé en 1984 par un collectif d'associations afin de soutenir les demandeurs d'asile en attente de prise en charge et à la recherche d'aide et de conseil.

Ces personnes ont fui leur pays en raison de persécutions ou de craintes de persécutions personnelles politiques, religieuses ou ethniques et viennent demander la protection de la France et le statut de réfugié, n'étant pas protégées par leurs autorités.

L'association CASAS agit principalement autour des trois axes suivants :

- accueillir les demandeurs d'asile et les accompagner dans la constitution de leur recours à la Cour Nationale du Droit d'Asile puis au long de la procédure, les orienter dans leurs différentes démarches, notamment pour la prise en charge médicale si nécessaire, et tous les besoins de première nécessité,

- proposer des temps de découverte du pays d'accueil et de la langue française, ainsi que des moments de détente et de convivialité autour de thèmes et d'ateliers,
- informer sur le droit d'asile en sensibilisant le grand public aux difficultés spécifiques rencontrées par les personnes en quête de refuge.

Dans le cadre de l'accompagnement de leurs démarches, les familles sans ressources peuvent trouver auprès de l'association des soutiens matériels dans le domaine alimentaire, prise en charge de transport et d'autres frais.

2. Les axes de la convention relatifs aux soutiens accordés par la ville de Strasbourg

La ville de Strasbourg ainsi que l'association CASAS s'engagent à proposer aux personnes vulnérables issues des migrations un accueil digne et un accompagnement dans leurs démarches, dans le respect des compétences et des moyens de chaque acteur des politiques migratoires. Cette volonté politique s'inscrit dans le respect des traditions humanistes locales, nationales et internationales et du devoir de protection de tous les habitants, en luttant contre les inégalités sociales et de santé et les discriminations.

Pendant la durée de la convention, la collectivité s'engage à soutenir chaque année financièrement, sous réserve du vote du budget et de l'approbation annuelle des crédits par le conseil municipal, les activités de l'association déclinées ci-dessous :

- **Proposer un accueil digne et une écoute :** première préoccupation de l'association, le temps de l'accueil permet aussi de répondre aux urgences matérielles des personnes (aide au transport, frais médicaux, aide alimentaire…), de les orienter vers les lieux où ils pourront trouver un soutien (distribution alimentaire, accès aux soins, au logement, aide financière…). Ce premier accueil permet de structurer la démarche d'accompagnement que l'association mobilisera selon les procédures qu'elles sont tenues de respecter. L'équipe d'accueil en permanence compte en moyenne une dizaine d'intervenants, dont des interprètes dans les langues les plus usitées par les demandeurs.

- **Assurer un accompagnement aux dossiers :** cet accompagnement permet de procurer aux demandeurs d'asile sans prise en charge, une aide de qualité comparable à celle offerte dans les structures d'accueil du dispositif national d'asile, et le cas échéant de les aider dans leurs démarches de recours devant la cour nationale du droit d'asile (CNDA). En parallèle de cet accompagnement, l'association développe des rencontres d'introduction à la vie en France qui répondent à des besoins d'apprentissage de la langue, à celui de s'investir, de trouver des repères, culturels et sociaux, et de renouer des liens sociaux dans la durée. Cette activité a fortement progressé en 2018 et en 2019, en lien avec la progression du nombre de demandeurs d'asile enregistrés sur le département. Depuis l'été 2019, l'association a mis en place un nouveau protocole d'accueil soutenu par la présence d'un juriste supplémentaire.

- **Sensibiliser et informer les réseaux :** des actions de sensibilisation sont régulièrement organisées à l'égard de partenaires associatifs et institutionnels, écoles de travail social, établissements scolaires… L'association développe une expertise

juridique et professionnelle qu'elle diffuse via un bulletin «Voix de Traverses» deux fois par an, et des outils et une documentation accessibles à tous. Elle s'appuie sur un réseau d'avocats et juristes spécialisés au niveau local et national afin d'anticiper et suivre toutes les évolutions législatives en cours.

Pendant la durée de la convention, la collectivité s'engage à soutenir financièrement l'association pour un montant prévisionnel de 110 000 € par an, dont 6 000 € sont destinés au financement d'aides matérielles directes aux familles avec enfants sans ressources.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Sur proposition de la commission plénière,
Après en avoir délibéré,
approuve

les dispositions de la convention pluriannuelle d'objectifs 2020-2021-2022 présentée en annexe ;

décide

- *d'allouer au Collectif pour l'accueil des solliciteurs d'asile à Strasbourg - CASAS, une subvention de 110 000 €*

- *d'imputer cette dépense sur la ligne AS10A– 6574 – 523 – prog. 8078 dont le disponible avant le présent Conseil est de 800 000 €,*

autorise

Le Maire ou son-sa représentant-e à signer la convention pluriannuelle d'objectifs et la convention financière.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

CONVENTION D'OBJECTIFS

exercices 2020-2021-2022

Entre :

- la ville de Strasbourg, représentée par son Maire, Roland RIES,

- l'association CASAS, ci-après dénommée l'association, inscrite au registre du Tribunal d'instance de Strasbourg sous le volume 46, folio n° 17 et dont le siège est 2 rue Brûlée – 67000 STRASBOURG, représentée par sa Présidente en exercice, Mme Anne MARQUIS,

Vu,
- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du conseil municipal du 20 février 2020,

Préambule

La ville de Strasbourg souhaite inscrire ses relations avec les associations dans un partenariat durable, fondé sur la confiance, le dialogue et le partage d'objectifs autour de la solidarité, l'entraide envers les plus démunis et l'accompagnement vers la citoyenneté.
Dans le cadre de la démarche « Strasbourg, Ville Hospitalière », la Ville s'engage à renforcer ses dispositifs de droits communs et développer une politique volontariste pour répondre aux besoins fondamentaux d'autonomie et d'inclusion des personnes migrantes nouvellement arrivées.

L'association CASAS agit depuis 35 ans pour la défense du droit d'asile, principalement autour des trois axes suivants :

- Accueillir les demandeurs d'asile et les accompagner dans la constitution de leur recours à la Cour Nationale du Droit d'Asile puis au long de la procédure, les orienter dans leurs différentes démarches, notamment pour la prise en charge médicale si nécessaire, et tous les besoins de première nécessité
- Proposer des temps de découverte du pays d'accueil et de la langue française, ainsi que des moments de détente et de convivialité autour de thèmes et d'ateliers
- Informer sur le droit d'asile en sensibilisant le grand public aux difficultés spécifiques rencontrées par les personnes en quête de refuge.

Dans le cadre de l'accompagnement de leurs démarches, les familles sans ressources peuvent trouver auprès de l'association des soutiens matériels dans le domaine alimentaire, prise en charge de transport et d'autres frais.

Objet et vie de la convention

Article 1 : objet de la convention

Par la présente convention, la Ville et l'association CASAS définissent des objectifs partagés et s'engagent à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution.
Cette convention constitue la base du partenariat mené entre les signataires, qui se poursuit aussi hors de ce cadre, autour d'actions innovantes auprès de publics et de préoccupations sociales communes.

Article 2 : durée de la convention

La présente convention est établie pour une durée de trois ans à compter du 1er janvier 2020. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la Ville de Strasbourg d'un exemplaire signé par la Présidente de l'association.

Au terme de la présente convention, le 31 décembre 2022, une nouvelle convention d'objectifs pourra être proposée à l'ordre du jour du Conseil municipal sur proposition des services référents.

1ère partie : les objectifs

Article 3 : les objectifs partagés

➢ Objectifs généraux :
La Ville de Strasbourg ainsi que l'association CASAS s'engagent à proposer aux personnes vulnérables issues des migrations un accueil digne et un accompagnement dans leurs démarches, dans le respect des compétences et des moyens de chaque acteur des politiques migratoires. Cette volonté politique s'inscrit dans le respect des traditions humanistes locales, nationales et internationales et du devoir de protection de tous les habitants, en luttant contre les inégalités sociales et de santé et les discriminations.

Pour répondre à ces ambitions la collectivité et l'association ont décliné des objectifs stratégiques partagés.

1. **Un accueil digne et une écoute**

L'accueil est la première préoccupation de l'association : un accueil chaleureux et de l'écoute. Les actions menées pendant les permanences d'accueil répondent à des urgences matérielles, il s'agit : de suivre les personnes, de les orienter vers tout organisme susceptible de leur apporter une aide (alimentaire, médicale, au logement, financière…), c'est aussi le moment pour leur fixer un rendez-vous afin de s'entretenir plus largement sur leurs démarches, sur les procédures qu'elles sont tenues de respecter et pour les aider à écrire leur recours, leur récit, et pour tout autre conseil. L'équipe d'accueil en permanence compte en moyenne une dizaine d'intervenants, dont des interprètes dans les langues les plus usitées par les demandeurs.

2. **L'accompagnement aux dossiers**

Cet accompagnement, offert à toutes les personnes, se réalise au travers d'une série de rendez-vous en présence d'un interprète si nécessaire, afin d'aider le bénéficiaire à introduire un recours en bonne et due forme devant la CNDA, suite à la réception d'une décision négative de l'Office Français de Protection des Réfugiés et des Apatrides (OFPRA). Il s'agit de procurer aux demandeurs d'asile demeurés sans prise en charge une aide de qualité comparable à celle offerte dans les structures d'accueil (telles les Centres d'Accueil pour Demandeurs d'Asile, (CADA)), pour qu'ils puissent, malgré la précarité, faire enregistrer une demande recevable, c'est-à-dire dûment argumentée, accompagnée des pièces nécessaires et introduite dans les délais impartis.
En parallèle de cet accompagnement rigoureux, l'association développe des rencontres d'introduction à la vie en France qui répondent à des besoins d'apprentissage de la langue, à celui de s'investir, de trouver des repères, culturels et sociaux, et de renouer des liens sociaux dans la durée…

3. **La sensibilisation et le travail en réseau**

Des actions de sensibilisation sont régulièrement organisées à l'égard de partenaires associatifs et institutionnels. Ces actions peuvent prendre la forme de participation à des réunions organisées par des associations ou à leur côté dans des conférences, dans des écoles de travail social, pour un temps de formation et d'échange sur l'asile, dans des établissements scolaires, des paroisses, ou lors de diverses manifestations festives ou réunions de réflexion. L'association diffuse également le bulletin «Voix de Traverses» deux fois par an, de manière à donner un aperçu très concret et des nouvelles au fil de l'eau du travail d'accueil, par le biais de témoignages d'acteurs de terrain.
L'association développe une expertise juridique et professionnelle dans l'accompagnement de ces publics, qu'elle capitalise sous la forme d'outils et de documentations accessibles aux personnes, aux salariés et partenaires associatifs ou institutionnels. Elle s'appuie sur un réseau d'avocats et juristes spécialisés ainsi que sur des partenaires associatifs et autres au niveau national, afin d'anticiper et suivre toutes les évolutions législatives en cours.

Article 4 : Axes de progrès

Pour l'exercice 2020-2021-2022, la Ville de Strasbourg, et l'association ont déterminé les axes de travail prioritaires suivants.

1. **Mobiliser des financements privés et les fondations afin de compléter les financements de l'association**

L'association, qui bénéficie déjà de l'appui d'un nombre important de donateurs privés, s'est dotée d'un système permettant d'effectuer des dons en ligne en sa faveur, à partir de son site internet, et lance des appels à générosité réguliers. Ces appels devront être encore amplifiés, tout comme les propositions d'adhésion, et les actions de sensibilisation extérieures, qui incitent les

personnes désireuses de soutenir la cause des demandeurs d'asile à contribuer au financement des projets de CASAS, qui les concernent directement.
L'association poursuivra par ailleurs sa recherche de mécénat, et contactera de nouvelles fondations susceptibles de participer au financement de ses actions.

2. **Prendre en compte les évolutions règlementaires et législatives et adapter le positionnement de l'association par rapport aux acteurs institutionnels et associatifs**

L'équipe permanente de l'association prendra connaissance par divers moyens des évolutions du contexte, notamment juridiques, regardant son domaine de travail, actualisera ses outils de formation et communication et adaptera son fonctionnement, afin de maintenir tant la qualité de l'accueil que l'efficacité et l'équité de ses interventions à l'égard de l'ensemble de son public, et d'affiner son expertise dans le cadre du droit d'asile.

3. **Renforcer la compétence juridique d'accompagnement des personnes**

La formation initiale et continue des équipes d'accompagnateurs aux recours et de traducteurs interprètes bénévoles sera renforcée au travers d'actions complémentaires : rencontres mensuelles de formation interne, multiplication des échanges avec des partenaires du monde juridique, formations externes commandées à des organismes spécialisés dans le droit d'asile, observations d'audiences…

2ème partie : les moyens

Article 5 : la subvention versée par la Ville à l'association

Pendant la durée de la convention, la collectivité s'engage à soutenir financièrement les objectifs prévus à l'article 3 que l'association s'engage à réaliser en partenariat avec elle.

Le montant prévisionnel total de la subvention s'élève à la somme de 110 000 € par an.

Pour chaque année, le montant des subventions se répartit comme suit :

Fonctionnement de l'association :	104 000 €
Aide aux familles sans ressources	6 000 €

Chaque année, le versement des subventions suppose l'approbation des crédits nécessaires par le Conseil municipal.

La présente convention d'objectifs se traduit par une convention financière annuelle spécifique définissant les modalités de l'intervention financière de la Ville.

Article 6 : les modalités de demande de financement

Pour assurer un meilleur accompagnement des soutiens financiers de la Ville de Strasbourg, il est demandé que l'association formule une demande globale de financement.

Ce dossier est à adresser à la Direction solidarités santé jeunesse – **Service administration générale et ressources** – 1 parc de l'Etoile – 67076 Strasbourg cedex

3ème partie : le dispositif de suivi et d'évaluation de l'atteinte des objectifs

L'évaluation de l'atteinte des objectifs opérationnels prévus dans la présente convention s'opère au moyen d'indicateurs définis au préalable par les deux partenaires.

L'association adresse au service référent de la Ville de Strasbourg, dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale et au plus tard le 31 juillet de l'année :

- le bilan comptable et le compte de résultats.
- les annexes dûment certifiés par le-a président-e ou, le cas échéant, par le commissaire aux comptes ainsi que le rapport de ce dernier.
- le rapport d'activité.

Une invitation à l'assemblée générale de l'association sera adressée à l'adjoint.e au Maire thématique et au service référent de la collectivité.

Enfin, une réunion annuelle sera organisée par l'association et portera sur l'atteinte des objectifs sur la base des indicateurs définis pour chaque action, l'analyse partagée des besoins et des réponses à apporter et des ajustements à décider le cas échéant.

A titre indicatif les indicateurs suivants seront produits annuellement et analysés conjointement :

- le suivi statistique des personnes accueillies : nombres d'accueils, profils du public et procédures concernées, caractéristiques de l'accompagnement…
- le montant des aides matérielles attribuées aux familles dans le cadre de l'aide aux familles sans ressources,
- la valorisation du bénévolat
- le nombre d'action collective organisées, leur fréquentation et résultat qualitatif,
- les formations organisées en direction des professionnels et étudiants…

En dehors de cette réunion annuelle, des points réguliers peuvent être programmés entre les parties à l'initiative de chacune d'entre elles.

Article 7 : l'évaluation finale

L'évaluation finale consiste à évaluer l'ensemble des résultats obtenus par l'association durant toute la durée de la convention et à apprécier l'évolution du contexte général des solidarités, de la lutte contre les exclusions et de l'insertion du public accueil par l'association en particulier.

Elle permettra en outre d'envisager le renouvellement de la convention en 2022.

4ème partie : les dispositions diverses concernant les modalités d'application de la convention

Article 8 : communication

La Ville de Strasbourg apparaîtra comme partenaire de l'association dans toute action de communication en direction des médias et du grand public et sur tous les supports de communication (tracts, affiches, dépliants…) relatifs aux actions soutenues par la Ville de Strasbourg.

Article 9 : responsabilité

L'association conserve l'entière responsabilité des actions et missions exercées par elle y compris celles visées par les stipulations de la présente convention sans que les responsabilités de la Ville de Strasbourg ne puissent être recherchées.

Article 10 : avenant

Toute modification substantielle des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention sans que ceux-ci ne puissent remettre en cause les objectifs généraux définis dans la première partie de la convention.

Article 11 : résiliation

La présente convention se trouvera résiliée de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte dans tous les cas de force majeure reconnus par la loi.

De même, la convention sera résiliée de plein droit et sans indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité ou d'impossibilité par l'association d'achever sa mission.

Par ailleurs, en cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de trois mois suivant la réception (ou première présentation) d'une lettre motivée, par envoi recommandé avec accusé de réception, valant mise en demeure.

Le cas échéant, il sera procédé, par l'association, au reversement en totalité ou partie des montants versés par la Ville de Strasbourg, en dehors des cas de force majeure évoqués au 1er paragraphe de cet article.

Article 12 : litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le

Pour la Ville de Strasbourg	Pour l'association CASAS
Le Maire	La Présidente
Roland RIES	Anne MARQUIS

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL 10 FEVRIER 2020
POINT 55 Signature d'une convention d'objectifs pluriannuelle 2020-2021-2022 avec l'association CASAS.

Pour	**41**	BARSEGHIAN-Jeanne, BEY-Françoise, OZENNE-Pierre, BUFFET-Françoise, CUTAJAR-Chantal, DREYSSE-Marie-Dominique, FELTZ-Alexandre, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GANGLOFF-Camille, GILLMANN-Luc, JUND-Alain, JUNG-Martine, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KELLER-Fabienne, KEMPF-Suzanne, KOHLER-Christel, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste , MAURER-Jean-Philippe, MELIANI-Abdelaziz, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, REICHHART-Ada, RICHARDOT-Anne Pernelle, RIES-Roland, ROBERT-Jean-Emmanuel, ROGER-Patrick, ROOS-Thierry, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, TETSI-Liliane, MENAD-Zaza, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER-Philippe, ZUBER-Catherine, LOOS-François, SCHMITT-Michael
Contre	**1**	DIDELOT-Andréa
Abstention	**0**	

56

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Subvention au Conseil Départemental des Associations Familiales Laïques au titre de l'organisation d'accueils de loisir sans hébergement dans 6 écoles de la ville de Strasbourg dans le cadre du plan mercredi.

Dans le cadre du Plan mercredi délibéré lors du Conseil municipal du 23 septembre 2019 la ville de Strasbourg a mobilisé l'ensemble des associations gestionnaires d'accueils collectifs éducatifs de mineurs (ACEM), dans une démarche de concertation articulée autour d'un diagnostic des besoins et d'une dynamique d'amélioration de leur qualité d'accueil.

A la rentrée de septembre 2019, 153 places supplémentaires ont été créées en ACEM en 3-6 ans et 156 places supplémentaires en 6-11 ans sur la ville de Strasbourg par différents opérateurs.

C'est dans ce cadre que le Conseil Départemental des Associations Familiales Laïques propose l'organisation et l'extension de 6 accueils collectifs éducatifs de mineurs sur le territoire de la Ville de Strasbourg.

Cette organisation et extension est proposée sur les sites suivants :

- Ecole Fernex : création de 40 places en 3-6 ans,
- Ecole Schoepflin : création de 8 places en 3-6 ans et de 24 places en 6-11 ans,
- Ecole Schumann : création de 40 places en 3-6 ans et 24 places en 6-11 ans,
- Ecole Ziegelau : création de 40 places en 3-6 ans et 24 places en 6-11 ans,
- Ecole M. Cahn : 24 places en 3-6 ans (+ 9 places créées) et 36 places en 6-11 ans (+11 places créées),
- Ecole Schlutfeld 18 places en 3-6 ans et 18 places en 6-11 ans.

La subvention sollicitée à hauteur de 146 000 € a pour objet le financement du fonctionnement des créations et extensions de places en accueils collectifs éducatifs de mineurs.

Il vous est proposé le versement d'un premier acompte à hauteur de **100 000 €.**
Le solde sera versé en fin d'année au prorata des places créées et effectivement occupées.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'attribution de la subvention suivante :

Conseil départemental des associations familiales laïques du Bas Rhin	*100 000 €*

décide

l'imputation de la dépense de 100 000 € sur les crédits inscrits au budget 2020 de la ville de Strasbourg Fonction 255, Nature 6574, DE02D, Programme 8067, dont le montant disponible avant le présent Conseil est de 289 100 €,

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à faire procéder au mandatement des dites subventions et à signer les conventions qui y sont relatives.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

Direction de l'enfance et de l'éducation
Service périscolaire et éducatif

Annexe au rapport au Conseil Municipal du 10 février 2020

<u>Objet</u> : Subventions au profit de projets éducatifs et ALSH

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation (a)	Imputation	Crédits disponibles (BP 2020) au présent conseil	Montant sollicité de la Ville	Montant octroyé en 2020	Autres financements sollicités	Montants versés en 2019
Association Conseil Départemental des Associations Familiales Laïques.	**1**		* Disponible 289 100€ Fonction : 255 Nature : 6574 DE02 D Programme 8067	146 100 €	100 000 €	Caisse d'allocations familiales et les familles	0 €
TOTAL	**1**			**146 100 €**	**100 000 €**		

57

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Attribution de subventions au titre de la lutte contre les discriminations.

La ville de Strasbourg s'est engagée à mener une politique volontariste pour lutter contre toutes les formes de discriminations qui continuent de perpétuer des attitudes, des comportements, des rejets, des exclusions, liés à des préjugés qui altèrent le regard sur l'autre.

Le présent rapport porte sur l'attribution de quatre subventions de fonctionnement visant à soutenir des associations s'inscrivant dans le cadre de la prévention et de la lutte contre les discriminations, pour un montant total de 61 500 **€.**

Centre lesbien gay bi trans intersexe de Strasbourg Alsace	**40 000 €**

Cette subvention vise à permettre le fonctionnement et le développement des actions du Centre lesbien gay bi trans intersexe de Strasbourg Alsace.
L'association gère la Station, lieu d'accueil et de rencontre des personnes LGBTI et de leurs amis-es. L'association poursuit les réflexions et mise en œuvre d'actions autour de divers axes :

- accueillir, écouter et informer les personnes LGBTI et non LGBTI,
- lutter contre les discriminations à l'encontre des personnes LGBTI et promouvoir l'égalité des droits,
- mener des actions de prévention en matière de santé,
- organiser des évènements artistiques, culturels.

Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme - LICRA	**15 000 €**

L'association mène des actions d'information et de sensibilisation auprès des enfants, des jeunes et des adultes. Elle assure également un accompagnement de personnes victimes de racisme, d'antisémitisme et de discriminations.

Association collectif Festigays	**4 000 €**

L'association Festigay's organise un Mois des Visibilités du 17 mai, journée internationale du Lutte contre l'homophobie au 17 juin 2020. Cette subvention vise à soutenir la prise en charge d'une partie des frais d'organisation du village des associations et la Marche des visibilités prévue à Strasbourg le samedi 13 juin 2020.

Pelicanto, Chœur des gays, lesbiens et de leurs amis.e.s d'Alsace	**2 500 €**

L'association présentera les 5, 6 et 7 juin, un spectacle annuel, sous forme de comédie musicale. Cette action s'inscrit dans le cadre du mois des visibilités avec une volonté de de dépasser les préjugés mutuels, de lutter contre les discriminations liées notamment à l'orientation sexuelle et d'apporter une visibilité positive de la communauté LGBTI. Outre le spectacle, l'association développe de nouvelles collaborations et projets tout au long de l'année, qui se traduiront par une participation à diverses manifestations dont les semaines de l'égalité.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le versement des subventions suivantes par la Mission lutte contre les discriminations en faveur de :

Centre lesbien gay bi trans intersexe de Strasbourg Alsace *fonctionnement*	*40 000 €*
Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme – LICRA *fonctionnement*	*15 000 €*
Association collectif Festigays *le mois des visibilités*	*4 000 €*
Pelicanto, *le mois des visibilités*	*2 500 €*

Les crédits nécessaires, soit 61 500 €, sont ouverts sous fonction : 40, nature : 6574, programme 8031, activité : AS00F dont le disponible avant le présent Conseil est de 66 000 €,

autorise

le Maire ou son-a représentant-e à signer les arrêtés d'attribution et conventions relatifs à ces subventions.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

Attribution de subventions au titre de la lutte contre les discriminations.

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
ASSOCIATION FESTIGAYS	le mois des visibilités LGBTI	4 000 €	4 000 €	4 000 €
ASSOCIATION PELICANTO	le spectacle musical annuel Pelicanto	4 000 €	2 500 €	1 500 €
CENTRE LESBIEN GAY BI TRANS INTERSEXE DE STRASBOURG ALSACE	le fonctionnement général	40 000 €	40 000 €	40 000 €
LIGUE INTERNATIONALE CONTRE LE RACISME ET L'ANTISEMITISME	le fonctionnement général	25 000 €	15 000 €	15 000 €

58

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Attribution de subventions au titre des solidarités.

Dans le cadre du soutien aux associations, il est proposé d'allouer les subventions suivantes dont le montant total s'élève à 2 311 130 €.

1. Ville hospitalière

Aumônerie universitaire catholique centre Bernanos	**15 000 €**

Accueil et accompagnement de jeunes migrants
Le Centre Bernanos prend en charge depuis près de 2 ans, des jeunes mineurs migrants. A ce titre, il les accueille, les héberge, les nourrit et contribue à leur insertion sociale sur le territoire en lien avec les acteurs mobilisés, tel que l'association Thémis (accès aux droits), Caritas (aide aux démarches administratives, tickets repas).

2. Lutte contre l'exclusion

Association Horizon Amitié	**50 000 €**

L'association va porter un projet expérimental d'un lieu de vie destiné à des personnes très précaires vivant dans la rue.
L'habitat sera individualisé et sécurisé, sur un site situé à l'arrière de la gare, dans des caravanes.
L'association assurera le suivi et l'accompagnement médicosocial global des personnes accueillies.

Association les disciples	**12 000 €**

Action d'accompagnement des familles - quartier Cronenbourg.
L'association Les disciples mène depuis quelques années une action sociale dans le cadre de l'accompagnement des familles en difficulté. L'action comporte 4 axes :
- point alimentaire,
- vestiaire,
- partages pluriels autour de petits déjeuners et repas,
- formation et insertion professionnelle.

Banque de l'objet	**2 500 €**

Fonctionnement

L'association a mis en place un service de distribution de produits invendus non alimentaires collectés auprès des entreprises au profit d'associations agissant auprès de personnes en difficultés. Elle compte 49 associations adhérentes. Elle a collecté en 2018, 46 tonnes d'articles et a distribué 27 100 objets d'une valeur marchande du réemploi estimée à 350 000 €.

Cimade service œcuménique d'entraide	**15 000 €**

Fonctionnement

L'association poursuit et développe des actions d'accueil et d'accompagnement pour les étrangers en difficulté. Elle assure aussi la domiciliation postale pour 155 personnes. Son expertise juridique est reconnue par l'ensemble des partenaires qui la sollicitent. Après avoir réorganisé l'accueil, l'association a ouvert une permanence supplémentaire, compte tenu de la demande croissante et en particulier, des évolutions législatives et réglementaires actuelles. Elle développe une action collective en direction des femmes étrangères victimes de violence conjugale.

Fédération du secours populaire français du département du Bas-Rhin	**35 000 €**

- Fonctionnement 25 000 €

Le Secours Populaire est une association généraliste de la solidarité qui soutient les personnes en difficultés par des aides multiformes (accueil, écoute, orientation, alimentaires, vestimentaires, accès à la santé, logement, accès à la culture, aux vacances et aux loisirs). En 2019 l'association a ouvert ses nouveaux locaux (siège, vestiaire et libre-service alimentaire), au Neuhof et restructure l'antenne de la Meinau autour de l'accompagnement et de services aux personnes.

- création de l'Oasis, lieu de solidarités, d'échanges et d'engagement citoyen 10 000 €

Le Secours populaire souhaite procéder à divers travaux de réaménagement et d'équipement de ses locaux sis au 150 avenue de Colmar en vue d'y créer un espace Oasis. Ce nouveau lieu de vie permettra aux personnes en grande précarité d'y trouver une bagagerie, un espace dédié à la domiciliation postale, un accès aux droits (inclusion numérique, permanences juridiques, accès à la santé...). Le coût prévisionnel des travaux s'élève à 53 924 €.

Tremplin Neuhof	**30 500 €**

Fonctionnement « épicerie sociale et ateliers pédagogiques »

L'objectif de cette action est de lutter contre la précarité, la malnutrition et l'isolement sur le quartier du Neuhof. Des actions éducatives, autour de l'apprentissage du français et de l'aide à la recherche d'un emploi sont proposées ainsi que plusieurs ateliers participatifs : cuisine, couture... L'épicerie sociale accueille chaque année plus de 90 familles pour une période de 6 mois, renouvelable. En 2018, elle a accueilli 95 familles, soit 330 personnes, dont 50 familles bénéficiaires de minima sociaux. Les adhérents s'engagent à participer aux activités pédagogiques ou au fonctionnement de la structure (déchargement et mise en place de marchandises, entretien des locaux etc.). L'orientation et le soutien administratif apporté aux familles sont réalisés en lien avec les référents-travailleurs sociaux de la ville

Home Protestant	**75 000 €**

Fonctionnement de l'accueil de jour

Le Home protestant assure la gestion d'un accueil de jour sis 7 rue de l'Abbé Lemire. Cette structure s'adresse à des femmes, seules ou avec des enfants, en situation de grande précarité. L'association assure par ailleurs la gestion de deux structures d'hébergement d'urgence financées par l'Eurométropole de Strasbourg

Entraide le Relais	**107 500 €**

Fonctionnement de l'accueil de jour

Créée en 1977, l'association Entraide le Relais développe plusieurs secteurs d'activités en faveur de publics fortement marginalisés, jeunes et adultes : un centre d'hébergement et de réadaptation sociale (C.H.R.S.), une équipe de prévention spécialisée, des ateliers de redynamisation ainsi qu'un dispositif de prévention et d'action sociale comprenant un accueil collectif informel (accueil de jour) et un suivi social individualisé. Elle expérimente également un service spécifique d'accès aux droits du numérique, permettant aux personnes accompagnées d'une part, d'être formées pour la gestion numérique et la sauvegarde de leurs documents personnels et d'autre part, d'être informées et formées sur l'utilisation des portails numériques des administrations publiques. La subvention de fonctionnement sollicitée auprès de la Ville concerne l'accueil de jour, ouvert en matinée et en soirée au local du 24 rue Saint-Louis.

3. Centre communal d'action sociale de Strasbourg - CCAS

Centre communal d'action sociale de Strasbourg - CCAS	**1 615 000 €**

Fonctionnement

Le CCAS de Strasbourg, outre ses missions règlementaires (gestion des aides légales, domiciliation, analyse des besoins sociaux), développe des actions visant à la prévention des exclusions et à la mise en œuvre d'analyses partagées et d'actions de coordination avec les partenaires institutionnels-les et associatifs. Il recherche des solutions adaptées aux personnes en errance et sans domicile stable. Ce travail s'inscrit en complémentarité des compétences exercées par la Ville dans le domaine social. Pour mener à bien les missions confiées par la Ville, le CCAS s'appuie sur une équipe médico-sociale pluridisciplinaire d'accueil, d'écoute, d'orientation et d'accompagnement social. Il gère également un accueil de jour.

Par ailleurs, depuis 2007, le CCAS s'est également vu confier par l'Eurométropole de Strasbourg, la gestion de structures d'hébergement d'urgence, de logements d'insertion et de la veille sociale, la participation au suivi du dispositif départemental d'hébergement d'urgence et temporaire.

Dans le cadre de ces missions, le CCAS est également fortement mobilisé pour la mise en œuvre d'actions humanitaires et de mise à l'abri de nombreuses familles en attente de droit et sans réponse d'hébergement.

4. Développement des politiques sociales

Home Protestant	**14 000 €**

Fonctionnement de la micro-crèche

Le Home protestant en partenariat avec l'Etage a créé en 2010, une micro-crèche pour public en situation de précarité sociale : « le P'tit home ». D'une capacité d'accueil de 10 enfants, cet équipement propose un mode de garde souple qui prend en compte la particularité des familles. Cette structure d'accueil innovante allie un mode de garde pour les enfants et un soutien aux parents. Elle s'adresse à des enfants dont l'accès à des structures classiques est difficile, notamment en raison de la précarité sociale des parents. Ces places d'accueil sont inscrites au Contrat Enfance Jeunesse ce qui permet d'obtenir le reversement par la CAF de 50 % de la subvention attribuée par la Ville.

Chambre régionale du surendettement social – CRESUS	**30 000 €**

Accompagnement juridique et social des personnes en situation de surendettement

L'action de CRESUS se décompose en 4 points :

- prévention, accompagnement, traitement économique, juridique et social du surendettement des particuliers ;
- programme de prévention du surendettement ;
- actions de formation des équipes médico-sociales ;
- plateforme d'accompagnement de microcrédits sociaux pour les personnes en situation d'exclusion (projet de permanences de proximité sur le quartier de Hautepierre).

5. Protection des mineurs

Association la grande écluse centre de ressources et de consultation familiale	**49 000 €**

Fonctionnement

L'association a pour mission de renforcer par l'accompagnement thérapeutique des familles, la cohérence de toutes les interventions en direction des enfants et adolescents en difficultés scolaires ou sociales. Elle vise à restaurer le lien familial et social au sein de la famille, elle aide les parents à se réapproprier leur compétence auprès de leurs enfants et adolescents. L'association assure également la supervision des psychologues : point rencontre de la Ville, dispositif PRECCOSS. A l'identique des consultations familiales, l'outil utilisé est l'analyse systémique

6. Autonomie

Association de parents, de personnes handicapées mentales et de leurs amis de Strasbourg et environs - AAPEI	**58 280 €**
- Soutien au fonctionnement global du Service d'insertion scolaire et sociale	16 000 €

Dans le cadre de ses activités, l'AAPEI gère une classe d'intégration scolaire à l'école du Neufeld à Strasbourg. La Ville apporte son concours financier au fonctionnement de cette classe accueillant des enfants déficients intellectuels âgés de 6 à 8 ans et des actions de l'éducatrice de jeunes enfants qui intervient en complément de l'enseignant-e auprès de ces enfants. Le développement de cette classe d'intégration a abouti à la structuration

du Service d'insertion scolaire et sociale de l'AAPEI et à l'obtention d'un agrément de l'Etat délivré en 1994.

- Fonctionnement du Service d'accueil et de logistique 42 280 €

Le service d'accueil et de logistique assure la coordination logistique et informatique des établissements et services. Il participe aux études de besoins, à l'élaboration des projets, à la coordination du lancement de nouveaux projets ; à la mise en œuvre et à la coordination d'actions diverses de la vie associative.

Association pour l'intégration des enfants déficients auditifs - APIEDA	**1 000 €**

Fonctionnement

L'APIEDA met à disposition d'enfants atteints de déficience auditive, des aides humaines pour la traduction en L.P.C. (Langage parlé codé). Elle apporte un soutien et des conseils aux familles. Elle participe activement aux différentes manifestations organisées par la collectivité

CEP CICAT – Conseil évaluation, exposition prévention	**35 000 €**

Fonctionnement

Le CEP CICAT est un centre de conseils, d'informations, de présentation d'aides techniques et d'expertise du bâtiment. Depuis la création de la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH), son rôle est non seulement confirmé mais également étendu à l'évaluation du handicap dans le cadre d'une convention d'adhésion au GIP de la MDPH.

Collectif pour l'intégration scolaire individualisée – CISI	**500 €**

Fonctionnement

Le CISI œuvre pour la scolarisation des enfants en situation de handicap en milieu ordinaire. Il intervient auprès des institutions concernées et collabore avec ces dernières. Son action l'amène à apporter une aide aux parents et aux professionnels concernés.

Coordination handicap et autonomie – CHA	**10 000 €**

Fonctionnement

L'association défend, conseille, forme, informe et accompagne les personnes en situation de perte d'autonomie, leurs proches et leurs aidants. Son but est de permettre aux personnes de grande dépendance d'être mieux entendues, de pouvoir exercer leur citoyenneté de manière autonome et engagée et de défendre leurs droits.

Fédération de l'Arche en France	**10 000 €**

Archifête

A l'occasion de son 55ème anniversaire, la fédération nationale de l'Arche en France organise un rassemblement à Strasbourg, les 29,30 et 31 mai 2020.

Cet évènement anniversaire voulu à Strasbourg, Ville symbole de l'Europe et du multiculturalisme, rassemblera des communautés françaises, suisses, allemandes, et belges.

Fédération des aveugles Alsace Lorraine Grand Est	**20 000 €**

Fonctionnement.
L'association (anciennement Association des aveugles et amblyopes d'Alsace et de Lorraine) œuvre dans l'intérêt des personnes handicapées visuelles aveugles et amblyopes. Son objectif est de veiller à leur orientation professionnelle, à leur rééducation et à leur insertion dans la vie active. Elle assure hébergement et soins en les orientant vers des locaux spécifiquement adaptés à leur handicap. Elle exerce à l'égard de ces personnes le rôle de conseiller, leur prodigue aide et assistance en leur accordant, dans la mesure de ses moyens, des secours ou des prêts. Enfin, elle veille aux intérêts des personnes aveugles et amblyopes en encourageant ou en soutenant les initiatives prises en leur faveur par des organismes privés et publics.

Jusqu'à la mort accompagner la vie – JALMALV	**1 500 €**

Actions de formation de bénévoles
L'association mène depuis sa création, des actions en direction des personnes en fin de vie ou endeuillées. Le projet soutenu vise à former les bénévoles.

Fédération des malades et handicapés - Union départementale du Bas-Rhin	**8 500 €**

Fonctionnement
L'association assure une action de lien social importante, dans plusieurs quartiers de Strasbourg, permettant, par les diverses activités qu'elle propose, de rompre l'isolement et de favoriser les rencontres de personnes isolées par la maladie, le handicap, la vieillesse.

La nuit du handicap	**2 000 €**

La nuit du handicap
L'objectif de cette manifestation est d'interpeller le grand public sur le handicap dans le cadre d'une soirée de rencontres et festivités, d'activités organisées avec et pour les personnes en situation de handicap, en collaboration avec de nombreuses associations du réseau local couvrant les différents types de handicap.
L'évènement se déroulera le 13 juin 2020 place Gutenberg.

Nouvel envol	**2 500 €**

Journée nouvel envol
Cette journée s'adresse à des personnes en situation de handicap. Sont proposés divers ateliers d'activités sportives et artistiques (jeux sportifs, canoë, voile, escalade, équitation,). Cette manifestation a pour visée la sensibilisation à la pratique sportive et la promotion du sport adapté. Elle permet également la rencontre des professionnels pour enrichir les projets, les savoirs, l'accessibilité du sport adapté et montrer l'intérêt d'une formation spécialisée pour intervenir auprès de ce public.

Club loisirs GEM 67	**15 000 €**

Fonctionnement
Le Club Loisirs propose un accompagnement thérapeutique pour environ 80 personnes en situation de handicap psychique autour d'activités diverses de loisirs, de sport, de socialisation et d'apprentissage de l'autonomie.

7. Autonomie – clubs séniors

Soucieuse de la place des séniors dans la cité et de leur participation, la Ville soutient le financement des clubs séniors sur son territoire.

- **Bourse-Esplanade-Krutenau**

Association des résidents de l'Esplanade - ARES	2 500 €

- **Centre-Gare-Halles-Tribunal**

Centre communautaire israélite	950 €
Association du centre socio culturel du Fossé des Treize	2 000 €

- **Cronenbourg-Hautepierre –Poteries**

Les Clarisses	2 400 €
Association du centre social et culturel de Hautepierre Le Galet	3 100 €
Association du centre social et culturel Victor Schoelcher	16 920 €

- **Koenigshoffen-Montagne Verte-Elsau**

Association du centre socio culturel de l'Elsau	3 960 €
Skat à Koenigshoffen	1 550 €
Association populaire joie et santé Koenigshoffen	1 750 €
Initiatives Montagne-Verte	2 000 €
Association du centre social et culturel de la Montagne Verte	2 500 €
Club des séniors de Koenigshoffen	8 690 €
Rencontres troisième âge	12 000 €

- **Meinau-Neuhof**

Association du centre socioculturel de la Meinau	2 500 €
Association familiale sociale et culturelle rencontre 3ème âge Neuhof-Stockfeld	7 400 €

- **Neudorf**

Centre socio culturel du Neudorf	1 090 €
Association union nationale des invalides et accidentés du travail - Alsace - section Neudorf	1 890 €
Joie de vivre	2 300 €
Association défense et promotion du Schluthfeld	3 320 €

- **Orangerie-Conseil des XV**

Club du 3ème âge de l'Orangerie	6 630 €

- **Robertsau**

Association union nationale des invalides et accidentés du travail - Alsace - section Robertsau	1 300 €
Les amis des services des personnes âgées des hôpitaux universitaires de Strasbourg - ASPAH	2 600 €
Centre socio culturel de la Robertsau l'Escale	2 000 €
Association pour le soutien des personnes âgées de la Cité de l'Ill	5 000 €

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

- *d'allouer les subventions suivantes :*

1. Aumônerie universitaire catholique centre Bernanos *Accueil et accompagnement de jeunes migrants*	*15 000 €*
2. Horizon Amitié *Espace 16*	*50 000 €*
3. Association les disciples *Action d'accompagnement des familles - quartier Cronenbourg.*	*12 000 €*
4. Banque de l'objet *Fonctionnement*	*2 500 €*
5. Cimade service œcuménique d'entraide *Fonctionnement*	*15 000 €*

6. Fédération du secours populaire français du département du Bas-Rhin *Fonctionnement*	*25 000 €*
7. Fédération du secours populaire français du département du Bas-Rhin *Investissement : création de l'Oasis, lieu de solidarités, d'échanges et d'engagement citoyen*	*10 000 €*
8. Tremplin Neuhof *Fonctionnement épicerie sociale et ateliers pédagogiques*	*30 500 €*
9. Home Protestant *Fonctionnement de l'accueil de jour*	*75 000 €*
10. Entraide le Relais *Fonctionnement de l'accueil de jour*	*107 500 €*
11. Centre communal d'action sociale de Strasbourg - CCAS *Fonctionnement*	*1 615 000 €*
12. Home Protestant *Fonctionnement de la micro-crèche*	*14 000 €*
13. Chambre régionale du surendettement social – CRESUS *Accompagnement juridique et social des personnes en situation de surendettement*	*30 000 €*
14. Association la grande écluse centre de ressources et de consultation familiale *Fonctionnement*	*49 000 €*
15. Association de parents, de personnes handicapées mentales et de leurs amis de Strasbourg et environs - AAPEI *Soutien au fonctionnement global du Service d'insertion scolaire et sociale*	*16 000 €*
16. Association de parents, de personnes handicapées mentales et de leurs amis de Strasbourg et environs - AAPEI *Fonctionnement du Service d'accueil et de logistique*	*42 280 €*
17. Association pour l'intégration des enfants déficients auditifs - APIEDA *Fonctionnement*	*1 000 €*
18. CEP CICAT – Conseil évaluation, exposition prévention *Fonctionnement*	*35 000 €*
19. Collectif pour l'intégration scolaire individualisée – CISI *Fonctionnement*	*500 €*
20. Coordination handicap et autonomie – CHA *Fonctionnement*	*10 000 €*
21. Fédération de l'Arche en France *Archifête*	*10 000 €*
22. Fédération des aveugles Alsace Lorraine Grand Est *Fonctionnement*	*20 000 €*
23. Jusqu'à la mort accompagner la vie – JALMALV *Actions de formation de bénévoles*	*1 500 €*

24. Fédération des malades et handicapés - Union départementale du Bas-Rhin *Fonctionnement*	*8 500 €*
25. La nuit du handicap *La nuit du handicap*	*2 000 €*
26. Nouvel envol *Journée nouvel envol*	*2 500 €*
27. Club loisirs GEM 67 *Fonctionnement*	*15 000 €*
28. Association des résidents de l'Esplanade – ARES *Club séniors*	*2 500 €*
29. Centre communautaire israélite *Club séniors*	*950 €*
30. Association du centre socio culturel du Fossé des Treize *Club séniors*	*2 000 €*
31. Les Clarisses *Club séniors*	*2 400 €*
32. Association du centre social et culturel de Hautepierre Le Galet *Club séniors*	*3 100 €*
33. Association du centre social et culturel Victor Schoelcher *Club séniors*	*16 920 €*
34. Association du centre socio culturel de l'Elsau *Club séniors*	*3 960 €*
35. Skat à Koenigshoffen *Club séniors*	*1 550 €*
36. Association populaire joie et santé Koenigshoffen *Club séniors*	*1 750 €*
37. Initiatives Montagne-Verte *Club séniors*	*2 000 €*
38. Association du centre social et culturel de la Montagne Verte *Club séniors*	*2 500 €*
39. Club des séniors de Koenigshoffen *Club séniors*	*8 690 €*
40. Rencontres troisième âge *Club séniors*	*12 000 €*
41. Association du centre socioculturel de la Meinau *Club séniors*	*2 500 €*
42. Association familiale sociale et culturelle rencontre 3ème âge Neuhof-Stockfeld *Club séniors*	*7 400 €*

43. Centre socio culturel du Neudorf *Club séniors*	*1 090 €*
44. Association union nationale des invalides et accidentés du travail - Alsace - section Neudorf *Club séniors*	*1 890 €*
45. Joie de vivre *Club séniors*	*2 300 €*
46. Association défense et promotion du Schluthfeld *Club séniors*	*3 320 €*
47. Club du 3ème âge de l'Orangerie *Club séniors*	*6 630 €*
48. Association union nationale des invalides et accidentés du travail - Alsace - section Robertsau *Club séniors*	*1 300 €*
49. Les amis des services des personnes âgées des hôpitaux universitaires de Strasbourg - ASPAH *Club séniors*	*2 600 €*
50. Centre socio culturel de la Robertsau l'Escale *Club séniors*	*2 000 €*
51. Association pour le soutien des personnes âgées de la Cité de l'Ill *Club séniors*	*5 000 €*
Total	*2 311 130 €*

- *d'imputer les subventions 1 et 2 d'un montant de 65 000 € au compte AS00B – 6574 – 520 – prog. 8001 dont le disponible avant le présent Conseil est de 712 500 €,*

- *d'imputer les subventions 3 à 6 et 8 à 10 d'un montant de 267 500 € au compte AS10A – 6574 – 520 – prog. 8078 dont le disponible avant le présent Conseil est de 800 000 €,*

- *d'imputer la subvention 7 d'un montant de 10 000 € au compte AS10 – 20421 – 524 – prog. 7002 dont le disponible avant le présent Conseil est de 317 750 €,*

- *d'imputer la subvention 11 d'un montant de 1 615 000 € au compte AS00B – 657362– 520 – prog. 8000 dont le disponible avant le présent Conseil est de 1 615 000 €,*

- *d'imputer les subventions 12 et 13 d'un montant de 44 000 € au compte AS01B– 6574 – 523 – prog. 8003 dont le disponible avant le présent Conseil est de 264 350 €,*

- *d'imputer la subvention 14 d'un montant de 49 000 € au compte AS11B– 6574 – 522 – prog. 8079 dont le disponible avant le présent Conseil est de 90 000 €,*

- *d'imputer les subventions 15 à 51 d'un montant de 260 630 € au compte AS05I – 6574 – 61 – prog. 8010 dont le disponible avant le présente Conseil est de 736 000 €.*

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions y afférentes.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

Attribution de subventions au titre des solidarités

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
AUMONERIE UNIVERSITAIRE CATHOLIQUE CENTRE BERNANOS	l'accueil et l'accompagnement de jeunes migrants	25 000 €	15 000 €	15 000 €
HORIZON AMITIE	Espace 16	50 000 €	50 000 €	0 €
ASSOCIATION LES DISCIPLES	le projet suivant : "accompagnement des familles en difficulté"	15 000 €	12 000 €	12 000 €
BANQUE DE L'OBJET	le fonctionnement général	11 500 €	2 500 €	2 500 €
CIMADE SERVICE OECUMENIQUE D'ENTRAIDE	le fonctionnnement général.	20 000 €	15 000 €	15 000 €
FEDERATION DU SECOURS POPULAIRE FRANCAIS DU DEPARTEMENT DU BAS-RHIN	le fonctionnement général	35 000 €	25 000 €	15 000 €
FEDERATION DU SECOURS POPULAIRE FRANCAIS DU DEPARTEMENT DU BAS-RHIN	la création de l'Oasis, lieu de solidarités, déchanges et d'engagement citoyen (investissement)	10 000 €	10 000 €	0 €
TREMPLIN NEUHOF	le fonctionnement général	35 000 €	30 500 €	30 500 €
HOME PROTESTANT	l'accueil de jour sis au 7 rue de l'Abbé Lemire.	75 000 €	75 000 €	75 000 €
ENTRAIDE LE RELAIS	le fonctionnement de l'accueil de jour au coffee bar, en faveur des jeunes et des plus démunis.	107 500 €	107 500 €	107 500 €
CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE STRASBOURG	le fonctionnement général du	16 150 000 €	1 615 000 €	1 615 000 €
HOME PROTESTANT	le fonctionnement de la micro-crèche pour public en situation de précarité sociale "le p'tit home"	14 000 €	14 000 €	14 000 €
CHAMBRE RÉGIONALE DU SURENDETTEMENT SOCIAL	Accompagnement juridique et social des personnes en situation de surendettement	30 000 €	30 000 €	30 000 €
ASSOCIATION LA GRANDE ECLUSE CENTRE DE RESSOURCES ET DE CONSULTATION FAMILIALE	le fonctionnement général	50 000 €	49 000 €	49 000 €
ASSOCIATION DE PARENTS, DE PERSONNES HANDICAPEES MENTALES ET DE LEURS AMIS DE STRASBOURG ET ENVIRONS	le fonctionnement de l'IME "Le tremplin" - SISES	16 000 €	16 000 €	16 000 €
ASSOCIATION DE PARENTS, DE PERSONNES HANDICAPEES MENTALES ET DE LEURS AMIS DE STRASBOURG ET ENVIRONS	le fonctionnement du Service d'accueil et de logistique	42 280 €	42 280 €	42 280 €
ASSOCIATION POUR L'INTEGRATION DES ENFANTS DEFICIENTS AUDITIFS	le fonctionnement général	1 500 €	1 000 €	1 000 €
CEP CICAT - CONSEIL EVALUATION, EXPOSITION PREVENTION	le fonctionnement général de l'association	35 000 €	35 000 €	35 000 €
COLLECTIF POUR L'INTEGRATION SCOLAIRE INDIVIDUALISEE	le fonctionnement général	500 €	500 €	500 €
COORDINATION HANDICAP ET AUTONOMIE	le fonctionnement général	10 000 €	10 000 €	10 000 €
FEDERATION DE L'ARCHE EN France	l'évènement anniversaire : les 55 ans de l'Arche en France	40 000 €	10 000 €	0 €
FEDERATION DES AVEUGLES ALSACE LORRAINE GRAND EST	le fonctionnement général	50 000 €	20 000 €	20 000 €
JUSQU'A LA MORT ACCOMPAGNER LA VIE	la formation de bénévoles pour l'accompagnement de personnes en fin de vie ou endeuillées	1 500 €	1 500 €	1 500 €
FEDERATION DES MALADES ET HANDICAPES UNION DEPARTEMENTALE DU BAS-RHIN	le fonctionnement général	10 000 €	8 500 €	8 500 €
LA NUIT DU HANDICAP	la nuit du handicap	2 000 €	2 000 €	2 000 €
NOUVEL ENVOL	l'action suivante : "Journée Nouvel Envol"	2 500 €	2 500 €	2 500 €
CLUB LOISIRS GEM 67	le fonctionnement général	15 000 €	15 000 €	15 000 €

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
ASSOCIATION DES RESIDENTS DE L'ESPLANADE DE STRASBOURG - ARES	Club séniors	4 000 €	2 500 €	2 500 €
CENTRE COMMUNAUTAIRE ISRAELITE	Club séniors	950 €	950 €	950 €
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU FOSSE DES TREIZE	Club séniors	4 000 €	2 000 €	2 000 €
CLUB LES CLARISSES	Club séniors	3 000 €	2 400 €	2 400 €
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE HAUTEPIERRE - LE GALET	Club séniors	3 100 €	3 100 €	3 100 €
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL VICTOR SCHOELCHER	Club séniors	16 920 €	16 920 €	16 920 €
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE L'ELSAU	Club séniors	6 000 €	3 960 €	3 960 €
SKAT A KOENIGSHOFFEN	Club séniors	1 550 €	1 550 €	1 550 €
ASSOCIATION JOIE ET SANTE KOENIGSHOFFEN	Club séniors	1 750 €	1 750 €	1 750 €
INITIATIVE MONTAGNE-VERTE	Club séniors	2 000 €	2 000 €	2 000 €
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE LA MONTAGNE VERTE	Club séniors	12 000 €	2 500 €	2 500 €
CLUB DES SENIORS DE KOENIGSHOFFEN	Club séniors	11 000 €	8 690 €	8 690 €
RENCONTRES TROISIEME ÂGE	Club séniors	18 000 €	12 000 €	12 000 €
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE LA MEINAU	Club séniors	4 000 €	2 500 €	2 500 €
ASSOCIATION FAMILIALE SOCIALE ET CULTURELLE RENCONTRE 3Eme ÂGE NEUHOF-STOCKFELD	Club séniors	7 500 €	7 400 €	7 400 €
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU NEUDORF	Club séniors	1 590 €	1 090 €	1 090 €
UNIAT NEUDORF	Club séniors	1 890 €	1 890 €	1 890 €
ASSOCIATION LA JOIE DE VIVRE	Club séniors	2 500 €	2 300 €	2 300 €
ASSOCIATION DE DEFENSE ET PROMOTION DU SCHLUTHFELD	Club séniors	3 320 €	3 320 €	3 320 €
CLUB DE L'ORANGERIE	Club séniors	7 000 €	6 630 €	6 630 €
UNIAT ROBERTSAU	Club séniors	1 300 €	1 300 €	1 300 €
LES AMIS DES SERVICES DES PERSONNES ÂGEES DES HOPITAUX UNIVERSITAIRES DE STRASBOURG	Club séniors	2 600 €	2 600 €	2 600 €
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE LA ROBERTSAU - L'ESCALE	Club séniors	3 295 €	2 000 €	2 000 €
ASSOCIATION POUR LE SOUTIEN DES PERSONNES AGEES DE LA CITE DE L'ILL	Club séniors	6 000 €	5 000 €	5 000 €

59

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Attribution de subventions au titre de la santé.

Dans le cadre du soutien aux associations, il est proposé d'allouer les subventions suivantes dont le montant total s'élève à 239 986 €.

1. Prévention santé – nutrition

Conformément aux engagements contractuels du Contrat Local de Santé de deuxième génération (renouvelés en conseil municipal du 25 février 2019) et du Contrat de Ville, Strasbourg développe sur son territoire une politique de prévention en nutrition à tous les âges de la vie en vue de favoriser l'équilibre alimentaire et lutter contre la sédentarité. C'est à ce titre que la collectivité soutient les associations qui permettent la mise en œuvre des dispositifs et projets structurants de cette stratégie :

- Dispositif Sport Santé Sur Ordonnance :

Aquatonic Gym aquatique (aqua pilates)	**1 800 €**
Association Sportive ASPTT de Strasbourg Natation Santé, Cardio-Training, Tennis santé	**6 000 €**
Association sportive Strasbourg Foot santé	**1 733 €**
Centre socio culturel de la Robertsau l'Escale Gym douce, gym d'entretien dynamique, marche nordique	**4 067 €**
Cercle sportif de la Meinau Pilates débutant, gym douce	**2 000 €**
Club bien-être de Strasbourg Qi Gong	**9 600 €**
Comité départemental de basketball du Bas-Rhin Basket santé	**1 000 €**
Comité départemental de gymnastique du Bas-Rhin Pilates, gymnastique douce	**2 500 €**
Comité régional sports pour tous Grand Est Multisports, gym douce santé, marche nordique, fitness	**4 467 €**
Equiligne Gym sur chaise, gym d'accueil du corps	**2 000 €**

Eurométropole Strasbourg taekwondo Gymnastique douce	**500 €**
Golf Stream Aquagym	**1 200 €**
Indoor santé rameur indoor	**1 500 €**
Association populaire joie et santé Koenigshoffen Marche nordique	**1 000 €**
Karaté club de la Robertsau Karaté santé	**1 133 €**
Mon sport ma santé Fitness, stretching, ergocycle	**667 €**
Rowing club de Strasbourg Rameur indoor	**1 200 €**
SIEL BLEU	**11 500 €**
Strasbourg eaux-vives Dragon Boat	**2 000 €**
Strasbourg natation Natation, aquamarche, aquagym	**2 667 €**
Vit'activ Tchouk ball, endurance, circuit training	**5 333 €**

- Dispositif PRECCOSS (PRise En Charge Coordonnée des enfants Obèses et en Surpoids de Strasbourg) :

Association sportive ASPTT de Strasbourg Multisport collectif	**894 €**
Comité départemental de gymnastique du Bas-Rhin Babygym	**1 704 €**
Comité régional sports pour tous Grand Est Programme évolutif « revoluform »	**785 €**
Indoor santé Rameur circuit training	**1 704 €**
Mon sport ma santé Vélo	**3 038 €**
Unis Vers le Sport Multisport	**5 126 €**
Vit'Activ Multisport combat	**4 368 €**

2. Réduction des inégalités sociales et territoriales de santé

Fédération européenne de psychanalyse et école psychanalytique de Strasbourg - FEDEPSY	**3 500 €**

Santé mentale et création : les éclairages de l'art brut

Ce projet vise à présenter l'art brut au grand public et aux professionnels de la santé, afin de le faire mieux connaître et d'éclairer les mécanismes psychologiques et psychopathologiques de la création artistique, il se décline sous deux volets : une conférence sur l'art brut et ses fonctions pour les artistes concernés et une lecture-spectacle de textes d'art brut.

Jeff	**5 000 €**

Accompagnement des personnes en situation de handicap psychique pour la gestion des actes du quotidien à domicile
L'association s'est fixé comme objectif, le bien-être des personnes en situation de handicap psychique par le maintien au domicile, une plus grande autonomie, une meilleure confiance en soi par la construction et la réalisation d'un projet de vie.

Ithaque	**150 000 €**

Création d'un hébergement de la Salle de consommation à moindre risque - ARGOS 2
Il s'agit de rénover les locaux qui abriteront le dispositif d'hébergement santé expérimental, aux étages de la salle de consommation à moindre risque Argos (SCMR). Parmi les utilisateurs de la salle, 53% vivent à la rue ou dans des conditions d'hébergement précaire. Du fait de leur mode de vie, ils sont exclus des dispositifs existants. Cet hébergement adapté permettra de prendre en charge des usagers en situation précaire souffrant de pathologies, favorisant l'entrée vers des logements de droit commun. Le projet est porté par l'association médico-sociale Ithaque.
Le coût prévisionnel de l'investissement est estimé à 750 000 €. Il correspond à la création de 10 places d'hébergement au 1er étage du bâtiment, et aux travaux de gros œuvre au deuxième étage pour la seconde phase de 10 places supplémentaires. La participation financière de la Ville s'élève à 300 000 €. Une première tranche de 150 000 € lui a été attribuée par délibération du 24 juin 2019. Il est proposé de verser à Ithaque, la seconde tranche de la participation de la collectivité, soit 150 000 €. L'Agence régionale de santé (ARS) intervient à hauteur de 300 000 €, les hôpitaux universitaires de Strasbourg, 150 000 €

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

- *d'allouer les subventions suivantes :*

1. Aquatonic *dispositif Sport Santé Sur Ordonnance*	*1 800 €*
2. Association Sportive ASPTT de Strasbourg *dispositif Sport Santé Sur Ordonnance*	*6 000 €*
3. Association sportive Strasbourg	*1 733 €*

dispositif Sport Santé Sur Ordonnance	
4. Centre socio culturel de la Robertsau l'Escale *dispositif Sport Santé Sur Ordonnance*	*4 067 €*
5. Cercle sportif de la Meinau *dispositif Sport Santé Sur Ordonnance*	*2 000 €*
6. Club bien-être de Strasbourg *dispositif Sport Santé Sur Ordonnance*	*9 600 €*
7. Comité départemental de basketball du Bas-Rhin *dispositif Sport Santé Sur Ordonnance*	*1 000 €*
8. Comité départemental de gymnastique du Bas-Rhin *dispositif Sport Santé Sur Ordonnance*	*2 500 €*
9. Comité régional sports pour tous Grand Est *dispositif Sport Santé Sur Ordonnance*	*4 467 €*
10. Equiligne *dispositif Sport Santé Sur Ordonnance*	*2 000 €*
11. Eurométropole Strasbourg taekwondo *dispositif Sport Santé Sur Ordonnance*	*500 €*
12. Golf Stream *dispositif Sport Santé Sur Ordonnance*	*1 200 €*
13. Indoor santé *dispositif Sport Santé Sur Ordonnance*	*1 500 €*
14. Association populaire joie et santé Koenigshoffen *dispositif Sport Santé Sur Ordonnance*	*1 000 €*
15. Karaté club de la Robertsau *dispositif Sport Santé Sur Ordonnance*	*1 133 €*
16. Mon sport ma santé *dispositif Sport Santé Sur Ordonnance*	*667 €*
17. Rowing club de Strasbourg *dispositif Sport Santé Sur Ordonnance*	*1 200 €*
18. SIEL BLEU *dispositif Sport Santé Sur Ordonnance*	*11 500 €*
19. Strasbourg eaux-vives *dispositif Sport Santé Sur Ordonnance*	*2 000 €*
20. Strasbourg natation *dispositif Sport Santé Sur Ordonnance*	*2 667 €*
21. Vit'activ *dispositif Sport Santé Sur Ordonnance*	*5 333 €*
22. Association sportive ASPTT de Strasbourg *dispositif PRECCOSS*	*894 €*
23. Comité départemental de gymnastique du Bas-Rhin *dispositif PRECCOSS*	*1 704 €*
24. Comité régional sports pour tous Grand Est *dispositif PRECCOSS*	*785 €*
25. Indoor santé *dispositif PRECCOSS*	*1 704 €*
26. Mon sport ma santé *dispositif PRECCOSS*	*3 038 €*

27. Unis Vers le Sport *dispositif PRECCOSS*	*5 126 €*
28. Vit'Activ *dispositif PRECCOSS*	*4 368 €*
29. Fédération européenne de psychanalyse et école psychanalytique de Strasbourg - FEDEPSY *Santé mentale et création : les éclairages de l'art brut*	*3 500 €*
30. Jeff *Accompagnement des personnes en situation de handicap psychique*	*5 000 €*
31. Ithaque *Création d'un hébergement de la Salle de consommation à moindre risque*	*150 000 €*
Total	*239 986 €*

- *d'imputer les subventions 1 à 30 d'un montant de 89 986 € au compte AS05D –6574– 512 – prog. 8005 dont le disponible avant le présent Conseil est de 323 302 €*
- *s'imputer la subvention 31 d'un montant de 150 000 € au compte AS05 – 20421 – 512 – prog. 7053 dont le montant disponible avant le présent Conseil est de 200 000 €.*

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions y afférentes.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

Attribution de subventions au titre de la santé

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
Aqua tonic	Sport santé sur ordonnance janvier - août 2020	3 600 €	1 800 €	900 €
ASPTT	Sport santé sur ordonnance janvier - août 2020	13 500 €	6 000 €	3 000 €
ASS	Sport santé sur ordonnance janvier - août 2020	5 200 €	1 733 €	867 €
L'ESCALE	Sport santé sur ordonnance janvier - août 2020	7 568 €	4 067 €	2 033 €
Cercle Sportif Meinau	Sport santé sur ordonnance janvier - août 2020	6 320 €	2 000 €	1 000 €
Club bien-être de Strasbourg	Sport santé sur ordonnance janvier - août 2020	14 400 €	9 600 €	4 800 €
CD67 Basketball	Sport santé sur ordonnance janvier - août 2020	2 000 €	1 000 €	500 €
CD67 Gym	Sport santé sur ordonnance janvier - août 2020	7 000 €	2 500 €	1 250 €
CR Sports pour Tous	Sport santé sur ordonnance janvier - août 2020	11 643 €	4 467 €	2 233 €
EQUILIGNE	Sport santé sur ordonnance janvier - août 2020	3 000 €	2 000 €	1 000 €
ESTKD	Sport santé sur ordonnance janvier - août 2020	3 000 €	500 €	250 €
Gulf Stream	Sport santé sur ordonnance janvier - août 2020	2 160 €	1 200 €	600 €
Indoor Santé	Sport santé sur ordonnance janvier - août 2020	8 449 €	1 500 €	750 €
JSK	Sport santé sur ordonnance janvier - août 2020	1 500 €	1 000 €	500 €
Karaté Club	Sport santé sur ordonnance janvier - août 2020	1 700 €	1 133 €	567 €
Mon sport ma santé (2MS	Sport santé sur ordonnance janvier - août 2020	10 000 €	667 €	333 €
Rowing Club de Strasbourg	Sport santé sur ordonnance janvier - août 2020	1 800 €	1 200 €	600 €
SIEL BLEU	Sport santé sur ordonnance janvier - août 2020	28 025 €	11 500 €	0 €
Strasbourg eaux vives	Sport santé sur ordonnance janvier - août 2020	10 000 €	2 000 €	1 000 €
Strasbourg Natation	Sport santé sur ordonnance janvier - août 2020	4 300 €	2 667 €	1 333 €
Vit'Activ	Sport santé sur ordonnance janvier - août 2020	12 340 €	5 333 €	2 667 €
ASPTT	PRECCOSS janvier - août 2020	4 342 €	894 €	448 €
CD67 Gym	PRECCOSS janvier - août 2020	4 500 €	1 704 €	853 €
CR Sports pour tous	PRECCOSS janvier - août 2020	12 462 €	785 €	392 €
Indoor Santé	PRECCOSS janvier - août 2020	15 000 €	1 704 €	853 €
Mon sport ma santé	PRECCOSS janvier - août 2020	12 000 €	3 038 €	1 519 €
Unis Vers le Sport	PRECCOSS janvier - août 2020	12 689 €	5 126 €	2 563 €
Vit'Activ	PRECCOSS janvier - août 2020	13 335 €	4 368 €	2 184 €
Fédération européenne de psychanalyse et école psychanalytique de Strasbourg - FEDEPSY	Santé mentale et création : les éclairages de l'art brut	5 000 €	5 000 €	0 €
Jeff	Accompagnement des personnes en situation de handicap psychique	3 500 €	3 500 €	0 €
Ithaque	Création d'un hébergement de la Salle de consommation à moindre risque - ARGOS 2 2ème tranche, soit un total de 300 000 €	300 000 €	150 000 €	150 000 €

60

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Attribution de subventions aux associations socioéducatives.

Le présent rapport porte sur l'attribution de subventions pour un montant total de 410 400 €

I. Allocation de subvention de fonctionnement :

Garderie-Restaurant la Clé des Champs – centre de loisirs et d'animation éducatifs	**167 000 €**

L'association propose des actions en faveur des enfants sur le quartier de Hautefort au Neuhof

Conseil Départemental des Associations Familiales Laïques du Bas-Rhin	**13 500 €**

Le CDAFAL propose des actions socioculturelles sur le quartier des Poteries visant à animer la vie locale et à favoriser l'engagement et la participation des habitants du quartier.

Association Culturelle des Merveilles de la Montagne Verte	**5 000 €**

Cette association, portée par des bénévoles, intervient sur les secteurs du Murhof et de Westhoffen à la Montagne Verte. La subvention vise à l'aider à organiser sur l'année des animations pour les enfants et les jeunes les mercredis et petites vacances scolaires, des événements sportifs, des ateliers pour les adultes, ainsi que des sorties familiales et des évènements festifs en direction d'un public intergénérationnel.

II. Subventions dans le cadre du Contrat enfance Jeunesse

Conseil Départemental des Associations Familiales Laïques du Bas-Rhin		**50 000 €**
- organisation d'un accueil de loisirs sans hébergement d'une quarantaine de places dans les locaux de l'école Marcelle CAHN aux Poteries (Les Toupidecs) pour les enfants de 6 à 12 ans, tous les mercredis et pendant les périodes de vacances scolaires.	25 000 €	

- organisation d'un accueil de loisirs périscolaire à l'école élémentaire du Stockfeld pour une quinzaine d'enfants de 6 à 12 ans, accueillis les lundis, mardis, jeudis et vendredis soirs en période scolaire après l'école jusqu'à 18h15	3 000 €
- organisation d'un accueil de loisirs sans hébergement de 20 places pour les 10-14 ans les mercredis après-midi et les vacances scolaires dans le cadre du projet jeunesse aux Poteries - accompagnement aux projets pour les plus de 14 ans et animation de rue pendant la période estivale et les petites vacances scolaires.	22 000 €

Ligue de l'enseignement Fédération départementale du Bas-Rhin – Fédération des œuvres laïques du Bas-Rhin	**12 000 €**

L'association organise un accueil de loisirs sans hébergement pour les enfants de 6 à 12 ans à l'école élémentaire Ste Aurélie, du lundi au vendredi en période scolaire, les matins de 7h45 à 8h20 et les soirs de 15h45 à 18h30.

Club sportif de Hautepierre	**14 000 €**

La subvention est destinée à soutenir l'association dans l'organisation d'un Accueil de Loisirs Sans Hébergement de 48 places à dominante sportive et ludique, les mercredis après-midis et durant les vacances scolaires (hors Noël), qui s'adresse aux enfants de 6 à 12 ans des quartiers de Hautepierre et Poteries.

III. Subventions pour l'organisation d'accueils de loisirs sans hébergement péri et extra-scolaires :

La Croisée des Chemins, Association protestante de Strasbourg, Espace Accueil Enfants-Parents-Jeunes	**84 400 €**

La subvention est destinée à permettre à l'association de poursuivre l'accueil collectif de mineurs péri et extrascolaire auparavant organisé en régie municipale à l'école élémentaire St Thomas et mis en œuvre par l'association depuis septembre 2016.

Ligue de l'enseignement - fédération départementale du Bas-Rhin - fédération des œuvres laïques du Bas-Rhin	**30 000 €**

ALSH vacances scolaires à l'école Sainte-Aurélie

Afin de maintenir une offre en accueil de loisirs sans hébergement pendant les vacances scolaires sur le quartier Gare, suite à l'arrêt des activités de Porte Ouverte, la Ligue de l'enseignement proposera un ALSH à l'école Sainte-Aurélie pour une trentaine d'enfants :

- 5 jours aux vacances d'hiver,
- 5 jours aux vacances de printemps,
- 2x10 jours aux vacances d'été,
- 5 jours aux vacances d'automne.

CARDEK centre socioculturel de la Krutenau	**13 000 €**

Dans le cadre de la réforme des rythmes scolaires, le Cardek a créé 32 places d'accueil de loisirs sans hébergement supplémentaires les mercredis à l'école Sainte Madeleine dans le quartier de la Krutenau. Cette subvention est destinée à accompagner l'association à augmenter sa capacité d'accueil de 22 places supplémentaires dans le cadre de la rentrée scolaire 2018/2019, soit un total de 54 places afin de répondre aux besoins des familles du quartier.

IV. Subventions pour projet

Institut pour la promotion du lien social	**2 500 €**

Organisation de conférences-débats

L'association organise des conférences-débats sur des thèmes sociaux actuels qui accueillent entre 120 et 150 personnes. L'année 2020 est consacrée à la poursuite du travail autour de la thématique "Réfléchir à demain - 4ème partie" et plus particulièrement du développement durable, des actions individuelles et collectives, des neurosciences et de la Ville de demain etc. Les conférences sont gratuites et ouvertes à tous-tes.

Ligue de l'enseignement - fédération départementale du Bas-Rhin - Fédération des œuvres laïques du Bas-Rhin - FOL	**7 500 €**

Lire et faire lire

Pour la 16ème année consécutive, l'association propose de coordonner le programme lire et faire lire à l'échelle strasbourgeoise. Il s'agit de permettre l'intervention de lecteurs bénévoles de plus de 50 ans dans des écoles et des ALSH et d'assurer leur formation. Les objectifs 2019 sont :

- développer le nombre de lecteurs bénévoles (70 lecteurs pour 1600 enfants), ainsi que les séances de lecture,
- développer des séances de lecture plurilingues afin de valoriser les langues,
- développer les lectures auprès des jeunes en UPE2A et en quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV).

Mon petit nid	**1 500 €**

Animations de quartier Esplanade

L'association propose un temps d'animation ouvert à tous les habitants les mercredi, jeudi et vendredi, après l'école, afin de mobiliser les enfants et parents de l'école de proximité. Des activités pour tous seront proposées : sport, grand jeux, ateliers cuisine, maquillage, etc. Un piquenique sera proposé pour clôturer l'évènement.

V. Investissement

Association du centre socio culturel du Fossé des Treize	**10 000 €**

Suite à l'obtention d'un agrément de la CAF pour le développement d'un centre socio-culturel sur le quartier Gare/Laiterie, l'association du Fossé des Treize s'est installée dans les locaux de la Résidence des Arts, en tant qu'exploitant du bâtiment. Afin de marquer l'arrivée du CSC, de susciter la curiosité des habitants, d'apporter de la couleur pour casser le côté minéral du bâtiment et de mettre une signalétique adaptée, le Fossé des 13 sollicite

une subvention afin de réaliser des installations de vitrophanies, des signalisations, et une nouvelle identité visuelle du parvis.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

- *d'allouer les subventions suivantes :*

1. *Garderie-Restaurant la Clé des Champs – centre de loisirs et d'animation éducatifs* *Fonctionnement*	*167 000 €*
2. *Conseil Départemental des Associations Familiales Laïques du Bas-Rhin* *Fonctionnement*	*13 500 €*
3. *Association Culturelle des Merveilles de la Montagne Verte* *Fonctionnement*	*5 000 €*
4. *Conseil Départemental des Associations Familiales Laïques du Bas-Rhin* *Contrat enfance jeunesse – Ecole Marcelle Cahn (Poteries)*	*25 000 €*
5. *Conseil Départemental des Associations Familiales Laïques du Bas-Rhin* *Contrat enfance jeunesse – Ecole élémentaire du Stockfeld*	*3 000 €*
6. *Conseil Départemental des Associations Familiales Laïques du Bas-Rhin* *Contrat enfance jeunesse – projet jeunesse aux Poteries*	*22 000 €*
7. *Ligue de l'enseignement Fédération départementale du Bas-Rhin – Fédération des œuvres laïques du Bas-Rhin* *Contrat enfance jeunesse – Ecole élémentaires Ste-Aurélie*	*12 000 €*
8. *Club sportif de Hautepierre* *Contrat enfance jeunesse – ALSH Hautepierre et Poteries*	*14 000 €*
9. *La Croisée des Chemins, Association protestante de Strasbourg, Espace Accueil Enfants-Parents-Jeunes* *ALSH – Ecole élémentaire St-Thomas*	*84 400 €*
10. *Ligue de l'enseignement - fédération départementale du Bas-Rhin - fédération des œuvres laïques du Bas-Rhin* *ALSH vacances scolaires à l'école Ste-Aurèlie*	*30 000 €*
11. *CARDEK centre socioculturel de la Krutenau* *ALSH Ecole Ste-Madeleine*	*13 000 €*
12. *Institut pour la promotion du lien social* *Organisation de conférences-débats*	*2 500 €*

13. *Ligue de l'enseignement - fédération départementale du Bas-Rhin - Fédération des œuvres laïques du Bas-Rhin - FOL* *Lire et faire lire*	*7 500 €*
14. *Mon petit nid* *Animations de quartier*	*1 500 €*
15. *Association du centre socio culturel du Fossé des Treize* *Investissement*	*10 000 €*
TOTAL	*410 400 €*

- *d'imputer les subventions 1 à 14 d'un montant de 400 400 € au compte AS00B – 6574 – 422 – prog. 8013, dont le disponible avant le présent Conseil est de 1 533 568 €*

- *d'imputer la subvention 15 d'un montant de 10 000 € au compte DL03 - 20421 – 422 – prog. 7017 dont le disponible avant le présent Conseil est de 266 050 €*

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions y afférentes

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

Attribution de subventions aux associations socioculturelles

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
GARDERIE RESTAURANT LA CLE DES CHAMPS CENTRE DE LOISIRS ET D'ANIMATION EDUCATIFS	fonctionnement général	180 500 €	167 000 €	167 000 €
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ASSOCIATIONS FAMILIALES LAIQUES DU BAS-RHIN	fonctionnement général projet socioculturel quartier des Poteries	15 642 €	13 500 €	13 500 €
ASSOCIATION CULTURELLE MERVEILLES DE LA MONTAGNE VERTE	fonctionnement général	13 500 €	5 000 €	5 000 €
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ASSOCIATIONS FAMILIALES LAIQUES DU BAS-RHIN	le développement d'activités de loisirs dans le cadre du Contrat enfance jeunesse - accueil Toupidecs Marcelle Cahn	28 000 €	25 000 €	25 000 €
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ASSOCIATIONS FAMILIALES LAIQUES DU BAS-RHIN	le développement d'activités de loisirs dans le cadre du Contrat enfance jeunesse - Neuhof Stockfeld	3 000 €	3 000 €	3 000 €
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ASSOCIATIONS FAMILIALES LAIQUES DU BAS-RHIN	le développement d'activités de loisirs dans le cadre du Contrat enfance jeunesse - accueil préados Poteries	22 000 €	22 000 €	22 000 €
LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT-FEDERATION DES ŒUVRES LAIQUES DU BAS-RHIN	le développement d'activités de loisirs dans le cadre du Contrat enfance jeunesse		12 000 €	12 000 €
CLUB SPORTIF DE HAUTEPIERRE	le développement d'activités de loisirs dans le cadre du Contrat enfance jeunesse	14 000 €	14 000 €	14 000 €
LA CROISEE DES CHEMINS ASSOCIATION PROTESTANTE DE STRASBOURG ESPACE ACCUEIL ENFANTS-PARENTS-JEUNES POUR MIEUX VIVRE ENSEMBLE	le fonctionnement 2019-2020 de l'accueil de loisirs école Saint-Thomas	84 400 €	84 400 €	84 400 €
LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT-FEDERATION DES ŒUVRES LAIQUES DU BAS-RHIN	accueil de Loisirs sans hébergement, vacances scolaires à l'école Sainte Aurélie	34 000 €	30 000 €	24 000 €
CENTRE SOCIOCULTUREL DE LA KRUTENAU - CARDEK	la création de places supplémentaires en ALSH pour les enfants âgés de 3 à 12 ans	13 000 €	13 000 €	- €
INSTITUT POUR LA PROMOTION DU LIEN SOCIAL	fonctionnement général	3 000 €	2 500 €	2 500 €
LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT-FEDERATION DES ŒUVRES LAIQUES DU BAS-RHIN	l'action suivante : "Lire et faire lire"	9 000 €	7 500 €	7 500 €
MON PETIT NID	le projet "animons notre quartier"	1 500 €	1 500 €	- €
ASSOCIATION DU CENTRE SOCIO CULTUREL DU FOSSE DES TREIZE	la réalisation de travaux de marquage et de signalisation des locaux à la Résidence des arts	10 000 €	10 000 €	- €

61

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Financement des postes d'animateurs jeunes au bénéfice des centres socioculturels du territoire strasbourgeois.

Afin de permettre à la ville de Strasbourg de rembourser sa participation aux frais engagés **par les centres socioculturels pour leurs postes d'animateurs-jeunes, il y a lieu d'affecter les enveloppes correspondantes pour un total de 302 000 €.**

Il s'agit d'un dispositif mis en place par la ville de Strasbourg et le Conseil Départemental du Bas-Rhin qui porte sur 12 postes d'animateurs-jeunes à temps plein, dont le cofinancement est réparti comme suit :

- 10,5 équivalents temps plein (ETP) sont financés à hauteur de 60 % par la Ville et cofinancés à hauteur de 40 % par le CD67.
- 1,5 ETP sont financés à hauteur de 100% par la Ville.

Le secteur géographique d'intervention de ces animateur-jeunes sont ceux des associations employeuses. La population "jeunes" concernée par cette intervention est celle présente habituellement dans ce secteur, quel que soit son lieu de résidence.

La mission dévolue aux animateurs-jeunes consiste en une présence quotidienne auprès de ce public par le biais d'actions de prévention, d'accompagnement et de loisirs mises en œuvre sous forme d'actions socio-éducatives.

Ils exercent leur mission sous le contrôle de l'association et en partenariat avec tous les autres organismes qui agissent en faveur des publics jeunes.

Enfin, les centres socioculturels bénéficiaires de ce dispositif de financement transmettent tous les ans avant le 1er mars de l'année suivante un rapport de l'année écoulée, retraçant les actions réalisées par les animateurs-jeunes et les résultats atteints ainsi que le projet pédagogique et les objectifs fixés de l'année en cours.

Le coût du poste est plafonné à 40 000 €.

Depuis 2010, le Conseil Départemental du Bas-Rhin procède directement au paiement de sa participation aux associations bénéficiaires.

Il y a donc lieu de prévoir les enveloppes suivantes pour la seule participation municipale :

Association du centre social et culturel de la Montagne-Verte – 1 ETP	20 000 €
ARES - Association des résidents de l'Esplanade de Strasbourg – 1 ETP	26 000 €
Association du centre socio-culturel du Neuhof – 2,5 ETP, répartis comme suit :	
Espace Klebsau – 1,5 ETP	36 000 €
Espace Ziegelwasser – 1 ETP	24 000 €
Association CARDEK centre socio-culturel de la Krutenau – 1 ETP	32 000 €
Association Populaire Joie et santé Koenigshoffen – 1,5 ETP	36 000 €
Association du centre socio-culturel du Fossé des Treize – 2 ETP, répartis comme suit :	
Secteur Tribunal – 1 ETP	24 000 €
Secteur Gare – 1 ETP	24 000 €
Association du centre socio-culturel de Neudorf – 2 ETP, répartis comme suit :	
Secteur Neufeld – 1 ETP	24 000 €
Secteur Musau – 1 ETP	24 000 €
Association du centre social et culturel de la Robertsau – Escale – 1 ETP	32 000 €

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

la participation aux frais relatifs aux postes animateurs jeunes des associations suivantes :

Association du centre social et culturel de la Montagne-Verte – 1 ETP	*20 000 €*
ARES - Association des résidents de l'Esplanade de Strasbourg – 1 ETP	*26 000 €*

Association du centre socio-culturel du Neuhof – 2,5 ETP, répartis comme suit :	
Espace Klebsau – 1,5 ETP	*36 000 €*
Espace Ziegelwasser – 1 ETP	*24 000 €*
Association CARDEK centre socio-culturel de la Krutenau – 1 ETP	*32 000 €*
Association Populaire Joie et santé Koenigshoffen – 1,5 ETP	*36 000 €*
Association du centre socio-culturel du Fossé des Treize – 2 ETP, répartis comme suit :	
Secteur Tribunal – 1 ETP	*24 000 €*
Secteur Gare – 1 ETP	*24 000 €*
Association du centre socio-culturel de Neudorf – 2 ETP, répartis comme suit :	
Secteur Neufeld – 1 ETP	*24 000 €*
Secteur Musau – 1 ETP	*24 000 €*
Association du centre social et culturel de la Robertsau – Escale – 1 ETP	*32 000 €*

Les crédits nécessaires, soit 302 000 €, sont ouverts sous Activité AS00B – Nature 6574 - Fonction 422- Programme 8013 dont le disponible avant le présent Conseil est de 1 533 568 €.

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions y relatives.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

62

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Convention cadre en faveur du développement des Maisons urbaines de santé à Strasbourg : renouvellement des engagements et nouveaux partenariats avec la Région Grand Est et le Département du Bas-Rhin.

Le concept strasbourgeois de « maison urbaine de santé »

Le concept strasbourgeois de « maison urbaine de santé (MUS) » est la déclinaison locale des « Maisons de santé pluridisciplinaire », structures répondant à la politique nationale visant à mieux anticiper les évolutions démographiques et à favoriser l'installation des professionnels de santé.

Il s'agit de structures de santé permettant le regroupement d'une diversité de professionnels de santé libéraux pour garantir un meilleur accès aux soins de la population. Elles permettent un exercice coordonné sur le territoire en vue de favoriser la coopération des professionnels de santé du premier recours ainsi que les parcours de santé des habitants. Cet exercice pluridisciplinaire est formalisé dans un projet de santé validé par l'Agence régionale de santé.

Les habitants des quartiers prioritaires de la Politique de la ville (QPV) ont un état de santé plus dégradé que dans les quartiers plus aisés, alors même que ces quartiers font état d'une démographie des professionnels de santé nettement moins favorable qu'ailleurs.

C'est pour répondre à ce constat, et pour contribuer à la réduction des inégalités sociales et territoriales de santé, que, dès 2008, la Ville de Strasbourg s'est engagée de façon volontariste aux côtés des équipes de soins primaires dans le soutien à la création de MUS dans les QPV. Cet engagement de la Ville poursuit deux objectifs principaux :

- sécuriser une offre de soins de premier recours dans les QPV, au plus près des habitants qui rencontrent et cumulent le plus de problèmes de santé ;
- anticiper la tension liée à la diminution de la démographie médicale sur les QPV, en soutenant la création de structures attractives pour des professionnels de santé désireux de s'installer.

Les MUS strasbourgeoises proposent par ailleurs des interventions de prévention et de promotion de la santé adaptées aux besoins locaux des populations, en lien étroit avec les actions de santé portées par la Ville.

Aujourd'hui, trois MUS sont labellisées et en activité sur le territoire de la Ville dans les quartiers du Neuhof, de la Cité de l'Ill et d'Hautepierre. Un autre projet est en cours de formalisation dans le quartier du Port du Rhin et d'autres sont en devenir sur les quartiers de la Meinau, de l'Elsau…

L'enjeu majeur pour les années à venir est d'assurer le soutien aux équipes de professionnels de santé engagés dans ces projets de MUS, structures dont l'utilité est aujourd'hui largement reconnue.

Une convention cadre pour accompagner la dynamique partenariale

L'originalité du modèle strasbourgeois de MUS tient à l'alliance entre les équipes de professionnels libéraux qui portent les projets de MUS et les services et institutions publics.

Une première convention cadre en faveur du développement des MUS à Strasbourg a été adoptée en conseil municipal du lundi 27 mars 2017 et ratifiée par l'ensemble des partenaires suivants :
- l'Etat (Préfet de la région Grand Est),
- l'Agence régionale de santé Grand Est,
- les bailleurs Habitation moderne et CUS Habitat,
- la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Bas-Rhin,
- l'association Femalsace (association fédérant les maisons de santé d'Alsace).

Cette convention traduit le souhait des partenaires de formaliser, via un cadre commun, leurs engagements en faveur du développement des MUS sur le territoire strasbourgeois. L'objectif partagé de cette convention est d'accompagner de manière concertée et coordonnée les porteurs de projets de MUS aux différentes étapes de leurs projets afin de favoriser leur création ainsi que leur développement dans la durée.

Dans le cadre de cette convention, et conformément aux objectifs fixés par le Contrat de Ville ainsi que le Contrat local de santé II de la Ville de Strasbourg signé en 2015 et son avenant signé en 2019, la Ville s'engage à soutenir les projets de MUS à travers :
- le soutien aux projets immobiliers des promoteurs de MUS, pour la construction d'un bâtiment ou sa rénovation/extension : subvention d'investissement et aide à la recherche et à la mobilisation de co-financements,
- le soutien au projet de santé, et en particulier aux actions de promotion de la santé : subventions de fonctionnement et accompagnement en ingénierie de projet.

Un élargissement des partenariats à la Région Grand Est et au Département du Bas-Rhin

Le travail de renouvellement de la convention cadre en faveur des maisons urbaines de santé à Strasbourg permet d'actualiser les engagements des partenaires et de renforcer l'ambition partagée de la Ville et des signataires sur une période de cinq années : 2020-2024.

Il s'agit également d'élargir la convention cadre à deux nouveaux partenaires institutionnels que sont la Région Grand Est et le Département du Bas-Rhin. A travers les politiques menées sur les territoires en matière d'accès à la santé et aux soins, ces deux acteurs de santé publique ont souhaité apporter leur soutien aux projets de santé portés par les MUS strasbourgeoises.

La Région Grand et le Département du Bas-Rhin se sont ainsi engagés à soutenir les projets de MUS dans leur dimension immobilière, via le versement d'une subvention d'investissement.

La présente convention cadre formalise aujourd'hui ces engagements afin de consolider le modèle local de MUS, après plusieurs années d'expériences et de collaborations, tant avec les partenaires de la convention qu'avec les professionnels de santé portant ces structures.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'implication de la ville de Strasbourg dans le soutien à la création de Maisons urbaines de santé, sur la base des engagements figurant dans la présente délibération,

autorise

la signature par le Maire de la convention cadre entre la Ville, le Préfet du Bas-Rhin, l'ARS Grand Est, la Région Grand Est, le Département du Bas-Rhin, la CPAM du Bas-Rhin, les bailleurs Habitation moderne et Ophéa, et la FEMAGE.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

CONVENTION CADRE
en faveur du développement des
Maisons urbaines de santé à Strasbourg

Entre :

- La Ville de Strasbourg, représentée par le Maire, M. Roland RIES,
- L'Etat, représenté par la Préfète de la Région Grand Est, Préfète du Bas-Rhin, Mme Josiane CHEVALIER,
- L'Agence régionale de santé Grand Est, représentée par son Directeur général, M. Christophe LANNELONGUE,
- La Région Grand Est, représentée par son président, M. Jean ROTTNER,
- Le Département du Bas-Rhin, représenté par son président, M. Frédéric BIERRY,
- La Caisse primaire d'assurance maladie du Bas-Rhin représentée par sa Directrice, Mme Sylvie MANSION,
- Habitation moderne, présidé par M. Philippe BIES et représenté par sa Directrice générale, Mme Virginie JACOB,
- Ophéa, présidé par M. Philippe BIES et représenté par son Directeur général, M. Jean-Bernard DAMBIER,
- L'association Fédération des MAisons de santé et exercices regroupés du Grand Est (FEMAGE), ci-après dénommée l'association, représentée par son vice-président en exercice, M. le Docteur Pierre TRYLESKI.

Vu,
- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- le Contrat de ville de l'Eurométropole de Strasbourg 2015-2020 signé le 05 juin 2015,
- le Contrat local de santé de la Ville de Strasbourg 2015-2020 signé le 05 juin 2015,
- l'avenant au Contrat local de santé de la Ville de Strasbourg 2015-2020 signé le 17 juin 2019,
- la délibération du Conseil municipal de Strasbourg du 10 février 2020.

Préambule

Le modèle strasbourgeois des Maisons urbaines de santé (MUS) est une déclinaison locale des maisons de santé pluri-professionnelles (MSP). Il s'agit de structures de santé situées dans des Quartiers prioritaires de la Politique de la ville (QPV) qui regroupent une diversité de professionnel-le-s (dont au moins 2 médecins généralistes et une profession paramédicale) autour d'un exercice pluridisciplinaire coordonné formalisé par un projet de santé.

En tant que MSP, les MUS proposent à la fois une offre de soins de premier recours et des interventions de prévention et de promotion de la santé.

Elles respectent le cahier des charges national applicable aux MSP. Elles peuvent également comporter d'autres intervenants-tes non professionnels-les de santé, comme des psychologues, des secrétaires d'accueil ou des coordinateurs-trices et/ou des adultes-relais « Médiateurs-trices en promotion de la santé ».

Leur projet de santé est à soumettre à l'Agence régionale de santé Grand Est. Sa validation par le comité régional de sélection Grand Est vaut labellisation. Ce projet de santé doit être actualisé chaque année.

L'originalité du modèle strasbourgeois de MUS tient à l'alliance entre cette équipe de professionnels-les de santé libéraux et des services et institutions publics.

A Strasbourg, au 31 décembre 2015, la densité moyenne de médecins généralistes installés est de 1,44 pour 1 000 habitants-es ; il est de 2,1 dans les quartiers les plus aisés et de 0,9 dans les quartiers les plus populaires.

Depuis 2008, **la Ville de Strasbourg** s'est engagée aux côtés des équipes de soins primaires, de manière volontariste dans le soutien à la création de MUS.

Aujourd'hui, trois MUS sont en activité. Elles sont situées sur les quartiers strasbourgeois du Neuhof (ouverture en mars 2010), de la Cité de l'Ill (ouverture en février 2014) et de Hautepierre (ouverture en décembre 2014). Un projet est en cours de formalisation dans le quartier du Port du Rhin et d'autres sont en cours de réflexion sur les quartiers de la Meinau et de l'Elsau.

Les liens sont étroits entre les MUS et la politique de santé publique développée par la Ville de Strasbourg, au titre par exemple de Sport santé sur ordonnance, de PRECCOSS, des Ateliers santé ville, et des délégations exercées (PMI et santé scolaire). Des professionnels-les de santé ayant un statut public interviennent ainsi au sein de ces structures.

De même, la Ville et l'Agence régionale de santé Grand Est ont inscrit le soutien au développement des MUS comme l'un des axes forts du Contrat local de santé II (CLS II) de la Ville de Strasbourg signé en juin 2015 et conforté par un avenant signé en juin 2019. Cette dynamique se traduit notamment par le soutien à l'investissement des projets immobiliers ainsi que le financement des interventions des associations ALT et ITHAQUE au titre respectivement des Points accueil écoute jeunes (PAEJ) et des microstructures médicales d'addictologie et de précarité.

De manière générale, les questions de santé, tant en termes d'accès aux soins de proximité que de prévention, sont un axe fort du Contrat de ville pour Strasbourg, dont le CLS constitue le volet Santé.

L'Etat, à travers l'action de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), met en œuvre des politiques visant la réduction des inégalités sociales et territoriales de santé dans les territoires fragiles, ruraux et urbains, en matière d'accès aux soins et de prévention. Cette action s'inscrit dans un cadre à la fois interministériel et partenarial, en lien avec les collectivités et les

acteurs engagés au service des habitants-es des territoires fragiles. Le 14 novembre 2017, le Président de la République a appelé à une mobilisation nationale pour les quartiers prioritaires. Une des mesures du plan annoncé sur le programme « Renforcement du lien social » est le doublement du nombre de maisons et centres santé d'ici 2022.

Il contribue également à promouvoir la santé dans les territoires fragiles notamment dans les QPV. L'État soutient les dynamiques de sensibilisation menées par les réseaux de professionnels-les, ainsi que la participation des habitants-es à la prévention et à la prise en charge de leur santé. Dans ces domaines, la politique de la ville s'appuie, notamment, sur les Ateliers santé-ville (ASV) et le monde associatif.

L'Agence régionale de santé Grand Est mène une politique visant à mieux anticiper les évolutions démographiques et à favoriser l'installation ainsi qu'une répartition des professionnels-les de santé visant à garantir au mieux l'accès aux soins de la population. Elle promeut et accompagne les projets d'exercice coordonné sur le territoire, en vue de favoriser la coopération des professionnels-les du premier recours. Cette politique s'appuie notamment sur la loi Hôpital Patients Santé Territoires, le plan national « Ma Santé 2022 : un engagement collectif », et la loi relative à l'organisation et à la transformation du système de santé, les Pactes Territoire Santé 1 et 2, le Plan Régional de Santé 2018-2028.

L'action de la **Région Grand Est** en matière de santé consiste à lutter contre les disparités territoriales et les inégalités d'accès à la santé et aux soins, de façon à proposer une offre de santé de qualité pour tous et à contribuer à redynamiser certains territoires fragiles.

Elle promeut l'exercice coordonné pluri-professionnel, l'adaptation des outils aux organisations territoriales et l'accompagnement des professionnels-les dans des approches innovantes et évolutives afin de répondre aux problématiques de démographie médicale qui se posent dans les territoires.

Le Département du Bas-Rhin est un acteur incontournable de santé publique notamment dans le domaine de la prévention, en raison de ses multiples politiques sociales, de développement et d'aménagement des territoires.

Il exerce en effet :

- Des compétences sanitaires obligatoires : dans les domaines de la politique de protection et de promotion de la santé de l'enfant et de la famille, dans la prise en charge, l'accès aux droits et l'accompagnement de l'autonomie et du handicap, dans la veille sanitaire et la gestion des crises sanitaires en lien avec l'Agence régionale de santé, dans l'épidémiologie et l'observation de la santé, dans la formation des professionnels-les de santé,
- Des compétences sanitaires déléguées de l'Etat : dans les domaines de la lutte contre la tuberculose, la mise en œuvre de la politique de prévention vaccinale et la prévention primaire des cancers,
- Des compétences sanitaires volontaires : dans le domaine des addictions, de la lutte contre les inégalités sociales de santé par une offre de soins pour les publics les plus précaires en situation d'insertion.

Par ailleurs, le Département du Bas-Rhin développe des politiques, impactant sur la santé des populations et le bien-être des individus :

- Action sur les milieux de vie : aménagement du territoire, infrastructures et équipement, transports, qualité des milieux…,

- Actions sur les conditions de vie : action sociale, logement, insertion, éducation, culture, activités sportives, politiques jeunesse et aide sociale à l'enfance…

La politique de la **Caisse primaire d'assurance maladie du Bas-Rhin** s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale de santé et du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale déclinés tant régionalement que localement. Protectrice et attentionnée, elle se veut assurance solidaire à l'écoute de chacun pour un égal et réel accès de tous à une couverture maladie satisfaisante, aux meilleurs soins et à la santé. A cet effet, elle déploie une approche globale des différents publics en formant, mobilisant et développant un réseau de partenaires où les MUS figurent en bonne place.

Renforçant l'efficience collective, elle s'efforce de lutter contre les inégalités sociales et territoriales de santé en assurant un service performant et en améliorant ses relations avec les usagers. Elle veille à ce que chacun, quel que soit son état de santé et ses moyens, soit au cœur d'un système de santé fondé sur l'intervention coordonnée et spécialisée des différents professionnels-les. L'assuré et ses bénéficiaires peuvent ainsi s'impliquer activement et devenir acteurs de leur santé à travers :

- des prestations administratives, sociales et médicales de premier recours de proximité simplifiant les démarches et offrant une prise en charge globale comme un partage de données cadré réglementairement, fonctionnellement et financièrement (dossier médical partagé, communautés professionnelles, etc.),
- d'une information sur les pathologies, les prestations, la tarification actualisée et d'autres services homogènes, simples, rapides et accessibles en tout point de la circonscription via un large choix de canaux de contact (accueil physique muni d'espace équipé d'ordinateurs en libre-service, compte personnel Ameli, etc.),
- de l'offre d'un accompagnement transdisciplinaire individualisé des personnes en fonction de leurs situations et des besoins préalablement identifiées (parcours attentionnés, éducation thérapeutique, etc.).

Ces mesures reposant sur un fort partenariat avec des structures adéquates comme les MUS, permettent de traduire localement et concrétiser la politique publique de santé au sein des quartiers. Elles se complètent de projets innovants tendant à agir sur divers déterminants sociaux pour réduire les inégalités de santé. Ces expérimentations, menées dans un esprit de transversalité, sont l'occasion, une fois évaluées et régulées, de capitaliser et de développer les expériences, de renforcer la dynamique partenariale et de déployer l'intelligence collective au service de la démocratie sanitaire.

Habitation moderne et Ophéa, dans leur rôle de bailleur social intervenant notamment en QPV, peut accompagner lorsque nécessaire et possible les MUS dans leur développement immobilier, dans ses différentes dimensions (construction, rénovation, extension).

La FEMAGE, association fédérant les maisons de santé du Grand Est, à laquelle adhérent les MUS strasbourgeoises, s'est mobilisée et formée pour accompagner les futurs promoteurs-trices de projets, pour faire vivre les projets des MUS actuelles, pour les accompagner dans leur développement à différentes échelles du territoire (pôles, CPST), mais aussi pour l'aide au montage des actions de prévention et de promotion de la santé.

Elle met en œuvre une action de « facilitation » afin d'accompagner les professionnels-les portant le projet.

*
* *

La présente convention traduit le souhait de ces partenaires de formaliser via un cadre commun leurs engagements réciproques en faveur du développement des Maisons urbaines de santé sur le territoire strasbourgeois.
Cette mobilisation volontariste traduit la conception partagée des partenaires que les Maisons urbaines de santé sont des structures « ressources » pour agir sur deux enjeux de santé majeurs au sein des quartiers prioritaires de la politique de la ville :

- Lutter contre les inégalités sociales et territoriales de santé,
- Maintenir et développer une offre de soins de premier recours.

1ière partie : objet et vie de la convention

Article 1.1 : objet de la convention

Par la présente convention, la Ville de Strasbourg, l'association FEMAGE, Habitation Moderne et Ophéa, l'Agence régionale de santé Grand Est, la CPAM du Bas-Rhin, le Département du Bas-Rhin, la Région Grand Est et l'Etat définissent des objectifs partagés et s'engagent à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution.

Article 1.2 : vie de la convention

La convention est établie pour la période 2020-2024. Elle fera l'objet d'un bilan annuel entre les signataires.

Son renouvellement sera décidé sur la base du bilan de cette période et de l'évaluation qui en sera faite.

2ième partie : les objectifs

Article 2.1 : les priorités de la Ville de Strasbourg.

Elles ont été partagées avec les institutions partenaires dans le cadre du Contrat local de santé II de la Ville de Strasbourg et du Contrat de ville.

Le Contrat local de santé II comprend un axe « Améliorer l'offre de soins de premier recours, l'accès aux soins et aux droits des personnes les plus vulnérables », comportant la fiche-action 11 *« Poursuivre la promotion de l'exercice regroupé et coordonné et l'accompagnement des professionnels-les dans la construction de leur projet de Maison urbaine de santé dans les quartiers prioritaires ».*

Le Programme 10 Santé du Contrat de ville comporte un axe prioritaire visant à améliorer l'offre de soins de premier recours, l'accès aux soins et aux droits des personnes les plus vulnérables en accompagnant les Maisons urbaines de santé.

Les Conventions d'application territoriales du Contrat de ville pour les QPV Hautepierre, Neuhof, Cité de l'Ill et Port du Rhin comportent les priorités suivantes :

- Hautepierre : assurer l'installation définitive et la pérennisation de la MUS qui occupe depuis décembre 2014 des locaux provisoires au 11 rue Yourcenar (bail de 6 ans),
- Neuhof : favoriser l'accès aux services publics et à la santé,
- Cité de l'Ill : favoriser l'accès aux soins et à la prévention,
- Port du Rhin : favoriser l'accès à la santé des habitants-es.

Article 2.2 : les priorités de l'État

Au niveau local, l'action de l'Etat vise à contribuer à la réduction des inégalités sociales et territoriales de santé dans les dix QPV de Strasbourg retenus dans le cadre de l'ASV et favoriser la création de MUS en participant aux actions de prévention dans le domaine social par la convention ASV.

Article 2.3 : les priorités de l'Agence régionale de santé Grand Est

- Faciliter l'accès aux droits et aux soins par la création de collectifs de soins au service des patients et mieux structurer l'offre de soins dans les territoires :
    - Soutenir le déploiement et les évolutions des structures de soins primaires et améliorer la structuration des parcours des patients à travers les dispositifs de coordination des professionnels-les de santé que sont les Equipes de soins primaires (ESP, Maisons de santé pluri-professionnelles, Centres de santé polyvalents) et les Communautés professionnelles territoriales de santé,
    - Tendre vers une équité d'accès aux soins de premier recours, avec une vision prospective des départs et des installations des professionnels-les de santé et une vision partagée de l'aménagement territorial,
- Conforter l'accès à la prévention et aux soins des publics spécifiques et favoriser l'accès des populations en situation de handicap, des personnes âgées et des personnes en situation fragile à une offre de qualité :
    - Développer la politique de réduction des risques et poursuivre la structuration de la filière d'addictologie,
    - Faciliter la relation Patient / Professionnel-le de santé en développant la médiation en santé et l'interprétariat pour la médecine de ville,
    - Contribuer à la prévention de la perte d'autonomie chez les personnes âgées, notamment par des actions de promotion de la santé,
    - Mettre en œuvre la démarche « Une réponse accompagnée pour tous » sur l'ensemble du département,
- Lutter contre les principales causes de mortalité et de morbidité en région :
    - Soutenir les actions/interventions ou expérimentations visant à lutter contre les conduites addictives destinées aux publics prioritaires : jeunes, femmes enceintes, publics en situation de précarité,
    - Soutenir les actions/interventions ou expérimentations visant à lutter contre le surpoids et l'obésité,
    - Améliorer la prévention et le dépistage du VIH, des IST et des hépatites.

Article 2.4 : les priorités de la Région Grand Est

La Région Grand Est accompagne les territoires et mobilise ses capacités d'actions en faveur de projets mis en œuvre avec des professionnels-les de santé autour de trois idées fortes :

- La pluri professionnalité : chacun apporte sa compétence,
- La mutualisation : la santé est une affaire d'équipe,
- La démarche territoriale : les solutions se construisent localement.

L'analyse des difficultés liées à la démographie médicale (médecine générale de premier recours, et médecine spécialiste de second recours) impose la nécessité d'organiser et de renforcer les soins de proximité (vieillissement de la population, virage ambulatoire, vieillissement des médecins).

Il est nécessaire d'anticiper et d'adapter les solutions aux spécificités des territoires. Dans cette approche des problématiques de santé, les initiatives des professionnels-les de santé doivent être au cœur des solutions à réfléchir avec les autres acteurs.

Article 2.5 : les priorités du Département du Bas-Rhin

Fort de toutes ses compétences, le Département du Bas-Rhin a élaboré des orientations destinées à promouvoir la santé de l'enfant et de la famille ainsi que des publics vulnérables. Ces orientations s'inscrivent dans un cadre d'intervention individuel et collectif, et contribuent à l'amélioration de la santé globale de la population :

- Lutter contre les inégalités de santé :
    - par une offre de soins de prévention, de dépistage et de premier recours gratuite et de proximité accessible à tous,
    - au travers d'actions sur les déterminants sociaux et environnementaux de la santé,
    - par la mise en œuvre d'un plan départemental de lutte contre la grande précarité, notamment pour ce qui concerne les soins, les conditions de logement, la qualité nutritionnelle de la nourriture, l'endettement, l'isolement et l'exclusion,
    - par un déploiement de dispositifs spécifiques en quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), un soutien aux associations et aux acteurs locaux,
- Favoriser l'autonomie des personnes et leur implication en tant qu'acteurs de leur propre santé :
    - par l'éducation à la santé en faveur des jeunes, des parents et des enfants et de soutien à la parentalité,
    - par l'orientation et l'accompagnement gradué dans le système de santé et vers les dispositifs de soins de droit commun,
    - par une prise en charge spécifique et adaptée des besoins des personnes âgées et handicapées, au titre de sa politique autonomie,
- Assurer la continuité d'accompagnement des personnes à l'intersection du sanitaire et du social :
    - par un travail en réseau médico-social de proximité,
    - par un partenariat institutionnel permettant de construire des approches transversales dans une logique de parcours de santé,
    - par sa participation à la PTA (plateforme territoriale d'appui) et à la MAIA de Strasbourg (Méthode d'Action pour l'Intégration des services d'aide et de soins dans le champ de l'Autonomie), dispositif permettant de mieux coordonner les

acteurs sanitaires, sociaux et médico-sociaux au profit d'une meilleure prise en charge des usagers confrontés à des parcours complexes,
    - par un suivi santé des mineurs non accompagnés (MNA), populations qui entrent dans le droit commun de la protection de l'enfance,

- Contribuer à l'observation de la santé et à la veille sanitaire départementale.

Pour le territoire de Strasbourg, le Département du Bas-Rhin délègue une partie de la mise en œuvre de ses missions médico-sociales à la Ville conformément à la « Convention de délégation de compétences en matière sociale et médico-sociale entre la Ville de Strasbourg et le Département » en vigueur entre les deux parties.

Le Département attachera également une importance toute particulière à la participation des MUS à la permanence des soins par des amplitudes horaires d'ouverture qui répondent aux besoins des populations. Il attendra également une coopération renforcée avec les autres acteurs des champs sanitaires, sociaux et médico-sociaux du territoire.

Article 2.6 : les priorités de la Caisse primaire d'assurance-maladie du Bas- Rhin

Volontariste, la CPAM s'appuie sur les orientations nationales et régionales (projet régional de santé, programme régional d'accès à la prévention et aux soins, schéma régional de prévention, schéma régional d'organisation des soins, schéma ambulatoire, schéma régional d'organisation médico-social...) pour préconiser :

- Le déploiement du plan local d'accompagnement du non-recours, des incompréhensions et des ruptures visant à collecter des données, repérer les situations de vulnérabilité et/ou de non droit pour apporter une réponse coordonnée entre les services administratifs, médicaux et sociaux de l'Assurance Maladie,
- Le repérage des assurés fragilisés par certains événements de la vie (longue maladie, accident, etc.) en vue de proposer des services afin de maîtriser au mieux des situations transitoires ou durables grâce aux prestations légales ou extralégales octroyées dans le cadre de la politique d'action sanitaire et sociale de l'organisme,
- L'organisation d'un accueil sur rendez-vous favorisant une étude attentionnée des dossiers qui va de pair avec la promotion d'une offre multicanale, avec la mise à disposition d'espaces libre-service en accueil et l'accompagnement des visiteurs dans l'usage des équipements afin de réduire la fracture numérique,
- L'impulsion, la coordination ou la contribution aux actions dédiées à la santé par un appui méthodologique ou logistique en faveur des professionnels-les ou bénévoles désirant s'impliquer en ce domaine,
- Le développement de nouveaux partenariats pour s'allier aux acteurs médico-sociaux, former des personnes-relais afin de privilégier un service de premier recours de proximité améliorant l'accès aux droits et aux soins des personnes vulnérables.

Ainsi, la collaboration avec les MUS vise à lutter contre les exclusions et à garantir l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux. Les personnes en situation de précarité doivent notamment bénéficier d'une couverture maladie, des soins dont elles ont besoin et des tarifs sociaux de l'énergie. Elles remplissent souvent les critères d'éligibilité fixés réglementairement, mais renoncent parfois à leurs droits par défaut d'information, de compréhension, de besoins immédiats ou par peur de stigmatisation. Un travail en réseau avec des acteurs de terrain, en prise directe avec les populations les plus vulnérables, permet d'améliorer la détection des personnes n'ayant pas d'accès aux soins, d'appréhender les problématiques individuelles, d'examiner avec les

intéressés les possibilités d'y remédier en apportant une réponse adaptée au contexte local de nature à réduire les inégalités sociales de santé.

Article 2.7 : les priorités des bailleurs Habitation Moderne et Ophéa

Habitation moderne et Ophéa, ont comme objectif d'accompagner dans la mesure du possible le maintien et le développement des services et de l'accès aux soins dans les quartiers d'habitat social.

Un moyen est de proposer une offre de locaux professionnels et adaptés aux besoins.

Article 2.8 : les priorités de la FEMAGE

- Promouvoir l'exercice pluriprofessionnel coordonné en soins primaires et représenter les structures d'exercice coordonné auprès des partenaires institutionnels,
- Apporter son expertise aux structures d'exercice coordonnée, notamment aux équipes de soins primaires (ESP), aux maisons de santé pluriprofessionnelles (MSP) et aux CPTS ; soutenir leur constitution, leur développement, leur adhésion à l'ACI, la mise en place de système d'information partagé et leur participation aux projets de santé publique, locaux et territoriaux,
- Apporter un soutien aux équipes de soins primaires qui participent aux organisations territoriales, notamment les communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS), et pour tout projet qu'elles souhaitent y développer ; représenter les ESP et les MSP engagées dans les CPTS au niveau national, en étant force de proposition notamment dans leur dimension pluriprofessionnelle,
- Promouvoir l'enseignement et la formation pluriprofessionnelle, la valorisation des compétences lors des formations initiales et continues des professionnels de santé, l'évaluation des pratiques, la démarche qualité et la recherche-action au sein des ESP, des MSP et des maisons de santé pluriprofessionnelles universitaires (MSPU),
- Appuyer la mise en place de la coordination en structures d'exercice coordonné, mettre en place des actions de formation continue (gestion, mutualisation d'outils, harmonisation des pratiques, démarche qualité…).

Article 2.9 : les objectifs partagés

- Accompagner de manière concertée et coordonnée les porteurs de projets de Maison urbaine de santé aux différentes étapes de leurs projets afin de favoriser la création et le développement dans la durée de ces structures (dont soutien du développement des systèmes d'information partagés, plateformes de communication, télémédecine et télé-expertise entre MUS et partenaires au sein des quartiers : soutien financier, ingénierie de projet),
- Lutter contre les inégalités sociales et territoriales de santé,
- Maintenir et développer une offre de soins de premier recours dans un contexte de tension grandissante de la démographie médicale et de moindre implantation déjà constatée de professionnels-les de santé dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville.

3ième partie : les engagements des signataires

Article 3.1 : les engagements de la Ville de Strasbourg.

a) Lors de la phase projet d'une MSP :

La Ville s'engage, via le service Santé et Autonomie, et dans le cadre de l'Atelier santé ville, à contribuer à la réalisation d'un diagnostic local de santé préalable à un projet de MUS. Il sera transmis à l'équipe de montage du projet et à l'ARS Grand Est et conditionnera le passage à la phase d'élaboration du projet de santé.

Elle s'engage également à faire connaître aux membres signataires les tendances et perspectives en matière de démographie médicale sur le territoire et par quartier.

Elle s'engage à émettre un avis éclairé sur l'élaboration et la rédaction des projets de santé portés par les promoteurs de MUS, lorsqu'ils le demandent, préalablement à leur validation par le comité régional de sélection.

b) Dans l'hypothèse d'un projet immobilier :

La Ville s'engage à soutenir les projets immobiliers des promoteurs de MUS, pour la construction d'un bâtiment ou sa rénovation/extension, selon les modalités suivantes:

- Allocation d'une subvention d'investissement à un projet de MUS par an sur les crédits d'investissement du service Santé et Autonomie, sous réserve de leur disponibilité,
- Possibilité de mobilisation d'une garantie d'emprunt si nécessaire,
- Aide à la recherche de financements et au montage de dossiers pouvant sécuriser le projet (crédits FEDER, du NPRU, du contrat de ville …).

La Ville s'engage à apporter une aide temporaire au démarrage d'une nouvelle activité et à l'évolution d'une MUS en prenant en charge les loyers pour les surfaces vacantes à la livraison du projet immobilier le temps que l'équipe définitive de professionnels-les de santé se constitue.

La durée de prise en charge est déterminée au cas par cas et ne pourra être supérieure à un an.

Le montant de l'aide apportée est déterminé spécifiquement pour chaque projet en fonction :

- De l'arrivée progressive des professionnels-les de santé,
- Des éléments de diagnostic et de besoins recueillis (Diagnostic local de santé, étude d'opportunité…),
- Des espaces en m2 qu'ils sont censés occuper,
- Du montant de loyer applicable.

Cette aide portera sur les bureaux d'activité dédiés aux professionnels-les de santé, à l'exclusion des autres surfaces, notamment les espaces communs.

La Ville s'engage également à aider pour :

- La mise en relation des promoteurs de MUS avec les professionnels-les de santé libéraux souhaitant s'installer au sein d'un quartier,
- La recherche de locaux adaptés à une activité pluridisciplinaire.

c) Pour le soutien des actions de promotion de la santé :

Sous réserve de la disponibilité des crédits, la Ville s'engage à :

- Co-financer les actions de promotion de la santé portées par les MUS dans le cadre du Contrat de ville et du CLS II de la Ville de Strasbourg, dans la mesure où ces actions sont cohérentes avec les orientations municipales en matière de promotion de la santé,
- Co-financer les interventions de partenaires associatifs au sein des MUS. A titre d'exemples : ALT / Points accueil écoute jeunes, ITHAQUE / microstructures médicales etc.,
- Participer à la location d'un local au sein des MUS pour accueillir des activités de promotion de la santé (PRECCOSS, PAEJ, microstructure médicale d'addictologie et précarité, interventions de professionnels-les de santé publique et d'agents de la Ville…), en veillant à l'équilibre entre les différentes MUS.

Article 3.2 : les engagements de l'Etat

L'État s'engage à :

- Accompagner les porteurs-euses de ces structures dans l'intégration, le cas échéant, du projet des MUS dans les opérations de renouvellement urbain,
- Accompagner les porteurs-euses de projets dans l'identification des dispositifs de financement de droit commun,
- Accompagner les MUS dans la structuration de leur offre de services aux habitants-es de QPV et soutenir financièrement les actions répondant aux priorités de l'ASV,
- Faciliter la mise en relation des professionnels-les de la MUS avec les conseils citoyens des quartiers afin de promouvoir la structure support et les actions menées en faveur des habitants-es,
- Favoriser la mise en place de services civiques ayant pour mission la promotion et la communication sur les maisons urbaines de santé.

Article 3.3 : les engagements de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

L'ARS Grand Est s'engage à :

a) Faciliter l'émergence des MSP et à accompagner les porteurs de projet

Pour cela elle s'engage à :

- <u>Informer :</u>
    - Informer les étudiants-tes, remplaçants-tes et professionnels-les de santé installés-es sur le territoire de la présente convention, des textes et dispositifs relatifs aux structures d'exercice coordonné ou regroupé,
    - Informer l'ensemble des parties concernées et acteurs-trices du territoire sur l'évolution de ces dispositifs, l'émergence de projets sur le territoire et leur état d'avancement,
- <u>Coordonner :</u>
    - Mettre en relation les porteurs-euses de projet avec d'autres acteurs-trices, dans une logique de Guichet unique,

- Faciliter la coordination des intervenants-tes et parties prenantes des projets de santé ou des projets immobiliers,
- Organiser la concertation entre tous les partenaires, à l'échelle départementale, dans le cadre du Comité d'instruction des MSP, et articuler l'échelon régional de l'ARS si nécessaire (financements, expertise…),

- Accompagner :

  - Accompagner les porteurs-euses de projet, le cas échéant par la mise à disposition d'un prestataire extérieur, à l'expression des besoins et à la faisabilité du projet,
  - Accompagner les porteurs-euses de projet, le cas échéant par la mise à disposition d'un prestataire extérieur, à l'élaboration d'un diagnostic de territoire, l'écriture du projet de santé, la définition du projet immobilier ou des statuts juridiques de la structure,
  - Octroyer, sous réserve des crédits disponibles, une aide au démarrage après la validation du projet de santé,
  - Accompagner les MSP existantes, au cas par cas, dans le financement de leurs projets immobiliers,
  - Suivre, au moins une fois par an, les structures existantes dans une logique d'amélioration continue.

b) Piloter et organiser l'instruction des projets de MSP et la labellisation des structures via le Comité départemental d'instruction des Projets de MSP

- Objectifs du comité départemental :

  - Partager une vision concertée des modalités d'amélioration de l'accès aux soins de proximité,
  - Disposer d'une information la plus complète possible sur les projets de structures d'exercice coordonné (MSP) mais aussi sur les nouvelles formes d'organisation coordonnée des soins primaires concourant à la structuration du parcours des patients à l'échelle des territoires (ESP, CPTS),
  - Instruire, valider et Labelliser les projets de MSP du territoire,

- Composition du comité départemental :

  - Des membres permanents (1 institution = 1 voix)
    - ✓ Représentant-e de l'ARS,
    - ✓ Représentant-e du Conseil Régional,
    - ✓ Représentants-es des Préfectures de département,
    - ✓ Représentants-es des Conseils Départementaux,
    - ✓ Représentants-es des principales URPS médecins, pharmaciens, IDE, masseurs-kinésithérapeutes,
    - ✓ Représentant-e de la FEMAGE,
    - ✓ Représentants-es des conseils départementaux de l'Ordre des médecins,
    - ✓ Représentants-es de l'Assurance maladie,

  - En fonction des projets qui seront examinés, des invités (pas de voix) :
    - ✓ Porteur-euse du projet,
    - ✓ Représentants-es des collectivités territoriales accompagnant le projet,
    - ✓ Bailleur social / promoteur immobilier, en accord avec la collectivité partenaire.

- Axes d'instruction des projets de MSP :
    - Implantation territoriale de la structure (MSP) et/ou territoire couvert par la MSP : cohérence territoriale, aménagement du territoire,
    - Projet de santé + projet professionnel : réponse aux besoins de santé de la population, cohérence avec les objectifs du PRS, implication des professionnels-les de la MSP et coordination interprofessionnelle,
    - Volet immobilier (plan architectural): facilitera-t-il le travail en commun ?
    - Plan de financement global de la structure ; soutenabilité financière ; co-financements envisagés,

- Composition et rôle du comité régional :
    - Le Comité régional d'exercice coordonné Grand Est est co-présidé par l'ARS Grand est et la Préfecture de Région. Il est composé de membres représentant le Conseil régional, les Conseils départementaux, les délégations territoriales de l'ARS, les collectivités territoriales, les fédérations représentatives des MSP, les Ordres régionaux, URPS, Caisses d'assurance maladie, associations d'internes et de jeunes médecins,
    - Il se réunit deux fois par an et se prononce, pour avis, sur les projets de MSP qui lui sont soumis par les Comité départementaux.

Article 3.4 : les engagements de la Région Grand Est

La Région Grand Est s'engage à soutenir les projets des MUS sur le volet immobilier selon les conditions suivantes :

- Les projets doivent être le résultat d'un partenariat entre différents-tes acteurs-trices afin de rendre plus opérationnelle et lisible une dynamique territoriale,
- Les projets doivent être dans une zone dite déficitaire dont les quartiers politique de la ville QPV,
- Les projets techniques doivent :
    - permettre de répondre au projet de santé validé,
    - présenter un montage financier lisible et nécessairement équilibré, donc préciser les co-financements sollicités ou obtenus ainsi que les différents postes de recettes et de dépenses,
    - être accompagné d'un budget de fonctionnement ne mettant pas en péril la présence de l'équipe qui met en œuvre le projet de santé,
- Le dossier de demande de subvention accompagné d'un courrier d'intention doit être transmis au service instructeur au minimum 3 mois avant le début de l'action.

Une subvention d'investissement peut être attribuée sous condition de disponibilité budgétaire.

Article 3.5 : les engagements du Département du Bas-Rhin

Sur le territoire de la ville de Strasbourg, le Département du Bas-Rhin délègue une partie de ses missions médico-sociales à la ville (PMI). En dehors de ces champs le Département reste l'interlocuteur direct des acteurs sur les questions de santé.

Dans l'hypothèse d'un projet immobilier, le Département du Bas-Rhin pourrait soutenir les projets immobiliers des MUS (pour la construction d'un bâtiment ou sa rénovation/extension), sous réserve de l'examen d'éligibilité à une aide départementale, selon les modalités suivantes :

- Les projets doivent être co-construits en associant le Département en amont du projet et s'inscrire dans un partenariat entre différents-tes acteurs-trices,
- Les projets doivent être dans une zone dite déficitaire dont les quartiers politique de la ville QPV,
- Les projets doivent être labellisés et soutenus par l'ARS,
- Les projets doivent s'inscrire dans les objectifs poursuivis du contrat local de santé,
- Le montant sera déterminé spécifiquement pour chaque projet de MUS et fera l'objet d'une convention financière spécifique.

Article 3.6 : les engagements de la Caisse primaire d'assurance-maladie du Bas-Rhin

Conformément aux dispositions de l'Accord Conventionnel Interprofessionnel relatif aux structures de santé pluri-professionnelles, signé le 20 avril 2017, et dans la continuité du règlement arbitral de 2015, les MUS peuvent bénéficier d'une rémunération conventionnelle spécifique versée par la CPAM et basée sur l'atteinte d'indicateurs.

Au-delà, la CPAM s'engage, en fonction des moyens mobilisables, à mettre les ressources à disposition des MUS partenaires pour qu'en présence de populations venues spontanément, sans orientation de la CPAM, qui conserve ses prérogatives en matière d'accueil, ces dernières puissent :

- Accompagner les démarches d'affiliation et de demande de la Complémentaire santé solidaire, en délivrant les informations sur les dispositifs (PUMA, Complémentaire santé solidaire, AME…) et en veillant à la compréhension et à la complétude des dossiers,
- Favoriser le recours aux offres de l'assurance maladie en prévention primaire (Dites non au diabète, examen périodique de santé, etc.), secondaire (dépistage des cancers, etc.) ou tertiaire (éducation thérapeutique, SOPHIA, etc.),
- Promouvoir le Dossier Médical Partagé (DMP), les téléservices en suscitant notamment la consultation du site www.ameli.fr, qui permet de trouver les médecins qui se sont engagés dans la maîtrise des dépassements d'honoraires en signant l'Option de Pratique Tarifaire Maîtrisée (OPTAM), et l'adhésion au compte Ameli conférant une certaine autonomie dans la connaissance de la situation, des formalités à engager et des prestations offertes.

A cette fin, la CPAM réalise, sur demandes des MUS et à destination de ses personnels administratifs, des séances d'information ou de formation sur les droits, démarches et services proposés par l'Assurance Maladie, dont l'inclusion numérique.

Ces interventions contribuent à optimiser la prise en charge du public et l'accompagnement sur l'accès aux droits et aux soins, notamment des personnes fragilisées.

L'ensemble peut être complété en présence d'évolutions réglementaires, organisationnelles ou d'autres besoins et attentes exprimés par les MUS. Dans tous les cas de figure, une information continue est organisée via le site www.cpam67-ts.fr. Cet outil géré par la CPAM et mis à disposition des partenaires, diffuse les appels à projets ainsi que les données régulièrement

actualisées sur les mesures d'aide et d'accompagnement. Il permet le téléchargement des formulaires nécessaires à la constitution des dossiers et la commande de dépliants grand public.

Par ailleurs et dans le respect du secret professionnel ainsi que des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'informatique, aux fichiers et aux Libertés, la CPAM s'engage à informer les MUS des dossiers transmis dans le cadre :

- Du circuit de transmission directe des dossiers d'affiliation entre les MUS et le service chargé de les traiter ; ce dernier permet ainsi de simplifier l'accueil, l'information et la prise en charge des personnes vulnérables ainsi que d'accélérer l'ouverture des droits,
- De l'orientation de l'intéressé vers l'accueil sur rendez-vous proposé par la caisse lorsque sa situation implique une intervention spécialisée, voire nécessite un accompagnement et un suivi administratifs plus soutenus prévus par les parcours attentionnés.

Elle s'engage également à orienter les personnes en situation de renoncement aux soins vers la plateforme PFIDASS (plateforme d'intervention départementale pour l'accès aux soins et à la santé). L'Assurance Maladie développe avec ce dispositif sa volonté d'aller au-devant des personnes dans une logique d'accompagnement global et personnalisé, depuis la détection d'une situation difficile jusqu'à sa résolution.

Enfin, la CPAM peut contribuer à d'éventuelles actions, manifestations ou d'autres événements organisés avec le concours des MUS. Elle peut également être amenée à subventionner des projets répondant aux appels à candidatures émis dans le cadre de l'action sanitaire et sociale.

Article 3.7 : les engagements des bailleurs Habitation moderne et Ophéa

Habitation moderne et Ophéa s'engagent sur les quartiers dans lesquels ils ont du patrimoine à pouvoir être le porteur des projets immobilier / des murs.

Ils jouent ainsi un rôle moteur pour initier une nouvelle dynamique, dans laquelle d'autres bailleurs sociaux pourront s'inscrire et bénéficier de cette expérience.

Habitation moderne et Ophéa s'engagent à déterminer des loyers de sortie tenant compte à la fois des contraintes financières des promoteurs des projets, mais aussi des équilibres économiques propres des locaux à élaborer.

Ces loyers sont directement corrélés aux exigences programmatiques des locaux et aux niveaux de cofinancements possibles des projets.

Habitation moderne et Ophéa s'engagent, dans la mesure du possible, à une harmonisation du fonctionnement des MUS.

Habitation moderne et Ophéa s'engagent par ailleurs à apporter une aide au démarrage d'une nouvelle activité selon les modalités suivantes :

- mise en relation des porteurs-euses de projets de MUS avec les professionnels de santé libéraux souhaitant s'installer au sein d'un quartier lorsqu'il en a connaissance ;
- aide à la recherche de locaux adaptés à une activité pluridisciplinaire.

Article 3.8 : les engagements de la FEMAGE

La FEMAGE développe les actions suivantes :

- Intervention auprès des porteurs-euses de projets de MUS afin que chaque équipe se rejoigne formellement autour d'une communauté d'intérêt entre les professionnels-les, représentés-es par un « pool » de professionnels-les de santé mandatés-es dès le début du projet selon la présente convention,

- Appui aux porteurs-euses de projets de MUS pour l'élaboration du projet de santé et du projet professionnel et à émettre un avis éclairé sur ces projets. Cet accompagnement peut se faire par divers moyens sous la forme de témoignages (visites des sites existants, rencontres avec les différents professionnels-les de santé médicaux et paramédicaux…), de conseils méthodologiques (sur les items des étapes du projet) et d'expertise (analyse des freins et leviers),
- Accompagnement des structures au passage à l'accord conventionnel interprofessionnel en collaboration avec l'ARS et l'Assurance Maladie,
- Promotion des modalités de coopération entre professionnels de santé par la mise en place de protocoles de coopération et par le déploiement des nouveaux métiers en santé en lien avec les évolutions réglementaires,
- Contribution au développement d'une coordination harmonisée entre les MUS en permettant le travail en réseau entre coordinateurs-trices des MUS et des MSP d'Alsace, ce qui offrira aux MUS la possibilité d'optimiser les actions de promotion de la santé et de prévention en les mutualisant et en les adaptant aux particularités de chaque site.

Pour qu'elles puissent bénéficier des dispositions de la présente convention, les MUS et Pôles urbains, représentés par les SISA qui constituent leur forme juridique, devront souscrire aux engagements ci-dessous, qui figureront dans chaque convention spécifique :

- Dans l'hypothèse d'un projet immobilier, les promoteurs-trices des MUS s'engagent à présenter systématiquement un « business plan » actant les perspectives et les projections d'occupation des locaux,
- Les promoteurs-trices des MUS s'engagent financièrement via la SISA constituée dans le projet notamment pour les frais techniques liés à leur installation ou pour tout autre frais spécifique lié à la mise en œuvre de leur projet de santé / projet professionnel,
- Les promoteurs-trices des MUS s'engagent à prendre à leur charge par engagement préalable conclu avec le bailleur les locaux dont ils auront accepté la création s'ils restent vides après la période de garantie prise en charge par la Ville,
- Les promoteurs-trices des MUS s'engagent à informer chacune des parties signataires sur les arrivées et départs des professionnels-les, et à rechercher, le cas échéant, des remplaçants-es,
- Les promoteurs-trices des MUS s'engagent à relayer les actions de promotion de la santé portées par la Ville et ses partenaires,
- Les promoteurs-trices des MUS s'engagent à poursuivre et développer leur partenariat avec les structures de la Ville (centres médico-sociaux, maisons des aînés, CCAS…) afin de favoriser l'accès aux soins des publics fréquentant ces structures.

Article 3.9 : les engagements mutuels des partenaires

Les partenaires signataires s'engagent à accompagner de manière concertée et coordonnée les porteurs de projets de Maison urbaine de santé aux différentes étapes de leurs projets afin de favoriser la création et le développement dans la durée de ces structures.

4ième partie : le dispositif de suivi et d'évaluation de la convention cadre

Article 4.1 : la mise en place d'une instance de suivi

Un groupe de suivi de la convention cadre est mis en place.

Il constitue une instance de dialogue entre les partenaires, dans le cadre du suivi de la convention.

Il est co-présidé par l'Adjoint en charge de la santé de la Ville de Strasbourg et le Président de la FEMAGE ou son-sa représentant-e.

Il se compose des membres suivants :

- L'Adjoint-e en charge de la santé de la Ville de Strasbourg,
- L'Adjoint-e en charge des solidarités,
- Le/la Préfet-ète ou son/sa représentant-e,
- Le/la Président-e de la FEMAGE ou son/sa représentant-e,
- Le/la Président-e du Pôle de l'Habitat Social ou son/sa représentant-e,
- Le/la Directeur-trice d'Ophéa ou son/sa représentant-e,
- Le/la Directeur-trice d'Habitation moderne ou son/sa représentant-e,
- Le/la Directeur-trice général-e de l'Agence régionale de santé Grand Est ou son/sa représentant-e,
- Le/la Directeur-trice de la CPAM du Bas-Rhin ou son/sa représentant-e,
- Les Adjoints-es de quartier le cas échéant,
- Les référents-es des service de la Ville concernés (Santé et autonomie, Directions de territoire, Habitat) le cas échéant,
- Les Délégués-es du Préfet le cas échéant.

Il pourra inviter des personnalités qualifiées.

Ses travaux feront l'objet d'une communication à l'occasion du comité de pilotage du Contrat Local de Santé et de l'Atelier Santé Ville.

Article 4.2 : les missions du groupe de suivi

Il évalue l'atteinte des objectifs et le respect des engagements.

Le cas échéant, il analyse les causes des écarts et prend les décisions d'ajustement.

La dernière année de la convention, il se prononce sur une éventuelle reconduction de la convention et sur ses modalités, en vue d'une proposition d'inscription à l'ordre du jour du Conseil municipal.

Article 4.3 : l'organisation du groupe de suivi

Il se réunit au minimum une fois par an à l'initiative de l'un des signataires de la présente convention. Des réunions supplémentaires pourront être organisées à la demande de l'une ou l'autre des parties.

La date de rencontre est fixée conjointement par les partenaires signataires.

5ième partie : les dispositions diverses concernant les modalités d'application de la convention

Article 5.1 : la communication

Les partenaires apparaîtront conjointement dans toute action de communication autour de la convention en direction des médias et du grand public, et sur tous les supports de communication (tracts, affiches, dépliants…) relatifs aux actions soutenues dans le cadre de la convention.

Article 5.2 : la possibilité d'avenant

Toute modification substantielle des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention et/ou modification des dispositions législatives et réglementaires concernant les maisons de santé pluridisciplinaires et ayant un impact sur l'application de la présente convention, définie dans le cadre du Comité de pilotage, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent remettre en cause les objectifs généraux définis dans la première partie de la convention.

Article 5.3 : la renonciation

Chaque signataire a la possibilité de renoncer à la mise en œuvre de la présente convention cadre, en en signifiant les raisons par lettre motivée à chacune des parties.

Fait à Strasbourg, le

Pour la Ville de Strasbourg

Le Maire,
Roland RIES

Pour l'Etat

La Préfète de la Région Grand Est,
Préfète du Bas-Rhin,
Josiane CHEVALIER

Pour l'Agence régionale de santé Grand Est

Le Directeur général,
Christophe LANNELONGUE

Pour la Région Grand Est

Le Président,
Jean ROTTNER

Pour le Département du Bas-Rhin

Le Président,
Frédéric BIERRY

Pour la Caisse primaire d'assurance-maladie du Bas-Rhin

La Directrice,
Sylvie MANSION

Pour Habitation moderne

Le Président,
Philippe BIES

Pour Habitation moderne

La Directrice générale
Virginie JACOB

Pour Ophéa

Le Président,
Philippe BIES

Pour Ophéa

Le Directeur général,
Jean-Bernard DAMBIER

Pour la FEMAGE

Le Vice-président,
Pierre TRYLESKI

63

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Attribution de subventions aux écoles de musique pour des projets spécifiques.

La pratique musicale tient une place importante à Strasbourg et fait partie du quotidien de nombreux citoyens. Le réseau des 17 écoles de musique associatives y contribue fortement en offrant un cadre d'exercice de la pratique en amateur, centré sur l'apprentissage et sur l'épanouissement des élèves.

En 2019, les écoles de musique enseignent cet art à plus de 3 800 élèves.
Depuis plus de 40 ans, la Ville apporte son soutien aux écoles de musique notamment par une politique volontariste de subvention et d'accompagnement avec le souci de qualité de l'enseignement, de la diversité des publics et de leur élargissement.

Le soutien financier aux écoles de musique prend trois formes : une subvention de fonctionnement, un dispositif d'aides solidaires pour les élèves dont le quotient familial est inférieur ou égal à 750 et enfin une subvention d'aide aux projets qui répondent aux orientations de la Ville en matière de diversification des publics et de participation à la dynamisation des territoires.

Les quatre « orientations » pour ces aides aux projets sont :
- l'école de musique dans son territoire ;
- l'école de musique et les publics spécifiques (publics « éloignés », handicapés, etc) ;
- les projets partenariaux (dont ceux impulsés par la Ville) ;
- les projets transdisciplinaires (musique - danse, musique - théâtre, musique - sport, etc).

La présente délibération porte sur le soutien de vingt-et-un projets présentés par onze écoles de musique.

Ecole de musique de Cronenbourg	**7 760 €**

- Animation musicale et concerts en maisons de retraite (2 000 €)

Les élèves d'ensembles se déplacent en maisons de retraite pour des animations et partage d'un temps intergénérationnel au moment de Noël (concerts en décembre) et pour fêter

l'été (concerts en juin). Un partenariat s'est installé durablement permettant des échanges bénéfiques tant pour les résidents que pour les enfants.

- Animation musicale Noël Off (760 €)

Inauguration du 5ème lieu avec le Pipe Band (cornemuses) de l'école de musique

- Jazz à Cro (5 000 €)

Création d'une scène « amateurs » testée lors du festival 2019 dans le cadre du festival « Jazz à Cro » : scène dédiée aux élèves des écoles de musique du réseau.

Centre musical de la Krutenau (CMK)	**12 200 €**

- Notes d'amour : musique de chambre (6 600 €)

Véritable parcours de musique de chambre qui associe les cours, des ateliers ponctuels, des concerts d'élèves et de professionnels. Restitutions en février 2020 dans le cadre de Strasbourg Mon Amour.

- Des pions, des trompettes et Mogli (5 600 €)

Journée découverte de la trompette programmée en juin 2020 salle de la Bourse qui correspond à la restitution d'un travail tout au long de l'année avec la classe de trompettes du CMK, l'atelier arts plastiques mené par l'école Sainte Madeleine : mise en musique d'un roman jeunesse en lien avec l'illustrateur.

Centre d'éducation musicale et culturel de la Robertsau (CEMCR)	**4 000 €**

- Musique recyclée : rien ne se perd, tout se transforme (1 500 €)

Constitution d'un orchestre d'instruments recyclés à partir d'objets du quotidien. Lien entre écologie et musique. Restitution au printemps 2020.

- Chronique des années Folk : hommage à un troubadour disparu (2 500 €)

Création d'une œuvre collective danse et musique folklorique en hommage à Edouard BAUER, professeur de cornemuse disparu en 2019.

Ecole de musique du CSC Koenigshoffen	**1 600 €**

- Réalise ton ciné-concert (1 600 €)

Création et composition du doublage musical de courts métrages d'animation de Lotte REININGER par les élèves et professeurs de l'école de musique. Représentation pour les habitants du quartier en juin 2020.

Ecole de musique de l'ARES	**1 300 €**

- Musique Pôle Petite enfance (1 300 €)

Intervention de professeurs de musique auprès des jeunes enfants du pôle petite enfance de l'ARES (31 séances 2X30 minutes par semaine)

Ecole de musique de Pôle Sud	**3 500 €**

- Projets Pôle Sud REP + : saison 2019-2020 (3 500 €)

Constitution d'un orchestre d'instruments recyclés à partir d'objets du quotidien, pour une illustration du lien entre écologie et musique avec une restitution au printemps 2020.

Ecole de musique du CSC Neudorf	**3 000 €**

- Concert de Printemps et Journée A Pleine Voix (3 000 €)

Concert de près de 100 élèves de l'école de musique qui en compte 300 et journée de rencontre chorales des écoles de musique et des chorales strasbourgeoises (100 choristes en 2018). Les deux manifestations se déroulent au Centre Marcel Marceau.

Ecole de musique du Fossé des 13	**6 200 €**

- La musique côté Laiterie : l'éveil musical comme levier d'égalité des chances (2 500 €)

Eveil musical pour les 3-6 ans (Maternelle et CP) : 1h le mercredi matin à la Résidence des Arts.

- Concerts de saison des écoles de musique (2 500 €)

Organisation de deux concerts dans le cadre de la saison du réseau des écoles de musique : musiques actuelles live au mois de mars et la fête de la musique pour les élèves du réseau.

- L'autre musique (1 200 €)

Ateliers de pratique collective hebdomadaire pour enfants "différents" (en situation de handicap) – 30 séances de 2h de percussions africaines

Ecole de musique du CSC Montagne Verte	**3 000 €**

- Spectacle interculturel (1 000 €)

Spectacle le 16 mai 2020 impliquant les différents secteurs du CSC.

- Fête de quartier (1 000 €)

Fête le samedi 27 juin 2020 avec une forte implication de l'école de musique

- Intervention à la Médiathèque Ouest (1 000 €)

Temps d'animation intégrant une présentation de l'école de musique au sein de la médiathèque pour la réalisation d'une création sonore dans le cadre de l'atelier "création de textes" déjà existant à la médiathèque

Ecole de musique ADEMSC	**2 300 €**

- Les pianistes accompagnent les cordes et les vents (1 100 €)

Cette action vise à créer un rapprochement entre les élèves pianistes et les élèves de la famille des cordes (instruments polyphoniques) et celle des vents (instruments monidiques) pour un jeu d'ensemble qui aboutira à des réalisations en public. Deux concerts prévus : un à l'église Sainte Aurélie en mai ou juin 2020 et un concert à la médiathèque Olympe de Gouges.

- Les cordes et la musique de chambre (1 200 €)

Fête le samedi 27 juin 2020 avec une forte implication de l'école de musique

Ecole de musique du CSC Neuhof	**12 100 €**

- 2020 : hommage à Django (4 000 €)

Ateliers délocalisés de Jazz Manouche dans trois écoles de musique du réseau, ce qui porte à quatre le nombre d'écoles de musique concernées (avec celle du CSC Neuhof qui met à disposition Francko Mehrstein pour assurer les ateliers). Ateliers hebdomadaires de janvier à avril avec concert prévu au Pavillon Joséphine.

- La socialisation par l'orchestre (ERPD) (8 100 €)

Création d'un orchestre à l'ERPD (établissement régional de premier degré), structure accueillant une centaine d'élèves de 6 à 15 ans éloignés de leur famille pour les protéger d'un environnement difficile.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'attribution des subventions ci-après :

Ecole de musique de Cronenbourg	*7 760 €*
Centre musical de la Krutenau	*12 200 €*
Centre d'éducation musicale et culturel de la Robertsau CEMCR	*4 000 €*
Ecole de musique du CSC Koenigshoffen	*1 600 €*
Ecole de musique de l'ARES	*1 300 €*
Ecole de musique de POLE SUD	*3 500 €*
Ecole de musique du CSC Neudorf	*3 000 €*
Ecole de musique du Fossé des 13	*6 200 €*
Ecole de musique du CSC Montagne Verte	*3 000 €*
Ecole de musique ADEMSC	*2 300 €*

Ecole de musique du CSC Neuhof	*7 100 €*

Les propositions ci-dessus représentent une somme de 56 960 € à imputer sur les crédits ouverts sous CU01B - fonction 311 – nature 6574 – programme 8086 du budget 2020 dont le disponible avant le présent Conseil est de 261 858 €,

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions relatives à ces subventions.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

Conseil Municipal du 10 Février 2020

Structure	Projet	Montant sollicité	Montant proposé	Montant attribué N-1	Fiche GTS N°
ECOLE DE MUSIQUE CRONENBOURG	Animations de Noël	760 €	760 €	Nouvelle action	1
ECOLE DE MUSIQUE CRONENBOURG	Jazz A Cro	6 150 €	5 000 €	5 000 €	2
ECOLE DE MUSIQUE CRONENBOURG	Concerts maison retraite	2 920 €	2 000 €	2 000 €	3
CENTRE MUSICAL KRUTENAU	Notes d'amour	6 600 €	6 600 €	5 000 €	4
CENTRE MUSICAL KRUTENAU	Des pions, des trompettes	5 600 €	5 600 €	Nouvelle action	5
CEMC ROBERTSAU	Musique recyclée	1 500 €	1 500 €	Nouvelle action	6
CEMC ROBERTSAU	Hommage	2 500 €	2 500 €	Nouvelle action	7
ECOLE DE MUSIQUE DU CSC KOENIGSHOFFEN	Ciné concert	1 600 €	1 600 €	Nouvelle action	8
ECOLE DE MUSIQUE DE L'ARES	Musique petite enfance	1 955 €	1 300 €	1 300 €	9
ECOLE DE MUSIQUE DE POLE SUD	REP+ saison 2019 2020	3 500 €	3 500 €	3 500 €	10
ECOLE DE MUSIQUE DU CSC NEUDORF	Concert printemps et journée voix	4 818 €	3 000 €	3 000 €	11
ECOLE DE MUSIQUE DU CSC FOSSE DES 13	La musique côté Laiterie	2 500 €	2 500 €	Nouvelle action	12
ECOLE DE MUSIQUE DU CSC FOSSE DES 13	Concerts de saison (mars + juin)	2 500 €	2 500 €	1 200 €	13
ECOLE DE MUSIQUE DU CSC FOSSE DES 13	L'autre musique	1 350 €	1 200 €	1 000 €	14
ECOLE DE MUSIQUE DU CSC MONTAGNE VERTE	Spectacle interculturel	1 000 €	1 000 €	1 000 €	15
ECOLE DE MUSIQUE DU CSC MONTAGNE VERTE	Fête de quartier juin	1 000 €	1 000 €	1 000 €	16
ECOLE DE MUSIQUE DU CSC MONTAGNE VERTE	Médiathèque Ouest	1 000 €	1 000 €	Nouvelle action	17
ASSOCIATION DEVELOPPEMENT STRASBOURG CENTRE	Pianistes accompagnent cordes	1 100 €	1 100 €	1 100 €	18
ASSOCIATION DEVELOPPEMENT STRASBOURG CENTRE	Cordes et musique de chambre	1 200 €	1 200 €	Nouvelle action	19
ECOLE DE MUSIQUE DU CSC NEUHOF	Hommage à Django	4 000 €	4 000 €	Nouvelle action	20
ECOLE DE MUSIQUE DU CSC NEUHOF	Orchestre à l'ERPD	8 100 €	8 100 €	Nouvelle action	21
		61 653 €	**56 960 €**		

64

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Attribution de subventions pour la pratique en amateur et projets en direction du développement des publics.

Dans le cadre des crédits inscrits au budget 2020 de la Mission développement des publics, il est proposé d'attribuer les subventions suivantes pour la mise en œuvre de projets culturels.

PRATIQUES EN AMATEUR ET PROJETS EN DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DES PUBLICS

Hôpitaux universitaires de Strasbourg	**10 000 €**

La Fabrique de l'hospitalité souhaite continuer un projet de design global, débuté en 2019 et qui vise à améliorer l'accueil des patients adolescents (10-18 ans) accueillis au Centre d'Accueil Médico-Psychiatrique pour Adolescents (CAMPA) du service de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent. Ce projet se concrétisera par le biais d'une commande artistique avec un double volet didactique-informatif et esthétique-ludique avec une démarche de co-conception d'outils de médiations par les adolescents, parents et professionnels de santé.

La Maison Théâtre	**23 000 €**

Maison Théâtre poursuit le développement de la pratique du théâtre pour amateurs avec des artistes d'horizons différents. Les projets pour 2020 sont dans la continuité des précédentes années autour de : Faites du Théâtre ! 12ème édition avec pour thématique "Liberté, Egalite,...devises pour l'humanité", La 6ème édition des rencontres de la Maison Théâtre et Spach Land "Habiter" projet en direction des habitants de la cité Spach.

Ensemble Vocal Universitaire de Strasbourg	**2 500 €**

Composé d'environ 90 choristes amateurs de tous âges, l'Ensemble axe son programme de sensibilisation musicale autour du Requiem de Mozart. Les répétitions ont lieu de manière hebdomadaire accompagnées d'un pianiste et ponctuellement d'un chanteur professionnel. Les concerts seront données les 16 et 17 juin 2020 à l'église St Paul.

Ensemble Allegro	**3 000 €**

L'ensemble vocal Allegro de Strasbourg réunit jusqu'à 50 choristes amateurs qui désirent étudier et propager le chant choral en mettant l'accent sur la qualité de la musique et le respect du compositeur. La chorale qui a fêté son 50ème anniversaire en 2019 fait partie des chœurs franco-allemands avec un chef de chœur venant de Karlsruhe. Une série de six concerts sera proposée en 2020 : juin 2020 et période de Noël dont deux en Allemagne.

Orchestre Universitaire de Strasbourg	**10 000 €**

La saison 2019-2020 comprend dix concerts réguliers à Strasbourg dont sept de musique symphonique en novembre/décembre et au Printemps et trois concerts de musique de chambre au répertoire original en janvier-février 2020. Les concerts sont gratuits et ouverts à tous.

No Limit Orchestra	**10 000 €**

Le No Limit Orchestra, créé à Strasbourg en janvier 2018, regroupe musiciens amateurs et professionnels autour du répertoire des musiques de films, séries TV et jeux vidéo. En 2019, il a touché 8 700 spectateurs au travers de neuf concerts (dont cinq à Strasbourg). Pour 2020, plusieurs actions sont programmées avec des concerts "visuels" en mai 2020 à St Paul sur la musique du film "Interstellar" et décembre 2020 à la Cathédrale ainsi qu'un axe "jeune public et médiation" dont une première action pédagogique à l'école Ziegelwasser au Neuhof.

Demostratif	**2 000 €**

Créé en mai 2018, le festival Demostratif a pour but de promouvoir la diffusion de créations artistiques émergentes, avant tout étudiantes. C'est un festival qui convie des artistes amateurs ou en voie de professionnalisation et qui se veut comme un lieu de rencontres et d'échanges. L'offre culturelle est variée : spectacles, concerts, expositions, performances et conférences. Il s'agit de la 3ème édition pour ce festival qui se tiendra du 27 au 31 mai 2020, sur le campus universitaire.

Théâtre En l'Air	**5 000 €**

Cabaret (textes et chansons) pour faire connaître l'écrivain-poète emblématique de la Culture Yiddish : Itzik Manger. Spectacle avec des amateurs (environ 14 personnes) qui travaillent sous la forme d'ateliers hebdomadaires encadrés par des professionnels dès septembre 2019. Les représentations sont prévues au mois de mai 2020 au Munsterhof et au mois de juin 2020 à la Choucrouterie.

Chœur Philharmonique de Strasbourg	**63 000 €**

Soutien à la saison 2019/2020 avec sept programmes lors de douze concerts, dont trois avec l'Orchestre Philharmonique de Strasbourg, quatre avec l'Orchestre Symphonique de Mulhouse, un avec le Kammerensemble de Kehl, deux avec les Percussions de Strasbourg.

Compagnie Les Gladiateurs	**6 000 €**

Interventions de la compagnie Les Gladiateurs, par le biais d'ateliers théâtre, cirque, improvisation dans les aires d'accueil de gens du voyage à Strasbourg (Rue de Dunkerque).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'attribution des subventions ci-après :

Hôpitaux Universitaires de Strasbourg	*10 000 €*
La Maison Théâtre	*23 000 €*
Ensemble Vocal Universitaire de Strasbourg	*2 500 €*
Ensemble Allegro	*3 000 €*
Orchestre Universitaire de Strasbourg	*10 000 €*
No Limit Orchestra	*10 000 €*
Demostratif	*2 000 €*
Théâtre En l'Air	*5 000 €*
Chœur Philharmonique de Strasbourg	*63 000 €*
Compagnie Les Gladiateurs	*6 000 €*

Les propositions ci-dessus représentent une somme de 134 500 € à imputer sur les crédits ouverts sous CU01G – fonction 33 – nature 6574 – programme 8087 du budget 2020 dont le disponible avant le présent Conseil est de 372 600 €.

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les actes et conventions relatifs à ces subventions.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

Conseil Municipal du 10 Février 2020

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé
ENSEMBLE VOCAL UNIVERSITAIRE DE STRASBOURG	Projet culturel	6 000 €	2 500 €

Dénomination de la structure	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué année n-1
HOPITAUX UNIVERSITAIRES DE STRASBOURG	Projet culturel	20 000 €	10 000 €	10 000 €
LA MAISON THEATRE	Projet culturel	25 000 €	23 000 €	23 000 €
ENSEMBLE ALLEGRO	Projet culturel	3 000 €	3 000 €	3 000 €
ORCHESTRE UNIVERSITAIRE DE STRASBOURG	Projet culturel	10 000 €	10 000 €	10 000 €
NO LIMIT ORCHESTRA	Projet culturel	13 000 €	10 000 €	6 000 €
DEMOSTRATIF	Projet culturel	2 000 €	2 000 €	1 000 €
THEATRE EN L'AIR	Projet culturel	5 000 €	5 000 €	5 000 €
CHŒUR PHILHARMONIQUE DE STRASBOURG	Projet culturel	63 000 €	63 000 €	68 000 €
COMPAGNIE LES GLADIATEURS	Projet culturel	11 500 €	6 000 €	6 000 €

65

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Dénomination des rues.

La commission de dénomination des rues et des écoles s'est réunie le 12 décembre 2019.
Il vous est proposé quarante et une nouvelles dénominations de voies ou d'espaces publics.
Ce chiffre important s'explique principalement par le fait que la commercialisation de la deuxième tranche du quartier d'affaire Archipel-Wacken avance rapidement et les premières voies qui vont être aménagées dans les quartiers COOP, bassin de la Citadelle et Starlette du projet des Deux Rives doivent maintenant être dénommées.
Il vous est proposé d'honorer la mémoire de dix-huit personnes : un homme et dix-sept de femmes. Ces chiffres continuent de traduire l'attachement de la municipalité à la reconnaissance du rôle des femmes.
Vous trouverez en annexe de courtes biographies présentant en quelques mots les personnes dont il vous est proposé de rappeler la mémoire.

Hommages particuliers

Il est proposé dans un premier temps d'honorer la mémoire de deux figures marquantes de la vie strasbourgeoise.

Tomi Ungerer
Voir plan n°1
Tous les Strasbourgeois connaissent Tomi Ungerer qui est considéré comme un des plus brillants dessinateurs de sa génération et dont les qualités artistiques sont reconnues dans le monde entier. Décédé le 9 février 2019 à Cork en Irlande, il était né en 1931 à Strasbourg.
Il a montré pendant toute sa vie combien il était attaché à l'Alsace et plus particulièrement à notre ville dont il était une figure artistique majeure.
Une « place Ungerer » existe déjà dans le quartier des Contades. Cette dénomination avait été décidée en 1947 pour honorer la mémoire de cette famille installée à Strasbourg depuis 1674 et dont plusieurs membres furent des horlogers reconnus aux deux derniers siècles.
Il vous est proposé d'honorer spécifiquement la mémoire de Tomi Ungerer en associant son nom à celui du square du Tivoli situé à proximité de la place de Bordeaux, le long de l'avenue Schutzenberger.
Si elle est adoptée, cette proposition n'entrainera pas de changement d'adresse pour les riverains.

Proposition : Square du Tivoli – Tomi Ungerer

Yvonne Knorr
Voir plan n°2
Elle est moins connue des plus jeunes générations mais elle fut une femme très engagée dans la vie locale. Yvonne Wurtz de son nom de jeune fille est née et décédée à Strasbourg (1932-2012).
Femme politique élue au Conseil municipal à partir de 1971, elle assura également la fonction de vice-présidente de la CUS. Elle a fait partie de l'équipe de Pierre Pflimlin, puis de Marcel Rudloff.
Elue au Conseil régional de 1986 à 1992, elle fut longtemps secrétaire de l'Association des Amis de Marcel Rudloff.
Reconnue pour son sens de l'écoute, son humanisme et son combat pour la parité, elle fut très active sur le plan syndical, politique et associatif. Elle fut particulièrement attachée au quartier de Cronenbourg (implication au sein de la paroisse, du centre social et culturel, d'associations d'insertion par le travail, etc.).
Les habitants de ce quartier fréquentent le parc de la Bergerie sans savoir que c'est elle qui eut l'idée de sa création et combien elle se démena pour qu'il soit réalisé. Il vous est proposé de reconnaître son rôle déterminant en associant son nom à celui du parc de la Bergerie.

Proposition : Parc de la Bergerie – Yvonne Knorr

Liste des voies, espaces publics et ponts à dénommer

Quartier Cronenbourg
Secteur « Route d'Oberhausbergen »
Voir plan n° 3
Le square situé entre la route d'Oberhausbergen et la rue Baudelaire n'est pas dénommé actuellement.
A proximité de cet endroit fut construit en 1891 un bâtiment où les militaires de la garnison de Strasbourg souffrants de maladies transmissibles étaient soignés. Ce bâtiment qui était connu sous le nom de Lazaret fut transformé en 1924 en logements sociaux puis démoli en 1975.
Il vous est proposé de rappeler l'existence de cet hôpital en donnant son nom au square.

Proposition : Square du Lazaret de Cronenbourg

Quartier Robersau
Secteur « Wacken – Archipel 2 »
Voir plan n°4
En se fondant sur l'intérêt et le succès commercial rencontré lors de la première phase « Archipel 1 », et soucieuse de ne pas rompre avec la dynamique économique ainsi enclenchée, la Ville de Strasbourg a décidé d'engager la seconde phase opérationnelle « Archipel 2 ».
La ville a en outre été confortée dans cette décision par la sollicitation émanant de grands groupes désireux de s'implanter sur ce site : la Banque Fédérative du Crédit Mutuel

qui souhaite développer un programme immobilier d'environ 24 000 m² et la Caisse d'Epargne qui souhaite réaliser un programme immobilier lui permettant notamment d'installer le nouveau siège de la Caisse d'Epargne Grand Est Europe.
Le périmètre du projet « Archipel 2 » se développe au nord du boulevard de Dresde, jusqu'à la confluence de l'Aar, de l'Ill et du Canal de la Marne au Rhin sur un terrain d'environ dix hectares.
La composition urbaine d' « Archipel 2 » est structurée autour de deux équipements publics, le nouveau théâtre du Maillon, et le hall Rhenus Sport, et de deux éléments paysagers majeurs : un parc public de près de quatre hectares au nord du site et un jardin d'environ un hectare bordé de deux allées, qui proposera un espace de respiration en prolongeant ce parc urbain jusqu'au Maillon.

Il convient de donner des noms pour les deux places, les trois rues, et les cinq allées qui structureront ce secteur.
Une longue promenade, qui partira du pont Joseph Beck, longera la rive du canal et le parc avant d'arriver près de l'Aar, est également à dénommer. Enfin il convient également donner un nom à la passerelle qui enjambera, au niveau de la piscine du Wacken, le canal de la Marne au Rhin.

Pour la première tranche du quartier d'affaires européen « Archipel-Wacken », il avait été retenu des noms d'archipels européens. A partir d'une idée émise par les porteurs de ce projet qui ont été inspirés par les étoiles du drapeau européen, il vous est maintenant proposé de retenir pour cette deuxième tranche les noms des constellations qui sont comme des « archipels d'étoiles » visibles dans le ciel nocturne.

Propositions :
Place 1 – **Place des Constellations**
Place 2 – **Place du Maillon**
Rue 1 – **Rue Ariane**
Rue 2 – **Rue Andromède**
Rue 3 – **Rue Cassiopée**
Promenade – **Promenade de la Voie Lactée**
Passerelle – **Passerelle de l'Astrolabe**
Allée 1 – **Allée de la Lyre**
Allée 2 – **Allée de la Boussole**
Allée 3 – **Allée de la Grande Ourse**
Allée 4 – **Allée des Néréides**
Allée 5 – **Allée de la Croix du Sud**

Le plan fait également apparaître la prolongation vers le nord du Chemin du Wacken.

Quartier Port du Rhin
Secteur « COOP » du « projet des Deux Rives »
Voir plan n°5
Le secteur de la « COOP » est principalement constitué des emprises et bâtiments de l'ancienne « Union des coopérateurs d'Alsace », réseau de distribution emblématique du territoire.

Le projet de transformation de ce secteur de six hectares a été confié à Alexandre Chemetoff, urbaniste, architecte et paysagiste. Le projet qui comprend la réhabilitation de la quasi-totalité des bâtiments existants permettra d'accueillir des activités économiques (40 000 m² dont 15 000 m² en réhabilitation), des espaces polyvalents à vocation culturelle et socio-économique (14 000 m²), le pôle de conservation et d'études des musées de la Ville de Strasbourg (8 300 m²) ainsi que des logements (25 000 m² dont 6 000 m² en réhabilitation).
Les bâtiments de la Virgule, le pôle culturel de la COOP, sont déjà ouverts et ont été inaugurés en septembre dernier. Les autres bâtiments seront livrés entre 2020 et 2022.
Il est proposé de redéfinir la géométrie de la « Rue de la Coopérative », de dénommer deux nouvelles rues, quatre nouvelles allées ainsi que deux nouvelles places qui seront aménagées dans le cadre de ce projet. Les nouvelles dénominations proposent, tout en rappelant l'histoire des ouvrières qui travaillèrent à la COOP, d'honorer la mémoire de femmes qui jouèrent un rôle éminent en étant engagées dans l'action publique ou le syndicalisme.

Propositions :
Rue 1 – **Rue Huguette Malbos**
Rue 2 – **Rue Lucie Baud**
Allée 1 – **Allée Martha Desrumaux**
Allée 2 – **Allée Adèle Klein**
Allée 3 – **Allée Käthe Kollwitz**
Allée 4 – **Allée Eleanor Marx**
Place 1 – **Place des Ouvrières de la Coopé**
Place 2 – **Place de la Virgule**

Le plan fait apparaître également une adaptation du tracé de la Rue de la Coopérative à la nouvelle disposition des lieux (l'accès direct ouest depuis la rue du Port du Rhin ne sera plus possible en voiture).

Quartier Port du Rhin
Modifications sans nouvelle dénomination
Secteur « Avenue du Rhin »
Voir plan n°6
Le plan joint permet de visualiser les modifications qui vous sont proposées pour adapter la configuration des voies existantes au projet en cours de réalisation. Prolongement de la « Rue de Lübeck », de la « Rue du Péage », de la « Rue du Grand Pont » et de la « Rue du Rhin Napoléon ». Réduction des tracés de la « Rue du Port du Rhin » ainsi que de la « Route du Petit Rhin »
Le projet prévoit également la suppression de la petite « Impasse Jean Millot » (1879 - 1929 , ingénieur qui œuvra en faveur du développement de la navigation rhénane).

Quartier Port du Rhin
Secteur « Bassin de la Citadelle » du « projet des Deux Rives »
Voir plan n°7

Le quartier du Bassin de la Citadelle est une presqu'île entourée par les bassins portuaires. Côté ouest, les anciens entrepôts portuaires serviront de supports à de nouveaux espaces de loisirs et de restauration.
Au centre de cette presqu'île, une promenade plantée sera aménagée sur la digue de la rue de Nantes. Par la suite, ce cheminement sera prolongé par une nouvelle passerelle, qui traversera le bassin Dusuzeau pour rejoindre le quai des Belges. La partie est du projet accueillera principalement des logements (environ 1100 logements soit environ 2000 habitants).
Les quais seront aménagés en promenades arborées. La rive nord et la pointe de la presqu'île accueilleront un vaste « jardin de la mise à l'eau ».
Le projet sera réalisé du sud vers le nord. Il est proposé de dénommer les premiers espaces publics qui seront réalisés dans ce quartier : les deux nouvelles allées, la nouvelle rue, le quai le long du bassin Vauban.
Compte tenu du caractère particulier de ce quartier, il vous est proposé d'honorer la mémoire de femmes dont une grande partie de la notoriété est due au fait qu'elles affrontèrent les périls de la mer.

Propositions :
Allée 1 –**Allée Anita Conti**
Allée 2 – **Allée Anna Maria Sibylla Merian**
Rue Anne Bonny
Quai Florence Arthaud

Quartier Port du Rhin
Secteur « Starlette - Bassin Vauban» du « projet des Deux Rives ».
Voir plan n°8
Au bord du bassin Vauban et du futur Parc du Petit Rhin, à deux pas du tramway et de la Coop, le quartier Starlette tient son nom de l'usine de stockage et de fabrication de boulettes de charbon qui existait à cet endroit. Côté ouest, le quartier accueillera un parc linéaire, le long du bassin Vauban. Côté est, un nouveau parc urbain viendra s'inscrire en creux. Le quartier accueillera à terme 1800 logements et 50 000 m² de bureaux et commerces de proximité.
Il convient de dénommer les premières voies de ce quartier dont la réalisation se fera du sud vers le nord. Il vous est proposé de dénommer les cinq premières allées qui desserviront les futures constructions ainsi que la promenade qui sera aménagée le long du Bassin Vauban.
Il vous est proposé de retenir pour les nouvelles voies de ce quartier les noms de femmes ayant compté dans le monde économique en jouant un rôle éminent aux commandes d'entreprises. Il vous est également proposé de conserver le souvenir de l'entreprise Starlette en donnant son nom à la promenade prévue le long du Bassin Vauban.

Propositions :
Allée 1 – **Allée Marceline Catala**
Allée 2 – **Allée Yvonne Foinant**
Allée 3 – **Allée Katharine Graham**
Allée 4 – **Allée Rina Muller**
Allée 5 – **Allée Georgette Schulé**
Promenade – **Promenade Starlette**

Quartier Port du Rhin
Secteur « Route du Rhin » du « projet des Deux Rives »
Voir plan n°9
Ce projet amènera 1300 nouveaux logements ainsi qu'un nouveau pôle d'activités économiques et de loisirs, sur l'ancien site de la cour des douanes.
L'aménagement paysager des rives permettra d'étendre vers le nord le jardin des Deux-Rives et de déployer de nouveaux espaces de loisirs le long du fleuve. Les jeux ou jardins s'étendront désormais tout au long des rives et s'inscriront dans une promenade continue (rive plantée de 70 mètres de large).
Il est proposé de dénommer la grande place et les deux allées qui seront aménagées dans ce nouveau secteur.
Pour la grande place, il vous est proposé de rappeler le vocable « Rheinlust » évoquant le plaisir que prenaient les habitants à venir en été se baigner ou se rendre à la foire et ses manèges qui étaient installés en été dans le lit du fleuve. Puis ce nom fut repris entre 1890 et 1940, par un grand restaurant très fréquenté à la belle saison, installé rive gauche près des ponts au bord du fleuve.
En ce qui concerne le « Chemin de l'Ancien Hippodrome » il vous est proposé de le prolonger au nord du Pont de l'Europe.

Propositions :
Place du Rheinlust,
Allée de l'Île des Epis (prolongement de la route du même nom)
Allée du Pont Beatus Rhenanus

Modification sans nouvelle dénomination :
Dans le même secteur le plan fait également apparaître la redéfinition partielle des tracés de la « Rue de la Digue du Rhin » et de la « Route du Rhin ».

Quartier Neuhof
Secteur « Rue du Marschallhof »
Voir plan n°10
Dans le cadre du projet de renouvellement urbain du secteur de la rue du Marschallhof, la ville va réaménager la « plaine de jeux » située au sud de la rue Jean-Henri Alberti et créer une allée qui à terme permettra de relier la rue Ingold à la rue Lucienne Welschinger.
Ce secteur de la ville étant à proximité du secteur où des noms d'aviateurs célèbres ont été donnés à plusieurs voies, il vous est proposé de retenir le nom d'Elisa Deroche qui fut la première femme à avoir obtenu son brevet de pilote-aviateur en 1910.

Propositions : **Plaine de jeux Elisa Deroche** et **Allée Elisa Deroche**

Quartier Robertsau
Secteur « Forêt de la Robertsau »
Voir plan n°11
Le chemin qui est sur la digue située au sud de l'étang du Karpfenloch est à dénommer.

Proposition : **Chemin de la Digue du Karpfenloch**.

Quartier Cronenbourg/Hautepierre
Secteur « Route d'Oberhausbergen »
Voir plan n°12
Il existe sur la commune d'Oberhausbergen une rue des Alpes. La limite des bans d'Oberhausbergen et Strasbourg passe au centre de cette voie qui comporte des adresses sur Oberhausbergen et aucune sur Strasbourg. Cette voie n'apparait pas sur la liste officielle des rues de notre commune. Une nouvelle construction est en cours le long de cette voie sur un terrain situé sur le ban de Strasbourg.
Même si cette solution n'est pas idéale parce qu'il existe un « Quai des Alpes » à Strasbourg, il est proposé de dénommer cette voie « Rue des Alpes ».
Les risques de confusion postale seraient limités (les numéros de voirie du quai des Alpes commencent au n°15 et les constructions le long de la rue des Alpes sur Strasbourg seraient numérotées 2 et 4).

Proposition : **Rue des Alpes**

Quartier Neudorf
Secteur « Danube »
Voir plan n°13
La société Bouygues Immobilier qui réalise actuellement l'ensemble des bâtiments de l' « ilot D » du secteur « Danube » est intervenue auprès des services de la ville pour obtenir des numéros de voiries. Une partie des bâtiments concernés ont leurs entrées sur un passage actuellement privé qui sera ultérieurement intégré dans le domaine public. Ce passage ira de la rue de l'Elbe jusqu'à la rue Alfred Kastler près du pont du Danube.
Cette société a proposé que le passage soit dénommé « Passage des Argonautes » en faisant référence au récit légendaire des Argonautes qui auraient remonté le Danube lors de la recherche de la Toison d'Or. Il vous est proposé de valider cette proposition

Proposition : « **Passage des Argonautes** »

Redéfinition de voies sans nouveau nom

Quartier Gare-Kléber
Secteur « Hôpital Civil ».
Voir plan n°14

Il est proposé de prolonger deux voies existantes : **rue de l'Ecarlate et rue Sainte-Elisabeth.**

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

- *de renommer les espaces publics suivants :*

Square du Tivoli – Tomi Ungerer	*Le square actuellement dénommé Square du Tivoli situé à l'est de l'avenue Schutzenberger*
Parc de la Bergerie – Yvonne Knorr	*Le parc actuellement dénommé Parc de la Bergerie situé dans le quartier Cronenbourg*

- *de dénommer les voies et espaces publics suivants :*

Square du Lazaret de Cronenbourg	*Le square actuellement non dénommé situé entre la route d'Oberhausbergen et la rue Baudelaire*
Place des Constellations	*La place qui sera bordée au sud par le boulevard de Dresde et à l'ouest par le Rhenus Sport*
Place du Maillon	*La place située à l'est du théâtre du Maillon et au nord du boulevard de Dresde*
Rue Ariane	*La rue qui partira au sud du boulevard de Dresde et longera le côté ouest du Rhenus Sport*
Rue Andromède	*La rue qui partira du boulevard de Dresde au niveau de l'Allée des Açores*
Rue Cassiopée	*La rue qui reliera la place des Constellations jusqu'au chemin du Wacken*
Promenade de la Voie Lactée	*Cette promenade partira du boulevard de Dresde à côté de la place du Maillon*
Passerelle de l'Astrolabe	*Reliera la rue Cassiopée au quai du Canal de la Marne au Rhin*
Allée de la Lyre	*L'allée située dans le prolongement de la rue Ariane et qui reliera la rue Cassiopée à la promenade de la Voie Lactée*
Allée de la Boussole	*L'allée située dans le prolongement de la rue Andromède et qui reliera la rue Cassiopée à la Promenade de la Voie Lactée*
Allée de la Grande Ourse	*L'allée qui reliera la rue Ariane à la place du Maillon*
Allée des Néréides	*L'allée à l'est du chemin du Wacken*
Allée de la Croix du Sud	*L'allée située au nord du boulevard de Dresde et qui longera le futur espace vert*
Rue Huguette Malbos	*La nouvelle rue parallèle à la rue du Port du Rhin*
Rue Lucie Baud	*La rue qui reliera la rue de la Coopérative à la rue Huguette Malbos*
Allée Martha Desrumaux	*L'allée qui reliera la rue du Port du Rhin à l'allée Adèle Klein*

Allée Adèle Klein	*L'allée est ouest qui traversera tout le nouveau quartier*
Allée Käthe Kollwitz	*L'allée qui reliera la rue de la Coopérative à la rue du Port du Rhin*
Allée Eleanor Marx	*L'allée qui reliera l'allée Adèle Klein à la rue Huguette Malbos*
Place des Ouvrières de la Coopé	*La place située entre la rue de la Coopérative et l'allée Adèle Klein*
Place de la Virgule	*La place située à l'ouest de la rue de la Coopérative.*
Allée Anita Conti	*L'allée la plus au nord de la première tranche d'aménagement du quartier*
Allée Anna Maria Sibylla Merian	*L'allée qui sera aménagée entre les allées Anita Conti et Anne Bonny.*
Rue Anne Bonny	*L'allée la plus au sud de la première tranche d'aménagement du quartier*
Quai Florence Arthaud	*Le quai qui borde le côté ouest du Bassin Vauban.*
Allée Marceline Catala	*Elle reliera la Route du Petit Rhin à la promenade Starlette*
Allée Yvonne Foinant	*Elle reliera la Route du Petit Rhin à la promenade Starlette*
Allée Katherine Graham	*Elle reliera la Route du Petit Rhin à la promenade Starlette*
Allée Rina Muller	*Elle reliera la Route du Petit Rhin à la promenade Starlette*
Allée Georgette Schulé	*L'allée qui reliera l'avenue du Rhin à la Route du Petit Rhin*
Promenade Starlette	*La promenade qui sera aménagée le long du quai est du Bassin Vauban*
Place du Rheinlust	*La place qui sera aménagée entre l'avenue du Pont de l'Europe, la rue Jean Monnet et la Route du Rhin*
Allée de l'Île des Épis	*L'allée qui sera aménagée dans le prolongement de la Route de l'Île des Epis*
Allée du Pont Beatus Rhenanus	*L'allée qui sera aménagée en contre bas du côté nord de la place du Rheinlust.*
Plaine de Jeux Elisa Deroche	*L'espace vert situé au sud de la rue Jean-Henri Alberti*
Allée Elisa Deroche	*L'allée qui reliera la rue Lucienne Welschinger à la rue Ingold.*
Chemin de la Digue du Karpfenloch	*Le chemin qui relie l'allée de la Digue à la route du Glaserswoerth.*
Rue des Alpes	*La rue qui va de la rue Fénelon à la route de Saverne.*

- *de redéfinir les voies suivantes :*

Chemin du Wacken	*Le chemin est prolongé vers le nord jusqu'à la future promenade de la Voie Lactée*
Rue de la Coopérative	*Réduite à son extrémité nord-ouest*
Rue de Lübeck	*La rue est prolongée vers le sud jusqu'à la rue du Port du Rhin*
Rue du Péage	*La rue est prolongée vers le sud jusqu'au nouveau giratoire*
Rue du Grand Pont	*La rue est prolongée vers l'est jusqu'au nouveau carrefour avec la rue de Lübeck*
Rue du Rhin Napoléon	*La rue est prolongée vers le nord jusqu'au nouveau giratoire*
Rue du Port du Rhin	*La partie ouest est raccourcie jusqu'au nouveau carrefour avec la rue de Lübeck*
Route du Petit Rhin	*Sa partie sud est réduite pour finir au nouveau giratoire*
Chemin de l'Ancien Hippodrome	*Prolongé vers le nord depuis le Pont de l'Europe jusqu'au pont du chemin de fer*
Rue de la Digue du Rhin	*Sa partie sud est déplacée vers l'ouest pour rejoindre directement le nouveau carrefour*
Route du Rhin	*Est prolongée vers le nord-est jusqu'au carrefour avec la route de l'Île des Epis.*
Rue de l'Écarlate	*Est prolongée vers le sud*
Rue Sainte-Élisabeth	*Est prolongée vers le sud*

- *de supprimer l'impasse Jean Millot de la nomenclature des rues de la ville,*

- *de prendre en compte la proposition de dénomination de la société Bouygues Immobilier de dénommer « Passage des Argonautes » le passage actuellement privé situé dans l' « ilot D » du quartier Danube.*

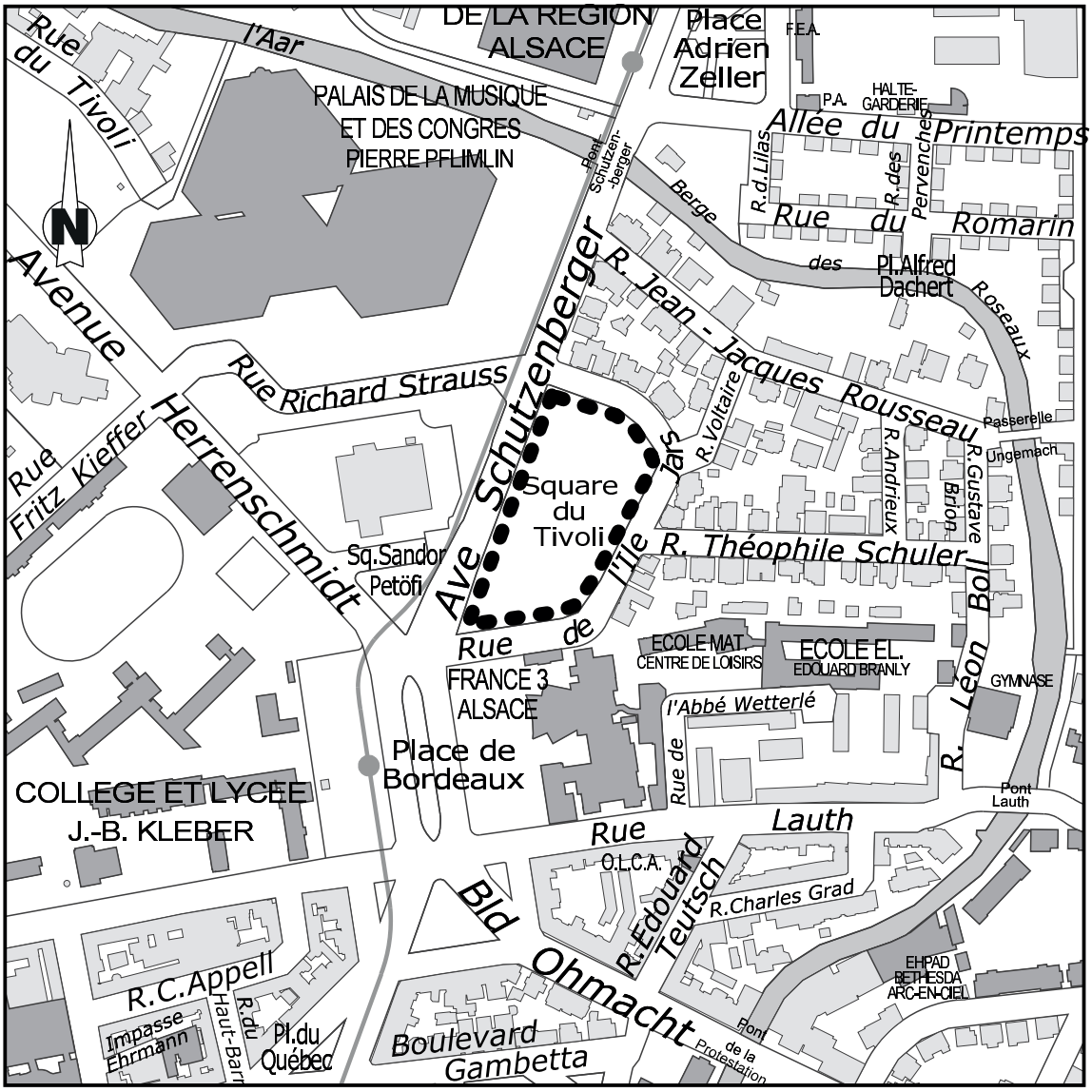
Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

changement de dénomination d'un square **Plan n°1**

quartier «Robertsau»

secteur «avenue Schutzenberger»

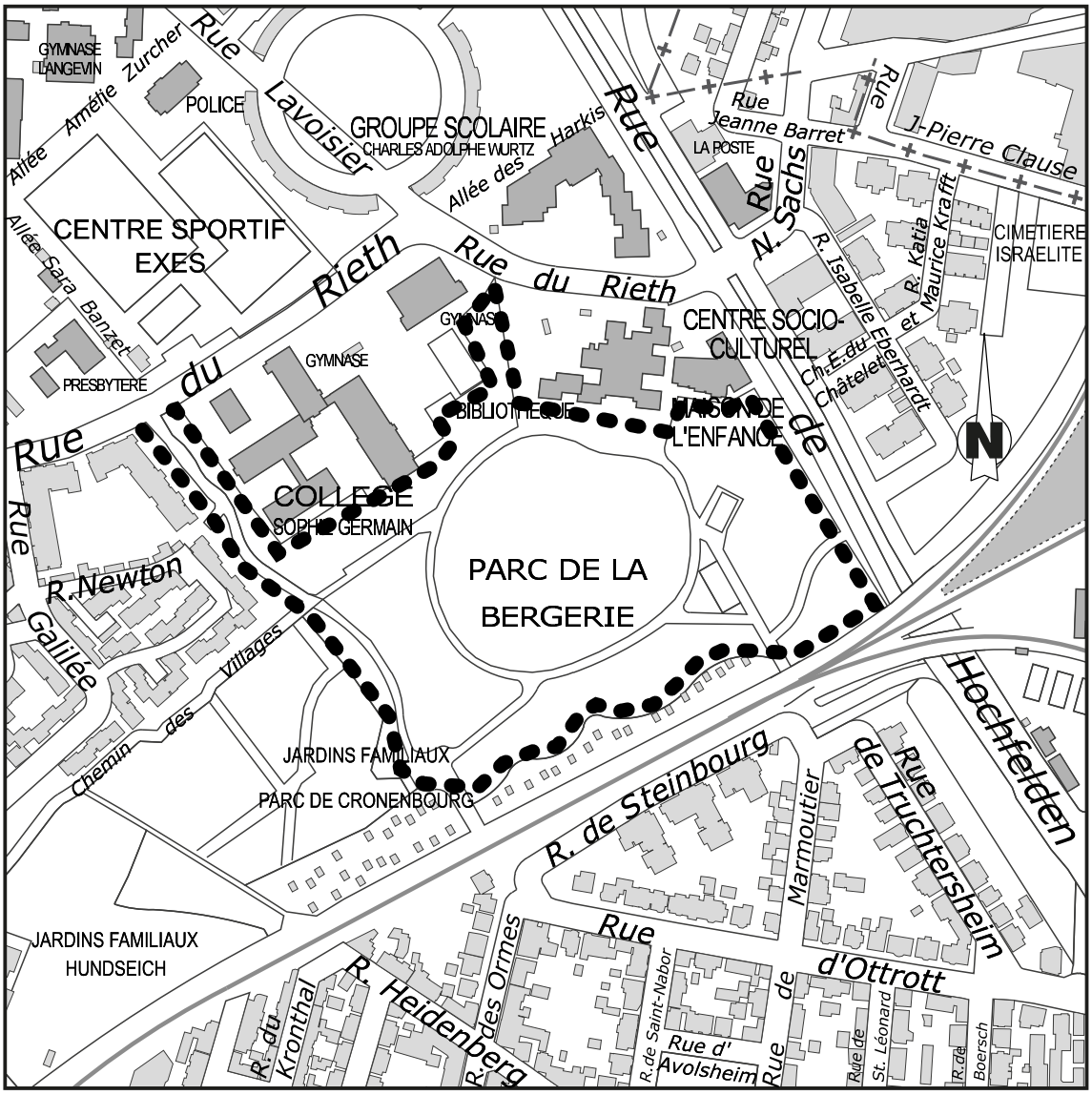


●●●●●● Le «square du Tivoli» devient le «Square du Tivoli - Tomi Ungerer»

modification de la dénomination d'un parc **Plan n°2**

quartier «Cronenbourg»

secteur «Parc de la Bergerie»

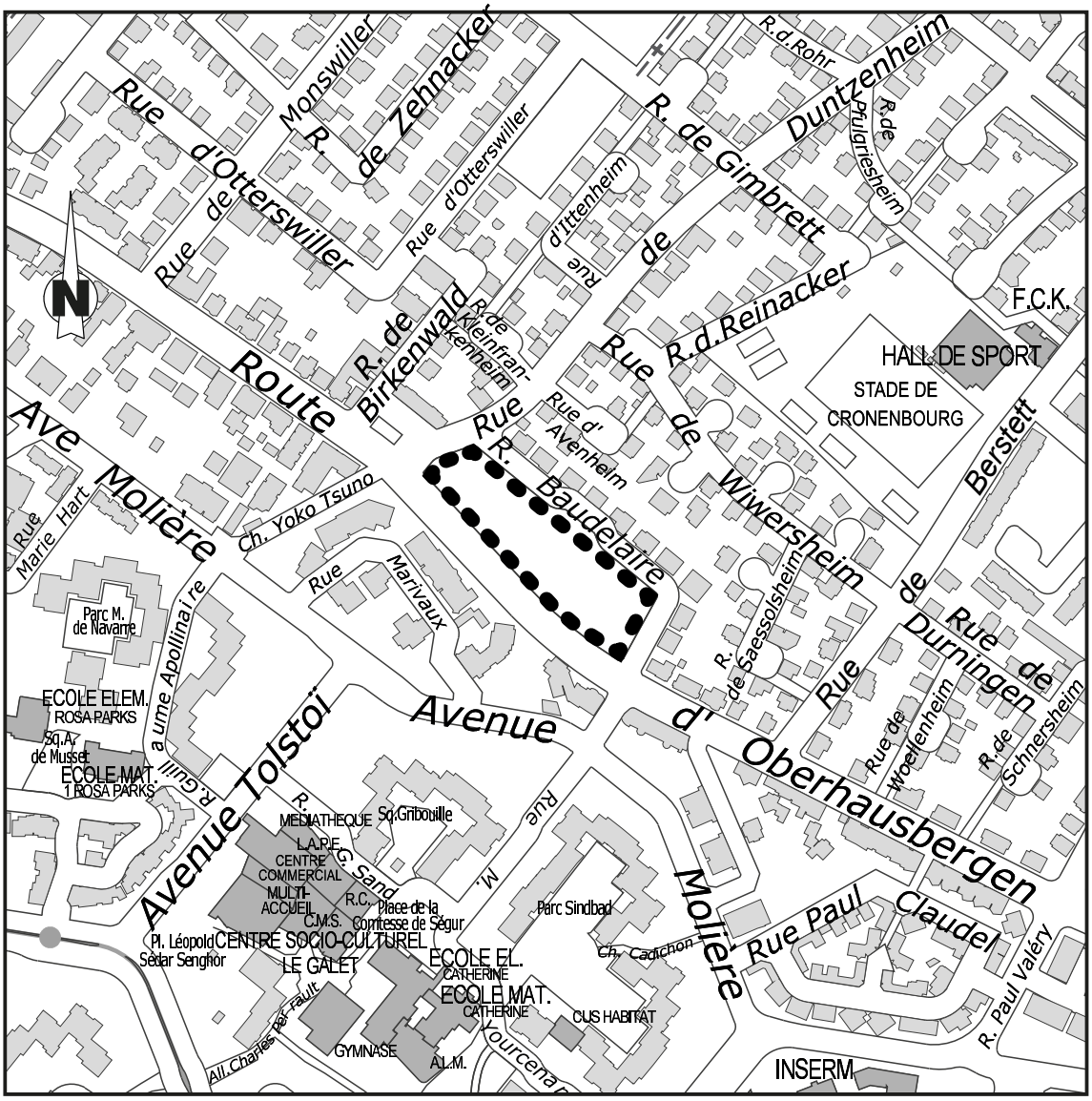


●●●●●● le «Parc de la Bergerie» devient «Parc de la Bergerie - Yvonne Knorr»

dénomination d'un square **Plan n°3**

quartier «Cronenbourg»

secteur «route d'Oberhausbergen»

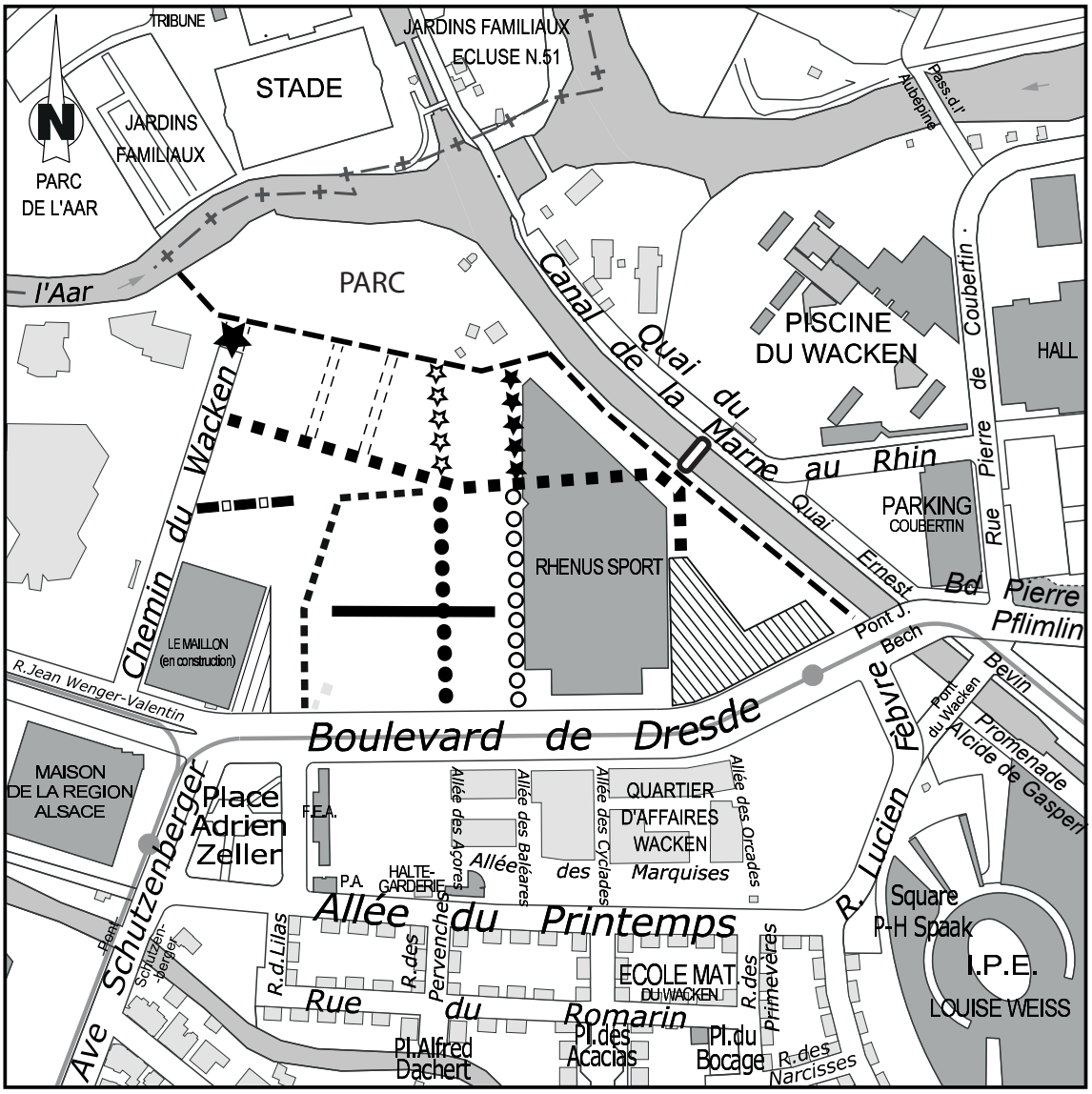


●●●●●● le Square actuellement sans dénomination devient «Square du Lazaret de Cronenbourg».

nouvelles dénominations **Plan n°4**

quartier «Robertsau»

secteur «Wacken»

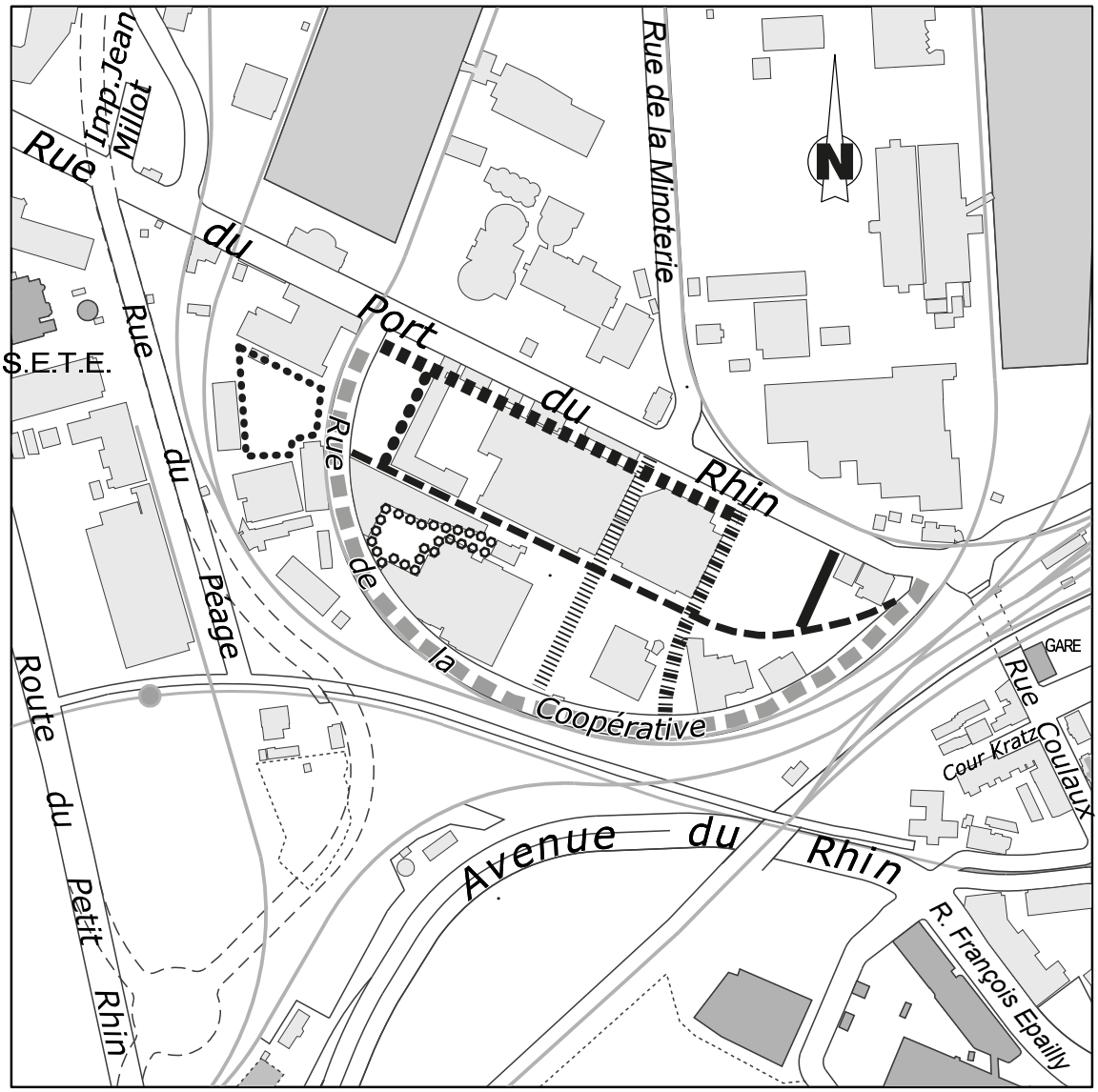


Place des Constellations	Allée de la Lyre
Place du Maillon	Allée de la Boussole
Rue Ariane	Allée de la Grande Ourse
Rue Andromède	Allée des Néréides
Rue Cassiopée	Allée de la Croix du Sud
Promenade de la Voie Lactée	Chemin du Wacken prolongé
Passerelle de l'Astrolabe	

nouvelles dénominations **Plan n°5**

quartier «Port du Rhin»

secteur «Coop»



(1) Rue Huguette Malbos

(2) Rue Lucie Baud

(3) Allée Martha Desrumaux

(4) Allée Adèle Klein

(5) Allée Käthe Kollwitz

(6) Allée Eleanor Marx

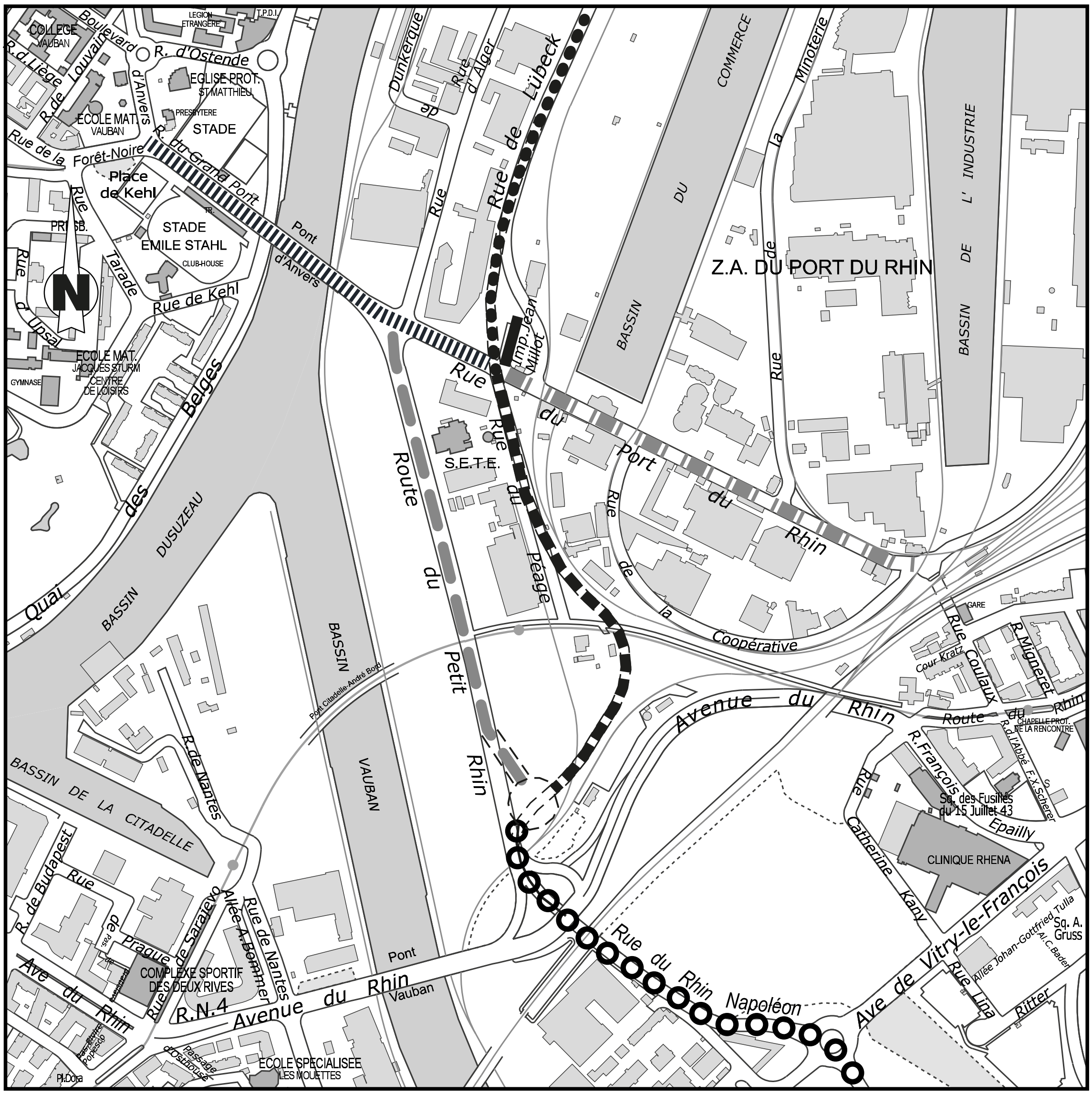
(7) Place des Ouvrières de la Coopé

(8) Place de la Virgule

Redéfinition du tracé de la «rue de la Coopérative»

redéfinitions du tracé de voies sans nouveau nom **Plan n°6**

quartier «Port du Rhin»
secteur «Avenue du Rhin»



Prolongation de la Rue de Lübeck

Prolongation de la Rue du Péage

Prolongation de la rue du Grand Pont

Prolongation de la rue du Rhin Napoléon

Diminution de la Rue du Port du Rhin

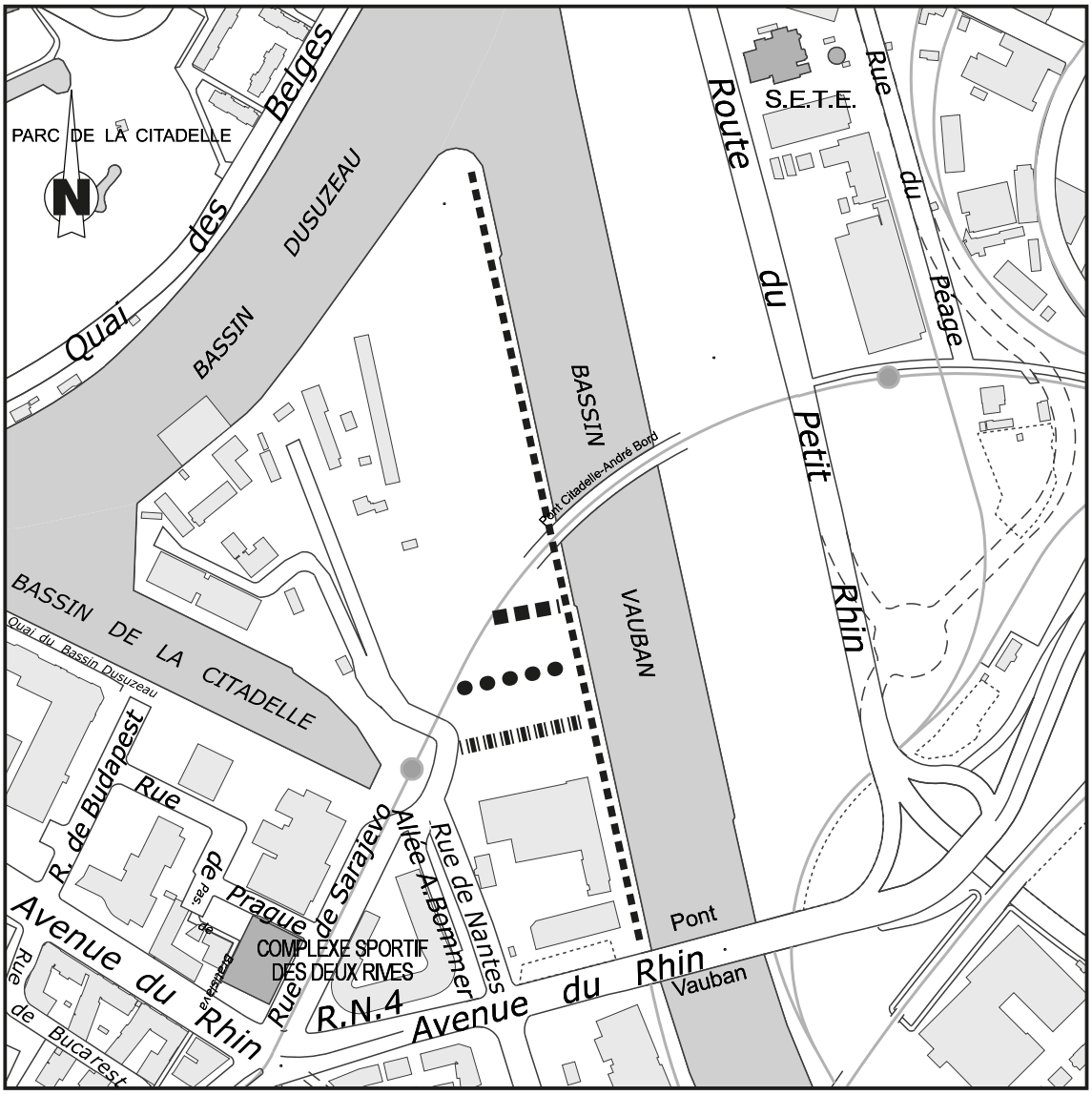
Diminution de la Route du Petit Rhin

Suppression de l'impasse Jean Millot

nouvelles dénomination **Plan n°7**

quartier «Neudorf-Port du Rhin»

secteur «Bassin de la Citadelle»



Allée Anita Conti

Allée Anna Maria Sibylla Merian

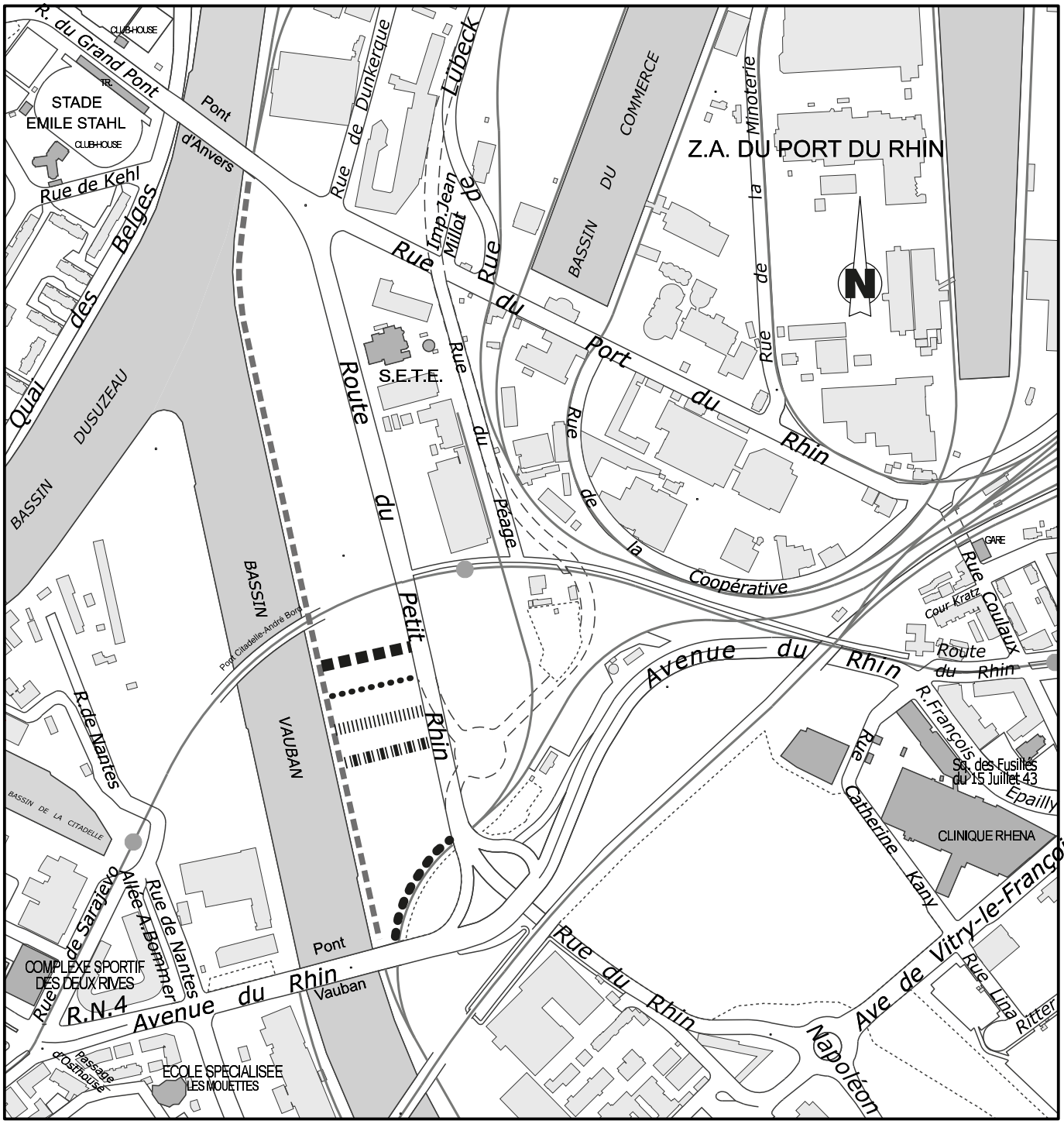
Rue Anne Bonny

Quai Florence Arthaud

nouvelles dénominations **Plan n°8**

quartier «Neudorf-Port du Rhin»

secteur «Starlette-Bassin Vauban»



(1) Allée Marceline Catala

(2) Allée Yvonne Foinant

(3) Allée Katherine Graham

(4) Allée Rina Muller

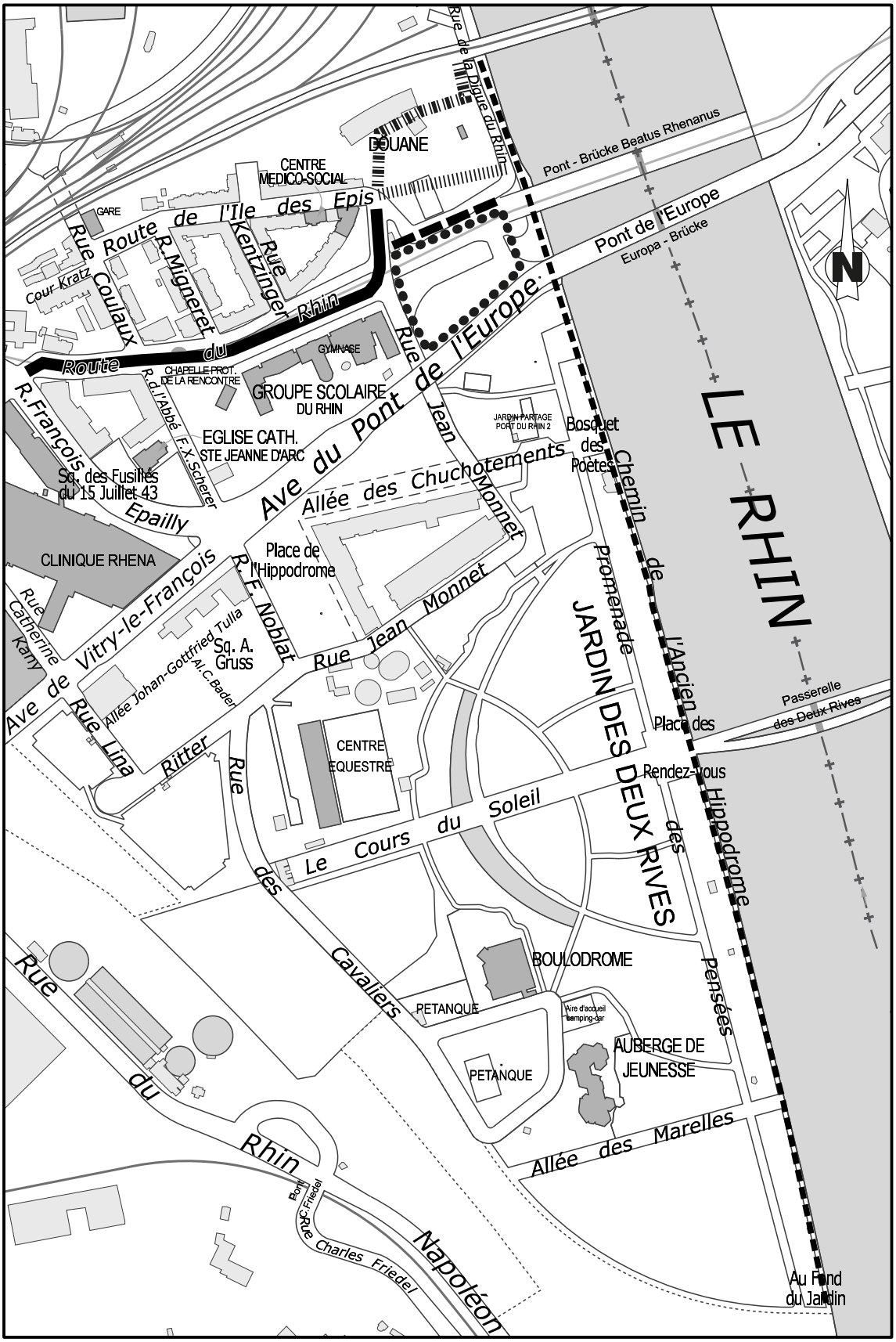
(5) Allée Georgette Schulé

(6) Promenade Starlette

nouvelles dénominations et redéfinitions **Plan n°9**

quartier «Port du Rhin»

secteur «route du Rhin»



Chemin de l'Ancien Hippodrome prolongé au nord du pont Beatus Rhenanus

Place du Rheinlust

Allée du Pont Beatus Rhenanus

Prolongement de la route de l'Ile des Epis

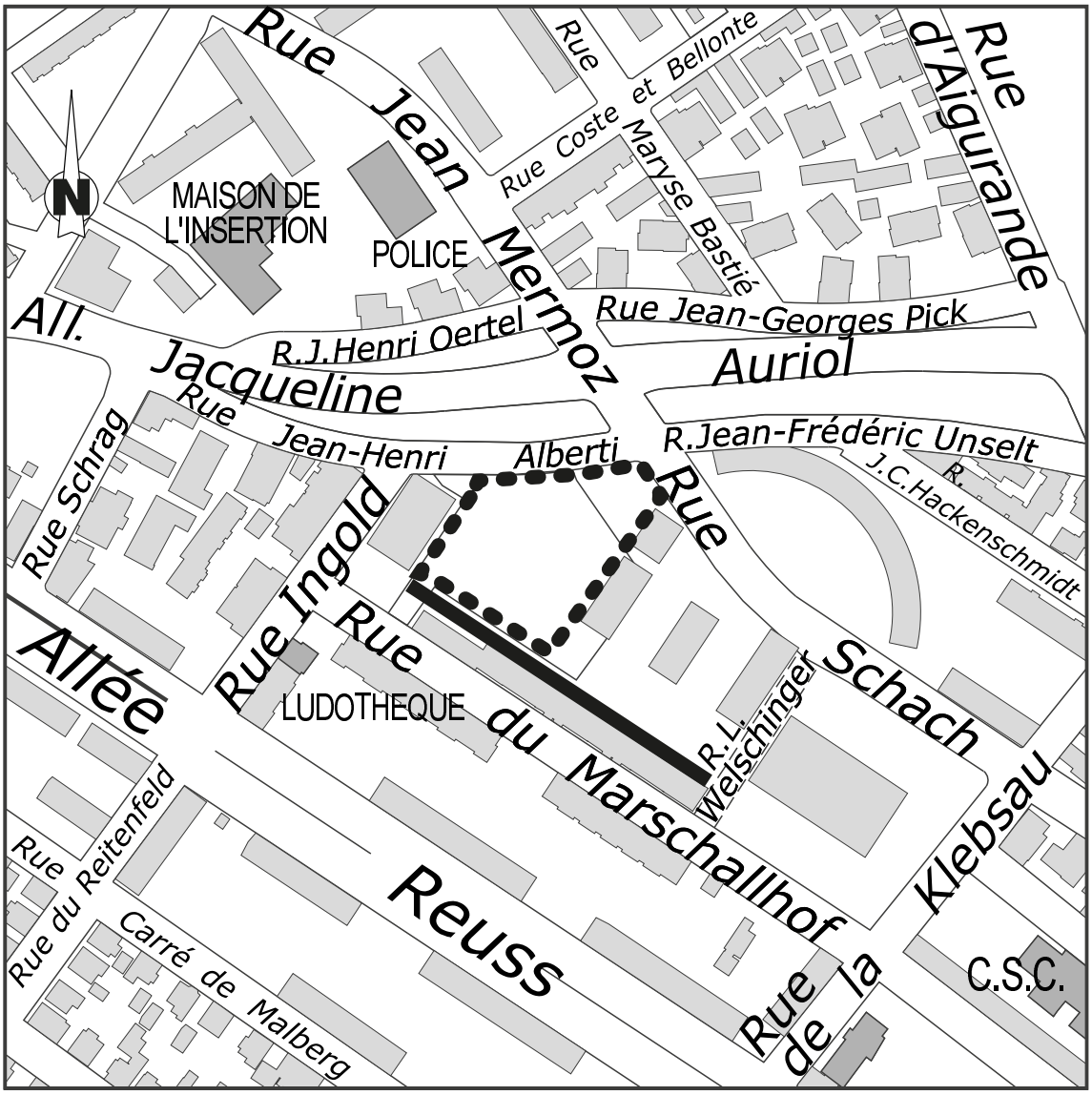
Redéfinition du tracé de la rue de la Digue du Rhin

Redéfinition du tracé de la route du Rhin

nouvelles dénominations **Plan n°10**

quartier «Neuhof»

secteur «Marschallhof»



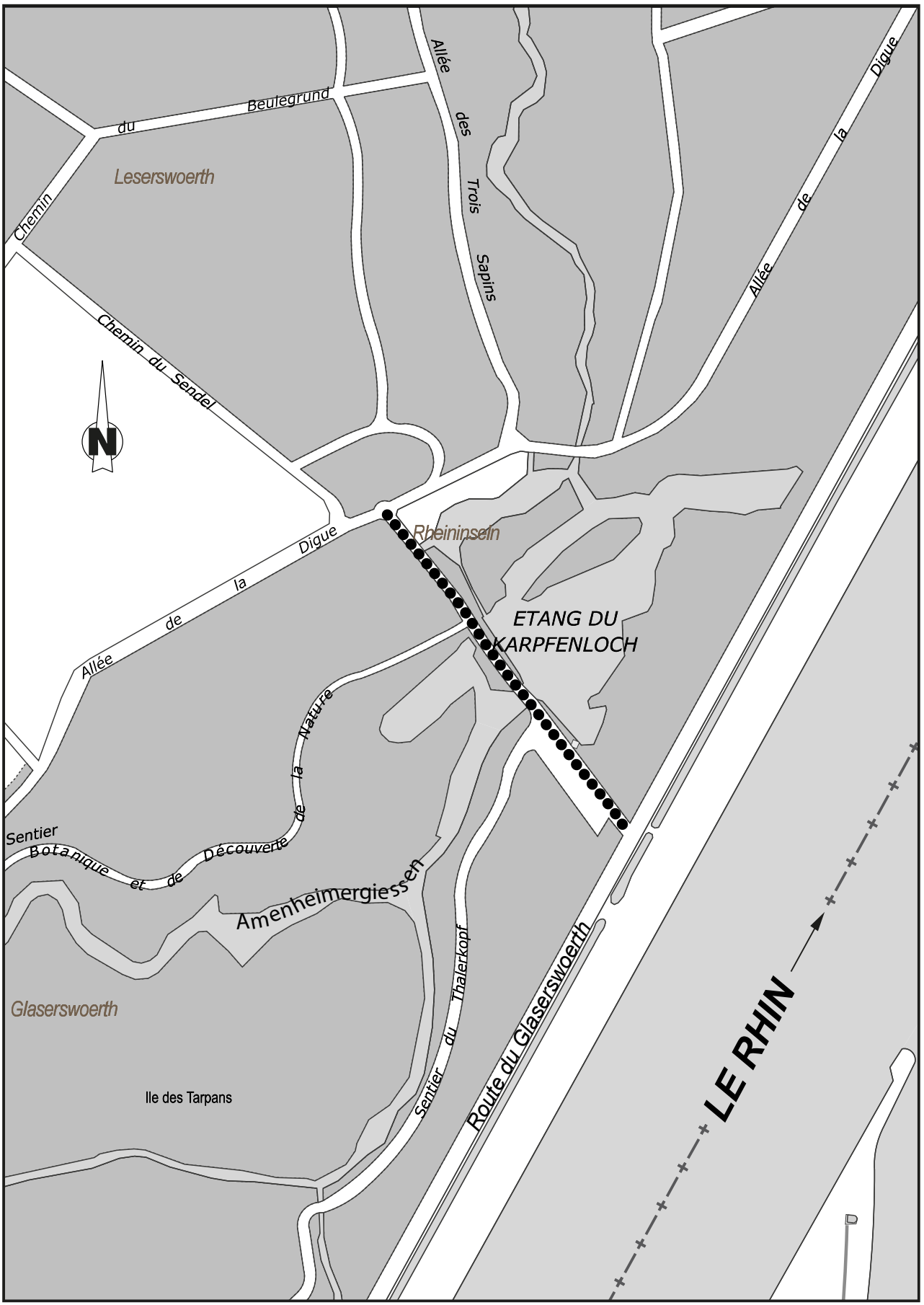
Plaine de jeux Elisa Deroche

Allée Elisa Deroche

nouvelle dénomination **Plan n°11**

quartier «Robertsau»

secteur «Forêt de la Robertsau»



●●●●●●●●●● Chemin de la Digue du Karpfenloch

dénomination d'une place **Plan n°12**

quartier «Cronenbourg-Hautepierre»

secteur «route d'Oberhausbergen»



●●●●●● Rue des Alpes

dénomination d'un passage **Plan n°13**

quartier «Neudorf»

secteur «Danube»

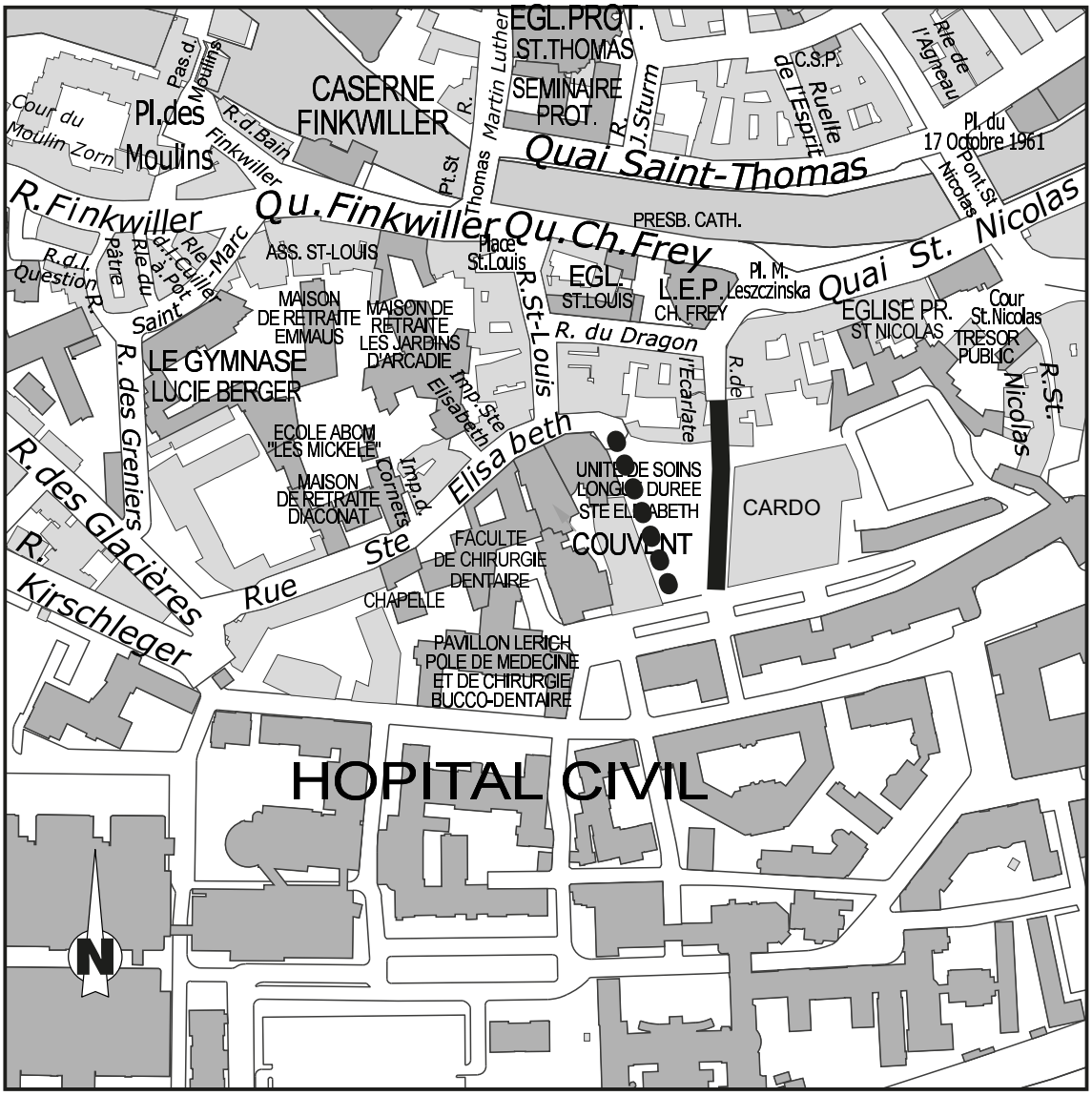


●●●●● Passage des Argonautes

redéfinition de tracé de voie sans nouveau nom **Plan n°14**

quartier «Gare-Kléber»

secteur «Hôpital Civil»



●●●●●● Prolongement de la Rue Sainte Elisabeth

▬▬▬ Prolongement de la Rue de l'Ecarlate

Annexe à la délibération du 10 février 2020
Notices biographiques

Florence ARTHAUD (1957 Boulogne-Billancourt – 2015 Villa Castelli [Argentine])
Navigatrice française. Ayant commencé très jeune à naviguer, Florence Arthaud se lance dans les courses en haute mer dès 1978. Son palmarès est remarquable. Elle est surtout connue pour avoir en 1990 amélioré de près de deux jours le record de la traversée en solitaire de l'Atlantique nord à la voile. La même année, elle est la première femme victorieuse de la Route du Rhum la fameuse course transatlantique en solitaire.

Lucie BAUD (1870 Saint-Pierre-de-Mésage - 1913 Tullins)
Ouvrière dans le textile, Lucie Baud fonde un syndicat dans son usine et joue un rôle important dans des mouvements sociaux visant à défendre les droits des travailleurs.
En 1902, à 32 ans, elle fonde le « Syndicat des ouvriers et ouvrières en soierie du canton de Vizille » dont elle devient secrétaire. Ce syndicat cherche à enrayer la diminution des salaires due à l'automatisation de l'industrie textile. Envoyée en délégation à Reims, elle ne parvient pas à obtenir qu'on lui donne la parole. Lorsque son mari meurt, Lucie se retrouve seule avec son salaire d'ouvrière pour faire vivre ses deux enfants. Les conditions de travail sont difficiles : les apprenties commencent à travailler, comme elle, à l'âge de 12 ans. En 1905, Lucie Baud se lance plus avant dans le syndicalisme. Pour protester contre les conditions de travail à l'usine, elle engage un mouvement de grève qui durera 104 jours, ampleur inhabituelle dans une industrie féminine. D'abord hostiles, les commerçants finissent par soutenir les grévistes en les nourrissant. Lucie prend la défense des ouvrières italiennes, qui ne participent pas au mouvement et sont très mal considérées. Elle finit par représenter les ouvriers lors d'une confrontation avec son patron. Licenciée, elle retrouve un travail à l'usine de Voiron (Isère).
En 1906, Lucie mène une nouvelle grève mais, après une période d'espoir, le mouvement échoue. Lucie tente alors de se suicider en se tirant trois balles dans la mâchoire, mais elle survit. En 1908, elle écrit un témoignage sur son action paru dans la revue Le mouvement socialiste.

Anne BONNY ou Anney (née à Cork entre 1697 et 1700 – 1782 en Caroline du Sud)
Anne Cormac est la fille illégitime d'un avocat irlandais. Lorsque le scandale éclate, son père est contraint de partir pour l'Amérique, où il ne tarde pas à faire fortune. Elevée comme un garçon, Anne fréquente les boucaniers. En 1718, elle épousa le modeste pirate James Bonny, ce qui pousse son père à la déshériter. Les époux s'installent ensuite à New Providence, une île des Bahamas connue pour être un véritable repère de pirates, où elle fait la connaissance du terrible pirate Jack Rackham, capitaine du Revenge, et devient sa maîtresse. Déguisée en homme, elle participe à de nombreux actes de piraterie et montre un grand courage au combat jusqu'à sa capture en 1720. Elle est ensuite graciée. On ne trouve pas trace de la suite de sa vie. Elle demeure avec Mary Read une des femmes pirates les plus célèbres de l'Histoire.

Marceline CATALA (1913 Sélestat – 1992 Sélestat)
Elle a été la présidente et directrice générale de Martel Catala et Cie. Marceline vit avec sa famille à Braine-le-Comte et très jeune, s'intéresse à la marche des affaires créées par son père. À travers l'affaire familiale elle connait son futur époux Martel, commis négociant chez Roswag, importante usine de toiles métalliques de Sélestat. Après son mariage, elle revient avec son mari dans sa ville natale où, dix ans plus tard, en 1868, ce dernier quitte Roswag pour fonder une nouvelle entreprise en association son beau-frère Adolphe Catala : c'ést alors une société en commandite qui reprend la fabrique créée seize ans plus tôt par les frères Halterer et devient ultérieurement la Société Martel Catala et Cie. Les débuts de cet atelier de fabrication de toiles métalliques sont modestes, quand brutalement Martel décéda. Mère de famille, Marceline prend à cœur sa nouvelle charge et « monte » avec son frère la jeune entreprise qui dès 1877 put emménage dans la nouvelle construction, route de Strasbourg, à l'emplacement de l'ancienne poste aux chevaux. L'affaire prospère rapidement, comme en témoignent les deux villas construites par la suite, la villa Martel (rue Mentel, démolie en 1983), où elle réside avec sa famille, et la villa Catala achetée en 1922 par la Banque de France. Jusqu'en 1989, date de sa reprise par la société américaine Albany, Marcel Catala aura été un authentique fleuron mondial du textile appliqué à l'industrie papetière.

Anita CONTI (1899 Ermont - 1997 Douarnenez)
Elle fut dans les années 1930 la première femme océanographe française, embarquant pendant des mois sur des chalutiers, partageant la vie des pêcheurs. Elle est une des premières à prendre conscience que les ressources de la mer ne sont pas inépuisables. Ecrivaine et photographe, elle embarque pour des campagnes durant plusieurs mois avec les terre-neuvas et alerte sur la surexploitation des océans. En 1939, elle est la première femme militaire à bord d'un navire de la marine française. En mai 1940, à bord d'un dragueur de mine, elle prend une part active aux opérations de déminage devant Dunkerque lors de l'évacuation des troupes encerclées.

Elisa DEROCHE, dite « baronne Raymonde de Laroche » (1882 Paris – 1919 Le Crotoy)

Élisa Léontine Deroche commence une carrière artistique, au théâtre notamment, et prend le pseudonyme de baronne Raymonde de Laroche. Elle se consacre également à la peinture et à la sculpture ainsi qu'au sport automobile. Elle rencontre Charles Voisin, fondateur avec son frère Gabriel de l'entreprise Voisin Frères, qui l'initie au pilotage. Elle est la première femme, en France et dans le monde, à obtenir, le 8 mars 1910 à Mourmelon, un brevet de pilote, le no 36 de l'Aéro-Club de France. Elle participe dès lors à de nombreux rassemblements aériens, tant en France qu'à l'étranger, comme Héliopolis, Budapest, Saint-Pétersbourg, Rouen, et sera grièvement blessée pendant un meeting à Reims le 8 juillet 1910, son avion s'étant écrasé. Spécialiste des vols d'altitude, le 17 juin 1919, à Issy, elle en bat le record féminin avec 3 900 mètres, mais sa performance est bientôt surclassée par l'Américaine Ruth Law, qui atteint, elle, 4 720 mètres. Aussitôt, la « baronne de Laroche » reprend son titre en s'élevant à 4 800 mètres. Cet exploit marquera l'apogée de sa carrière, car elle meurt dès le 18 juillet 1919 au cours d'un vol d'entraînement, sur un prototype Caudron modèle G3 piloté par l'aviateur Barrault, l'avion s'écrase sur la plage du Crotoy.

Martha DESRUMAUX (1897 Comines – 1982 Évenos)
Grande figure du militantisme au 20e siècle, la Nordiste Martha Desrumaux a notamment largement défendu la cause des droits des femmes tout au long de sa vie. Le syndicalisme, la politique, la lutte des classes, la Résistance face à la déportation ou le droit des femmes : Martha Desrumaux a mené tous ces combats. Obligée de travailler (comme bonne à tout faire) dès l'âge de 9 ans, elle va rapidement devenir ouvrière dans l'industrie textile. La dureté des conditions de travail la pousse à se syndiquer à la CGT à 13 ans. Éloignée de la région à la suite de la déclaration de guerre en 1914, elle se retrouve ouvrière dans une usine lyonnaise, où elle dirige sa première grève victorieuse. Elle a alors 20 ans.
En 1921, elle adhère au tout jeune Parti communiste français (elle sera même la première femme élue au sein du Comité central, en 1927) et contribue de manière déterminante à l'organisation des ouvrières du textile. Fondatrice du journal « l'Ouvrière », Martha Desrumaux accompagnera la création de l'Union des jeunes filles de France (UJFF), qui milite pour l'émancipation des jeunes femmes et l'égalité entre les sexes. Son engagement pour la dignité des femmes et sa présence lors de moments cruciaux comme les accords de Matignon (au moment des grèves de 1936) sont autant de pas en avant pour les conquêtes sociales (congés payés, réduction du temps de travail, création des conventions collectives) mais aussi pour la lutte féministe. Quand la guerre éclate, en 1939, Martha Desrumaux, réfugiée en Belgique, réorganise le PCF dans la clandestinité. Elle revient à Lille dès juin 1940 et participe activement à la grande grève patriotique des mineurs, en mai et juin 1941. Dénoncée par le préfet Carles, elle est déportée au camp de concentration de Ravensbrück (en Allemagne) où, là encore, elle organisera la résistance.
Dès la fin de la guerre, alors que les femmes n'ont le droit de vote que depuis un an, Martha Desrumaux est élue au conseil municipal de Lille et reprend ses fonctions à la CGT du Nord. À la Fédération nationale des déportés et internés, résistants et patriotes (FNDIRP), elle s'engage pour transmettre les valeurs et le souvenir des déportés et poursuit le combat pour l'émancipation des femmes à l'Union des femmes françaises (qui deviendra Femmes solidaires).
Son engagement dans ces différents combats lui vaut d'avoir été évoquée à plusieurs reprises pour être transférée au Panthéon.

Yvonne FOINANT (Paris 1892 – Paris 1990)
Mariée à un ingénieur des Arts & Métiers qui ouvre en 1913 avec son beau-frère une usine de clés de serrage située à Charleville-Mézières, elle prend la direction de l'entreprise quand ces derniers sont mobilisés au début de la Première Guerre mondiale. Dans un secteur industriel très masculin, Yvonne Foinant s'impose, alors qu'elle n'a que 22 ans, et devient Maître des forges. Au retour de son mari, Yvonne assume les fonctions de directrice commerciale, jusqu'au décès de son époux, en 1928. Elle reprend alors les rênes de l'entreprise, rebaptisée Savarin et Veuve Foinant, et en devient la gérante statutaire, selon les termes de l'époque. L´entreprise cessera son activité en 1978.
Pendant trente ans, Yvonne Foinant va ainsi allier fonctions patronales et diverses responsabilités politiques. En 1938, elle est la première femme à être élue déléguée à la Confédération générale du patronat français (actuel Medef), puis devient conseillère au commerce extérieur, poste qu'elle est la seconde femme à occuper. À ces responsabilités s'ajoutent celles, en 1941, de vice-présidente du syndicat d'outillage à la main, poste qui lui permet, en 1946, d'être la première élue de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris, en tant que représentante de l'outillage.
Elle fonde en France à la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'association des Femmes chefs d'entreprises mondiales (FCEM). C'est une association pionnière qui s'est étendue depuis l'Europe jusqu'aux différents pays du monde. Le réseau FCEM comprend plus de 60 pays des cinq continents.

Katharine GRAHAM (1917 New York – 2001 Boise [USA])

Née en 1917 elle est élevée de façon stricte et conservatrice. Elle intègre en 1934 le journal de son père le « Washington Post » et prend gout au métier de la presse. C'est néanmoins son mari qui se verra offrir la direction du journal en 1948 au motif que « aucun homme ne doit travailler comme subordonné de sa femme ». Ce n'est qu'en 1963, au décès de son mari, que Katharine GRAHAM accède aux manettes du journal dont elle fera un empire médiatique. En 1971, elle a le courage de publier les Pentagon Papers (autour de la guerre du Vietnam) puis l'enquête qui entraîna le scandale du Watergate et la chute du Président Nixon. Elle reçoit le prix Pulitzer en 1998 pour son autobiographie. Elle fut l'une des femmes les plus puissantes d'Amérique. Elle fait partie du National Women's Hall of Fame.

Adèle KLEIN (1908 Strasbourg – 1991 Strasbourg)
Elle était ouvrière, et habitait au 18 route de l'Île aux Epis. Elle a travaillé pendant une quarantaine d'années à la cave à vins de la Coopé et a pour fonction de contrôler la qualité des bouteilles de vin avant leur remplissage.
Les métiers des caves coopératives sont nombreux et les opératrices de ligne ou de chaîne et les responsables qualité constituent une étape clé dans la production de vin, un processus d'équipe et de coopération partant des vignes jusqu'aux tables de restaurant, en passant par l'usine. Femme très appréciée dans le quartier et au sein de la Coopérative.

Käthe KOLLWITZ (1867 Königsberg – 1945 Moritzburg)
Témoin des crises politiques et sociales de son temps et auteure d'une œuvre marquée par son pacifisme, Käthe Kollwitz est une artiste complète (graveuse, dessinatrice et sculptrice) dont le réalisme expressif influencera son époque et au-delà. Se présentant elle-même comme une artiste engagée, Käthe Kollwitz a retenu comme sujets de prédilection les grands drames qui traversent son époque, n'hésitant pas à inclure des éléments personnels dans son art (un de ses fils est tombé au combat en 1914 en Flandres). Reconnue et estimée de son vivant en son pays et considérée comme un modèle pour nombre de jeunes artistes, Käthe Kollwitz qui avait ouvertement lutté contre la montée du nazisme. Elle est contrainte de démissionner de son poste à l'Académie prussienne des arts et de sa fonction de directrice de la classe de graphisme à l'arrivée d'Hitler au pouvoir en 1933.

Huguette MALBOS (1926 Strasbourg – 2009 Strasbourg)
Élue à Strasbourg de 1989 à 2001, notamment déléguée aux personnes âgées jusqu'en mars 2001, elle a marqué sa vie durant son goût pour les autres : syndicaliste, militante politique à Paris, puis dans le Bas-Rhin, elle s'est dévouée pour ses fonctions municipales, rencontrant les personnes âgées, leurs sacrifiant ses weekends, journées dont elle disait qu'elles étaient les plus difficiles pour les ainés-es du fait de la solitude ressentie en particulier ces jours-là.

Eleanor MARX (1855 Londres –1898 Londres)
Fille de Karl, a grandi pendant que son père écrivait Le Capital. Eleanor, restée dans l'ombre de son père, est peu abordée dans les livres d'histoire. Pourtant, elle n'a pas été que « la fille de », elle a mis les idées marxistes en pratique et est l'une des fondatrices du mouvement féministe en Grande-Bretagne. Sa position diverge de celle des suffragettes, qui certes se battent pour que les femmes aient le droit de vote mais qui, pour Eleanor, ne comprenaient pas la base économique de l'inégalité entre hommes et femmes. Elle a été au berceau de ce qui allait devenir un des plus grands syndicats de Grande-Bretagne. L'essence de leur apport, c'est que la lutte pour les droits des femmes est indissociablement liée à la lutte pour l'égalité économique et la justice sociale.

Anna Maria Sibylla MERIAN (1647 Francfort-sur-le-Main – 1717 Amsterdam)
Elle est une naturaliste et une artiste peintre. Elle mit son talent de dessinatrice, acquis au sein d'une famille d'éditeurs et d'illustrateurs célèbres, au service des observations naturalistes très détaillées qu'elle conduisit notamment sur la métamorphose des papillons.
Elle vécut entre l'Allemagne et les Pays-Bas et fit un grand voyage exploratoire au Surinam en Amérique du Sud qui lui procura la matière de son ouvrage le plus important et le plus célèbre sur les métamorphoses des insectes.
Longtemps méconnue, elle est aujourd'hui considérée, en raison de la qualité de son œuvre artistique et scientifique, comme une importante figure de l'histoire naturelle de son époque.

Rina MULLER (1940 Valencay – Strasbourg 2004)
Le nom de Rina Muller est intimement lié à cette grande entreprise locale que fut la brasserie Schutzenberger. Après avoir fait toutes ses études à Strasbourg, Georgette Rina Muller, née Walter travaillait depuis de longues années dans l'entreprise « Grande brasserie de la Patrie Schutzenberger » quand elle prit en main les destinées de la société au moment du décès de son père en 1994. Elle dirigea l'entreprise jusqu'au moment de son décès en 2004. Elle fut également Conseiller du commerce extérieur de la France (1985) et Président du Syndicat des brasseurs d'Alsace.

Georgette SCHULÉ (Strasbourg 1919 – 2016 Le Howald)
Au décès de son époux en 1960, Georgette Schulé, née Steinert, prit en main le devenir de la Société Alsacienne de Torréfaction et d'Importation de café, plus connue sous le nom de Café SATI. Cette l'affaire familiale créée en 1926 n'était au départ qu'une boutique de torréfaction installée rue des Francs Bourgeois. Cheffe d'entreprise respectée, c'est elle qui sera à l'initiative du développement de la société qui se traduira par le déménagement au Port du Rhin et de la construction d'une nouvelle unité de torréfaction et de bureaux sur ce nouveau site (1965). Georgette Schulé était appréciée des habitants du quartier, dont plusieurs travaillaient dans l'entreprise. Elle fournissait gratuitement à la paroisse du café à remettre aux familles nécessiteuses et de quoi garnir les corbeilles confectionnées pour le Noël des personnes âgées.

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL 10 FEVRIER 2020
65 Dénomination des rues.

Pour	
40	BEY-Françoise, BIES-Philippe, BUFFET-Françoise, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, FONTANEL-Alain, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GANGLOFF-Camille, GILLMANN-Luc, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KELLER-Fabienne, KEMPF-Suzanne, KOHLER-Christel, MANGIN-Pascal, MATHIEU-Jean-Baptiste , MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, MELIANI-Abdelaziz, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, RAFIK-ELMRINI-Nawel, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, REMOND-Thomas, RICHARDOT-Anne Pernelle, RIES-Roland, ROBERT-Jean-Emmanuel, ROGER-Patrick, SCHAETZEL-Françoise, DIDELOT-Andréa, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, SENET-Eric, TARALL-Bornia, TETSI-Liliane, MENAD-Zaza, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER-Philippe, ZUBER-Catherine, LOOS-François
Contre	
0	
Abstention	
0	

66

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Don à la ville de Strasbourg de la statue de Reimbold Liebenzeller par la Fondation pour Strasbourg.

Il est proposé au Conseil municipal d'approuver une convention de don concernant la statue de Reimbold Liebenzeller proposée par la Fondation Pour Strasbourg.

Il s'agit d'une statue en bronze conçue par le sculpteur Christian Fuchs et réalisée par la Fonderie Strassacker.

La valeur estimée de la contribution du donateur est de 150 000 € TTC, hors travaux de fondations du socle de la statue.

Le projet s'inscrit dans le cadre d'une démarche de mécénat de la Fondation Pour Strasbourg.

La statue de Reimbold Liebenzeller est proposée pour don manuel à la ville de Strasbourg. Elle est installée place des Tripiers à Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu les articles L. 2242-1 à L. 2242-4 du CGCT
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
accepte

le don de la statue de Reimbold Liebenzeller par la Fondation Pour Strasbourg (éléments descriptifs, visuels de l'objet joints à la convention).

La valeur estimée de la contribution du donateur est de 150 000 € TTC hors travaux de fondations du socle de la statue.

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les actes relatifs à ce don.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

CONVENTION DE DON

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Fondation Pour Strasbourg dont M. Jean-Louis de Valmigère, son président, est le représentant, désigné aux présentes sous le vocable, LE DONATEUR.

ET

La ville de Strasbourg, représentée par M. Roland RIES, Maire de la ville de Strasbourg, désigné aux présentes sous le vocable, LE DONATAIRE.

ETANT PREALABLEMENT RAPPELE
Que LE DONATEUR est propriétaire de la statue de Reimbold Liebenzeller, donnée en l'état.

IL A ETE CONVENU D'UN COMMUN ACCORD CE QUI SUIT :

Article 1 : objet du don
La statue de Reimbold Liebenzeller a été conçue par le sculpteur Christian Fuchs, à la demande de la Fondation Pour Strasbourg.
Ses dimensions sont les suivantes :
Hauteur totale : 430 cm. Poids total : 4 000 kg
Dimensions socle pierre: 180 X 120 X 100 cm. Poids : 3 500 kg
Dimensions statue bronze: 250 X 100 X 80 cm. Poids : 500 kg

La valeur globale du don est estimée à : 150 000 Euros TTC, hors frais d'implantation.
Son financement a fait l'objet d'une opération de mécénat de la part de la Fondation Pour Strasbourg. Un document descriptif de cette sculpture comportant des visuels, les dimensions ainsi qu'un plan d'implantation figure en annexe de la convention de don.

Article 2 : le donateur
Le donateur s'engage par les présentes à faire don de la statue de Reimbold Liebenzeller à la ville de Strasbourg.
Ce don est gracieux, définitif et permanent sans conditions, limitation ni restriction dans le temps.

Article 3 : le donataire
Le donataire reçoit l'œuvre en dépôt place des Tripiers - 67000 Strasbourg.
Le donataire s'engage à assurer l'entretien de la statue de Reimbold Liebenzeller afin de garantir son installation pour une durée indéfinie sauf suppression en cas de force majeure ou destruction accidentelle ou délictuelle. Dans ces circonstances, le donataire étant son propre assureur, il n'est pas tenu à l'obligation de reconstruire à l'identique l'œuvre.

Article 5 : litige.
En cas de litige, les tribunaux de Strasbourg sont seuls compétents.

Fait à Strasbourg le en deux exemplaires originaux,

Pour le DONATEUR Le Président	Pour le DONATAIRE Le Maire
Jean-Louis de VALMIGERE	Roland RIES


LIEBENZELLER
CHEVALIER LIEBENZELLER
VAINQUEUR DE LA
BATAILLE DE HAUSBERGEN
PERE DE LA REPUBLIQUE
LIBRE DE STRASBOURG
1262
DESSERTE AUTORISÉE
SOLDES



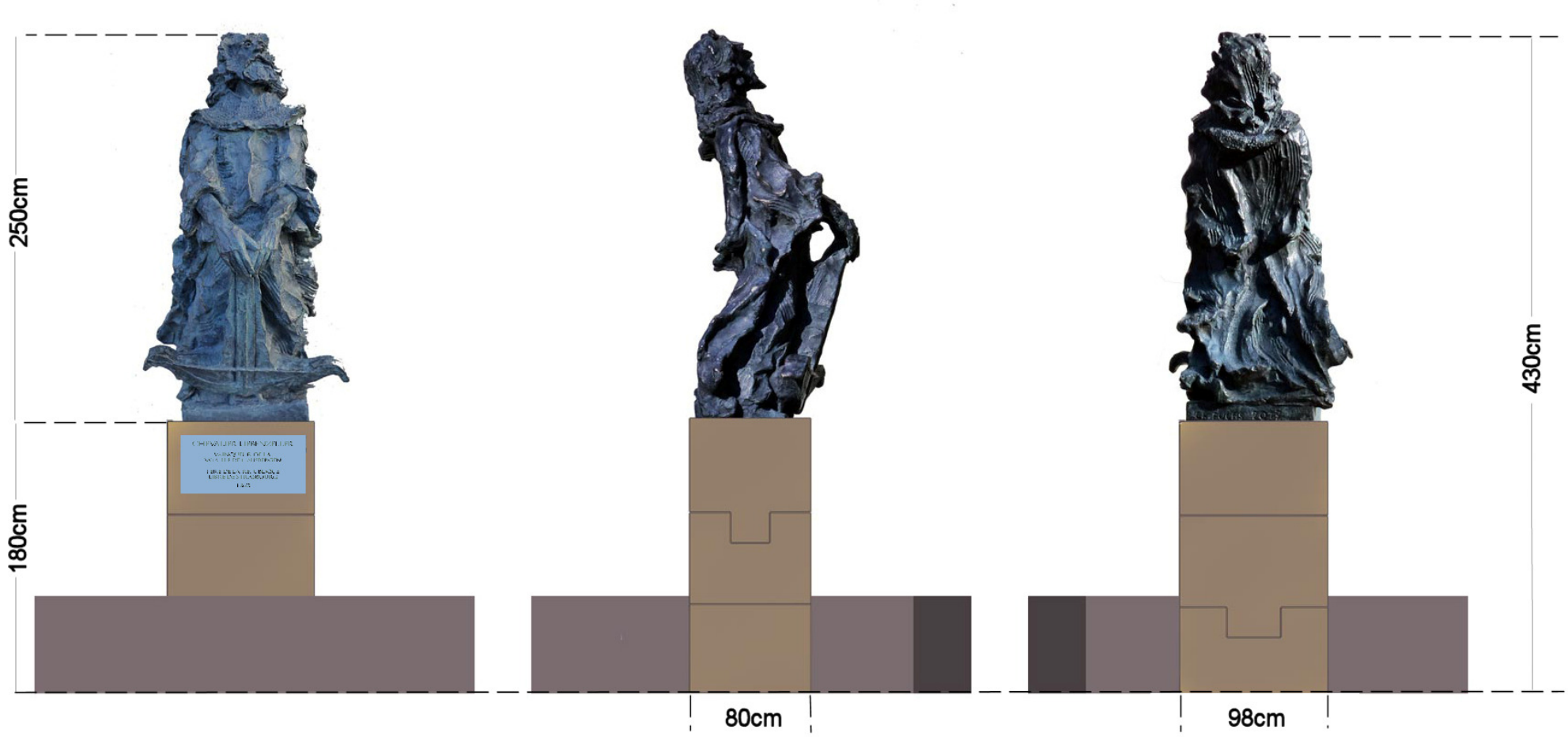
1159


JCDecaux
Strasbourg.eu
PAR
FUM
D'
ÉTÉ
FLÂNERIE


PARFUMS D'ÉTÉ
FLÂNERIE
QUAI DES BATELIERS - TOUS LES JOURS
DU 8 JUILLET AU 1ER SEPTEMBRE
TOUT LE PROGRAMME DE L'ÉTÉ SUR
ETE.STRASBOURG.EU

Service Espaces verts
et de nature
Ville de Strasbourg
Mars 2019

Installation de la statue du chevalier Liebenzeller
Place des Tripiers



Vues de face, coté et dos

Service Espaces verts
et de nature
Ville de Strasbourg
Mars 2019

Installation de la statue du chevalier Liebenzeller
Place des Tripiers



Insertion, vue de la rue du Vieux marché aux poissons

Service Espaces verts
et de nature
Ville de Strasbourg
Mars 2019

Installation de la statue du chevalier Liebenzeller
Place des Tripiers

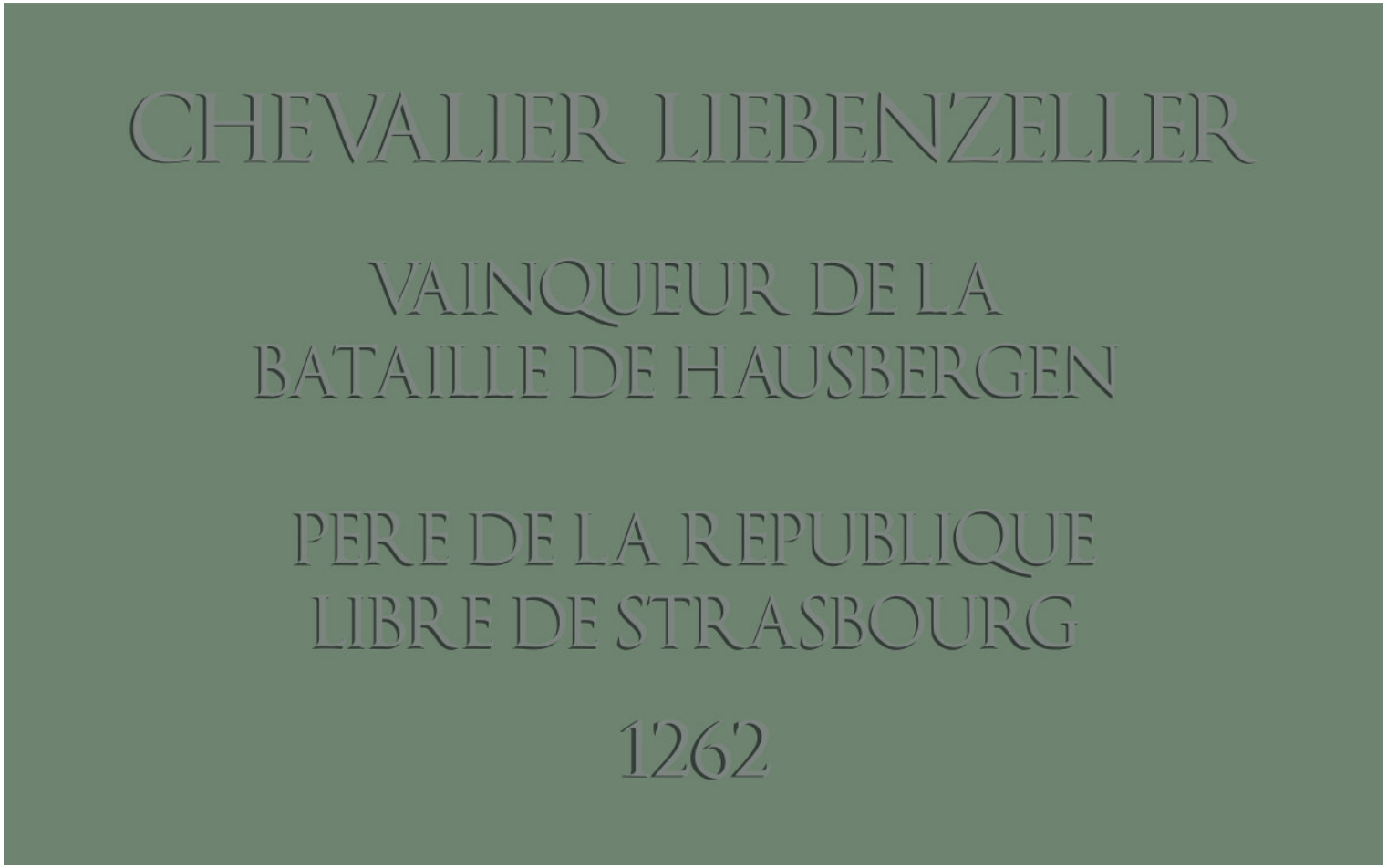




Insertion, vues de la rue du Vieux marché aux poissons

Service Espaces verts
et de nature
Ville de Strasbourg
Mars 2019

Installation de la statue du chevalier Liebenzeller
Place des Tripiers



Plaque de bronze — 80cm X 45cm

Rue des tonneliers

Rue du vieux marché aux poissons

Place des Tripiers

Statue LIEBENZELLER

Socle : 98cm x 80cm
180cm de hauteur
Statue : 250cm de hauteur
Hauteur totale : 430 cm

Strasbourg.eu
eurométropole

Service Espaces verts et de nature

Localisation de la statue
LIEBENZELLER

ECHELLE
1:200

Date d'édition
15/03/2019

67

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Indemnisation de la société TA-DAH MUSIC suite à l'annulation d'un concert programmé pour l'évènement 2019 "la symphonie des arts".

Dans le cadre de l'édition 2019 de l'évènement « Symphonie des arts », la ville de Strasbourg a sollicité la société TA-DAH MUSIC afin qu'elle programme le groupe Paris-Combo pour un concert le 30 juin 2019. Le 29 mai 2019 les services de la Ville et la société TA-DAH MUSIC se sont entendus sur un prix de 6 500 € HT, soit 6 857,50 € TTC comprenant les cachets des artistes, la commission de l'agence, les frais de déplacement et d'hébergement. Cet accord n'a toutefois pas été formalisé par un accord signé entre les parties.

A la suite de l'annonce de fortes chaleurs présentant des risques pour la santé des participants et du public, au regard notamment de l'horaire (après-midi) et de la localisation en plein air prévus, la Ville a finalement décidé le 26 juin d'annuler le concert. Le 1er juillet 2019, la société a réclamé le paiement des frais qu'elle a engagés pour programmer ce concert.

Aucun contrat n'ayant été signé par les deux parties préalablement à la date du concert, il a donc été proposé de rembourser les frais que la société a dû engager pour organiser le concert du groupe Paris Combo lors de l'évènement 2019 de « la Symphonie des arts » par le versement d'une indemnisation globale de 3 533,69 € ventilée comme suit :

- 3 372,89 € au titre du coût total employeur pour les salaires et cachets des huit artistes et techniciens ;
- 160,80 € au titre des frais comptables pour l'établissement des fiches de paie.

En contrepartie, la société TA-DAH MUSIC renonce à tous recours relatif aux conséquences de l'annulation du concert programmé le 30 juin 2019 lors de l'évènement « la Symphonie des arts » et annulé le 26 juin 2019.

Par des courriers électroniques du 13 et 16 décembre 2019, la société TA-DAH MUSIC a accepté le principe de la transaction, le montant de l'indemnité et les termes de la convention.

Il est proposé d'approuver le principe de l'indemnisation de 3 533,69 € et la conclusion d'une convention transactionnelle par laquelle les parties règlent tout litige relatif à la programmation de ce concert.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le principe de l'indemnisation de la société TA-DAH MUSIC par le versement de la somme de 3 533,69 € en compensation des frais qu'elle a engagés pour la programmation du concert du groupe Paris Combo lors de l'événement « Symphonie des Arts » 2019 au moyen d'une convention transactionnelle,

approuve

la convention transactionnelle selon le projet joint à la présente délibération entre la ville de Strasbourg et la société TA-DAH MUSIC, dont les stipulations essentielles portent sur l'engagement de la ville de Strasbourg à verser une indemnité de 3 533,69 € à la société TA-DAH MUSIC, la renonciation par la société au surplus de sa demande indemnitaire, la renonciation de la ville de Strasbourg et de la société TA-DAH MUSIC à exercer tout recours entrant dans le champ de la présente transaction, sous réserve de l'article L.2131-10 du Code général des collectivités territoriales,

décide

l'imputation de la dépense sur la ligne AU10A 33 6228 du budget 2020,

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer la convention transactionnelle avec la société TA-DAH MUSIC par laquelle les parties règlent tout litige relatif au concert prévu le 30 juin 2019 et qui, entre les parties, revêt l'autorité de la chose jugée en dernier ressort.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

CONVENTION TRANSACTIONNELLE

relative au concert « Paris Combo » commandé le 29 mai 2019 dans le cadre de l'édition 2019 de l'évènement « Symphonie des arts » et annulé le 26 juin 2019

Entre :

La **Ville de Strasbourg**, sise 1, Parc de l'Etoile, 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par son Maire, Monsieur Roland RIES, agissant en exécution d'une délibération du Conseil municipal du 10 février 2020

Ci-après dénommée «la Ville de Strasbourg»,
d'une part,

Et

La **société TA-DAH Music**, dont le siège se situe 36 rue Boyer 75020 PARIS (n° SIRET : 510 916 307 00018), représentée par Robert Grimault, gérant

Ci-après dénommée «la société»,
d'autre part,

Vu le Code civil, et notamment ses articles 2044 et 2052,

Vu la Circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits (JORF n°0083 du 8 avril 2011 page 6248),

Vu l'arrêt du Conseil d'Etat du 5 juin 2019 n° 412732 *« 1. Aux termes de l'article 2044 du code civil dans sa rédaction applicable en l'espèce : « La transaction est un contrat par lequel les parties terminent une contestation née, ou préviennent une contestation à naître ». En vertu de l'article 2052 du même code, un tel contrat a, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort. L'article 6 du code civil interdit de déroger par convention aux lois qui intéressent l'ordre public. Il résulte de ces dispositions que l'administration peut, ainsi que le rappelle désormais l'article L. 423-1 du code des relations entre le public et l'administration, afin de prévenir ou d'éteindre un litige, légalement conclure avec un particulier un protocole transactionnel, sous réserve de la licéité de l'objet de ce dernier, de l'existence de concessions réciproques et équilibrées entre les parties et du respect de l'ordre public. »*

PREAMBULE :

Dans le cadre de l'édition 2019 de l'évènement « Symphonie des arts » organisé par la Ville de Strasbourg, un concert du groupe Paris Combo avait été programmé le 30 juin 2019.

Le montant de la prestation négocié préalablement au concert était de 6 500, 00 € H.T., soit 6857, 50 € TTC comprenant, les cachets des artistes, la commission de l'agent et les frais de déplacement et d'hébergement.

Le prix et les modalités d'accueil ont été convenus par échange de courriers électroniques entre les services de la ville et la société le 29 mai 2019, sans pour autant que cet accord soit formalisé par contrat signé par l'autorité habilitée de la Ville de Strasbourg.

A la suite de cet accord, le concert du groupe Paris Combo a été ajouté à la programmation de l'évènement 2019 de « la Symphonie des arts ». En outre, suite à cette commande la société a dû procéder au recrutement des artistes et techniciens et programmer des répétitions. Elle a également organisé le déplacement et l'hébergement du personnel.

Toutefois, à la suite de l'annonce de fortes chaleurs présentant des risques pour la santé des participants et du public, au regard notamment de l'horaire (après-midi) et de la localisation en plein air, la Ville de Strasbourg a finalement décidé, le 26 juin 2019, d'annuler le concert.

La présente convention a pour objet d'indemniser les frais engagés que la société a nécessairement dû engager afin de répondre à la commande que lui a été adressée la Ville de Strasbourg dans le cadre de l'organisation de l'évènement 2019 « La Symphonie des arts ».

D'une part, les artistes et techniciens non été recrutés et les répétitions du groupe ont eu lieu. Aussi, en dépit de l'annulation du concert prévu le 30 juin 2019, la société a dû s'acquitter de la rémunération des artistes et techniciens recrutés pour cette prestation, conformément à l'article 2.3.2 de l'annexe IV de la convention collective des entreprises du secteur privé du spectacle vivant du 3 février 2012 (« *quelle que soit la nature de son engagement, lorsque l'artiste est rémunéré au cachet ou [...] / Cette garantie s'applique en cas d'inexécution totale ou partielle du contrat de travail du fait de l'employeur. Elle s'applique même si la cause de cette inexécution réside dans l'annulation par un tiers d'une ou de plusieurs représentations qui avaient été régulièrement programmées, sauf les cas de force majeure.* »).

D'autre part, la société fait appel un prestataire qui réalise des bulletins de paie, qui a facturé cette prestation 160,80 euros.

Par un mail du 1er juillet 2019, la société a réclamé l'indemnisation des conséquences de l'annulation du concert par la Ville de Strasbourg aux conditions prévues par le contrat adressé à la Ville de Strasbourg par la Société.

Excipant du fait qu'aucun contrat n'a été signé par les deux parties préalablement à la date du concert, la Ville de Strasbourg a donc été proposé de s'accorder, par la présente convention, sur le règlement à titre d'indemnité de l'ensemble des frais que la société a dû engager pour organiser le concert du groupe Paris Combo lors de l'évènement 2019 de « la Symphonie des arts » et de le soumettre au conseil municipal, seul habilité à en valider l'engagement.

Dans ce cadre, la Société a sollicité l'indemnisation de frais estimés par ses soins à 5157,50 €.

Les parties ont ensuite échangé sur le différend dans toutes ses composantes et se sont accordées sur le règlement d'une indemnisation globale de **3 533,69 euros** ventilée comme suit :

- 3 372,89 € au titre du coût total employeur pour les salaires et cachets des 8 artistes et techniciens ;

- 160,80 € au titre des frais comptables pour l'établissement des fiches de paie.

Il est ainsi convenu et accepté par les parties de recourir à une transaction par laquelle elles renoncent à tout recours ayant pour objet l'affaire donnée dans le préambule.

En outre, les parties entendent procéder au règlement définitif des dépenses que la société a engagées en réponse à la commande la ville de Strasbourg du 29 mai 2019 pour l'organisation du concert le 30 juin 2019 et annulé le 26 juin 2019.

ARTICLE 1er – Objets de la présente convention

La signature de la présente convention qui s'analyse comme une transaction au sens de l'article 2044 du code civil vise à régler le présent différend, à prévenir tout différend et à déterminer les modalités du droit au règlement financier de la société suite à la prestation commandée le 29 mai 2019 pour un concert le 30 juin 2019 et annulée le 26 juin 2019.

En outre, en approuvant la présente convention, la société reconnaît n'avoir souscrit à aucune assurance annulation pour ce concert.

Les parties conviennent de conclure la présente transaction sous la condition suspensive de sa validation par délibération du Conseil Municipal de Strasbourg avant le 1er mars 2020, à charge de la Ville de procéder à toutes diligences pour l'obtenir.

En cas de validation de ladite transaction dans le délai maximum imparti ci-avant, la Ville de Strasbourg versera à la société l'indemnité prévue en article 2 dans les conditions prévues en article 3 des présentes.

À défaut, la présente transaction sera frappée de caducité, la Société reprenant son entière liberté d'action à l'encontre de la Ville à raison de l'annulation en date du 26 juin 2019 du concert commandé le 29 mai 2019 par les services de la ville de Strasbourg dans le cadre de l'évènement 2019 « la Symphonie des arts ».

ARTICLE 2 – Montant de l'indemnité à verser par la Ville de Strasbourg à la société et les concessions réciproques

La convention transactionnelle acte le versement par la Ville de Strasbourg d'une somme se décomposant de la façon suivante :

- 3 372,89 € au titre du coût total employeur pour les salaires et cachets des 8 artistes et techniciens ;
- 160,80 € au titre des frais comptables pour l'établissement des fiches de paie.

En contrepartie, la société renonce à tout recours ayant pour objet d'obtenir toute indemnisation supplémentaire en raison du concert commandé le 29 mai 2019 par les services de la ville de Strasbourg dans le cadre de l'évènement 2019 « la Symphonie des arts » et annulé le 26 juin 2019.

ARTICLE 3 – Modalités de règlement financier

Le paiement par la Ville de Strasbourg de l'indemnité définie à l'article 2 de la présente

convention s'effectuera selon les règles de la comptabilité publique, par mandatement administratif, dans un délai de 30 (trente) jours maximum à compter de sa transmission au contrôle de légalité prévu à l'article L2131-1 code général des collectivités territoriales.

Le paiement se fera, par tous moyens, sur le compte :

Établissement : [redacted]
MONCEAU Numéro de compte : [redacted]
Clé : [redacted]
Code Banque : [redacted]
Code guichet : [redacted]
IBAN: [redacted]
Adresse Swift (Code BIC): [redacted]

ARTICLE 4 – Engagement de non recours

Sous réserve de réalisation de la condition suspensive précitée et de parfait encaissement par la Société de l'indemnité convenu avant le 1er avril 2020, la Ville de Strasbourg et la société renoncent à tous recours, instance, et/ou action portant sur les éléments entrant dans le champ de la présente transaction, et tendant à obtenir, à quelque titre que ce soit, le versement d'une somme d'argent.

La Ville de Strasbourg renonce à toute action entrant dans le champ de la présente transaction, sous réserve du respect de l'article L.2131-10 du code général des collectivités territoriales qui dispose que *« sont illégales les décisions et délibérations par lesquelles les communes renoncent soit directement, soit par une clause contractuelle, à exercer toute action en responsabilité à l'égard de toute personne physique ou morale qu'elles rémunèrent sous quelque forme que ce soit ».*

ARTICLE 5 – Portée et entrée en vigueur de la présente convention

La présente convention vaut transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code civil, avec toutes les conséquences de droit qui s'y attachent.

A ce titre, elle règle définitivement entre les parties tout litige tel que défini au préambule ci- dessus, et emporte, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, et leur renonciation à tous droits, actions et prétentions afférentes.

ARTICLE 6 – Compétence d'attribution en cas de litige

Tout litige relatif à l'exécution et/ou l'interprétation de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait en deux exemplaires originaux. Le

Pour la société **Pour la ville de Strasbourg**

Annexes :

1. Délibération du Conseil Municipal autorisant la signature de la présente convention
2. KBIS, pouvoir société TA-DAH MUSIC
3. Les pièces justificatives à la demande indemnitaire

68

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Attribution de subventions à des associations culturelles.

Dans le cadre des crédits inscrits au budget 2020, il est proposé d'attribuer les subventions suivantes pour la mise en œuvre de projets culturels.

ARTS VISUELS

Accélérateur de Particules	**27 500 €**

L'association organisera en 2020 deux événements : les Ateliers ouverts, temps de rencontre entre artistes et public sur un large territoire (coordination, temps festif inaugural), et « Regionale », manifestation tri-régionale suisse, allemande et française autour de l'art contemporain (coordination de la partie strasbourgeoise et commissariat partiel des expositions), ainsi que la programmation de trois expositions, dont deux inscrites dans les temps forts déjà cités et la troisième dans le cadre du Week-end de l'art contemporain, opération nationale, en mars. L'association porte également le Calendrier Art contemporain Strasbourg et Alsace.

L'association française des régisseurs d'art	**15 000 €**

L'association française des régisseurs d'art - AFROA, organisera du 12 au 14 novembre 2020, le Congrès européen des régisseurs d'art à Strasbourg en partenariat avec la ville de Strasbourg. Cette manifestation proposera deux jours de conférence avec 35 interventions et tables-rondes, complétés par un programme de visites des musées et sites patrimoniaux de la ville de Strasbourg, un salon professionnel et du networking. La manifestation cible 800 régisseurs et spécialistes de collections patrimoniales de France et de 35 autres pays.

Bleu Obrecht	**5 000 €**

Cette association organise, du 10 au 22 avril 2020, dans la grande salle de l'Aubette une exposition d'une quarantaine de pièces du peintre Suzanne Obrecht, à l'occasion des 25 ans de l'association qui accompagne l'œuvre de l'artiste. Deux vidéos documentaires seront également diffusées à cette occasion.

INACT	**5 000 €**

L'association défend l'art performatif et inter médias à Strasbourg avec une place privilégiée pour les nouvelles pratiques numériques. Elle organisera l'édition 2020 du

Festival des Arts Mutants du 1er au 16 mai, qui développera le thème : "Déclonisation", autour de la diversité au sens large et contre l'uniformisation. Cette manifestation investira divers lieux dont La Virgule-Coop, la salle des Colonnes-Laiterie, le Bastion 14 et le Syndicat potentiel. Les artistes seront choisis via un appel à candidatures.

Rhénanie	**5 000 €**

L'association organisera en 2020 l'événement "Design, look ! En Alsace". Il s'agit d'une série de dix épisodes vidéo autour du design qui s'attachera à des objets de la culture régionale. Ces vidéos sans paroles seront accessibles gratuitement sur internet. Le projet s'inscrit dans la démarche globale de médiation autour du design que porte l'association et qu'elle souhaite développer également au sein de la Virgule-Coop.

Le Tube	**3 000 €**

Pour l'année 2020, l'association Le Tube souhaite poursuivre son accompagnement des jeunes créateurs dans leur professionnalisation avec la mise en place d'une résidence annuelle longue de 6 à 9 mois, comprenant également une exposition et une microédition. Le choix de l'artiste accompagné se fera via un appel à candidatures lancé en mars 2020.

Impact	**10 000 €**

Il est proposé un soutien complémentaire à l'association organisatrice de la Biennale d'art contemporain qui a eu lieu fin 2018-début 2019 afin de couvrir la clôture du projet. Les autres collectivités partenaires ainsi que l'Etat sont également sollicités et se sont engagés pour la plupart à apporter un soutien complémentaire.

LIVRE ET ILLUSTRATION

Alsace Bande Dessinée	**25 000 €**

L'association organisera du 11 au 14 juin 2020 la 14ème édition de Strasbulles, festival européen de la bande dessinée. La manifestation se déroulera en divers lieux dont l'Aubette, le Lieu d'Europe et la Maison de la Région. Ce rendez-vous festif des amateurs de BD strasbourgeois proposera plusieurs expositions avec des auteurs consacrés ou émergents, des rencontres dédicaces et des animations. Un volet médiation fait intervenir des illustrateurs en partenariat avec des établissements scolaires du Bas-Rhin.

Bibliothèque sonore	**3 500 €**

Depuis sa création à Strasbourg en 1979, cette association qui réunit les "donneurs de voix" enregistre pour les personnes empêchées de lire des ouvrages au format audio. 2846 titres sont disponibles au total, ouvrages et revues compris. Les donneurs de voix sont bénévoles. La Bibliothèque sonore ne dispose plus depuis février 2016 des locaux auparavant mis à sa disposition gratuitement par la Ville. La présente subvention vise à aider l'association à s'acquitter de son loyer.

Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg	**5 000 €**

Le soutien proposé vise à soutenir la programmation d'expositions relevant du programme d'action culturelle de l'établissement. Du 19 au 29 mars 2020, la BNU accompagnera les Rencontres de l'Illustration de Strasbourg en accueillant l'ouverture du festival, une journée d'études consacrée à Tomi Ungerer en partenariat avec les musées de Strasbourg et

deux expositions du festival Central Vapeur. Depuis sa réouverture, la BNU s'est engagée dans un projet ambitieux en termes de programmation culturelle, dans une logique de partenariat renforcé avec la ville de Strasbourg.

Pétrole Edition	**3 000 €**

L'association Pétrole Editions a été créée en 2014 par des diplômées de la HEAR. Son projet principal est la réalisation de la Revue Talweg. Il s'agit ici de soutenir le numéro 7, qui portera sur la notion de « regard » et paraitra en décembre. Des expositions sont prévues pour présenter au public la revue et des éditions limitées consacrées à divers artistes. Pétrole Editions s'inscrit dans un retour des revues d'artistes, des démarches en collectifs et des projets pluridisciplinaires associant image et texte imprimé.

MUSIQUES ACTUELLES

J'ai éteint les feux de l'amour	**4 000 €**

Cette nouvelle association organise une saison de concerts dans les églises Saint Pierre le Vieux, Saint Pierre le Jeune et Sainte Aurélie visant à moderniser et diversifier l'offre culturelle dans des lieux sacrés, en accord avec leurs valeurs. Elle propose des programmations éclectiques pour faire découvrir au public une offre musicale variée autour des musiques actuelles et des musiques expérimentales. Chaque programmation se déroulera sur deux soirées, performeurs et artistes plasticiens accompagnant les concerts. La saison sera lancée les 28 et 29 mars et se poursuivra en avril - mai et septembre.

October Tone	**4 000 €**

October Tone est un label strasbourgeois fondé en 2012 qui accompagne et développe une dizaine de groupes de musique pop régionaux. Le label organise des concerts et notamment une biennale autour de l'actualité de ses groupes intitulée October Tone Parties au Molodoï. L'association propose en outre d'organiser une saison de concerts en invitant d'autres groupes de son réseau national et international.

THEATRE

La Friche Laiterie	**15 000 €**

L'association La Friche Laiterie, collectif d'artistes professionnels du spectacle vivant et des arts visuels de la région, se donne pour objectifs d'accompagner les projets artistiques émergents, de développer les échanges entre artistes et de promouvoir la transmission et la mutualisation des savoirs et des compétences. En 2020, elle organisera diverses manifestations à Strasbourg.

MUSIQUE CLASSIQUE ET CONTEMPORAINE

Accord et Fugue	**2 000 €**

Cette association, émanation de la paroisse protestante Saint Thomas, organise régulièrement depuis plusieurs années diverses manifestations culturelles, essentiellement dans l'église de la paroisse. Elle programme ainsi en 2020 une saison de spectacles faisant appel à des artistes de qualité de la région, du reste de la France et de l'étranger.

AUDIOVISUEL

SAFIRE Grand Est	**4 000 €**

La SAFIRE, Société des Auteurs Réalisateurs de Films en Région Est, présente un programme d'actions important à Strasbourg en 2020 grâce à un tissu de membres actifs installés sur le territoire. Seront ainsi proposées à la Maison de l'Image cinq "Séances de l'Invité" ouvertes à tous, qui mettent à l'honneur des auteurs-réalisateurs d'envergure nationale présents sur une journée (conférences, masterclass et projections) et de nouvelles journées de formation sur l'écriture du documentaire et les nouvelles écritures.

Consistoire Israélite du Bas-Rhin	**1 500 €**

L'association organise le 11ème festival "Shalom Europa", qui aura lieu en juin 2020 au cinéma Star St Exupéry. La programmation, faite en concertation avec le gérant du cinéma, est composée de reprises et d'avant premières de films inédits, israéliens ou en lien avec Israël. Les séances du soir seront pour la plupart présentées et suivies de débats sur le film. Un vote du public désignera le meilleur film qui sera rediffusé en dernière séance.

EWA – European Woman's Audiovisual Network	**5 000 €**

L'association EWA promeut l'équité hommes/femmes dans les postes créatifs du secteur audiovisuel et cinéma au travers d'études, d'interventions et de sessions de formation lors des grands festivals européens. Grâce à son intégration dans les réseaux locaux, l'association participe à de nombreux événements à Strasbourg. La présente subvention vise à soutenir la mise en œuvre de son programme en 2020.

Puls'vision	**1 000 €**

L'association Puls'vision organise le concours « Ose ce court » qui propose à 25 équipes de vidéastes amateurs et confirmés de réaliser en quatre mois, sur un thème imposé, un court-métrage de 7 minutes maximum. La projection des films ainsi produits se fera au cinéma UGC Ciné Cité de Strasbourg le 27 mars 2020, pendant la Fête nationale du court métrage, devant environ 400 personnes qui attribueront un prix du public et un jury attribuant plusieurs autres récompenses.

Burstscratch	**2 000 €**

Le cinéma expérimental est une pratique artistique relevant à la fois du cinéma traditionnel et des arts plastiques. L'association accueille dans son laboratoire argentique unique en Grand Est ses membres et des artistes de toute la France pour des workshops. Elle développe par ailleurs une démarche de médiation notamment en direction des écoles et collèges du Neuhof.

VALORISATION CULTURELLE

Association des Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation	**25 000 €**

Cette association organisera à Strasbourg un temps fort le 17 mai 2020 pour commémorer le 75ème anniversaire de la libération des camps de concentration. En première partie, trois groupes de collégiens et lycéens liront des extraits de témoignages de déportés et autres textes illustrant les valeurs qui motivèrent leurs combats et présenteront une chorégraphie sur cette même thématique. Une deuxième partie sera consacrée à des musiques évoquant différents types d'exclusions et de persécutions et les combats menés pour la liberté et le

respect de l'autre. Ce spectacle fera appel à plusieurs artistes confirmés dont Grégory Ott, Marcel Loeffler, le groupe de musique tsigane d'Engè Helmstetter, Astrid Ruff et le violoncelliste Marc Coppey.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'attribution des subventions ci-après :

Accélérateur de Particules	*27 500 €*
L'association française des régisseurs d'art	*15 000 €*
Bleu Obrecht	*5 000 €*
INACT	*5 000 €*
Rhénanie	*5 000 €*
Le Tube	*3 000 €*
Impact	*10 000 €*
Alsace Bande Dessinée	*25 000 €*
Bibliothèque sonore	*3 500 €*
Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg	*5 000 €*
Pétrole Edition	*3 000 €*
J'ai éteint les feux de l'amour	*4 000 €*
October Tone	*4 000 €*
La Friche Laiterie	*15 000 €*
Accord et Fugue	*2 000 €*
SAFIRE Grand Est	*4 000 €*
Consistoire Israélite du Bas-Rhin	*1 500 €*
EWA – European Woman's Audiovisual Network	*5 000 €*
Puls'vision	*1 000 €*
Burstscratch	*2 000 €*
Association des Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation	*25 000 €*

Les propositions ci-dessus représentent une somme de 170 500 € à imputer sur les crédits ouverts sous AU10C – fonction 33 – nature 6574 – programme 8015 du budget 2020 dont le disponible avant le présent Conseil est de 1 070 611 €.

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les actes et conventions relatifs à ces subventions.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

Conseil Municipal du 10 février 2020

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé
L'association française des régisseurs d'art	Projet ponctuel	20 000	15 000
Bleu Obrecht	Projet ponctuel	7 000	5 000
J'ai éteint les feux de l'amour	Nouveau Projet	4 000	4 000
Association des Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation	Projet ponctuel	25 000	25 000

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué année n-1
Accélérateur de Particules	Projet culturel	42 500	27 500	20 000
INACT	Projet culturel	8 000	5 000	5 000
Rhénanie	Projet culturel	6 000	5 000	0
Le Tube	Projet culturel	5 000	3 000	3 000
Impact	Projet culturel	10 000	10 000	40 000
Alsace Bande Dessinée	Projet culturel	25 000	25 000	25 000
Bibliothèque sonore	Projet culturel	3 500	3 500	3 500
Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg	Projet culturel	12 000	5 000	5 000
Pétrole Edition	Projet culturel	10 000	3 000	3 000
October Tone	Projet culturel	8 000	4 000	4 000
La Friche Laiterie	Projet culturel	30 000	15 000	20 000
Accord et Fugue	Projet culturel	3 000	2 000	2 000
SAFIRE Grand Est	Projet culturel	7 000	4 000	5 000
Consistoire Israélite du Bas-Rhin	Projet culturel	7 000	1 500	1 500
EWA – European Woman's Audiovisual Network	Projet culturel	5 000	5 000	5 000
Puls'vision	Projet culturel	1 000	1 000	1 000
Burstscraft	Projet culturel	3 000	2 000	2 000

69

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Attribution de subventions dans le cadre du dispositif de soutien pour les aides à la création 2020 du spectacle vivant.

La ville de Strasbourg place le soutien à la création artistique au cœur de sa politique culturelle municipale, en articulation avec celles des autres collectivités territoriales et du Ministère de la Culture.

Le Conseil municipal a adopté, lors de sa séance du 23 janvier 2017, un nouveau dispositif de soutien au spectacle vivant ayant pour objectif de créer une dynamique en faveur de la production artistique, d'accompagner les équipes professionnelles dans les évolutions de leur parcours, de favoriser l'émergence de nouveaux talents, de permettre la réalisation de projets ambitieux et de toucher un public plus nombreux et varié.

Ce dispositif prévoit en particulier la possibilité d'accorder des aides à la création en direction des opérateurs culturels du spectacle vivant selon les critères d'éligibilité suivants :

- une implantation sur le territoire de l'aire urbaine strasbourgeoise en y exerçant une réelle activité ;
- des équipes professionnelles, titulaires d'une licence d'entrepreneur du spectacle et constituées juridiquement en personnes morales de droit privé ;
- des projets qui attestent :
  - d'une exigence artistique ;
  - d'une dynamique de diffusion de l'équipe sur les dernières années ;
  - de l'élaboration d'un plan de diffusion en région et au niveau national ;
  - d'un budget prévisionnel cohérent et sincère ;
  - d'un calendrier de création cohérent mentionnant les partenariats de l'équipe artistique.

Ces aides à la création sont plafonnées à 12 000 € dans la limite de 15 % du budget prévisionnel et ne peuvent bénéficier aux mêmes équipes artistiques deux années consécutives.

Les demandes déposées pour l'année 2020, comprenant la description des projets de création, ont été présentées le 5 décembre 2019 à une commission consultative animée

par la Direction de la culture de la Ville et composée de représentants de la DRAC, de la Région Grand Est et du Département du Bas-Rhin ainsi que de personnes qualifiées dans le domaine du spectacle vivant.

Suite à l'instruction de ces dossiers et aux avis émis par cette commission, il est proposé, dans le cadre du dispositif de soutien au spectacle vivant et des crédits inscrits au budget 2020 de la Ville, de soutenir les projets suivants, pour un montant total de 135 500 € :

Association	Domaine	Nom du projet	Montant proposé
Artenréel#1-Cie Firmin & Hector	Musique actuelle	Les aventures de Jeff Barell-le dernier Iceberg	5 500 €
Different Universe-Funkindustry	Musique actuelle	Precious Pieces of Pain	2 000 €
Machette Production-Lolomis	Musique actuelle	Red Sonja	7 000 €
October Tone- le Centre Aérien	Musique actuelle	Création 2020	6 000 €
October Tone-BBCC	Musique actuelle	Création 2020	6 000 €
Tipping Point Production-Mojo Sapiens	Musique actuelle	Mojo Sapiens	3 000 €
Accès Soir	Cirque	Boum	6 000 €
Artenréel#1- Cie Les Arts en tous sens	Danse	Hallux et Poplité	6 000 €
Cie Animal Architecte	Théâtre	Bandes	10 000 €
Artenréel#1- Cie du Hibou blond	Théâtre	Nikola ?	3 500 €
La Compagnie S'appelle reviens	Théâtre	A poils	12 000 €
Cie Coup de Chien	Théâtre	Quartier 3, Destruction totale	5 000 €
Cie Epik Hotel	Théâtre	Meeting point	12 000 €
Cie Esprit Joueur	Théâtre	C'est pas moi, c'est mon cerveau	3 000 €
Cie Facteurs communs	Théâtre	Survival Kit	10 000 €
La Poulie Production-Placement Libre	Théâtre	Le Gonze de lopiphile	10 000 €
Cie L'Imaginarium	Théâtre	N'avons-nous pas autant besoin d'abeilles….	8 000 €
Machette Production	Théâtre	Etty	7 500 €
Cie Plus d'une Voix	Théâtre	Phèdre ou la fureur inchangée des Hommes	3 000 €

Cie Puceandpunez	Théâtre	Où cours tu comme ça	10 000 €

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'attribution des subventions ci-après :

Association	***Nom du projet***	***Montant***
Artenréel#1-Cie Firmin & Hector	*Les aventures de Jeff Barell-le dernier Iceberg*	*5 500 €*
Different Universe-Funkindustry	*Precious Pieces of Pain*	*2 000 €*
Machette Production-Lolomis	*Red Sonja*	*7 000 €*
October Tone- le Centre Aérien	*Création 2020*	*6 000 €*
October Tone-BBCC	*Création 2020*	*6 000 €*
Tipping Point Production-Mojo Sapiens	*Mojo Sapiens*	*3 000 €*
Accès Soir	*Boum*	*6 000 €*
Artenréel#1- Cie Les Arts en tous sens	*Hallux et Poplité*	*6 000 €*
Cie Animal Architecte	*Bandes*	*10 000 €*
Artenréel#1- Cie du Hibou blond	*Nikola ?*	*3 500 €*
La Compagnie S'appelle reviens	*A poils*	*12 000 €*
Cie Coup de Chien	*Quartier 3, Destruction totale*	*5 000 €*
Cie Epik Hotel	*Meeting point*	*12 000 €*
Cie Esprit Joueur	*C'est pas moi, c'est mon cerveau*	*3 000 €*
Cie Facteurs communs	*Survival Kit*	*10 000 €*
La Poulie Production-Placement Libre	*Le Gonze de lopiphile*	*10 000 €*
Cie L'Imaginarium	*N'avons-nous pas autant besoin d'abeilles….*	*8 000 €*
Machette Production	*Etty*	*7 500 €*
Cie Plus d'une Voix	*Phèdre ou la fureur inchangée des Hommes*	*3 000 €*

Cie Puceandpunez	*Où cours tu comme ça*	*10 000 €*

Les propositions ci-dessus représentent une somme de 135 500 € à imputer sur les crédits ouverts sous AU10C – fonction 33 – nature 6574 – programme 8015 du budget 2020 dont le disponible avant le présent Conseil est de 1 070 611 €.

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions relatives à ces subventions.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

Conseil Municipal du 10 février 2020 - Aides à la création en spectacle vivant

Association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Moatnt alloué pour l'année n-1
Artenréel#1-Cie Firmin & Hector	Projet culturel	7 000 €	5 500 €	0
Different Universe-Funkindustry	Projet culturel	2 400 €	2 000 €	0
Machette Production-Lolomis	Projet culturel	7 500 €	7 000 €	0
October Tone- le Centre Aérien	Projet culturel	8 000 €	6 000 €	0
October Tone-BBCC	Projet culturel	8 000 €	6 000 €	0
Tipping Point Production-Mojo Sapiens	Projet culturel	5 000 €	3 000 €	0
Accès Soir	Projet culturel	8000	6000	0
Artenréel#1- Cie Les Arts en tous sens	Projet culturel	8 000 €	6 000 €	0
Animal Architecte	Projet culturel	10 000 €	10 000 €	0
Artenréel#1- Cie du Hibou blond	Projet culturel	3 500 €	3 500 €	0
Compagnie S'appelle reviens	Projet culturel	12 000 €	12 000 €	0
Coup de Chien	Projet culturel	12 000 €	5 000 €	0
Epik Hotel	Projet culturel	12 000 €	12 000 €	0
Esprit Joueur	Projet culturel	4 500 €	3 000 €	0
Facteurs communs	Projet culturel	12 000 €	10 000 €	0
La Poulie Production-Placement Libre	Projet culturel	15 000 €	10 000 €	0
L'Imaginarium	Projet culturel	13 000 €	8 000 €	0
Machette Production	Projet culturel	7 500 €	7 500 €	0
Plus d'une Voix	Projet culturel	3 000 €	3 000 €	0
Puceandpunez	Projet culturel	12 000 €	10 000 €	0

70

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Signature de conventions pluriannuelles d'accompagnement avec des associations du champ du spectacle vivant.

La ville de Strasbourg place le soutien à la création artistique au cœur de sa politique culturelle municipale, en articulation avec celles des autres collectivités territoriales et du Ministère de la Culture.

Le Conseil municipal a adopté, lors de sa séance du 23 janvier 2017, un nouveau dispositif de soutien au spectacle vivant ayant pour objectif de créer une dynamique en faveur de la production artistique, d'accompagner les équipes professionnelles dans les évolutions de leur parcours, de favoriser l'émergence de nouveaux talents, de permettre la réalisation de projets ambitieux et de toucher un public plus nombreux et varié.

Ce dispositif prévoit en particulier la possibilité de conclure des conventions pluriannuelles destinées à accompagner des équipes artistiques professionnelles du spectacle vivant arrivées à un stade de maturité justifiant un soutien pour passer un cap significatif dans leur développement.

Durant la période de conventionnement, ces associations ne peuvent prétendre à une aide à la création. La subvention accordée dans le cadre de ces conventions est par contre cumulable avec une aide au déplacement en Avignon et/ou une aide à la mobilité internationale. D'autre part, ces conventions sont renouvelables une seule fois, avec une aide dégressive sur la seconde période triennale.

Une commission consultative réunie par la ville de Strasbourg le 4 décembre 2019 a examiné les demandes de conventionnement déposées pour la période 2020-2022.

Suite aux avis émis par cette commission au vu des bilans et projets présentés, quatre associations ont été retenues pour bénéficier de ce conventionnement sur la période 2020-2022 :

- Compagnie Les Méridiens- théâtre (renouvellement),
- La Soupe Compagnie- marionnettes,
- Compagnie KHZ – danse,
- Tiping Point Production - Groupe Freez -musique actuelle.

Pour ces quatre associations, le projet soutenu répond aux objectifs suivants :
- produire au moins une création sur la durée de la convention,
- renforcer la structuration de l'association au plan de la production et de l'administration,
- élargir son périmètre de diffusion aux niveaux national et international,
- développer sur le territoire de la ville une action culturelle en direction de publics éloignés de la culture, en partenariat avec les acteurs locaux.

Compte tenu des budgets prévisionnels présentés et sous réserve de l'inscription des crédits correspondants au titre des exercices concernés, il est proposé que la ville de Strasbourg soutienne ces associations chaque année durant la période de conventionnement à hauteur de :
- 8 000 € pour la compagnie Les Méridiens,
- 15 000 € pour La Soupe Compagnie,
- 15 000 € pour la compagnie KHZ,
- 15 000 € pour Tiping Point Production - Groupe Freez.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *la signature de conventions pluriannuelles d'accompagnement entre la ville de Strasbourg et les associations suivantes pour la période 2020-2022 :*
  - *Compagnie Les Méridiens,*
  - *La Soupe Compagnie,*
  - *Compagnie KHZ,*
  - *Tiping Point Production - Groupe Freez.*

- *l'attribution dans ce cadre des subventions suivantes pour l'année 2020 :*

Compagnie Les Méridiens	*8 000 €*
La Soupe Compagnie	*15 000 €*
Compagnie KHZ	*15 000 €*
Tiping Point Production - Groupe Freez	*15 000 €*

Les propositions ci-dessus représentent une somme de 53 000 € à imputer sur les crédits ouverts sur la fonction 33, nature 6574, activité AU10C du budget 2020 dont le disponible avant le présent Conseil est de 1 070 611 € ;

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions correspondantes.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

71

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Donation du fonds d'atelier de François-Rupert Carabin à la ville de Strasbourg.

M. Yves-Guy Merklen, petit-fils de l'artiste François Rupert Carabin (Saverne, 1862 – Strasbourg, 1932) et légataire universel, ainsi que les six autres ayant-droits, souhaitaient, depuis fin 2016, céder le fonds d'atelier du sculpteur à un musée de France. C'est à la ville de Strasbourg que la famille a choisi de donner l'ensemble. Hérité de la fille de l'artiste, Colette Carabin Merklen, il va ainsi rejoindre les collections des musées de Strasbourg.

Carabin naît en 1862 à Saverne. Le rattachement de l'Alsace-Moselle au Reich en 1871 pousse sa famille à émigrer à Paris. Issu d'une formation technique, Carabin travaille comme sculpteur sur bois dans les industries d'ameublement du faubourg Saint-Antoine. Sa carrière d'artiste est lancée à partir de 1889 grâce à la fabrication d'une bibliothèque. Il fréquente les cabarets et les cafés de Montmartre et rencontre les artistes Henner, Dalou, Manet, Monet, Rodin ou Toulouse-Lautrec avec qui il travaillera deux ans. Les années 1910 le couvrent de succès. Son œuvre ne se limite pas à une seule technique mais témoigne d'une affinité marquée pour les arts décoratifs (danseuses en bronze, petites figures de sportif en cire, statuettes de Loïe Füller…) et l'ameublement. Il se distingue dans ce domaine par un travail sur le bois exceptionnel et une production ornée de figures féminines sculptées. Durant toute sa carrière parisienne, Carabin demeure connu dans l'Alsace allemande par une certaine élite intellectuelle francophile autour de la *Revue alsacienne illustrée.* Les arts décoratifs le passionnent aussi d'un point de vue théorique. Soutenu par Charles Spindler et Gustave Stoskopf, Carabin est ainsi nommé directeur de l'École des arts décoratifs de Strasbourg le 2 juillet 1920. Ce poste l'occupera jusqu'à sa mort, sans lui laisser de temps ni de disponibilité pour sa propre production.

Ce don va permettre de compléter les collections de la ville de Strasbourg qui dispose déjà de plusieurs œuvres de l'artiste François-Rupert Carabin. En effet, il figure déjà parmi les artistes-phares de la collection du MAMCS avec près de 70 œuvres de mobilier, de petites sculptures en bronze et en cire et de dessins. Une partie est présentée en permanence dans la salle consacrée aux arts décoratifs. En enrichissant le fonds préexistant, il va notamment apporter un autre regard sur l'artiste dessinateur fasciné par la danse. Le don réunit 56 sculptures, 56 médailles et plaquettes, 27 objets d'art, 4 carnets de dessins et 637 feuillets de dessins ainsi que des archives en lien avec la vie strasbourgeoise de

l'artiste. Il est estimé à 672 400 €. Ce don a reçu un avis favorable de la commission scientifique régionale d'acquisition.

Je vous propose de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur avis de la Commission plénière
après en avoir délibéré
accepte

le don de Yves-Guy Merklen, Anne Merklen, Philippe Merklen, Marc Merklen, Pascale Merklen et Thomas Merklen et Ludivine Lemoine composé de 56 sculptures, 27 objets d'art, 4 carnets de dessins, 637 feuillets de dessins, 56 médailles et plaquettes, ainsi que des archives pour une valeur de 672 400 € ;l'inventaire est disponible auprès de la Direction de la culture de l'Eurométropole ou via le lien ci-après : **https://partage.strasbourg.eu/easyshare/fwd/link=j8duMsJoU4KAXBGhnuKs5C**

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer tout acte et contrat inhérent à cette donation.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

72

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Règlement de visites des musées, modifications.

Le règlement de visite des musées de la ville de Strasbourg, datant de 2016, nécessite plusieurs modifications pour tenir compte de la multiplication de la publication de photographies sur les réseaux sociaux et les évolutions en matière de sécurité dans le cadre de Vigipirate.

Ainsi, il convient de procéder aux modifications suivantes :

Article 4 - Interdictions

Des photographies montrant le visage des agents d'accueil et de surveillance sont publiées sur les réseaux sociaux, en violation du droit à l'image dont dispose toute personne. Il est donc proposé de compléter l'article 4 de la manière suivante :

[…Il est interdit de photographier ou de filmer les installations et équipements techniques et de sécurité, sauf autorisation écrite du chef d'établissement concerné.] **Il est également interdit de photographier ou de filmer les agents des musées dans l'exercice de leur fonction**.

Article 5 - Vestiaires

L'article traitant des vestiaires nécessite d'être complété, pour tenir compte de l'évolution du matériel mis en œuvre et des nécessités de sécurité prises dans le cadre du plan Vigipirate. Il est proposé de compléter l'article 5 de la manière suivante :

Pour le confort de la visite, et sous réserve de la configuration particulière de certains musées, un vestiaire est mis gratuitement à la disposition des visiteurs. Le dépôt au vestiaire donne lieu à la remise d'une contremarque ou la récupération d'une clé **individuelle, voire d'un code personnel,** en fonction des dispositifs en place.
Le vestiaire est réservé aux seuls visiteurs du musée.

Ne doivent pas être déposés au vestiaire les objets suivants, dont les musées ne sauraient assurer la garde et assumer la responsabilité en cas de perte, vol ou détérioration :
- les sommes d'argent, papiers d'identité, chéquiers et cartes de crédit,

- les objets de valeur, notamment les bijoux, les appareils photographiques et les caméras.

Les musées déclinent par ailleurs toute responsabilité pour les vols d'objets non déposés au vestiaire.

Les agents acceptent les dépôts dans la limite de la capacité du vestiaire **et uniquement pour les bagages ne dépassant pas le format standard universellement appelé « bagage cabine » d'une dimension maximale de 55cm.x35cmx25cm.**

Pour des raisons de sécurité, l'acceptation d'un sac ou d'un paquet au vestiaire peut être subordonnée à son ouverture par le visiteur. En outre, dans le cadre du plan Vigipirate ou pour des raisons de sécurité, un contrôle visuel du contenu des sacs et bagages peut être effectué par les agents d'accueil et de surveillance, à tout instant et dans tous les espaces des musées.
Les agents peuvent refuser le dépôt des objets dont la présence ne leur paraît pas compatible avec la sécurité de l'établissement, notamment les objets ou bagages de grande taille et ce en fonction des capacités des vestiaires.

Tout dépôt au vestiaire doit être retiré le jour même à la fin de la visite de l'établissement**, dans certains cas les casiers des vestiaires s'ouvrent automatiquement au bout d'un délai de 06h00 à partir de l'heure de fermeture.**

En cas de perte de la contremarque **ou du numéro de casier**, les objets ne pourront être récupérés qu'à la fermeture du musée. Les objets non retirés à la fermeture sont considérés comme des objets trouvés.

En cas d'oubli du code secret, il convient de faire déverrouiller devant témoins le casier par les agents des caisses.

Les bagages, sacs ou colis fermés ainsi que tout objet paraissant présenter un danger, abandonnés hors du vestiaire peuvent, pour des raisons de sécurité, être détruits sans délai ni préavis par les services compétents.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la commission plénière
après en avoir délibéré
abroge

le règlement des musées adopté par délibération du conseil municipal n° 28 du 25 janvier 2016,

adopte

le règlement de visite des musées annexé à la présente délibération,

autorise

le Maire ou son-sa représentent-e à signer le nouveau règlement des visites des musées et prendre toutes les mesures nécessaires à son exécution.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

Service des Musées

RÈGLEMENT DE VISITE

Vu les dispositions de l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales

Vu la délibération du conseil municipal en date du 25 janvier 2016 approuvant le règlement de visite des musées de la Ville de Strasbourg.

Les Musées de la Ville de Strasbourg assurent une mission de service public qui consiste à conserver, exposer et enrichir par des acquisitions un patrimoine rare et précieux appartenant à la collectivité. Ils permettent à chacun d'accéder à la connaissance de ce patrimoine et au plaisir de sa découverte.

Tous les objets présentés dans les musées sont des objets uniques qui, pour beaucoup, ont traversé les siècles et qu'il est impératif de préserver dans leur intégrité pour les générations futures. Les toucher, même très légèrement, porte atteinte à cette intégrité sauf indications contraires pour les œuvres tactiles à destination des personnes visuellement déficientes.

Le personnel du musée a pour mission d'accueillir, de renseigner, de veiller au bon déroulement de la visite et des manifestations ainsi qu'à la sécurité des personnes, des biens et des bâtiments. Il est chargé de faire respecter le présent règlement sous l'autorité du chef d'établissement.

Chaque visiteur est invité à respecter les mesures de protection et de sécurité et à ne pas perturber les bonnes conditions de visite.

Article 1 - Etendue du présent règlement

Le présent règlement s'applique :

• aux visiteurs des musées de la Ville de Strasbourg

• aux personnes et aux groupes autorisés à occuper des locaux pour des réunions, des réceptions, des conférences, concerts, spectacles ou des manifestations diverses, sans préjudice des dispositions particulières qui peuvent leur être notifiées

• à toute personne étrangère au service, présente dans l'établissement même pour des motifs professionnels.

Article 2 - Horaires et conditions d'accès

Les horaires et jours d'ouvertures des musées sont disponibles sur le site internet des musées et peuvent varier en fonction des activités du moment et/ou de circonstances exceptionnelles. L'accès aux expositions temporaires et aux activités pédagogiques et culturelles est payant. Les différentes tarifications, réductions ou exonérations applicables sont fixées par délibération du conseil municipal.

L'entrée et la circulation dans les musées sont subordonnées à la possession d'un titre d'accès en cours de validité :

• ticket payant ou gratuit délivrés par une caisse

• carte délivrée par une autorité habilitée

• attestation de réservation pour les groupes

Les visiteurs doivent rester en possession de ce titre dont la présentation peut être exigée à tout moment au cours de leur visite.

Un laissez-passer établi par la direction des musées est nécessaire pour circuler dans les locaux non ouverts au public et en dehors des heures normales d'ouverture.

Les personnes étrangères au service, accédant aux musées pour des raisons professionnelles, doivent se rendre dans les loges pour y retirer un badge d'accès en échange d'une pièce d'identité. Les visiteurs sont admis dans la limite des capacités d'accueil autorisées pour chaque musée. Les visiteurs peuvent se voir temporairement refuser l'accès si ces capacités d'accueil sont atteintes, le temps que le nombre de visiteurs comptabilisés soit ramené à un nombre adéquat.

Article 3 - Personnes en situation de handicap

Dans les musées adaptés en totalité ou en partie pour permettre la circulation de personnes dont la motricité est réduite, la visite peut s'effectuer en fauteuil roulant.

Le musée décline toute responsabilité pour les dommages causés à des tiers par ces véhicules ou leurs occupants.

Certains musées mettent en œuvre des dispositions spécifiques pour les visiteurs visuellement déficients. La liste des musées disposant de ce type d'équipement est disponible sur le site internet des musées.

Article 4 - Interdictions

Il est interdit d'introduire dans le musée des objets qui, par leur destination ou leurs caractéristiques, présentent un risque pour la sécurité des personnes, des œuvres ou des bâtiments, et notamment :

• les armes et munitions, les substances explosives, inflammables, corrosives, volatiles ou encore les bombes de peinture

• les objets lourds, dangereux, encombrants, contondants ou nauséabonds

• les œuvres, objets d'antiquités, moulages ou reproductions susceptibles d'être confondus avec des œuvres présentées par les musées

• les plantes, insectes ou substances biologiques susceptibles de nuire aux autres visiteurs ou œuvres de quelque manière que ce soit

• les sacs portés dans le dos ou présentant un volume important devront être déposés, soit dans les casiers gratuits prévus à cet effet, soit portés à la main; seuls les sacs de petite taille portés devant ou en bandoulière sont tolérés

• les animaux, même de petite taille, à l'exception des chiens accompagnant des personnes non voyantes, malvoyantes ou handicapées et clairement identifiées comme telles; les animaux, quels qu'ils soient, ne peuvent pas être gardés dans l'enceinte des musées (caisses, cours...)

• les parapluies non pliants ; ils doivent être déposés aux caisses dans les réceptacles prévus à cet effet, moyennant la remise d'un ticket de consigne (sont autorisés les parapluies pliants qui peuvent être contenus dans un vêtement ou dans un sac à main)

• les cannes et béquilles, sauf celles nécessaires aux personnes âgées ou handicapées et munies d'un embout en caoutchouc

• les valises, serviettes, sacs à dos, sacs à provision et autres bagages, à l'exception des sacs à main et pochettes de format courant portés à la main

• les casques de motocycliste ou vélo

• les pieds et supports d'appareils photographiques type perches à « selfies ».

Il est interdit de donner un pourboire aux agents des musées.

Il n'est pas permis de procéder à des quêtes dans l'enceinte des musées, ni de s'y livrer à tout commerce, publicité ou propagande.

Toute enquête, tout sondage d'opinion auprès des visiteurs doivent être soumis à une autorisation préalable du chef d'établissement concerné.

Toute action risquant de porter atteinte à la sécurité des personnes, des biens et des bâtiments est rigoureusement proscrite.

Pour assurer la protection des collections, il est notamment interdit de :

• toucher aux œuvres et aux décors

• de s'appuyer sur les vitrines, socles et autres éléments de présentation

• de franchir les obstacles de mise à distance destinés à protéger les œuvres et le décor

• de s'approcher des œuvres à moins de trente centimètres

• d'apposer des graffitis, inscription, marques ou salissures en tout endroit des musées

• d'examiner les œuvres à la loupe ou à l'aide d'une lampe de poche, sauf autorisation spéciale du chef d'établissement

• de désigner les œuvres avec un objet de type pointeur laser ou de tout autre instrument

• d'effectuer une copie d'une œuvre sous quelques formes que ce soit

De façon générale, et pour assurer la quiétude des visiteurs, il est interdit, au sein des musées, de :

• fumer, manger ou boire, y compris de faire usage de cigarette électronique (vapotage)

• jeter à terre, ou dans les vases, des papiers, détritus, chewing-gum, et autres déchets

• gêner les autres visiteurs par toute manifestation bruyante, en particulier par l'usage d'appareils électriques ou de téléphones portables

• brancher un appareil sur une prise électrique

Il est interdit de photographier ou de filmer les installations et équipements techniques et de sécurité, sauf autorisation écrite du chef d'établissement concerné. **Il est également interdit de photographier ou de filmer les agents des musées dans l'exercice de leur fonction.**

Artic1e 5 - Vestiaires

Pour le confort de la visite, et sous réserve de la configuration particulière de certains musées, un vestiaire est mis gratuitement à la disposition des visiteurs. Le dépôt au vestiaire donne lieu à la remise d'une contremarque ou la récupération d'une clé **individuelle, voire d'un code personnel,** en fonction des dispositifs en place.

Le vestiaire est réservé aux seuls visiteurs du musée.

Ne doivent pas être déposés au vestiaire les objets suivants, dont les musées ne sauraient assurer la garde et assumer la responsabilité en cas de perte, vol ou détérioration :

- les sommes d'argent, papiers d'identité, chéquiers et cartes de crédit
- les objets de valeur, notamment les bijoux, les appareils photographiques et les caméras.

Les musées déclinent par ailleurs toute responsabilité pour les vols d'objets non déposés au vestiaire.

Les agents acceptent les dépôts dans la limite de la capacité du vestiaire **et uniquement pour les bagages ne dépassant pas le format standard universellement appelé « bagage cabine » d'une dimension maximale de 55cm.x35cnx25cm.**

Pour des raisons de sécurité, l'acceptation d'un sac ou d'un paquet au vestiaire peut être subordonnée à son ouverture par le visiteur. En outre, dans le cadre du plan Vigipirate ou pour des raisons de sécurité, un contrôle visuel du contenu des sacs et bagages peut être effectué par les agents d'accueil et de surveillance, à tout instant et dans tous les espaces des musées.

Les agents peuvent refuser le dépôt des objets dont la présence ne leur paraît pas compatible avec la sécurité de l'établissement, notamment les objets ou bagages de grande taille et ce en fonction des capacités des vestiaires.

Tout dépôt au vestiaire doit être retiré le jour même à la fin de la visite de l'établissement**, dans certains cas les casiers des vestiaires s'ouvrent automatiquement au bout d'un délai de 06h00 à partir de l'heure de fermeture.**

En cas de perte de la contremarque **ou du numéro de casier**, les objets ne pourront être récupérés qu'à la fermeture du musée. Les objets non retirés à la fermeture sont considérés comme des objets trouvés.

En cas d'oubli du code secret, il convient de faire déverrouiller devant témoins le casier par les agents des caisses.

Les bagages, sacs ou colis fermés ainsi que tout objet paraissant présenter un danger, abandonnés hors du vestiaire peuvent, pour des raisons de sécurité, être détruits sans délai ni préavis par les services compétents.

Article 6 - Objets trouvés

Les objets trouvés dans le musée sont portés au vestiaire, puis transférés, à l'issue d'une durée d'une semaine, au Bureau des objets trouvés, 15 petite rue de la Course, 67000 Strasbourg.

Article 7 - Tenue et comportement

Afin de préserver le calme nécessaire à la visite des musées et de permettre le bon déroulement des manifestations qui y sont organisées, il est demandé aux visiteurs d'éviter de troubler les lieux par leur attitude, leur tenue ou leurs propos.

Une tenue conforme, tant aux bonnes mœurs et à l'ordre public que vestimentaire, est exigée; les visiteurs ne peuvent accéder aux musées pieds nus, torse nu, en maillot de bain, ou dans une tenue qui ne respecte pas les conventions d'usage.

Sauf exception prévue par la loi, sont prohibées pour des raisons de sécurité, les tenues des visiteurs destinées à dissimuler le visage et rendant impossible l'identification des personnes qui les portent. Les visiteurs sont invités à adopter une attitude et un comportement correct à l'égard du personnel et de toute personne présente dans l'établissement.

Dans l'intérêt de la protection du patrimoine, et en conformité avec les mesures générales de sécurité et de sûreté, les visiteurs sont tenus de suivre les recommandations ou de se conformer aux instructions qui leur sont communiquées par le personnel des musées.

Dans le cas contraire, ils peuvent recevoir l'injonction de quitter le musée concerné et devront s'y conformer sans délai; l'intervention de la force publique peut être requise en cas de besoin. Le cas échéant, les visiteurs s'exposent à des poursuites judiciaires, sans aucune possibilité de remboursement du titre d'accès.

Les visiteurs contribuent à la sécurité en signalant au personnel des musées le plus proche tout accident ou événement anormal.

Si l'évacuation du bâtiment est nécessaire, elle s'effectue dans l'ordre et la discipline sous la conduite des agents du musée conformément aux consignes reçues de ce dernier.

Sont interdits tous actes susceptibles de menacer ou porter atteinte à la sécurité et la sûreté des personnes et des biens, notamment :

• se livrer à des courses-poursuites, bousculades, glissages, escalades

• gêner la circulation des visiteurs

• pratiquer des exercices ou jeux de nature à troubler la tranquillité des lieux, à causer des accidents ou à dégrader les œuvres

• se déplacer en rollers, trottinettes et autres engins roulants

• apposer des affiches ou écriteaux mobiles et effectuer des inscriptions ou graffitis de quelque nature que ce soit

• camper ou installer, même quelques instants, tout dispositif destiné au campement

• abandonner, même quelques instants, des objets personnels.

Article 8 - Accident, incident ou sinistre

En cas d'accident ou de malaise d'un visiteur, il est interdit de déplacer le malade ou l'accidenté, de le faire boire ou de lui administrer un médicament quelconque avant l'arrivée des secours. Si, parmi les visiteurs, un médecin, un infirmier ou un secouriste interviennent, il leur est demandé de présenter leur carte professionnelle ou d'habilitation, et de demeurer auprès du malade ou de l'accidenté jusqu'à son évacuation. Ils sont invités à laisser leurs nom et adresse à l'agent du musée présent sur les lieux.

En présence d'un début d'incendie, le sinistre doit être signalé immédiatement :

• verbalement à un agent de la surveillance

• dans les établissements équipés, par l'utilisation des boîtiers «bris de glace» répartis dans les espaces et reliés au poste de contrôle.

Tout visiteur des musées est invité à donner l'alerte en cas de déplacement ou d'enlèvement suspect d'une œuvre.

Conformément aux dispositions de l'article R. 642-l du code pénal, chacun est tenu de prêter mainforte au personnel des musées lorsque le concours des visiteurs est requis.

En cas de tentative de vol, des dispositions d'alerte peuvent être prises comportant notamment la fermeture des accès et le contrôle des sorties, le temps nécessaire pour se livrer aux investigations indispensables.

Article 9 - Restrictions des accès

En cas d'affluence excessive, de trouble, de grève ou d'insuffisance de personnel et, en toute situation de nature à compromettre la sécurité des personnes ou des collections, les agents des musées peuvent être amenés à réguler l'affluence, notamment en procédant à la fermeture totale ou partielle des musées ou à la modification des horaires d'ouverture.

Le chef d'établissement ou son représentant peuvent prendre toute mesure imposée par les circonstances.

Article 10 - Accueil des groupes et des enfants

Les groupes de plus de dix personnes sont accueillis uniquement sur rendez-vous.

Pour les groupes scolaires, il est exigé au minimum un accompagnateur pour sept élèves de classes maternelles ou primaires, et un pour quinze élèves du secondaire. Par ailleurs, il est

interdit aux élèves de faire usage de stylos ou crayons, sauf demande motivée en amont lors de la prise de rendez-vous.

Les groupes doivent réserver un horaire de visite. Leur admission dans les musées se fait sur présentation au contrôle du bulletin de réservation envoyé au responsable du groupe.

Les groupes importants se présentant spontanément peuvent momentanément ne pas être accueillis si les capacités d'accueil sont atteintes.

Les visites de groupes sont conduites par un responsable qui s'engage à faire respecter l'ensemble du présent règlement. Il est l'interlocuteur unique du service d'accueil des musées.

Les visiteurs faisant partie d'un groupe sont tenus de rester à proximité de leur responsable.

Les visiteurs en groupe doivent respecter la fluidité de visite pour le confort de l'ensemble des autres visiteurs. Selon l'affluence, il peut être demandé aux groupes de se fractionner afin de faciliter la circulation des autres visiteurs.

La visite en groupe doit s'exercer dans le respect des conditions de visite fixées dans le présent règlement.

L'accueil des enfants seuls non accompagnés ne peut se faire qu'à partir de l'âge de 9 ans et en ayant pré-alerté le service éducatif au préalable dans les 24 heures précédents la visite.

Tout enfant égaré est confié à un agent des musées, qui l'accompagne à l'accueil de l'établissement concerné. Si cet enfant n'a pas été rejoint par ses proches à la fermeture de cet établissement, il est conduit au commissariat de police le plus proche.

Article 11 - Photographies, reportages, reproductions, droits d'auteur(e)(s)

Dans les salles des collections permanentes, les œuvres peuvent être photographiées ou filmées pour le seul usage privé de l'opérateur. Il en va de même pour les enregistrements audio, quel qu'en soit le support.

Néanmoins, les agents des musées peuvent empêcher ces prises de vues et de sons à la demande des auteurs ou ayant-droits des œuvres concernées.

Pour la protection des œuvres, comme pour le confort des visiteurs, l'usage des flashes, des lampes et autres dispositifs d'éclairage est interdit, sauf autorisation écrite du conservateur.

Est également prohibée l'utilisation de pied ou de support pouvant laisser des traces sur les sols sauf autorisation expresse de la direction des musées ou du conservateur du musée concerné.

Les musées déclinent toute responsabilité au regard de tout usage public non déclaré.

Dans les salles où sont présentées des expositions temporaires, les prises de vues et de sons sont interdites, sauf indication contraire signalée à l'entrée des salles ou à proximité des œuvres. L'utilisation de ces prises de vue doit être réalisée dans le cadre d'un usage privé, à l'exception de toute autre utilisation commerciale ou collective.

Dans un tel cas, une demande préalable doit être déposée à la direction des musées.

Dans tous les cas de figure, les règles en vigueur en matière de droits de reproduction s'appliquent.

Une dérogation peut être accordée aux responsables de groupes désirant garder trace d'une visite dans un but pédagogique ou éducatif. Le responsable du groupe doit adresser sa demande au moins quinze jours à l'avance au service éducatif des musées qui lui répondra après avoir pris l'avis du conservateur concerné.

Tout enregistrement, prise de vue ou prise de son dont le personnel et le public pourraient faire l'objet nécessitent, outre l'autorisation du chef d'établissement concerné, l'accord des intéressés.' Le musée décline toute responsabilité vis-à-vis des tiers en cas d'infraction à ces dispositions. Sans préjudice des dispositions de l'alinéa précédent, la photographie professionnelle, le tournage de films, l'enregistrement d'émissions radiophoniques ou de télévision sont soumis à une réglementation particulière et à l'accord du chef d'établissement concerné.

Article 12 - Rôles et responsabilités

Le personnel des musées et au premier chef les adjoints du patrimoine sont chargés de faire appliquer le présent règlement.

L'irrespect des prescriptions du présent règlement expose les contrevenants à un rappel au respect de ce règlement par les agents de surveillance, et, en cas de récidive, par leur expulsion temporaire des musées par ces mêmes agents ; le cas échéant, un procès verbal peut être dressé par un agent de police municipale mandaté à cet effet, et transmis au procureur de la République afin qu'une procédure judiciaire soit engagée à leur encontre, et qu'ils soient ainsi condamnés au paiement d'une amende.

Article 13 - Diffusion du présent règlement

Le présent règlement est porté à la connaissance du public sur demande aux caisses dans chaque musée de la Ville de Strasbourg et sur le site internet des musées. Il est disponible dans différentes langues.

Fait à Strasbourg, le

Le Maire de la Ville de Strasbourg,

ou son représentant

73

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Convention de partenariat avec la Société pour la Conservation des Monuments Historiques d'Alsace.

Conformément à la politique générale des musées de Strasbourg de valoriser les projets artistiques et culturels en lien avec ses collections et de contribuer au soutien et à la diffusion des initiatives artistiques, culturelles et pédagogiques, les musées de Strasbourg souhaitent s'engager dans un partenariat avec la Société de Conservation des Monuments Historiques d'Alsace (SCMHA) en mettant à disposition l'Auditorium des musées.

Il existe, en effet, un partenariat historique entre la SCMHA et les musées de la ville de Strasbourg que, au vu de l'intérêt des thèmes abordés par la société (patrimoine, archéologie, architecture et histoire de l'Alsace), les musées souhaitent concrétiser par une convention de partenariat. Le concours apporté vise à favoriser la mise en place de conférences à l'auditorium des musées, conférences participant au rayonnement culturel des musées.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré
reconnait

le caractère d'intérêt général de l'activité proposée par la SCMHA (Société pour la Conservation des Monuments Historiques d'Alsace) et le caractère non lucratif de sa gestion,

approuve

la mise à disposition à titre gratuit de l'auditorium du Musée d'Art moderne et contemporain situé 1, place Hans Jean Arp dans la limite de 8 par an,

autorise

le Maire ou son-sa représentent-e à signer la convention de partenariat avec la SCMHA (Société pour la Conservation des Monuments Historiques d'Alsace) pour une période d'un an à compter du 1er janvier 2020, renouvelable trois fois pour la même durée et de signer tout autre acte et convention nécessaire à l'exécution de ce partenariat.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre les soussignés

La ville de Strasbourg – Service des musées, ci-dessous appelée « MVS »,
1 Parc de l'Etoile, 67076 STRASBOURG CEDEX,
Représentée par M. Roland RIES, Maire, en application de la délibération du Conseil municipal du 28 avril 2014

D'une part,

Et la Société pour la Conservation des Monuments Historiques d'Alsace
ci-dessous appelée « SCMHA »
2 place du Château, 67076 STRASBOURG CEDEX
Représentée par Monsieur Jean-Jacques SCHWIEN, Président

D'autre part,

Préambule :
Présentation de la Société pour la Conservation des Monuments Historiques d'Alsace

La Société pour la Conservation des Monuments Historiques d'Alsace a été fondée le 5 décembre 1855 et reconnue d'utilité publique par décret impérial du 26 août 1865. Dès l'origine, elle se donne pour mission la sauvegarde, la mise en valeur et l'étude du riche patrimoine archéologique, architectural et historique de l'Alsace (restauration et consolidation des ruines médiévales, rôle de premier plan dans l'organisation des fouilles archéologiques dans toute la région, entre autres).

La Société a réuni depuis sa création d'innombrables collections archéologiques, historiques et artistiques. Celles-ci ont fait l'objet d'une très importante donation de plusieurs dizaines de milliers d'œuvres en 1946 aux Musées de la Ville de Strasbourg. La Société est ainsi à l'origine de la création du Musée Archéologique, mais a aussi permis d'enrichir les collections du musée de l'Œuvre Notre-Dame, du musée Historique, du musée des Arts Décoratifs ainsi que du musée Alsacien de Strasbourg.

Aujourd'hui, la Société poursuit son action de défense et de sensibilisation au patrimoine régional en organisant chaque année des cycles de conférences, ainsi que des visites et des voyages. Les *Bulletins* (1855 à 1936), puis les *Anzeiger für Elsässische Altertumskunde* (1909-1939) qui deviennent à partir de 1946 les *Cahiers Alsaciens d'Archéologie, d'Art et d'Histoire*, constituent grâce à une active politique de publication, ininterrompue depuis 1856, une source documentaire majeure pour la connaissance du patrimoine archéologique et monumental régional.

Article 1er : Objet de la convention et désignation des locaux

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de la SCMHA, pour les besoins liés à l'organisation de son cycle annuel de **8 conférences gratuites**, l'espace de l'Auditorium des Musées, sis au Musée d'Art moderne et contemporain, 1 place Hans Jean Arp à Strasbourg et dont la Ville de Strasbourg est propriétaire, ainsi que le personnel technique nécessaire à la réalisation des conférences.

Le concours matériel ainsi apporté vise à favoriser la mise en place de conférences qui participent au rayonnement culturel des musées de la ville de Strasbourg.

Cette mise à disposition se fait selon les modalités fixées par les articles suivants.

Article 2 : Obligations de la SCMHA

La SCMHA assumera la responsabilité opérationnelle des manifestations et prendra en charge les éventuelles rémunérations, charges sociales et fiscales comprises, des intervenants et du personnel attaché aux conférences, ainsi que leurs transports et hébergements.

La SCMHA assurera la communication des conférences (affiches, programmes de saison, programme de salle, tracts, site internet et newsletter) auprès de son réseau presse et relation publique. Dans ses documents de communication, la SCMHA présentera le partenariat et y fera figurer le logo des Musées de la Ville de Strasbourg.

La SCMHA s'engage à ce que son personnel respecte le règlement intérieur du lieu occupé et les règles de sécurité applicables.

La SCMHA s'engage à prendre et rendre les locaux en l'état.

Article 3 : Obligations des Musées de la Ville de Strasbourg

Les MVS assurent les rémunérations, charges sociales et fiscales comprises, de son personnel technique et de gardiennage attaché aux manifestations.

Les MVS s'engagent à mettre à disposition ses locaux pour le bon déroulement des représentations. Les charges fixes (entretiens, fluides…) sont assumées par les Musées de la Ville de Strasbourg.

Les MVS s'engagent à mettre à disposition un technicien pour la bonne réalisation de ces cycles de conférences.

Les MVS, partenaires, communiqueront sur leurs réseaux (sociaux, internet) les conférences organisées par la SCMHA en mentionnant cette dernière comme organisatrice des événements. Les MVS intègreront le logo de la SCMHA dans leurs communications.

Article 4 : Réunion préparatoire

La SCMHA prendra contact avec la coordinatrice des expositions et des programmes publics ainsi qu'avec la coordinatrice des manifestations pour vérifier la faisabilité, en termes de dates, de sa programmation au moment de l'élaboration de cette dernière.

La SCMHA, au moment de l'élaboration de sa programmation, fournira un visuel légendé pour chaque évènement afin que les MVS puissent les communiquer sur leur site internet et leurs réseaux sociaux.

La SCMHA prendra contact avec la coordinatrice des manifestations au minimum un mois avant la manifestation afin d'en définir le déroulement et l'ensemble des aspects techniques et de sécurité.

Article 5 : Responsabilité

La SCMHA est responsable de tous les dommages causés par l'évènement qu'elle organise dans le cadre de l'exécution du présent contrat en raison des agissements de ses adhérents, de ses préposés, des prestataires qu'elle ferait intervenir, du public qui serait accueilli et de tout tiers dont elle n'a pas refusé l'accès à l'équipement mis à disposition.

La SCMHA est également responsable des dommages causés par le matériel qu'elle utilise pour organiser les conférences.

La SCMHA renonce à tout recours à l'égard de la ville de Strasbourg en raison des dommages causés par l'évènement qu'elle a organisé.

Avant le début de la mise à disposition, La SCMHA fournit une attestation de responsabilité civile et/ou professionnelle qui prévoit des garanties suffisantes au regard de l'activité qui a été autorisée.

Article 6 : Redevance et valorisation

La présente convention est conclue à titre gratuit.
Outre la mise à disposition des locaux, elle comprend le gardiennage, le nettoyage et la présence d'un technicien.

Article 7 : Contrôle des conditions d'occupation

Le propriétaire s'assure des conditions dans lesquelles sont utilisés les locaux mis à la disposition de la SCMHA.

Avant le 15 décembre de l'année, la SCMHA présentera un bilan des conférences organisées. Ce bilan renseignera notamment le budget de chaque conférence qui devra comprendre le tarif de la redevance que la collectivité aurait pu percevoir, ainsi que les frais techniques qu'elle a engagés, l'objet de chaque conférence et le nombre de personnes qui ont assisté à la conférence.

Article 8 : Terme de la convention

La convention peut être résiliée avant le terme prévu en cas d'irrespect des conditions posées par le présent acte ou lorsque l'intérêt public l'exige.
La résiliation est prononcée par le maire ou son représentant et ne donne lieu à aucun dédommagement.

Article 9 : Contestations / litiges

En cas de litige, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable. Si aucun accord ne pouvait être trouvé, et en cas de procédure, les tribunaux compétents seraient ceux de Strasbourg.

Article 10 : Durée de la mise à disposition

La présente convention est conclue à partir du 1er mars 2020 pour une période de 1 an renouvelable 3 fois par tacite reconduction. Au cas où l'une des parties souhaite mettre fin à cette convention, elle en informera le partenaire par un courrier recommandé au minimum 3 mois avant l'échéance.

Fait à Strasbourg, en deux exemplaires,

Date :

Monsieur Roland RIES Maire de la ville de Strasbourg	Monsieur Jean-Jacques SCHWIEN Président la Société pour la Conservation des Monuments Historiques d'Alsace

74

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Convention de mécénat avec Lubin, parfumeur, dans le cadre de l'exposition "l'Œil de Huysmans : Manet, Degas, Moreau ..." organisée du 3 avril au 19 juillet 2020.

Dans le cadre de la stratégie de mécénat mise en place par les musées de la ville de Strasbourg, un soutien financier, en compétence ou en nature, peut être proposé aux musées par des particuliers, entreprises privés ou fondations pour l'enrichissement, la restauration ou la valorisation des collections, notamment dans le cadre des expositions temporaires.

Ainsi, dans le cadre de l'exposition *L'Œil de Huysmans : Manet, Degas, Moreau...* qui se tiendra au MAMCS du 3 avril au 19 juillet 2020, par écho au parti pris de concevoir un projet à caractère sensoriel, fidèle à l'écriture de Huysmans, elle-même nourrie de l'influence de Baudelaire et des correspondances entre les sens auxquelles il s'attache, une action de mécénat a été proposée à la Maison de Parfumerie LUBIN. Maison historique auprès de laquelle l'écrivain se fournissait, LUBIN est un créateur de fragrances rares, dont certaines figurent dans les différentes œuvres littéraires de Huysmans (la frangipane, l'héliotrope, la rose thé, l'opoponax...). Recréées spécifiquement pour l'exposition par le nez officiel de la Maison LUBIN, les fragrances trouveront leur place dans l'exposition dans la section « Éloge de la sensation » plus spécialement consacrée au roman *A Rebours*. La formalisation de ce mécénat en nature, estimé à 9 000 €, requiert l'établissement d'une convention.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré
approuve

le don estimé à 9 000 € par la société la Maison Lubin Parfumeur constitué par la réalisation d'un dispositif olfactif accessible par les visiteurs de l'exposition « L'Œil de Huysmans, Manet, Degas, Moreau » (3 avril-19 juillet 2020),

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer la convention de mécénat avec la Maison Lubin Parfumeur ainsi que tout autre acte et convention nécessaire à l'exécution de ce mécénat.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

CONVENTION DE MECENAT EN NATURE
POUR L'EXPOSITION « L'Œil de Huysmans : Manet, Degas, Moreau... »
AU MUSÉE D'ART MODERNE ET CONTEMPORAIN DE STRASBOURG

ENTRE LES SOUSSIGNES :

LUBIN
Représenté par M. Gilles THEVENIN, en sa qualité de Président de LUBIN, ou son représentant par délégation, dûment habilité par décision

3 rue du Roule
75001 PARIS

ci-dessous dénommée « **LUBIN** »

D'une part,

ET

LA VILLE DE STRASBOURG
POUR LES MUSÉES DE LA VILLE DE STRASBOURG,
Représentée par M. Roland RIES, en sa qualité de Maire, ou son représentant par délégation, dûment habilité par décision
1 Parc de l'Étoile – 67076 STRASBOURG CEDEX, France

Ci-après dénommée « **les MS** »

D'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

LUBIN et **les MS** ont décidé de s'engager dans l'accompagnement de l'exposition « L'Œil de Huysmans : Manet, Degas, Moreau... » qui se tiendra au MAMCS du 3 avril au 19 juillet 2020.

Le soutien de **LUBIN** envers le **MS** se présente sous la forme d'un mécénat en nature ayant pour objectif de mettre en scène de façon sensorielle la section de l'exposition plus spécialement consacrée au roman de J.-K. Huysmans, *A Rebours*, dont le chapitre X est tout entier dévolu à l'art du parfum.

La Maison de Parfumerie **LUBIN** fut expressément évoquée (et fréquentée) par Huysmans lui-même. La formalisation de ce mécénat en nature nécessite l'établissement de la présente convention.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION :

La présente convention a pour objet de préciser les engagements de chacun des partenaires dans la diffusion de la connaissance de l'œuvre de J-K. Huysmans pendant la durée de l'exposition que le MAMCS lui consacre en 2020.

ARTICLE 2 : DETAIL DES ACTIONS FAISANT L'OBJET DU PARTENARIAT

2.1 ACTION DE MECENAT EN NATURE

LUBIN s'engage à :

Soutenir la réalisation du dispositif olfactif présent dans l'exposition, destiné à permettre aux visiteurs d'appréhender les fragrances qui sont au cœur de l'œuvre de J-K. Huysmans.

Pour ce faire, **LUBIN**, consent à concevoir et mettre à disposition gracieusement un ensemble de fragrances qui pourront être accessible aux visiteurs pendant toute la durée de l'exposition New Mown Hay, Frangipane, Patchouli, Opononax, Héliotrope, Rose Thé. L'action de **LUBIN** porte sur la fourniture des fragrances et non de la conception ni de la réalisation du mobilier muséographique. L'acheminement des fragrances se fera aux frais des **MS**.

La conception et la fourniture des fragrances est estimée à un montant de 9 000 €.

2.2 ECHANGES DE VISIBILITE

Les **MS** s'engagent à :

- Mentionner le soutien de **LUBIN** sous forme de logo sur les supports de communication suivants :
  - affiches
  - cartons d'invitation
  - dépliants

- Utiliser la mention « avec le soutien de **LUBIN** » sur les supports de communication suivants :
  - communiqués de presse
  - dossiers de presse
  - pages du site internet des MS consacrée à l'exposition

- Mentionner le soutien de **LUBIN** sous la forme de son logo sur le générique de l'exposition (présent à la sortie des salles) ainsi que sur les supports de médiation de l'exposition (Petit Journal de l'exposition)

- Associer **LUBIN** au vernissage de l'exposition en lui fournissant 10 cartons d'invitation

2.3 AVANTAGES

Conformément au droit applicable et dans le respect du principe selon lequel les avantages accordés ne peuvent dépasser 25% (vingt-cinq pour cent) de la valeur totale des dons du mécène, soit dans le cas de la présente convention 9 000 €, il est prévu que **LUBIN** pourra se faire consentir les avantages suivants :

- Des billets d'entrée dans les **MS** valables pour une visite des collections permanentes et des expositions. La valorisation de ces billets d'entrée se fera conformément à la grille tarifaire des **MS** en vigueur au moment de leur remise ; en 2019, ils sont valorisés 7€ (sept euros) l'unité à plein tarif.

- La possibilité d'organiser une manifestation privée (visite, cocktail, conférence…) dans des espaces des **MS** (MAMCS, Aubette 1928, palais Rohan) à une date choisie d'un commun accord avec les **MS**. La valorisation comptable d'une mise à disposition d'espaces dans les **MS** est fonction de sa nature et de son format, elle se fera conformément à la grille tarifaire des **MS**. Les frais techniques et d'organisation liés à cette manifestation seront à la charge de **LUBIN**.

ARTICLE 3 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à la date de signature par les deux parties et prend fin le 19 juillet 2020.

ARTICLE 4 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La convention peut être résiliée à tout moment et sans indemnité :

- en cas de force majeure par chacune des parties, après information des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception mentionnant notamment la date d'effet et les motifs de la résiliation,

- unilatéralement par chacune des parties, en cas de non-respect de l'une des clauses de la convention ou de l'une des clauses de l'un quelconque de ses avenants, dès lors que dans le mois suivant la mise en demeure envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception l'autre partie n'aura pas pris les mesures appropriées.

ARTICLE 5 : REGLEMENT DES LITIGES

Les parties conviennent de se rapprocher, en cas de désaccord dans l'exécution de la présente convention, avant de saisir la juridiction compétente pour résoudre le litige, à savoir le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La seule loi en vigueur est la loi française

Fait à Strasbourg, en trois exemplaires originaux, le……..,

Pour **LUBIN** **Pour les MS**

Représenté par M. Gilles Thévenin Représentés par M. Roland RIES

75

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Versement d'une subvention exceptionnelle à l'association AS Pierrots Vauban.

Avec plus de 500 licenciés dans toutes les catégories d'âges l'AS Pierrots Vauban constitue l'un des plus importants club de football strasbourgeois. Il s'agit du club amateur le plus titré de France (champion de France amateur en 1969 et 1970, champion de France D3 en 1981 et 1982), dont l'équipe fanion participe au championnat de National 3, plus haut niveau strasbourgeois derrière le Racing Club de Strasbourg Alsace.

L'association joue par ailleurs un rôle important dans le quartier de l'Esplanade, aussi bien en matière d'animation quotidienne que de mixité sociale

Compte tenu de l'importance qu'accorde la ville de Strasbourg au domaine dans lequel l'association intervient, elle s'engage à soutenir financièrement ses activités par le versement d'une aide exceptionnelle complémentaire d'un montant de 30 000 € au titre de la saison sportive 2019/2020.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'allocation d'une subvention exceptionnelle d'un montant de 30 000 € à l'association AS Pierrots au titre de la saison 2019/2020,

décide

l'imputation des dépenses sur la ligne budgétaire 6574 SJ03B du BP 2020 dont le montant disponible avant le présent Conseil s'élève à 30 0000 €,

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer la convention financière et autres documents relatifs à ces opérations.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

CONVENTION FINANCIERE
EXERCICE 2020

Entre :

- la ville de Strasbourg, représentée par M. Roland RIES, Maire et

- l'AS Pierrots Vauban ci après dénommée l'association,
  inscrite au registre du Tribunal d'instance de Strasbourg sous le numéro 106 volume XXXI et dont le siège est au stade Vauban – 5 place de Kehl 67000 STRASBOURG,
  représentée par son Président, Monsieur Serge COMTESSE

Vu la délibération du Conseil municipal du 10 février 2020,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1 : Objet de la convention
L'AS Pierrots Vauban a pour objet la pratique de tous les sports collectifs ou individuels. Compte tenu de l'importance qu'accorde la ville de Strasbourg au domaine dans lequel l'association intervient, elle s'engage à soutenir financièrement ses activités.

Article 2 : Versement de la subvention
Un soutien complémentaire aux activités du club, d'un montant de 30 000 €, est accordé à l'association AS Pierrots Vauban au titre de la saison sportive 2019/2020.

La subvention sera créditée en un versement sur le compte bancaire n° 00012358402 89 au nom de l'association AS Pierrots Vauban, auprès de la CIC Strasbourg Kléber.

Article 3 : Engagements de l'association
En signant la présente convention, l'association s'engage à :
- ✓ Utiliser les fonds octroyés conformément à son objet associatif
- ✓ Ne pas solliciter de subvention de fonctionnement destinée à couvrir l'amortissement de biens acquis par des subventions publiques ;
- ✓ Fournir à la Ville de Strasbourg, avant le 1er mai de l'année suivant l'exercice de la présente subvention (ou, lorsque l'exercice comptable est clos en cours d'année civile, dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice), le rapport annuel approuvé en assemblée générale, comprenant notamment un bilan, un compte de résultat et l'annexe conformes au plan comptable associatif[1], certifiés conformes par le président ou, le cas échéant, par le commissaire aux comptes[2] (en ce cas, joindre également le rapport du commissaire aux comptes) ; un modèle simplifié de présentation des comptes conforme au plan comptable est disponible sous l'adresse internet :

[1] règlement du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des associations et fondations.

[2] la nomination d'un commissaire aux comptes est obligatoire pour les associations ayant perçu des subventions publiques dont le montant total, toutes subventions confondues, est supérieur à 150 000 €.

http://associations.strasbourg.fr ; sur ces comptes devra figurer le montant des avantages en nature dont bénéficie l'association de la part de la Ville ;

- ✓ Le cas échéant, informer la collectivité du nom du commissaire aux comptes dans les trois mois suivant sa désignation ;
- ✓ De manière générale, faciliter le contrôle par les services de la Ville de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables ;
- ✓ Informer la Ville de Strasbourg sous un mois à compter de la survenance de tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et lui transmettre ses statuts actualisés ;
- ✓ Faire état du soutien de la Ville dans sa communication.

Article 4 : Non-respect des engagements de l'association

Le non respect total ou partiel par l'association de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner :

- ✓ l'interruption de l'aide financière de la Ville de Strasbourg,
- ✓ la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
- ✓ la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'association.

En cas de survenance d'événements mettant en péril la poursuite de l'activité de l'association, la Ville se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 5 : Durée

La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire 2020. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la ville de Strasbourg d'un exemplaire signé par le Président.

Pour être susceptible de bénéficier à nouveau d'une subvention, l'association devra adresser une demande en bonne et due forme au Maire de Strasbourg.

Article 6 : Exécution

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des finances de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg– CS 71022 – 67070 Strasbourg cedex.

Fait à Strasbourg, le 10 février 2020

Pour la Ville de Strasbourg Le Maire	Pour l'AS Pierrots Vauban Le Président
Roland RIES	Serge COMTESSE

Strasbourg.eu
eurométropole

SERVICE DES ASSEMBLEES

voir observation page suivante

CONSEIL MUNICIPAL 10 FEVRIER 2020

POINT 75 Versement d'une subvention exceptionnelle à l'association AS Pierrots Vauban.

Pour	**23**	BUFFET-Françoise, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, GILLMANN-Luc, HERRMANN-Robert, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KELLER-Fabienne, KOHLER-Christel, MANGIN-Pascal, MATT-Nicolas, MELIANI-Abdelaziz, RAFIK-ELMRINI-Nawel, REMOND-Thomas, RIES-Roland, ROBERT-Jean-Emmanuel, ROOS-Thierry, DIDELOT-Andréa, SEILER-Michèle, SENET-Eric, TARALL-Bornia, MENAD-Zaza, ZUBER-Catherine, LOOS-François
Contre	**1**	BEY-Françoise
Abstention	**12**	AGHA BABAEI-Syamak, BARSEGHIAN-Jeanne, OZENNE-Pierre, FELTZ-Alexandre, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, KEMPF-Suzanne, OEHLER-Serge, RAMDANE-Abdelkarim, SCHAETZEL-Françoise, SCHULTZ-Eric, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean

1219

CONSEIL MUNICIPAL 10 FEVRIER 2020

POINT 75 Versement d'une subvention exceptionnelle à l'association AS Pierrots Vauban.

1220

Résultats du vote (cf. détails) :

Pour : 23

Contre : 1 (*)

Abstention : 12

SERVICE DES ASSEMBLEES

Observation :

(*) Mme Françoise BEY s'est trompée : elle souhaitait s'abstenir.

76

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Adoption du règlement d'utilisation de la Plaine des sports - rue Baden-Powell à Strasbourg.

La ville de Strasbourg dispose, au sein du Parc des sports à Hautepierre, d'une plaine sportive ouverte et en libre accès.

Jusqu'à présent son usage n'a pas été réglementé.

Au regard de l'évolution des usages de ce lieu, des normes de sécurité, des exigences d'éco responsabilité, et considérant que dans l'intérêt du bon ordre, de l'hygiène, de la sécurité publique et du bien-être des usagers et des riverains, il y a lieu d'adopter un règlement d'utilisation portant principalement sur les conditions d'accès et les obligations des usagers.

Le document a été travaillé avec les différents services de la ville concernés et avec le concours des forces de l'ordre. Il sera affiché dès lors que le règlement sera applicable.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu le Code général des Collectivités territoriales,
notamment les articles 2211-, et L2542 et suivants,
Vu le Code pénal, notamment les articles R610-5 et R632-1, R623-2, 322-1
Vu l'arrêté municipal du 30 avril 1996 portant règlement général
de la circulation sur le territoire de la ville de Strasbourg,
Vu l'arrêté municipal du 9 juillet 1998 relatif à la lutte contre le bruit,
Vu l'arrêté municipal du 22 mars 2002 relatif à la circulation
des chiens sur le territoire de la ville de Strasbourg,
approuve

le règlement d'utilisation de la plaine des sports de la ville de Strasbourg applicable au 1er mars 2020,

autorise

le Maire de la ville de Strasbourg ou son-sa représentant-e à prendre toutes les mesures et à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

Règlement d'utilisation de la Plaine des Sports
Rue Baden Powell – Ville de Strasbourg

Vu le Code général des Collectivités territoriales, notamment les articles L 2211-1, L 2542 et suivants,
Vu l'arrêté municipal du 30 avril 1996 portant règlement général de la circulation sur le territoire de la ville de Strasbourg,
Vu l'arrêté municipal du 9 juillet 1998 relatif à la lutte contre le bruit,
Vu l'arrêté municipal du 22 mars 2002 relatif à la circulation des chiens sur le territoire de la ville de Strasbourg,
Vu le Code pénal, notamment les articles R610-5 et R632-1, R623-2, 322-1,
Vu la délibération en Conseil municipal du 10 février 2020,

CONSIDERANT qu'il importe d'assurer la sécurité et le bon ordre, la tranquillité publique, l'hygiène et la propreté de la plaine des sports de la ville de Strasbourg, de prévenir tout ce qui serait de nature à troubler son calme ou à incommoder les utilisateurs ou les promeneurs, il y a lieu de règlementer l'utilisation de la plaine des sports.

Article 1 – CONDITIONS D'ACCES :

A La plaine des sports ne peut être utilisée qu'aux fins de loisirs ou de sports de loisirs. Toute autre destination est interdite (rassemblement organisé, manifestation, spectacle, évènement festif ou autre) ou doit faire l'objet d'une autorisation écrite préalable de la ville de Strasbourg (occupation du domaine public, vente de boissons, de denrées alimentaires, autres ventes, redevances).

B L'accès et l'utilisation des installations est sous l'entière responsabilité des utilisateurs, des parents ou des adultes accompagnateurs. Les enfants de moins de 10 ans doivent obligatoirement être accompagnés par une personne majeure. La ville de Strasbourg décline toute responsabilité en cas d'accident, d'atteintes aux personnes ou aux biens.

C L'accès est interdit aux personnes en état d'ébriété ou sous l'influence de produits psychotropes.

D Les véhicules motorisés ou non (bicyclette, quad, motocyclette…) ne sont pas autorisés à circuler ou stationner dans l'enceinte de la plaine des sports à l'exception des véhicules techniques et de secours.

E En cas de conditions météorologiques défavorables (orages, vents forts), il est obligatoire de s'éloigner des arbres et de quitter les lieux.

F Les animaux sont interdits à l'exception des animaux domestiques qui doivent obligatoirement être tenus en laisse conformément aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2002 relatif à la circulation des chiens sur le territoire de la ville de Strasbourg. Les propriétaires sont tenus de débarrasser les déjections immédiatement et par tout moyen approprié.

Article 2 – CONDITIONS D'UTILISATION

A Toute personne qui utilise les installations doit s'assurer qu'elle ne fait courir aucun danger tant à elle-même qu'à autrui.

B Chaque utilisateur est tenu de laisser les lieux propres en les quittant et s'assurera d'avoir retiré tout effet lui appartenant.

C Toute dégradation des pelouses, des arbres, des installations ou du matériel mis à disposition engagera la responsabilité de l'auteur ou de l'occupant du domaine public.

D Toute activité susceptible de créer une gêne pour le public ou le voisinage et d'occasionner des dommages aux équipements et aux pelouses est interdite.

E L'utilisation d'appareils sonores de toute nature (sonorisations, instruments de musique, groupes électrogènes …) susceptibles de porter atteinte à la tranquillité du voisinage est prohibée. Le fait d'être à l'origine d'une telle nuisance est passible de la peine d'amende prévue pour les contraventions de 3ème classe (article R1337-7 du code de la santé publique). Les choses servant à commettre la nuisance sont susceptibles d'être confisquées (article R1337-8 du code de la santé publique).

F Il est interdit :

- de fumer, de vapoter, de consommer des produits stupéfiants ou d'utiliser tout système d'inhalation non médicalisé,
- d'introduire et de consommer des boissons alcoolisées,
- d'introduire toute arme, tout produit inflammable, pyrotechnique ou explosif.
- d'intervenir sur les installations techniques (réparations, modifications…),
- de faire du camping,
- de faire des feux ou des barbecues en dehors des emplacements spécialement aménagés.

G La fixation, sur tout support, d'images de personnes est interdite sans leur accord et sans autorisation expresse de la collectivité.

H Toute propagande politique, philosophique ou religieuse est interdite. La distribution de tracts, prospectus, publicités, l'installation de panneaux, le collage d'affiches, l'inscription de graffitis sont interdits.

Article 3– RESPONSABILITES - SANCTIONS

Outre les sanctions spécifiques applicables à l'une ou l'autre infraction par les lois et les règlements, toute contravention au présent règlement sera poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur, en particulier l'article R 610-5 du Code Pénal, sans préjudice des actions en réparation des dommages causés au domaine public.

Le concours de la force publique pourra être demandé pour la mise en œuvre de ces dispositions.

Article 4 – MISE EN OEUVRE

Les personnels de la ville de Strasbourg, les forces de l'ordre, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent règlement.

Le présent règlement entre en vigueur le 1er mars 2020.

Le Maire
Roland RIES

77

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Création d'un terrain multisports dans le cadre du réaménagement du secteur de La Laiterie.

Dans le cadre de la requalification des espaces publics du quartier de la Laiterie (rues du Ban de la Roche, de la Broque et du Hohwald), il est proposé en complément des différents aménagements, de réaliser un terrain multisports (citystade).

Ce projet, complémentaire au réaménagement prévu initialement, est positionné rue du Ban de la Roche et sera composé :

- d'une plateforme d'une dimension de 20 mètres sur 13 mètres recouverte d'une surface en gazon synthétique avec, comme remplissage, du sable ;
- d'une structure de 6 mètres de hauteur recouverte d'un filet nécessaire pour sécuriser l'usage par rapport aux pistes cyclables et du parking à proximité ;
- de bancs et de poubelles pour les usagers de l'équipement.

Cet équipement sportif permettra l'usage sportif en loisirs du football, basket et handball.

Le coût de l'opération est estimé à 155 000 € TTC, pour une réception des travaux en juin 2020.

Le Projet de réaménagement du secteur de la Laiterie est soutenu par l'Etat au titre de la DPV.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

la création d'un terrain multisports dans le cadre du réaménagement du secteur de la Laiterie pour un montant estimé à 155 000 € TTC,

décide

l'imputation de la dépense correspondante sur la ligne budgétaire 412-2128-SJ00,

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à :

- *engager la procédure de marchés publics pour la réalisation de ces opérations conformément au code des Marchés Publics,*

- *demander les subventions liées à ce sujet.*

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

78

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Versement de subventions à diverses manifestations et associations sportives strasbourgeoises.

Dans le cadre de sa politique sportive, la ville de Strasbourg a adopté lors du Conseil municipal du 21 mars 2016 une nouvelle charte des sports. Celle-ci prévoit ainsi différents dispositifs et modalités pour soutenir les initiatives des associations sportives présentant un intérêt local (soutien à l'organisation de manifestations, soutien aux charges locatives des associations, soutien à l'acquisition de matériel…)

Au vu des dossiers réceptionnés par la Ville, il est proposé d'allouer une aide financière d'un montant total de **30 500 €** aux associations sportives ci-dessous, en soutien à l'organisation de manifestations sportives :

ASPTT Strasbourg Soutien à l'organisation, au mois de mars 2020 à Strasbourg, dans le cadre de la journée des droits des femmes, d'une nouvelle édition du « sport donne des elles », manifestation qui consiste à faire découvrir la pratique sportive aux femmes	**1 000 €**
Cercle d'Escrime de Strasbourg Soutien à l'organisation, les 22 et 23 février 2020 au gymnase Aristide Briand à Strasbourg, de la 36e édition des Internationaux d'Epée de Strasbourg	**2 000 €**
Cercle de Badminton de Strasbourg Soutien à l'organisation les 25 et 26 avril 2020 à Strasbourg de la 44e édition du Tournoi international de badminton	**1 000 €**
Eurométropole Strasbourg Taekwondo Soutien à l'organisation, les 7 et 8 mars 2020 au gymnase de la Rotonde à Strasbourg, d'un open international de taekwondo	**3 000 €**
Nouvelle Ligne Soutien à l'organisation, du 15 au 17 mai 2020 à Strasbourg, de la 14e édition du NL Contest	**16 000 €**
Strasbourg Agglomération Athlétisme Soutien à l'organisation le 24 juin 2020 du meeting d'athlétisme de Strasbourg	**5 000 €**

Strasbourg Université Club Soutien à l'organisation, les 14 et 15 mars 2020 au gymnase Aristide Briand à Strasbourg, d'une épreuve du Circuit National de Sabre hommes.	**2 500 €**

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

*l'allocation de subventions pour un montant total de **30 500 €** réparti comme suit :*

ASPTT Strasbourg *Soutien à l'organisation, au mois de mars 2020 à Strasbourg, dans le cadre de la journée des droits des femmes, d'une nouvelle édition du « sport donne des elles », manifestation qui consiste à faire découvrir la pratique sportive aux femmes*	***1 000 €***
Cercle d'Escrime de Strasbourg *Soutien à l'organisation, les 22 et 23 février 2020 au gymnase Aristide Briand à Strasbourg, de la 36^{e} édition des Internationaux d'Epée de Strasbourg*	***2 000 €***
Cercle de Badminton de Strasbourg *Soutien à l'organisation les 25 et 26 avril 2020 à Strasbourg de la 44^{e} édition du Tournoi international de badminton*	***1 000 €***
Eurométropole Strasbourg Taekwondo *Soutien à l'organisation, les 7 et 8 mars 2020 au gymnase de la Rotonde à Strasbourg, d'un open international de taekwondo*	***3 000 €***
Nouvelle Ligne *Soutien à l'organisation, du 15 au 17 mai 2020 à Strasbourg, de la 14^{e} édition du NL Contest*	***16 000 €***
Strasbourg Agglomération Athlétisme *Soutien à l'organisation le 24 juin 2020 du meeting d'athlétisme de Strasbourg*	***5 000 €***
Strasbourg Université Club *Soutien à l'organisation, les 14 et 15 mars 2020 au gymnase Aristide Briand à Strasbourg, d'une épreuve du Circuit National de Sabre hommes.*	***2 500 €***

décide

l'imputation des dépenses sur la ligne budgétaire 415 / 6574 / 8057 / SJ03 B du BP 2020 dont le montant disponible avant le présent Conseil s'élève à 60 000 €

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières et autres documents relatifs à ces opérations.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

Versement de subventions à diverses manifestations sportives strasbourgeoises
Conseil municipal du 10 février 2020

Dénomination de l'Association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant octroyé N-1
ASPTT Strasbourg	Soutien à l'organisation au mois de mars 2020 à Strasbourg, dans le cadre de la journée des droits des femmes, d'une nouvelle édition du « sport donne des elles », manifestation qui consiste à faire découvrir la pratique sportive aux femmes	2 000 €	1 000 €	1 000 €
Cercle d'Escrime de Strasbourg	Soutien à l'organisation, les 22 et 23 février 2020 à Strasbourg de la 36e édition des Internationaux d'Epée de Strasbourg	4 000 €	2 000 €	2 000 €
Cercle de Badminton de Strasbourg	Soutien à l'organisation, les 25 et 26 avril 2020 à Strasbourg de la 44e édition du Tournoi international de badminton	1 500 €	1 000 €	1 500 €
Eurométropole Strasbourg Taekwondo	Soutien à l'organisation, les 7 et 8 mars 2020 à Strasbourg d'un open international de taekwondo	3 000 €	3 000 €	3 000 €
Nouvelle Ligne	Soutien à l'organisation du 15 au 17 mai à Strasbourg, de la 14e édition du NL Contest	16 000 €	16 000 €	16 000 €
Strasbourg Agglomération Athlétisme	Soutien à l'organisation le 24 juin 2020 du meeting d'athlétisme de Strasbourg	10 000 €	5 000 €	5 000 €
Strasbourg Université Club	Soutien à l'organisation, les 14 et 15 mars 2020 à Strasbourg, d'une épreuve du Circuit National de sabre hommes.	2 500 €	2 500 €	2 500 €

79

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Versement de subventions dans le cadre du dispositif des bourses d'aide à la pratique sportive.

La pratique sportive a un rôle majeur à jouer dans le cadre de l'éducation à la citoyenneté. Néanmoins, la pratique sportive à elle seule ne suffit pas à jouer ce rôle. Les clubs doivent ainsi se structurer et former leurs intervenants, pour que la pratique sportive soit l'occasion de l'apprentissage des valeurs et comportements citoyens. Le coût de la pratique sportive a également été identifié comme un frein à l'inscription des jeunes dans les clubs sportifs.

La délibération du 21 mars 2016 portant évolution de la politique sportive par un partenariat renouvelé avec les associations a initié des nouvelles modalités de l'action municipale, parmi lesquelles la création d'une bourse d'aide à la licence sportive. Cette aide a pour objectif principal de lever l'obstacle économique pour les habitants en Quartier prioritaire de la politique de la Ville afin de rendre le sport accessible à une majorité de jeunes Strasbourgeois-es de moins de 18 ans. Attribuée en fonction des revenus familiaux et du lieu de résidence, elle permet à son/sa bénéficiaire d'obtenir un allègement des frais d'adhésion à une association sportive strasbourgeoise partenaire.

De plus, les associations partenaires s'engagent par convention à former leurs encadrants aux valeurs de la République et organiser des actions citoyennes.

Actuellement, 44 associations sportives, représentant 41 disciplines différentes, se sont portées volontaires et ont obtenu la labellisation partenariale, et accueillent les bénéficiaires de la bourse d'aide à la licence sportive.

Le financement de la pratique forme désormais la pierre angulaire d'un dispositif sport citoyen plus global, construit autour de l'accompagnement des acteurs, du renforcement humain et de l'accès au sport. Le projet a fait l'objet d'un soutien financier de 40 000 € de l'Etat au titre des Contrats de Ville.

Rappel des modalités pratiques saison 2019-2020

Les critères d'éligibilité des bénéficiaires pour la saison 2019-2020 :

- habiter un quartier prioritaire politique de la ville de Strasbourg et être âgé-e de moins de 18 ans (au 1er janvier de l'année en cours),
- être (ou les parents) non imposable, avec un quotient familial inférieur ou égal à 720 €,
- s'inscrire dans un club sportif strasbourgeois partenaire, labellisé sport citoyen.

La mécanique du dispositif :

1. Sur présentation de l'attestation délivrée par le service Vie sportive, les bénéficiaires du dispositif obtiennent une remise de 80 € immédiate sur le montant de la cotisation et de la licence, lors de son inscription dans un club sportif partenaire.
2. Les associations reçoivent une subvention de 100 € par jeune bénéficiaire accueilli.

Pour la saison 2019/2020, 433 bénéficiaires ont déjà été soutenus. La présente délibération vise ainsi à financer une troisième partie des bénéficiaires du dispositif, soit 493 nouveaux inscrits, portant le total provisoire à 926 jeunes. Il est dès lors proposé d'allouer une aide financière **d'un montant total de 49 300 €** aux associations sportives ci-dessous :

Associations	Disciplines	Nombre de bénéficiaires	Subvention proposée
Aigle Hapkido	Hapkido	7	700 €
AJF Hautepierre	Football	1	100 €
AS Cheminots de Strasbourg	Judo	5	500 €
AS Electricité de Strasbourg	Basket	1	100 €
AS Musau	Football	6	600 €
ASPTT Strasbourg	Judo-Football	102	10 200 €
AS Strasbourg Elsau Portugais	Football	4	400 €
Association Sportive et Educative de la Cité de l'Ill	Football	44	4 400 €
Association Sportive Strasbourg	Basket - Football	14	1 400 €
Cercle Sportif de la Meinau	Gymnastique	34	3 400 €
Cercle Sportif du Neuhof	Football	41	4 100 €
Club Alpin Français	Escalade	8	800 €
Club Sportif de Hautepierre	Karaté	2	200 €
Eurométropole Strasbourg Taekwondo	Taekwondo	12	1 200 €
FC Kronenbourg	Football	33	3 300 €
FC Olympique	Football	1	100 €
FC Strasbourg Koenigshoffen 06	Football	3	300 €

International Meinau Académie	Football	72	7 200 €
Joie et Santé Koenigshoffen	Football Boxe anglaise Karaté- Basket Taekwondo- Lutte	24	2 400 €
Karaté Club de Cronenbourg	Karaté	5	500 €
Les Libellules Basket Club Strasbourg	Basket	7	700 €
Mixsage	Karaté	10	1 000 €
PK Stras	Parkour	1	100 €
Racing Club de Strasbourg Omnisport	Athlétisme – Karaté	3	300 €
Rowing Club de Strasbourg	Aviron	1	100 €
Société Athlétique Koenigshoffen	Karaté – Boxe thaï	13	1 300 €
Société de Natation Strasbourg	Natation	5	500 €
Sporting Club Red Star	Football	3	300 €
Strasbourg Alsace Rugby	Rugby	6	600 €
Strasbourg GRS	Gymnastique rythmique	2	200 €
Strasbourg Thaï Boxing	Boxe thaï	8	800 €
Strasbourg Université Club	Gymnastique	15	1 500 €

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le versement, au titre du dispositif d'aide à la licence sportive, d'une subvention pour chacune des associations sportives référencées ci- dessous pour un montant total de 49 300 € :

Associations	***Disciplines***	***Nombre de bénéficiaires***	***Subvention proposée***
Aigle Hapkido	*Hapkido*	*7*	*700 €*
AJF Hautepierre	*Football*	*1*	*100 €*

AS Cheminots de Strasbourg	*Judo*	*5*	*500 €*
AS Electricité de Strasbourg	*Basket*	*1*	*100 €*
AS Musau	*Football*	*6*	*600 €*
ASPTT Strasbourg	*Judo-Football*	*102*	*10 200 €*
AS Strasbourg Elsau Portugais	*Football*	*4*	*400 €*
Association Sportive et Educative de la Cité de l'Ill	*Football*	*44*	*4 400 €*
Association Sportive Strasbourg	*Basket - Football*	*14*	*1 400 €*
Cercle Sportif de la Meinau	*Gymnastique*	*34*	*3 400 €*
Cercle Sportif du Neuhof	*Football*	*41*	*4 100 €*
Club Alpin Français	*Escalade*	*8*	*800 €*
Club Sportif de Hautepierre	*Karaté*	*2*	*200 €*
Eurométropole Strasbourg Taekwondo	*Taekwondo*	*12*	*1 200 €*
FC Kronenbourg	*Football*	*33*	*3 300 €*
FC Olympique	*Football*	*1*	*100 €*
FC Strasbourg Koenigshoffen 06	*Football*	*3*	*300 €*
International Meinau Académie	*Football*	*72*	*7 200 €*
Joie et Santé Koenigshoffen	*Football Boxe anglaise Karaté- Basket Taekwondo- Lutte*	*24*	*2 400 €*
Karaté Club de Cronenbourg	*Karaté*	*5*	*500 €*
Les Libellules Basket Club Strasbourg	*Basket*	*7*	*700 €*
Mixsage	*Karaté*	*10*	*1 000 €*
PK Stras	*Parkour*	*1*	*100 €*
Racing Club de Strasbourg Omnisport	*Athlétisme – Karaté*	*3*	*300 €*
Rowing Club de Strasbourg	*Aviron*	*1*	*100 €*
Société Athlétique Koenigshoffen	*Karaté – Boxe thaï*	*13*	*1 300 €*
Société de Natation Strasbourg	*Natation*	*5*	*500 €*
Sporting Club Red Star	*Football*	*3*	*300 €*
Strasbourg Alsace Rugby	*Rugby*	*6*	*600 €*

Strasbourg GRS	*Gymnastique rythmique*	*2*	*200 €*
Strasbourg Thaï Boxing	*Boxe thaï*	*8*	*800 €*
Strasbourg Université Club	*Gymnastique*	*15*	*1 500 €*

décide

l'imputation des dépenses sur le compte 415 / 6574 / 8092 / SJ03 B du Budget Primitif 2020 dont le montant disponible avant le présent conseil s'élève à 163 000 €.,

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières et autres documents relatifs à ces opérations.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

Conseil municipal du 10 février 2020

Subventions Bourses d'aide à la pratique sportive

3e versement 2019/2020

Associations	Disciplines	Nombre de bénéficiaires	Subvention proposée	Montant total versé saison sportive 2018/2019
Aigle Hapkido	Hapkido	7	700 €	-
AJF Hautepierre	Football	1	100 €	700 €
AS Cheminots de Strasbourg	Judo	5	500 €	
AS Electricité de Strasbourg	Basket	1	100 €	-
AS Musau	Football	6	600 €	-
ASPTT Strasbourg	Judo - Football	102	10 200 €	13 200 €
AS Strasbourg Elsau Portugais	Football	4	400 €	4 800 €
Association Sportive et Educative de la Cité de l'Ill	Football	44	4 400 €	8 100 €
Association Sportive Strasbourg	Basket – Football	14	1 400 €	3 000 €
Cercle Sportif de la Meinau	Gymnastique	34	3 400 €	4 900 €
Cercle Sportif du Neuhof	Football	41	4 100 €	4 700 €
Club Alpin Français	Escalade	8	800 €	800 €
Club Sportif de Hautepierre	Karaté	2	200 €	
Eurométropole Strasbourg Taekwondo	Taekwondo	12	1 200 €	18 200 €
FC Kronenbourg	Football	33	3 300 €	4 300 €
FC Olympique	Football	1	100 €	-
FC Strasbourg Koenigshoffen 06	Football	3	300 €	3 800 €
International Meinau Académie	Football	72	7 200 €	6 600 €
Joie et Santé Koenigshoffen	Football boxe anglaise karaté- basket taekwondo- lutte	24	2 400 €	8 700 €
Karaté Club de Cronenbourg	Karaté	5	500 €	1 000 €
Les Libellules Basket Club de Strasbourg	Basket	7	700 €	100 €
Mixsage	Karaté	10	1 000 €	600 €

PK Stras	Parkour	1	100 €	-
Racing Club de Strasbourg Omnisport	Athlétisme – karaté	3	300 €	6 200 €
Rowing Club de Strasbourg	aviron	1	100 €	-
Société Athlétique Koenigshoffen	Karaté – boxe thaï	13	1 300 €	6 200 €
Société de Natation Strasbourg	Natation	5	500 €	3 900 €
Sporting Club Red Star	Football	3	300 €	-
Strasbourg Alsace Rugby	Rugby	6	600 €	--
Strasbourg GRS	Gymnastique rythmique	2	200 €	1 500 €
Strasbourg Thaï Boxing	Boxe thaï	8	800 €	1 900 €
Strasbourg Université Club	Gymnastique	15	1 500 €	

80

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Versement de subventions au titre du haut niveau individuel.

Dans le cadre de la charte du sport issue de la délibération du 21 mars 2016, la Ville soutient les efforts des clubs qui accompagnent leurs athlètes au plus haut niveau national et international. Le dispositif bénéficie aux associations sportives ayant des athlètes de haut niveau, selon les critères suivants :

- figurer sur la liste ministérielle 2020 des sportifs-ves de haut niveau en catégorie « Collectif Nationaux », « Espoir », « Relève », « Senior » ou « Elite »,
- être licencié-e dans un club sportif strasbourgeois,
- pratiquer un sport individuel (les sports collectifs ne sont pas concernés par le dispositif),
- les disciplines olympiques bénéficient d'un bonus de 50 %.

18 associations sportives strasbourgeoises accueillant 60 athlètes sont concernées par ce dispositif en 2020.

Toutes les aides financières allouées dans le cadre de ce dispositif sont versées aux clubs d'appartenance.

Le montant total des subventions de ce dispositif s'élève à 199 989 € réparti comme suit :

Activités Sportives, Culturelles et de Plein Air (ASCPA) (canoé-kayak)	**2 905 €**
ASL Robertsau (squash)	**1 452 €**
ASPTT Strasbourg (athlétisme : 8 716 €) (paratriathlon: 4 842 €) (haltérophilie : 3 874 €)	**17 432 €**
Association Sportive de Strasbourg (athlétisme)	**2 905 €**
Ballet Nautique de Strasbourg (natation artistique)	**59 079 €**

Club d'orientation de Strasbourg-Europe (course d'orientation)	**1 452 €**
Eurométropole Strasbourg Taekwondo (taekwondo)	**11 622 €**
FC Kronenbourg tennis (tennis)	**2 905 €**
Fitboxing (savate)	**2 421 €**
Ill Tennis Club (tennis)	**9 685 €**
Racing Club de Strasbourg Omnisport (athlétisme : 2 905 €) (tir : 2 905 €)	**5 810 €**
Skieurs de Strasbourg (ski alpin)	**4 842 €**
Société de Gymnastique et de Sports La Strasbourgeoise (gymnastique artistique)	**2 905 €**
Strasbourg Eaux Vives (canoë-kayak)	**30 024 €**
Strasbourg Université Club (escrime : 15 496 €) (judo : 2 905 €)	**18 401 €**
Team Strasbourg SNS – ASPTT - PCS (plongeon)	**3 874 €**
Tennis Club de Strasbourg (tennis)	**18 401 €**
Two wheels (BMX freestyle)	**3 874 €**

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le versement de subventions, pour un montant total de 199 989 €, aux associations sportives ayant des athlètes inscrits-es sur la liste ministérielle des sportifs-ves de haut niveau 2020 selon la répartition suivante :

Activités Sportives, Culturelles et de Plein Air (ASCPA) *(canoé-kayak)*	***2 905 €***
ASL Robertsau *(squash)*	***1 452 €***
ASPTT Strasbourg *(athlétisme : 8 716 €)* *(paratriathlon: 4 842 €)* *(haltérophilie : 3 874 €)*	***17 432 €***
Association Sportive de Strasbourg *(athlétisme)*	***2 905 €***
Ballet Nautique de Strasbourg *(natation artistique)*	***59 079 €***
Club d'orientation de Strasbourg-Europe *(course d'orientation)*	***1 452 €***
Eurométropole Strasbourg Taekwondo *(taekwondo)*	***11 622 €***
FC Kronenbourg tennis *(tennis)*	***2 905 €***
Fitboxing *(savate)*	***2 421 €***
Ill Tennis Club *(tennis)*	***9 685 €***
Racing Club de Strasbourg Omnisport *(athlétisme : 2 905 €)* *(tir : 2 905 €)*	***5 810 €***
Skieurs de Strasbourg *(ski alpin)*	***4 842 €***
Société de Gymnastique et de Sports La Strasbourgeoise *(gymnastique artistique)*	***2 905 €***
Strasbourg Eaux Vives *(canoë-kayak)*	***30 024 €***
Strasbourg Université Club *(escrime : 15 496 €)* *(judo : 2 905 €)*	***18 401 €***
Team Strasbourg SNS – ASPTT - PCS *(plongeon)*	***3 874 €***
Tennis Club de Strasbourg *(tennis)*	***18 401 €***
Two wheels *(BMX freestyle)*	***3 874 €***

décide

l'imputation d'un montant de 199 989 € sur la ligne budgétaire SJ03C / 6574 / 8061 / 40 du BP 2020 dont le montant disponible avant le présent conseil s'élève à 330 000 € ;

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions et autres documents relatifs à ces opérations.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

Versement de subventions au titre du haut niveau individuel
Soutien aux clubs

Le montant total des subventions de ce dispositif s'élève à 199 989 € se répartissant comme suit :

Activités Sportives, Culturelles et de Plein Air (ASCPA) (canoé-kayak)	**2 905 €**
ASL Robertsau (squash)	**1 452 €**
ASPTT Strasbourg (athlétisme : 8 716 €) (paratriathlon: 4 842 €) (haltérophilie : 3 874 €)	**17 432 €**
Association Sportive de Strasbourg (athlétisme)	**2 905 €**
Ballet Nautique de Strasbourg (natation artistique)	**59 079 €**
Club d'orientation de Strasbourg-Europe (course d'orientation)	**1 452 €**
Eurométropole Strasbourg Taekwondo (taekwondo)	**11 622 €**
FC Kronenbourg tennis (tennis)	**2 905 €**
Fitboxing (savate)	**2 421 €**
Ill Tennis Club (tennis)	**9 685 €**
Racing Club de Strasbourg Omnisport (athlétisme : 2 905 €) (tir : 2 905 €)	**5 810 €**
Skieurs de Strasbourg (ski alpin)	**4 842 €**
Société de Gymnastique et de Sports La Strasbourgeoise (gymnastique artistique)	**2 905 €**
Strasbourg Eaux Vives (canoë-kayak)	**30 024 €**
Strasbourg Université Club (escrime : 15 496 €) (judo : 2 905 €)	**18 401 €**
Team Strasbourg SNS – ASPTT - PCS (plongeon)	**3 874 €**
Tennis Club de Strasbourg (tennis)	**18 401 €**
Two wheels (BMX freestyle)	**3 874 €**

81

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Réfection de terrains de football synthétiques des stades de la Ganzau et de la Rotonde.

Après plus d'une douzaine d'années d'utilisation, les terrains de football synthétiques des stades de la Ganzau et de la Rotonde, situés respectivement au 10 rue Amédée Cailliot et rue Pierre Nuss à Strasbourg présentent une usure et une vétusté importante. Aussi, il est proposé d'effectuer des travaux de réfection.

1 - Stade de la Ganzau

Les travaux envisagés pour le terrain synthétique du stade de la Ganzau sont les suivants :

- le remplacement du revêtement synthétique du terrain avec un remplissage en granulats naturels ;
- le remplacement des agrès sportifs (buts, abris joueurs, …) ;
- la mise en place d'un arrosage automatique.

Le coût de l'opération est estimé à 500 000 € TTC, pour une réception des travaux en septembre 2020 et se décompose de la manière suivante :

Opérations	Estimations € TTC
Travaux préparatoires	50 000 € TTC
Gazon synthétique (revêtement)	395 000 € TTC
Agrès sportifs	25 000 € TTC
Dépenses annexes (publications, études, …)	30 000 € TTC
Total	**500 000 € TTC**

2 – Stade de la Rotonde

Les travaux proposés pour le terrain synthétique annexe du stade de la Rotonde sont similaires au terrain précédent :

- le remplacement du revêtement synthétique du terrain avec un remplissage en granulats naturels ;

- le remplacement des agrès sportifs (buts, abris joueurs, …) ;
- la mise en place d'un arrosage automatique.

Le coût de l'opération est estimé à 550 000 € TTC, pour une réception des travaux en septembre 2020, et se décompose de la manière suivante :

Opérations	Estimations € TTC
Travaux préparatoires	55 000 € TTC
Agrès sportifs	25 000 € TTC
Gazon synthétique (revêtement)	440 000 € TTC
Dépenses annexes (publications, études, …)	30 000 € TTC
Total	**550 000 € TTC**

Dans le cadre de ces opérations, la Ville de Strasbourg sollicitera l'ensemble des partenaires financiers pour bénéficier d'éventuelles subventions.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

la réfection du terrain de football synthétique du stade de la Ganzau et du terrain de football synthétique annexe du stade de la Rotonde pour un montant estimé à 1 050 000 € TTC,

décide

l'imputation de la dépense correspondante sur la ligne budgétaire 412-2128-SJ00 du programme 854 et sur la ligne budgétaire AP0205/412/2312/1186/SJ00.

autorise le Maire ou son-sa représentant-e à :

- *engager la procédure de marchés publics pour la réalisation de ces opérations conformément au code des marchés publics,*
- *signer et exécuter les marchés et autres actes concourant à la mise en œuvre de ce projet,*
- *déposer les demandes de subvention possibles auprès de l'état et des collectivités.*

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL 10 FEVRIER 2020

POINT 81 Réfection de terrains de football synthétiques des stades de la Ganzau et de la Rotonde.

Pour	**36**	BARRIERE-Caroline, BEY-Françoise, BIES-Philippe, BUFFET-Françoise, CUTAJAR-Chantal, DREYER-Nicole, DREYFUS-Henri, GABRIEL-HANNING-Maria Fernanda, GANGLOFF-Camille, GILLMANN-Luc, HERRMANN-Robert, JUNG-Martine, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KELLER-Fabienne, MANGIN-Pascal, MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, MELIANI-Abdelaziz, NEFF-Annick, OEHLER-Serge, RAFIK-ELMRINI-Nawel, REMOND-Thomas, RICHARDOT-Anne Pernelle, ROOS-Thierry, DIDELOT-Andréa, SCHALCK-Elsa, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, TARALL-Bornia, TRAUTMANN-Catherine, MENAD-Zaza, VETTER-Jean-Philippe, WILLENBUCHER-Philippe, ZUBER-Catherine, LOOS-François, SCHMITT-Michael
Contre	**0**	
Abstention	**12**	AGHA BABAEI-Syamak, BARSEGHIAN-Jeanne, OZENNE-Pierre, DREYSSE-Marie-Dominique, FELTZ-Alexandre, JUND-Alain, KOHLER-Christel, RAMDANE-Abdelkarim, ROGER-Patrick, SCHAETZEL-Françoise, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean

82

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Conclusion de marchés relatifs aux prestations de nettoyage et d'entretien des locaux sportifs.

Afin d'assurer des conditions d'accueil du public adéquates et de fournir un environnement de travail adapté pour ses agents, la ville de Strasbourg assure le nettoyage et l'entretien pour une partie des locaux de son patrimoine sportif dans le cadre de marchés de prestations de nettoyage.
Une partie des marchés actuels arrivant à terme au 31 décembre 2020, il est proposé de relancer une consultation.

Les marchés souhaités tiendront compte d'un allotissement géographique pour les équipements sportifs afin de proposer une mise en œuvre des prestations efficientes et de promouvoir l'accès des PME à la commande publique.

La collectivité souhaite, aussi, promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion et lutter contre le chômage, par référence à l'article L2111-1 du Code de la commande publique.

Deux lots seront, quant à eux, réservés, par l'application de l'article L2113-12 du Code de la commande publique, aux entreprises adaptées ou à des établissements publics spécialisés d'aide par le travail (structure employant majoritairement des personnes handicapées contribuant à la politique d'insertion de la collectivité).

L'introduction de clauses environnementales est prévue pour contribuer aux objectifs du Plan Climat.

En application des articles du Code des marchés publics, les marchés à conclure seront passés selon la procédure d'appel d'offres certains sous forme de marchés à prix forfaitaires correspondant aux prestations courantes, et d'autres sous forme d'accords cadre à bons de commande afin de pouvoir répondre aux demandes ponctuelles lors de manifestations sportives ou d'évènements exceptionnels. Ils s'étendront sur une période qui ne pourra pas excéder quatre années (marchés annuels reconductibles 3 fois).

Objet	Part forfaitaire	Accords-cadres à bons de commande

	Montant estimatif € HT annuel	**Montant minimum € HT annuel**	**Montant maximum € HT annuel**
Lot 1 : Secteur Hautepierre - Poteries	124 000 €	sans mini	sans maxi
Lot 2 : Secteur Cronenbourg	92 000 €	sans mini	sans maxi
Lot 3 : Secteur Centre-Ville - Montagne Verte – Elsau	90 000 €	sans mini	sans maxi
Lot 4 : Secteur Neuhof	112 000 €	sans mini	sans maxi
Lot 5 : Secteur Meinau - Musau	63 000 €	sans mini	sans maxi
Lot 6 : Secteur Robertsau-Wacken	116 000 €	sans mini	sans maxi
Lot 7 : Secteur Neudorf – Port du Rhin	76 000 €	sans mini	sans maxi
Lot 8 : Secteur Bourse Esplanade Orangerie - Conseil des XV-	80 000 €	sans mini	sans maxi
Lot 9 : Secteur Koenigshoffen	106 000 €	sans mini	sans maxi
Lot 10 : Vestiaires des stades	115 000 €	sans mini	sans maxi
Lot 10 : Bureaux et salles de convivialité du Baggersee	40 000 €	sans mini	sans maxi
Lot 11 : Sanitaires de la Plage du Baggersee		sans mini	sans maxi
Lot 12 : Prestations exceptionnelles de nettoyage des équipements sportifs de la Ville de Strasbourg		sans mini	sans maxi

La conclusion et la signature des marchés sont conditionnées par le vote des crédits correspondants.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

sous réserve de disponibilité des crédits, le lancement d'une procédure d'appel d'offres relative à la passation de marchés de prestations de nettoyage, conformément au code de la commande publique, pour une durée d'un an reconductible trois fois et pour les montants suivants :

Objet	***Part forfaitaire***	***Accords-cadres à bons de commande***

	Montant estimatif € HT annuel	***Montant minimum € HT annuel***	***Montant maximum € HT annuel***
Lot 1 : Secteur Hautepierre - Poteries	*124 000 €*	*sans mini*	*sans maxi*
Lot 2 : Secteur Cronenbourg	*92 000 €*	*sans mini*	*sans maxi*
Lot 3 : Secteur Centre-Ville - Montagne Verte - Elsau	*90 000 €*	*sans mini*	*sans maxi*
Lot 4 : Secteur Neuhof	*112 000 €*	*sans mini*	*sans maxi*
Lot 5 : Secteur Meinau - Musau	*63 000 €*	*sans mini*	*sans maxi*
Lot 6 : Secteur Robertsau-Wacken	*116 000 €*	*sans mini*	*sans maxi*
Lot 7 : Secteur Neudorf – Port du Rhin	*76 000 €*	*sans mini*	*sans maxi*
Lot 8 : Secteur Bourse Esplanade Orangerie - Conseil des XV-	*80 000 €*	*sans mini*	*sans maxi*
Lot 9 : Secteur Koenigshoffen	*106 000 €*	*sans mini*	*sans maxi*
Lot 10 : Vestiaires des stades	*115 000 €*	*sans mini*	*sans maxi*
Lot 10 : Bureaux et salles de convivialité du Baggersee	*40 000 €*	*sans mini*	*sans maxi*
Lot 11 : Sanitaires de la Plage du Baggersee		*sans mini*	*sans maxi*
Lot 12 : Prestations exceptionnelles de nettoyage des équipements sportifs de la Ville de Strasbourg		*sans mini*	*sans maxi*

décide

l'inscription des crédits nécessaires au budget primitif 2021 et suivants sur les lignes concernées.

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à lancer la consultation, à prendre toutes les décisions y relatives, à signer et à exécuter les marchés en résultant.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

83

Délibération au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Conclusion de marchés de fourniture, d'installation, de réparation d'agrès, d'accessoires, de mobiliers et de matériels sportifs pour les équipements de la ville de Strasbourg.

Dans le cadre du développement et de la maintenance du patrimoine sportif de la ville de Strasbourg, le service Patrimoine Sportif effectue régulièrement l'acquisition de nouveaux agrès, de matériels et d'accessoires sportifs.

De plus, des interventions de maintenance ou de remplacement sur nos équipements sont effectuées dans le cadre des contrôles règlementaires, de la sécurisation ou pour cause de vétusté.

Afin de satisfaire ces besoins et en application du Code de la commande publique, il convient de passer des accords-cadres de fourniture, d'installation, de réparation d'agrès, d'accessoires, de mobiliers et de matériels sportifs pour les équipements de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg.

La conclusion et la signature des marchés s'effectueront dans le cadre d'un groupement de commande entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg.

Les accords-cadres à conclure s'étendront sur une période de quatre années (marchés annuels reconductibles) conformément aux dispositions de l'article L2125-1 du Code de la commande publique, pour les montants estimés suivants :

Collectivités	**Objet des marchés**	**Montant minimum estimatif en € HT annuel**	**Montant maximum estimatif en € HT annuel**
Ville de Strasbourg	Fourniture, installation et réparation d'agrès et matériels de gymnastique	Sans minimum	100 000 €
Eurométropole de Strasbourg	Fourniture, installation et réparation d'agrès et matériels de gymnastique	Sans minimum	50 000 €

Ville de Strasbourg	Fourniture, installation et réparation d'agrès, d'accessoires et de mobiliers sportifs autres que le matériel de gymnastique	Sans minimum	600 000 €
Eurométropole de Strasbourg	Fourniture, installation et réparation d'agrès, d'accessoires et de mobiliers sportifs autres que le matériel de gymnastique	Sans minimum	300 000 €

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

sous réserve de disponibilité des crédits,

- *le lancement d'une consultation publique en vue du passage d'accords-cadres de fourniture, d'installation de réparation d'agrès, d'accessoires, de mobiliers et de matériels sportifs pour les équipements de la ville de Strasbourg,*

- *la convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg dont la ville de Strasbourg assurera la mission de coordonnateur,*

Collectivités	***Objet des marchés***	***Montant minimum estimatif en € HT annuel***	***Montant maximum estimatif en € HT annuel***
Ville de Strasbourg	*Fourniture, installation et réparation d'agrès et matériels de gymnastique*	*Sans minimum*	*100 000 €*
Eurométropole de Strasbourg	*Fourniture, installation et réparation d'agrès et matériels de gymnastique*	*Sans minimum*	*50 000 €*
Ville de Strasbourg	*Fourniture, installation et réparation d'agrès, d'accessoires et de mobiliers sportifs autres que le matériel de gymnastique*	*Sans minimum*	*600 000 €*
Eurométropole de Strasbourg	*Fourniture, installation et réparation d'agrès, d'accessoires et de mobiliers sportifs autres que le matériel de gymnastique*	*Sans minimum*	*300 000 €*

décide

l'inscription des crédits nécessaires au budget primitif 2021 et suivants sur les lignes concernées

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e :

- *à signer la convention de groupement de commandes avec l'Eurométropole de Strasbourg ci-jointe en annexe,*
- *à lancer les consultations conformément au Code de la commande publique et à prendre toutes les décisions y relatives,*
- *à signer et exécuter les accords-cadres en résultant.*

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020

Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

Articles L2113-6. A L2213-8 du Code de la commande publique

Conclusion de marchés de fourniture, d'installation, de réparation d'agrès, d'accessoires, de mobiliers et de matériels sportifs pour les équipements de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg

Vu les articles L2113-6 à L2113-8 du Code de la commande publique relatifs à la coordination et aux groupements de commandes, il est constitué :

Entre

L'Eurométropole, représentée par Monsieur Robert HERMANN, Président agissant en application d'une délibération du Conseil de Communauté du 5 mai 2014.

Et

La Ville de Strasbourg, représentée par Monsieur Roland RIES, Maire, agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal du 28 avril 2014.

un groupement de commandes pour le lancement d'accords-cadres pour la fourniture, d'installation, de réparation d'agrès, d'accessoires, de mobiliers et de matériels sportifs pour les équipements de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande île inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988

Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France

Téléphone : +33 (0)3 68 98 50 00
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

Imprimé sur papier recyclé

SOMMAIRE

Préambule	**4**
Article 1 : Constitution du groupement	**5**
Article 2 : Objet du groupement	**5**
Article 3 : Organes du groupement	**5**
Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur	**6**
Article 5 : Responsabilité	**7**
Article 6 : Fin du groupement	**7**
Article 7 : Règlement des différends entre les parties	**7**

Préambule

Dans le cadre des interventions techniques qu'elles réalisent sur les installations sportives, la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg sont amenées à passer des accords-cadres pour la fourniture, l'installation, la réparation d'agrès, d'accessoires, de mobiliers et de matériels sportifs pour les équipements de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg dont l'exécution s'étend sur plusieurs années.

Le groupement de commandes couvrira les prestations du ressort à la fois de la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg. Il s'inscrit donc dans la logique du groupement de commandes associant les deux collectivités sous la coordination de la Ville de Strasbourg qui a pour double objectif :

- un allègement des formalités et des frais de gestion administrative lié au lancement et au traitement d'une seule procédure,
- des économies d'échelle.

Le Code de la commande publique encadre les dispositions réglementaires du groupement de commandes.

Les deux partenaires ont décidé de choisir la formule du groupement de commandes prévoyant que le coordonnateur signe et notifie le marché au nom de l'ensemble des adhérents des membres du groupement. Ainsi, en vertu de ce dispositif décrit à l'article L2113-7 du Code de la commande publique, le coordonnateur met en œuvre la procédure de passation, signe et notifie les marchés. Par la suite chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne s'assure de sa bonne exécution.

Il est ainsi apparu opportun, d'un point de vue économique et fonctionnel de référer à cette formule.

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg un groupement de commandes régi par le code de la commande publique et la présente convention.

Article 2 : Objet du groupement

Le groupement de commandes constitué ci-après désigné *« le groupement »* a pour objet la passation de marchés publics relatifs à la fourniture, l'installation, la réparation d'agrès, d'accessoires, de mobiliers et de matériels sportifs pour les équipements de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg

Les marchés seront lancés selon la procédure d'appel d'offres conformément au Code de la commande publique.

La durée des marchés sera de 1 an reconductible 3 fois.

Les marchés concernés sont les suivants :

Collectivités	**Objet des marchés**	**Montant minimum estimatif en € HT annuel**	**Montant maximum estimatif en € HT annuel**
Ville de Strasbourg	Fourniture, installation et réparation d'agrès et matériels de gymnastique	Sans minimum	100 000 €
Eurométropole de Strasbourg	Fourniture, installation et réparation d'agrès et matériels de gymnastique	Sans minimum	50 000 €
Ville de Strasbourg	Fourniture, installation et réparation d'agrès, d'accessoires et de mobiliers sportifs autres que le matériel de gymnastique	Sans minimum	600 000 €
Eurométropole de Strasbourg	Fourniture, installation et réparation d'agrès, d'accessoires et de mobiliers sportifs autres que le matériel de gymnastique	Sans minimum	300 000 €

Article 3 : Organes du groupement

Les membres du groupement, l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg, ont convenu de désigner cette dernière en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier les marchés considérés, conformément au Code de la commande publique.

Ainsi, la commission d'appels d'offres de la Ville de Strasbourg, agissant en qualité de coordonnateur du groupement, est désignée pour choisir les titulaires des marchés.

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation des marchés au nom des membres du groupement. Il transmet les marchés aux autorités de contrôle. Il tient à la disposition de l'Eurométropole de Strasbourg les informations relatives au déroulement des marchés. Le coordonnateur se charge notamment :

- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée,
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation,
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres,
- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants (publication de l'avis d'appel public à la concurrence et d'attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultation des entreprises, réception des offres, analyse des offres, rapport de présentation, convocation et réunion de la commission d'appels d'offres...),
- de communiquer, le cas échéant, à l'Eurométropole de Strasbourg les documents nécessaires des marchés pour ce qui la concerne,
- de signer et de notifier les marchés,
- de gérer tout incident de procédure, et notamment d'informer les candidats du rejet et des motifs afférents de leur candidature ou de leur offre en application du Code de la commande publique,
- de transmettre et de s'assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle.

Le coordonnateur s'engage à tenir étroitement informé l'Eurométropole de Strasbourg sur les conditions de déroulement de la procédure de dévolution des marchés, et en particulier à l'informer de tout dysfonctionnement constaté.

Article 5 : Responsabilité

En cas de faute grave commise par le coordonnateur ou de mauvaise exécution de sa mission de son fait exclusif, l'Eurométropole de Strasbourg pourra demander réparation de son préjudice au juge administratif.
Inversement, le coordonnateur, la Ville de Strasbourg, pourra demander réparation dans les mêmes conditions en cas de faute grave commise par l'Eurométropole de Strasbourg au regard des obligations qui incombent à cette dernière.

Article 6 : Fin du groupement

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur prennent fin suite à la notification des marchés, chaque membre du groupement gérant l'exécution de ses marchés respectifs.

La présente convention peut être résiliée en cas de problème d'exécution, de dépassements excessifs du montant des marchés par rapport aux budgets prévisionnels, ou de retard important dans la réalisation de la dévolution des marchés.

Article 7 : Règlement des différends entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.
La présente convention a été établie en 3 exemplaires originaux.

Strasbourg, le

Pour l'Eurométropole de Strasbourg	Pour la ville de Strasbourg
Robert HERRMANN Président	Roland RIES Maire

85

Motion au Conseil Municipal du lundi 10 février 2020

Motion du Conseil municipal de la ville de Strasbourg en soutien aux sapeurs-pompiers.

Chacun se souvient des violences commises à Strasbourg lors de la Saint-Sylvestre 2019 à l'encontre des forces de sécurité et de secours du territoire, notamment des sapeurs-pompiers du Service d'Incendie et de Secours du Bas-Rhin (SDIS 67) qui furent la cible d'agressions et de violences intolérables.

L'exercice de cette profession, dont les missions sont le secours et la sécurité de nos concitoyens, est rendue de plus en plus difficile dans notre pays par la montée en puissance d'exactions dont les sapeurs-pompiers sont régulièrement l'objet.

Par cette motion, nous voudrions rappeler notre attachement à cette profession en souffrance, qui œuvre souvent au péril de sa vie pour porter assistance à nos concitoyens, et qui mérite à ce titre tout notre reconnaissance et notre soutien dans cette période difficile.

Le Maire de Strasbourg, Roland RIES, a d'ailleurs récemment reçu les représentants de l'intersyndicale du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) du Bas-Rhin et a pu prendre la mesure des violences et incivilités, parfois profondément traumatisantes, dont sont souvent victimes les pompiers.

Enfin, ils ont été nombreux, depuis le mois de juin dernier, à entreprendre un mouvement de grève pour réclamer des moyens supplémentaires et dénoncer les violences dont ils sont parfois la cible.

A ce titre, nous saluons les récentes annonces du gouvernement, que ce soit l'augmentation de la prime du feu et la revalorisation des mécanismes permettant aux pompiers de partir en retraite anticipée, mais nous appelons également ce dernier à la vigilance s'agissant des conditions de travail de la profession qui doivent continuer de faire l'objet d'une attention toute particulière.

Nous tenons aussi à souligner le respect et l'attachement fort des Strasbourgeois et des Strasbourgeois à nos sapeurs-pompiers, et plus largement à l'ensemble de nos forces de l'ordre et de secours qui œuvrent au quotidien, avec professionnalisme et sang-froid, pour préserver la sécurité et venir en aide à toutes celles et ceux qui ont en besoin.

Adopté le 10 février 2020
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 13 février 2020